CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DE LA
SÉANCE DU 24 JUIN 2024

Publié le 17 octobre 2024
sur le site Internet de
Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Sous la présidence de Fabian JORDAN, sauf points 10°, 11°, 12°, 13° et 14° présidés par Jean-Luc SCHILDKNECHT, 1er Vice-président

Séance du 24 juin 2024 à 17 h 30

Quorum pour 104 élus en exercice : 53 élus présents.

PRESENTS (66) : Mme AGUDO-PEREZ, Mme BAECHTEL (à partir du point 2°), M. BELLONI, M. BERGDOLL, M. BEYAZ, M. BITSCHENE, Mme BOESCH, M. BOUILLÉ, M. BUX, Mme DHALLENNE, M. DUSSOURD, M. FUCHS, Mme GERRER, Mme GODBILLON, M. GOEPFERT, Mme GOETZ (à partir du point 3°), Mme GOLDSTEIN, M. GUTH, M. HAGENBACH, M. HARTMANN, Mme HERZOG, M. HILLMEYER, M. HOMÉ (jusqu'au point 38° compris), Mme HOTTINGER, M. JORDAN, M. JULIEN, M. JUNG, Mme KEMPF, M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN, M. LIPP, M. LOGEL, Mme LOISEL, Mme LUTOLF-CAMORALI, Mme LUTZ (jusqu'au point 55° compris), Mme MATHIEU-BECHT, Mme MEHLEN, Mme MEYER, Mme MIMAUD, M. MINERY, M. MOR, M. NICOLAS, Mme PAUGAM, M. PAUVERT, M. QUIN (à partir du point 3° et jusqu'au point 60° compris), Mme RAPP, Mme RENCK, M. RICHARD, M. RICHE, M. RIFF, Mme RISSER (jusqu'au point 59° compris), M. SCHILDKNECHT, M. SCHILLINGER (jusqu'au point 51° compris), M. SCHIRCK, M. SIMEONI, Mme SIMON, M. STEGER, M. STRIFFLER, M. STURCHLER (à partir du point 2°), Mme TALLEUX, M. TORANELLI (jusqu'au point 25° compris), M. VIOLA, M. WOLFF, Mme ZAGAOUI et Mme ZELLER.

EXCUSES / ABSENTS (14) : M. BECHT, Mme BOUAMAIED, M. CAUSER, M. CHAPATTE, M. COLOM, M. EHRET, M. ENGASSER, M. KRZEMINSKI, M. PULEDDA, Mme RITZ, M. SASSI, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme SCHWEITZER et M. ZIMMERMANN.

PROCURATIONS (24) : M. BEHE à M. BELLONI, M. BLANQUIN à Mme LIERMANN, Mme BONI DA SILVA à Mme RAPP (sauf points 32°, 39°, 40°, 44° et 50°), Mme BUCHERT à M. BOUILLÉ (sauf point 32°), M. CHÉRAY à Mme BOESCH, Mme CORNEILLE à Mme LOISEL, M. COUCHOT à M. QUIN (sauf point 50°), M. D'ORELLI à M. BEYAZ, Mme EL HAJJAJI à Mme PAUGAM, M. GIRONA à Mme BAECHTEL (sauf points 32°, 38°, 50°, 52° et 54°), M. GREILSAMMER à M. RICHARD (sauf points 25°, 32°, 58° et 60°), Mme JENN à M. JORDAN (sauf points 41°, 42° et 50°), M. MENSCH à M. RICHE (sauf points 32° et 38°), M. METZGER à M. JUNG, Mme MOTTE à Mme HOTTINGER (sauf point 54°), M. NEUMANN à Mme HERZOG, M. OBERLIN à Mme ZAGAOUI, M. ONIMUS à Mme DHALLENNE (sauf points 34°, 39°, 40°, 41°, 42° et 44°), M. SALZE à M. JULIEN (sauf points 25°, 32° et 38°), Mme SCHELL à Mme MEHLEN (sauf points 32°, 50°, 52° et 54°), Mme SORNIN à Mme GOETZ (sauf points 39° et 40°), Mme SUAREZ à Mme RISSER (sauf point 50°), M. TRIMAILLE à Mme LUTZ (sauf points 41°, 42° et 50°) et M. WEISBECK à Mme RENCK.

Procuration temporaire : M. HOMÉ à Mme LUTOLF-CAMORALI (à partir du point 39°, sauf points 50° et 54°).

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné comme secrétaire de séance.

Le Conseil d'agglomération a adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 15 avril 2024
3°		Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation (06)
	N° de la délibération :	Titre de la délibération :

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Finances*

4°	2363C	Créances irrécouvrables : admission en non-valeur (315/7.10.5/2363C)
5°	2367C	Approbation du compte de gestion 2023 m2A (311/7.10.1/2367C)
6°	2405C	Budget annexe de l'eau- approbation du compte de gestion 2023 (311/7.10.1/2405C)
7°	2406C	Budget annexe du chauffage urbain - approbation du compte de gestion 2023 (311/7.10.1/2406C)
8°	2407C	Budget annexe des transports urbains - approbation du compte de gestion 2023 (311/7.10.1/2407C)
9°	2408C	Budget annexe ZAE Bantzenheim - approbation du compte de gestion 2023 m2A (311/7.10.1/2408C)
10°	2368C	Compte administratif 2023 - budget principal (311/7.1.3/2368C)
11°	2409C	Budget annexe de l'eau - compte administratif 2023 (311/7.1.3/2409C)
12°	2410C	Budget annexe du chauffage urbain - compte administratif 2023 (311/7.1.3/2410C)
13°	2411C	Budget annexe des transports urbains - compte administratif 2023 (311/7.1.3/2411C)
14°	2412C	Budget annexe ZAE Bantzenheim - compte administratif 2023 (311/7.1.3/2412C)

15°	2369C	Budget principal - affectation du résultat du compte administratif 2023 (311/7.1.5/2369C)
16°	2370C	Budget annexe de l'eau - affectation du résultat du compte administratif 2023 (311/7.1.5/2370C)
17°	2371C	Budget annexe du chauffage urbain - affectation du résultat du compte administratif 2023 (311/7.1.5/2371C)
18°	2372C	Budget annexe des transports urbains - affectation du résultat du compte administratif 2023 (311/7.1.5/2372C)
19°	2373C	Budget annexe ZAE Bantzenheim - affectation du résultat du compte administratif 2023 (311/7.1.5/2373C)
20°	2375C	Transferts et créations de crédits - budget annexe des transports urbains - annule et remplace la délibération 2304C (311/7.1.2/2375C)
21°	2379C	Transferts et créations de crédits - budget principal (311/7.1.2/2379C)
22°	2219C	Budget principal : vote des autorisations de programme 2020-2027 (31/7.10.1/2219C)

- ***Administration générale***

23°	2442C	Désignation des délégués communautaires de Mulhouse Alsace Agglomération au sein des organismes et associations divers : délibération complémentaire (06/5.3.4/2442C)
24°	2427C	Désignation des délégués communautaires de Mulhouse Alsace Agglomération au sein du syndicat mixte pour la gestion des Ports du Sud Alsace : modification (06/5.3.3/2427C)
25°	2343C	Composition et élection de la commission de délégation de service public en matière de production et de distribution de l'eau potable dans le périmètre de la régie de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération (3512/1.7.3/2343C)

26° 2444C Rapport d'activités 2023 (021/5.7.9/2444C)

27° 2344C Nouveaux tarifs du restaurant de la Maison du Territoire à partir du 1er juillet 2024 (3618/7.10.5/2344C)

- Ressources humaines

28° 2384C Convention cadre de délégation de l'action sociale en faveur du personnel actif de Mulhouse Alsace Agglomération (325/7.5.6/2384C)

29° 2418C Personnel : mise à disposition d'un agent de la commune d'Ottmarsheim à Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques (320/4.1.4/2418C)

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- Transport

30° 2391C Mobilier urbain : avenant n°5 portant prolongation de durée du contrat (5400/1.5.5/2391C)

31° 2399C Convention pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération : avenant n°4 (5400/1.2.2/2399C)

32° 2414C Enquête mobilité certifiée CEREMA : avenant à la convention tripartite entre l'AFUT, l'ADEUS et Mulhouse Alsace Agglomération (5400/7.5/2414C)

33° 2436C Convention financière relative au transfert de la compétence transports publics réguliers de personne, entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération (5411/8.7/2436C)

34° 2413C Convention de financement pour le service de la navette Cité'Bus de Wittelsheim : avenant 2 (5411/7.6/2413C)

- Eau

35° 2381C Lot de chasse : renouvellement d'une convention de location (412/3.3.2/2381C)

36° 2382C Mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable lotissement « Les Noyers » à Habsheim, lotissement Les Tournesols à Battenheim et résidence « Florissens » à Mulhouse : conventions de maîtrise d'œuvre (412/1.4/2382C)

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- *Enseignement supérieur*

37° 2392C Convention de partenariat entre Mulhouse Alsace Agglomération et la classe Prépa Talents de l'Université de Haute-Alsace (521/8.1/2392C)

- *Développement économique*

38° 2299C Association du Technopole Mulhouse : subvention annuelle pour 2024 (521/7.5.6/2299C)

- *Attractivité, développement touristique et culturel*

39° 2278C Association de gestion du Musée National de l'Automobile collection Schlumpf : subvention de fonctionnement 2024 (513/7.5.6/2278C)

40° 2419C Association de gestion du Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf : subvention d'investissement 2024 (513/7.5.6/2419C)

41° 2279C Association de gestion du Musée de l'impression sur étoffes : subvention de fonctionnement 2024 (513/7.5.6/2279C)

42° 2416C Association pour le Musée de l'impression sur étoffes : subvention d'investissement 2024 (513/7.5.6/2416C)

43° 2361C Musée rhénan de la moto « La Grange à Bécanes », collection Lemoine : convention de partenariat tripartite m2A, commune de Bantzenheim et Amis du Musée de la moto (513/7.5.6/2361C)

44° 2420C Association Cité du Train-patrimoine SNCF : subvention d'investissement 2024 (513/7.5.6/2420C)

45° 2378C Taxe de séjour : modalités d'application à partir du 1er janvier 2025 (511/7.2/2378C)

46° 2396C Parc zoologique et botanique de Mulhouse : tarifs à partir du 1er juillet 2024 (512/7.10.5/2396C)

- Urbanisme et aménagement

47° 2428C PLU de la Ville de Wittelsheim : modification simplifiée n°3 - bilan de la mise à disposition et approbation (532/2.1.2/2428C)

48° 2429C PLU de la Ville d'Illzach : approbation de la révision (532/2.1.2/2429C)

49° 2430C PLU d'Ottmarsheim : approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU (532/2.1.2/2430C)

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- Enfance

50° 2245C Petite Enfance : subventions de fonctionnement au titre de 2024 - deuxième versement (232/7.5.6/2245C)

51° 2365C Réseau Parents 68 : versement de subventions 2024 (232/7.5.6/2365C)

52° 2246C Structures périscolaires : subventions de fonctionnement au titre de 2024 - deuxième versement (231/7.5.6/2246C)

53° 2376C Tarification périscolaire sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération - année scolaire 2024/2025 (231/7.10.5/2376C)

- Citoyenneté

54° 2441C Appel à projets prévention de la délinquance, prévention de la radicalisation et sécurité routière : attribution de subventions 2024 à Sémaphore Mulhouse Sud Alsace (06/7.5.6/2441C)

- Sport

55° 2394C Accueil de « Panam Sports Organization » : recours au bénévolat (241/7.10.5/2394C)

56°	2390C	Projet « Pack Sport » : outil d'attractivité du territoire par le biais du sport de haut niveau (241/7.10.5/2390C)
57°	2431C	Animations aquatiques et équipements sportifs communautaires - modification et création des tarifs communautaires pour services rendus (241/7.10.5/2431C)

- Habitat-Logement

58°	2377C	Aides à la pierre : bilan 2023 et programmation en matière de logement social de droit commun pour 2024 (535/8.5/2377C)
59°	2387C	Projet de bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat de Mulhouse Alsace Agglomération (535/8.5/2387C)
60°	2386C	Aides à la pierre : bilan 2023 et programme annuel d'action 2024 en faveur de l'habitat privé (535/3.6/2386C)
61°	2385C	Copropriétés dégradées - travaux de la copropriété « Construire » à Illzach (OPAH CD) : attribution d'une subvention d'investissement et accord de garantie des fonds préfinancés (535/8.5/2385C)

1° DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Président propose la nomination de M. Jean-Luc SCHILDKNECHT aux fonctions de secrétaire de séance.

Pour : 62 + 21 procurations.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

(M. SCHILDKNECHT procède à l'appel.)

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Jean-Luc. Merci beaucoup chers collègues d'être là, je sais que les journées sont longues, les plannings sont chargés en ce début d'été avec tous les dossiers qu'il faut rendre, toutes les réunions encore à faire, toutes les assemblées générales, donc merci beaucoup de votre assiduité. On vous proposera en fin de séance un petit barbecue comme on a l'habitude de le faire pour la dernière séance. Merci de votre présence.
Troisième Conseil d'agglomération, je vous rappelle, parce que je suis tenu de vous le faire, qu'il appartient aux élus un intérêt à l'affaire de ne pas prendre part au vote de la délibération. Vous le savez, je le répète à chaque fois, que les choses soient bien claires.
Nous aurons aussi aujourd'hui l'adoption du compte administratif qu'il faudra signer une fois qu'il sera adopté. Donc si jamais vous devez quitter la salle avant la fin, n'oubliez pas de le faire qu'après avoir signé les documents, voilà, merci beaucoup.
Permettez-moi chers amis, ce soir, de rendre hommage à Christian NAZON, qui est décédé brutalement le 27 mai dernier à l'âge de 69 ans. Beaucoup d'entre nous l'ont bien connu, il a en effet été Directeur Général des Services de notre agglomération et de la Ville de Mulhouse de 2010 à son départ en retraite en 2018, après avoir fait carrière, 36 années de service au sein de nos services. Dès 1988, il s'est engagé dans l'intercommunalité en entrant au SIVOM dont il a pris la direction en 1990, puis en passant par le SIPACO, c'était le syndicat intercommunal du parc des collines, la CAMSA en 2001, puis m2A. Il a accompagné la création de notre agglomération aux côtés de Jean-Marie BOCKEL notamment, et a conduit de grands chantiers structurants du territoire. Je vous propose, chers amis, d'observer une minute de silence en sa mémoire. *(1 minute de silence)*. Merci. Nous adressons évidemment à sa famille, Dominique, son épouse, Pierre-Victor et Charlotte, leurs enfants, nos plus sincères condoléances.

2° APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 29 JANVIER 2024

M. LE PRÉSIDENT : Point numéro 2 à l'ordre du jour aujourd'hui, il s'agit de l'approbation du procès-verbal de la séance du 15 avril 2024.Y a-t-il des questions, des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 64 + 22 procurations.
Le procès-verbal du 15 avril 2024 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

3° INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS Et DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION (06)

M. LE PRÉSIDENT : Au point 3, c'est l'information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation. Il n'y a pas de vote mais il y a des questions qui peuvent être posées. Il n'y en a pas ? Je vous remercie.

Le Conseil d'agglomération est informé des délibérations et décisions prises par délégation.

M. LE PRÉSIDENT : On va tout de suite passer un chapitre important de la séance de ce soir. Vous le savez, ce sont les finances. Donc, nous allons démarrer tout d'abord par des créances irrécouvrables, admissions en non-valeur, Antoine HOME. Ah pardon, excusez-moi, je n'avais pas vu Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Oui Monsieur le Président, je suis au fond et je suis petit, on ne me voit pas beaucoup. J'aimerais revenir donc, chers collègues, et vous, Monsieur le Président, sur le procès qui vient de se conclure le 3 juin au sujet donc des relations entre le MON m2A, et également surtout sur un certain nombre donc de griefs à l'encontre donc des dirigeants du MON. Aujourd'hui, nous en connaissant les résultats et ces résultats nous montrent que d'une part, il y a une condamnation d'un certain nombre de personnes. Je n'insiste pas, tout le monde lit la presse. Et comme vous l'aviez promis lors du dernier Conseil d'agglomération, j'aimerais également qu'on discute de ce qui est ressorti au niveau du procès, c'est à dire l'idée que, point un, on a débouté m2A de sa demande de constitution de partie civile d'une part, et deuxièmement, on l'a débouté, je cite, au prétexte d'une relation toxique entre m2A et le MON. De ce point de vue-là, il y a toute une série de questions qui reste ouverte. Quid de cette relation toxique : qu'est-ce qu'on fait par rapport à ce sujet ? Sur les sommes qui avaient été identifiées donc lors du procès, globalement il y avait donc des sommes autour de 750 000€, je peux me tromper, je le fais à la louche. Et donc ce point de vue-là, si préjudice il y a comment on fait nous, collectivité publique, pour récupérer cet argent public ? Et donc là, c'est une vraie question aussi. Et vous n'êtes pas sans savoir, puisque vous lisez la presse comme nous tous, qu'aujourd'hui il y a une contre-offensive qui se développe du côté des dirigeants du MON, il y avait encore un article il y a deux jours où finalement toute la faute incombait à m2A si je suis l'interview donnée par Lionel HORTER il y a 2 ou 3 jours dans le journal « L'Alsace ». Donc ça, à mon avis, c'est une première série de questions à laquelle nous devons répondre parce que nous sommes des gestionnaires de l'argent public et de sa bonne utilisation d'une part. Et deuxième question qui nous est posée parce que nous sommes en même temps aujourd'hui… Nous gérons de façon publique grâce aux décisions qui ont été prises à partir de 2021, nous gérons donc le centre nautique de l'Illberg, et donc la question qui se pose : comment on fait pour continuer une activité de sport de haut niveau, avec le MON où à l'intérieur duquel donc les dirigeants qui ont été donc condamnés sont toujours présents ? Donc c'est

autour de ces deux séries de questions que j'aimerais quand même qu'on ait un débat comme vous l'aviez souhaité et promis lors du dernier Conseil d'agglomération. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Monsieur SIMEONI. Je l'avais évoqué, je l'avais promis, j'ai dit qu'on travaillait beaucoup pour vous présenter et vous tenir au courant naturellement des orientations qui seront prises, qu'on prendra ensemble. On avait, Monsieur SIMEONI, prévu de vous en parler plus en détail dans la partie sport qui est un peu plus tard, mais on va le faire tout de suite comme ça les choses sont faites. On avait prévu d'intervenir au point 55, et donc je vais tout de suite demander au Vice-président en charge de vous donner notre aperçu quant à cette problématique récurrente, on peut le dire. Daniel BUX.

M. BUX : Oui, merci Monsieur le Président. Juste un petit détail Monsieur SIMEONI, il ne s'agit pas du MOON, ça fait un peu secte étrangère, c'est plutôt le MON, le Mulhouse Olympic Natation. Que les choses soient claires entre nous, qu'il n'y ait pas de confusion possible. En ce qui concerne les décisions de justice, je ne pense pas que nous soyons aptes et qualifiés pour les commenter. Ce n'est pas le moment, ni notre rôle, ni notre fonction, par contre le sujet sur lequel nous pouvons nous pencher, c'est ce qui va se passer après. Une réaction, déjà dans un premier temps, à l'article d'interview de Monsieur Lionel HORTER qui est assez édifiant, et ensuite le sujet sur lequel nous sommes en train de travailler. Alors je me permettrai de lire ce que j'ai préparé par écrit pour éviter que ma parole ne dérape et me fasse dire des choses que je pense profondément mais dont ce n'est le moment de le dire. Alors les propos qui sont tenus par Monsieur Lionel HORTER dans un article de presse paru le samedi 22 juin 2024, provoque une profonde indignation que nous partageons tous. Ces paroles dénotent un comportement sans scrupules, dénuées de toute modestie ou humilité, dont le moteur principal est le mépris et un irrespect total. Il dit que m2A ne méritait pas un nageur aux Jeux Olympiques. Quelle suffisance. Mais que mérite le MON ? Le MON mérite-t-il que la collectivité assure les frais de fonctionnement du centre d'entraînement à hauteur, en moyenne, de 480 000 € par an ? Le MON mérite-t-il d'être autorisé, en raison de la préparation aux JO, d'occuper un équipement communautaire sans convention, car refusant de la signer ? Donc, sans droit ni titre. Le MON mérite-t-il d'avoir la possibilité de délivrer des abonnements à des tarifs que certains n'hésitent pas à qualifier de discriminatoires pour le seul profit de l'association dans un équipement communautaire ? Le MON mérite-t-il que la collectivité mette à sa disposition d'autres équipements nautiques, lui permettant ainsi d'accueillir et d'organiser des compétitions de natation ? Le MON mérite-t-il encore la poursuite de la mise à disposition du centre d'entraînement ? Le MON mérite-t-il que m2A poursuive sa collaboration statutaire avec lui ? À ce jour, aucun dirigeant du MON n'est intervenu pour atténuer ou contredire les propos de Lionel HORTER qui, lui, se projette déjà jusqu'en 2032 dans SA piscine. Désolant ou inquiétant ? Toujours est-il que ces propos entraînent la disparition totale de toute confiance, empêchant toute poursuite de collaboration, et ça aujourd'hui, le MON le mérite. Chers collègues, je tiens à vous signaler que nous travaillons avec la Commission Sports, avec la Direction des Sports et différents partenaires, à la construction d'une nouvelle politique sportive et de fonctionnement de notre centre d'entraînement. Il y a sur notre territoire plusieurs clubs nautiques, dans différentes disciplines aquatiques, dont certains s'entraînent d'ailleurs déjà dans cet équipement, avec lesquels nous souhaitons construire l'avenir de l'excellence sportive et l'avenir du centre d'entraînement, et ce dès la rentrée.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Monsieur le Vice-président. Voilà, je pense que vous aurez compris d'une manière assez claire notre position qui a toujours été la même. On veut toujours soutenir le sport de haut niveau, mais c'est une égalité de comportement et de la considération réciproque qu'on exige aussi de nos partenaires dans la confiance qui n'est peut-être plus de mise depuis un certain temps. Voilà donc à partir de là on aura Monsieur MINERY.

M. MINERY : Oui, merci Monsieur le Président, bonsoir chers collègues, je vais faire vite. Mais alors, première suggestion, c'est vrai qu'il serait peut-être intéressant d'avoir un moment d'échanges, une expression en début de conseil pour permettre d'évoquer des sujets qui sont plus ou moins d'actualité. Et j'aimerais justement revenir sur un sujet qui risque de redevenir d'actualité, qui est en tout cas urgent, le temps presse en tout cas, c'est évidemment la saga Stocamine. Deuxième suggestion du coup, Monsieur le Président, je pense qu'il est temps de revoir votre position. Demain, potentiellement une nouvelle Assemblée, un nouveau gouvernement de préférence, et ça ne vous étonnera pas de ma part, issu du Nouveau Front Populaire, décideront d'arrêter le confinement des déchets. D'ailleurs, ce jour, au niveau local et national, les députés sortants et les députés du bloc de gauche et des écologistes s'engagent formellement en ce sens. Soyons proactifs, demandons l'arrêt du chantier, cessons de faire couler du béton qui condamne l'accès aux galeries. L'abandon des promesses successives a aussi nourri le rejet de nos décideurs et de la politique en général. Ne soyons pas non plus naïfs sur ce sujet, et reprenons collectivement le chemin du courage pour extraire les déchets. Voilà, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Monsieur MINERY. Juste rappeler à tout le monde qu'il y a un règlement intérieur donc on essaie de se tenir aux points, et d'intervenir que quand le point amène à l'intervention. Ça nous dérange pas du tout d'avoir ces échanges, au contraire, c'est toujours avec un plaisir que nous échangeons et nous partageons donc… Oui, Antoine HOME.

M. HOMÉ : Oui, nous pouvons parfois discuter du fait d'aborder des sujets qui seraient éloignés de nos compétences. Par contre, pour ma part, et je ne reproche pas à certains de nos collègues de penser qu'ils ne sont pas dans une assemblée politique, mais nous sommes dans une assemblée politique et la politique n'est pas un gros mot. Que les collègues abordent, qu'il s'agisse du MON ou en l'occurrence de Stocamine, des sujets qui impactent notre territoire, je considère pour ma part que ça fait partie de nos compétences. Voilà, je voulais le dire parce qu'encore une fois, moi je fais de la politique et je n'en ai pas honte, et aborder des sujets dont nos habitants parlent ne me semble pas anodin. C'est important dès lors qu'on le fait avec retenue. J'ai trouvé pour ma part que les deux interventions des collègues étaient de grande qualité, et je trouve que nous avons eu sur ce point un débat qui nous honore. Je voulais le dire.

M. SCHILDKNECHT : Je souhaite encore faire une observation, je trouve que certains sont prompts à intervenir quand la presse est présente, mais pas forcément toujours aussi prompts à participer aux réunions de travail qui nous permettent d'avancer sereinement ensemble.

4° CREANCES IRRECOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (315/7.10.5/2363C)

La Responsable du Service de Gestion Comptable pour Mulhouse Alsace Agglomération demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent de liquidations judiciaires, de surendettement, de combinaisons infructueuses d'actes et de décès. Elles concernent essentiellement des impayés de périscolaire, des redevances, de vente d'eau et de produits de gestion courantes.

La répartition par exercice d'origine est la suivante :

BUDGET PRINCIPAL	
2014	454,04
2018	1 634,22
2019	4 173,94
2020	6 275,96
2021	7 692,67
2022	13 761,83
2023	8 963,54
2024	90,82
TOTAL €	**43 047,02**

BUDGET EAU	
2013	95,68
2014	205,61
2015	328,48
2021	0,31
2023	7584,12
2024	993,40
TOTAL €	**9207,90**

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

Les créances liées à des factures d'eau et de travaux d'eau concernées par la demande du SGC se décomposent comme suit :

Taux	0%	5.5%	7%	10%	20%	**TOTAL €**
HT	-	4984,48	-	3590,26	-	8574,74
TVA	-	274,14	-	359,02	-	633,16
TTC	-	5258,62	-	3949,28	-	**9207,90**

La ventilation comptable des créances irrécouvrables est la suivante :

- sur le budget principal :

Chapitre 65/compte 6541/fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 310
Ligne de crédit 3977 « Créances admises en non-valeur » : **4 730,51 €**

Chapitre 65/compte 6542/fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 310
Ligne de crédit 30038 « Créances éteintes » : **38 316,51 €**

- sur le budget annexe eau en HT :

Chapitre 65/compte 6541
Ligne de crédit 5547 « Créances admises en non-valeur » : **699,53 €**

Chapitre 65/compte 6542
Ligne de crédit 6787 « Créances éteintes » : **7875,21 €**

Après en avoir délibéré le Conseil d'Agglomération :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ainsi que leurs imputations,

- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà chers collègues. Voilà donc nous avons bien préparé cette séance, on savait très bien qu'il y aurait des interventions, on avait bien prévu l'intervention mais pas à ce moment-là de l'ordre du jour. Je vous propose de repasser à l'ordre du jour, et donc je passe la parole à Antoine HOMÉ, en tant que Vice-président en charge des finances sur le projet des créances irrécouvrables.

M. HOMÉ : Voilà, et cher Président, pour terminer par une note d'humour, comme j'essaie parfois de le faire, je ne suis pas du tout choqué que les collègues m'aient interrompu alors que j'allais parler de l'important dossier des créances irrécouvrables. Voilà, alors j'y viens, on reprend l'ordre du jour, les créances irrécouvrables donc l'admission en non-valeur. Alors c'est une délibération classique, vous savez que ça ne veut pas dire que les poursuites n'ont pas lieu contre ceux qui n'ont pas payé les prestations, mais ça veut dire qu'on doit constater comptablement que ça n'est pas dans nos comptes et donc il faut en tirer les conséquences. Donc sur le budget principal, ce sont essentiellement des

impayés de périscolaire pour 32 777€ et de redevances spéciales pour 6 000€. Le solde, ce sont des factures liées à l'eau et depuis les syndicats concernés ont été dissous. Je vous propose donc chers collègues d'approuver ces non-valeurs.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Des questions, des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

5° APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 m2A (311/7.1.3/2367C)

Vu le compte de Gestion relatif au Budget Principal de l'exercice 2023, rendu par la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour l'Agglomération,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui des Comptes de Gestion 2023,

Vu les Budgets, Primitifs et Supplémentaires, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2023 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après contrôle que le Service de Gestion Comptable (SGC) ait repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il ait procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2023, des discordances ressortent entre le compte de gestion et le compte administratif :

Les écarts ci-dessous sont constatés quant aux prévisions budgétaires :

	Prévisions budgétaire CDG	**Prévisions budgétaires CA**	**Ecart**
Fonctionnement			
Dépenses	310 396 850,32 €	307 539 303,80 €	-2 857 546,52€
Recettes	310 396 850,32 €	307 539 303,80 €	-2 857 546,52€
Investissement			
Dépenses	112 599 515,18 €	113 437 957,40€	838 442,22€
Recettes	112 599 515,18 €	113 437 957,40€	838 442,22€

Le SGC est confronté à une contrainte technique ne permettant pas, dans un même exercice, de prendre en charge des documents budgétaires avec en reprise de résultat pour une même section à la fois une dépense et une recette.

Or, le Budget Supplémentaire a intégré une reprise d'excédent en fonctionnement pour 36 260 693,57€ et la décision modificative n°3 a intégré une reprise de déficit pour 18 929,11€. Le SGC ne pouvant pas avoir une ligne en recette et une ligne en dépense, la décision modificative a été prise en charge par le biais d'une réduction de recette en fonctionnement.

Concernant l'investissement, le Budget Supplémentaire a également intégré une reprise d'excédents pour 570 865,27€ et une reprise de déficits pour 4 589 360,31€.
La décision modificative n°3 a intégré quant à elle une reprise d'excédents pour 377 102,97€.
Le SGC ne pouvant pas avoir une ligne en recette et une ligne en dépense, la reprise des résultats a été constatée par le biais d'une réduction de dépense, conduisant à ces écarts.

En complément, dans le cas particulier des cessions d'immobilisations, l'application informatique du SGC créé automatiquement une décision modificative afin d'ouvrir les crédits nécessaires (en fonctionnement et en investissement) sur les articles concernés par cette cession. Or, les écritures de cession ne nécessitant pas de dotation budgétaire, celles-ci n'apparaissent pas dans le compte administratif.

Les écarts ci-dessous sont constatés quant au résultat cumulé 2023 :

	Résultat CDG	**Résultat repris DM n°3 de 2023**	**Résultat CA 2023**
Section	**Montant**	**Montant reprise budget 44000 SIVU Eau Assainissement Hombourg Niffer Ottmarsheim (50%)**	**Montant total**
Investissement	-12 132 086,41€	377 102,97€	-11 754 983,44€
Fonctionnement	55 037 970,05€	- 18 929,11€	55 019 040,94€
Total	**42 905 883,64€**	**358 173,86€**	**43 264 057,50€**

L'écart est identifié et provient de la reprise anticipée au compte administratif de la quote-part de résultat du SIE Hombourg-Niffer-Ottmarsheim qui n'a pas été reprise dans le compte de gestion, l'arrêté préfectoral de dissolution de ce syndicat ayant été signé le 18 janvier 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,

- prend acte de la discordance des écritures de l'exercice 2023 entre l'ordonnateur et le comptable,

- prend acte des écarts décrits ci-dessus et des motifs conduisant à ces discordances,

- charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024
Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Résultats budgétaires de l'exercice

01000 - CA MULHOUSE ALSACE AGGLO M2A Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	112 599 515,18	310 396 850,32	422 996 365,50
Titres de recette émis (b)	65 217 734,73	284 410 624,72	349 628 359,45
Réductions de titres (c)	7 198 981,54	9 127 536,93	16 326 518,47
Recettes nettes (d = b - c)	58 018 753,19	275 283 087,79	333 301 840,98
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	112 599 515,18	310 396 850,32	422 996 365,50
Mandats émis (f)	73 153 145,33	266 441 649,32	339 594 794,65
Annulations de mandats (g)	7 020 800,77	9 935 838,01	16 956 638,78
Dépenses nettes (h = f - g)	66 132 344,56	256 505 811,31	322 638 155,87
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		18 777 276,48	10 663 685,11
(h - d) Déficit	8 113 591,37		

M. LE PRÉSIDENT : On passe à l'approbation du compte de gestion 2023.

M. HOMÉ : Alors on va bientôt mettre en place ce qu'on appelle le compte financier unique, c'est à dire qu'il y aura d'ici deux ans à peu près, un compte qui sera le même, qui concernera le comptable public et l'ordonnateur. Alors moi, je n'ai jamais été un grand partisan de cette innovation voulue par la Direction Générale des Finances Publiques à Bercy. La preuve en est, c'est que, par exemple, pour l'exercice 2023, nous avons relevé des discordances entre le compte de gestion du budget principal et le compte administratif. Alors, ce sont liés à des contraintes techniques du côté des services de gestion comptable qui n'ont pas pu reprendre les excédents ou transférer de la même manière que du côté de m2A. C'est également une question de reprise des résultats du SIE Hombourg-Niffer-Ottmarsheim dès 2023 côté m2A, là où le service de gestion comptable de la DDFIP a dû attendre 2024 puisque l'arrêté préfectoral de dissolution n'a été signé que le 18 janvier 2024. Voilà, ça illustre le fait que l'État veut tout le temps imposer des obligations comptables, mais qu'il n'est pas toujours en capacité de les mettre en œuvre. Ça s'explique aussi parce que les malheureux services déconcentrés de l'État ont été sacrifiés depuis des années sur l'autel des politiques publiques libérales, voilà. Donc approbation du compte de gestion néanmoins proposé.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre, des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

6° BUDGET ANNEXE DE L'EAU- APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 (311/7.10.1/2405C)

Vu le compte de Gestion relatif au Budget Annexe de l'Eau de l'exercice 2023, rendu par la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour l'Agglomération,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui du Compte de Gestion 2023,

Vu les Budgets, Primitif et Supplémentaire, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2023 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après contrôle que le Service de Gestion Comptable (SGC) ait repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il ait procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2023, des discordances ressortent entre le compte de gestion et le compte administratif :

Les écarts ci-dessous sont constatés quant aux prévisions budgétaires :

	Prévisions budgétaire CDG	**Prévisions budgétaires CA**	**Ecart**
Fonctionnement			
Dépenses	68 995 001,53 €	69 013 930,64 €	18 929,11 €
Recettes	68 995 001,53 €	69 013 930,64 €	18 929,11 €
Investissement			
Dépenses	34 888 192,97 €	35 050 534,45 €	162 341,48 €
Recettes	34 888 192,97 €	35 050 534,45 €	162 341,48 €

Le SGC est confronté à une contrainte technique ne permettant pas, dans un même exercice, de prendre en charge des documents budgétaires avec en reprise de résultat pour une même section à la fois une dépense et une recette.

Or, le Budget Supplémentaire a intégré une reprise d'excédent en fonctionnement pour 1 487 216,09€ et la décision modificative n°3 a intégré une reprise de déficit pour 18 929,11€. Le SGC ne pouvant pas avoir une ligne en recette et une ligne en dépense, la décision modificative a été prise en charge par le biais d'une réduction de recette en fonctionnement.

Concernant l'investissement, le Budget Supplémentaire a intégré une reprise d'excédents pour 69 324,34€ et une reprise de déficits pour 162 341,48€.
Le SGC ne pouvant pas avoir une ligne en recette et une ligne en dépense, la reprise a été constatée par le biais d'une réduction de recette.

Les écarts ci-dessous sont constatés quant au résultat cumulé 2023 :

	Résultat CDG	**Résultat repris DM n°3 de 2023**	**Résultat CA 2023**
Section	**Montant**	**Montant reprise budget 44000 SIVU Eau Assainissement Hombourg Niffer Ottmarsheim**	**Montant total**
Investissement	-3 918 463,66€	378 102,97€	-3 541 360,69€
Fonctionnement	13 040 630 37€	- 18 929,11€	13 021 701,26€
Total	**9 122 166,71€**	**358 173,86€**	**9 480 340,57€**

L'écart est identifié et provient de la reprise anticipée au compte administratif de la quote-part de résultat du SIE Hombourg-Niffer-Ottmarsheim, qui n'a pas été reprise dans le compte de gestion, l'arrêté préfectoral de dissolution de ce syndicat ayant été signé le 18 janvier 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,

- prend acte de la discordance des écritures de l'exercice 2023 entre l'ordonnateur et le comptable,

- prend acte des écarts décrits ci-dessus et des motifs conduisant à ces discordances,

- charge Monsieur le

- ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024
Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Résultats budgétaires de l'exercice

01009 - EAU CA M2A Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	34 888 192,97	68 995 001,53	103 883 194,50
Titres de recette émis (b)	17 021 420,94	69 021 226,77	86 042 647,71
Réductions de titres (c)	27 156,15	1 816 100,05	1 843 256,20
Recettes nettes (d = b - c)	16 994 264,79	67 205 126,72	84 199 391,51
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	34 888 192,97	68 995 001,53	103 883 194,50
Mandats émis (f)	20 819 912,58	58 522 204,46	79 342 117,04
Annulations de mandats (g)	201,27	2 870 492,02	2 870 693,29
Depenses nettes (h = f - g)	20 819 711,31	55 651 712,44	76 471 423,75
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		11 553 414,28	7 727 967,76
(h - d) Déficit	3 825 446,52		

M. LE PRÉSIDENT : Budget de l'eau, même exercice.

M. HOMÉ : Idem, je ne vais pas dans le détail. Approbation du compte de gestion demandée sur le budget de l'eau. Là aussi quelques écarts techniques que j'ai déjà évoqués.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

7° BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 (311/7.10.1/2406C)

Vu le compte de Gestion relatif au Budget Annexe du Chauffage Urbain de l'exercice 2023, rendu par la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour l'Agglomération,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui du Compte de Gestion 2023,

Vu les Budgets, Primitif et Supplémentaire, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2023 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que le Service de Gestion Comptable (SGC) a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,

- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2023 entre l'ordonnateur et le comptable,

- déclare que le Compte de Gestion 2023 dressé par le Service de Gestion Comptable de l'Agglomération, concernant le Budget Annexe du Chauffage Urbain n'appelle aucune observation ni réserve,

- charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024
Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Résultats budgétaires de l'exercice

01036 - CHAUFFAGE URBAIN CA M2A Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	21 597 299,73	29 896 346,39	51 493 646,12
Titres de recette émis (b)	14 114 689,25	19 234 559,94	33 349 249,19
Réductions de titres (c)		3 175 000,00	3 175 000,00
Recettes nettes (d = b - c)	14 114 689,25	16 059 559,94	30 174 249,19
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	21 597 299,73	29 896 346,39	51 493 646,12
Mandats émis (f)	14 194 398,51	18 007 571,79	32 201 970,30
Annulations de mandats (g)		1 659 686,73	1 659 686,73
Depenses nettes (h = f - g)	14 194 398,51	16 347 885,06	30 542 283,57
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit	79 709,26	288 325,12	368 034,38

M. LE PRÉSIDENT : Même exercice pour le budget annexe du chauffage urbain.

M. HOMÉ : Là aussi, nous vous demandons de l'approuver.

M. LE PRÉSIDENT : Des questions ? Des votes contre, des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

8° BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 (311/7.10.1/2407C)

Vu le compte de Gestion relatif au Budget Annexe des Transports Urbains de l'exercice 2023, rendu par la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour l'Agglomération,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui du Compte de Gestion 2023,

Vu les Budgets, Primitif et Supplémentaire, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2023 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que le Service de Gestion Comptable (SGC) a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,

- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2023 entre l'ordonnateur et le comptable,

    - déclare que le Compte de Gestion 2023 dressé par le Service de Gestion Comptable de l'Agglomération, concernant le Budget Annexe des Transports Urbains n'appelle aucune observation ni réserve,

    - charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024
Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Résultats budgétaires de l'exercice

01059 - TRANSPORT URBAIN CA M2A Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	25 817 686,69	82 846 074,33	108 663 761,02
Titres de recette émis (b)	17 176 371,06	93 076 527,87	110 252 898,93
Réductions de titres (c)		10 347 139,73	10 347 139,73
Recettes nettes (d = b - c)	17 176 371,06	82 729 388,14	99 905 759,20
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	25 817 686,69	82 846 074,33	108 663 761,02
Mandats émis (f)	16 677 450,26	92 337 083,74	109 014 534,00
Annulations de mandats (g)	0,05	11 268 550,61	11 268 550,66
Depenses nettes (h = f - g)	16 677 450,21	81 068 533,13	97 745 983,34
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	498 920,85	1 660 855,01	2 159 775,86
(h - d) Déficit			

M. LE PRÉSIDENT : On passe aux transports urbains.

M. HOMÉ : Là aussi le compte de gestion. Je serai plus long sur le compte administratif tout à l'heure qui est le compte de l'ordonnateur. Comme je le disais donc, là aussi on vous demande de l'approuver.

M. LE PRÉSIDENT : Pas de questions ? Pas de votes contre ni d'abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

9° BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 m2A (311/7.10.1/2408C)

Vu le compte de Gestion relatif au Budget Annexe de la ZAE de Bantzenheim de l'exercice 2023, rendu par la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour l'Agglomération,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui du Compte de Gestion 2023,

Vu les Budgets, Primitif et Supplémentaire, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2023 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que le Service de Gestion Comptable (SGC) a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,

- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2023 entre l'ordonnateur et le comptable,

    - déclare que le Compte de Gestion 2023 dressé par le Service de Gestion Comptable de l'Agglomération, concernant le Budget Annexe de la ZAE de Bantzenheim n'appelle aucune observation ni réserve,

    - charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024
Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Résultats budgétaires de l'exercice

01060 - ZA GARE BANTZENHEIM CA M2A Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 829 973,69	1 009 940,15	2 839 913,84
Titres de recette émis (b)		3 306,00	3 306,00
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)		3 306,00	3 306,00
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 829 973,69	1 009 940,15	2 839 913,84
Mandats émis (f)	3 306,00	3 306,00	6 612,00
Annulations de mandats (g)			
Dépenses nettes (h = f - g)	3 306,00	3 306,00	6 612,00
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit	3 306,00		3 306,00

M. LE PRÉSIDENT : Et on termine par le budget de la ZAE.

M. HOMÉ : Voilà la ZAE de Bantzenheim. Pas de sujet Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. De votes contre ou des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

10° COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET PRINCIPAL (311/7.1.3/2368C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, pour le budget principal.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A- Dépenses

Les dépenses de fonctionnement réalisées s'élèvent à 256 524 740,42.
Les dépenses réelles s'élèvent à 242 729 528,24€ alors que les inscriptions de crédits pour 2023 étaient de 292 061 962,68 €, soit un taux de réalisation de 83,11 %.

B- Recettes

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 311 543 781,36€.
Les recettes réelles hors excédent, s'élèvent à 272 417 304,53 € ce qui représente un taux de réalisation de 101,56 % puisque les inscriptions étaient de 268 224 360,23 €.

C- Résultat

Le solde sur les opérations réelles est égal à 29 687 776,29 €. Après imputation du solde des opérations d'ordre, il ressort un résultat annuel excédentaire de 18 777 276,48 €.
Après prise en compte de l'excédent de l'exercice antérieur, le résultat à affecter est de 55 019 040,94 €.

Il doit permettre de financer en priorité, le cas échéant, le besoin de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement. Le reliquat de l'excédent pouvant alors être affecté à de nouvelles opérations d'investissement ou de fonctionnement. Une délibération distincte sera prise pour décider de l'affectation de ce résultat.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

A- Dépenses

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 70 721 704,87 €. Elles comprennent 61 855 921,61 € d'opérations réelles et 8 865 783,26 € de mouvements d'ordre.

Parmi les opérations réelles, il convient de distinguer :
- les opérations financières dont le montant est de 28 856 046,10 € ;
- les opérations d'équipement pour un montant de 24 266 685,79 € (subventions d'investissement comprises) correspondant à des investissements réalisés par m2A.

B- Recettes

Les recettes d'investissement ont été enregistrées pour 58 966 721,43 € dont 19 772 730,79€ pour les opérations d'ordre et 39 193 990,64€ pour les recettes réelles.

C- Résultat

Le besoin brut de financement de la section d'investissement s'élève à 11 754 983,44 €.

En investissement les restes à réaliser en dépenses sont de 28 665 833,32 €.
Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 14 090 423,92 €.

Compte tenu du solde négatif des restes à réaliser d'investissement de -14 575 409,40 €, le résultat réel de clôture de la section d'investissement est déficitaire de – 26 330 392,84 €.

3 – RESULTAT

Le résultat global de l'exercice dégagé par le budget principal, hors restes à réaliser, est de 43 264 057,50 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2023 du budget principal de m2A.

PJ :
- Compte administratif 2023
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20006600900016

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 14

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 16
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 26
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 29
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 32
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 83
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 84
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 85
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 100
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 106
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 107
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 108
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 111
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 115
A2.938 - Fonction 8 - Transports 122

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 126
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 135
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 137
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 138
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 140

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 141
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 142
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 143
B3.1 - Etat des provisions constituées 146
B3.2 - Etalement des provisions 148
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 149
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 163
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 164
B7.3 - Etat des emprunts garantis 165
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 290
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 291
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 292
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes 300
B9 - Etat du personnel 307
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 319
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 323
B11.2 - Liste des établissements publics créés 324
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 325
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 326
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties 337
B13 - Opérations liées aux cessions 345
B14 - Etat des travaux en régie 346
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 348
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 349

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 350
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 351
C2.1 - Situation des AP 354
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 356
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble 357
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement 393
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement 429
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées 465
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties 466
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés 467
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 468
D11 - Décisions en matière de taux 471
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 472
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 474
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 476
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 477
D14 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain 478

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 479

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	322 638 155,87	333 301 840,98	32 600 372,39	A1	43 264 057,50
Investissement	66 132 344,56	58 018 753,19	(2) -3 641 392,07	A2	-11 754 983,44
Dont 1068		15 506 758,32			
Fonctionnement	256 505 811,31	275 283 087,79	(3) 36 241 764,46	A3	55 019 040,94

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II	28 665 833,32	III + IV	14 090 423,92	B1 -14 575 409,40
Investissement	I	28 665 833,32	III	14 090 423,92	B2 -14 575 409,40
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	28 688 648,10
Investissement	**A2 + B2**	-26 330 392,84
Fonctionnement	**A3 + B3**	55 019 040,94

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.
(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **28 665 833,32**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**643 848,41**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**4 546 597,18**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**4 543 699,74**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**3 583 271,80**
26	**Participations et créances rattachées**	**727 694,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**14 620 722,19**
4541100006	AIDE A LA PIERRE 2006	1,00
4541100007	AIDE A LA PIERRE 2007	1,00
4541100009	AIDE A LA PIERRE 2009	1,00
4541100010	AIDE A LA PIERRE 2010	1,00
4541100011	AIDE A LA PIERRE 2011	1,00
4541100012	AIDE A LA PIERRE 2012	56 405,32
4541100013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 000,00
4541100014	AIDE A LA PIERRE 2014	101 929,01
4541100015	AIDE A LA PIERRE 2015	138 284,09
4541100016	AIDE A LA PIERRE 2016	441 180,65
4541100017	AIDE A LA PIERRE 2017	251 746,17
4541100018	AIDE A LA PIERRE 2018	791 740,07
4541100019	AIDE A LA PIERRE 2019	842 486,40
4541100020	AIDE A LA PIERRE 2020	614 025,60
4541100021	AIDE A LA PIERRE 2021	724 680,68
4541100022	AIDE A LA PIERRE 2022	2 867 272,75
4541100023	AIDE A LA PIERRE 2023	676 928,00
4541100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	26 388,45
4541100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	8 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	2 269 515,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	4 802 135,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**14 090 423,92**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**616 337,56**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**1 500,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**268 785,25**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**13 203 801,11**
4541200005	PRU WITTENHEIM	10 000,17
4541200010	AIDE A LA PIERRE 2010	1,00
4541200011	AIDE A LA PIERRE 2011	1,00
4541200012	AIDE A LA PIERRE 2012	8 405,32
4541200013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 003,00
4541200014	AIDE A LA PIERRE 2014	17 929,01
4541200015	AIDE A LA PIERRE 2015	34 284,39
4541200017	AIDE A LA PIERRE 2017	545 929,00
4541200018	AIDE A LA PIERRE 2018	755 966,00
4541200019	AIDE A LA PIERRE 2019	779 468,70
4541200020	AIDE A LA PIERRE 2020	404 264,25
4541200021	AIDE A LA PIERRE 2021	450 869,00
4541200022	AIDE A LA PIERRE 2022	2 757 352,82
4541200023	AIDE A LA PIERRE 2023	576 928,00
4541200103	PIG RBST DEPARTEMENT	26 698,45
4541200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	50 500,00
4541202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	1 285 056,00
4541202023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	5 492 145,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 256 505 811,31	G 275 283 087,79
	Section d'investissement	B 66 132 344,56	H 58 018 753,19
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 18 929,11 (si déficit)	I 36 260 693,57 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 4 589 360,31 (si déficit)	J 947 968,24 (si excédent)
		=	=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D 327 246 445,29	= G + H + I + J 370 510 502,79
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 28 665 833,32	L 14 090 423,92
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F 28 665 833,32	= K + L 14 090 423,92
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E 256 524 740,42	= G + I + K 311 543 781,36
	Section d'investissement	= B + D + F 99 387 538,19	= H + J + L 73 057 145,35
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F 355 912 278,61	= G + H + I + J + K + L 384 600 926,71

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		2 466 180,33
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		3 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	1 789 122,92	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	9 434 298,14	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	5 990 763,88	22 481,39
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	8 241 394,29	0,00
Total des réalisations d'équipement		**25 455 579,23**	**5 488 661,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	1 971 327,14	1 869 547,34
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 399 674,96	3 064,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	419 846,25	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	9 485 044,00	10 637 963,54
Total des réalisations financières		**29 275 892,35**	**12 510 574,88**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	2 535 089,72	4 740 027,48
Total des réalisations réelles en investissement		I **57 266 561,30**	II **22 739 264,08**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*2 865 783,26*	*13 772 730,79*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*6 000 000,00*	*6 000 000,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***8 865 783,26***	*IV* ***19 772 730,79***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**66 132 344,56**	II + IV	**42 511 994,87**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**4 589 360,31**	VI	**947 968,24**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**15 506 758,32**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**70 721 704,87**	II + IV + VI + VII	**58 966 721,43**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**-11 754 983,44**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	35 414 374,65	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	40 707 361,83
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	80 276 370,30	73 Impôts et taxes (sauf 731)	72 895 937,88
		731 Fiscalité locale	96 681 654,22
		74 Dotations et participations (1)	55 196 192,56
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	53 739 716,59	75 Autres produits de gestion courante (1)	3 687 896,29
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	69 821 806,54	013 Atténuations de charges (1)	270 564,59
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	239 252 268,08	Total recettes de gestion des services	269 439 607,37
66 Charges financières	3 335 439,12	76 Produits financiers	191 351,65
67 Charges spécifiques (1)	122 891,93	77 Produits spécifiques (1)	2 786 345,51
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I **242 710 599,13**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II **272 417 304,53**

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	*13 795 212,18*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*2 865 783,26*
043 Opérations ordre intérieur de la section	*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE *III*	***13 795 212,18***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** *IV*	***2 865 783,26***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**256 505 811,31**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**275 283 087,79**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	18 929,11	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	36 260 693,57

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**256 524 740,42**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**311 543 781,36**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	55 019 040,94

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		1 971 327,14	*0,00*	1 971 327,14
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*15 834,00*	15 834,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*2 700 050,00*	2 700 050,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		17 399 674,96	*6 000 000,00*	23 399 674,96
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*109 526,02*	109 526,02
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		1 789 122,92	*0,00*	1 789 122,92
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		9 434 298,14	*0,00*	9 434 298,14
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		5 990 763,88	*40 373,24*	6 031 137,12
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		8 241 394,29	*0,00*	8 241 394,29
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		419 846,25	*0,00*	419 846,25
27	Autres immobilisations financières (3)		9 485 044,00	*0,00*	9 485 044,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		2 535 089,72	*0,00*	2 535 089,72
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**57 266 561,30**	***8 865 783,26***	**66 132 344,56**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**4 589 360,31**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	35 414 374,65		35 414 374,65
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	80 276 370,30		80 276 370,30
014	Atténuations de produits	69 821 806,54		69 821 806,54
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	53 739 716,59	*0,00*	53 739 716,59
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	3 335 439,12	*0,00*	3 335 439,12
67	Charges spécifiques (9)	122 891,93	*2 876 475,63*	2 999 367,56
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*10 918 736,55*	10 918 736,55
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**242 710 599,13**	***13 795 212,18***	**256 505 811,31**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**18 929,11**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 869 547,34	*0,00*	1 869 547,34
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	2 466 180,33	*0,00*	2 466 180,33
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*194 750,00*	194 750,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 003 064,00	*6 000 000,00*	9 003 064,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		352 040,85	352 040,85
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	22 481,39	*2 481 953,39*	2 504 434,78
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*20 000,00*	20 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	10 637 963,54	*0,00*	10 637 963,54
28	*Amortissement des immobilisations*		*9 859 582,90*	9 859 582,90
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	4 740 027,48	*0,00*	4 740 027,48
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*716 355,53*	716 355,53
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*148 048,12*	148 048,12
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**22 739 264,08**	***19 772 730,79***	**42 511 994,87**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**15 506 758,32**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**947 968,24**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	270 564,59		270 564,59
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 707 361,83		40 707 361,83
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*40 373,24*	40 373,24
73	Impôts et taxes (sauf 731)	72 895 937,88		72 895 937,88
731	Fiscalité locale	96 681 654,22		96 681 654,22
74	Dotations et participations (8)	55 196 192,56		55 196 192,56
75	Autres produits de gestion courante(8)	3 687 896,29	0,00	0,00
76	Produits financiers	191 351,65	*0,00*	191 351,65
77	Produits spécifiques (8)	2 786 345,51	*125 360,02*	2 911 705,53
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*2 700 050,00*	2 700 050,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**272 417 304,53**	***2 865 783,26***	**275 283 087,79**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**36 260 693,57**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**108 848 597,09**	**66 132 344,56**	**28 665 833,32**	**14 050 419,21**	**0,00**	**66 132 344,56**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 324 160,85	1 789 122,92	643 848,41	891 189,52	0,00	1 789 122,92
204	Subventions d'équipement versées (7)	18 412 932,69	9 434 298,14	4 546 597,18	4 432 037,37	0,00	9 434 298,14
21	Immobilisations corporelles	12 113 280,15	5 990 763,88	4 543 699,74	1 578 816,53	0,00	5 990 763,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 455 545,33	8 241 394,29	3 583 271,80	2 630 879,24	0,00	8 241 394,29
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**48 305 919,02**	**25 455 579,23**	**13 317 417,13**	**9 532 922,66**	**0,00**	**25 455 579,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 971 327,15	1 971 327,14	0,00	0,01		1 971 327,14
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 675 400,00	17 399 674,96	0,00	275 725,04		17 399 674,96
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	1 340 236,00	419 846,25	727 694,00	192 695,75	0,00	419 846,25
27	Autres immobilisations financières	9 509 500,00	9 485 044,00	0,00	24 456,00	0,00	9 485 044,00
Total des dépenses financières		**30 496 463,15**	**29 275 892,35**	**727 694,00**	**492 876,80**	**0,00**	**29 275 892,35**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	19 712 818,92	2 535 089,72	14 620 722,19	2 557 007,01	0,00	2 535 089,72
Total des dépenses réelles		**98 515 201,09**	**57 266 561,30**	**28 665 833,32**	**12 582 806,47**	**0,00**	**57 266 561,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*3 054 250,00*	*2 865 783,26*		*188 466,74*		*2 865 783,26*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*7 279 146,00*	*6 000 000,00*		*1 279 146,00*		*6 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 333 396,00**	**8 865 783,26**		**1 467 612,74**		**8 865 783,26**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**4 589 360,31**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**113 437 957,40**	**70 721 704,87**	**28 665 833,32**	**14 050 419,21**	**0,00**	**66 132 344,56**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**112 489 989,16**	**58 018 753,19**	**14 090 423,92**	**40 380 812,05**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 887 894,00	2 466 180,33	616 337,56	2 805 376,11
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	32 072 204,88	3 000 000,00	0,00	29 072 204,88
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	22 481,39	0,00	-22 481,39
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**37 961 598,88**	**5 488 661,72**	**617 837,56**	**31 855 099,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	16 988 098,32	17 376 305,66	0,00	-388 207,34
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 400,00	3 064,00	0,00	-664,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 935 910,25	10 637 963,54	268 785,25	29 161,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 896 230,00		0,00	
Total des recettes financières		**31 822 638,57**	**28 017 333,20**	**268 785,25**	**3 536 520,12**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	19 949 264,59	4 740 027,48	13 203 801,11	2 005 436,00
Total des recettes réelles		**89 733 502,04**	**38 246 022,40**	**14 090 423,92**	**37 397 055,72**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*3 918 073,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*11 559 268,12*	*13 772 730,79*		*-2 213 462,67*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*7 279 146,00*	*6 000 000,00*		*1 279 146,00*
Total des recettes d'ordre		***22 756 487,12***	***19 772 730,79***		***2 983 756,33***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***947 968,24***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**113 437 957,40**	**58 966 721,43**	**14 090 423,92**	**40 380 812,05**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**108 848 597,09**	**66 132 344,56**	**28 665 833,32**	**14 050 419,21**	**0,00**	**66 132 344,56**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 324 160,85	1 789 122,92	643 848,41	891 189,52	0,00	1 789 122,92
202	Frais réalisation documents urbanisme	408 000,00	0,00	0,00	408 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	1 700 536,60	948 109,82	476 246,18	276 180,60	0,00	948 109,82
2033	Frais d'insertion	36 936,06	5 913,50	0,00	31 022,56	0,00	5 913,50
2051	Concessions, droits similaires	1 178 688,19	835 099,60	167 602,23	175 986,36	0,00	835 099,60
204	Subventions d'équipement versées (9)	18 412 932,69	9 434 298,14	4 546 597,18	4 432 037,37	0,00	9 434 298,14
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	363 277,34	70 605,99	9 607,03	283 064,32	0,00	70 605,99
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	934 563,15	98 962,21	720 889,15	114 711,79	0,00	98 962,21
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	4 932 766,29	1 055 204,62	2 101 611,80	1 775 949,87	0,00	1 055 204,62
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	6 519 555,00	4 865 249,11	256 201,00	1 398 104,89	0,00	4 865 249,11
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	24 000,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	978 861,00	609 182,00	315 200,00	54 479,00	0,00	609 182,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	11 000,00	10 964,00	0,00	36,00	0,00	10 964,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	2 513 000,00	1 672 828,00	579 200,00	260 972,00	0,00	1 672 828,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	238 329,20	79 265,50	115 883,20	43 180,50	0,00	79 265,50
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 897 580,71	948 036,71	448 005,00	501 539,00	0,00	948 036,71
21	Immobilisations corporelles	12 113 280,15	5 990 763,88	4 543 699,74	1 578 816,53	0,00	5 990 763,88
2111	Terrains nus	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	148 591,79	65 993,48	57 496,11	25 102,20	0,00	65 993,48
21318	Autres bâtiments publics	3 846 908,95	1 842 502,83	1 305 022,06	699 384,06	0,00	1 842 502,83
2138	Autres constructions	251 507,00	19 555,82	2 940,00	229 011,18	0,00	19 555,82
2151	Réseaux de voirie	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	443 096,38	167 278,29	107 655,26	168 162,83	0,00	167 278,29
21533	Réseaux câblés	131 357,58	53 546,36	77 777,25	33,97	0,00	53 546,36
21561	Matériel roulant	407,00	0,00	0,00	407,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	11 828,25	8 901,78	0,00	2 926,47	0,00	8 901,78
215738	Autre matériel et outillage de voirie	229 977,23	175 748,28	54 228,00	0,95	0,00	175 748,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	460 731,25	384 975,02	44 744,83	31 011,40	0,00	384 975,02
21828	Autres matériels de transport	4 537 500,55	1 889 906,69	2 642 189,94	5 403,92	0,00	1 889 906,69
21838	Autre matériel informatique	546 458,89	458 750,04	86 797,94	910,91	0,00	458 750,04
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	180 884,73	150 010,32	28 364,50	2 509,91	0,00	150 010,32
2188	Autres immobilisations corporelles	914 030,55	773 594,97	136 483,85	3 951,73	0,00	773 594,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 455 545,33	8 241 394,29	3 583 271,80	2 630 879,24	0,00	8 241 394,29
2313	Constructions	11 677 756,80	6 831 628,04	3 050 232,26	1 795 896,50	0,00	6 831 628,04
2315	Install., matériel et outill. technique	2 777 788,53	1 409 766,25	533 039,54	834 982,74	0,00	1 409 766,25
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**48 305 919,02**	**25 455 579,23**	**13 317 417,13**	**9 532 922,66**	**0,00**	**25 455 579,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 971 327,15	1 971 327,14	0,00	0,01		1 971 327,14
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 971 327,15	1 971 327,14	0,00	0,01		1 971 327,14
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	17 675 400,00	17 399 674,96	0,00	275 725,04		17 399 674,96
1641	Emprunts en euros	14 472 500,00	14 247 925,46	0,00	224 574,54		14 247 925,46
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	0,00		3 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	90 900,00	39 809,50	0,00	51 090,50		39 809,50
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	112 000,00	111 940,00	0,00	60,00		111 940,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	1 340 236,00	419 846,25	727 694,00	192 695,75	0,00	419 846,25
261	Titres de participation	1 340 236,00	419 846,25	727 694,00	192 695,75	0,00	419 846,25
27	Autres immobilisations financières	9 509 500,00	9 485 044,00	0,00	24 456,00	0,00	9 485 044,00
2743	Prêts au personnel	100 000,00	76 300,00	0,00	23 700,00	0,00	76 300,00
2745	Avances remboursables	9 300 000,00	2 300 000,00	0,00	7 000 000,00	0,00	2 300 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	109 500,00	108 744,00	0,00	756,00	0,00	108 744,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	7 000 000,00	0,00	-7 000 000,00	0,00	7 000 000,00
Total des dépenses financières		**30 496 463,15**	**29 275 892,35**	**727 694,00**	**492 876,80**	**0,00**	**29 275 892,35**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	19 712 818,92	2 535 089,72	14 620 722,19	2 557 007,01	0,00	2 535 089,72
4541100006	AIDE A LA PIERRE 2006	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
4541100007	AIDE A LA PIERRE 2007	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
4541100009	AIDE A LA PIERRE 2009	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
4541100010	AIDE A LA PIERRE 2010	2,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00
4541100011	AIDE A LA PIERRE 2011	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
4541100012	AIDE A LA PIERRE 2012	56 405,32	0,00	56 405,32	0,00	0,00	0,00
4541100013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
4541100014	AIDE A LA PIERRE 2014	101 929,01	0,00	101 929,01	0,00	0,00	0,00
4541100015	AIDE A LA PIERRE 2015	138 284,09	0,00	138 284,09	0,00	0,00	0,00
4541100016	AIDE A LA PIERRE 2016	441 180,65	0,00	441 180,65	0,00	0,00	0,00
4541100017	AIDE A LA PIERRE 2017	251 746,17	0,00	251 746,17	0,00	0,00	0,00
4541100018	AIDE A LA PIERRE 2018	922 238,42	130 498,35	791 740,07	0,00	0,00	130 498,35
4541100019	AIDE A LA PIERRE 2019	941 632,98	99 146,58	842 486,40	0,00	0,00	99 146,58
4541100020	AIDE A LA PIERRE 2020	694 185,60	80 160,00	614 025,60	0,00	0,00	80 160,00
4541100021	AIDE A LA PIERRE 2021	877 545,80	152 865,12	724 680,68	0,00	0,00	152 865,12

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
4541100022	AIDE A LA PIERRE 2022	3 452 567,93	585 295,18	2 867 272,75	0,00	0,00	585 295,18
4541100023	AIDE A LA PIERRE 2023	1 347 468,00	0,00	676 928,00	670 540,00	0,00	0,00
4541100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	26 388,45	0,00	26 388,45	0,00	0,00	0,00
4541100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	19 500,00	7 000,00	8 000,00	4 500,00	0,00	7 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	4 461 655,00	1 068 139,00	2 269 515,00	1 124 001,00	0,00	1 068 139,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	5 891 022,00	400 778,00	4 802 135,00	688 109,00	0,00	400 778,00
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	66 915,00	0,00	0,00	66 915,00	0,00	0,00
458100007	ROUTE MARIE LOUISE	14 148,50	11 207,49	0,00	2 941,01	0,00	11 207,49
Total des dépenses réelles		**98 515 201,09**	**57 266 561,30**	**28 665 833,32**	**12 582 806,47**	**0,00**	**57 266 561,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*3 054 250,00*	*2 865 783,26*		*188 466,74*		*2 865 783,26*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*2 830 050,00*	*2 825 410,02*		*4 639,98*		*2 825 410,02*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*6 920,00*	*6 916,00*		*4,00*		*6 916,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*250,00*	*241,00*		*9,00*		*241,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*1 340,00*	*1 337,00*		*3,00*		*1 337,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*5 140,00*	*5 140,00*		*0,00*		*5 140,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*116 350,00*	*2 200,00*		*114 150,00*		*2 200,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*23 750,00*	*23 750,00*		*0,00*		*23 750,00*
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*2 676 300,00*	*2 676 300,00*		*0,00*		*2 676 300,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*109 526,02*		*-109 526,02*		*109 526,02*
	Charges transférées (7)	*224 200,00*	*40 373,24*		*183 826,76*		*40 373,24*
21318	*Autres bâtiments publics*	*215 471,00*	*31 645,15*		*183 825,85*		*31 645,15*
2152	*Installations de voirie*	*8 729,00*	*8 728,09*		*0,91*		*8 728,09*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*7 279 146,00*	*6 000 000,00*		*1 279 146,00*		*6 000 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*0,00*		*3 000 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*0,00*		*3 000 000,00*
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*227 287,00*	*0,00*		*227 287,00*		*0,00*
204412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*201 859,00*	*0,00*		*201 859,00*		*0,00*
2111	*Terrains nus*	*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*		*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*650 000,00*	*0,00*		*650 000,00*		*0,00*
2138	*Autres constructions*	*50 000,00*	*0,00*		*50 000,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 333 396,00**	**8 865 783,26**		**1 467 612,74**		**8 865 783,26**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**112 489 989,16**	**58 018 753,19**	**14 090 423,92**	**40 380 812,05**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 887 894,00	2 466 180,33	616 337,56	2 805 376,11
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00
13178	Autres fonds européens	152 928,00	0,00	120 000,00	32 928,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	40 200,00	0,00	-40 200,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 363 232,00	524 151,65	342 780,56	2 496 299,79
1322	Subv. non transf. Régions	968 976,00	230 860,74	0,00	738 115,26
1323	Subv. non transf. Départements	1 221 291,00	262 694,00	0,00	958 597,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	50 000,00	315 986,38	50 000,00	-315 986,38
13258	Subv. non transf. Autres groupements	19 129,00	742 056,39	0,00	-722 927,39
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	1 768,00	0,00	-1 768,00
13272	Subv. non transf. FEDER	8 781,00	0,00	0,00	8 781,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	73 557,00	348 463,17	73 557,00	-348 463,17
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	32 072 204,88	3 000 000,00	0,00	29 072 204,88
1641	Emprunts en euros	29 072 204,88	0,00	0,00	29 072 204,88
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	22 481,39	0,00	-22 481,39
21321	Immeubles de rapport	0,00	22 481,39	0,00	-22 481,39
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**37 961 598,88**	**5 488 661,72**	**617 837,56**	**31 855 099,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	16 988 098,32	17 376 305,66	0,00	-388 207,34
10222	FCTVA	1 200 000,00	1 852 642,34	0,00	-652 642,34
10251	Dons et legs en capital	281 340,00	16 905,00	0,00	264 435,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	15 506 758,32	15 506 758,32	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 400,00	3 064,00	0,00	-664,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 400,00	3 064,00	0,00	-664,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 935 910,25	10 637 963,54	268 785,25	29 161,46
2743	Prêts au personnel	100 000,00	70 839,21	0,00	29 160,79
2745	Avances remboursables	2 300 000,00	2 300 000,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	268 785,25	0,00	268 785,25	0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	1 250 000,00	1 250 000,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	7 000 000,00	7 000 000,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	17 125,00	17 124,33	0,00	0,67

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 896 230,00		0,00	
Total des recettes financières		**31 822 638,57**	**28 017 333,20**	**268 785,25**	**3 536 520,12**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	19 949 264,59	4 740 027,48	13 203 801,11	2 005 436,00
Total des recettes réelles		**89 733 502,04**	**38 246 022,40**	**14 090 423,92**	**37 397 055,72**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 918 073,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*11 559 268,12*	*13 772 730,79*		*-2 213 462,67*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*194 750,00*	*194 750,00*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*352 040,85*		*-352 040,85*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*135 765,24*		*-135 765,24*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*2 059 760,00*		*-2 059 760,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*286 268,52*		*-286 268,52*
21838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*159,63*		*-159,63*
261	*Titres de participation*	*0,00*	*20 000,00*		*-20 000,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*14 972,00*		*-14 972,00*
28031	*Frais d'études*	*26 830,00*	*31 990,75*		*-5 160,75*
28033	*Frais d'insertion*	*8 670,00*	*47 164,16*		*-38 494,16*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*	*600,00*		*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*54 340,00*	*47 819,00*		*6 521,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*123 350,00*	*123 350,00*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*68 080,00*	*48 744,00*		*19 336,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*347 030,00*	*150 194,21*		*196 835,79*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 394 610,00*	*1 328 033,40*		*66 576,60*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 610,00*	*4 610,00*		*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*88 800,00*	*87 026,00*		*1 774,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*768 860,00*	*746 065,00*		*22 795,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*141 710,00*	*106 188,00*		*35 522,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 173 110,00*	*2 147 152,55*		*25 957,45*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*334 860,00*	*352 756,00*		*-17 896,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*187 810,00*	*156 019,50*		*31 790,50*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*772 920,00*	*766 246,00*		*6 674,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*35 790,00*	*3 967,00*		*31 823,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*140 010,00*	*135 291,66*		*4 718,34*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 650,00*	*11 641,00*		*9,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*958 580,00*	*887 650,41*		*70 929,59*
281321	*Immeubles de rapport*	*10 320,00*	*10 315,00*		*5,00*
281561	*Matériel roulant*	*220,00*	*0,00*		*220,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 070,00*	*9 328,29*		*-258,29*
2815731	*Matériel roulant*	*15 760,00*	*15 753,00*		*7,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*73 730,00*	*68 592,07*		*5 137,93*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*171 700,00*	*155 522,22*		*16 177,78*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 330,00*	*2 330,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*500,00*	*492,00*		*8,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 362 770,00*	*1 233 159,13*		*129 610,87*
281838	*Autre matériel informatique*	*465 370,00*	*397 525,66*		*67 844,34*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*161 950,00*	*185 625,14*		*-23 675,14*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*17 814,00*		*-17 814,00*
28186	*Cheptel*	*250,00*	*250,00*		*0,00*

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
28188	*Autres immo. corporelles*	*583 790,00*	*565 309,75*		*18 480,25*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*	*10,00*		*0,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*80,00*	*76,00*		*4,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*	*451 355,53*		*44,47*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*265 000,00*	*265 000,00*		*0,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*145 926,16*	*145 926,16*		*0,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*2 121,96*	*2 121,96*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*7 279 146,00*	*6 000 000,00*		*1 279 146,00*
10251	*Dons et legs en capital*	*50 000,00*	*0,00*		*50 000,00*
13241	*Subv. non transf. Commune membre du GFP*	*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*0,00*
2031	*Frais d'études*	*650 000,00*	*0,00*		*650 000,00*
2111	*Terrains nus*	*227 287,00*	*0,00*		*227 287,00*
2118	*Autres terrains*	*201 859,00*	*0,00*		*201 859,00*
458200005	*AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***22 756 487,12***	***19 772 730,79***		***2 983 756,33***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**307 520 374,69**	**247 963 817,83**	**8 541 993,48**	**0,00**	**51 014 563,38**	**0,00**	**256 505 811,31**
011	Charges à caractère général (3)	70 210 058,28	31 395 680,53	4 018 694,12	0,00	34 795 683,63	0,00	35 414 374,65
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	84 031 758,00	78 918 958,19	1 357 412,11	0,00	3 755 387,70		80 276 370,30
014	Atténuations de produits	70 700 928,00	67 821 806,54	2 000 000,00	0,00	879 121,46		69 821 806,54
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	61 368 111,29	53 239 552,66	500 163,93	0,00	7 628 394,70	0,00	53 739 716,59
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**286 310 855,57**	**231 375 997,92**	**7 876 270,16**	**0,00**	**47 058 587,49**	**0,00**	**239 252 268,08**
66	Charges financières	4 575 200,00	2 669 715,80	665 723,32	0,00	1 239 760,88		3 335 439,12
67	Charges spécifiques (3)	1 156 978,00	122 891,93	0,00	0,00	1 034 086,07		122 891,93
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses financières		**5 732 178,00**	**2 792 607,73**	**665 723,32**	**0,00**	**2 273 846,95**		**3 458 331,05**
Total des dépenses réelles		**292 043 033,57**	**234 168 605,65**	**8 541 993,48**	**0,00**	**49 332 434,44**	**0,00**	**242 710 599,13**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 918 073,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*11 559 268,12*	*13 795 212,18*			*-2 235 944,06*		*13 795 212,18*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 477 341,12**	**13 795 212,18**			**1 682 128,94**		**13 795 212,18**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**18 929,11**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**307 539 303,80**	**247 982 746,94**	**8 541 993,48**	**0,00**	**51 014 563,38**	**0,00**	**256 505 811,31**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**271 278 610,23**	**271 188 453,68**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-4 004 477,56**
013	Atténuations de charges (3)	232 500,00	262 764,59	7 800,00	0,00	-38 064,59
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 137 308,00	39 544 874,47	1 162 487,36	0,00	-570 053,83
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 255 922,00	72 895 937,88	0,00	0,00	1 359 984,12
731	Fiscalité locale	94 940 013,12	96 681 654,22	0,00	0,00	-1 741 641,10
74	Dotations et participations (3)	54 767 345,00	52 991 549,90	2 204 642,66	0,00	-428 847,56
75	Autres produits de gestion courante (3)	3 672 911,11	2 968 192,20	719 704,09	0,00	-14 985,18
Total des recettes de gestion des services		**268 005 999,23**	**265 344 973,26**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-1 433 608,14**
76	Produits financiers	218 361,00	191 351,65	0,00	0,00	27 009,35
77	Produits spécifiques (3)	0,00	2 786 345,51	0,00	0,00	-2 786 345,51
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**218 361,00**	**2 977 697,16**	**0,00**	**0,00**	**-2 759 336,16**
Total des recettes réelles		**268 224 360,23**	**268 322 670,42**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-4 192 944,30**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*3 054 250,00*	*2 865 783,26*			*188 466,74*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 054 250,00**	**2 865 783,26**			**188 466,74**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**36 260 693,57**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**307 539 303,80**	**307 449 147,25**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-4 004 477,56**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**307 520 374,69**	**247 963 817,83**	**8 541 993,48**	**0,00**	**51 014 563,38**	**0,00**	**256 505 811,31**
011	Charges à caractère général (4)	70 210 058,28	31 395 680,53	4 018 694,12	0,00	34 795 683,63	0,00	35 414 374,65
6042	Achats de prestations de services	3 927 008,00	3 564 417,89	260 274,48	0,00	102 315,63	0,00	3 824 692,37
60611	Eau et assainissement	1 141 743,00	708 496,61	247 972,44	0,00	185 273,95	0,00	956 469,05
60612	Energie - Electricité	7 196 891,00	3 924 044,21	333 059,27	0,00	2 939 787,52	0,00	4 257 103,48
60613	Chauffage urbain	931 158,00	604 430,34	324 917,82	0,00	1 809,84	0,00	929 348,16
60621	Combustibles	272 630,00	52 307,40	5 718,88	0,00	214 603,72	0,00	58 026,28
60622	Carburants	1 726 321,00	1 614 590,49	111 728,85	0,00	1,66	0,00	1 726 319,34
60623	Alimentation	1 260 699,00	1 073 624,86	33 438,79	0,00	153 635,35	0,00	1 107 063,65
60624	Produits de traitement	95 200,00	91 114,44	820,33	0,00	3 265,23	0,00	91 934,77
60628	Autres fournitures non stockées	32 206 270,96	2 527 619,26	258 058,03	0,00	29 420 593,67	0,00	2 785 677,29
60631	Fournitures d'entretien	181 323,00	171 212,61	954,04	0,00	9 156,35	0,00	172 166,65
60632	Fournitures de petit équipement	447 587,00	339 732,58	50 147,87	0,00	57 706,55	0,00	389 880,45
60636	Habillement et vêtements de travail	454 963,00	447 709,27	0,00	0,00	7 253,73	0,00	447 709,27
6064	Fournitures administratives	155 754,00	149 714,47	200,00	0,00	5 839,53	0,00	149 914,47
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 080,00	30 642,39	300,00	0,00	137,61	0,00	30 942,39
6068	Autres matières et fournitures	12 170,00	12 168,57	0,00	0,00	1,43	0,00	12 168,57
611	Contrats de prestations de services	5 978 724,00	5 610 521,04	194 953,53	0,00	173 249,43	0,00	5 805 474,57
6132	Locations immobilières	936 001,00	842 805,67	968,00	0,00	92 227,33	0,00	843 773,67
61351	Matériel roulant	8 845,00	5 844,96	0,00	0,00	3 000,04	0,00	5 844,96
61358	Autres	345 158,00	309 628,56	3 294,59	0,00	32 234,85	0,00	312 923,15
614	Charges locatives et de copropriété	568 473,00	281 640,90	22 275,82	0,00	264 556,28	0,00	303 916,72
61521	Entretien terrains	641 347,00	433 432,99	166 120,37	0,00	41 793,64	0,00	599 553,36
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	902 675,00	655 262,45	199 681,86	0,00	47 730,69	0,00	854 944,31
615231	Entretien, réparations voiries	5 600,00	5 580,96	0,00	0,00	19,04	0,00	5 580,96
61551	Entretien matériel roulant	1 102 211,00	1 007 362,76	62 070,40	0,00	32 777,84	0,00	1 069 433,16
61558	Entretien autres biens mobiliers	120 130,00	91 773,51	13 381,11	0,00	14 975,38	0,00	105 154,62
6156	Maintenance	1 249 712,00	1 060 599,37	142 132,65	0,00	46 979,98	0,00	1 202 732,02
6161	Multirisques	712 563,00	668 303,05	0,00	0,00	44 259,95	0,00	668 303,05
6168	Autres primes d'assurance	2 159,00	2 158,38	0,00	0,00	0,62	0,00	2 158,38
617	Etudes et recherches	186 290,00	46 690,56	45 657,00	0,00	93 942,44	0,00	92 347,56
6182	Documentation générale et technique	93 084,00	87 376,28	169,00	0,00	5 538,72	0,00	87 545,28
6184	Versements à des organismes de formation	358 592,00	304 342,99	36 075,18	0,00	18 173,83	0,00	340 418,17
6185	Frais de colloques et de séminaires	7 950,00	6 180,15	0,00	0,00	1 769,85	0,00	6 180,15
6188	Autres frais divers	175 665,00	93 035,55	49 211,64	0,00	33 417,81	0,00	142 247,19
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	950,00	157,48	0,00	0,00	792,52	0,00	157,48

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	434 387,00	243 395,30	16 572,00	0,00	174 419,70	0,00	259 967,30
6227	Frais d'actes et de contentieux	304,00	0,00	0,00	0,00	304,00	0,00	0,00
6228	Divers	264 400,00	255 265,53	8 740,61	0,00	393,86	0,00	264 006,14
6231	Annonces et insertions	259 840,00	216 545,72	345,75	0,00	42 948,53	0,00	216 891,47
6232	Fêtes et cérémonies	7 078,00	1 885,00	0,00	0,00	5 193,00	0,00	1 885,00
6233	Foires et expositions	5 700,00	759,00	0,00	0,00	4 941,00	0,00	759,00
6234	Réceptions	217 602,56	178 589,38	9 771,17	0,00	29 242,01	0,00	188 360,55
6236	Catalogues et imprimés	126 765,00	93 677,29	5 665,92	0,00	27 421,79	0,00	99 343,21
6238	Divers	607 169,00	397 732,68	133 784,20	0,00	75 652,12	0,00	531 516,88
6241	Transports de biens	117 151,00	76 909,10	1 359,60	0,00	38 882,30	0,00	78 268,70
6247	Transports collectifs	69 107,00	61 497,50	6 404,55	0,00	1 204,95	0,00	67 902,05
6248	Divers	1 659,00	1 658,84	0,00	0,00	0,16	0,00	1 658,84
6251	Voyages, déplacements et missions	72 126,00	54 586,94	62,11	0,00	17 476,95	0,00	54 649,05
6255	Frais de déménagement	2 000,00	1 749,68	0,00	0,00	250,32	0,00	1 749,68
6261	Frais d'affranchissement	283 233,00	255 880,39	0,00	0,00	27 352,61	0,00	255 880,39
6262	Frais de télécommunications	521 846,00	409 056,50	33 324,73	0,00	79 464,77	0,00	442 381,23
627	Services bancaires et assimilés	43 961,76	22 705,20	0,00	0,00	21 256,56	0,00	22 705,20
6281	Concours divers (cotisations)	112 979,00	96 672,57	2 320,00	0,00	13 986,43	0,00	98 992,57
6282	Frais de gardiennage	75 000,00	13 125,39	0,00	0,00	61 874,61	0,00	13 125,39
6283	Frais de nettoyage des locaux	547 579,00	457 611,72	35 764,52	0,00	54 202,76	0,00	493 376,24
6284	Redevances pour services rendus	3 500,00	3 455,52	0,00	0,00	44,48	0,00	3 455,52
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	1 984,00	1 983,40	0,00	0,00	0,60	0,00	1 983,40
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 928 380,00	683 990,17	1 191 563,01	0,00	52 826,82	0,00	1 875 553,18
62878	Remb. frais à des tiers	58 078,00	57 917,91	0,00	0,00	160,09	0,00	57 917,91
6288	Autres services extérieurs	7 518,00	4 148,96	0,00	0,00	3 369,04	0,00	4 148,96
63512	Taxes foncières	950 517,00	944 094,00	0,00	0,00	6 423,00	0,00	944 094,00
63513	Autres impôts locaux	31 000,00	24 750,00	0,00	0,00	6 250,00	0,00	24 750,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	7 981,00	7 540,56	0,00	0,00	440,44	0,00	7 540,56
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 120,00	2 566,00	9 434,00	0,00	120,00	0,00	12 000,00
6358	Autres droits	1 330,00	1 271,28	0,00	0,00	58,72	0,00	1 271,28
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	636,00	136,00	0,00	0,00	500,00	0,00	136,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	84 031 758,00	78 918 958,19	1 357 412,11	0,00	3 755 387,70		80 276 370,30
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	4 350 000,00	3 777 785,59	568 562,24	0,00	3 652,17		4 346 347,83
6218	Autre personnel extérieur	913 600,00	822 547,27	0,00	0,00	91 052,73		822 547,27
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	537 200,00	423 434,24	0,00	0,00	113 765,76		423 434,24
64111	Rémunération principale titulaires	34 635 393,00	31 845 613,42	55 293,00	0,00	2 734 486,58		31 900 906,42
64112	SFT, indemnité de résidence	849 821,00	724 494,44	0,00	0,00	125 326,56		724 494,44

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64113	NBI	646 067,00	646 066,48	0,00	0,00	0,52		646 066,48
64118	Autres indemnités	8 976 519,00	8 224 046,24	580 601,35	0,00	171 871,41		8 804 647,59
64131	Rémunérations	10 773 637,00	10 551 508,03	134 264,98	0,00	87 863,99		10 685 773,01
64138	Primes et autres indemnités	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00		0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	871 652,00	871 651,14	0,00	0,00	0,86		871 651,14
6417	Rémunérations des apprentis	364 297,00	225 734,21	0,00	0,00	138 562,79		225 734,21
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 438 419,00	9 418 678,26	18 690,54	0,00	1 050,20		9 437 368,80
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 738 259,00	9 738 258,20	0,00	0,00	0,80		9 738 258,20
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00		0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	237 800,00	213 156,05	0,00	0,00	24 643,95		213 156,05
64731	Allocations chômage versées directement	500 000,00	428 062,22	0,00	0,00	71 937,78		428 062,22
6475	Médecine du travail, pharmacie	110 000,00	105 526,18	0,00	0,00	4 473,82		105 526,18
6478	Autres charges sociales diverses	940 000,00	824 035,10	0,00	0,00	115 964,90		824 035,10
6488	Autres	92 894,00	78 361,12	0,00	0,00	14 532,88		78 361,12
014	Atténuations de produits	70 700 928,00	67 821 806,54	2 000 000,00	0,00	879 121,46		69 821 806,54
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	133 167,00	133 166,08	0,00	0,00	0,92		133 166,08
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	563 613,00	563 613,00	0,00	0,00	0,00		563 613,00
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	16 000,00	15 513,00	0,00	0,00	487,00		15 513,00
739211	Attribution de compensation	66 166 285,00	65 287 652,75	0,00	0,00	878 632,25		65 287 652,75
739212	Dotation de solidarité communautaire	3 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00		3 000 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	405 774,00	405 774,00	0,00	0,00	0,00		405 774,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	416 089,00	416 087,71	0,00	0,00	1,29		416 087,71
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	61 368 111,29	53 239 552,66	500 163,93	0,00	7 628 394,70	0,00	53 739 716,59
65132	Prix	2 000,00	1 500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	1 500,00
65138	Autres secours	18 000,00	11 816,06	0,00	0,00	6 183,94	0,00	11 816,06
65311	Indemnités de fonction	854 791,00	848 980,33	0,00	0,00	5 810,67	0,00	848 980,33
65312	Frais de mission et de déplacement	38 100,00	24 569,28	0,00	0,00	13 530,72	0,00	24 569,28
65313	Cotisations de retraite	60 000,00	57 088,91	0,00	0,00	2 911,09	0,00	57 088,91
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	215 000,00	207 184,02	0,00	0,00	7 815,98	0,00	207 184,02
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 209,00	1 208,61	0,00	0,00	0,39	0,00	1 208,61
6541	Créances admises en non-valeur	43 900,00	2 378,38	0,00	0,00	41 521,62	0,00	2 378,38
6542	Créances éteintes	4 875,00	4 641,15	0,00	0,00	233,85	0,00	4 641,15
65568	Autres contributions	18 352 583,00	18 307 686,69	0,00	0,00	44 896,31	0,00	18 307 686,69
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	168 000,00	168 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
657348	Subv. fonct. autres communes	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	14 640 735,00	14 640 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640 735,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	26 280 419,00	18 379 060,15	468 583,93	0,00	7 432 774,92	0,00	18 847 644,08
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	69 350,00	41 809,98	0,00	0,00	27 540,02	0,00	41 809,98
65818	Autres	141 527,00	83 323,84	31 580,00	0,00	26 623,16	0,00	114 903,84
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	449 622,29	436 570,26	0,00	0,00	13 052,03	0,00	436 570,26
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**286 310 855,57**	**231 375 997,92**	**7 876 270,16**	**0,00**	**47 058 587,49**	**0,00**	**239 252 268,08**
66	Charges financières	4 575 200,00	2 669 715,80	665 723,32	0,00	1 239 760,88		3 335 439,12
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 300 000,00	3 201 841,43	0,00	0,00	98 158,57		3 201 841,43
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	165 000,00	-532 302,13	665 723,32	0,00	31 578,81		133 421,19
666	Pertes de change créances det. fin	209,00	176,50	0,00	0,00	32,50		176,50
6688	Autres	1 109 991,00	0,00	0,00	0,00	1 109 991,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	1 156 978,00	122 891,93	0,00	0,00	1 034 086,07		122 891,93
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 156 978,00	122 891,93	0,00	0,00	1 034 086,07		122 891,93
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**5 732 178,00**	**2 792 607,73**	**665 723,32**	**0,00**	**2 273 846,95**		**3 458 331,05**
Total des dépenses réelles		**292 043 033,57**	**234 168 605,65**	**8 541 993,48**	**0,00**	**49 332 434,44**	**0,00**	**242 710 599,13**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 918 073,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*11 559 268,12*	*13 795 212,18*			*-2 235 944,06*		*13 795 212,18*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*2 524 434,78*			*-2 524 434,78*		*2 524 434,78*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*352 040,85*			*-352 040,85*		*352 040,85*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*10 500 070,00*	*9 859 582,90*			*640 487,10*		*9 859 582,90*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*451 400,00*	*451 355,53*			*44,47*		*451 355,53*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*194 750,00*	*194 750,00*			*0,00*		*194 750,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*148 048,12*	*148 048,12*			*0,00*		*148 048,12*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*265 000,00*	*265 000,00*			*0,00*		*265 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 477 341,12**	**13 795 212,18**			**1 682 128,94**		**13 795 212,18**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	665 723,32
Montant des ICNE de l'exercice N-1	532 302,13
= Différence ICNE N – ICNE N-1	133 421,19

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**271 278 610,23**	**271 188 453,68**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-4 004 477,56**
013	Atténuations de charges (4)	232 500,00	262 764,59	7 800,00	0,00	-38 064,59
6419	Remboursements rémunérations personnel	25 000,00	37 979,99	0,00	0,00	-12 979,99
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	207 500,00	224 784,60	7 800,00	0,00	-25 084,60
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 137 308,00	39 544 874,47	1 162 487,36	0,00	-570 053,83
70323	Red. occupation dom. public	1 200,00	1 180,61	0,00	0,00	19,39
70388	Autres redevances et recettes diverses	430 000,00	492 273,55	46 387,03	0,00	-108 660,58
704	Travaux	2 055 520,00	1 977 111,26	0,00	0,00	78 408,74
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 356 000,00	1 418 406,22	0,00	0,00	-62 406,22
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	161 955,00	136 356,96	0,00	0,00	25 598,04
70631	Redevances services à caractère sportif	1 580 000,00	1 335 391,79	0,00	0,00	244 608,21
70632	Redevances services à caractère loisir	2 296 600,00	2 334 514,15	0,00	0,00	-37 914,15
7066	Redevances services à caractère social	520 000,00	590 205,74	0,00	0,00	-70 205,74
706888	Autres	6 792 600,00	7 853 047,08	0,00	0,00	-1 060 447,08
7078	Autres marchandises	586 050,00	511 642,45	0,00	0,00	74 407,55
7082	Commissions	24 000,00	37 672,87	0,00	0,00	-13 672,87
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	96 760,00	89 593,20	0,00	0,00	7 166,80
70841	Mise à dispo personnel BA,régie	7 300 000,00	7 983 976,43	0,00	0,00	-683 976,43
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 289 500,00	9 700 019,29	797 727,27	0,00	-208 246,56
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 229 700,00	3 390 100,63	151 494,80	0,00	-311 895,43
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	1 332 590,00	153 204,30	18 329,39	0,00	1 161 056,31
70875	Remb. frais par les communes du GFP	1 352 478,00	882 555,70	148 548,87	0,00	321 373,43
70878	Remb. frais par des tiers	354 355,00	293 692,73	0,00	0,00	60 662,27
7088	Produits activités annexes (abonnements)	378 000,00	363 929,51	0,00	0,00	14 070,49
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 255 922,00	72 895 937,88	0,00	0,00	1 359 984,12
73211	Attribution de compensation	2 235,00	2 235,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	14 569 273,00	14 569 273,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	200 000,00	176 942,88	0,00	0,00	23 057,12
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	38 278 686,00	37 414 956,00	0,00	0,00	863 730,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	21 205 728,00	20 732 531,00	0,00	0,00	473 197,00
731	Fiscalité locale	94 940 013,12	96 681 654,22	0,00	0,00	-1 741 641,10
73111	Impôts directs locaux	46 020 119,00	46 942 399,00	0,00	0,00	-922 280,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	4 422 670,12	4 650 585,00	0,00	0,00	-227 914,88
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 829 861,00	1 986 908,00	0,00	0,00	-157 047,00
73118	Autres contributions directes	0,00	992 525,00	0,00	0,00	-992 525,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	40 611 097,00	40 651 737,00	0,00	0,00	-40 640,00

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	419 266,00	414 319,00	0,00	0,00	4 947,00
731721	Taxe de séjour	700 000,00	1 043 181,22	0,00	0,00	-343 181,22
7318	Autres	937 000,00	0,00	0,00	0,00	937 000,00
74	Dotations et participations (4)	54 767 345,00	52 991 549,90	2 204 642,66	0,00	-428 847,56
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	5 507 789,00	5 507 789,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	20 483 988,00	20 483 988,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	90 000,00	119 291,16	0,00	0,00	-29 291,16
74718	Autres participations Etat	346 167,00	381 471,47	0,00	0,00	-35 304,47
7472	Participation régions	50 000,00	29 497,00	0,00	0,00	20 503,00
7473	Participation départements	386 200,00	468 000,00	0,00	0,00	-81 800,00
74741	Participation communes membres du GFP	217 130,00	0,00	197 000,00	0,00	20 130,00
74748	Participation autres communes	2 352 337,00	2 352 337,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	20 130,00	20 998,15	0,00	0,00	-868,15
747818	Autres	0,00	8 511,92	0,00	0,00	-8 511,92
7478211	Participation Etat	0,00	21 542,00	0,00	0,00	-21 542,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	2 342 500,00	1 431 059,16	1 265 565,00	0,00	-354 124,16
747888	Autres	2 546 796,00	1 772 725,04	742 077,66	0,00	31 993,30
748312	D.C.R.T.P.	7 518 232,00	7 518 232,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	12 320 456,00	12 284 620,00	0,00	0,00	35 836,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	585 620,00	591 488,00	0,00	0,00	-5 868,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	3 672 911,11	2 968 192,20	719 704,09	0,00	-14 985,18
752	Revenus des immeubles	1 378 300,00	1 211 051,94	427 989,75	0,00	-260 741,69
755	Dédits et pénalités perçus	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
75738	Autres	64 000,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	170 800,00	100 791,35	67 710,50	0,00	2 298,15
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	23 060,22	0,00	0,00	-23 060,22
75888	Autres	2 058 311,11	1 633 288,69	224 003,84	0,00	201 018,58
Total des recettes de gestion des services		**268 005 999,23**	**265 344 973,26**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-1 433 608,14**
76	Produits financiers	218 361,00	191 351,65	0,00	0,00	27 009,35
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	180 861,00	180 860,88	0,00	0,00	0,12
7688	Autres	37 500,00	10 490,77	0,00	0,00	27 009,23
77	Produits spécifiques (4)	0,00	2 786 345,51	0,00	0,00	-2 786 345,51
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	19 395,90	0,00	0,00	-19 395,90
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 766 949,61	0,00	0,00	-2 766 949,61
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**268 224 360,23**	**268 322 670,42**	**4 094 634,11**	**0,00**	**-4 192 944,30**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*3 054 250,00*	*2 865 783,26*			*188 466,74*
722	*Immobilisations corporelles*	*224 200,00*	*40 373,24*			*183 826,76*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*109 526,02*			*-109 526,02*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*130 000,00*	*15 834,00*			*114 166,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*23 750,00*	*23 750,00*			*0,00*

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
7865	*Rep. prov. risques et charges financiers*	*2 676 300,00*	*2 676 300,00*			*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 054 250,00**	**2 865 783,26**			**188 466,74**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**19 683 937,86**	**10 259 116,07**	**0,00**	**233,40**	**6 220 037,27**	**5 445 000,00**	**2 180 200,80**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 971 327,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 359 865,46	39 809,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	352 745,26	650 269,71	0,00	0,00	44 259,00	19 500,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 076 243,30	0,00	0,00	5 470 468,40	166 123,00	49 687,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 216 493,56	0,00	233,40	267 236,07	1 235 309,44	124 616,15	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	438 073,80	3 724 067,56	2 005 897,65	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	7 076 300,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 381 882,05**	**7 347 253,21**	**0,00**	**0,00**	**483 937,97**	**545 372,44**	**96 009,50**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 359 400,66	0,00	0,00	0,00	0,00	16 905,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	276 258,00	0,00	0,00	483 937,97	228 467,44	96 009,50	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000,00	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	22 481,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	7 070 839,21	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**7 257 678,62**	**1 411 949,87**	**2 799 187,63**	**2 009 219,78**		**57 266 561,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 971 327,14
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		17 399 674,96
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	365 181,64	244 043,20	55 180,20	57 943,91		1 789 122,92
204	Subventions d'équipement versées	2 182 433,71	268 472,60	34 925,32	185 944,81		9 434 298,14
21	Immobilisations corporelles	60 264,03	358 048,80	2 709 082,11	19 480,32		5 990 763,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	5 965,52	321 539,02	0,00	1 745 850,74		8 241 394,29
26	Participations et créances rattachées	0,00	219 846,25	0,00	0,00		419 846,25
27	Autres immobilisations financières	2 108 744,00	0,00	0,00	0,00		9 485 044,00
45	Opérations pour compte de tiers	2 535 089,72	0,00	0,00	0,00		2 535 089,72
RECETTES		**8 787 451,25**	**335 945,28**	**40 129,00**	**228 041,70**		**38 246 022,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		17 376 305,66
13	Subventions d'investissement	797 423,77	318 820,95	40 129,00	225 133,70		2 466 180,33
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	2 908,00		3 003 064,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		22 481,39
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	3 250 000,00	17 124,33	0,00	0,00		10 637 963,54
45	Opérations pour compte de tiers	4 740 027,48	0,00	0,00	0,00		4 740 027,48

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**19 683 937,86**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 971 327,14
1641	Emprunts en euros	14 247 925,46
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	3 000 000,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	111 940,00
2033	Frais d'insertion	5 913,50
2051	Concessions, droits similaires	346 831,76
RECETTES		**20 381 882,05**
10222	FCTVA	1 852 642,34
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	15 506 758,32
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	3 000 000,00
21321	Immeubles de rapport	22 481,39

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**10 195 126,05**	**0,00**	**63 990,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	39 809,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	178 939,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 046 243,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	407 339,82	0,00	63 990,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	393 893,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	19 555,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	53 546,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	6 242,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	134 641,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	435 120,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	105 535,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	67 957,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	76 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 276 414,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 839,21**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	238 258,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 839,21	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 259 116,07**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 809,50
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 939,87
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046 243,30
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	471 329,84
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 893,24
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 555,82
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 546,36
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 242,65
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 641,51
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 120,39
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 535,78
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 957,81
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 300,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 347 253,21**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 258,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 839,21
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**233,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**233,40**
2188	Autres immobilisations corporelles	233,40	0,00	0,00	0,00	0,00	233,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 830,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	4 830,98	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**711 841,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	38 841,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	673 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**5 503 365,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 220 037,27**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 841,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	4 797 468,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 797 468,40
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673 000,00
2051	Concessions, droits similaires	5 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 418,00
21318	Autres bâtiments publics	136 593,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 593,63
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 262,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 093,49
21838	Autre matériel informatique	6 583,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 583,87
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	40 936,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 936,58
2188	Autres immobilisations corporelles	75 028,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 028,50
2313	Constructions	438 073,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	438 073,80
RECETTES		**483 937,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**483 937,97**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	234 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 438,00
1322	Subv. non transf. Régions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	197 299,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 299,97

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 891,34**	**470 079,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	16 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	149 363,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 956,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	1 891,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**81 081,68**	**149 688,00**	**906 717,35**	**0,00**	**3 835 542,23**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	7 980,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	11 520,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	57 291,43	0,00
21318	Autres bâtiments publics	81 081,68	149 688,00	0,00	0,00	479 554,45	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	31 537,20	0,00	173 234,22	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	11 175,19	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	17 045,78	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	530,01	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	190 536,76	0,00	37 786,98	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	673 468,20	0,00	3 050 599,36	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**39 612,70**	**0,00**	**205 759,74**	**0,00**
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	16 905,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	39 612,70	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	30 860,74	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	157 994,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 445 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 980,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 760,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 363,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 520,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 291,43
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	714 280,53
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 662,76
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 175,19
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 045,78
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530,01
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 323,74
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 724 067,56
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**545 372,44**
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 905,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 612,70
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 860,74
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 994,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 821,20**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	3 821,20	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 176 379,60**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 687,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 211,03	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	997,44	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 007,95	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 578,53	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 005 897,65	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 009,50**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 009,50	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 180 200,80**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 687,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 211,03
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	997,44
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 821,20
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 007,95
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 578,53
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 005 897,65
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 009,50**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 009,50

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**4 040 851,92**	**144 194,86**	**8 702,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 063 929,79**
2031	Frais d'études	0,00	144 194,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 986,78
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	609 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 578,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	798 673,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	8 702,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 192,00
2188	Autres immobilisations corporelles	369,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 965,52
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	108 744,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	2 523 882,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 207,49
RECETTES		**4 740 027,48**	**77 728,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 967 927,39**
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	77 728,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 927,39
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
45411	Dépenses	69,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	4 739 958,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 768,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 257 678,62**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 181,64
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 182,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 578,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	798 673,71
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 702,05
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 192,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,98
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 965,52
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 744,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 523 882,23
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 207,49
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 787 451,25**
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 728,38
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 927,39
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 739 958,48

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**1 359 277,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 672,83**
2031	Frais d'études	0,00	244 043,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	13 222,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	231 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	318 947,10	0,00	0,00	0,00	0,00	11 604,03
2152	Installations de voirie	0,00	27 497,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	269 792,14	0,00	0,00	0,00	0,00	17 068,80
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	34 678,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	219 846,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**293 645,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 300,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	126 520,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 300,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	17 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 411 949,87**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 043,20
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 222,60
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 250,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 551,13
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 497,67
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 860,94
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 678,08
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 846,25
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**335 945,28**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 520,95
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 300,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 124,33

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**247 661,57**	**0,00**	**10 404,30**	**0,00**	**400 816,78**	**0,00**	**0,00**	**2 140 304,98**
2031	Frais d'études	55 180,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	8 961,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	10 964,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	142 638,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 334,77
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	10 404,30	0,00	58 704,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 659,13
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 748,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	14 917,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 662,27
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 874 910,30
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	342 112,78	0,00	0,00	28 990,23
RECETTES		**40 129,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	24 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 799 187,63**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 180,20
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 961,32
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 964,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 973,27
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 108,30
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 659,13
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 748,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 579,82
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 874 910,30
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 103,01
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 129,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 129,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**249 575,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	59 669,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	189 906,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 908,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	2 908,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**203 699,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	57 943,91	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 936,68	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	98 962,21	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 798,11	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	8 578,50	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	19 480,32	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 133,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	107 580,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	62 400,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	55 153,70	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 944,11**	**0,00**	**2 009 219,78**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 943,91
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 605,99
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 962,21
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 798,11
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 578,50
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 480,32
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 728,09	0,00	376 728,09
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179 216,02	0,00	1 369 122,65
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**228 041,70**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 580,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 400,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 153,70
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 908,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**68 722 235,15**	**56 178 419,94**	**0,00**	**284 309,06**	**22 830 660,28**	**22 269 995,81**	**7 855 543,69**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	7 929 556,55	0,00	54 135,42	5 230 655,65	8 417 790,12	978 792,37	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	26 366 485,02	0,00	76 028,64	13 562 928,32	12 512 267,44	140 752,56	0,00
014	Atténuations de produits	68 693 426,75	1 047 181,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	14 996,21	17 499 934,67	0,00	154 145,00	4 037 076,31	1 339 438,25	6 735 998,76	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	176,50	3 335 262,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	13 635,69	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**218 730 104,20**	**28 597 847,75**	**0,00**	**30 550,00**	**8 613 352,38**	**6 836 682,89**	**2 507 943,38**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	270 564,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	24 941 763,60	0,00	0,00	5 926 557,69	5 242 598,93	590 205,74	0,00
73	Impôts et taxes	72 718 995,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	94 231 629,00	1 406 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	48 857 745,16	173 291,16	0,00	30 550,00	2 713 916,16	679 800,00	2 081 111,41	0,00
75	Autres produits de gestion courante	49 318,16	1 719 500,02	0,00	0,00	-46 517,37	914 283,96	-163 373,77	0,00
76	Produits financiers	180 860,88	10 490,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	2 691 556,00	75 393,61	0,00	0,00	19 395,90	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 676 529,01**	**5 017 150,68**	**56 256 720,67**	**619 034,84**		**242 710 599,13**
011	Charges à caractère général	0,00	182 992,74	877 926,71	11 709 796,49	32 728,60		35 414 374,65
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 178 789,67	514 848,52	25 375 963,89	548 306,24		80 276 370,30
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	81 198,71	0,00	0,00		69 821 806,54
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 314 746,60	3 466 493,80	19 138 886,99	38 000,00		53 739 716,59
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 335 439,12
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	76 682,94	32 073,30	0,00		122 891,93
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**561 779,13**	**2 028 845,52**	**4 364 488,78**	**145 710,50**		**272 417 304,53**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		270 564,59
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	10 647,00	47 567,64	3 948 021,23	0,00		40 707 361,83
73	Impôts et taxes	0,00	176 942,88	0,00	0,00	0,00		72 895 937,88
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 043 181,22	0,00	0,00		96 681 654,22
74	Dotations et participations	0,00	373 532,00	29 497,00	256 749,67	0,00		55 196 192,56
75	Autres produits de gestion courante	0,00	657,25	908 599,66	159 717,88	145 710,50		3 687 896,29
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		191 351,65
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 786 345,51
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**82 517 447,33**
65888	Autres	14 996,21
666	Pertes de change créances det. fin	176,50
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	13 635,69
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	2 524 434,78
6761	Différences sur réalisations (positives)	352 040,85
6811	Dot. amort. immos incorporelles	9 859 582,90
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	451 355,53
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	194 750,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	148 048,12
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	265 000,00
739211	Attribution de compensation	65 287 652,75
739212	Dotation de solidarité communautaire	3 000 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	405 774,00
RECETTES		**221 595 887,46**
722	Immobilisations corporelles	40 373,24
73111	Impôts directs locaux	46 942 399,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	4 650 585,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 986 908,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	40 651 737,00
73211	Attribution de compensation	2 235,00
73221	FNGIR	14 569 273,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	37 414 956,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	20 732 531,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	5 507 789,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	20 483 988,00
744	FCTVA	119 291,16
74748	Participation autres communes	2 352 337,00
748312	D.C.R.T.P.	7 518 232,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	12 284 620,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	591 488,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	23 060,22
75888	Autres	26 257,94
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	180 860,88
775	Produits des cessions d'immobilisations	2 691 556,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	109 526,02
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	15 834,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	23 750,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	2 676 300,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**52 923 458,94**	**0,00**	**1 491 939,39**	**570 863,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	542 748,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	6 594,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	168 030,60	0,00	218,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	28 363,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	30 274,17	0,00	5 369,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	83 070,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	56 487,84	0,00	6 465,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	429 492,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	142 058,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	479 532,61	0,00	241 971,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	614 284,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	9 755,88	0,00	174 542,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	203 590,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	441 296,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	56 301,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	29 333,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	777 819,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	194 192,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	2 158,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	71 907,32	0,00	910,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	303 590,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 211,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	40 177,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	4 346 347,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	85 269,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	171 487,53	0,00	89 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	107 824,36	0,00	100 056,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	26 679,62	0,00	115 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 286,68	0,00	81 736,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	384 582,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6241	Transports de biens	58 000,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	47 120,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	1 749,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	255 880,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	367 636,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 615,86	0,00	91,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	33 683,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	57 782,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	288 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	25 439,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 148,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	114 759,28	0,00	5 219,80	492,48	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	536 469,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	24 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	525,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	7 962 313,57	0,00	0,00	61 841,58	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	160 136,01	0,00	5 719,06	519,63	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	173 108,14	0,00	2 796,87	586,38	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 451 540,11	0,00	55 150,80	12 758,63	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 382 033,44	0,00	0,00	470 055,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	127 140,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	86 852,34	0,00	17 164,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 551 711,19	0,00	146 852,91	8 585,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 583 237,68	0,00	55 716,48	15 777,95	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	57 322,25	0,00	0,00	246,24	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	428 062,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	105 526,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	772 556,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	78 361,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	11 816,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	24 569,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 378,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	4 641,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	14 640 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 107 490,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	30 892,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	109 273,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	413 175,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 201 841,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	133 421,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	133 166,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	563 613,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	15 513,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	334 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**28 311 242,97**	**0,00**	**43 529,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 075,37**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	37 979,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232 584,60	0,00
706888	Autres	1 250 573,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	491 723,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	13 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie	7 983 976,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 462 285,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 528 270,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	158 044,30	0,00	13 489,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	988 575,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	30 167,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	21 122,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	992 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	414 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	67 055,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	8 511,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	97 723,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	492 615,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 196 844,31	0,00	30 040,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 490,77	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	75 393,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 114 461,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	848 980,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	57 088,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	207 184,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 208,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 695,87**	**56 178 419,94**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	543 348,46
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 594,04
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 248,72
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 363,67
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 643,54
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 070,36
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 953,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 492,95
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 058,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	721 504,14
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614 284,47
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184 298,83
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 590,81
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 296,09
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 301,77
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 333,44
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777 819,94
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 192,52
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 158,38
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 817,92
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 590,17
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 211,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 177,16
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 346 347,83
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 269,91
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157,48
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 705,53
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 880,42
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 885,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	473,95	143 151,57
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 023,13
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 582,47

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,80
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 120,45
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749,68
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 880,39
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	367 636,30
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 707,52
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	34 083,84
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 782,54
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 526,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 439,97
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 148,96
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	237,78	120 709,34
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 469,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 750,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525,28
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	23 795,34	8 047 950,49
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	237,66	166 612,36
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 491,39
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	4 570,12	2 524 019,66
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 852 089,35
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 140,71
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 017,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	4 143,36	2 711 292,53
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	7 618,80	2 662 350,91
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	118,86	57 687,35
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 062,22
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 526,18
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	772 556,61
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 361,12
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 816,06
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	848 980,33
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 569,28
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 088,91
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 184,02
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 208,61
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 378,38
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 641,15
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640 735,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00	1 124 990,87
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 892,77
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 273,36
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 175,93
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 201 841,43
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 421,19
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 166,08
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	563 613,00
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 513,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 889,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 597 847,75**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 979,99
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232 584,60
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 573,46
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 723,35
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 535,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 983 976,43
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 462 285,98
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 528 270,43
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 533,69
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	988 575,66
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 167,52
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 122,08
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	992 525,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 319,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 055,98
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 511,92
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 723,26
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	492 615,69
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 226 884,33
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 490,77
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 393,61

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**284 309,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**284 309,06**
60628	Autres fournitures non stockées	2 317,73	0,00	0,00	0,00	0,00	2 317,73
60632	Fournitures de petit équipement	1 776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 776,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	175,05	0,00	0,00	0,00	0,00	175,05
611	Contrats de prestations de services	35 756,64	0,00	0,00	0,00	0,00	35 756,64
6132	Locations immobilières	5 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 711,00
6184	Versements à des organismes de formation	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6236	Catalogues et imprimés	2 784,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 784,00
6247	Transports collectifs	5 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 115,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	210,17	0,00	0,00	0,00	0,00	210,17
64111	Rémunération principale titulaires	20 557,70	0,00	0,00	0,00	0,00	20 557,70
64112	SFT, indemnité de résidence	240,82	0,00	0,00	0,00	0,00	240,82
64113	NBI	501,94	0,00	0,00	0,00	0,00	501,94
64118	Autres indemnités	2 548,29	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548,29
6414	Personnel rémunéré à la vacation	41 710,01	0,00	0,00	0,00	0,00	41 710,01
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 613,17	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,17
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 542,86	0,00	0,00	0,00	0,00	6 542,86
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	103,68	0,00	0,00	0,00	0,00	103,68
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	154 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 145,00
RECETTES		**30 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 550,00**
74718	Autres participations Etat	26 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 300,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	4 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**201 014,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	763,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	98 704,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	78 562,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	188,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 861,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	14 025,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 151,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	676,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	80,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478211	Participation Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**1 156 010,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	120 775,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	904 383,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	2 602,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	128 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478211	Participation Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**21 473 634,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 830 660,28**
6042	Achats de prestations de services	3 012 711,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 012 711,46
60611	Eau et assainissement	17 523,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 523,87
60612	Energie - Electricité	251 473,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 473,23
60621	Combustibles	3 191,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191,57
60623	Alimentation	274 419,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 419,31
60628	Autres fournitures non stockées	126 046,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 046,40
60631	Fournitures d'entretien	20 795,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 795,69
60632	Fournitures de petit équipement	66 107,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 107,03
6064	Fournitures administratives	3 293,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 293,27
611	Contrats de prestations de services	198 714,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 477,83
6132	Locations immobilières	94 079,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 784,60
61358	Autres	2 736,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 736,77
614	Charges locatives et de copropriété	19 976,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 539,73
61521	Entretien terrains	2 791,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 791,71
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	121 911,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 911,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	11 764,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 764,18
6156	Maintenance	13 429,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 429,10
617	Etudes et recherches	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
6182	Documentation générale et technique	3 646,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 646,80
6188	Autres frais divers	54 212,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 212,32
6231	Annonces et insertions	1 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002,00
6234	Réceptions	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360,00
6247	Transports collectifs	24 186,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 186,80
6262	Frais de télécommunications	69 671,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 671,77
627	Services bancaires et assimilés	5 362,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 362,13
6283	Frais de nettoyage des locaux	61 025,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 025,89
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	1 983,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983,40
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	586 007,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586 007,66
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	79 139,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 328,30
64111	Rémunération principale titulaires	5 276 022,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 396 798,06
64112	SFT, indemnité de résidence	139 784,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 784,52
64113	NBI	111 304,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 304,50

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
64118	Autres indemnités	1 310 912,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 313 773,76
64131	Rémunérations	1 984 315,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 902 723,51
6414	Personnel rémunéré à la vacation	252 704,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 704,96
6417	Rémunérations des apprentis	30 307,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 307,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 059 663,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 064 814,83
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 228 470,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 229 147,07
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	39 558,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 241,31
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	3 908 826,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 037 076,31
	RECETTES	**8 613 352,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 613 352,38**
706888	Autres	5 880 288,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880 288,50
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	35 460,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 460,58
70875	Remb. frais par les communes du GFP	1 750,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,78
70878	Remb. frais par des tiers	9 057,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 057,83
7478211	Participation Etat	21 542,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 542,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	2 692 374,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 692 374,16
75888	Autres	-46 517,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-46 517,37
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	19 395,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 395,90

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 631 531,64**	**217 415,31**	**0,00**	**207 406,86**	**1 324 074,50**	**347 665,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 506,19	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	118,12	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	8 129,55	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	248,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	3 531,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	265,43	82,33	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	28 892,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	10 335,00	5 829,48	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335,99	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 656,14	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	114,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	433,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 919,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 040,05	208,94	0,00	855,00	0,00	2 066,18	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	815 765,25	20 817,70	0,00	87 656,00	0,00	100 732,61	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	12 282,07	1 051,27	0,00	854,85	0,00	7 577,96	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	84,39	0,00	2 345,20	0,00	3 294,77	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	227 201,49	6 008,88	0,00	22 788,37	0,00	34 769,46	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	111 655,38	140 784,48	0,00	0,00	0,00	49 592,71	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	8 986,94	0,00	0,00	6 824,96	0,00	701,37	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	167 123,81	34 061,90	0,00	14 902,09	0,00	95 759,91	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	271 771,03	12 777,49	0,00	27 464,19	0,00	52 137,48	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	4 524,02	1 620,26	0,00	427,47	0,00	1 033,10	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 123 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	3 181,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**133 330,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	7 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	13 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	120 005,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**660,00**	**0,00**	**5 433 333,38**	**0,00**	**13 107 712,57**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	1 044,00	0,00	109 951,74	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	835 000,00	0,00	18 805,13	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	2 130 546,25	0,00	1 179 304,40	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	738 554,39	0,00	138 022,26	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	23 849,46	0,00	30 985,25	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	9 313,83	0,00	766 357,71	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	87 188,50	0,00	4 746,27	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	397 453,03	0,00	237 682,81	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	30 913,79	0,00	13 087,25	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	1 534,86	0,00	132 583,11	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	18 166,32	0,00	50,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	673,97	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	7 940,88	0,00	157 412,39	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	50 145,25	0,00	29 812,16	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	123 872,84	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	245 288,25	0,00	105 498,07	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	15 863,48	0,00	9 012,41	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	149 202,77	0,00	70 829,65	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	835,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	83,90	0,00	1 292,17	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	660,00	0,00	35 668,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	300,00	0,00	4 669,15	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	17 802,50	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	396 637,31	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	23 408,88	0,00	837,01	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	759,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	558,50	0,00	9 666,50	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	11 536,08	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	18 000,00	0,00	2 428,80	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	1 359,60	0,00	18 528,61	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	3 622,00	0,00	1 482,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
6248	Divers	0,00	0,00	1 658,84	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	1 572,00	0,00	866,97	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	5 115,58	0,00	9 504,85	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	23 256,69	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	13 125,39	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	25 682,56	0,00	94 667,71	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	3 455,52	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	137 917,60	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	59 475,54	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	746,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	121,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 377 967,86	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	76 276,33	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	78 540,16	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	892 262,27	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 102 563,16	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	413 893,83	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	37 493,61	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 306 304,98	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	1 383 561,59	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	29 741,77	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	10 917,21	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	395,08	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	7 152,69	0,00	141,67	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**1 994 903,60**	**0,00**	**4 676 198,85**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	492 273,55	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	1 134 824,75	0,00	200 567,04	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	2 327 264,15	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	566 921,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	30 140,55	0,00	7 532,32	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	76 058,20	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	30 131,13	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	13 503,81	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	342 807,43	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	457 800,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	197 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	81 154,49	0,00	142 572,41	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	17 297,87	0,00	4 836,23	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	75 002,93	0,00	473 414,59	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**196,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 269 995,81**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 501,93
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	853 923,25
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 317 980,20
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	876 576,65
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 834,71
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	775 920,34
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 934,77
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 667,49
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 001,04
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 465,73
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 216,32
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673,97
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 088,85
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 517,75
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 293,40
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 872,84
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 442,46
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 875,89
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 032,42
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	835,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 490,07
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 328,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 969,15
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 802,50
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 637,31
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 245,89
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 658,50
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 536,08
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 428,80

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 888,21
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 104,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 658,84
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 438,97
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 620,43
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 556,69
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 125,39
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 269,47
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 455,52
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 917,60
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 645,71
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	746,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 402 939,42
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 042,48
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 264,52
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 183 030,47
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 404 595,73
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 407,10
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 493,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 618 152,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 747 711,78
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 346,62
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149 650,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 917,21
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 576,68
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 294,36
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 836 682,89**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	492 273,55
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 391,79
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 334 514,15
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566 921,00
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 672,87
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 058,20
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 325,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 131,13
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 503,81

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 807,43
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 800,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343 732,34
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 134,10
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 417,52

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**96 867,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 758 675,91**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 683,23	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 528,47	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 661,53	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 171,51	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 113,59	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 535,26	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 299,56	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 752,58	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,49	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 168,57	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 094,55	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 735,60	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 786,18	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,78	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 372,66	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 684,04	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 108,68	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 062,56	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 634,19	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015,12	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 242,91	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 817,31	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	541,38	0,00	0,00	0,00	0,00	292,98	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	52 149,94	0,00	0,00	0,00	0,00	5,12	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	1 550,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	1 990,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
64118	Autres indemnités	13 578,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	24,95	0,00	0,00	0,00	0,00	32 972,21	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 436,70	0,00	0,00	0,00	0,00	9 327,11	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	17 324,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1 141,46	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	270,71	0,00	0,00	0,00	0,00	145,90	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 735 998,76	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 472 943,38**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 205,74	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 035 911,41	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-163 373,77	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 855 543,69**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 683,23
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 528,47
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 661,53
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 171,51
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 113,59
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 535,26
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 299,56
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 752,58
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,49
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 168,57
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 094,55
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 735,60
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 786,18
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,78
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 372,66
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 684,04
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 108,68
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 062,56
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 634,19
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015,12
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 242,91
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 817,31
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834,36
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 155,06
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550,97
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990,45

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 578,62
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 997,16
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 763,81
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 465,52
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416,61
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 735 998,76
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**2 507 943,38**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 205,74
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	2 070 911,41
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-163 373,77

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**441 093,90**	**754 198,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 257 639,52**
6042	Achats de prestations de services	-17 683,00	468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	496,10	2 336,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	385,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	129 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	258,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	3 680,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	2 106,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 020,61
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	22 555,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	4 027,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 310,68
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	299 753,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 697,12
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	3 345,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 018,26
64113	NBI	0,00	6 094,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	107 776,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 938,61
64131	Rémunérations	0,00	117 994,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 452,67
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	6 228,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	48,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	77 981,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 520,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	112 405,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 025,65
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	2 013,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 155,34
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	303 939,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 500,00
RECETTES		**230 217,25**	**137 819,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 800,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	10 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	81 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	218 913,00	56 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	657,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 596,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	23 040,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 036,29	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 213,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	191 307,60	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 942,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	0,00	0,00	176 942,88	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 676 529,01**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-17 215,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 832,37
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385,20
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 680,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 040,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 680,47
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 106,12
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 056,90
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 613,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 555,68
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 338,25
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 451,04
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 363,97
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 094,31
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 715,06
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 447,27
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 228,03
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,64
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 502,42
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 431,47
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 169,21
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314 746,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**561 779,13**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 647,00
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 942,88
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 621,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 911,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657,25

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
	DEPENSES	**0,00**	**3 584 299,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 432 850,70**
6042	Achats de prestations de services	0,00	3 253,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	5 279,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	176,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,82
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
61521	Entretien terrains	0,00	19 331,46	0,00	0,00	0,00	0,00	5 778,25
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	56 197,93	0,00	0,00	0,00	0,00	7 328,89
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	5 580,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	6 131,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 415,39
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 707,56
6182	Documentation générale et technique	0,00	629,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	239 760,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	4 342,67	0,00	0,00	0,00	0,00	237,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	13 028,04	0,00	0,00	0,00	0,00	922,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	11 064,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	19 565,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	8 543,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	3 354,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	407 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	161 899,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	3 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	2 931,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	63 359,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	136 600,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	4 427,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	85 781,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	51 756,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	1 677,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	2 267 441,46	0,00	0,00	0,00	0,00	1 197 552,34
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 682,94

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 198,71
RECETTES		**0,00**	**365 058,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 663 786,53**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	1 180,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	46 387,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 181,22
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 497,00
752	Revenus des immeubles	0,00	211 585,35	0,00	0,00	0,00	0,00	591 108,31
75888	Autres	0,00	105 906,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 017 150,68**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 253,69
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 279,36
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176,67
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,82
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 109,71
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 526,82
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,96
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 131,46
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 415,39
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 707,56
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	629,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 760,25
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 580,47
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 950,04
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 064,88
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 565,17
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 543,46
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 354,41
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 625,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 899,91
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 060,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 931,84
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 359,98
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 600,03
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 427,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 781,34
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 756,06
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 677,05
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 464 993,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 682,94
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 198,71
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 028 845,52**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 180,61
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 387,03
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 181,22
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 497,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	802 693,66
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 906,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 375 757,60**	**0,00**	**30 575 954,68**	**0,00**	**7 535 000,00**	**10 173 678,89**	**0,00**	**215 320,65**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	64 620,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	380 739,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	41 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	1 726 319,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	13 246,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 966 457,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	106 414,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	3 888,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	37 929,95	0,00	4 443 513,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	5 844,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	42 594,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	663,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	107 389,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	1 069 433,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	28 365,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	111 926,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	473 275,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	5 011,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	12 992,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	340 640,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	-2 844,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	8 009,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	2 473,61	0,00	24 079,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	126 505,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	379,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	33 340,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	7 528,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 000,00	0,00	4 469,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	153 990,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	684 981,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
62878	Remb. frais à des tiers	117,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 111,51	0,00	105 764,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	7 540,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	382 990,87	0,00	9 521 084,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	5 574,25	0,00	247 869,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	9 171,18	0,00	20 927,15	0,00	0,00	0,00	0,00	192 655,39
64118	Autres indemnités	150 860,64	0,00	2 377 157,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	219 713,96	0,00	1 284 407,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	1 799,66	0,00	4 204,56	0,00	0,00	0,00	0,00	7 456,11
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	34 231,70	0,00	0,00	0,00	0,00	15 207,80
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	111 755,30	0,00	2 074 427,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	120 676,19	0,00	2 949 196,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	2 555,56	0,00	52 885,72	0,00	0,00	0,00	0,00	1,35
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 535 000,00	10 173 678,89	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	183 679,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	2 053,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	1 103,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 677,93	0,00	27 395,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**240 963,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 344 900,74**	**136 356,96**	**0,00**	**385 517,84**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 746 857,54	0,00	0,00	230 253,72
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	1 418 406,22	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 356,96	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 264,12
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	19 919,10	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	240 963,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	159 717,88	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**599 007,80**	**5 137 637,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	27 136,46	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 208 121,10	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	52 505,05	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	38 267,89	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	871 652,64	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	610 695,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	560 476,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	703 735,53	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	13 567,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	51 478,49	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	599 007,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**644 363,23**	**0,00**	**0,00**	**56 256 720,67**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 620,06
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 739,80
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 600,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 726 319,34
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 246,74
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 966 457,83
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 414,09
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,39
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 481 443,66
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 844,96
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 594,15
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	663,23
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 389,47
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 069 433,16
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 365,61
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 926,49
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	473 275,53
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 011,02
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 992,65
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 640,05
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 844,35
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 009,05
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 553,11
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 505,61
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379,69
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 340,25
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 528,60
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 469,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 990,55
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	684 981,07
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117,17
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 012,27
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 540,56
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 112 196,07
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 948,74
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 021,61
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 399 670,96
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 114 817,64
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 460,33
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 439,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 746 659,61
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 773 608,03
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 010,59
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 478,49
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 307 686,69
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	644 363,23	0,00	0,00	828 042,74
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 053,80
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103,76
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 073,30
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 749,67**	**0,00**	**0,00**	**4 364 488,78**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 977 111,26
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 418 406,22
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 356,96
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 264,12
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 919,10
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 963,57
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 494,49	0,00	0,00	181 494,49
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 998,15	0,00	0,00	20 998,15
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 257,03	0,00	0,00	54 257,03
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 717,88

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**448 840,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	27 408,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	5 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	2 013,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	152 841,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	3 368,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	1 465,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	76 051,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	48 008,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	42 013,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	51 342,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	1 006,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**145 710,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	145 710,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 194,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	987,99	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	55 116,72	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	521,76	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	23 899,70	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	46 493,94	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	23 775,09	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	18 902,44	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	496,81	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**619 034,84**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 408,60
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 320,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 001,43
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 958,67
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890,58
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 465,92
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 950,79
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 502,32
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 788,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 244,50
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 503,63
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 710,50**
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 710,50

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**229 530 872,53**									
1641 Emprunts en euros (total)					229 530 872,53									
1161	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2008	01/07/2008	01/07/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
1162	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	17/04/2009	01/05/2010	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	1,762	1,788	EUR	A	C	O	A-1
1163	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	07/12/2009	01/12/2010	2 400 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,420	2,420	EUR	A	C	O	A-1
117	SOCIETE GENERALE	15/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 30/12/2013)	4,180	4,309	EUR	T	C	O	A-1
118	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	17/12/2009	21/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,182	1,205	EUR	T	C	O	A-1
119	CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/12/2009	15/12/2009	15/03/2010	6 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,184	1,207	EUR	T	C	O	A-1
120	CCM RIEDISHEIM ET ENVIRONS	13/04/2007	30/04/2007	31/07/2007	2 136 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
121	SOCIETE GENERALE	28/12/2009	28/12/2009	28/03/2010	1 560 000,00	V	Euribor 3M + 0.55	1,256	1,280	EUR	T	C	O	A-1
123	SFIL CAFFIL	07/05/2010	07/05/2010	01/12/2010	750 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,381	EUR	T	P	O	A-1
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/12/2010	31/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,050	3,131	EUR	T	C	O	B-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
125	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	8 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	C	O	A-1
126	CAISSE D'EPARGNE	23/08/2011	26/08/2011	30/11/2011	10 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	3,598	EUR	T	C	O	A-1
127	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/12/2011	29/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
128	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,535	EUR	T	P	O	A-1
129	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2012	31/07/2012	31/10/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,949	EUR	T	C	O	A-1
131 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/02/2018	3 576 379,69	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/08/2009	01/08/2009	01/08/2010	782 978,05	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	4,160	EUR	A	P	O	A-1
133	SFIL CAFFIL	01/05/2009	01/05/2009	01/05/2010	136 526,17	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,810	EUR	A	P	O	A-1
134	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1,724	1,761	EUR	T	C	O	A-1
135	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,922	EUR	T	C	O	A-1
136	SaarLB	12/11/2013	29/11/2013	29/05/2014	10 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.5	1,827	1,862	EUR	S	C	O	A-1
137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2017	892 321,96	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
138	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2014	30/10/2014	31/01/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,717	EUR	T	C	O	A-1
139	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	8 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,378	1,403	EUR	S	C	O	A-1
140	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 750 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,338	EUR	A	C	O	A-1
141	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 650 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,338	EUR	A	C	O	A-1
142	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/09/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.78 %	2,780	2,821	EUR	A	C	O	A-1
143	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	30/11/2015	30/11/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,980	0,998	EUR	T	C	O	A-1
144	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	31/12/2015	31/03/2016	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
146	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
147	CAISSE D'EPARGNE	02/12/2016	30/12/2016	31/03/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,893	EUR	T	C	O	A-1
148-Consolidation	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	7 500 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
149	CREDIT MUTUEL	21/07/2016	01/01/2017	31/01/2017	2 996 666,66	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,559	EUR	T	C	O	A-1
150	SaarLB	13/09/2017	30/11/2017	30/05/2018	10 000 000,00	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,126	0,128	EUR	S	C	O	A-1
151-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
152	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
153	SOCIETE GENERALE	16/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,386	EUR	T	C	O	A-1
154 Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	6 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
155	SFIL CAFFIL	18/08/2020	25/09/2020	01/01/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,498	EUR	T	C	O	A-1
156	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,335	EUR	T	C	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/06/2021	3 400 000,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,223	EUR	T	C	O	A-1
158	CREDIT COOPERATIF	15/12/2020	26/01/2021	05/05/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	0,330	EUR	T	C	O	A-1
159	Societe Financiere de la NEF	07/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,661	EUR	T	C	O	A-1
160	BANQUE POPULAIRE	25/01/2022	30/11/2022	21/07/2023	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,732	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 094 900,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					1 094 900,00									
4001	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	156 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4002	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	87 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4003	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	24/11/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4004	Caisse Allocations Familiales	20/12/2013	10/06/2016	01/01/2017	6 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4005	Caisse Allocations Familiales	19/12/2013	01/01/2017	01/01/2018	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4006	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4007	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4008	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4009	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	09/06/2017	01/01/2018	25 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
4010	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	31/12/2017	01/07/2018	62 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4011	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	21/10/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4013	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	85 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4014	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	60 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4015	Caisse Allocations Familiales	11/09/2017	12/12/2019	01/07/2020	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4021	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	12/12/2019	01/07/2020	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4022	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	16/09/2020	01/07/2021	49 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4023	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	21/10/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4024	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4025	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4026	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**230 625 772,53**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**3 333 333,40**		**112 341 867,28**					**14 247 925,45**	**3 282 672,54**	**119 734,97**	**660 103,51**
1641 Emprunts en euros (total)		3 333 333,40		112 341 867,28					14 247 925,45	3 282 672,54	119 734,97	660 103,51
1161	N	0,00	A-1	3 350 876,44	14,50	F	Taux fixe à 4.84 %	4,820	149 911,00	169 438,11	0,00	81 091,21
1162	N	0,00	A-1	1 066 666,62	15,33	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	2,634	66 666,67	1 907,46	0,00	28 050,96
1163	N	0,00	A-1	1 280 000,00	15,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	3,238	80 000,00	43 112,00	0,00	4 375,08
117	N	0,00	A-1	1 250 000,00	5,00	F	Taux fixe à 4.18 %	4,226	250 000,00	59 586,77	0,00	145,14
118	N	0,00	A-1	2 400 000,00	6,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	3,689	400 000,00	97 503,72	0,00	586,00
119	N	0,00	A-1	400 000,00	0,96	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	3,574	400 000,00	22 743,40	0,00	781,33
120	N	0,00	A-1	499 068,29	3,33	F	Taux fixe à 3.8 %	3,791	130 871,28	22 087,48	0,00	3 160,77
121	N	0,00	A-1	468 000,00	5,99	V	Euribor 3M + 0.55	3,755	78 000,00	19 364,82	0,00	174,76
123	N	0,00	A-1	101 739,61	1,67	F	Taux fixe à 2.36 %	2,356	56 283,20	3 233,68	0,00	193,42
124	N	0,00	B-1	1 333 333,32	2,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,084	666 666,67	53 968,04	0,00	225,93
125	N	0,00	A-1	2 800 000,00	7,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,392	400 000,00	103 700,00	0,00	0,00
126	N	0,00	A-1	1 833 333,33	2,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	3,107	666 666,64	68 000,00	0,00	5 041,67
127	N	0,00	A-1	1 670 998,42	3,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,497	373 674,42	92 214,75	0,00	75 152,69

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
128	N	0,00	A-1	1 538 492,83	3,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	468 991,33	81 762,39	0,00	0,00
129	N	0,00	A-1	1 250 000,15	3,58	F	Taux fixe à 4.86 %	4,848	333 333,32	70 875,00	0,00	10 125,00
131 Réam	N	0,00	A-1	2 121 581,29	8,58	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,184	242 466,40	91 562,55	0,00	14 884,45
132	N	0,00	A-1	180 279,50	2,58	F	Taux fixe à 4.16 %	4,151	55 358,27	9 802,53	0,00	3 104,01
133	N	0,00	A-1	40 982,31	3,33	F	Taux fixe à 4.81 %	4,801	9 097,72	2 408,85	0,00	1 308,69
134	N	0,00	A-1	1 666 666,67	4,75	V	Euribor 3M + 1.5	4,713	333 333,33	74 894,48	0,00	22 981,71
135	N	0,00	A-1	2 562 500,00	10,08	F	Taux fixe à 3.81 %	3,852	250 000,00	105 013,13	0,00	16 543,07
136	O	3 333 333,40	A-1	3 333 333,40	4,91	F	Taux fixe à 2.08 %	2,828	666 666,66	228 066,72	119 734,97	8 636,48
137	N	0,00	A-1	580 009,26	12,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,810	44 616,10	12 492,51	0,00	21 202,56
138	N	0,00	A-1	5 500 000,00	10,83	F	Taux fixe à 2.69 %	2,683	500 000,00	156 356,26	0,00	24 658,33
139	N	0,00	A-1	3 199 999,94	5,97	V	Euribor 6M + 1.2	4,428	533 333,34	158 130,27	0,00	5 452,80
140	N	0,00	A-1	750 000,00	2,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,327	250 000,00	33 356,94	0,00	24 949,17
141	N	0,00	A-1	722 727,28	2,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,327	240 909,09	32 143,96	0,00	24 041,92
142	N	0,00	A-1	6 000 000,00	11,67	F	Taux fixe à 2.78 %	2,811	500 000,00	183 209,72	0,00	56 063,33
143	N	0,00	A-1	3 000 000,00	12,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,234	250 000,00	70 779,03	0,00	0,00
144	N	0,00	A-1	3 212 390,31	12,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,795	237 746,55	60 503,69	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	5 550 000,00	9,00	V	Taux fixe à 0.61 % (Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,872	600 000,00	168 351,05	0,00	64 604,31
147	N	0,00	A-1	1 600 000,00	8,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	200 000,00	15 352,50	0,00	0,00
148-Consolidation	N	0,00	A-1	4 125 000,00	8,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,731	500 000,00	148 111,04	0,00	31 439,15
149	N	0,00	A-1	1 549 999,90	7,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,546	206 666,68	26 027,08	0,00	4 004,17

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
150	N	0,00	A-1	6 000 000,04	8,91	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	3,660	666 666,66	229 719,26	0,00	22 867,67
151-Consolidation	N	0,00	A-1	6 333 333,26	9,33	V	Taux fixe à 0.82 % Euribor 3M + 0.57	3,060	666 666,68	164 947,78	0,00	47 901,11
152	N	0,00	A-1	655 555,28	9,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,244	66 666,72	8 626,54	0,00	358,37
153	N	0,00	A-1	3 583 333,22	10,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,560	333 333,36	129 168,23	0,00	12 539,28
154 Consolidation	N	0,00	A-1	5 091 666,71	11,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	433 333,32	36 968,39	0,00	5 770,55
155	N	0,00	A-1	4 000 000,04	11,75	F	Taux fixe à 0.49 %	0,495	333 333,32	20 906,67	0,00	4 954,45
156	N	0,00	A-1	3 999 999,92	11,88	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,529	333 333,36	137 154,64	0,00	21 635,00
157	N	0,00	A-1	2 465 000,00	7,17	F	Taux fixe à 0.22 %	0,222	340 000,00	5 971,53	0,00	451,92
158	N	0,00	A-1	8 166 666,63	12,10	F	Taux fixe à 0.33 %	0,329	666 666,68	28 325,00	0,00	4 117,36
159	N	0,00	A-1	2 208 333,31	13,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,657	166 666,68	15 239,65	0,00	2 472,11
160	N	0,00	A-1	2 900 000,00	14,31	F	Taux fixe à 0.73 % Taux fixe à 0.73 %	0,711	100 000,00	19 584,92	0,00	4 057,58
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**462 705,00**					**111 940,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		462 705,00					111 940,00	0,00	0,00	0,00
4001	N	0,00	A-1	31 280,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	15 640,00	0,00	0,00	0,00
4002	N	0,00	A-1	17 480,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 740,00	0,00	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	9 000,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	1 860,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	620,00	0,00	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	12 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4006	N	0,00	A-1	35 000,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 000,00	0,00	0,00	0,00
4007	N	0,00	A-1	26 250,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4008	N	0,00	A-1	26 250,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	10 160,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 540,00	0,00	0,00	0,00
4010	N	0,00	A-1	25 000,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 250,00	0,00	0,00	0,00
4011	N	0,00	A-1	9 000,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4013	N	0,00	A-1	19 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 500,00	0,00	0,00	0,00
4014	N	0,00	A-1	7 500,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 500,00	0,00	0,00	0,00
4015	N	0,00	A-1	31 500,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4021	N	0,00	A-1	26 250,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
4022	N	0,00	A-1	34 300,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 900,00	0,00	0,00	0,00
4023	N	0,00	A-1	36 750,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4024	N	0,00	A-1	36 750,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4025	N	0,00	A-1	36 750,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4026	N	0,00	A-1	30 625,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**3 333 333,40**		**112 804 572,28**					**14 359 865,45**	**3 282 672,54**	**119 734,97**	**660 103,51**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	10 000 000,00	1 333 333,32	1	15,00		Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	2 498,93	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,084	53 968,04	0,00	1,18
TOTAL (B)		**10 000 000,00**	**1 333 333,32**						**2 498,93**			**53 968,04**	**0,00**	**1,18**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**10 000 000,00**	**1 333 333,32**						**2 498,93**			**53 968,04**	**0,00**	**1,18**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	63	0	0	0	0	
	% de l'encours	98,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	111 471 238,96	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 333 333,32	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**3 333 333,40**					**3 333 333,40**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
136/S	136	3 333 333,40	30/11/2028	SaarLB	swap	taux	3 333 333,40	29/11/2013	30/11/2028	S	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**3 333 333,40**					**3 333 333,40**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						1 441 671,10	48 050,07		
136/S	136	Taux fixe à 2.08 %	2,122	Euribor 06 M	4,126	1 441 671,10	48 050,07	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						1 441 671,10	48 050,07		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202 Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10	27/06/2022
L	2031 Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1	27/06/2022
L	2033 Frais d'insertion (non suivis de réalisations)	5	27/06/2022
L	2051 Concessions et droits similaires (logiciels)	2	27/06/2022
L	2087 Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	2	27/06/2022
L	2088 Autres immobilisations incorporelles	2	27/06/2022
L	2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	20	27/06/2022
L	21321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	21328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21352 Bâtiments privés	15	27/06/2022
L	2142 Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25	27/06/2022
L	21561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	21568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	21571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	21572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	215731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	215738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	215741 Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8	27/06/2022
L	215742 Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8	27/06/2022
L	21578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	21612 Dépenses ultérieures immobilisées	25	27/06/2022
L	21622 Dépenses ultérieures immobilisées	8	27/06/2022
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	21821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	21828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	21831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	21838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	21841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2185 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2186 Cheptel	10	27/06/2022
L	2188 Autres	8	27/06/2022
L	21721 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	217321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21742 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	217568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	217571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	217572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	2175731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	2175738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	217578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	21758 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	217821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	217828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	217831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	217838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	217841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022
L	217848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	21785 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	21786 Cheptel	10	27/06/2022
L	21788 Autres	8	27/06/2022
L	2221 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	22321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	22328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	2242 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	2256 Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	22571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	22572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	225731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	225738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	22578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2258 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	2281 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	22821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	22828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	22831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	22838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	27/06/2022
L	22848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2285 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2286 Cheptel	10	27/06/2022
L	2288 Autres	8	27/06/2022
L	204****1 Biens mobiliers, matériel et études	5	27/06/2022
L	204****2 Bâtiments et installations	30	27/06/2022
L	204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	27/06/2022
L	204114 Etat - Voirie	30	27/06/2022
L	204115 Etat - Monuments historiques	30	27/06/2022

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**2 706 220,00**	**194 750,00**	**2 700 050,00**	**200 920,00**
Provisions pour litiges		**29 920,00**	**194 750,00**	**23 750,00**	**200 920,00**
Provisions pour litiges		29 920,00	194 750,00	23 750,00	200 920,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**2 676 300,00**	**0,00**	**2 676 300,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d emprunts	01/01/2006	2 676 300,00	0,00	2 676 300,00	0,00
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
- des immobilisations		**0,00**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
Provisions pour dépreciation		0,00	148 048,12	0,00	148 048,12
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**2 706 220,00**	**342 798,12**	**2 700 050,00**	**348 968,12**
TOTAL PROVISIONS		**2 706 220,00**	**342 798,12**	**2 700 050,00**	**348 968,12**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00006	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2006					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**504 623,51**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**504 623,51**
4541100006 (2)	504 623,51	1,00	0,00	1,00	0,00	504 623,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**504 623,51**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**504 623,51**
RECETTES (b)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 124,04**
4541200006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	263 647,04	0,00	0,00	0,00	0,00	263 647,04
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	248 477,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 477,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 124,04**

N° opération : 00008	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 834 143,88**
4541100008 (2)	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 143,88
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 834 143,88**
RECETTES (b)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 834 144,00**
4541200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 144,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 834 144,00**

N° opération : 00009	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2009					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 934 315,59**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**2 934 315,59**
4541100009 (2)	2 934 315,59	1,00	0,00	1,00	0,00	2 934 315,59
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 934 315,59**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**2 934 315,59**
RECETTES (b)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**
4541200009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 535 725,83	0,00	0,00	0,00	0,00	3 535 725,83
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**657 325,08**	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**2,00**	**657 325,08**
4541100010 (2)	657 325,08	2,00	0,00	0,00	2,00	657 325,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 325,08**	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**2,00**	**657 325,08**
RECETTES (b)	**678 646,00**	**2,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**678 646,00**
4541200010 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	678 646,00	2,00	0,00	1,00	1,00	678 646,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**678 646,00**	**2,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**678 646,00**

N° opération : 00011	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2011					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**570 000,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**570 000,00**

N° opération : 00011	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2011					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
4541100011 (2)	570 000,00	1,00	0,00	1,00	0,00	570 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**570 000,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**570 000,00**
RECETTES (b)	**570 000,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**570 000,00**
4541200011 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	570 000,00	1,00	0,00	1,00	0,00	570 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**570 000,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**570 000,00**

N° opération : 00012	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**645 056,68**	**56 405,32**	**0,00**	**56 405,32**	**0,00**	**645 056,68**
4541100012 (2)	645 056,68	56 405,32	0,00	56 405,32	0,00	645 056,68
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**645 056,68**	**56 405,32**	**0,00**	**56 405,32**	**0,00**	**645 056,68**
RECETTES (b)	**713 856,68**	**8 405,32**	**0,00**	**8 405,32**	**0,00**	**713 856,68**
4541200012 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	713 856,68	8 405,32	0,00	8 405,32	0,00	713 856,68
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**713 856,68**	**8 405,32**	**0,00**	**8 405,32**	**0,00**	**713 856,68**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**640 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**640 000,00**
4541100013 (2)	640 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	640 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**640 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**640 000,00**
RECETTES (b)	**659 665,04**	**8 003,00**	**0,00**	**8 003,00**	**0,00**	**659 665,04**
4541200013 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	659 665,04	8 003,00	0,00	8 003,00	0,00	659 665,04
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**659 665,04**	**8 003,00**	**0,00**	**8 003,00**	**0,00**	**659 665,04**

N° opération : 00014	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**917 679,99**	**101 929,01**	**0,00**	**101 929,01**	**0,00**	**917 679,99**
4541100014 (2)	917 679,99	101 929,01	0,00	101 929,01	0,00	917 679,99
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**917 679,99**	**101 929,01**	**0,00**	**101 929,01**	**0,00**	**917 679,99**
RECETTES (b)	**693 710,27**	**17 929,01**	**0,00**	**17 929,01**	**0,00**	**693 710,27**
4541200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	693 710,27	17 929,01	0,00	17 929,01	0,00	693 710,27
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**693 710,27**	**17 929,01**	**0,00**	**17 929,01**	**0,00**	**693 710,27**

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**138 284,09**	**0,00**	**668 660,19**
4541100015 (2)	668 660,19	138 284,09	0,00	138 284,09	0,00	668 660,19
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**138 284,09**	**0,00**	**668 660,19**
RECETTES (b)	**758 970,72**	**34 284,39**	**0,00**	**34 294,39**	**-10,00**	**758 970,72**
4541200015 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	758 970,72	34 284,39	0,00	34 294,39	-10,00	758 970,72
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**758 970,72**	**34 284,39**	**0,00**	**34 294,39**	**-10,00**	**758 970,72**

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 401 541,35**	**441 180,65**	**0,00**	**441 180,65**	**0,00**	**1 401 541,35**
4541100016 (2)	1 401 541,35	441 180,65	0,00	441 180,65	0,00	1 401 541,35
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 401 541,35**	**441 180,65**	**0,00**	**441 180,65**	**0,00**	**1 401 541,35**
RECETTES (b)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 954 750,00**
4541200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 954 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 954 750,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 954 750,00**

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**615 565,45**	**251 746,17**	**0,00**	**251 746,17**	**0,00**	**615 565,45**
4541100017 (2)	615 565,45	251 746,17	0,00	251 746,17	0,00	615 565,45
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**615 565,45**	**251 746,17**	**0,00**	**251 746,17**	**0,00**	**615 565,45**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**945 929,00**	**300 000,00**	**545 929,00**	**100 000,00**	**390 000,00**
4541200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	90 000,00	945 929,00	300 000,00	545 929,00	100 000,00	390 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**945 929,00**	**300 000,00**	**545 929,00**	**100 000,00**	**390 000,00**

N° opération : 00018	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2018					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**412 940,73**	**922 238,41**	**130 498,35**	**791 740,07**	**-0,01**	**543 439,08**
4541100018 (2)	412 940,73	922 238,41	130 498,35	791 740,07	-0,01	543 439,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**412 940,73**	**922 238,41**	**130 498,35**	**791 740,07**	**-0,01**	**543 439,08**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**1 155 966,00**	**400 000,00**	**755 966,00**	**0,00**	**490 000,00**
4541200018 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	90 000,00	1 155 966,00	400 000,00	755 966,00	0,00	490 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**1 155 966,00**	**400 000,00**	**755 966,00**	**0,00**	**490 000,00**

N° opération : 00019	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**284 317,60**	**941 362,98**	**99 146,58**	**842 486,40**	**-270,00**	**99 146,58**
4541100019 (2)	284 317,60	941 362,98	99 146,58	842 486,40	-270,00	99 146,58
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**284 317,60**	**941 362,98**	**99 146,58**	**842 486,40**	**-270,00**	**99 146,58**

N° opération : 00019	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
RECETTES (b)	**0,00**	**1 122 620,00**	**343 151,30**	**779 468,70**	**0,00**	**343 151,30**
4541200019 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 122 620,00	343 151,30	779 468,70	0,00	343 151,30
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 122 620,00**	**343 151,30**	**779 468,70**	**0,00**	**343 151,30**

N° opération : 00020	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2020					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**694 185,60**	**80 160,00**	**614 025,60**	**0,00**	**80 160,00**
4541100020 (2)	0,00	694 185,60	80 160,00	614 025,60	0,00	80 160,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**694 185,60**	**80 160,00**	**614 025,60**	**0,00**	**80 160,00**
RECETTES (b)	**44 889,60**	**604 264,25**	**200 000,00**	**404 264,25**	**0,00**	**244 889,60**
4541200020 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	44 889,60	604 264,25	200 000,00	404 264,25	0,00	244 889,60
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**44 889,60**	**604 264,25**	**200 000,00**	**404 264,25**	**0,00**	**244 889,60**

N° opération : 00021	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**877 545,80**	**152 865,12**	**724 680,68**	**0,00**	**152 865,12**
4541100021 (2)	0,00	877 545,80	152 865,12	724 680,68	0,00	152 865,12
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**877 545,80**	**152 865,12**	**724 680,68**	**0,00**	**152 865,12**
RECETTES (b)	**0,00**	**800 869,00**	**350 000,00**	**450 869,00**	**0,00**	**350 000,00**
4541200021 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	800 869,00	350 000,00	450 869,00	0,00	350 000,00

N° opération : 00021	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**800 869,00**	**350 000,00**	**450 869,00**	**0,00**	**350 000,00**

N° opération : 00022	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2022					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**3 492 648,00**	**735 295,18**	**2 757 352,82**	**0,00**	**735 295,18**
4541202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	3 492 648,00	735 295,18	2 757 352,82	0,00	735 295,18
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**3 492 648,00**	**735 295,18**	**2 757 352,82**	**0,00**	**735 295,18**

N° opération : 00023	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2023					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 347 468,00**	**100 000,00**	**576 928,00**	**670 540,00**	**100 000,00**
4541200023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 347 468,00	100 000,00	576 928,00	670 540,00	100 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00023	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2023					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 347 468,00**	**100 000,00**	**576 928,00**	**670 540,00**	**100 000,00**

N° opération : 00103	Intitulé de l'opération : PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT PIG RBST DEPARTEMENT					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**32 388,45**	**-6 000,00**	**569 111,55**
4541100103 (2)	569 111,55	26 388,45	0,00	32 388,45	-6 000,00	569 111,55
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**32 388,45**	**-6 000,00**	**569 111,55**
RECETTES (b)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**26 698,45**	**0,00**	**569 612,21**
4541200103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	569 612,21	26 698,45	0,00	26 698,45	0,00	569 612,21
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**26 698,45**	**0,00**	**569 612,21**

N° opération : 00104	Intitulé de l'opération : PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**95 500,00**	**19 500,00**	**7 000,00**	**2 000,00**	**10 500,00**	**102 500,00**
4541100104 (2)	95 500,00	19 500,00	7 000,00	2 000,00	10 500,00	102 500,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**95 500,00**	**19 500,00**	**7 000,00**	**2 000,00**	**10 500,00**	**102 500,00**
RECETTES (b)	**77 500,00**	**54 500,00**	**3 000,00**	**50 500,00**	**1 000,00**	**80 500,00**
4541200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	77 500,00	54 500,00	3 000,00	50 500,00	1 000,00	80 500,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**77 500,00**	**54 500,00**	**3 000,00**	**50 500,00**	**1 000,00**	**80 500,00**

N° opération : 02022	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**4 461 655,00**	**2 102 358,00**	**1 285 056,00**	**1 074 241,00**	**2 102 358,00**
4541202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	4 461 655,00	2 102 358,00	1 285 056,00	1 074 241,00	2 102 358,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**4 461 655,00**	**2 102 358,00**	**1 285 056,00**	**1 074 241,00**	**2 102 358,00**

N° opération : 02023	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023 ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**5 891 022,00**	**207 154,00**	**5 492 145,00**	**191 723,00**	**207 154,00**
4541202023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	5 891 022,00	207 154,00	5 492 145,00	191 723,00	207 154,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**5 891 022,00**	**207 154,00**	**5 492 145,00**	**191 723,00**	**207 154,00**

N° opération : 45400005	Intitulé de l'opération : PRU WITTENHEIM					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
4541100005 (2)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45400005	Intitulé de l'opération : PRU WITTENHEIM				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
RECETTES (b)	**150 000,00**	**10 000,17**	**0,00**	**100 007,17**	**-90 007,00**	**150 000,00**
4541200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	135 004,00	10 000,17	0,00	100 007,17	-90 007,00	135 004,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	14 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 996,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**150 000,00**	**10 000,17**	**0,00**	**100 007,17**	**-90 007,00**	**150 000,00**

N° opération : 45400007	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2007				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**995 291,42**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**995 291,42**
4541100007 (2)	889 905,42	1,00	0,00	1,00	0,00	889 905,42
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	105 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 386,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**995 291,42**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**995 291,42**
RECETTES (b)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**
4541200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126 181,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**

N° opération : 45400101	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
4541100101 (2)	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45400101	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
RECETTES (b)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**
4541200101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**

N° opération : 45400102	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2010					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
4541100102 (2)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**
4541200102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**

N° opération : 45800005	Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**601 769,05**	**66 915,00**	**0,00**	**0,00**	**66 915,00**	**601 769,05**
458100005 (2)	601 769,05	66 915,00	0,00	0,00	66 915,00	601 769,05
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45800005	Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**601 769,05**	**66 915,00**	**0,00**	**0,00**	**66 915,00**	**601 769,05**
RECETTES (b)	**454 927,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 927,71**
458200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	454 927,71	0,00	0,00	0,00	0,00	454 927,71
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**454 927,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 927,71**

N° opération : 45800007	Intitulé de l'opération : ROUTE MARIE LOUISE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**283 971,86**	**14 148,50**	**11 207,49**	**0,00**	**2 941,01**	**295 179,35**
458100007 (2)	283 971,86	14 148,50	11 207,49	0,00	2 941,01	295 179,35
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**283 971,86**	**14 148,50**	**11 207,49**	**0,00**	**2 941,01**	**295 179,35**
RECETTES (b)	**393 000,00**	**67 000,00**	**0,00**	**0,00**	**67 000,00**	**393 000,00**
458200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	393 000,00	67 000,00	0,00	0,00	67 000,00	393 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**393 000,00**	**67 000,00**	**0,00**	**0,00**	**67 000,00**	**393 000,00**

N° opération : 45800008	Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**
458100008 (2)	186 187,51	0,00	0,00	0,00	0,00	186 187,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**

N° opération : 45800008	**Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM**					**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
RECETTES (b)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**
458200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	174 300,20	0,00	0,00	0,00	0,00	174 300,20
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	624 256 922,80	487 016 123,02	17 975 159,46
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**83 215 757,00**	**46 502 729,30**											**823 656,82**	**3 878 513,72**
APALIB	2016	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - prêt 0 %	Carsat	1 200 000,00	780 000,00	12,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - PLS	CDC	2 069 000,00	1 620 220,50	21,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,101	A-1	EUR	35 473,23	60 975,45
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - CPLS	CDC	431 000,00	337 513,32	21,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,101	A-1	EUR	7 389,54	12 701,98
APALIB	2016	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - prêt 0 %	Carsat	1 200 000,00	780 000,00	12,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - PLS	CDC	2 069 000,00	1 620 220,50	21,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,101	A-1	EUR	35 473,23	60 975,45
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - CPLS	CDC	431 000,00	337 513,32	21,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,101	A-1	EUR	7 389,54	12 701,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	870 000,00	612 175,41	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,362	A-1	EUR	3 606,56	43 563,10
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	330 000,00	233 916,58	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,612	A-1	EUR	2 002,02	16 335,94
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 25 places logements+hébergements d'urgence - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 813 546,00	1 645 679,28	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	5 066,72	43 228,01
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	753 020,00	22,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,102	A-1	EUR	5 893,20	32 740,00
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 465 706,66	27,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,105	A-1	EUR	11 385,40	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 069,00	1 314 400,35	33,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,946	A-1	EUR	10 808,55	36 668,65
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	870 000,00	612 175,41	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,362	A-1	EUR	3 606,56	43 563,10
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	330 000,00	233 916,58	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,612	A-1	EUR	2 002,02	16 335,94
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 25 places logements+hébergements d'urgence - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 813 546,00	1 645 679,28	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	5 066,72	43 228,01
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	753 020,00	22,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,102	A-1	EUR	5 893,20	32 740,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 465 706,66	27,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,105	A-1	EUR	11 385,40	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 069,00	1 314 400,35	33,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,946	A-1	EUR	10 808,55	36 668,65
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA NEF	3 760 000,00	797 575,60	5,08	T	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	F	Taux fixe à 4.62 %	4,671	A-1	EUR	41 800,06	151 919,20
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA CL	1 600 000,00	339 393,95	5,08	T	V	Euribor 3M + 0.28	2,400	V	Euribor 3M + 0.28	3,445	A-1	EUR	11 624,48	64 646,48
CITIVIA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 920 000,00	705 820,86	6,13	T	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	4,037	A-1	EUR	29 405,32	111 477,69
CITIVIA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	365 940,00	2,08	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,341	F	Taux fixe à 3.3 %	3,293	A-1	EUR	15 430,47	162 640,00
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	185 711,01	3,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,453	A-1	EUR	9 931,12	58 802,48
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 48 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	701 162,27	3,50	T	V	Taux fixe à 2.85 %	2,881	F	Euribor 3M + 1	4,141	A-1	EUR	27 898,34	174 704,68
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	185 711,01	3,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,453	A-1	EUR	9 931,12	58 802,48
CITIVIA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à SAUSHEIM	CREDIT MUTUEL	720 000,00	456 293,82	8,96	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,914	F	Taux fixe à 1.9 %	1,895	A-1	EUR	9 217,83	46 059,77
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	817 098,50	755 291,83	17,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,218	F	Taux fixe à 2.2 %	2,194	A-1	EUR	17 107,35	35 607,45
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELEFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	567 192,73	2,35	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,859	A-1	EUR	6 476,16	185 849,26
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 349 000,00	1 104 426,28	11,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	A-1	EUR	16 251,07	90 025,33
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	3 710 000,00	3 028 879,88	11,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	A-1	EUR	44 422,26	230 220,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2023	P	Travaux et équipements - Parking P1 gare de MULHOUSE	CREDIT MUTUEL	370 000,00	343 939,62	8,25	T	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	F	Taux fixe à 3.97 %	3,941	A-1	EUR	10 759,81	26 060,39
CITIVIA-SPL	2023	P		CREDIT AGRICOLE	1 808 000,00	0,00	14,91	X	F	Taux fixe à 4.6 %	4,698	F	Taux fixe à 4.6 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CITIVIA-SPL	2023	P		CREDIT AGRICOLE	2 432 000,00	2 399 740,01	13,50	M	F	Taux fixe à 4.45 %	4,542	F	Taux fixe à 4.45 % Taux fixe à 4.45 %	4,405	A-1	EUR	27 838,54	32 259,99
CITIVIA-SPL	2023	P	Extension CMC Climbing Mulhouse Center - mur escalade site DMC	CREDIT MUTUEL	450 000,00	439 152,82	19,00	T	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	F	Taux fixe à 4.3 %	4,269	A-1	EUR	14 396,73	10 847,19
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA NEF	3 760 000,00	797 575,60	5,08	T	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	F	Taux fixe à 4.62 %	4,671	A-1	EUR	41 800,06	151 919,20
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA CL	1 600 000,00	339 393,95	5,08	T	V	Euribor 3M + 0.28	2,400	V	Euribor 3M + 0.28	3,445	A-1	EUR	11 624,48	64 646,48
CITIVIA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 920 000,00	705 820,86	6,13	T	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	4,037	A-1	EUR	29 405,32	111 477,69
CITIVIA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	365 940,00	2,08	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,341	F	Taux fixe à 3.3 %	3,293	A-1	EUR	15 430,47	162 640,00
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	185 711,01	3,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,453	A-1	EUR	9 931,12	58 802,48
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 48 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	701 162,27	3,50	T	V	Taux fixe à 2.85 %	2,881	F	Euribor 3M + 1	4,141	A-1	EUR	27 898,34	174 704,68
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	185 711,01	3,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,453	A-1	EUR	9 931,12	58 802,48
CITIVIA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à SAUSHEIM	CREDIT MUTUEL	720 000,00	456 293,82	8,96	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,914	F	Taux fixe à 1.9 %	1,895	A-1	EUR	9 217,83	46 059,77
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	817 098,50	755 291,83	17,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,218	F	Taux fixe à 2.2 %	2,194	A-1	EUR	17 107,35	35 607,45
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELEFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	567 192,73	2,35	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,859	A-1	EUR	6 476,16	185 849,26
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 349 000,00	1 104 426,28	11,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	A-1	EUR	16 251,07	90 025,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	3 710 000,00	3 028 879,88	11,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	A-1	EUR	44 422,26	230 220,34
CITIVIA-SPL	2023	P	Travaux et équipements - Parking P1 gare de MULHOUSE	CREDIT MUTUEL	370 000,00	343 939,62	8,25	T	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	F	Taux fixe à 3.97 %	3,941	A-1	EUR	10 759,81	26 060,39
CITIVIA-SPL	2023	P		CREDIT AGRICOLE	1 808 000,00	0,00	14,91	X	F	Taux fixe à 4.6 %	4,698	F	Taux fixe à 4.6 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CITIVIA-SPL	2023	P		CREDIT AGRICOLE	2 432 000,00	2 399 740,01	13,50	M	F	Taux fixe à 4.45 %	4,542	F	Taux fixe à 4.45 % Taux fixe à 4.45 %	4,405	A-1	EUR	27 838,54	32 259,99
CITIVIA-SPL	2023	P	Extension CMC Climbing Mulhouse Center - mur escalade site DMC	CREDIT MUTUEL	450 000,00	439 152,82	19,00	T	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	F	Taux fixe à 4.3 %	4,269	A-1	EUR	14 396,73	10 847,19
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	129 518,07	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,690	A-1	EUR	2 771,55	1 834,90
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	150 398,78	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,018	A-1	EUR	3 235,82	2 957,69
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	500 607,02	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,947	A-1	EUR	4 107,05	12 774,83
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	226 005,95	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,685	A-1	EUR	1 843,82	4 471,38
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	129 518,07	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,690	A-1	EUR	2 771,55	1 834,90
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	150 398,78	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,018	A-1	EUR	3 235,82	2 957,69
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	500 607,02	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,947	A-1	EUR	4 107,05	12 774,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	226 005,95	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,685	A-1	EUR	1 843,82	4 471,38
SAS KMO	2017	P	KM0	SG	1 550 000,00	979 407,68	8,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,222	F	Taux fixe à 2.2 %	2,194	A-1	EUR	22 813,51	105 925,34
SAS KMO	2017	P	KM0	SG	1 550 000,00	979 407,68	8,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,222	F	Taux fixe à 2.2 %	2,194	A-1	EUR	22 813,51	105 925,34
SCCV ATHIS	2024	F	Construction 16 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	BANQUE POSTALE	1 876 000,00	0,00	4,96	X	V	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	2,847	V	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SCCV ATHIS	2024	F	Construction 16 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	BANQUE POSTALE	1 876 000,00	0,00	4,96	X	V	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	2,847	V	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	126 563,36	8,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,035	A-1	EUR	2 940,78	12 810,19
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	126 563,36	8,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,035	A-1	EUR	2 940,78	12 810,19
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**541 041 165,80**	**440 513 393,72**											**5 488 810,56**	**7 784 178,36**
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	978 977,01	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,867	A-1	EUR	16 005,19	21 347,16
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	127 250,48	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,602	A-1	EUR	2 068,96	2 059,50

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	147 969,95	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,029	A-1	EUR	2 419,14	3 226,57
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	76 925,55	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,043	A-1	EUR	627,58	1 521,92
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	291 703,37	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,602	A-1	EUR	4 742,79	4 721,11
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	406 784,92	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,029	A-1	EUR	6 650,48	8 870,18
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	103 513,42	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,043	A-1	EUR	844,49	2 047,95
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	127 313,98	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	1 043,78	3 158,56
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	137 248,73	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,147	A-1	EUR	1 119,23	2 654,73
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	194 434,45	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,679	A-1	EUR	3 159,96	3 063,04
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	248 879,05	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,132	A-1	EUR	4 066,12	5 253,35
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	45,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	35,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	715,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	385,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	289 253,24	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	884,18	5 472,29
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	461 518,15	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 417,97	11 139,32
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	532 287,06	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 944,98	8 165,55
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	1 029 109,11	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	11 551,66	21 041,99
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	130 370,97	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 456,08	1 999,96
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	241 679,01	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	2 712,83	4 941,56
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 388,94	66 137,70	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	202,17	1 251,24
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	87 855,14	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	269,93	2 120,49
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	330,00	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	978 977,01	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,867	A-1	EUR	16 005,19	21 347,16
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	127 250,48	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,602	A-1	EUR	2 068,96	2 059,50
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	147 969,95	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,029	A-1	EUR	2 419,14	3 226,57

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	76 925,55	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,043	A-1	EUR	627,58	1 521,92
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	291 703,37	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,602	A-1	EUR	4 742,79	4 721,11
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	406 784,92	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,029	A-1	EUR	6 650,48	8 870,18
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	103 513,42	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,043	A-1	EUR	844,49	2 047,95
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	127 313,98	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	1 043,78	3 158,56
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	137 248,73	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,147	A-1	EUR	1 119,23	2 654,73
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	194 434,45	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,679	A-1	EUR	3 159,96	3 063,04
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	248 879,05	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,132	A-1	EUR	4 066,12	5 253,35
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	45,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	35,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	715,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	385,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	289 253,24	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	884,18	5 472,29
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	461 518,15	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 417,97	11 139,32
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	532 287,06	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 944,98	8 165,55
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	1 029 109,11	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	11 551,66	21 041,99
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	130 370,97	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 456,08	1 999,96
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	241 679,01	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	2 712,83	4 941,56
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 388,94	66 137,70	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	202,17	1 251,24
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	87 855,14	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	269,93	2 120,49
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	330,00	0,00
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS	CDC	1 196 067,13	909 256,93	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	17 403,09	31 450,76
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS F	CDC	545 146,75	463 101,54	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	8 737,18	9 178,25
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	1 002 370,37	735 191,72	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	8 016,43	28 277,90
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	471 256,97	386 953,85	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	4 158,48	9 092,23
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	719 372,70	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	11 808,72	18 672,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	282 110,35	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	4 597,97	5 262,70
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,48	437 957,92	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	3 607,83	13 021,19
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	147 439,96	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	1 205,83	3 289,34
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS	CDC	735 333,01	616 042,56	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	8 532,44	15 990,18
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS F	CDC	258 062,81	226 773,59	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	3 118,55	4 230,41
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI	CDC	443 441,24	361 073,83	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	2 044,95	10 735,31
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI F	CDC	156 847,65	134 079,77	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	753,89	2 991,29
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	157 977,97	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	1 292,02	3 524,44
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	406 516,16	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	3 348,82	12 086,38
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS F	CDC	342 516,00	301 269,97	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	4 910,24	5 620,12
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	587 056,00	492 310,60	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	8 081,43	12 778,56
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	493 815,91	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	8 036,21	8 446,98
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	874 172,53	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	14 312,96	20 387,35
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	226 490,99	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,669	A-1	EUR	1 849,48	4 694,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	595 580,61	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	4 893,57	16 115,99
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	290 259,58	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,120	A-1	EUR	5 361,91	7 624,42
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	143 678,10	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,723	A-1	EUR	3 797,77	2 390,06
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	231 350,72	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,918	A-1	EUR	6 150,71	5 215,19
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	106 905,79	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,030	A-1	EUR	1 963,26	2 164,35
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	314 643,91	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	5 812,36	8 264,93
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	246 451,51	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,690	A-1	EUR	6 514,33	4 099,69
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	447 435,66	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	11 895,57	10 086,28
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	136 311,13	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,971	A-1	EUR	2 503,27	2 759,68
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	534 857,52	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,690	A-1	EUR	14 137,62	8 897,28
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	1 007 609,83	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	26 788,42	22 713,94
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	356 719,38	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,971	A-1	EUR	6 550,94	7 221,94
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	896 704,38	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	16 564,66	23 554,24
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	116 445,78	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	950,43	2 357,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	702 080,56	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	5 764,18	18 441,95
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	711 233,88	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	11 636,27	16 032,92
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	202 639,55	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	3 296,17	3 370,89
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	683 495,21	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,488	A-1	EUR	11 112,92	11 062,12
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	446 180,20	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,902	A-1	EUR	3 640,06	8 827,38
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	925 926,58	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	17 104,47	24 321,84
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	155 634,20	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	2 875,00	4 088,13
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	189 863,77	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	3 507,32	4 987,26
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	44,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	44,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	906,50	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	367 403,26	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	6 777,33	9 115,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	249 317,60	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	4 574,52	4 822,41
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	921 634,84	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	24 468,31	19 453,91
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	483 222,85	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	12 761,72	7 612,49
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	77 201,13	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,917	A-1	EUR	1 424,10	1 915,30
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	56 417,76	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,918	A-1	EUR	1 035,16	1 091,25
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	239 562,62	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	6 360,10	5 056,70
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	128 348,12	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	3 389,62	2 021,94
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	36,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	360 095,32	37,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,849	A-1	EUR	6 642,52	8 933,70
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	223 489,25	47,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,850	A-1	EUR	4 100,62	4 322,84
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	884 540,29	37,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,647	A-1	EUR	23 483,49	18 670,93
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	454 005,40	47,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,648	A-1	EUR	11 990,10	7 152,21
3F GRAND-EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	36,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	394 610,30	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	7 279,21	9 789,99
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	250 301,58	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	4 592,57	4 841,45
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	870 458,53	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	23 109,64	18 373,69
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	457 504,74	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	12 082,51	7 207,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	C	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	117 380,47	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,917	A-1	EUR	2 165,27	2 912,12
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	95 939,15	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,918	A-1	EUR	1 760,31	1 855,70
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	320 417,79	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	8 506,71	6 763,40
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	170 645,69	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	4 506,68	2 688,28
3F GRAND-EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	36,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	106 409,55	38,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,374	A-1	EUR	327,41	2 728,45
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	43 388,52	48,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,376	A-1	EUR	132,82	885,48
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	627 121,95	38,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,097	A-1	EUR	7 075,22	16 080,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	150 480,96	48,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,099	A-1	EUR	1 689,07	3 071,04
3F GRAND-EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	36,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	123 933,34	12,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,375	A-1	EUR	333,67	9 533,33
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	27,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	342 646,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	193 145,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,820	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	932 894,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	420 015,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	1 014 394,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	516 030,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	1 704 165,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	779 303,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	37,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	1 446 194,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,775	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	705 253,00	49,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,775	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	3 069 562,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,568	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	1 259 749,00	49,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,568	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	194 954,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	93 864,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	663 059,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,526	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	274 777,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,526	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	660 631,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	307 275,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	1 253 819,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,596	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 102,00	510 102,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,596	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Réhabilitation de 8 logements - rue du 6ème RTM à BRUNSTATT - DIDENHEIM	CDC	112 000,00	112 000,00	19,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Réhabilitation de 6 logements - rue de Bruebach à MULHOUSE	CDC	54 000,00	54 000,00	19,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS	CDC	1 196 067,13	909 256,93	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	17 403,09	31 450,76
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS F	CDC	545 146,75	463 101,54	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	8 737,18	9 178,25
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	1 002 370,37	735 191,72	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	8 016,43	28 277,90
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	471 256,97	386 953,85	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	4 158,48	9 092,23
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	719 372,70	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	11 808,72	18 672,25
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	282 110,35	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	4 597,97	5 262,70
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,48	437 957,92	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	3 607,83	13 021,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	147 439,96	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	1 205,83	3 289,34
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS	CDC	735 333,01	616 042,56	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	8 532,44	15 990,18
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS F	CDC	258 062,81	226 773,59	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	3 118,55	4 230,41
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI	CDC	443 441,24	361 073,83	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	2 044,95	10 735,31
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI F	CDC	156 847,65	134 079,77	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	753,89	2 991,29
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	157 977,97	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	1 292,02	3 524,44
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	406 516,16	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	3 348,82	12 086,38
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS F	CDC	342 516,00	301 269,97	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	4 910,24	5 620,12
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	587 056,00	492 310,60	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	8 081,43	12 778,56
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	493 815,91	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	8 036,21	8 446,98
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	874 172,53	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	14 312,96	20 387,35
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	226 490,99	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,669	A-1	EUR	1 849,48	4 694,49
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	595 580,61	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	4 893,57	16 115,99
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	290 259,58	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,120	A-1	EUR	5 361,91	7 624,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	143 678,10	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,723	A-1	EUR	3 797,77	2 390,06
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	231 350,72	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,918	A-1	EUR	6 150,71	5 215,19
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	106 905,79	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,030	A-1	EUR	1 963,26	2 164,35
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	314 643,91	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	5 812,36	8 264,93
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	246 451,51	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,690	A-1	EUR	6 514,33	4 099,69
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	447 435,66	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	11 895,57	10 086,28
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	136 311,13	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,971	A-1	EUR	2 503,27	2 759,68
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	534 857,52	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,690	A-1	EUR	14 137,62	8 897,28
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	1 007 609,83	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	26 788,42	22 713,94
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	356 719,38	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,971	A-1	EUR	6 550,94	7 221,94
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	896 704,38	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	16 564,66	23 554,24
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	116 445,78	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	950,43	2 357,49
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	702 080,56	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	5 764,18	18 441,95
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	711 233,88	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	11 636,27	16 032,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	202 639,55	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	3 296,17	3 370,89
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	683 495,21	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,488	A-1	EUR	11 112,92	11 062,12
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	446 180,20	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,902	A-1	EUR	3 640,06	8 827,38
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	925 926,58	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	17 104,47	24 321,84
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	155 634,20	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	2 875,00	4 088,13
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	189 863,77	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	3 507,32	4 987,26
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	44,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	44,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	906,50	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	367 403,26	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	6 777,33	9 115,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	249 317,60	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	4 574,52	4 822,41
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	921 634,84	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	24 468,31	19 453,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	483 222,85	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	12 761,72	7 612,49
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	77 201,13	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,917	A-1	EUR	1 424,10	1 915,30
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	56 417,76	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,918	A-1	EUR	1 035,16	1 091,25
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	239 562,62	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	6 360,10	5 056,70
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	128 348,12	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	3 389,62	2 021,94
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	36,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	360 095,32	37,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,849	A-1	EUR	6 642,52	8 933,70
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	223 489,25	47,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,850	A-1	EUR	4 100,62	4 322,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	884 540,29	37,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,647	A-1	EUR	23 483,49	18 670,93
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	454 005,40	47,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,648	A-1	EUR	11 990,10	7 152,21
3F GRAND-EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	36,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	394 610,30	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	7 279,21	9 789,99
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	250 301,58	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,833	A-1	EUR	4 592,57	4 841,45
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	870 458,53	37,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	23 109,64	18 373,69
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	457 504,74	47,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,631	A-1	EUR	12 082,51	7 207,34
3F GRAND-EST	2021	C	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	117 380,47	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,917	A-1	EUR	2 165,27	2 912,12

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	95 939,15	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,918	A-1	EUR	1 760,31	1 855,70
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	320 417,79	37,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	8 506,71	6 763,40
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	170 645,69	47,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,716	A-1	EUR	4 506,68	2 688,28
3F GRAND-EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	36,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	106 409,55	38,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,374	A-1	EUR	327,41	2 728,45
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	43 388,52	48,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,376	A-1	EUR	132,82	885,48
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	627 121,95	38,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,097	A-1	EUR	7 075,22	16 080,05
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	150 480,96	48,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,099	A-1	EUR	1 689,07	3 071,04
3F GRAND-EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	36,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	123 933,34	12,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,375	A-1	EUR	333,67	9 533,33
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	27,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	342 646,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	193 145,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	1,820	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	932 894,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	420 015,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	1 014 394,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	516 030,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	1,795	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	1 704 165,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	779 303,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	2,593	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	37,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	1 446 194,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,775	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	705 253,00	49,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,775	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	3 069 562,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,568	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	1 259 749,00	49,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,568	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	194 954,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	93 864,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	663 059,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,526	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	274 777,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,526	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	660 631,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	307 275,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,797	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	1 253 819,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,596	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 102,00	510 102,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,596	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Réhabilitation de 8 logements - rue du 6ème RTM à BRUNSTATT - DIDENHEIM	CDC	112 000,00	112 000,00	19,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Réhabilitation de 6 logements - rue de Bruebach à MULHOUSE	CDC	54 000,00	54 000,00	19,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	2 081 531,67	27,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,823	A-1	EUR	81 040,92	62 075,13
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	598 000,00	598 000,00	39,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,766	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	495 846,87	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	4 043,50	9 590,91
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	1 668 000,00	39,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,557	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 085 970,30	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,749	A-1	EUR	17 649,25	17 107,92
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	737 677,93	22,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	A-1	EUR	6 821,55	28 788,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	478 000,00	466 734,77	38,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,772	A-1	EUR	148,71	11 265,23
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	346 495,89	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,039	A-1	EUR	6 360,32	6 855,19
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	1 236 000,00	1 211 234,14	38,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,563	A-1	EUR	494,40	24 765,86
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	777 000,00	741 392,74	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,837	A-1	EUR	19 588,19	11 999,17
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	465 000,00	413 618,46	21,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,738	A-1	EUR	3 188,45	17 253,61
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	155 000,00	155 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	C	Construction 12 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	BANQUE POSTALE	1 946 000,00	1 946 000,00	5,29	X	V	€STR(Postfixé) + 0.89	0,313	V	€STR(Postfixé) + 0.89	4,138	A-1	EUR	78 855,74	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	979 000,00	0,00	40,25	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	840 000,00	812 430,90	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,286	A-1	EUR	6 610,16	13 839,47
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	2 083 000,00	0,00	40,25	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	1 427 000,00	1 380 165,35	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,014	A-1	EUR	21 476,24	23 510,62
BATIGERE.	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	885 000,00	24,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 % Taux fixe à 1.47 %	1,459	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	245 663,63	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,118	A-1	EUR	1 998,79	4 184,79
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	848 000,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,526	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	562 898,56	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,846	A-1	EUR	8 759,06	9 588,77
BATIGERE.	2022	P		CDC	360 000,00	336 620,21	22,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,755	A-1	EUR	6 132,05	11 791,87
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	37,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	0,00	40,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	323 896,31	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,951	A-1	EUR	2 785,53	5 103,69
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	0,00	40,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	663 544,42	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,679	A-1	EUR	10 913,74	10 455,58
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	438 484,50	28,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,755	A-1	EUR	8 382,00	11 515,50
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	2 081 531,67	27,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,823	A-1	EUR	81 040,92	62 075,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	598 000,00	598 000,00	39,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,766	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	495 846,87	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	4 043,50	9 590,91
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	1 668 000,00	39,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,557	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 085 970,30	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,749	A-1	EUR	17 649,25	17 107,92
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	737 677,93	22,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	A-1	EUR	6 821,55	28 788,01
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	478 000,00	466 734,77	38,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,772	A-1	EUR	148,71	11 265,23
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	346 495,89	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,039	A-1	EUR	6 360,32	6 855,19
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	1 236 000,00	1 211 234,14	38,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,563	A-1	EUR	494,40	24 765,86
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	777 000,00	741 392,74	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,837	A-1	EUR	19 588,19	11 999,17
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	465 000,00	413 618,46	21,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,738	A-1	EUR	3 188,45	17 253,61
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	155 000,00	155 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	C	Construction 12 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	BANQUE POSTALE	1 946 000,00	1 946 000,00	5,29	X	V	€STR(Postfixé) + 0.89	0,313	V	€STR(Postfixé) + 0.89	4,138	A-1	EUR	78 855,74	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	979 000,00	0,00	40,25	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	840 000,00	812 430,90	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,286	A-1	EUR	6 610,16	13 839,47
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	2 083 000,00	0,00	40,25	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	1 427 000,00	1 380 165,35	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,014	A-1	EUR	21 476,24	23 510,62
BATIGERE.	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	885 000,00	24,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 % Taux fixe à 1.47 %	1,459	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	245 663,63	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,118	A-1	EUR	1 998,79	4 184,79
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	848 000,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,526	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	562 898,56	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,846	A-1	EUR	8 759,06	9 588,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P		CDC	360 000,00	336 620,21	22,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,755	A-1	EUR	6 132,05	11 791,87
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	37,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	0,00	40,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	323 896,31	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,951	A-1	EUR	2 785,53	5 103,69
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	0,00	40,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	663 544,42	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,679	A-1	EUR	10 913,74	10 455,58
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	438 484,50	28,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,755	A-1	EUR	8 382,00	11 515,50
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	273 758,86	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	4 498,18	7 377,53
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	76 058,33	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	1 240,33	1 462,03
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	212 817,01	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	1 754,87	6 541,44
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	57 238,15	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	468,39	1 310,12
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	208 290,27	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,899	A-1	EUR	5 516,57	3 885,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	330 029,72	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,999	A-1	EUR	8 803,50	8 566,35
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	267 513,32	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,203	A-1	EUR	4 922,67	5 968,16
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	521 216,76	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,201	A-1	EUR	9 660,84	15 496,62
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	42 323,88	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	474,00	766,65
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	414 466,96	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	4 673,23	10 371,76
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	652 111,62	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,754	A-1	EUR	17 337,11	14 700,16
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	314 638,99	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,657	A-1	EUR	8 316,70	5 233,98
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	617 428,79	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,955	A-1	EUR	11 405,65	16 218,36
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	297 959,42	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,911	A-1	EUR	5 471,85	6 032,31
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	45,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	35,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	149 292,08	36,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,092	A-1	EUR	2 759,89	4 034,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	112 890,08	46,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,093	A-1	EUR	2 075,26	2 401,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	150 497,50	36,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,890	A-1	EUR	4 018,69	4 067,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	111 005,00	108 692,40	46,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,891	A-1	EUR	2 886,13	2 312,60
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	35 000,00	35 000,00	36,70	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	105 000,00	105 000,00	46,70	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	85 659,00	83 404,82	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,100	A-1	EUR	1 541,86	2 254,18
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	81 240,00	79 547,50	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,102	A-1	EUR	1 462,32	1 692,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	176 815,00	172 161,97	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,898	A-1	EUR	4 597,19	4 653,03
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	116 251,00	113 829,10	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,899	A-1	EUR	3 022,53	2 421,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	35 000,00	35 000,00	36,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	105 000,00	105 000,00	46,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 373,00	528 100,03	36,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,996	A-1	EUR	9 762,71	14 272,97
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	360 356,00	352 848,58	46,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,997	A-1	EUR	6 486,41	7 507,42
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 135 544,61	36,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,794	A-1	EUR	30 322,11	30 690,39
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	689 180,00	674 822,08	46,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,795	A-1	EUR	17 918,68	14 357,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	36,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	46,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,728	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	438 642,00	427 098,79	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,829	A-1	EUR	3 509,14	11 543,21
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	267 992,00	262 408,83	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,832	A-1	EUR	2 143,94	5 583,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	888 089,00	864 718,24	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,627	A-1	EUR	14 209,42	23 370,76
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 585,00	531 281,15	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	8 681,36	11 303,85
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	36,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	46,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	2 082,50	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	299 983,34	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,095	A-1	EUR	5 545,64	8 107,66
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	173 316,42	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,096	A-1	EUR	3 186,07	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	340 722,29	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,893	A-1	EUR	9 098,21	9 208,71
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	173 316,42	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,894	A-1	EUR	4 602,10	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	36,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	46,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	1 128,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 145 231,00	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,292	A-1	EUR	9 161,85	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	756 968,00	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,292	A-1	EUR	6 055,74	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	337 287,00	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	5 396,59	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	209 204,00	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	3 347,26	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	47,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,917	A-1	EUR	3 312,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	494 326,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	8 897,87	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	497 773,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	12 942,10	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	27 423,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	713,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	37,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	180 000,00	180 000,00	47,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,167	A-1	EUR	2 106,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	579 325,00	579 325,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	10 427,85	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	432 919,00	432 919,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	7 792,54	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	368 081,00	368 081,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	9 570,11	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	227 950,00	227 950,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	5 926,70	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	120 000,00	120 000,00	37,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	360 000,00	360 000,00	47,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,167	A-1	EUR	4 212,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	28 985,00	28 985,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	521,73	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	128 429,00	128 429,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,795	A-1	EUR	372,44	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	115 010,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,795	A-1	EUR	333,53	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	265 439,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,593	A-1	EUR	2 822,50	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	224 885,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,593	A-1	EUR	2 391,28	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	120 000,00	120 000,00	48,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,077	A-1	EUR	1 252,80	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	175 222,00	39,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,187	A-1	EUR	2 680,90	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	105 474,00	49,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,187	A-1	EUR	1 613,75	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	47,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,207	A-1	EUR	726,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	78 607,00	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,959	A-1	EUR	653,31	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	54 271,00	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,959	A-1	EUR	451,05	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	68 844,00	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,687	A-1	EUR	1 094,28	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	42 500,00	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,687	A-1	EUR	675,54	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	48,42	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,476	A-1	EUR	461,27	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	928 281,00	928 281,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	1 283,09	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	700 557,00	700 557,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	968,33	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	673 613,00	673 613,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	931,08	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 598 072,00	1 598 072,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 656,67	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 439 504,00	1 439 504,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,755	A-1	EUR	863,70	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	733 467,00	733 467,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,755	A-1	EUR	440,08	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 481 863,00	1 481 863,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 536,20	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 385 655,00	1 385 655,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 436,46	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	2 141 559,00	2 141 559,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,552	A-1	EUR	1 856,02	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 088 018,00	1 088 018,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,552	A-1	EUR	942,95	0,00
DOMIAL ESH	2023	C	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	250 000,00	250 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	1 824 439,00	1 824 439,00	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,775	A-1	EUR	1 419,01	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	770 454,00	770 454,00	49,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,775	A-1	EUR	599,24	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	923 624,00	923 624,00	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,568	A-1	EUR	923,62	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	331 624,00	331 624,00	49,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,568	A-1	EUR	331,62	0,00
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	273 758,86	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	4 498,18	7 377,53
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	76 058,33	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	1 240,33	1 462,03
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	212 817,01	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	1 754,87	6 541,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	57 238,15	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	468,39	1 310,12
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	208 290,27	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,899	A-1	EUR	5 516,57	3 885,61
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	330 029,72	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,999	A-1	EUR	8 803,50	8 566,35
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	267 513,32	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,203	A-1	EUR	4 922,67	5 968,16
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	521 216,76	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,201	A-1	EUR	9 660,84	15 496,62
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	42 323,88	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	474,00	766,65
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	414 466,96	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	4 673,23	10 371,76
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	652 111,62	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,754	A-1	EUR	17 337,11	14 700,16
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	314 638,99	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,657	A-1	EUR	8 316,70	5 233,98
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	617 428,79	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,955	A-1	EUR	11 405,65	16 218,36
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	297 959,42	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,911	A-1	EUR	5 471,85	6 032,31
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	45,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	35,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	770,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	149 292,08	36,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,092	A-1	EUR	2 759,89	4 034,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	112 890,08	46,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,093	A-1	EUR	2 075,26	2 401,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	150 497,50	36,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,890	A-1	EUR	4 018,69	4 067,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	111 005,00	108 692,40	46,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,891	A-1	EUR	2 886,13	2 312,60
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	35 000,00	35 000,00	36,70	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	105 000,00	105 000,00	46,70	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	85 659,00	83 404,82	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,100	A-1	EUR	1 541,86	2 254,18
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	81 240,00	79 547,50	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,102	A-1	EUR	1 462,32	1 692,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	176 815,00	172 161,97	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,898	A-1	EUR	4 597,19	4 653,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	116 251,00	113 829,10	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,899	A-1	EUR	3 022,53	2 421,90
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	35 000,00	35 000,00	36,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	105 000,00	105 000,00	46,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 373,00	528 100,03	36,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,996	A-1	EUR	9 762,71	14 272,97
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	360 356,00	352 848,58	46,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,997	A-1	EUR	6 486,41	7 507,42
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 135 544,61	36,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,794	A-1	EUR	30 322,11	30 690,39
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	689 180,00	674 822,08	46,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,795	A-1	EUR	17 918,68	14 357,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	36,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	46,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,728	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	438 642,00	427 098,79	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,829	A-1	EUR	3 509,14	11 543,21

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	267 992,00	262 408,83	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,832	A-1	EUR	2 143,94	5 583,17
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	888 089,00	864 718,24	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,627	A-1	EUR	14 209,42	23 370,76
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 585,00	531 281,15	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	8 681,36	11 303,85
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	36,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	46,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	2 082,50	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	299 983,34	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,095	A-1	EUR	5 545,64	8 107,66
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	173 316,42	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,096	A-1	EUR	3 186,07	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	340 722,29	36,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,893	A-1	EUR	9 098,21	9 208,71
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	173 316,42	46,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,894	A-1	EUR	4 602,10	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	36,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	46,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	1 128,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 145 231,00	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,292	A-1	EUR	9 161,85	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	756 968,00	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,292	A-1	EUR	6 055,74	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	337 287,00	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	5 396,59	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	209 204,00	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	3 347,26	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	47,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,917	A-1	EUR	3 312,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	494 326,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	8 897,87	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	497 773,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	12 942,10	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	27 423,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	713,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	37,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	180 000,00	180 000,00	47,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,167	A-1	EUR	2 106,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	579 325,00	579 325,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	10 427,85	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	432 919,00	432 919,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	7 792,54	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	368 081,00	368 081,00	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	9 570,11	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	227 950,00	227 950,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,007	A-1	EUR	5 926,70	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	120 000,00	120 000,00	37,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	360 000,00	360 000,00	47,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,167	A-1	EUR	4 212,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	28 985,00	28 985,00	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,209	A-1	EUR	521,73	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	128 429,00	128 429,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,795	A-1	EUR	372,44	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	115 010,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,795	A-1	EUR	333,53	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	265 439,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,593	A-1	EUR	2 822,50	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	224 885,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,593	A-1	EUR	2 391,28	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	120 000,00	120 000,00	48,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,077	A-1	EUR	1 252,80	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	175 222,00	39,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,187	A-1	EUR	2 680,90	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	105 474,00	49,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,187	A-1	EUR	1 613,75	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	47,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,207	A-1	EUR	726,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	78 607,00	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,959	A-1	EUR	653,31	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	54 271,00	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,959	A-1	EUR	451,05	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	68 844,00	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,687	A-1	EUR	1 094,28	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	42 500,00	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,687	A-1	EUR	675,54	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	48,42	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,476	A-1	EUR	461,27	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	928 281,00	928 281,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	1 283,09	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	700 557,00	700 557,00	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	968,33	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	673 613,00	673 613,00	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,101	A-1	EUR	931,08	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 598 072,00	1 598 072,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 656,67	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 439 504,00	1 439 504,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,755	A-1	EUR	863,70	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	733 467,00	733 467,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,755	A-1	EUR	440,08	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 481 863,00	1 481 863,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 536,20	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 385 655,00	1 385 655,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,061	A-1	EUR	1 436,46	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	2 141 559,00	2 141 559,00	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,552	A-1	EUR	1 856,02	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 088 018,00	1 088 018,00	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,552	A-1	EUR	942,95	0,00
DOMIAL ESH	2023	C	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	250 000,00	250 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	1 824 439,00	1 824 439,00	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,775	A-1	EUR	1 419,01	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	770 454,00	770 454,00	49,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,775	A-1	EUR	599,24	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	923 624,00	923 624,00	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,568	A-1	EUR	923,62	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	331 624,00	331 624,00	49,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,568	A-1	EUR	331,62	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	154 812,39	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,096	A-1	EUR	3 493,33	9 193,50
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	85 958,21	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,112	A-1	EUR	1 875,53	2 094,87
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	232 787,61	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	6 827,79	6 783,86
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	50 556,59	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	1 472,28	1 102,41
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	261 241,71	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	7 662,36	7 613,07
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	58 439,98	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	1 701,86	1 274,32
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	606 513,27	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,338	A-1	EUR	14 652,27	16 987,56
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	316 459,68	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,338	A-1	EUR	7 584,19	6 271,94
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	285 754,19	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,542	A-1	EUR	4 570,08	9 089,94
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	153 198,53	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,542	A-1	EUR	2 430,37	3 599,70
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	897 843,56	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	10 132,63	23 304,69
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	129 853,02	41,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 455,03	2 422,37
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	461 779,15	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,048	A-1	EUR	7 526,30	8 614,37
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 833,00	1 044 767,12	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,252	A-1	EUR	17 150,17	27 118,28
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	129 565,12	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,416	A-1	EUR	2 126,85	3 363,03
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	166 880,46	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,358	A-1	EUR	2 724,68	3 412,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	353 917,46	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	9 440,70	9 186,39
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	193 325,72	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,740	A-1	EUR	5 120,24	3 606,45
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	288 200,00	257 720,92	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,618	A-1	EUR	4 198,23	4 668,33
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	612 532,46	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,913	A-1	EUR	10 045,77	15 328,22
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	169 190,86	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,488	A-1	EUR	2 756,09	3 064,70
M2A HABITAT	2016	P	BALDERSHEIM - Résidence Sénior Le Van Gogh	CDC	1 566 900,00	1 345 356,21	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,745	A-1	EUR	22 064,37	33 666,66
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	51 100,00	46 476,86	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,961	A-1	EUR	756,72	817,90
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	411 590,00	361 857,53	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,420	A-1	EUR	5 929,53	8 738,06
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	620 900,00	558 255,27	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	6 284,02	13 019,57
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	254 200,00	235 270,65	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	2 632,25	4 024,42
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	637 500,00	563 914,46	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 737,52	15 259,13
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	232 300,00	211 338,05	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	647,16	4 380,41

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	653 600,00	604 324,46	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	9 834,59	10 337,28
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	3 624 100,00	3 259 720,50	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	53 371,89	76 022,80
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	1 596 000,00	1 435 532,66	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	23 504,19	33 479,32
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	244 800,00	226 344,29	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	3 683,46	3 871,73
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	591 000,00	522 166,00	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	4 290,36	14 129,44
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	85 872,86	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,669	A-1	EUR	701,22	1 779,89
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 529 975,58	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	40 707,09	35 681,91
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	531 280,34	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,702	A-1	EUR	14 049,57	9 087,83
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	184 569,33	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,874	A-1	EUR	3 412,15	4 994,32
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	64 881,70	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,856	A-1	EUR	1 192,08	1 344,81
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	817 450,28	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	13 296,78	13 598,17
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 448 190,76	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	40 054,06	55 188,09
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 731 891,49	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	14 219,07	45 492,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	665 203,64	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	5 429,37	13 467,33
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	196 675,45	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	3 217,74	4 433,53
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	122 603,45	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	1 994,29	2 039,49
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,757	A-1	EUR	480,00	0,00
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	135 912,76	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	1 109,32	2 751,62
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	219 794,67	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	1 804,55	5 773,48
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	127 622,94	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	2 088,00	2 876,93
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	38 049,35	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,285	A-1	EUR	618,92	632,94
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	126 166,66	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	1 035,85	3 314,10
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	99 224,65	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,645	A-1	EUR	809,87	2 008,85
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,590	A-1	EUR	400,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	213 779,75	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	1 753,88	5 455,38
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	134 884,15	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,184	A-1	EUR	1 100,42	2 668,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	415 682,77	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,715	A-1	EUR	6 758,57	6 727,68
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	641 840,08	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,192	A-1	EUR	10 493,37	13 995,70
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	478 407,43	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,923	A-1	EUR	7 821,43	10 431,95
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	173 579,40	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,492	A-1	EUR	2 822,22	2 809,32
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	680 739,67	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	1,516	A-1	EUR	3 951,09	37 639,57
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	662 551,41	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,182	A-1	EUR	10 332,71	12 789,16
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	121 519,01	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,182	A-1	EUR	1 895,13	2 345,67
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	364 686,79	23,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,178	A-1	EUR	5 770,95	12 499,21
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	681 472,47	37,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,845	A-1	EUR	10 627,79	13 154,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	378 712,49	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,848	A-1	EUR	5 875,70	5 320,34
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	57 820,00	56 663,60	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,642	A-1	EUR	1 503,32	1 156,40
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	94 988,00	93 088,24	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,844	A-1	EUR	1 709,78	1 899,76
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	440 657,00	429 640,58	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,844	A-1	EUR	7 931,83	11 016,42
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	287 439,00	280 253,02	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,642	A-1	EUR	7 473,41	7 185,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	873 542,00	873 542,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	328 811,00	328 811,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	485 004,00	485 004,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	1 339 663,00	1 339 663,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	526 525,00	526 525,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	200 447,00	200 447,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	797 111,00	797 111,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	293 665,00	293 665,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	154 812,39	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,096	A-1	EUR	3 493,33	9 193,50
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	85 958,21	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,112	A-1	EUR	1 875,53	2 094,87
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	232 787,61	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	6 827,79	6 783,86
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	50 556,59	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	1 472,28	1 102,41
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	261 241,71	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	7 662,36	7 613,07
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	58 439,98	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	1 701,86	1 274,32
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	606 513,27	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,338	A-1	EUR	14 652,27	16 987,56

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	316 459,68	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,338	A-1	EUR	7 584,19	6 271,94
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	285 754,19	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,542	A-1	EUR	4 570,08	9 089,94
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	153 198,53	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,542	A-1	EUR	2 430,37	3 599,70
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	897 843,56	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	10 132,63	23 304,69
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	129 853,02	41,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 455,03	2 422,37
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	461 779,15	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,048	A-1	EUR	7 526,30	8 614,37
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 833,00	1 044 767,12	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,252	A-1	EUR	17 150,17	27 118,28
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	129 565,12	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,416	A-1	EUR	2 126,85	3 363,03
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	166 880,46	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,358	A-1	EUR	2 724,68	3 412,17
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	353 917,46	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	9 440,70	9 186,39
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	193 325,72	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,740	A-1	EUR	5 120,24	3 606,45
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	288 200,00	257 720,92	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,618	A-1	EUR	4 198,23	4 668,33
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	612 532,46	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,913	A-1	EUR	10 045,77	15 328,22
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	169 190,86	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,488	A-1	EUR	2 756,09	3 064,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2016	P	BALDERSHEIM - Résidence Sénior Le Van Gogh	CDC	1 566 900,00	1 345 356,21	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,745	A-1	EUR	22 064,37	33 666,66
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	51 100,00	46 476,86	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,961	A-1	EUR	756,72	817,90
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	411 590,00	361 857,53	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,420	A-1	EUR	5 929,53	8 738,06
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	620 900,00	558 255,27	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	6 284,02	13 019,57
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	254 200,00	235 270,65	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	2 632,25	4 024,42
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	637 500,00	563 914,46	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 737,52	15 259,13
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	232 300,00	211 338,05	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	647,16	4 380,41
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	653 600,00	604 324,46	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	9 834,59	10 337,28
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	3 624 100,00	3 259 720,50	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	53 371,89	76 022,80
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	1 596 000,00	1 435 532,66	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	23 504,19	33 479,32
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	244 800,00	226 344,29	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,308	A-1	EUR	3 683,46	3 871,73
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	591 000,00	522 166,00	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	4 290,36	14 129,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	85 872,86	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,669	A-1	EUR	701,22	1 779,89
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 529 975,58	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,836	A-1	EUR	40 707,09	35 681,91
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	531 280,34	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,702	A-1	EUR	14 049,57	9 087,83
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	184 569,33	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,874	A-1	EUR	3 412,15	4 994,32
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	64 881,70	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,856	A-1	EUR	1 192,08	1 344,81
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	817 450,28	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	13 296,78	13 598,17
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 448 190,76	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	40 054,06	55 188,09
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 731 891,49	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	14 219,07	45 492,59
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	665 203,64	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	5 429,37	13 467,33
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	196 675,45	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,746	A-1	EUR	3 217,74	4 433,53
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	122 603,45	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,401	A-1	EUR	1 994,29	2 039,49
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,757	A-1	EUR	480,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	135 912,76	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,789	A-1	EUR	1 109,32	2 751,62
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	219 794,67	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,946	A-1	EUR	1 804,55	5 773,48
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	127 622,94	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,579	A-1	EUR	2 088,00	2 876,93
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	38 049,35	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,285	A-1	EUR	618,92	632,94
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	126 166,66	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,779	A-1	EUR	1 035,85	3 314,10
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	99 224,65	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,645	A-1	EUR	809,87	2 008,85
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,590	A-1	EUR	400,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	213 779,75	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	1 753,88	5 455,38
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	134 884,15	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,184	A-1	EUR	1 100,42	2 668,59
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	415 682,77	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,715	A-1	EUR	6 758,57	6 727,68
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	641 840,08	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,192	A-1	EUR	10 493,37	13 995,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	478 407,43	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,923	A-1	EUR	7 821,43	10 431,95
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	173 579,40	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,492	A-1	EUR	2 822,22	2 809,32
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	680 739,67	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	1,516	A-1	EUR	3 951,09	37 639,57
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	662 551,41	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,182	A-1	EUR	10 332,71	12 789,16
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	121 519,01	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,182	A-1	EUR	1 895,13	2 345,67
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	364 686,79	23,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,178	A-1	EUR	5 770,95	12 499,21
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	681 472,47	37,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,845	A-1	EUR	10 627,79	13 154,38
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	378 712,49	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,848	A-1	EUR	5 875,70	5 320,34
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	57 820,00	56 663,60	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,642	A-1	EUR	1 503,32	1 156,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	94 988,00	93 088,24	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,844	A-1	EUR	1 709,78	1 899,76
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	440 657,00	429 640,58	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,844	A-1	EUR	7 931,83	11 016,42
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	287 439,00	280 253,02	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,642	A-1	EUR	7 473,41	7 185,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	873 542,00	873 542,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	328 811,00	328 811,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	485 004,00	485 004,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	1 339 663,00	1 339 663,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	526 525,00	526 525,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	200 447,00	200 447,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,769	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	797 111,00	797 111,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	293 665,00	293 665,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,561	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	220 502,03	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,834	A-1	EUR	5 907,09	6 693,74
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	103 153,95	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,801	A-1	EUR	2 738,61	2 177,38
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	66 708,06	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,036	A-1	EUR	1 241,79	2 280,49
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	24 125,21	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	445,03	598,53
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	438 824,04	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,834	A-1	EUR	11 755,78	13 321,29
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	440 090,84	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,801	A-1	EUR	11 683,89	9 289,46
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	399 098,39	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 236,75	13 153,21
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	155 712,69	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	478,41	3 758,32
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 459 328,36	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	16 520,41	42 527,52

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	496 409,14	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 572,15	10 149,98
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	574 370,74	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	9 731,86	33 870,29
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 629 866,20	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	43 626,30	48 068,23
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	337 336,97	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,769	A-1	EUR	8 970,14	7 668,51
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	599 281,84	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,118	A-1	EUR	11 083,48	16 466,81
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	102 301,13	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,079	A-1	EUR	1 879,08	2 092,05
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	552 710,93	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,504	A-1	EUR	3 292,41	45 909,77
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	271 345,86	38,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,099	A-1	EUR	2 221,06	6 287,14
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	99 761,19	48,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,101	A-1	EUR	812,43	1 792,81
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	399 615,77	38,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,554	A-1	EUR	3 274,09	9 645,23
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	157 919,37	48,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,555	A-1	EUR	1 287,26	2 987,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	706 257,30	38,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,352	A-1	EUR	11 531,17	14 440,70
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	307 410,17	48,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,353	A-1	EUR	4 994,02	4 715,83
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	297 257,67	27,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,927	A-1	EUR	2 847,30	8 903,97
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	365 607,02	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,753	A-1	EUR	9 756,09	9 627,29
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	193 425,13	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,700	A-1	EUR	5 133,99	4 035,98
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	97 402,85	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,862	A-1	EUR	1 785,64	1 799,63
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	275 418,57	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,956	A-1	EUR	5 077,56	6 668,06
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 890,00	40 890,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	128 361,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,771	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	352 930,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,771	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	62 045,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	126 560,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,583	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	229 980,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,562	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	481 715,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,562	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	270 000,00	29,23	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 % Taux fixe à 0.9 %	0,891	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	108 073,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,560	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	73 398,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,560	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	29 145,34	28,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,057	A-1	EUR	318,00	854,66
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	37,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	225 000,00	39,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	630 000,00	39,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	900 000,00	29,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	311 976,00	19,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 % Taux fixe à 0.69 %	0,688	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	0,00	20,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	450 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 % Taux fixe à 1.08 %	1,079	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	225 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 % Taux fixe à 1.08 %	1,079	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	0,00	40,50	X	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	700 000,00	0,00	20,21	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	247 001,00	0,00	20,21	X	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	F	Taux fixe à 1.36 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	657 230,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	513 494,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	842 934,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	457 043,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	318 328,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	130 175,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	565 964,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	227 478,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	240 000,00	0,00	40,50	X	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	80 000,00	80 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 286 000,00	0,00	21,50	X	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 054 000,00	0,00	21,50	X	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	220 502,03	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,834	A-1	EUR	5 907,09	6 693,74
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	103 153,95	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,801	A-1	EUR	2 738,61	2 177,38
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	66 708,06	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,036	A-1	EUR	1 241,79	2 280,49
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	24 125,21	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,038	A-1	EUR	445,03	598,53
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	438 824,04	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,834	A-1	EUR	11 755,78	13 321,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	440 090,84	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,801	A-1	EUR	11 683,89	9 289,46
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	399 098,39	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	1 236,75	13 153,21
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	155 712,69	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	478,41	3 758,32
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 459 328,36	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	16 520,41	42 527,52
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	496 409,14	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 572,15	10 149,98
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	574 370,74	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	9 731,86	33 870,29
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 629 866,20	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	43 626,30	48 068,23
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	337 336,97	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,769	A-1	EUR	8 970,14	7 668,51
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	599 281,84	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,118	A-1	EUR	11 083,48	16 466,81
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	102 301,13	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,079	A-1	EUR	1 879,08	2 092,05
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	552 710,93	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,504	A-1	EUR	3 292,41	45 909,77
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	271 345,86	38,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,099	A-1	EUR	2 221,06	6 287,14
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	99 761,19	48,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,101	A-1	EUR	812,43	1 792,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	399 615,77	38,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,554	A-1	EUR	3 274,09	9 645,23
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	157 919,37	48,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,555	A-1	EUR	1 287,26	2 987,63
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	706 257,30	38,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,352	A-1	EUR	11 531,17	14 440,70
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	307 410,17	48,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,353	A-1	EUR	4 994,02	4 715,83
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	297 257,67	27,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,927	A-1	EUR	2 847,30	8 903,97
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	365 607,02	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,753	A-1	EUR	9 756,09	9 627,29
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	193 425,13	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,700	A-1	EUR	5 133,99	4 035,98
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	97 402,85	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,862	A-1	EUR	1 785,64	1 799,63
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	275 418,57	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,956	A-1	EUR	5 077,56	6 668,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 890,00	40 890,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	128 361,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,771	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	352 930,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --	2,771	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	62 045,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	126 560,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,583	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,017	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	229 980,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,562	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	481 715,00	49,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,562	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	270 000,00	29,23	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,891	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	108 073,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,560	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	73 398,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	3,560	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	29 145,34	28,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,057	A-1	EUR	318,00	854,66
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	37,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	225 000,00	39,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	630 000,00	39,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	900 000,00	29,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 % Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	311 976,00	19,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 % Taux fixe à 0.69 %	0,688	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	0,00	20,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	450 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 % Taux fixe à 1.08 %	1,079	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	225 000,00	39,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 % Taux fixe à 1.08 %	1,079	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	0,00	40,50	X	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	700 000,00	0,00	20,21	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	247 001,00	0,00	20,21	X	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	F	Taux fixe à 1.36 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	657 230,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	513 494,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	842 934,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	457 043,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	318 328,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	130 175,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	565 964,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	227 478,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	240 000,00	0,00	40,50	X	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	80 000,00	80 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 286 000,00	0,00	21,50	X	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 054 000,00	0,00	21,50	X	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	505 813,42	18,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,281	F	Taux fixe à 1.13 %	1,122	A-1	EUR	5 863,90	24 460,14
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	356 611,17	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,202	A-1	EUR	6 596,24	9 846,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	31 289,90	21,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,977	A-1	EUR	319,08	1 268,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,007	A-1	EUR	1 300,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	168 363,96	45,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,756	A-1	EUR	4 456,81	3 051,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	320 446,35	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	8 531,50	7 688,13
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	166 101,00	45,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,090	A-1	EUR	3 054,40	3 587,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	240 927,75	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	3 950,32	5 967,18
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	126 299,89	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	2 058,37	2 348,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	114 148,58	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	1 860,33	2 122,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	528 428,89	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	8 664,27	13 087,86
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	341 942,18	304 000,18	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	8 113,16	8 044,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	231 119,65	211 804,06	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,727	A-1	EUR	5 614,80	4 149,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	79 378,24	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	869,38	3 419,82
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	193 179,91	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,645	A-1	EUR	3 317,05	7 853,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	721 885,83	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,045	A-1	EUR	7 836,82	24 478,32
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	153 848,92	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,847	A-1	EUR	1 365,17	6 759,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 431 332,39	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,045	A-1	EUR	15 659,60	60 057,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	124 360,57	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,413	A-1	EUR	1 016,85	2 745,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	208 575,92	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,621	A-1	EUR	1 716,00	5 924,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	16 A rue du Nonnebruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	142 887,70	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,282	A-1	EUR	1 175,57	4 058,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	415 842,85	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,499	A-1	EUR	2 194,80	23 117,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	263 332,33	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	1 490,32	7 635,33
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	250 327,63	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,699	A-1	EUR	4 182,76	19 527,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	189 060,36	26,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	F	Taux fixe à 1.15 %	1,147	A-1	EUR	2 217,88	6 068,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	183 111,82	36,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,015	A-1	EUR	7 148,91	3 475,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	741 262,93	16,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,004	A-1	EUR	29 315,07	33 444,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	120 900,00	46,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,014	A-1	EUR	4 727,02	2 600,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 157 988,43	35,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,005	A-1	EUR	20 554,45	13 205,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	473 502,57	14,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,735	A-1	EUR	8 716,08	27 421,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 460 789,20	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,749	A-1	EUR	40 350,71	91 161,05
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 262 106,96	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	20 717,87	32 759,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	624 847,65	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,955	A-1	EUR	11 566,71	17 747,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	199 226,80	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	1 629,37	4 444,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	613 759,36	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	2,105	A-1	EUR	12 299,70	16 994,38
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	555 005,22	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	3 162,05	19 913,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	379 626,43	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	6 187,33	7 081,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	965 983,86	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	7 957,63	28 720,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 213 927,26	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,743	A-1	EUR	19 994,56	35 732,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	628 411,12	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,588	A-1	EUR	10 268,59	13 375,61
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	669 022,82	579 059,15	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,873	A-1	EUR	10 754,63	18 420,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	166 861,72	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,874	A-1	EUR	3 074,08	3 920,74
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	134 951,31	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,796	A-1	EUR	3 575,68	2 574,93
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	304 508,43	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	8 119,82	7 792,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	303 922,98	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,740	A-1	EUR	8 061,05	6 117,58
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	934 342,48	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	24 958,30	25 592,06
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	434 110,23	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	7 129,56	11 487,53

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	318 108,28	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,009	A-1	EUR	5 189,45	6 232,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	131 797,35	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,789	A-1	EUR	2 151,20	2 652,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	378 281,83	334 955,20	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,080	A-1	EUR	5 506,08	9 174,57
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	534 438,91	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,843	A-1	EUR	10 164,04	14 968,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	2 949 455,17	15,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,002	A-1	EUR	53 966,91	125 582,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	270 591,76	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,843	A-1	EUR	5 105,16	5 362,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	252 294,35	35,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,005	A-1	EUR	9 806,51	4 013,47
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	239 897,93	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	2 599,06	7 631,23
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	121 617,89	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	1 306,99	2 857,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	536 840,96	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,618	A-1	EUR	4 416,71	15 247,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	83 419,91	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,037	A-1	EUR	1 546,80	2 513,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	121 464,25	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,410	A-1	EUR	993,17	2 681,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	46 371,67	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	363,15	2 047,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	40 055,63	21,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,788	A-1	EUR	329,56	1 661,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	165,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	84 530,25	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,074	A-1	EUR	1 381,98	1 843,23
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	81 104,74	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 318,68	1 312,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	116 135,67	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	952,79	2 963,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	84 971,74	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,074	A-1	EUR	693,22	1 681,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	81 260,82	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	636,37	3 588,67
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	222 105,31	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,038	A-1	EUR	4 099,92	5 667,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	37 765,21	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,039	A-1	EUR	693,22	747,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	395 359,26	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,836	A-1	EUR	10 503,49	8 621,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	66 792,14	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,837	A-1	EUR	1 764,70	1 081,01
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	154 489,21	36,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,858	A-1	EUR	1 359,00	3 533,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	219 200,06	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,284	A-1	EUR	1 792,96	4 919,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	170 223,63	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,286	A-1	EUR	1 384,99	2 899,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	527 778,24	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,013	A-1	EUR	8 230,88	10 187,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	336 000,00	326 884,72	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,015	A-1	EUR	5 071,60	4 592,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	245 590,24	37,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,566	A-1	EUR	3 930,19	4 740,60
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	130 662,00	127 989,23	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	4 063,59	2 672,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	260 000,00	254 681,54	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,874	A-1	EUR	4 680,00	5 318,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	178 000,00	175 238,73	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,874	A-1	EUR	3 204,00	2 761,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	93 173,00	91 267,09	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	2 897,68	1 905,91
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	123 000,00	121 091,93	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	3 825,30	1 908,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	195 000,00	191 011,16	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,672	A-1	EUR	5 070,00	3 988,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	128 000,00	126 014,37	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,672	A-1	EUR	3 328,00	1 985,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	308 603,00	308 603,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	131 397,00	131 397,00	49,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	641 980,00	641 980,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	2 078 407,00	2 078 407,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	204 613,00	204 613,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	175 000,00	175 000,00	39,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	144 826,00	144 826,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	328 228,00	328 228,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	79 778,00	79 778,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	41 405,00	41 405,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	126 228,00	126 228,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,567	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	67 899,00	67 899,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	621 636,00	621 636,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,567	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	90 000,00	90 000,00	39,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	228 595,00	228 595,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	238 830,00	238 830,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	72 575,00	72 575,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	505 813,42	18,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,281	F	Taux fixe à 1.13 %	1,122	A-1	EUR	5 863,90	24 460,14
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	356 611,17	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,202	A-1	EUR	6 596,24	9 846,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	31 289,90	21,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,977	A-1	EUR	319,08	1 268,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,007	A-1	EUR	1 300,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	168 363,96	45,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,756	A-1	EUR	4 456,81	3 051,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	320 446,35	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	8 531,50	7 688,13
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	166 101,00	45,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,090	A-1	EUR	3 054,40	3 587,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	240 927,75	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	3 950,32	5 967,18
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	126 299,89	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	2 058,37	2 348,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	114 148,58	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	1 860,33	2 122,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	528 428,89	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	8 664,27	13 087,86
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	341 942,18	304 000,18	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	8 113,16	8 044,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	231 119,65	211 804,06	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,727	A-1	EUR	5 614,80	4 149,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	79 378,24	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	869,38	3 419,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	193 179,91	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,645	A-1	EUR	3 317,05	7 853,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	721 885,83	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,045	A-1	EUR	7 836,82	24 478,32
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	153 848,92	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,847	A-1	EUR	1 365,17	6 759,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 431 332,39	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,045	A-1	EUR	15 659,60	60 057,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	124 360,57	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,413	A-1	EUR	1 016,85	2 745,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	208 575,92	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,621	A-1	EUR	1 716,00	5 924,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	16 A rue du Nonnebruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	142 887,70	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,282	A-1	EUR	1 175,57	4 058,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	415 842,85	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,499	A-1	EUR	2 194,80	23 117,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	263 332,33	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	1 490,32	7 635,33
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	250 327,63	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,699	A-1	EUR	4 182,76	19 527,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	189 060,36	26,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	F	Taux fixe à 1.15 %	1,147	A-1	EUR	2 217,88	6 068,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	183 111,82	36,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,015	A-1	EUR	7 148,91	3 475,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	741 262,93	16,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,004	A-1	EUR	29 315,07	33 444,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	120 900,00	46,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,014	A-1	EUR	4 727,02	2 600,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 157 988,43	35,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,005	A-1	EUR	20 554,45	13 205,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	473 502,57	14,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,735	A-1	EUR	8 716,08	27 421,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 460 789,20	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,749	A-1	EUR	40 350,71	91 161,05
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 262 106,96	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	20 717,87	32 759,62

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	624 847,65	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,955	A-1	EUR	11 566,71	17 747,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	199 226,80	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	1 629,37	4 444,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	613 759,36	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	2,105	A-1	EUR	12 299,70	16 994,38
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	555 005,22	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	3 162,05	19 913,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	379 626,43	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	6 187,33	7 081,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	965 983,86	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	7 957,63	28 720,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 213 927,26	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,743	A-1	EUR	19 994,56	35 732,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	628 411,12	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,588	A-1	EUR	10 268,59	13 375,61
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	669 022,82	579 059,15	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,873	A-1	EUR	10 754,63	18 420,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	166 861,72	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,874	A-1	EUR	3 074,08	3 920,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	134 951,31	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,796	A-1	EUR	3 575,68	2 574,93
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	304 508,43	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	8 119,82	7 792,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	303 922,98	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,740	A-1	EUR	8 061,05	6 117,58
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	934 342,48	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,835	A-1	EUR	24 958,30	25 592,06
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	434 110,23	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,419	A-1	EUR	7 129,56	11 487,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	318 108,28	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,009	A-1	EUR	5 189,45	6 232,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	131 797,35	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,789	A-1	EUR	2 151,20	2 652,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	378 281,83	334 955,20	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,080	A-1	EUR	5 506,08	9 174,57
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	534 438,91	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,843	A-1	EUR	10 164,04	14 968,85

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	2 949 455,17	15,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,002	A-1	EUR	53 966,91	125 582,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	270 591,76	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,843	A-1	EUR	5 105,16	5 362,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	252 294,35	35,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,005	A-1	EUR	9 806,51	4 013,47
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	239 897,93	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	2 599,06	7 631,23
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	121 617,89	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	1 306,99	2 857,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	536 840,96	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,618	A-1	EUR	4 416,71	15 247,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	83 419,91	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,037	A-1	EUR	1 546,80	2 513,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	121 464,25	44,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,410	A-1	EUR	993,17	2 681,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	46 371,67	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	363,15	2 047,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	40 055,63	21,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,788	A-1	EUR	329,56	1 661,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	165,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	84 530,25	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,074	A-1	EUR	1 381,98	1 843,23
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	81 104,74	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 318,68	1 312,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	116 135,67	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,452	A-1	EUR	952,79	2 963,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	84 971,74	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,074	A-1	EUR	693,22	1 681,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	81 260,82	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	636,37	3 588,67
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	36,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	222 105,31	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,038	A-1	EUR	4 099,92	5 667,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	37 765,21	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,039	A-1	EUR	693,22	747,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	395 359,26	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,836	A-1	EUR	10 503,49	8 621,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	66 792,14	46,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,837	A-1	EUR	1 764,70	1 081,01
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	154 489,21	36,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,858	A-1	EUR	1 359,00	3 533,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	219 200,06	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,284	A-1	EUR	1 792,96	4 919,49
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	170 223,63	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,286	A-1	EUR	1 384,99	2 899,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	527 778,24	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,013	A-1	EUR	8 230,88	10 187,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	336 000,00	326 884,72	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,015	A-1	EUR	5 071,60	4 592,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	245 590,24	37,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,566	A-1	EUR	3 930,19	4 740,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	130 662,00	127 989,23	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	4 063,59	2 672,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	260 000,00	254 681,54	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,874	A-1	EUR	4 680,00	5 318,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	178 000,00	175 238,73	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,874	A-1	EUR	3 204,00	2 761,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	93 173,00	91 267,09	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	2 897,68	1 905,91
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	123 000,00	121 091,93	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,181	A-1	EUR	3 825,30	1 908,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	195 000,00	191 011,16	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,672	A-1	EUR	5 070,00	3 988,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	128 000,00	126 014,37	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,672	A-1	EUR	3 328,00	1 985,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	308 603,00	308 603,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	131 397,00	131 397,00	49,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	641 980,00	641 980,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	2 078 407,00	2 078 407,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	204 613,00	204 613,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	175 000,00	175 000,00	39,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	144 826,00	144 826,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	328 228,00	328 228,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	79 778,00	79 778,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,774	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	41 405,00	41 405,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	126 228,00	126 228,00	49,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,567	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	67 899,00	67 899,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,073	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	621 636,00	621 636,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,567	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	90 000,00	90 000,00	39,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	228 595,00	228 595,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	238 830,00	238 830,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	72 575,00	72 575,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,063	A-1	EUR	0,00	0,00
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	62 210,32	2,63	T	F	(Euribor 3M + 0.8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,814	V	Taux fixe à 0.87 %	0,868	A-1	EUR	662,37	22 255,87
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	62 210,32	2,63	T	F	(Euribor 3M + 0.8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,814	V	Taux fixe à 0.87 %	0,868	A-1	EUR	662,37	22 255,87
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	0,00	17,58	X	F	Taux fixe à 1.86 %	1,876	F	Taux fixe à 1.86 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	984 776,00	14,16	M	F	Taux fixe à 1.8 %	1,815	F	Taux fixe à 1.8 % Taux fixe à 1.8 %	1,780	A-1	EUR	4 477,19	15 224,00
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	0,00	17,58	X	F	Taux fixe à 1.86 %	1,876	F	Taux fixe à 1.86 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	984 776,00	14,16	M	F	Taux fixe à 1.8 %	1,815	F	Taux fixe à 1.8 % Taux fixe à 1.8 %	1,780	A-1	EUR	4 477,19	15 224,00
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	80 312,10	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,382	A-1	EUR	2 199,29	17 434,06
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	102 811,30	5,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,046	A-1	EUR	1 493,79	16 691,54
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	160 230,68	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,058	A-1	EUR	2 176,93	13 923,92
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	68 832,85	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	1 122,50	1 323,13
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	159 668,49	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	2 623,54	4 302,90
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	234 907,88	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	3 856,08	6 097,34
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	50 592,52	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	824,58	943,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	154 664,88	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 140,23	3 870,38
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	62 294,80	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	856,21	1 128,39
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	485 659,00	441 720,33	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,918	A-1	EUR	7 191,90	7 773,40
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 203 821,86	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,916	A-1	EUR	19 726,26	29 069,63
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	158 738,79	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,120	A-1	EUR	1 296,87	3 370,12
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	437 064,98	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,118	A-1	EUR	3 594,06	12 193,08
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	160 956,75	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,749	A-1	EUR	4 440,20	9 820,27
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	146 733,26	15,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,414	A-1	EUR	2 481,27	8 345,87
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	192 211,11	20,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,417	A-1	EUR	3 204,94	8 097,37
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	471 135,37	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,858	A-1	EUR	12 465,09	8 291,05
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 795 264,93	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	47 804,03	43 351,68
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	236 966,14	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,187	A-1	EUR	4 355,95	5 030,93
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	943 178,21	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,202	A-1	EUR	17 450,83	26 312,43
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	688 622,55	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	7 745,60	15 523,21
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	140 339,18	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 569,41	2 334,52
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	278 228,04	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	856,61	7 308,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	47 355,24	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	144,94	958,73
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	231 660,50	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,082	A-1	EUR	3 790,12	5 222,18
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	97 691,01	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,636	A-1	EUR	1 589,06	1 625,07
SOMCO	2017	P	RIXHEIM – La Rotonde – 6 rue Lefebvre	CDC	170 000,00	130 635,38	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,224	A-1	EUR	1 030,06	6 705,37
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	18 200,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	6 500,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 390 160,00	22,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,466	A-1	EUR	18 705,60	103 920,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	731 732,71	38,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,825	A-1	EUR	5 995,15	17 661,29
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	245 207,01	48,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,827	A-1	EUR	1 998,77	4 638,99
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 551 973,51	38,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,625	A-1	EUR	57 993,60	72 626,49
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	46,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	4 998,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	869 343,83	48,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,627	A-1	EUR	14 122,88	13 336,17
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	404 176,69	38,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,731	A-1	EUR	3 311,46	9 755,31
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	81 503,07	48,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,733	A-1	EUR	664,36	1 541,93
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	955 128,67	38,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	15 594,53	19 529,33
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	170 490,59	48,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,533	A-1	EUR	2 769,70	2 615,41
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	46,53	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,987	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	36 980,33	22,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,130	A-1	EUR	673,64	1 513,60
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	65 727,56	22,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,979	A-1	EUR	1 771,92	2 423,36
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	253 273,98	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	1 983,44	11 185,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	30,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	294 948,52	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	906,80	7 317,45
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	63 802,05	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	195,11	1 234,09
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,64	468 933,78	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 267,15	9 898,28
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	146 258,41	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 634,19	2 304,09
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	630 000,00	24,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor	2,719	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	273 000,00	0,00	25,70	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	60 000,00	0,00	25,70	X	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	F	Taux fixe à 2.91 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 18 logements - rue de l'étang à PFASTATT	CDC	149 647,00	0,00	25,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P	Réhabilitation 50 logements - rue des tulipes à ILLZACH	CDC	450 000,00	0,00	26,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2025	P	Réhabilitation thermique 40 logements - rue des dahlias à ILLZACH	CDC	360 000,00	0,00	26,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation de 20 logements - rue de l'Arsenal à MULHOUSE	CDC	75 270,00	75 270,00	24,58	A	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	F	Taux fixe à 3.9 %	3,862	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	1 668 000,00	1 668 000,00	24,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,528	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	999 300,00	999 300,00	24,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,309	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	80 312,10	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,382	A-1	EUR	2 199,29	17 434,06
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	102 811,30	5,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,046	A-1	EUR	1 493,79	16 691,54
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	160 230,68	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,058	A-1	EUR	2 176,93	13 923,92
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	68 832,85	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	1 122,50	1 323,13
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	159 668,49	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,595	A-1	EUR	2 623,54	4 302,90
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	234 907,88	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	3 856,08	6 097,34
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	50 592,52	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,593	A-1	EUR	824,58	943,79
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	154 664,88	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 140,23	3 870,38
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	62 294,80	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	856,21	1 128,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	485 659,00	441 720,33	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,918	A-1	EUR	7 191,90	7 773,40
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 203 821,86	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,916	A-1	EUR	19 726,26	29 069,63
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	158 738,79	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,120	A-1	EUR	1 296,87	3 370,12
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	437 064,98	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,118	A-1	EUR	3 594,06	12 193,08
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	160 956,75	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,749	A-1	EUR	4 440,20	9 820,27
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	146 733,26	15,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,414	A-1	EUR	2 481,27	8 345,87
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	192 211,11	20,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,417	A-1	EUR	3 204,94	8 097,37
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	471 135,37	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,858	A-1	EUR	12 465,09	8 291,05
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 795 264,93	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	47 804,03	43 351,68
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	236 966,14	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,187	A-1	EUR	4 355,95	5 030,93
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	943 178,21	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,202	A-1	EUR	17 450,83	26 312,43
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	688 622,55	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	7 745,60	15 523,21
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	140 339,18	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 569,41	2 334,52
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	278 228,04	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	856,61	7 308,37
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	47 355,24	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	144,94	958,73
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	231 660,50	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,082	A-1	EUR	3 790,12	5 222,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	97 691,01	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,636	A-1	EUR	1 589,06	1 625,07
SOMCO	2017	P	RIXHEIM – La Rotonde – 6 rue Lefebvre	CDC	170 000,00	130 635,38	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,224	A-1	EUR	1 030,06	6 705,37
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	18 200,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	6 500,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 390 160,00	22,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,466	A-1	EUR	18 705,60	103 920,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	731 732,71	38,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,825	A-1	EUR	5 995,15	17 661,29
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	245 207,01	48,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,827	A-1	EUR	1 998,77	4 638,99
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 551 973,51	38,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,625	A-1	EUR	57 993,60	72 626,49
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	46,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	4 998,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	869 343,83	48,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,627	A-1	EUR	14 122,88	13 336,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	404 176,69	38,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,731	A-1	EUR	3 311,46	9 755,31
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	81 503,07	48,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,733	A-1	EUR	664,36	1 541,93
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	955 128,67	38,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	15 594,53	19 529,33
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	170 490,59	48,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,533	A-1	EUR	2 769,70	2 615,41
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	46,53	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,987	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	36 980,33	22,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,130	A-1	EUR	673,64	1 513,60
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	65 727,56	22,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,979	A-1	EUR	1 771,92	2 423,36
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	253 273,98	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,397	A-1	EUR	1 983,44	11 185,18
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	30,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	294 948,52	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	906,80	7 317,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	63 802,05	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	195,11	1 234,09
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,64	468 933,78	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	5 267,15	9 898,28
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	146 258,41	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	1 634,19	2 304,09
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	630 000,00	24,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor	2,719	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	273 000,00	0,00	25,70	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	60 000,00	0,00	25,70	X	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	F	Taux fixe à 2.91 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 18 logements - rue de l'étang à PFASTATT	CDC	149 647,00	0,00	25,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P	Réhabilitation 50 logements - rue des tulipes à ILLZACH	CDC	450 000,00	0,00	26,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P	Réhabilitation thermique 40 logements - rue des dahlias à ILLZACH	CDC	360 000,00	0,00	26,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2023	P	Réhabilitation de 20 logements - rue de l'Arsenal à MULHOUSE	CDC	75 270,00	75 270,00	24,58	A	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	F	Taux fixe à 3.9 %	3,862	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	1 668 000,00	1 668 000,00	24,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,528	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	999 300,00	999 300,00	24,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,309	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**624 256 922,80**	**487 016 123,02**											**6 312 467,38**	**11 662 692,08**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	4 457 845,16
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	244 325,24
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	35 045 606,04
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**39 747 776,44**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**544 817 177,46**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**14,60**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**49 034 225,42**	
Personnes de droit privé	**21 126 603,23**	
Associations	**17 284 165,43**	
ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS	286 055,00	
ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL	460 694,00	
ADIE	5 000,00	
ADIRA AGCE DVPT ALSACE	141 440,00	
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX	517 790,00	
AG ATTRACT MULHO ALSACE AUBE AUBERGE	12 000,00	
AG ATTRACT MULHO ALSACE AUBE CAMPING	12 000,00	
AGCE LOCALE MAITRISE ENERGIE MULHOUSE	183 679,51	
AGENCE DE FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE SUD ALSACE - AFUT SUD ALSACE	713 000,00	
AGENCE DE L ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE	1 176 741,00	
ALSACE ACTIVE	15 000,00	
ALSACE NATURE	1 000,00	
ALSACE SERVICE SOLIDAIRE	4 000,00	
ALSACE TECH INSA	2 375,00	
AMEVU ASS MULT ENERGIES VERTES UNG	3 436,50	
AMICALE DU PERSONNEL VILLE D MULHOUSE ET M2A	1 102 850,87	
AMIS DU MUSEE MOTO GRANGE A BECANES	10 500,00	
APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES	96 693,00	
APPUIS ASSOC	68 400,00	
ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE	220 638,00	
ASS DE LA FONDATION ETUDIANT ASS FONDATION ETUDIANTE VILLE	8 000,00	
ASS EUR ETUDE CONSERV LEMURI AEECL	3 000,00	
ASS FRANCAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES	1 500,00	
ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE	866 863,00	
ASS HT RHIN PREVENTIONS SOIN	9 000,00	
ASS PETITE CAMARGUE ALSACIEN	10 000,00	
ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS	76 092,00	
ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68	170 000,00	
ASSO HALTE GARDERIE LA SOURIS VERTE	313 141,00	
ASSOC ANOULAK	1 650,00	
ASSOC CLUB VOSGIEN KINGERSHEIM	3 048,00	
ASSOC POLE VEHICULE DU FUTUR	74 100,00	
ASSOCIATION CLAIRE JOIE	189 606,00	
ASSOCIATION CULTURE LOISIRS SPORTS	1 269,50	
ASSOCIATION EPICES	11 265,98	
ASSOCIATION EVI DENCE	3 665,00	
ASSOCIATION GROUPE RODOLPHE	1 000,00	
ASSOCIATION LE LERCH MULHOUSE	5 131,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION SAHEL VERT	6 000,00	
ASSOCIATION TECHNISTUB	38 000,00	
ASSOCIATION VISION ERE	500,00	
ATMO GRAND EST	79 497,00	
BANQUE ALIMENTAIRE HAUT-RHIN	12 500,00	
BEAUVAL CONSERVATION ET RECH ZOOLOGIQUES PRIVES ZOOPARC DE BEAUVAL	1 500,00	
BIO EN GRAND EST	15 635,00	
BIOVALLEY FRANCE	32 850,00	
CENTRE SOC CULT BEL AIR	393 724,00	
CENTRE SOC CULTUREL PAX	46 381,00	
CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEIN	700 536,00	
CENTRE SOC PORTE MIROIR	263 814,00	
CENTRE SOCIEL ET CULTUREL LE BOAT	1 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ILLZACH	25 363,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER	287 414,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL COREAL	13 805,00	
CERCLE SAINT ULRICH	500,00	
CETIM GRAND EST	98 000,00	
CFDT VILLE DE MULHOUSE M2A	840,00	
CGT CAMSA	420,00	
CIDFF 68 CTR INFO DROITS DE LA FEMME	11 500,00	
CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC	190 000,00	
CLUB VOSGIEN DE MULHOUSE ET CRETES	3 520,50	
CLUB VOSGIEN GUEWENHEIM	1 080,00	
CLUB VOSGIEN SOULTZ	930,00	
COB 30	20 000,00	
COSMOSPORT	4 000,00	
CRECHE LES P TITS LOUPS MOENSCHBERG	8 000,00	
CREPI ALSACE	5 000,00	
CROUS	100 000,00	
CSC LA PASSERELLE	1 156 524,30	
CSC PAPIN	230 707,00	
ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE	138 600,00	
ECOLE ELEMENTAIRE JULES VERNE	1 500,00	
ECOLE SUPERIEURE PRAXIS SOCIALE MULHOUSE	400,00	
ELAN SPORTIF	5 000,00	
ESAT SINCLAIR ASSOCIATION MARGUERITE SINCLAIR	25 065,00	
EURORHEINPORTS	5 000,00	
FED DEPART FOYERS CLUBS HAUT RHIN	764 741,71	
FRANCE ACTIVE ALSACE	27 250,00	
GRAND E NOV	47 500,00	
GROUPE CHANTS DANSES POLONIA	300,00	
JAZZ A MULHOUSE	4 500,00	
KALIVIE MONSIEUR ROLAND RINGENBACH	34 000,00	
KMO CAMPUS	100 000,00	
L AIRE MOMES	29 794,00	
L ATELIER DE LA VIE	187 271,00	
L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6	302 391,00	
L ILE AUX COPAINS	266 887,00	
LA BOBINE MJC CSC PFASTATT	245 379,60	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA MARGELLE	400,00	
LA PETITE OURSE	1 750,00	
LA POTASSINE	5 144,00	
LE MOULIN DE LUTTERBACH	109 000,00	
LES AMIES DES SHEDS	18 955,00	
LES ARBORICULTEURS DE KINGERSHEIM	307,25	
LES COPAINS D ABORD	435 064,00	
MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE	593 768,00	
MAISON DES FAMILLES	400,00	
MAISON EUROPENNE DE L ARCHITECTURE	5 000,00	
MAISON GRAND EST EUROPE	12 000,00	
MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION	313 099,00	
MJC BOLLWILLER	383 402,00	
MJC WITTENHEIM	53 800,00	
MOBILITE POUR L EMPLOI	8 000,00	
MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE HAUT RHIN	500,00	
MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE	426 038,00	
MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE	166 914,00	
MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE PFASTATT	124 681,00	
MUSEE DE L IMPRESSION SUR ETOFFE	167 150,00	
NATURHENA	300,00	
OFFICE POUR LA LANGUE ET LA CULTURE ALSACE	5 000,00	
ORIV OBSERVATOIRE REGIONAL DE INTEGRATION ET DE LA VILLE	10 000,00	
PACT DU HAUT RHIN	1 000,00	
PROYECTO MONO TOCON	1 000,00	
QUEST FOR CHANGE	60 000,00	
REAGIR ENTREPRISE D INSERTION	328 058,00	
RUCHER ECOLE SUD ALSACE	976,00	
SAPEUR POMPIER DU HAUT RHIN	350,00	
SECOURISTE CROIX BLANCHE SAUSHEIM	200,00	
SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE	574 089,00	
SEMIA	47 500,00	
SOCIETE BOTANIQUE D ALSACE	3 300,00	
SOCIETE DE GYMNASTIQUE DIDENHEIM	17 500,00	
SOCIETE MEMBRES LEGION D HONNEUR SMLH HAUT RHIN	1 425,00	
SOLIDARITE FEMMES 68	600,00	
SUD ALSACE INITIATIVE	10 000,00	
SYNDICAT COPROPRIETE RESIDENCE LA FORET 1	23 581,51	
SYNDICAT COPROPRIETE RESIDENCE LA FORET 2	25 649,20	
SYNDICAT UNSA	840,00	
TECHNOPOLE REGION MULHOUSE	190 150,00	
TERRE DE LIENS ALSACE	11 500,00	
THEMIS ASS ACCESS DROIT POUR ENFANT	48 000,00	
TRANSMETTEURS CLUB MULHOUSE ILLZACH - STAR68 TCMI	1 000,00	
TUBA MULHOUSE SUD ALSACE	19 000,00	
UNIS CITE	8 000,00	
USAE DE LA FPT	840,00	
VIE ET SOUFFLE DANS LE MONDE - DOMAINE DE L ASNEE	150,00	
WIT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL	350 440,00	
ZGAP ZOOLOGISCHE GESELLSCHAFT ART	1 400,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ZILE	200,00	
Entreprises	**2 812 537,23**	
ADAPEI PAPILLONS BLANCS D ALSACE	34 929,00	
BIANCHI PRESTATIONS	3 743,33	
CITIVIA SEM	231 250,00	
CITIVIA SPL	768 578,00	
CSRS CENTRE SUISSE DE RECHER SCIENTIFIQUES	3 000,00	
DE LA BICHE	3 802,23	
DOMAINE AGRICOLE DE HEIMSBRUNN	7 006,09	
DOMIAL HABITAT FAMILIAL D ALSACE	116 020,00	
EARL DES LYS	12 000,00	
EARL DES TROIS BOULEAUX	12 000,00	
EARL DU MUHLBACH	11 824,75	
EARL GERUM GERARD	11 187,98	
EARL KOENIG JEAN PIERRE	11 184,55	
EARL LA BERGERIE	2 845,52	
EARL LES TILLEULS	12 000,00	
EARL WENTZ	10 766,05	
EAZA	1 000,00	
ECOOPARC	21 000,00	
GAEC DOMAINE BERTSCHWILLER	5 537,05	
GAEC DU BAS SUNDGAU FERME FISCHER	12 000,00	
GAEC FERME DE L'ILL	12 000,00	
GREVY S ZEBRA TRUST	1 500,00	
HABITATS DE HAUTE ALSACE	142 182,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	83 250,00	
KINDLER HERR	2 735,31	
LANDWERLIN BERNARD ET VIVIEN	6 944,73	
LES PETITS PECHEURS FISCHER MARIE	4 987,94	
MARTIN LANDRY	5 000,00	
NEOLIA	315 000,00	
NEXITY LAMY	2 673,00	
NOUNES	1 500,00	
OKAPI CONSERVATION PROJECT C O WILDLIFE CONSERVATION GL	1 500,00	
PARC EXPO MULHOUSE	185 750,00	
SAS CŒUR PAYSAN	154 500,00	
SCEA BIHR	12 000,00	
SCEA DE L UNION	11 294,56	
SCEA DE RIX	2 119,04	
SCEA FERME DE LA CHAPELLE	7 109,91	
SCEA GRUNTZ HETZLEN	6 759,19	
SCEA JMS AGRI	2 299,43	
SCEA KLEINHANS RISS	3 034,76	
SCEA RISS LOUIS ET FILS	12 000,00	
SCEA SAINT MARTIN	10 636,83	
SCEA SCHMERBER	11 073,88	
SCEA SPONY	7 605,00	
SCEA WICKY	6 710,50	
SCHILDKNECHT	5 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SCI CORNEILLES 9	6 000,00	
SCI ID IMMO	12 000,00	
SCI KAYS	1 000,00	
SCI MASALE	7 500,00	
SCI REGLISSE	7 500,00	
SCI VF	3 000,00	
SEML OKTAVE	21 307,60	
SIFAKA CONSERVATION COTSWOLD WILDLIFE PARK CONSE	1 950,00	
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CIT OUVRIERES	135 000,00	
THE ZOOLOGICAL STE LONDON	1 500,00	
VAGO CENTRE D ACTIVITE BEAULIEU O	303 939,00	
WAPCA TIERGARTEN HEILDELBERG	3 000,00	
Personnes physiques	**181 972,57**	
[redacted]	1 000,00	
	1 000,00	
	6 500,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	2 500,00	
	4 500,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	5 068,39	
	1 000,00	
	1 500,00	
	4 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	5 982,72	
	1 000,00	
	2 500,00	
	1 000,00	
	1 500,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
PEOPLE AND BABY	113 921,46	
[redacted]	1 000,00	
	1 500,00	
	6 500,00	
	1 000,00	
	1 000,00	
	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
[redacted]	1 000,00 1 000,00	
Autres	**847 928,00**	
SOCIETE PUBL LOCALE ENFANCE ANIMATION SPLEA	847 928,00	
Personnes de droit public	**27 907 622,19**	
Etat	**586 250,00**	
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	586 250,00	
Régions	**0,00**	
Départements	**109 898,90**	
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE CEA	109 898,90	
Communes	**11 927 097,58**	
COMMUNE D ILLZACH	30 584,51	
COMMUNE D ILLZACH	30 584,51	
COMMUNE D OTTMARSHEIM	18 904,00	
COMMUNE D OTTMARSHEIM	18 904,00	
COMMUNE D UNGERSHEIM	45 121,00	
COMMUNE D UNGERSHEIM	45 121,00	
COMMUNE DE BANTZENHEIM	1 071,15	
COMMUNE DE BANTZENHEIM	1 071,15	
COMMUNE DE BATTENHEIM	24 900,00	
COMMUNE DE BATTENHEIM	24 900,00	
COMMUNE DE BOLLWILLER	10 669,80	
COMMUNE DE BOLLWILLER	10 669,80	
COMMUNE DE BRUEBACH	13 517,00	
COMMUNE DE BRUEBACH	13 517,00	
COMMUNE DE BRUNSTATT DIDENHEIM	45 000,00	
COMMUNE DE BRUNSTATT DIDENHEIM	45 000,00	
COMMUNE DE CHALAMPE	20 535,00	
COMMUNE DE CHALAMPE	20 535,00	
COMMUNE DE DIETWILLER	22 500,00	
COMMUNE DE DIETWILLER	22 500,00	
COMMUNE DE GALFINGUE	7 774,50	
COMMUNE DE GALFINGUE	7 774,50	
COMMUNE DE LUTTERBACH	976 464,00	
COMMUNE DE LUTTERBACH	976 464,00	
COMMUNE DE MORSCHWILLER LE BAS	35 563,00	
COMMUNE DE MORSCHWILLER LE BAS	35 563,00	
COMMUNE DE NIFFER	21 216,50	
COMMUNE DE NIFFER	21 216,50	
COMMUNE DE PETIT LANDAU	17 647,00	
COMMUNE DE PETIT LANDAU	17 647,00	
COMMUNE DE RUELISHEIM	45 000,00	
COMMUNE DE STAFFELFELDEN	35 000,00	
COMMUNE DE STAFFELFELDEN	35 000,00	
COMMUNE DE WITTELSHEIM	7 798,11	
COMMUNE DE WITTELSHEIM	7 798,11	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE ZILLISHEIM	6 753,00	
COMMUNE DE ZILLISHEIM	6 753,00	
MAIRIE BERRWILLER	17 395,00	
MAIRIE BERRWILLER	17 395,00	
MAIRIE DE BALDERSHEIM	22 500,00	
MAIRIE DE BALDERSHEIM	22 500,00	
MAIRIE DE ESCHENTZWILLER	38 488,50	
MAIRIE DE ESCHENTZWILLER	38 488,50	
MAIRIE DE FLAXLANDEN	156 036,00	
MAIRIE DE FLAXLANDEN	156 036,00	
MAIRIE DE HABSHEIM	383 918,00	
MAIRIE DE HABSHEIM	383 918,00	
MAIRIE DE KINGERSHEIM	72 187,00	
MAIRIE DE KINGERSHEIM	72 187,00	
MAIRIE DE PFASTATT	58 506,00	
MAIRIE DE PFASTATT	58 506,00	
MAIRIE DE RICHWILLER	7 000,00	
MAIRIE DE RICHWILLER	7 000,00	
MAIRIE DE RIEDISHEIM	1 427 651,98	
MAIRIE DE RIEDISHEIM	1 427 651,98	
MAIRIE DE RIXHEIM	207 645,00	
MAIRIE DE RIXHEIM	207 645,00	
MAIRIE DE SAUSHEIM	18 868,93	
MAIRIE DE SAUSHEIM	18 868,93	
MAIRIE DE ZIMMERSHEIM	14 108,00	
MAIRIE DE ZIMMERSHEIM	14 108,00	
MAIRIE FELDKIRCH	22 500,00	
MAIRIE FELDKIRCH	22 500,00	
MAIRIE PULVERSHEIM	22 500,00	
MAIRIE PULVERSHEIM	22 500,00	
STADT NEUENBURG AM RHEIN	3 000,00	
VILLE DE MULHOUSE	2 106 845,31	
VILLE DE MULHOUSE	2 106 845,31	
VILLE DE WITTENHEIM	22 380,50	
VILLE DE WITTENHEIM	22 380,50	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**15 218 018,94**	
CA ST LOUIS AGGLOMERATION	38 000,00	
COM COM DU PAYS DE NEUF BRIS GECT EURODISTRICT	15 000,00	
COMCOM ALSACE RHIN BRISACH	4 250,00	
DRFIP AUVERGNE RHONE ALPES D SERVICE LIAISON REMUNERATION	13 222,60	
M2A HABITAT OPH MULHOUSE HABITAT	469 500,00	
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	14 640 735,00	
REGIE DE BOURTZWILLER	12 500,00	
REGIE PERSONNALISEE DE LA REUSSITE EDUCATIVE RE	10 000,00	
SYMBIO SYNDICAT MIXTE LE BIOSCOPE	14 811,34	
Autres	**66 356,77**	
REGIO BASILIENSIS IKRB INFOBEST	5 687,46	
ROYAL ZOOLOGICAL SOCIETY OF SOUTH AUSTRALIA	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SNCF RESEAU	59 669,31	

IV– ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES	B8.1.2

SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES

(Articles L. 4312-11 et L. 3312-5 du CGCT)

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE BRUNSTATT DIDENHEIM

Numéro de SIREN (2) : 200057909

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	45 000,00	0,00
Total			**45 000,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE BALDERSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216800151

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	22 500,00	0,00
Total			**22 500,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE BANTZENHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216800201

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	1 071,15	0,00
Total			**1 071,15**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE BATTENHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216800227

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	24 900,00	0,00
Total			**24 900,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE BERRWILLER

Numéro de SIREN (2) : 216800326

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

		2041411	17 395,00	0,00
Total			**17 395,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE BOLLWILLER

Numéro de SIREN (2) : 216800433

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	10 669,80	0,00
Total			**10 669,80**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE BRUEBACH

Numéro de SIREN (2) : 216800557

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	13 517,00	0,00
Total			**13 517,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE CHALAMPE

Numéro de SIREN (2) : 216800649

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	20 535,00	0,00
Total			**20 535,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE DIETWILLER

Numéro de SIREN (2) : 216800722

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	22 500,00	0,00
Total			**22 500,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE ESCHENTZWILLER

Numéro de SIREN (2) : 216800847

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	38 488,50	0,00
Total			**38 488,50**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE FELDKIRCH

Numéro de SIREN (2) : 216800888

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	22 500,00	0,00
Total			**22 500,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE FLAXLANDEN

Numéro de SIREN (2) : 216800938

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411,2041412	156 036,00	0,00
Total			**156 036,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE GALFINGUE

Numéro de SIREN (2) : 216801019

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	7 774,50	0,00
Total			**7 774,50**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE HABSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216801183

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411,2041412	383 918,00	0,00
Total			**383 918,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE D ILLZACH

Numéro de SIREN (2) : 216801548

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		65748,2041411	30 584,51	0,00
Total			**30 584,51**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE KINGERSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216801662

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		65748,2041411	72 187,00	0,00
Total			**72 187,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE LUTTERBACH

Numéro de SIREN (2) : 216801951

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411,2041412	976 464,00	0,00
Total			**976 464,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE MORSCHWILLER LE BAS

Numéro de SIREN (2) : 216802181

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	35 563,00	0,00
Total			**35 563,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : VILLE DE MULHOUSE

Numéro de SIREN (2) : 216802249

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411,2041412	2 106 845,31	0,00
Total			**2 106 845,31**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE NIFFER

Numéro de SIREN (2) : 216802389

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	21 216,50	0,00
Total			**21 216,50**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE D OTTMARSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216802538

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		65748,2041411	18 904,00	0,00
Total			**18 904,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE PETIT LANDAU

Numéro de SIREN (2) : 216802546

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	17 647,00	0,00
Total			**17 647,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE PFASTATT

Numéro de SIREN (2) : 216802561

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	58 506,00	0,00
Total			**58 506,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE PULVERSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216802587

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	22 500,00	0,00
Total			**22 500,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE RICHWILLER

Numéro de SIREN (2) : 216802702

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	7 000,00	0,00
Total			**7 000,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE RIEDISHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216802710

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411,2041412	1 427 651,98	0,00
Total			**1 427 651,98**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE RIXHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216802785

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		65748,2041411,2041412	207 645,00	0,00
Total			**207 645,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE RUELISHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216802892

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		2041411	45 000,00	0,00
Total			**45 000,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE SAUSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803007

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		2041411	18 868,93	0,00
Total			**18 868,93**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE STAFFELFELDEN

Numéro de SIREN (2) : 216803213

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		2041411	35 000,00	0,00
Total			**35 000,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE D UNGERSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803437

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		2041411	45 121,00	0,00
Total			**45 121,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE WITTELSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803759

Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
		2041412	7 798,11	0,00

Total	**7 798,11**	**0,00**

Nom de la commune (1) : VILLE DE WITTENHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803767

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	22 380,50	0,00
Total			**22 380,50**	**0,00**

Nom de la commune (1) : COMMUNE DE ZILLISHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803841

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	6 753,00	0,00
Total			**6 753,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : MAIRIE DE ZIMMERSHEIM

Numéro de SIREN (2) : 216803866

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
		2041411	14 108,00	0,00
Total			**14 108,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par la collectivité.

(2) Numéro à 9 chiffres.

(3) Détailler le numéro d'article.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**361,00**	**9,00**	**370,00**	**250,00**	**81,00**	**331,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	149,00	9,00	158,00	134,00	11,00	145,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	5,00	0,00	5,00	4,00	2,00	6,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	124,00	0,00	124,00	70,00	46,00	116,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	6,00	0,00	6,00	2,00	1,00	3,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	77,00	0,00	77,00	40,00	21,00	61,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**909,00**	**67,00**	**976,00**	**815,00**	**118,00**	**933,00**
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	619,00	67,00	686,00	601,00	67,00	668,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	97,00	0,00	97,00	87,00	7,00	94,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	62,00	0,00	62,00	40,00	16,00	56,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	123,00	0,00	123,00	82,00	28,00	110,00
FILIERE SOCIALE (d)		**21,00**	**0,00**	**21,00**	**21,00**	**7,00**	**28,00**
AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX	C	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	17,00	0,00	17,00	15,00	6,00	21,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**22,00**	**1,00**	**23,00**	**18,00**	**5,00**	**23,00**
AUXILIAIRES DE SOINS TERRIT.	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	15,00	1,00	16,00	12,00	4,00	16,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
PUÉRICULTRICE TERRITORIALE	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**1,00**	**2,00**
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**48,00**	**1,00**	**49,00**	**37,00**	**14,00**	**51,00**
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	44,00	1,00	45,00	32,00	14,00	46,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**7,00**	**2,00**	**9,00**
ASSISTANTS D ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE TERR.	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR.	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
PAT							
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**77,00**	**252,00**	**329,00**	**248,00**	**64,00**	**312,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	0,00	0,00	0,00	0,00	53,00	53,00
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	33,00	231,00	264,00	234,00	0,00	234,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	44,00	21,00	65,00	14,00	11,00	25,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 451,00**	**330,00**	**1 781,00**	**1 397,00**	**292,00**	**1 689,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**7 011 354,00**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	404	23 512,80	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	363	21 126,60	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	354	20 602,80	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	360	20 952,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-2°	CDD CDD ART 3 2° SAISONNIERS
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-2°	CDD CDD ART 3 2° SAISONNIERS
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-2°	CDD CDD ART 3 2° SAISONNIERS
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	354	20 602,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	792	46 094,40	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	667	38 819,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	451	26 248,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	416	24 211,20	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	385	22 407,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 475,80	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 010,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	356	20 719,20	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	381	22 174,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	396	23 047,20	332-8-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	363	21 126,60	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	361	21 010,20	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	363	21 126,60	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	359	20 893,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	356	20 719,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	502	29 216,40	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	690	40 158,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	673	39 168,60	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	673	39 168,60	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	830	48 306,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	690	40 158,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	650	37 830,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	333-1_333-10	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	824	47 956,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	575	33 465,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	890	51 798,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	806	46 909,20	333-1_333-10	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	640	37 248,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	768	44 697,60	332-23-1°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	332-24	CDD CDD ART 3-2 VACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	396	23 047,20	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	972	56 570,40	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	756	43 999,20	333-1_333-10	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	415	24 153,00	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	359	20 893,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	369	21 475,80	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	390	22 698,00	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	502	29 216,40	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	404	23 512,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	404	23 512,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	426	24 793,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	415	24 153,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	806	46 909,20	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	650	37 830,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	578	33 639,60	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	610	35 502,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	637	37 073,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	540	31 428,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	478	27 819,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	445	25 899,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	540	31 428,00	332-8-1°	CDD CDD ART 3-3 1° HORS CE
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	390	22 698,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	445	25 899,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	650	37 830,00	332-23-2°	CDD CONTRAT DE PROJET
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	925	53 835,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	477	27 761,40	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	381	22 174,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	359	20 893,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	503	29 274,60	332-8-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	587	34 163,40	332-8-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 338,20	343-1_343-3	CDI CDI ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 375,20	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	343-1_343-3	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	396	23 047,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	359	20 893,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 338,20	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	359	20 893,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	534	31 078,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	332-23-1°	CDD CONTRAT 1AN TRAVAILLEURS HANDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	361	21 010,20	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**40 972,80**		
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	343-1_343-3	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D ANIMATION	C	ANIM	352	20 486,40	332-13	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
TOTAL GENERAL				**7 052 326,80**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Concession exploitation/gestion des cinq aires d'acceuil des gens du voyage de m2A	VAGO		SAS	303 939,00
- Exploitation de la Maison de la Petite enfance à Kingersheim	Association La Souris Verte		Association	313 141,00
- Exploitation du multi accueil La Marelle Site Glück à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein		Association	198 457,00
- Exploitation du multi accueil l'Accueillette à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papin		Association	230 707,00
- Exploitation multi accueil Moulin des couleurs à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Wagner		Association	287 414,00
- Exploitation du multi-accueil collectif et familial du site Nouveau Bassin à Mulhouse	People & Baby		SAS	113 921,46
- Activités Petite Enfance et Périscolaire de Bollwiller	Association de la MJC de Bollwiller		Association	382 968,00
- Exploitation multi accueil et activités extra et périscolaires site Entremont à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	341 595,80
- Exploitation du périscolaire de Baldersheim	Association Les Copains d'Abord		Association	128 481,00
- DSP multi-accueil et périscolaire Ile Napoléon à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	360 268,50
- DSP périscolaire Sausheim	Association Les Copains d'abord		Association	306 583,00
- DSP périscolaire Zillisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	118 025,48
- DSP périscolaire Didenheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	109 740,04
- DSP périscolaire Morschwiller-le-Bas	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	221 793,45
- DSP périscolaire Heimsbrunn-Galfingue	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	117 746,32
- DSP périscolaire Habsheim Eschentzwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	184 656,00
- DSP périscolaire Dietwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	82 231,00
- DSP périscolaire Ilôt Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	105 364,60
- DSP périscolaire Récré ô Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	144 982,00
- DSP périscolaire "La Courte Echelle" à Riedisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	208 343,30
- DSP périscolaire Wittelsheim	CSC Wittelsheim		Association	350 440,00
- DSP périscolaire et extrascolaire Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	847 428,00
Détention d'une part du capital				
- Délibérations du 25/03/2004+SIZIRM, 30/09/2019	SAEML Du Parc des Expositions		SAEML	3 325 917,62
- Délibérations des 23/09/2004 , 25/09/2009, 30/09/2019	CITIVIA		SEM	718 931,27
- Délibération du 23/06/2005	SOMCO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE 3F		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	COOPERATION ET FAMILLE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NOUVEAU LOGIS DE L'EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SAFC		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	LOGIEST		SA D'HLM	0,10

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Délibération du 23/06/2005	HABITAT FAMILIAL D'ALSACE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NORD ET EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 27/06/2008	BATIGERE NORD EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 20/12/2013	CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE		SA COOP.	49 996,00
- Délibération du 19/12/2014	EGONE		SCP HLM	99 994,25
- Délibérations des 09/12/2016, 27/03/2017, 30/09/2020, 26/06/2023	CITIVIA SPL		SPL	1 295 910,00
- Délibération des 26/06/2017, 18/06/2020	SYNDICAT MIXTE GESTION DES PORTS SUD ALSACE		SYNDICAT MIXTE	511 000,00
- Délibération du 31/05/2021	OFFICE FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE		OFS	50 000,00
- Délibération du 31/05/2021	PROCIVIS ALSACE		SCIC	4 800,00
- Délibération du 14/12/2020	LA MAISON DU TERRITOIRE		SAEML	2 475 000,00
- Délibération du 28/06/2021	OKTAVE		SEM	3 000,00
- Délibération du 18/01/2021	NOVARHENA		SEM	20 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	CITIVIA SPL		Autres Structures privées	12 376 231,69
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	35 901 289,72
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	49 865 590,00
- Garantie d'emprunt	SOMCO		SA HLM	24 674 849,84
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	16 616 314,76
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	36 414 248,26
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Collectivités	1 006 529,82
- Garantie d'emprunt	DOMIAL ESH		SA HLM	36 613 211,31
- Garantie d'emprunt	APALIB		Association	2 737 733,82
- Garantie d'emprunt	SAS KMO		Entreprise	979 407,68
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	6 024 898,28
- Garantie d'emprunt	SCI FAMSOL		Entreprise	126 563,36
- Garantie d'emprunt	BATIGERE		SA HLM	19 124 206,85
- Garantie d'emprunt	PIERRES ET TERRITOIRES DE France		SA HLM	62 210,32
- Garantie d'emprunt	SAEML MULHOUSE EXPO		SEM	984 766,01
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention	ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS		Association	76 092,00
- Subvention	ATMO GRAND EST		Association	79 497,00
- Subvention	IMMOBILIERE 3F GRAND EST		Personne morale de droit privé	83 250,00
- Subvention	APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES		Association	96 693,00
- Subvention	CETIM GRAND EST		Association	98 000,00
- Subvention	KMO CAMPUS		Association	100 000,00
- Subvention	CROUS		Association	100 000,00
- Subvention	LE MOULIN DE LUTTERBACH		Association	109 000,00
- Subvention	COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE CEA		Collectivités	109 898,90
- Subvention	PEOPLE AND BABY		Personne morale de droit privé	113 921,46
- Subvention	DOMIAL HABITAT FAMILIAL D ALSACE		Personne morale de droit privé	116 020,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subvention	MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE PFASTATT		Association	124 681,00
- Subvention	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CIT OUVRIERES		Personne morale de droit privé	135 000,00
- Subvention	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE		Association	138 600,00
- Subvention	ADIRA AGCE DVPT ALSACE		Association	141 440,00
- Subvention	HABITATS DE HAUTE ALSACE		Personne morale de droit privé	142 182,00
- Subvention	SAS CŒUR PAYSAN		Personne morale de droit privé	154 500,00
- Subvention	MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE		Association	166 914,00
- Subvention	MUSEE DE L IMPRESSION SUR ETOFFE		Association	167 150,00
- Subvention	ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68		Association	170 000,00
- Subvention	AGCE LOCALE MAITRISE ENERGIE MULHOUSE		Association	183 679,51
- Subvention	PARC EXPO MULHOUSE		Personne morale de droit privé	185 750,00
- Subvention	L ATELIER DE LA VIE		Association	187 271,00
- Subvention	ASSOCIATION CLAIRE JOIE		Association	189 606,00
- Subvention	CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC		Association	190 000,00
- Subvention	TECHNOPOLE REGION MULHOUSE		Association	190 150,00
- Subvention	ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE		Association	220 638,00
- Subvention	CSC PAPIN		Association	230 707,00
- Subvention	CITIVIA SEM		Personne morale de droit privé	231 250,00
- Subvention	LA BOBINE MJC CSC PFASTATT		Association	245 379,60
- Subvention	CENTRE SOC PORTE MIROIR		Association	263 814,00
- Subvention	L ILE AUX COPAINS		Association	266 887,00
- Subvention	ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS		Association	286 055,00
- Subvention	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER		Association	287 414,00
- Subvention	L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6		Association	302 391,00
- Subvention	VAGO CENTRE D ACTIVITE BEAULIEU O		Personne morale de droit privé	303 939,00
- Subvention	MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION		Association	313 099,00
- Subvention	ASSO HALTE GARDERIE LA SOURIS VERTE		Association	313 141,00
- Subvention	NEOLIA		Personne morale de droit privé	315 000,00
- Subvention	REAGIR ENTREPRISE D INSERTION		Association	328 058,00
- Subvention	WIT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL		Association	350 440,00
- Subvention	MJC BOLLWILLER		Association	383 402,00
- Subvention	CENTRE SOC CULT BEL AIR		Association	393 724,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subvention	MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE		Association	426 038,00
- Subvention	LES COPAINS D ABORD		Association	435 064,00
- Subvention	ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL		Association	460 694,00
- Subvention	M2A HABITAT OPH MULHOUSE HABITAT		Etablissement public	469 500,00
- Subvention	AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX		Association	517 790,00
- Subvention	SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	574 089,00
- Subvention	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE		Etablissement public	586 250,00
- Subvention	MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE		Association	593 768,00
- Subvention	CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEIN		Association	700 536,00
- Subvention	AGENCE DE FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE SUD ALSACE - AFUT SUD ALSACE		Association	713 000,00
- Subvention	FED DEPART FOYERS CLUBS HAUT RHIN		Association	764 741,71
- Subvention	CITIVIA SPL		SPL	768 578,00
- Subvention	SOCIETE PUBL LOCALE ENFANCE ANIMATION SPLEA		Société publique	847 928,00
- Subvention	ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE		Association	866 863,00
- Subvention	AMICALE DU PERSONNEL VILLE D MULHOUSE ET M2A		Association	1 102 850,87
- Subvention	CSC LA PASSERELLE		Association	1 156 524,30
- Subvention	AGENCE DE L ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	1 176 741,00
- Subvention	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE TRANSPORTS		Communauté d'agglomération	14 640 735,00
Autres				
- Prêt accession propriété	agent		Particulier	76 300,00
- Avance remboursable	CITIVIA SPL		Autres Structures privées	2 000 000,00
- Avance remboursable	MUSEE DE L AUTOMOBILE		Association	300 000,00
- Avance remboursable	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE EAU		Communauté d'agglomération	7 000 000,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Mulhousienne (SIVOM)		Contribution des EPCI et des communes membres	17 708 678,89
Syndicat mixte du Bioscope (SYMBIO)		Contribution des EPCI et des communes membres	14 811,34
Syndicat mixte de la Lauch		Contribution des collectivités membres	26 429,00
Syndicat mixte de la Thur Aval		Contribution des collectivités membres	33 883,00
Syndicat mixte de la Doller		Contribution des collectivités membres	69 684,00
Syndicat mixte de l'Ill		Contribution des collectivités membres	393 071,00
Syndicat mixte des cours d'eau et des canaux de la Plaine du Rhin		Contribution des collectivités membres	50 466,00
Syndicat mixte des cours d'eau du Sundgau oriental		Contribution des collectivités membres	81 735,00
Autres organismes de regroupement			
EPAGE de la Largue		Contribution des collectivités membres	6 679,80

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
REGIE	BA CHAUFFAGE URBAIN	01/01/2017	15/06/2016	20006600900024	SPIC	oui
REGIE	BA TRANSPORTS URBAINS	01/01/2017	16/06/2016	20006600900032	SPIC	oui
REGIE	BA ZAE GARE BANTZENHEIM	01/01/2017	15/06/2016	20006600900040	SPIC	oui
REGIE	BA REGIE DE L EAU	01/01/2020	30/09/2019	20006600900065	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**64 696 660,89**	**319 135,65**	
Acquisitions à titre onéreux			**16 838 131,85**	**315 781,65**	
	COMPTE 2188 - BIENS DE FAIBLE VALEUR		52 160,82	0,00	1
	COMPTE 2158 - BIENS DE FAIBLE VALEUR		22 966,42	0,00	1
	COMPTE 21838 - BIENS DE FAIBLE VALEUR		11 707,57	0,00	1
	SUB23 - CPER SUB ETAT ROCADE NORD MULHOUSE		10 936,68	0,00	30
	SUB23 - RACCORDEMENT EAP		59 669,31	0,00	30
	SUB23 - CPER SUB CG DYNAMIQUE TRAFIC SILLON MULHOUSIEN		97 344,00	0,00	30
	SUB23 - GERPLAN SUB EQUIPT COMMUNES		1 080,00	0,00	5
	SUB23 - FONDS NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE		1 020 020,30	0,00	5
	SUB23 - BIODIVERSITE AGRI COMMUNES		4 156,91	0,00	1
	SUB23 - PARTICIPATION PERISCOLAIRE VICTOR HUGO		507 828,90	0,00	30
	SUB23 - PARTICIPATION PERI FLAXLANDEN		150 000,00	0,00	30
	SUB23 - PARTICIPATION PERI RIEDISHEIM		1 325 665,50	0,00	30
	SUB23 - PERISCOLAIRE LUTTERBACH		923 886,00	0,00	30
	SUB23 - MUSEE RIXHEIM		16 760,00	0,00	30
	SUB23 - PPRT DROIT DE DELAISSEMENT		13 222,60	0,00	30
	SUB23 - EQUIPEMENT COMMUNES PISTES CYCLABLES		7 798,11	0,00	30
	SUB23 - SUBVENTION EQUIPEMENT STRUCTURES PETITE ENFANCE		49 687,00	0,00	5
	SUB23 - BIODIVERSITE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL		15 000,00	0,00	5
	SUB23 - EQUIPEMENT AURM		6 000,00	0,00	5
	SUB23 - SUB EQUIPEMENT MUSEES M2A		121 363,00	0,00	30
	SUB23 - EQUIPT MUSEE MINE WITTELSHEIM		25 000,00	0,00	30
	SUB23 - EQUIPT MUSEE MOTO		3 000,00	0,00	30
	SUB23 - SUBVENTION EQUPEMENT LOGEMENT SOCIAL PRIVE		204 020,00	0,00	30
	SUB23 - SUBVENTION HABITAT INDIGNE		51 000,00	0,00	30
	SUB23 - SUBVENTION ENERGIE		32 000,00	0,00	30
	SUB23 - PARC SOCIAL REHABILITATION OU DEMOLITION		447 750,00	0,00	30
	SUB23 - PARTICIPATION PLAN REBOND		12 000,00	0,00	30
	TVX23 - PERI HAUT-POIRIER		62 932,90	0,00	0
	EX23-FONTAINE A EAU		2 314,80	257,00	8
	EX23-CONVECTEUR		1 199,90	0,00	1
	EX23-FRIGO		2 304,00	241,00	8
	EX23-LAVE LINGE - GLUCK		13 482,00	1 343,00	8
	EX23-LAVE VAISSELLE - AUDEBERT - PERI BERNWIL		5 944,54	466,00	8
	EX23-FRIGO - GLUCK - CORA		1 080,00	0,00	1
	EX23-ARMOIRE FROPERI KING		3 771,12	126,00	8
	EX23-MACHINE LAVER - PERI MONTAIGNE		4 512,96	136,00	8
	EX23-FRIGOS PERI STAFF ET ESCHENTZWILLER		2 879,98	72,00	8
	RINGENBACH - BARNUMS PLI		8 120,40	850,00	8
	EX23-JEU DE CONSTRUCTIONS PERI ILLBERG		1 227,97	72,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-ENCEINTE - PERI L MICHEL		1 018,33	0,00	1
	MINI FOUR -BARTHOLDI - DARTY		149,99	0,00	1
	EX23-ENCEINTE - PERI RIEDISHEIM LYAUTEY		94,00	0,00	1
	EX23-ENCEINTE TCHOUKBALL - PERI KLEBER		301,10	0,00	1
	EX23-ENCEINTE - INVEST - PERI METAIRIE		201,13	0,00	1
	EX23-PANIER DE BASKET - PERI KLEBER		84,34	0,00	1
	ENCEINTE - PERI DROUOT		78,00	0,00	1
	EX23-PERI REININGUE		161,59	0,00	1
	EX23-PLASTIFIEUSE - PERI WITT PASTEUR		115,50	0,00	1
	EX23-SOUFFLANTS - DIRECTION		449,93	0,00	1
	EX23-TELEPHONES - PERI - CORA		1 092,00	0,00	1
	EX23-MAT SENSORIEL		4 210,34	468,00	8
	LIT - PAPOUILLE - MA HABSHEIM		1 188,00	0,00	1
	JEUX ET JOUET - LA SOURIS VERTE		5 105,39	400,00	8
	EX23-POUSSETTES - MA HABSHEIM -PAPOUILLE		1 599,79	98,00	8
	EX23-FRIGOS - MA ET RPE - CORA		1 138,80	0,00	1
	EX23-BAIN MARIE - MA - ECOTEL		1 027,79	0,00	1
	EX23-LINGE -S.VERTE - CENTEX		2 473,10	83,00	8
	TAPIS - MA WITTEHEIM - WESCO		100,89	0,00	1
	ENCEINTE - RPE BOURTZWILLER		239,99	0,00	1
	PLASTIFIEUSE - RPE WITTENHEIM - HISLER		294,48	0,00	1
	BALAFON -RPE BALDERSHEIM		397,60	0,00	1
	EX23-OUTILLAGE - GLUCK - CREATION UNITE		1 238,33	63,00	8
	TALKIES		3 862,14	461,00	8
	BASE MASSES		4 646,33	555,00	8
	BACS RETENTION		1 606,38	192,00	8
	EX23-PDS DEFIBRILLATEUR		1 464,00	170,00	8
	EX23-STADE CIRCULATEUR		1 068,70	0,00	1
	EX23-1 BATTERIE ASPIRATEUR STADE ILL		1 598,40	168,00	8
	EX23-AQUARHIN ECHELLE ALU		1 111,20	0,00	1
	EX23-POMPE REININGUE		1 430,76	137,00	8
	AQUARHIN BANCS LIGNES EAU		1 726,44	165,00	8
	EX23-ILLBERG VIDEO		7 560,00	434,00	8
	EX23-ILLBERG AUTO LAVEUSE		4 207,55	227,00	8
	EX23-LAVEUSE ILLBERG		3 827,98	196,00	8
	EX23-1 SERVANTE TIROIRS ILE NAPOLEON		1 500,00	59,00	8
	EX23-ATP METRIE ILLBERG		2 967,60	105,00	8
	PISCINES APPAREIL MESURE DIOXYDE		766,80	0,00	1
	SECHE-MAINS DOLLER		579,02	0,00	1
	EX23-SIGNALETIQUE BACHE PATINOIRE		1 375,20	32,00	8
	CURIE BOULONNEUSE		874,85	0,00	1
	EX23-CNHN POMPES ECO		1 261,20	29,00	8
	EX23-1 FONTAINE MOBILE ILE NAPOLEON		1 690,80	39,00	8
	8 CONVECTEURS CURIE		847,87	0,00	1
	EX23-MAT.ELECTRO PORTATIF CURIE		1 425,60	26,00	8
	EX23-THERMOSTAT ILE NAPOLEON		1 138,75	0,00	1
	AQUARHIN COMPRESSEUR		499,00	0,00	1
	TTES PISCINES VISSEUSE STARTER		318,95	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-CLAVIER TEL.DESKPHONE		2 887,49	249,00	8
	EX23-IPHONE 14		2 092,80	180,00	8
	EX23-5 TERMINAUX ALE-20 2 TERMINAUX ALE-300		1 628,12	118,00	8
	EX23-10 POSTES TEL.ALE-20 ESSENTIAL DESKPHONE		1 939,80	83,00	8
	DIVERS OUTILLAGES		2 069,80	237,00	8
	EX23-COMBINE PTI		1 799,10	206,00	8
	EX23-SOLAR BOOSTER		15 532,20	1 781,00	8
	EX23-ESCABEAUX SECURISES		2 203,20	125,00	8
	EX23-CRICS ATELIER		2 678,30	80,00	8
	TV MICRO ONDE		348,98	0,00	1
	ARMOIRE 2 PORTES		847,14	0,00	1
	EX23-BACS		41 400,40	3 572,00	8
	EX23-CUVES ANT ET COUVERCLES		46 315,36	3 283,00	8
	EX23-BACS PUCES ELECRONIQUES		19 471,56	1 246,00	8
	EX23-BACS PUCES ELECRONIQUES MAPA		47 668,15	2 954,00	8
	EX23-PUCES BACS		4 605,50	236,00	8
	EX23-BACS ET COUVERCLES		29 796,00	1 142,00	8
	EX23-BACS COUVERCLES PUCES		52 843,80	1 266,00	8
	CISAILLE DAHLE A3 ADMINISTRATION / MASSICOT		477,99	0,00	1
	EX23-CAISSE PLIANTE BIBLIOBUS		1 072,80	0,00	1
	EX23-POUBELLES - ADELYA - PERI / GLUCK		1 139,27	0,00	1
	EX23-WALDECK EXTINCTEURS		2 737,20	186,00	8
	EX23-MPRO CHAFING DISH CSRA		1 353,60	66,00	8
	EX23-SALLES PLATE FORME		1 831,80	0,00	1
	MATERIEL SPORTIF		6 870,52	821,00	8
	MAT SPORTIF		27 624,01	3 301,00	8
	ENDURANCE		18 792,00	2 246,00	8
	MATERIEL SPORTIF		3 461,40	312,00	8
	EX23-EXCALIBUR SPORT CYCLE C		18 000,00	1 497,00	8
	ASPIRATEUR		1 183,68	0,00	1
	EX23-ASPIRATEUR POUSSIERE		1 599,95	26,00	8
	EX23-COPIEURS REPRO		34 479,60	1 983,00	8
	EX23-PRESSE 75TONNES		6 970,80	799,00	8
	EX23-OUTILLAGE ATELIER		1 958,52	224,00	8
	EX23-KIT TOM TOM		2 277,60	227,00	8
	EX23-TOMTOM PRO KIT		1 138,80	0,00	1
	EX23-PONT CISEAU ATELIER CARRO MAPA		6 958,80	545,00	8
	TRVX AMENAGEMENT PARC AUTO		1 004,05	0,00	1
	EX23-ARTISANS / PORTATIFS AVEC BATTERIES		2 011,20	223,00	8
	EX23-MALLETTES OUTILS		1 009,20	0,00	1
	EX23-MALLETTES OUTILS		1 134,89	0,00	1
	EX23-SOUFFLEURS A DOS THERMIQUE STIHL BR 550		1 458,60	64,00	8
	EX23-PORTATIFS AVEC ACCESSOIRES		2 194,80	81,00	8
	RADIATEUR - QTE 1		199,00	0,00	1
	RADIATEURS		367,00	0,00	1
	KIT BRUMISATION		690,00	0,00	1
	EX23-FOURNITURE APPAREIL RADIOGRAPHIE		34 908,00	3 658,00	8
	EX23-TAKKEO - MISE A JOUR SITE INTERNET		33 985,09	14 338,00	2

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-BOTNATION AI - MISE A JOUR SITE INTERNET M2A		4 032,00	1 612,00	2
	EX23-MISE A JOUR SITE INTERNET		115,20	0,00	1
	DEVELOPPEMENT SITE - PLUG IN		56,25	0,00	1
	DEVELOPPEMENT SITE		245,86	0,00	1
	EX23-TRASNFERT NOM DE DOMAINE INTERNET		1 390,02	378,00	2
	ALCHEMY - HEBERGEMENT		5 529,60	833,00	2
	EX23-SITE INTRANET - COM INTERNE		12 600,00	4 694,00	2
	EX23-LICENCES VMWARE		16 929,60	7 908,00	2
	EX23-RH DSN PACK AUTOMATISATION		8 496,00	3 898,00	2
	EX23-LICENCES VMWARE 17/01/2022 AU 16/01/2023		16 929,60	7 142,00	2
	EX23-12 VISIO STAND.2019-LICENCE PERPETUELLE		2 001,60	784,00	2
	EX23-LOGICIEL ADMIN. CENTRALISEE IMPRES. MDT		13 257,94	4 685,00	2
	EX23-LICENCES PAPERCUT CANON		7 245,60	1 776,00	2
	EX23-PARAMETRAGE - RH		1 261,20	589,00	2
	EX23-ASTRE GF-PORTAIL LIBERTE-PILOTAGE AIDES		45 873,41	21 051,00	2
	EX23-RH - MUTATION DOSSIERS PAR INGENIERIE		3 978,00	1 792,00	2
	EX23-RH-MIGRATION CHRONOTIME WORKPLACE PLAN - LICENCE		42 000,00	18 928,00	2
	EX23-RH-MIGRATION CHRONOTIMEEX23-		26 071,50	5 642,00	2
	EX23-LICENCE CISCO IRONPORT		37 260,00	6 992,00	2
	EX23-RH - PARAMETRAGE		4 122,00	508,00	2
	EX23 MIGRATION KIMOCE		2 832,00	1 132,00	2
	EX23-MICROSOFT LIC.2NDE MAIN		58 570,42	4 412,00	2
	EX23-MICROSOFT LICENCES		96 131,88	7 242,00	2
	EX23-RETROCESSION OFFICE STANDARD		19 188,00	1 287,00	2
	EX23-DEVELOPPEMENT MAQUETTE POWER BI		2 700,00	1 202,00	2
	EX23-INSTALLATION INTERCO WEB FACTURATION		1 020,00	0,00	1
	INSTALLATION INTERCO WEB FACTURATION		1 020,00	0,00	1
	EX23-GESTION DE PROJET - PROJECT MONITOR		1 188,00	0,00	1
	EX23-LICENCES PROJECT MONITOR		15 954,00	2 753,00	2
	EX23-OPEN DATA SOFT LICENCE		25 507,82	8 805,00	2
	EX23-13 R PFASTATT LOGICIEL-CS		14 400,00	6 726,00	2
	TVX23 - PERI QUIMPER		70 660,73	0,00	0
	TVX23 - CTC RICHWILLER		224 992,62	0,00	0
	EX23 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL		119 764,98	0,00	0
	TVX23 - CINE LUTTERBACH		136 559,32	0,00	0
	EX23 - ZOO		140 412,31	0,00	0
	EX23 - VIF VILLAGE INDUSTRIEL FONDERIE		318 947,10	0,00	0
	TVX23 - TECHNOPOLE		41 684,20	0,00	0
	EX23 - RESEAUX CABLES WIFI		52 106,36	0,00	0
	EX23 - MISE A JOUR SITE INTERNET		6 036,00	1 678,00	2
	EX23-OUTILLAGE		1 144,14	114,00	8
	EX23-OUTILLAGE - GLUCK		1 863,72	173,00	8
	EX23-IPAD ACCESSOIRES		2 047,95	86,00	8
	EX23-LOGICIEL GESTION DES ACTIFS		5 418,00	126,00	2
	EX23-ACHAT NEONS ROP-DECEMBRE CARTE ACHAT		2 359,00	235,00	8
	EX23-C2023312-23 - PREVEL - PANNEAUX DRAPEAUX - CSRA - 1/2		7 064,40	266,00	8
	SUB23- VERSEMENT 1-PARTICIPATION PERISCOLAIRE VICTOR HUGO		361 968,00	0,00	30
	SUB23- VILLE DE MULHOUSE COTEAUX PEUPLIERS - 1ER VRT 2023		838 712,40	0,00	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	SUB23-VILLE DE MULHOUSE COTEAUX CAMUS- 1ER VRT 2023		652 356,60	0,00	30
	TVX23-AUDEBERT23-- PERI FLAX. - NORMES OFFICE		3 000,00	0,00	0
	EX 23-PERI - CORA - MICRO ONDE TELEPHONE		1 608,00	178,00	8
	EX23-FRIGO - MICRO ONDES - PERISCOLAIRE		1 293,60	11,00	8
	EX23 RPE FRANCISCAINS - HONORAIRES PERMIS		2 400,00	0,00	0
	EX 23 AIRE MA WITTELSHEIM		33 918,43	0,00	0
	EX23 MA SAUSHEIM		44 200,90	0,00	0
	EX23-TABLE MOBILE - MA BALDERSHEIM - OFFICE		1 156,20	0,00	1
	EX23- GLUCK - MATERIEL - CREATION UNITE BATTERIE NETTOYEUR		3 260,92	30,00	8
	EX23-ETAGERES		1 018,00	97,00	8
	EX23-ECRAN ACCESSOIRES		3 626,40	37,00	5
	TVX23 - CENTRE EQUESTRE WALDECK		46 106,74	0,00	0
	PRET PERSONNEL		33 008,50	0,00	0
	EX23 - MOBILIER PERI		1 724,54	40,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI FLAXLANDEN		1 145,10	89,00	8
	EX23 - ARMOIRE PERI ILLBERG		1 484,56	87,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI ILLZACH LAMARTINE		1 145,97	60,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI WITT CENTRE		2 980,05	149,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI BERRWILL		2 663,50	41,00	8
	EX23 - TABOURETS PERIS		9 464,64	132,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI HAUT POIRIER		1 242,40	11,00	8
	EX23 - MOBILIER - PERI RIEDISHEIM BARTHOLDI		6 621,82	120,00	8
	EX23 - MOBILIER PERI BERRWILL - TABLES CHAISES		0,00	0,00	8
	EX23 - MOB PERI LUTT CHAISES TABLES		0,00	0,00	8
	EX23 STADE ILL REMPLT SYSTEME ARROSAGE C23112		57 662,48	0,00	0
	EX23 -CUBE ECRAN PATINOIRE MARCHE INTRANET N°C2023431		28 800,00	246,00	8
	EX 23-FOURGONETTE ESSENCE MS30		20 000,00	1 610,00	10
	EX23-FOURGONNETTES ESS PICKUP IMMAT GN-743-HV		32 040,00	2 115,00	10
	EX23-FOURGON TOLE IMMAT GM-068-ZV		35 460,48	2 292,00	10
	EX23-1 BERLINE ELECTRIQUE BONUS		28 168,50	1 875,00	10
	EX23-FOURGON DIESEL IMMAT GM-064-ZV		35 460,48	2 292,00	10
	EX23- FOURGONNETTES ESS PICKUP IMMAT GN-725-HV I		32 040,00	2 071,00	10
	EX23-FOURGONNETTES ESS PICKUP IMMAT GN-751-HV		32 040,00	2 071,00	10
	EX23-FOURGONNETTES ESS PICKUP IMMAT GN-704-HV		32 040,00	2 071,00	10
	EX23-FOURGONNETTES ESS PICKUP IMMAT GN-830-HV		32 040,00	2 071,00	10
	EX23- BRAS HYDRAULIQUE CHASSI 26T IMMAT GN047DB		44 322,00	2 707,00	10
	EX23-CHASSIS 26T MAPA C22180 IMMAT PROV PL2302 INV.2023.A.016.PL		102 354,50	5 804,00	10
	EX23-FOURGONNETTES MS035		33 010,50	1 817,00	10
	EX23-FOURGONETTE ESSENCE MS36 IMMAT GM831WF		20 262,00	1 115,00	10
	EX23-HABILLAGE BOIS RAMPE IMMAT GM068ZV		4 074,00	202,00	10
	EX23-ACQUISITION FOURGON TRAFIC DIESEL MS31 IMMAT GN043BV		34 600,00	1 715,00	10
	EX23-TRIPOR ELEC KLEUSTER IMMAT TRI2301		24 228,00	504,00	10
	EX23-ACHAT 2 DACIA STEPWAY		30 971,97	627,00	10
	EX23-BRAS HYDRAULIQUE CHASSI 26T IMMAT GR348SD		44 322,00	667,00	10
	EX23- CHASSIS 12T AVEC BALAYEUSE		225 067,13	1 541,00	10
	EX23-DACIA SANDERO IMMAT GR735QC		13 388,92	77,00	10
	EX23- CHASSIS +DIVERS POUR MERCEDES		47 100,00	245,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23 RENAULT BOM TERBERG IMMAT GS493WF		242 252,10	1 261,00	10
	EX23-RENAULT BOM TERBERG IMMAT GS426WF		242 252,10	1 261,00	10
	EX23-BALAYEUSE COMPACTE IMMAT GN110ZL		135 988,38	7 488,00	10
	EX23- DACIA SANDERO IMMAT GR602LQ		14 908,70	85,00	10
	EX23-208 PURETECH 75 IMMAT GR970HF		17 867,05	102,00	10
	EX23 - VELO TOUT CHEMIN - QTE 5		1 800,00	147,00	10
	EX23 - VELOS ACCESSOIRES VETO		1 195,20	36,00	10
	EX23-REMPLACEMENT ALIGNEMENT ARBUSTES PARC COLLINES		8 702,05	0,00	0
	EX23-TAKKEO - MISE A JOUR SITE INTERNET		0,00	0,00	2
	EX23 - TOTEMS ENTREES ZAE MARIE-LOUISE STAFFELFELDEN		51 192,00	0,00	0
	EX21-MA BOLLWILLER - BANC AIRE DE JEUX		5 691,70	0,00	0
	EX23-RESTAURATION TPE INV		1 329,60	224,00	5
	EX223-3 CAISSES TYPE DELL		10 551,00	485,00	5
	EX23-2 COFFRES FORT TTES PISCINES		3 140,11	144,00	5
	EX23-ILLBERG 16 AQUABIKES I		30 000,00	2 712,00	8
	EX23-MATERIEL PEDAGOGIQUE PATINOIRE		3 357,60	28,00	8
	EX23-BACS COUVERCLES		63 411,41	456,00	8
	EX23-BACS MONTAGE PUCES		22 258,20	160,00	8
	EX23-BACS ACIER 660L		14 342,40	93,00	8
	EX23-GOLFETTE INV.245_M17 INV.N°A230011		11 005,20	1 052,00	10
	EX23-STADE VELO VILLE INV.242_M12 INVENTAIRE N°A230038		169,99	0,00	1
	EX23-AQUA.ROBOT BASSIN MARINER		10 236,00	73,00	8
	EX23-CNHN HORLOGES		3 416,40	24,00	8
	EX23-TTES PISCINES 1 CHAISE SURVEILLANCE		3 144,00	22,00	8
	EX23-TTES PISCINES 16 AQUABIKES		32 068,80	230,00	8
	EX23-STADE TALKIES WALKIES		2 516,40	18,00	8
	EX23-PROJET JLD N PARASOLS		1 288,80	9,00	8
	EX23-CNHN LIGNES NAGE		5 227,20	37,00	8
	EX23-ILLBERG LIGNES NAT.		6 090,00	43,00	8
	EX23-ILLBERG 9 SECHE-CHEVEUX		9 072,00	65,00	8
	EX23-PROJET JLD N MATERIELS		4 464,00	32,00	8
	EX23-ILLBERG MATERIELS INV.242_M8		4 462,85	25,00	8
	EX23-TECHNIQUE MARCHE-PIEDS		2 157,60	24,00	8
	EX23-ACHAT EXTINCTEURS 2023		5 756,40	285,00	10
	EX23-AMENAGEMENT POSTE LA FIPHFP		2 543,10	176,00	8
	EX23-ACHAT SIEGE AMENAGEMENT POSTE PB FIPHFP		3 005,58	158,00	8
	EX23- MATERIEL SPORTIF		30 600,00	3 657,00	8
	EX23- REPORT TVA		6 120,00	645,00	8
	EX23- BUREAU ELECTRIQUE		1 199,10	0,00	1
	EX23-FRAIS SIEGE ERGONOMIQUE		1 901,28	25,00	8
	EX23- ACHAT LAMPADAIRES		1 974,65	193,00	8
	BIEN FAIBLE VALEUR COMPTE21848		23 842,26	14 958,00	1
	EX23-PORTE MANTEAUX		1 441,44	113,00	8
	EX23-ARMOIRES -DRH		1 267,20	127,00	8
	EX23-CHAISES CAFET		2 165,95	206,00	8
	EX 23-TABOURETS- CAFET		1 444,28	137,00	8
	EX23-BUREAU DROIT		2 126,40	198,00	8
	EX23-ARMOIRES -DSI		1 363,20	123,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-BUREAUX DGA		1 271,88	67,00	8
	EX23-BANQUETTE CAFET		11 118,24	453,00	8
	EX23-BUREAUX DROITS		1 185,60	48,00	8
	EX23-KOMODO TERRASSE		4 885,92	199,00	8
	EX23-TABLES CAFET		3 620,56	143,00	8
	EX23-BUREAUX DROITS - PUPA DIDENHEIM		1 162,80	39,00	8
	EX23-CLINIQUE VETERINAIRE -ZOO		2 269,82	65,00	8
	EX23-BUREAUX DROITS - PUPA		2 262,62	65,00	8
	EX23-VESTIAIRE MUTICASIERS		4 305,28	103,00	8
	EX23-CUISINE IKEA		4 328,98	100,00	8
	EX23-CUISINE		1 437,00	27,00	8
	EX23-SALONS JARDIN TABLE JARDIN		2 676,00	50,00	8
	EX23-MEUBLES BUREAU PDT		4 629,61	71,00	8
	EX23-MEUBLES SALLE D'EAU		1 536,61	23,00	8
	EX23-CLOISONS ACOUSTIQUE		3 994,15	61,00	8
	EX23-ARMOIRE SECURISEE -DSI		1 105,20	12,00	8
	EX23-BUREAUX DROITS - TECHNOPOLE		1 162,80	13,00	8
	EX23-ARMOIRE SECURISEE -DSI		1 105,20	12,00	8
	EX23-BUREAUX DROITS - DSI		1 048,63	11,00	8
	EX23-CUISINE IKEA		1 567,75	14,00	8
	BIEN DE FAIBLE VALEUR COMPTE 2051		8 799,84	0,00	1
	EX23-LICENCES OFFICE STANDARD 2021		10 036,47	261,00	2
	EX23-MODULES COMPLEMENTAIRES-ESPACE D'ECHANGE		18 169,20	248,00	2
	EX23-MICROSOFT LIC.MPSA 1/11/23-31/10/24		94 178,40	5 805,00	2
	EX23-LICENCES OFFICE STANDARD 2021		31 931,30	831,00	2
	EX23-PERI - PLATEFORME E-SERVICE		58 012,80	1 033,00	2
	EX23-EVOLUTION DES SERVICES POPULATION		10 092,00	179,00	2
	LICENCES OFFICE STANDARD 2021		6 605,00	171,00	2
	EX23-LICENCES OFFICE STANDARD 2021		7 858,00	204,00	2
	EX23-SAUTEUSE MULTIFONCTION		16 427,60	1 198,00	8
	EX23-PLONGE -RESTAURANT MDT		17 612,36	1 248,00	8
	EX23-FRITEUSE RESTAURATION MDT		6 870,42	272,00	8
	EX23-ETAGERE CAFTIERE MDT		1 270,66	11,00	8
	EX23 LAVE MAINS		1 005,60	9,00	8
	EX23-MEDICAL MAT.REEDUCATION MOB		1 777,20	24,00	8
	EX23-TABLES COURRIER		2 271,60	35,00	8
	EX23-CASIER COURRIER - 3615		7 124,05	80,00	8
	EX23-ECRANS		6 240,00	882,00	5
	EX23-20 PC FIXE		11 952,00	2 154,00	5
	EX23-PC PORTABLE ACCESSOIRES - SERV.425		1 889,99	260,00	5
	EX23-50 ECRANS DELL MONITORS		5 760,00	672,00	5
	EX23-PC PORTABLE 3D ACCESSOIRES		1 695,60	188,00	5
	EX23-10 PORTABLES ACCESSOIRES		12 156,00	1 192,00	5
	EX23-PC PORTABLE ACCESSOIRES		1 784,40	123,00	5
	EX23-10 PC PORTABLES DELL LATITUDE ACCESS.		10 642,80	606,00	5
	EX23-PC PORTABLES 5540 ACCESSOIRES		10 800,00	603,00	5
	EX23-5 PC PORTABLES DELL ACCESSOIRES STOCK		4 956,00	222,00	5
	EX23-6 PC PORTABLES DELL LATITUDE STAT.ACC.		7 675,20	344,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-50 ECRANS LG 24 POUCES		5 388,00	162,00	5
	EX23-6 CASQUES VR PICO G3 ACCESSOIRES		3 402,00	83,00	5
	EX23-PC PORTABLES LATITUDE 3540 ACCESSOIRES		28 494,36	421,00	5
	EX23-5 PC PORTABLES LATITUDE ACCESSOIRES		5 229,06	77,00	5
	EX23-PC PORTABLE ALIENWARE		4 405,20	65,00	5
	EX23-STATION D'ACCUEIL		10 308,00	152,00	5
	EX23-PC OPTIPLEX 3000 TC		13 200,00	195,00	5
	EX23-50 ECRANS DELL 24		5 160,00	59,00	5
	EX23-10 PC OPTIPLEX SFF 7010 CTO		6 420,00	73,00	5
	EX23-UBIQUITI UF/SFP		5 212,80	974,00	5
	EX23-UBIQUITI USW-24-POE REPORT CP22/X013116		4 029,32	631,00	5
	EX23-ONDULEUR EASY UPS 15KVA		6 036,95	873,00	5
	EX23-ONDULEUR EASY UPS 15KVA		5 991,95	866,00	5
	EX23-8 SWITCHS UBIQUITI		6 272,26	642,00	5
	EX23-KIT TESTEUR POUR CABLES RESEAUX		3 438,41	337,00	5
	EX23-RENOUVELLEMENT RESEAU - MARCHE INTRANET C2023256		26 750,62	2 433,00	5
	EX23-TRANSFORMATEUR 31.5KVA SECURELEC		3 723,84	195,00	5
	EX23-MDT - MISE EN PLACE LIENS RADIO		5 694,04	249,00	5
	EX23-2 SERVEURS VIRTUALISATION		50 265,74	1 514,00	5
	EX23-2 ROUTEURS BGP PRESTATION		13 029,60	321,00	5
	EX23-UBIQUITI		1 555,20	17,00	5
	EX23-UBIQUITI UNIFI ENTERPRISE		3 984,00	45,00	5
	EX23-10 IMPRIMANTES TYPE 2R -3		26 063,83	4 370,00	5
	EX23-3 IMPRIMANTES CONFIGURATION TYPE 5 - IMC 300		2 490,05	417,00	5
	EX23-1 IMPRIMANTE TYPE 2-R - RAM MULHOUSE		2 230,80	374,00	5
	EX23-UBIQUITI USW-24-POE		1 958,20	306,00	5
	EX23-2 IMPRIMANTES TYPE 2 IMC 3000A		6 725,42	1 024,00	5
	EX23-2 IMPRIMANTES TYPE 5		1 660,03	101,00	5
	EX23 IMPRIMANTE TYPE 5 TYPE 9		1 238,59	66,00	5
	EX23-SAMSUNG GALAXY A14 + ACCESSOIRES		2 820,00	256,00	5
	EX23-SAMSUNG GALAXY 5 A53 5 XCOVER		3 648,00	151,00	5
	EX23-7 SAMSUNG A23 3 XCOVER 4 XIAOMI ACCES		3 931,20	71,00	5
	EX23-3 BADGEUSES COMPACT III		4 860,00	146,00	5
	EX23-6 IMPRIMANTES TYPE 2 IMC 3000A MDT		20 176,27	3 073,00	5
	EX23-UBIQUITI UNIFI SWITCH48 UNIFI6 LITE MDT		4 752,00	322,00	5
	EX23-OPTIPLEX - SERVICE PERISCOLAIRE		12 768,00	1 077,00	5
	EX23-50 ECRANS LG 24		5 388,00	277,00	5
	EX23-20 PC FIXES OPTIPLEX		11 472,00	282,00	5
	EX23-POSTES TELEPHONIQUES ACCESSOIRES MDT		3 869,48	35,00	8
	EX23-5 ALE-300 5 ALE-100 20 ALE-20		5 363,10	49,00	8
	EX23-IMPRIMANTE A CARTES / ACCUEIL BOUTIQUE		1 586,15	18,00	5
	EX23-3 PC PORTABLE 3D WORK.3581BTX ACCESS.		5 479,20	294,00	5
	EX23-4 STATION D'ACCUEIL LENOVO THINKPAD		1 195,20	0,00	1
	EX23-PAPERCUT LECTEURS BADGES CANON		1 484,40	145,00	5
	EX23-FOURN.INST 9 KITS AP MAPA INT 2016C16217		5 616,00	19,00	8
	EX23-CLINIQUE / FOURNITURE MONITEUR X10		4 919,87	21,00	8
	EX23-C23433 CONTRAT CTC INST BORNE ELEC - NB		83 899,03	488,00	8
	EX23-ARTISANS / MALETTE OUTILS		1 488,70	10,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	EX23-PETITE AMAZONIE / REMISE EN SERVICE DISPOSITIF MULTIMEDIA 3D		4 608,00	33,00	8
	EX23-ACHAT VERIN LEVE ORGANE MAPA INT C2023456		5 838,00	41,00	8
	EX23-ARTISANS / CAISSON PLATEAU RIDELLES - QTE 1		5 640,00	63,00	8
	EX23-AUTOLAVEUSE -NUMATIC		3 213,60	114,00	8
	EX23- TRAVAUX ZOO		19 197,06	0,00	0
	TVX23-CINE MOULIN TELEPHONE AVEC FIBRE		6 079,18	0,00	0
	EX23-ARTISANS / VELO TOUT CHEMIN AVEC ACCESSOIRES - QTE 2		826,00	0,00	1
	EX23-CINE LUTTERBACH LUMINAIRE-PF		3 169,92	0,00	0
	EX23-MAINTENANCE BATIMENT RICHWILLERR		38 334,77	0,00	0
	EX 235 BENNES		58 704,00	0,00	0
	EX23-MEGOTIER-COUVERCLE-BANDEA		6 712,32	0,00	0
	EX23-BAC A SEL		2 712,00	0,00	0
	EX23-DISTRIBUTEUR SACHETS MAPA INT C2023423		7 692,30	0,00	0
	EX23-FOURNITURE EXTINCTEUR		2 659,13	244,00	10
	EX23- PISC RIXHEIM PLAN-YP		486,25	0,00	1
	EX23-FIBRE NOIRE MAISON DU TERRITOIRE		1 440,00	0,00	0
	TVX23-REMPLACEMENT COMPRESSEUR OTC		8 854,03	0,00	0
	INSERTION 23 CPTE 2033 BIEN DE FAIBLE VALEUR		5 913,50	0,00	1
	EX23- LAME ACO25 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		11 273,59	509,00	8
	EX23-LAME MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		9 060,28	322,00	8
	EX23-SALEUSE ACOMETIS C23319 IMMAT SAO2301 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		23 784,95	847,00	8
	EX23-SALEUSE 3POINTS ACO ID SAT2303 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		18 240,68	118,00	8
	EX23-SALEUSE 2M3 ID.SAO2303 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		32 949,73	214,00	8
	EX23-EPANDEUR KUHN ID.SAT2303 SALEUSE MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		4 080,00	26,00	8
	EX23-SALEUSE MICROTRACT ID.SAC2301 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		7 680,00	49,00	8
	EX23-SALEUSE 3M3 OCCASION ID.SAP2301 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		17 323,34	112,00	8
	EX23-EPANDEUR KHUN ID.SAT2301 SALEUSE MATERIEL DE VOIRIE DE DENEIGEMENT		4 080,00	26,00	8
	EX23-LAME ACO25 ID.LAP2303 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		10 868,69	70,00	8
	EX23-SALEUSE ACOMETIS 4.5M3 ID.SAP2302 MATERIEL DE VOIRIE DENEIGEMENT		36 407,02	236,00	8
	EX23- RENOUVELLEMENT VEHICULE M.5723 BJ 562		4 000,00	264,00	10
	EX23-FOURGON ELECE BONUS A DEDUIRE TITRE 19137 BORD 533		42 867,79	2 290,00	10
	EX 23-AMENAGEMENT AMELIE TRANCHE 3 WITTENHEIM		2 636,77	0,00	0
	EX23-BASE CANOE KAYAK STRUCTURE REMISAGE		1 140,00	0,00	0
	TVX23- RENOV ECLAIRAGE - SIT1 FH		195 819,67	0,00	0
	TVX23-AUBERGE ZOO REMPLACEMENT SSI		41 604,06	0,00	0
	TVX23-CONTROLE ACCES BAT COMM. SIT1 TMAISON DURING		16 498,52	0,00	0
	TVX23-MURVEL CABANE PISCINE		2 750,00	0,00	0
	EX23-MUSEE DE LA MINE		3 956,40	0,00	0
	EX23-MAISON BASSIN POTASSIQUE DIVERS TX		1 970,43	0,00	0
	TVX23-GRAND REX MISE AU NORME ELECTRIQUE		8 389,58	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	ETUDES23- PREALABLES PARKING FONDERIE		24 860,90	0,00	0
	EX23-AUBERGE ZOO FENETRE DIAGNOSTIC AMIANTE		18 005,05	0,00	0
	EX23-AUBERGE ZOO FENETRE DIAGNOSTIC AMIANTE		1 550,77	0,00	0
	EX23 TVX EN REGIE		6 185,29	0,00	0
	EX23-PEUGEOT E-208 - A DEDUIRE TITRE 39616- IMMAT GR615MR		33 080,38	190,00	10
	EX23-PEUGEOT E-208 - A DEDUIRE TITRE 39617- IMMAT GR120HG		33 080,38	190,00	10
	EX23-PEUGEOT E-208 - A DEDUIRE TITRE 39614- IMMAT GR103HG		33 080,38	190,00	10
	EX23-PEUGEOT E 208 TITRE A DEDUIRE 39613 IMMAT GR988HF		33 080,38	190,00	10
	EX23-PEUGEOT E-208 - A DEDUIRE TITRE 39615- IMMAT GR120HG		33 080,38	190,00	10
	EX23-1 BERLINE ELECTRIQUE BONUS A DEDUIRE TITRE 19191 BORD 540		32 168,50	1 718,00	10
	EX23-1TRIPORTEUR ELEC MAPA INT C23388 IMMAT TRI2302		5 766,00	71,00	10
	EX23-1 PEUGEOT E 208 TITRE A DEDUIRE 39618 IMMAT GR026HG		33 080,38	190,00	10
	EX23-1 PEUGEOT E RIFTER BONUS ECOL TITRE A DEDUIRE 44120		35 366,92	164,00	10
	EX23-MUSEE MOTO ENREGISTREUR SECURITE-TM		1 524,14	0,00	0
	EX23- MUSEE MINE ETANCHEITE TOITURE-SC		20 268,61	0,00	0
	EX23-DURING RENOV CREPIS MUR DK		11 553,00	0,00	0
	TVX23-CINE LUTTERBACH BOITE ELEC-PF		5 781,84	0,00	0
	EX23-37 WALLACH MISE PRISE RECHARGE ELEC NB		3 490,40	0,00	0
	EX23-DEPOT R.ROUFFACH R.CHAUDIERE-VH		10 925,92	0,00	0
	EX23-COLLECTION IRIS ZOO MULHOUSE		419,66	0,00	0
	EX23-DIAGNOSTIC AMIANTE HAP AVANT TRAVAUX / SECTEUR CHAMEAUX		426,00	0,00	0
	EX23- PORTE SAC DOUBLE		12 768,00	0,00	0
	EX23-ETAT TIR 2023		2 542,80	0,00	0
	EX23-ETAT TIR 2023		1 628,54	0,00	0
	EX23-CSR TVX ECLAIRAGE-FH		6 327,36	0,00	0
	TVX23-STADE ILL ECLAIR TERRAIN - FH AC1		149 688,00	0,00	0
	TVX23-PISC ILLBERG ETUDE RAMPE		2 040,00	0,00	0
	EX23-SAMSUNG A14 + ACCESSOIRES		2 962,80	159,00	5
	EX23-SUIVI BIEN ETRE ANIMAL		11 520,00	3 266,00	2
	EX23-AUGMENTANTAION DU CAPITAL CITIVIA SEM		219 846,25	0,00	0
	EX23-AUGMENTATION CAPITAL MDT MAISON DU TERRITOIRE		200 000,00	0,00	0
	EX23 - AVANCE TRESO CITIVIA		0,00	0,00	0
	EX23 - RENOUV AVANCE TRESO AGMNAM MUSEE		0,00	0,00	0
	EX23 - AVANCE TRESO M2A EAU		0,00	0,00	0
	EX23 - DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS PLEIN CIEL		108 744,00	0,00	0
	SUB23 - MAINT BALISAGE CLUB VOSGIEN		8 578,50	0,00	5
	SUB23 GERPLAN PLANTATION BOSQUET MULHOUSE		3 724,41	0,00	5
	SUB23-MUTUEL CHARGES3		26 223,00	0,00	5
	SUB EQUIPT RESTAURANT UNIVERSITAIRE AVENANT 1		100 000,00	0,00	30
	SUB23- EQUIP AMENAGEMENT CAMPUS		43 000,00	0,00	30
	SUB23-EQUIP CPER RE 10 FST4 BAT MATH		200 000,00	0,00	30
	SUB23-VIF TECHNOCENTRE PROJET CETIM		80 000,00	0,00	30
	SUB23-RUDIE BESOINS COMPLEMENTAIRES		231 250,00	0,00	30
	SUB23-PROVISION UHA PROJETS IMMO CPER		250 000,00	0,00	30
	SUB23-PARTICIPATION D'EQUIPEMENT PUBLICS SITE GARE TGV		268 578,00	0,00	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
	SUB23-CONCESSION AMENAGEMENT BAT.62 DMC - PARTICIPATION 2023		500 000,00	0,00	30
	SUB23-PISTESCYCL_RIXHEIM_RIEDISHEIM		1 618,21	0,00	30
	SUB23-EQUIPT LGT SOC ETS PUBL LOCAUX		35 000,00	0,00	30
	SUB23-PERFORMANCEENERGETIQUE LLS		264 182,00	0,00	30
	SUB23-RECONSTITUTION DE L OFFRE M2A		310 000,00	0,00	30
	SUB23-INGENIERIE PIG		1 000,00	0,00	30
	SUB23-ACCOMPAGNEMENT COPRO DEGRA		50 903,71	0,00	30
	SUB23-MAIRIE DE RIESISHEIM MERMOZ		37 051,00	0,00	30
	SUB23-EQUIPEMENT ATMO		10 964,00	0,00	5
	SUB23-D EQUIPEMENT AUX HEBERGEMENTS		24 000,00	2 183,00	5
	DIRECTION 23 - SCC - MATERIEL INFORMATIQUE- ECRAN		5 617,20	1 049,00	5
	DESHERBEUSE INV.243_M10 INV.N°A230010		2 548,94	304,65	8
	EX23-PREVEL 23 - NOUVEAU VISUEL BEACH FLAG		4 056,00	136,00	8
	EX23-MJD PLATEFORME E-SERVICE		39 600,00	705,00	2
	EX23- REININGUE FOURN		12 339,60	0,00	0
	EX23 -STADE ILL TVX FOURN.DALLE INVENTAIRE N°A230029		15 796,31	0,00	0
	EX23- WALDECK TVX CHANTIER INV.A230031		9 112,80	0,00	0
	EX23 WALDECK TIR ARC FOURN POSE CLOTURE		22 435,20	0,00	0
	EX 23-STADE ILL SECU CLOTURE		984,00	0,00	0
	EX23-AMENAGEMENT POSTE EL FIPHFP		2 888,10	247,00	8
	EX23-COUPE LEGUMES		2 648,52	44,00	8
	EX23-CAFTIERE PROF		2 273,34	16,00	8
	EX23-ROOM PANEL ADAPTATEURS DIFFUSION MDT		4 344,68	166,00	5
	SUB23-DELIBERATION 1021B MJD PARTICIPATION DEPENSES		30 000,00	0,00	30
Acquisitions à titre gratuit			**29 916,26**	**3 354,00**	
	EX23-CENTRE ENCEINTE- PERI WITT		156,00	0,00	1
	EX23-DEFIBRILATEUR		1 929,60	185,00	8
	EX23-SUPPORT SACS STADE ILL		1 612,80	169,00	8
	EX23-PARASOLS REININGUE		1 099,20	0,00	1
	EX23-CURIE MATERIEL PORTATIF		2 948,66	70,00	8
	EX23-ARMOIRE RESTAURATION		5 220,00	380,00	8
	EX23-TAPIS LUTTE DYNAMIQUE SPORTIVE		12 000,00	279,00	8
	EX23-DEVELOPPEMENT MAQUETTE POWER		4 950,00	2 271,00	2
Mise à disposition			**47 828 612,78**	**0,00**	
	EX 2023 BIENS MIS A DISPO TRANSFERT COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT		47 828 612,78	0,00	0
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES — B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**2 766 949,61**	**244 556,83**	
Cessions à titre onéreux							**2 766 949,61**	**244 556,83**	
29/09/2023	CAPITAL SAEML FRANCO ALLEM NOVARHENA - 200 ACTIONS		20 000,00	0	0,00	20 000,00	10 368,61	-9 631,39	0,00
05/10/2023	000 - 50 PC LENOVO THINKCENTRE A70		472,42	5	472,42	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	IMPRIMANTE HP L PRO P1606DN		191,36	5	191,36	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - 20 PC OPTIPLEX 390 SF		586,04	5	586,04	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010 SF		1 267,76	5	1 267,76	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	3 PC PRECISION T1650		591,91	5	591,91	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010SF		1 973,40	5	1 973,40	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	3 PC PRECISION T1650		156,33	5	156,33	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	3 PC PRECISION T1650		675,00	5	675,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - 15 PC SHIPSFAST X123010W71SFF2		657,80	5	657,80	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	30 PC OPTIPLEX 3010 SF		1 578,72	5	1 578,72	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010 SF		632,68	5	632,68	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	000 - UC OPTIPLEX 3020 SF ECRANS P2214H		725,76	5	725,76	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	4 IMPRIMANTES SP3600DN		282,77	5	282,77	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	SMARTPHONES AV.46767929 46767930		111,50	5	111,50	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	8 SAMSUNG A3 8 FOLIO A3		8,00	5	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	IMPRIMANTES RICOH SP 3600 DN		282,77	5	282,77	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	20 IMPRIMANTES OKI ES4132DN		1 368,00	5	1 368,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	IMPRIMANTES SERVICES PUPA STOCK		1 833,60	5	1 833,60	0,00	0,00	0,00	0,00
05/10/2023	15 PC PORTABLES + STATIONS D'ACCEUIL		779,63	5	620,00	159,63	25,00	-134,63	0,00
31/12/2023	5 IMPRIMANTES HP LASER JET AVEC CONTRAT MAINTENANCE		2 393,20	1	2 393,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX21 - 3E TRANCHE ZA AMELIE 1 WITTENHEIM		77 238,65	0	0,00	77 238,65	97 598,92	20 360,27	0,00
31/12/2023	EX21 - 3E TRANCHE ZA AMELIE 1 WITTENHEIM		83 832,45	0	0,00	83 832,45	83 832,45	0,00	0,00
31/12/2023	EX21 - 3E TRANCHE ZA AMELIE 1 WITTENHEIM		125 197,42	0	0,00	125 197,42	158 199,73	33 002,31	0,00
31/12/2023	TERRAIN ZA HOHMATTEN A WITTELSHEIM SECTION 18 ET 19		35 245,00	0	0,00	35 245,00	161 120,00	125 875,00	0,00
31/12/2023	TERRAIN ZA HOHMATTEN A WITTELSHEIM SECTION 18 ET 19		23 919,00	0	0,00	23 919,00	109 344,00	85 425,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	EX22 -ACQ ZONE ACTIVITE AMELIE TRANCHE 3 III - 32-312/4 - 32-325/14 - 26-211/11		18 950,27	0	0,00	18 950,27	18 950,27	0,00	0,00
31/12/2023	EX22 -ACQ ZONE ACTIVITE AMELIE TRANCHE 3 III - 32-312/4 - 32-325/14 - 26-211/11		12 689,14	0	0,00	12 689,14	34 787,55	22 098,41	0,00
31/12/2023	EX22 -ACQ ZONE ACTIVITE AMELIE TRANCHE 3 III - 32-312/4 - 32-325/14 - 26-211/11		11 691,08	0	0,00	11 691,08	11 691,08	0,00	0,00
31/12/2023	WITTENHEIM- MAISON POTASSIQUE 254 RUE DE SOULTZ		51 069,39	25	30 630,00	20 439,39	65 000,00	44 560,61	0,00
31/12/2023	DIETWILLER ZAE TECHNOPARK (SECT2/2)+21PARC110/28-321.65a+21 PARC 111/28- 18.95a		33 270,75	0	0,00	33 270,75	56 032,00	22 761,25	0,00
31/12/2023	ACQUISITION SITE DMC RUE DE PFASTATT		2 059 760,00	0	0,00	2 059 760,00	1 960 000,00	-99 760,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
31/12/2023	EX19 - CREATION SITE AGGLO PORTAIL ECONOMIQUE		41 236,44	2	41 236,44	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - MARQUE ENGAGEMENT BIODIVERSITE		252,00	2	252,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	2 PACK ADOBE CLOUD		468,00	2	468,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - DESIGNE ET CODE - AMO - LOGICIEL PERI		16 464,00	2	16 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	AGORA LOGICIEL PERISCOLAIRE - 40 %		46 644,00	2	46 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - EQUIPEMENT STRUCTURES PETITE ENFANCE		60 000,00	5	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - PE - PILOTAGE OPERATIONNEL - NUMESIA		114 570,00	2	114 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL PILOTAGE ORGANISATIONNEL MISE EN RESEAU CRECHES		20 130,00	2	20 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - PETITE ENFANCE - NUMESIA - EVOLUTION SERVICE EN LIGNE		8 340,00	2	8 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIAL RAM ACI - RELAIS SOFT		7 649,04	2	7 649,04	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - LOGICIEL NUMESIA		99 939,60	2	99 939,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSCRIPTIONS EN LIGNE STAGES COURS		11 780,40	2	11 780,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	AQUARHIN HEBERGEMENT OXYGENE WEB		562,50	2	562,50	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ECOLE FRANKLIN		25 878,60	15	25 878,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ECOLE KOECHLIN		41 620,00	15	41 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	PFRS - ETUDE ANALYSE AIR BATIMENTS COMMUNAUTAIRES		9 720,00	5	9 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PFRS - NUMERISATION RESEAUX SIG		121 648,78	2	121 648,78	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SIA SCHLIERBACH ET ENVIRONS - MISE A DISPO EAU		1 111,60	2	1 111,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUBVENTION D'EQUIPEMENT		31 000,00	15	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSERTION 12 ETUDE DE DANGERS - AUTOPORT DE SAUSHEIM		244,18	5	244,18	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 12 FAISABILITE MAO		1 514,14	5	1 514,14	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET N° 4399 PARC EXPO		279,24	5	279,24	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET N° 4558 ACCORD-CADRE FOURNI ET ACHEMINEMENT DE GAZNATUREL ET SERVICES ASS		1 340,35	5	1 340,35	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSERTIONS15 - PROJET 144558 ATTRIBUTIONS DE DIVERS MARCHES		1 104,07	5	1 104,07	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 15S0003 PRESTATIONS QUALIF. ET INSER. SOCIALE ET PROF SERV REPAS ET NET		274,94	5	274,94	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 154793 MISSION ASSIST.MAITRISE OUVRAGE M2A TRANSFORM. EN COM URBAINE		287,83	5	287,83	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 154745 ACQUISITION D'OUVRAGES POUR LE BIBLIOBUS		386,64	5	386,64	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSERTION16 - AVIS ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES		3 412,80	5	3 412,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 164955 ASSURANCES DOM. OUVR. ET RISQUES		302,40	5	302,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MARCHE N° C2016195 - ACHAT D'UN FORFAIT		6 480,00	5	6 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSERTION 16 - PROJET 16S0012 - DIVERS ATTRIBUTION DE MARCHES		1 408,32	5	1 408,32	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INSERTION 16 -DSP2104 DSP EXPLOIT. AUBERGE ET RESTAURATION		280,80	5	280,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 154695 ACQ. ET MAINT. UN LOGICIEL DE REDACTION ET GESTION DES MARCHES		279,24	2	279,24	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL SIS - MARCHES VSR		37 518,00	2	37 518,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 16S0025 SOLUTION GESTION INFORMATIQUE VEHICULES EN AUTOPARTAGE		267,84	2	267,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET 18S0020 TELEGESTION AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		288,29	2	288,29	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES18 - PROJET 18S0037 RENOUV.LOGICIEL GEST.PERISCOLAIRE		266,45	2	266,45	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDE15 - INTERVENTION CONSULTANT EVIDIAN		2 640,00	5	2 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	ETUDES 2015 - AMO-RENOUV.MARCHE SERV.TELECOMMUN.		9 015,00	5	9 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 16 -AMO PORTEFEUILLE PROJET SERV.ARCHIT.		15 397,80	5	15 397,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASSISTANCE PR LE CHGT DE PROJET GEIDE		4 574,70	2	4 574,70	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 12 - ETUDES SCHEMA DIRECTEUR		21 856,90	2	21 856,90	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDE 13 - SCHEMA DIRECTEUR PROJET IRI		36 836,80	2	36 836,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 14 - PREST.PROJET IRI 13/12/13 AU 10/03/14-INDIS.AUT*16045		6 336,00	2	6 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 12 - ETUDES SCHEMA DIRECTEUR		17 371,90	2	17 371,90	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDE 14 - SCHEMA DIRECTEUR PROJET IRI		12 672,00	2	12 672,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES15 - PRESTATIONS URBANWAVE PROJET IRI		6 336,00	2	6 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 2015 - AMO PROJET MEDECINE DU TRAVAIL		3 060,00	2	3 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL POC IP		1 800,00	2	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE IRI		4 320,00	2	4 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL ASTRE GF-CODES SERVICES		5 088,00	2	5 088,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	50 LICENCES IP		3 429,31	2	3 429,31	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SMARTCITIES IRI VOLET LOGICIEL		12 480,00	2	12 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL SAUVEGARGE		7 560,00	2	7 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASSISTANCE TECHNIQUE A DISTANCE		780,00	2	780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SMARTCITIES IRI VOLET LOGICIEL		4 620,00	2	4 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 -LOGICIEL DE SUPERVISION-LICENCES VARONIS		10 886,40	2	10 886,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - CERTIFICAT AUDACIO 13/7/16 AU 13/7/17		156,00	2	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - LOGICIEL ASTRE RH - PPCR		3 348,00	2	3 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 -LICENCE ASTRE RH		16 225,20	2	16 225,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE ALLPLAN ARCHITECTURE 2017		7 194,00	2	7 194,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - CREATION OUTIL MAJ DES FICHES		1 560,00	2	1 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - LOGICIEL ARTICULATE STORYLINE 2		1 788,00	2	1 788,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - MISE A JOUR LOG.WINDEV19 VERS WINDEV21		6 873,60	2	6 873,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - MAJ LOGICIEL CANECO BT N°4986		2 946,10	2	2 946,10	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - LICENCE GF MODULE ENGAGEMENT-ASTRE BI		8 820,00	2	8 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX16 - PROGICIELS MICROSOFT ACCORD ENTREPRISE		169 878,44	2	169 878,44	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE PROJET POUR ALLÖ PROX ET PATROUILLEUR		3 060,00	2	3 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CERTIFICAT AUDACIO JMB 25/11/16-25/11/19		324,00	2	324,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	5 LIC.ESET ENDPOINT PROTECTION STANDARD		150,36	2	150,36	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	RENOUVELLEMENT LICENCE PCIE 1/11/16 AU 31/10/17		792,00	2	792,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL CONTROLE D'ACCES-MS CLIENT DYN		2 611,20	2	2 611,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	REALISATION FICHIER EXCEL EXPORT REPORTING		5 130,00	2	5 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES WEBEX VIDEO		12 372,00	2	12 372,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE ADOBE CREATIVE CLOUD FOR TEAMS		986,40	2	986,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EVOLUTION APPLICATION MOBILE ZOO MULHOUSE		8 514,00	2	8 514,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CERTIFICAT AUDACIO F.JORDAN 17/01/17-17/01/20		324,00	2	324,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASTRE RH		32 136,00	2	32 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	100 LICENCES INDELINE		7 956,00	2	7 956,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MODULE STOCK JAVA MAINTENANCE 2017		4 926,60	2	4 926,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASTRE EXTRANET SUBVENTIONS		9 540,00	2	9 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	DEVELOPPEMENT NOUVELLE VERSION MAREVA		5 100,00	2	5 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES OFFICE 365 EDUCATION		3 441,12	2	3 441,12	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES LOGICIEL GESTION FLOTTE MOBILE JUS.311218		21 547,08	2	21 547,08	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL GECCO PARAPHEUR		15 303,60	2	15 303,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL GECCO GF-STOCKAGE FORMATION		10 470,00	2	10 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL KIMOCE-MODULE MULTI MAGASINS		690,00	2	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MIGRATION 20 LICENCES AUTOCOMMUTATEUR		4 026,76	2	4 026,76	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASTRE RH		6 696,00	2	6 696,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL IXCONVOCATION VERSION 4		3 930,00	2	3 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CERTIFICAT WILDCARD SSL-3 ANS P12		3 312,00	2	3 312,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INTERFACE LOGICIEL MICRO SESAME		4 479,60	2	4 479,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	JOURNEES DEVELOPPEMENT ASTRE BI		3 600,00	2	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	AJOUT FONCTIONNALITE LOGICIEL		1 020,00	2	1 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE OFEA LOCAUX VACANTS		2 313,60	2	2 313,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CLE LICENCE MENSURA		1 332,00	2	1 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	30 LICENCES WEBEX 1 AN		11 232,00	2	11 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL ELISE-TEST MODULE MOBILITE		960,00	2	960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROGICIELS MICROSOFT ACCORD ENTREPRISE		345 962,53	2	345 962,53	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PLATEFORME D'INTERMEDIATION		14 940,00	2	14 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	IND AUT*24534-EVOL GEST CHRONOGEST V CHRONOT		16 770,00	2	16 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	EX17 - LICENCE MICROSOFT		3 441,12	2	3 441,12	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE LOGICIELLE AUTOCOMMUTATEUR		1 162,51	2	1 162,51	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE E-COMMUNITY		14 400,00	2	14 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MIGRATION BI 4.2 - ASTRE GF ET RH		14 962,50	2	14 962,50	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SERVEUR BI 4.2		3 268,80	2	3 268,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MIGRATION KMV5-ORACLE 12C		4 963,32	2	4 963,32	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE ART-SL3-UPG POUR DSI		749,40	2	749,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASTRE RH - CSG JOURNEE CARENCE		2 160,00	2	2 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES AIRWATCH		4 800,84	2	4 800,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PRESTATIONS IRI		4 320,00	2	4 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PLATEFORME INTERMEDIATION		19 920,00	2	19 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MISE EN CONFORMITE ORACLE SGBDR		58 476,00	2	58 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	AMEILIORATION LOGICIEL ELISE		1 680,00	2	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL CHORUS MODULE SYNCHRONISATION		2 147,64	2	2 147,64	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MIGRATION KMV5-ORACLE 12C		2 184,84	2	2 184,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MIGRATION ALFRESCO VERSION 4.2.6.		7 650,00	2	7 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ASTRE GF		6 554,52	2	6 554,52	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - ASTRE RH-REGIME INDEMNITAIRE 2016		3 415,20	2	3 415,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - ASTRE RH - NADS - 2017		1 334,40	2	1 334,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - 700 LICENCES ANTIVIRUS		6 552,00	2	6 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - LICENCE CAMTASIA		285,91	2	285,91	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - PARAMETRAGE LOGICIEL TELIOS		1 800,00	2	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - 5 LICENCES OFFICE STANDARD 2019		1 909,20	2	1 909,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - MIGRATION KMV5-ORACLE 12C		2 184,84	2	2 184,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - LOGICIEL ASTRE RH		7 886,64	2	7 886,64	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - MIGRATION KMV5-ORACLE 12C		4 369,68	2	4 369,68	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - MIGRATION KMV5-ORACLE 12C		567,12	2	567,12	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - ASTRE RH-PARAMETRAGE CALCUL SS		2 160,00	2	2 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - MAJ LOGICIEL WINDEV 22 VERS WINDEV 24		5 889,60	2	5 889,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - 57 LICENCES WINDOWS 10		10 875,60	2	10 875,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - PROGICIELS MICROSOFT ACCORD ENTREPRISE		345 968,25	2	345 968,25	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MAJ LOGICIEL VERSION v9 VERS v11		1 728,00	2	1 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - ASTRE RH - METIERS CNFPT		7 488,00	2	7 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL PRELEVEMENT A LA SOURCE		21 262,80	2	21 262,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL GECCO GF-STOCKAGE		5 880,00	2	5 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL AVENIO V11		12 657,60	2	12 657,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LICENCES PDQ SERVICE 043		1 173,60	2	1 173,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - 3 LICENCES LOGICIEL ZWCAD		2 304,00	2	2 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL OXE 12.2 - AUTOCOM		15 829,34	2	15 829,34	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - CERTIFICAT MULHOUSE-ALSACE.FR		1 335,20	2	1 335,20	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LICENCE D'EXPLOITATION PLATEFORME E-COMMUNITY 2019		25 200,00	2	25 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - ASTRE RH - N4DS		7 018,80	2	7 018,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - MIGRATION KMV5-ORACLE		2 965,14	2	2 965,14	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LICENCE TELIOS V2		9 336,00	2	9 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - SERVER CAL LICENCES-23/04/19 AU 31/10/20		12 825,60	2	12 825,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - CREATION ENVIRONNEMENT ASTRE GF		2 570,40	2	2 570,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL ASTRE CHORUS FACTURES		20 689,68	2	20 689,68	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LICENCE AUTOCAD - SERVICE VOIRIE		1 674,00	2	1 674,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LICENCES VMWARE AIRWATCH - 2 ANS		27 104,87	2	27 104,87	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MATERIEL INFO		3 120,00	2	3 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MODULE GESTION DE DONNEES RGPD-OFEA		1 416,00	2	1 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES VISUAL STUDIO PRO		3 685,25	2	3 685,25	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE-SYSTEME TEL. C.NAUTIQUE HABSHEIM		1 913,32	2	1 913,32	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	MICROSOFT ACCORD ENTREPRISE		340 563,46	2	340 563,46	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	26 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2019		8 361,60	2	8 361,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCES SUPERVISION PRTG		11 331,60	2	11 331,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	105 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2019		33 768,00	2	33 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE MIGRATION ORACLE		6 360,00	2	6 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL ARCHICAD - SERV.431		7 180,80	2	7 180,80	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CERTIFICAT M.JORDAN-13/12/19 AU 13/12/20		96,00	2	96,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LICENCE ELYX OFFICE		9 960,00	2	9 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX17 - CCPFRS RESEAUX SIG		52 948,15	2	52 948,15	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	OPEN DATA SOFT		27 218,98	2	27 218,98	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ORTHOPHOTO NUMERIQUE HIVERNAL		44 760,00	2	44 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	NUMERISATION DES RESEAUX SIG		6 105,84	2	6 105,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - LOGICIEL OPEN DATA SOFT		25 412,16	2	25 412,16	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL INFINITY BASIC LICENCE		1 473,60	2	1 473,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - GERPLAN SUB EQUIPT COMMUNES		7 549,00	5	7 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - EQUIPEMENT PERSONNE DE DROIT PRIVE		5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - EQUIPEMENT ASPA		10 749,00	5	10 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES14-NOTE HONORAIRES N° 20 DRLW		13 241,88	5	13 241,88	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INTEGRATION MAINTA		1 236,00	2	1 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
31/12/2023	OUTIL DECISIONNEL - ANALYSE PILO PARC AUTO		2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX17 - SOLUTION GEST AUTOPARTAGE		3 552,00	2	3 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX17 - REALISATION PROTOTYPAGE QLIK SENSE		2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	INTEGRATION OPEN SYSTEME		2 400,00	2	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL GESTION DES SINISTRES		21 531,60	2	21 531,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL GESTION DES SINISTRES		14 354,40	2	14 354,40	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX18 - MIGRATION V12		13 031,28	2	13 031,28	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - OUTIL DEVELOPPEMENT SPECIFIQUE PLANNING FLOTTE		3 000,00	2	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	PROJET AUTOPARTAGE		2 580,00	2	2 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	13 R PFASTATT LOGICIEL SOLAIRE-VH		1 188,00	2	1 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - EQUIPEMENT OFFICE DU TOURISME - AUBERGE DE JEUNESSE 2017		10 000,00	5	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDES 16 - BUSINESS PLAN 2016		23 880,00	5	23 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX19 - MISE EN PLACE VENTE EN LIGNE		11 679,60	2	11 679,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUBVENTION D'EQUIPEMENT		112 119,00	15	112 119,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - CPER RE10 2014/2020		275 000,00	5	275 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - EQUIPEMENT HORS CPER		45 000,00	5	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SITE GARE		87 802,22	15	87 802,22	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUBVENTION 2017 AURM		6 000,00	5	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	LOGICIEL DE CALCULS THERMIQUES		828,00	2	828,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	NOM DOMAINE MOTOCO		5 000,00	2	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	GIRATOIRE ZILLISHEIM		25 000,00	15	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ITINERAIRE ENSISHEIM - ECOMUSEE		108 653,00	15	108 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUBVENTION F.S.E.S.J.		2 400 000,00	15	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	CARREFOUR TIVOLI		18 832,78	15	18 832,78	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUB17 - CLUB VOSGIEN		12 064,00	5	12 064,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	3 896 230,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	2 766 949,61
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	2 524 434,78

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1) — B14

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***40 373,24***
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*30 016,61*
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*1 628,54*
2152	*INSTALLATION DE VOIRIE*	*2 542,80*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*6 185,29*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**40 373,24**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**	
72	***Travaux en régie***		***40 373,24***
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*30 016,61*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*4 171,34*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*6 185,29*
TOTAL GENERAL		**0,00**	**40 373,24**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B14

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	40 373,24
Recettes réelles de fonctionnement	272 417 304,53
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,01 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**16 685 827,15**	**I**	**16 347 026,60**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**14 584 500,00**		**14 359 865,46**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	14 472 500,00		14 247 925,46
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	112 000,00		111 940,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 101 327,15**		**1 987 161,14**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 971 327,15		1 971 327,14
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*130 000,00*		*15 834,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**16 347 026,60**	**28 665 833,32**	**4 589 360,31**	**49 602 220,23**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**31 509 481,37**	**III**	**23 429 342,43**
Ressources propres externes de l'année (a)		**12 135 910,25**		**12 490 605,88**
10221	TLE	0,00		0,00
10222	FCTVA	1 200 000,00		1 852 642,34
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	100 000,00		70 839,21
2745	Avances remboursables	2 300 000,00		2 300 000,00
2748	Autres prêts	268 785,25		0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	1 250 000,00		1 250 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	7 000 000,00		7 000 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	17 125,00		17 124,33
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**19 373 571,12**		**10 938 736,55**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*194 750,00*		*194 750,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
261	*Titres de participation*	*0,00*		*20 000,00*
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*14 972,00*
28031	*Frais d'études*	*26 830,00*		*31 990,75*
28033	*Frais d'insertion*	*8 670,00*		*47 164,16*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*54 340,00*		*47 819,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*123 350,00*		*123 350,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*68 080,00*		*48 744,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*347 030,00*		*150 194,21*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 394 610,00	1 328 033,40
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	4 610,00	4 610,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	88 800,00	87 026,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	768 860,00	746 065,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	141 710,00	106 188,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	2 173 110,00	2 147 152,55
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	334 860,00	352 756,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	187 810,00	156 019,50
280422	Privé - Bâtiments et installations	772 920,00	766 246,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	35 790,00	3 967,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	140 010,00	135 291,66
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	11 650,00	11 641,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	958 580,00	887 650,41
281321	Immeubles de rapport	10 320,00	10 315,00
281561	Matériel roulant	220,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	9 070,00	9 328,29
2815731	Matériel roulant	15 760,00	15 753,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	73 730,00	68 592,07
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	171 700,00	155 522,22
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 330,00	2 330,00
28181	Installations générales, aménagt divers	500,00	492,00
281828	Autres matériels de transport	1 362 770,00	1 233 159,13
281838	Autre matériel informatique	465 370,00	397 525,66
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	161 950,00	185 625,14
28185	Matériel de téléphonie	0,00	17 814,00
28186	Cheptel	250,00	250,00
28188	Autres immo. corporelles	583 790,00	565 309,75
28258	Autres inst.,matériel,outil. techniques	10,00	10,00
28288	Autres immo. corporelles (affectation)	80,00	76,00
29…	Dépréciations des immobilisations		
31…	Matières premières (et fournitures) (4)		
33…	En-cours de production de biens (4)		
35…	Stocks de produits (4)		
39…	Dépréciation des stocks et en-cours		
481…	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	451 400,00	451 355,53
4817	Indemnités de renégociation de la dette	265 000,00	265 000,00
49…	Dépréciation des comptes de tiers		
4912	Dépréciation des comptes de redevables	145 926,16	145 926,16
4962	Dépréciation comptes de débiteurs divers	2 121,96	2 121,96

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 896 230,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 918 073,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**23 429 342,43**	**14 090 423,92**	**947 968,24**	**15 506 758,32**	**53 974 492,91**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**49 602 220,23**
Ressources propres disponibles	IV	**53 974 492,91**
Solde	V = IV – II (5)	**4 372 272,68**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES — IV

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
	A001 Aide à la réhabilitation de logements sociaux	20, 204, 21	0,00	12 774 559,37	0,00	19 631 755,42	0,00	19 631 755,42	2 523 882,00	17 107 873,42
	A002 Aménagement et infrastructures stratégiques	204, 21, 23, 26	0,00	24 394 204,55	0,00	5 916 842,61	0,00	5 916 842,61	3 104 404,00	2 812 438,61
	A003 Attractivité, tourisme et culture	20, 204, 21, 23, 26	0,00	26 785 349,56	0,00	6 128 100,55	0,00	6 128 100,55	3 415 879,00	2 712 221,55
	A004 Développement économique, soutien à l'innovation, développement universitaire	20, 204, 21, 23	0,00	43 644 891,08	0,00	4 179 749,78	0,00	4 179 749,78	2 205 007,00	1 974 742,78
	A005 Transition écologique et environnementale	20, 204, 21, 23	0,00	12 492 655,80	0,00	3 994 766,29	0,00	3 994 766,29	1 110 126,00	2 884 640,29
	A006 Equipements nautiques et sportifs	20, 21, 23	0,00	30 220 110,96	0,00	2 180 327,52	0,00	2 180 327,52	1 322 122,00	858 205,52
	A007 Habitat, performance énergétique et renouvellement urbain	204, 23	0,00	13 944 061,55	0,00	1 900 141,71	0,00	1 900 141,71	1 567 503,00	332 638,71
	A008 Mobilités douces et partagées	20, 204, 21, 23	0,00	10 022 707,14	0,00	4 249 954,97	0,00	4 249 954,97	1 881 459,00	2 368 495,97
	A009 Maintenance du patrimoine communautaire	21, 23, 26	0,00	7 007 999,67	0,00	1 228 731,89	0,00	1 228 731,89	203 591,00	1 025 140,89
	A010 Equipements périscolaires et structures de petite enfance	204, 21, 23	0,00	46 810 424,61	0,00	9 356 491,31	0,00	9 356 491,31	7 291 127,00	2 065 364,31
	A011 Projets à solder ancienne PPI	20, 204, 23	0,00	2 534 821,63	0,00	518 348,00	0,00	518 348,00	0,00	518 348,00
	A012 Solidarité financière et territoriale	204, 21	0,00	6 292 310,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	A013 Investissements annuels	204, 21	0,00	48 339 434,06	0,00	12 513 263,83	0,00	12 513 263,83	6 239 148,00	6 274 115,83
TOTAL			**0,00**	**285 263 530,68**	**0,00**	**71 798 473,88**	**0,00**	**71 798 473,88**	**30 864 248,00**	**40 934 225,88**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	CENTRE SPORTIF REGIONAL
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO DMC
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	HABITAT ET RENOUV URBAIN
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	PROPRETE ET DENEIGEMENT
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	SPORT ET JEUNESSE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	09/01/2017	ZONES ACTIVITES ZAE PARC AUTO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION m2A	01/01/2017	26/06/2023	RESTAURANT MDT

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

ARCHITECTURE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	318 947,10	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	22 627,74	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**341 574,84**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**341 574,84**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

ARCHITECTURE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**341 574,84**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	12 920,84
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	141,67	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**141,67**	**Total recettes réelles et mixtes**		**12 920,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**141,67**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**12 920,84**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**141,67**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**12 920,84**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	7 532,32
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**7 532,32**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**7 532,32**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**7 532,32**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

DEV ECO GESTION VIF (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	244 043,20	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	24 860,90	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**268 904,10**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**268 904,10**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

DEV ECO GESTION VIF (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	16 961,23	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	196 703,17
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**16 961,23**	**Total recettes réelles et mixtes**		**196 703,17**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**16 961,23**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**196 703,17**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**285 865,33**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**196 703,17**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	50 032,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**50 032,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**50 032,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**50 032,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	50 539,57
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	416,67	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**416,67**	**Total recettes réelles et mixtes**		**50 539,57**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**416,67**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**50 539,57**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**416,67**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**50 539,57**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	30 140,55
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	17 297,87
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**47 438,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**47 438,42**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**47 438,42**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	514 108,31
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**514 108,31**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**514 108,31**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**514 108,31**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	19 555,82	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**19 555,82**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**19 555,82**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	64 817,64	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	320 932,87
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	2 635 524,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**64 817,64**	**Total recettes réelles et mixtes**		**2 956 456,87**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**64 817,64**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**2 956 456,87**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**84 373,46**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**2 956 456,87**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	41 604,06	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**41 604,06**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**41 604,06**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	14 014,84	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**14 014,84**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**14 014,84**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**55 618,90**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	657,25
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**657,25**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**657,25**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**657,25**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	162 985,51	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**162 985,51**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**162 985,51**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**162 985,51**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	342 807,43
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	4 836,23
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**347 643,66**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**347 643,66**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**347 643,66**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 473,65
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	37 238,98
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**62 712,63**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**62 712,63**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**62 712,63**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 757 765,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**1 757 765,31**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**1 757 765,31**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**1 757 765,31**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	26 207,25	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**26 207,25**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**26 207,25**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**26 207,25**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	48 867,10	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**48 867,10**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**48 867,10**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	35 547,01	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**35 547,01**	**Total recettes réelles et mixtes**		**1 971,22**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**35 547,01**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**1 971,22**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**84 414,11**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**1 971,22**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	14 660,65	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	14 819,03
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**14 660,65**	**Total recettes réelles et mixtes**		**14 819,03**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**14 660,65**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**14 819,03**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**14 660,65**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**14 819,03**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

ARCHITECTURE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**318 947,10**
213180099	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	318 947,10
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**22 627,74**
23130099	CONSTRUCTIONS	22 627,74
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**341 574,84**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**341 574,84**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

ARCHITECTURE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

DEV ECO GESTION VIF (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**244 043,20**
20310099	FRAIS D ETUDES	244 043,20
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**24 860,90**
21520099	INSTALLATIONS DE VOIRIE	24 860,90
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**268 904,10**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**268 904,10**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

DEV ECO GESTION VIF (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**19 555,82**
21380099	AUTRES CONSTRUCTIONS	19 555,82
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**19 555,82**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**19 555,82**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**41 604,06**
213180099	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	41 604,06
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**41 604,06**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**41 604,06**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**48 867,10**
21880099	AUTRES	48 867,10
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**48 867,10**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**48 867,10**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

RESTAURATION MDT (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

ARCHITECTURE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

ARCHITECTURE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**141,67**
6588099	AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	141,67
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**141,67**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**141,67**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**12 920,84**
70631099	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SPORTIF	12 920,84
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**12 920,84**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**12 920,84**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

CENTRE SPORTIF REGIONAL (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**7 532,32**
70820099	COMMISSIONS	7 532,32
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**7 532,32**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**7 532,32**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

DEV ECO GESTION VIF (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**16 961,23**
615210099	TERRAINS	3 935,00
615221099	BATIMENTS PUBLICS	13 026,23
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**16 961,23**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**16 961,23**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

DEV ECO GESTION VIF (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**196 703,17**
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	196 703,17
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**196 703,17**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**196 703,17**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

DEV ECO ZAE DIETWILLER (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**50 032,00**
775	PRODUITS DES CESSIONS D IMMOBILISATIONS	50 032,00
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**50 032,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**50 032,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**416,67**
67300098	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	416,67
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**416,67**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**416,67**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**50 539,57**
758880099	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	50 539,57
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**50 539,57**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**50 539,57**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**30 140,55**
70820099	COMMISSIONS	30 140,55
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**17 297,87**
758130099	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	17 297,87
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**47 438,42**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**47 438,42**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GEST. ZONES ACTIVITES (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**514 108,31**
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	514 108,31
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**514 108,31**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**514 108,31**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**64 817,64**
61320099	LOCATIONS IMMOBILIERES	64 817,64
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**64 817,64**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**64 817,64**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**320 932,87**
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	320 932,87
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**2 635 524,00**
775	PRODUITS DES CESSIONS D IMMOBILISATIONS	2 635 524,00
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 956 456,87**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**2 956 456,87**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**14 014,84**
6152210099	BATIMENTS PUBLICS	14 014,84
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**14 014,84**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**14 014,84**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

GESTION FONCIERE ET IMMOS (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

HABITAT ET RENOUV. URBAIN (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**657,25**
758130099	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	657,25
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**657,25**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**657,25**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**162 985,51**
60420099	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	13 323,66
60623099	ALIMENTATION	1 255,08
60628097	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	11 159,12
60628098	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	85 720,00
60628099	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	51 527,65
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**162 985,51**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**162 985,51**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**342 807,43**
70880099	AUTRES PRODUITS D ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS OU VENTES D OUVRAGES...)	342 807,43
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 836,23**
758130099	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	4 836,23
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**347 643,66**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**347 643,66**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**25 473,65**
706320099	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARATERE DE LOISIRS	25 473,65
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**37 238,98**
758880099	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	37 238,98
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**62 712,63**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**62 712,63**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**1 757 765,31**
70400099	TRAVAUX	1 641 074,10
70613099	ABONNEMENT OU REDEVANCE POUR ENLEVEMENT DES DECHETS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	100 339,26
70780099	AUTRES MARCHANDISES	16 351,95
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 757 765,31**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**1 757 765,31**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**26 207,25**
60628099	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	26 207,25
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**26 207,25**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**26 207,25**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**35 547,01**
60623099	ALIMENTATION	22 790,74
60632099	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	11 628,59
61100099	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	1 127,68
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**35 547,01**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**35 547,01**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 971,22**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**1 971,22**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**14 660,65**
61558099	AUTRES BIENS MOBILIERS	7 295,32
61560099	MAINTENANCE	7 365,33
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**14 660,65**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**14 660,65**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

RESTAURATION MDT (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**14 819,03**
70875099	PAR LES COMMUNES MEMBRES DU GFP	14 819,03
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**14 819,03**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**14 819,03**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	D3.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**0,00**	**0,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**0,00**	**0,00**	
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	D3.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre onéreux							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D9

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	11 452 321,29	5 920 453,73	2 357 820,00	3 174 047,56
Recettes	230 000,00	315 986,38	80 000,00	-165 986,38
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	6 446 380,00	6 389 901,01	0,00	56 478,99
Recettes	14 426 165,60	14 308 031,62	0,00	118 133,98

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — D10

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	113 437 957,40	70 721 704,87	28 665 833,32	14 050 419,21
RECETTES	113 437 957,40	58 966 721,43	14 090 423,92	40 380 812,05
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	307 539 303,80	256 524 740,42	0,00	51 014 563,38
RECETTES	307 539 303,80	311 543 781,36	0,00	-4 004 477,56

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN/ N°SIRET : 20006600900024

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	21 597 299,73	16 880 964,22	264 475,91	4 451 859,60
RECETTES	21 597 299,73	14 114 689,25	0,00	7 482 610,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	29 896 346,39	16 347 885,06	0,00	13 548 461,33
RECETTES	29 896 346,39	26 146 276,33	0,00	3 750 070,06

BUDGET BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS / N°SIRET : 20006600900032

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	25 817 686,69	18 516 106,77	4 957 536,69	2 344 043,23
RECETTES	25 817 686,69	17 176 371,06	0,00	8 641 315,63
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	82 846 074,33	81 068 533,13	0,00	1 777 541,20
RECETTES	82 846 074,33	85 255 832,47	0,00	-2 409 758,14

BUDGET BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM / N°SIRET : 20006600900040				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 829 973,69	916 789,69	0,00	913 184,00
RECETTES	1 829 973,69	0,00	0,00	1 829 973,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 009 940,15	53 356,15	0,00	956 584,00
RECETTES	1 009 940,15	3 306,00	0,00	1 006 634,15

BUDGET BUDGET ANNEXE EAU BUDGET ANNEXE EAU / N°SIRET : 20006600900065				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	35 050 534,45	20 982 052,79	4 459 660,35	9 608 821,31
RECETTES	35 050 534,45	17 440 692,10	0,00	17 609 842,35
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	69 013 930,64	55 670 641,55	0,00	13 343 289,09
RECETTES	69 013 930,64	68 692 342,81	0,00	321 587,83

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	197 733 451,96	128 017 618,34	38 347 506,27	31 368 327,35
RECETTES	197 733 451,96	107 698 473,84	14 090 423,92	75 944 554,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	490 305 595,31	409 665 156,31	0,00	80 640 439,00
RECETTES	490 305 595,31	491 641 538,97	0,00	-1 335 943,66

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	197 733 451,96	128 017 618,34	38 347 506,27	31 368 327,35
RECETTES	197 733 451,96	107 698 473,84	14 090 423,92	75 944 554,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	490 305 595,31	409 665 156,31	0,00	80 640 439,00
RECETTES	490 305 595,31	491 641 538,97	0,00	-1 335 943,66

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		365 938 326,00	0,00	3,58 %	2,00	13 099 983,00	0,00
TFPNB		2 350 241,00	0,00	4,78 %	0,00	112 339,00	0,00
CFE		118 484 397,00	0,00	26,36 %	0,00	31 236 551,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		19 308 956,00	0,00	10,06 %	0,00	1 945 249,00	0,00
TOTAL		**506 081 920,00**	**0,00**			**46 394 122,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D12.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**1 660 361,16**
1641	EMPRUNTS	1 660 361,16
Acquisitions d'immobilisations		**2 585 923,93**
203	FRAIS D ETUDES ET DE RECHERCHE	0,00
2051	ACQUISITIONS LOGICIELS	0,00
211	ACQUISITION DE TERRAINS	0,00
212	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRAINS	0,00
213	CONSTRUCTIONS	38 334,77
215	INSTALLATION, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	301 575,85
216	COLLECTIONS ET OEUVRES D ART	0,00
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	1 874 910,30
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0,00
2184	MOBILIER	0,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	371 103,01
231	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**4 246 285,09**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**4 246 285,09**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**2 903 657,47**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 342 627,62***

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**4 246 285,09**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D12.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**11 876 176,30**
60	ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	4 306 217,05
61	SERVICES EXTERIEURS	6 301 009,98
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 249 408,71
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	19 540,56
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**11 963 983,19**
64	CHARGES DE PERSONNEL ET ASSIMILES	11 963 983,19
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 711 836,45**
655	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES	17 708 678,89
658	REDEVANCES	3 157,56
66	**Charges financières**	**772 932,91**
66	CHARGES FINANCIERES	772 932,91
67	**Charges spécifiques**	**27 395,37**
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	27 395,37
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**42 352 324,22**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***1 280 979,56***
68	*OPERATION D ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION*	*1 280 979,56*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***1 342 627,62***
TOTAL GENERAL		**43 694 951,84**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**40 651 737,00**
73133	TAXE D ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES	40 651 737,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**3 043 214,84**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**3 043 214,84**
704	PRODUIT FACTURATION TRAVAUX	1 624 808,62

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
706	PRODUIT FACTURATION PRESTATIONS	1 418 406,22
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**43 694 951,84**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**43 694 951,84**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D13.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D13.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN	D14

IV - Annexe « Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain »

Nature de l'opération (selon la nomenclature)	Dépenses / Recettes	Chapitre	Article	Maîtrise d'œuvre assurée par la collectivité	Financeurs (Etat, Collectivités, Caisse des dépôts,….)	Total des engagements juridiques année N	Total des Crédits de paiement année N
					Total Recettes	0,00	0,00
					Total Dépenses	0,00	0,00

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 65 (+23 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 84
VOTES :
Pour : 62 (+ 22 procurations)
Contre : /
Abstentions : 3 (+1 procuration)

Date de convocation : 18/06/2024

Présenté par le Président temporaire de m2A (1), M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse, le 24/06/2024

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Abstention
BEHE Jean-Marie	Proc. à M. BELLONI
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	Proc. à Mme LIERMANN
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	Proc. à Mme RAFF
BOUAMAIED Nour	Abstention
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	Proc. à M. BOUILLÉ
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	Excusé
CHAPATTE Jean-Claude	Abstention
CHÉRAY Michel	Proc. à Mme BOESCH
COLOM Florian	Excusé
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme LOISEL

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUCHOT Alain	Proc. à M. QUIN
D'ORELLI Philippe	Proc. à M. BEYAZ
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	Proc. à Mme PAUGAM
ENGASSER Thierry	Excusé
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	Proc. à M. RICHARD
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	Proc. à M. JORDAN
JORDAN Fabian *	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Proc. à M. RICHE
METZGER Henri	Proc. à M. JUNG
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à Mme HOTTINGER
NEUMANN Rémy	Proc. à Mme HERZOG
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme ZAGHOUANI
ONIMUS Roland	Proc. à Mme DHALLEWYNE
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RISSER Chantal	
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	Proc. à M. JULIEN
SASSI Annouar	Absent
SCHELL Christiane	Proc. à Mme NEHLIG
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Absente
SCHWEITZER Pascale Cléo	Absente
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme RISSER
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à Mme CLUTZ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme RENCK
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	Absent

Certifié exécutoire par le Président ~~temporaire~~ de m2A (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

Fabian JORDAN,

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Mulhouse Alsace **Agglomération**

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Petite enfance
Aérodrome
Aéroport
TGV
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Tram-train
Collecte
Economie
Propreté
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



" Compte administratif

Rapport de présentation

année 2023 "

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

2024/516

SOMMAIRE

1. Examen du budget général 3
1.1. Section de Fonctionnement 3
1.1.1. Recettes et dépenses réelles 4
A. Opérations de gestion 5
a. RECETTES 5
b. DEPENSES 9
B. Opérations financières 15
1.1.2. Recettes et dépenses d'ordre 16
a. RECETTES 16
b. DEPENSES 16
1.2. Section d'Investissement 17
1.2.1. Opérations réelles 17
a. RECETTES 17
b. DEPENSES 19
1.2.2. Opérations d'ordre 22
a. RECETTES 22
b. DEPENSES 23
2. Examen des Budgets annexes 24
2.1 Budget annexe de l'Eau 24
2.1.1 Section d'exploitation 24
2.1.2 Section d'investissement 26
2.2. Budget annexe du Chauffage Urbain 27
2.2.1. Section d'exploitation 27
2.2.2. Section d'Investissement 29
2.3. Budget annexe des Transports Urbains 31
2.3.1. Section d'exploitation 31
2.3.2. Section d'investissement 34
2.4. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim 36
2.4.1. Section d'exploitation 36
2.4.2. Section d'investissement 36

Présentation agrégée du budget m2A			
BUDGET PRINCIPAL			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	113 437 957,40	70 721 704,87	28 665 833,32
RECETTES	113 437 957,40	58 966 721,43	14 090 423,92
Fonctionnement			
DEPENSES	307 539 303,80	256 524 740,42	
RECETTES	307 539 303,80	311 543 781,36	
BUDGET ANNEXE DE L'EAU			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	35 050 534,45	20 982 052,79	4 459 660,35
RECETTES	35 050 534,45	17 440 692,10	
Fonctionnement			
DEPENSES	69 013 930,64	55 670 641,55	
RECETTES	69 013 930,64	68 692 342,81	
BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	21 597 299,73	16 880 964,22	264 475,91
RECETTES	21 597 299,73	14 114 689,25	
Fonctionnement			
DEPENSES	29 896 346,39	16 347 885,06	
RECETTES	29 896 346,39	26 146 276,33	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	25 817 686,69	18 516 106,77	4 957 536,69
RECETTES	25 817 686,69	17 176 371,06	
Fonctionnement			
DEPENSES	82 846 074,33	81 068 533,13	
RECETTES	82 846 074,33	85 255 832,47	
BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	1 829 973,69	916 789,69	
RECETTES	1 829 973,69		
Fonctionnement			
DEPENSES	1 009 940,15	53 356,15	
RECETTES	1 009 940,15	3 306,00	

PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	197 733 451,96	128 017 618,34	38 347 506,27
RECETTES	197 733 451,96	107 698 473,84	14 090 423,92
Fonctionnement			
DEPENSES	490 305 595,31	409 665 156,31	
RECETTES	490 305 595,31	491 641 538,97	
Total général des dépenses	**688 039 047,27**	**537 682 774,65**	**38 347 506,27**
Total général des recettes	**688 039 047,27**	**599 340 012,81**	**14 090 423,92**

1. Examen du budget général

1.1. Section de Fonctionnement

On distingue deux types d'opérations au sein de la section de fonctionnement :

- les opérations réelles donnant lieu à décaissement ou encaissement ;
- les opérations d'ordre, qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie.

Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion, en opérations financières et en opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépenses réelles fait apparaître le résultat de gestion de l'exercice.
Nous examinerons successivement les différents niveaux d'opérations distingués sur le document qui est soumis à votre approbation.

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève pour l'année 2023 à 18 777 276,48 €. Cumulé avec l'excédent 2022, l'excédent de clôture ressort à 55 019 040,94 €.

Il permet de dégager une épargne brute faciale (différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) de 29,71 M€ qui constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice. Après retraitement des cessions, dont une partie est

exceptionnelle, l'épargne brute ressort à 26,94 M€, supérieure à celle de 2022 de 18,41 M€.

1.1.1. Recettes et dépenses réelles

Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté), se sont élevées à 272,42 M€ avec un taux de réalisation de 101,65%, contre 256,5 M€ en 2022. L'évolution ainsi constatée est de + 6,2%.

Les recettes se décomposent de la manière suivante :

Recettes réelles	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023
Recettes de gestion courante	242 810 615,18 €	244 722 631,46 €	269 124 663,25 €
Recettes financières	190 945,66 €	190 595,39 €	191 351,65 €
Recettes exceptionnelles	1 240 604,69 €	11 585 984,64 €	3 101 289,63 €
Total	**244 242 165,53 €**	**256 499 211,49 €**	**272 417 304,53 €**

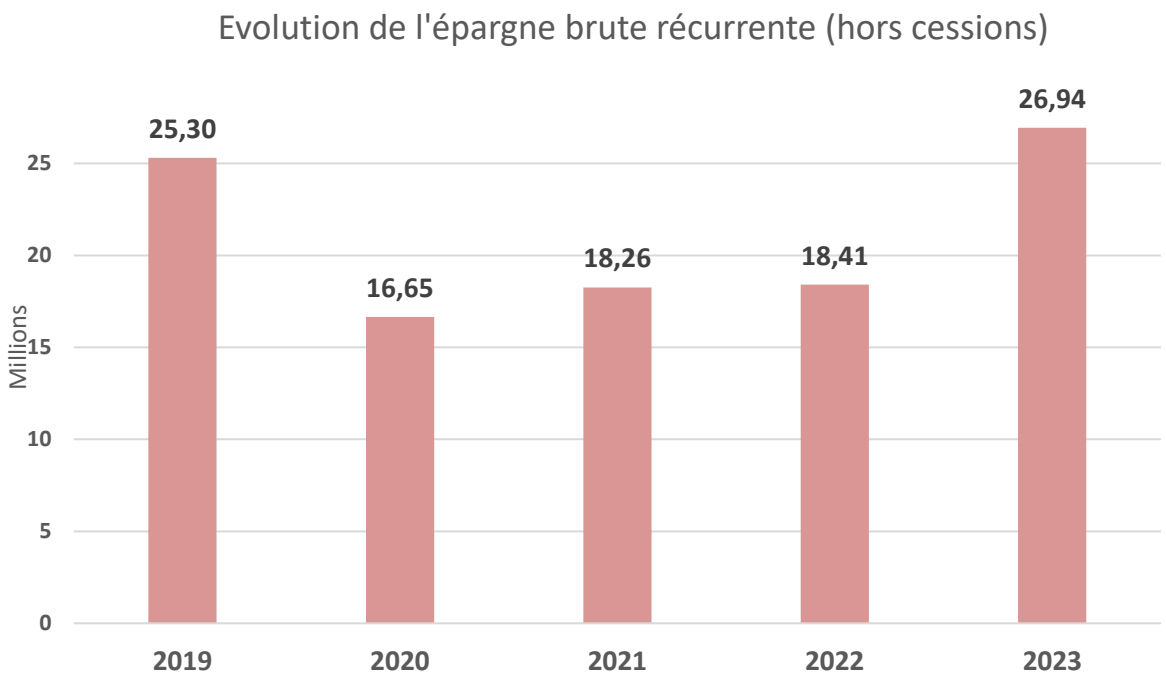
Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 242,7 M€, soit un taux de réalisation de 83,10%, en hausse de +4,86% par rapport aux données de 2022 (231,44 M€).

La répartition des dépenses figure dans le tableau ci-dessous :

Dépenses réelles	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023
Dépenses de gestion	221 824 922,98 €	229 129 727,59 €	239 252 268,08 €
Dépenses financières	2 224 608,26 €	2 193 179,20 €	3 335 439,12 €
Dépenses exceptionnelles	1 488 002,96 €	115 530,30 €	122 891,93 €
Total	**225 537 534,20 €**	**231 438 437,09 €**	**242 710 599,13 €**

Le solde des opérations réelles de la section de fonctionnement a permis de dégager une épargne brute faciale de 29,7 M€ qui est ramenée à

26,94 M€ après retraitement des opérations de cessions de biens. Le montant 2023 progresse par rapport à celui de 2022 qui était de 18,41 M€.



A. Opérations de gestion

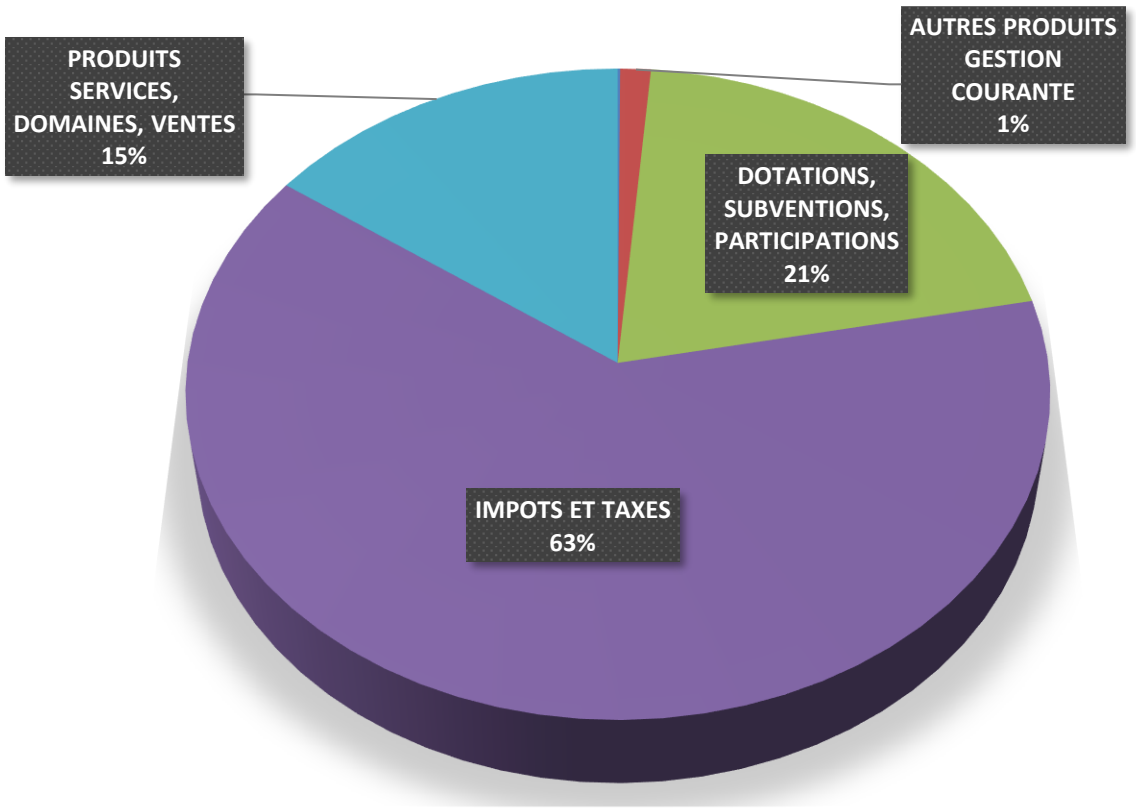
a. RECETTES

Elles sont en hausse de 10% (+ 24,40 M€) par rapport à 2022 avec 269,12 M€.
Il s'agit :

- des recettes à caractère fiscal (chapitres 73 et 731) pour 169 577 592,10 € ;
- des dotations et subventions (chapitre 74) pour 55 196 192,56 € ;
- des produits des services et du domaine (chapitre 70) pour 40 707 361,83 € ;
- des autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 3 372 952,17 € ;
- des recettes liées à des remboursements de charges (chapitre 013) pour 270 564,59 €.

Le graphique ci-après illustre la répartition des recettes de gestion :

Recettes de gestion 2023



Chapitre 73 – Impôts et taxes

Il s'agit du poste de recettes le plus important avec 169 577 592,10 €, soit 63% des recettes de gestion et 54% du total des recettes de fonctionnement. Il progresse de 10% par rapport à 2022 avec +15,39 M€ du fait :

- de l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 1,58% à 3,58%
- de rôles fiscaux supplémentaires de 0,99 M€ ;
- de l'effet des revalorisations de bases de la TEOM, la CFE, la fiscalité ménages, la TASCOM et l'IFER

Les recettes fiscales sont détaillées ci-après :

Recettes	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	Var. 22/23	Observations
Taxe Enlèvement Ordures Ménagères	36,69	38,26	40,65	6,25%	Evolution des bases
Cotisation Foncière des Entreprises	27,87	29,24	31,24	6,85%	Evolution des bases
Fiscalité ménages	6,78	6,93	15,70	126,54%	Augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 1,58% à 3,58% + évolution des bases
Fraction de TVA	33,24	36,42	37,41	2,73%	en compensation de la taxe d'habitation sur les résidences principales
Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	19,08	19,02	20,73	8,99%	Evolution des bases
Compensation FNGIR	14,57	14,57	14,57	0,00%	
Taxe sur les Surfaces Commerciales	3,81	4,29	4,65	8,34%	Evolution des bases
Imposition forfaitaire sur entreprises réseaux (IFER)	1,64	1,75	1,99	13,25%	Evolution des bases
Autres produits fiscaux	6,32	3,70	2,63	-28,98%	Dont : - rôles sup : 0,99M€ -taxe séjour : 1,04M€ - gemapi : 0,41M€
Total	**149,99**	**154,19**	**169,58**	**10,0%**	

Chapitre 74 – Dotations et participations

Deuxième poste de recettes pour la collectivité, les dotations et participations d'un montant de 55 196 192,56 € sont en augmentation de 4,9% soit +2,5 M€ par rapport à 2022.

Les dotations et participations se composent des éléments ci-dessous :

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Var. 22/23
DOTATION DE COMPENSATION (ex compensation part salaires)	21,1	20,6	20,5	-0,6%
PARTICIPATIONS CAF	8,3	3,8	4,7	24,5%
DOTATION COMPENSATION REFORME TAXE PROFESSIONNELLE	7,5	7,5	7,5	0,2%
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	5,5	5,5	5,5	0,1%
PARTICIPATIONS DES COMMUNES	2,5	2,8	2,5	-9,0%
COMPENSATIONS TH, FB, CET	10,2	11,1	12,9	16,0%
AUTRES PARTICIPATIONS (FCTVA, CSRA…)	1,6	1,3	1,5	17,6%
TOTAL	**56,6**	**52,6**	**55,2**	**4,9%**

Chapitre 70 – Produits des services et du domaine

Avec une réalisation de 40 707 361,83 M€ ce chapitre est en hausse de +5,8 M€, soit +16,6%. Ce chapitre est composé à 54% de remboursements de rémunérations, liées au dispositif de mutualisation, à la refacturation des rémunérations au Sivom et aux budgets annexes de m2A.

Les prestations liées au périscolaire et à la petite enfance avec 6,5 M€ sont en augmentation de 12,4% par rapport à 2022, en partie du fait de la nouvelle tarification périscolaire appliquée à compter de septembre 2023).

Les équipements sportifs atteignent 2,6 M€ de recettes, soit une baisse de 5% par rapport à 2022.

Le parc zoologique et botanique avec ses 2,67 M€ de recettes connaît également une diminution par rapport à 2022 (2,9M€).

Le détail par compétence figure ci-dessous :

PRODUITS DES SERVICES	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Var.22/23
REMBOURSEMENTS DE MUTUALISATION ET DE CHARGES DE PERSONNEL	18,0	17,1	22,3	30,5%
PERISCOLAIRE ET PETITE ENFANCE	5,3	5,8	6,5	12,4%
PROPRETE ET DENEIGEMENT	5,4	5,5	5,8	5,0%
EQUIPEMENTS SPORTIFS	1,5	2,7	2,6	-5,0%
PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	2,0	2,9	2,7	-7,9%
PRODUITS DIVERS	1,0	0,9	0,9	-3,0%
TOTAL	**33,2**	**34,9**	**40,7**	**16,6%**

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

Avec 3 372 952,17 €, ces produits sont en augmentation de 904 k€ (+ 36,6%) par rapport au montant de 2022 de 2 468 613,16 €.

Ils comprennent principalement :

- les loyers ou produits de mise à disposition des bâtiments communautaires pour 1,64 M € dont 514 108,31 € de loyer parc exposition
- les recettes d'exploitation du centre sportif pour 474 k€,
- les refacturations liées aux collectes de déchets pour 230 k€
- des redevances pour 168 k€,
- des reprises des excédents de fonctionnement pour 308 k€ (part assainissement lors du transfert de la compétence eau)
- pour le reste, des refacturations diverses dont les refacturations d'impôt foncier des zones d'activité.

Chapitre 013 – Atténuation de charges

Ces remboursements divers sur les frais de personnel représentent 270 564,59 € en diminution de -30,80% par rapport au montant 2022.

Chapitre 76 – Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 191 351,65 € et sont stables par rapport à l'année précédente.

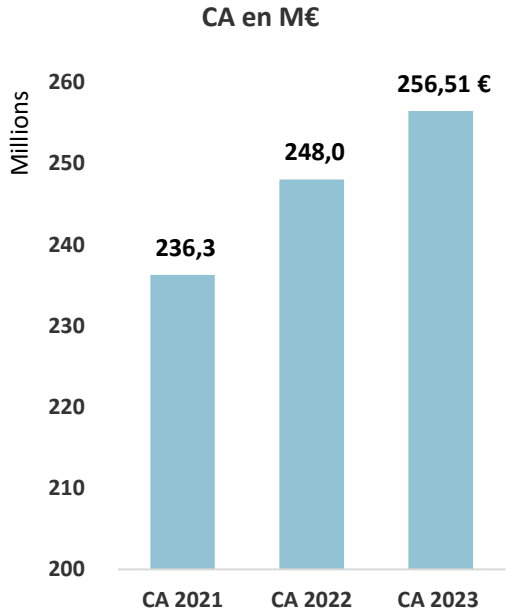
Chapitre 77 – Recettes exceptionnelles

Avec un total de 3 101 289,63 €, les recettes exceptionnelles sont en très forte baisse par rapport à l'année précédente (11 585 984,64 €) mais restent plus élevés qu'en 2021 (1 240 604,69 €).
En 2022, le montant très élevé s'expliquait notamment par une cession de 5,7 M€ et de remboursements de 4,7 M€ des prestations CAF par les gestionnaires de structures périscolaires et petite enfance.

Les principaux postes qui composent ce chapitre en 2023 sont :
- des produits de cession d'immobilisations pour 2 766 949,61 €
- des mandats annulés sur exercices antérieurs pour 19 395,90 €
- des recettes autres pour 314 944,12 € (remboursement de prestations CAF par les gestionnaires de structures périscolaires et petite enfance)

b. DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 256,51 M€ en 2023 contre 248,05 M€ en 2022.



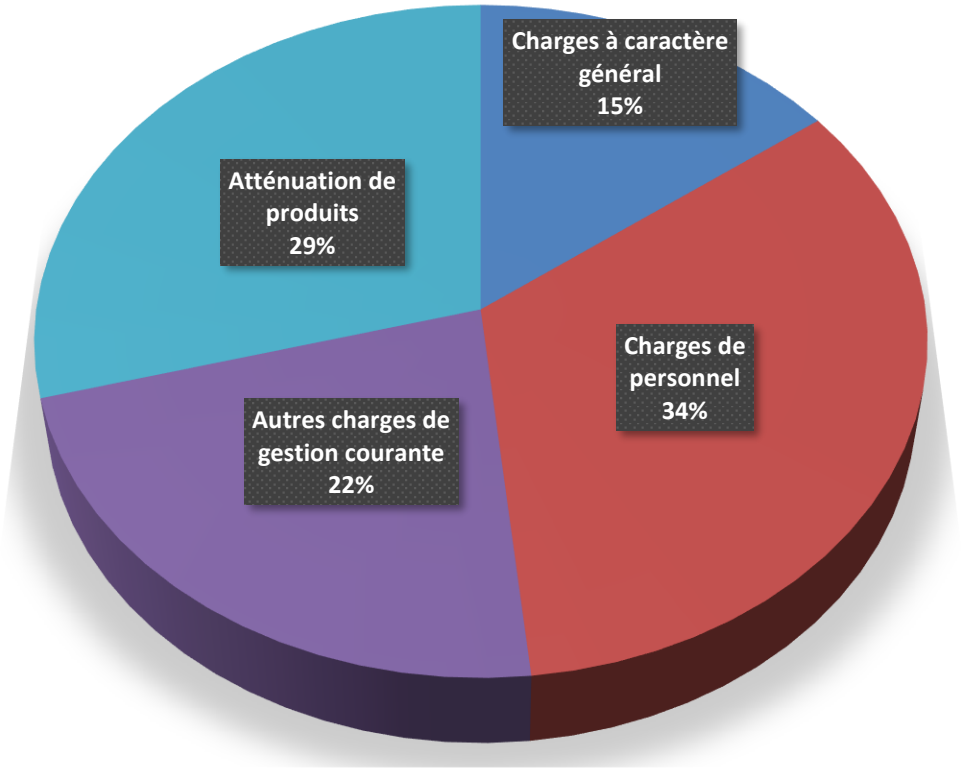
Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 242,7 M€ et se déclinent en dépenses de gestion (239,25 M€), dépenses financières (3,34 M€), et charges exceptionnelles (0,123 M€).

Les dépenses de gestion 2023 s'élèvent à 239 252 268,08 € et se répartissent ainsi :

- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 80 276 370,30 € ;
- atténuations de produits (chapitre 014) : 69 821 806,54 € ;
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 53 739 716,59 € ;
- charges à caractère général (chapitre 011) : 35 414 374,65 €.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses de gestion :

Dépenses de gestion 2023



Chapitre 012 – Frais liés au personnel

D'un montant global de 80 276 370,30 € les charges de personnel progressent de + 10,20% par rapport à l'année précédente. L'évolution s'explique principalement par :

- le transfert de la compétence eau, et notamment la création de 20 postes à la régie de l'Eau, refacturés au budget annexe. Hors transfert de cette compétence, l'évolution des charges de personnel s'élève à + 2,95%.
- la prime pouvoir d'achat (0,7 M€)
- l'augmentation du point d'indice (0,5 M€)
- les mesures catégorielles pour les agents de catégorie C (0,3 M€)
- l'impact du Glissement Vieillesse Technicité (0,8 M€)

- diverses créations de postes et transferts d'agents de la ville à m2A (1,9 M€)

Les frais de personnel regroupent différents postes de dépenses :

- les charges du personnel communautaire
- les charges liées aux agents mutualisés
- les charges refacturées aux autres organismes (Sivom) ou aux budgets annexes

Les charges de personnel représentent le premier poste de dépenses de notre collectivité avec 34% des dépenses de gestion.

Chapitre 014 – Atténuation de produits

Ces dépenses atteignent 69 821 806,54 € en augmentation de +4,6% par rapport à 2022.

En font partie :

- l'attribution de compensation pour 65 287 652,75 €
- la dotation de solidarité communautaire pour 3 M€ (+2 M€ par rapport à 2022)
- le reversement au FPIC qui passe à 405 774,00 € contre 358 148,00 € en 2022 ;
- le reversement de fraction de TVA pour 334 889,00 €
- le reversement de taxe de séjour à la Collectivité européenne d'Alsace pour 81 198,71 €
- 696 779,08 € de restitution au titre des dégrèvements des contributions directes, montant bien supérieur à 2022 (48 434,06 €)

Ce chapitre représente le deuxième poste de dépenses de m2A.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Leur montant est de 53 739 716,59 € pour 2023, en baisse de 6,6% par rapport à 2022.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- les subventions de fonctionnement et délégations de service public pour 19 033 644,08 € se déclinent dans les domaines suivants :
  - petite enfance : 6 735 998,76 € ;
  - emploi, université et action économique : 2 431 191 € ;

- périscolaire : 3 908 826,31 € ;
- musées techniques : 1 291 650 € ;
- tourisme et attractivité: 1 223 552 € ;
- aménagement espace communautaire et renouvellement urbain: 1 207 246 € ;
- amicale du personnel : 1 102 850,87 € ;
- transition écologique et climatique : 828 042,74 € ;
- secteurs famille, parentalité, séniors, handicap : 54 000 € ;
- politique de la ville et prévention : 107 500 € ;
- 146 785 € de subventions dans divers secteurs d'activité.

- les contingents et participations se sont élevés à 32 948 421,69 € (contre 32 902 512,01 € en 2022) dont 17 708 678,89 € au SIVOM avec :
  - 10 173 678,89 € pour le traitement des résidus urbains ;
  - 7 535 000 € pour la collecte sélective des déchets ;
- une participation d'équilibre de 14 640 735 € au budget annexe des transports
- des contributions aux Epage dans le cadre de la compétence Gemapi, compétence de m2A depuis le 1er janvier 2018, pour 599 007,80 € ;

Chapitre 011 – Charges à caractère général

On retrouve dans ce chapitre les dépenses liées au fonctionnement des services, à l'accomplissement de leurs missions ainsi que des prestations rendues à la population. Ce sont pour la plus grande partie des dépenses incontournables.

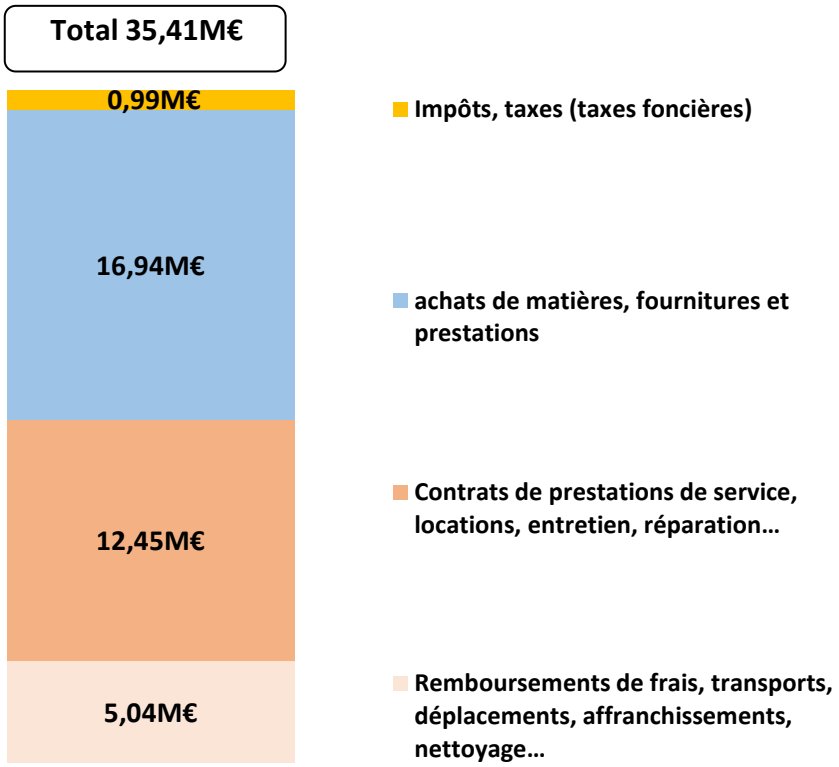
Globalement, ces dépenses ressortent à 35 414 374,65 € en 2023 contre 32 014 456,01 € en 2022. Ce chapitre est en hausse de 3,4 M€, fortement impacté par la hausse des coûts de l'énergie (+1,65 M€ pour l'énergie et le chauffage), des matières et des prestations.
Les dépenses liées au périscolaire se sont accrues de 690 k€ suite à l'augmentation du prix des repas.
Les dépenses du secteur sportif dépassent de 1,3 M€ celles de l'année précédente.

Les dépenses du secteur propreté et déneigement se sont accrues de 960 k€ par rapport à 2022.

Ces dépenses ont été mises en œuvre dans le cadre des compétences suivantes :

Compétences	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	% évol.
Mise en œuvre collecte ordures, propreté urbaine et parc auto	9 207 136 €	10 571 940 €	11 535 536 €	9,11%
Gestion de l'activité périscolaire	3 774 430 €	4 407 159 €	5 099 052 €	15,70%
Fonctionnement général de la collectivité	3 147 505 €	3 133 926 €	3 353 469 €	7,01%
Equipements sportifs	4 859 953 €	5 464 865 €	6 975 736 €	27,65%
Parc zoologique et botanique	1 647 594 €	1 804 505 €	1 732 428 €	-3,99%
Entretien et suivi patrimoine communautaire	1 479 055 €	1 574 481 €	1 760 993 €	11,85%
Ressources humaines	901 781 €	1 008 717 €	1 065 037 €	5,58%
Système d'information et informations géographiques	1 063 629 €	987 313 €	1 019 572 €	3,27%
Habitat	175 060 €	148 971 €	169 444 €	13,74%
Petite enfance	722 629 €	900 626 €	880 196 €	-2,27%
Transports et développement économique	1 648 173 €	1 509 855 €	1 420 702 €	-5,90%
Divers	560 583 €	501 119 €	402 210 €	-19,74%
Total	**29 187 529 €**	**32 013 478 €**	**35 414 375 €**	

Le détail par type de dépenses est le suivant :



Chapitre 67 – Charges exceptionnelles

Elles se montent à 122 891 93 € contre 115 530,30 € en 2022. Ces dépenses sont essentiellement liées aux annulations de titres sur exercices antérieurs.

B. Opérations financières

L'essentiel de ce poste est constitué de la charge de la dette à court et à long terme. Le niveau de réalisation en 2023 s'élève à 3 335 439,12 € contre 2 193 179,20 € en 2022.

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit au cours de l'année 2023.

Au 31 décembre 2023, le taux moyen de la dette augmente par rapport à l'exercice précédent, passant à 3,18% contre 2,20% au 31 décembre 2022.

1.1.2. Recettes et dépenses d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de Fonctionnement et d'Investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre s'élève à 2 865 783,26 € et est constitué par des régularisations diverses, des écritures liées aux travaux en régie et des reprises sur provisions (2,68 M€).

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 13 795 212,18 € et sont composées de :

- 10 458 986,55 € de dotations aux amortissements et aux provisions ;
- 2 876 475,63 € d'écritures relatives à des cessions,
- 459 750 € d'écritures d'étalement de charges financières et de provisions.

1.2. Section d'Investissement

La section d'investissement du compte administratif 2023 totalise 70 721 704,87 € en dépenses et 58 966 721,43 € en recettes.
L'autofinancement et les participations de nos partenaires constituent les premières sources de financement de la section d'investissement.

1.2.1. Opérations réelles

a. RECETTES

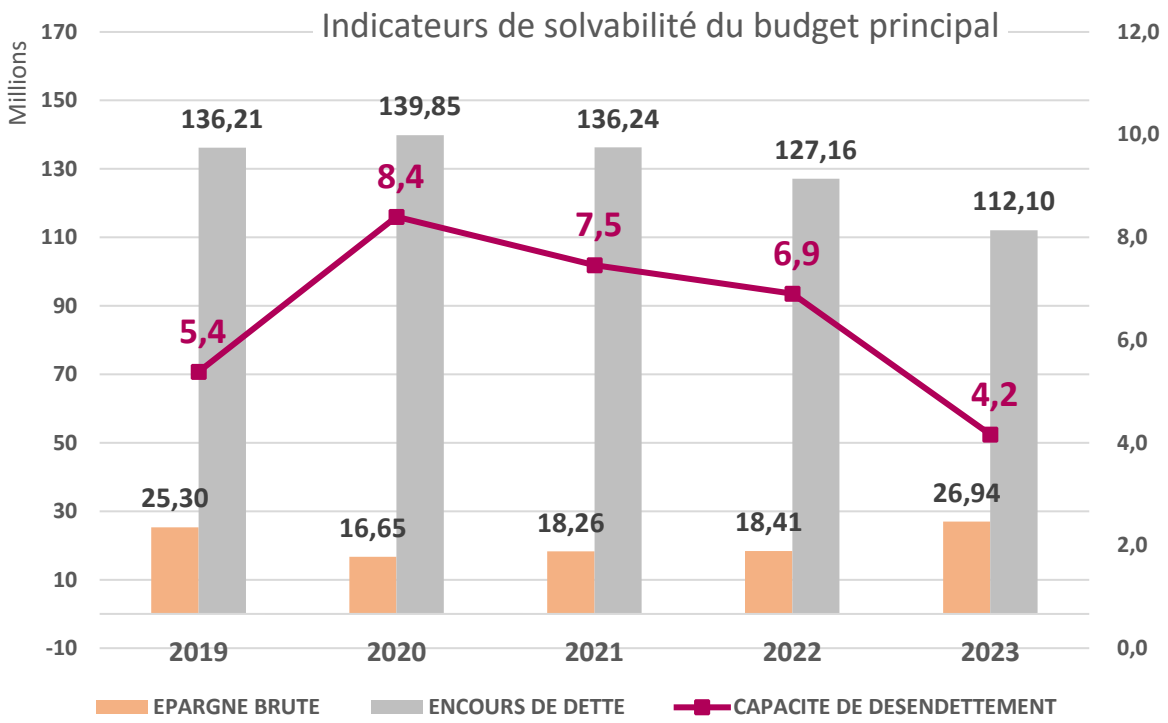
1) Autofinancement

L'autofinancement a atteint en 2023 un montant de 26 939 756 € alors qu'il était de 18 412 392 € en 2022, soit une légère hausse de + 46,3%.

2) Dette

En 2023, m2A n'a pas eu recours à l'emprunt.

L'encours de la dette au 31/12/2023 s'élève à 112,8 M€ contre 127,16 M€ au 31/12/2022. La capacité de désendettement s'améliore en passant de 6,9 ans à 4,2 ans, restant ainsi éloignée des seuils d'alerte.



3) Subventions d'équipement perçues

Le montant des subventions d'équipement perçues de nos partenaires s'est élevé à 2 466 180,33 €, en baisse de 51,27% par rapport à l'année 2022 où elles représentaient 5 060 664 €.

Les montants 2023 sont détaillés ci-dessous :

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES	CA 2022	CA 2023	OBSERVATIONS 2023
Collectivité européenne d'Alsace	1 378 875	262 694	Stellantis, camping, clinique vétérinaire, liaison Wittelsheim Staffelfelden, centre sportif)
Etat	1 668 315	468 539	DSIL (VIF, liaisons, périscolaire, maison du vélo, Technocentre)
Communes	584 439	315 986	Mutualisation mulhouse , Staffelfelden route marie louise
Syndicats / groupements de collectivités	0	717 927	Syndicat Mixte Ouvert pour la Gestion des Ports du Sud-Alsace (euroglas)
Région	935 439	230 861	Quatrium, périscolaires, éclairage patinoire
Autres	493 596	470 173	Dont CAF et agence de l'eau
TOTAL	**5 060 664**	**2 466 180**	

4) Dotations et fonds divers

D'un total de 18 324 273,90 €, cette catégorie de recettes est constituée par :

- la reprise des résultats 2022 pour 14 483 399,41 €,
- la reprise des excédents d'investissement des communes quant à l'assainissement pour 1 971 327,15 €
- le Fonds de Compensation pour la TVA pour 1 852 642,34 €
- les dons, legs et mécénat pour le reste, soit 16 905 €.

b. DEPENSES

1) Conditions d'exécution

Le total des dépenses réelles de l'exercice est de 57 266 561,30 € alors qu'il était de 51 947 641,23 € en 2022.

Les dépenses d'équipement représentent une part importante des réalisations avec 27 990 668,95 € (dont subventions d'équipement et opérations pour compte de

tiers comprises), montant inférieur au niveau 2022 (28 250 315,92€) mais supérieur si on exclut en 2022 le règlement du litige TGV dont le versement est intervenu cette année-là (pour 6 292 310,70 €).

Les dépenses d'équipement se déclinent en :

DEPENSES D'EQUIPEMENT	CA 2022 (M€)	CA 2023 (M€)
Investissements pluriannuels en APCP	6,33	9,78
Subventions d'équipement versées	15,59	9,43
Investissements annuels en travaux	0,69	1,35
Investissements fonciers	0,15	0,00
Investissements annuels en mobilier	4,23	4,90
Opérations pour compte de tiers	1,26	2,54
TOTAL	**28,25**	**27,99**

Les dépenses financières se chiffrent à 25 455 579,23 € dont 17 359 865,46 € pour le remboursement du capital de la dette (dont remboursements temporaires à 3 M€).

D'un montant global de 9 434 298,14 € en 2023 (contre 15 603 052,99 € en 2022), les subventions d'équipement se répartissant dans les domaines d'activité suivants :

Compétence	Montant 2022	Montant 2023
Aménagement espace communautaire	1 785 426	1 769 714
Musées	588 240	190 123
Règlement litige LGV	6 292 311	
Développement économique, enseignement supérieur et transports	2 501 324	108 281
Habitat	1 103 126	1 407 856
Petite enfance et périscolaire	2 438 515	4 847 155
Transition écologique et climatique	670 694	1 054 946
Divers	223 418	56 223
Total	**15 603 053**	**9 434 298**

2) Les dépenses d'équipement

Hors subventions, ces dépenses ressortent à 21,38 M€ et se répartissent dans les domaines énumérés ci-dessous :

- **aménagement du territoire, et zones d'activités : 843 664 €**
  - travaux et aménagements du Village Industriel Fonderie : 366 436 €
  - travaux et aménagements DMC : 61 323 €
  - divers travaux et aménagements : 193 380,64 €
  - travaux dans les zones d'activités : 51 192 €
  - dépollution du parc expo : 171 333 €.
- **Développement économique : 244 043 € déployés sur le Technocentre et 220 987 € pour l'étude de restructuration du site Stellantis**
- **Equipements aquatiques et sportifs 1 883 359 €** avec comme principales réalisations :
  - Divers travaux 329 179 € (dont centre équestre, équipements terrestres)
  - matériel et équipement divers : 389 333 €
  - Centre sportif : 323 052 €
  - Stade de l'Ill : 178 405 €
  - Piscines et équipements aquatiques : 611 238 €
  - Patinoire : 52 152 €
- **Propreté et déneigement : 2 585 923,93 €** avec comme postes de dépenses :
  - acquisition et renouvellement véhicules : 1 874 910 € ;
  - optimisation de la collecte en bacs : 342 113 € ;
  - matériel et aménagement divers : 368 900 €.
- **Aménagements des pistes cyclables : 1 179 216 €**
- **Cité du vélo : 376 728€**
- **Périscolaire : 710 723 €** avec notamment :
  - acquition de mobilier et équipements à destination des sites périscolaires : 136 060€ ;
  - travaux divers sur plusieurs périscolaires : 574 667€ ;
- **Petite enfance 2 126 692 €** pour les projets ci-après :
  - 474 462,65 € pour des travaux divers (dont Multi-accueil Couleurs de vie 219 k€)
  - 35 586,48 € pour de l'équipement divers

- 1 618 643,47€ pour le multi-accueil la Grande Ourse

- Systèmes d'information et informations géographiques : 1 206 619 €
- **Parc zoologique et botanique : 3 135 093 €** avec notamment :
  - Horizon Afrique : 2 732 171 € ;
  - Clinique vétérinaire matériel : 41 469 € ;
  - matériels et travaux divers : 319 848 €.
  - auberge du zoo : 61 160 €
- **Travaux sur le patrimoine touristique : 28 673 €** avec notamment,
  - travaux camping : 19 818,80 € ;
  - travaux auberge jeunesse: 8 854 € ;
- **Travaux sur l'ensemble du patrimoine communautaire :** 520 702 €
- **Travaux ou équipements divers** pour 938 806 €.

Les opérations réalisées pour compte de tiers se sont chiffrées en 2023 à 2 535 089,72 €.

1.2.2. Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement sont pour partie le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. Ainsi, le total des recettes d'ordre « entre sections » est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement. Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections. S'ajoutent à ces opérations entre sections, les opérations patrimoniales qui concernent exclusivement la section d'investissement.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre s'élève à 19 795 212,18 € et est constitué de :

- 9 859 582,90 € de dotations aux amortissements ;
- 265 000 € d'écritures d'étalement d'indemnité de remboursement anticipé d'emprunts ;
- 451 355,53 € d'écritures d'étalement de charges COVID, procédure initiée fin 2020 pour 5 ans ;
- 342 798,12 € de provisions et dépréciations ;
- 2 876 475,63 € d'écritures diverses, essentiellement liées à des cessions d'actif ;

- 6 000 000€ d'opérations d'ordre patrimoniales qui concernent les remboursements temporaires d'emprunts.

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 8 865 783,26 € et recouvrent :

- 40 373,24 € d'écritures liées aux travaux en régie ;
- 2 700 050 € de provisions (pour litiges et pour garantie d'emprunt) ;
- des opérations diverses en lien avec les cessions pour 125 360,02 € ;
- des écritures patrimoniales pour 6 000 000 €.

2. Examen des Budgets annexes

En plus de son budget principal, m2A dispose de quatre budgets annexes :

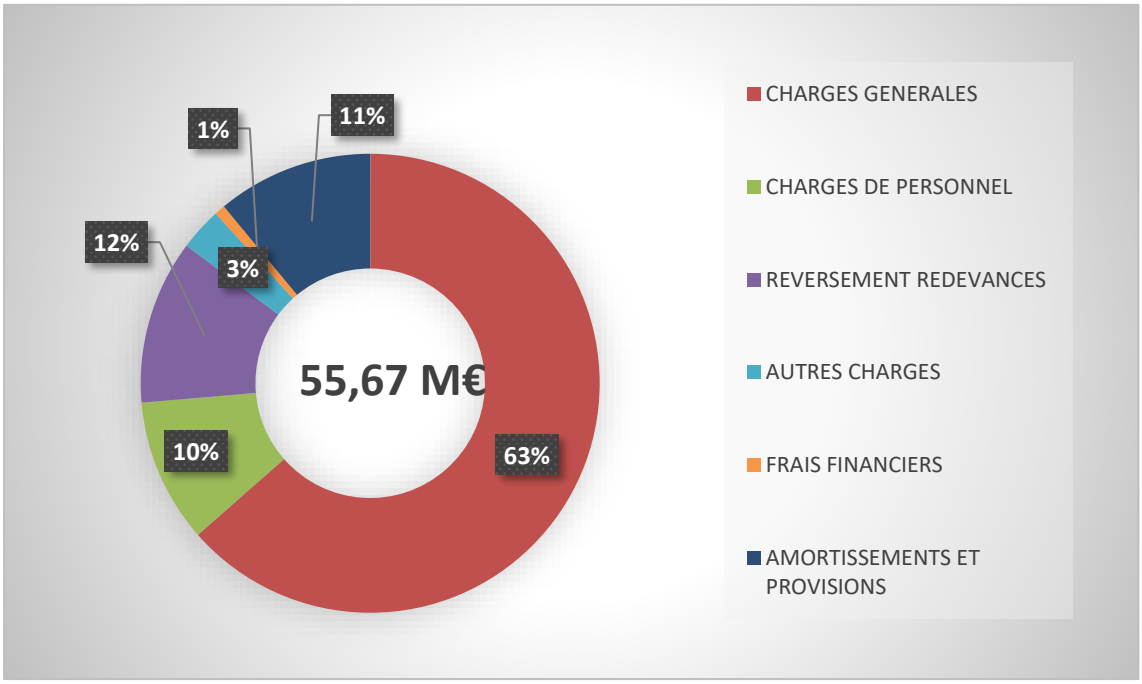
- le budget annexe de l'Eau,
- le budget annexe du Chauffage Urbain regroupant les Centrales Thermiques de l'Illberg et de Rixheim,
- le budget annexe des Transports Urbains,
- le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

Ils permettent de retracer les coûts réels des missions qu'ils recouvrent, conformément à la législation relative aux activités à caractère industriel et commercial.

2.1 Budget annexe de l'Eau

2.1.1 Section d'exploitation

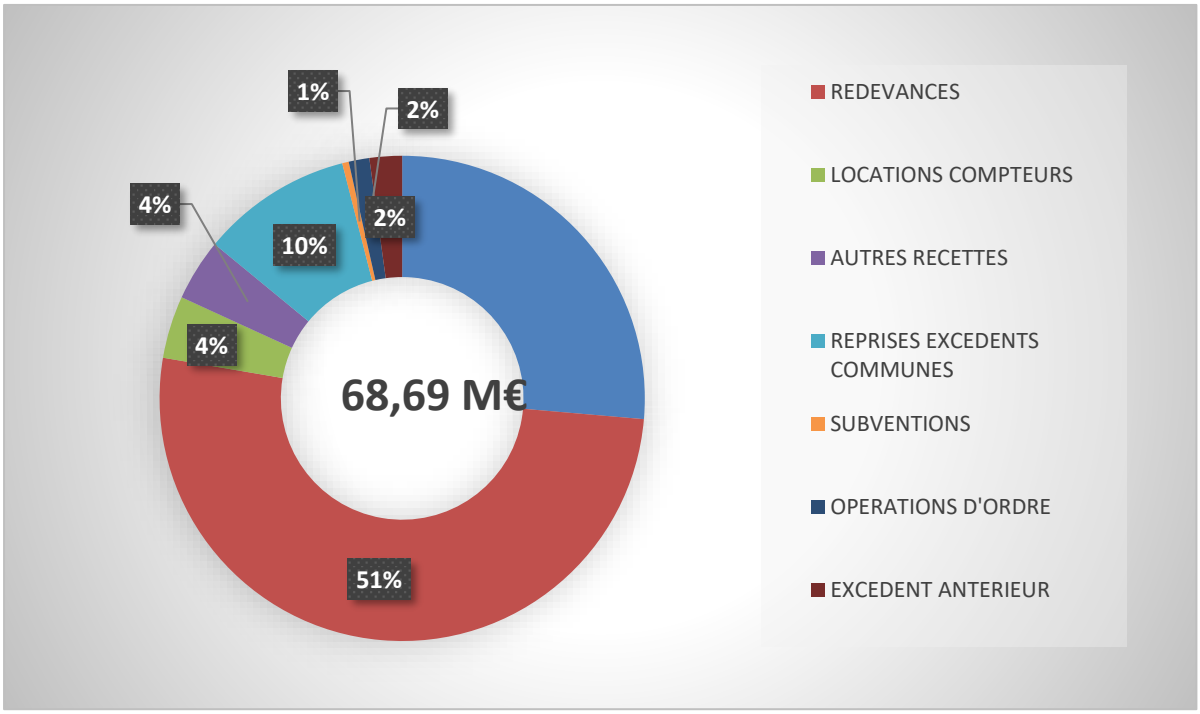
En 2023, les dépenses d'exploitation atteignent 55 670 641,55 € et se décomposent ainsi :



Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 35 339 355,22 € :
- 4 218 139,13 € d'achats divers (fournitures, énergie, …)
- 3 878 555,70 € de prestations de services
- 27 242 660,39 € de versements de redevances et de taxes
- les charges de personnel pour 5 646 960,46 €,
- le reversement des redevances pour 6 443 832,92 €
- les frais financiers pour 419 931,83 € (intérêts des emprunts)
- 1 677 218,26 € d'autres charges (charges exceptionnelles, reprises de déficit, indemnités)
- les mouvements d'ordre, dont les dotations aux amortissements pour 6 124 413,75 €
- le solde reporté pour 18 929,11 €

Les recettes d'exploitation atteignent 68 692 342,81 €. Elles se décomposent comme suit :



- vente d'eau pour 18 110 638,23 €
- redevances pour 35 249 616,49 €

- reprises des excédents pour 6 917 772,69 €
- les écritures d'ordre pour 944 362,24 €
- les subventions pour 300 090,91 €
- les locations de compteurs pour 2 857 924,97 €
- les autres recettes pour 2 824 721,19 € (remboursements divers, produits exceptionnels)
- le résultat de fonctionnement antérieur de 1 487 216,09 €

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce service dégage un excédent de fonctionnement de 13 021 701,26 €.

2.1.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2023 s'élèvent à 25 441 713,14 €.

Les dépenses d'équipement représentent 8 826 763,88 € dont figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :

- Renouvellement conduites maîtresses pour 1 399 455,93 €
- Renouvellement extension des conduites et branchements Mulhouse pour 1 108 863,19 €
- Amélioration protection du captage Hirtzbach Est pour 1 471 721,62 €
- Acquisition et renouvellement des compteurs pour 743 751,49 €
- Acquisition de matériel spécifique pour 873 229,69 €

S'ajoutent à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 1 577 284,62 €. Le capital restant dû au 31/12/2023 est de 12,32 M€
- le remboursement de l'avance au budget principal pour 7 000 000 €
- des écritures d'ordre pour 944 362,24 €
- des opérations pour comptes de tiers pour 1 178 231,60 €
- le déficit antérieur reporté pour 162 341,48 €
- des reprises de déficit pour 1 280 488,97 €

Ces dépenses ont pu être financées grâce à :

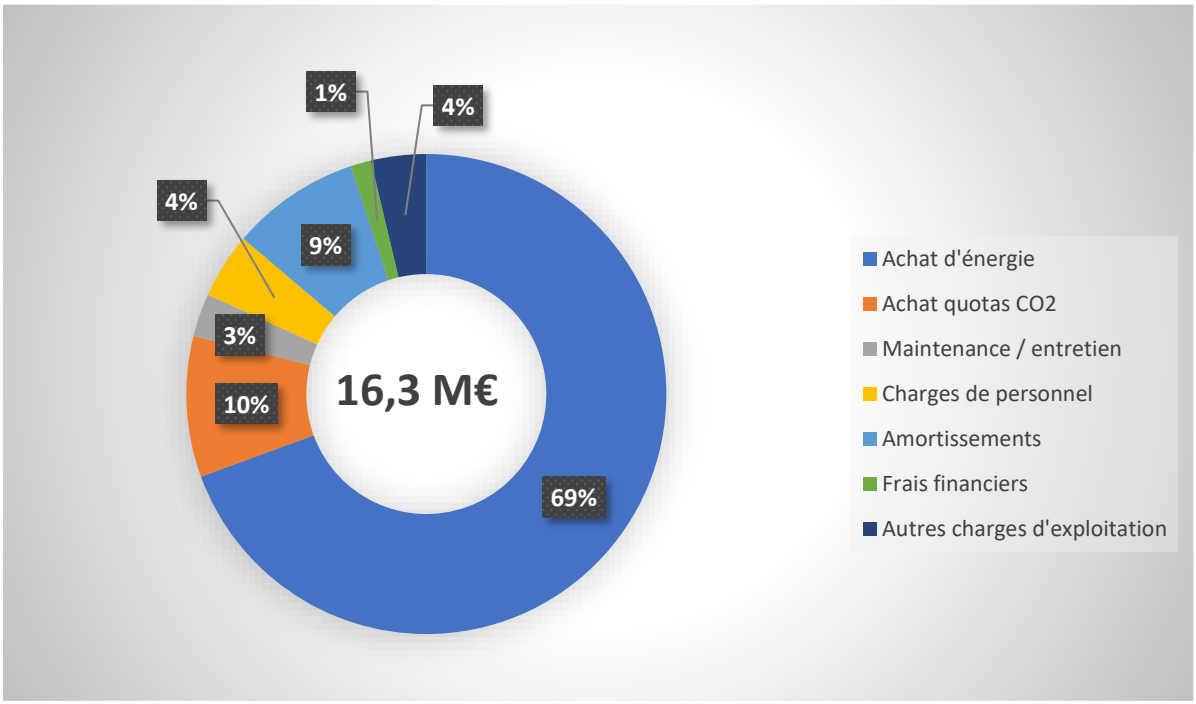
- des mouvements d'ordre à hauteur de 6 124 413,75 € liés à des amortissements et des régularisations diverses,
- l'avance du budget principal pour 7 000 000 €
- des subventions d'investissement de 1 550 092,15 €
- des subventions pour 1 550 092,15 €
- des dotations et réserves pour 1 065 055,68 €
- les opérations pour comptes de tiers pour 1 165 178,21 €
- le résultat reporté pour 446 427,31 €
- des recettes diverses pour 89 525 €

La section d'investissement est déficitaire de -3 541 360,69 €.
Après reprise du solde des restes à réaliser de -4 459 660,35 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de -8 001 021,04 €.

2.2. Budget annexe du Chauffage Urbain

2.2.1. Section d'exploitation

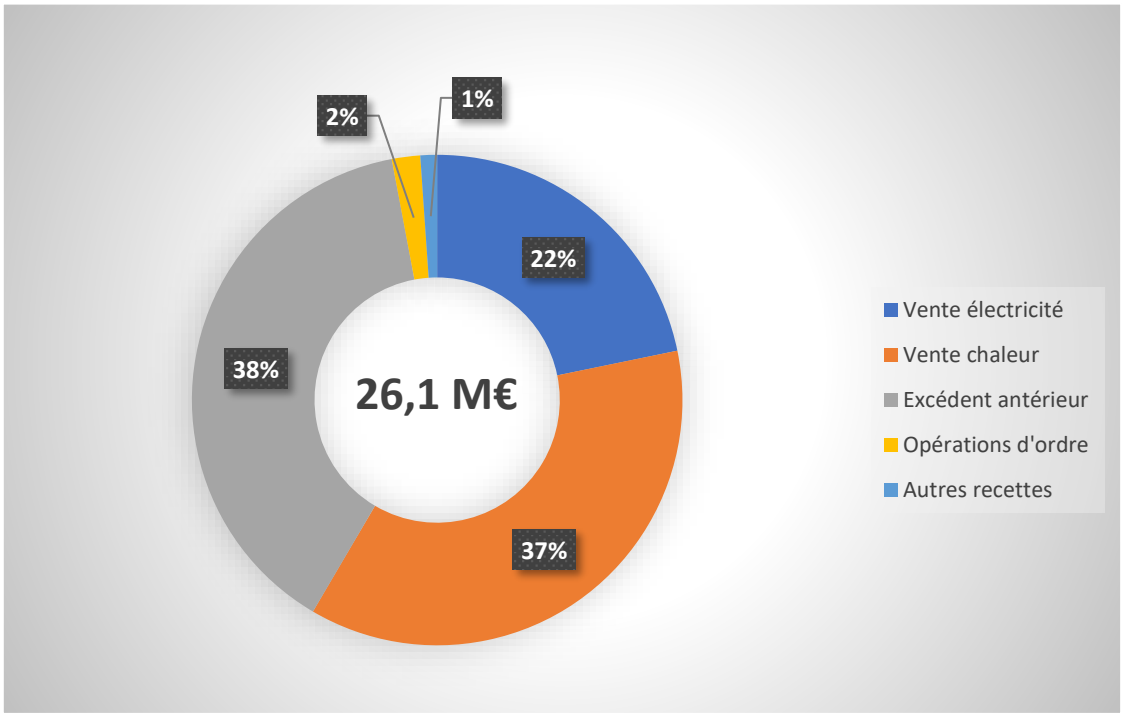
En 2023, les dépenses d'exploitation atteignent 16 347 885,06 € en hausse de 40% par rapport à l'année 2022.



Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 13 976 795,96 €, en hausse de plus de 4,7 M€ par rapport à 2022, avec notamment :
- 11 346 275,39 € d'achat d'énergie et combustible,
- 1 551 000 € d'achat de 20 000 tonnes de quotas de CO_2 au prix unitaire de 77,55 € ;
- 340 838,58 € de maintenance,
- 132 317,94 € d'entretien et réparation,
- 93 846,68 € de frais d'études,
- les charges de personnel pour 722 592,69 €,
- les intérêts des emprunts pour 226 524,16 €,
- 606 853,57 € d'autres charges de gestion courante, dont créances irrécouvrables,
- les mouvements d'ordre, dont les dotations aux amortissements pour 1 421 482,83 €.

Les recettes d'exploitation sont en hausse sensible par rapport à l'année précédente (+4,8%) avec 26 146 276,33 € contre 24 929 736,82 €. Elles se décomposent principalement ainsi :



- vente de produits (chaleur et électricité) pour 15 283 300,29 €, en augmentation de 5,6% par rapport à 2022 (14 464 159,08 €). Ce sont les ventes de chaleur qui connaissent la plus forte croissance (+ 3,2 M€ soit + 49%),
- redevance du délégataire du réseau de Rixheim pour 241 322 €,
- 488 761,00 € d'écritures d'ordre relatives au transfert des subventions d'équipement au compte de résultat ainsi que la constatation de la variation des stocks,
- 46 176,65 € de recettes diverses,
- le résultat de fonctionnement reporté de 10 086 716,39 € (contre 7 496 219,44 € en 2022),

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce service dégage un excédent de fonctionnement de 9 798 391,27 €. L'épargne brute se situe à 0,64 M€, inférieure à celle de 2022.

2.2.2. Section d'Investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2023 s'élèvent à 16 880 964,22 € contre 7 225 068,99 € en 2022.

Les dépenses d'équipement représentent 1 111 173,18 € dont figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :

- études pour 152 428,42 €
- matériel et mobilier pour 113 759,39 €
- travaux sur les réseaux et bâtiments pour 127 291,28 €
- raccordement du quartier Bel Air : 717 694,09 €,

S'ajoutent à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 4 154 464,33 €. Le capital restant dû au 31/12/2023 est de 12,19 M€ alors qu'il était de 13,45 M€ au 31/12/2022,
- des opérations patrimoniales pour 5 800 000,00 € (remboursements anticipés d'emprunts)
- d'une participation au capital de la SEM « m2A ENERGIES » pour 2 640 000 €,
- des écritures d'ordre pour 488 761,00 €
- le déficit antérieur reporté pour 2 686 565,71 €

Ces dépenses ont pu être financées grâce à :

- des mouvements d'ordre à hauteur de 1 421 482,83 € liés à des amortissements et des régularisations diverses
- l'affectation du résultat 2022 pour 3 227 866,73 €
- des opérations patrimoniales pour 5 800 000,00 € (remboursements anticipés d'emprunts)
- un emprunt de 2 900 000,00 €,
- des subventions d'investissement de 765 339,69 €.

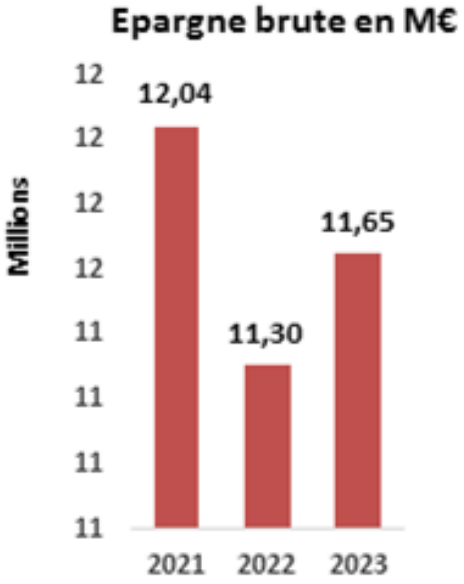
La section d'investissement est déficitaire de -2 766 274,97 €.

Après reprise du solde des restes à réaliser de – 264 475,91 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de 3 030 750,88 €.
Le Budget annexe du chauffage urbain dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 6 767 640,39 €.

2.3. Budget annexe des Transports Urbains

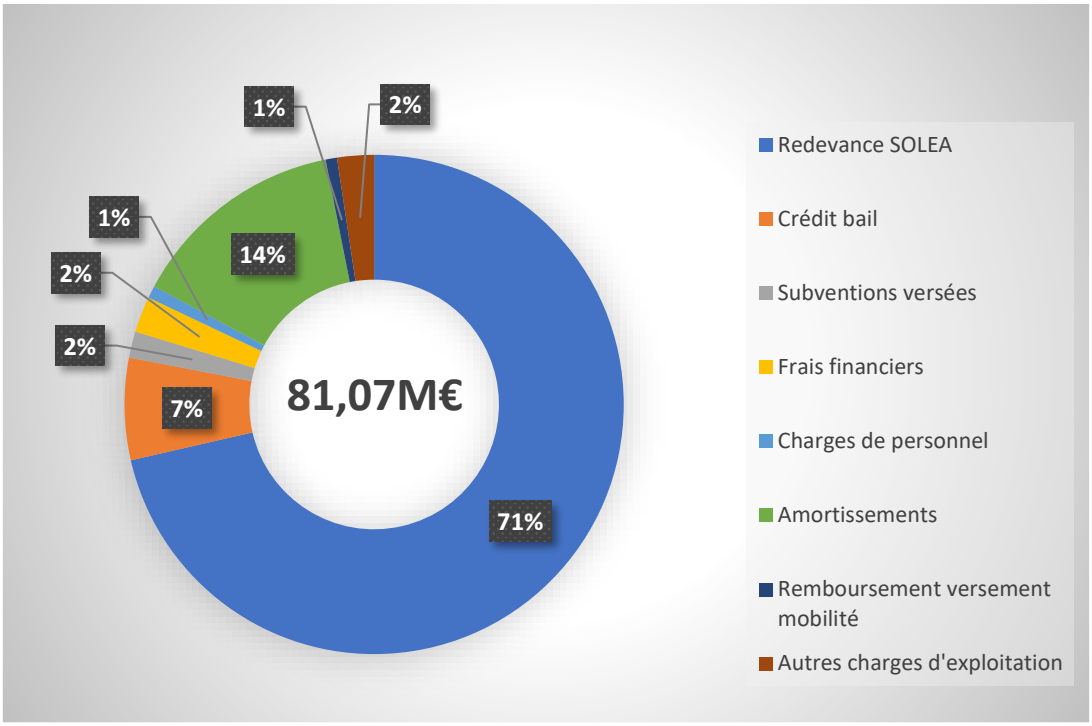
L'augmentation du versement mobilité par rapport à l'année 2022 (+3,4 M€) ainsi que la hausse des recettes voyageurs contribuent à maintenir un excédent de la section d'exploitation qui s'élève à 4,187 M€.

L'épargne brute progresse quant à elle pour l'exercice 2023 à 11,65 M€, soit +0,35 M€ par rapport à l'année2022 (11,30 M€).



2.3.1. Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation se sont élevées pour 2022 à 81 068 533,13 €, alors qu'elles étaient de 75 745 169,99 € en 2022.

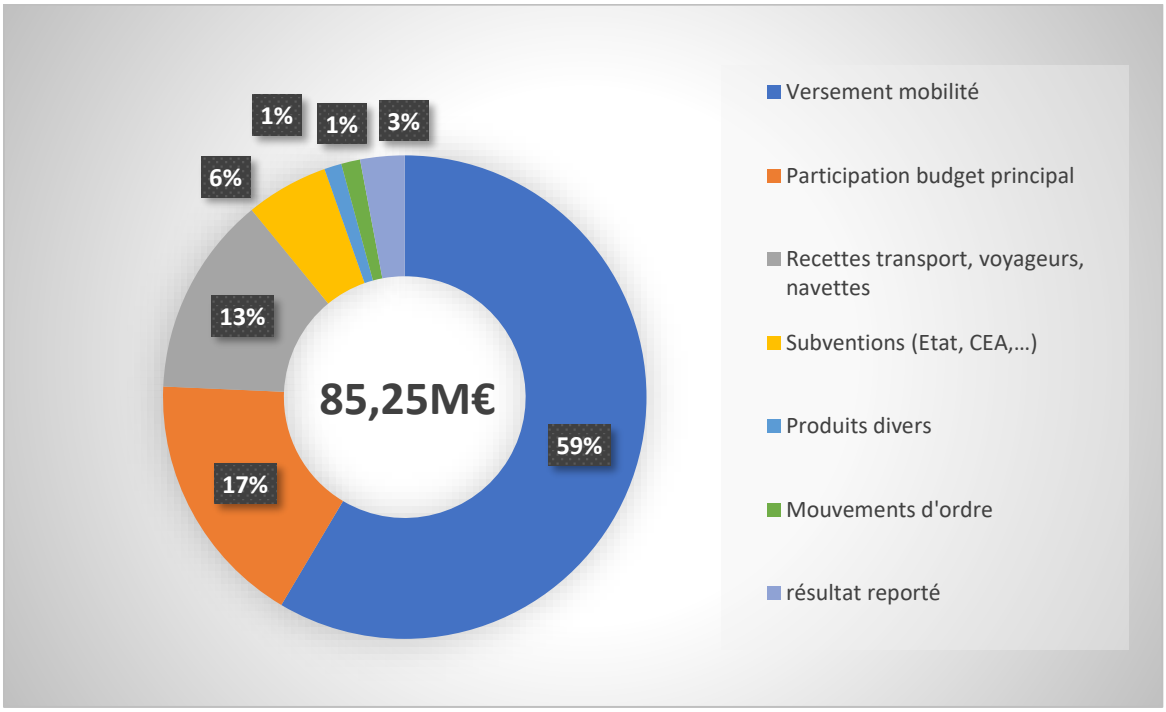


En 2023, les dépenses ont été mises en œuvre ainsi que détaillé ci-après :

- 57 886 839,48 € reversés au délégataire pour l'ensemble de ses dépenses ;
- 5 353 771 € pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers ;
- 1 378 787,75 € de subventions ;
- 1 893 247,61 € pour les frais financiers de la dette ;
- 599 999 € pour le remboursement de la taxe de versement transport ;
- 651 708,45 € pour les frais de personnel ;
- 333 465 € de taxes foncières ;
- 250 689,59 € de frais d'exploitation des vélos électriques ;
- les dépenses d'ordre pour un montant de 11 374 876,37 € comprennent des dotations aux amortissements des biens et des charges de fonctionnement à répartir.

Les recettes de la section d'exploitation ont augmenté de 2% et ont atteint 85 255 832,47 € (contre 83 562 761,01 € en 2022). Elles sont constituées par :

- le versement mobilité de 49 896 350,92 €, soit plus de 3 M€ de plus que le montant 2022 ;
- la contribution de 14 640 735 € versée par le budget principal de m2A ;
- 9 374 733,57 € de recettes liées au transport de voyageurs. Ce montant était de 8 441 791 € en 2022 soit + 9,9% ;
- une subvention de la Région de 2 792 639,84 € ;
- le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 663 957,80 € ;
- une participation de l'Etat pour 1 256 033,13 € ;
- des recettes liées à la mise en place de navettes pour 364 019,57 € ;
- une compensation du relèvement du seuil du versement mobilité de 355 801,31 € ;
- le remboursement des communes pour les abonnements jeunes et seniors pour 1 532 102,38 € ;
- des produits de location de vélos électriques de 144 566,59 € ;
- des recettes d'ordre de 1 081 324,49 € relatives à des écritures de transfert de charges ;
- le résultat de fonctionnement reporté de 2 526 444,33 €.



L'exploitation de ce service dégage un résultat excédentaire de 4 187 299,34 €.

2.3.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 18 516 106,77 € (contre 14 973 552,83 € en 2022) et se décomposent en 17 434 782,28 € d'opérations réelles et 1 081 324,49 € d'opérations d'ordre.

Le détail des opérations réelles figure ci-dessous :

- les dépenses d'équipement représentent 6 028 653,13 € (contre 4 297 481 € en 2022) et ont été consacrées à :
- 3 065 598,72 € d'acquisition de matériel d'exploitation (bus électriques, bus articulés GNV…) ;
- 155 348,18 € d'acquisition de terrain ;
- 1 115 547,62 € d'avances versés au délégataire pour qu'il réalise un certain nombre de travaux ;
- 539 285,88 € d'installations techniques tram train ;
- 332 678,76 € pour les études, logiciels… ;
- le solde, soit un peu plus de 820 000 €, pour des travaux et acquisitions diverses ;
- 9 567 472,57 € de remboursement du capital de la dette ;
- 1 838 656,56 € de solde reporté.

Les opérations d'ordre de 1 081 324,49 € se décomposent en :

- 240 894 € de transfert au compte de résultat des subventions perçues ;
- 840 430,49 € de charges à étaler.

Les recettes d'investissement se sont élevées à 17 176 371,06 €, réparties en 5 801 494,69 € de recettes réelles, et 11 374 876,37 € en ordre.

Les recettes réelles d'investissement proviennent de :

- 5 291 146,69 € de couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;
- 345 348 € de subvention de l'Etat pour le compte mobilité ;
- 165 000 € de subvention du Fonds vert.

Il n'y a pas eu d'emprunt souscrit en 2023.

Les recettes d'ordre d'investissement d'un montant global de 11 374 876,37 € sont relatives à :

- 9 022 904,27 € d'écritures d'amortissements ;
- 1 952 272,10 € de charges à étaler ;
- 399 700 € de provisions.

La section d'investissement est déficitaire de -1 339 735,71 €.

Après reprise des restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 4 957 536,69 €, le Compte Administratif 2023 du budget annexe des transports urbains dégage un résultat global de fin d'exercice déficitaire de – 2 109 973,06 €.

2.4. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim

Le budget annexe de la zone d'activités « Gare de Bantzenheim » retrace les opérations réelles et d'ordre qui ont été réalisées en 2023.

2.4.1. Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation 2023 s'élèvent à 53 356,15 €.

Elles comprennent :

- des charges à caractères général pour 3 306,00 €,
- la reprise du déficit antérieur de 50 050,15 €.

Les recettes d'exploitation de 3 306,00 € sont constituées par des écritures d'ordre.

L'exploitation de ce service dégage un résultat déficitaire de -50 050,15 €.

2.4.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 916 789,69 € en 2023 et concernent quasi exclusivement la reprise de l'excédent antérieur reporté.

Ce budget n'a pas enregistré de recette d'investissement en 2023.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de -916 789,69 €.
Le compte administratif 2023 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global déficitaire de -966 839,84 €.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, nous passons au compte administratif 2023 aussi je propose que Jean-Luc SCHILDKNECHT assure maintenant, jusqu'après, la présidence de cette Assemblée.

M. HOMÉ : Oui, c'est parce que vous le savez, la loi veut que le Président sorte au moment du vote.

M. LE PRÉSIDENT : Quelqu'un est contre ?

Élection du président temporaire :
Pour : 66 + 24 procurations.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu président temporaire à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Il y a toujours l'unanimité (rires). Allez, c'est à toi Jean-Luc, ça va ?

M. HOMÉ : En principe on le fera re rentrer après, sauf si vous êtes contre ? Bien alors là j'ai un slide Jean-Luc. Alors là je vais être un peu plus disert que je l'ai été jusqu'à présent. Donc c'est le compte administratif 2023, c'est donc l'exécution du budget de l'an dernier. Nous sommes en juin, on le présente en cette saison, c'est également le cas dans nos collectivités, dans nos communes, vous le savez. Donc, rappeler quelques chiffres des recettes de fonction de 311 000 005, des dépenses de fonction de 256 000 005, ça donne le résultat sur l'investissement : un déficit d'investissement, c'est toujours comme ça. Vous avez également les reports, le résultat des reports, et ça nous donne le résultat global. Donc ce résultat global, il est tout à fait confortable, mais quand même, par rapport à 2022, il y a une légère décroissance. Je vous rappelle, on y reviendra que nous avions utilisé notre fonds de roulement 2023, notamment pour ne pas souscrire de nouvel emprunt et que vous le verrez, ça a des conséquences favorables sur le stock de dette de m2A qui diminue beaucoup depuis 2020. Voilà, ça ce sont les grands équilibres. S'agissant des dépenses de fonctionnement, donc le taux de réalisation 83,41% pour un montant de dépenses de 256,52 millions d'euros donc c'est un peu plus qu'en 2022. Vous avez là une présentation sous forme de camemberts, comme on dit en Normandie. Alors voilà les dépenses de fonctionnement 2023 en progression de 3,4%, c'est quand même bien maîtrisé, je vous rappelle qu'en 2023, nous avons subi la crise des prix de l'énergie, vous vous souvenez ? Les associations d'élus avaient demandé que, comme nos amis espagnols ou portugais, le gouvernement bloque les prix de l'énergie ou applique ce qu'on appelle les tarifs réglementés pour les collectivités territoriales. Comme d'habitude, nous n'avons pas été entendus et donc ça a quand même fait très très mal aux finances intercommunales et communales. Nous avons pris 1,65 M€ sur l'énergie et le chauffage, encore faut-il dire que nous avons bien maîtrisé les choses grâce au travail très remarquable de mon collègue Rémy NEUMANN, ce soir malade, et auquel je rends hommage parce qu'il s'occupe quand même très très bien de ces questions d'énergie, voilà. Les moyens des services 35,41 M€, là l'augmentation vous le voyez sur les équipements sportifs, la propreté, le déneigement et le périscolaire, et je le disais 1,65 M€ de plus en 2023 pour les raisons du chauffage par rapport à l'année 2022. Les frais de personnel sont maîtrisés. Il faut voir qu'à périmètre constant, c'est moins de 3%. Les 10% tiennent compte du transfert de

l'eau donc il faut regarder ça à périmètre constant. Et pourtant, nous avons versé la prime de pouvoir d'achat à nos agents qui le méritent bien. À m2A comme dans les collectivités, il y a une crise de recrutement de l'emploi public, n'est-ce pas Jean Luc qui est en train de mettre en place une politique indemnitaire plus ambitieuse dont on pourra reparler. L'augmentation du point d'indice, les mesures catégorielles et le GVT ça, c'est des mesures nationales pour lesquelles évidemment nous ne sommes pas compensés par l'État qui les prescrit, voilà. Les autres charges de gestion, alors il y a les contributions, je reviendrai après sur le budget des transports 14,64 M€, c'est plutôt maîtrisé. Vous le verrez, c'est aussi parce que les recettes des services sont reparties. Nos concitoyens utilisent de nouveau les transports publics comme avant le COVID. Ça a mis du temps, mais on est revenu sur ce trend. La contribution au SIVOM, 17,7 M€, je le dis sous l'œil vigilant de son sympathique président, mon ami Francis. Une contribution qui est maîtrisée aussi pour un syndicat qui fait un travail très important pour l'agglo. Les diminutions des subventions aux partenaires sont purement faciales, c'est parce que la CAF reverse directement dans le cadre du bonus CTG aux collectivités alors qu'avant, ces sommes transitaient par nos comptes, donc c'est pas du tout qu'on ait baissé, j'allais dire, les subventions ou la solidarité auprès du monde associatif, il fallait le préciser. Sur les recettes de fonctionnement : une progression qu'il faut noter, j'y reviendrai dans le détail. Justement. Voilà, alors évidemment, les recettes de gestion ont progressé, notamment à cause des impôts et taxes, vous le verrez à cela, il y a deux causes. D'abord, nous avions fait varier les taux du foncier bâti, on avait eu des débats là-dessus, de deux points, et d'autre part, en 2023, l'inflation était très forte. Nous avons une revalorisation de ce qu'on appelle les bases de 7%, c'est 3,9, cette année c'est moins. Donc on avait le cumul à la fois d'une augmentation des taux et d'une augmentation des bases. Et vous le voyez, ça a eu des effets favorables. Vous verrez également que ça contribue à la bonne santé financière de l'agglo et que ce que je vous présenterai tout à l'heure en termes de santé financière de l'agglo qui s'est améliorée est très largement due quand même à cette contribution supplémentaire que nous avons dû demander à nos concitoyens, voilà. Les produits des services ont aussi progressé, je le disais alors, il y a la mutualisation avec la ville de Mulhouse sur les emplois mutualisés, mais il y a également des progressions dans d'autres secteurs qu'il faut noter. Les dépenses d'investissement 70 M€, là-dedans ce qui nous intéresse, c'est notamment les dépenses d'investissement et d'équipement, mais vous avez dedans aussi des dépenses d'ordre et des dépenses financières. Et donc nous allons continuer alors en disant quand même que les recettes d'investissement s'élèvent à 59 M€. Sur les recettes, alors j'en parlais, et nous n'avons pas recouru à l'emprunt en 2023. Cela pour la raison suivante, c'est que j'ai jugé que nous avions un fonds de roulement qui pouvait nous permettre de nous passer d'emprunt pour une année, sachant que nos dépenses d'investissement sont remontées en charge mais restent encore en dessous de ce que nous voulons faire à l'avenir dans le cadre de la PPI, Programmation Pluriannuelle des Investissements dont je reparlerai tout à l'heure en l'absence de Rémy qui devait présenter le point, et que les taux d'intérêt étaient très élevés, donc je voyais que des avantages à cela. Et donc autant nous avons souscrit les emprunts lorsque ceux-ci étaient très très bas, autant nous avons choisi là de mobiliser le fonds de roulement et nous n'avons pas souscrit d'emprunt du tout en 2023, c'est à noter. Alors là pour illustrer un peu ce que je dis, on vous a mis un plan, alors comme il faut toujours quand on est maire être bien avec la Vice-présidente périscolaire qui est particulièrement puissante et importante, j'ai choisi Morschwiller-le-Bas évidemment voilà, et qui fait très bien son travail et qui est, je dois le dire, une

élue remarquable en termes d'équilibre territorial et d'équité. On a pris là un projet sur la liaison cyclable et voie verte à Morschwiller-le-Bas. Voilà, elle n'est pas à mon comité de soutien, je plaisante. Donc voilà un projet important, 484 000 €. Vous voyez ce qu'on peut faire avec le service des finances, c'est bien mobilisé. La DSIL ça c'est l'État, la CeA, la FCTVA, et vous voyez que facialement pour une dépense d'un peu moins de 500 000 €, il nous reste 90 000 €. C'est intéressant, on a pris cet exemple pour vous montrer comment on pouvait effectivement bien mobiliser sur des projets communautaires, comme on le fait aussi dans nos communes ou comme on essaie de le faire, donc voilà, c'est un exemple. Je voulais un petit peu donner un petit peu de chair à mes propos qui peuvent parfois vous sembler quelque peu austères, ce qui n'est pourtant pas… je ne suis pas un spécialiste de l'austérité. Voilà, alors l'épargne brute, j'y viens. Alors, le niveau d'épargne est considéré comme satisfaisant, ce n'est pas non plus extraordinaire. On a 10 à 12% des recettes de fonctionnement. On a une épargne récurrente à 26,9 M€, un résultat global à 28,69 M€, en léger recul quand même je le disais, mais c'est quand même des bons paramètres ça, voilà. La capacité de désendettement, ça c'est un ratio classique. Alors vous le savez, il y a des banquiers dans la salle, notamment mon ami Benoît BERGDOLL que je salue, qui a passé des vacances un peu difficiles en Turquie mais qui nous est revenu pour notre plus grande joie. Et donc le banquier, souvent il compare votre stock de dettes et votre épargne de l'année, et vous voyez que nous avons une bonne situation puisque notre capacité de désendettement est de 4,2 années alors que le seuil d'alerte est à 12 ans. Ça, c'est un bon paramètre de gestion. Je vois qu'il y a un autre banquier à côté, voilà, fort compétent, il regarde ça avec un œil acéré. Donc voilà le résultat maintenant de cette présentation. Sur le budget de l'eau, très vite, c'était l'année de lancement en 2023, avec un résultat de la section d'exploitation à 13 M€. Ce budget de l'eau, il est en construction. Nous avons pris au dernier Conseil d'agglo des décisions fortes sur les tarifs qui nous permettront de construire un budget de l'eau qui sera à flot, si je puis dire, pour les prochaines années. C'est un peu facile, j'en ai fait des meilleures. Mais enfin voilà, vous avez les principaux slides. Je vais plus vite sur le budget de l'eau.

M. SCHILDKNECHT : Tu ne veux pas qu'on vote chaque fois ? On est passé au point 11 là.

M. HOMÉ : Non, normalement après on fera le vote sur le compte administratif et sur les autres. Ça évitera au président de sortir quatre ou cinq fois.

M. SCHILDKNECHT : OK.

M. HOMÉ : Moi je sais que c'est un sportif, mais comme il n'a pas emmené son vélo. Bien alors la section d'investissement, le transport urbain. Alors ce budget, quand même quelques observations pour être sérieux, c'est la progression du versement mobilité. Le versement mobilité, c'est la contribution du monde économique aux transports collectifs, vous voyez qu'il a progressé. Un, ça montre quand même qu'on est un territoire industriel et deux, bah ça veut dire aussi que ça peut contribuer au développement des transports collectifs auxquels nous sommes attachés. Et les recettes voyageurs ont retrouvé leur niveau d'avant COVID, tout ça nous montre que nous pouvons demain avoir des ambitions en matière de transport public collectif, mais j'y reviendrai quand on verra le tableau des dettes qui est tout à fait intéressant. OK, alors le voilà, les transports urbains, c'est un compte administratif. Sur le chauffage urbain, là aussi vous dire que ça a

été une année d'investissement importante en 2023 et en fonctionnement aussi avec une hausse des ventes de chaleur. Nous n'allons pas détailler la zone d'activité de BANTZENHEIM, et j'aimerais qu'on aille sur le tableau qui présente la situation de la dette. Alors ça c'est intéressant. Là, j'ai demandé qu'on nous mette 2021. Ça signifie quoi ? Entre 2021 et 2023, sur le budget principal, la dette de m2A a diminué de près de 23 M€. Sur le budget des transports urbains, elle a diminué de près de 20 M€. Ça veut dire que, un, la situation de l'endettement de budget principal nous permet dans les prochaines années de mettre en œuvre la PPI et les projets qui y sont inscrits. Nous avons les moyens sachant que le contexte des taux d'intérêt devrait s'améliorer d'ici l'automne, s'il n'y a pas un nouvel incident au plan macroéconomique européen ou mondial, et sur le budget des transports urbains, nous sommes sur une courbe très favorable. Si demain nous relançons par exemple les extensions de tramway, ça va prendre 3-4 ans, on n'a plus de DUP, Déclaration d'Utilité Publique, on n'a plus d'études, faut tout relancer. Mais ceci montre que d'ici 3-4 ans, notre stock de dette a encore baissé. Nous aurons les moyens, si nous le souhaitons, de relancer des projets de transports urbains qui pourraient créer un grand projet mobilisateur pour l'agglo. Autrement dit, l'argent étant le nerf de la guerre, ces slides vous montrent que tant sur le budget principal que sur les transports urbains, nous aurons dans les années à venir, cher Président, chers collègues, les moyens de nos ambitions si nous mettons en œuvre ces ambitions, c'est ce que je voulais vous dire. Donc cette situation financière est sous contrôle, les ratios sont satisfaisants, mais évidemment, je ne pouvais pas terminer sans dire que nous devons être prudents car nous n'avons pas tous les paramètres. Nous ne savons pas, et encore moins aujourd'hui, ce que sera le projet de loi de finances pour 2025, et qui aura les mains aux manettes dans ce pays donc il y a des incertitudes lourdes qui pèsent sur nos finances bien entendu, mais enfin je suis quand même ce soir, tout en restant modeste et prudent, assez satisfait des chiffres que je viens de vous présenter. Voilà, j'ai essayé d'être plus rapide que d'habitude, j'espère que je l'ai été. Merci Jean-Luc, merci Monsieur le Président.

M. SCHILDKNECHT : Merci beaucoup Antoine pour ces propos peut-être austères, c'est toi qui l'as dit, mais aussi très clairs. Voilà est-ce que vous avez des questions sur la présentation de ces cinq comptes administratifs ? Il n'y a pas de question ? Une question, Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Oui, merci Monsieur SCHILDKNECHT. Chers collègues, donc mon intervention portera uniquement sur le global, sur le point 10, le compte administratif. Je ne vais pas faire le tour de tous les comptes avec lesquels donc on a un avis qui est un avis positif. Bon même si on peut nuancer. Et s'agissant du compte administratif, je voudrais dire qu'il apparaît sous contrôle, Antoine l'a dit avec beaucoup d'élégance, mais dans un contexte qui est incertain du fait des menaces qui pèsent sur les moyens des collectivités, l'austérité annoncée par ce gouvernement pour 2025, et je voudrais le dire ici, l'éléphant que personne ne semble voir dans la pièce, c'est à dire l'ombre du Rassemblement National. Je m'excuse, mais c'est quand même la réalité dans laquelle nous sommes. En effet, le bilan présenté est sincère, sérieux et bien documenté, et on ne peut que remercier le travail de l'équipe et le souci permanent au sein de l'atelier Finances d'informer, de mettre en discussion ces sujets vitaux. Des ratios financiers qui se tiennent, une épargne brute au-dessus du seuil de vigilance, pas d'emprunt contracté, une capacité de désendettement améliorée à 4,2 années, un rattrapage partiel des pertes de pouvoir d'achat de nos agents, c'est bien, c'est bien en soi,

mais comme l'a dit Antoine, il faut aussi les mettre en corrélation avec l'augmentation donc de la taxe foncière sur le bâti et également donc les restrictions que nous avons connues ces dernières années du point de vue des dotations de l'Etat. Et donc par conséquent, ce qu'on peut dire, c'est que ce budget, il reste aussi l'expression d'une forme d'immobilisme sur un certain nombre d'investissements. Je pense en particulier aux investissements qui auraient pu se réaliser par rapport aux besoins qu'il y a sur la ville de Mulhouse, notamment en matière de petite enfance et de crèche. Il y a beaucoup de parents qui, pour des raisons de place, pour certains, pour des raisons d'argent qui ne peuvent pas y aller. Mais l'investissement, il manque encore pour améliorer le transport public, Antoine a relevé un certain nombre d'améliorations, je lui fais entièrement confiance. À Mulhouse, on a constaté le succès du transport gratuit pour les plus de 65 ans, qui ne cesse donc d'attirer nos anciens. Mais en même temps, ce qu'on constate, c'est qu'on n'a pas là aussi la possibilité d'avoir, et je le propose, un atelier qui porterait effectivement, un atelier projet qui porterait effectivement sur comment améliorer les transports publics, comment améliorer également la desserte vers le nord et vers l'est. Je sais que vous avez pris une décision en Bureau qui va dans ce sens puisque vous mettez en place une étude. Et donc tout ceci, ça serait, comment dire bien de le partager également, de le faire savoir, puisqu'on aboutirait après toute une série de retards à l'allumage, vers quelque chose qui pourrait servir d'axe structurant. Donc ce que je voudrais ajouter ensuite, c'est que l'on voit que pour une part, les difficultés financières que nous avons, elles s'expliquent aussi par la baisse des dotations d'une part, mais aussi par l'absence d'initiative du fait même des difficultés qu'on a à mobiliser toutes nos capacités. Je prends un exemple, allons-nous rester longtemps encore au milieu du gué en matière de mobilisation et laisser au temps qui passe la gestion donc des ACTP alors que le territoire, il est frappé par toute une série de fractures sociales et spatiales.

M. SCHILDKNECHT : Monsieur SIMEONI, votre temps de parole, s'il vous plaît,

M. SIMEONI : Je termine, je termine.

M. SCHILDKNECHT : Oui, mais pas dans un quart d'heure s'il vous plaît.

M. SIMEONI : Dans 2 minutes. Je voudrais donc ici dire deux choses. La première, c'est que dans quelques jours, nous aurons un choix crucial à faire par rapport à nos collectivités puisque les choix qui seront faits les 30 juin et le 7 juillet, ils seront conséquents pour nous, en termes de dotation pour nos services publics, pour nos agents. Et donc le choix ce n'est pas le même, si on va vers...

M. SCHILDKNECHT : Monsieur SIMEONI, s'il vous plaît.

M. SIMEONI : Je termine pour dire que par rapport à tout ce que je viens de dire, j'invite les collègues à regarder de près le futur qui nous attend, le futur proche d'une part, et deuxièmement donc, pour les raisons un petit peu d'immobilité sur un certain nombre de sujets, cette exécution du budget 2023 qui nous a été présenté de manière tout à fait sérieuse et assurée par le Vice-président, et bien nous nous abstiendrons. Je vous remercie Monsieur SCHILDKNECHT.

M. SCHILDKNECHT : Merci. Bien Monsieur SIMEONI, merci beaucoup, je retiens que tout va bien, première partie de vos propos parce que rien ne va, deuxième

partie de vos propos. Je vous propose de passer au vote. Est-ce que quelqu'un souhaite s'opposer ? S'abstenir ?

Pour : 62 + 22 procurations.
Abstentions (4) : Nadia EL HAJJAJI (représentée par Maëlle PAUGAM), Loïc MINERY, Maëlle PAUGAM et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Merci. Et on peut faire rentrer le Président. Merci beaucoup. Quoi ? Ah oui, il faut le faire quatre fois. Ça, c'était pour le budget principal.

11° BUDGET ANNEXE DE L'EAU - COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.3/2409C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, pour le budget annexe de l'eau.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 55 670 641,55 €.

Les recettes se montent à 68 692 342,81 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 13 021 701,26€.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 20 982 052,79 €.

Le total des recettes représente 17 440 692,10 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 3 541 360,69 €.

3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de -4 459 660,35€, le Compte administratif 2023 du budget annexe de l'eau dégage un résultat global de fin d'exercice de 5 020 680,22 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2023 du budget annexe de l'eau.

PJ :
- Compte administratif 2023
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900065	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 30
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 31
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 32
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 33
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 34
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 35
A3.2 - Etalement des provisions 36
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 40
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 41
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 42
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 43
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 44
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 45
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 46
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 51
A8.3 - Opérations liées aux cessions 52
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 53
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 54
A10 - Etat des travaux en régie 55

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 57
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 58
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 55 651 712,44	G 67 205 126,72	G-A 11 553 414,28
	Section d'investissement	B 20 819 711,31	H 16 994 264,79	H-B -3 825 446,52
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 18 929,11 (si déficit)	I 1 487 216,09 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 162 341,48 (si déficit)	J 446 427,31 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 76 652 694,34	Q= G+H+I+J 86 133 034,91	=Q-P 9 480 340,57

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 4 459 660,35	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 4 459 660,35	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 55 670 641,55	= G+I+K 68 692 342,81	13 021 701,26
	Section d'investissement	= B+D+F 25 441 713,14	= H+J+L 17 440 692,10	-8 001 021,04
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 81 112 354,69	= G+H+I+J+K+L 86 133 034,91	5 020 680,22

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 459 660,35	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	186 004,17	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 741 570,40	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 532 085,78	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
4581000023	Opération pour compte de tiers n° 000023 - OPERATIONS 2023 (3)	0,00	0,00
4581002303	Opération pour compte de tiers n° 002303 - TRAVAUX REGUL PASSE MULHOUSE (3)	0,00	0,00
4581002304	Opération pour compte de tiers n° 002304 - BRANCHEMENTS REGUL PASSE MULH (3)	0,00	0,00
4582000023	Opération pour compte de tiers n° 000023 - OPERATION 2023 (3)	0,00	0,00
4582002303	Opération pour compte de tiers n° 002303 - TRAVAUX REGUL PASSE MULHOUSE (3)	0,00	0,00
4582002304	Opération pour compte de tiers n° 002304 - BRANCHEMENTS REGUL PASSE MULH (3)	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	35 341 603,94	25 012 165,20	10 327 190,02	0,00	2 248,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 648 915,00	5 057 180,75	589 779,71	0,00	2 001 954,54
014	Atténuations de produits	7 142 500,00	5 680 832,92	763 000,00	0,00	698 667,08
65	Autres charges de gestion courante	452 000,00	50 546,06	0,00	0,00	401 453,94
Total des dépenses de gestion courante		**50 585 018,94**	**35 800 724,93**	**11 679 969,73**	**0,00**	**3 104 324,28**
66	Charges financières	880 450,00	339 134,61	80 797,22	0,00	460 518,17
67	Charges exceptionnelles	7 036 655,02	1 579 590,64	37 223,99	0,00	5 419 840,39
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	9 857,57	9 857,57			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**58 511 981,53**	**37 729 307,75**	**11 797 990,94**	**0,00**	**8 984 682,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 958 460,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*6 524 560,00*	*6 124 413,75*			*400 146,25*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 483 020,00***	***6 124 413,75***			***4 358 606,25***
TOTAL		**68 995 001,53**	**43 853 721,50**	**11 797 990,94**	**0,00**	**13 343 289,09**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**18 929,11**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	958 000,00	965 191,32	0,00	0,00	-7 191,32
70	Ventes produits fabriqués, prestations	57 114 255,00	49 518 053,54	6 842 015,00	0,00	754 186,46
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	498 400,00	128 993,91	171 097,00	0,00	198 309,09
75	Autres produits de gestion courante	102 930,00	96 989,34	0,00	0,00	5 940,66
Total des recettes de gestion courante		**58 673 585,00**	**50 709 228,11**	**7 013 112,00**	**0,00**	**951 244,89**
76	Produits financiers	1 185,00	0,00	0,00	0,00	1 185,00
77	Produits exceptionnels	7 308 164,55	8 538 424,37	0,00	0,00	-1 230 259,82
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**65 982 934,55**	**59 247 652,48**	**7 013 112,00**	**0,00**	**-277 829,93**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 543 780,00*	944 362,24			599 417,76
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 543 780,00***	***944 362,24***			***599 417,76***
TOTAL		**67 526 714,55**	**60 192 014,72**	**7 013 112,00**	**0,00**	**321 587,83**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 487 216,09**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	1 275 200,00	236 554,00	186 004,17	852 641,83
21	Immobilisations corporelles	6 790 270,00	2 523 141,26	1 741 570,40	2 525 558,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	12 913 651,47	6 067 068,62	2 532 085,78	4 314 497,07
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**20 979 121,47**	**8 826 763,88**	**4 459 660,35**	**7 692 697,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 283 551,50	1 280 488,97	0,00	3 062,53
13	Subventions d'investissement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 878 200,00	8 589 864,62	0,00	288 335,38
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	11 000,00			
Total des dépenses financières		**10 182 751,50**	**9 870 353,59**	**0,00**	**312 397,91**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**2 100 000,00**	**1 178 231,60**	**0,00**	**921 768,40**
Total des dépenses réelles d'investissement		**33 261 872,97**	**19 875 349,07**	**4 459 660,35**	**8 926 863,55**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 543 780,00*	*944 362,24*		*599 417,76*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*82 540,00*	*0,00*		*82 540,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 626 320,00***	***944 362,24***		***681 957,76***
TOTAL		**34 888 192,97**	**20 819 711,31**	**4 459 660,35**	**9 608 821,31**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**162 341,48**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 709 500,00	1 550 092,15	0,00	159 407,85
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	19 042 133,21	7 000 000,00	0,00	12 042 133,21
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes d'équipement		**20 801 633,21**	**8 550 092,15**	**0,00**	**12 251 541,06**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	20 501,73	0,00	-20 501,73
106	Réserves (5)	1 044 553,93	1 044 553,95	0,00	-0,02
165	Dépôts et cautionnements reçus	92 360,00	89 525,00	0,00	2 835,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 136 913,93**	**1 154 580,68**	**0,00**	**-17 666,75**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**2 100 000,00**	**1 165 178,21**	**0,00**	**934 821,79**
Total des recettes réelles d'investissement		**24 038 547,14**	**10 869 851,04**	**0,00**	**13 168 696,10**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*3 958 460,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*6 524 560,00*	*6 124 413,75*		*400 146,25*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*82 540,00*	*0,00*		*82 540,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 565 560,00***	***6 124 413,75***		***4 441 146,25***
TOTAL		**34 604 107,14**	**16 994 264,79**	**0,00**	**17 609 842,35**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**446 427,31**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	35 339 355,22		35 339 355,22
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 646 960,46		5 646 960,46
014	Atténuations de produits	6 443 832,92		6 443 832,92
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 546,06		50 546,06
66	Charges financières	419 931,83	*0,00*	419 931,83
67	Charges exceptionnelles	1 616 814,63	*0,00*	1 616 814,63
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	9 857,57	*6 124 413,75*	6 134 271,32
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**49 527 298,69**	***6 124 413,75***	**55 651 712,44**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**18 929,11**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**55 670 641,55**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 280 488,97	*0,00*	1 280 488,97
13	Subventions d'investissement	0,00	*435 524,90*	435 524,90
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 589 864,62	*0,00*	8 589 864,62
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	236 554,00	0,00	236 554,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 523 141,26	508 837,34	3 031 978,60
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 067 068,62	0,00	6 067 068,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	1 178 231,60	*0,00*	1 178 231,60
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**19 875 349,07**	***944 362,24***	**20 819 711,31**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**162 341,48**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**20 982 052,79**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	965 191,32		965 191,32
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	56 360 068,54		56 360 068,54
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*508 837,34*	508 837,34
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	300 090,91		300 090,91
75	Autres produits de gestion courante	96 989,34		96 989,34
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	8 538 424,37	*435 524,90*	8 973 949,27
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**66 260 764,48**	***944 362,24***	**67 205 126,72**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**1 487 216,09**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**68 692 342,81**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	20 501,73	0,00	20 501,73
13	Subventions d'investissement	1 550 092,15	0,00	1 550 092,15
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 089 525,00	0,00	7 089 525,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*6 124 413,75*	*6 124 413,75*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	1 165 178,21	0,00	1 165 178,21
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**9 825 297,09**	***6 124 413,75***	**15 949 710,84**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**446 427,31**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**1 044 553,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 440 692,10**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**35 341 603,94**	**25 012 165,20**	**10 327 190,02**	**0,00**	**2 248,72**
6021	Matières consommables	625 405,23	625 405,23	0,00	0,00	0,00
60227	Pièces de rechange	277 432,00	263 280,78	14 150,62	0,00	0,60
604	Achats d'études, prestations de services	890 494,00	19 850,00	870 644,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	919 432,86	845 176,69	74 252,96	0,00	3,21
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 158 775,55	1 146 700,10	12 071,13	0,00	4,32
6062	Produits de traitement	15 151,00	15 150,03	0,00	0,00	0,97
6063	Fournitures entretien et petit équipt	184 117,50	159 647,12	24 468,84	0,00	1,54
6064	Fournitures administratives	16 807,00	12 280,83	4 524,75	0,00	1,42
6066	Carburants	89 043,18	72 999,91	16 042,36	0,00	0,91
6068	Autres matières et fournitures	41 501,00	24 204,66	17 289,12	0,00	7,22
611	Sous-traitance générale	266 411,39	128 269,19	137 978,58	0,00	163,62
6132	Locations immobilières	1 622,00	0,00	1 621,64	0,00	0,36
6135	Locations mobilières	12 224,00	10 108,86	2 114,27	0,00	0,87
6137	Redevances, droits de passage, servitude	10 262,74	10 231,99	0,00	0,00	30,75
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	56 151,00	53 499,94	2 651,00	0,00	0,06
61523	Entretien, réparations réseaux	329 094,13	218 689,34	110 365,41	0,00	39,38
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	587 518,00	587 129,22	0,00	0,00	388,78
61551	Entretien matériel roulant	105 572,00	101 927,33	3 634,60	0,00	10,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 844,00	6 053,46	1 790,46	0,00	0,08
6156	Maintenance	1 045 846,00	727 086,90	318 757,34	0,00	1,76
6161	Multirisques	404,00	403,14	0,00	0,00	0,86
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	13 482,00	13 380,01	0,00	0,00	101,99
6168	Autres	2 479,47	2 479,47	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	146 776,72	146 760,38	0,00	0,00	16,34
618	Divers	202 768,00	49 286,57	153 443,46	0,00	37,97
6226	Honoraires	7 634,92	7 634,67	0,00	0,00	0,25
6228	Divers	119 208,00	105 424,03	13 783,51	0,00	0,46
6231	Annonces et insertions	2 155,89	2 155,89	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	198,00	187,68	0,00	0,00	10,32
6238	Divers	55 129,48	48 746,68	6 382,00	0,00	0,80
6241	Transports sur achats	2 880,00	2 879,37	0,00	0,00	0,63
6251	Voyages et déplacements	5 982,00	2 755,13	3 226,47	0,00	0,40
6257	Réceptions	16 860,00	16 858,93	0,00	0,00	1,07
6261	Frais d'affranchissement	14 968,00	14 966,99	0,00	0,00	1,01
6262	Frais de télécommunications	37 904,50	33 709,76	3 276,16	0,00	918,58
627	Services bancaires et assimilés	6 019,00	5 518,40	0,00	0,00	500,60
6281	Concours divers (cotisations)	80 235,00	80 234,92	0,00	0,00	0,08
6283	Frais de nettoyage des locaux	34 814,00	34 813,49	0,00	0,00	0,51
62878	Remb. frais à des tiers	8 339,06	8 339,06	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	96 415,00	96 415,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 509,00	1 508,80	0,00	0,00	0,20
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	708 748,00	708 748,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	26 435 989,32	18 601 267,25	7 834 721,34	0,00	0,73
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 648 915,00**	**5 057 180,75**	**589 779,71**	**0,00**	**2 001 954,54**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	345 279,00	5 013,80	0,00	0,00	340 265,20
6218	Autre personnel extérieur	216 521,00	502,20	0,00	0,00	216 018,80
6331	Versement de mobilité	923,00	922,37	0,00	0,00	0,63
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	325,00	280,60	0,00	0,00	44,40
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 729,00	2 627,55	0,00	0,00	4 101,45
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	931,00	304,09	0,00	0,00	626,91
6411	Salaires, appointements, commissions	6 975 599,00	4 988 234,40	589 779,71	0,00	1 397 584,89
6414	Indemnités et avantages divers	15 107,00	15 106,88	0,00	0,00	0,12
6415	Supplément familial	28,00	27,48	0,00	0,00	0,52
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	40 587,00	13 454,48	0,00	0,00	27 132,52
6453	Cotisations aux caisses de retraites	43 517,00	28 493,49	0,00	0,00	15 023,51
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	1 573,00	1 558,14	0,00	0,00	14,86
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	600,00	559,27	0,00	0,00	40,73
6475	Médecine du travail, pharmacie	96,00	96,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
648	Autres charges de personnel	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**7 142 500,00**	**5 680 832,92**	**763 000,00**	**0,00**	**698 667,08**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	4 187 400,00	3 413 812,00	461 000,00	0,00	312 588,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	2 951 100,00	2 263 188,00	302 000,00	0,00	385 912,00
7096	RRR sur prestations de services	4 000,00	3 832,92	0,00	0,00	167,08
65	**Autres charges de gestion courante**	**452 000,00**	**50 546,06**	**0,00**	**0,00**	**401 453,94**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	7 569,00	6 067,40	0,00	0,00	1 501,60
6531	Indemnités élus	91 811,00	38 475,54	0,00	0,00	53 335,46
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	3 650,00	3 639,00	0,00	0,00	11,00
6541	Créances admises en non-valeur	120 225,00	572,22	0,00	0,00	119 652,78
6542	Créances éteintes	48 585,00	1 781,79	0,00	0,00	46 803,21
658	Charges diverses de gestion courante	180 160,00	10,11	0,00	0,00	180 149,89
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**50 585 018,94**	**35 800 724,93**	**11 679 969,73**	**0,00**	**3 104 324,28**
66	**Charges financières (b) (5)**	**880 450,00**	**339 134,61**	**80 797,22**	**0,00**	**460 518,17**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	793 450,00	338 309,17	0,00	0,00	455 140,83
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	86 000,00	0,00	80 797,22	0,00	5 202,78
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 000,00	825,44	0,00	0,00	174,56
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**7 036 655,02**	**1 579 590,64**	**37 223,99**	**0,00**	**5 419 840,39**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	56 100,00	26 255,61	0,00	0,00	29 844,39
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	721 300,00	0,00	0,00	0,00	721 300,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	219 100,00	15 721,99	0,00	0,00	203 378,01
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	150 000,00	30 000,00	37 223,99	0,00	82 776,01
678	Autres charges exceptionnelles	5 889 855,02	1 507 613,04	0,00	0,00	4 382 241,98
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**9 857,57**	**9 857,57**			**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	9 857,57	9 857,57			0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**58 511 981,53**	**37 729 307,75**	**11 797 990,94**	**0,00**	**8 984 682,84**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 958 460,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***6 524 560,00***	***6 124 413,75***			***400 146,25***
6742	*Subventions exceptionnelles d'équipement*	*10 000,00*	*0,00*			*10 000,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*6 445 880,00*	*6 124 413,75*			*321 466,25*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*18 000,00*	*0,00*			*18 000,00*
6817	*Dot. dépréc. actifs circulants*	*40 480,00*	*0,00*			*40 480,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*10 200,00*	*0,00*			*10 200,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 483 020,00***	***6 124 413,75***			***4 358 606,25***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 483 020,00***	***6 124 413,75***			***4 358 606,25***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**68 995 001,53**	**43 853 721,50**	**11 797 990,94**	**0,00**	**13 343 289,09**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**18 929,11**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	80 797,22
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	80 797,22

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**958 000,00**	**965 191,32**	**0,00**	**0,00**	**-7 191,32**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	630 130,22	0,00	0,00	9 869,78
64198	Autres remboursements	317 500,00	334 999,27	0,00	0,00	-17 499,27
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	500,00	61,83	0,00	0,00	438,17
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***57 114 255,00***	***49 518 053,54***	***6 842 015,00***	***0,00***	***754 186,46***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*19 386 305,00*	*16 021 395,23*	*2 089 243,00*	*0,00*	*1 275 666,77*
70121	Contre-valeur taxe consommat° eau	*96 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*96 000,00*
70123	Contre-valeur redevance prélèvement	*31 000,00*	*89,80*	*0,00*	*0,00*	*30 910,20*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*4 316 200,00*	*4 280 346,36*	*578 313,00*	*0,00*	*-542 459,36*
70128	Autres taxes et redevances	*5 703 500,00*	*4 254 785,33*	*734 076,00*	*0,00*	*714 638,67*
703	Ventes de produits résiduels	*7 600,00*	*2 629,98*	*0,00*	*0,00*	*4 970,02*
704	Travaux	*365 200,00*	*48 806,54*	*0,00*	*0,00*	*316 393,46*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*21 057 200,00*	*19 597 795,81*	*2 598 663,00*	*0,00*	*-1 139 258,81*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*2 940 900,00*	*2 817 326,19*	*388 221,00*	*0,00*	*-264 647,19*
7062	Redevances assainissement non collectif	*500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*500,00*
7064	Locations de compteurs	*3 090 700,00*	*2 451 107,97*	*406 517,00*	*0,00*	*233 075,03*
7068	Autres prestations de services	*109 400,00*	*43 770,33*	*46 982,00*	*0,00*	*18 647,67*
7078	Autres marchandises	*50,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*50,00*
7085	Ports et frais accessoires facturés	*9 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*9 500,00*
70878	Remb. frais par des tiers	*200,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*200,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**498 400,00**	**128 993,91**	**171 097,00**	**0,00**	**198 309,09**
747	Subv. et participat° collectivités	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
748	Autres subventions d'exploitation	328 400,00	128 993,91	171 097,00	0,00	28 309,09
75	**Autres produits de gestion courante**	**102 930,00**	**96 989,34**	**0,00**	**0,00**	**5 940,66**
752	Revenus des immeubles	3 800,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00
757	Redevances des fermiers, concession..	9 930,00	0,00	0,00	0,00	9 930,00
7588	Autres	89 200,00	96 989,34	0,00	0,00	-7 789,34
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**58 673 585,00**	**50 709 228,11**	**7 013 112,00**	**0,00**	**951 244,89**
76	**Produits financiers (b)**	**1 185,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 185,00**
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	1 185,00	0,00	0,00	0,00	1 185,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**7 308 164,55**	**8 538 424,37**	**0,00**	**0,00**	**-1 230 259,82**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	39 050,00	47,45	0,00	0,00	39 002,55
7718	Autres produits except. opérat° gestion	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
778	Autres produits exceptionnels	7 112 064,55	8 538 376,92	0,00	0,00	-1 426 312,37
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**65 982 934,55**	**59 247 652,48**	**7 013 112,00**	**0,00**	**-277 829,93**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 543 780,00***	***944 362,24***			***599 417,76***
722	*Immobilisations corporelles*	*630 000,00*	*508 837,34*			*121 162,66*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*513 780,00*	*435 524,90*			*78 255,10*
791	*Transferts de charges d'exploitation*	*400 000,00*	*0,00*			*400 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***1 543 780,00***	***944 362,24***			***599 417,76***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**67 526 714,55**	**60 192 014,72**	**7 013 112,00**	**0,00**	**321 587,83**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 487 216,09**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 275 200,00**	**236 554,00**	**186 004,17**	**852 641,83**
2031	Frais d'études	394 000,00	139 344,00	7 275,00	247 381,00
2033	Frais d'insertion	19 300,00	0,00	360,00	18 940,00
2051	Concessions et droits assimilés	861 900,00	97 210,00	178 369,17	586 320,83
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**6 790 270,00**	**2 523 141,26**	**1 741 570,40**	**2 525 558,34**
2111	Terrains nus	30 000,00	10 089,80	0,00	19 910,20
2121	Aménagement Terrains nus	200,00	0,00	93,30	106,70
21311	Bâtiments d'exploitation	92 000,00	85 461,31	0,00	6 538,69
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 791 970,00	970 811,36	283 279,59	1 537 879,05
2154	Matériel industriel	558 370,00	69 147,61	57 895,18	431 327,21
2155	Outillage industriel	23 000,00	14 651,50	2 967,10	5 381,40
21561	Service de distribution d'eau	2 264 430,00	1 050 197,07	803 553,87	410 679,06
2158	Autres	43 500,00	0,00	0,00	43 500,00
2182	Matériel de transport	836 000,00	277 742,39	556 683,04	1 574,57
2183	Matériel de bureau et informatique	58 000,00	20 537,41	4 158,28	33 304,31
2184	Mobilier	66 000,00	12 060,92	31 529,04	22 410,04
2188	Autres immobilisations corporelles	26 800,00	12 441,89	1 411,00	12 947,11
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**12 913 651,47**	**6 067 068,62**	**2 532 085,78**	**4 314 497,07**
2312	Terrains	2 700 000,00	1 485 830,12	305 429,92	908 739,96
2313	Constructions	3 321 100,00	380 700,92	205 154,80	2 735 244,28
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 892 551,47	4 200 537,58	2 021 501,06	670 512,83
	Total des dépenses d'équipement	**20 979 121,47**	**8 826 763,88**	**4 459 660,35**	**7 692 697,24**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 283 551,50**	**1 280 488,97**	**0,00**	**3 062,53**
1068	Autres réserves	1 283 551,50	1 280 488,97	0,00	3 062,53
13	**Subventions d'investissement**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
1318	Autres subventions d'équipement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**8 878 200,00**	**8 589 864,62**	**0,00**	**288 335,38**
1641	Emprunts en euros	1 787 200,00	1 577 284,62	0,00	209 915,38
165	Dépôts et cautionnements reçus	91 000,00	12 580,00	0,00	78 420,00
1687	Autres dettes	7 000 000,00	7 000 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**11 000,00**			
	Total des dépenses financières	**10 182 751,50**	**9 870 353,59**	**0,00**	**312 397,91**
4581000023	OPERATIONS 2023 (4)	700 000,00	13 053,39	0,00	686 946,61
4581002303	TRAVAUX REGUL PASSE MULHOUSE (4)	700 000,00	595 397,47	0,00	104 602,53
4581002304	BRANCHEMENTS REGUL PASSE MULH (4)	700 000,00	569 780,74	0,00	130 219,26
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**2 100 000,00**	**1 178 231,60**	**0,00**	**921 768,40**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**33 261 872,97**	**19 875 349,07**	**4 459 660,35**	**8 926 863,55**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 543 780,00***	***944 362,24***		***599 417,76***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***625 785,00***	***435 524,90***		***190 260,10***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*345 580,00*	*213 278,90*		*132 301,10*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*33 730,00*	*15 581,00*		*18 149,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*4 410,00*	*1 202,00*		*3 208,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*860,00*	*758,00*		*102,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*38 697,00*	*25 897,00*		*12 800,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*29 778,00*	*29 558,00*		*220,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*1 577,00*	*1 577,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*171 153,00*	*147 673,00*		*23 480,00*
	Charges transférées	***917 995,00***	***508 837,34***		***409 157,66***
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*40 457,00*	*40 456,42*		*0,58*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*566 457,00*	*445 294,99*		*121 162,01*
2154	*Matériel industriel*	*23 086,00*	*23 085,93*		*0,07*
4818	*Charges à étaler*	*287 995,00*	*0,00*		*287 995,00*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***82 540,00***	***0,00***		***82 540,00***
21561	*Service de distribution d'eau*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*
2158	*Autres*	*11 000,00*	*0,00*		*11 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*51 540,00*	*0,00*		*51 540,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 626 320,00***	***944 362,24***		***681 957,76***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**34 888 192,97**	**20 819 711,31**	**4 459 660,35**	**9 608 821,31**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**162 341,48**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**1 709 500,00**	**1 550 092,15**	**0,00**	**159 407,85**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 535 000,00	1 016 118,77	0,00	518 881,23
1314	Subv. équipt Communes	54 500,00	0,00	0,00	54 500,00
1318	Autres subventions d'équipement	120 000,00	533 973,38	0,00	-413 973,38
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**19 042 133,21**	**7 000 000,00**	**0,00**	**12 042 133,21**
1641	Emprunts en euros	12 042 133,21	0,00	0,00	12 042 133,21
1687	Autres dettes	7 000 000,00	7 000 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des recettes d'équipement	**20 801 633,21**	**8 550 092,15**	**0,00**	**12 251 541,06**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 044 553,93**	**1 065 055,68**	**0,00**	**-20 501,75**
10222	FCTVA	0,00	20 501,73	0,00	-20 501,73
1068	Autres réserves	1 044 553,93	1 044 553,95	0,00	-0,02
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**92 360,00**	**89 525,00**	**0,00**	**2 835,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**1 136 913,93**	**1 154 580,68**	**0,00**	**-17 666,75**
4582000023	OPERATION 2023 (3)	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
4582002303	TRAVAUX REGUL PASSE MULHOUSE (3)	700 000,00	595 397,47	0,00	104 602,53
4582002304	BRANCHEMENTS REGUL PASSE MULH (3)	700 000,00	569 780,74	0,00	130 219,26
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**2 100 000,00**	**1 165 178,21**	**0,00**	**934 821,79**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**24 038 547,14**	**10 869 851,04**	**0,00**	**13 168 696,10**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***3 958 460,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***6 524 560,00***	***6 124 413,75***		***400 146,25***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*68 680,00*	*0,00*		*68 680,00*
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*	*2 248,00*		*502,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*	*0,00*		*244 780,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*0,00*	*111 557,61*		*-111 557,61*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*	*0,00*		*306,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*	*0,00*		*530,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*	*0,00*		*18 450,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*	*2 096,32*		*246 208,68*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*	*0,00*		*198 410,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*	*0,00*		*1 860,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*	*0,00*		*3 550,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 096 320,00*	*0,00*		*3 096 320,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*	*0,00*		*169 020,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*	*0,00*		*18 900,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 085 220,00*	*8 254,24*		*1 076 965,76*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*	*0,00*		*21 460,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*	*547 563,39*		*312 240,61*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*18 865,52*		*-18 865,52*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*439 005,23*		*-439 005,23*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*1 857,00*		*-1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*	*4 863 299,10*		*-4 782 199,10*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*	*124 835,52*		*-124 035,52*
28182	*Matériel de transport*	*95 420,00*	*4 831,82*		*90 588,18*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*33 380,00*	*0,00*		*33 380,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*	*0,00*		*13 510,00*
28188	*Autres*	*11 805,00*	*0,00*		*11 805,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*	*0,00*		*10 200,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*	*0,00*		*230 000,00*
4582000023	*OPERATION 2023*	*10 000,00*	*0,00*		*10 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***10 483 020,00***	***6 124 413,75***		***4 358 606,25***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***82 540,00***	***0,00***		***82 540,00***
2033	*Frais d'insertion*	*71 540,00*	*0,00*		*71 540,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*11 000,00*	*0,00*		*11 000,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***10 565 560,00***	***6 124 413,75***		***4 441 146,25***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**34 604 107,14**	**16 994 264,79**	**0,00**	**17 609 842,35**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**446 427,31**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**13 893 547,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 893 547,00									
6001	CREDIT MUTUEL	07/03/2017	01/01/2023	31/03/2023	66 559,20	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,357	EUR	T	P	O	A-1
6002	CREDIT MUTUEL	02/05/2018	01/01/2023	31/03/2023	140 668,83	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,256	EUR	T	P	O	A-1
6003	CREDIT MUTUEL	09/10/2018	01/01/2023	31/03/2023	73 540,59	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,256	EUR	T	P	O	A-1
6004	CREDIT AGRICOLE	26/06/2019	01/01/2023	31/03/2023	195 165,94	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,064	EUR	T	P	O	A-1
6005	CREDIT MUTUEL	05/11/2009	01/01/2023	31/03/2023	156 176,61	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,184	3,270	EUR	T	P	O	A-1
6006	SFIL CAFFIL	25/11/2019	01/01/2023	01/03/2023	170 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,984	EUR	T	C	O	A-1
6007	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	62 117,74	F	Taux fixe à 4.17 %	4,170	4,236	EUR	T	P	O	A-1
6008	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	486 992,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,559	EUR	T	P	O	A-1
6009	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,448	EUR	T	P	O	A-1
6010	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,448	EUR	T	P	O	A-1
6011	SFIL CAFFIL	01/01/2023	01/01/2023	01/06/2023	8 881,82	F	Taux fixe à 6.17 %	6,170	6,170	EUR	A	C	O	A-1
6012	CREDIT MUTUEL	18/12/2007	01/01/2023	31/01/2023	51 785,53	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,594	EUR	M	P	O	A-1
6013	CREDIT MUTUEL	27/11/2010	01/01/2023	31/01/2023	21 999,52	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,247	EUR	M	C	O	A-1
6014	CREDIT MUTUEL	19/10/2017	01/01/2023	31/03/2023	29 805,78	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,559	EUR	T	P	O	A-1
6015	CREDIT MUTUEL	06/12/2018	01/01/2023	31/03/2023	270 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,933	EUR	T	C	O	A-1
6016	SFIL CAFFIL	28/07/2020	01/01/2023	02/01/2023	225 000,00	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,195	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6017	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2003	01/01/2023	31/03/2023	4 871,21	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,215	EUR	T	P	O	A-1
6018	CREDIT MUTUEL	20/10/2009	01/01/2023	31/03/2023	89 014,54	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,906	EUR	T	P	O	A-1
6019	CREDIT MUTUEL	13/03/2006	01/01/2023	30/06/2023	40 528,01	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,450	EUR	A	P	O	A-1
6020	CREDIT MUTUEL	01/09/2015	01/01/2023	28/02/2023	38 250,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,117	EUR	T	C	O	A-1
6021	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	155 290,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,458	EUR	T	P	O	A-1
6022	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	284 132,10	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,508	EUR	T	P	O	A-1
6023	CREDIT AGRICOLE	05/03/2021	01/01/2023	31/03/2023	72 222,23	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,772	EUR	T	C	O	A-1
6024	CREDIT AGRICOLE	26/04/2016	01/01/2023	31/01/2023	25 290,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,994	EUR	T	P	O	A-1
6025	CREDIT MUTUEL	30/12/2004	01/01/2023	31/03/2023	32 336,48	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	3,885	EUR	T	P	O	A-1
6026	CREDIT MUTUEL	20/12/2005	01/01/2023	31/03/2023	33 651,42	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	P	O	A-1
6027	CREDIT MUTUEL	28/12/2006	01/01/2023	31/03/2023	56 141,44	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
6028	CREDIT MUTUEL	02/01/2008	01/01/2023	31/03/2023	82 355,13	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,628	EUR	T	P	O	A-1
6029	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2008	01/01/2023	31/03/2023	53 204,92	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,525	EUR	T	P	O	A-1
6030	CREDIT MUTUEL	28/12/2010	01/01/2023	31/03/2023	135 390,98	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,495	EUR	T	P	O	A-1
6031	SFIL CAFFIL	27/12/2012	01/01/2023	01/02/2023	102 201,40	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
6032	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/01/2023	01/11/2023	73 125,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	3,044	EUR	A	C	O	A-1
6033	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2016	01/01/2023	31/03/2023	289 489,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,155	EUR	T	P	O	A-1
6034	SFIL CAFFIL	18/09/2019	01/01/2023	01/02/2023	120 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,491	EUR	T	C	O	A-1
6035	CREDIT MUTUEL	26/10/2010	01/01/2023	31/03/2023	121 189,93	F	Taux fixe à 3.02 %	3,020	3,054	EUR	T	P	O	A-1
6036	CREDIT MUTUEL	03/06/2010	01/01/2023	31/03/2023	16 899,77	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,618	EUR	T	P	O	A-1
6037	CREDIT MUTUEL	18/01/2011	01/01/2023	31/03/2023	32 985,23	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	P	O	A-1
6038	CAISSE D'EPARGNE	27/11/2019	01/01/2023	25/03/2023	43 999,96	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	0,792	EUR	T	C	O	A-1
6039	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	30/06/2023	338 508,43	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
6040	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/02/2023	408 934,61	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6041	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	357 351,54	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	5,043	EUR	T	P	O	A-1
6042	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/05/2023	349 249,18	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
6043	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	610 328,49	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,269	EUR	T	P	O	A-1
6044	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/05/2023	747 500,00	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,029	EUR	A	C	O	A-1
6045	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	220 466,36	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	P	O	A-1
6046	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	488 397,90	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,488	EUR	T	P	O	A-1
6047	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	127 246,25	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,213	EUR	T	P	O	A-1
6048	CREDIT MUTUEL	12/05/2022	01/01/2023	31/03/2023	278 322,24	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	0,802	EUR	T	P	O	A-1
6049	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2013	01/01/2023	31/03/2023	146 666,54	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	3,362	EUR	T	C	O	A-1
6050	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	64 465,05	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	1,300	EUR	A	P	O	A-1
6051	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	2 680,69	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,800	EUR	A	C	O	A-1
6052	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	01/01/2023	31/03/2023	733 333,08	F	Taux fixe à 4.31 %	4,310	4,380	EUR	T	C	O	A-1
6053	SFIL CAFFIL	12/12/2003	01/01/2023	02/01/2023	749 999,75	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,328	EUR	T	C	O	A-1
6054	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/01/2023	01/02/2023	425 000,03	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
6055	SFIL CAFFIL	06/07/2010	01/01/2023	01/02/2023	41 660,65	F	Taux fixe à 2.16 %	2,160	2,178	EUR	T	P	O	A-1
6056	CREDIT MUTUEL	02/10/2010	01/01/2023	31/01/2023	125 358,48	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,093	EUR	M	P	O	A-1
6057	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	167 212,11	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,525	EUR	T	P	O	A-1
6058	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	13 923,47	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,728	EUR	T	P	O	A-1
6059	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	284 304,12	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,964	EUR	T	P	O	A-1
6060	SFIL CAFFIL	29/07/2015	01/01/2023	02/01/2023	46 399,92	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,359	EUR	T	P	O	A-1
6061	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2015	01/01/2023	31/03/2023	314 666,76	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,508	EUR	T	C	O	A-1
6062	CAISSE D'EPARGNE	04/04/2017	01/01/2023	31/03/2023	139 788,94	F	Taux fixe à 2.05 %	2,050	2,066	EUR	T	C	O	A-1
6063	SFIL CAFFIL	15/05/2018	01/01/2023	01/07/2023	366 666,66	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6064	SFIL CAFFIL	10/05/2019	01/01/2023	02/01/2023	399 999,98	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	0,972	EUR	S	C	O	A-1
6065	SFIL CAFFIL	14/11/2019	01/01/2023	02/01/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	S	C	O	A-1
6066	SFIL CAFFIL	08/06/2021	01/01/2023	01/07/2023	169 875,03	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	0,420	EUR	A	C	O	A-1
6067	SFIL CAFFIL	24/06/2022	01/01/2023	01/02/2023	987 500,00	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,814	2,886	EUR	T	C	O	A-1
6068	CREDIT MUTUEL	09/01/2018	01/01/2023	31/03/2023	215 360,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,155	EUR	T	P	O	A-1
6069	CREDIT AGRICOLE	27/10/2022	01/01/2023	31/01/2023	300 000,00	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	1,539	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**13 893 547,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**12 316 262,38**					**1 577 284,62**	**333 097,91**	**0,00**	**81 138,55**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		12 316 262,38					1 577 284,62	333 097,91	0,00	81 138,55
6001	N	0,00	A-1	62 293,86	13,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	4 265,34	877,02	0,00	0,00
6002	N	0,00	A-1	127 723,55	9,25	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	12 945,28	1 697,84	0,00	0,00
6003	N	0,00	A-1	67 108,21	9,75	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	6 432,38	889,18	0,00	0,00
6004	N	0,00	A-1	179 122,27	10,50	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	16 043,67	2 005,13	0,00	0,00
6005	N	0,00	A-1	135 020,46	6,00	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	4,192	21 156,15	6 212,47	0,00	0,00
6006	N	0,00	A-1	160 000,00	15,92	F	Taux fixe à 0.98 %	1,061	10 000,00	1 629,26	0,00	126,31
6007	N	0,00	A-1	21 137,00	0,33	F	Taux fixe à 4.17 %	5,264	40 980,74	1 955,02	0,00	146,90
6008	N	0,00	A-1	465 429,74	18,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,815	21 562,51	7 423,45	0,00	1 202,36
6009	N	0,00	A-1	135 048,01	14,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,688	8 009,73	2 016,91	0,00	324,11
6010	N	0,00	A-1	135 048,01	14,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,688	8 009,73	2 016,91	0,00	324,11
6011	N	0,00	A-1	5 921,22	1,42	F	Taux fixe à 6.17 %	10,632	2 960,60	548,01	0,00	212,10
6012	N	0,00	A-1	42 337,55	4,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,503	9 447,98	2 137,06	0,00	0,00
6013	N	0,00	A-1	19 249,48	7,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,201	2 750,04	663,65	0,00	0,00
6014	N	0,00	A-1	28 026,66	14,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1 779,12	451,68	0,00	0,00
6015	N	0,00	A-1	225 000,00	5,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,931	45 000,00	2 354,06	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6016	N	0,00	A-1	212 500,00	16,75	F	Taux fixe à 1.19 % Taux fixe à 1.19 %	1,495	12 500,00	2 621,72	0,00	625,17
6017	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,191	4 871,21	75,57	0,00	0,00
6018	N	0,00	A-1	38 881,05	0,75	F	Taux fixe à 3.85 %	3,859	50 133,49	2 709,03	0,00	0,00
6019	N	0,00	A-1	36 042,64	6,50	F	Taux fixe à 3.45 %	5,279	4 485,37	1 398,22	0,00	621,74
6020	N	0,00	A-1	35 250,00	11,67	F	Taux fixe à 2.1 %	2,282	3 000,00	779,63	0,00	61,69
6021	N	0,00	A-1	145 953,13	14,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	9 336,87	2 201,09	0,00	0,00
6022	N	0,00	A-1	268 015,11	14,58	F	Taux fixe à 1.5 %	1,758	16 116,99	4 171,61	0,00	670,04
6023	N	0,00	A-1	67 777,79	15,25	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	4 444,44	543,28	0,00	0,00
6024	N	0,00	A-1	18 154,05	2,33	F	Taux fixe à 0.99 %	1,186	7 136,93	223,95	0,00	29,95
6025	N	0,00	A-1	16 476,22	1,00	F	Taux fixe à 3.83 %	3,838	15 860,26	1 012,50	0,00	0,00
6026	N	0,00	A-1	22 811,82	2,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,404	10 839,60	1 006,92	0,00	0,00
6027	N	0,00	A-1	42 891,85	3,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,803	13 249,59	1 946,05	0,00	0,00
6028	N	0,00	A-1	67 339,87	4,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,553	15 015,26	3 493,38	0,00	0,00
6029	N	0,00	A-1	45 288,77	5,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,452	7 916,15	2 236,73	0,00	0,00
6030	N	0,00	A-1	120 430,77	7,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,451	14 960,21	4 478,83	0,00	0,00
6031	N	0,00	A-1	86 878,32	4,08	F	Taux fixe à 4.22 %	8,690	15 323,08	4 312,90	0,00	3 350,56
6032	N	0,00	A-1	67 500,00	11,83	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,662	5 625,00	2 193,75	0,00	450,00
6033	N	0,00	A-1	270 319,84	13,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	19 170,02	3 246,66	0,00	0,00
6034	N	0,00	A-1	110 000,00	10,83	F	Taux fixe à 0.49 %	0,574	10 000,00	569,63	0,00	88,34
6035	N	0,00	A-1	82 002,36	2,00	F	Taux fixe à 3.02 %	3,024	39 187,57	3 218,91	0,00	0,00
6036	N	0,00	A-1	10 944,52	1,75	F	Taux fixe à 3.57 %	3,575	5 955,25	524,19	0,00	0,00
6037	N	0,00	A-1	22 360,21	2,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,404	10 625,02	986,98	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6038	N	0,00	A-1	40 333,28	10,98	F	Taux fixe à 0.79 %	0,802	3 666,68	336,74	0,00	4,43
6039	N	0,00	A-1	301 901,54	6,50	F	Taux fixe à 4.1 %	6,271	36 606,89	13 878,85	0,00	6 188,98
6040	N	0,00	A-1	334 199,73	3,08	F	Taux fixe à 4.51 %	9,460	74 734,88	18 442,95	0,00	13 774,51
6041	N	0,00	A-1	339 612,91	13,25	F	Taux fixe à 4.95 %	4,951	17 738,63	17 363,01	0,00	0,00
6042	N	0,00	A-1	315 908,05	7,42	F	Taux fixe à 3.75 %	6,069	33 341,13	13 096,84	0,00	6 910,49
6043	N	0,00	A-1	528 896,41	5,91	F	Taux fixe à 2.25 %	2,451	81 432,08	13 048,52	0,00	991,68
6044	N	0,00	A-1	690 000,00	11,33	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	4,088	57 500,00	14 950,00	0,00	14 030,00
6045	N	0,00	A-1	205 904,95	12,33	F	Taux fixe à 1.8 %	2,112	14 561,41	3 870,47	0,00	617,71
6046	N	0,00	A-1	455 465,25	12,33	F	Taux fixe à 1.48 %	1,736	32 932,65	7 046,07	0,00	1 123,48
6047	N	0,00	A-1	111 398,85	6,42	F	Taux fixe à 1.19 %	3,361	15 847,40	3 575,96	0,00	455,85
6048	N	0,00	A-1	249 215,68	8,25	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	29 106,56	2 139,40	0,00	0,00
6049	N	0,00	A-1	119 999,86	4,50	F	Taux fixe à 3.32 %	3,322	26 666,68	4 537,33	0,00	0,00
6050	N	0,00	A-1	51 902,93	4,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	12 562,12	838,05	0,00	0,00
6051	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	2 680,69	101,87	0,00	0,00
6052	N	0,00	A-1	666 666,40	10,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,311	66 666,68	30 529,15	0,00	0,00
6053	N	0,00	A-1	683 333,07	10,00	F	Taux fixe à 4.26 % Taux fixe à 4.26 %	5,377	66 666,68	30 885,00	0,00	7 196,64
6054	N	0,00	A-1	391 666,71	11,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,808	33 333,32	2 843,72	0,00	443,89
6055	N	0,00	A-1	26 796,10	1,58	F	Taux fixe à 2.16 %	2,601	14 864,55	780,01	0,00	94,86
6056	N	0,00	A-1	87 070,34	2,16	F	Taux fixe à 3.05 %	3,054	38 288,14	3 291,14	0,00	0,00
6057	N	0,00	A-1	128 141,79	2,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,870	39 070,32	6 794,96	0,00	475,19
6058	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.58 % Taux fixe à 4.58 %	7,718	13 923,47	406,38	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6059	N	0,00	A-1	242 605,76	4,75	F	Taux fixe à 3.85 % Taux fixe à 3.85 %	4,975	41 698,36	10 493,10	0,00	2 361,02
6060	N	0,00	A-1	39 594,53	4,75	F	Taux fixe à 3.27 % Taux fixe à 3.27 %	4,226	6 805,39	1 454,54	0,00	327,28
6061	N	0,00	A-1	275 333,44	7,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,501	39 333,32	4 498,76	0,00	0,00
6062	N	0,00	A-1	77 660,46	1,25	F	Taux fixe à 2.05 %	2,054	62 128,48	2 388,06	0,00	0,00
6063	N	0,00	A-1	333 333,33	9,50	V	Taux fixe à 0.91 % (Euribor 12M + 0.4)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,147	33 333,33	3 383,01	0,00	7 630,09
6064	N	0,00	A-1	366 666,64	10,50	F	Taux fixe à 0.97 % Taux fixe à 0.97 %	1,485	33 333,34	3 799,17	0,00	1 768,45
6065	N	0,00	A-1	115 000,00	11,00	F	Taux fixe à 0.61 % Taux fixe à 0.61 %	0,933	10 000,00	747,25	0,00	348,80
6066	N	0,00	A-1	135 900,02	3,50	F	Taux fixe à 0.42 %	0,653	33 975,01	713,48	0,00	283,80
6067	N	0,00	A-1	937 500,00	18,58	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,220	50 000,00	33 349,03	0,00	7 184,37
6068	N	0,00	A-1	195 950,76	9,42	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	19 410,10	2 393,14	0,00	0,00
6069	N	0,00	A-1	272 019,25	8,83	F	Taux fixe à 1.53 %	1,751	27 980,75	4 292,77	0,00	693,65
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 316 262,38**					**1 577 284,62**	**333 097,91**	**0,00**	**81 138,55**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	69	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,03	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 316 262,38	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rem-bourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	12/12/2022
L	2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	12/12/2022
L	2051-Concess & droits simil (sf brevets amort/durée privil ou durée effect utilisation si + brève)	5	12/12/2022
L	2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	12/12/2022
L	2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	12/12/2022
L	21311 - Bâtiments d'exploitation	50	12/12/2022
L	21315 - Bâtiments administratifs	50	12/12/2022
L	21351 - Installations générales bâtiments d'exploitation	20	12/12/2022
L	21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	12/12/2022
L	21411 - Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50	12/12/2022
L	21451 - Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20	12/12/2022
L	2151 - Installations complexes spécialisées	10	12/12/2022
L	21531 - Réseaux d'adduction d'eau	40	12/12/2022
L	2154 - Matériel industriel	10	12/12/2022
L	2155 - Outillage industriel	20	12/12/2022
L	21561 - Service de distribution d'eau	10	12/12/2022
L	2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	12/12/2022
L	2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	12/12/2022
L	2182 - Matériel de transport	8	12/12/2022
L	2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	2184 - Mobilier	15	12/12/2022
L	2188 - Autres	5	12/12/2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**9 857,57**		**0,00**	**9 857,57**	**0,00**	**9 857,57**
Provisions pour dépréciation	9 857,57		0,00	9 857,57	0,00	9 857,57
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**9 857,57**		**0,00**	**9 857,57**	**0,00**	**9 857,57**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**10 707 536,50**	**I**	**10 293 298,49**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**8 787 200,00**		**8 577 284,62**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 787 200,00		1 577 284,62
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	7 000 000,00		7 000 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 920 336,50**		**1 716 013,87**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Autres réserves	1 283 551,50		1 280 488,97
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*625 785,00*		*435 524,90*
020	Dépenses imprévues	11 000,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**10 293 298,49**	**4 459 660,35**	**162 341,48**	**14 915 300,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**10 473 020,00**	**III**	**6 144 915,48**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**20 501,73**
10222	FCTVA	0,00		20 501,73
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**10 473 020,00**		**6 124 413,75**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*68 680,00*		*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*		*2 248,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*		*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*0,00*		*111 557,61*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*		*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*		*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*		*0,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*		*2 096,32*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*		*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*		*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 096 320,00*		*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*		*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*		*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 085 220,00*		*8 254,24*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*		*0,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*		*547 563,39*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*		*18 865,52*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*		*439 005,23*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*		*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*		*4 863 299,10*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*		*124 835,52*
28182	*Matériel de transport*	*95 420,00*		*4 831,82*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*33 380,00*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*		*0,00*
28188	*Autres*	*11 805,00*		*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*		*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*		*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 958 460,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**6 144 915,48**	**0,00**	**446 427,31**	**1 044 553,95**	**7 635 896,74**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**14 915 300,32**
Ressources propres disponibles	IV	**7 635 896,74**
Solde	V = IV – II (3)	**-7 279 403,58**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat°**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	BANTZENHEIM - COMPTEURS RADIOS ALTAIR	14 400,00	0,00	10
	BANTZENHEIM - COMPTEURS ALTAIR	880,00	0,00	1
	BERRWILLER - ETUDE CREATION D'UN NOUVEAU FORAGE	5 700,00	0,00	10
	BERRWILLER - CONFECTION COUVERCLE PUITS	277,22	0,00	1
	BERRWILLER - DECOUPE SCIAGE FOURNITURE ET POSE	3 925,00	0,00	10
	BERRWILLER - REGENERATION RECHEMISAGE DU PUIT	36 156,48	0,00	10
	BERRWILLER - INTERVENTION PUITS	6 212,00	0,00	10
	BERRWILLER - POMPE IMMERGEE POUR PUITS	5 229,75	0,00	10
	BRUEBACH - COMPTEURS ALTAIR V4 RADIOS IZAR RC868I	1 950,00	0,00	10
	CHALAMPE - ACHATS COMPTEURS ALTAIR EAU MODULE	513,25	0,00	1
	CHALAMPE - INSTALLATION FONTAINE AVENUE GLE GAULLE	8 627,00	0,00	10
	FELDKIRCH - FOURNITURE COMPTEURS IZAR RC686i R4	1 200,00	0,00	10
	FELDKIRCH - FOURNITURE COMPTEURS	800,00	0,00	1
	ILLZACH - TVX RENVLT CONDUITES RUE LA DOLLER A ILLZACH	0,00	0,00	40
	ILLZACH - TVX RENVLT CONDUITES RUE LA DOLLER A ILLZACH	50 294,66	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRVX RESEAU EAU POTABLE	1 373,57	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	2 805,28	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	2 570,00	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	139,00	0,00	1
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	3 257,00	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	573,70	0,00	1
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	34 838,04	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	1 948,17	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	19 308,95	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	1 715,11	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	59 931,20	0,00	40
	KINGERSHEIM - TRAVX RESEAU EAU POTABLE	20 960,77	0,00	40
	MORSCHWILLER - TRAVX RESEAU EAU POTABLE RUE DES IMAGES	175 454,75	0,00	40
	TALKIE-WALKIE MOTOROLA T82 EXTREME TWIN PACK	385,86	0,00	1
	CAROTTEUSE GOLTZ FB20P	1 559,00	0,00	10
	ACHAT DECOUPEUSE RESEAU	1 836,00	0,00	10
	ASPIRATEUR EAU POUSSIERES	157,95	0,00	1
	DESHERBEUSE - BROSSE-ROUE-PORTEUR	2 223,23	0,00	10
	NETTOYEUR HAUTE PRESSION 36V	1 708,78	0,00	10
	SOUFFLEUR STIHL BR800	640,83	0,00	1
	PERFORATEUR SDS-PLUS M18	579,42	0,00	1
	POMPE VIDE REGARD SANS FIL	1 137,68	0,00	10
	SOUFFLEUR STIHL BG86	332,50	0,00	1
	ACHAT SOUFFLEUR	640,83	0,00	1
	ASPIRATEUR NT611 ECO K	3 372,03	0,00	10
	KIOSQUE FONTAINE-DESHIVERNAGE	2 170,00	0,00	10
	BORNE INOX FONTAINE	18 667,00	0,00	10
	MAINTENANCE KIOQUE SALVATOR	1 575,00	0,00	10
	MAINTENANCE FONTAINES BERGES DE ILL ET PATINOIRE	3 150,00	0,00	10
	ELARGISSEUR PR FUSEE - ACCESSOIRE DE TRACTION DIRECTE CABLE	720,90	0,00	1
	TRONCONNEUSE	865,83	0,00	1
	FUSEE PNEUMATIQUE AVEC KIT OUTIL DE DEMONTAGE	6 164,00	0,00	20
	PONCEUSE EXCENTRIQUE FILAIRE GET 75-150 230V	438,90	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	SCIE CIRCULAIRE AVEC LAME	663,77	0,00	1
	CHARGEUR RAPIDE OUTILS FORGE	92,77	0,00	1
	ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE ESCHENTZWILLER	8 590,35	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE ESCHENTWILLER	28 408,26	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	6 332,65	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	10 799,66	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE ESCHENTZWILLER	7 429,60	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	4 814,05	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	4 246,74	0,00	10
	COMPTEURS TELERELEVE ESCHENTZWILLER	2 851,68	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	16 711,39	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	1 646,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	60 103,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	4 235,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	6 157,71	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	839,06	0,00	1
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	87 787,73	0,00	10
	COMPTEUR RIXHEIM	4 227,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE ESCHENTZWILLER	1 655,85	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE ESCHENTZWILLER	276,28	0,00	1
	COMPTEUR MOD. TELERELEVE	1 421,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	50 361,78	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	1 380,50	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	533,30	0,00	1
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	14 740,73	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIEDISHEIM	2 317,98	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	50 013,46	0,00	10
	COMPTEUR TELERELEVE RIXHEIM	2 235,90	0,00	10
	COMPTEUR RIXHEIM	2 847,00	0,00	10
	COMPTEUR VOLUMETRIQUE ALTAIR ET MODULE RADIO COMPACT VHF	28 307,25	0,00	10
	ACHAT DE COMPTEUR MODULE RADIO COMPACT VHF	15 525,00	0,00	10
	ACHAT DE COMPTEUR WESAN	1 071,00	0,00	10
	ACHAT DE COMPTEUR DN 15	39 600,00	0,00	10
	MODULE DEPORTE PR COMPTEURS IZAR BE PULSE	9 000,00	0,00	10
	MODULE DEPORTE POUR COMPTEURS	6 750,00	0,00	10
	IZAR BE PULSE IZAR RADIO DIEHL RCI	12 000,00	0,00	10
	CYBLES POUR COMPTEURS	4 300,00	0,00	10
	MODULE POUR COMPTEURS VHF CP V2	4 500,00	0,00	10
	COMPTEUR DN15 / DN40 MODULE TELERELEVE	3 797,76	0,00	10
	IZAR BE PULSE IZAR RADIO DIEHL RCI	8 000,00	0,00	10
	MODULE POUR COMPTEURS	4 500,00	0,00	10
	ACHAT COMPTEUR	1 071,00	0,00	10
	COMPTEUR DN15 / DN40 MODULE RADIO COMPACT TELERELEVE	5 160,00	0,00	10
	MODULE POUR COMPTEURSN VHF CP V2	4 500,00	0,00	10
	COMPTEUR DN 20LG 190 ITRON	1 062,55	0,00	10
	MISSION CSPS COMMUNES PFAS/LUTT/ILL/SAU	446,25	0,00	1
	GODETS PRENEURS POUR GRUE HIAB	4 220,00	0,00	8
	GODETS PRENEURS POUR GRUE HIAB	4 220,00	0,00	8
	BERLINGO IMMAT GJ-819-RM	13 124,32	0,00	8
	RENAULT EXPRESS IMMAT GM805ZK	17 500,00	0,00	8
	RENAULT EXPRESS IMMAT GM539WQ	17 500,00	0,00	8
	FOURGON JUMPER IMMAT GM-884-YX	31 235,69	0,00	8
	FOURGON JUMPER IMMAT GM-902-YX	31 235,69	0,00	8
	FOURGON JUMPER IMMAT GM-883-YX	31 235,69	0,00	8
	FOURGON JUMPER 12M3 IMMAT GN-312-NN	31 965,69	0,00	8
	SCOOTERS YAMAHA NMAX125	4 542,64	0,00	8
	FOURGON JUMPER IMMAT GM-879-YX	30 061,40	0,00	8
	ORDINATEUR MODELISATION	2 185,74	0,00	5
	ORDINATEUR PORTABLE DELL	1 068,00	0,00	5
	BORNE SONDE POUR PRELEVEURS	1 800,00	0,00	5
	ORDINATEUR ET ECRAN PLAT	9 108,00	0,00	5
	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO	3 427,25	0,00	5
	ETAGERE+MEUBLE BUREAU	1 455,00	0,00	15
	SIEGES DRUMBACK HQE	1 188,00	0,00	15
	ARMOIRES BASSES DE BUREAU	1 004,00	0,00	15
	BUREAUX HQE - RELATION USAGERS	0,00	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	TABLETTES EQUIPES RESEAU SAMSUNG GALAXY TAB ACTIVE	2 981,05	0,00	5
	ENSEIGNE REGIE EAU M2A	6 384,00	0,00	5
	FOND DE VITRINE PANNEAU SONNETTE	132,00	0,00	1
	SAMSUNG GALAXY TAB ACTIVE 3	2 384,84	0,00	5
	PETIT LANDAU - TVX RESEAU SENTIER MEUNIERS	28 073,66	0,00	40
	PULVERSHEIM - RENOUVLT BRANCHEMENT RUE DE LA FORET	17 538,32	0,00	40
	RICHWILLER - TRVX RESEAU RUE DE LA PINEDE	2 863,50	0,00	40
	RICHWILLER - TRVX RESEAUX EAU	1 682,00	0,00	40
	RICHWILLER - TRVX RESEAUX EAU RUE DE LA DOLLER	2 225,00	0,00	40
	RIEDISCHEIM - TVX RENVLT CONDUITE RUE LORRAINE ALSACE	309 601,00	0,00	40
	RIEDISHEIM - TRVX BRANCHEMENTS RUE PRIMEVERES	524,92	0,00	1
	SAUSHEIM - BRANCHTS NEUFS RUE DES PENSEES	65,10	0,00	1
	OTTMARSHEIM - FOURNITURE ET POSE COMPTEURS SOFREL	24 700,00	0,00	10
	HOMBOURG - COMPTEURS ALTAIR V4 IZAR	1 600,00	0,00	10
	SIE OTTMARSHEIM - PROCTECTION POMPES DIFFERENTIEL	1 256,43	0,00	10
	OTTMARSHEIM - CHANGEMENT POTEAU INCENDIE	3 053,00	0,00	10
	HOMBOURG - REMPLT ROBINET COMPTEUR	560,00	0,00	1
	SIVU HARDT - DEMOLITION CHATEAU EAU STAFFELFELDEN	85 461,31	0,00	50
	STAFFELFELDEN - COMPTEUR MNK RP DN25	106,00	0,00	1
	BOLLWILLER -TRVX RENOUVELLEMENT CONDUITS	16 257,20	0,00	10
	TERRAIN	10 089,80	0,00	0
	IMPORTATION DES DONNEES COMPTEURS/RADIO	2 200,00	0,00	5
	INSTALLATION LOGICIEL TOURMALINE	400,00	0,00	1
	LICENCE PLUG'IN RADIO DIEHL POUR QUARTZ	1 000,00	0,00	5
	PARAMETRAGE MIGRATION ABONNES	13 512,50	0,00	5
	MIGRATION DONNEES KINGERSHEIM DANS LA BASE M2A	9 918,75	0,00	5
	MIGRATION DES DONNEES BABARU DANS LA BASE M2A	11 212,50	0,00	5
	MIGRATION DES DONNEES UNGERSHEIM DANS LA BASE	10 350,00	0,00	5
	LICENCE LOGICIEL QUARTZ PLUG'IN RADIO ITRON DIEHL RADIO G4	3 300,00	0,00	5
	MAINT. ANNUELLE ASSIST. COMPT. EAUPLA	6 000,00	0,00	5
	MIGRATION DES DONNEES BABARU DANS LA BASE M2A	11 212,50	0,00	5
	MIGRATION DONNEES KINGERSHEIM DANS LA BASE M2A	9 918,75	0,00	5
	MIGRATION DES DONNEES D'UNGERSHEIM DANS LA BASE M2A	10 350,00	0,00	5
	FRONT OFFICE USAGERS MODULE INFORMATIQUE	3 900,00	0,00	5
	REPARATION RESERVOIR BRUEBACH	8 296,04	0,00	20
	CHALAMPE- REMPLACEMENT ROBINETS VANNES	18 229,00	0,00	10
	CHALAMPE - RENOUVELLEMENT CONDUITES RUE VICTOIRE	93 086,00	0,00	10
	KINGERSHEIM - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT	33 771,97	0,00	40
	KINGERSHEIM - REMISE EN ETAT REGARD RUE DE DIJON	10 655,00	0,00	40
	KINGERSHEIM -TRVX RESEAU EAU POTABLE	37 356,30	0,00	40
	KINGERSHEIM - ENTRETIEN RESEAU EAU POTABLE	559,36	0,00	1
	FRONT OFFICE USAGERS MODULE INFORMATIQUE	3 935,00	0,00	5
	ETAT TIR 2023	40 456,42	0,00	50
	ETAT TIR 2023	445 294,99	0,00	40
	REMPLACEMENT VANNE RESERVOIR ILLBERG	12 132,12	0,00	10
	ACHAT MATERIEL DE DETECTION RESEAU	7 962,00	0,00	10
	ACHAT FAUCHEUSE BROYEUSE KIVA	2 281,80	0,00	10
	ACHAT DETECTEUR DE GAZ	1 008,00	0,00	10
	PERFORATEUR SDS RELEVEUR	233,70	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EMETTEUR RT 200 ANTENNE	1 423,00	0,00	10
	ETAT TIR 2023	23 085,93	0,00	10
	REMPLACEMENT DEBIMETRE RESEVOIR LUTTERBACH	2 470,88	0,00	10
	MAINTENANCE FONTAINES	1 500,00	0,00	10
	MACHINE A PERCER MOTORISEE	0,00	0,00	20
	ENSEMBLE CABLE GAINE POMPE/CREPINE 5M POUR POMPE	4 167,33	0,00	20
	ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE ZIMMERSHEIM	30 689,33	0,00	10
	HABSHEIM - ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE	37 477,84	0,00	10
	HABSHEIM - ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE HABSHEIM	56 990,68	0,00	10
	ZIMMERSHEIM - ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE	1 502,88	0,00	10
	HABSHEIM - ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE	23 197,65	0,00	10
	ZIMMERSHEIM - ECHANGE COMPTEUR TELERELEVE	1 147,07	0,00	10
	BABARU - ECHANGE COMPTEUR	9 074,86	0,00	10
	MODULE COMPTEUR IZAR PULSE I V5	100,00	0,00	1
	ACHAT DE COMPTEURS ALTAIR V4 IZAR	26 270,00	0,00	10
	COMPTEUR DN 150	1 020,00	0,00	10
	ACHAT DE COMPTEURS	7 400,00	0,00	10
	COMPTEURS DN15 DIEHL AQUILA	6 728,64	0,00	10
	COMPTEUR DN 20LG CYBLE RADIO EVERBL	3 541,82	0,00	10
	MODULE TELERELEVE DIEHL VHF CP V2	6 500,00	0,00	10
	PVC ADHESIF VEHICULE	967,00	0,00	1
	KIT DECORATION VEHICULE BOXER - KANGOO	8 560,00	0,00	8
	KIT DECORATION VEHICULE C3 - 208 - ZOE	2 655,00	0,00	8
	KIT DECORATION VEHICULE	2 325,00	0,00	8
	CITROEN BERLINGO IMMAT GS-525-QC	18 824,99	0,00	8
	PEUGEOT 208 E IMMAT. GR-961-HF	27 569,28	0,00	8
	MATERIELS TELERELEVE COUPLEUR D'IMPULSION	2 520,00	0,00	5
	STATION DE CHARGE TABLETTES	428,42	0,00	1
	ACHAT TABLE LIGNE ASKA	5 994,12	0,00	15
	PETIT LANDAU - TRVX REPARATION RUE DE L'EGLISE	2 031,80	0,00	40
	PULVERSHEIM - RENOUVELLEMENT RUE DES VOSGES	49 643,50	0,00	40
	RICHWILLER - ACHAT COMPTEUR ALTAIR ACCESSOIRES	4 127,90	0,00	40
	RICHWILLER - BAGUE RADIO R4	1 257,70	0,00	40
	RICHWILLER - FOURNITURE POSE COMPTEURS RUE PRIMEVERES	710,50	0,00	1
	RICHWILLER - FOURNITURE CAPTEURS COMPTEURS	73,96	0,00	1
	RICHWILLER - FOURNITURE CAPTEURS COMPTEURS	2 434,80	0,00	40
	RICHWILLER - REPARATION RUPTURE CHEMIN LUTZL	1 162,00	0,00	40
	RIEDISHEIM - REHABILITATION PASSERELLE CANAL	4 666,45	0,00	40
	HOMBOURG - REMPLACEMENT BORNE	1 628,70	0,00	10
	STAFFELFELDEN - MATERIELS	122,86	0,00	1
	STAFFELFELDEN - COMPTEUR WESAN	252,22	0,00	1
	UNGERSHEIM - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT RUE DES JARDINS	4 794,12	0,00	10
	UNGERSHEIM - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT RUE DE REGUISHEIM	2 211,22	0,00	10
	UNGERSHEIM - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT RUE DU MUGUET	5 565,63	0,00	10
	WITTELSHEIM - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT CONDUITES	47 266,25	0,00	10
	ENSEMBLE CABLE GAINE POMPE/CREPINE 5M POUR POMPE	1 538,00	0,00	20
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
	BRUEBACH - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT AEP 23 RUE DE BRUNSTATT	3 914,63	355,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	BRUEBACH - RENOUVELLEMENT BRANCHEMENT AEP 4 RUE DU MILIEU	2 823,41	256,00	10
	BERRWILLER - COMPTEURS EAU ALTAIR	660,00	60,00	10
	BERRWILLER - TRAVAUX SECURISATION RESSOURCE EAU POTABLE MISE PLACE ALIMENTATION	241,92	21,00	10
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**3 058 088,38**	**692,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	
72	***Travaux en régie***		***508 837,34***
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*508 837,34*
TOTAL GENERAL		**0,00**	**I 508 837,34**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***508 837,34***
21311	*BATIMENTS D EXPLOITATION*	*40 456,42*
21531	*RESEAU D ADDUCTION D EAU*	*445 294,99*
2154	*MATERIEL INDUSTRIEL*	*23 085,93*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**508 837,34**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	508 837,34
Recettes réelles d'exploitation	66 260 764,48
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,77 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 65 + (23 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 88
VOTES :
Pour : 65 (+23 procurations)
Contre : /
Abstentions : /

Date de convocation : 18/06/2024

Présenté par (1) le Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse le 24/06/2024
(1) le Président temporaire de m2A,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération
A Mulhouse, le 24/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	A Lorent
BEHE Jean-Marie	Proc. à M. BELLONI
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	Proc. à Mme LIEBMANN
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	Proc. à Mme RAPP
BOUAMAIED Nour	A Lorentz
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	Proc. à M. BOUILLÉ
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	Excusé
CHAPATTE Jean-Claude	A Lorentz
CHÉRAY Michel	Proc. à Mme BOESCH
COLOM Florian	Excusé
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme LOISEL
COUCHOT Alain	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	Proc. à M. BEYAZ
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	Proc. à Mme PAUTRAT
ENGASSER Thierry	Excusé
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	Proc. à M. RICHARD
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	Proc. à M. JORDAN
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Proc. à M. RICHE
METZGER Henri	Proc. à M. JUNG
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à Mme HOTTINGER
NEUMANN Rémy	Proc. à Mme HERZOG
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme ZAGHOUANI
ONIMUS Roland	Proc. à Mme DHALLENNE
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	Proc. à M. JULIEN
SASSI Annouar	Absent
SCHELL Christiane	Proc. à Mme NEHLIG
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Absente
SCHWEITZER Pascale Cléo	Absente
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme RISSER
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à Mme LUTZ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme RENCK
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	Absent

Certifié exécutoire par (1) le Président de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 4 juillet 2024

A, le 4 juillet 2024 Fabian JORDAN, 4 juillet 2024
Sausheim

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2368C

Cf. présentation par M. HOMÉ au point 10.

M. SCHILDKNECHT : Pour le compte administratif de l'eau : des oppositions, des abstentions ?

Pour : 65 + 23 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : À l'unanimité, je vous remercie.

12° BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN - COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.3/2410C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, pour le budget annexe du chauffage urbain.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 16 347 885,06 €.

Les recettes se montent à 26 146 276,33 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 9 798 391,27 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 16 880 964,22 €.

Le total des recettes représente 14 114 689,25 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 2 766 274,97 €.

3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de -264 475,91€, le Compte administratif 2023 du budget annexe du chauffage urbain dégage un résultat global de fin d'exercice de 6 767 640,39 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2023 du budget annexe du Chauffage Urbain.

PJ :
- Compte administratif 2023
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900024	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CHAUFFAGE URBAIN M2A (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 23
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 24
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 29
A8.3 - Opérations liées aux cessions 30
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 31
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 32
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 33
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 34
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 16 347 885,06	G 16 059 559,94	G-A -288 325,12
	Section d'investissement	B 14 194 398,51	H 14 114 689,25	H-B -79 709,26
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 10 086 716,39 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 2 686 565,71 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 33 228 849,28	Q= G+H+I+J 40 260 965,58	=Q-P 7 032 116,30

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 264 475,91	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 264 475,91	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 16 347 885,06	= G+I+K 26 146 276,33	9 798 391,27
	Section d'investissement	= B+D+F 17 145 440,13	= H+J+L 14 114 689,25	-3 030 750,88
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 33 493 325,19	= G+H+I+J+K+L 40 260 965,58	6 767 640,39

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 264 475,91	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	81 073,33	0,00
21	Immobilisations corporelles	135 353,81	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	48 048,77	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	19 848 116,39	12 188 734,31	1 788 061,65	0,00	5 871 320,43
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 013 400,00	666 090,71	56 501,98	0,00	290 807,31
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	101 000,00	489,42	0,00	0,00	100 510,58
Total des dépenses de gestion courante		**20 962 516,39**	**12 855 314,44**	**1 844 563,63**	**0,00**	**6 262 638,32**
66	Charges financières	350 000,00	196 656,46	29 867,70	0,00	123 475,84
67	Charges exceptionnelles	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**21 419 516,39**	**13 051 970,90**	**1 874 431,33**	**0,00**	**6 493 114,16**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 058 530,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*5 418 300,00*	*1 421 482,83*			*3 996 817,17*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***8 476 830,00***	***1 421 482,83***			***7 055 347,17***
TOTAL		**29 896 346,39**	**14 473 453,73**	**1 874 431,33**	**0,00**	**13 548 461,33**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	16 908 000,00	15 524 622,29	0,00	0,00	1 383 377,71
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	43 000,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
Total des recettes de gestion courante		**16 951 000,00**	**15 524 622,29**	**0,00**	**0,00**	**1 426 377,71**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	46 176,65	0,00	0,00	-46 176,65
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**16 951 000,00**	**15 570 798,94**	**0,00**	**0,00**	**1 380 201,06**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 858 630,00*	488 761,00			2 369 869,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 858 630,00***	***488 761,00***			***2 369 869,00***
TOTAL		**19 809 630,00**	**16 059 559,94**	**0,00**	**0,00**	**3 750 070,06**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**10 086 716,39**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	1 693 718,07	152 428,42	81 073,33	1 460 216,32
21	Immobilisations corporelles	816 531,51	241 050,67	135 353,81	440 127,03
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	829 251,44	717 694,09	48 048,77	63 508,58
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 339 501,02**	**1 111 173,18**	**264 475,91**	**1 963 851,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 160 000,00	4 154 464,33	0,00	5 535,67
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 640 000,00	2 640 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**6 800 000,00**	**6 794 464,33**	**0,00**	**5 535,67**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 139 501,02**	**7 905 637,51**	**264 475,91**	**1 969 387,60**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*2 858 630,00*	*488 761,00*		*2 369 869,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*5 912 603,00*	*5 800 000,00*		*112 603,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***8 771 233,00***	***6 288 761,00***		***2 482 472,00***
TOTAL		**18 910 734,02**	**14 194 398,51**	**264 475,91**	**4 451 859,60**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**2 686 565,71**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 080 000,00	765 339,69	0,00	314 660,31
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 900 000,00	2 900 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 980 000,00**	**3 665 339,69**	**0,00**	**314 660,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	3 227 866,73	3 227 866,73	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 227 866,73**	**3 227 866,73**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 207 866,73**	**6 893 206,42**	**0,00**	**314 660,31**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*3 058 530,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*5 418 300,00*	*1 421 482,83*		*3 996 817,17*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*5 912 603,00*	*5 800 000,00*		*112 603,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***14 389 433,00***	***7 221 482,83***		***7 167 950,17***
TOTAL		**21 597 299,73**	**14 114 689,25**	**0,00**	**7 482 610,48**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	13 976 795,96		13 976 795,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	722 592,69		722 592,69
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	489,42		489,42
66	Charges financières	226 524,16	*0,00*	226 524,16
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 421 482,83*	1 421 482,83
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**14 926 402,23**	***1 421 482,83***	**16 347 885,06**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**16 347 885,06**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*204 605,00*	204 605,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 154 464,33	*5 800 000,00*	9 954 464,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	152 428,42	0,00	152 428,42
21	Immobilisations corporelles (6)	241 050,67	0,00	241 050,67
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	717 694,09	0,00	717 694,09
26	Participations et créances rattachées	2 640 000,00	*0,00*	2 640 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*284 156,00*	284 156,00
	Dépenses d'investissement –Total	**7 905 637,51**	***6 288 761,00***	**14 194 398,51**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**2 686 565,71**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**16 880 964,22**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*284 156,00*	*284 156,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	15 524 622,29		15 524 622,29
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	46 176,65	*204 605,00*	250 781,65
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**15 570 798,94**	***488 761,00***	**16 059 559,94**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**10 086 716,39**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**26 146 276,33**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	765 339,69	0,00	765 339,69
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 900 000,00	5 800 000,00	8 700 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 421 482,83*	*1 421 482,83*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 665 339,69**	***7 221 482,83***	**10 886 822,52**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**3 227 866,73**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 114 689,25**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**19 848 116,39**	**12 188 734,31**	**1 788 061,65**	**0,00**	**5 871 320,43**
6018	Autres	1 551 000,00	1 551 000,00	0,00	0,00	0,00
60222	Produits d'entretien	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	16 893 973,39	10 026 700,08	1 314 660,48	0,00	5 552 612,83
6063	Fournitures entretien et petit équipt	100 000,00	58 771,36	13 287,67	0,00	27 940,97
6064	Fournitures administratives	1 500,00	1 490,20	0,00	0,00	9,80
6066	Carburants	10 400,00	3 414,83	1 500,00	0,00	5 485,17
6068	Autres matières et fournitures	8 250,00	235,24	6 696,10	0,00	1 318,66
611	Sous-traitance générale	52 100,00	8 336,87	1 885,16	0,00	41 877,97
6135	Locations mobilières	4 136,00	3 530,45	168,98	0,00	436,57
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	180 000,00	89 451,07	37 087,77	0,00	53 461,16
61523	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	5 700,00	1 126,10	4 652,90	0,00	-79,00
6156	Maintenance	383 000,00	332 275,56	8 563,02	0,00	42 161,42
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	16 100,00	14 771,66	259,82	0,00	1 068,52
6168	Autres	64 587,00	61 839,43	2 500,00	0,00	247,57
617	Etudes et recherches	135 000,00	60 458,23	33 388,45	0,00	41 153,32
618	Divers	6 150,00	2 250,50	3 896,50	0,00	3,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	964,03	0,00	0,00	1 035,97
6238	Divers	12 000,00	7 887,20	3 146,21	0,00	966,59
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	108,94	1 436,36	0,00	1 454,70
6257	Réceptions	1 500,00	720,00	0,00	0,00	780,00
6261	Frais d'affranchissement	200,00	-716,00	716,00	0,00	200,00
6262	Frais de télécommunications	8 720,00	202,56	2 599,23	0,00	5 918,21
6281	Concours divers (cotisations)	7 000,00	5 054,00	0,00	0,00	1 946,00
6288	Autres	284 000,00	0,00	283 517,00	0,00	483,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	80 000,00	-68 100,00	68 100,00	0,00	80 000,00
63512	Taxes foncières	24 200,00	21 782,00	0,00	0,00	2 418,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 200,00	5 180,00	0,00	0,00	7 020,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 013 400,00**	**666 090,71**	**56 501,98**	**0,00**	**290 807,31**
6211	Personnel intérimaire	20 000,00	13 257,04	0,00	0,00	6 742,96
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	993 400,00	652 833,67	56 501,98	0,00	284 064,35
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**101 000,00**	**489,42**	**0,00**	**0,00**	**100 510,58**
6541	Créances admises en non-valeur	100 483,00	0,00	0,00	0,00	100 483,00
6542	Créances éteintes	516,00	489,07	0,00	0,00	26,93
658	Charges diverses de gestion courante	1,00	0,35	0,00	0,00	0,65
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**20 962 516,39**	**12 855 314,44**	**1 844 563,63**	**0,00**	**6 262 638,32**
66	**Charges financières (b) (5)**	**350 000,00**	**196 656,46**	**29 867,70**	**0,00**	**123 475,84**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	345 000,00	222 143,53	0,00	0,00	122 856,47
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	-25 487,07	29 867,70	0,00	619,37
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**107 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	102 000,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**21 419 516,39**	**13 051 970,90**	**1 874 431,33**	**0,00**	**6 493 114,16**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 058 530,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***5 418 300,00***	***1 421 482,83***			***3 996 817,17***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*3 990 000,00*	*0,00*			*3 990 000,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 428 300,00*	*1 421 482,83*			*6 817,17*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***8 476 830,00***	***1 421 482,83***			***7 055 347,17***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***8 476 830,00***	***1 421 482,83***			***7 055 347,17***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**29 896 346,39**	**14 473 453,73**	**1 874 431,33**	**0,00**	**13 548 461,33**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	29 867,70
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	25 487,07
= Différence ICNE N – ICNE N-1	4 380,63

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***16 908 000,00***	***15 524 622,29***	***0,00***	***0,00***	***1 383 377,71***
701	Ventes produits finis et intermédiaires	*16 690 000,00*	*15 283 300,29*	*0,00*	*0,00*	*1 406 699,71*
7083	Locations diverses	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*
70878	Remb. frais par des tiers	*193 000,00*	*241 322,00*	*0,00*	*0,00*	*-48 322,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**43 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 000,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	43 000,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**16 951 000,00**	**15 524 622,29**	**0,00**	**0,00**	**1 426 377,71**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**46 176,65**	**0,00**	**0,00**	**-46 176,65**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	218,65	0,00	0,00	-218,65
775	Produits cessions d'éléments d'actif	0,00	50,00	0,00	0,00	-50,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	45 908,00	0,00	0,00	-45 908,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**16 951 000,00**	**15 570 798,94**	**0,00**	**0,00**	**1 380 201,06**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***2 858 630,00***	***488 761,00***			***2 369 869,00***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*2 640 000,00*	*284 156,00*			*2 355 844,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*218 630,00*	*204 605,00*			*14 025,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***2 858 630,00***	***488 761,00***			***2 369 869,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**19 809 630,00**	**16 059 559,94**	**0,00**	**0,00**	**3 750 070,06**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**10 086 716,39**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 693 718,07**	**152 428,42**	**81 073,33**	**1 460 216,32**
2031	Frais d'études	1 693 718,07	152 428,42	81 073,33	1 460 216,32
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**816 531,51**	**241 050,67**	**135 353,81**	**440 127,03**
2131	Bâtiments	120 231,00	12 445,38	22 103,07	85 682,55
2153	Installations à caractère spécifique	300 000,00	114 845,90	73 033,58	112 120,52
2154	Matériel industriel	394 775,51	112 234,78	40 217,16	242 323,57
2184	Mobilier	1 525,00	1 524,61	0,00	0,39
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**829 251,44**	**717 694,09**	**48 048,77**	**63 508,58**
2313	Constructions	0,83	0,00	0,00	0,83
2315	Installat°, matériel et outillage techni	829 250,61	717 694,09	48 048,77	63 507,75
	Total des dépenses d'équipement	**3 339 501,02**	**1 111 173,18**	**264 475,91**	**1 963 851,93**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**4 160 000,00**	**4 154 464,33**	**0,00**	**5 535,67**
1641	Emprunts en euros	1 260 000,00	1 254 464,33	0,00	5 535,67
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 900 000,00	2 900 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**2 640 000,00**	**2 640 000,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	2 640 000,00	2 640 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**6 800 000,00**	**6 794 464,33**	**0,00**	**5 535,67**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 139 501,02**	**7 905 637,51**	**264 475,91**	**1 969 387,60**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***2 858 630,00***	***488 761,00***		***2 369 869,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***218 630,00***	***204 605,00***		***14 025,00***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*390,00*	*385,00*		*5,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*4 720,00*	*4 712,00*		*8,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*5 040,00*	*5 027,00*		*13,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*208 480,00*	*194 481,00*		*13 999,00*
	Charges transférées	***2 640 000,00***	***284 156,00***		***2 355 844,00***
318	*Autres*	*2 640 000,00*	*284 156,00*		*2 355 844,00*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***5 912 603,00***	***5 800 000,00***		***112 603,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 900 000,00*	*2 900 000,00*		*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 900 000,00*	*2 900 000,00*		*0,00*
2031	*Frais d'études*	*112 603,00*	*0,00*		*112 603,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***8 771 233,00***	***6 288 761,00***		***2 482 472,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**18 910 734,02**	**14 194 398,51**	**264 475,91**	**4 451 859,60**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**2 686 565,71**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**1 080 000,00**	**765 339,69**	**0,00**	**314 660,31**
1318	Autres subventions d'équipement	1 080 000,00	765 339,69	0,00	314 660,31
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**2 900 000,00**	**2 900 000,00**	**0,00**	**0,00**
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 900 000,00	2 900 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 980 000,00**	**3 665 339,69**	**0,00**	**314 660,31**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 227 866,73**	**3 227 866,73**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	3 227 866,73	3 227 866,73	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**3 227 866,73**	**3 227 866,73**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**7 207 866,73**	**6 893 206,42**	**0,00**	**314 660,31**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***3 058 530,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***5 418 300,00***	***1 421 482,83***		***3 996 817,17***
28031	*Frais d'études*	*58 850,00*	*58 843,00*		*7,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*	*5 157,00*		*3,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 170,00*	*466,00*		*704,00*
28131	*Bâtiments*	*349 160,00*	*349 029,00*		*131,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*880,00*	*872,00*		*8,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*	*126 667,00*		*13,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*	*91 180,00*		*10,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*227 010,00*	*232 026,00*		*-5 016,00*
28154	*Matériel industriel*	*85 840,00*	*75 854,00*		*9 986,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*55 110,00*	*55 087,93*		*22,07*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*	*339,00*		*1,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*420 480,00*	*420 473,90*		*6,10*
28182	*Matériel de transport*	*4 290,00*	*3 590,00*		*700,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 590,00*	*1 348,00*		*242,00*
28184	*Mobilier*	*550,00*	*550,00*		*0,00*
318	*Autres*	*3 990 000,00*	*0,00*		*3 990 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***8 476 830,00***	***1 421 482,83***		***7 055 347,17***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***5 912 603,00***	***5 800 000,00***		***112 603,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 900 000,00*	*2 900 000,00*		*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 900 000,00*	*2 900 000,00*		*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*112 603,00*	*0,00*		*112 603,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***14 389 433,00***	***7 221 482,83***		***7 167 950,17***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**21 597 299,73**	**14 114 689,25**	**0,00**	**7 482 610,48**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**20 062 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					20 062 500,00									
3020-CU	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/10/2013	31/01/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,849	EUR	T	C	O	A-1
3040-CU	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	2 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,378	1,403	EUR	S	C	O	A-1
3050	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
3060CU	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
3070-CU	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,671	EUR	T	C	O	A-1
3080-CU	SFIL CAFFIL	05/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 562 500,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,620	EUR	T	C	O	A-1
3090 CU Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
3100-CU	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	03/05/2022	16/05/2022	30/09/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,953	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 062 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**12 191 592,13**					**1 254 464,33**	**222 143,53**	**0,00**	**29 858,89**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		12 191 592,13					1 254 464,33	222 143,53	0,00	29 858,89
3020-CU	N	0,00	A-1	2 500 000,00	9,83	F	Taux fixe à 3.74 %	3,782	250 000,00	100 713,79	0,00	15 843,05
3040-CU	N	0,00	A-1	800 000,11	5,97	V	Euribor 6M + 1.2	4,428	133 333,32	39 532,57	0,00	1 363,20
3050	N	0,00	A-1	616 666,59	9,00	V	Taux fixe à 0.61 % (Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,872	66 666,68	18 705,66	0,00	7 178,26
3060CU	N	0,00	A-1	2 916 666,67	8,75	F	Taux fixe à 1.36 %	0,768	333 333,33	24 000,85	0,00	220,37
3070-CU	N	0,00	A-1	1 433 333,23	10,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,667	133 333,36	10 148,10	0,00	788,33
3080-CU	N	0,00	A-1	2 608 258,95	10,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,617	254 464,28	17 114,45	0,00	4 021,79
3090 CU Consolidation	N	0,00	A-1	391 666,58	11,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	33 333,36	2 843,73	0,00	443,89
3100-CU	N	0,00	A-1	925 000,00	18,50	F	Taux fixe à 0.95 %	0,947	50 000,00	9 084,38	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 191 592,13**					**1 254 464,33**	**222 143,53**	**0,00**	**29 858,89**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 191 592,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rem-bourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - frais d'insertion	5	17/12/2010
L	2131/2135/2138 - Bâtiment : chaufferie, installations générales, autres constructions	50	17/12/2010
L	2135/2138 - Aménagement et agencement de bâtiment	15	17/12/2010
L	2151 - Installations complexes spécialisées	50	17/12/2010
L	2153 - Installations à caractère spécifique	50	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel:Turbine,équipemts tech (vanne, équipemts élecs, compteurs, pompes)	20	17/12/2010
L	2154 - Chaudière échangeur	50	17/12/2010
L	2182 - Véhicule	8	17/12/2010
L	2183/2184 - Mobilier, matériel de bureau et informatique	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	5	17/12/2010

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 478 630,00**	**I**	**1 459 069,33**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 260 000,00**		**1 254 464,33**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 260 000,00		1 254 464,33
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**218 630,00**		**204 605,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*218 630,00*		*204 605,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 459 069,33**	**264 475,91**	**2 686 565,71**	**4 410 110,95**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 486 830,00**	**III**	**1 421 482,83**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**4 486 830,00**		**1 421 482,83**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*58 850,00*		*58 843,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*		*5 157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 170,00*		*466,00*
28131	*Bâtiments*	*349 160,00*		*349 029,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*880,00*		*872,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*		*126 667,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*		*91 180,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*227 010,00*		*232 026,00*
28154	*Matériel industriel*	*85 840,00*		*75 854,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*55 110,00*		*55 087,93*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*		*339,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*420 480,00*		*420 473,90*
28182	*Matériel de transport*	*4 290,00*		*3 590,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 590,00*		*1 348,00*
28184	*Mobilier*	*550,00*		*550,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 058 530,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 421 482,83**	**0,00**	**0,00**	**3 227 866,73**	**4 649 349,56**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**4 410 110,95**
Ressources propres disponibles	IV	**4 649 349,56**
Solde	V = IV – II (3)	**239 238,61**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	EX23 - CENTRALE ILLBERG	14 934,46	0,00	50
	EX23 - RESEAUX ILLBERG	114 845,90	0,00	50
	EX23 - DEBITMETRE-RT	3 802,00	0,00	20
	EX23 - COMPEURS ELEC-MK	7 390,00	0,00	20
	EX23 - BARREAU PRINC STRC AOCLD-01-F RT	3 480,00	0,00	20
	EX23 - CONFORMITE COMPRESSEUR RT	40 124,98	0,00	20
	EX23 - VANNE	10 699,84	0,00	20
	EX23 - COMPENSATEUR TEXTILE	9 200,00	0,00	20
	EX23 - CREATION PIQUAGE GMPBPH	5 144,70	0,00	20
	EX23 - MATERIEL FB	1 820,50	0,00	1
	EX23 - REFECTION CHAUDIERE	25 321,96	0,00	50
	EX23 - POMPE HYDRAUL DOUBLE POUSSOIR	2 430,75	0,00	20
	EX23 - CHAISE BUREAU- ESP BUREAU-FB	1 524,61	0,00	5
	EX23 - CAPITAL CREATION SEM M2A ENERGIES	2 640 000,00	0,00	0
	ASPIRATEUR INDUSTRIEL	2 820,05	0,00	20
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**2 883 539,75**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	50,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 65 (+23 pouvoirs)
Nombre de suffrages exprimés : 88
VOTES :
Pour : 65 (+23 pouvoirs)
Contre : /
Abstentions : /

Date de convocation : 18/06/2024

Présenté par (1) le Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse le 24/06/2024
(1) le Président temporaire de m2A,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération
A Mulhouse, le 24/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Absent
BEHE Jean-Marie	Proc. à M. BELLONI
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	Proc. à Mme LIGIBMANN
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	Proc. à Mme RAPP
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	Proc. à M. BOUILLÉ
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	Excusé
CHAPATTE Jean-Claude	Absent
CHÉRAY Michel	Proc. à Mme BAECH
COLOM Florian	Excusé
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme WISEL
COUCHOT Alain	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	Proc. à M. BEYAZ
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	Proc. à Mme PAUGAM
ENGASSER Thierry	Excusé
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BALLICHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	Proc. à M. RICHARD
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	Proc. à M. JORDAN
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Proc. à M. RICHE
METZGER Henri	Proc. à M. JUNG
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à Mme HOFFINGER
NEUMANN Rémy	Proc. à Mme HERZOG
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme ZAGAOUI
ONIMUS Roland	Proc. à Mme DHALLENNE
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	Proc. à M. JUCLIER
SASSI Annouar	Absent
SCHELL Christiane	Proc. à Mme NEHLEN
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Absente
SCHWEITZER Pascale Cléo	Absente
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme RISSER
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à Mme LUTZ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme RENCK
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	Absent

Certifié exécutoire par (1) le Président de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 4 juillet 2024

A le Sausheim 4 juillet 2024 Fabian JORDAN 4 juillet 2024

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2368C

Cf. présentation par M. HOMÉ au point 10.

M. SCHILDKNECHT : Pour le budget annexe du chauffage urbain, compte administratif : des oppositions ? des abstentions ?

Pour : 65 + 23 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie. À l'unanimité.

13° BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS - COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.3/2411C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, pour le budget annexe des Transports Urbains.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 81 068 533,13 €.

Les recettes se montent à 85 255 832,47 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 4 187 299,34 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 18 516 106,77 €.

Le total des recettes représente 17 176 371,06 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 1 339 735,71 €.

3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de - 4 957 536,69€, le Compte administratif 2023 du budget annexe des Transports Urbains dégage un résultat global de fin d'exercice de -2 109 973,06€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2023 du budget annexe des Transports Urbains.

PJ :
- Compte administratif 2023
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900032	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Compte administratif

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 26
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 27
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 33
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 34
A8.3 - Opérations liées aux cessions 35
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 36
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 37
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 38
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 39
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 40
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 81 068 533,13	G 82 729 388,14	G-A 1 660 855,01
	Section d'investissement	B 16 677 450,21	H 17 176 371,06	H-B 498 920,85
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 2 526 444,33 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 1 838 656,56 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 99 584 639,90	Q= G+H+I+J 102 432 203,53	=Q-P 2 847 563,63

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 4 957 536,69	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 4 957 536,69	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 81 068 533,13	= G+I+K 85 255 832,47	4 187 299,34
	Section d'investissement	= B+D+F 23 473 643,46	= H+J+L 17 176 371,06	-6 297 272,40
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 104 542 176,59	= G+H+I+J+K+L 102 432 203,53	-2 109 973,06

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 957 536,69	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2023

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	276 261,35	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 248 350,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 432 924,72	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	7 949 111,33	4 422 269,39	2 708 075,21	0,00	818 766,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	720 000,00	592 960,11	58 748,34	0,00	68 291,55
014	Atténuations de produits	800 000,00	281 882,82	318 116,18	0,00	200 001,00
65	Autres charges de gestion courante	59 786 500,00	52 633 317,51	6 647 525,94	0,00	505 656,55
Total des dépenses de gestion courante		**69 255 611,33**	**57 930 429,83**	**9 732 465,67**	**0,00**	**1 592 715,83**
66	Charges financières	2 060 000,00	1 541 729,28	351 518,33	0,00	166 752,39
67	Charges exceptionnelles	155 463,00	137 513,65	0,00	0,00	17 949,35
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**71 471 074,33**	**59 609 672,76**	**10 083 984,00**	**0,00**	**1 777 417,57**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*11 375 000,00*	*11 374 876,37*			*123,63*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***11 375 000,00***	***11 374 876,37***			***123,63***
TOTAL		**82 846 074,33**	**70 984 549,13**	**10 083 984,00**	**0,00**	**1 777 541,20**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 574 600,00	10 504 824,48	911 032,63	0,00	158 742,89
73	Produits issus de la fiscalité(4)	48 340 000,00	45 210 857,63	4 685 493,29	0,00	-1 556 350,92
74	Subventions d'exploitation	18 771 000,00	18 960 371,84	392 993,93	0,00	-582 365,77
75	Autres produits de gestion courante	523 110,00	178 973,19	350 000,00	0,00	-5 863,19
Total des recettes de gestion courante		**79 208 710,00**	**74 855 027,14**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-1 985 836,99**
76	Produits financiers	0,00	150 203,00	0,00	0,00	-150 203,00
77	Produits exceptionnels	0,00	303 313,66	0,00	0,00	-303 313,66
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**79 208 710,00**	**75 308 543,80**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-2 439 353,65**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 110 920,00*	1 081 324,49			29 595,51
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 110 920,00***	***1 081 324,49***			***29 595,51***
TOTAL		**80 319 630,00**	**76 389 868,29**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-2 409 758,14**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 526 444,33**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	867 242,00	332 678,76	276 261,35	258 301,89
21	Immobilisations corporelles	5 560 139,42	3 232 070,60	2 248 350,62	79 718,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 816 658,71	2 463 903,79	2 432 924,72	919 830,20
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 244 040,13**	**6 028 653,15**	**4 957 536,69**	**1 257 850,29**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000 000,00	9 567 472,57	0,00	432 527,43
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**10 000 000,00**	**9 567 472,57**	**0,00**	**432 527,43**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**22 244 040,13**	**15 596 125,72**	**4 957 536,69**	**1 690 377,72**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 110 920,00*	*1 081 324,49*		*29 595,51*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*624 070,00*	*0,00*		*624 070,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 734 990,00***	***1 081 324,49***		***653 665,51***
TOTAL		**23 979 030,13**	**16 677 450,21**	**4 957 536,69**	**2 344 043,23**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**1 838 656,56**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	346 000,00	510 348,00	0,00	-164 348,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 181 470,00	0,00	0,00	8 181 470,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**8 527 470,00**	**510 348,00**	**0,00**	**8 017 122,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	5 291 146,69	5 291 146,69	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 291 146,69**	**5 291 146,69**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**13 818 616,69**	**5 801 494,69**	**0,00**	**8 017 122,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*11 375 000,00*	*11 374 876,37*		*123,63*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*624 070,00*	*0,00*		*624 070,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 999 070,00***	***11 374 876,37***		***624 193,63***
TOTAL		**25 817 686,69**	**17 176 371,06**	**0,00**	**8 641 315,63**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 130 344,60		7 130 344,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	651 708,45		651 708,45
014	Atténuations de produits	599 999,00		599 999,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	59 280 843,45		59 280 843,45
66	Charges financières	1 893 247,61	*0,00*	1 893 247,61
67	Charges exceptionnelles	137 513,65	*0,00*	137 513,65
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*11 374 876,37*	11 374 876,37
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**69 693 656,76**	***11 374 876,37***	**81 068 533,13**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**81 068 533,13**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*240 894,00*	240 894,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	9 567 472,57	*0,00*	9 567 472,57
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	332 678,76	0,00	332 678,76
21	Immobilisations corporelles (6)	3 232 070,60	0,00	3 232 070,60
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 463 903,79	0,00	2 463 903,79
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*840 430,49*	840 430,49
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**15 596 125,72**	***1 081 324,49***	**16 677 450,21**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**1 838 656,56**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**18 516 106,77**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 415 857,11		11 415 857,11
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	49 896 350,92		49 896 350,92
74	Subventions d'exploitation	19 353 365,77		19 353 365,77
75	Autres produits de gestion courante	528 973,19		528 973,19
76	Produits financiers	150 203,00	*0,00*	150 203,00
77	Produits exceptionnels	303 313,66	*240 894,00*	544 207,66
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*840 430,49*	*840 430,49*
	Recettes d'exploitation – Total	**81 648 063,65**	***1 081 324,49***	**82 729 388,14**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**2 526 444,33**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 255 832,47**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	510 348,00	0,00	510 348,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*399 700,00*	399 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*9 022 904,27*	*9 022 904,27*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*1 952 272,10*	*1 952 272,10*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**510 348,00**	***11 374 876,37***	**11 885 224,37**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**5 291 146,69**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 176 371,06**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**7 949 111,33**	**4 422 269,39**	**2 708 075,21**	**0,00**	**818 766,73**
604	Achats d'études, prestations de services	3 800,00	1 800,00	0,00	0,00	2 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	65 000,00	31 603,64	1 610,26	0,00	31 786,10
6063	Fournitures entretien et petit équipt	834,00	0,00	0,00	0,00	834,00
6064	Fournitures administratives	1 500,00	644,30	0,00	0,00	855,70
6066	Carburants	3 000,00	920,67	1 527,77	0,00	551,56
6068	Autres matières et fournitures	25 016,33	0,00	0,00	0,00	25 016,33
611	Sous-traitance générale	300 000,00	185 633,21	65 056,38	0,00	49 310,41
6122	Crédit-bail mobilier	4 290 000,00	2 240 687,34	2 049 312,66	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	1 063 771,00	916 022,43	147 748,57	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	250,00	153,87	0,00	0,00	96,13
6135	Locations mobilières	222 500,00	190 589,78	29 500,00	0,00	2 410,22
6137	Redevances, droits de passage, servitude	577 000,00	-200 392,78	200 392,78	0,00	577 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	2 000,00	1 082,16	0,00	0,00	917,84
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	863,90	0,00	0,00	136,10
61558	Entretien autres biens mobiliers	200 000,00	162 613,41	4 323,94	0,00	33 062,65
6156	Maintenance	130 000,00	114 686,23	15 510,10	0,00	-196,33
6168	Autres	1 600,00	392,92	0,00	0,00	1 207,08
617	Etudes et recherches	271 535,00	75 000,00	163 597,00	0,00	32 938,00
618	Divers	2 630,00	1 180,79	0,00	0,00	1 449,21
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	350,00	303,56	0,00	0,00	46,44
6226	Honoraires	5 000,00	900,00	4 100,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 000,00	1 254,58	0,00	0,00	745,42
6231	Annonces et insertions	5 000,00	365,13	0,00	0,00	4 634,87
6236	Catalogues et imprimés	600,00	0,00	300,00	0,00	300,00
6238	Divers	120 000,00	90 808,93	20 132,90	0,00	9 058,17
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	3 495,68	0,00	0,00	2 504,32
6256	Missions	1 470,00	0,00	1 466,03	0,00	3,97
6257	Réceptions	4 000,00	1 592,46	0,00	0,00	2 407,54
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	767,33	1 200,00	0,00	32,67
6262	Frais de télécommunications	3 500,00	477,12	2 296,82	0,00	726,06
627	Services bancaires et assimilés	15 500,00	331,01	0,00	0,00	15 168,99
6281	Concours divers (cotisations)	22 000,00	21 909,30	0,00	0,00	90,70
6282	Frais de gardiennage	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	9 000,00	6 994,42	0,00	0,00	2 005,58
62878	Remb. frais à des tiers	2 790,00	0,00	0,00	0,00	2 790,00
6288	Autres	249 615,00	235 738,00	0,00	0,00	13 877,00
63512	Taxes foncières	333 465,00	333 465,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	385,00	385,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**720 000,00**	**592 960,11**	**58 748,34**	**0,00**	**68 291,55**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	720 000,00	592 960,11	58 748,34	0,00	68 291,55
014	**Atténuations de produits (4)**	**800 000,00**	**281 882,82**	**318 116,18**	**0,00**	**200 001,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	800 000,00	281 882,82	318 116,18	0,00	200 001,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**59 786 500,00**	**52 633 317,51**	**6 647 525,94**	**0,00**	**505 656,55**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	31 000,00	15 216,22	0,00	0,00	15 783,78
65712	Subv. équipt Régions	40 000,00	-16 994,06	32 048,33	0,00	24 945,73
65714	Subv. équipt Communes	20 000,00	2 500,00	13 500,00	0,00	4 000,00
65718	Subv. équipt Autres organismes	810 000,00	156 599,22	652 777,00	0,00	623,78
65732	Subv. exploitat° Régions	378 000,00	-988 951,46	1 366 951,46	0,00	0,00
65734	Subv. exploitat° Communes	164 500,00	137 744,07	21 613,19	0,00	5 142,74
65737	Subv. exploitat° autres EPL	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
65738	Subv. exploitat° autres organismes	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	58 335 000,00	53 327 203,52	4 559 635,96	0,00	448 160,52
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**69 255 611,33**	**57 930 429,83**	**9 732 465,67**	**0,00**	**1 592 715,83**
66	**Charges financières (b) (5)**	**2 060 000,00**	**1 541 729,28**	**351 518,33**	**0,00**	**166 752,39**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 948 000,00	1 781 515,85	0,00	0,00	166 484,15
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	112 000,00	-239 786,57	351 518,33	0,00	268,24
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**155 463,00**	**137 513,65**	**0,00**	**0,00**	**17 949,35**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	658,00	657,38	0,00	0,00	0,62
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	154 805,00	136 856,27	0,00	0,00	17 948,73
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**71 471 074,33**	**59 609 672,76**	**10 083 984,00**	**0,00**	**1 777 417,57**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***11 375 000,00***	***11 374 876,37***			***123,63***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 023 000,00*	*9 022 904,27*			*95,73*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*1 952 300,00*	*1 952 272,10*			*27,90*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*399 700,00*	*399 700,00*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***11 375 000,00***	***11 374 876,37***			***123,63***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***11 375 000,00***	***11 374 876,37***			***123,63***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**82 846 074,33**	**70 984 549,13**	**10 083 984,00**	**0,00**	**1 777 541,20**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	351 518,33
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	239 786,57
= Différence ICNE N – ICNE N-1	111 731,76

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***11 574 600,00***	***10 504 824,48***	***911 032,63***	***0,00***	***158 742,89***
7061	Transport de voyageur	*9 500 000,00*	*9 374 733,57*	*0,00*	*0,00*	*125 266,43*
7068	Services accessoires transports	*2 069 600,00*	*1 130 090,91*	*911 032,63*	*0,00*	*28 476,46*
70878	Remb. frais par des tiers	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**48 340 000,00**	**45 210 857,63**	**4 685 493,29**	**0,00**	**-1 556 350,92**
734	Versement de mobilité	48 340 000,00	45 210 857,63	4 685 493,29	0,00	-1 556 350,92
74	**Subventions d'exploitation**	**18 771 000,00**	**18 960 371,84**	**392 993,93**	**0,00**	**-582 365,77**
7471	Subv. exploitat° État	597 000,00	1 256 033,13	0,00	0,00	-659 033,13
7472	Subv. exploitat° Régions	2 608 000,00	2 408 839,23	383 800,61	0,00	-184 639,84
7473	Subv. exploitat° Départements	716 000,00	654 764,48	9 193,32	0,00	52 042,20
7475	Subv. exploitat° Groupements	14 850 000,00	14 640 735,00	0,00	0,00	209 265,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**523 110,00**	**178 973,19**	**350 000,00**	**0,00**	**-5 863,19**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	170 000,00	169 937,88	0,00	0,00	62,12
753	Comp./relèv.seuil assuj.vers.transport	350 000,00	5 801,31	350 000,00	0,00	-5 801,31
7588	Autres	3 110,00	3 234,00	0,00	0,00	-124,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**79 208 710,00**	**74 855 027,14**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-1 985 836,99**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**150 203,00**	**0,00**	**0,00**	**-150 203,00**
761	Produits de participations	0,00	150 203,00	0,00	0,00	-150 203,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**303 313,66**	**0,00**	**0,00**	**-303 313,66**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	83 232,01	0,00	0,00	-83 232,01
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	220 081,65	0,00	0,00	-220 081,65
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**79 208 710,00**	**75 308 543,80**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-2 439 353,65**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 110 920,00***	***1 081 324,49***			***29 595,51***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*240 920,00*	*240 894,00*			*26,00*
797	*Transferts charges exceptionnelles*	*870 000,00*	*840 430,49*			*29 569,51*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***1 110 920,00***	***1 081 324,49***			***29 595,51***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**80 319 630,00**	**76 389 868,29**	**6 339 519,85**	**0,00**	**-2 409 758,14**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 526 444,33**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**867 242,00**	**332 678,76**	**276 261,35**	**258 301,89**
2031	Frais d'études	564 232,00	148 369,60	179 425,90	236 436,50
2033	Frais d'insertion	9 600,00	3 540,66	6 044,45	14,89
2051	Concessions et droits assimilés	293 410,00	180 768,50	90 791,00	21 850,50
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**5 560 139,42**	**3 232 070,60**	**2 248 350,62**	**79 718,20**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	155 500,00	155 348,18	0,00	151,82
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	334 606,40	444,10	259 081,32	75 080,98
2156	Matériel de transport d'exploitation	5 054 283,02	3 065 598,72	1 988 684,30	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	13 750,00	10 679,60	585,00	2 485,40
2183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 816 658,71**	**2 463 903,79**	**2 432 924,72**	**919 830,20**
2313	Constructions	706 507,45	503 077,84	145 528,09	57 901,52
2314	Constructions sur sol d'autrui	304 640,00	264 751,28	26 019,21	13 869,51
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 405 874,11	580 527,05	1 430 683,31	394 663,75
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	2 399 637,15	1 115 547,62	830 694,11	453 395,42
	Total des dépenses d'équipement	**12 244 040,13**	**6 028 653,15**	**4 957 536,69**	**1 257 850,29**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**10 000 000,00**	**9 567 472,57**	**0,00**	**432 527,43**
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	9 567 472,57	0,00	432 527,43
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**10 000 000,00**	**9 567 472,57**	**0,00**	**432 527,43**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**22 244 040,13**	**15 596 125,72**	**4 957 536,69**	**1 690 377,72**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 110 920,00***	***1 081 324,49***		***29 595,51***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***240 920,00***	***240 894,00***		***26,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*101 130,00*	*101 128,00*		*2,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*9 940,00*	*9 938,00*		*2,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 260,00*	*10 252,00*		*8,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*67 460,00*	*67 455,00*		*5,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*52 130,00*	*52 121,00*		*9,00*
	Charges transférées	***870 000,00***	***840 430,49***		***29 569,51***
4818	*Charges à étaler*	*870 000,00*	*840 430,49*		*29 569,51*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***624 070,00***	***0,00***		***624 070,00***
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*624 070,00*	*0,00*		*624 070,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 734 990,00***	***1 081 324,49***		***653 665,51***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**23 979 030,13**	**16 677 450,21**	**4 957 536,69**	**2 344 043,23**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**1 838 656,56**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**346 000,00**	**510 348,00**	**0,00**	**-164 348,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	346 000,00	510 348,00	0,00	-164 348,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**8 181 470,00**	**0,00**	**0,00**	**8 181 470,00**
1641	Emprunts en euros	8 181 470,00	0,00	0,00	8 181 470,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**8 527 470,00**	**510 348,00**	**0,00**	**8 017 122,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 291 146,69**	**5 291 146,69**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	5 291 146,69	5 291 146,69	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**5 291 146,69**	**5 291 146,69**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**13 818 616,69**	**5 801 494,69**	**0,00**	**8 017 122,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***11 375 000,00***	***11 374 876,37***		***123,63***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*220 000,00*	*399 700,00*		*-179 700,00*
28031	*Frais d'études*	*12 150,00*	*24 089,64*		*-11 939,64*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*422,00*		*-422,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*262 760,00*	*274 263,00*		*-11 503,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*20,00*	*15,00*		*5,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*	*273 590,00*		*0,00*
28138	*Autres constructions*	*44 010,00*	*44 002,00*		*8,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 710,00*	*64 710,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 130 590,00*	*6 215 090,00*		*-84 500,00*
28154	*Matériel industriel*	*26 290,00*	*26 281,00*		*9,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 890,00*	*7 886,00*		*4,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 072 950,00*	*1 786 530,00*		*286 420,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*108 820,00*	*108 818,06*		*1,94*
28182	*Matériel de transport*	*191 310,00*	*191 304,57*		*5,43*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 650,00*	*3 646,00*		*-996,00*
28188	*Autres*	*2 260,00*	*2 257,00*		*3,00*
4818	*Charges à étaler*	*1 955 000,00*	*1 952 272,10*		*2 727,90*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***11 375 000,00***	***11 374 876,37***		***123,63***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***624 070,00***	***0,00***		***624 070,00***
2031	*Frais d'études*	*624 070,00*	*0,00*		*624 070,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***11 999 070,00***	***11 374 876,37***		***624 193,63***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**25 817 686,69**	**17 176 371,06**	**0,00**	**8 641 315,63**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**2 342 607,50**	**A 630 321,18**	**1 470 302,20**	**241 984,12**	**B 25 110 270,50**
20	**Immobilisations incorporelles**	**352 607,50**	**91 035,30**	**66 182,20**	**195 390,00**	**1 603 849,91**
2031	Frais d'études	352 607,50	91 035,30	66 182,20	195 390,00	1 542 449,34
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 637,50
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	58 763,07
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 324,89**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	202 186,26
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	75 897,76
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	5 240,87
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 990 000,00**	**539 285,88**	**1 404 120,00**	**46 594,12**	**23 223 095,70**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	15 065,61
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 990 000,00	539 285,88	1 404 120,00	46 594,12	10 123 723,16
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	11 232 940,58
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 851 366,35

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 6 479,29**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 479,28**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	6 479,28
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C-A	-630 321,18	D-B	-25 103 791,21

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**187 682 478,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					187 682 478,21									
2002-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2003	01/07/2003	01/07/2004	11 300 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	3,250	EUR	A	X	O	A-1
2004-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2004	01/05/2004	01/05/2005	18 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	2,500	EUR	A	X	O	A-1
2006-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2005	01/10/2005	01/10/2006	6 700 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	2,250	EUR	A	X	O	A-1
2008-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	15/06/2005	15/06/2006	20 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,100	2,148	EUR	A	C	O	A-1
2009-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	17/10/2005	15/09/2006	15 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor 0.02 sur Euribor 3M) + (-0.02)	2,160	2,210	EUR	A	C	O	A-1
2011-TC	SFIL CAFFIL	09/11/2006	01/01/2007	01/01/2008	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor -0.019 sur Euribor 12M + 0.019	4,039	4,098	EUR	A	C	O	A-1
2012-TC	SOCIETE GENERALE	29/12/2006	29/12/2006	29/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	4,020	4,079	EUR	A	C	O	A-1
2013-TC	SFIL CAFFIL	01/01/2007	01/10/2008	01/01/2009	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	5,023	EUR	T	C	O	A-1
2014-TC	SOCIETE GENERALE	26/11/2006	31/12/2008	31/12/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	3,967	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
20151-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	10 000 000,00	C	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,932	EUR	T	C	O	B-1
20161-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.035 sur Euribor 3M) + 0.035	0,742	0,755	EUR	T	P	O	A-1
2017-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,977	EUR	A	C	O	A-1
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,380	3,429	EUR	A	C	O	B-1
2019-TC	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	17 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	C	O	A-1
2020-TC	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,535	EUR	T	P	O	A-1
2021-TC	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2011	27/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,906	EUR	T	C	O	A-1
2022-TC	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	31/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,505	EUR	T	C	O	A-1
2023-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2016	1 682 478,21	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
2024TC	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	16/11/2017	31/03/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,296	EUR	T	C	O	A-1
2025	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,305	EUR	T	C	O	A-1
2026TC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
2027-TC	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,671	EUR	T	C	O	A-1
2028 TC Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
2029-TC	SFIL CAFFIL	10/12/2020	01/02/2021	01/05/2021	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,356	EUR	T	C	O	A-1
2030-TC	SFIL CAFFIL	19/11/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**187 682 478,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**72 475 457,97**					**9 567 472,57**	**1 781 515,85**	**0,00**	**351 620,16**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		72 475 457,97					9 567 472,57	1 781 515,85	0,00	351 620,16
2002-TC	N	0,00	A-1	2 690 159,99	4,50	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,155	518 269,91	40 105,37	0,00	43 472,24
2004-TC	N	0,00	A-1	5 105 124,42	5,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,509	814 469,33	73 994,92	0,00	110 150,15
2006-TC	N	0,00	A-1	2 234 410,20	6,75	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,469	291 730,38	56 838,16	0,00	17 952,87
2008-TC	N	0,00	A-1	5 600 000,00	6,46	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	3,311	800 000,00	193 895,35	0,00	10 092,44
2009-TC	N	0,00	A-1	4 200 000,00	6,71	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	3,323	600 000,00	151 027,39	0,00	7 569,33
2011-TC	N	0,00	A-1	400 000,00	3,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.019)-Floor -0.019 sur TAM(Postfixé)	3,238	100 000,00	0,00	0,00	12 953,95
2012-TC	N	0,00	A-1	450 000,00	2,99	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	3,320	150 000,00	19 968,54	0,00	89,29
2013-TC	N	0,00	A-1	2 000 000,00	4,75	F	Taux fixe à 4.86 %	4,914	400 000,00	110 862,00	0,00	24 570,00
2014-TC	N	0,00	A-1	1 166 666,65	3,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,953	388 888,89	61 666,97	0,00	0,00
20151-TC	N	0,00	B-1	4 500 000,00	11,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,822	400 000,00	182 038,50	0,00	42 997,50
20161-TC	N	0,00	A-1	1 891 725,51	11,00	F	Taux fixe à 3.44 %	3,478	160 662,68	69 482,71	0,00	16 449,61

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2017-TC	N	0,00	A-1	3 080 000,00	11,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,964	280 000,00	133 541,33	0,00	0,00
2018-TC	N	0,00	B-1	2 100 000,00	6,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,408	350 000,00	83 730,11	0,00	0,00
2019-TC	N	0,00	A-1	5 950 000,00	7,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,392	850 000,00	220 362,50	0,00	0,00
2020-TC	N	0,00	A-1	1 025 661,81	3,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	312 660,84	54 508,28	0,00	0,00
2021-TC	N	0,00	A-1	1 000 000,01	3,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	3,070	333 333,35	37 145,83	0,00	0,00
2022-TC	N	0,00	A-1	1 583 333,47	4,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,452	333 333,32	61 991,67	0,00	4 565,28
2023-TC	N	0,00	A-1	1 009 486,93	11,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,809	84 123,91	21 872,22	0,00	36 902,36
2024TC	N	0,00	A-1	1 800 000,00	9,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,287	200 000,00	24 832,50	0,00	0,00
2025	N	0,00	A-1	2 999 999,84	8,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,294	333 333,36	41 632,59	0,00	6 506,66
2026TC	N	0,00	A-1	2 622 222,36	9,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,244	266 666,64	34 506,03	0,00	1 433,48
2027-TC	N	0,00	A-1	5 733 333,38	10,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,667	533 333,32	40 592,45	0,00	3 153,33
2028 TC Consolidation	N	0,00	A-1	1 566 666,71	11,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	133 333,32	11 374,88	0,00	1 775,56
2029-TC	N	0,00	A-1	7 350 000,00	12,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,354	600 000,00	27 410,83	0,00	4 287,50
2030-TC	N	0,00	A-1	4 416 666,69	13,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,607	333 333,32	28 134,72	0,00	6 698,61
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**72 475 457,97**					**9 567 472,57**	**1 781 515,85**	**0,00**	**351 620,16**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
20151-TC	SFIL CAFFIL	10 000 000,00	4 500 000,00	1	25,00		Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe à 3.82 %	325 245,31	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,822	182 038,50	0,00	6,21
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	7 000 000,00	2 100 000,00	1	20,00		Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	71 835,91	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,408	83 730,11	0,00	2,90
TOTAL (B)		**17 000 000,00**	**6 600 000,00**						**397 081,22**			**265 768,61**	**0,00**	**9,11**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**17 000 000,00**	**6 600 000,00**						**397 081,22**			**265 768,61**	**0,00**	**9,11**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	23	0	0	0	0	
	% de l'encours	90,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	65 875 457,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	9,11	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rem-bourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - Frais d'insertion non suivie de réalisation	5	17/12/2010
L	2121/2125/2128 - Aménagements de terrains nus, terrains bâtis, autres terrains	25	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) : 2131 - bâtiments publics	25	17/12/2010
L	Constructions (cptes 213) : 2135 Instal générales, agencemts, aménagemts des constructions	5	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) : 2138 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2141 - bâtiments	25	17/12/2010
L	Construction s/sol autrui (cpts 214) : 2145 Instal générales, agencemts, aménagemts constructions	10	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2148 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2153 - Installation à caractère spécifique	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2154 - Matériel industriel	10	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2155 - Outillage industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Insfrastracture Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - travaux de rénovation des bus	3	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - véhicule pour personne à mobilité réduite	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - Autobus d'occasion	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Mat de transport : équipemts des bus (mat embarqué) et déco extérieure des bus	10	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - rame de Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - Autobus neuf	15	17/12/2010
L	2183 - Matériel informatique et bureautique	5	17/12/2010
L	2184 - Mobilier	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles : - petit matériel < 500 €	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles : - petit matériel > 500 €	10	17/12/2010
L	2188 - Equipement spécifique électrique	25	17/12/2010
L	2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	24/01/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**399 700,00**		**1 077 000,00**	**1 476 700,00**	**0,00**	**1 476 700,00**
Provisions pour risques	399 700,00		1 077 000,00	1 476 700,00	0,00	1 476 700,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**399 700,00**		**1 077 000,00**	**1 476 700,00**	**0,00**	**1 476 700,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**10 240 920,00**	**I**	**9 808 366,57**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**10 000 000,00**		**9 567 472,57**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00		9 567 472,57
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**240 920,00**		**240 894,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*240 920,00*		*240 894,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**9 808 366,57**	**4 957 536,69**	**1 838 656,56**	**16 604 559,82**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**11 375 000,00**	**III**	**11 374 876,37**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**11 375 000,00**		**11 374 876,37**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*220 000,00*		*399 700,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*12 150,00*		*24 089,64*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*422,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*262 760,00*		*274 263,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*20,00*		*15,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*		*273 590,00*
28138	*Autres constructions*	*44 010,00*		*44 002,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 710,00*		*64 710,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 130 590,00*		*6 215 090,00*
28154	*Matériel industriel*	*26 290,00*		*26 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 890,00*		*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 072 950,00*		*1 786 530,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*108 820,00*		*108 818,06*
28182	*Matériel de transport*	*191 310,00*		*191 304,57*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 650,00*		*3 646,00*
28188	*Autres*	*2 260,00*		*2 257,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*1 955 000,00*		*1 952 272,10*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**11 374 876,37**	**0,00**	**0,00**	**5 291 146,69**	**16 666 023,06**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**16 604 559,82**
Ressources propres disponibles	IV	**16 666 023,06**
Solde	V = IV – II (3)	**61 463,24**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	EX23 - COMPTE MOBILITE	179 853,50	0,00	5
	EX23 - APPLI NAVETTE	650,00	0,00	1
	EX23 - LOCVELO 2023	265,00	0,00	1
	EX23 - SIGNALISATION L13	444,10	0,00	1
	6 BUS GNV 2023	1 905 282,62	0,00	15
	EX23 - GIROUETTE PR 3 MIDIBUS	11 106,00	0,00	10
	1 MIDIBUS OCCASION L 13	74 900,00	0,00	15
	1 MIDIBUS OCCASION L 13	65 900,00	0,00	15
	1 MIDIBUS OCCASION L 13	68 500,00	0,00	15
	2 BUS ARTICULES GNC 2023	939 910,10	0,00	15
	EX23 - OEUVRE ART PAROI INTERIEURE BUS	1 250,00	0,00	0
	EX23 - HABILLAGE STATION CITE AD	2 843,60	0,00	0
	EX23 - DECO ARRET TW	6 586,00	0,00	0
	AQUIS23 - TERRAIN 6 RUE ALAIN BASCHUNG	155 348,18	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**3 412 839,10**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2023	ETUDES 12 MARCHE ASSISTANCE REVISION PDU TF AC 01 REPORT	91 300,00	5	91 300,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDE16 - COMPTE MOBILITE	5 980,00	5	5 980,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ETUDE 2016 - COMPTE MOBILITE PARTICIPANTS	630,00	5	630,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	EX17 - PLATEFORME COMPTE MOBILITE	91 250,00	5	91 250,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		**189 160,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2004	**Mobilier : Véhicules tramway**	3 265 959,75	Sogefinerg	25	3 271 378,60	3 279 164,78	3 284 907,18	3 290 745,46	15 752 186,78	28 878 382,80
2008	**Mobilier : Autobus**	977 544,62	La Banque Postale Crédit Entreprises	15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2009	**Immobilier : Atelier et bâtiment administratif**	106 377 056,00	Unifergie	27	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	17 501 136,38	21 756 218,62

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 65 (+ 23 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 88
VOTES :
Pour : 65 (+23 procurations)
Contre : /
Abstentions : /

Date de convocation : 18/06/2024

Présenté par (1) le Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse le 24/06/2024
(1) le Président temporaire de m2A,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Absent
BEHE Jean-Marie	Proc. à M. BELLONI
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	Proc. à Mme LUERNAULT
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	Proc. à Mme RAPP
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	Proc. à M. BOUILLÉ
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	Excusé
CHAPATTE Jean-Claude	Absent
CHÉRAY Michel	Proc. à Mme BOESCH
COLOM Florian	Excusé
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme LOISEL
COUCHOT Alain	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	Proc. à M. BEYAR
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	Proc. à Mme PAUGAM
ENGASSER Thierry	Excusé
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	Proc. à M. RICHARD
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	Proc. à M. JORDAN
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Proc. à N. RICHE
METZGER Henri	Proc. à N. JUNG
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à Mme HOTTINGER
NEUMANN Rémy	Proc. à Mme HERZOG
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme ZAGAOUI
ONIMUS Roland	Proc. à Mme DHALLENNE
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	Proc. à M. JULIEN
SASSI Annouar	Absent
SCHELL Christiane	Proc. à Mme NEHLEN
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Absente
SCHWEITZER Pascale Cléo	Absente
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme RISSER
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à Mme LUTZ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme RENCK
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	Absent

Certifié exécutoire par (1) le Président de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 4 juillet 2024

A le 4 juillet 2024 Fabian JORDAN, 4 juillet 2024

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : Conseil d Agglomération de Mulhouse ~~Alsace~~ Agglomération.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2368C

Cf. présentation par M. HOMÉ au point 10.

M. SCHILDKNECHT : Pour le budget annexe des transports urbains : des oppositions ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 23 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie.

14° BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM - COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.3/2412C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, pour le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 53 356,15 €.

Les recettes se montent à 3 306,00 €.

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 50 050,15 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 916 789,69 € (essentiellement déficit antérieur reporté).

Il n'y a pas de recettes d'investissement.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de 916 789,69 €.

3 - RESULTAT

Le Compte administratif 2023 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global de fin d'exercice déficitaire de 966 839,84 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2023 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

PJ :
- Compte administratif 2023
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 14

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 16
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 21
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 22
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 23
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 24
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 26
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 29
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 31

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers	Sans Objet
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées	Sans Objet
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties	Sans Objet
B13 - Opérations liées aux cessions	33
B14 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	34
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	35
C2.1 - Situation des AP	Sans Objet
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble	Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement	Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine	Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées	Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties	Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement	Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D11 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
D14 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	37

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	6 612,00	3 306,00	-963 533,84	A1	-966 839,84
Investissement	3 306,00	0,00	(2) -913 483,69	A2	-916 789,69
Dont 1068		0,00			
Fonctionnement	3 306,00	3 306,00	(3) -50 050,15	A3	-50 050,15

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	-966 839,84
Investissement	A2 + B2	-916 789,69
Fonctionnement	A3 + B3	-50 050,15

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.
(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	3 306,00	G	3 306,00
	Section d'investissement	B	3 306,00	H	0,00
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	50 050,15 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	913 483,69 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	970 145,84	= G + H + I + J	3 306,00
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	53 356,15	= G + I + K	3 306,00
	Section d'investissement	= B + D + F	916 789,69	= H + J + L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	970 145,84	= G + H + I + J + K + L	3 306,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **0,00**	II **0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*3 306,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***3 306,00***	*IV* ***0,00***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**3 306,00**	II + IV	**0,00**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**913 483,69**	VI	**0,00**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**0,00**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**916 789,69**	II + IV + VI + VII	**0,00**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**-916 789,69**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		3 306,00	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)		0,00
			731 Fiscalité locale		0,00
			74 Dotations et participations (1)		0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		0,00	75 Autres produits de gestion courante (1)		0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		0,00	013 Atténuations de charges (1)		0,00
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		3 306,00	Total recettes de gestion des services		0,00
66 Charges financières		0,00	76 Produits financiers		0,00
67 Charges spécifiques (1)		0,00	77 Produits spécifiques (1)		0,00
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**3 306,00**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**0,00**

OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*0,00*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*3 306,00*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***0,00***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***3 306,00***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**3 306,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**3 306,00**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	50 050,15	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**53 356,15**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**3 306,00**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	-50 050,15

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*3 306,00*	3 306,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***3 306,00***	**3 306,00**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**913 483,69**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	3 306,00		3 306,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**3 306,00**	***0,00***	**3 306,00**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**50 050,15**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**0,00**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*3 306,00*	3 306,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante(8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***3 306,00***	**3 306,00**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**916 490,00**	**3 306,00**	**0,00**	**913 184,00**	**0,00**	**3 306,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 976,00	0,00	0,00	8 976,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 976,00**	**0,00**	**0,00**	**8 976,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**8 976,00**	**0,00**	**0,00**	**8 976,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*907 514,00*	*3 306,00*		*904 208,00*		*3 306,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**907 514,00**	**3 306,00**		**904 208,00**		**3 306,00**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**913 483,69**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**1 829 973,69**	**916 789,69**	**0,00**	**913 184,00**	**0,00**	**3 306,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**1 829 973,69**	**0,00**	**0,00**	**1 829 973,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	913 483,69	0,00	0,00	913 483,69
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**913 483,69**	**0,00**	**0,00**	**913 483,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**913 483,69**	**0,00**	**0,00**	**913 483,69**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*916 490,00*	*0,00*		*916 490,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***916 490,00***	***0,00***		***916 490,00***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***0,00***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**1 829 973,69**	**0,00**	**0,00**	**1 829 973,69**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**916 490,00**	**3 306,00**	**0,00**	**913 184,00**	**0,00**	**3 306,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 976,00	0,00	0,00	8 976,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	8 976,00	0,00	0,00	8 976,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 976,00**	**0,00**	**0,00**	**8 976,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**8 976,00**	**0,00**	**0,00**	**8 976,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*907 514,00*	*3 306,00*		*904 208,00*		*3 306,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (7)	*907 514,00*	*3 306,00*		*904 208,00*		*3 306,00*
3555	*Terrains aménagés*	*907 514,00*	*3 306,00*		*904 208,00*		*3 306,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**907 514,00**	**3 306,00**		**904 208,00**		**3 306,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**1 829 973,69**	**0,00**	**0,00**	**1 829 973,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	913 483,69	0,00	0,00	913 483,69
1641	Emprunts en euros	913 483,69	0,00	0,00	913 483,69
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**913 483,69**	**0,00**	**0,00**	**913 483,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**913 483,69**	**0,00**	**0,00**	**913 483,69**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*916 490,00*	*0,00*		*916 490,00*
3555	*Terrains aménagés*	*916 490,00*	*0,00*		*916 490,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***916 490,00***	***0,00***		***916 490,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**959 890,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**956 584,00**	**0,00**	**3 306,00**
011	Charges à caractère général (3)	43 400,00	3 306,00	0,00	0,00	40 094,00	0,00	3 306,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**43 400,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**40 094,00**	**0,00**	**3 306,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Total des dépenses réelles		**43 400,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**40 094,00**	**0,00**	**3 306,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*916 490,00*	*0,00*			*916 490,00*		*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**916 490,00**	**0,00**			**916 490,00**		**0,00**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**50 050,15**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 009 940,15**	**53 356,15**	**0,00**	**0,00**	**956 584,00**	**0,00**	**3 306,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**1 009 940,15**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**1 006 634,15**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	89 050,15	0,00	0,00	0,00	89 050,15
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**102 426,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 426,15**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**102 426,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 426,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*907 514,00*	*3 306,00*			*904 208,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**907 514,00**	**3 306,00**			**904 208,00**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 009 940,15**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**1 006 634,15**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**959 890,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**956 584,00**	**0,00**	**3 306,00**
011	Charges à caractère général (4)	43 400,00	3 306,00	0,00	0,00	40 094,00	0,00	3 306,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	39 000,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 400,00	3 306,00	0,00	0,00	94,00	0,00	3 306,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**43 400,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**40 094,00**	**0,00**	**3 306,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Total des dépenses réelles		**43 400,00**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**40 094,00**	**0,00**	**3 306,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*916 490,00*	*0,00*			*916 490,00*		*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*916 490,00*	*0,00*			*916 490,00*		*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**916 490,00**	**0,00**			**916 490,00**		**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**1 009 940,15**	**3 306,00**	**0,00**	**0,00**	**1 006 634,15**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	89 050,15	0,00	0,00	0,00	89 050,15
7015	Ventes de terrains aménagés	89 050,15	0,00	0,00	0,00	89 050,15
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
7473	Participation départements	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**102 426,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 426,15**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**102 426,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 426,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*907 514,00*	*3 306,00*			*904 208,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*907 514,00*	*3 306,00*			*904 208,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**907 514,00**	**3 306,00**			**904 208,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**913 483,69**	**913 483,69**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**913 483,69**
Ressources propres disponibles	IV	**0,00**
Solde	V = IV – II (5)	**-913 483,69**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Indiquer le signe algébrique.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 65 (+23 pouvoirs)
Nombre de suffrages exprimés : 88
VOTES :
Pour : 65 (+23 pouvoirs)
Contre : /
Abstentions : /

Date de convocation : 18/06/2024

Présenté par le Président temporaire de m2A (1), M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse, le 24/06/2024

Délibéré par l'assemblée Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Absent
BEHE Jean-Marie	Proc. à M. BELLONI
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	Proc. à Mme LIERMANN
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	Proc. à Mme RAPP
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	Proc. à M. BOUILLÉ
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	Excusé
CHAPATTE Jean-Claude	Absent
CHÉRAY Michel	Proc. à Mme BAESCH
COLOM Florian	Excusé
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme LOISEL

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUCHOT Alain	Proc. à N. QUIN
D'ORELLI Philippe	Proc. à N. BEYAZ
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Absent
EL HAJJAJI Nadia	Proc. à Mme PAUGAM
ENGASSER Thierry	Excusé
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	Proc. à M. RICHARD
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	Proc. à ~~A. JORDAN~~
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Proc. à M. RICHE
METZGER Henri	Proc. à M. JUNG
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à Mme HOTTINGER
NEUMANN Rémy	Proc. à Mme HERZOG
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme ZABAOUI
ONIMUS Roland	Proc. à Mme DHALLENNE
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RISSER Chantal	
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	Proc. à M. JULIEN
SASSI Annouar	Absent
SCHELL Christiane	Proc. à Mme MEHLEN
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Absente
SCHWEITZER Pascale Cléo	Absente
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GUETZ
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme RISSER
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à Mme LUTZ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme RENCK
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	Absent

Certifié exécutoire par le Président de m2A (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 4 juillet 2024

Fabian JORDAN, 4 juillet 2024

A , le 4 juillet Sausheim 2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2368C

Cf. présentation par M. HOMÉ au point 10.

M. SCHILDKNECHT : Et enfin pour le budget annexe de la ZAE de BANTZENHEIM : des oppositions ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 23 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie. Fabian, tu peux rentrer.
Je pense que le Président a entendu.

M. LE PRÉSIDENT : Pas tout, mais…

M. SCHILDKNECHT : Pas tout ? Bien.

M. LE PRÉSIDENT : Mais j'ai entendu que ça a été….

M. SCHILDKNECHT : Les comptes administratifs ont été approuvés à l'unanimité, sauf le compte du budget principal avec 4 oppositions, abstentions pardon.

M. LE PRÉSIDENT : D'accord, merci beaucoup, merci de votre confiance.

15° BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.5/2369C)

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (notamment les articles L.2311-5, R.2311-11, R.2311-12 et R.2221-48-1 du code général des collectivités territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	55 019 040,94 €
Résultat de la section d'investissement	-11 754 983,44 €
Solde des restes à réaliser	- 14 575 409,40 €
Résultat section d'investissement avec restes à réaliser	-26 330 392,84 €

Selon l'instruction comptable M57, l'excédent de fonctionnement (55 019 040,94 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (-11 754 983,44 €) corrigé du solde des restes à réaliser (-14 575 409,40 €).
Après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 26 330 392,84 € qu'il convient de combler.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 11 754 983,44 ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 26 330 392,84 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour le solde après apurement pour un montant de 28 688 648,10 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget principal de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà on peut continuer avec le point 15, il s'agit de l'affectation maintenant du résultat du compte administratif. Toujours Antoine.

M. HOMÉ : Merci Fabian. Alors cette délibération a pour objet d'affecter l'excédent de fonctionnement cumulé de 55 M€ du budget principal au budget de financement de la section d'investissement de 26 330 000€. Ainsi, le résultat de fonctionnement à reporter s'élève à 28 688 648,10€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Donc il est proposé d'approuver l'affectation de ces résultats. Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

16° BUDGET ANNEXE DE L'EAU- AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.5/2370C)

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (notamment les articles L.2311-5, R.2311-11, R.2311-12 et R.2221-48-1 du code général des collectivités territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	13 021 701,26 €
Résultat de la section d'investissement	- 3 541 360,69€
Soldes des restes à réaliser	- 4 459 660,35€
Besoin de financement de la section d'investissement	-8 001 021,04€

Selon l'instruction comptable, l'excédent de fonctionnement (13 021 701,26 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (-3 541 360,69 €) corrigé du solde des restes à réaliser (-4 459 660,35 €).

Après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 8 001 021,04 € qu'il convient de combler.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 3 541 360,69 ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 8 001 021,04 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour le solde après apurement pour un montant de 5 020 680,22 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget annexe de l'eau de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Pareil pour le budget de l'eau.

M. HOMÉ : Cette délibération a pour objet d'affecter l'excédent de fonctionnement cumulé de 13 M€ et quelques du budget annexe de l'eau aux besoins de financement de la section d'investissement de 8 M€ et quelques. Ainsi, le résultat de fonctionnement reporté s'élève à 5 020 680,22€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

17° BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.5/2371C)

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (notamment les articles L.2311-5, R.2311-11, R.2311-12 et R.2221-48-1 du code général des collectivités territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	9 798 391,27 €
Résultat de la section d'investissement	-2 766 274,97 €
Soldes des restes à réaliser	-264 475,91 €
Besoin de financement de la section d'investissement	-3 030 750,88 €

Selon l'instruction comptable, l'excédent de fonctionnement (9 798 391,27 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (-2 766 274,97 €) corrigé du solde des restes à réaliser (-264 475,91 €).

Après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 3 030 750,88 € qu'il convient de combler.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 2 766 274,97 € ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 3 030 750,88 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour le solde après apurement pour un montant de 6 767 640,39 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget annexe du chauffage urbain de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : On passe au chauffage urbain.

M. HOMÉ : Chauffage urbain : cette délibération a pour objet d'affecter l'excédent de fonctionnement cumulé de 9 M€ à peu près - 9,8 - du budget annexe du chauffage urbain au besoin de financement de la section investissement d'un peu plus de 3 M€. Le résultat de fonctionnement à reporter s'élève à 6 767 640,39€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

18° BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.5/2372C)

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (notamment les articles L.2311-5, R.2311-11, R.2311-12 et R.2221-48-1 du code général des collectivités territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	4 187 299,34 €
Résultat de la section d'investissement	- 1 339 735,71 €
Solde des restes à réaliser	-4 957 536,69 €
Besoin de financement de la section d'investissement	-6 297 272,40 €

Selon l'instruction comptable, l'excédent de fonctionnement (4 187 299,34 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (1 339 735,71 €) corrigé du solde des restes à réaliser (-4 957 536,69 €).

Après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 6 297 272,40 € qu'il convient de combler. L'excédent de la section de fonctionnement étant insuffisant pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, l'excédent de fonctionnement sera affecté en totalité au compte 1068 pour couvrir le besoin de financement.

Pour permettre l'affectation des résultats, il est proposé d'effectuer les écritures suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 1 339 735,71 € ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 4 187 299,34 € ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget annexe des transports urbains de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : On passe aux transports urbains.

M. HOMÉ : Cette délibération a pour objet d'affecter l'excédent de fonctionnement cumulé à plus de 4 M€. Le besoin de financement de la section d'investissement étant de 6,3 M€ à peu près, la totalité du résultat de fonctionnement lui est affecté, et il n'y a pas de résultat de fonctionnement à reporter.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

19° BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (311/7.1.5/2373C)

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (notamment les articles L.2311-5, R.2311-11, R.2311-12 et R.2221-48-1 du code général des collectivités territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	- 50 050,15 €
Résultat de la section d'investissement	- 916 789,69 €

Les écritures comptables suivantes sont nécessaires :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 916 789,69 € en section d'investissement ;

- émission d'un mandat au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement pour un montant de 50 050,15 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve les écritures liées aux résultats du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Et on termine par la ZAE BANTZENHEIM.

M. HOMÉ : Voilà, cette délibération a pour objet de formaliser les résultats dégagés par le budget annexe de la ZAE de BANTZENHEIM en 2023.

M. LE PRÉSIDENT : Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Nous passons maintenant à… pardon.

M. SCHILDKNECHT : Nous sommes en train de faire passer le compte administratif et nous vous invitons à tous le signer, merci.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà qui est dit.

20° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS – BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS – ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION 2304C (311/7.1.2/2375C)

Une erreur s'était glissée dans la délibération 2304C « Transferts et créations de crédits – budget annexe des transports urbains », rendant impossible son exécution. La présente délibération annule et remplace donc la délibération 2304C.

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants sur le budget annexe des transports urbains :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 011			
9280	61558	REPARATION ABRIS VELOS	5412	- 15 700,00 €
	CHAPITRE 65			
52	6574	SUBVENTION EXPLOITATION SOLEA	5411	- 36 000,00 €
	CHAPITRE 67			
15368	6711	INTERETS MORATOIRES	5411	15 700,00 €
11327	673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	5412	36 000,00 €
	CHAPITRE 68			
15369	6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS	310	500,00 €
			TOTAL	**500,00 €**

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 70			
10307	7061	TRANSPORT DE VOYAGEURS	5411	500,00 €
			TOTAL	**500,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Au point 20 : transferts et créations de crédits du budget annexe des transports urbains, c'est une délibération qui annule et remplace les libérations 2304C. Antoine.

M. HOMÉ : Oui, il y avait une erreur dans la délibération concernant le budget annexe des transports urbains. C'est une délibération que nous avons pris la dernière fois, ce qui n'a pas permis son exécution. Cette délibération donc reprise ce soir avec les bons articles comptables et modifiée pour redéployer des crédits en chapitre en fonctionnement et inscrire les crédits demandés par le service de gestion comptable de Mulhouse pour procéder à des écritures comptables de provisions.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Je pense qu'il n'y a pas de souci de votre côté ? Pas de vote contre ni d'abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

21° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS – BUDGET PRINCIPAL (311/7.1.2/2379C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités et notamment pour prendre en compte l'actualisation de la Programmation Pluriannuelle des Investissements, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants sur le budget principal :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 011			
12552	60612	RESERVE ENERGIE ELECTRICITE	310	- 613 000,00 €
28762	61551	PAIEMENT DES FRANCHISES SINISTRE	411	13 000,00 €
	CHAPITRE 012			
18986	6218	PERSONNEL SAISONNIER PROPRETE	411	90 000,00 €
	CHAPITRE 014			
30005	7398	REVERSEMENT	310	505 000,00 €
	CHAPITRE 65			
29825	65748	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	122	4 500,00 €
27621	65888	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	246	500,00 €
			TOTAL	- €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE ...			
			TOTAL	- €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 20			
17846	2051	RESERVE DG 20 MOB	310	- 100 000,00 €
25177	2031	FRAIS D'ETUDES	5412	209 500,00 €
26282	20310099	VIF TECHNOCENTRE IMMOBILIER BAT 47	431/5343	150 000,00 €
28676	2031	FRAIS D'ETUDES PLUI	532	100 000,00 €
30051	202	PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE	381	126 000,00 €
30054	2051	LOGICIEL	614	8 200,00 €
30060	2031	ACCOMPAGNT PHASE 3 BLUE INDUSTRIE SA	521	- 40 000,00 €
31110	2031	ETUDES PREALABLE AMENAG ZA PETIT LANDAU	5341	100 000,00 €
31216	2031	ETUDES PROJETS NON-IDENTIFIES PERISCOLAIRE	231	40 000,00 €
	CHAPITRE 204			
8123	204132	SUB PISTES CYCLABLES MO CD68	5412	- 20 500,00 €
8124	2041412	SUBV EQUIPEMENT COMMUNES PISTES CYCLABLES	5412	146 400,00 €
8126	20421	SUBVENTION EQUIPEMENT STRUCTURES PETITE ENFANCE	232	90 000,00 €
8135	20422	SUB EQUIPEMENT MUSEES M2A	513	200,00 €
8269	204181	SUBVENTION D'EQUIPEMENT CPER	521	- 25 500,00 €
16631	20421	SUBV EQUPT CLUB VOSGIEN	5412	1 000,00 €
19047	2041582	SUBV PERFORMANCE ENERGETIQUE LLS	535	150 000,00 €
20316	204182	SUB EQUIPT RESTAURANT UNIVERSITAIRE	521	50 000,00 €
23889	2041411	FONDS NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE	401	300 000,00 €
25099	2041411	BIODIVERSITE AGRI COMMUNES	401	35 000,00 €
25101	20421	BIODIVERSITE ATLAS INVENTAIRE DONNEES	401	- 5 000,00 €
25129	20422	SUBV ACCOMPAGNEMENT COPRO DEGRADEES - PROVISION	535	14 000,00 €
25130	20422	SUBV PARC SOCIAL REHAB OU DEMOLITION	535	100 000,00 €
25139	2041582	SUB EQUIPT SCIN PISTES CYCLABLES	5412	60 000,00 €
26250	2041412	SUB PERI BRUNSTATT DIDENHEIM ECOLE PREVERT	231	- 13 000,00 €
26280	2041412	SUB MULHOUSE AMENAGEMENT EXT ZAC DMC	532	- 150 000,00 €
26321	2041412	PART. PERI WITTELSHEIM	231	- 678 570,00 €
28684	2041412	PERISCOLAIRE LUTTERBACH	231	104 797,00 €
30033	20422	SUB COPRO CONSTRUIRE	535	- 1 000,00 €
31126	20422	TOUS QUARTIERS EXPERTISES STRATEGIQUES ET HABITAT	535	12 000,00 €
	CHAPITRE 21			
2546	21828	RENOUV. VEHICULES	411	1 650 000,00 €
5630	21561	RESERVE DG 21 NOAN	310	100 000,00 €
23901	21318	AD AP ACCESSIBILITE PATRIMOINE	431/532	60 000,00 €
25108	213180099	VIF AMENAGEMENT	5343/431	400 000,00 €
25109	213180099	VIF FUTURE CONCESSION	5343/431	- 250 000,00 €
25110	21520099	VIF PARKING FONDERIE	532/5343	400 000,00 €
25111	213180099	VIF REMISE A NIVEAU ENSEMBLE BATIMENTS SITE	5343/431	350 000,00 €
26255	21318	AD AP ACCESSIBILITE HORS SCOLAIRE	431/531	76 000,00 €
27477	21318	ECLAIRAGE STADE DE L'ILL	431/241	380 000,00 €
27482	2158	CLINIQUE VETERINAIRE MATERIEL MEDICAL	512	17 000,00 €
28777	2138	ACQUISITION BATIMENT SITE CINE	431/401	- 100 000,00 €
31107	2152	AMENAGEMENT RAMPARC HABSHEIM	532	500 000,00 €
31108	2152	MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ZAE	532	150 000,00 €
31206	21318	CAMPING - ARBRES ET CHALETS	511	110 000,00 €
31213	21318	CENTRE SPORTIF - RENOVATION SALLE RESTAURATION	431/241	300 000,00 €
31214	2145	AMENAGEMENT DE BUREAUX	431	2 750 000,00 €
31215	21318	MAINTENANCE BATIMENTS COMMUNAUTAIRES	431	400 000,00 €
	CHAPITRE 23			
7024	2315	AMENAGEMENTS PISTES CYCLABLES	5412	945 000,00 €
9458	2313	GROSSE REPARATION DE MAINTENANCE PISCINES ET PATINOIRE	431/241	900 000,00 €
11093	2315	RESEAU FEROVIAIRE MDPA	542	120 000,00 €
13730	2313	UNIVERSITE BIBLIOTHEQUE	431/521	30 000,00 €
22623	2313	PET ENF GRANDE OURSE ILLZACH	431/232	- 50 000,00 €
24007	2313	MP HORIZON AFRIQUE	431/512	3 928 900,00 €
25097	2313	RENOVATION EQUIPEMENTS TERRESTRES	431/241	147 021,00 €
26253	2313	MAINTENANCE PATRIMONIALE DU PARC ZOOLOGIQUE	512	3 600,00 €
27442	23130099	VIF TECHNISTUB IMMOBILIER BAT 74	5343/431	1 100 000,00 €
27450	2313	DMC DEPOLLUTION	532	600 000,00 €
27451	2313	PARC EXPO DEPOLLUTION	5341	- 46 100,00 €
27452	2313	FILTRATION BASSIN OTARIES	512	50 000,00 €
27595	2313	RAM WITTELSHEIM	232	- 98 793,00 €
28677	2313	PARC EXPO DEPOLLUTION EAU	5341	- 153 900,00 €
28680	2315	POLE ECHANGE MULTIMODAL ZAC GARE TGV	532	- 500 000,00 €
28683	2313	TRAVAUX MAISON DU TERRITOIRE	431	- 78 000,00 €
30089	2313	RPE WITTENHEIM	232	- 400 000,00 €
31121	2313	PERISCOLAIRE MULHOUSE JEAN ZAY EXTENSION	231	- 17 000,00 €
31123	2313	RPE MULHOUSE CENTRE VILLE	232	47 000,00 €
31125	23130099	VIF OPC	5343/431	- 80 000,00 €
31197	2313	ZOO - ZONE TECHNIQUE ET VESTIAIRES PERSONNEL	431/512	50 000,00 €
31210	2313	PLAN D'URGENCE NAUTIQUE	431/241	100 000,00 €
31211	2313	PLAN D'URGENCE TERRESTRE	431/241	100 000,00 €
31212	2313	STADE DE I'ILL - GROSSE MAINTENANCE	431/241	400 000,00 €
31217	2313	PERISCOLAIRE ZILLISHEIM	231	40 000,00 €
31218	2313	PERISCOLAIRE RIEDISHEIM VIOLETTES	231	40 000,00 €
	CHAPITRE 041			
29871	2138	LEG OU DON POLE REPRO FAUNE	512	50 000,00 €
	CHAPITRE 45411*			
31104	45411	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	535	11 157 016,00 €
31209	45411	AIDE A LA PIERRE 2024	535	679 860,00 €
			TOTAL	**27 121 131,00 €**

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 10			
29868	10251	LEG OU DON POLE REPRO FAUNE	512	256 400,00 €
	CHAPITRE 16			
6910	1641	EMPRUNTS EN EUROS	310	14 977 855,00 €
	CHAPITRE 041			
29870	10251	LEG OU DON POLE REPRO FAUNE	512	50 000,00 €
	CHAPITRE 45412*			
31124	45412	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	535	11 157 016,00 €
31220	45412	AIDE A LA PIERRE 2024	535	679 860,00 €
			TOTAL	**27 121 131,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Transferts et créations de crédits au niveau du budget principal.

M. HOMÉ : Alors ces propositions de transferts et de créations de crédits pour le budget principal, cette fois-ci, portent notamment sur les points suivants. Il s'agit de redéployer des crédits entre chapitres, en fonctionnement, afin de permettre le

bon fonctionnement des services, de traduire comptablement le travail d'actualisation de la Programmation Pluriannuelle des Investissements mené au printemps, dont je vais parler dans un instant, et de réinscrire en 2024 les crédits permettant l'encaissement d'un legs effectué en 2023 au bénéfice du parc zoologique et botanique.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des votes contre ? Des abstentions ? Il n'y en a pas.

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2020-2027 (31/7.10.1/2219C)

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent aux Communautés d'Agglomération de décider et de voter des projets d'investissement sous forme d'Autorisations de Programme (AP) et en précisent les modalités d'application.

Elles constituent les limites supérieures des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées et sont révisées chaque année pour tenir compte des évolutions des projets et de la capacité financière de la collectivité. Chaque Autorisation de Programme correspond à un engagement financier pluriannuel et comporte la répartition prévisionnelle des Crédits de Paiement (CP) par exercice.

Sur la période 2020–2027, les autorisations de programme identifiées ont été dimensionnées à hauteur de 329,8 M€.

Ce programme se concrétise par une affirmation des 4 ambitions de Mulhouse Alsace Agglomération portées par le Projet de Territoire et se décline par la création de 12 autorisations de programme. Ces objectifs sont les suivants :
- un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique ;
- un territoire dynamique, attractif, terre d'accueil ;
- un territoire solidaire au service de tous ses habitants ;
- un territoire d'équilibre et de coopération.

Pour tenir compte des éléments et délibérations intervenus depuis le vote de la dernière délibération relative aux AP/CP, il y a lieu de modifier et de procéder à des ajustements techniques et financiers intégrant ces décisions.

Le document en annexe récapitule le programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme sur la période 2020-2027 et la prévision des Crédits de Paiement par exercice budgétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'ajustement du programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe n°1,
- approuve les Crédits de Paiement prévisionnels pour 2024.

PJ : Annexe n°1 : autorisations de programme et crédits de paiement – programmation 2020 – 2027

ANNEXE N°1 : AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020-2027

N° et intitulé de l'AP		MONTANT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT								
N° AP	**Désignation**	***Montant 2020-2026 au 12/12/2022 (pour mémoire)***	***Montant 2020-2026 au 24/06/2024 (pour information)***	**Montant 2020-2027 au 24/06/2024**	**Réalisé 2020**	**Réalisé 2021**	**Réalisé 2022**	**Réalisé 2023**	**Reports 2023-2024**	**Crédits de Paiement 2024**	**Crédits de Paiement 2025**	**Crédits de Paiement 2026**	**Crédits de Paiement 2027**
A001	AIDE A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	12 774 559	33 261 411	33 261 411	895 793	1 358 934	1 025 203	2 523 882	14 620 722	12 836 876	0	0	0
A002	AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	24 394 205	36 550 119	40 830 092	5 868 063	6 991 154	8 196 996	3 104 404	1 782 873	2 362 750	4 729 250	3 514 628	4 279 973
A003	ATTRACTIVITE, TOURISME ET CULTURE	26 785 350	34 904 157	36 244 157	3 029 114	3 448 539	3 244 337	3 415 879	1 695 384	8 730 904	6 800 000	4 540 000	1 340 000
A004	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN A L'INNOVATION, DEVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE	43 644 891	55 948 130	64 492 544	2 626 255	1 527 647	1 742 229	2 205 007	1 098 092	14 099 500	19 182 000	13 467 399	8 544 414
A005	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	12 492 656	12 444 846	12 444 846	79 084	119 350	716 675	1 110 126	2 101 611	2 506 000	3 706 000	2 106 000	0
A006	EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	30 220 111	32 024 312	33 424 312	987 756	789 404	1 250 718	1 322 122	518 312	8 030 000	10 726 000	8 400 000	1 400 000
A007	HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	13 944 062	12 472 903	14 262 903	695 181	1 379 843	1 103 126	1 567 503	313 750	2 338 000	2 699 000	2 376 500	1 790 000
A008	MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	10 022 707	17 820 664	19 395 786	1 108 014	1 153 505	596 889	1 881 459	1 686 031	2 989 400	4 559 622	3 845 744	1 575 122
A009	MAINTENANCE DU PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	7 008 000	10 574 392	11 374 392	155 053	2 659 940	37 027	203 591	6 984	4 383 000	1 742 121	1 386 676	800 000
A010 et A011	EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES DE PETITE ENFANCE	46 810 425	52 162 819	56 954 134	2 100 283	1 778 864	2 924 979	7 291 127	829 583	12 982 083	11 374 626	12 881 274	4 791 315
A012	PROJETS A SOLDER ANCIENNE PPI	2 534 822	806 096	806 096	606 433	103 072	31 591	0	0	65 000	0	0	0
A013	SOLIDARITE FINANCIERE ET TERRITORIALE	6 292 311	6 292 311	6 292 311	0	0	6 292 311	0	0	0	0	0	0
	TOTAL :	**236 924 097**	**305 262 160**	**329 782 984**	**18 151 029**	**21 310 252**	**27 162 081**	**24 625 100**	**24 653 342**	**71 323 513**	**65 518 619**	**52 518 221**	**24 520 824**
Pour information :													
	INVESTISSEMENTS ANNUELS	48 339 434	50 236 672	58 216 672	6 119 191	4 187 605	5 088 235	6 239 148	4 012 492	8 630 000	7 980 000	7 980 000	7 980 000
	TOTAL PPI + INVESTISSEMENTS ANNUELS :	**285 263 531**	**355 498 832**	**387 999 656**	**24 270 220**	**25 497 857**	**32 250 316**	**30 864 248**	**28 665 834**	**79 953 513**	**73 498 619**	**60 498 221**	**32 500 824**

M. LE PRÉSIDENT : Et on va justement parler maintenant de la mise à jour de notre PPI. En l'absence de Rémy NEUMANN, je demande à Antoine HOMÉ.

M. HOMÉ : Le Président l'a dit, notre ami Rémy est légèrement souffrant. C'est moi qui l'ai dit ? Alors je l'ai dit, voilà bon dans ce pays, tout le monde est président de quelque chose ? Alors nous allons donc vous présenter la PPI dès que j'aurai retrouvé mes fiches. Alors vous dire aussi que la PPI c'est la Programmation Pluriannuelle des Investissements. Donc cette PPI, c'est un document que vous aviez adopté, je crois à l'unanimité, il y a un an et demi. C'est assez drôle parce qu'à l'époque je crois que c'était moi qui n'avais pas pu venir, et c'était Rémy qui l'avait présentée, comme quoi nous formons un binôme de qualité si je puis dire. Toujours est-il que j'ai vu, et j'ai remercié l'ensemble des Vice-présidents et des conseillers communautaires délégués avec Rémy NEUMANN, et nous avons passé en revue la PPI. Ce qu'il y a, c'est que pour mettre en œuvre des investissements, il faut que ceux-ci soient prévus dans la PPI, sans quoi ils ne peuvent pas être exécutés. Et donc au bout d'un an et demi, qu'est-ce que vous voulez, il y a des choses qui changent, il y a des investissements nouveaux, il y a des coûts qui sont ajustés, et donc nous avons fait ce travail parce que la PPI se traduit comptablement par le vote d'autorisation de programme. D'ailleurs, la délibération s'intitule Budget principal : vote des autorisations de programme. Les autorisations de programme, c'est le véhicule budgétaire qui permet de mettre en œuvre la PPI. Donc c'était ça, c'était le 12 décembre 2022. Alors désormais, pour vous dire que les 12 autorisations de programme sont calibrées à un niveau plus élevé puisqu'il y a 329,8 M€ qui sont prévus, nous avons également inscrit l'exercice 2027 dans la PPI. Évidemment, l'horizon de la PPI dépasse l'horizon du budget. Donc elle se déploie autour des quatre ambitions du territoire, du projet de territoire. Donc la nouvelle PPI est supérieure de 68,3 M€ à l'ancienne. Si on déduit les recettes qui peuvent être envisagées, avec toutes les précautions d'usage, la hausse de dépenses nettes ne serait que de 13 M€, si du moins nous l'exécutons. Alors une fois que j'ai dit ça, j'ai regardé un peu les ajustements. Quels sont les ajustements significatifs ? Alors vous avez notamment des nouveaux projets dont on reparlera. Un projet de vestiaire du zoo, alors le Président, il est très attentif, il a visité le zoo, il s'est aperçu que les vestiaires étaient extrêmement vétustes et ne permettaient pas, n'est-ce pas Fabian, au personnel de travailler dans des conditions dignes. Et donc là, nous avons inscrit une provision de 1,9 M€ pour faire des nouveaux vestiaires au zoo. Un espace public à la Fonderie sur lequel il y a ajustement de crédit de 750 000€, puisqu'une partie de ce secteur contient des équipements communautaires. Précisément, toujours sur la Fonderie, le coût du Technocentre a fortement augmenté, on en a déjà parlé ici, +5,5 M€. Et le parking de la Fonderie doit être aménagé : 945 000€, donc c'est sur le site de la Fonderie. Nous avons également la politique des pistes cyclables chère à notre ami Philippe STURCHLER qui est très dynamique, c'est normal pour un cycliste, et là nous avons prévu, cher Philippe, +3,7 M€ de crédit dans la PPI pour améliorer encore notre politique d'aménagement des pistes cyclables qui est, je le crois, très remarquable. J'ai eu l'occasion moi même d'avoir deux projets sur la ville de WITTENHEIM, et je sais que partout dans l'agglo, les pistes cyclables se déploient, et je pense que c'est un marqueur très positif pour l'agglo. Voilà, j'ai voulu donner quelques exemples, Fabian, mais disons que chaque année je vous proposerai avec Rémy une actualisation de la PPI. Après il faut faire les projets, il faut qu'ils soient présentés, il faut les voter mais la PPI, c'est le véhicule qui permet la mise en œuvre des investissements de m2A, voilà.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. C'est vrai que ça nous permet de nous projeter et d'adapter en fin de compte les projets aussi à la situation, et en fin de compte, on voit aussi qu'on a cette réactivité par rapport aux besoins qui se font ressentir sur notre territoire.
Vous avez des questions sur cette délibération ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

23° DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS COMMUNAUTAIRES DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU SEIN DES ORGANISMES ET ASSOCIATIONS DIVERS : DÉLIBÉRATION COMPLÉMENTAIRE (06/5.3.4/2442C)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est représentée au sein d'associations et dans de nombreux organismes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Dans le cadre de la stratégie de l'agglomération qui tend à soutenir les initiatives portées par les acteurs de santé, il est proposé de désigner M. Pierre SALZE comme représentant de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de :

- la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Mulhouse agglomération, pour faire suite à la demande de cette dernière et ainsi conforter les relations privilégiées entre les deux structures,
- l'association en cours de création sur l'accès à la santé ambulatoire dans l'agglomération mulhousienne, sous réserve que cette association soit effectivement créée dans un délai de 12 mois, que ses statuts prévoient que Mulhouse Alsace Agglomération en soit membre de droit et qu'elle revête un caractère non lucratif.

DIRECTION	ORGANISME/ ASSOCIATION	ÉLU DÉSIGNÉ	
06	COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTÉ (CPTS) MULHOUSE AGGLOMÉRATION	1	Pierre SALZE
06	ASSOCIATION EN COURS DE CRÉATION SUR L'ACCÈS À LA SANTÉ AMBULATOIRE DANS L'AGGLOMÉRATION MULHOUSIENNE	1	Pierre SALZE

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les désignations mentionnées ci-dessus.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à l'Administration générale, donc je vais vous présenter quelques délibérations, notamment celle sur la désignation des délégués communautaires de notre agglomération au sein des organismes et associations diverses. Donc normalement, il n'est pas nécessaire de procéder à votre secret si vous en êtes d'accord. Vous connaissez ? S'il y en a qui ne sont pas d'accord, on est obligé de procéder à vote secret. Quelqu'un s'oppose à ce qu'on vote à main levée ? Personne ?

Concernant le vote à main levée :
Pour : 66 + 24 procurations.
Le conseil communautaire décide à l'unanimité des suffrages exprimés de ne pas procéder au scrutin secret.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie très sincèrement.
Voilà, donc dans le cadre de la stratégie de l'agglomération qui tend à soutenir des initiatives portées par les acteurs de santé, je vous propose de désigner Pierre SALZE comme représentant de notre agglomération au sein de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Mulhouse Agglomération : le CPTS de Mulhouse. Et également à l'association en cours de création sur l'accès à la santé ambulatoire dans l'agglomération mulhousienne pour s'occuper là aussi de la lutte contre les déserts médicaux sur notre agglomération. Je pense que ce sont des missions très importantes, même si ce n'est pas de notre ressort direct, il est important qu'on soit présent et qu'on défende en fin de compte ces sujets-là qui sont de l'ordre de santé, primordial sur l'équilibre de notre agglomération. Voilà, est-ce que quelqu'un est contre que ce soit Pierre qui nous représente ? Personne ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 66 + 23 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Pierre SALZE (représenté par Jean-Paul JULIEN).
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

24° DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS COMMUNAUTAIRES DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DES PORTS DU SUD ALSACE : MODIFICATION (06/5.3.3/2427C)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Il est proposé de désigner Mme Carole TALLEUX, maire de Petit-Landau au sein de ce syndicat en remplacement de M. Marc BUCHERT.

SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DES PORTS DU SUD ALSACE	2	Jean-Marie BEHE ~~Marc BUCHERT~~ **Carole TALLEUX**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve la désignation mentionnée ci-dessus.

M. LE PRÉSIDENT : Ensuite, il s'agit d'une délégation de délégués communautaires de notre agglomération au sein du Syndicat Mixte pour la gestion des ports Sud-Alsace. Si vous en êtes d'accord, on n'est pas obligé de procéder au vote secret. Vous en êtes d'accord ?

Concernant le vote à main levée :
Pour : 66 + 24 procurations.
Le conseil communautaire décide à l'unanimité des suffrages exprimés de ne pas procéder au scrutin secret.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Et là je vous propose de désigner Carole TALLEUX, en tant que maire de Petit-Landau, au sein du Syndicat Mixte pour la gestion des ports du Sud-Alsace, en remplacement de Monsieur Marc BUCHERT qui a démissionné de son poste de Président. Voilà donc je suggère naturellement à Carole de ne pas prendre part au vote. Est-ce qu'il y a des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Carole TALLEUX.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

25° COMPOSITION ET ELECTION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC EN MATIERE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE DANS LE PERIMETRE DE LA REGIE DE L'EAU DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3512/1.7.3/2343C)

Depuis le 1er janvier 2023, Mulhouse Alsace Agglomération exerce la compétence en matière de production et de distribution d'eau potable. Cette prise de compétence a valu transfert de 4 contrats de délégation de service public de production et/ou de distribution d'eau potable qui concernent les communes de Bollwiller,Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim.

Pour permettre l'évolution de ces contrats, il convient de mettre en place une commission de délégation de service public en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette commission sera amenée à émettre un avis dans le cadre des procédures d'exécution des contrats de délégation de service public existants, mais aussi de renouvellement ou passation d'éventuels nouveaux contrats.

A cet effet, il convient d'élire 5 membres titulaires et 5 membres suppléants par un scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, la présidence de la commission étant assurée par le Président de la Communauté d'agglomération ou son représentant désigné par arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée délibérante a fixé les modalités du dépôt des candidatures par la délibération 66C précédemment adoptée par le Conseil d'Agglomération du 18 juillet 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération est invité à procéder à l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission de délégation de service public en matière de production et de distribution d'eau potable.

Titulaires	Suppléants
Maryvonne Buchert Conseillère communautaire déléguée	Gilbert Fuchs Conseiller communautaire délégué
Loïc Richard Vice-président	Thierry Engasser Conseiller communautaire délégué
Francis Dussourd Conseiller communautaire délégué	Antoine Homé Vice-président
Carole Talleux Conseillère communautaire déléguée	Yves Goepfert Vice-président
Jean-Paul Julien Conseiller communautaire délégué	Christophe Toranelli Conseiller communautaire délégué

M. LE PRÉSIDENT : Ensuite, il s'agit de la composition élection de la commission de délégation de service public en matière de production de distribution de l'eau potable dans le périmètre de la régie de l'eau de notre agglomération. Vous savez qu'on a pris la compétence, et que la compétence a aussi valu transfert de quatre contrats de délégation de service public de production, de distribution d'eau, concernant notamment les communes de BOLLWILLER, PETIT-LANDAU, PULVERSHEIM et WITTELSHEIM. Aussi, il convient de mettre en place une commission de délégation du service public, et cette commission sera amenée à émettre un avis dans le cadre de l'exécution des contrats existants. Donc, à cet effet, il convient d'élire cinq membres titulaires et cinq membres suppléants par un scrutin de liste, et la présidence de la commission est assurée par le Président de la communauté d'agglomération ou son représentant désigné par arrêté, et en l'occurrence pour notre agglomération, il s'agit de Rémy NEUMANN. Donc pour la composition de la DSP Eau, nous avons enregistré la liste projetée devant nous, donc elle devra arriver, c'est cela. Donc vous avez les membres titulaires et les membres suppléants. Voilà en ce qui concerne ces listes-là : est-ce que quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 66 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

26° RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 (021/5.7.9/2444C)

Conformément à l'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales, il appartient à Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) de présenter son rapport d'activités annuel.

Ce rapport présente un bilan général des actions menées par l'Agglomération durant l'année 2023.

Notre rapport d'activité continue de se structurer autour des 4 grandes ambitions de notre nouveau Projet de Territoire « Vision 2030 » :

1. **Territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique** avec la création de la Régie de l'Eau m2A, le Plan Climat et le Fonds Nouvelle Donne, le Projet Alimentaire Territorial « Soyons food » et l'opération « Fermes ouvertes m2A », l'extension de notre réseau de chaleur avec la naissance de m2A Energies…,

2. **Territoire d'accueil dynamique** pour capter et fidéliser de nouveaux talents : les chefs d'entreprises, les étudiants, les chercheurs et les sportifs de haut niveau ; notre territoire étant 2e Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) de France en vue des Jeux de Paris 2024 avec l'accueil de la plus grande délégation étrangère à venir s'entraîner en France grâce à notre partenariat avec Panam Sports Organization (PSO),

3. **Territoire solidaire au service de tous ses habitants** pour développer et renforcer des services publics de haute qualité comme le périscolaire, la petite enfance, et la gestion des équipements sportifs : piscines, patinoire olympique, palais des sports, Centre Sportif Régional Alsace…,

4. **Territoire d'équilibre et de coopération** avec la culture partenariale propre à notre Agglomération et qui fait pleinement partie aujourd'hui de notre identité et de nos valeurs,

Ce rapport se veut être un véritable support d'information et offre une lecture fluide des nombreux sujets retenus et valorisés par nos services ; des sujets d'importance qui reflètent l'activité générale de notre Agglomération et l'engagement quotidien de nos agents dans tous nos domaines de compétences.

Ce rapport d'activités sera transmis à chacune des communes membres pour information de leur conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport d'activités 2023 de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : 1

m2A

Rapport annuel
2023



Territoire de tous les possibles

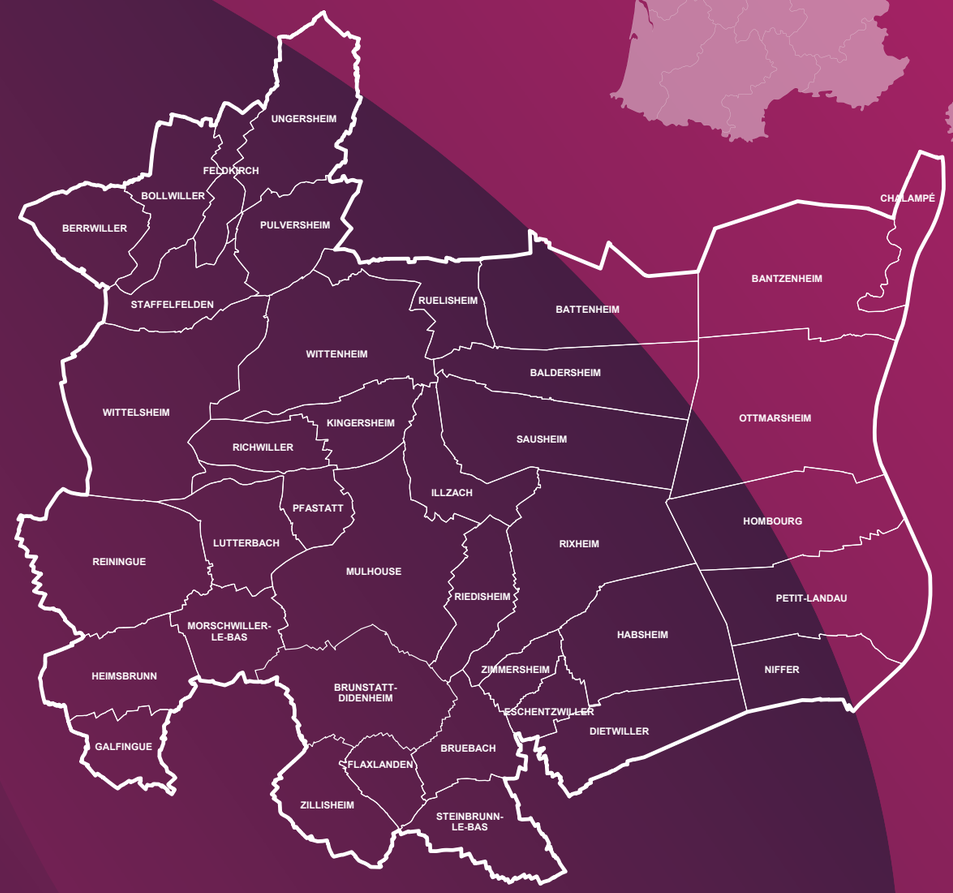
Depuis le 1er janvier 2023, Mulhouse Alsace Agglomération assure la gestion de l'eau sur le territoire à travers sa Régie de l'Eau m2A.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

m2A
RAPPORT ANNUEL 2023

m2A,
1re AGGLOMÉRATION DU GRAND EST





39 COMMUNES · UN TERRITOIRE

Baldersheim · Bantzenheim · Battenheim · Berrwiller · Bollwiller · Bruebach
Brunstatt-Didenheim · Chalampé · Dietwiller · Eschentzwiller · Feldkirch
Flaxlanden · Galfingue · Habsheim · Heimsbrunn · Hombourg · Illzach
Kingersheim · Lutterbach · Morschwiller-le-Bas · Mulhouse · Niffer
Ottmarsheim · Petit-Landau · Pfastatt · Pulversheim · Reiningue · Richwiller
Riedisheim · Rixheim · Ruelisheim · Sausheim · Staffelfelden · Steinbrunn-le-Bas
Ungersheim · Wittelsheim · Wittenheim · Zillisheim · Zimmersheim

39
communes

440 km²

280 000
habitants

+ de
1700 agents

ÉDITO



2023, année de la concrétisation !

2023 aura été l'année de la concrétisation pour notre Agglomération dans de nombreux domaines stratégiques.

Concrétisation dans la gestion de l'eau avec la création de la *Régie de l'Eau m2A* qui pilote la distribution et la protection de la ressource en eau pour notre territoire. Grâce à l'expertise de 120 agents qui agissent au quotidien sur 1400 kilomètres de réseaux, ce sont 264 000 habitants qui bénéficient d'une eau de grande qualité.

Concrétisation en matière d'autonomie énergétique avec le renforcement du *Fonds Climat Nouvelle Donne m2A* à hauteur de 2 millions d'euros pour accompagner les projets de production d'énergies renouvelables dans chacune de nos communes, et la naissance de *m2A Energies*, société d'économie mixte portée par m2A et notre partenaire R-CUA, et qui portera 180 millions d'euros d'investissements pour l'extension de notre réseau de chaleur à l'horizon 2030.

Concrétisation sur le plan de l'excellence sportive avec la labellisation de nos 39 communes dans le cadre de *Terre de Jeux 2024* et le jumelage de chacune d'entre elles avec les pays membres de la délégation de Panam Sports Organization (PSO), organisation sportive panaméricaine qui a choisi les équipements sportifs de m2A pour la préparation et l'entraînement de plus de 300 athlètes internationaux en vue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Nous aurons ainsi l'honneur d'accueillir la plus grande délégation étrangère en France dans le cadre du label *Centre de Préparation aux Jeux*.

Concrétisation, enfin, en matière de coopération avec nos partenaires publics et privés par plusieurs initiatives et projets partagés avec notamment sur le plan économique et environnemental, la création de l'association *COB30* pour la décarbonation de nos grands sites industriels de la bande rhénane ; et en matière de mobilités, la mise en place d'un partenariat actif entre m2A et cinq autres intercommunalités pour la promotion du covoiturage à l'échelle du Sud Alsace…

***« Faire ensemble pour mieux avancer ensemble »* est aujourd'hui le leitmotiv de notre Agglomération.** Il a pris tout son sens en fin d'année 2023 avec la Maison du Territoire qui a accueilli 150 agents m2A aux côtés d'une douzaine de structures partenaires. Faciliter les échanges entre tous ces acteurs et mener à bien collectivement de grands projets d'avenir pour notre Agglomération, tel est l'objectif de ce véritable lieu-passerelle.

Plus que jamais, grâce à l'engagement de l'ensemble de nos élus communautaires et de de nos 1800 agents, m2A est le territoire de tous les possibles !

Fabian JORDAN
Président de Mulhouse Alsace Agglomération

SOMMAIRE

.01

Un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique 11

Garantir sur tout le territoire, un accès à une eau de qualité élevée par une gestion sûre et durable de la ressource

Une nouvelle Régie au service de la qualité de l'eau 12

Tendre vers l'autonomie énergétique de notre territoire

m2A, au cœur de la transition énergétique 16

Développer et adapter les mobilités aux défis de demain

m2A, Territoire de toutes les mobilités 20

Lutter contre le changement climatique et adapter nos politiques publiques

Plan Climat : pour une meilleure transition énergétique et écologique. 24

Développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental pour tendre vers l'autonomie alimentaire et améliorer la santé des habitantss

Une agriculture toujours plus respectueuse de l'environnement 26

Réduire la production de déchets et assurer la collecte pour une valorisation optimale

Propreté et Collecte : Des services mobilisés pour la qualité de vie des habitants. 28

Zéro déchet et réemploi : les enjeux écologiques du territoire 30

Sanctuariser, valoriser et enrichir notre patrimoine local de biodiversité

Préserver la nature et la biodiversité du territoire 32



.02

Un territoire d'accueil dynamique. 34

Accompagner les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement durable, novateur et performant

Une soirée placée sous le signe de l'excellence 36

m2A, engagée dans la décarbonation de son économie avec Blue Industries Sud Alsace . . . 38

Une véritable stratégie de reconquête industrielle . . . 40

Renforcement des filières innovantes : un pari pour l'avenir !. 42

Affirmer l'Agglomération comme un territoire d'enseignement supérieur et de formation

m2A et l'Université de Haute-Alsace : un partenariat pour l'avenir 43

Renforcer les liens entre l'emploi et la formation

Des actions ciblées pour développer l'économie locale et solidaire 44

Un salon « référence » dans l'aide à l'orientation en Alsace 46

Accompagner les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement durable, novateur et performant / Adapter notre urbanisme aux enjeux environnementaux et aux nouvelles nécessités alimentaires

L'aménagement du territoire : un enjeu économique, sociétal et environnemental 48

Extension du Parc Expo : une nouvelle dynamique pour le territoire ! 50

Renouvellement urbain : une priorité au service de tous les habitants. 52

Soutenir et accompagner l'activité physique et l'excellence sportive

Les Jeux se vivent ici ! 54

Développer une identité territoriale

m2A, véritable fleuron touristique 58

Le patrimoine local à l'honneur ! 61

Accroître la notoriété touristique du territoire et renforcer les offres

155 ans et un air d'Afrique !. 62

Des naissances inédites, réel message d'espoir. 64

Carte des sites touristiques de l'Agglomération mulhousienne 66



.03

Un territoire solidaire au service de tous ses habitants 68

Conforter les services à la population en synergie avec les communes

De nouveaux équipements pour le bien-être des enfants 70

Accompagner l'éveil des tout-petits. 72

Le Bibliobus rend visite à de nouvelles communes ! . . . 73

Une attention particulière portée à la parentalité . . . 74

Une aventure clôturée en beauté ! 76

Des avantages pour les 65 ans & plus 77

Développer une offre de logement équilibrée sur l'ensemble du territoire

Habitat et Logement : des solutions adaptées à tous . . . 78

Rénover, réhabiliter et concevoir des équipements sportifs publics de haute qualité

Équipements sportifs : un programme d'investissements à 360° 80



.04

Un territoire d'équilibre et de coopération. 82

Fédérer les acteurs au sein d'une Maison du Territoire

La Maison du Territoire ouvre ses portes. 84

Conforter et étendre un service d'appui aux communes

Assurer la sécurité des habitants : une priorité absolue 88

Contrat de Ville 2015-2023 : un bilan positif 90

Une aide juridique accessible à tous 91

L'Histoire de notre territoire. 91

Accélérer la digitalisation des services communaux / Conforter et étendre un service d'appui aux communes

De nouveaux services numériques 92

Un nouveau service à destination des 39 communes 93

Le Pacte Territorial de Relance et de Transition Energétique. 94

Développer les coopérations /Faire vivre notre pacte de gouvernance / Faire évoluer les modes de coopération pour déployer le Projet de Territoire

Fédérer les intercommunalités autour de thématiques communes 95

La gouvernance de m2A reconnue à l'échelle nationale. 96

Favoriser la cohésion entre les communes de l'Agglomération 97

Le Conseil de développement au service de l'intérêt général. 97

Les coopérations transfrontalières, enjeu d'avenir 98

.05

Vie de l'Agglomération 100

Se donner les moyens de nos ambitions par un budget élaboré au service de notre investissement

Finances : les chiffres clés 102

Les dépenses communautaires 103

Une direction à l'écoute de 1 700 agents. 104

Faire évoluer nos modes de fonctionnement pour déployer le Projet de Territoire

Le bien-être des agents, une priorité ! 105

Les cartographes du territoire. 106

Conseils juridiques et stratégies achats 106

Les spécialistes de l'informatique et des télécommunications 107

AMBITION

.01

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

UNE NOUVELLE RÉGIE AU SERVICE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Depuis le 1er janvier 2023, la Régie de l'Eau m2A assure la fourniture de 15 millions de m³ d'eau sur 35 communes de l'Agglomération.

Avec son Projet de Territoire « Vision 2030 », m2A s'est donnée pour ambition d'être un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique. Elle s'engage à garantir sur tout le territoire un accès à une eau de qualité, par une gestion sûre et durable de la ressource « Eau », dont elle a la compétence. Avec la création de la Régie de l'Eau m2A au 1er janvier 2023, l'Agglomération se mobilise au quotidien pour assurer la continuité et la qualité du service rendu aux 58 000 abonnés sur le territoire.



CHIFFRES CLÉS

Sur le territoire de m2A, l'Eau représente :
- Près de **264 000** habitants desservis **;**
- **58 000** abonnés **;**
- **1 500** km de réseaux et 30 réservoirs ;
- **3** unités **de traitement ;**
- **15** millions de m³ consommés chaque année**.**

La nouvelle Régie de l'Eau m2A a en charge :
- la production d'eau, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- la réalisation des travaux et des contrôles du réseau de production - distribution ;
- les études relatives à la gestion de l'eau potable ;
- la relation avec les usagers.



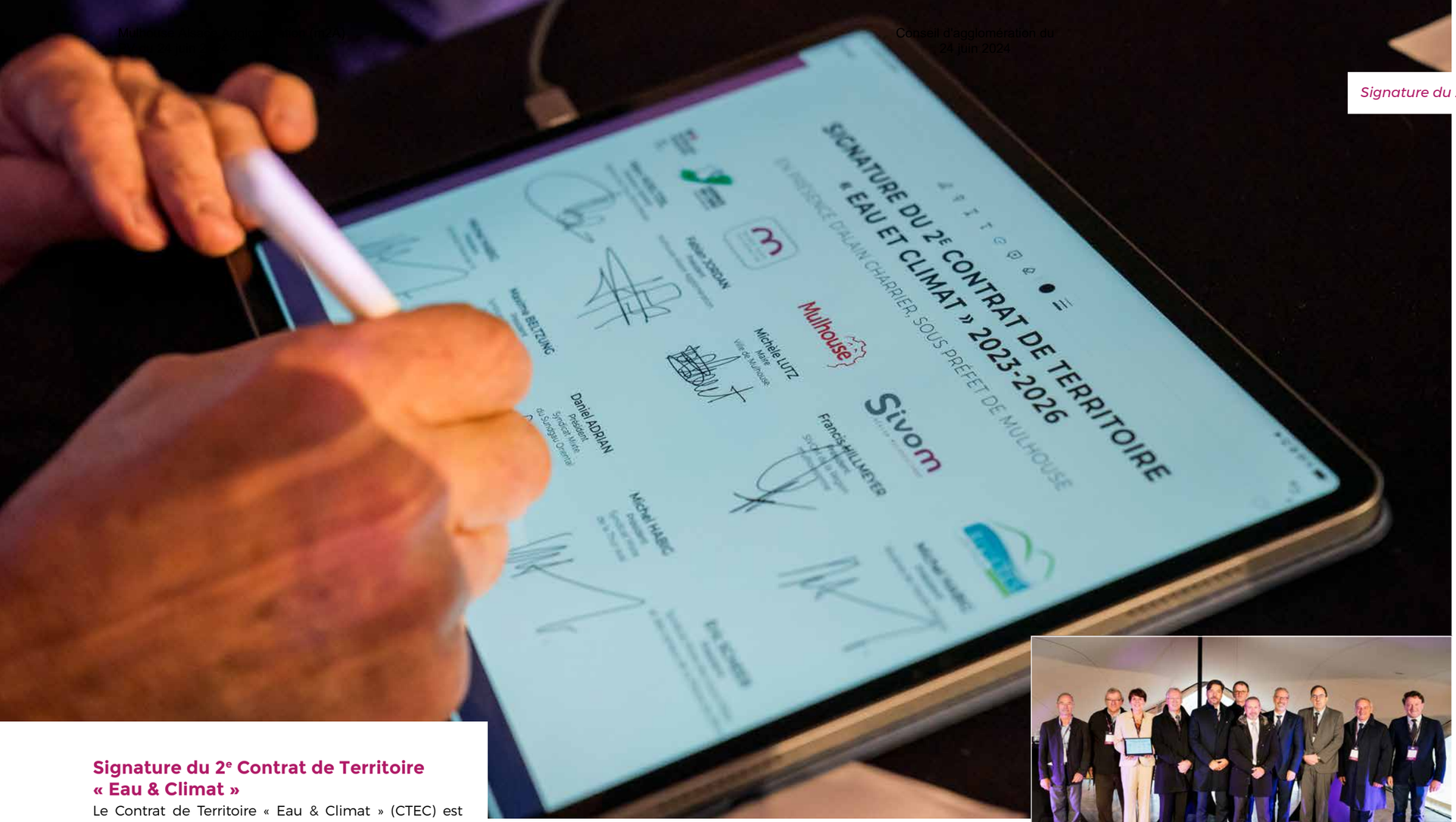
Une feuille de route pour les 10 prochaines années

Assurer en tout temps aux abonnés de la Régie de l'Eau m2A, une eau de qualité, en quantité suffisante et au meilleur prix, tel est l'objectif de l'étude actuellement menée par les agents de l'Agglomération. Initié en 2022 pour le périmètre de m2A et du SIVU de Heimsbrunn, le schéma directeur d'adduction en eau potable permettra à m2A de redéfinir des zones de distribution cohérentes et de proposer des ouvrages à rénover, créer ou supprimer.

Ce schéma directeur, en cours d'élaboration, devrait être approuvé en Conseil d'Agglomération à la fin de l'année 2024. La Régie de l'eau m2A disposera alors d'un plan d'investissement hiérarchisé (incluant des demandes de subventions) et d'une feuille de route pour la décennie à venir. Elle bénéficiera également d'une nouvelle base de données et de nouveaux outils de gestion, en vue d'une meilleure exploitation des réseaux et des infrastructures. Cette étude est financée par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse à hauteur de 225 610 €.

72 M€

C'est le budget 2023 de la Régie de l'Eau m2A, avec plus de 50 millions d'€ en fonctionnement et près de 22 millions d'€ en investissement.



Signature du 2e Contrat de Territoire « Eau & Climat »

Signature du 2e Contrat de Territoire « Eau & Climat »

Le Contrat de Territoire « Eau & Climat » (CTEC) est un outil qui permet aux collectivités de bénéficier de subventions et de recevoir un appui technique dans le cadre des projets concernant l'eau et le climat. Fruit d'un partenariat financier entre l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, la Région Grand Est et les principaux acteurs du territoire mulhousien, le premier CTEC du bassin Rhin-Meuse a été signé en 2019.

Conclu pour une période de quatre ans, il comprenait un large programme d'actions dont la réalisation et le bilan positif allaient en faveur d'un renouvellement de contrat. Le deuxième CTEC a ainsi été signé en octobre 2023, sur le site de la Régie de l'Eau m2A.

Ce 2e Contrat de Territoire « Eau & Climat » vient renforcer la dynamique locale, présente depuis de nombreuses années autour de la préservation, la protection des ressources naturelles et l'atténuation des effets du changement climatique. Il se base sur trois grandes priorités :

- préserver la ressource en eau et les milieux naturels ;
- adapter le territoire au changement climatique ;
- mobiliser et dynamiser le territoire.

Le Contrat de Territoire
« Eau & Climat » 2023-2026
représente
67 930 528 €
de budget prévisionnel
pour **47** actions identifiées

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

AGENCE DE L'EAU RHIN•MEUSE

Un chantier d'envergure au siège de la Régie de l'Eau m2A

Débutés en septembre 2022 et prévus jusqu'au 2e semestre 2025, les travaux d'amélioration du site de captages du Hirtzbach à Mulhouse, siège de la Régie de l'Eau, ont pour ambition de rénover et de sécuriser le site, en éloignant des captages toute activité présentant un risque de contamination de l'eau.

Une réflexion en lien avec l'Agence Régionale de Santé et une hydrogéologue agréée a permis de valider des aménagements et le déplacement de certaines activités potentiellement à risque. Le projet agit sur plusieurs axes, tels que le réseau d'assainissement, la voirie, les espaces verts, les clôtures (pour sécuriser le Périmètre de Protection Immédiat) et l'organisation des activités et des stockages au sein des bâtiments. L'objectif principal étant la protection et la sécurisation de la ressource en eau, qui alimente près de 200 000 habitants du territoire.

Dans une démarche à la fois écologique et économique, l'installation de panneaux photovoltaïques sur certains parkings du siège de la Régie de l'Eau m2A est envisagée courant 2025. Cette installation permettrait une autoconsommation pour le pompage et la recharge des véhicules électriques, et donc une baisse de la facture d'énergie qui représente actuellement plus de 500 000 € par an. ■





Jean-Roch Garaud, Mickaël Freudenreich et Didier Kern en charge de la Maîtrise d'Ouvrage du chantier de la Régie de l'Eau m2A.

m2A. & moi
#NosAgentsOntDuTalent

La Régie de l'Eau m2A
en travaux



Centrale Thermique de l'Illberg

PLAN CLIMAT NOUVELLE DONNE

m2A, AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 2023, le schéma directeur de m2A en matière d'énergies et de réseaux de chaleur est entré dans une nouvelle phase opérationnelle pour tendre vers l'autonomie énergétique.

Dans le cadre de son Projet de Territoire « Vision 2030 », Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'est donnée pour première ambition d'être un territoire de nouvelle donne environnementale et énergétique. Pour y parvenir, l'un de ses objectifs est de tendre vers l'autonomie énergétique de son territoire. Elle a ainsi mis à jour en 2020 son schéma directeur des énergies et des réseaux de chaleur, qui passe en 2023 dans une nouvelle phase opérationnelle d'extension du réseau de chaleur, avec le déploiement du réseau de chaleur « Centre Agglomération » et d'un réseau de transport de la chaleur fatale entre la bande rhénane et l'Illberg, réalisé et exploité par la société d'économie mixte (SEM) « m2A Energies ».

SUD ALSACE #BLUE INDUSTRIES

m2A ÉNERGIES

La récupération de la chaleur fatale, levier majeur du schéma directeur

La mise à jour du schéma directeur des énergies et des réseaux de chaleur a débuté en 2020 par une phase prospective autour de 3 enjeux majeurs :

- l'avenir de la cogénération de l'Illberg (la cogénération est la production simultanée de deux formes d'énergies différentes. Il s'agit de la chaleur et de l'électricité pour la Centrale Thermique de l'Illberg),
- la valorisation des ressources du territoire,
- les perspectives de développement des réseaux de chaleur

À l'issue de cette étude, 3 scénarios ont été proposés dans le cadre de cette vision prospective, à savoir :

- le maintien de la cogénération (avec différents types de contrats d'achat d'électricité),
- le recours à d'autres moyens de production EnR, notamment la biomasse d'origine végétale issue du bois,
- et enfin, la récupération de chaleur fatale industrielle (perdue si non récupérée) via la réalisation d'un réseau de transport.

Fin 2021, le comité de pilotage de ce schéma directeur a validé la poursuite des études du 3e scénario, incluant la récupération de la chaleur fatale des industriels de la bande rhénane pour alimenter le réseau de l'Illberg et accroître le nombre de bénéficiaires de chaleur décarbonée (sans CO_2 - gaz à effet de serre) sur le territoire de l'Agglomération, avec :

- **la réalisation d'un réseau de transport d'une trentaine de kilomètres entre la bande rhénane et l'Illberg, permettant ainsi d'alimenter de nouveaux clients potentiels, industriels, logements ou acteurs du tertiaire,**
- **le déploiement d'un nouveau réseau de chaleur « Centre Agglomération »**, dans le cadre d'une délégation de service public, venant s'ajouter à la liste des réseaux de chaleurs existants, d'intérêt communautaire depuis 2018 :
  1. le réseau de chaleur de l'Illberg,
  2. le réseau de chaleur de Rixheim,
  3. le réseau de chaleur de Rixheim – Riedisheim – Illzach – Mulhouse
  4. et désormais le réseau de chaleur « Centre Agglomération », principalement alimenté en énergie de récupération (chaleur fatale industrielle…).

Fin 2022, la restitution de ces études de faisabilité juridique, technique et financière a été faite lors d'un comité de pilotage final. Ainsi, en 2023, le projet est entré en phase opérationnelle. À l'horizon 2026, il permettra un verdissement du mix énergétique utilisé dans l'Agglomération, à hauteur de plus de 200 GWh/an.



Centrale Thermique de Rixheim



Site industriel Butachimie situé à Chalampé

La création de la SEM « m2A Energies »

Pour la réalisation et l'exploitation de ce réseau de transport, le choix s'est porté sur la constitution d'une société d'économie mixte (SEM), « m2A Energies », constituée de m2A et de R-CUA (Réseaux de Chaleur Urbains d'Alsace).

R-CUA est un partenaire d'expertise de m2A, qui détient déjà 51 % de VALORIM, société qui assure pour le compte de m2A en DSP l'exploitation du réseau historique de Rixheim et du dernier réseau de chaleur de Rixheim – Riedisheim – Illzach – Mulhouse.

La SEM « m2A Energies » est officiellement constituée par l'adoption en Conseil d'Agglomération du 26 juin 2023 de ses statuts, du pacte d'actionnaires et la nomination de ses administrateurs.

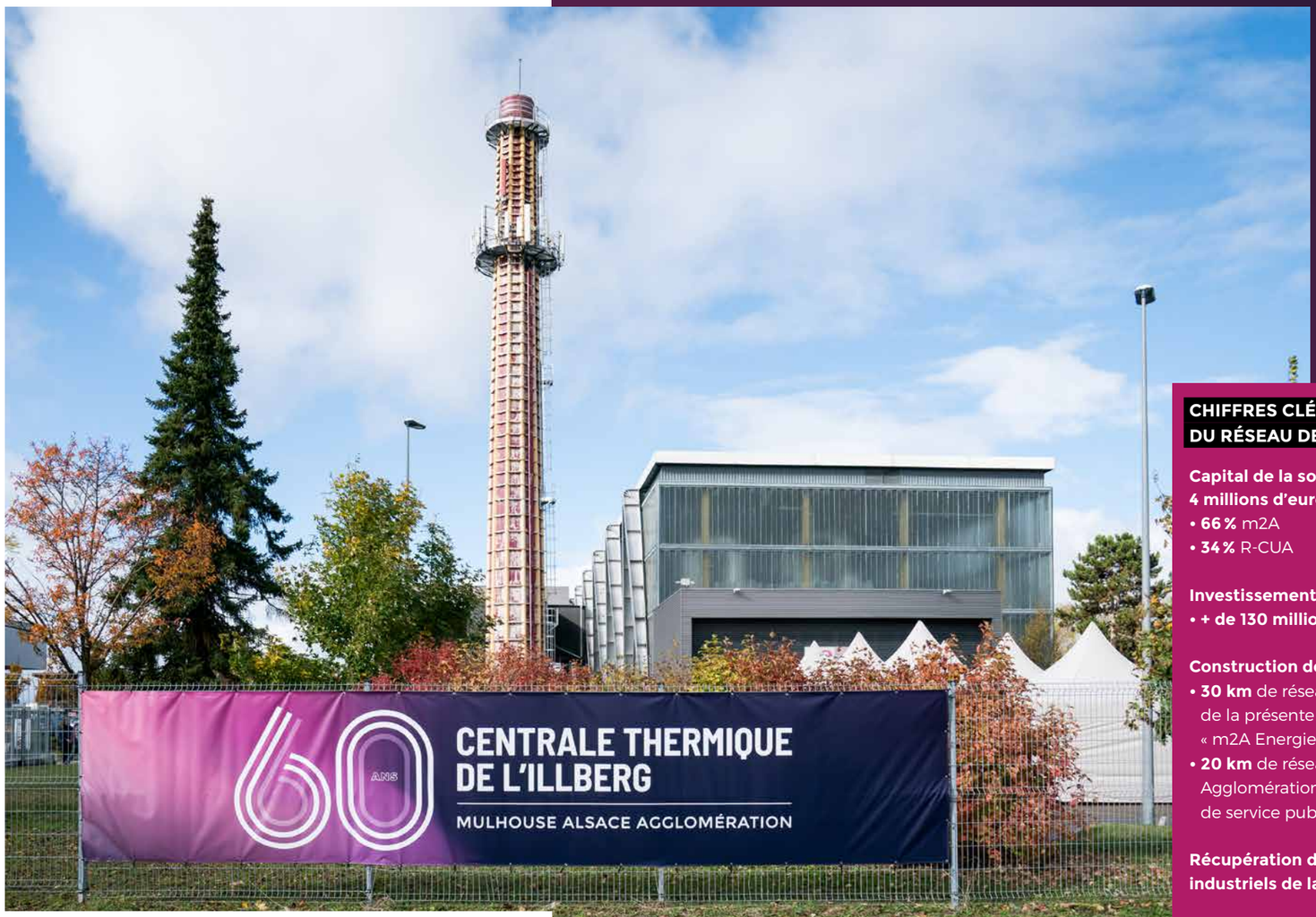


Lancement de la SEM « m2A Energies »

Centrale Thermique de l'Illberg : 60 ans d'excellence énergétique

Infrastructure emblématique des énergies vertes, la Centrale Thermique de l'Illberg se positionne au cœur de la stratégie de transition énergétique menée par m2A, dans le cadre de son Plan Climat Nouvelle Donne. Mis en service en 1962, cet équipement industriel de pointe a célébré en 2023 son 60e anniversaire.

La Centrale Thermique de l'Illberg est un outil d'excellence énergétique du territoire, orienté vers le développement d'une économie décarbonée. Ce réseau de chaleur urbain s'étend sur 17 kilomètres de réseau de distribution en acier calorifugées, avec 71 points de livraison. Il assure notamment la production de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire du Campus de l'Illberg, du quartier des Coteaux, du Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace (GHRMSA), de la piscine de l'Illberg, du quartier Bel-Air ; soit l'équivalent de 14 000 logements raccordés.



m2A maîtrise la production, la distribution et le coût de la chaleur de la Centrale Thermique de l'Illberg. Chaufferie urbaine de grande puissance, elle fonctionne en continu depuis 2014 au bois, au gaz naturel et au fuel, conformément à l'engagement de l'Agglomération, pour favoriser le mix énergétique. 57% de la chaleur produite est d'ailleurs issue de l'énergie renouvelable bois-énergie. ■

Les temps forts de la Centrale Thermique de l'Illberg



Visite de la Centrale Thermique de l'Illberg à l'occasion de son 60e anniversaire

CHIFFRES CLÉS DU PROJET D'EXTENSION DU RÉSEAU DE CHALEUR DE m2A

Capital de la société « m2A Energies » : 4 millions d'euros
- **66 %** m2A
- **34 %** R-CUA

Investissements massifs prévisionnels :
- **+ de 130 millions** d'euros

Construction de 50 km de réseaux :
- **30 km** de réseau de transport, objet de la présente délibération, à créer par la SEM « m2A Energies »
- **20 km** de réseau de distribution (Centre Agglomération), objet d'une future délégation de service public, lancée début 2024

Récupération de chaleur fatale sur des sites industriels de la bande rhénane :

Plus de 200 GWh/an à compter de 2026
- +100 GWh/an dans le cadre de la DSP Centre Agglomération, soit l'équivalent de 10 000 logements supplémentaires (nouveaux abonnés)
- un verdissement de la Centrale Thermique de l'Illberg avec une évolution positive de près de 60 % à plus de 80 % d'EnR-R (énergies renouvelables et de récupération)
- accompagnement du projet de décarbonation du Pôle STELLANTIS Mulhouse, mené dans le cadre du plan stratégique « Dare Forward 2030 ».

m2A, TERRITOIRE DE TOUTES LES MOBILITÉS

Laboratoire européen des mobilités

Mulhouse Alsace Agglomération, Autorité Organisatrice des Mobilités (AOM), positionnée comme Laboratoire européen des mobilités, a poursuivi en 2023, son engagement dans la promotion des mobilités douces et partagées.

En accord avec son Plan Climat Nouvelle Donne, m2A s'affirme comme un territoire engagé en faveur de l'environnement, de l'attractivité et de la qualité de vie. Dans le domaine de la mobilité, ces engagements se déclinent par une mobilité plus durable, plus propre et plus innovante, avec le développement de l'usage des transports publics et des modes doux.

Un nouvel axe cyclable reliant deux communes de l'Agglomération

Dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement des itinéraires cyclables et pédestres, m2A a réalisé un itinéraire en site propre sécurisé pour les piétons et les cyclistes, parallèle à la route départementale 19 entre les communes de Staffelfelden et Wittelsheim. Ce projet a consisté en l'aménagement d'une voie verte de 3 mètres de large entre des aménagements préexistants :

- la passerelle sur la Thur à l'extrémité de la rue de la République à Staffelfelden ;
- la piste cyclable rue de Staffelfelden à Wittelsheim.

Il répond à trois objectifs principaux :

- favoriser les déplacements à vélo du quotidien en créant un itinéraire direct et sécurisé entre les deux communes, qui permet de ne plus rester dans la circulation générale sur la RD 19 ;
- sécuriser en particulier l'accès pour les enfants de Staffelfelden au collège de Wittelsheim ;
- proposer un lieu de promenade à l'abri de la circulation, accessible aussi bien aux cyclistes de loisirs qu'aux familles à pied et aux personnes à mobilité réduite des deux villages.

1 270 m
d'aménagement
Coût total du projet : 595 200 € HT, part m2A : 345 400 € HT.

Nouvelle piste cyclable reliant Staffelfelden à Wittelsheim



Un accès cyclable sécurisé vers la Maison du Territoire

Pour permettre aux nouveaux locataires de la Maison du Territoire de se rendre sur leur lieu de travail à vélo, en toute sécurité, Mulhouse Alsace Agglomération a aménagé l'accès à la ZA (Zone d'activité) Espale, au droit des giratoires « Pflimlin » et « Adenauer ». Jusque-là, les cyclistes devaient s'insérer dans la circulation très dense de ces giratoires. Une voie verte a ainsi été créée, reliée à celle déjà existante, longeant la RD 38.

Coût total du projet : 358 500 €, part m2A : 222 640 € HT

Extension des lignes de bus C6 et 14

En vue d'améliorer la desserte sur le territoire et de promouvoir l'usage des transports en commun, deux lignes de bus ont été étendues : C6 et 14. Ainsi, depuis le 23 novembre 2023, la ligne C6 dessert la ZA Espale vers le terminus « Maison du Territoire ». En plus de l'aménagement de 2 quais Avenue Konrad Adenauer, une zone de retournement et de battement a été créée à l'intérieur de la Maison du Territoire afin de faciliter l'exploitation de la ligne et de limiter les kilomètres Haut-le-Pieds (kilomètres non commerciaux). Par ailleurs, depuis le 27 février 2023, la ligne 14 a pour terminus le « Super U » de Brunstatt-Didenheim, et dessert désormais les arrêts « Vignerons », « Clémenceau » et et « Schultz ». Cette extension offre ainsi de nouveaux points de correspondance entre deux lignes, permettant par exemple aux habitants de la commune de rejoindre la Gare Centrale en 1 correspondance.

332 675 € TTC
investis par m2A pour les travaux d'extension de la ligne C6.



Ligne Soléa C6



Renouvellement du scellement des rails du tramway réalisé sur le Pont Stoessel à Mulhouse

Un programme de travaux massifs engagés sur les infrastructures du tramway

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est propriétaire des infrastructures de tramway et des tramways qui y circulent. Par le biais d'une délégation de service public, m2A les met à disposition de Soléa pour le transport de voyageurs.

Dix-sept ans après la mise en service du tramway dans l'Agglomération, des opérations d'entretien et de renouvellement des infrastructures sont nécessaires. m2A finance ces opérations, les planifie et les pilote en collaboration étroite avec Soléa, et en concertation avec la SNCF et la Ville de Mulhouse dans le cadre de leurs propres organisations et plans de charges prévisionnels.

3 ouvrages d'art ont ainsi été prévus, deux en 2024 (le Pont de Bourtzwiller et le Pont de la Mertzau) et un en 2023. Il concerne le Pont Stoessel, qui a fait l'objet d'un renouvellement du scellement des rails. Cette intervention a également été l'occasion de remettre en état les joints de dilatation de l'ouvrage sur la largeur de la plateforme tramway et d'optimiser l'étanchéité de l'ouvrage.

Afin de limiter l'impact du chantier sur les usagers, celui-ci a été programmé durant la période estivale (du 17 juillet au 26 août 2023), en même temps que les travaux quinquennaux prévus par la Région au niveau de la voie dédiée, empruntée aussi par la ligne 3 du tramway et le tram-train. De plus, des bus de substitution ont été mis en place par Soléa, du lundi au dimanche pour la durée des travaux, sous le nom de « Plan B2 » et « Plan B3 », et la SNCF a déployé des TER supplémentaires. ■

595 000 € HT
Il s'agit du montant des travaux réalisés pour les infrastructures de tramway sur le Pont Stoessel.

2024783



Habillage du module de tramway à l'arrêt Tour Nessel, réalisé par l'artiste Alexandre Poulaillon

Quand l'art rencontre les mobilités

Du 16 au 22 septembre 2023, les acteurs de la mobilité du territoire ont animé la Semaine européenne de la mobilité. Ce temps fort a permis de valoriser le positionnement de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) en matière de transports : un laboratoire européen des mobilités. En effet, l'Agglomération innove constamment sur ce thème. Au-delà d'avancées majeures technologiques, m2A apporte également un angle artistique à ses nombreuses offres de déplacement. Art et mobilités se connectent ainsi sur le territoire de tous les possibles. Tel est le cas des emblématiques arches, réalisées par Daniel Buren, qui surplombent certaines stations de tramway à Mulhouse depuis 2006. Majestueuses et uniques, les arches de Buren ont fait l'objet d'une restauration en 2023 dans le respect des couleurs d'origine et de la signature de l'artiste.

Un autre projet artistique remarquable initié par m2A, consiste en l'habillage de modules de station de tramway. Le premier, signé Fanny Delqué, est visible à l'arrêt « Porte Haute ». m2A a souhaité renouveler l'expérience en 2023 en faisant appel à deux nouveaux artistes pour habiller deux nouveaux modules de stations de tramway :
- Laurence Mellinger à l'arrêt Cité administrative
- Alexandre Poulaillon à l'arrêt Tour Nessel.

Les stations de tramway ne sont pas les seules mobilités du territoire à bénéficier d'un design exceptionnel. En effet, 12 bus de la flotte « biogaz » ont d'ores et déjà été revêtus d'œuvres d'art sur la façade intérieure arrière des véhicules. Des fresques grandioses dessinées par des artistes locaux. En 2023, c'est l'artiste plasticienne Céline Lachkar qui relève cette fois le défi de proposer une œuvre respectueuse du design intérieur et de l'action menée en faveur de la transition écologique.

Six EPCI du Haut-Rhin s'engagent en faveur du covoiturage

Afin de répondre au défi d'une mobilité plus durable, tous les EPCI du Haut-Rhin se sont mobilisés et ont construit ensemble un Schéma directeur des Mobilités. Dans le cadre de ce Schéma directeur des Mobilités adopté à l'échelle du Haut-Rhin, la question du covoiturage a suscité l'intérêt de beaucoup, et tout particulièrement de six EPCI prêts à s'engager collectivement pour proposer ce nouveau service complémentaire de déplacement, notamment dans le cadre des trajets domicile-travail.

Par ailleurs, en 2023, le Gouvernement a accéléré le développement du covoiturage avec le lancement du Plan national covoiturage du quotidien. Plusieurs aides financières via le Fonds vert pouvant atteindre 50 % des dépenses ont ainsi été mises en place. C'est dans ce contexte favorable que six EPCI du Haut-Rhin ont décidé de s'engager via le dispositif commun élaboré par le groupe de travail « Covoiturage », en s'appuyant sur l'application Klaxit par BlaBlaCar Daily. Toutes soutiennent financièrement le développement du covoiturage sur leur territoire afin d'encourager les automobilistes à partager leurs trajets du quotidien via l'application Klaxit par BlaBlaCar Daily.

Grâce à l'aide financière des EPCI, les conducteurs peuvent recevoir jusqu'à 3 € par passager par trajet et ce dernier ne coûte que 0,50 € pour le passager. Pour m2A, le covoiturage présente un potentiel de développement important avec un impact significatif sur la réduction des consommations énergétiques et sur la baisse du trafic, en phase avec les ambitions de son Plan Climat Nouvelle Donne. Il s'agit d'une solution intéressante pour répondre aux besoins de mobilité dans les territoires peu denses et mal desservis, ainsi que d'une mesure d'accompagnement à la ZFE-m.

100 000 €
investis par m2A dans le covoiturage

Six EPCI engagés pour le développement du covoiturage :

- Mulhouse Alsace Agglomération (m2A),
- Saint-Louis Agglomération,
- la Communauté de communes de la Région de Guebwiller,
- la Communauté de communes Centre Haut-Rhin,
- la Communauté de communes Alsace Rhin-Brisach
- la Communauté de commune Pays de Rouffach, Vignobles et Châteaux.



Challenge Vélo m2A 2023 : une édition record !

m2A se donne pour ambition de réduire l'empreinte carbone de nos déplacements, de contribuer à réduire le réchauffement climatique et d'améliorer la qualité de l'air. Pour y parvenir, l'Agglomération propose plusieurs moyens d'actions, dont le Challenge Vélo m2A. L'édition 2023 s'est tenue du 02 au 28 mai, marquée par plusieurs nouveautés. Le défi s'est ouvert aux indépendants et autoentrepreneurs du territoire. De plus, le Challenge Vélo m2A est devenu solidaire en soutenant deux associations locales : « En avant les Amazones » et « Prévention Routière ».

Ce ne sont pas moins de 123 structures qui ont pris part au Challenge Vélo m2A 2023, contre 54 en 2022 ! Près de 115 classes de différents établissements scolaires de l'Agglomération (maternelle, primaire, collège et lycée) ont relevé le défi. Cette édition 2023 comptabilise au total 1 115 participants professionnels, signe de mobilisation de l'ensemble du territoire. Grâce aux kilomètres parcourus, le Challenge Vélo m2A a fait don de deux chèques de 2 500 € aux associations soutenues ! Les efforts et l'engagement de tous ont permis d'atteindre des chiffres records. Une belle réussite collective en faveur de l'environnement !

25
tonnes de CO_2 économisées

116 343
km parcourus dans l'Agglomération

25
allers-retours entre Paris et New York.



1re édition de la Fête du Vélo

Après le Challenge Vélo m2A, les habitants de l'Agglomération et de toute l'Alsace ont été invités à participer à un événement unique sur le territoire : la Fête du Vélo m2A. La première édition s'est tenue dimanche 25 juin 2023, autour du Village Vélo m2A, situé au Campus de l'Illberg à Mulhouse. Il a ainsi accueilli les acteurs de la mobilité du territoire afin d'inciter à la pratique du vélo et d'informer les participants quant aux différentes mobilités douces existantes. En cohérence avec son Plan Climat Nouvelle Donne, m2A a invité les participants à se rendre au village par le biais de 5 circuits cyclables préalablement identifiés en départ des communes suivantes : Kingersheim, Zillisheim, Zimmersheim, Petit-Landau et Mulhouse. La Fête du Vélo m2A a également été l'occasion de célébrer le sport à l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, l'événement étant organisé en collaboration avec le service des Sports de m2A, dans le cadre du programme « Terre de Jeux 2024 » et de la Journée olympique et paralympique. ■





Plus de 115 000 km à vélo !

PLAN CLIMAT : POUR UNE MEILLEURE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Engagée depuis plus de 15 ans contre le dérèglement climatique, m2A renforce son engagement en faveur de la transition énergétique avec son 3e Plan Climat : « Nouvelle donne ».

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet d'engager la collectivité dans une démarche de transition énergétique efficace. Comme son nom l'indique, il répond à l'ensemble des problématiques liées à l'air, à l'énergie et au climat sur le territoire.

Adopté fin 2022 et mis en œuvre dès le début de l'année 2023, le nouveau Plan Climat de m2A court sur une durée de 6 ans (2028), avec un bilan intermédiaire prévu en 2025. Il vise à définir et à mettre en œuvre un programme d'actions locales, en s'appuyant sur plusieurs objectifs :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- tendre vers la sobriété énergétique ;
- favoriser la production d'énergie renouvelable ;
- améliorer la qualité de l'air sur le territoire
- adapter le territoire aux changements climatiques.



Un accompagnement financier pour répondre à la crise énergétique

Lancé en 2021 par m2A, le Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale soutient les communes de l'Agglomération dans leurs efforts pour la transition écologique. Il permet notamment le financement de projets en faveur des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre.

En 2023, le Fonds Climat de m2A a permis d'accompagner 29 communes dans la réalisation de 42 projets, pour un montant total de 1,47 million d'€. Ces investissements ont par exemple servi à la rénovation de parcs d'éclairage public et de bâtiments, l'achat de véhicules électriques en remplacement de véhicules thermiques, ou encore l'installation de panneaux photovoltaïques. ■

2 M€

C'est le montant de l'enveloppe dédiée chaque année au Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale de m2A, soit 45 000 € par commune.





Atelier organisé lors de la Journée Climat-Santé

Une journée pour s'engager

Pour présenter son nouveau PCAET et insuffler une dynamique collective sur le territoire, m2A a organisé en mai 2023 la 1re Journée Climat-Santé. Dédié à tous les acteurs du territoire (élus, partenaires, grand public de tout âge), cet événement fut l'occasion d'évoquer les grands enjeux écologiques et le lien entre climat et santé.

Échanges autour du Plan Climat, formation pour les élus, création d'un « territoire idéal » par les plus jeunes, ciné-débat : quatre ateliers ont été proposés aux participants, pour leur permettre de s'approprier le sujet et de s'engager aux côtés de m2A.

UNE AGRICULTURE TOUJOURS PLUS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT

Offrir à la population un meilleur accès à une alimentation saine, locale, écologique et équitable : telle est l'ambition de m2A à travers son Projet Alimentaire Territorial (PAT)

Depuis 2009, Mulhouse Alsace Agglomération inscrit l'agriculture durable – à savoir locale et respectueuse de l'environnement – comme un axe fort de sa politique en matière de développement durable. Labellisée deux fois par le Ministère de l'Agriculture (en juin 2018 et en août 2021), le Projet Alimentaire Territorial porté par l'Agglomération s'articule autour de 5 objectifs :

- développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental ;
- permettre l'accessibilité à tous à une alimentation saine et de qualité ;
- maintenir et développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité ;
- contribuer à une filière équitable ;
- tendre vers davantage d'autonomie alimentaire sur le territoire.

Mise en place des 1ers Paiements pour Services Environnementaux (PSE)

Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) sont un dispositif de rémunération des agriculteurs qui valorisent les pratiques protégeant et améliorant les qualités des ressources en eau, tout en préservant la biodiversité et les paysages. Ils sont actés par un contrat de 5 ans. Celui-ci est signé par chaque agriculteur qui s'engage, en contrepartie d'un paiement annuel, à créer ou maintenir les services environnementaux ciblés.
Durant l'été 2023, 15 nouveaux diagnostics ont été réalisés pour aboutir à la signature de 10 contrats supplémentaires.

245 901 €

C'est le budget engagé en 2023 en faveur de 42 agriculteurs bénéficiaires du PSE.

Pour 2024, le budget prévisionnel a été fixé à 300 000 €.
Le financement du dispositif est assuré par m2A et sa régie de l'Eau, le SIVOM, et bénéficie d'une subvention de l'AERM (Agence de l'Eau Rhin-Meuse).

Des circuits courts et bio dans la restauration hors domicile

La promotion d'une agriculture durable passe par le développement des circuits courts et de l'agriculture biologique, notamment dans la restauration collective. C'est dans cette optique que m2A propose depuis 2016 l'opération « OPEBIO », en partenariat avec « Bio en Grand Est ».
En 2023, 14 975 € ont été investis pour accompagner les services périscolaires et d'autres structures à l'intégration dans leurs menus de produits locaux, sains et bio. Deux secteurs de communes (les collines et le Bassin Potassique autour de Pulversheim) ont également pu bénéficier de cet accompagnement, avec une piste de filière sur les céréales anciennes et des plantations de haies sur le secteur collines.

UNE COOPÉRATION EFFICACE POUR PLUS D'ACTIONS

Signée en 2022, une convention-cadre de partenariat vient acter la collaboration entre la Chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA), la Ville de Mulhouse, le SIVOM de la région mulhousienne et m2A. Conclue pour la période 2022-2026, cette convention vise à coordonner les efforts des signataires, à consolider leurs actions respectives et à réaliser ensemble des actions nouvelles, en faveur de l'agriculture et du PAT.



Mathieu Wicky, Les Fruits de l'Igeltal à Brunstatt-Didenheim

Accompagnement des agriculteurs dans leurs projets

En 2023, 11 500 € ont été engagés par m2A pour Terres de Lien Alsace afin d'accompagner les communes et les agriculteurs dans leurs projets agricoles. L'objectif est de limiter l'étalement urbain et de développer l'agriculture urbaine et périurbaine à faible impact environnemental pour accroitre la production vivrière et soutenir les producteurs engagés dans une agriculture à faibles intrants et/ou biologique et aux variétés adaptées au territoire. Cette aide a permis notamment l'accompagnement de 5 agriculteurs pour la reprise de leur ferme.

Des filières agricoles à faible impact sur la ressource en eau

Dans le cadre du Contrat de Territoire Eau et Climat (CTEC), m2A et les structures du Sud Alsace ont initié en 2022 une étude diagnostic des systèmes alimentaires en Sud Alsace (SASA). Portée par m2A, cofinancée par l'ensemble des partenaires du Sud Alsace et subventionnée à hauteur de 80 % par l'AERM, cette étude répond à quatre objectifs :

- Connaître l'offre et l'organisation des filières ;
- Définir les enjeux et les vulnérabilités par territoire et à l'échelle du Sud Alsace ;
- Organiser une synergie des actions dans un objectif de meilleure efficacité ;
- Coordonner les politiques d'intervention.

En 2023, 4 nouveaux ateliers sont venus compléter l'étude, permettant au Comité technique de débuter la phase de travail sur la priorisation, la mise en calendrier et la base des futures actions.

La grande « Marmite à projets »

Portée et financée par m2A, animée par Ecooparc, la « Marmite à projets » est un dispositif d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets. Lauréat de « France relance », cet outil d'ingénierie et d'animation favorise la création, le suivi ou l'accompagnement d'activités et de projets répondant aux objectifs du PAT. 19 projets ont déjà été soutenus depuis 2022, avec l'aide financière de m2A (21 000 € investis en 2023, soit un total de 60 000 € sur 4 ans).

Le concours « Soyons Food : les Fermes de demain »

Venant concrétiser son ambition en matière d'agriculture durable, m2A a organisé en 2023 la 2e édition de son concours « Soyons Food : les Fermes de demain». Lancé en 2021 dans le cadre du PAT, ce concours a pour but d'encourager et d'aider les nouveaux agriculteurs du territoire. Chaque année, trois lauréats peuvent ainsi bénéficier d'une dotation financière de 5 000 €.
Les 3 fermes lauréates de l'édition 2022 du concours ont été dévoilées en mai 2023. Bravo à Landry Martin (Le Voisin Maraîcher, à Illzach), Hugues Schildknecht (Jardins de la Doller, à Lutterbach) et Mathieu Wicky (Les Fruits de l'Igeltal, à Brunstatt-Didenheim). ■



PROPRETÉ ET COLLECTE : DES SERVICES MOBILISÉS POUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANTS

Les services de propreté et de gestion de déchets de m2A œuvrent quotidiennement pour maintenir l'attractivité et la salubrité du territoire.

Grands nettoyages de printemps

Le 29 mars 2023, plus de 100 agents communautaires et municipaux du territoire de m2A ont participé à la 29e édition du traditionnel nettoyage de printemps. Cette action engagée et écologique a permis le ramassage de plus de 7,8 tonnes de déchets sur les communes de Mulhouse et Pulversheim. Les communes de Bantzenheim et Berrwiller ont elles aussi réalisé des opérations similaires.

Un second nettoyage de printemps, ou « Osterputz », a été organisé en avril sur le réseau routier de l'entrée de ville située dans le secteur du cinéma Kinepolis de Mulhouse. Cette opération a été menée par m2A et la Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace (CeA). ■

Lutter efficacement contre les dépôts sauvages

Système de collecte des déchets en porte-à-porte, accès à 15 déchèteries, présence de nombreux Points TRI sur l'ensemble du territoire, mise à disposition de 4808 corbeilles (dont 71 installées en 2023)... De nombreuses solutions sont proposées aux habitants pour faciliter la gestion de leurs déchets. Malgré cela, les agents du service propreté de m2A continuent d'agir pour lutter contre les dépôts sauvages et autres incivilités.

Parmi les grandes actions menées en 2023, m2A s'est engagée à réduire le nombre de mégots de cigarettes jetés sur l'espace public. Cette volonté passe par une contractualisation avec l'éco-organisme Alcome, agréé par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre la filière à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) des produits du tabac. Ce contrat avec Alcome permet à m2A de percevoir différentes aides, notamment financières (environ 378 000 € par an), pour le nettoiement et l'achat de mobiliers de collecte, ainsi que la mise en place d'actions de sensibilisation et de communication.



Pour lutter contre les dépôts sauvages et permettre l'identification des contrevenants, et ainsi leur interpellation et leur verbalisation, m2A et la Ville de Mulhouse ont également participé à un test de caméra dotée d'intelligence artificielle, avec l'entreprise Vizzia. ■

Collecte des déchets : une réflexion écoresponsable

Aujourd'hui, les biodéchets, principalement les déchets alimentaires, représentent encore 30 % des déchets ménagers des foyers. Afin de répondre aux besoins des habitants et d'optimiser la valorisation de ces déchets organiques, m2A et le SIVOM de la région mulhousienne ont lancé une étude concernant la collecte des biodéchets sur le territoire.
Cette étude a pour but d'examiner les différentes options de collecte (points d'apport volontaire, collecte à domicile...) et les solutions de traitement. Les collectes de biodéchets déjà existantes seront prises en compte dans les plans de déploiement de la collecte des biodéchets d'ici 2024-2025.

En parallèle, une seconde étude est actuellement réalisée sur l'ensemble de l'Agglomération pour définir les objectifs de verdissement et les choix énergétiques pour les véhicules de collecte des déchets ménagers (électricité, biogaz, biodiesel, hydrogène). La location d'une benne à ordures ménagères électrique va également permettre d'analyser cette énergie.

165
agents engagés pour la propreté et le déneigement du territoire.

167
agents mobilisés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés sur l'Agglomération.

87 752
tonnes de déchets collectés dans 24 communes,
dont **61 546** tonnes d'ordures ménagères résiduelles, **15 594** tonnes de collecte sélective, **7 647** tonnes de verre, **2 195** tonnes de déchets verts et **770** tonnes de biodéchets.

5 206
tonnes de déchets ramassés sur le territoire.
À Mulhouse, cela représente 520 tonnes de dépôts sauvages et 4 050 pneus.

25 bennes à ordures ménagères

3 mini-bennes à ordures ménagères

14 poids lourds « transport » (5 camions ampliroll, 7 camions-grue et 2 multi-bennes)

108 bennes (5 m³ à 30 m³)

740 conteneurs « points tri » (SIVOM)

161 795 bacs



m2A s'engage dans l'électromobilité

Afin de diminuer l'impact carbone de ses véhicules et d'améliorer les conditions de travail des agents, m2A a procédé au renouvellement de plusieurs véhicules, répondant aux dernières normes de dépollution (Euro 6) et de véhicules électriques zéro émission.
En 2023, l'Agglomération a ainsi fait l'acquisition de 2 vélos à assistance électrique (VAE), 13 véhicules légers électriques, 16 véhicules légers thermiques et 6 poids lourds (véhicules de collecte des déchets et balayeuses). Dans la continuité de cette action, une étude sur la décarbonation de la flotte de véhicules pour s'adapter aux évolutions réglementaires est prévue pour le 1er semestre 2024. ■

m2A, c'est quoi ?
La collecte des déchets

.01 Un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique

Enjeu : Réduire la production de déchets et assurer la collecte pour une valorisation optimale

ZÉRO DÉCHET ET RÉEMPLOI : LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DU TERRITOIRE

Déjà engagée dans un programme local de prévention des déchets (PLP), Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) poursuit ses efforts pour optimiser la réduction des déchets sur le territoire.

Inscrire davantage le territoire dans une démarche de transition écologique et le rendre plus résilient, tels sont les objectifs principaux du futur Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPD-MA) de m2A. Ce programme, en cours d'élaboration, favorisera notamment le bien-être des habitants (santé, lien social, engagement, pouvoir d'achat) tout en mobilisant de nouveaux acteurs et en développant l'économie circulaire.

En 2023, plusieurs groupes de travail thématiques ont proposé des actions dans le cadre des axes stratégiques du futur programme. Celui-ci devrait être finalisé courant 2024.

10E ÉDITION DE LA SERD (SEMAINE EUROPÉENNE DE RÉDUCTION DES DÉCHETS)

Vitrine de la prévention des déchets sur l'Agglomération, la 10e édition de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets a connu une forte mobilisation avec plus de 256 actions, menées par 80 acteurs locaux. Le thème du réemploi a été particulièrement mis en avant, représentant plus de 72 % des actions proposées. Pour donner envie au plus grand nombre de participer à cet événement, l'Agglomération a étendu le calendrier de la SERD en proposant un programme de deux semaines intitulé la « Quinzaine m2A de Réduction des Déchets ».

Plus de 80 000 personnes ont déjà été sensibilisées à la réduction des déchets grâce à la SERD, dont 15 130 en 2023.

Visite de Danièle Goldstein à Soléa lors de la Quinzaine m2A de Réduction des Déchets





Espace Réemploi m2A installé à la Foire de Mulhouse

DES ATELIERS « ZÉRO DÉCHET » ACCESSIBLES À TOUS

Pour la deuxième année consécutive, m2A a proposé à ses habitants un panel d'ateliers et de conférences autour du « Zéro Déchet ». Entre consommation quotidienne, compostage, couture et univers du bébé, de nombreux sujets ont été abordés par plus de 400 participants.

Parmi la quarantaine d'activités pensées pour réduire les déchets et adopter des gestes alternatifs, deux nouveautés ont séduit le public : un atelier de réparation textile en partenariat avec l'école-fabrique « La Petite Manchester », et un atelier « trousse d'été » durant lequel les participants ont pu préparer leurs propres produits cosmétiques.



LE RÉEMPLOI À L'HONNEUR À LA FOIRE DE MULHOUSE

Très apprécié des visiteurs lors de sa première édition en 2022, l'espace « Réemploi » était de retour à la Foire de Mulhouse 2023. Regroupant plus d'une vingtaine d'acteurs (structures d'insertion et artistes) travaillant avec des matériaux et objets de seconde main, cet espace a pour but de sensibiliser à la revalorisation d'objets et à la réduction des déchets. Cette année encore, m2A a assuré la coordination, la communication et le financement de l'opération.



80 %

des familles ayant testé les couches lavables lors des ateliers « Zéro Déchet » ont déclaré vouloir en acheter et en utiliser au quotidien. Un bel exemple d'action efficace et impactante !

PRÉSERVER LA NATURE ET LA BIODIVERSITÉ DU TERRITOIRE

Dotée d'un patrimoine naturel remarquable, Mulhouse Alsace Agglomération s'engage en faveur de la protection et de la sensibilisation à la biodiversité.

Dans le cadre de la démarche GERPLAN (Plan de Gestion de l'Espace Rural et Périurbain) menée en partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), m2A coordonne un programme annuel pour la préservation de la biodiversité, la qualité des paysages et la sensibilisation à la richesse de notre patrimoine naturel. Ce programme a pour objectif de mobiliser les divers acteurs locaux et de croiser leurs regards autour des enjeux collectifs du territoire. La CeA et m2A soutiennent les projets éligibles des communes et des associations, à hauteur de 40 % et de 20 %. En complément certains projets peuvent également être soutenus par l'AERM (Agence de l'Eau Rhin-Meuse).

m2A ET LE VOLLEY MULHOUSE ALSACE ENGAGÉS POUR L'AGRICULTURE DURABLE

En février 2023, à l'occasion du match opposant le Volley Mulhouse Alsace (VMA) à l'équipe de Nantes, les spectateurs ont eu le plaisir de découvrir un marché de producteurs locaux déployé dans les coursives du Palais des Sports. Cette initiative, portée par m2A et le VMA (Volley Mulhouse Alsace), a permis au public de profiter d'une offre alimentaire saine et gourmande. Un stand m2A « Soyons Food » était également installé pour présenter le Programme Alimentaire Territorial, soutenir les producteurs et valoriser les circuits courts.



Les équipes m2A mobilisées lors du match opposant le VMA à Nantes

m2A & moi

#NosAgentsOntDuTalent

L'Atlas de la biodiversité : un outil précieux pour le territoire

m2A est la première communauté d'Agglomération du Grand Est à avoir démarré un Atlas de la biodiversité en 2018, suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2017 par l'Office français de la biodiversité (OFB). Véritable outil stratégique, cet Atlas permettra de développer les connaissances sur la faune et la flore du territoire, et de mieux définir les enjeux en matière de préservation et de restauration du patrimoine naturel. Il jouera également un rôle majeur dans la sensibilisation des élus, des agriculteurs, des entreprises et du grand public.

Actuellement en cours d'élaboration, en concertation avec les communes de l'Agglomération, l'Atlas de la biodiversité de m2A sera dévoilé en 2024.

CHIFFRES CLÉS

9 régions naturelles ont été déterminées sur le territoire de m2A. Détaillées dans le futur « Atlas de la biodiversité », elles représentent :

- **2 861** espèces faunistiques, dont **133** espèces remarquables ;
- **997** espèces floristiques, dont **111** espèces remarquables ;
- **48** groupements végétaux dont plusieurs d'intérêt communautaire (Natura 2000).



Sortie "La Nature près de chez moi" : découverte de la zone verte du Mühlenfeld à Illzach

Sensibiliser pour mieux protéger

La protection de l'environnement passe avant tout par la sensibilisation du grand public. C'est dans cette optique que m2A intervient auprès de ses habitants, et ce dès le plus jeune âge, par le biais d'actions pédagogiques telles que l'opération « Fermes ouvertes ».

Mulhouse Alsace Agglomération soutient également les communes, associations et acteurs locaux qui œuvrent pour la connaissance et la préservation de la biodiversité. Elle contribue notamment au fonctionnement de deux Centres d'Initiation à la Nature et l'Environnement (CINE), « Le Moulin Nature » à Lutterbach et « La Petite Camargue Alsacienne » à Saint-Louis, qui promeuvent la réduction des déchets, l'éco-citoyenneté ou le jardinage au naturel auprès du grand public et des scolaires.

En 2022, plus de
50 000 **personnes**
ont été **sensibilisées à l'écologie et à l'éco-citoyenneté** sur le territoire de m2A, dont **35 000 enfants et adolescents.**

Enfin, m2A délègue également à des partenaires et acteurs spécialisés la tâche de réaliser diverses actions de sensibilisation. Ainsi :

- **le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse** fait découvrir la faune exotique aux scolaires et aux visiteurs ;
- **le SIVOM de la région mulhousienne** attire l'attention des élèves de maternelle et d'élémentaire sur la réduction des déchets et le cycle de l'eau ;
- **l'Agence Locale de Maîtrise de l'Energie** conseille les particuliers et met en avant la rénovation du bâti en vue de réduire les déperditions d'énergie.

« La Nature près de chez moi »

Depuis 2020, les habitants de l'Agglomération sont invités à découvrir les différents espaces naturels du territoire grâce au programme de sorties « La Nature près de chez moi ». De mi-avril à octobre 2023, ces escapades gratuites et ludiques ont permis à 413 personnes de mieux comprendre la faune et la flore locale, et de prendre conscience des grands enjeux de la biodiversité.

Élaborées par m2A et les deux Centres d'Initiation à la Nature et à l'Environnement du territoire, ces sorties étaient l'occasion pour les participants de se reconnecter à la nature et de rencontrer plusieurs acteurs locaux. En journée ou en soirée, petits et grands ont su apprécier ces balades ludiques et inédites : observation du ciel étoilé, grimpe d'arbre, rencontre avec la chouette chevêche, initiation à l'apiculture ou à la photo nature… ■

LA NATURE Près de chez moi

42
sorties gratuites
ont été organisées en 2023
dans le cadre du programme
« La Nature près de chez moi »

AMBITION

.02

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

UNE SOIRÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE L'EXCELLENCE

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole (CCI) se sont à nouveau associées pour présenter leurs vœux aux forces économiques du territoire, sur le site de Stellantis Mulhouse, lundi 23 janvier 2023.

#ADN BUSINESS



Peugeot e308 fabriquée par Stellantis Mulhouse



Première cérémonie organisée depuis 2020, les Vœux au monde économique m2A/CCI ont rassemblé plus de 700 acteurs économiques et politiques sur le site de Stellantis Mulhouse, grâce à l'accueil de son Directeur Thierry Robert, présent pour l'occasion. Un choix de lieu notamment justifié par un projet majeur, soutenu par m2A. En effet, le site mulhousien du premier constructeur automobile français assure la production de trois nouveaux véhicules électriques : Peugeot 308 électrique (e308), Peugeot 308 break électrique (e308SW) et Peugeot 408 électrique (e408).

La boîte à questions m2A
avec les talents du territoire



Cette soirée, symbole fort du partenariat public-privé dynamique au sein de l'Agglomération, a permis de mettre en avant l'attractivité du territoire, à travers les passages de 19 intervenants. Grâce à leurs témoignages, ces talents et créateurs locaux ont illustré les enjeux d'aujourd'hui et de demain :

- **Industrie du futur et décarbonation**
  - ~ **Stéphane Wardeh,** Directeur de NODARIUS
  - ~ **Frédéric Fournet,** PDG ALSACHIMIE
  - ~ **Hervé Humbert,** Gérant de BUTACHIMIE
  - ~ **Frédéric Hartmann,** Directeur de BOREALIS
- **Innovation et Recherche**
  - ~ **Christophe Corne,** PDG de Systancia
  - ~ **Vincent Roucoules,** Directeur de l'Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M)



- **Talents et coopérations**
  - ~ **Julie Unterreiner,** meilleure jeune boulangère de France en 2021, Boulangerie Dietsch à Reiningue
  - ~ **Victor Berthelier,** champion du monde 2022 de peinture automobile (WorldSkills 2022), Carrosserie Schwartzentruber à Wittenheim
  - ~ **Francine Schirmer,** professeure au CFA Roosevelt
  - ~ **Christophe Hett,** Président Délégation Mulhouse de la CMA
  - ~ **Denis Nass,** Président de la Chambre d'Agriculture Alsace
  - ~ **Séverine McElroy**, Présidente de la Fédération du BTP 68
- **Attractivité, rayonnement européen et international du territoire**
  - ~ **Laurent Riche,** Président de l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace
  - ~ **Yann Ehrlacher,** pilote double champion du monde des voitures de tourisme WTCR
  - ~ **Laziz Belkaï,** producteur de cinéma
  - ~ **Mariella Kieny,** Gérante du restaurant "Maison Kieny" à Riedisheim
  - ~ **Hervé Munck,** Président de la startup Arketex
  - ~ **Tom Cardoso,** Directeur du Centre de Réadaptation de Mulhouse (CRM)
  - ~ **Pierre-Alain Muller,** Président de l'Université de Haute-Alsace (UHA)

Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

m2A, ENGAGÉE DANS LA DÉCARBONATION DE SON ÉCONOMIE AVEC BLUE INDUSTRIES SUD ALSACE

Dans le cadre de son programme Blue Industries Sud Alsace, m2A vise à faire de l'Agglomération un territoire exemplaire dans la décarbonation compétitive de son économie.

Avec le programme Blue Industries Sud Alsace 2022-2026, m2A souhaite accélérer la décarbonation de ses entreprises du territoire tout en leur permettant de rester compétitives. Elle agit ainsi en faveur d'une « croissance verte », en réponse aux enjeux écologiques et climatiques actuels.

COB30 : une association pour réduire nos émissions de gaz et préserver nos ressources

Pour répondre davantage aux objectifs de décarbonation du territoire, m2A s'est associé à Alsachimie, Borealis, Butachimie, B+T, Linde France, et GRTgaz avec la création de l'association « COB30». Cette association, dont les statuts ont été signés en avril 2023, a été nommée en référence aux trois communes d'implantation des principales entreprises de l'association (Chalampé Ottmarsheim Bantzenheim) et à l'année cible de la première étape de réduction des émissions de CO_2.



Les ports de Mulhouse à Ottmarsheim

Elle vise ainsi une réduction de 35 % des émissions des gaz à effet de serre d'ici 2030, puis une neutralité carbone en 2050.

Pour atteindre cet objectif, la COB30 a répondu à l'appel à projet ZIBAC (Zone industrielle Bas Carbone) lancé par l'État pour accompagner les territoires industriels dans leur transformation écologique et énergétique. Pour m2A, il s'agit notamment de :

- conforter la plateforme chimique sur le territoire, en lui donnant les moyens nationaux de se décarboner ;
- valoriser son partenariat avec la plateforme au travers du projet d'extension du réseau de chaleur urbain ;
- développer le mix énergétique du territoire et les nouvelles filières liées à l'écologie circulaire ;
- amorcer de nouveaux partenariats publics/privés sur la gestion de la ressource Eau.

Le budget total pour le projet de Zone industrielle Bas Carbone de m2A s'élève à 4 M€, et devrait contribuer à terme un effet levier très important d'investissements industriels privés de plus de 100 M€.

7

acteurs composent la COB Trente, dont 3 acteurs qui constituent une plateforme de chimie d'Excellence mondiale et 3 acteurs du secteur de l'Énergie, avec le concours de m2A.



Stellantis Mulhouse à Sausheim

m2A accompagne l'usine Stellantis dans sa transition industrielle et énergétique

Dans le cadre du projet de restructuration du site de production de Stellantis Mulhouse à Sausheim-Rixheim, m2A et ses partenaires accompagnent l'usine automobile dans ses opérations de compactage, de décarbonation et de transition énergétique.

L'intérêt de ce partenariat, conclu avec l'État, la Région Grand Est, la Communauté européenne d'Alsace et l'Agence de développement d'Alsace (ADIRA), est à la fois économique, social et environnemental. Il permet l'ancrage du site de Stellantis Mulhouse, le développement d'un écosystème électromobilité, et l'émergence de projets de décarbonation en lien avec d'autres industriels et le territoire. En 2023, il a notamment permis d'attirer de nouveaux investisseurs engagés dans le développement d'activités industrielles légères et logistiques, (VGP) et d'identifier des solutions de décarbonation au travers du réseau de chaleur urbain, et d'un projet de production de gaz renouvelable par la technologie de pyrogazeification. ■



DIX ANNÉES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Cheffe de projet ZIBAC (Zone Industrielle Bas Carbone), Nathalie Karsch occupe depuis près de 10 ans le poste de Chargée de Mission au service du Développement économique de m2A. Elle apporte un soutien aux industriels dans leur action collective pour générer une impulsion positive sur l'ensemble du territoire.

#NosAgentsOntDuTalent

UNE VÉRITABLE STRATÉGIE DE RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

Avec l'obtention du label « Territoire d'Industrie Acte 2 », m2A renforce sa stratégie de reconquête industrielle et de développement du territoire.

En 2018, m2A avait répondu, au nom du territoire Sud Alsace*, à l'appel à projet national « Territoires d'Industrie ». La candidature avait été sélectionnée en 2e position au niveau national, parmi 134 territoires.
Cette labellisation a joué un rôle primordial dans la stimulation de la croissance économique du territoire, mais aussi le renforcement de l'attractivité de m2A et le développement d'une industrie plus verte. Elle a notamment facilité l'obtention d'aides financières pour les opérations de l'Accélérateur industriel et numérique de la Fonderie.

Pour maintenir cette dynamique enclenchée sur le territoire, m2A et le Sud Alsace ont renouvelé leurs engagements en rejoignant la seconde phase du programme « Territoires d'Industrie » pour la période 2023-2027. Cette nouvelle étape vient conforter les démarches déjà engagées en termes d'investissement et d'emploi industriel. Elle s'articule autour des axes suivants :

- la décarbonation et la mise en réseau des grandes plateformes industrielles du Sud Alsace ;
- la création d'une offre de services aux industriels, en matière d'ingénierie et de gestion de projets ;
- un appui aux territoires et aux entreprises en termes de communication relative aux projets sensibles, dans une perspective d'appropriation sociale.

**Les intercommunalités signataires du contrat « Territoires d'Industrie Sud Alsace » sont : Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) ; Saint-Louis Agglomération ; Sundgau, Sud Alsace Largue ; PETR Thur-Doller ; Pays Rhin-Brisach ; Centre Haut-Rhin ; Région de Guebwiller ; Vallée de Saint-Amarin ; Thann-Cernay ; Vallée de la Doller et du Soultzbach ; Pays de Rouffach, Vignobles et Châteaux.*



Fabrique Prospective : une année expérimentale pour m2A

En complément du programme « Territoires d'Industrie », m2A s'est engagée dans la démarche « Fabriques Prospectives » aux côtés de 8 autres territoires français. Ce programme expérimental, porté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), vise à améliorer l'attractivité des métiers et des compétences industriels sur le territoire. Il a pour but d'optimiser des processus de recrutement, de valoriser les métiers et les compétences associées, et d'améliorer la qualité de vie des salariés de l'industrie. Cette Fabrique Prospective est cofinancée par l'ANCT et la Banque des territoires, pour une durée d'un an à partir d'octobre 2023.

100 M€
sont investis chaque année par l'État dans le cadre du programme « Territoire d'Industrie »

Salon BE 5.0 : l'industrie du futur à l'honneur

Pour sa 7e édition, le salon international de l'industrie et des innovations « BE 4.0 » a été rebaptisé « BE 5.0 Industries du futur : prenez de l'avance » ; une nouvelle identité qui fait écho aux enjeux portés par la cinquième révolution industrielle, replaçant l'humain au cœur du monde industriel, aux côtés de l'intelligence artificielle. Organisé par le Parc Expo de Mulhouse, en partenariat avec m2A, la Région Grand Est et Grand E-nov +, ce salon met en lumière des solutions technologiques innovantes des exposants, allant de la startup aux géants de l'industrie mondiale. Un espace business favorise également les rencontres entre industriels et experts. Le prochain Salon BE 5.0 se tiendra les 26 et 27 novembre 2024.

Salon BE 5.0



4 168
personnes ont visité le Salon BE 5.0 les 28 et 29 novembre 2023.

Salon BE 5.0 : transformation de l'industrie

.02 Un territoire d'accueil dynamique

Enjeu : Accompagner les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement durable, novateur et performant
Affirmer l'Agglomération comme un territoire d'enseignement supérieur et de formation

RENFORCEMENT DES FILIÈRES INNOVANTES : UN PARI POUR L'AVENIR !

Dans le cadre de son Projet de Territoire « Vision 2023 », m2A s'engage à soutenir les filières innovantes de son territoire et à développer les filières émergentes, moteurs de croissance pour l'intercommunalité.

Le plan de développement de l'innovation de m2A repose sur 3 axes principaux :

1. **la mise en place d'un programme d'accompagnement des projets industriels** via la création de startup, en partenariat avec l'incubateur Quest For Industry ;
2. **le lancement de la phase III de la démarche « Blue Industries »**, visant à la consolidation et à la création de filières nouvelles dans les domaines de la décarbonation, du carbone et de l'eau (prélevée dans la nappe), en lien avec l'association COB 30 ;
3. **la structuration d'une nouvelle filière sur le territoire dans le domaine de la santé et du bien-être,** en collaboration avec Biovalley France, le Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud-Alsace (GHRMSA), l'Institut de recherche en hématologie et transplantation (IRHT) l'Université de Haute-Alsace (UHA) et des entreprises locales.

Pour m2A, ces actions contribuent notamment à renforcer la compétitivité économique du territoire, à développer des nouvelles filières à fort potentiel pour les entreprises et l'Agglomération, à favoriser l'attractivité de l'intercommunalité et à optimiser l'accueil de talents dans ces filières d'avenir. ■

170 000 €
ont été investis par m2A pour développer les filières innovantes (hors Pôle de compétitivité et CPER recherche).



m2A ET L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE : UN PARTENARIAT POUR L'AVENIR

Avec la signature d'une convention cadre de partenariat, m2A et l'Université de Haute-Alsace (UHA) renforcent leur collaboration dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation.

Dans son Projet de Territoire « Vision 2023 », m2A a pour ambition d'affirmer son statut de territoire d'enseignement supérieur et de formation, tout en augmentant son attractivité dans une stratégie d'innovation. C'est dans cette optique, et dans la continuité de la collaboration préexistante, que m2A et l'UHA ont signé en 2023 une convention cadre de partenariat.

Ce partenariat affirme les objectifs communs de l'Agglomération et de l'UHA :

- le développement des filières d'avenir (cybersécurité, Intelligence Artificielle, décarbonation, nouvelles énergies, santé, matériaux avec notamment le programme Mat-Light…)
- l'attraction de nouveaux talents (étudiants, chercheurs, personnels…) ;
- l'accompagnement des spécialisations et l'irrigation du tissu économique ;
- le développement de l'attractivité du territoire, au niveau européen et international.

Pour l'ensemble de ce projet, m2A a inscrit dans sa programmation pluriannuelle d'investissements (PPI) une contribution financière de 5 000 000 € pour la période 2022-2026.

L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE (UHA) EN CHIFFRES :

- Plus de **10 000** étudiants accueillis chaque année ;
- Plus de **1 000** salariés
- **8** filières de formation et de recherche ;
- **1** service de formation continue ;
- **1** centre de formation d'apprentis universitaire ;
- **13** laboratoires de recherche.



Futur restaurant universitaire de l'Illberg

Le Resto' U de l'Illberg fait peau neuve

Depuis plus de 60 ans, le restaurant universitaire du Campus de l'Illberg, aussi appelé « Resto U' de l'Illberg », accueille chaque jour plus de 2 000 étudiants de l'Université de Haute-Alsace (UHA). En parallèle, sa cuisine dessert également en liaisons froides de nombreux sites départementaux tels que le restaurant de l'IUT de Mulhouse, le Campus de la Fonderie, la cafétéria du Learning Center ou le restaurant universitaire du Campus Grillenbreit à Colmar.

Véritable pilier de l'offre de restauration universitaire du Haut-Rhin, le Resto U' de l'Illberg est en cours de restructuration. Ce projet, porté par le Crous de Strasbourg, est soutenu par m2A et de nombreux partenaires. En plus de son offre de restauration, le nouveau Resto U' de l'Illberg proposera d'autres espaces adaptés aux étudiants et aux entrepreneurs locaux. Le bâtiment comportera notamment des salles de réception, une scène musicale, un espace de coworking, une salle de fitness et une terrasse extérieure.

Le chantier, dont le lancement a eu lieu en 2023, s'articule autour de la démolition et la reconstruction du bâtiment. L'ensemble du projet prend en compte les nouveaux enjeux environnementaux, en privilégiant par exemple l'utilisation de matériaux recyclés ou réemployés et l'installation d'un chauffage à base d'énergies renouvelables issues du réseau de chaleur de la Centrale Thermique de l'Illberg. L'offre de restauration est maintenue pendant toute la durée des travaux. ■

DES ACTIONS CIBLÉES POUR DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE

m2A met tout en œuvre pour promouvoir l'économie sociale et solidaire, afin de favoriser l'inclusion sociale et la dynamisation économique locale.

L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement repose sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Afin d'ancrer l'ESS comme solution innovante face aux défis actuels sur son territoire, m2A a établi en 2023 une feuille de route stratégique. Elle repose sur 3 actions :

1. Renforcer la visibilité et la reconnaissance des structures de l'ESS ;
2. Optimiser le fonctionnement des acteurs de la création, de la cession et de la reprise d'entreprise et d'activité ;
3. Développer la présence d'acteurs de l'accompagnement à l'émergence et à l'accélération d'entreprises de l'ESS, et approfondir les enjeux d'innovation sociale sur le territoire.

La collectivité soutient et subventionne plusieurs structures locales dont les activités permettent de répondre aux enjeux de l'emploi, de la formation, de l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, ainsi que l'inclusion des personnes en situation de handicap.

33
structures d'insertion par l'activité économique sont implantées sur le territoire de m2A.

UN REGARD NEUF SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Fraîchement diplômée d'un Master 2 « Entreprises de l'économie sociale et solidaire », Marie Eckerlen a rejoint en avril 2023 les agents de la Direction Emploi, Formation, Insertion de m2A. Embauchée au poste de chargée de missions ESS, elle participe à la définition et à l'application des plans d'actions à l'échelle du territoire, tout en apportant un regard neuf sur la stratégie locale.



m2A & moi
#NosAgentsOntDuTalent



Valorisation des structures d'insertion auprès des élus

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) sont des structures spécialisées, telles que des ateliers et chantiers d'insertion, ou encore des entreprises de travail temporaire d'insertion. Elles permettent aux personnes éloignées de l'emploi, pour des raisons sociales ou de santé, de bénéficier d'un accompagnement dans leur parcours d'insertion professionnelle.
Lors du forum des élus, les représentants des petites communes de m2A ont témoigné leur méconnaissance de ces structures. Pour valoriser les SIAE du territoire, les services de m2A ont ainsi travaillé à la création d'une brochure d'information à destination des élus de l'Agglomération. Elle présente la diversité des activités proposées par les SIAE du territoire.

Courts-circuits : un concours pour entreprendre autrement

Depuis 2016, m2A et la Ville de Mulhouse organisent le concours « Courts Circuits », avec l'appui de la MEF Mulhouse Sud Alsace, la Fondation MACIF et l'Agence de la Participation citoyenne. Chaque année, ce concours récompense des projets innovants dans le domaine de l'ESS, favorisant ainsi l'émergence de solutions créatives aux défis sociétaux. Il est ouvert aux particuliers, aux associations et aux entreprises qui imaginent des solutions efficaces en matière d'éthique et d'emploi.

En 2023, douze projets ont été présentés. 1 500 € ont été distribués par m2A au lauréat du projet Recycle Mulhouse (collecte de biodéchets à vélo), permettant ainsi sa mise en application. ■

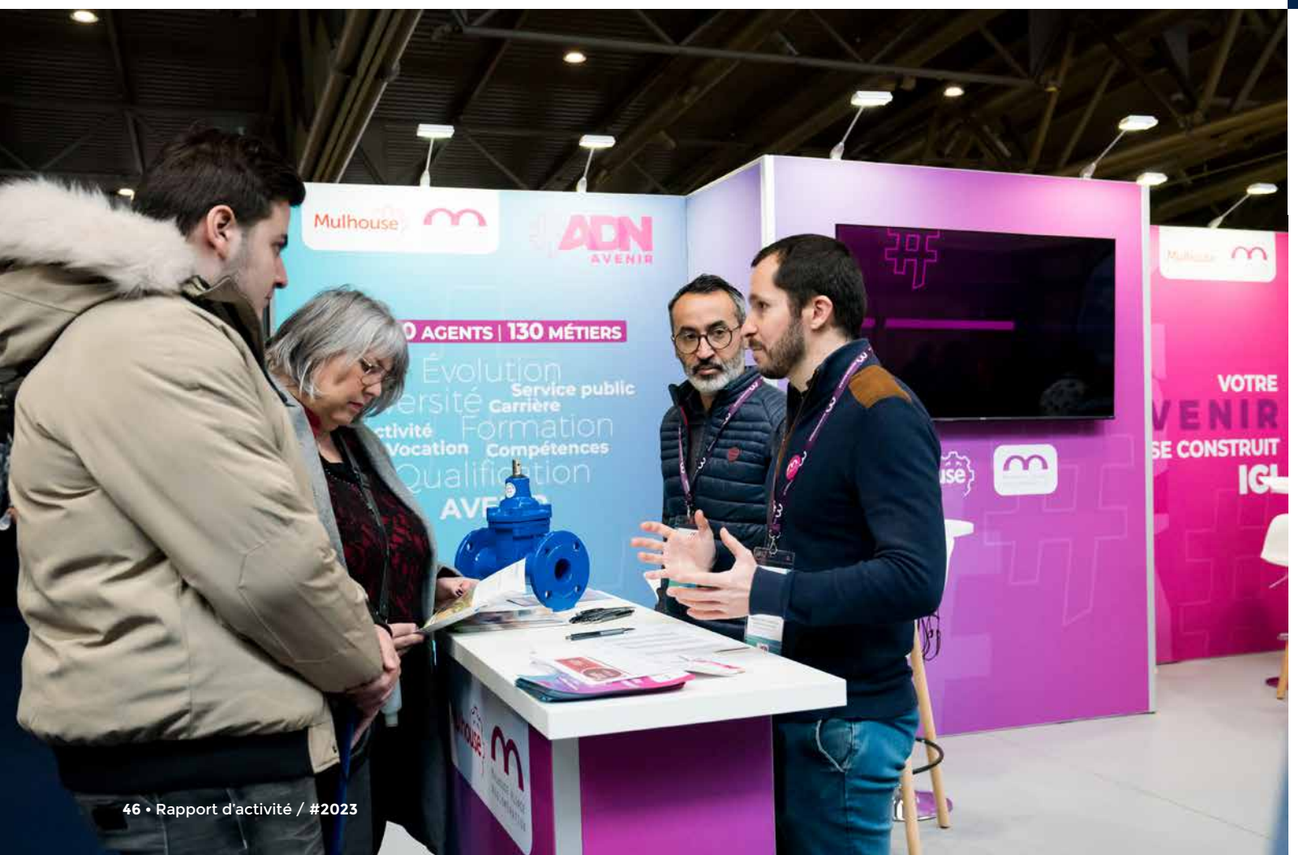
UN SALON « RÉFÉRENCE » DANS L'AIDE À L'ORIENTATION EN ALSACE

À l'occasion de la 2e édition du Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle, lycéens, étudiants, salariés et demandeurs d'emploi se sont réunis au Parc Expo de m2A, samedi 21 janvier 2023.

Organisé par Mulhouse Alsace Agglomération et de nombreux partenaires, le Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle se positionne comme l'un des grands salons de l'orientation en Alsace. Ce temps fort unique répond à un double objectif :

- donner aux jeunes la possibilité de trouver les réponses à leurs envies de formations, que ce soit en formation initiale ou par apprentissage, avec une offre adaptée pour chaque jeune ;
- permettre aux entreprises, industriels et artisans de venir informer directement le public sur leurs métiers, partager leur réalité et leurs besoins, et ainsi susciter des envies de les rejoindre dans le cadre de leur formation, par un parcours de formation initiale comme par la voie de l'apprentissage.





Les acteurs de la formation et de l'emploi mobilisés

Pour cette édition 2023, plus de 200 écoles, universités et organismes de formations publics et privés (contre 150 en 2022) ont proposé leur cursus post-bac dans des domaines très variés. Plus de 300 professionnels représentant tous les secteurs d'activité ont participé au salon pour témoigner et répondre aux questions des visiteurs. Un stand tenu par Mulhouse Alsace Agglomération a également permis de présenter les nombreux métiers de la collectivité.

Un partenariat public-privé remarquable

Le Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle s'est bâti dans une démarche de co-construction partenariale public-privé, avec l'ensemble des partenaires mobilisés : Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, l'Université de Haute-Alsace (UHA), le Rectorat du Grand Est - Académie de Strasbourg, la Région Grand Est, l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Alsace (UIMM), France Chimie Grand Est, la Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace (MEF), la Ville de Mulhouse, les Clubs du Sud-Alsace du Rotary International et le Parc des Expositions, qui accueille cet évènement. ■

13 006

visiteurs pour l'édition 2023, soit une augmentation de 44 % par rapport à 2022.

Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle : le métier de conducteur de bus, en partenariat avec Soléa

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : UN ENJEU ÉCONOMIQUE, SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL

Planifier l'aménagement du territoire est une mission hautement stratégique, visant à maîtriser l'organisation des activités, des services et des hommes sur un territoire.

Les problématiques d'urbanisme, d'habitat et d'aménagement participent également au développement économique de l'Agglomération et à son attractivité. En 2023, m2A s'est investie dans plusieurs projets majeurs, notamment au niveau des zones d'activité et les quartiers d'affaires.

Modernisation du site Stellantis à Sausheim-Rixheim

m2A accompagne l'entreprise automobile Stellantis, située sur les communes de Sausheim et Rixheim, dans sa transition industrielle et la restructuration de son site de production. Deux gros projets ont été actés en 2023, participant à la transition de l'industrie sur le territoire de m2A et au développement de nouvelles filières :

1. La cession de 12,5 hectares de terrain à la SAS Armau, qui aménagera ce foncier pour une vocation industrielle. Cette parcelle accueillera la société SOPREMA, avec l'implantation d'une usine de production de panneaux isolants. Cette dernière permettra la création de 160 emplois (80 directs et 80 indirects pour la 1re phase).
2. La cession de 21 hectares à la société VGP, qui assurera la construction de 3 bâtiments à usage industriel et logistique. Ce projet de 95 000 m², de haute performance environnementale et disponibles à la location, devrait permettre la création de 525 nouveaux emplois.

m2A porte l'équipement de ces deux sites en réseaux publics, pour un investissement estimé à 5 M€.

Quartier Fonderie : la transformation se poursuit

Le quartier de la Fonderie, ancienne friche industrielle au centre-ville de Mulhouse, accueille le hub « Industrie du Futur et Numérique ». Il est composé d'entreprises, de startup, de formations et d'associations accompagnant la transformation digitale de l'industrie.

Après avoir acté en 2021 la réhabilitation par ses soins de bâtiments pour le Quatrium Grand Est et pour Technistub, la collectivité a attribué en 2023 les marchés de conception à deux cabinets d'architecture mulhousiens. La requalification des espaces publics, avec une place accrue donnée au végétal et ouverture vers les quartiers voisins, a aussi fait l'objet d'un concours de maîtrise d'œuvre. Les travaux démarreront en 2024.



Quatrium Grand Est

Le carreau Marie-Louise de Staffelfelden : une ambition économique

Ancien carreau minier et industriel, le parc d'activités Marie-Louise accueille désormais de multiples acteurs économiques sur le territoire de Staffelfelden. La reconversion du site en Zone d'activité économiques (ZAE) vient appuyer les atouts du site, qui jouit de l'attractivité des zones d'activité aux alentours et d'une desserte optimale. Plusieurs travaux d'aménagement récents, tels que la création de nouvelles routes et l'installation de totems signalétiques en entrée de site, ont participé à l'amélioration de l'accueil d'activités industrielles et logistiques dans la ZAE.

Gare TGV : un quartier d'affaires au cœur de l'Europe

Situé au cœur de l'espace d'innovation de m2A, à la frontière de la France, de l'Allemagne et de la Suisse, le quartier d'affaire Gare TGV s'intègre dans un écosystème européen dynamique grâce à l'accueil d'activités tertiaires supérieures.

En 2023, cette Zone d'aménagement concerté (ZAC) a été confiée à la société CITIVIA SPL, dans le cadre d'une concession d'aménagement active jusqu'en décembre 2030. Celle-ci répond à trois objectifs : la création d'une offre d'accueil à dominante tertiaire, l'affirmation d'un véritable quartier d'affaires autour de la gare, et la réalisation d'un espace vitrine de Mulhouse et de son Agglomération.



Inauguration du totem de la ZAE Marie-Louise à Staffelfelden

Quartier DMC : favoriser les activités créatives et émergentes

Le quartier DMC de Mulhouse est un site d'exception, autrefois propriété de la société Dollfus-Mieg et Compagnie, fleuron de l'industrie textile. Le processus de reconversion du quartier, entrepris en 2007 par la Ville de Mulhouse et m2A, a pour ambition d'en faire un lieu ancré dans le développement durable et fondé sur des « activités créatives et émergentes ». Les arts, la culture, le sport et le bien-être composeront quelques-unes des facettes de ce nouveau quartier urbain.

En 2023, les actions de m2A se sont principalement portées sur l'extension et l'ouverture du Climbing Mulhouse Center (voir encadré), mais surtout la reconversion du Bâtiment 62 et l'aménagement d'espaces publics. La fin des travaux de transformation du cœur de quartier est prévue en 2027. Ils permettent de desservir plus de 110 000 m2 de bâtiments industriels à réhabiliter, sur un périmètre urbain de 28 hectares.


Climbing Mulhouse Center

LE CLIMBING MULHOUSE CENTER : une architecture d'exception

Situé au cœur de l'ancien site industriel DMC à Mulhouse, le Climbing Mulhouse Center (salle d'escalade indoor) a obtenu en 2023 le label « Architecture Contemporaine Remarquable » décerné par le Ministère de la Culture et la Drac. Pour permettre au grand public de découvrir cette salle et ses particularités architecturales, deux visites commentées ont été organisées lors des Journées européennes du patrimoine. D'autres bâtiments ont également été présentés au public lors des Journées de l'architecture, du 28 septembre au 31 octobre 2023.

EXTENSION DU PARC EXPO : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE TERRITOIRE !

Outil clé de l'attractivité du territoire, le Parc Expo s'apprête à accueillir une nouvelle halle de 3 000 m² à l'automne 2024.
Ce projet d'envergure, investissement majeur soutenu par m2A, vise à transformer cet équipement en un lieu plus moderne, répondant aux besoins ainsi qu'aux ambitions de l'Agglomération. Initiés en 2022, les travaux se sont poursuivis en 2023.

Un investissement stratégique

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), affectataire du Parc Expo et principale actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale – SAEML qui l'exploite, a débuté en 2022 le projet de construction d'une nouvelle halle de 3 000 m². Elle viendra ainsi compléter les 17 000 m² actuels dès l'automne 2024. Cet investissement répond à plusieurs enjeux : proposer un accueil de haute qualité aux exposants et aux visiteurs grâce à un équipement moderne, augmenter le nombre de manifestations et fournir plus de surface à louer lors des périodes de forte activité. Les travaux ont débuté en février 2022 par une première phase de dépollution du site et les travaux de clos couvert ont démarré en 2023. Le chantier se poursuit en 2024 par la réalisation des aménagements intérieurs.

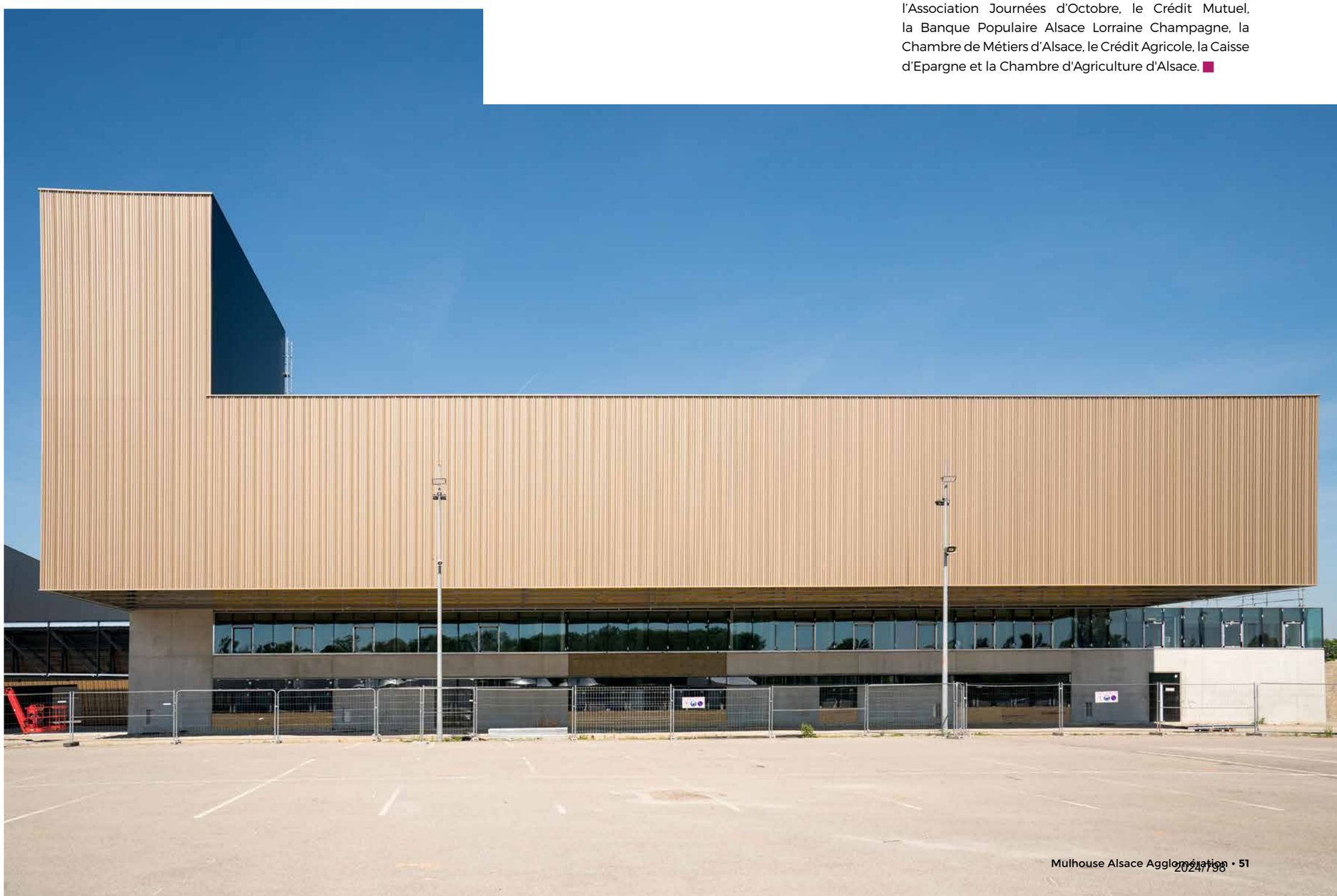


Une halle signée René-Pierre Ortiz

Imaginée par René-Pierre Ortiz, associé-gérant du cabinet AEA Architectes, la nouvelle halle se veut sobre, vêtue de métal, en référence au passé industriel de la région. Elle bénéficie d'un éclairage naturel, grâce à des hauts jours périphériques, tout en conservant la fraîcheur intérieure en été. En cas de mauvais temps, un parvis extérieur permettra d'abriter plus de 500 visiteurs. Reliée au Hall 3 en vue de simplifier et d'optimiser la circulation dans l'ensemble du bâtiment, la halle est équipée d'un réseau technique souterrain. Il vise à garantir un accueil ultra qualitatif des manifestations. La nouvelle construction sera également équipée d'un système adapté pour faciliter la suspension d'éléments de signalétique.

8 millions d'euros de retombées

Ce projet bénéficie pleinement aux acteurs économiques et touristiques de l'Agglomération puisque la création de la nouvelle halle permettra d'accueillir, chaque année, une trentaine de manifestations supplémentaires ; soit 120 000 visiteurs et 4 000 nuitées en plus. Un dynamisme qui profite directement à l'économie locale. En effet, près de 8 millions d'euros de retombées sont attendus par année d'exploitation ! m2A mène ce projet avec le soutien de plusieurs partenaires et cofinanceurs : l'Union européenne (via le FEDER, Fonds européen de développement régional), la Région Grand Est, la Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole (CCI), la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), la Ville de Mulhouse, l'Association Journées d'Octobre, le Crédit Mutuel, la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne, la Chambre de Métiers d'Alsace, le Crédit Agricole, la Caisse d'Epargne et la Chambre d'Agriculture d'Alsace. ■



RENOUVELLEMENT URBAIN : UNE PRIORITÉ AU SERVICE DE TOUS LES HABITANTS

m2A poursuit son engagement en faveur du renouvellement urbain dans quatre quartiers prioritaires de l'Agglomération.



Validé par le Conseil d'Agglomération en 2020, le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de m2A s'inscrit dans la continuité du 1er Programme mené sur la période 2005-2019. Il vise à transformer les quartiers prioritaires du territoire en intervenant fortement sur l'habitat et les équipements publics.

Quatre quartiers de trois communes-membres de l'Agglomération sont directement concernés par le programme :

- le quartier des Coteaux, au sud-ouest de Mulhouse, identifié par une forme d'habitat de ZUP typique et plusieurs copropriétés dégradées ;
- le quartier Péricentre de Mulhouse, qui regroupe les quartiers anciens identifiés dans le 1er programme, complétés par le quartier Fonderie, situé à l'ouest du centre-ville et en extension sud-ouest du quartier Briand ;
- le quartier Drouot-Jonquilles, situé sur les territoires de Mulhouse et d'Illzach ;
- le quartier Markstein-La forêt, à Wittenheim, mêlant à la fois des problématiques d'habitat social et de copropriétés dégradées.

Le programme de renouvellement urbain modifié représente un investissement total de

501,5 M€ HT

auquel m2A apporte une contribution nette de 14,2 M€.



Le quartier des Coteaux : vers une transformation totale

Ciblé parmi les quatre quartiers bénéficiaires du NPNRU de m2A, le quartier des Coteaux à Mulhouse fait l'objet d'un projet de restructuration totale. En effet, les logements, équipements et aménagements actuels ne répondent pas aux besoins et aux attentes des habitants, qui sont également confrontés à des problématiques de sécurité.

Les études menées sur le terrain ont permis d'identifier les principaux enjeux du quartier. Ce nouveau projet, plus ambitieux que celui initialement prévu, consiste à redonner leur place à l'eau et à la nature en ville, à requalifier les espaces publics pour créer davantage de liens entre les quartiers, à favoriser les mobilités douces, et à renforcer la qualité résidentielle sur la commune. Cette démarche passe notamment par la démolition de plus de 544 logements et la création de 354 logements sociaux.

Pour accompagner ce projet, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a décidé en 2023 d'augmenter son soutien financier à hauteur de 65,2 M€. Cette somme vient s'ajouter aux 101,7 M€ de subvention déjà investis par l'ANRU en faveur du renouvellement urbain.



Signature d'une convention pluriannuelle entre m2A et l'ANRU, en présence de sa Présidente, Catherine Vautrin

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Un engagement multipartenarial au service du territoire

Depuis sa mise en application en 2020, le NPNRU de m2A s'appuie sur une convention pluriannuelle, co-signée par l'ANRU, l'Agglomération, les communes, Action logement et les partenaires du projet.

Les projets portés par le NPNRU sont conduits par les Villes de Mulhouse, Illzach et Wittenheim, ainsi que les bailleurs sociaux concernés. m2A assure un rôle de coordination globale. Outre leurs différents maîtres d'ouvrage et l'ANRU, les projets sont financés par des partenaires institutionnels : Action Logement, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et le Département du Haut-Rhin. ■

LES JEUX SE VIVENT ICI !

Forte de son label « Terre de Jeux 2024 », m2A se mobilise autour de la dynamique olympique pour préparer la venue des athlètes de haut niveau et faire vivre la magie des JO de Paris 2024 (JOP) à l'ensemble de ses habitants !

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) mène une politique sportive ambitieuse sur son territoire ! L'Agglomération offre des équipements premium, d'une qualité remarquable. 35 disciplines olympiques et paralympiques sont pratiquées au sein de 17 sites d'excellence sportive. Ces infrastructures de pointe ont été saluées par le Comité d'organisation des Jeux Olympiques (COJOP) qui a reconnu m2A comme 2e Centre de préparation aux Jeux (CPJ) de France. Ainsi, tout au long de l'année 2023, m2A a accueilli de nombreuses délégations étrangères venues tester ses équipements sportifs d'excellence à l'approche des Jeux de Paris 2024. C'est ici que les jeux prennent vie !



Stage de l'équipe nationale féminine de volley-ball de Finlande

380

billets achetés par m2A pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.
Ces billets seront offerts aux enfants des périscolaires de m2A, aux élus, aux conseillers communautaires, aux référents « Terre de Jeux » des communes, ainsi qu'aux bénévoles volontaires qui encadreront le camp d'entraînement pré-olympique.

Terre d'accueil des athlètes de haut niveau

La dernière étape des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 se fera dans l'Agglomération pour près de 500 athlètes internationaux. L'année 2023 a été rythmée par la présence de nombreuses délégations sportives venues découvrir les équipements d'excellence de m2A avant l'arrivée officielle des sportifs en 2024 :

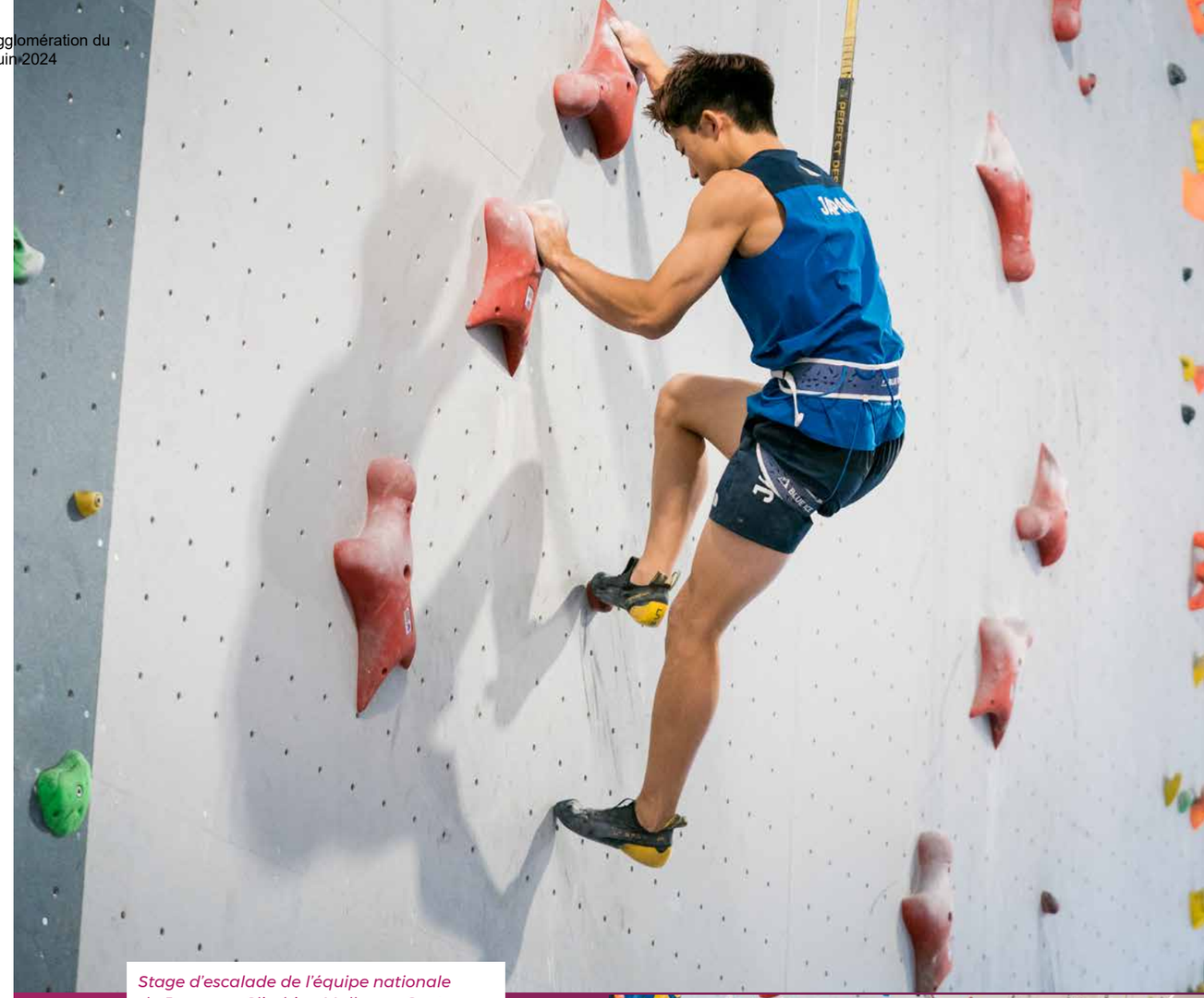
FÉVRIER 2023 : Visite d'une délégation du comité olympique de Taïwan pour l'organisation d'un stage de préparation olympique ;

MARS 2023 : Visite d'une délégation du comité olympique du Mexique pour l'organisation d'un stage de préparation olympique ;

JUIN 2023 : Stage de préparation du comité paralympique d'Ouzbékistan pour les Championnats du monde de para-athlétisme (17 médailles remportées) - Stage de l'équipe nationale féminine de France de volley-ball et de Finlande ;

JUILLET 2023 : Visite technique des représentants de « Panam Sports Organization » (PSO), accompagnés des comités olympiques du Pérou, du Chili, du Panama, du Costa-Rica, du Paraguay et de l'Argentine en vue de l'organisation du plus grand camp d'entraînement de l'histoire des JO en 2024 ;

AOÛT 2023 : Stage d'escalade de l'équipe nationale du Japon au Climbing Mulhouse Center - Visite de la fédération néo-zélandaise de natation pour l'organisation d'un stage de préparation olympique.



Stage d'escalade de l'équipe nationale du Japon au Climbing Mulhouse Center

PSO, plus grande délégation accueillie en France

Panam Sports Organization (PSO) regroupe 31 comités nationaux olympiques et paralympiques originaires d'Amérique du Sud : Antigua-et-Barbuda, Aruba, les Bahamas, la Barbade, le Belize, les Bermudes, la Bolivie, les Îles Vierges britanniques, les Îles Caïmans, le Chili, le Costa Rica, la Dominique, la République dominicaine, l'Équateur, le Salvador, la Grenade, la Guyane, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et les Îles Vierges. Composée de plus de 370 athlètes et 170 entraîneurs, PSO est la plus grande délégation étrangère accueillie en France. Ces sportifs panaméricains, venus en France pour atteindre leur rêve, bénéficieront des infrastructures d'excellence de m2A.



Visite du comité olympique du Chili (membre de PSO)

.02 Un territoire d'accueil dynamique

Enjeu : Soutenir et accompagner l'activité physique et l'excellence sportive



Olympiades scolaires au Centre Nautique Aquarhin à Ottmarsheim

L'Olympisme, pour les grands et les petits !

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'engage à promouvoir une pratique régulière du sport à tous niveaux et à véhiculer les valeurs de l'Olympisme auprès de la jeunesse. Dans cette démarche, plusieurs temps forts se sont déroulés en 2023 à destination des enfants du territoire. La Semaine Olympique et Paralympique en est un parfait exemple. Celle-ci s'est tenue du 27 février au 03 mars 2023 au Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) et au Palais des Sports « Gilbert Buttazzoni ». Pour l'occasion, ces équipements d'excellence sportive de m2A ont accueilli 1200 élèves du territoire. Ces derniers ont été sensibilisés à la thématique de l'inclusion par le sport ainsi qu'aux bienfaits d'une pratique sportive régulière. Ils ont participé à divers ateliers sur le sport santé et ont également pu découvrir l'Olympisme et le Paralympisme grâce à différentes activités sportives : Basket-Ball, Judo, Tennis, Gymnastique, Rugby, Kin-Ball, Volley, Badminton, Handball, Tennis de table, Futsal, Cécifoot ultimate.

Par ailleurs, à un an des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (JOP), l'Olympisme et le Paralympisme sont devenus le fil rouge de l'année scolaire 2022-2023 dans les écoles de l'Agglomération et les sites périscolaires m2A. Afin de mettre en avant les valeurs des JOP et de préparer l'événement à différents niveaux, plusieurs animations ont été proposées aux enfants telles que des Olympiades scolaires organisées au Centre Nautique Aquarhin.

m2A, c'est quoi ?
Le sport de haut niveau !

Une exposition en l'honneur des JO

En continuité de ses actions menées autour de la dynamique olympique, m2A a présenté l'exposition-événement « Paris, un centenaire olympique (1924-2024). La diversité du monde », du 13 septembre au 13 octobre 2023, au sein de son Centre Sportif Régional Alsace (CSRA). Conçue et réalisée par le Groupe de recherche ACHAC avec le soutien de la Délégation Interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), l'exposition replace les Jeux, à l'aide de 11 panneaux, dans une perspective historique et un contexte français.

Elle retrace aussi le rôle de la Ville de Paris au cœur de cette longue histoire et évoque comment celle-ci a participé au développement des Jeux Olympiques modernes.

Tout un territoire mobilisé autour des JO 2024

m2A et ses 39 communes s'engagent à faire vivre la magie des JO 2024 au plus grand nombre en proposant des temps forts tout au long de l'année. Dans cette démarche, les référents « Terre de Jeux » des 39 communes de m2A se sont réunis pour la 1re fois, le 31 janvier dernier, pour décliner ensemble un calendrier 2023-2024 autour des évènements nationaux et des initiatives locales de promotion des Jeux Olympiques 2024.

Ainsi, à l'occasion du J-500 avant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, les communes de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) se sont mobilisées autour d'un défi sportif, coordonné par m2A : parcourir 500 kilomètres sur le territoire, entre le 11 et le 14 mars 2023. Record battu puisque 46 901,2 kilomètres ont été recensés sur 25 communes !

En l'honneur du J-300 des Jeux Olympiques 2024, samedi 30 septembre 2023, 39 sportifs du territoire se sont relayés vers le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) à Mulhouse. 8 parcours reliant les 39 communes de m2A ont ainsi été dessinés pour l'occasion. Les coureurs se sont vus accueillir par une haie d'honneur notamment composée de 8 athlètes de haut niveau. La célébration du J-300 s'est poursuivie au CSRA par une cérémonie officialisant le partenariat entre m2A et Panam Sports Organization (PSO). Lors de cette cérémonie, 39 enfants des communes de l'Agglomération ont tiré au sort le comité olympique ou paralympique de Panam Sports Organization associé à leur ville respective. Un instant symbolique qui souligne la dynamique olympique présente sur le territoire. ■

NICOLAS WOLF, RÉFÉRENT « TERRE DE JEUX 2024 »

Agent au sein de la Direction des Sports de Mulhouse Alsace Agglomération, Nicolas Wolf est le référent « Terre de Jeux 2024 » de m2A. À ce titre, il coordonne le réseau des référents « Terre de Jeux 2024 » des communes, notamment via la mise en œuvre des actions autour de la dynamique olympique. De plus, Nicolas se positionne comme l'interlocuteur privilégié des JOP sur le territoire auprès des services et directions de m2A, ainsi que des partenaires externes français ou étrangers.

m2A. &moi

#NosAgentsOntDuTalent





Célébration du J-300 des JO 2024 au Centre Sportif Régional Alsace (CSRA)

m2A, VÉRITABLE FLEURON TOURISTIQUE

À travers sa Direction « Tourisme et Musées », m2A s'engage à renforcer l'attractivité touristique et muséale de son territoire.

Paysages variés, lieux prestigieux, expériences uniques, nuitées insolites, parcs et musées remarquables… m2A dispose d'une offre touristique unique. L'Agglomération se positionne notamment comme 1er pôle européen des musées scientifiques et techniques avec : le Musée de la Mine et de la Potasse et La Grange à Bécanes – Collection Lemoine, musées d'intérêt communautaire de m2A, la Cité du Train – Patrimoine SNCF, le Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf, le Musée Electropolis, le Musée de l'Impression sur Étoffes, le Musée du Papier Peint, le Carreau Rodolphe et l'Écomusée d'Alsace. Dans ce cadre, l'Agglomération a développé en 2022 une politique ambitieuse en matière de tourisme et de musées, menée remarquablement tout au long de l'année 2023 !





Cérémonie des 10 ans de La Grange à Bécanes - Collection Lemoine

Une dixième bougie pour La Grange à Bécanes, musée rhénan de la moto

Après 10 ans d'existence, La Grange à Bécanes – Collection Lemoine, musée d'intérêt communautaire, a fait l'objet en 2023 d'une réflexion autour de son fonctionnement, de son développement et de sa visibilité sur le territoire de m2A et au-delà. Ce projet passe par la formalisation des partenariats entre m2A, la commune de Bantzenheim, propriétaire de la collection, et l'association des Amis du musée de la moto. La professionnalisation du site en ce qui concerne la conservation et la médiation auprès des publics a également fait l'objet du recrutement d'un agent spécialisé dans la conservation et la médiation du patrimoine culturel, dont l'arrivée est prévue courant 2024. Par ailleurs, une cérémonie officielle, qui s'est tenue le 25 juin 2023, a permis de célébrer comme il se doit le 10e anniversaire de ce lieu chargé d'histoire !

La construction de nouveaux partenariats scientifiques

Situé à Wittelsheim dans l'ancien vestiaire et l'ancienne lampisterie de la mine Joseph Else, le Musée de la Mine et de la Potasse conserve le patrimoine des mines de potasse et des mineurs alsaciens. Il est également un musée d'intérêt communautaire. Il présente notamment une collection de minéraux uniques au monde, qui attire un grand nombre de chercheurs, de géologues et de paléontologues des Universités de Poitiers ou de Strasbourg. Ces derniers sont les témoins et les garants de la mémoire minière qui a fait l'objet, en 2023, d'un travail de recherche et de préservation de la mémoire orale d'anciens mineurs ou de leur famille par les étudiants en histoire de l'Université de Haute-Alsace (UHA). Par ailleurs, les archives géologiques, sociales et historiques du musée ont également servi de base de recherche pour un mémoire de master 2, une thèse de doctorat et un projet de publication pour les 120 ans de la découverte de la potasse en 2024.

696 336

entrées dans les musées en 2023, soit 12 % en plus par rapport à 2022 (622 826 entrées).

Imaginer la médiation de demain

Les 10 et 12 novembre 2023, le Musée Electropolis à Mulhouse a accueilli les équipes du festival Muséomix. Ce marathon créatif a rassemblé des équipes pluridisciplinaires chargées de concevoir des dispositifs de médiation innovants, en utilisant notamment les nouvelles technologies numériques. Ces dispositifs prennent la forme de prototypes fonctionnels qui sont ensuite testés par le public le troisième jour de la manifestation. m2A a soutenu cet événement à hauteur de 2 000 €.



Favoriser l'émergence de projets scolaires et universitaires

Les musées, parcs et sites culturels ont une véritable mission pédagogique de transmission et de partage de l'histoire locale auprès des publics scolaires et universitaires. À ce titre, m2A s'engage à :

- rendre les musées et équipements touristiques attrayants pour ce public ;
- encourager des partenariats entre écoles/universités, musées et équipements touristiques ;
- mettre en place des initiatives dédiées aux publics scolaires et universitaires.

Dans cette démarche, l'Agglomération a développé, en 2023, une brochure destinée aux enseignants et aux professeurs. Celle-ci présente l'offre pédagogique des musées et du Parc zoologique et botanique pour l'année scolaire 2023/2024.

Visite scolaire à l'Écomusée d'Alsace

Une 3e étoile pour le Camping de l'Ill

Fraîchement rénové en 2022, le Camping de l'Ill a obtenu une troisième étoile au cours de l'année 2023. Labellisé « Territoire Vélo », il est un lieu d'accueil et d'hébergement parfaitement adapté aux cyclotouristes.. Ce camping urbain bénéficie également d'une position idéale, au cœur d'un écrin de nature.

Coup de projecteur sur les musées et le Parc zoologique et botanique

À l'occasion du salon FestiVitas 2023, organisé au Parc Expo, m2A, l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace et les acteurs majeurs du tourisme se sont associés pour mettre en lumière l'offre muséale et touristique du territoire. Un stand, rassemblant huit musées scientifiques et techniques et le Parc zoologique et botanique, s'est ainsi tenu au salon du 03 au 05 février 2023. Les visiteurs ont alors pu re(découvrir) : le Musée de la Mine et de la Potasse, La Grange à Bécanes – Collection Lemoine, la Cité du Train – Patrimoine SNCF, le Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf, le Musée Electropolis, le Musée de l'Impression sur Étoffes, et le Carreau Rodolphe. Une démarche qui s'inscrit dans une volonté de promouvoir le tourisme de proximité. ■

LE PATRIMOINE LOCAL À L'HONNEUR !

Les Journées européennes du patrimoine ont célébré leurs 40 ans en 2023.

Organisées par le Ministère de la Culture sur l'ensemble du territoire national, les Journées européennes du patrimoine offrent, le temps d'un weekend, une belle mise en avant des monuments et lieux d'exception de l'Agglomération. À l'occasion du 40e anniversaire de l'événement, les acteurs locaux (communes, musées et associations) se sont mobilisés pour proposer une programmation riche et variée autour de deux thèmes : le **Patrimoine Vivant**, qui rend hommage aux coutumes et traditions propres à chaque commune et le **Patrimoine du Sport**, qui présente les infrastructures et les équipements sportifs. Habitants et touristes ont ainsi découvert les nombreux trésors cachés du territoire, à travers concerts, balades thématiques, portes ouvertes, expositions, vernissages, visites guidées et théâtralisées… Un programme étoffé qui reflète l'attractivité de la région mulhousienne ! ■





Visite de l'abbatiale d'Ottmarsheim lors des Journées européennes du patrimoine

Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

155 ANS ET UN AIR D'AFRIQUE !

Pôle européen de conservation et de connaissances, le Parc zoologique et botanique de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) rayonne sur le territoire depuis 155 ans !

De « parc du peuple » ouvert en 1868 pour divertir les ouvriers, le Parc zoologique et botanique est devenu ces dernières années un pôle européen de conservation et de connaissances des espèces animales et végétales menacées. Avec son équipe de professionnels engagés, il porte haut les valeurs de la préservation des espèces, de la faune comme de la flore, et du bien-être animal. Les visiteurs font également l'objet d'une attention particulière, de l'habitant de l'Agglomération aux touristes du monde entier, sans oublier l'accueil de la communauté scientifique. En 2023, le Parc a soufflé sa 155e bougie. Avec l'avancement du chantier « Horizon Afrique », un « air d'Afrique » s'est ressenti tout au long de la saison.





Visuel de la future loge des girafes

Chantier en cours du projet Horizon Afrique



Horizon Afrique se dessine

Après l'enclos australien (2012), l'Espace Grand Nord (2014), l'enclos asiatique (2016) et la Petite Amazonie (2017), un nouvel espace ouvrira officiellement ses portes en 2025 : « Horizon Afrique ». Plus grand projet réalisé par le Parc zoologique et botanique de Mulhouse (m2A), il représente un aménagement important d'1,5 hectare, porté par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et ses partenaires. Ce projet, en continuité des actions de conservation menées par le Parc, a pour objectifs de sensibiliser les visiteurs à deux écosystèmes africains menacés, la forêt tropicale de Haute-Guinée et la savane arbustive, en offrant une expérience immersive au public. Le Parc accueillera de nouvelles espèces protégées par un EEP (EAZA Ex-situ Program). Girafes, gazelles, hippopotames nains, amphibiens, reptiles et insectes menacés rejoindront la nouvelle zone « Horizon Afrique » sur une cinquantaine d'espèces au total. Le chantier a pris forme en 2023, notamment avec la création des bâtiments de la « zone sèche » (gazelles, autruches, girafes) et les travaux de terrassement du belvédère qui offrira une vue à hauteur des girafes. En parallèle, certaines espèces de la nouvelle zone sont arrivées au Parc au cours de l'année.

Une saison anniversaire rythmée par des nouveautés

L'année 2023 est placée sous le signe de l'innovation pour le Parc. En effet, le service pédagogique a développé deux parcours numériques immersifs, à découvrir à l'aide de QR codes. Le premier parcours célèbre l'anniversaire du Parc en plongeant les visiteurs dans son histoire à travers une dizaine de panneaux. Le second parcours comprend une vingtaine de panneaux montrant les animaux comme on ne les a jamais vus ou entendus.

Cette saison 2023 a également vu la création du terrarium malgache, situé à la singerie. Serpents, lézards et amphibiens partagent ce nouvel espace. Les visiteurs peuvent ainsi y observer les boas de Madagascar, ainsi que les geckos (Phelsuma klemmeri et Phelsuma standingi) et les grenouilles tomates (Dyscophus guineti). ■



1er
site touristique du Haut-Rhin et 3e d'Alsace

295 000
visiteurs en 2023

11 994
scolaires accueillis par le service pédagogique

Chantier Horizon Afrique

2024/604

DES NAISSANCES INÉDITES, RÉEL MESSAGE D'ESPOIR

Acteur engagé pour la conservation des espèces, le Parc a vu plusieurs naissances se réaliser grâce au travail de patience et d'observation des soigneurs.

Conscient et soucieux des nombreuses menaces auxquelles font face les espèces animales, le Parc zoologique et botanique de Mulhouse (m2A) est expert de la conservation. Il est l'un des zoos européens les plus impliqués dans la conservation in situ avec 86 espèces concernées par un programme européen d'élevage (EEP) de l'EAZA (Association européenne des zoos et aquariums), 9 de ces programmes étant directement gérés par le Parc. Les EEP ont pour objectif de favoriser l'élevage, en dehors du milieu naturel, d'espèces menacées. En 2023, grâce à l'expertise du Parc zoologique et botanique en matière de conservation in situ, des animaux en danger d'extinction ont vu le jour. Ces naissances constituent ainsi un réel message d'espoir.



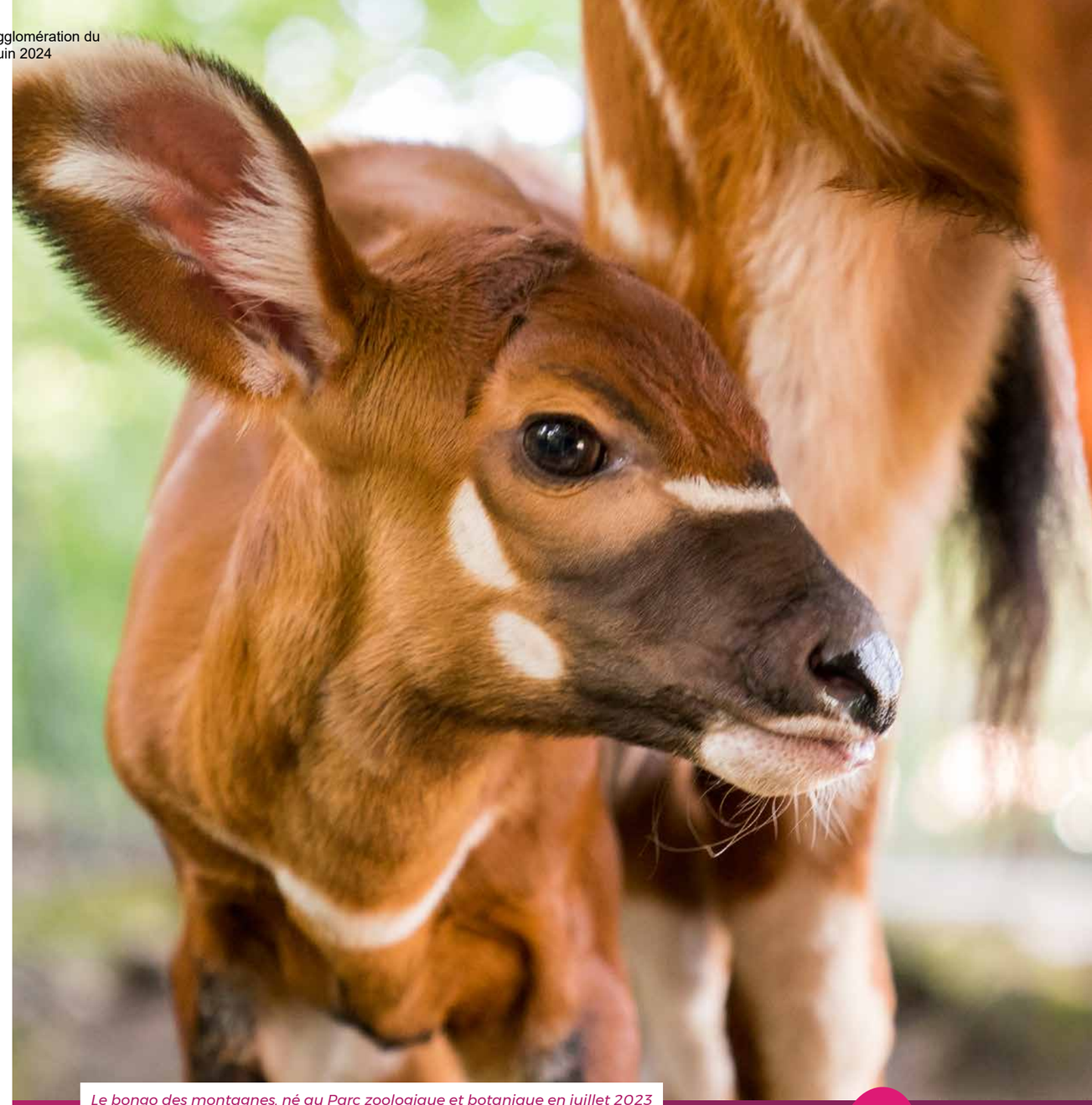


Shanti et Haku, les pandas roux

Le 02 juillet 2023, deux bébés pandas roux ont pointé le bout de leur museau : Shanti, la femelle, et Haku, le mâle. Ils sont nés du couple formé par la mère Asa et le père Ima, tous deux accueillis dans le cadre d'un EEP. Cette double naissance, qui est une première pour le Parc, contribue ainsi à la préservation de l'espèce. En effet, déclaré « Mammifère le plus mignon du monde » en 1825 par le zoologiste français Frédéric Cuvier, le panda roux est classé « en danger » dans la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN Red List).

Le bongo des montagnes : naissance exceptionnelle

Un bongo des montagnes, espèce originaire du Kenya, est né le 07 juillet 2023. Sa mère Olaika a rejoint le Parc en 2022 avec sa sœur Kaya. La rencontre avec le mâle Jamba a été fructueuse puisqu'après 9 mois et demi de gestation, l'équipe du Parc a pu assister à la naissance du petit mâle. Cette naissance est une première pour le Parc et porteuse d'espoir pour l'espèce. Celle-ci est en danger critique d'extinction dans son milieu naturel. La naissance de ce jeune bongo est donc une excellente nouvelle pour le programme d'élevage européen EEP qui comptait 173 individus dans sa population en 2022. ■



Le bongo des montagnes, né au Parc zoologique et botanique en juillet 2023

1 235
animaux

168
espèces animales, dont 86 menacées de disparition dans la nature et protégées par un EEP

3 500
arbres et plantes

19
projets de conservation in situ soutenus par le Parc

CARTE DES SITES TOURISTIQUES DE L'AGGLOMÉRATION MULHOUSIENNE

Plus d'informations sur le site de l'Office de Tourisme de l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace

DIRECTION :
GUEBWILLER,
COLMAR,
MASSIF DES VOSGES,
ROUTE DES VINS

UNGERSHEIM
Parc du Petit Prince
FELDKIRCH
Écomusée d'Alsace
BOLLWILLER
Vignes de Berrwiller
BERRWILLER
STAFFELFELDEN
PULVERSHEIM
Carreau Rodolphe
Carreau Théodore*
RUELISHEIM
Carreau Marie-Louise*
WITTENHEIM
WITTELSHEIM
Forêt du Nonnenbruch
RICHWILLER
Parc du Rabbargala
KINGERSHEIM
Jardin de la Tuilerie
Parc des Gravières
Parc des Jardins du Monde
Musée de la Mine et de la Potasse Carreau Joseph Else
Golf des Bouleaux
PFASTATT
LUTTERBACH
Abbaye Notre Dame d'Oelenberg
REININGUE
Plan d'eau de Reiningue
MORSCHWILLER-LE-BAS
HEIMSBRUNN
GALFINGUE
BRUNSTATT-DIDENHEIM
La Croix du Burn
ZILLISHEIM
Grand Canon de Zillisheim
FLAXLANDEN
STEINBRUNN-LE-BAS
BRUEBACH
ZIMMERSHEIM
ESCHENTZWILLER
HABSHEIM
DIETWILLER
NIFFER
Écluse de Niffer
PETIT-LANDAU
Parc Wallach
Forêt du Tannenwald Zuhrenwald
Musée du Papier Peint
RIEDISHEIM
RIXHEIM
HOMBOURG
Golf du Château de Hombourg
ILLZACH
Les Jardins du Temps
ED&N
SAUSHEIM
La Colline de jeux
BALDERSHEIM
OTTMARSHEIM
Abbatiale d'Ottmarsheim
Forêt de la Hardt
BATTENHEIM
BANTZENHEIM
Forêt de la Hardt
La Grange à Bécanes
CHALAMPE
Golf du Rhin
L'Île du Rhin
MULHOUSE
VOIR ZOOM
EuroAirport Basel Mulhouse Freiburg

DIRECTION :
COLMAR
STRASBOURG

DIRECTION :
FREIBURG,
ALLEMAGNE

DIRECTION :
THANN,
MASSIF
DES VOSGES,
ROUTE
DES VINS

DIRECTION :
BELFORT

DIRECTION :
ALTKIRCH
SUNDGAU

DIRECTION :
ST-LOUIS,
BÂLE SUISSE

LÉGENDE :

- EAU
- PISTES CYCLABLES EUROVÉLO et circuits des 3 frontières



AMBITION

.03

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 24 juin 2024

Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

m2A s'engage aux côtés de ses 39 communes à proposer une offre de service adaptée aux besoins des habitants.

Dans cette démarche, l'Agglomération a engagé un programme ambitieux d'investissement notamment en matière de périscolaire. Ce programme s'est poursuivi durant l'année 2023 avec l'ouverture de nouveaux sites.

Habsheim : un nouveau site périscolaire

Après une étude de faisabilité et pour répondre aux besoins des enfants du périscolaire, la commune de Habsheim et m2A, en co-maîtrise d'ouvrage, ont initié la construction d'un espace de restauration dédié aux enfants en classe de maternelle, ainsi que la rénovation des salles d'activités. En effet, avant la réalisation de ces travaux, les enfants des classes élémentaires de Nathan Katz déjeunaient au collège Henri Ulrich de Habsheim. Les élèves de maternelle occupaient, quant à eux, une salle mise à disposition par la commune dans l'école maternelle Nathan Katz.

Le groupe scolaire Nathan Katz rénové bénéficie désormais d'un équipement périscolaire de qualité, pour un accueil plus adapté au rythme des enfants, avec une restauration possible sur place et de nouveaux espaces d'activités. Le projet comporte une extension attenante à l'école maternelle, comprenant un espace de restauration pour 60 élèves (maternelle) en un service, un office et un bureau pour le responsable. En outre, le projet intègre la rénovation de deux salles de l'école maternelle dédiées aux activités périscolaires et la mise aux normes des sanitaires de l'école. Par ailleurs, la rénovation de deux salles au sein de l'école élémentaire, dédiées aux activités périscolaires, a également été prise en compte.

220 enfants peuvent être accueillis le midi et 124 le soir.

305 enfants ont bénéficié du service d'accueil périscolaire de Habsheim pour l'année scolaire 2022/2023, soit un taux de prise en charge de 68 % des élèves du groupe scolaire Nathan Katz.

631 629 € HT investis par m2A et la commune.



Site périscolaire de Habsheim

102

sites périscolaires dont 67 en régie et 35 en gestion déléguée

16 036 enfants accueillis en périscolaire
8 078 places le midi et 5 031 places le soir
7 500 repas servis le midi et 4 500 goûters le soir.



EN AVANT POUR LES J.O. 2024 !

Dans le cadre du programme « Terre de Jeux 2024 » et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le service Périscolaire s'est engagé, aux côtés du service des Sports de m2A, à mettre en place une série d'actions et de rencontres entre les enfants des différents sites. Ces actions, débutées en janvier 2023, se sont clôturées le 23 juin 2023 à l'occasion de la Journée nationale olympique et paralympique. Les enfants ont alors découvert les valeurs des J.O. dans une démarche d'inclusion et de partage. Au total, 67 sites périscolaires ont participé à ce projet, mobilisant plus de 4 500 enfants. Un bilan extrêmement positif !

L'Olympisme s'invite au périscolaire m2A

Flaxlanden : un lieu d'accueil périscolaire unique

Mulhouse Alsace Agglomération assure depuis 2012 la gestion en régie directe du périscolaire de Flaxlanden. Jusqu'à présent, les enfants étaient accueillis dans deux sites proches mais distincts :

- **« L'Atelier »**, 3 rue des écoles : il s'agit d'une salle d'environ 25 m² dans un bâtiment indépendant situé dans la cour de l'école élémentaire, réaménagée pour l'accueil de loisirs ;
- **la salle municipale Inwiller**, rue du fossé : cette salle d'environ 80 m² avec une cuisine équipée séparée, se situe en sous-sol de l'école maternelle. Elle devait être régulièrement réaménagée avec le mobilier périscolaire en fonction des autres usages du lieu.

38 places étaient alors disponibles. Face à ce constat, ainsi qu'à l'exiguïté des locaux et les contraintes liées à l'exploitation de la salle municipale Inwiller, la commune et m2A ont réfléchi à un projet de nouveau site périscolaire pour améliorer les conditions d'accueil des enfants.



Site périscolaire de Flaxlanden

En parallèle, la commune de Flaxlanden portait un projet d'investissement de type « Maison pour Tous » afin d'y réunir la bibliothèque municipale et les associations de son territoire, dont Trisomie 21 Alsace. C'est tout naturellement que ce nouveau site périscolaire a été intégré à ce projet solidaire. Cette « Maison pour Tous » est construite dans le prolongement de l'école élémentaire, qui a également bénéficié de travaux de rénovation et d'accessibilité. Elle accueille donc :

- au rez-de-chaussée, le nouveau site périscolaire,
- au 1er étage, la bibliothèque municipale,
- sous les combles un local pour l'association Trisomie 21 Alsace, association qui soutient et accompagne les personnes porteuses d'une trisomie 21 dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Son implantation à Flaxlanden, au sein de la Maison pour Tous, s'appuie sur un projet avec la commune de ludothèque inclusive unique, favorisant la mixité des publics pour les enfants de Flaxlanden, que ce soit sur le temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire.

Réparti sur une surface de 250 m², le nouveau site périscolaire de Flaxlanden est composé de :

- 2 espaces d'activités
- 1 salle de restauration, avec des parois d'isolation amovibles pour permettre de réunir les espaces au besoin,
- 1 office,
- 1 bureau pour la responsable de site,
- des sanitaires enfants et des sanitaires adultes.

48 enfants peuvent être accueillis le midi et 24 le soir, grâce à cet agrandissement.

64 enfants ont bénéficié du service d'accueil périscolaire de Flaxlanden pour l'année scolaire 2022/2023, soit un taux de prise en charge de 70 % pour l'école de Flaxlanden.

750 000 € HT investis par m2A

2024/808

Fête de Noël au Relais Petite Enfance m2A situé à Morschwiller-le-Bas



ACCOMPAGNER L'ÉVEIL DES TOUT-PETITS

Composée de 80 agents, l'unité Petite Enfance organise et coordonne en régie directe 4 crèches. Elle gère également en direct 5 Relais Petite Enfance, sur les 11 présents dans l'Agglomération. Le service offre ainsi aux familles des modes d'accueil diversifiés, répondant parfaitement aux besoins des enfants. Ils évoluent en collectivité, ce qui favorise leur développement par la motricité libre. Les professionnels qui interviennent sont tous spécialisés en petite enfance, le bien-être des tout-petits étant une priorité pour m2A. Par ailleurs, pour conserver un accueil qualitatif, 4 postes supplémentaires en crèche ont été créés au cours de l'année 2023 : 2 CAP Petite Enfance et 2 Auxiliaires de puériculture. ■



910 593 €
investis pour la Petite Enfance

35
structures Petite Enfance, dont 4 en régie directe

1 680
places en crèche

11
Relais Petite Enfance et plus de 800 assistantes maternelles

LE BIBLIOBUS REND VISITE À DE NOUVELLES COMMUNES !

En 2023, les habitants de Zimmersheim et de Heimsbrunn ont découvert les nombreuses ressources littéraires du Bibliobus.

Seul dispositif de lecture publique dans l'Agglomération, la bibliothèque mobile de m2A, baptisée « Bibliobus », offre aux habitants des communes qu'elle dessert un accès à plus de 22 000 documents (livres, magazines, CD…) destinés aussi bien aux enfants qu'aux adultes. Depuis septembre 2023, le service est étendu à deux nouvelles communes : Zimmersheim et Heimsbrunn. Par ailleurs, en vue d'améliorer les conditions d'accueil des usagers de la commune de Brunstatt-Didenheim, un stationnement supplémentaire a été mis en place chaque quatrième vendredi du mois (de 10h00 à 12h00). ■

BIBLIOTHÈQUE OUI… MAIS PAS QUE !

En 2023, le Bibliobus a renouvelé son offre d'animations. Les habitants de 8 communes ont ainsi assisté à deux fabuleux spectacles de déambulations, qui ont ravi petits et grands : « *Un pour tous, tous poussins* » de la compagnie les Arts Pitres et « *Crieur de rue fun et fluo* » de la compagnie des Naz.



Animation du Bibliobus m2A « Un pour tous, tous poussins » présenté dans la commune de Reiningue

28 314
prêts de documents

832
cartes d'adhérents

2 138
documents achetés

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE PORTÉE À LA PARENTALITÉ

Intégration au comité de pilotage du Réseau Parents 68, organisation d'une conférence majeure sur la parentalité, m2A s'affirme plus que jamais comme un territoire au service des familles.





m2A soutient la parentalité au travers de ses services, de ses actions, mais aussi de temps forts, d'échanges, de formations et d'informations pour un plus large public. Dans cette démarche, l'Agglomération collabore de longue date avec le Réseau Parents 68 et a intégré, en 2023, son comité de pilotage technique. Ce dispositif départemental, créé par la CAF du Haut-Rhin, coordonne et finance diverses actions liées à la parentalité dans le Haut-Rhin. Ainsi, l'intégration de m2A au comité lui permet d'affirmer son engagement envers la parentalité en soutenant spécifiquement les projets menés par le réseau sur le territoire de l'Agglomération.



Isabelle Filliozat au Parc Expo lors de sa conférence « Être parent n'est pas un jeu d'enfant »

Un événement à la hauteur de l'engagement de m2A

À l'initiative de Mulhouse Alsace Agglomération, Isabelle Filliozat, psychothérapeute, conférencière et écrivaine était présente au Parc Expo, mardi 14 novembre 2023, pour une conférence sur le thème de la parentalité positive intitulée « Être parent n'est pas un jeu d'enfant ». Soutenu financièrement par le Réseau Parents 68 et la Caf du Haut-Rhin dans le cadre de leur action « Novembre pour les parents », ce temps fort a réuni 600 parents et professionnels du domaine de la parentalité, pour une soirée pleine d'échanges. Dès l'ouverture des portes, le public a été convié à découvrir des stands de présentation des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP), du Réseau Parents 68 et de la compétence « Petite Enfance » de m2A. Lors de sa conférence, Isabelle Filliozat, spécialiste des émotions, a partagé sa « méthode Filliozat » construite autour du concept de « l'approche positive ». Également appelée « parentalité positive », cette philosophie d'éducation se concentre sur le respect des droits de l'enfant et de ses parents. Une séance de dédicaces a permis de clôturer la soirée en toute convivialité. ■

Interview Capsule m2A : Isabelle Filliozat

Un agent m2A aux commandes

Derrière la réussite de cet événement se cache Samra Oparic, coordinatrice parentalité au sein de la Direction Enfance & Famille de m2A. En collaboration avec les partenaires et d'autres services de m2A, Samra a organisé et coordonné ce projet de conférence-débat. Une mission relevée avec succès puisque la soirée s'est tenue à guichet fermé !



m2A. & moi

#NosAgentsOntDuTalent

UNE AVENTURE CLÔTURÉE EN BEAUTÉ !

450 écoliers du territoire se sont réunis à l'Écomusée d'Alsace à Ungersheim pour célébrer la 19e édition de l'Aventure citoyenne m2A.

Action d'éducation à la citoyenneté initiée par m2A et l'association Thémis, l'Aventure citoyenne aide les enfants à se situer dans la vie et le monde pour devenir de jeunes citoyens acteurs. Cette opération est proposée à tous les enseignants de CE2, CM1 et CM2 des écoles de l'Agglomération. Elle consiste à mettre en place un parcours de découverte et d'éveil à la citoyenneté avec l'enseignant, adapté à chaque niveau, tout en conservant un fil conducteur durant l'année scolaire. Ainsi, les enfants sont impliqués dans un projet qui les mène de la prise de conscience de leurs droits individuels vers la découverte de la notion d'intérêts collectifs. En 2023, 18 classes volontaires (450 enfants) ont été retenues pour participer à la 19e édition de l'Aventure citoyenne.





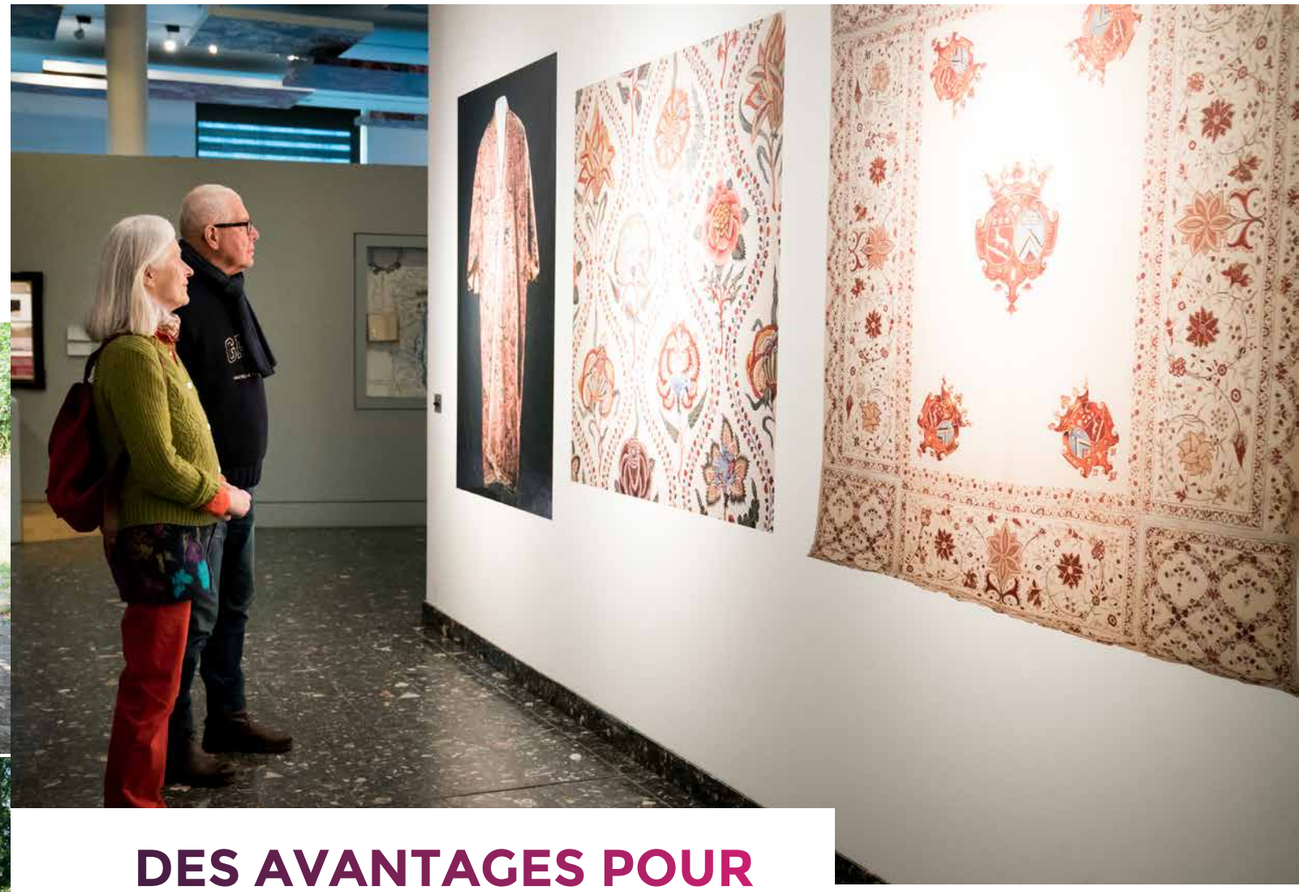
Un temps festif à l'Écomusée d'Alsace

En lien avec la thématique de l'année, 450 écoliers du territoire se sont réunis le 20 juin 2023 à l'Ecomusée d'Alsace à Ungersheim, afin de célébrer ensemble l'aboutissement d'une année riche en échanges et découvertes, dans un lieu emblématique de la culture locale. Des ateliers de découvertes ont été organisés autour des thématiques suivantes : le vivre ensemble, le respect des différences, l'art, la culture et le sport. Les enfants ont également pu profiter de la visite de ce cadre d'exception avec leurs enseignants. ■

Les citoyens de demain

Un projet axé sur l'actualité

L'édition 2022-2023 portait sur le thème du droit et de l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs. Il s'agit aussi de sensibiliser les enfants à l'environnement et d'éveiller leur réflexion concernant les risques liés au numérique.



DES AVANTAGES POUR LES 65 ANS & PLUS

Grâce à la carte « Pass'Temps Senior m2A » les habitants de l'Agglomération, âgés de 65 ans et plus, bénéficient d'une large offre de sorties culturelles et sportives gratuites ou à tarifs réduits.



16 000

cartes distribuées en 2023

Dispositif intercommunal, la carte « Pass'Temps Senior m2A » permet aux seniors d'accéder à des services culturels et sportifs à moindre coût ! L'offre est constituée d'un volet commun à tous les habitants et d'un volet propre à chaque commune, pour des avantages spécifiques supplémentaires. Valable un an, la carte est à récupérer en mairie, sur présentation d'une carte d'identité et d'un justificatif de domicile (de moins d'un an). Les bénéficiaires reçoivent également une brochure détaillant l'ensemble des avantages auxquels il leur est possible de prétendre. Une escapade au Parc zoologique et botanique ou dans les musées du territoire ? Un accès gratuit aux piscines de m2A ? Une entrée au cinéma ou dans une salle de spectacle à tarifs réduits ? De nombreuses offres sont à découvrir avec la carte Pass'Temps Senior m2A ! ■

HABITAT ET LOGEMENT : DES SOLUTIONS ADAPTÉES À TOUS

Parce que la qualité de vie passe par la qualité du logement, m2A s'engage à proposer à ses habitants une offre de logements accessible et de qualité, sur l'ensemble du territoire.

Mulhouse Alsace Agglomération agit pour équilibrer l'offre de logements sur le territoire, à la fois en termes de localisation, de type d'habitat (collectif ou individuel), de statut (location ou propriété) et de revenus (logement social ou non). Les grandes orientations et la programmation des actions en matière de politique du logement sont regroupées dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) de m2A.

Construction et rénovation : des investissements indispensables

Dans son Projet de Territoire « Vision 2030 », m2A se donne notamment comme objectifs d'assurer la production de logements neufs et d'accroître la qualité du parc existant.

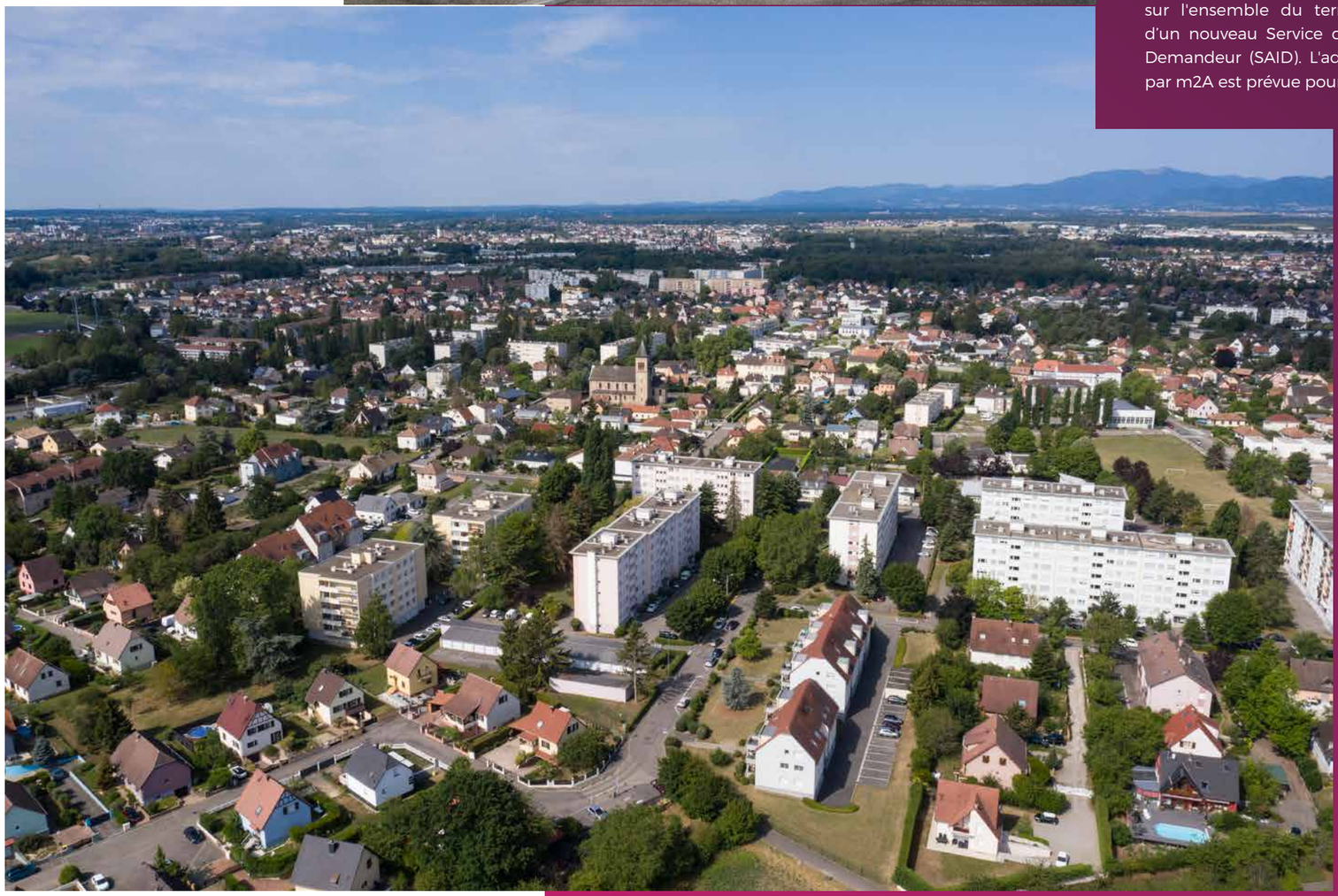
En 2023, l'Agglomération a ainsi participé, à hauteur de 362 500 €, à la construction de 425 nouveaux logements locatifs sociaux sur son territoire, dont 286 en droit commun et 139 en reconstitution de l'offre NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain).

Une enveloppe de 78 000 € a également été allouée à la rénovation de 77 logements pour assurer leur adaptation pour les personnes en perte d'autonomie, 55 logements de propriétaires occupants pour répondre aux enjeux de précarité énergétique, 11 logements de propriétaires bailleurs habitat indigne, et 431 logements en copropriétés rénovés énergétiquement.

Le service Habitat de m2A assure aussi le pilotage de l'aménagement, l'entretien et la gestion des 5 aires d'accueil des gens du voyage, sur les communes de Kingersheim, Mulhouse, Riedisheim, Rixheim et Wittenheim.



La Cité Manifeste à Mulhouse



Logements sociaux : simplifier les démarches à l'échelle du territoire

Dans le cadre de la loi ALUR du 24 mars 2014, portant sur l'accès au logement et un urbanisme rénové, m2A travaille activement sur l'élaboration d'un Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID). Il garantit notamment l'équité d'accès de chaque demandeur de logement social à l'ensemble des parcs de logements sociaux du territoire, tout en favorisant la mixité sociale.

Établi pour une durée de 6 ans, ce PPGDID organise la gestion et la qualification des dossiers de logements sociaux, avec la mise en place d'un dispositif de gestion partagée entre l'ensemble des bailleurs et un système de cotation de la demande (outil d'aide à la décision des propositions d'attribution). Il fixe aussi les modalités de transparence et d'information des demandeurs, via l'harmonisation des pratiques sur l'ensemble du territoire et la mise en place d'un nouveau Service d'Accueil et d'Information du Demandeur (SAID). L'adoption définitive du PPGDID par m2A est prévue pour septembre 2024.

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS : UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS À 360°

En cohérence avec sa politique sportive et de développement de la pratique pour tous, m2A investit pour l'avenir du territoire et l'amélioration continue de ses équipements sportifs.

En 2023, plus d'1,5 million d'euros ont été investis dans les équipements sportifs terrestres et aquatiques de m2A :

- **Piscine de l'Illberg :** déchloraminateur, centrale de ventilation, transformateur électrique haute tension et automate de régulation.
  130 000 €
- **Patinoire olympique :** éclairage Led et éclairage scénique.
  175 000 €
- **Stade nautique de l'Illberg :** travaux de carrelage et étanchéité bassin pataugeoire.
  30 000 €
- **Centre nautique Ile Napoléon :** remplacement portes intérieures, carrelage bassins extérieurs, masse filtrante et création d'un atelier technique.
  85 000 €
- **Plan d'eau de Reiningue :** tables et bancs.
  12 000 €
- **Piscine des Jonquilles :** études de structure.
  15 000 €
- **Centre Sportif Régional Alsace :** éclairage Led salle OMNI et salle de gymnastique, réseau eau chaude sanitaire, aménagement local club escrime, pompe de relevage, ancrage agrès salle de gymnastique, remplacement portes.
  340 000 €
- **Stade de l'Ill :** éclairage terrains Zu-Rhein et passerelle, tensiométrie terrain passerelle, clôtures, Algeco terrain passerelle, Johansen/étude structure et maitrise d'œuvre pour déconstruction.
  100 000 €
- **Palais des Sports « Gilbert Buttazzoni » :** éclairage Led salle annexe, portes, contrôle d'accès, audit énergétique, disconnecteur eau de Ville.
  78 000 €
- **Plaine sportive du Waldeck :** clôtures tir à l'arc, production eau chaude sanitaire bâtiment tribune, arrosage automatique terrain honneur, planches de rive sur gymnase, éclairage terrains 1,3,4 et 5.
  65 000 €
- **Centre Equestre Régional du Waldeck :** rond de longe, reprise enrobé accès écuries, tunnel à foin.
  62 000 €

À cela s'ajoute respectivement **203 000 €** et **218 000 €** de petits travaux divers pour le secteur aquatique et le secteur terrestre. ■

CENTRE SPORTIF RÉGIONAL ALSACE

10e rentrée de l'internat de l'excellence sportive m2A,

Le 03 septembre 2023, le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) a accueilli 51 sportifs internes pour une 10e rentrée. Labellisé « Grand INSEP », ce service d'excellence s'étend sur 13 000 m² et regroupe l'ensemble des prestations nécessaires à l'entraînement des sportifs de haut niveau. Avec un service haut de gamme (équipements, hébergement, restauration, suivi médical), le CSRA se positionne au cœur de la stratégie sportive de m2A.



10e rentrée du Centre Sportif Régional Alsace

CHIFFRES CLÉS

Activités aquatiques

385 271 entrées dans les piscines (hors clubs, scolaires...)

3 276 bébés nageurs et Jardin aquatique

20 682 participants aux activités aquatiques

39 634 participations d'enfants à l'école de natation m2A

12 personnes ayant obtenu le BNSSA

150 agents communautaires

Patinoire

86 266 entrées à la patinoire olympique

CENTRE SPORTIF RÉGIONAL ALSACE

RÉSEAU GRAND INSEP

51 sportifs en internat

17 132 nuitées

73 914 prestations de restauration

11 900 personnes pour la mise à disposition de salles de réunion

75 000 personnes pour la mise à disposition de salles de sport

39 160 personnes ont fréquenté l'Institut Médico-Sportif Sud Alsace (IMSSA)

AMBITION .04

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPERATION

LA MAISON DU TERRITOIRE OUVRE SES PORTES

Symbole d'ouverture et de co-construction, la Maison du Territoire a accueilli ses premiers occupants à l'automne 2023.

Initiée en 2018 par le lancement d'un partenariat économique public-privé inédit : « Mulhouse Alsace Attractiv », la Maison du Territoire offre aux acteurs économiques l'opportunité de concrétiser leur choix d'avancer ensemble. Les fondations de la Maison du Territoire reposent sur une confiance réciproque et sur une ambition partagée pour le territoire avec comme objectif premier la création d'emplois et de richesses dans le respect de l'environnement. Les travaux de réhabilitation du bâtiment se sont finalisés en 2023 permettant ainsi l'installation des premiers locataires.

Une gestion partagée

Créée en juin 2021, la Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) « Maison du Territoire » a acquis l'ancien bâtiment de la Banque Populaire à Sausheim afin d'y installer la future Maison du Territoire. Elle compte aujourd'hui 11 actionnaires. Ce lieu-passerelle emblématique fédère en effet les acteurs publics (Mulhouse Alsace Agglomération, actionnaire majoritaire, la Collectivité européenne d'Alsace et la Région Grand Est) et les acteurs privés (la Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole, la Chambre de Métiers d'Alsace, la Chambre d'Agriculture d'Alsace, la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics du Haut-Rhin, la Confédération des petites et moyennes entreprises du Haut-Rhin, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, la Société B&T Environnement SAS et la Société d'Aide au Financement du Développement Industriel). Ensemble, ils s'unissent pour créer davantage de synergies et développer les politiques économiques, environnementales et sociales. Vice-Président de m2A en charge des réseaux de chaleur, Rémy Neumann est le Directeur Général de la SAEML « Maison du Territoire ». Il a pris officiellement ses fonctions en décembre 2023 mais a assuré, dès l'été, la préparation de l'emménagement des futurs occupants.



L'arrivée des premiers locataires

Dès le mois d'octobre et tout au long du dernier trimestre 2023, les premiers locataires se sont installés dans les locaux :

- le Président, son cabinet et la direction générale ainsi que d'autres directions de Mulhouse Alsace Agglomération,
- l'Agence Locale de Maîtrise de l'Énergie (ALME)
- Effinergie,
- Euro Rhein Ports,
- le Syndicat Mixte des Ports.

D'autres services et organismes liés à l'économie, l'attractivité, l'emploi et à la formation (France Travail, Maison de l'Emploi et de la Formation, Agence d'attractivité Mulhouse Sud Alsace, Grand Enov +) et la CeA (Collectivité européenne d'Alsace) seront amenés à rejoindre les locaux en 2024.

CRM CENTRE DE RÉADAPTATION MULHOUSE
Rééducation et Formation Professionnelle

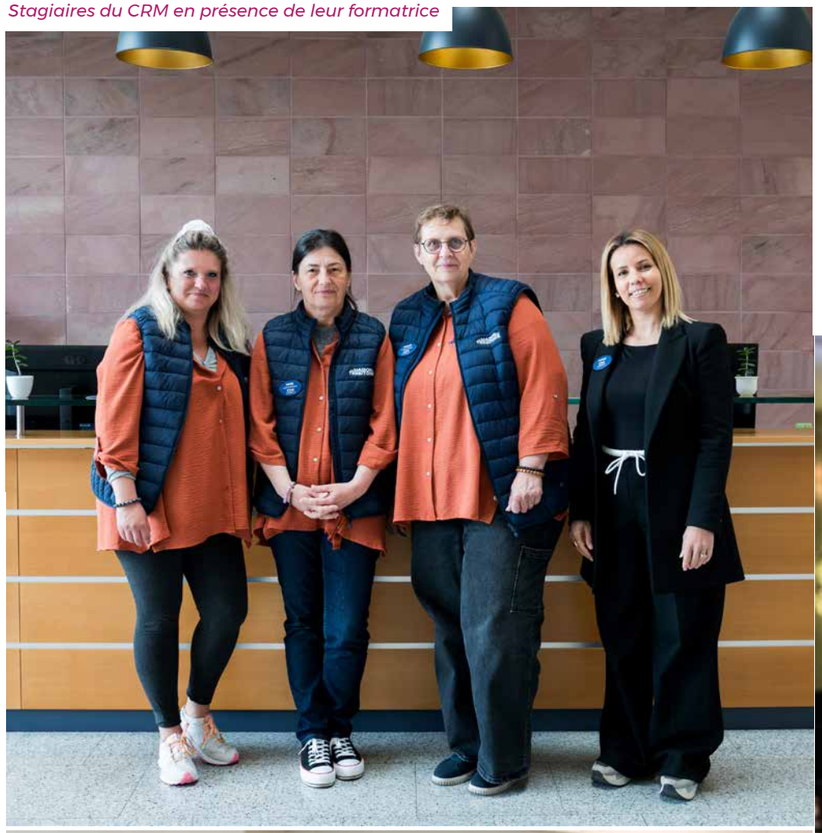
Un partenariat inédit avec le CRM

Mulhouse Alsace Agglomération s'investit en matière de promotion de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Cet engagement se traduit notamment par un partenariat inédit entre la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) « Maison du territoire », dont m2A est actionnaire majoritaire, et le Centre de Réadaptation de Mulhouse (CRM). Ainsi, depuis le mois d'octobre 2023, huit stagiaires en formation « Employé Administratif et d'Accueil » au sein du CRM, sont en immersion pédagogique pour développer leurs compétences professionnelles à l'accueil de la Maison du Territoire. Cette initiative répond pleinement aux ambitions de m2A.

Le restaurant de la Maison du Territoire

Piloté en régie par Mulhouse Alsace Agglomération, le restaurant de la Maison du Territoire permet à l'ensemble des locataires, après signature d'une convention, de bénéficier de repas équilibrés et variés lors de la pause du déjeuner. Les plats sont cuisinés avec soin par l'équipe du restaurant qui veille à sélectionner des produits frais et locaux, tout en privilégiant le « fait-maison ».

Stagiaires du CRM en présence de leur formatrice





L'équipe m2A du restaurant de la Maison du Territoire

m2A. & moi
#NosAgentsOntDuTalent

Silence, ça tourne !

Fin novembre 2023, une équipe de France Télévision a investi durant plusieurs jours la Maison du Territoire afin de tourner le téléfilm de Noël « Mon livreur de Noël ». Arielle Dombasle et Tom Leeb sont à l'affiche de ce long-métrage réalisé par Cécilia Rouad. Il sera diffusé sur la chaîne télévisée France 2 lors des fêtes de fin d'année 2024. Ce tournage, financé par m2A et la Région Grand Est, souligne l'implication du territoire en matière d'attractivité cinématographique !

Interview Capsule m2A de l'acteur Tom Leeb





Le Grand Rex à Mulhouse

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES INVESTIT LE GRAND REX

Bâtiment à l'allure futuriste, le Grand Rex à Mulhouse accueille également les bureaux de nombreux agents m2A. Suite à l'emménagement de plusieurs directions à la Maison du Territoire, jusqu'ici installées au Grand Rex, plusieurs espaces de travail se sont libérés. Ils sont désormais occupés par la Direction des Ressources Humaines et la Direction des Affaires juridiques et des Achats de m2A.

ASSURER LA SÉCURITÉ DES HABITANTS : UNE PRIORITÉ ABSOLUE

Grâce à des actions fortes et ciblées, m2A maintient son engagement pour prévenir la délinquance sur le territoire.





Approuvée en mars 2023, la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD) 2022–2026 de m2A permet la mobilisation de tous les acteurs concernés par les enjeux de sécurité et de prévention de la délinquance, pour plus d'efficacité.

Pilotée par la mission sécurité et prévention de la délinquance, elle fixe les objectifs de travail du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD). Le plan d'action adopté dans la STSPD de m2A se décline en 4 axes prioritaires :

- protéger les jeunes et prévenir la délinquance ;
- prévenir les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes, et aller vers les publics vulnérables ;
- veiller à la sécurité et à la tranquillité publique par un partenariat fort et en associant la population ;
- renforcer la sécurité routière sur le territoire.

Sécurité routière : des actions percutantes

m2A a compétence en matière de prévention et de sécurité routière. Elle met en œuvre, aux côtés des pouvoirs publics, plusieurs actions dans les champs de l'éducation et de la prévention. Parmi elles, l'opération « crash-test pédagogique » permet chaque année de sensibiliser les élèves de 4e de l'Agglomération. À travers cette action de prévention, débriefée par un pilote professionnel du risque routier, les adolescents sont invités à prendre conscience des dangers de la route. Démonstration de freinage, collision entre une voiture et un scooter, simulation de secours à la personne par le SDIS 68 et la police municipale de Mulhouse… cette démonstration saisissante a interpellé les 817 élèves présents en 2023 (soit 33 classes réparties sur 10 collèges).

Sensibiliser les utilisateurs de trottinettes électriques

Face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs de trottinettes électriques, m2A a lancé en 2023 une large campagne de prévention diffusée sur l'ensemble du territoire. Outre la diffusion de flyers et d'affiches, notamment le long des lignes de tram de la Ville de Mulhouse, cette campagne a été accompagnée de plusieurs actions de sensibilisation, y compris dans des établissements scolaires. Ces opérations, menées en partenariat avec les polices municipales, les forces de sécurité intérieure (gendarmerie et police nationale) et les personnels de l'Éducation nationale, avaient pour objectif de sensibiliser les usagers à la réglementation en vigueur, à l'équipement obligatoire et recommandé, et aux consignes de sécurité pour ce type de mobilité douce.



3 230 flyers et 270 affiches ont été diffusés en 2023 pour sensibiliser les habitants de m2A au bon usage des trottinettes électriques.

Des stages pour lutter contre le décrochage et l'absentéisme scolaire

Permettre aux élèves en décrochage scolaire ou à la limite de l'exclusion de retrouver du sens à l'école et à la citoyenneté, voici l'objectif premier du dispositif « Stage Horizon » développé sur le territoire. Ce dispositif, co-organisé par m2A, les associations Thémis et Sahel Vert et les services départementaux de l'Éducation nationale, concerne l'ensemble des établissements secondaires, et notamment les collèges situés dans les quartiers prioritaires.

Le « Stage Horizon » est la mise en œuvre d'un projet individuel personnalisé sur le temps scolaire entre le jeune, ses parents, les responsables de l'établissement scolaire et les associations, avec un accompagnement scolaire, civique et pratique. En 2023, 21 élèves ont pu bénéficier de ce dispositif.

Protéger les victimes de violences intrafamiliales

En novembre 2023, 26 élus de 15 communes du territoire se sont réunis dans le cadre d'une action de sensibilisation aux violences intrafamiliales. Initié par m2A, en collaboration avec le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) et le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, ce rendez-vous avait pour objectif d'aider les élus au repérage des victimes et à leur orientation vers les structures d'accompagnement. Les participants en ont également profité pour visiter la Maison de Protection des Familles (MPF) de Mulhouse.

Dans la continuité de cette action, une « fiche réflexe » a été créée à destination des élus. Elle vise à améliorer la prise en charge des victimes et met en lumière les points de vigilance à observer. Elle regroupe aussi les adresses des structures spécialisées sur le territoire.

Encourager la cohésion de polices municipales de m2A

Une fois par semestre, les responsables des services de police municipale opérant sur le territoire sont conviés à se réunir dans un espace de rencontre dédié.
Animées par la chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance de m2A, ces rencontres ont plusieurs objectifs :

- inviter les acteurs communaux à faire des retours d'expériences ;
- mettre en œuvre des réseaux d'entraide entre professionnels par partage de méthodes de travail et par la mutualisation des moyens ;
- proposer des temps de sensibilisation sur des problématiques afférentes à la nouvelle stratégie afin d'encourager les communes à déployer des actions sur leur territoire pour prévenir des risques et dangers liés ;
- développer une culture des métiers sécurité et prévention de la délinquance.

Initiées en 2023, deux rencontres et une matinée de cohésion en visite au Centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach se sont tenues cette même année. Par ailleurs, la cohésion dans le groupe est encouragée au moyen de la mise en œuvre de la messagerie sécurisée Tchap depuis octobre 2023.

CONTRAT DE VILLE 2015-2023 : UN BILAN POSITIF

L'évaluation finale du Contrat de Ville 2015-2023 m2A s'est majoritairement basée sur une approche sociale, passant par le bien-être des habitants des quartiers prioritaires (situés à Illzach, Mulhouse et Wittenheim).

Approuvé en septembre 2015, le Contrat de Ville 2015-2023 m2A avait notamment pour objectif de soutenir les habitants et les acteurs des quartiers les plus en difficultés. Il visait ainsi à renforcer le lien social entre les habitants et à améliorer la qualité de vie dans ces différents quartiers. Il a par exemple permis :

- la simplification de l'accès aux droits, grâce au déploiement de médiateurs et de structures « relais » ;
- l'apprentissage du français par les personnes d'origines étrangères ;
- l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ;
- la valorisation du « vivre ensemble » par le biais d'animations, de journaux de quartier ou encore d'ateliers sociolinguistiques ;
- le respect de l'égalité de genre ;
- la lutte contre l'isolement des personnes âgées ;
- la découverte de nouveaux environnements en dehors des quartiers ;
- l'accompagnement des jeunes pour une insertion durable dans l'emploi.

Un nouveau « Contrat de Ville » pour 2024-2030

Réalisée en lien avec l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) et l'Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud Alsace (AFUT), l'évaluation finale du Contrat de Ville 2015-2023 sert désormais de référence pour les acteurs de la politique de la ville m2A. Il a par ailleurs servi à la rédaction du nouveau Contrat de Ville « Engagements Quartiers 2030 », qui fixe les orientations stratégiques et opérationnelles de la politique de la ville de m2A pour la période 2024-2030.



UNE AIDE JURIDIQUE ACCESSIBLE À TOUS

La Maison de la Justice et du Droit est ouverte à tous les citoyens de l'Agglomération qui souhaitent un soutien juridique.



Catherine Tresch et Valérie Mat de la Maison de la Justice et du Droit

m2A. & moi
#NosAgentsOntDuTalent

Fruit d'un partenariat entre m2A, la Ville de Mulhouse et le Ministère de la Justice, la Maison de la Justice et du Droit est un lieu d'information répondant à de nombreuses problématiques que rencontrent les citoyens : problèmes de voisinage, succession, litiges avec des entreprises, impayés... Une équipe de professionnels du droit est à l'écoute des usagers : avocats, commissaires de justice, notaires, conciliateurs de justice, délégué du Défenseur des droits, un écrivain public. Les associations APPUIS et CIDFF proposent également des rendez-vous pour accompagner les victimes de violences et d'infractions. Différents stages de citoyenneté, mesures alternatives aux poursuites mises en place par le tribunal judiciaire de Mulhouse, y sont également organisés. L'accueil est assuré par deux agents, Catherine Tresch et Valérie Mat.

3 849 personnes reçues à la Maison de la Justice et du Droit

6 440 appels téléphoniques réceptionnés

142 stages de citoyenneté organisés

275 stages de sensibilisation aux violences conjugales organisés

45 stages de sensibilisation aux produits stupéfiants organisés

62 stages de sensibilisation aux obligations parentales organisés

24 stages de sécurité routière organisés



L'HISTOIRE DE NOTRE TERRITOIRE

Les Archives conservent un patrimoine de près de 9 km linéaires !

Les Archives s'adressent aux passionnés d'histoire locale, de généalogie, aux chercheurs ou simples curieux. La salle de conservation est ouverte à tous et permet de consulter de nombreux documents historiques, le plus ancien datant de 1236. Une bibliothèque rassemblant des ouvrages et des manuels d'aide à la recherche est également à disposition des usagers. Composé de 8 agents, ce service veille à la collecte et la conservation de nombreux fonds, selon des techniques rigoureuses. En 2023, une exposition a contribué à la mise en lumière de l'histoire de nos communes. De plus, par la prise en charge d'archives dépourvues d'intérêt courant, le service a participé au déménagement à la Maison du Territoire.

314 lecteurs

1 944 documents consultés

493 séances de consultation

37 300 € en fonctionnement

10 750 € en investissement

DE NOUVEAUX SERVICES NUMÉRIQUES

29 communes de m2A ont adopté la plateforme territoriale e-services.

Dans le cadre du développement de la plateforme e-services, 29 communes ont adhéré au projet en vue de proposer des téléservices aux habitants regroupés sur un seul et même espace numérique. Pour cela, m2A a conclu un accord-cadre avec le partenaire LOGITUD Solutions, en charge du développement et de la maintenance de la plateforme, pour une durée de 4 ans. Cet outil, qui préserve les identités conformément au Règlement Européen sur la Protection des données (RGPD), facilite l'accès aux démarches administratives ainsi qu'aux services publics de l'Agglomération. Laura Gaymard, agent m2A au service Management du risque numérique, a piloté ce projet. ■

123 545 € en fonctionnement
231 079 € en investissement



m2A. & moi

#NosAgentsOntDuTalent

L'escape game « Vous avez un nouveau message »

Afin de sensibiliser les agents, les communes et les habitants aux risques cyber, m2A a développé un outil, ludique et accessible à tous : l'escape game numérique « Vous avez un nouveau message ». Pendant 45 minutes, il permet de tester ses connaissances sur le thème de la cybersécurité à travers 5 univers.



111
participants aux 3 ateliers du cybermois 2023 portant sur la présentation d'outils internes et externes cyber responsables

195
participants à l'escape game de sensibilisation aux risques numériques *« Vous avez un nouveau message »*

2 900
collaborateurs sensibilisés au risque d'hameçonnage à travers un outil alliant apprentissage théorique et entrainements pratiques

69
conseils/avis/accompagnement donnés à 20 communes de l'Agglomération en 2023

UN NOUVEAU SERVICE À DESTINATION DES 39 COMMUNES

Depuis février 2023, m2A met à disposition des communes de son territoire un service commun de secrétariat de mairie itinérant pour des missions de remplacement et de renfort.



Le service effectue, sur demande des élus locaux, les remplacements de personnel momentanément indisponible dans les communes de m2A.

Ces remplacements peuvent être occasionnels (maladie ordinaire, congés annuels…) ou de longue durée (longue maladie, congé de maternité…). Le service commun peut également intervenir dans le cadre d'un renfort ponctuel, pour une ou plusieurs missions précises et pour assister les agents communaux (appui lors de la prise de poste d'un agent, montage de dossiers de subventions, aide à la préparation budgétaire…).

En 2023, l'agent chargé de ce service commun a réalisé des interventions dans 8 communes de l'Agglomération. Ces missions représentent un total de 857 heures dans les communes. L'adhésion au service commun est gratuite pour les communes, qui doivent cependant procéder au remboursement de la rémunération de l'agent et des frais annexes lors de son recours. Il est à noter qu'en l'absence de missions au sein des communes membres, l'agent vient en renfort de ses collègues de m2A. C'est ainsi qu'en 2023, 265 heures ont été effectuées par l'agent, à la Régie de l'Eau m2A. ■

17
communes adhérentes au service commun de secrétariat de mairie itinérant.

857
heures passées dans les communes.

LE PACTE TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En partenariat avec l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et toutes les communes de l'Agglomération, m2A a participé dès 2021 à la rédaction du Pacte Territorial de Relance et de Transition Énergétique (PTRTE).

Après la signature officielle du Pacte en 2022, l'année 2023 a été marquée par l'organisation d'un comité technique en mars et d'un comité de pilotage en novembre. Au cours de ces rencontres, les acteurs ont procédé à un examen attentif des projets, pour permettre aux dossiers les plus matures de bénéficier de subventions. Une convention spécifique a aussi été signée avec la CeA en décembre dernier. Il s'agit désormais de faire vivre le pacte jusqu'en 2026.

Le but du PTRTE est d'offrir davantage de convergence et de lisibilité dans le déploiement des programmes et politiques sur le territoire. Il permet aussi de développer une vision commune des enjeux locaux, en termes de développement économique, d'environnement, de cohésion sociale et territoriale. ■





Rencontre des Présidents d'EPCI du Haut-Rhin avec Frédéric Bierry, Président de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

FÉDÉRER LES INTERCOMMUNALITÉS AUTOUR DE THÉMATIQUES COMMUNES

En 2023, Fabian Jordan, Président de m2A, a initié 4 rencontres avec les présidents des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Haut-Rhin.

Plusieurs sujets environnementaux ont été abordés lors des 4 rencontres entre les présidents des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Haut-Rhin. Les présidents de ces grandes collectivités ont ainsi pu échanger sur :

- la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables ;
- la mise en place d'un plan de motorisation à faible émission ;
- la mise en place d'une zone à faible émission (ZFE) ;
- le transfert de la compétence eau potable-assainissement ;
- la gestion des piscines (partage des bonnes pratiques en matière énergétique).

Le travail collectif a aussi permis l'envoi à l'État, à la CeA et à la Région Grand Est d'un projet de schéma directeur des mobilités, valorisant notamment le covoiturage, les pistes cyclables et les mobilités douces.

m2A est également membre du Pôle métropolitain, aux côtés de l'Eurométropole de Strasbourg, la Communauté d'Agglomération de Haguenau, Colmar Agglomération et Saint-Louis Agglomération. Ce pôle s'est réuni à trois reprises en 2023, aboutissant à la formation de 5 groupes de travail (les mobilités, les énergies renouvelables, l'enseignement supérieur, le développement économique et le tourisme d'affaires). ■



Pôle métropolitain d'Alsace

LA GOUVERNANCE DE m2A RECONNUE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Réunis au sein de différentes instances de concertation, de délibération et de décision, les élus municipaux et communautaires de m2A travaillent ensemble pour donner vie aux projets de l'Agglomération.

Rattaché à la direction du développement intercommunal depuis octobre 2023, le Secrétariat des assemblées délibérantes de m2A permet d'ancrer les décisions dans une dynamique de co-construction du territoire avec l'ensemble des élus. Le service participe notamment à la préparation administrative et logistique des assemblées délibérantes (Conseil d'Agglomération et Bureau), à la gestion des formalités consécutives aux séances, à la rédaction d'arrêtés réglementaires, ou encore à la confection des registres des délibérations et des procès-verbaux.

Regroupant l'ensemble des élus communautaires, soit 104 membres, le Conseil d'Agglomération est l'instance de décision principale. Il se réunit au moins quatre fois par an en séance publique, définit les grandes orientations de la politique communautaire, détermine les actions prévues dans le Projet de Territoire, arrête le budget et approuve la mise en œuvre de l'action communautaire. Il statue notamment sur les délégations/concessions de service public, la création des emplois dans les services communautaires et détermine les pouvoirs qu'il délègue au Bureau ainsi qu'au Président.

LES INSTANCES DE DÉCISIONS DE m2A EN CHIFFRES

- **5** Conseils d'Agglomération réunis en 2023
- **5** Bureaux réunis en 2023
- **271** délibérations adoptées par le Conseil d'Agglomération
- **137** délibérations adoptées par le Bureau

Composé du Président, des Vice-Présidents et des Conseillers communautaires délégués, le Bureau prend des délibérations par délégation de pouvoirs du Conseil d'Agglomération, s'accorde sur les grandes orientations stratégiques, la mise en œuvre des projets, suit également l'avancée des projets et des politiques menées sur le territoire et valide les étapes intermédiaires. ■





FAVORISER LA COHÉSION ENTRE LES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION

m2A met tout en œuvre pour accompagner la dynamique entre les 39 communes qui la composent.

Pour entretenir la dynamique entre les communes du territoire et pour soutenir la bonne organisation des instances politiques, plusieurs moments de rencontre entre les élus sont organisés chaque année par m2A. L'Agglomération s'investit également pour créer du lien entre les Directeurs Généraux des Services (DGS) des communes membres, et pour maintenir son rôle d'interface entre les municipalités et ses différents services. ■

CHIFFRES CLÉS

- **3** forums m2A
- **5** Collégiales des DGS et secrétaires de mairie
- **6** conférences plénières/territoriales des maires
- **10** réunions de direction
- **10** dossiers traités en lien avec les communes pour les services
- **52** sollicitations directes des communes

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Depuis 2003, le Conseil de développement inscrit l'Agglomération dans une démarche de démocratie participative.

L'expertise citoyenne des membres du Conseil de développement de m2A leur permet de contribuer au développement des politiques publiques du territoire, dans un esprit de co-construction. Les habitants deviennent ainsi acteurs de leur territoire et force de proposition.

L'action 2023 du Conseil de développement de m2A a été marquée par :

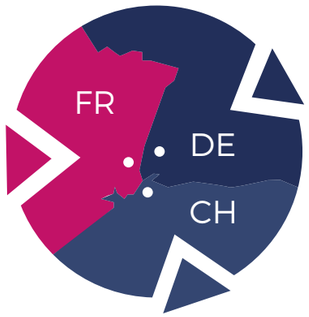
- la publication de deux avis concernant les « Vergers communaux et arbres fruitiers en ville » et la « Contribution sur le plan local d'urbanisme intercommunal » ;
- la rédaction d'une note intitulée « soigner les bordures urbaines » pour enrichir le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Agglomération ;
- la réalisation d'un dépliant sur la citoyenneté, « Allons enfants de la Patrie… Soyons de la partie », destiné aux communes ou tout partenaire intéressé ;
- la création d'un nouveau groupe de travail : « Comment accompagner la mise en place de la zone à faible émission mobilité auprès des citoyens en situation de fragilité sur le territoire de m2A ? » issu d'une saisine de m2A. ■

LES COOPÉRATIONS TRANSFRONTALIÈRES, ENJEU D'AVENIR

Située aux frontières de la Suisse et de l'Allemagne, m2A s'engage à développer les relations avec ses voisins frontaliers en impulsant une dynamique de coopération transfrontalière qui rayonne sur l'ensemble de son territoire.

Pour y parvenir, m2A a défini une stratégie de coopération rythmée par de nombreuses actions. Ainsi, le 19 janvier 2023, Mulhouse Alsace Agglomération est devenue signataire du manifeste *« Le Rhin supérieur, la clé d'un réseau ferroviaire européen à la hauteur du défi climatique et social »*, lancé par l'Eurométropole de Strasbourg. Ce manifeste a pour objectif d'affirmer, à l'échelle européenne, le transport ferroviaire comme alternative privilégiée au transport aérien et à la voiture. Dans cette démarche, m2A apporte une attention particulière à la ligne ferroviaire Mulhouse – Müllheim – Freiburg, en partenariat avec la Ville de Mulhouse et la Ville de Freiburg.





Roland Onimus, Vice-Président m2A notamment en charge de la stratégie transfrontalière, Jens Fondy-Langela, Maire de Neuenburg am Rhein et Hugues Hartmann, Conseiller communautaire en charge de la coopération transfrontalière culturelle, sur la passerelle reliant Chalampé à Neuenburg am Rhein



Vue aérienne du Rhin, fleuve international aux frontières de la France et de l'Allemagne

En continuité de ses engagements pour promouvoir le vélo sur son territoire, m2A a participé, le 09 juillet 2023, à l'organisation de l'événement transfrontalier « La Bicyclette – Velotag » créé par le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald et la CeA. Cette grande fête de l'amitié franco-allemande, dédiée au vélo, s'est tenue sur les 5 passerelles cyclables dont celle reliant Chalampé à sa voisine allemande Neuenburg am Rhein.

Par ailleurs, le 27 octobre 2023, m2A a été élue à la Vice-Présidence de l'Eurodistrict « Region Freiburg – Centre et Sud Alsace » pour 3 ans. Représentée par Roland Onimus, son Vice-Président en charge du tourisme, de la culture et de la stratégie transfrontalière, au sein de ce Groupement Européen de Coopération Transfrontalière (GECT), elle confirme ainsi son engagement pour une intégration renforcée du territoire de l'Agglomération dans l'espace trinational du Rhin supérieur, à travers toujours plus de synergies entre les membres que sont la Collectivité européenne d'Alsace, la Région Grand Est, Colmar Agglomération, le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Sélestat-Alsace Centrale, le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Rhin-Vignoble-Grand Ballon, et du côté allemand, le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald, le Landkreis Emmendingen et la Ville de Freiburg.

VIE DE L'AGGLOMÉRATION

FINANCES : LES CHIFFRES CLÉS

Le compte administratif 2023 de Mulhouse Alsace Agglomération s'élève à 257 M€ en dépenses de fonctionnement et à 71 M€ en dépenses d'investissement pour le budget principal.



Au service des directions de m2A

La Direction des Finances a pour mission de permettre la réalisation des projets de m2A tout en veillant à la bonne santé financière de la collectivité à court, moyen et long terme.

Elle est organisée autour de 4 grands pôles :

- **la qualité comptable** qui vise à garantir la régularité, la sincérité et l'exhaustivité des informations comptables enregistrées ;
- **la construction et le suivi du budget** qui a pour objectif de piloter l'autofinancement et de préserver les fondamentaux budgétaires ;
- **l'expertise** en matière de gestion de l'actif, de la dette et de la fiscalité afin de limiter le recours à l'emprunt à des conditions optimales et de participer à la définition de la stratégie financière et fiscale ;
- **les financements extérieurs** en vue d'optimiser les sources de recettes.

À la suite de la réorganisation de la direction, intervenue au cours de l'année 2023, la Direction des Finances compte 14 agents (décembre 2023).

m2A dispose de 4 budgets annexes :

- pour la gestion des transports urbains ;
- pour les réseaux de chaleur et les centrales thermiques ;
- pour la Zone d'Activité Économique (ZAE) de Bantzenheim ;
- pour la gestion de l'eau potable.

Les grandes masses financières du budget principal : l'évolution des ressources communautaires

L'essentiel des ressources de la collectivité est constitué par les ressources à caractère fiscal et par les dotations et subventions.

Les recettes fiscales représentent un total de 169,6 M€ et sont constituées par les recettes qui se substituent à l'ancienne taxe professionnelle et par les recettes ménages (127,7 M€), par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (40,7 M€) et par des recettes diverses (1,2 M€).

Les dotations et subventions se sont élevées en 2023 à 55,2 M€ et comprennent les dotations d'État ainsi que des participations de nos divers partenaires (notamment la CAF). Figurent parmi les dotations les plus importantes :

- la dotation de compensation de la suppression de la part salaires pour **20,5 M€** ;
- les compensations de l'État au titre notamment de la taxe professionnelle pour **20,4 M€** ;
- la dotation d'intercommunalité pour **5,5 M€** ;
- les aides diverses et notamment celles de la CAF pour un total de **8,8 M€**.



LES DÉPENSES COMMUNAUTAIRES

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 257 M€.

Les charges de personnel représentent 31 % des dépenses, le reversement de contributions/compensations aux communes 27 %.

Les dépenses d'investissement représentent un peu plus de 70,72 M€, dont :



Aménagement du territoire et zones d'activités

3,1 M€



Rénovation des équipements aquatiques et sportifs

1,3 M€



Propreté urbaine et parc auto

1,9 M€



Parc zoologique et botanique

2,9 M€

2,7 M€ pour Horizon Afrique



Périscolaire

5,2 M€



Patrimoine touristique

207 190 M€



Pistes cyclables

1,2 M€



Petite enfance

2,1 M€

UNE DIRECTION À L'ÉCOUTE DE 1 700 AGENTS

La Direction des Ressources Humaines accompagne les agents de la collectivité tout au long de leur parcours professionnel.

Coordonner le recrutement des collaborateurs, assurer la rémunération des agents, rendre possible l'émergence et l'évolution de talents, garantir la qualité de vie au travail, porter une attention particulière aux personnes les plus fragiles, animer le dialogue social : telles sont les missions assurées par les 45 agents de la Direction des Ressources Humaines. ■

1 700
agents

213
recrutements opérés

122
accompagnements
par le service social du personnel

79,5 M€
de masse salariale



m2A. &moi
#NosAgentsOntDuTalent



Équipe du service Courrier de m2A

1 640 830 €
en dépenses
de fonctionnement

525 642 €
en recettes
de fonctionnement

186 531 €
en dépenses
d'investissement



2023, SIGNE DE NOUVEAUTÉ

Pour répondre aux besoins de la collectivité, une nouvelle Direction des Ressources Humaines s'est formée en octobre 2023, notamment marquée par l'arrivée d'Antoine Schweitzer. Ce dernier occupe le poste de Directeur des Ressources Humaines.

LE BIEN-ÊTRE DES AGENTS, UNE PRIORITÉ !

Composés de plus de 80 agents, les Moyens Généraux sont aux petits soins des collaborateurs de l'Agglomération !

L'année 2023 est marquée par l'emménagement des services administratifs de m2A au sein de son nouveau siège social, la Maison du Territoire à Sausheim. Les Moyens Généraux ont entièrement piloté l'installation de plus de 150 agents. Cet emménagement a également nécessité une réorganisation du service « Courrier » en novembre. Par ailleurs, 2023 est ponctuée par la création en régie du restaurant de la Maison du Territoire avec une partie de l'équipe du Centre Wallach. Cette création a entièrement été prise en charge et orchestrée par les Moyens Généraux : réfection du matériel existant, recrutement, achats des aliments de base, mise en place de la régie de recettes... Le restaurant est ouvert depuis le mois d'octobre à l'ensemble des occupants de la Maison du Territoire. ■



Des plats cuisinés AUX PETITS OIGNONS !

Didier Groell, Élodie Wirth, Paula Roussel et Christophe Marchand sont au fourneau et au service du restaurant de la Maison du Territoire. Ensemble, ils veillent à proposer des repas de qualité, préparés à partir de produits frais et locaux, le tout dans une ambiance chaleureuse et conviviale. (voir page : 86)

LES CARTOGRAPHES DU TERRITOIRE

17 agents œuvrent quotidiennement à la création de cartes intelligentes, sur la base de données géographiques et réalisent des levés topographiques nécessaires à la conception de projets d'aménagements

Quelques projets marquants :

- réalisation de 3 documents d'arpentages dans le cadre de cessions, découpages de terrains sur la zone d'activités Amélie à Wittelsheim et sur la rue de l'Aérodrome à Rixheim ;
- levés topographiques pour les projets d'aménagements suivants : pistes cyclables et voie d'accès dans la zone d'activités Ram'Parc à Habsheim, réaménagement de la terrasse du Centre Sportif Régional Alsace à Mulhouse, mise en accessibilité du bâtiment de la CINE à Lutterbach ;
- création et mise à jour des plans de zones d'activités : 2 rives à Bantzenheim, Amélie à Wittelsheim et Carreau Marie-Louise Sud à Staffelfelden ;
- mise à jour en propre régie du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) des communes de Steinbrunn-le-Bas et Dietwiller ;
- exploitation du Système d'information géographique (SIG) : diffusion de données géographiques, production de cartes et de plans thématiques à la demande des services communautaires et des communes de m2A, édition de Plan de Ville, assistance à certaines communes dans le cadre de la redéfinition des lots de chasse, contrôle et intégration dans le SIG des réseaux d'eau des communes de m2A et des plans topographiques de Habsheim pour la Régie de l'Eau m2A ;
- administration et mise à jour des jeux de données de la plateforme OpenData partagée avec les communes. ■

29 300 € en dépenses de fonctionnement
11 500 € en recettes de fonctionnement
25 500 € en dépenses d'investissement

CONSEILS JURIDIQUES ET STRATÉGIES ACHATS

En lien avec les référents juridiques, le service « Affaires juridiques » assure le conseil juridique interne de la collectivité ainsi que la souscription des marchés d'assurances. Il gère également les sinistres, les atteintes au patrimoine, la protection juridique des agents, les dossiers contentieux ainsi que la documentation professionnelle. De même, le service accompagne les directions dans l'élaboration et la passation de conventions d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique.

125
avis juridiques

10
nouvelles affaires contentieuses enregistrées devant les Tribunaux, dont 7 relevant de la juridiction administrative et 3 de la juridiction judiciaire

41
abonnements

71
consultations lancées

7 233
DCE téléchargés

195
Marchés notifiés

Le service « Commande Publique » garantit la sécurité juridique des contrats de la commande publique et gère les procédures de passation des marchés publics et contrats complexes. Il accompagne la collectivité dans la définition de ses stratégies d'achat.



LES SPÉCIALISTES DE L'INFORMATIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Composé de 30 agents, le service « Systèmes d'Informations » conçoit, met en œuvre et assure l'évolution et la sécurisation du Système d'Informations. Il accompagne, forme les collaborateurs et leur fournit des moyens informatiques et de télécommunications adaptés aux spécificités de chaque métier. Le service a également pour mission l'acquisition des divers équipements relatifs au Système d'Informations de m2A.

Les événements marquants :

- déploiement du réseau de la Maison du Territoire ;
- mise en place du marché Télécom ;
- mise en production du logiciel de suivi Plan Climat ;
- inclusion numérique des agents ;
- participation à l'action environnementale du Lions Club en cédant des déchets électroniques et des équipements informatiques plus utilisés par les collectivités.

1 189 000 € en fonctionnement
1 010 000 € en investissement

954
PC et Wyse

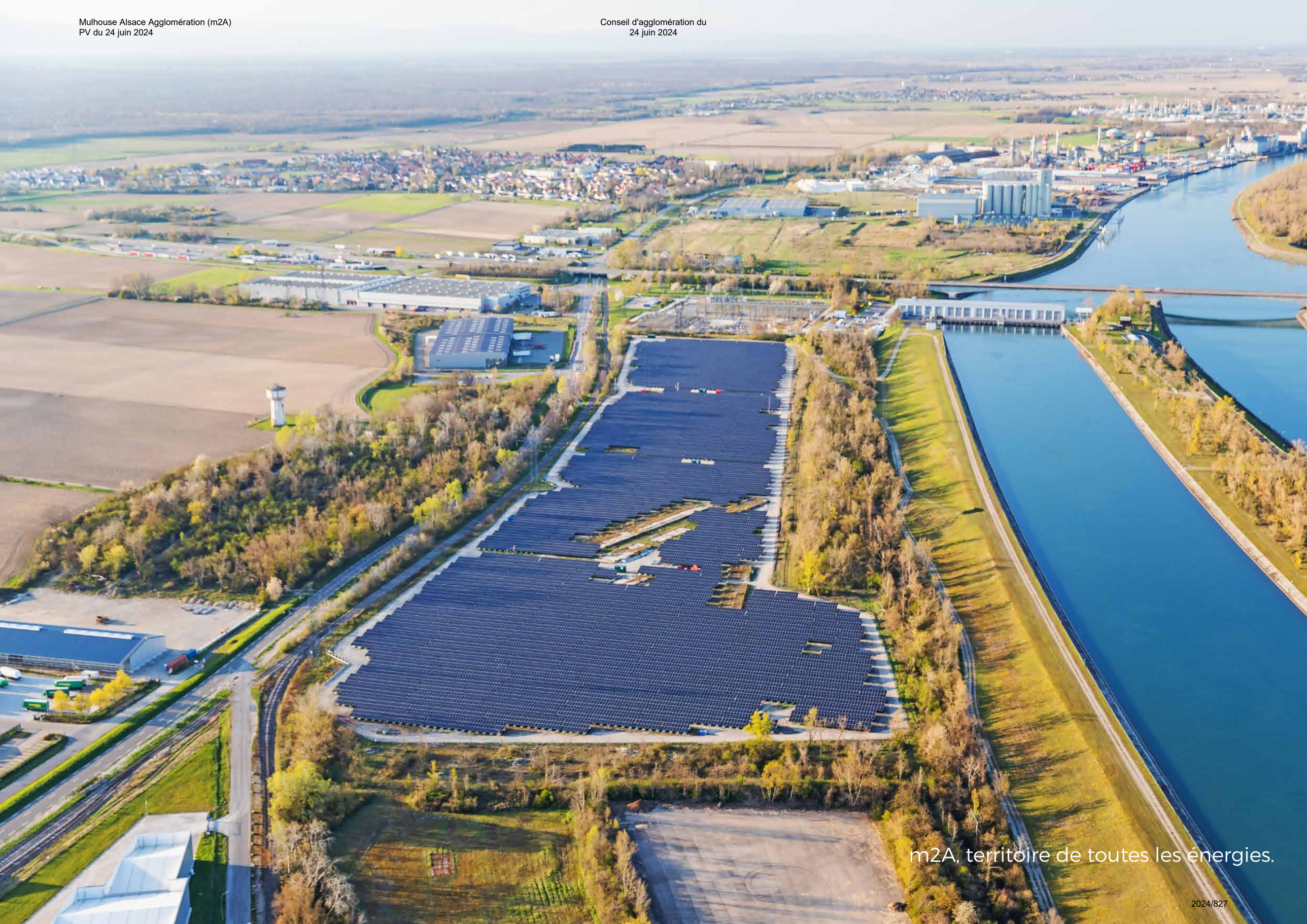
177
imprimantes réseau
dont **145** multifonctions

1 020
postes téléphoniques
dont **730** postes sous IP

380
smartphones avec abonnement data

300
smartphones sans abonnement data

160
tablettes


m2A, territoire de toutes les énergies.

Mulhouse Alsace Agglomération
9 avenue Konrad Adenauer
BP 30100 - 68393 Sausheim Cedex 9
Tél : 03 89 32 58 58
m2A.fr

Dépôt légal : **06/2024**. ISSN : **2270-6496**
Date de parution : **24/06/2024**
Rédaction : **Thomas de Gruttola, Laura Souto Maior, Camille Fraschini**
Direction artistique : **Véronique Rapoport**
Crédits photos : **Grégory Muller, Marie Nussbaumer**,
Istockphoto, Tristan Vuano


MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

M. LE PRÉSIDENT : Je passe maintenant la parole à Pierre LOGEL pour le rapport d'activités 2023. Pierre.

M. LOGEL : Merci Président. Chers collègues, j'ai le plaisir de vous présenter succinctement donc ce rapport d'activités 2023. Ce rapport est basé sur quatre grandes ambitions de notre projet du territoire vision 2030. La première ambition, un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique avec principalement la création de la Régie de l'eau, le plan climat et le fonds nouvelle donne, le projet alimentaire territorial, l'opération fermes ouvertes, l'extension de notre réseau de chaleur notamment. La deuxième ambition, un territoire d'accueil dynamique dans le but de fidéliser les chefs d'entreprise, les étudiants, les chercheurs et les sportifs de haut niveau. N'oublions pas que le territoire de m2A est le deuxième centre de préparation des Jeux Olympiques qui accueillera la plus grande délégation étrangère grâce à notre partenariat avec Panam Sport Organization. La troisième ambition de notre territoire, un territoire solidaire au service de tous les habitants de m2A par le biais de tous ses services publics à savoir le périscolaire, la petite enfance, les équipements sportifs par l'intermédiaire des piscines, patinoire olympique, Palais des sports, Centre Sportif Régional d'Alsace. Et enfin la quatrième ambition, un territoire d'équilibre et de coopération avec une culture partenariale qui fait pleinement partie de notre identité et de nos valeurs. Vous trouverez en annexe de cette délibération le rapport d'activités réalisé par la direction communication de m2A dirigée par Thomas DE GRUTTOLA, qui, une fois de plus, a réalisé un travail remarquable, mais également l'ensemble de tous les services qui lui ont donné les moyens, les photos, les articles, de manière à ce qu'on puisse avoir un rapport d'activités de très grande qualité comme tous les ans. Merci à tous, à tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce rapport d'activités 2023.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Pierre pour la présentation. Y'a-t-il des questions ? Loïc MINERY.

M. MINERY : Oui merci Monsieur le Président, merci Monsieur LOGEL. Alors j'espère que je ne vais pas m'exposer à un nouveau scud du premier Vice-président, visiblement ce soir un peu à court d'arguments. Mais j'aimerais quand même rebondir sur ce rapport d'activités.

M. SCHLDKNECHT : Je ne suis vraiment pas à court d'arguments.

M. MINERY : Vous allez vous en remettre, vous allez vous remettre.

M. LE PRÉSIDENT : Stop, stop, stop, on s'arrête les deux, voilà merci.

M. MINERY : Donc ce rapport d'activités permet quand même de nous remémorer effectivement les réalisations de l'année passée. Il est vrai qu'en tant qu'élu bien informé, nous n'apprenons pas forcément grand-chose puisque nous sommes évidemment informés, très au courant grâce au service Communication et à bien d'autres réunions en amont auxquelles nous participons également de l'avancée de certains dossiers. Il en va cependant un peu différemment de l'avenir dont j'aimerais quand même un peu parler ici en m'appuyant sur les grands axes du projet de territoire, ici renseignés et ici évoqués par Monsieur LOGEL à l'instant. En tout début d'année, nous avions alerté notamment sur le déboisement d'une partie du site STELLANTIS pour l'installation de SOPREMA. Un débat, bien que trop

tardif, a eu lieu dans notre Assemblée en formation plénière je précise. Depuis, nous avons pris connaissance dans la presse de deux grands projets : l'implantation d'un Datacenter pour de l'Intelligence Artificielle (IA) porté par le groupe Microsoft à PETIT-LANDAU et une usine géante de fabrication de batteries pour le groupe Bolloré à WITTELSHEIM, par le groupe Bolloré. Pour ce dernier, le projet n'étant pas encore validé pleinement, je ne vais pas m'y attarder mais on notera quand même la mobilisation des agriculteurs pour réclamer que cela ne se fasse pas au détriment de leurs terres et de leurs activités. Et on peut évidemment qu'aller dans leur sens si on s'en tient à nos priorités ici rappelées tout à l'heure. Je ne reviendrai pas non plus sur l'identité de l'investisseur, ce qui peut à tout le moins poser quelques questions, même si l'on peut saluer les potentielles créations d'emplois. Concernant Microsoft à PETIT-LANDAU, j'aurai plus de réserves. Sacrifier à nouveau des terres agricoles et naturelles pour une activité qui produira beaucoup de chaleur fatale, visiblement non récupérable, et générera sans doute pas autant d'emplois qu'annoncé, le tout porté par une multinationale, membre du club très fermé des GAFAM, et régulièrement épinglée pour ces pratiques d'évasion ou d'optimisation fiscale. Voilà qui fait un peu désordre. Mais au-delà de ces questionnements qu'évidemment je lance à l'Assemblée pour que vous y rebondissiez. Au-delà de ces questionnements, j'aimerais être un peu rassuré bien sûr, mais l'absence de débat en amont au sein de notre Assemblée m'interroge. Doit-on toujours constater les bras croisés que les choses sont tranchées en haut lieu, en l'occurrence au niveau présidentiel visiblement ? Ne pourrait-on pas mettre à la discussion aussi les grandes orientations économiques de notre collectivité en impliquant notamment le Conseil de développement par exemple ? Parler d'attractivité et de réindustrialisation en soi ne signifie pas grand-chose si on ne précise pas quels sont les axes sur lesquels nous formalisons une stratégie effectivement de développement économique. Un terme semble au passage s'être évaporé et mériterait d'être réhabilité, celui de la sobriété. Sobriété du modèle de développement économique, sobriété des usages ou sobriété foncière. Puisque nous pourrions accueillir et un Datacenter et une gigafactory de batteries, cela signifie-t-il pour autant que nous prônons le remplacement de tous les véhicules thermiques par de l'électrique ? Je ne crois pas que cela soit souhaitable. De même, avec les ravages que l'on connait du numérique chez nos jeunes, avec la consommation affolante des ressources pour fabriquer les composants, défendons-nous également un usage *no limit* du numérique ? Je pense que c'est à éviter également. Enfin, car nous sommes tenus de compenser l'artificialisation supplémentaire de terres agricoles, je propose dans le cadre du travail, sans doute à venir ou en cours, mais là on n'a pas encore eu formellement d'invitation, dans le cadre du travail sur le PLUi, et au regard des projets d'implantation et des enjeux que je viens de souligner, de déclasser certaines zones ou parties de celles-ci à vocation économique pour les rendre à la nature, en tout cas au moins au minimum : discutons-en. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Monsieur MINERY. Je vais, je pense que Laurent va dire un mot, mais je voudrais répondre sur le fond et sur la forme. Dans notre agglomération, je pense qu'on peut se vanter qu'on est beaucoup dans la transversalité et de la prise de décision et le côté participatif. On parlait tout à l'heure du Conseil de développement : l'implication du Conseil de développement chez nous est assez exemplaire parce que les membres du Conseil de développement, vous le savez, participent à toutes nos instances, et ne sont pas juste cantonnés à un rôle d'information. On ne les informe pas juste, mais ils participent à nos décisions politiques, et ça a été souligné pas plus tard que

samedi, devant l'ensemble des Présidents de toutes les intercos du Haut-Rhin, Philippe AUBERT est venu présenter son action et expliquer combien la société civile est impliquée dans toutes les prises de décisions au niveau de l'agglomération, donc on s'en félicite, on s'en réjouit. Sur les deux projets dont nous parlons, aussi bien Microsoft que l'autre projet, c'est vrai que ce sont deux projets très importants qui ne sont pas tout à fait bouclés encore, avec lesquels on travaille et on est très mobilisés, et je pense qu'avec les Vice-présidents en charge, et vous le savez, vous étiez déjà un Vice-président de cette agglomération, nous avons des réunions très régulières, encore une il y a quelques heures justement pour qu'on soit tous sur un même niveau d'information, en toute transversalité, et quand on parle développement économique, on associe également tous les élus qui sont en charge de l'environnement parce que c'est cet équilibre qui pour nous est vraiment essentiel, et donc c'est ce que nous faisons aussi sur ces deux projets. Ce sont deux grandes entreprises qui viennent sur notre territoire, et c'est vrai que les 1 700 emplois qui seront créés nous laissent assez rêveurs sur notre développement. Ce sont aussi 4 milliards d'investissement sur notre territoire que nous voulons faire participer, et nous sommes là aussi en contact régulier avec les exploitants, avec les propriétaires des terrains. Donc nous sommes sur un stade qui est bien avancé, mais il y a encore, et là vous avez raison, des points à consolider et à travailler ensemble avant de se féliciter. C'est pour ça que vous aurez remarqué que nous n'avons pas fait de grandes interventions dans la presse parce que nous préférons travailler sur le terrain avec les acteurs du terrain. Donc nous travaillons naturellement avec l'ensemble des élus mais aussi avec les communes qui sont concernées, avec les conseils municipaux qui sont concernés, aux côtés des services de l'État avec le sous-préfet qui était impliqué, la Région et les SMO qui sont propriétaires des différents terrains. Donc vous le savez, c'est un travail très très important, on reviendra naturellement très régulièrement sur ces deux projets devant vous quand nous serons plus avancés et que Laurent RICHE et Thierry BELLONI qui y travaillent le mettent aussi en relation avec notre pacte de gouvernance, notre pacte de gouvernance qui permet d'associer tous les élus dans notre prise de décision. Voilà donc je pense que j'ai un peu répondu sur le fond et la forme, je ne sais pas Laurent si tu veux rajouter un point.

M. RICHE : En effet Président, tu as répondu je pense à tous les éléments, peut être dire que, Loïc parlait de stratégie, alors bien sûr, on est tous autant des élus que des citoyens dans cette salle, et donc nous avons tous et toutes, en tant que citoyens, notre avis sur certaines entreprises, certains groupes, et cetera. Pour autant, lorsque nous sommes élus dans cette instance, nous devons aussi regarder comment le développement économique dans l'intérêt du développement de l'emploi et de la valeur sur notre territoire doit pouvoir se faire, sachant qu'on a toujours, et ça a toujours été présenté dans les différents temps de présentation, nous avons toujours essayé de regarder comment nous pouvons conjuguer le développement économique en respectant le plan climat de l'agglo, et donc les enjeux climat, et en essayant de travailler même si je reconnais que ça demande de changer de logiciel, ça demande aussi de demander aux acteurs économiques de travailler sur des sujets comme la sobriété, comme c'est pour nous, j'en suis tout à fait conscient. Mais pour autant, je peux vous dire que nous travaillons énormément sur ce sujet et entre autres, nous accompagnons énormément les entreprises sur les sujets de la décarbonation puisque nous avons un tissu industriel qui est présent et donc voilà, c'est là l'ADN de notre territoire avec des emplois industriels. Il faut que nous puissions défendre les emplois, défendre

l'économie, mais donc pouvoir aider et accompagner les entreprises pour travailler sur ce sujet de la décarbonation. C'est entre autres pour ça que m2A s'est engagé avec l'AFUT et l'ADIRA sur un travail qui va être contributeur des travaux qui sont engagés dans le PLUi, de nouvelles stratégies foncières et d'implantation qui est justement un travail commun avec les deux agences et m2A pour regarder trois sujets qui sont importants, c'est d'arrêter au sens dire quel est le volume de surface que nous allons consacrer encore au développement économique dans le PLUi pour les années à venir, et comment on mobilise les friches existantes puisque nous avons encore des friches existantes. Le deuxième point, ça sera de regarder comment on peut assurer la maîtrise des opérations par m2A, par la maîtrise foncière et par l'aménagement. Et puis le troisième point, ça sera de mettre en œuvre des nouveaux principes d'aménagement et de gestion des ZAE. Ces éléments devraient être normalement partagés lors des prochains ateliers du PLUi puisque vous le savez qu'il y a un atelier PLUI qui est lancé. Rémy serait présent ce soir, il pourrait en parler mieux que moi mais nous avons un atelier PLUi donc qui a travaillé sur tous ces sujets, qui a travaillé sur les questions agricoles, qui a travaillé sur les questions industrielles et économiques, qui a travaillé sur l'habitat, qui a travaillé sur les aspects démographiques en amont avec tout un diagnostic. D'ailleurs la prochaine réunion, je vais faire un peu de pub, n'est-ce pas cher Benoit LOOS, des groupes de travail PLUi et orientation pré ADD, qui auront lieu la semaine prochaine, le mardi 2 juillet. Donc c'est intégré dans ce travail. Voilà donc, si je peux rassurer, que nous essayons du mieux possible de conjuguer l'effort de développement économique en tenant compte des enjeux qui sont devant nous, et plus particulièrement de la transition écologique et énergétique. Nous essayons de le faire du mieux possible, même si encore une fois, je le redis, c'est quelque chose qui n'est pas simple et qui nous impose à nous tous, les élus sur les territoires et les entreprises sur leurs espaces fonciers, de changer de logiciel et de regarder comment travailler sur ces questions-là. Mais je peux vous dire que c'est bien engagé. Le Président l'a dit, on est un peu désolés que des annonces aient été faites, alors pas de notre volonté, il y a une volonté gouvernementale je pense que vous l'avez compris au moment des annonces « Choose France » le 13 mai dernier. Et puis je dois le dire, il y a la presse un peu qui veut toujours nous faire dire des choses avant que les choses soient confirmées. C'est la vie d'un projet, c'est à dire qu'avant même que les études de faisabilité aient pu être terminées, voire même les décisions être prises par les groupes, des fois il y a des choses qui sortent dans la presse avant même que on l'aurait souhaité, mais comme l'a dit le Président, on s'est bien gardé, du moins j'ai l'impression, qu'on s'est bien gardé côté m2A de faire trop d'annonces ; d'autres s'en sont chargés pour nous. Donc ça veut dire quoi ? Ça veut dire concrètement que tout reste encore à faire, c'est-à-dire que même les questions de terrain ne sont pas encore signées par des compromis. Des travaux sont encore à réaliser, des études sont encore à prendre en compte, et puis on demande aux entreprises correspondantes, y compris Microsoft qui a été cité, pas seulement que de réfléchir sur les questions de chaleur perdue, de gestion du foncier, mais aussi de regarder comment socialement et sociétalement une entreprise comme celle-ci pourrait s'implanter sur notre territoire ; comment elle peut alimenter les organismes de formation qui existent sur notre territoire ; comment travailler sur la question de l'insertion des jeunes qui peuvent être intéressés par les métiers du numérique, même si on a des écoles qui existent sur notre territoire ; comment on peut travailler avec ces entreprises sur les questions de la cyberdéfense et la cyberprotection sur lesquelles nous essayons de répondre à un appel à projet en ce moment avec la Région. Donc on va essayer de regarder ce que l'on peut tirer du mieux possible de cette

entreprise comme d'autres par rapport à leur implantation. Ce que je voudrais dire aussi pour terminer, c'est que je l'ai déjà dit, je le redis, ça fait plus de 10 ans qu'on est engagés dans une démarche de reconquête industrielle, c'est pas d'aujourd'hui, ça fait plus de 10 ans qu'on explique comment on veut y arriver, entre autres par de la reconquête de friches et une des très belles réalisations, vous la connaissez, on peut en être fiers, c'est le quartier Fonderie mais pas que, donc on est vraiment là-dessus, on sait qu'on est là-dessus, on est complètement mobilisés là-dessus. Donc sauf erreur de ma part, pour moi la stratégie elle est claire depuis le début, on veut défendre nos emplois dans l'industrie et on veut le faire à partir de ce qui est l'histoire de notre territoire et du patrimoine qui existent dans la mesure du possible et aussi de développement. À côté de ça, il y a un travail qui a été fait au niveau du PLUi ces derniers mois, qui a étudié quelle était la part d'espaces fonciers que nous pouvions encore consacrer à l'industrie, de ce qu'il faut garder pour les compensations parce que c'est important aussi de travailler sur les compensations et des espaces à préserver. Donc la stratégie, elle est à peu près claire, y a simplement que depuis 10 ans on a la chance maintenant d'avoir, je dirais, deux entreprises emblématiques qui viennent sur notre territoire. D'autres territoires ont accueilli des grandes entreprises depuis très longtemps. Nous ça y est c'est arrivé, ça faisait 10 ans qu'on attendait ça, donc on ne va quand même pas bouder notre plaisir. Bien sûr on va être vigilant, on va faire attention de pas se faire brûler les ailes par rapport aux projets qui sont mis en place, mais réjouissons-nous quand même un tout petit peu d'avoir une entreprise SOPREMA qui a relocalisé ou qui veut relocaliser une activité qui est actuellement en Allemagne sur notre territoire ; d'avoir un GAFAM Microsoft mais qui est quand même une entité reconnue sur le domaine du numérique quoi qu'on en pense, et on est sur la question de l'Intelligence Artificielle, et même si on est d'accord qu'un Datacenter, même dédié à l'Intelligence Artificielle, ça n'apporte pas beaucoup d'emplois. Et puis surtout on l'espère, même si je suis d'accord avec toi Loïc, demain tout ne sera peut-être pas électrique et tout ne sera peut-être pas batterie, on verra bien, qu'aujourd'hui on puisse avoir la chance d'avoir l'implantation sur notre sol d'un procédé qui est dit l'avenir de la batterie de demain, la batterie tout solide, la batterie nouvelle génération qui serait produite chez nous et on peut se réjouir de l'avoir, de l'avoir sur notre territoire et que le choix a été fait par l'industriel de pouvoir travailler sur notre territoire. Mais encore une fois, tout ça ce n'est pas de la science-fiction, mais ce n'est pas encore non plus complètement une réalité puisqu'aujourd'hui on a encore beaucoup de choses à confirmer avec l'ensemble des acteurs. Je suis désolé Président, j'étais un petit peu long, mais ça m'était nécessaire de préciser tout cela.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Laurent, et merci encore pour cette implication et ce gros travail qui est fait par tous les élus sur ces dossiers essentiels, mais qu'on veut aussi qu'ils soient fidèles à notre projet de territoire et à notre philosophie. Voilà donc concernant ce point, je vous demande de prendre acte, mais je dois le faire par vote du rapport d'activités qui vient d'être présenté par Pierre LOGEL. Est-ce que quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 65 + 24 procurations.
Le Conseil d'agglomération prend acte, par le vote, à l'unanimité des suffrages exprimés, de la présentation du rapport d'activités de Mulhouse Alsace Agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

27° NOUVEAUX TARIFS DU RESTAURANT DE LA MAISON DU TERRITOIRE A PARTIR DU 1ER JUILLET 2024 (3618/7.10.5/2344C)

Le restaurant de la Maison du Territoire, géré en régie par Mulhouse Alsace Agglomération, a ouvert de manière progressive à l'automne 2023.

Ce restaurant est accessible à l'ensemble du personnel de Mulhouse Alsace Agglomération mais également au personnel travaillant dans ce bâtiment ainsi qu'aux personnes en formation et en réunion dans les salles prévues à cet effet.

Les tarifs avaient été élaborés sur un prévisionnel qui, aujourd'hui, nécessite un réajustement afin de proposer un tarif correspondant au coût réel. C'est ainsi qu'il est proposé que le tarif normal du repas passe de 10 € à 12,50 € et le tarif du menu à thème de 12,50 € à 16,60 €.
Il est également suggéré d'ajuster le tarif apprenti, stagiaire à 4,15 €.
Les autres tarifs restent inchangés, notamment le tarif réduit à 5,10€ qui s'applique au personnel de M2A.

L'article 4 des conventions signées avec les autres locataires de la Maison du territoire précise que les prix annexés aux conventions sont sous réserve d'évolution en cours d'année et que tout changement de tarif fera l'objet d'un courrier d'information au locataire et d'un affichage sur place.

Les nouveaux tarifs proposés sont annexés à la présente délibération.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2024 en recettes au Chapitre 70, Ligne de crédit 29982.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- approuve les nouveaux tarifs du restaurant de la Maison du Territoire qui seront applicables à compter du 1er juillet 2024,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Tarif du restaurant à compter du 1er juillet 2024

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Annexe à la délibération 3618/7.10.5/2344C

Tarifs du restaurant de la Maison du Territoire à compter du 1er juillet 2024

	Tarif réduit	Tarif normal
Repas : entrée, plat, dessert	5,10 €	**12,50 €**
Menu à thème : entrée, plat, dessert	8,30 €	**16,60 €**
Café	0,40 €	1€
Boissons "Soft"	2 €	
Boissons alcool	3,50 €	
Entrée	1,50 €	
Fromage	1,20 €	
Dessert	1,80 €	
Pain	0,50 €	

⇨**Tarif réduit spécial stagiaires, apprentis : 4,15 € le repas**

Prestations spéciales sur réservation

Petit-déjeuner	3,60 €
Apéritif	5 €
Repas élaboré	30 €
Assiettes froides	26 €

M. LE PRÉSIDENT : Jean-Luc SCHILDKNECHT sur des tarifs du restaurant de la Maison du Territoire.

M. SCHILDKNECHT : Oui Fabian, donc le restaurant de la Maison du Territoire qui accueille quotidiennement plus de 100 personnes, même bien plus mais enfin c'était la jauge de départ, a été ouvert lors de notre installation l'automne dernier. Alors à l'époque, les tarifs avaient été élaborés sur la base d'un prévisionnel sans grande visibilité ou sans visibilité suffisante, et j'ai envie de dire qui aujourd'hui nécessite un réajustement afin de proposer des tarifs correspondant au coût réel. Ce soir, il vous est donc proposé de faire passer le tarif normal de 10€ à 12,50€ et le tarif menu à thème de 12,50€ à 16,60€. Le tarif apprentis/stagiaires passera de 4,10€ à 4,15€, ce qui n'est quasiment rien, et en fait les autres tarifs, vous le voyez sur la pièce jointe à la délibération, les autres tarifs restent inchangés, notamment le tarif réduit à 5,10€ pour nos agents. Voilà donc ce soir, il vous est

demandé d'approuver la modification de ces tarifs. Est-ce que cela amène des questions ?

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean Luc. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

28° CONVENTION CADRE DE DELEGATION DE L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DU PERSONNEL ACTIF DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (325/7.5.6/2384C)

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 modifié définit l'action sociale de la manière suivante : « L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

En outre, l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 prévoit la possibilité, pour les collectivités locales, de confier tout ou partie de leur action sociale à un organisme à but non lucratif ou à une association. En l'espèce, Mulhouse Alsace Agglomération a confié une partie de l'action sociale à l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération via une convention de partenariat.

Dans le cadre de la précédente convention d'une durée d'un an arrivant à échéance le 30 juin 2024, à la demande de m2A, l'Amicale du personnel a proposé des évolutions en accord avec les enjeux d'attractivité et de fidélisation des agents de la collectivité.

Au regard des évolutions déjà en vigueur (nouvelle offre de billetterie et prestations via le partenariat avec « Accès Culture ») ou à venir (restauration et espace de convivialité…) proposées par l'Amicale, Mulhouse Alsace Agglomération réitère son ambition de conforter l'action sociale envers ses agents par le biais d'un partenariat renouvelé avec l'association de l'Amicale du personnel.

Ce partenariat est renouvelé pour une période de trois ans.

Par ailleurs, Mulhouse Alsace Agglomération subventionne chaque année l'Amicale du personnel pour lui permettre de supporter l'ensemble des avantages qu'elle accorde aux agents.

Les modalités de mise en œuvre de la délégation de l'action sociale et de la gestion du restaurant sont établies dans les deux conventions produites en annexes. La convention cadre est tripartite, entre m2A, la Ville de Mulhouse et l'Amicale du

personnel. La convention de gestion du restaurant est quant à elle bipartite, entre m2A et l'Amicale.

La présente délibération a pour but d'autoriser la signature de ces nouvelles conventions.

Les crédits nécessaires sont déjà prévus dans le cadre du budget 2024
Chapitre 65-article 65748-fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 320
Ligne de crédit n° 5177

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition
- charge Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires

PJ : 1) convention cadre
2) annexe 1 : détail des prestations de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération
3) annexe 2 : estimation du coût des postes mis à disposition de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A
4) convention gestion du « restaurant »
5) annexe 1 : tarification des menus

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

32 – SH/JPV

CONVENTION CADRE

Entre :

La Ville de Mulhouse, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représenté par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du JJ/MM/AAAA

Et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 9 avenue Konrad Adenauer, BP 30100, 68948 SAUSHEIM CEDEX, représentée par le Président Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du XX/MM/AAAA

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A association à but non lucratif, inscrite au registre des associations du tribunal d'instance de Mulhouse et au 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, Monsieur Laurent JANIVEL

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Ville de Mulhouse et m2A délèguent à l'Amicale du personnel, une partie de l'action sociale en faveur du personnel actif des collectivités. Par ailleurs, cette convention détaille également les modalités de financement de l'association.

Article 2 : Délégation de l'action sociale

L'intervention de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A permet aux agents actifs de bénéficier de certains avantages financiers et de participer à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Les prestations et gratifications en direction des agents des deux collectivités se déclinent de la manière suivante :

- Gratifications particulières lors de certains évènements importants ayant trait aussi bien à la vie professionnelle que personnelle de l'agent ;
- Mise à disposition de logements de vacances à tarif préférentiel au bénéfice des agents actifs des deux collectivités ;
- Faire bénéficier les agents de la Ville de Mulhouse et de m2A de toute offre de restauration proposée par l'association de l'amicale du personnel ;
- Accès à un restaurant administratif au bénéfice du personnel de m2A. La tarification de déjeuner au restaurant de l'amicale devra tenir compte d'une participation financière prise en charge par l'association ;
- La constitution de plusieurs sections sportives et culturelles proposant diverses activités à l'ensemble du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A ;
- La possibilité pour les agents de bénéficier de chèques vacances comprenant une part financée par les collectivités ;
- Une billetterie en ligne via le partenaire ACCES CULTURE à tarifs préférentiels en faveur des agents actifs et retraités de la Ville de Mulhouse et de m2A.

L'Association de l'Amicale du personnel s'engage par ailleurs à développer son offre de prestations, tout au long de son mandat.

Le détail des prestations et gratifications est annexé à la présente convention (annexe 1).

Article 3 : suivi du dispositif d'action sociale

L'Association de l'Amicale du personnel produira une analyse annuelle complète portant sur les différents dispositifs et prestations proposés dans le cadre de la délégation d'action sociale.

A cet effet, l'Association de l'Amicale du personnel réalisera un rapport annuel détaillé selon le cadre défini en lien avec la Ville de Mulhouse et m2A. Ce document sera présenté aux administrations au cours du premier semestre de l'année N+1 et comprendra les éléments détaillés relatifs à l'année N suivants :

- Typologie de tous les avantages et prestations servis par l'association de l'amicale du personnel ;
- Analyse des bénéficiaires accédant à chacun de ces avantages et prestations (nombre, catégories d'emplois, catégories sociales…)
- Coût annuel de l'ensemble des mesures d'actions sociales en faveur du personnel actif (billetterie, prestations, primes, logements, sections culturelles et sportives, autres avantages et prestations).

Ce rapport comprendra un point spécifique relatif aux orientations stratégiques en matière d'action sociale en faveur du personnel actif dans un objectif d'attractivité et de fidélisation des personnels des collectivités.

Les évolutions proposées devront dans la mesure du possible, bénéficier au plus grand nombre de collaborateurs. Les coûts engendrés par ces nouvelles mesures devront faire l'objet de négociations avec la Ville de Mulhouse et m2A et seront proposés au comité directeur, pour validation.

Par ailleurs, les critères sociaux tels que la composition familiale, le niveau de rémunération devront être intégrés dans les modalités d'octroi des avantages et prestations sociaux.

Article 4 : Financement de l'action sociale

L'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A est financée via des ressources propres mais également par le versement d'une subvention de fonctionnement par la Ville de Mulhouse et m2A au titre de la délégation de gestion de l'action sociale en faveur du personnel actif des collectivités.

Le montant de la subvention est arrêté chaque année et adopté par le Conseil Municipal et le Conseil d'Agglomération lors des votes du budget primitif.

Article 5 : Fixation du montant de la subvention

Les subventions annuelles attribuées à l'Amicale du personnel comprennent une part fixe et une part variable définies aux articles suivants (5.1 et 5.2) :

Article 5.1 : Subvention de fonctionnement de la Ville de Mulhouse

Part fixe :

Un montant de 467 075 € devant permettre à l'association de gérer son fonctionnement, financer ses prestations pour les agents actifs : la billetterie, les frais en matière de gestion du parc immobilier, les divers avantages octroyés aux agents (bons d'achat, évènements, financement des sections culturelles et sportives…).

Part variable :

Participation de l'administration aux chèques vacances selon les conditions suivantes :

Catégorie de revenus	Montant participation annuelle collectivité par agent
Tranche A	160 €
Tranche B	120 €
Tranche C	90 €
Tranche D	60 €
Tranche E	40 €

Le programme des chèques vacances est mis en œuvre chaque année du mois d'août au mois de juin et fera l'objet d'une estimation de la participation de la collectivité lors de l'élaboration budgétaire.

Le montant de cette participation calculé pour l'année N tient compte de la participation de la collectivité relative à la période comprise entre le mois d'août N-2 et le mois de juin N-1.

Tout décalage observé en cours d'année N concernant le montant de la part variable voté au budget primitif et le montant réel observé sur la période analysée sera régularisé en N+1.

Réévaluation de la participation financière :

Suite à la présentation détaillée des nouvelles orientations de l'association de l'amicale du personnel en matière d'action sociale, la Ville de Mulhouse a décidé de revaloriser sa participation fixe de + 50 000 € répartis sur les actions nouvelles suivantes :

- 25 000 € au titre de la revalorisation de la prestation « Noël des agents » : passage des cartes d'achat de 15 à 30 €
- 10 000 € au titre de la revalorisation du dispositif des chèques vacances
- 10 000 € au titre de la réévaluation de la prestation « Prime rentrée scolaire » (passage des bons d'achat de 85 à 100 € par enfant)
- 5 000 € au titre de la mise en place d'une allocation de 100 € pour les agents en longue maladie (congé longue maladie, congés maladie longue durée, congé grave maladie)

Le coût global de ces évolutions en matière d'action sociale est estimé à environ 100 000 € pour les actions en faveur des agents de la Ville de Mulhouse. L'augmentation de la participation financière de la Ville de Mulhouse vise à compenser environ 50% le coût global de ces mesures soit 50 000 €. L'association de l'amicale du personnel financera sur ses fonds propres les 50% restants ou par ajustement d'autres dispositifs sociaux dont la mise en œuvre peut être réinterrogée.

Ce complément de participation est conditionné à la mise en œuvre effective des évolutions de prestations détaillées ci-dessus.

Un avenant annuel à la présente convention déterminera le montant de la subvention de fonctionnement.

Article 5.2 : Subvention de fonctionnement de m2A

Part fixe :

Un montant principal de 479 318 € doit permettre à l'association de gérer son fonctionnement, le financement des prestations pour les agents actifs : la billetterie, les frais de gestion du parc immobilier, les divers avantages octroyés aux agents (bons d'achat, évènements, financement des sections culturelles et sportives…).

S'y ajoute une participation forfaitaire pour le restaurant de l'Amicale qui s'élève à 18 000€/an.

Part variable :

- Financement du coût des agents mis à disposition de l'Amicale. Ce montant varie en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique et de la carrière des agents concernés. Le montant des

rémunérations totales de l'exercice N+1 des agents concernés sera basé sur une estimation. Toute différence constatée entre le prévisionnel et le réel sera intégrée dans le calcul de la subvention de l'exercice N+2 ;

- Financement du coût des frais divers (Affranchissement, vêtement professionnel, formation). Le montant de cette charge fera l'objet d'une estimation annuelle. La refacturation de ces frais sera annuelle et sera effectuée au mois de décembre. Tout écart constaté entre le prévisionnel et le réel sera intégré dans le calcul de la subvention de l'année suivante ;

- Participation de m2A au financement des « chèques vacances ». Cette participation varie en fonction du nombre et de la rémunération des agents souhaitant bénéficier de ce dispositif.

Catégorie de revenus	Montant participation annuelle collectivité par agent
Tranche A	160
Tranche B	120
Tranche C	90
Tranche D	60
Tranche E	40

Le programme des chèques vacances est mis en œuvre chaque année du mois d'août au mois de juin et nécessite une estimation de la participation de la collectivité lors de l'élaboration budgétaire.

Tout décalage observé en cours d'année sera régularisé en N+1.

Réévaluation de la participation financière :

Suite à la présentation détaillée des nouvelles orientations de l'association de l'amicale du personnel en matière d'action sociale, m2A a décidé de revaloriser sa participation fixe de + 32 000 € afin de financer des actions complémentaires portant sur la prestation « Noël des agents », les « chèques vacances », la « Prime rentrée scolaire », l'allocation pour les agents en longue maladie (congé longue maladie, congés maladie longue durée, congé grave maladie) …

Le coût global de ces évolutions en matière d'action sociale est estimé à environ 100 000 € pour les actions en faveur des agents de m2A. L'augmentation de la participation financière de m2A à hauteur de 32 000€ vise à compenser environ 30% du coût global de ces mesures. L'association de l'amicale du personnel financera sur ses fonds propres les 70% restants ou par ajustement d'autres dispositifs sociaux dont la mise en œuvre peut être réinterrogée.

Ce complément de participation est conditionné à la mise en œuvre effective des évolutions de prestations détaillées ci-dessus.

Un avenant annuel à la présente convention déterminera le montant de la subvention de fonctionnement.

Enfin, chaque année, l'Amicale fera part à m2A de ses propositions budgétaires dans le cadre du calendrier d'élaboration budgétaire m2A ainsi que d'un plan de trésorerie qui permettra d'évaluer les besoins éventuels en matière d'avance.

Article 6 : Versement de la subvention

Article 6.1 : Ville de Mulhouse

La subvention de fonctionnement est versée par virement sur le compte de l'Amicale du personnel en trois parties :

- la participation aux « chèques vacances » est versée sur un compte spécifique après le vote du budget primitif, soit avant le 31/03/N ;
- la première tranche de la subvention générale est versée après le vote du budget primitif, soit avant le 31/03/N ;
- le solde de la subvention générale est versé au début du second semestre.

La Ville de Mulhouse se réserve le droit d'imputer au montant de la subvention tout redressement à l'encontre de l'amicale du personnel émanant d'un organisme de l'Etat.

Article 6.2 : Mulhouse Alsace Agglomération

La subvention de fonctionnement est versée par virement sur le compte de l'Amicale du personnel en cinq parties :

- la participation aux « chèques vacances » est versée sur un compte spécifique après le vote du budget primitif, soit avant le 31 mars de l'année N ;
- la première tranche de la subvention générale (part fixe) est versée après le vote du budget primitif, soit avant le 31 mars de l'année N ;
- la subvention correspondant aux rémunérations des agents mis à disposition est versée à la fin de chaque trimestre (quatre versements annuels) ;
- la deuxième tranche de la subvention générale (part fixe) est versée au début du second semestre ;
- La part variable concernant les frais divers (Affranchissement, vêtement professionnel, formation…) sera versée en fin d'année N en fonction des montants réels facturés.

Ce calendrier pourra évoluer en fonction du plan de trésorerie fourni par l'Amicale (cf. article 5.2).

m2A se réserve le droit d'imputer au montant de la subvention tout redressement à l'encontre de l'amicale du personnel émanant d'un organisme de l'Etat.

Article 7 : Agents mis à disposition de l'amicale

M2A met à disposition de l'amicale 5 postes d'adjoint administratif et 3,6 postes d'adjoint technique.

Ces 8,6 postes sont mutualisés avec la Ville de Mulhouse selon les règles formalisées dans la convention de mutualisation liant les deux collectivités.

Par conséquent, m2A refacturera la part du coût de ces postes à la Ville de Mulhouse selon les conditions prévues dans la convention de mutualisation.

Une distinction sera opérée entre les postes administratifs et les postes techniques. En effet, la Ville de Mulhouse financera l'équivalent de 1,60 ETP relatifs aux activités de nettoyage des locaux non liées à l'offre de restauration proposée par l'amicale. Les 3,6 postes d'adjoint technique étant portés par m2A, il conviendra, sur la base d'un planning détaillé, de valoriser les quotités horaires effectuées en dehors de l'activité de nettoyage du restaurant et qui seront refacturées à la Ville de Mulhouse. Ces heures refacturées seront plafonnées à 1,6 ETP.

Une estimation annuelle du coût de ces postes est annexée à la présente convention (Annexe 2).

Article 8 : Modalités de décharge d'activité des agents actifs élus dans les instances de l'amicale

Article 8.1 : L'organisation administrative de l'amicale

Les statuts de l'amicale prévoient une administration reposant sur un comité directeur et un comité exécutif.

L'élection des membres du comité directeur se fait par un scrutin de liste à un ou deux tours selon les modalités prévues dans les statuts de l'amicale.

Seules les organisations syndicales participant aux élections professionnelles de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomérations peuvent présenter des listes au 1er tour du scrutin.

Les listes présentées par les organisations syndicales comprennent entre 15 et 30 membres actifs ou retraités de l'amicale du personnel.

Le comité exécutif est chargé de l'exécution des décisions votées par le comité directeur. Il est composé de membres actifs ou retraités élus par et parmi les membres du comité directeur.

Le comité directeur élit parmi ses membres :
- Le Président ;
- Le Vice-président ;
- Le secrétaire général ;
- Le secrétaire général adjoint
- Le trésorier général ;
- Le trésorier général adjoint ;
- 2 assesseurs ;
- Le président des sections culturelles ;
- Le président des sections sportives ;
- Le responsable du patrimoine ;

- Tout autre mandat du comité exécutif prévu par les statuts de l'amicale.

8.2 : Les décharges d'activité et autorisations d'absence

8.2.1 : Les décharges d'activité accordées dans le cadre des mandats électifs du comité exécutif

La Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération permettent aux agents actifs, chargés d'un mandat électif au sein du comité exécutif de l'amicale, de bénéficier d'une décharge d'activité, que le Président de l'association attribuera à certaines missions du comité exécutif, afin de mener leur mandat dans les meilleures conditions.

Les décharges d'activité sont accordées sur la base d'une demande formelle du Président de l'amicale.

8.2.2 : Les missions spécifiques et autorisations d'absence

8.2.2.1 : Les missions spécifiques et réunions du comité directeur

Les agents actifs titulaires d'un mandat électif et membres de la commission logement peuvent être chargés de représenter l'amicale dans différentes instances (ex. réunion de syndic de copropriété) ou d'assurer des missions spécifiques (ex. réunion de chantier lors d'une rénovation d'appartement). Ces missions spécifiques, effectuées en dehors du temps de travail, sont récupérables dans la limite de 5 jours par an sur la base d'un justificatif.

Les agents actifs siégeant au comité directeur et/ou au comité exécutif de l'amicale bénéficient, sur la base d'un justificatif, d'une autorisation d'absence leur permettant de se rendre aux différentes réunions.

8.2.2.2 Manifestations et dossiers ponctuels

Les agents actifs et membres de l'amicale peuvent s'absenter de leur service pour participer à des manifestations organisées par l'amicale ou pour intervenir sur des dossiers ponctuels à la demande des responsables de l'amicale. Ces autorisations d'absence sont exceptionnelles et font l'objet d'une demande spécifique du Président de l'amicale à la DRH sur la base d'un justificatif (cf. circulaire sur le temps de travail).

Article 9 : Modalités de calcul des anniversaires de services

Une gratification est accordée aux membres de l'amicale à l'occasion des 20ème, 25ème, 30ème, 35ème et 38ème anniversaires de service.
Seuls les services effectifs sont pris en compte, c'est-à-dire que sont exclues du décompte les périodes de disponibilité, de congé parental, de service militaire. Les périodes de maladie, de longue maladie, de mi-temps thérapeutique sont comptabilisées à temps plein.

Cas particuliers :

- A la date du 1er janvier 2020 et sans rétroactivité possible, les services accomplis dans d'autres collectivités sont retenus pour le calcul de l'ancienneté si les 5 dernières années ont été effectuées en continu à la Ville de Mulhouse ou m2A.

- Lorsque l'agent a quitté la fonction publique pour le secteur privé et qu'il revient dans l'une de nos collectivités, ses droits à prestation redémarre à compter de la date de retour dans l'une de nos collectivités.

- Pour les agents à temps partiel, il n'y a pas de proratisation sur le nombre d'années ni sur le montant de la gratification

Article 10 : Obligations de l'Amicale

L'association s'engage à :

- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes et les conventions passées avec les autorités administratives
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- fournir à la Ville de Mulhouse et à la m2A une présentation annuelle reprenant l'ensemble des actions mises en œuvre durant l'année écoulée dans les trois mois suivant la fin de l'exercice. Ce rapport devra distinguer les actions ainsi que les bénéficiaires pour lesquels la collectivité a participé financièrement via la subvention annuelle de fonctionnement ;
- fournir une photocopie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents établissant les résultats de son activité.
- communiquer à la Ville de Mulhouse et à m2A, par courrier, l'ensemble des informations relatives à ses statuts et à leurs modifications éventuelles.

Article 11 : Contrôle de la Ville de Mulhouse et de m2A

L'Amicale du personnel s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Ville de Mulhouse et m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 12 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville de Mulhouse et de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier, à chaque demande, de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 13 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville de Mulhouse et m2A aux actions mises en œuvre par l'Amicale du personnel ne peut entraîner leur responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'association ou à un tiers pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 14 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 15 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période allant du 1er juillet 2024 au 30 juin 2027.

Fait en triple exemplaire, à Mulhouse le

Pour la Ville de Mulhouse,

Le Maire

Michèle LUTZ

Pour m2A,

Le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Amicale du personnel,

Le Président

Laurent JANIVEL

ANNEXE 1 : détail des prestations de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération

Prestations en faveur des agents actifs subventionnées par la collectivité :

- Prime de mariage/PACS : 193 euros
- Prime de naissance : 161 euros
- Prime de départ à la retraite :
  - plus de 30 ans de service : 600 euros
  - entre 20 et 30 ans de service : 450 euros
  - entre 15 et 19 années de service : 300 euros
- Prime 20ème anniversaire de service : 360 euros
- Prime 25ème anniversaire de service : 570 euros
- Prime 30ème anniversaire de service : 570 euros
- Prime 35ème anniversaire de service : 720 euros
- Prime 38ème anniversaire de service : 720 euros
- Noël Illicado des agents : 15 euros
- Allocation rentrée scolaire : 84 euros
- Location logements de vacances à des tarifs préférentiels :
  - Logements appartenant à l'Amicale du personnel
  - Logements mis à disposition par des prestataires extérieurs
- Billetterie à des tarifs avantageux ;
- Sorties et évènements organisés pour les agents actifs ;
- Organisation des sections sportives et culturelles en faveur des agents actifs ;
- Tickets Carte repas pour les agents actifs « restaurant administratif » ;
- Chèques vacances.

Prestations en faveur des conjoints, enfants d'agents actifs ainsi et agents retraités non subventionnées par la collectivité :

- Sorties et évènements de l'Amicale : retraités, conjoints et enfants
- Location logements de vacances à des tarifs préférentiels : retraités, conjoints et enfants
- Billetterie à des tarifs avantageux : retraités, conjoints et enfants
- Adhésions aux sections sportives et culturelles : retraités, conjoints et enfants
- Carte repas restaurant administratif pour les retraités
- Anniversaire « Marquant » tous les 5 ans à partir de 60 ans

ANNEXE 2 : estimation du coût des postes mis à disposition de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A

Grades	**TOTAL ANNUEL**
5 adjoints administratifs mutualisés entre la m2A et la Ville de Mulhouse	**207 000 €** (refacturés partiellement à la Ville de Mulhouse selon la convention de mutualisation)
3,6 adjoints techniques	**137 000 €** (dont 1,6 ETP refacturés à la Ville de Mulhouse, soit 60 800 €)

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

32 – JPV

CONVENTION GESTION FOYER-RESTAURANT

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), sise 9 avenue Konrad Adenauer, BP 30100, 68948 SAUSHEIM CEDEX, représentée par le Président Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du XX/MM/AAAA

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A association à but non lucratif, inscrite au registre des associations du tribunal d'instance de Mulhouse, sise 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, Monsieur Laurent JANIVEL

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule :

Mulhouse Alsace Agglomération a confié une partie de son action sociale en faveur du personnel actif à l'association de l'Amicale du personnel de m2A et la Ville de Mulhouse. La convention-cadre fixant les modalités de la délégation de gestion de l'action sociale prévoit en outre l'accès du personnel communautaire à un restaurant administratif.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de fonctionnement du Foyer-restaurant ainsi que l'organisation de l'offre de restauration assurée par l'Amicale du personnel sur le site suivant : 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE.

Article 2 : Bénéficiaires de l'offre de restauration

L'accès au restaurant administratif est réservé principalement aux agents actifs de m2A pendant la pause méridienne.

L'Amicale propose également un espace « convivialité » avec possibilité de petite restauration sur la plage d'ouverture suivante, à savoir de 07h30 à 16h00.

Le site est ouvert aux :

- Conjoints et enfants du personnel actif m2A
- Retraités de m2A
- Les personnes invitées par des agents actifs et retraités
- Les intervenants dans le cadre de formations dispensées aux agents actifs ;
- Personnels conventionnés (Sous-Préfecture, Trésorerie Municipale de Mulhouse, etc…)

La tarification des menus proposés (Annexe 1) aux agents tient compte d'une participation de m2A sous forme de subvention, définie par la convention cadre portant sur la délégation d'une partie de l'action sociale à l'Amicale du personnel.

La tarification extérieure pour les conjoints, enfants et retraités, personnes invitées, personnels conventionnés, n'inclut aucune participation financière de la collectivité.

Article 3 : Organisation du service de restauration

L'Amicale du personnel délègue la restauration via un contrat de prestation à un sous-traitant.

Les missions de l'AMICALE :

- Approuver les menus proposés par le sous-traitant
- Rechercher le meilleur rapport qualité/prix
- L'AMICALE assurera la propreté des lieux de restauration et de la plonge
- La vente de desserts et de boissons. La préparation et la vente de sandwichs. Cette petite restauration sera proposée hors horaires de la pause méridienne, à savoir de 7h45 à 11h et de 14h à 16h

Les missions du sous-traitant :

- Assurer les menus après approbation de l'AMICALE DU PERSONNEL
- Assurer les approvisionnements
- Assurer la préparation et la confection des repas et proposer le meilleur rapport qualité/prix
- Effectuer le conditionnement nécessaire à la livraison par liaison froide
- Assurer le contrôle de la qualité des repas servis conformément aux dispositions en vigueur, sur les plats cuisinés à l'avance, et de proposer des moyens de vérification et de contrôle en matière d'origine et de traçabilité des produits
- Prendre en compte les critères d'hygiène nutritionnelle
- Garantir l'entretien et la propreté de la cuisine et du matériel mis à disposition

Le restaurant administratif fonctionne du lundi au vendredi, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année avec une fermeture comprise entre deux et cinq semaines par an.

Deux agents m2A sont mis à disposition pour assurer le bon fonctionnement du restaurant.

Article 4 : Composition des menus

4.1 Menu

La restauration est proposée sous forme de self et doit comporter les composants détaillés ci-dessous.

Catégories alimentaires
- 3 Entrées au choix
- 3 plats chauds garnis (un menu du jour, un menu gourmet, un menu festif sur commande)
- Desserts vitrine / fruits / laitages / fromages

Deux menus à 2 composants seront proposés durant la pause méridienne, à savoir :
- Un menu du jour
- Un menu gourmet

Composition des menus :
- Une entrée chaude ou froide + un plat de viande ou protidique
- Un plat de viande ou protidique + un dessert ou fromage
  Accompagnement : un plat de légumes et de féculents

  Supplément :
- Le pain.
- Les boissons

4.2 Grammages

Les grammages correspondent aux recommandations du Groupe d'Etude des Marchés de la Restauration Collective et de Nutrition, G.E.M.R.C.N (version du mois de juillet 2015). Toute disposition nouvelle du G.E.M. /D.A. est applicable dès sa publication.

Article 5 : Recours à un sous-traitant

L'association devra s'assurer que les procédures mises en place par le sous-traitant permettent d'atteindre les objectifs détaillés aux articles 3 et 4 de la présente convention.

Article 6 : Obligations de l'association de l'Amicale du personnel

L'Amicale du personnel par l'intermédiaire de la sous-traitance susmentionnée s'engage à respecter les règles de confection suivantes conformément à la « Recommandation relative à la nutrition de juillet 2015 du G.E.M.R.C.N » :

- Le respect des règles relatives aux obligations en matière d'hygiène, de sécurité et d'équilibre alimentaire
- La même qualité, du premier au dernier jour de l'année
- Des menus équilibrés sur la journée et la semaine
- La qualité gustative des produits
- La prise en compte du principe de traçabilité pour tous les aliments et les temps de conservation
- L'interdiction de toute utilisation de produits aux organismes génétiquement modifiés (OGM)

Article 7 : Qualité et contrôle des produits alimentaires

La qualité des repas devra être conforme aux règlements sanitaires en vigueur.
L'Amicale du personnel s'engage à prendre en charge financièrement les analyses bactériologiques et les visites d'hygiène.

m2A sera destinataire d'une copie des conclusions établies par les services sanitaires compétents.

Article 8 : Responsabilité et assurance

L'Amicale du personnel s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'elle peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion et\ou du fait de l'exécution de la présente convention et garantissant les tiers en cas d'accidents et notamment ceux résultant d'une intoxication alimentaire.

L'Amicale du personnel s'engage à justifier de sa situation, à toute demande de m2A, par la présentation des attestations correspondantes.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une période allant du 1er juillet 2024 au 30 juin 2027.

Article 10 : Modification

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 11 : Litiges

La logique de partenariat dans laquelle cette convention s'inscrit implique que toute difficulté, avérée ou supposée, dans le fonctionnement des restaurants administratifs, fasse l'objet d'un échange de vues informel avant toute autre disposition.

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s’engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l’amiable tout différend résultant de l’interprétation, de l’exécution et des suites de la présente convention.

Fait en double exemplaire, à Mulhouse le XX/XX/2024

Pour m2A,	Pour l’Amicale du personnel,
Le Président	Le Président
Fabian JORDAN	Laurent JANIVEL

ANNEXE 1 : tarification restaurant de l'Amicale – agents m2A

Menus à 2 composantes :

- Menu du jour : Entrée ou dessert + plat du jour
- Menu Gourmet : Entrée ou dessert + plat gourmet

Frais d'admission pour les agents m2A : 2,30€

Résumé

Menu du jour

- Entrée ou dessert : 1,40€
- + plat du jour : 3,30€
- + frais d'admission : 2,30€

Total = 7€

Dont Participation Amicale : 1,20€

Prix payé par les agents m2A pour la formule Menu du jour = 5,80€

Menu Gourmet

- Entrée ou dessert : 1,40€
- + plat gourmet : 4,50€
- + frais d'admission : 2,30€

Total = 8,20€

Dont Participation Amicale : 1,20€

Prix payé par les agents m2A pour la formule Gourmet = 7,00€

Les tarifs peuvent faire l'objet d'une réévaluation.

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Jean-Luc, cette fois-ci dans une convention-cadre de délégation de l'action sociale en faveur du personnel actif de l'agglomération.

M. SCHILDKNECHT : Oui, donc la convention entre m2A, la Ville de Mulhouse et l'Amicale du personnel arrive à échéance à la fin du mois, le 30 juin, et ce soir, il vous est proposé de renouveler cette convention pour une période de 3 ans. Alors dans cette convention, il est bien sûr précisé que pour permettre à l'Amicale de supporter le coût des avantages accordés aux agents, qui sont vraiment bien détaillés dans le projet de délibération, nous apportons une subvention annuelle de 479 318€ qui est la part fixe. Il y a également une part variable qui est liée aux agents mis à disposition et pour les chèques vacances. Il y a en tout 8,6 agents qui sont mis à disposition que nous nous répartissons à parts égales me semble-t-il avec la Ville de Mulhouse. Alors par contre, en ce qui concerne, donc une convention tripartite pour la gestion des activités de l'Amicale, et par contre une autre convention pour la gestion du restaurant qui est implanté à Mulhouse puisque cette convention sera bipartite entre m2A et l'Amicale, puisque la Ville de Mulhouse, depuis qu'elle a mis en œuvre les tickets restaurants, ne finance plus ce restaurant. Mais la possibilité reste ouverte pour les agents de la Ville de Mulhouse d'aller déjeuner là-bas avec des chèques restaurant, donc je vous demande l'autorisation de signer ces deux conventions. Est-ce que cela suscite des questions ?

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. Il n'y a pas de questions ? Est-ce qu'il y a des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

29° PERSONNEL : MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA COMMUNE D'OTTMARSHEIM A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DES JEUX OLYMPIQUES (320/4.1.4/2418C)

M. LE PRÉSIDENT : Le point 29, c'est un point qui va être retiré à la demande des maires de la bande rhénane qui était concernés par cette délibération. Donc ce point 29 de la mise à disposition est retiré de la séance.

Le projet est retiré de l'ordre du jour en séance.

30° MOBILIER URBAIN : AVENANT N°5 PORTANT PROLONGATION DE DUREE DU CONTRAT (5400/1.5.5/2391C)

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération installe des abris voyageurs aux arrêts de bus. Le marché actuel pour la mise à

disposition, maintenance, nettoyage des mobiliers urbains publicitaires, notifié le 5 juillet 2006 à la société JC DECAUX a une durée de 15 ans et, après une première prolongation, arrive à échéance le 30 juin 2024. Ce marché avait été passé dans le cadre d'un groupement de commandes entre le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne (aujourd'hui Mulhouse Alsace Agglomération) et les communes de Mulhouse, d'Illzach et de Kingersheim. Chacune a passé un marché portant sur le mobilier urbain d'information et la gestion de vélos en libre-service pour la ville de Mulhouse.

Une réflexion a été engagée par Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres du précédent groupement de commande et d'autres communes intéressées, pour le renouvellement des marchés actuels. Il a été convenu de former deux groupements de commandes, l'un pour le mobilier urbain et l'autre pour la gestion de vélos en libre-service, ce qui a sensiblement rallongé la période de concertation sur la définition des besoins, justifiant la première prolongation par avenant jusqu'au 30 juin 2024.

Cette période n'a pas permis de mener à terme la consultation relative à la nouvelle concession de vélos en libre-service. En effet, le recours à un groupement de commande et la définition des besoins de chaque membre ont demandé un délai plus important. La consultation est lancée et l'attribution prévue en septembre 2024, pour une entrée en vigueur le 15 avril 2025.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service de vélo en libre-service, il est impératif que les dates de fin des marchés actuels coïncident avec l'entrée en vigueur du marché de vélo en libre-service. C'est pourquoi, il est proposé que le marché actuel soit prolongé de 9,5 mois jusqu'au 15 avril 2025. Le contrat pourra toutefois être résilié au 15 février 2025 à la demande de m2A si le nouveau marché de vélo en libre-service entre en vigueur avant le 15 avril 2025. Ces dispositions sont l'objet de l'avenant 5 joint à la présente délibération.

En contrepartie de cette prolongation, le concessionnaire s'engage à participer à l'expérimentation « Lemon » concernant la ligne 13 de bus. Cette expérimentation vise à améliorer l'image des transports en commun notamment auprès des jeunes. Elle s'appuie sur un jeu d'énigmes dans un monde imaginaire immersif qui sera proposé aux usagers. Un affichage d'information préalable, autour des arrêts mais aussi l'habillage des arrêts et des bus de la ligne permettront de susciter la curiosité du public visé.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- charge Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant 5 et toutes pièces inhérentes au dossier.

PJ : 2

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION 54 – Direction Mobilités et Transports 5413 – Matériel roulant et Infrastructures	Conseil d'agglomération du 24 juin 2024 **Avenant n°5**	**Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs**

AVENANT N° 5 AU MARCHE n° 06-009

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A)
9 avenue Konrad Adenauer
68390 SAUSHEIM
SIRET : 200 066 009 00032

B - Identification du titulaire du marché.

La Société JCDecaux France
17 rue Soyer
92523 Neuilly-sur-Seine
SIRET : 622 044 501 00139

C - Objet du marché.

Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs

- Date de la notification : 18 mai 2007
- Durée initiale du marché : 15 ans
- Montant initial du marché : valeur d'équilibre

L'exploitation commerciale compense le coût de la mise à disposition des abris, du mobilier, du parc et des stations de vélos ainsi que de l'installation, la maintenance et l'entretien. Le marché n'entraine aucune rémunération pour le titulaire.

D - Objet de l'avenant.

Article 1 – Contexte de conclusion de l'avenant

A l'approche de l'échéance du Marché, Mulhouse Alsace Agglomération (ci-après « M2A ») demande à la société JC Decaux la prolongation des prestations la concernant, à savoir la mise à disposition d'abris voyageurs :

- Afin de permettre la conclusion du futur contrat de mobiliers urbains publicitaires en groupement de commandes avec les communes de première couronne de l'agglomération. Ceci afin d'homogénéiser le mobilier sur l'ensemble du territoire, de réaliser des économies d'échelle et de maximiser les contreparties perçues.

- D'assurer la continuité du service à l'usager le temps nécessaire à la préparation, au lancement et à l'aboutissement de la future consultation de mobiliers urbains, ainsi que celle de vélo en libre service dont la consultation est lancée, en phase de réception des offres. Ces deux marchés font en effet l'objet d'un groupement de commande distinct.

Dans ces conditions, M2A a sollicité auprès de la Société la prolongation du marché afin d'assurer la continuité de service auprès des usagers des transports en commun, le temps nécessaire à l'aboutissement de la procédure de consultation portant sur le futur contrat de mobiliers urbains.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION 54 – Direction Mobilités et Transports 5413 – Matériel roulant et Infrastructures	Conseil d'agglomération du 24 juin 2024 **Avenant n°5**	**Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs**

Dans le cadre de cette future consultation, M2A se réserve le droit d'autoriser les candidats à proposer des mobiliers reconditionnés en tout ou partie eu égard aux bénéfices environnementaux, politiques et financier de cette opération. Le présent avenant entend prévoir les conséquences d'une telle possibilité.

Au vu de ce qui précède, les Parties sont convenues d'acter par voie d'avenant les évolutions du contrat souhaitées, sur le fondement de l'article R. 2194-2 du code de la commande publique s'agissant de l'article 2.1 du présent avenant, de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique s'agissant de l'article 2.2 du présent avenant.

Article 2 - Modifications introduites par le présent avenant

2.1. Prolongation de la durée du marché

Afin de permettre à M2A de mener à bien la procédure de mise en concurrence en vue de l'attribution du nouveau contrat de mobilier urbain (comprenant les abris-voyageurs), la durée d'exécution du marché est prolongée de 9,5 mois.

Son échéance est ainsi fixée au 15 avril 2025.

Toutefois, si l'exploitation du nouveau contrat entre en vigueur dans un délai plus bref, m2A pourra demander la résiliation du Marché deux mois avant le nouveau terme, soit au 15 février 2025. Cette éventuelle résiliation anticipée ne donnera droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Durant la période de prolongation du marché, le concessionnaire s'engage à participer à l'expérimentation « Lemon » concernant la ligne 13 de bus pour les campagnes d'affichage ou le « hacking » de certains arrêts avec un covering complet. Ces prestations sont valorisées à 20 000 € HT.

2.2. Dispositions de fin de Marché

2.2.1. Dépose des abris-voyageurs

Le Marché prévoit la dépose de l'ensemble des mobiliers à son échéance, à la charge du concessionnaire (v. art. 7 du Cahier des Clauses Particulières). M2a adressera au titulaire un planning des opérations de dépose.

En cas de dépose partielle ou totale des mobiliers, les Parties se rencontrent afin de préciser les modalités techniques de dépose.

2.2.2. Maintien des abris-voyageurs au terme du Marché

Dans le cadre du futur contrat de mobiliers urbains publicitaires, M2A se réserve le droit d'autoriser les candidats à proposer des mobiliers reconditionnés en tout ou partie.
Dans le cas où le titulaire actuel serait retenu comme opérateur du futur contrat de mobiliers urbains publicitaires sur la base d'une offre prévoyant le reconditionnement de tout ou partie de son mobilier sans dépose, M2A sera en droit d'exiger le paiement d'une somme correspondant aux prestations non réalisées de dépose.

Le montant correspondant aux prestations non réalisées sera définitivement arrêté par les Parties sur la base du volume de mobiliers non déposés et du coût unitaire visé en annexe 1.

Le titre de recettes sera émis une fois le montant arrêté.

■ Article 3 – Incidence de l'avenant la durée du marché et/ou délais d'exécution

2.1 Incidence de l'avenant sur la durée du marché

Le présent avenant a une incidence sur la durée du marché :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION 54 – Direction Mobilités et Transports 5413 – Matériel roulant et Infrastructures	Conseil d'agglomération du 24 juin 2024 **Avenant n°5**	**Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs**

☐ NON ☒ OUI

Le présent marché est prolongé d'une durée de 9.5 mois, soit une date de fin de marché au 15 avril 2025 (cf. article 2.1).

2.2 Incidence de l'avenant sur les délais d'exécution

Le présent avenant a une incidence sur les délais d'exécution :

☒ NON ☐ OUI

■ Article 4 – Incidence financière de l'avenant

Le présent avenant a une incidence financière :

☒ NON ☐ OUI

■ Récapitulatif

Nature de l'acte	Date de l'acte	Base légale de l'acte (CCP)	Montant €HT
Marché initial	18/05/2007	Article 26, 33, 57 à 59 du Code des marchés publics de 2006	Valeur d'équilibre
Avenant n°1	21/05/2015	Article 20 du Code des marchés publics de 2006	24 024.00 €
Avenant n°2	06/06/2017	Article 20 du Code des marchés publics de 2006	Valeur d'équilibre
Avenant n°3	23/11/2021	Article 20 du Code des marchés publics de 2006	Valeur d'équilibre
Avenant n°4	04/09/2023	Article R2194-2	Valeur d'équilibre
Présent avenant	26/06/2024	Article R2194-2 pour l'article 2.1 du présent avenant Article R2194--7 pour l'article 2.2 du présent avenant	Valeur d'équilibre
Montant total des avenants			**24 024.00€ HT**
Nouveau montant total du marché			**Valeur d'équilibre + 24 024.00 € HT**

■ Article 4 – Dispositions particulières

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant. Les parties renoncent à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION 54 – Direction Mobilités et Transports 5413 – Matériel roulant et Infrastructures	Conseil d'agglomération du 24 juin 2024 **Avenant n°5**	**Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs**

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame Ludivine MENCEUR **Directeur Droit Public et Appels d'Offres**	**A ……,** **Le …….**	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Sausheim, le …….

Pour le Président,
Le Vice-Président,

Yves GOEPFERT

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION 54 – Direction Mobilités et Transports 5413 – Matériel roulant et Infrastructures	Conseil d'agglomération du 24 juin 2024 **Avenant n°5**	**Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs**

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché.

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification de l'avenant via le profil acheteur, la date figurant sur l'avis électronique de notification vaut date de notification de l'avenant.

ANNEXE 1 – COUT UNITAIRE DE DEPOSE

couvert par le secret des affaires

Mobilier	Prix unitaire de dépose en € HT
Abris-bus	Prix couvert par le secret des affaires

M. LE PRÉSIDENT : Et on continue en mobilier urbain, cette fois-ci, c'est Yves GOEPFERT qui prend le relais avec un avenant portant prolongation de durée de contrat.

M. GOEPFERT : C'est ça, Monsieur le Président. Chers collègues, il s'agit donc d'un groupement de commandes qui a été créé en 2007 pour le mobilier d'information de Mulhouse, Kingersheim et Illzach, donc pour les abris de bus publicitaires de m2A ainsi que le vélo en libre-service. Donc chacun de ces marchés a dû être prolongé jusqu'au 30 juin 2024 pour organiser deux groupements de commandes, un premier pour le mobilier urbain et les abris voyageurs, et un second dédié aux vélos en libre-service. Compte tenu donc des concertations préalables pour ce service de vélos en libre-service, le temps est un peu contraint et le planning prévoit actuellement un démarrage de ce service pour le 15 avril 2025. Donc pour assurer la continuité des services, nous vous demandons de signer cet avenant de façon à ce qu'il n'y ait pas de rupture de service, le nouveau marché devant être mis au point et démarrer au 15 avril 2025.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Yves. Des questions sur cette délibération ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

31° CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE LA MOBILITE URBAINE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION : AVENANT N°4 (5400/1.2.2/2399C)

Par convention de délégation de service public, Mulhouse Alsace Agglomération, autorité organisatrice de la mobilité, a confié la gestion du service public de la mobilité urbaine à Soléa pour une durée de 6 années, du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2024. La procédure de nouvelle délégation à compter de 2025 est par ailleurs en cours.

Les avenants 1 et 2 ont été conclus en juillet 2021 pour le premier et en juin 2022 pour le second afin de tenir compte de l'impact de la crise sanitaire.

L'avenant 3 a été conclu en juin 2023 afin de prendre en compte l'impact de la guerre en Ukraine sur l'équilibre des conditions économiques générales de la convention et de prendre en considération plusieurs extensions de service demandées à Soléa (location de midibus, extension du service de navette Citébus, précisions sur les moyens humains et financiers pour l'exploitation du Compte Mobilité).

Le présent avenant 4 a pour objet de prendre en considération diverses mesures ou nouveaux services qui viennent impacter les conditions économiques générales de la convention.

Tout d'abord, il prend en compte les conséquences de la crise sanitaire qui se font encore sentir en termes de fréquentation en définissant pour 2024 l'engagement de recettes demandé au concessionnaire. Celui-ci est fixé à 10 500 000 €HT.

En termes de recettes, il vient également modifier le régime et la tarification des amendes afin d'inciter à un paiement plus rapide, la majoration s'appliquant au-delà du délai de 48h au lieu de 3 semaines antérieurement.

Ensuite, il prévoit diverses mesures impliquant le réajustement du forfait de charges 2023 et 2024 : minoration du forfait de charges du fait du remboursement que Soléa va percevoir de l'Etat au titre de « l'amortisseur électricité » ainsi qu'une minoration du forfait du fait de dépenses pour le Compte Mobilité non réalisées par Soléa en 2023 ; minoration du coût de l'option 5 concernant le Service Domibus consécutive à l'ajustement des modalités de prise en charge des ayants-droits scolaires.

L'avenant 4 prévoit aussi l'intégration au forfait de charges de nouveaux services demandés au concessionnaire : la mise en place de la navette entre la Maison du Territoire et la gare centrale de Mulhouse ; l'extension du service Citébus desservant la commune de Wittelsheim ; la prise en compte des contrôles réglementaires des systèmes d'arrosage automatisés de la plateforme de tramway ; la prise en charge d'une étude sur le cycle de vie des rames de tramway en vue des grandes opérations d'entretien dites « mi-vie ».

Il en résulte que le forfait de charges est minoré de 963 095 € HT en 2023 et se trouve majoré de 2 032 € HT en 2024.

Enfin, l'avenant prévoit quelques dispositions techniques d'inventaire sans incidence financière : état des immobilisations dont la propriété sera transférée à m2A à l'issue du contrat.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant 4 et tout document nécessaire à son exécution.

PJ : 1

PROJET

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

CONVENTION POUR LA

GESTION DU SERVICE PUBLIC DE LA MOBILITE URBAINE

DU RESSORT TERRITORIAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

SUR LA PÉRIODE 2019 - 2024

==========

AVENANT N°4

Entre les soussignés :

La **Communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération** (**m2A**), dont le siège est situé à la Maison du Territoire, 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'**Autorité Délégante** » ou « **m2A** »,

D'une part,

et

Soléa, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est situé à Mulhouse, au 97, rue de la Mertzau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Mulhouse sous le numéro 945 551 018, représentée par son Directeur Général Monsieur Alain MOUBARAK, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « le **Délégataire** » ou « **Soléa** »,

D'autre part,

Ensemble, ci-après collectivement dénommées « les **Parties** » et individuellement par la « **Partie** »,

Il a été préalablement exposé que

Par convention de délégation de service public (ci-après « la Convention ») signée le 17 décembre 2018, **m2A**, autorité organisatrice de la mobilité, a confié la gestion du service public de la mobilité urbaine de l'agglomération de Mulhouse à **Soléa** pour une durée de 6 (six) années à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2024. Des modifications sont intervenues depuis la signature de la convention de délégation de service public et ont été prises en compte dans l'avenant n°1 signé le 19 juillet 2021, dans l'avenant n°2 signé le 1er août 2022 et dans l'avenant n° 3 signé le 17 août 2023.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte et d'actualiser différents points contractuels suite aux évolutions partagées entre les Parties et actés après la signature et l'application de l'avenant 3.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant n°4 a pour objet de traiter les points suivants :

- Fixation de l'objectif d'engagement de recettes de l'exercice 2024.
- Ajustement du service commercial de la navette Citébus desservant la commune de Wittelsheim (option 3 de la Convention).
- Ajustement du forfait de charges 2023 au titre de la restitution de l'amortisseur électricité.
- Ajustement du forfait de charges 2023 au titre de la restitution des charges du Compte Mobilité non engagées en 2023.
- Prise en compte de l'avenant à la convention entre **m2A** et la CeA à la suite de l'ajustement des modalités de prise en charge des ayants-droits scolaires dans le service de transport PMR (option 5 de la Convention – service Domibus).
- Formalisation du transfert des biens intégralement amortis, actuellement répertoriés dans l'inventaire B vers l'inventaire A pour retour gratuit à **m2A**.
- Etat actualisé des contrats d'hébergement et de maintenance des systèmes d'informations ayant un impact sur le Forfait de Charges.
- Intégration de l'offre de navette mise en place entre la Gare Centrale de Mulhouse et la Maison du Territoire.
- Prise en compte de la location temporaire de véhicules Midibus affectés au service de transport régulier sur la ligne 13.
- Prise en compte des contrôles règlementaires à effectuer sur les disconnecteurs des systèmes d'arrosage de la plateforme tramway.
- Prise en compte d'une étude de cycle de vie du tramway Citadis en vue des grandes opérations d'entretien dites « mie-vie ».
- Convention CPTS (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé m2A » / Soléa / m2A fixant les conditions de mise à disposition d'une aire de stationnement d'une unité mobile (PL semi-remorque).
- Actualisation du barème des contraventions.

La synthèse des impacts financiers par exercice comptable est reprise en **annexe 1** du présent avenant.

Article 2 – Fixation de l'engagement de recettes pour l'exercice 2024

Les **Parties** se sont revues pour analyser les données volumétriques des ventes de titres de 2023 et leur projection a permis de converger vers un objectif contractuel de recettes encaissées pour l'exercice 2024. Ce dernier est ainsi fixé à 10 500 000 € HT (dix millions cinq cent mille euros hors taxes).

La révision de la grille tarifaire prévue à compter du 1er juillet 2024, et votée le 15 avril 2024, est prise en compte dans cet objectif de recettes encaissées pour l'exercice 2024. Cet objectif comprend le paiement par la Ville de Mulhouse directement à Soléa des titres destinés aux seniors mulhousiens à compter du 1er mai 2024. Cette recette est estimée à 500 000 € HT.

Si les recettes réellement encaissées sur l'exercice 2024, retraitées des éventuelles mesures tarifaires décidées après la révision tarifaire votée le 15 avril, s'avéraient inférieures à 10 500 000 € HT (dix millions cinq cent mille euros hors taxes), alors un malus ou un intéressement négatif du **Délégataire** sera calculé selon les tranches mentionnées ci-après :

Ecart compris entre	Pourcentage de l'écart pris en compte dans le calcul du malus
0 k€ et – 100 k€	30%
– 100 k€ et – 300 k€	20%
– 300 k€ et – 700 k€	10%
Au-delà de – 700 k€	Pas de malus supplémentaire

Les **Parties** ont convenu qu'aucun intéressement ne sera appliqué si les recettes encaissées sur l'exercice 2024 devaient être supérieures à 10 500 000 € HT (dix millions cinq cent mille euros hors taxes).

Article 3 – Ajustement du service commercial de la navette Citébus desservant la commune de Wittelsheim (option 3)

L'article 21.4 de la convention de délégation de service public précise les modalités financières liées à la mise en œuvre de l'option 3 portant sur la navette Citébus de Wittelsheim.

Le coût annuel de mise en œuvre de l'option 3 prévu initialement s'élève à 33 760,00 € HT, en valeur 1er janvier 2018. L'article précise par ailleurs qu'en cas de modification des modalités d'exploitation d'investissements ou de structure tarifaire, l'équilibre économique de la convention susceptible d'être modifié est rétabli par voie d'avenant pour chaque année restant à courir à compter de la mise en œuvre de la modification.

Depuis le 1er septembre 2022, le service commercial de la navette Citébus a été étendu. Afin de répondre à cette extension de service, **Soléa** a conclu un marché subséquent de sous-traitance spécifique à ce service. Cette extension a été prise en compte dans l'avenant 3 à la Convention pour la période de septembre 2022 à août 2023.

Le marché subséquent, échu au 31 août 2023, a été réattribué pour la période allant du 1er septembre 2023 et jusqu'au dernier jour des vacances scolaires d'été 2025. Le coût de ce nouveau marché, exprimé en euros du marché (valeur moyenne juin 2022 – mai 2023) s'élève à 132 459,13 € par an. À la demande de la commune de Wittelsheim, il a fait l'objet d'un avenant pour adapter le véhicule et ajuster l'offre des circuits. Cet avenant est entré en vigueur le 1er mai 2024. A compter de cette date, le coût annuel du marché s'élève à 104 271,65 €.

Le tableau ci-dessous présente les impacts de ce marché depuis le 1er septembre 2023 sur le forfait de charges :

Calendrier	2023				2024											
	sept	oct	nov	déc	janv	févr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc
Forfait de charges contractuel de l'option 3																
Forfait de charges initial (année pleine) (en euros HT valeur janvier 2018)	33 760,00 €				33 760,00 €											
Forfait de charges initial (sur les périodes.) (en euros HT valeur janvier 2018)	11 253,33 €				11 253,33 €				11 253,33 €				11 253,33 €			
Coefficient d'actualisation de la DSP	1,20458 (définitif)				1,24782 (estimé)											
Forfait de charges initial (en euros HT courants)	**13 555,54 €**				**14 042,13 €**				**14 042,13 €**				**14 042,13 €**			
Marché de sous-traitance du service Citébus																
Marché de sous-traitance	Marché initial - 09/2023								Avenant n°1 - 05/2024							
Valeur du marché de sous-traitance (en année pleine) (en euros HT du marché : juin 2022-mai 2023)	132 459,13 €								104 271,65 €							
Valeur du marché de sous-traitance (sur les périodes) (en euros HT du marché : juin 2022-mai 2023)	44 153,04 €				44 153,04 €				34 757,22 €				34 757,22 €			
Coefficient d'actualisation du marché	1,00525				1,04537 (estimé)											
Valeur du marché de sous-traitance par période (en euros HT courants)	**44 384,99 €**				**46 156,11 €**				**36 334,03 €**				**36 334,03 €**			
Impact sur le forfait de charges contractuel de l'option 3																
Ecart sur le forfait de charges (sur les périodes) (en euros HT courants)	**30 829,45 €**				**32 113,97 €**				**22 291,89 €**				**22 291,89 €**			
Ecart sur le forfait de charges (sur les exercices) (en euros HT courants)	**30 829,45 €**				**76 697,76 €**											
Coefficient d'actualisation de la DSP	1,20458 (définitif)				1,24782 (estimé)											
Ecart sur le forfait de charges (sur les exercices) (en euros HT valeur janvier 2018)	**25 593,52 €**				**61 465,40 €**											

Les **Parties** conviennent que le surcoût de cette prestation est refacturé à l'**Autorité Délégante** à l'euro/l'euro dans le cadre du forfait de charges, en lieu et place du montant initialement prévu.

La prise en considération de ces nouvelles prestations demandées au **Délégataire** implique un premier ajustement du forfait de charges 2023 et 2024 :

Impact sur le Forfait de Charges (en euros HT valeur janvier 2018)	**2023**	**2024**
Option 3	25 593,52 €	61 465,40 €

Article 4 – Ajustement du forfait de charges 2023 au titre de la restitution de l'amortisseur d'électricité

Pour faire face à la volatilité des coûts de l'énergie et notamment de l'électricité, l'Etat a mis en place des dispositifs permettant à certaines entreprises d'en amortir les coûts.

Le décret n°2022-1774 du 31 décembre 2022 détermine les clients éligibles au dispositif d'amortisseur. A l'article 3 alinéa I-3° de ce décret il est ainsi précisé, dans la catégorie des clients éligibles : « Les personnes morales de droit public ou privé dont les recettes annuelles provenant de financements publics, de taxes affectées, de dons ou de cotisations, sont supérieures à cinquante pour cent des recettes totales.

Les recettes de **Soléa** liées à la rémunération au titre de la convention de délégation de service public de la mobilité urbaine de **m2A** représentent 95,16% du chiffre d'affaires (Forfait de charges versé par m2A), **Soléa** a considéré qu'elle était éligible à ce dispositif.

Sur base de ce décret le **Délégataire** a fourni à son fournisseur d'électricité une attestation sur l'honneur pour l'application de cet amortisseur. Sur la base de cette attestation, le fournisseur d'électricité de **Soléa** a donc appliqué l'amortisseur d'électricité sur l'année 2023 pour un montant total de 831 964,30 € HT.

Au mois de février 2024, la Commission de Régulation de l'Energie a été missionnée par la DGFIP pour procéder à la vérification de l'éligibilité des différentes entreprises au dispositif. La vérification de « l'éligibilité » effective de **Soléa** à l'amortisseur d'électricité a donc été initiée. A la date de signature du présent avenant, la vérification est toujours en cours.

Il a été convenu avec l'**Autorité délégante** que le **Délégataire** reverse la totalité du bénéfice de l'amortisseur électricité. Le reversement du montant de 831 964,30 € par le **Délégataire** à l'**Autorité délégante** sera donc exécuté à l'attribution définitive du dispositif, et traité dans le solde du forfait de charges annuel 2023.

En cas de remise en cause de l'éligibilité, notamment par le fournisseur d'électricité, le gestionnaire du réseau RTE, les services ministériels intéressés, la DGFIP ou les services fiscaux, ou en cas de contestation des conditions ou du montant du bénéfice de l'amortisseur électricité, les **Parties** s'engagent à corriger les montants, et notamment le forfait de charges 2023, défini au présent avenant n°4 par la conclusion d'un nouvel avenant à la Convention, l'**Autorité Délégante** s'engageant à restituer les sommes au **Délégataire**.

Article 5 – Ajustement du forfait de charges 2023 au titre de la restitution des charges du compte mobilité non engagées en 2023

Le compte mobilité dans sa version de juin 2022 a fait évoluer les prestations demandées au **Délégataire** en tant qu'opérateur du Compte Mobilité.

L'avenant n°3 de la Convention avait révisé le forfait de charges annuel 2023 en conséquence, pour un montant annuel de 347 800,00 € correspondant à la part du forfait de charges à indexer (en euros HT valeur 1er janvier 2018).

Au cours de l'exercice 2023, les dépenses réellement engagées se sont élevées à 296 376,49 € HT en euros courants.

Il a été convenu entre les **Parties** de restituer à l'**Autorité délégante** le montant correspondant aux charges non engagées au titre de l'exercice 2023.

Le tableau suivant synthétise les impacts de la prise en compte des charges non engagées au titre du Compte Mobilité sur le forfait de charges 2023 :

Impact sur le forfait de Charges	**2023**
Forfait de charges à indexer (en euros HT valeur janvier 2018)	347 800,00 €
Coefficient d'actualisation	1,20458 (définitif)
Forfait de charges initial (en euros HT courants)	418 952,92 €
Dépenses réelles engagées en euros courants	296 376,43 €
Ecart - Montant à restituer (en euros HT courants)	**–122 576,49 €**

Article 6 – Prise en compte de l'avenant à la convention entre m2A et la CeA à la suite de l'ajustement des modalités de prise en charge des ayants-droits scolaires dans le service de transport PMR (option 5)

L'annexe 18 de la convention de délégation de service public entre **m2A** et **Soléa** précise les modalités de prises en charge et les modalités financières du maintien du transport des élèves handicapés dans le service Domibus (option 5 à la convention de délégation de service public).

Depuis plusieurs années, les effectifs d'élèves handicapés sont en hausse continue (+31% entre 2015 et 2022) alors que **m2A** veille de son côté à maintenir un nombre stable d'ayants-droits (personnes non scolaires respectant les critères d'accès au service de transport des personnes à mobilité réduite Domibus, ces critères étant fixés par délibération de l'**Autorité**).

La part des transports scolaires a atteint près de 50% et saturent les moyens de Domibus aux heures de pointe, générant des insatisfactions de la part des autres usagers.

La convention relative à la prise en charge par le Département des frais de transport des élèves et étudiants en situation de handicap dans le périmètre de **m2A** a été modifiée par la signature d'un avenant n° 1.

Les deux parties ont convenu qu'à compter de la rentrée scolaire 2023, **m2A** ne transporterait que les élèves de classe élémentaire (du CP au CM2) dans la limite de 110 élèves maximum sur une année scolaire afin d'améliorer la qualité de service de Domibus.

Le nouveau montant du forfait de charges annuel de la Convention en valeur HT euros 2018 est de 443 000,00 € selon l'article 3 de la convention conclue entre m2A/CeA.

Il est convenu entre les parties de répercuter ce montant sur le forfait de charges de la présente convention à compter du 1er septembre 2023. Le service étant réalisé sur les mois de septembre à juin de l'année scolaire, pour l'année 2023, le nouveau montant correspond à 4/10e du montant annuel et s'établit donc à 177 200,00 € en valeur HT euros 2018.

Le tableau suivant en synthétise les impacts :

Impact sur le Forfait de Charges	**2023 (sept.-déc.)**	**2024**
Forfait de charges initial (sur les périodes) (en euros HT valeur janvier 2018)	**243 450,64 €**	**608 626,60 €**
Forfait de charges révisé (sur les périodes) (en euros HT valeur janvier 2018)	**177 200,00 €**	**443 000,00 €**
Réduction du forfait de charges (sur les exercices) (en euros HT valeur janvier 2018)	**–66 250,64 €**	**–165 626,60 €**

Article 7 – Formalisation du transfert des biens amortis, actuellement répertoriés dans l'inventaire B vers l'inventaire A pour retour gratuit à m2A.

L'article 13 de la convention de DSP définit le régime des biens, et l'article 39 définit le sort des bien au terme de la convention.

Les biens mis à disposition par l'**Autorité délégante** au **Délégataire** pour assurer l'exploitation et la gestion de la délégation de service public constituent l'inventaire A.

Les biens autres que ceux mis à disposition par l'**Autorité délégante** sont propriétés du **Délégataire**. Ces biens peuvent avoir été acquis lors de la précédente délégation de service public ou avoir été affectés à

l'exploitation en cours de convention. L'inventaire comptable et physique de ces biens constitue l'inventaire B.

Il a été convenu entre les parties, d'ajuster l'article 39 afin que les biens totalement amortis à l'inventaire B soient transférés à l'inventaire A au terme de la convention, au 31 décembre 2024.

L'article 39 est réécrit ainsi :

« Lorsque la convention arrive à échéance ou en cas de résiliation :

- Les biens mis à la disposition du **Délégataire** par l'**Autorité Délégante** (lesquels figurent à l'inventaire A annexé à la présente convention) font retour gratuit à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination, de leur usage et de leur état initial.

- Les investissements réalisés en mandat par le **Délégataire** pour le compte de l'**Autorité Délégante** conformément aux dispositions de l'article 16 relatif au programme pluriannuel d'investissements et conformément à l'Annexe 9.2 de la présente convention font retour gratuit à l'**Autorité Délégante** en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination, de leur usage et de leur état initial.

- Trois (3) mois avant le terme de la convention, l'**Autorité Délégante** et son **Délégataire** établissent un inventaire contradictoire de l'état des biens mis à disposition. Les travaux de remise en état qui sont nécessaires dans le cadre des obligations d'entretien-maintenance prévues à la présente convention sont réalisés et financés par le **Délégataire** avant le terme de la délégation.

- La même mesure s'applique en cas d'expiration anticipée de la délégation et ce pour quelque motif que ce soit.

- Les biens mis à disposition par le **Délégataire**, acquis durant la convention ou lors de la précédente convention, et listés dans l'inventaire B et identifiés comme nécessaires à l'exploitation**, *sont repris gratuitement par l'Autorité Délégante au terme de la convention lorsque les biens sont totalement amortis. Ces biens totalement amortis sont alors transférés à l'inventaire A.***

- ***Les biens qui ne seraient pas totalement amortis et qui seraient repris par l'Autorité Délégante, seraient repris à leur valeur nette comptable ou à dire d'experts.***

- Les stocks et approvisionnements nécessaires à la poursuite de l'exploitation acquis par le **Délégataire** sont repris par l'**Autorité Délégante** ou le nouveau **Délégataire** à leur valeur d'origine nette comptable.

L'**Autorité Délégante** peut :

- Soit exercer elle-même les droits et obligations résultant du présent article ;

- Soit en transférer l'exercice sur un nouveau **Délégataire** désigné par elle, après en avoir informé le **Délégataire** avant l'échéance de la présente convention.

Six (6) mois au plus tard avant l'expiration de la présente convention, le Délégataire fournit à l'**Autorité Délégante** un inventaire des biens susceptibles d'être repris, mentionnant, la nature du bien, la date et valeur d'acquisition, la durée de vie, la valeur nette comptable ou la valeur à dire d'experts avec justificatifs à l'appui, la copie des contrats signés de location financière ou de crédit-bail le cas échéant avec le tableau des loyers restant à courir à l'échéance de la convention.

La somme correspondant aux biens repris par l'**Autorité Délégante** ou le nouveau **Délégataire** sont versées au **Délégataire** dans un délai de 90 jours à compter de la remise effective des biens en bon état de fonctionnement.

Les fichiers clients (abonnés) et les fichiers du personnel et des paies sont remis à l'**Autorité Délégante** sous format informatique exploitable (type Excel ou Access et logiciel de paie), le cas échéant dans le cadre du protocole tripartite de transfert du réseau, en fin de convention. »

Article 8 – Impact des nouveaux systèmes d'informations déployés en 2023 et 2024

Au cours des exercices 2023 et 2024, de nouveaux dispositifs ont été mis en œuvre par l'**Autorité délégante** pour renouveler ou améliorer les systèmes d'informations mis au service du **Délégataire**.

Ces nouveaux dispositifs génèrent des coûts de fonctionnement spécifiques. Les Parties ont convenu que le forfait de charges 2024 est ajusté des montants correspondants.

Le tableau suivant en synthétise les impacts :

Impact sur le Forfait de Charges	**2024**
Impact du projet du nouveau système d'aide à l'exploitation (SAE) autobus (en euros HT courants)	12 000,00 €
Impact du projet du système de comptage des voyageurs dans le tramway (en euros HT courants)	31 548,00 €
Impact du projet du système de mesure des origines/destinations dans les véhicules (en euros HT courants)	3 703,00 €
Impact des nouveaux systèmes d'informations (en euros HT courants)	**47 251,00 €**

Article 9 – Intégration de l'offre de navette mise en place entre la Gare Centrale de Mulhouse et la Maison du Territoire

Depuis le mois d'octobre 2023, le siège de **m2A** a été transféré à la Maison du Territoire située à Sausheim. Ce site accueille également d'autres partenaires de **m2A**. Afin de répondre aux besoins de déplacements générés par la Maison du Territoire, **m2A** a souhaité mettre en œuvre une navette entre le site et la gare centrale de Mulhouse, à raison de deux trajets le matin et deux trajets le soir pendant les jours ouvrés.

Depuis la mise en place le 9 octobre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023, le nombre de jours ouvrés est de 57 jours, le coût forfaitaire journalier est de 351,23 € HT en euros courant correspondant au contrat de sous-traitance mis en place pour ce service et refacturé à l'euro/l'euro.

Le montant engagé au titre de 2023 s'élève à 20 020,11 € HT. Il est convenu entre les Parties que ce montant est répercuté à l'euro/l'euro dans le forfait de charges de l'exercice 2023.

Au titre de l'exercice 2024, le montant forfaitaire journalier de 351,23 HT défini ci-dessous est maintenu jusqu'au 31 août 2024**,** soit du 1er janvier au 31 août 2024 un nombre de 167 jours ouvrés et un coût de 58 655,41 € HT en euros courant. Il est convenu entre les **Parties** que ce montant est répercuté à l'euro/l'euro dans le forfait de charges de l'exercice 2024.

A compter du 1er septembre 2024 un nouveau marché public va être mis en œuvre pour répondre à cette demande. L'impact du nouveau marché du 1er septembre 2024 au 31 décembre 2024 sera partagé avec m2A et inscrit au décompte définitif pour le solde de l'exercice 2024.

Impact sur le Forfait de Charges (en euros HT courants)	**2023**	**2024**
Intégration navette Gare - Maison des Territoires	20 020,11 €	58 644,41 €

Article 10 – Prise en compte de la location temporaire de véhicules Midibus affectés au service de transport régulier sur la ligne 13

La livraison des Midibus nécessaires à la desserte de la ligne 13 a été retardée. Les **Parties** ont décidé d'un commun accord que le **Délégataire** aurait temporairement recours à la location de ce type de véhicules.

Ainsi, deux véhicules HEULIEZ GX127 (immatriculés CR-805-MT et CR-833-MS) ont été loués entre septembre et octobre 2022 au fournisseur IVECO. Le loyer mensuel unitaire étant de 2 400 € HT, le coût total pour l'année 2022 s'élève à 9 600 € HT, il a été pris en compte dans l'avenant n°3.

A compter du 1er janvier 2023, un contrat de location a été conclu avec le fournisseur TEMSA pour la location de deux véhicules de type HEULIEZ GX137 (immatriculés EG-087-YW et EG-290-YW). Le loyer mensuel d'un véhicule s'élève à 2 900 € HT. La location a pris fin au 31 mars 2023.

Au titre de l'exercice 2023, le surcoût des deux locations s'élève à 17 400 € HT courants.

La convention de délégation de service public prévoyant que les véhicules nécessaires à l'exploitation du service soient mis à disposition du Délégataire, les parties ont convenu que **l'Autorité Délégante prend à sa charge les coûts de locations correspondants, sur la base d'un remboursement à l'euro/l'euro.** S'agissant d'euros courants, les coûts correspondants ne font pas l'objet d'indexation lors du calcul du forfait de charges.

Impact sur le Forfait de Charges (en euros HT courants)	**2023**
Location de véhicules d'exploitation pour la ligne 13	17 400,00 €

Article 11 – Prise en compte des contrôles règlementaires des disconnecteurs des systèmes d'arrosage de la plateforme tramway

Dans tous les secteurs comportant des plateformes engazonnées, le système d'arrosage de la plateforme est équipé de disconnecteurs permettant l'arrosage automatique.

Pour répondre à l'obligation règlementaire, et à la demande de m2A, **Soléa** a pris en charge et fait réaliser le contrôle des disconnecteurs par un organisme agrée. Le montant de ce contrôle s'élève à 3 000 euros HT/an.

Il a été convenu entre les **Parties** que Soléa assure dorénavant la responsabilité de ce contrôle annuel et que le coût supplémentaire est pris en charge par l'**Autorité délégante** à l'euro/l'euro. S'agissant d'euros courants, ils ne font pas l'objet d'indexation lors du calcul du forfait de charges.

Impact sur le Forfait de Charges (en euros HT courants)	**2023**	**2024**
Contrôles règlementaires des disconnecteurs des systèmes d'arrosage de la plateforme tramway	3 000,00 €	3 000,00 €

Article 12 – Prise en compte d'une étude de cycle de vie du tramway Citadis, en vue des grandes opérations d'entretien dites « de mi-vie »

L'article 17 de la convention de délégation de service public traite de l'entretien des biens.

Dans ce cadre, le **Délégataire** doit réaliser les actions nécessaires afin de garantir un bon état d'entretien et une pérennité des biens qui lui sont confiés. Il doit organiser les opérations d'entretien conformément aux plans de maintenance des constructeurs.

L'article 17.8 traite des dispositions techniques particulières à la gestion du réseau de tramway.

Le **Délégataire** doit envisager des opérations de rénovation, dites « à mi-vie », des tramways dans un objectif d'étalement des investissements et de prolongation de la durée de vie des rames.

Le **Délégataire** s'est approché d'un prestataire, la société ASSETSMAN, proposant une étude technique et financière sur le cycle de vie et de maintien en condition opérationnelle les tramways Citadis.

L'étude porte notamment sur la stratégie de rénovation/renouvellement à mi-vie qui permettrait de maintenir en condition opérationnelle des tramways Citadis et de repousser leur durée de vie de 30 à 40 ans.

Le montant forfaitaire de l'étude s'élève à 23 100 € HT en euros courants.

Impact sur le Forfait de Charges (en euros HT courants)	**2024**
Etude de cycle de vie des tramways Citadis	23 100,00 €

Article 13 – Convention Communauté Professionnelle Territoriale de Santé m2A » (CPTS-MA) / Soléa / m2A

Dans le contexte où de nombreux indicateurs de santé sont défavorables sur la Ville de Mulhouse, la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Mulhouse Agglomération (CPTS-MA) et la Ville mettent en place un projet d'unité mobile de prévention et de dépistage en santé à destination des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville de Mulhouse. Cette unité mobile a réalisé ses premières actions, au courant du mois de mai 2024. La CPTS-MA est propriétaire de la semi-remorque (sans la tête tracteur) mais ne dispose pas de lieu de stationnement. m2A dans sa volonté de soutenir activement le dispositif « M ta Santé » propose la participation de **Soléa** selon les modalités décrites dans la convention en annexe 3 au présent avenant.

Article 14 – Actualisation du barème des contraventions

Le barème des contraventions est fixé par l'**Autorité délégante** sur proposition du **Délégataire**.

Dans l'objectif de se conformer à l'obligation de fixer un montant de contravention supérieur à 45 euros, d'afficher des montants plus dissuasifs au regard de la grille tarifaire publique, d'inciter au paiement immédiat ou à un recouvrement rapide, le **Délégataire** a proposé de revoir le barème des contraventions.

Les parties se sont entendues sur un nouveau barème des contraventions pour le réseau de transport de l'agglomération. Celui-ci est détaillé en annexe 2 au présent avenant. Les parties conviennent que la mise en œuvre de ce nouveau barème sera effective au 1er janvier 2025, afin de s'inscrire dans le contexte de la nouvelle Convention de délégation de service publique, tout en permettant au **Délégataire** de préparer cette évolution et de communiquer en conséquence.

Article 15 – Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au **Délégataire**.

Toutes les clauses initiales et non contraires au présent avenant de la Convention de délégation de service public du réseau de transports publics urbains de voyageurs demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait à Mulhouse, en 3 exemplaires, le

Pour l'Autorité Délégante	Pour le Délégataire,
Fabian JORDAN	Alain MOUBARAK

Annexe 1 – Synthèse des impacts financiers de l'avenant 4

Impact sur le Forfait de Charges	**2023**	**2024**
Impacts en euros HT, valeur janvier 2018		
Article 3 – Extension du service commercial de la navette Citébus - **Option n°3**	25 593,52 €	61 465,40 €
Article 6 - Transport PMR ayants droits scolaires - **Option n°5**	−66 250,64 €	−165 626,60 €
Sous-total des impacts (en euros HT valeur janvier 2018, indexable)	**–40 657,12 €**	**–104 161,20 €**
Coefficient d'actualisation	1,20458 (définitif)	1,24782 (estimé)
Sous-total des impacts (en euros HT courants)	**–48 974,75 €**	**–129 974,43 €**
Impacts en euros HT, courants		
Article 4 - Restitution de l'amortisseur d'électricité (sous condition d'octroi définitif)	−831 964,30 €	-
Article 5 – Compte Mobilité	−122 576,49 €	-
Article 8 – Impact des nouveaux systèmes d'informations	-	47 251,00 €
Article 9 – Intégration Navette Gare - Maison des Territoires	20 020,11 €	58 655,41 €
Article 101 - Location de véhicule d'exploitation ligne 13	17 400,00 €	
Article 11 - Contrôle règlementaire des disconnecteurs des systèmes d'arrosage de la plateforme tramway	3 000,00 €	3 000,00 €
Article 12 - Etude de cycle de vie du tramway Citadis	-	23 100,00 €
Sous-total des impacts (en euros HT courants, non indexable)	**–914 120,68 €**	**132 006,41 €**
Impacts totaux en euros HT, courants		
Total des impacts (en euros HT courants)	**–963 095,43 €**	**2 031,98 €** (estimé)

Annexe 2 – Barème des contraventions du réseau de transport public de l'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Le barème « avant » correspond à la situation actuelle, le barème « après » correspond à la situation mis en œuvre à compter du 1er janvier 2025.

		Avant			Après		
		Paiement à bord	Paiement avant 23 jours	Paiement après 23 jours	Paiement à bord	Paiement avant 48h	Paiement après 48h
Mesures commerciales	Oubli abonnement et incitation création abonnement	Sans objet	**10 €** sous délai 5 jours		Sans objet	**10 €** sous délai 5 jours	
Infractions tarifaires	Sans titre-incomplet-illisible-périmé-incomplet-validation à vue	35 €	51€ (35€ pour mineurs)	**89 €**	45 €	70 €	**95 €**
	Titre falsifié-titre appartenant à une tierce personne				70 €	95 €	**120 €**
Infractions comportementales	Trouble à la tranquillité	**89 €**			70 €	95 €	**120 €**
	Ivresse-décompression porte-poignée secours-animal non autorisé-refus d'obtempérer-obstacle à la fermeture-dégradation matériel	150 €		**188 €**	150 €	175 €	**200 €**
	Outrage sexiste	Inexistant			200 €		**250 €**

Annexe 3 – Convention tripartite entre la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Mulhouse Agglomération (CTPS-MA), la société de transport Soléa et Mulhouse Alsace Agglomération.

CONVENTION

ENTRE :

- **La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Mulhouse Agglomération,**
  Ayant son siège au 15 rue des Frères Lumière, 68200 MULHOUSE,
  Représentée par le Président, Frédéric TRYNISZEWSKI,
  Ci-après dénommée « **la CPTS MA** »

ET :

- **Soléa, société de transport,**
  Ayant son siège au 97 Rue de la Mertzau, 68100 MULHOUSE
  Représentée par sa Présidente, Christiane ECKERT
  Ci-après dénommée « **SOLEA** »

ET :

- **Mulhouse Alsace Agglomération,**
  Ayant son siège au 9 avenue Konrad Adenauer, 68390 SAUSHEIM
  Représentée par son président, Fabian JORDAN,
  Ci-après dénommée « **M2A** »

Tous trois dénommés indifféremment "les parties" ou "les porteurs".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le contexte où de nombreux indicateurs de santé sont défavorables sur la Ville de Mulhouse, notamment pour les populations précaires et/ou éloignées de la santé, la CPTS MA et la Ville mettent en place, en étroite collaboration, un projet d'Unité Mobile de prévention et de dépistage en santé à destination des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville de Mulhouse.

Ce dispositif, appelé « M ta Santé », a pour but de se rendre, en utilisant une semi-remorque équipée, au cœur des quartiers de Mulhouse Alsace Agglomération pour réaliser des actions de prévention et de dépistage, adaptées au public rencontré, afin d'améliorer l'état de santé des habitants de l'Agglomération Mulhousienne. Cette Unité Mobile réalisera ses premières actions, au courant du mois de mai 2024.

La CPTS MA est propriétaire de la semi-remorque (sans la tête tracteur) mais ne dispose pas de lieu de parking.

M2A dans sa volonté de soutenir activement le dispositif M ta Santé propose la participation de Soléa selon les modalités décrites dans cette convention.

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du partenariat du projet « M ta Santé », ainsi que les engagements de chacune des Parties.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle peut être résiliée selon les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 3 : AVENANTS

La présente convention peut être modifiée à tout moment par avenant, à la demande de l'une ou l'autre partie, et en cas d'accord des trois parties sur le contenu de l'avenant.

ARTICLE 4 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut unilatéralement être résiliée à tout moment par chacune des parties après trois (3) mois de préavis et sans indemnité.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE SOLEA

5.1 – Mise à disposition d'une aire de stationnement

Soléa s'engage à mettre à disposition une aire de stationnement pour la semi-remorque, à partir du 16 avril 2024. Cette aire est située au sein du parking privé et sécurisé de Soléa sis 97 rue de la Mertzau, 68100 MULHOUSE.

Cette aire doit être suffisamment étendue pour permettre l'ouverture des extensions latérales de la semi-remorque et doit permettre un accès facilité à un point d'alimentation électrique. A cette fin, la CTPS MA s'engage à transmettre les caractéristiques de la semi-remorque, et notamment ses dimensions, au service technique de Soléa.

La CPTS MA ou ses prestataires ont un accès à cette aire du lundi au vendredi, de 4h30 à 24h, en dehors des jours fériés.

Soléa met également à disposition un local compris en 5 et 10 m² pour le stockage de différents petits matériels non périssables.

Soléa et la CPTS MA établissent conjointement un plan de prévention.

5.2 – Réalisation de la maintenance

Soléa réalise la maintenance de niveau 1, incluant les actions préventives. De manière non exhaustive, cette maintenance comprend : le test des voyants lumineux, les vérifications de réglages basiques, le remplacement d'une ampoule, la vérification de l'état et la pression des pneus...

La mise en contact, en amont de la venue de la semi-remorque, avec le fournisseur de cette dernière (société Alegria Activity) sera réalisée, afin d'assurer une formation à l'utilisation de la semi-remorque et un suivi qualitatif du matériel.

Soléa n'assure pas l'entretien et la réparation de la climatisation et du groupe électrogène.

5.3 – Réalisation de l'entretien ménager

Solea s'engage à faire réaliser l'entretien ménager de la semi-remorque. Cet entretien comprend le nettoyage intérieur de la semi-remorque (meuble, sol) et le nettoyage extérieur de la semi-remorque. La semi-remorque dispose d'un système de distribution d'eau claire et d'évacuation des eaux usées, Soléa s'engage à réaliser la vidange et le remplissage journalier en eaux claires et l'évacuation des eaux usées autant que de besoin.

Les fréquences de nettoyage sont ici précisées :

- Nettoyage intérieur : 1/semaine (si utilisation de la semi-remorque la semaine)
- Nettoyage extérieur : 1/mois
- Vidange eaux usées : 1/semaine (si utilisation de la semi-remorque la semaine)
- Remplissage réservoir : 1/semaine (si utilisation de la semi-remorque la semaine)
- Petites opérations de maintenance niveau 1 : 1/mois

Les tarifs des prestations sont précisés en annexe n°1.

Le matériel nécessaire à la réalisation de ces entretiens est fourni par Soléa ou son prestataire de service.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA CPTS MA

6.1 – Responsabilité et assurances

Les activités accomplies par la CPTS MA dans le cadre de la convention sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle devra donc souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de Soléa ne puisse être recherchée à ce sujet.

La semi-remorque est notamment assurée par la CPTS MA selon la règlementation en vigueur. Tout incident y compris sur des manœuvres ou en stationnement sur le site de Soléa est réputé couvert par cette assurance.

6.2 – Obligations diverses, impôts et taxes

La CPTS MA se conformera aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de son objet, et de ce dispositif.

6.3 – Communication autour du partenariat

La CPTS MA reconnaît à Soléa la qualité de partenaire dans le cadre de cette convention.

À ce titre, la CPTS MA s'engage notamment à faire état de ce soutien logistique dans les différents documents et supports de communication utilisés (rapport d'activité, site internet, réseaux sociaux, flyers...).

Elle s'engage également à inviter Soléa à l'inauguration officielle du camion, prévue à la date du lundi 6 mai 2024.

6.4 – Prestations pour le personnel SOLEA

La CPTS et Soléa organisent à minima une action de prévention santé par an à destination du personnel de Soléa sur le site de l'entreprise Soléa.

ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES

L'ensemble des prestations de Soléa décrites à l'article 5 est réputé sans contrepartie financière directe de la part de la CPTS MA.

M2A prend à sa charge les prestations de nettoyage réalisées par Soléa. Cet engagement financier se comprend comme la participation active de M2A dans le dispositif « M ta Santé ».

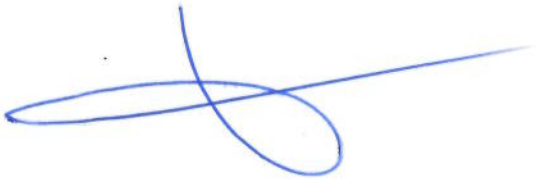
La CPTS MA s'engage à faire état de cette participation de M2A dans tous ses supports de communication.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires, le 21/05/2024

Pour Soléa,
La Présidente, Christiane ECKERT

Pour Mulhouse Alsace Agglomération (M2A)
Le Président, Fabian JORDAN

Pour la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Mulhouse Agglomération (CPTS MA)
Le Président, Frédéric TRYNISZEWSKI



Annexe 1 – Tarifs des prestations d'entretien ménager

Le montant unitaire de chacune des prestations d'entretien ménager est le suivant :

- Nettoyage intérieur : 95,90 €
- Nettoyage extérieur : 30,25 €
- Vidange eaux usées : 17,60 €
- Remplissage réservoir eau : 17,60 €
- Petites opérations de maintenance niveau 1 listées dans la convention : 17,60 €

Les autres opérations réalisées par Soléa dans le cadre de l'entretien et de la maintenance de la semi-remorque, et non listées à l'article 5.3 de la présente convention, seront valorisées sur la base du coût réel des pièces détachées et du temps passé au taux horaire de 83,59 €/h.

Les montants ci-dessus sont réputés être des montants exprimés en euros HT valeur 2024.

En cas de reconduction de la présente convention, les montants des prestations seront actualisés suivant la formule d'indexation suivante :

$$P_n = P_0 \times \frac{FSD_n}{FSD_0}$$

Et le coût horaire des autres opérations non listées dans la convention sera actualisé suivant la formule d'indexation suivante :

$$P_n = P_0 \times \frac{ICHT\text{-}TE_n}{ICHT\text{-}TE_0}$$

Où :

- P_n représente le montant unitaire HT actualisé de la prestation pour l'année ***n*** ;
- P_0 représente le montant unitaire HT de la prestation défini pour l'année 2024 ;
- FSD_n est égal à la moyenne arithmétique des 12 valeurs de l'indice des frais et services divers - modèle de référence n°2 (Source LE MONITEUR, identifiant FSD2, périodicité mensuelle), pour la période allant de janvier à décembre de l'année ***n*** ;
- FSD_0 est égal à la moyenne arithmétique des 12 valeurs de l'indice des frais et services divers - modèle de référence n°2 (Source LE MONITEUR, identifiant FSD2, périodicité mensuelle), pour la période de janvier à décembre 2024 ;
- $ICHT\text{-}TE_n$ est égal à la moyenne arithmétique des 4 valeurs de l'indice Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 (Source INSEE, identifiant 010562766, périodicité trimestrielle), pour la période allant du quatrième trimestre ***n-2*** au troisième trimestre ***n-1*** ;
- $ICHT\text{-}TE_0$ est égal à la moyenne arithmétique des 4 valeurs de l'indice Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 (Source INSEE, identifiant 010562766, périodicité trimestrielle), pour la période allant du quatrième trimestre 2022 au troisième trimestre 2023.

M. LE PRÉSIDENT : Convention pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de l'agglomération : un avenant également.

M. GOEPFERT : Donc assez classique, c'est l'avenant final sur les décomptes de fonctionnement du service. Je me permets de remercier l'ensemble du service Transports, mais bien sûr aussi SOLEA pour l'échange et la qualité des échanges, et surtout les informations qui ont été fournies. Donc je vous rappelle que nous sommes toujours en Délégation de Service Public, la sortante d'ailleurs qui prend fin le 31 décembre de cette année. La procédure nouvelle est en cours et elle commencera donc à partir de 2025, mais c'est en cours et dès qu'elle sera attribuée, vous en serez bien sûr informés. Les avenants 1 et 2 ont été conclus en juillet 2021 pour le premier et en juin 2022 pour le second afin de tenir compte bien sûr de l'impact de la crise. L'avenant 3, lui, a été conclu en juin 2023 afin de prendre en compte l'impact de la guerre en Ukraine, mais surtout l'augmentation bien entendu des matières premières et des énergies. Également prises en compte les demandes d'extension de certains services donc la location de minibus par exemple pour Morschwiller, l'extension du service de navette cité bus, on en reparlera après, c'est Philippe qui le présentera, et des précisions sur les moyens humains et financiers pour l'exploitation du compte mobilité. Le présent avenant, celui-ci a donc pour objet de prendre en considération diverses mesures ou nouveaux services qui viennent impacter les conditions économiques générales de cette convention. Tout d'abord, il prend en compte les conséquences de la crise sanitaire qui se font encore sentir en termes de fréquentation, bien qu'on atteigne à peu près les niveaux d'avant COVID. Je parle d'engagement de recettes puisque c'est aujourd'hui sur cette base qu'est construit la DSP sortante avec des engagements de recettes qui étaient fixés à 11 M€ avant COVID, et on est en train de retrouver aujourd'hui 10 500 000€, c'est d'ailleurs l'engagement de recettes qu'on souhaite avoir pour 2024. En termes de recettes, on vient également modifier le régime de tarification des amendes afin d'inciter donc un paiement plus rapide. La majoration s'applique donc dans un délai de 48 h et au lieu de 3 semaines antérieurement. Enfin, on a plusieurs mesures, dont certaines qui sont très importantes, notamment l'amortisseur d'électricité dont l'entreprise a finalement bénéficié et donc qui était intégré dans le forfait de charges nouvellement calculé, la mise en place de la navette entre la Maison du Territoire et la gare centrale, l'extension du service cité bus, on en a déjà parlé, et la prise en compte des contrôles réglementaires des systèmes d'arrosage automatisés de la plateforme de tramway, une prise en compte d'une étude importante, c'est la grosse révision de cycle de mi vie des tramways, ça aussi, il y a eu donc une nouvelle étude et donc un chiffrage plus fin. Il en résulte donc que le forfait de charges est minoré de 963 095€ hors taxes en 2023, et se trouve majoré d'après les calculs de 2 032€ hors taxes en 2024. Voilà Monsieur le Président, chers collègues, ce que je peux vous dire sur cet avenant numéro 4 qui se solde avec une minoration de 963 095€ hors taxes pour l'agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Yves. Est-ce qu'il y a des questions-là-dessus ? Il n'y a pas de question. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 63 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Pierre LOGEL et Antoine VIOLA.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie et j'en profite pour saluer la présence dans la salle, comme d'habitude je peux dire, ce sont des fidèles de chez les fidèles, du directeur de Soléa Alain MOUBARAK et de la Présidente Christiane ECKERT. Merci de votre présence à nos instances ici au Parc Expo.

32° ENQUETE MOBILITE CERTIFIEE CEREMA : AVENANT A LA CONVENTION TRIPARTITE ENTRE L'AFUT, L'ADEUS ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (5400/7.5/2414C)

Le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé en date du 26 juin 2023 la réalisation d'une Enquête Mobilité Certifiée Cerema en partenariat avec l'Etat, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA), le Pôle Métropolitain d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg, la Communauté d'Agglomération de Colmar et 3 EPCI de Moselle. Le budget global de l'enquête est estimé à 2 400 000 €. Une part importante des coûts de cette enquête est ainsi mutualisée au bénéfice de chaque partenaire.

La participation de m2A est estimée à 173 000 € et la convention de partenariat signée avec l'ADEUS et l'AFUT Sud Alsace prévoit un versement à l'ADEUS de 93 000 € et à l'AFUT de 80 000 €.

Lors du Comité technique en date du 31 octobre 2023, la répartition initiale de la participation de m2A a été modifiée comme suit :

- 43 000 € pour l'ADEUS (dont 20 000 € pour l'ADAUHR),
- 130 000 € pour l'AFUT.

Le projet d'avenant à la convention ci-joint modifie les modalités de partenariat entre m2A, l'ADEUS et l'AFUT.

Les crédits nécessaires sont inscrits en partie au Budget annexe Transports urbains 2024 et seront proposés en 2025 :

Chapitre 011 - Article 617

Service gestionnaire et utilisateur 5411

Ligne de crédit n° 2160 : Etudes et recherches

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant à la convention de partenariat entre m2A, l'ADEUS et l'AFUT ;
- autorise l'attribution d'une participation totale de 173 000€ repartie entre l'ADEUS et l'AFUT respectivement pour un montant de 43 000 € et de 130 000€ ;
- autorise le Président, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention de partenariat et les toutes pièces nécessaires au dossier.

PJ : 1

Version 06 juin 2024

Avenant n°1 à la CONVENTION DE PARTENARIAT 2023 - 2025

Mulhouse Alsace Agglomération
ADEUS
Afut Sud-Alsace

Le présent avenant à la convention a été convenu entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 26 juin 2024, ayant son siège 9 avenue Konrad Adenauer, BP 30100, 68393 SAUSHEIM CEDEX, et désignée ci-après "*M2A*",

et,

l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS), représentée par sa Présidente, Madame Françoise SCHAETZEL, ayant son siège 2 allée Käthe Kollwitz, 67000 STRASBOURG, et ci-après dénommée "*l'ADEUS*",

et,

l'Agence de fabrique urbaine et territoriale (Afut) Sud-Alsace, représentée par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, ayant son siège au 33, avenue de Colmar 68200 MULHOUSE ci-après dénommée "*l'Afut*", d'autre part.

PREAMBULE / CONTEXTE

Mulhouse Alsace Agglomération est un EPCI compétent notamment en termes de développement économique, d'habitat, d'aménagement, d'environnement, d'urbanisme et de transports- mobilités.
L'AFUT est une association qui a vocation, dans le cadre de son programme partenarial, à éclairer et accompagner l'action de m2A sur les thématiques citées ci-dessus. L'AFUT dispose à ce titre d'une incontournable base de connaissances à l'échelle de la Région Mulhousienne et plus largement du Sud-Alsace.
M2A apporte ainsi un soutien financier important au fonctionnement de l'AFUT.

L'ADEUS dispose d'un important savoir-faire technique spécifique en particulier s'agissant des mobilités.

Un large ensemble de collectivités, dont m2A, ont à ce titre convenu de confier à l'ADEUS dans le cadre de son programme de travail partenarial et de celui de l'AFUT des travaux portant sur la mobilité et notamment à travers l'Enquête Ménages Déplacements (EMD) Alsace à engager en 2023. Ce travail est destiné à s'échelonner sur 3 ans de 2023 à 2025.

Les savoir-faire respectifs de l'AFUT et de l'ADEUS conduisent donc à l'opportunité d'un travail conjoint, partenarial et copiloté entre les deux agences pour la réalisation – exploitation de l'EMD sur le Sud-Alsace.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Une convention tripartite a été signée en date du 18 septembre 2023.

Le présent avenant n°1 a pour objet de redéfinir la répartition de la participation de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'ADEUS et de l'AFUT suite au Comité technique en date du 31 octobre 2023 telle que définie à l'article 4 de la convention initiale.

ARTICLE 2 : SUBVENTIONS DE LA M2A A L'ADEUS ET A L'AFUT

Il convient de modifier l'article 4 de la convention initiale en ce sens :

- M2A apporte une subvention de 43 000 € à l'ADEUS dont 20 000 € sont destinés à l'apport d'expertise de l'ADAUHR (pour la prise en compte de l'agglomération de Colmar dans les travaux prévus)

- M2A apporte une subvention de 130 000 à l'AFUT

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT

Il convient également de modifier l'article 5 de la convention initiale en ce sens :

- De la part de m2A à l'ADEUS, sur présentation d'une demande de versement
  - 40 000 euros au plus tard le 31 janvier 2024
  - 3 000 euros au plus tard le 31 décembre 2024
- De la part de m2A à l'Afut Sud-Alsace, sur présentation d'une demande de versement
  - 40 000 euros au plus tard le 31 janvier 2024
  - 25 000 euros au plus tard le 31 décembre 2024
  - 65 000 euros au plus tard le 31 janvier 2025

ARTICLE 4 : DIVERS

Les autres articles non visés par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

Mulhouse, le

Pour m2A	Pour l'AFUT	Pour l'ADEUS
Le Président Fabian JORDAN	Le Président Rémy NEUMANN	La Présidente Françoise SCHAETZEL

M. LE PRÉSIDENT : On continue cette fois-ci pour une enquête mobilité qui est à large essor sur notre territoire et au-delà, avec une convention tripartite entre l'AFUT, l'ADEUS et notre agglomération. Yves, si tu veux bien nous présenter ça.

M. GOEPFERT : Voilà, alors l'enquête mobilité, bien sûr, est en cours. Il s'agit d'une modification de la répartition des contributions des uns et des autres. Cette enquête mobilité est déployée en Alsace Moselle afin de connaître de manière fine les pratiques de déplacement sur le territoire. Sur m2A, la précédente enquête de ce type remonte à 2009, donc vous voyez qu'il est un peu temps d'avoir de nouvelles estimations. Le Conseil d'agglomération a voté en date du 26 juin 2023 la réalisation de cette enquête en partenariat avec l'État, la Région Grand-Est, la Collectivité européenne d'Alsace, le pôle métropolitain d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg, la communauté d'agglomération de Colmar et 3 EPCI de Moselle. Le budget global de cette enquête est de 2 400 000€. Une part importante des coûts de cette enquête est ainsi mutualisée au bénéfice de chaque partenaire. La part de m2A a été fixée à 173 000€ et était initialement partagée à hauteur de 93 000€ pour l'ADEUS et 80 000€ pour l'AFUT. Pour des raisons techniques, il est tout simplement opportun de modifier la répartition, ce qui ne changera rien sur la contribution globale de m2A, mais pour que les coûts soient portés par l'ADEUS à 43 000€ et l'AFUT à 130 000€. C'est simplement une modification de la répartition des contributions des uns et des autres, ça ne change donc rien pour la contribution de m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Yves. Des questions sur cette répartition ? Il n'y en a pas. Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 48 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (19) : Francine AGUDO-PEREZ, Rachel BAECHTEL, Jean-Philippe BOUILLÉ, Danièle GOLDSTEIN, Hugues HARTMANN, Francis HILLMEYER, Jean-Paul JULIEN, Pierrette KEMPF, Michel LAUGEL, Pierre LIPP, Josiane MEHLEN, Rémy NEUMANN (représenté par Michèle HERZOG), Catherine RAPP, Loic RICHARD, Laurent RICHE, Carole TALLEUX, Joseph WEISBECK (représenté par Ginette RENCK), Philippe WOLFF et Fabienne ZELLER.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

33° CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE TRANSPORTS PUBLICS RÉGULIERS DE PERSONNE, ENTRE LA RÉGION GRAND EST ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (5411/8.7/2436C)

À compter du 1er septembre 2020, la Région Grand Est a souhaité mettre fin aux deux lignes 724 et 755 qui assuraient les dessertes Mulhouse–Niffer–Saint-Louis d'une part et Mulhouse–Habsheim-Sierentz–Saint-Louis d'autre part. Ce retrait était motivé par une fréquentation devenue majoritairement interne aux deux nouveaux périmètres de Saint-Louis Agglomération et Mulhouse Alsace

Agglomération. Depuis, les tronçons Mulhouse-Niffer et Mulhouse-Habsheim sont exploités par Soléa et directement financés par Mulhouse Alsace Agglomération.

La compensation financière accordée par la Région Grand Est à Mulhouse Alsace Agglomération, au titre de ce transfert de compétence est de 408 000 € par an. La Région Grand Est s'acquittera de ce montant annuel en deux versements égaux en février et novembre.

En outre, au titre des années 2020, 2021, 2022 et 2023, soit 3 ans et 4 mois, la Région versera 1 360 000 € à Mulhouse Alsace Agglomération à signature de la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention financière relative au transfert de la compétence transports publics réguliers de personnes entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces inhérentes au dossier.

PJ : 1

CONVENTION FINANCIERE RELATIVE AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE TRANSPORTS PUBLICS REGULIERS DE PERSONNES

ENTRE LA REGION GRAND EST

ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Vu la loi n° 82-1153 du 30/12/1982 dite loi d'orientation sur les transports intérieurs ;

Vu la loi n° 99-586 du 12/07/1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales complétée par la loi N° 2006-10 du 05/10/2006 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRé ;

Vu le code des Transports et notamment ses articles L.1232-1 et suivants et L.3111.1 et suivants ;

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.213-11 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2009 portant création de Mulhouse Alsace Agglomération ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°16SP-3213 des 15 et 16 décembre 2016 approuvant le montant de l'attribution de la compensation financière et la convention de délégation provisoire de transports scolaires et d'organisation du transfert légal des compétences de transports interurbains et scolaires entre la Région Grand Est et le Département du Haut-Rhin

Vu la délibération du Conseil Régional du Grand Est du 21 juin 2024 (24CP-1304) approuvant la présente convention

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération du 24 juin 2024 approuvant la présente convention

SOMMAIRE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Rappel du contexte
Article 2 – Objet de la convention

TITRE II – DISPOSITIONS FINANCIERES RELATIVES AU TRANSFERT DE RESSOURCES ENTRE AUTORITES ORGANISATRICES

Article 3 – Compensation financière

Article 3.1 – Principes
Article 3.2 – Modalités de versement

TITRE III – DISPOSITIONS FINALES

Article 4 – Durée et entrée en vigueur de la convention
Article 5 – Révision de la convention
Article 6 – Clause de réexamen et/ou résiliation de la convention
Article 7 – Règlement des litiges

La Région Grand Est, ci-après dénommée « la Région »,
Représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil Régional n° 24CP-1304 du 21 juin 2024
Sise 1 Place Adrien Zeller – BP 91006 – 67 070 STRASBOURG Cedex

D'une part,

Mulhouse Alsace Agglomération, ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »,
Représentée par son Président, Fabian JORDAN, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 24 juin 2024
Sise 9 Avenue Konrad Adenauer, 68 390 SAUSHEIM

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Rappel du contexte

Conformément à l'article 3111-1 du code des transports modifié par la loi Notre n°2015-991 du 7 août 2018 – art 15 (I) « *Sans préjudice des articles L. 3111-17 et L. 3421-2, les services non urbains, réguliers ou à la demande, sont organisés par la région, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires. Ils sont assurés, dans les conditions prévues aux articles L. 1221-1 à L. 1221-11, par la région ou par les entreprises publiques ou privées qui ont passé avec elle une convention à durée déterminée.* »

A la date du 1er septembre 2017, l'organisation et le fonctionnement de ces transports relèvent donc de la compétence de la Région Grand Est.

Conformément à l'article L1231-1 et L1231-2 du code des transports modifié par la loi Notre n°2015-991 du 7 août 2018 – art 18 (v) les communes, leurs groupements (…) sont les autorités compétentes pour organiser la mobilité dans leur ressort territorial.
Art. L1231-1 « *Ces autorités sont des autorités organisatrices de la mobilité au sens de l'article L.1221-1. A ce titre, dans les conditions générales énoncées au présent chapitre, elles organisent des services réguliers de transport public de personnes et peuvent organiser des services de transport à la demande.* »
Art. L1231-2 « *Les services de transport public de personnes mentionnées à l'article L.1231-1 peuvent être urbains ou non urbains.*

En complément, l'article L3111-5 du code des transports modifié par la loi Notre n°2015-991 du 7 août 2018 prévoit que : *« Sans préjudice du premier alinéa de l'article L. 3111-8, en cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de mobilité, ou de modification du ressort territorial d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de mobilité, entraînant l'inclusion de services de transport public existants, réguliers ou à la demande, organisés par une région, un département ou un syndicat mixte, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de mobilité est substitué à l'autorité organisatrice de transport antérieurement compétente dans l'ensemble de ses droits et obligations pour l'exécution des services de transport publics désormais intégralement effectués sur son ressort territorial. Cette substitution intervient dans un délai d'un an à compter de cette création ou modification. »*

Mulhouse Alsace Agglomération est l'Autorité organisatrice de la Mobilité sur son territoire, créée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2009 (annexe 1) et constituée de 39 communes.

À compter du 1er septembre 2020, la Région Grand Est a souhaité mettre fin aux deux lignes 724 et 755 qui assuraient respectivement les dessertes Mulhouse – Niffer – Saint-Louis et Mulhouse – Sierentz – Saint-Louis, dans la mesure où :

- D'une part, les tracés de ces deux lignes étaient entièrement situés sur les territoires des deux communautés d'agglomérations de Mulhouse et Saint-Louis ;
- D'autre part, ces lignes n'avaient plus qu'une très faible fréquentation interurbaine. En effet, du fait des extensions successives des périmètres de Mulhouse Alsace Agglomération et de Saint-Louis Agglomération, le trafic de ces lignes était essentiellement concentré à l'intérieur des deux périmètres urbains.

Ainsi, à compter de cette date, les parties ont convenu :

- Du transfert par la Région de sa compétence transport à Mulhouse Alsace Agglomération pour la section Niffer – Mulhouse et Habsheim ;
- La Région compense financièrement le transfert à Mulhouse Alsace Agglomération.

Ainsi, Mulhouse Alsace Agglomération est donc compétente de plein droit pour l'organisation des transports publics scolaires et interurbains à l'intérieur de son ressort territorial, à compter du 1er septembre 2020.

C'est dans ce contexte que la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération se sont rapprochées pour fixer dans la présente convention les modalités de transfert des lignes 724 et 755 à Mulhouse Agglomération, exploitées dans son ressort territorial.

Article 2 – Objet de la convention

Au regard des modifications institutionnelles fortes intervenues en matière d'exercice des compétences de transport routier de voyageurs par application de la loi NOTRe, et afin de permettre la meilleure cohérence et lisibilité du cadre conventionnel s'appliquant entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération dans ce domaine, les parties se sont accordées sur le principe d'acter l'ensemble des dispositions relatives au transfert de la compétence (modalités techniques et financières) dans la présente convention.

En application de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2009, la compétence d'organisation des transports interurbains et scolaires, exercée par la Région, est transférée de droit à la Communauté d'Agglomération à compter du 1er septembre 2020.

Le ressort territorial de la Communauté d'Agglomération est composé de 39 communes (liste en annexe 2) dont l'organisation du transport public relève depuis le 1er janvier 2020 de sa compétence.

Dans le cas où le ressort territorial de la Communauté d'Agglomération viendrait à être modifié suite à une évolution des communes le constituant, les parties s'engagent à examiner en concertation les conséquences de cette extension sur les services organisés par la Région et, le cas échéant, à étendre le périmètre du transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération.

Conformément au Code des Transports article 3111-1 et suivant :

- La Région est l'autorité organisatrice de l'ensemble des services réguliers et scolaires dont l'origine et/ou la destination est une commune située à l'extérieur du ressort territorial de la Communauté d'Agglomération ;

- La Communauté d'Agglomération est l'autorité organisatrice de l'ensemble des services réguliers et scolaires dont l'origine et la destination sont situés à l'intérieur de son ressort territorial.

- Au titre de la loi NOTRe, le Département reste compétent en matière d'organisation des transports individuels d'élèves handicapés.

TITRE II – DISPOSITIONS FINANCIERES RELATIVES AU TRANSFERT DE RESSOURCES ENTRE AUTORITES ORGANISATRICES

Pour identifier le périmètre du transfert de compétence à Mulhouse Alsace Agglomération à compter du 1er septembre 2020, les parties se sont accordées pour recourir au principe énoncé par les lois n° 2004-809 du 13 août 2004 et n°2006-10 du 05 janvier 2006 modifiant l'article L 213-11 du Code de l'Education et selon lequel :

L'évaluation du transfert de compétence "*prend en compte le montant des dépenses effectuées par le Département au titre des compétences transférées à l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains au cours de l'année précédant le transfert, de sorte que soit assurée la compensation intégrale des moyens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée*".

Dans ce cadre, le montant du transfert de charges annuelles correspondant aux services transférés à compter du 1er septembre 2020 est évalué sur la base de l'année scolaire 2019/2020.

Article 3 – Compensation financière

Article 3.1 – Principes

Les parties conviennent que la compensation financière accordée par la Région Grand Est à Mulhouse Alsace Agglomération, au titre du transfert de la compétence transports scolaires et transports interurbains correspondant aux anciennes lignes 724 et 755 et pour la partie de ces lignes exploitées sur son ressort territorial est de : 408 000 € par an.

Ce montant est ferme et définitif.

Article 3.2 – Modalités de versement des sommes transférées à compter du 1er septembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2023

Au titre des années 2020, 2021, 2022 et 2023, le montant des sommes transférées par la Région à Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de sa reprise de compétence, sont établis comme suit :

- Année 2020 : 4 mois sur 12, soit 4/12 x 408 000 € = 136 000 €
- Année 2021 : année complète soit 408 000 €
- Année 2022 : année complète soit 408 000 €
- Année 2023 : année complète soit 408 000 €

- Soit un total à verser de 1 360 000 €.

La Région Grand Est s'acquittera de ce montant total correspondant aux charges transférées à Mulhouse Alsace Agglomération en un seul versement après notification de la présente convention.

Article 3.3 – Modalités de versement à compter du 1er janvier 2024

La Région Grand Est s'acquittera du montant annuel, défini à l'article 3-1 de la présente convention, correspondant aux charges transférées à Mulhouse Alsace Agglomération en 2 versements selon les modalités suivantes :

- Au plus tard le **1er février** de l'année n pour un versement égal à la moitié de la compensation annuelle, pour les mois de janvier à juin de l'année n ;

- Au plus tard le **1er novembre** de l'année n pour un versement égal à la moitié de la compensation annuelle pour les mois de juillet à décembre de l'année n.

Les paiements à verser au titre des articles 3-2 et 3-3 ci-dessus, se font sur le compte ouvert au nom de Mulhouse Alsace Agglomération, auprès du comptable assignataire des paiements et recouvrements.

TITRE III – DISPOSITIONS FINALES

Article 4 – Coopération entre les parties

Afin d'assurer la continuité du service public et de favoriser les conditions de transfert de l'organisation des transports scolaires de la Région à la Communauté d'Agglomération, la Région s'engage à :

- Tenir à disposition de la Communauté d'Agglomération, l'ensemble des informations relatives à l'organisation des circuits scolaires (itinéraires, horaires, véhicules, liste des inscrits, fréquentation réelle à partir des comptages des transporteurs…) et à leur gestion administrative (modalités de facturation, décomposition des coûts par circuit avec terme fixe et terme variable…) ;

- Accueillir les agents de la Communauté d'Agglomération en charge des transports scolaires pour qu'ils puissent collecter l'ensemble des informations techniques nécessaires à la gestion administrative des scolaires ;

- Transférer sous format informatique l'ensemble des données de la base de données du service transport (notamment fichier élèves) concernant le ressort territorial.

Article 5 – Durée et entrée en vigueur de la convention

La présente convention est applicable à compter de sa notification sans limitation de durée. Toutefois et dans la mesure où Mulhouse Alsace Agglomération exerce de manière effective les services transférés objet de la présente convention depuis le 1er septembre 2020, les principes et flux financiers de la présente convention intègrent la période allant du 1er septembre 2020 au 1er septembre 2024.

Article 6 – Révision de la convention

La présente convention peut faire l'objet d'une révision sous la forme d'un avenant à conclure entre les parties. Il en sera ainsi en cas de modification du ressort territorial de la communauté d'agglomération.

Article 7 – Règlement des litiges

Après épuisement des voies de recours amiables, les parties à la présente convention soumettront leurs litiges aux juridictions compétentes.

Fait à xxxxxxx, le XXXXXX
(en deux exemplaires originaux)

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président

Pour la Région,

M. LE PRÉSIDENT : On va parler convention financière relative au transfert de la compétence transports publics réguliers de personnes entre la Région Grand-Est et notre agglomération, Yves.

M. GOEPFERT : Tout à fait donc, à compter du 1er septembre 2020, la Région Grand-Est a souhaité mettre fin aux deux lignes 724 et 755 qui assuraient les dessertes Mulhouse-Niffer-Saint-Louis d'une part et Mulhouse-Habsheim-Sierentz-Saint-Louis d'autre part. Ce retrait était motivé par une fréquentation devenue majoritairement interne aux deux nouveaux périmètres des agglomérations de Saint Louis et donc de Mulhouse. Depuis, les tronçons Mulhouse-Niffer et Mulhouse-Habsheim sont exploités par SOLEA respectivement par les lignes 59 et 55, et directement donc financés par m2A. La compensation financière accordée par la Région Grand-Est à Mulhouse Alsace Agglomération au titre de ce transfert de compétences est de 408 000€ par an. La Région Grand-Est s'acquittera donc de ce montant en deux versements égaux, en février et en novembre. De plus, au titre des années 2020, 2021, 2022 et 2023, soit 3 ans et 4 mois, la Région versera 1 360 000€ à Mulhouse Alsace Agglomération à la signature de cette convention. Bonne affaire !

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Yves. Des questions là-dessus ? Pas de questions. Des votes contre ? On demande naturellement aux conseillers régionaux de ne pas prendre part au vote, c'est évident. Merci beaucoup. Pas d'abstention non plus ?

Pour : 64 + 24 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Thierry NICOLAS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

34° CONVENTION DE FINANCEMENT POUR LE SERVICE DE LA NAVETTE CITE'BUS DE WITTELSHEIM : AVENANT 2 (5411/76/2413C)

Depuis 2016, une navette gratuite a été mise en place pour compléter la desserte de la commune de Wittelsheim. Destinée en particulier aux habitants des quartiers Cité gare et Rossalmend, elle leur offre une liaison vers Graffenwald et vers la zone d'activités du Hohmatten en passant par le centre-ville de Wittelsheim. Une convention a été signée le 18 février 2019 entre la commune de Wittelsheim et Mulhouse Alsace Agglomération pour définir les modalités d'exécution et de financement de ce service.

Après huit années de fonctionnement, il est proposé de compléter et redéfinir la desserte existante de la navette comme suit :

Circuit	Jour de fonctionnement
Wittelsheim Rossalmend <> Graffenwald	Lundi à vendredi
Wittelsheim Graffenwald <> Hohmatten	Mardi à vendredi
Staffelfelden Mairie <> Wittelsheim Hohmatten	Mardi à vendredi
Wittelsheim Bellevue <> Hohmatten	Jeudi uniquement

Le service est désormais assuré par un véhicule de 23 places. Le coût de cette organisation est estimé à 104 271,65 € en année pleine.

Le coût du service est pris en charge intégralement par la Ville de Wittelsheim. Elle verse à m2A une contribution annuelle correspondant aux sommes engagées par m2A.

Le projet d'avenant n°2 ci-joint prend en compte cette évolution.

Les dépenses et les recettes sont inscrites au budget annexe 2024 respectivement aux articles 6574 Ligne de crédit 10313 et 7068 Ligne de crédit n° 8273.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant n°2 à la convention de financement pour le service de navette Cité'Bus de la commune de Wittelsheim ;
- autorise le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°2 à cette convention et toutes pièces nécessaires au dossier.

PJ : 1

AVENANT 2 - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE AU DISPOSITIF DE NAVETTE CITE'BUS DE WITTELSHEIM

Entre

- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par M. FABIAN JORDAN, Président, dûment autorisé par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024 ci-après désignée par "**m2A**",

d'une part,

- La Ville de Wittelsheim, représentée par Yves GOEPFERT, Maire de la Ville de Wittelsheim dûment autorisé par la délibération du Conseil Municipal du XXX ci-après désigné par la **"Ville de Wittelsheim** ",

d'autre part,

Les co-signataires étant par ailleurs désignés par les **"parties",**

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune de Wittelsheim a souhaité mettre en place en mai 2016 un service de navette gratuite pour compléter la desserte régulière de la commune. Initialement destinée aux habitants des quartiers Cité gare et Rossalmend pour offrir une liaison vers le centre-ville, avec une extension vers Staffelfelden les jours de marchés, le service a été étendu au 1er septembre 2022 avec des liaisons de et vers Graffenwald.

L'objectif de cette navette est de contribuer à l'animation et au développement économique du centre-ville, et de faciliter les déplacements de la vie quotidienne des personnes âgées.

Le présent avenant a pour but de mettre à jour le descriptif des services réalisés et de redéfinir le coût du service suite aux extensions.

Les modalités de mise en place et financement de cette navette ont été précisées par une convention conclue le 18 février 2019 entre les parties.

Compte-tenu de l'évolution du service, il y a lieu de modifier la convention initiale dans les conditions fixées par le présent avenant.

Les articles 2 et 4 sont modifiés comme suit.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de mettre à jour le descriptif des services réalisés et de redéfinir le coût du service suite aux extensions.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION INITIALE

Les articles 2 et 4 de l'avenant 1 sont modifiés comme suit.

2.1 MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DE LA NAVETTE

La navette porte le nom de Cité'Bus. La navette se décompose en 4 circuits qui pourront être ajustés au besoin en fonction des circonstances.

Circuit	Jour de fonctionnement
Wittelsheim Rossalmend <> Graffenwald	Lundi à vendredi
Wittelsheim Graffenwald <> Hohmatten	Mardi à vendredi
Staffelfelden Mairie <> Wittelsheim Hohmatten	Mardi à vendredi
Wittelsheim Bellevue <> Hohmatten	Jeudi uniquement

Le service est gratuit et est assuré par un véhicule de 23 places. Le type de véhicule pourra être ajusté en fonction de la fréquentation constatée.

Toutes évolutions mineures de services ne générant pas de coûts supplémentaires sont possibles par simple échange de courriers (modification de circuit, d'horaires, d'équipements, de véhicule…). Dans les autres cas, un avenant devra être formalisé.

2.2 MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 – COUT DU SERVICE

Le coût du service est pris en charge par la Ville de Wittelsheim. Elle verse à m2A une contribution annuelle correspondant aux sommes engagées par m2A sur la base d'un état récapitulatif des prestations réalisées.

Ce montant correspond aux coûts engagés par m2A dans le cadre de l'option 3 de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine, modifié dans le cadre de l'avenant n°4 à cette délégation de service public.

Le coût du service est estimé à 95 255,40 € (€2018) du 1 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Ces montants sont assujettis à TVA au taux réduit en vigueur au titre de l'activité Transport de Voyageurs.

Les montants en valeur du 1er janvier 2018 sont actualisés annuellement selon les dispositions de la convention de délégation de service public conclue entre m2A et Soléa (cf. annexe).

ARTICLE 3 – AUTRES DISPOSITIONS

Les articles de la convention initiale non modifiés par le présent avenant demeurent en vigueur.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

Mulhouse, le

Mulhouse Alsace Agglomération — La Ville de Wittelsheim

Le Président — Le Maire

Fabian JORDAN — Yves GOEPFERT

M. LE PRÉSIDENT : On continue, cette fois-ci on va parler convention de financement pour le service de la navette cité'bus de WITTELSHEIM et c'est Philippe qui nous présente cette délibération.

M. GOEPFERT : Je ne prendrai bien sûr pas part au vote Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : C'est noté.

M. STURCHLER : Oui, bonjour tout le monde donc la commune de WITTELSHEIM a souhaité mettre en place en 2016 une navette gratuite interne appelée cité'bus. Ce service a été intégré au périmètre SOLEA et son coût est remboursé à 100% par WITTELSHEIM à m2A dans le cadre d'une convention de financement. Le service a évolué le 2 mai 2024 avec une nouvelle liaison Bellevue-Hohmatten, la suppression des services le samedi et un nouveau véhicule de 23 places. L'évolution du coût est de 104 271,65€ pour l'année. Donc, il vous est demandé d'approuver cette nouvelle convention.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà le coût du service pris en charge intégralement par la ville. Voilà, merci beaucoup de la présentation. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

MME DHALLENNE : Je ne prends pas part au vote.

M. LE PRÉSIDENT : C'est noté Christine.

Pour : 63 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Christine DHALLENNE et Yves GOEPFERT.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

35° LOT DE CHASSE : RENOUVELLEMENT D'UNE CONVENTION DE LOCATION (412/3.3.2/2381C)

En Alsace et en Moselle, le droit local de la chasse déroge au droit général. Le droit de chasse est exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires fonciers. La chasse sur le ban communal y est louée pour une durée de neuf ans par adjudication publique, appel d'offre ou convention de gré à gré. La location a lieu conformément aux conditions d'un règlement, dénommé « cahier des charges type », arrêté par le préfet.

Le produit de la location de la chasse est versé à la commune et réparti entre les propriétaires proportionnellement à la contenance cadastrale des fonds compris dans le lot affermé. Il peut être abandonné à la commune. Dans ce cas, les propriétaires qui se sont réservés l'exercice du droit de chasse, doivent verser à la commune une contribution proportionnelle à l'étendue cadastrale des fonds qu'ils se sont réservés.

Dans le cadre de sa politique de protection de ressource en eau, la Ville de Mulhouse a acquis, antérieurement au 1er janvier 2023, des terrains notamment à l'intérieur des périmètres de protection des captages d'eau potable. Dans le cadre du transfert de la compétence Eau, m2A est devenue affectataire de ces parcelles situées sur les communes de Mulhouse, Lutterbach, Reiningue et Morschwiller-le-Bas.

Par trois conventions successives, la Ville de Mulhouse a confié aux mêmes locataires le droit de chasse sur des parcelles sur la commune de Reiningue.

Pour la nouvelle période de chasse, qui s'étend du 2 février 2024 au 1er février 2033, il est proposé que m2A, en qualité d'affectataire, renouvelle cette convention. Une nouvelle parcelle y serait ajoutée. La base de calcul du loyer du lot de chasse sera ajustée en fonction de l'intégration de la surface parcellaire complémentaire de 194 ares soit un loyer total de 462,59 euros qui sera révisé en fonction du taux de fermage publié chaque année en juillet.

Pour cette convention, les recettes sont inscrites au budget annexe de l'Eau 2024 :
Chap. 75 – article 7588
Service gestionnaire et utilisateur « COMMUNS »
Lignes de crédit n°6683 « Recouvrement de frais de gestion »

Le projet de convention, définissant les modalités de mise en œuvre, est annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- valide le renouvellement de la convention de location de lot de chasse,
- autorise le Président ou l'Elu délégué à les signer.

PJ : Projet de convention

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

Régie de l'Eau m2A

RENOUVELLEMENT CONVENTION DE LOCATION - LOT DE CHASSE

Vu les articles L. 429-2 et suivants du code de l'environnement ;

Vu les articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs aux modalités de mise à disposition des biens pour l'exercice des compétences transférées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 portant approbation du cahier des charges type des chasses communales pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2023 portant modification du cahier des charges des chasses communales approuvé par arrêté préfectoral du 26 juin 2023 pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033 ;

Vu la délibération du 12 décembre 2022 sur la création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable à compter du 1er janvier 2023 ;

Entre les soussignés,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT Conseillère Communautaire Déléguée, domiciliée au 9 avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM (68390), agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 juin 2024,

ci-après dénommée « m2A » d'une part,

Et

Monsieur Pierre JACQUINOT, domicilié au 48 rue Principale à LE HAUT-SOULTZBACH (68780)

Monsieur Christian LESAGE, domicilié 7 rue Jeanne d'Arc à RIEDISHEIM (68400)

ci-après dénommés « les locataires » d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), complétée par les dispositions de la loi Ferrand-Fesneau du 2 août 2018 et de la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération s'est vu transférer la gestion du service public de l'eau au titre de ses compétences obligatoires au 1er janvier 2020.

Depuis le 1er janvier 2023, et après une période transitoire, Mulhouse Alsace Agglomération exerce en régie la compétence eau sur le territoire de trente-quatre communes de l'agglomération mulhousienne.

La Ville de Mulhouse, antérieurement au 1er janvier 2023, a acquis des terrains notamment à l'intérieur des périmètres de protection des captages d'eau potable dans le cadre de sa politique de protection de ressource en eau. En vertu, des dispositions précitées, les parcelles dont il est question dans la présente convention sont mises à disposition, de plein droit, à m2A qui en est devenue affectataire.

Depuis le 10 novembre 1997, par trois conventions successives dont la dernière a expiré le 1er février 2024, la Ville de Mulhouse a confié aux locataires le droit de chasse sur des parcelles dont elle est propriétaire sur la commune de Reiningue.

Pour la nouvelle période de chasse, qui s'étend du 2 février 2024 au 1er février 2033, m2A en qualité de gestionnaire des parcelles, a décidé de confier à nouveau aux locataires les parcelles désignées ci-dessous aux conditions de la présente convention.

ARTICLE 1 – OBJET

Mulhouse Alsace Agglomération met à disposition des locataires les parcelles suivantes afin qu'ils maintiennent ou rétablissent par l'exercice de la chasse l'équilibre agro-sylvo-cynégétique sur ce territoire :

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Surface	Exclu

Alte Muehle	82	84	289.90 ares	
Zuckerplan	82	64	365.50 ares	
Holziger Zweig	82	74 75 76	425.46 ares	136.74 ares clôturés
Thormatten	82	334	266.34 ares	
Thormatten	82	337	166.95 ares	
Thormatten	82	172	139.60 ares	
Thormatten	82	56	115.30 ares	
Zobeles Matten	82	65	18.76 ares	182.32 ares clôturés
Sandmatten	82	73	15.80 ares	
Sandmatten	82	72	103.12 ares	459.98 ares clôturés
Sandmatten	82	71	32.00 ares	
Sandmatten	82	70	60.00 ares	
Sandmatten	82	318	38.40 ares	
Grossdeich	82	78	138.70 ares	
Grossdeich	82	79	213.40 ares	
Grossdeich	81	75	790.20 ares	
Kleindeich	81	70	174.10 ares	
Kleindeich	81	68	252.60 ares	
			3604.15 ares	

Il a été convenu d'ajouter au lot la parcelle suivante :

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Surface	Exclu
Kleindeich	81	69	194 ares	

La surface totale du lot représente **3798,15 ares**.

ARTICLE 2 – DUREE

La location s'étend du 2 février 2024 au 1er février 2033.

Toutefois, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, les parcelles concernées ont été acquises en vue la protection des captages d'eau potable. Par conséquent, les locataires pourront se voir imputer une réduction du territoire chassable justifiée par ce motif.

ARTICLE 3- INDEMNITE DE LOCATION

Le loyer annuel de 2023 a été fixé à 438,96 euros.
La base de calcul de ce loyer sera ajustée en fonction de l'intégration de la surface parcellaire complémentaire de 194 ares.
Le montant du loyer sera révisé en fonction du taux de fermage publié sur Légifrance en juillet de chaque année.

Pour le loyer 2024, l'assiette de calcul retenue pour fixer le loyer sera de 462,59 euros qui sera révisée en fonction du taux fermage.

Il devra être payé à compter de la réception de la demande de paiement du prix de la location auprès du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de trente jours.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable 45 rue Engel Dollfus BP 23176 68200 MULHOUSE				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Le prix de la location est révisable dans les conditions fixées par l'article 11 du cahier des charges type des chasses communales pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033.

En cas de réduction de la surface chassable, comme indiqué ci-dessus (article 2 paragraphe 2), le loyer sera réduit proportionnellement.

ARTICLE 4 – CESSION ET SOUS LOCATION

Toute cession ou sous location de la présente location est soumise à l'accord préalable et écrit de m2A.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE

Les locataires supporteront sur les parcelles concernées par la location l'entière responsabilité civile et pénale pour toutes infractions aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles.

Par ailleurs, les locataires s'engagent à informer, dans les meilleurs délais, la Régie de l'eau m2A dès qu'ils observeraient une activité pouvant présenter un risque pour la protection des eaux superficielles ou souterraines sur les parcelles concernées par la présente convention.

Une rencontre entre la collectivité et les locataires doit avoir lieu chaque année dont la date sera définie conjointement entre les locataires et m2A. Lors de la première rencontre, la collectivité dispensera une formation sur la sensibilisation à la protection des captages.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La convention est résiliée de plein droit en cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception.

ARTICLE 7 - LITIGES

Tout litige relatif à l'interprétation des différentes clauses de la convention sera soumis à la juridiction compétente. Les parties auront recherché préalablement un règlement amiable.

ARTICLE 8 – PIECES ANNEXES

1. Arrêté préfectoral du 10 novembre 2023 portant modification du cahier des charges des chasses communales approuvé par arrêté préfectoral du 26 juin 2023 pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033 ;
2. Plan des terrains loués ;
3. Arrêté du 16 octobre 2023 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2023.

Fait à Mulhouse, en trois exemplaires originaux, le …….

Les locataires

Pour m2A

La Conseillère Communautaire
Déléguée,

Pierre JACQUINOT Christian LESAGE

Maryvonne BUCHERT

Copie de la présente convention sera adressée pour information à la commune de Reiningue et à la Ville de Mulhouse

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2023
Portant approbation du cahier des charges type des chasses communales
Pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033

CAHIER DES CHARGES TYPE (CCT) DES CHASSES COMMUNALES DU HAUT RHIN POUR LA PÉRIODE DU 2 FÉVRIER 2024 AU 1er FÉVRIER 2033

SOMMAIRE

TITRE I : CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1er : Cadre général

Article 2 : Commissions communales et intercommunales

2.1 Commission communale et intercommunale de dévolution
2.1.1 Rôle
2.1.2 Composition
2.1.3 Fonctionnement
2.2 Commission communale et intercommunale consultative de la chasse (4C/4Ci)
2.2.1 Rôle
2.2.2 Composition
2.2.3 Fonctionnement

TITRE II : MODALITÉS DE LOCATION DE LA CHASSE

Article 3 : Durée des baux

Article 4 : Consistance des lots de chasse

4.1 Définitions des lots de chasse
4.2 Droit de chasse réservé
4.3 Extension des réserves sur fonds enclavés

Article 5 : Conditions concernant les locataires

5.1 Conditions générales
5.2 Agrément des candidats
5.2.1 Dossier de candidature pour le locataire, personne physique
5.2.2 Dossier de candidature pour le locataire, personne morale, associés et sociétaires
5.3 Motifs d'irrecevabilité

Article 6 : Droit de priorité du locataire sortant et modalités de location

Article 7 : Location par convention de gré à gré

7.1 Consultation du locataire sortant bénéficiaire d'un droit de priorité
7.2 Attribution du droit de chasse
7.3 Signature de la convention
7.4 Révision du prix du loyer
7.5 Cautionnement

Article 8 : Location par adjudication et appel d'offres

8.1 Mesures communes aux deux modes de locations
8.1.1 Publicité
8.1.2 Cautionnement après location

8.2 Location par adjudication
8.2.1 Agrément des candidats
8.2.2 Procédure d'adjudication
8.2.3 Lots sans preneur – Possibilité de regroupement
8.2.4 Offres insuffisantes
8.2.5 Procès-verbal d'adjudication
8.2.6 Cautionnement avant l'adjudication
8.2.7 Contrat de location

8.3. Location par appel d'offres
8.3.1 Dossier à fournir par le candidat
8.3.2 Examen des candidats
8.3.3 Ouverture des offres
8.3.4 Attribution du ou des lots de chasse
8.3.5 Offres infructueuses
8.3.6 Cautionnement avant l'appel d'offres
8.3.7 Contrat de location

TITRE III : PRIX ET ÉVOLUTION DES BAUX

Article 9 : Paiement du prix de location

Article 10 : Charges

Article 11 : Evolution du prix du loyer ou résiliation du bail

11.1 Révision du prix des baux
11.2 Réduction du prix des baux
11.2.1 Erreur sur la surface du lot
11.2.2 Modification de la surface du lot en cours de bail
11.2.3 Troubles affectant l'exercice de la chasse
11.3 Procédure de réduction du loyer ou de résiliation des baux (hors article 25 du présent cahier des charges)

Article 12 : Extension des locations sur les réserves prenant fin en cours de bail

TITRE IV : PERMISSIONNAIRES / ASSOCIES/ SOCIÉTAIRES / INVITES/AUXILIAIRES CHASSEURS

Article 13 : Permissionnaires / Associés ou sociétaires / Invités / Auxiliaires chasseurs

13.1 Permissionnaires
13.2 Associés et sociétaires

13.3 Invités
13.4 Auxiliaires chasseurs

TITRE V : CESSIONS / SOUS LOCATION /DÉCÈS

Article 14 : Cession et sous-location

14.1 Conditions de cession
14.2 Cessions interdites
14.3 Sous location

Article 15 : Décès du locataire, personne physique, en cours de bail

TITRE VI - EXPLOITATION ET POLICE DE LA CHASSE

Article 16 : Interdiction des profits spéculatifs

Article 17 : Chasse en battue

17.1 Battues au grand gibier
17.2 Calendrier des battues

Article 18 : Prescriptions techniques

Article 19 : Régulation du gibier excédentaire et ESOD

Article 20 : Engrillagement, protection individuelle des plantations et aménagements cynégétiques

20.1 Engrillagement et protection individuelle des plantations
20.2 Aménagements cynégétiques
20.3 Dispositions communes
20.4 Dispositions financières

Article 21 : Dégâts de gibier

21.1 Dégâts de sangliers
21.2 Dégâts imputables au gibier autre que le sanglier
21.3 Dégâts autres que ceux imputables au gibier
21.4 Garantie de paiement des dégâts de gibier autre que le sanglier

Article 22 : Groupement d'intérêt cynégétique (GIC)

Article 23 : Gardes-chasses particuliers

Article 24 : Référents

TITRE VII – PROCÉDURES DE RÉSILIATION

Article 25 : Résiliation

25.1 Résiliation à l'initiative de la commune
25.2 Résiliation à l'initiative du locataire
25.3 Modalités de résiliation

Article 26 : Élection de domicile

***

GLOSSAIRE

4C	Commission Consultative Communale de la chasse
4Ci	Commission Consultative intercommunale de la chasse
AMHR	Association des Maires du Haut-Rhin
CA	Chambre d'Agriculture
CCT	Cahier des charges type des chasses communales ou intercommunales
CNPF	Centre National de la Propriété Forestière Grand Est
DDETSPP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités, et de la Protection des Populations
DDT	Direction Départementale des Territoires
ESOD	Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts
FDC	Fédération Départementale Chasseurs
FDIDS	Fonds Départemental d'Indemnisation des Dégâts de Sangliers
GIC	Groupement d'Intérêt Cynégétique
IDL	Institut du Droit Local
LL	Lieutenant de Louveterie
LR/AR	Lettre Recommandée /Accusé de Réception
OFB	Office Français de la Biodiversité
ONF	Office National des Forêts
SDGC	Schéma Départemental de Gestion Cynégétique
SIG	Système d'Information Géographique
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SURCOTISATION	Cotisation complémentaire au Fonds d'indemnisation des dégâts de sanglier
UE	Union Européenne

ANNEXE

Procédure relative au produit de la location

Cahier des charges type des chasses communales ou intercommunales du Haut Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033

TITRE I : CONDITIONS GÉNÉRALES

En application des articles L429-7 et suivants du code de l'environnement, le présent cahier des charges type des chasses communales ou intercommunales (CCT) fixe « *notamment les règles de gestion technique de la chasse, le rôle, la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative Communale ou Intercommunale de Chasse (4C/4Ci), ainsi que les modalités de révision des baux à la demande du maire. Il s'applique sur les terres et sur les espaces couverts d'eau, pour lesquels le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires* ».

Les infractions aux clauses et conditions du présent cahier des charges relatives à la police de la chasse sont réprimées conformément aux dispositions des articles R428-2 et L173-7 du code l'environnement et de l'article 131-16 du code pénal.

En cas de désaccord sur l'application des dispositions du cahier des charges, ce désaccord est soumis à la 4C/4Ci. Si le désaccord persiste, malgré une éventuelle conciliation préalable entre les parties sous l'égide de l'Association des Maires du Haut-Rhin (AMHR) et de la Fédération Départementale Chasseurs (FDC), les litiges sont portés devant la juridiction compétente.

Le candidat ou le locataire peut se faire représenter en établissant un mandat écrit.

Article 1er : Cadre général

Parce qu'elle administre le droit de chasse au nom et pour le compte des propriétaires, la commune a l'obligation de louer la chasse sur le ban communal (L429-2 du code de l'environnement).

La gestion cynégétique des lots de chasse prend en compte les prescriptions des articles L420-1 et suivants du code de l'environnement. Le locataire s'engage à maintenir ou rétablir par l'exercice de la chasse l'équilibre agro-sylvo-cynégétique sur son territoire tel que défini dans le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC).

Article 2 : Commissions communales et intercommunales

2.1 Commission communale ou intercommunale de dévolution :

2.1.1 Rôle

La commission de dévolution intervient en procédures d'adjudication et d'appel d'offres dans les conditions fixées à l'article 8 du présent CCT.

2.1.2 Composition

La commission communale de dévolution est composée du maire ou son représentant et d'au moins deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal.

Sont invités, à titre consultatif, le responsable du service de gestion comptable (anciennement trésorier municipal) ou son représentant et le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP) ou son représentant.

La commission intercommunale de dévolution est composée de la réunion de chaque commission communale de dévolution.

2.1.3 Fonctionnement

La commission communale de dévolution est présidée par le maire de la commune ou son représentant. Pour la commission intercommunale de dévolution, les maires désignent l'un d'entre eux pour présider la commission de dévolution. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

La commission se réunit sur convocation écrite ou par voie électronique à l'initiative du président 15 jours francs avant la date de la réunion.

À l'issue de la commission de dévolution, un compte-rendu de la réunion est envoyé aux différents membres.

2.2 Commission communale ou intercommunale consultative de la chasse :

2.2.1 Rôle

La 4C/4Ci est obligatoirement consultée pour avis sur :

- la consistance des lots de chasse y compris les éventuelles réserves et enclaves ;
- le renouvellement du droit de chasse au profit du locataire en place par convention de gré à gré ;
- le choix du mode de mise en location des lots par adjudication ou appel d'offres ;
- l'agrément des candidatures à la location ;
- l'agrément des permissionnaires, des associés et des sociétaires ;
- les sujets relatifs à la gestion du lot de chasse (nomination des gardes-chasses et référents ; cession partielle ou totale du bail ; résiliation du bail ; incapacité ou décès du locataire ; clauses particulières ; protection contre les dégâts de gibier ; demandes modificatives des communes sur les plans de chasse qui doivent être déposées à la FDC avant le 15 février).
- sur le niveau des troubles affectant l'exercice de la chasse, tels que visés à l'article 11-2-3 du présent CCT.

Elle peut par ailleurs être consultée pour formuler un avis sur tous les sujets relatifs à la chasse.

2.2.2 Composition

La commission communale consultative de la chasse est composée comme suit :

- le maire ou son représentant, président de droit et deux conseillers municipaux au minimum désignés par le conseil municipal ;
- le représentant de la fédération départementale des chasseurs ;
- deux représentants des agriculteurs ou viticulteurs désignés par la chambre d'agriculture d'Alsace ;
- le représentant désigné par le Centre National de la Propriété Forestière Grand Est (CNPF) ;
- le représentant de l'Office National des Forêts (ONF) pour les communes ayant des forêts relevant du régime forestier ;
- le représentant du Groupement d'Intérêt Cynégétique (GIC) ;
- le représentant du Fonds Départemental d'Indemnisation des Dégâts de Sangliers (FDIDS) ;
- le représentant de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) en cas de problèmes particuliers ;
- le directeur départemental des territoires ou son représentant, qui peut être un lieutenant de louveterie ;
- les locataires de chasse ou leur représentant. Lorsqu'elle se réunit pour gérer des questions concernant la location, le président de la commission peut demander au locataire ou à son représentant, après avoir entendu ses observations, de quitter la salle pendant le délibéré.

Le président peut également inviter pour certaines questions toute personne dont la présence peut être jugée utile aux débats, notamment les réservataires.

La commission intercommunale consultative de la chasse « 4Ci » est formée de la réunion des différentes commissions communales de la chasse des communes concernées. Les organismes associés limitent leur représentant à un membre par organisme. Les maires désignent l'un d'entre eux pour présider la commission.

2.2.3 Fonctionnement

La commission 4C/4Ci se réunit sur convocation du président, obligatoirement au moins une fois par an ainsi qu'à la demande de l'un de ses membres. Les membres sont convoqués par courrier ou par voie électronique à l'initiative du président 15 jours francs avant la date de la réunion.

En cours de bail, les membres de la 4C/4Ci peuvent être consultés, par écrit ou par voie électronique, pour toutes les questions relevant de la chasse. Lorsque la 4C/4Ci est consultée par écrit ou par voie électronique, le délai laissé pour la réponse est, au minimum, de 15 jours francs. Seuls les avis exprimés dans les délais sont pris en compte.

À l'issue de la 4C/4Ci, un compte-rendu de la réunion est envoyé aux différents membres.

TITRE II : MODALITÉS DE LOCATION DE LA CHASSE

Article 3 : Durée des baux

Les baux sont consentis pour neuf années. Ils débutent le 2 février 2024 et expirent le 1er février 2033 au soir. Tout bail consenti après le 2 février 2024 court à partir du jour de l'adjudication et expire le 1er février 2033 au soir.

Article 4 : Consistance des lots de chasse

4.1 Définitions des lots de chasse

Conformément à l'article L429-7-I du code de l'environnement, les bans communaux chassables sont loués entiers ou peuvent être divisés en lots communaux ou intercommunaux d'une contenance au moins égale à 200 ha. Toutefois lorsque la surface totale disponible sur le ban communal pour la constitution d'un lot de chasse n'atteint pas 200 ha, un lot unique de chasse doit être constitué quelle que soit sa surface.

Conformément à l'article L429-8 du code de l'environnement, chaque commune peut s'associer avec une ou plusieurs communes limitrophes pour constituer un ou plusieurs lots de chasse intercommunaux formant un territoire plus homogène ou plus facile à exploiter.

Les conseils municipaux des communes concernées approuvent par délibérations concordantes la constitution et le périmètre des lots intercommunaux. Dans le cas où un lot intercommunal est créé, cette intercommunalité ne peut pas être remise en cause pendant toute la durée du bail.

Conformément à l'article L429-3 du code de l'environnement, la location de la chasse porte sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception :

- des terrains militaires ;
- des emprises de la SNCF, de SNCF réseaux et de SNCF voyageurs ;
- des forêts domaniales ;
- des forêts indivises entre l'État et d'autres propriétaires ;
- des terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les propriétés voisines.

Sont en outre exclus de la surface du lot de chasse les parties urbanisées de la commune, les voies et places, les jardins publics, les ouvrages de navigation et leurs emprises, les bassins et les plans d'eau utilisés de façon constante ou incompatibles avec l'exercice de la chasse, ainsi que les enclaves réservées par l'État.

4.2 Droit de chasse réservé

Conformément à l'article L429-4 du code de l'environnement, le propriétaire peut se réserver l'exercice du droit de chasse sur les terrains d'une contenance de vingt-cinq hectares au moins d'un seul tenant, sur les lacs et les étangs d'une superficie de cinq hectares au moins.

Les chemins de fer, voies de circulation ou cours d'eau n'interrompent pas la continuité d'un fonds, sauf en cas d'aménagements empêchant le passage du grand gibier.

L'existence, à la date de promulgation de la loi du 20 juin 1996 tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, d'aménagements mentionnés à l'alinéa précédent n'est pas opposable aux propriétaires ayant exercé leur droit de réserve antérieurement à cette même date.

4.3 Extension des réserves sur fonds enclavés

Le propriétaire du fonds réservé peut revendiquer, à titre d'enclave, les terrains de moins de 25 hectares qui se trouvent entièrement à l'intérieur de sa propriété ainsi que ceux qui sont entourés sur leur majeure partie par le fonds de plus de 25 hectares. Cette condition est remplie dès lors que les terrains enclavés jouxtent le fonds réservé sur une longueur supérieure à la moitié du pourtour des terrains enclavés. Le propriétaire qui entend user de cette faculté doit en aviser le maire de la commune par déclaration écrite adressée dans le délai fixé à l'article L429-6 du code de l'environnement.

Cette location est consentie, ainsi qu'il est prévu par l'article L429-17 du code de l'environnement, pour toute la durée du bail, moyennant une indemnité calculée proportionnellement au prix de la location de la chasse sur le ban communal. Les termes du présent CCT s'appliquent aux terrains enclavés.

Article 5 : Conditions concernant les locataires

5.1 Conditions générales

Peuvent être locataires :

- les personnes physiques dont le lieu de séjour principal se situe à moins de 100 km à vol d'oiseau du territoire de chasse (le lieu de séjour principal s'entend comme étant l'adresse mentionnée par le contribuable sur sa déclaration d'impôt sur le revenu, ou tout document équivalent pour les locataires étrangers). La condition de distance s'applique au groupe formé par le locataire et ses permissionnaires. Au moins 66% des membres du groupe doivent satisfaire à cette condition de distance. La liste des permissionnaires et la justification de leur lieu de séjour principal est déposée en mairie et mise à jour pendant toute la durée du bail.

- les personnes morales dont au moins 66% des membres doivent satisfaire à cette condition. En conséquence, la liste des membres de la personne morale habilités à chasser, avec justification de leur lieu de séjour principal est déposée en mairie et mise à jour pendant toute la durée du bail.

Ces conditions doivent persister pendant toute la durée du bail sous peine de résiliation. Les précédentes conditions ne s'appliquent pas aux locataires en place dans le département du Haut-Rhin à la date de promulgation de la loi du 20 juin 1996 susvisée.

5.2 Agrément des candidats

Toute personne physique ou morale peut être admise à participer à une location si elle remplit les conditions fixées par le présent cahier des charges. Ces conditions doivent persister pendant toute la durée du bail sous peine de résiliation.

Les dossiers de candidature et les pièces annexées sont examinés par la 4C/4Ci et agréés par le/les conseil municipal (aux).

5.2.1 Dossier de candidature pour le locataire, personne physique

Le dossier de candidature doit comporter :

a) Informations sur le candidat :
- pièce d'identité ;
- bulletin du casier judiciaire n°3 ;
- justificatif de son lieu de séjour principal ;
- copie du permis de chasser et sa validation française ;
- indications relatives à la date depuis laquelle les intéressés chassent ou possèdent un droit de chasse notamment dans les départements d'Alsace-Moselle ;
- endroits où ils ont habituellement chassé ou exercé un droit de chasse dans les trois départements d'Alsace-Moselle durant la précédente période de location ;
- les réalisations des plans de chasse des années précédentes par rapport au minimum fixé .

b) une déclaration sur l'honneur selon laquelle le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq années précédant la location, d'une mesure de retrait ou de suspension du permis de chasser pour infraction au code de l'environnement, ou d'une condamnation devenue définitive pour un délit réprimé par le code de l'environnement au titre de la police de la chasse et/ou de l'environnement ;

c) les garanties financières proposées et notamment pour l'adjudication et l'appel d'offre une promesse de garantie bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'Union Européenne (UE) ;

d) pour toutes les personnes (physiques ou morales) ayant été locataires d'un droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle, présentation d'un certificat du FDIDS et du GIC attestant que le candidat est à jour de toutes ses cotisations ;

e) la lettre d'engagement sur l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et la régulation des animaux classés Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) ainsi que la réalisation des plans de chasse ;

f) la demande d'exercer le droit de priorité, le cas échéant ;

g) la liste des permissionnaires avec les pièces mentionnées aux paragraphes a), b), e) ci-dessus.

5.2.2 Dossier de candidature pour le locataire, personne morale, associés et sociétaires

Le dossier de candidature doit comporter :

- un certificat d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou pour les associations de droit local, une attestation d'inscription délivrée par le tribunal judiciaire, service des associations ou pour les autres associations une copie du dépôt des statuts ;

- l'adresse du siège social de la personne morale ainsi que le nom des responsables légaux de la personne morale et leur fonction. Pour une société, les personnes qui détiennent les parts de cette société ;

- la liste des membres de la personne morale et le lieu de séjour principal des membres habilités à chasser, ainsi que, le cas échéant, pour chacun de ces membres, les éléments visés aux paragraphes a), b), e) de l'article 5.2.1 du présent CCT. Les personnes physiques associées ou membres de la personne morale habilités à chasser devront satisfaire aux conditions de l'article 5.1 du présent CCT ;

- les points visés aux paragraphes c), d), f) de l'article 5.2.1 du présent CCT.

Toute fausse déclaration entraîne l'irrecevabilité de la candidature et, le cas échéant, la résiliation du bail.

5.3 Motifs d'irrecevabilité

Les motifs d'irrecevabilité sont notamment :

- le dépôt de candidature hors du délai imparti ;
- la fausse déclaration dans le dossier de candidature ;
- le défaut de permis de chasser valide ;
- le non-respect des conditions de distance entre le lieu de séjour principal et le lot de chasse ;
- la condamnation devenue définitive et inscrite au bulletin du casier judiciaire n°3 pour délit réprimé par le code de l'environnement au titre de la police de la chasse et/ou de l'environnement ;
- des infractions graves ou répétées aux prescriptions relatives à l'exploitation des chasses ;
- le défaut des obligations concernant le gibier excédentaire et la réduction des ESOD prévues dans l'article 19 du présent CCT;
- la non-réalisation du minimum du plan de chasse « cerf », « daim » et « chamois » durant 2 années pendant le précédent bail de chasse (hors saisons de chasse 2020-2021 ; 2021 - 2022 (COVID) et 2023 -2024) ;
- le défaut ou l'insuffisance de la promesse de garantie bancaire ;
- le non-paiement des loyers antérieurs ;
- le défaut d'attestation du FDIDS et du GIC stipulant que le candidat est à jour de toutes ses cotisations ;
- le défaut d'indemnisation des dégâts autres que sangliers.

Article 6 : Droit de priorité du locataire sortant et modalités de location

Conformément à l'article L429-7 du code de l'environnement, la chasse sur le ban communal est louée pour une durée de neuf ans par adjudication publique. Toutefois, le locataire en place depuis trois ans au moins bénéficie au terme du bail d'un droit de priorité de relocation.

Cette possibilité devient caduque en cas de modification substantielle du lot, c'est-à-dire excédant 33 % de la superficie de l'ancien lot de chasse, hors modifications liées à l'utilisation du Système d'Information Géographique « SIG ».

Toutefois, la fusion de deux ou plusieurs lots ou la division d'un ou plusieurs lots ne constitue pas une modification substantielle lorsqu'ils étaient antérieurement loués par le même locataire.

- **En présence d'un locataire faisant valoir son droit de priorité**, le (s) conseil (s) municipal (aux) décide (nt), après avis de la 4C/4Ci, du mode de location : gré à gré ou adjudication publique.
  Si une convention de gré à gré est proposée, le locataire en place doit accepter les termes du nouveau bail proposé conformément à l'article L429-7 du code de l'environnement. Si le locataire en place refuse les termes du nouveau bail proposé, la location a lieu par adjudication publique et le locataire en place conserve le bénéfice de son droit de priorité.

- **Si le locataire en place ne fait pas valoir son droit de priorité** dans un délai d'au moins 3 mois avant la fin du précédent bail, la location a lieu par adjudication ou par appel d'offres.

Article 7 : Location par convention de gré à gré

7.1 Consultation du locataire en place bénéficiaire d'un droit de priorité

Le dossier de candidature, avec la demande d'exercer le droit de priorité, doit parvenir en mairie antérieurement à la signature de la convention de gré à gré qui doit intervenir au plus tard le 1er novembre 2023, délai de rigueur. Dans le cas d'une personne morale, la demande d'exercer le droit de priorité doit être effectuée par une personne habilitée. A défaut, le droit de priorité disparaît.
Si le locataire en place bénéficie du droit de priorité et après avis de la 4C/4Ci, le maire transmet au locataire en place le dossier comportant :

- La proposition de convention ;
- le cahier des charges de la chasse ;
- la précision des limites du lot et de sa contenance conformément à l'article 4 ;
- les éléments des points a) à h) de l'article 8.1.1 du présent CCT.

7.2 Attribution du droit de chasse

Après réception du dossier mentionné à l'article précédent et discussion éventuelle, le locataire en place transmet dans un délai de 10 jours à compter de la réception, sa décision soit l'acceptation de conclure la convention proposée soit son refus. En cas d'acceptation, le locataire sortant doit fournir les pièces mentionnées à l'article 5.2 du présent CCT ainsi que celles des éventuels permissionnaires, sociétaires et associés.

7.3 Signature de la convention

La convention de gré à gré doit être conclue au plus tard 3 mois avant le terme du bail en cours, soit avant le 1er novembre 2023. Elle est signée par le maire, dûment mandaté par le conseil municipal et par le locataire. La convention doit mentionner que le locataire s'engage à respecter le cahier des charges. Une copie de la convention est envoyée au représentant de l'État, à la FDC, au FDIDS, au GIC et pour les lots soumis au moins en partie au régime forestier à l'ONF.

Dans le cas de lots intercommunaux, la convention est déposée en mairie de chaque commune concernée.

7.4 Révision du prix du loyer

Conformément à l'article L429-7 du code de l'environnement, le prix du loyer peut être révisé pour tenir compte du loyer moyen à l'hectare obtenu à l'occasion de l'adjudication de lots ayant des caractéristiques cynégétiques comparables situés dans la commune ou s'il y a lieu dans le département. En cas de refus du locataire, le lot est remis en location par adjudication. Il conserve son droit de priorité.

7.5 Cautionnement après location

Dans les 30 jours suivant la signature de la convention, le locataire doit déposer auprès du responsable du service de gestion comptable le cautionnement bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE correspondant au montant du loyer, augmenté de 10% du montant du premier loyer de chasse au titre de la garantie de paiement des dégâts de gibier autres que le sanglier.

Il est restitué en fin de bail ou en cas de cession autorisée ou de résiliation anticipée, au vu d'un certificat de mainlevée de la commune (ou des communes concernées en cas de lot intercommunal) attestant l'exécution des clauses du contrat de location et des charges accessoires et d'un certificat du FDIDS et du GIC attestant que le locataire est à jour de ses cotisations.

Pour les étrangers non ressortissants de l'UE, le cautionnement bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE est égal à deux années de loyer.

A défaut de satisfaire à ces obligations, le contrat de location est nul et les frais sont mis à la charge du candidat.

Article 8 : Location par adjudication et appel d'offres

8.1 Mesures communes aux deux modes de location

8.1.1 Publicité

Conformément à l'article L429-10 du code de l'environnement, le choix de la date de l'adjudication ou de l'appel d'offres est effectué au moins 10 jours après la date de publication de la décision d'abandon ou non du loyer de la chasse à la commune.

Six semaines au moins avant la date fixée pour l'adjudication ou l'appel d'offres, le maire publie par affichage en mairie, éventuellement sur les sites internet des communes, et par tout moyen assurant une large information des potentiels candidats (insertion dans des journaux…) les renseignements concernant chacun des lots à louer et notamment la superficie du ou des lots de chasse avec l'indication de leur situation respective et la date limite de réception des offres.

Sont également affichés les jours et horaires d'ouverture de la mairie pendant lesquels les renseignements et documents relatifs à la location sont consultables, notamment :

a) une carte IGN au format papier A3 ou numérique issue du SIG où figurent les limites naturelles ou artificielles précises des lots mis en adjudication et des réserves de chasse revendiquées ainsi que les zones non chassables et les terrains clos. Les données suivantes devront figurer :
   - la contenance de chaque lot ou réserve de chasse ;
   - les principales caractéristiques végétales ou forestières des lots de chasse ;

b) l'existence de restrictions particulières à l'exercice de la chasse, à titre d'exemples : zones d'activités de loisirs, sentiers de randonnées, circuits V.T.T. ... ;

c) l'existence de clauses techniques ou financières particulières ;

d) l'existence sur les terrains communaux d'une autorisation de pacage des moutons ou de pâturage ou de vaine pâture, avec désignation des lieux et dates auxquels ils sont autorisés ;

e) la mise à prix du lot, c'est-à-dire le loyer annuel sans taxes ni charges pour lequel le lot est proposé (sauf appel d'offres) ;

f) une attestation émanant du FDIDS concernant les montants des surcotisations pour les 3 dernières campagnes de chasse, ainsi qu'une attestation de la mairie informant des montants de dégâts hors sangliers ;

g) pour les lots comprenant des forêts ou bois, les plans de chasse pour les trois dernières années complètes et connues du bail de chasse : les attributions concernant le chevreuil, le chamois, le daim et le cerf. Sont également mis à disposition la version consultable du plan d'aménagement forestier actuel pour les forêts soumises, et pour les autres forêts, les zones en régénération et les secteurs d'engrillagement actuels ou susceptibles d'être mis en place pendant la durée du bail (à titre indicatif) et une information sur l'éventuelle écocertification des forêts ;

h) les renseignements relatifs au droit de l'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme...), au remembrement ou à tout acte d'utilité publique concernant tout ou partie du territoire communal (zones sous statut de protection, sites Natura 2000 et leurs dispositions spécifiques liées à la chasse, périmètres de protection de captage destiné à l'alimentation humaine y compris les zones SEVESO).

Dans le cas de lots intercommunaux, la publicité est faite dans chaque mairie concernée. Le dossier est disponible dans la commune assurant la présidence de la 4Ci. Les renseignements décrits à l'article 8.1.1 du présent CCT sont établis par chacune des communes. Ces renseignements sont synthétisés dans un document spécifique au lot intercommunal, établi par la commune assurant la présidence de la 4Ci.

8.1.2 Cautionnement après location

Dans un délai de 30 jours après la signature du contrat, le locataire doit déposer auprès du responsable du service de gestion comptable le cautionnement bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE correspondant au montant du loyer, augmenté de 10% du montant du premier loyer de chasse au titre de la garantie de paiement des dégâts de gibier autres que le sanglier.

Il est restitué en fin de bail ou en cas de cession autorisée ou de résiliation anticipée, au vu d'un certificat de mainlevée de la commune ou des communes concernées en cas de lot intercommunal attestant l'exécution des clauses du contrat de location et des charges accessoires et d'un certificat du FDIDS et du GIC attestant que le locataire est à jour de ses cotisations.

Pour les étrangers non ressortissants de l'UE, le cautionnement bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE est égal à deux années de loyer.

A défaut de satisfaire à ces obligations, le contrat de location est nul et les frais sont mis à la charge du candidat.

8.2 Location par adjudication

8.2.1 Agrément des candidats

Tout candidat à l'adjudication doit faire parvenir à la mairie de la commune, trois semaines au moins avant la date de l'adjudication, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) ou dépôt en mairie contre récépissé, sa déclaration de candidature.

Les déclarations de candidature et les pièces annexées sont examinées par la 4C. Le conseil municipal arrête, en séance non publique, la liste des candidats admis à participer à l'adjudication. Le maire notifie, sans délai, individuellement à chaque candidat admis ou refusé, par LR/AR, la décision le concernant. En cas de refus, cette décision est motivée.

Dans le cas de lots de chasse intercommunaux, la déclaration de candidature est adressée à chacune des communes concernées. L'agrément est décidé après avis de la 4Ci et après accord de tous les conseils municipaux.

8.2.2 Procédure d'adjudication

Avant de procéder à l'adjudication, le président de la commission de dévolution rappelle le candidat ou la liste des candidats admis à enchérir, le nombre et superficie des lots, les mises à prix. Il fixe l'ordre d'adjudication des lots. Il fait également connaître la liste des locataires bénéficiant du droit de priorité. Il est ensuite procédé aux enchères sur la base du loyer annuel mis à prix.

Les adjudications sont prononcées à l'extinction des feux. Trois bougies sont allumées successivement. Une enchère n'est acquise que lorsque le feu pendant lequel l'enchère a été formulée s'est éteint et qu'un second feu a été allumé et s'est éteint sans nouvelle enchère. Toutefois, si une enchère est formulée pendant la combustion de la première bougie, elle n'est définitive que si les deux bougies suivantes ont brûlé entièrement sans aucune offre.

Les enchères fixées par le président de la commission de dévolution ne peuvent être inférieures à **100 euros.**

Après la dernière enchère dûment constatée, le président de la commission de dévolution doit inviter la personne admise à exercer le droit de priorité à faire connaître si elle persiste dans l'intention de revendiquer le lot à son profit, même si elle n'a pas formellement accepté la mise à prix. En cas de réponse affirmative, le lot est attribué à cette personne qui doit signer le procès-verbal sur la base du loyer résultant de la dernière enchère.

8.2.3 Lots sans preneur - Possibilité de regroupement

Dans le cas où l'adjudication de la chasse est effectuée par lots, les lots qui n'ont pas trouvé preneur peuvent, à l'initiative de la commission de dévolution dûment mandatée par le conseil municipal, être réunis à d'autres lots non adjugés et être remis en adjudication.

Après la dernière enchère dûment constatée, le président de la commission de dévolution doit inviter les locataires bénéficiaires du droit de priorité à faire connaître s'ils persistent dans l'intention de revendiquer le groupe de lots. En cas de réponses affirmatives, le groupe de lots considéré est remis en adjudication séance tenante entre les prioritaires. La mise à prix s'effectue au prix de la dernière enchère.

8.2.4 Offres insuffisantes

Lorsque à défaut d'enchères, l'adjudication n'a pas donné de résultat et qu'aucun droit de priorité n'a été exercé lors de la première adjudication sur la base de la mise à prix, il est procédé pour le ou les lots n'ayant pas trouvé preneur à de nouvelles adjudications suivant les modalités prévues à l'article 8 du présent CCT, à moins que la commune ne décide, s'il y a lieu, de faire usage au préalable des dispositions prévues au paragraphe « lots sans preneur ».

En cas de nouvelles adjudications, le délai de publicité de 6 semaines minimum est ramené à 4 semaines minimum. Ne sont soumis à agrément que les nouveaux candidats qui doivent faire parvenir à la mairie de la commune, deux semaines au moins avant la date de l'adjudication, par LR/AR ou dépôt en mairie contre récépissé, sa déclaration de candidature.

Dans le cas où la deuxième adjudication est infructueuse, la commission de dévolution, dûment mandatée par le conseil municipal, est autorisée à adjuger le droit de chasse au plus offrant. Le bénéficiaire du droit de priorité est invité à faire connaître s'il revendique le lot au prix auquel la commission l'a attribué au plus offrant.

8.2.5 Procès-verbal d'adjudication

Le procès-verbal d'adjudication est immédiatement signé par le président de la commission de dévolution, par le locataire ou son représentant dûment mandaté et par toutes les personnes présentes de la commission de dévolution.

Dans le cas de lot intercommunaux, le procès-verbal est signé par l'ensemble des maires et est déposé en mairie de chaque commune concernée.

8.2.6 Cautionnement avant l'adjudication

Ne peuvent être admises à enchérir que les personnes ayant déposé auprès du responsable du service de gestion comptable, huit jours avant la date fixée pour l'adjudication, une promesse de garantie bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE correspondant au montant de la mise à prix du lot concerné de la commune augmenté de 50 %.

L'engagement de garantie bancaire est rédigé en langue française.

8.2.7 Contrat de location

Le contrat de location est signé entre le maire et le locataire. Il est adressé au représentant de l'État, à la FDC, à l'ONF pour les lots incluant des forêts soumises au régime forestier, au FDIDS, au GIC et au nouveau titulaire du droit de chasser. Dans le cas de lot intercommunaux, le contrat de location est signé par l'ensemble des maires et est déposé en mairie de chaque commune concernée.

8.3 Location par appel d'offres

Les candidats transmettent leur offre sous double enveloppe cachetée envoyée en mairie par LR/AR ou dépôt en mairie contre récépissé.

8.3.1 Dossier à fournir par le candidat :

Enveloppe extérieure : elle contient la déclaration de soumissionner ainsi que les pièces mentionnées à l'article 5.2 du présent CCT.

Enveloppe intérieure : elle contient le dossier technique comprenant :

- la lettre d'engagement précisant les moyens que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour atteindre l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, assurer la régulation des animaux classés Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) ainsi que la réalisation des plans de chasse ;
- le prix proposé pour le loyer annuel ;
- la liste des permissionnaires, associés et sociétaires ;
- un acte d'engagement, dans lequel le candidat s'engage à signer le contrat de location dans les conditions présentées, en cas d'acceptation de son offre. La validité de l'acte est d'un mois après la date d'ouverture des offres.

8.3.2 Examen des candidatures

La 4C/4Ci assiste la commission de dévolution à l'ouverture des enveloppes extérieures. Elle examine les pièces du dossier et émet un avis sur les candidatures présentées. La séance d'ouverture n'est pas publique. Les candidats n'y sont pas admis.

8.3.3 Ouverture des offres

L'enveloppe intérieure de toutes les offres est ouverte par la commission de dévolution. La 4C/4Ci ne participe pas à l'ouverture des offres.

La commission de dévolution, dûment mandatée par le conseil municipal, procède alors à l'évaluation des offres en tenant compte du prix du loyer et des moyens proposés par le candidat. La commission de dévolution sélectionne l'offre qu'elle juge la plus intéressante. Toutefois la décision d'attribution du lot est prise par délibération du conseil municipal, après agrément du candidat.

Le procès-verbal des opérations d'ouverture ne peut être rendu public, ni communiqué à aucun candidat.

8.3.4 Attribution du ou des lots de chasse

Au vu de l'avis de la 4C/4Ci concernant les candidatures et de la proposition de la commission de dévolution concernant l'offre la plus intéressante, le conseil municipal attribue le ou les lots de chasse.
Le maire notifie à chaque candidat retenu ou refusé, par LR/AR, la décision le concernant. En cas de refus, cette décision est motivée.

8.3.5 Offres infructueuses

Le conseil municipal se réserve la faculté de ne pas donner suite à un appel d'offres si les propositions lui paraissent inacceptables, qu'elles concernent les candidatures ou les offres. Dans ce cas, l'appel d'offres est déclaré infructueux et le maire en avise tous les candidats. Le ou les lots sont alors remis en location par adjudication conformément au présent CCT.

8.3.6 Cautionnement avant l'appel d'offres

Ne peuvent être admises à l'appel d'offres que les personnes ayant déposé une promesse de garantie bancaire émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE correspondant au montant du loyer du bail en cours augmenté de 50 %.

L'engagement de garantie bancaire est rédigé en langue française.

Une preuve du cautionnement doit être fournie avec la candidature à l'appel d'offres.

8.3.7 Contrat de location

Le contrat de location est signé entre le maire et le locataire dans les 2 semaines suivant la délibération du conseil municipal qui a attribué le lot. Il est adressé au représentant de l'État, à la FDC, à l'ONF pour les lots incluant des forêts soumises au régime forestier, au FDIDS, au GIC et au nouveau titulaire du droit de chasser. Dans le cas de lot intercommunaux, le contrat de location est signé par l'ensemble des maires et est déposé en mairie de chaque commune concernée.

TITRE III : PRIX ET ÉVOLUTION DES BAUX

Les modifications qui, au cours du bail, viendraient à être apportées par la législation ou la réglementation de la chasse s'imposent au locataire sans qu'il puisse prétendre à résiliation,

réduction du loyer ou indemnité quelconque, sauf si ces modifications sont de nature à le priver en tout ou partie de la possibilité de chasser, auquel cas il peut demander la réduction du loyer ou la résiliation du bail, après avis de la 4C et accord du conseil municipal.

Article 9 : Paiement du prix de location

Le prix annuel de location est payé à 30 jours à émission de tout document fixant le montant des sommes à payer établi et envoyé par la commune au plus tôt le 1er mars (avis des sommes à payer pour les communes qui conservent le produit de la chasse et tout autre document écrit fixant le montant des sommes à payer pour les communes qui pratiquent la répartition du produit de la chasse).

Si le point de départ du bail est postérieur au 2 février, le montant du premier terme à payer est calculé à raison du nombre de jours restant à courir jusqu'au 1er février suivant.

Toutefois, est considéré comme partant du 2 février 2024, le bail conclu à l'issue de la ou des adjudications ou appels d'offres intervenus dans le cadre du renouvellement général des baux de chasse et en application des dispositions du présent CCT, sauf si la location devait intervenir après le 31 juillet 2024.

Le maire et le conseil municipal ne peuvent, en aucun cas, accorder des délais pour le paiement des loyers de chasse.

Les intérêts des sommes dues courent de plein droit au taux légal à partir du jour où le paiement aurait dû être effectué. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois sont négligées.

Article 10 : Charges

Les frais de dévolution sont à la charge de la commune.

Le locataire est tenu de payer les charges et cotisations découlant de l'application normale des dispositions légales ou réglementaires en vigueur (notamment la cotisation due au FDIDS ainsi qu'au GIC).

Article 11 : Evolution du prix des baux

11.1 Révision du prix des baux

Le loyer de la chasse est révisable annuellement en proportion de la variation de l'indice national des fermages fixé par arrêté préfectoral et consultable sur le site de la préfecture du Haut-Rhin (http://www.haut-rhin.gouv.fr) avec un plafond de 20% sur les 9 ans, sur la base du premier loyer.
La partie qui veut obtenir la révision doit faire parvenir sa demande à l'autre partie, par LR/AR, au plus tard le 31 décembre de l'année en cours. Il indique l'indice en vigueur au moment de la fixation de l'ancien loyer, le nouvel indice et le nouveau loyer demandé.

Le loyer révisé prend effet à compter du 2 février de l'année suivant la demande. La FDC et le FDIDS en sont immédiatement informés.

11.2 Réduction du prix du loyer ou résiliation du bail

Le rendement de la chasse n'étant pas garanti, le locataire ne peut demander une réduction du loyer ou la résiliation du bail que dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

11.2.1 Erreur sur la surface du lot

Le loyer de la chasse peut être révisé en proportion pour défaut de mesure du territoire loué si la différence entre la superficie annoncée et la superficie réelle chassable excède 5%. Cette action en révision peut intervenir dans les 3 ans suivant la signature du bail et prend effet le 2 février suivant.

11.2.2 Modification de la surface du lot en cours de bail

Si en cours de bail, un lot de chasse est amputé d'une certaine surface, la réduction du loyer est déterminée comme suit :

- lorsque la surface soustraite cumulée est comprise entre 5 % et 15 % ou à partir d'une surface de 10 hectares, le loyer est réduit proportionnellement à la surface soustraite ;
- lorsque la surface soustraite cumulée est supérieure à 15 **%**, le locataire a le choix entre la réduction proportionnelle du loyer de chasse et la résiliation du bail.

11.2.3 Troubles affectant l'exercice de la chasse

- l'ouverture, la création ou l'agrandissement en cours de bail de terrains de camping ou de caravaning, de centres de loisirs, d'équipements sportifs, de carrières ou de gravières,
- l'introduction d'une mesure réglementaire de protection des milieux naturels limitant et compromettant gravement la possibilité de chasser,
- la réalisation de grands travaux publics ou privés, de lotissements, d'aménagements fonciers

qui entraînent la disparition des éléments essentiels de l'habitat du gibier (y compris les haies et boqueteaux) et qui n'ont pas été portés à la connaissance des candidats avant la location donnent lieu à une réduction du loyer de chasse correspondant au préjudice subi.

Les infrastructures et activités liées à l'exploitation agricole ou forestière (y compris les améliorations pastorales et ouvertures paysagères) ne sont pas considérées comme des troubles affectant l'exercice de la chasse.

À titre d'indication et lorsque le locataire de la chasse n'a pas demandé d'expertise pour l'évaluation du préjudice subi, les modalités décrites à l'article 11.2.2 du présent CCT s'appliquent.

En cas d'épizooties déclarées par l'autorité administrative, le locataire peut demander la réduction du loyer.

La commune avise sans délai le locataire de tout événement de nature à modifier la consistance ou la qualité du lot de chasse et susceptible d'entraîner l'application des dispositions du présent article.

Pour les lots de chasse intercommunaux, chaque commune avise en plus l'ensemble des communes concernées.

11.3 Procédure de réduction du loyer ou de résiliation des baux (hors article 25 du présent cahier des charges)

La notification de la demande de réduction du loyer de chasse ou de la demande de résiliation doit être faite au maire de la commune dont relève le lot, par LR/AR, dépôt en mairie contre récépissé ou par acte d'huissier dans un délai de deux mois à compter du jour où le locataire a eu connaissance de la modification justifiant la réduction ou la résiliation.

La date d'effet de la réduction court à compter du fait générateur de cette réduction demandée par le locataire.

La date d'effet de la résiliation est le 2 février suivant la date de notification de la résiliation.

Lorsque la réduction ou la résiliation est demandée en raison d'un trouble affectant l'exercice de la chasse, la perte de valeur cynégétique est estimée contradictoirement entre les parties signataires.

Dans le cas où une évaluation du trouble n'est pas possible dans l'immédiat, le locataire émet, par LR/AR ou dépôt en mairie contre récépissé à la commune (ou aux communes en cas de lots intercommunaux), des réserves qui ont valeur « conservatoire ».

Article 12 : Extension des locations sur les réserves prenant fin en cours de bail

Si la commune où est située la réserve demande l'extension des locations sur les réserves prenant fin en cours de bail, et moyennant un supplément de loyer proportionnel à la surface et au loyer de chasse, le locataire du lot limitrophe ayant la limite la plus importante a la faculté d'étendre la location aux conditions du bail en cours à la réserve (ou aux réserves le cas échéant) qui a (ou ont) pris fin pendant le bail en cours.

Lorsque ces terrains sont entourés par un des lots, ils doivent être attribués prioritairement au locataire de ce lot. Si celui-ci refuse, les conditions du paragraphe suivant sont appliquées.

Lorsque le ban communal comprend plusieurs lots ayant des locataires différents, après avis de la 4C et audition desdits locataires, le conseil municipal désigne le ou les locataires repreneurs.

TITRE IV : PERMISSIONNAIRES / ASSOCIES /SOCIÉTAIRES / INVITES /AUXILIAIRES CHASSEURS

Article 13 : Permissionnaires / Associés ou sociétaires / Invités/ Auxiliaires chasseurs

13.1 Permissionnaires

La personne physique détentrice du droit de chasse sur un lot peut s'adjoindre des permissionnaires qui sont agréées selon les modalités définies à l'article 5 du présent CCT par le ou les conseils municipaux après avis de la 4C/4CI.

La condition de distance décrite à l'article 5.1 du présent CCT s'applique au groupe formé par le

locataire et ses permissionnaires. Au moins 66 % des membres du groupe doivent satisfaire à cette condition de distance. Les permissionnaires doivent présenter les documents prévus à l'article 5.2.1 du présent CCT, excepté l'alinéa c) et g).

Le maire notifie, individuellement à chaque personne admise ou refusée en qualité de permissionnaire, par LR/AR, la décision la concernant. Copie en est donnée locataire. En cas de refus cette décision est motivée.

La désignation d'un permissionnaire peut intervenir à tout moment du bail pour un lot considéré.
Il est alors remis au permissionnaire un document d'agrément signé par le maire et le locataire qu'il doit présenter lors de contrôles de police de la chasse.

Le locataire signe seul le contrat de location. Par ce fait il exploite seul la chasse et est engagé à supporter toutes les charges et obligations du bail. Dès lors, aucun droit de priorité de relocation ne peut être reconnu aux permissionnaires à l'issue du bail de chasse.

La division du lot de chasse entre permissionnaires est interdite.

Les permissionnaires sont révocables par le locataire qui en informe aussitôt le maire.

Tout acte de chasse fait par un permissionnaire après notification de sa révocation est constitutif du délit de chasse sur autrui.

13.2 Associés et sociétaires

Dans le cas d'une location de la chasse par une association ou une société de chasse, tous les associés ou sociétaires sont agréés selon les modalités définies à l'article 5.1 du présent CCT par le ou les conseils municipaux après avis de la 4C/4Ci.

La condition de distance décrite à l'article 5.1 s'applique au groupe formé par le locataire et ses associés ou sociétaires. Au moins 66 % des associés ou sociétaires doivent satisfaire à cette condition de distance. Les associés et sociétaires doivent présenter les documents prévus à l'article 5.2.1 du présent CCT, excepté l'alinéa c) et g).

Il leur est alors remis un document d'agrément signé par le maire qu'ils doivent présenter lors de contrôles de police de la chasse.

La substitution ou l'adjonction de nouveaux associés ou sociétaires en cours de bail est possible après accord du conseil municipal.

Les associés et sociétaires n'ont pas le droit de se partager le lot entre eux.

13.3 Invités

Les locataires, les permissionnaires, les sociétaires et les associés peuvent s'adjoindre des invités pourvus d'un permis de chasser valide. Les ressortissants étrangers doivent détenir un permis de chasser valide ou une autorisation conforme à la réglementation en vigueur en France, ainsi qu'une assurance valable en France couvrant les risques prévus par la réglementation (dommages corporels à garanties illimitées).

Les invités n'ont le droit de chasser qu'en la présence sur le territoire de chasse des locataires, permissionnaires, associés et sociétaires, ou de celle d'un garde-chasse assermenté pour ce lot.

13.4 Auxiliaires chasseurs

Le locataire peut autoriser toute personne détenteur d'un permis de chasser valide à chasser sans sa présence sous réserve de lui avoir délivré un document précisant le numéro de la validation du permis de chasser, le territoire, le numéro (s) du ou des lots), la ou les espèce (s) chassable (s) et la période concernée. Le locataire doit se procurer le support pour établir ce document auprès de la FDC. L'auxiliaire chasseur doit pouvoir le présenter en cas de contrôle.

Durant l'exercice de la chasse, l'auxiliaire chasseur est placé sous la responsabilité du locataire qui lui a donné mandat.

TITRE V : CESSIONS / SOUS LOCATION /DÉCÈS

Article 14 : Cession et sous-location

14.1 Conditions de cession

Le locataire peut céder son bail à des personnes agréées dans les conditions prévues à l'article 5 du présent CCT et ayant déposé auprès du responsable du service de gestion comptable le cautionnement tel que prévu à l'article 7.5 du présent CCT.

Lorsque le locataire a fait usage de son droit de priorité (convention de gré à gré ou adjudication), cette cession ne peut intervenir que trois ans après le renouvellement du bail à des personnes agréées dans les conditions prévues à l'article 5 du présent CCT et ayant déposé auprès du responsable du service de gestion comptable le cautionnement prévu aux articles précédents. Toutefois, la cession par une personne physique à une personne morale qu'elle constitue à cet effet peut être autorisée sans délai si le locataire s'engage à en prendre la présidence jusqu'à l'expiration du délai de trois ans.

Après avis de la 4C/4Ci, le projet de cession doit être soumis pour validation au (x) conseil (s) municipal (aux).

Après accord, un avenant de cession est conclu.

La cession du bail ne peut être autorisée que pour la totalité du lot. Exceptionnellement, la cession d'une partie du lot peut être autorisée dans les conditions suivantes :

- si la cession partielle est demandée au profit du locataire d'un lot contigu ;
- si la cession partielle a pour but de faciliter l'exploitation de la chasse ou de simplifier la définition des limites.

En cas de lots intercommunaux, l'agrément doit être sollicité par le locataire auprès de chacune des communes concernées.

14.2 Cessions interdites

Toute cession non autorisée et toute cession avec « pas de porte » sont susceptibles d'entraîner la résiliation du bail. Le maire notifie par LR/AR au locataire et au cessionnaire la résiliation du bail avec effet immédiat. La résiliation du bail intervenant dans ces conditions entraîne pour le locataire l'obligation de payer l'intégralité du loyer, des taxes et autres montants exigibles jusqu'au 2 février suivant la notification de résiliation.

14.3 Sous-location

La sous-location est interdite. Toute sous-location, même partielle est susceptible d'entraîner la résiliation du bail. Le maire notifie au locataire par LR/AR, la résiliation immédiate du bail, avec cependant pour lui l'obligation de payer l'intégralité du loyer, des taxes et autres montants exigibles jusqu'au 2 février suivant la date de la notification de résiliation.

Article 15 : Décès du locataire, personne physique, en cours de bail

Le décès du locataire, personne physique, entraîne la fin du bail, sauf si d'un commun accord les héritiers légaux qui viennent en représentation de leur auteur, demandent dans un délai de 3 mois à compter du décès le transfert du bail à leur profit (sous réserve qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 5 du présent CCT.

À défaut, la commune peut, par exception aux dispositions de l'article 14.1 du présent CCT, décider la cession du bail à l'un des permissionnaires (départagés s'il y a lieu par ordre d'ancienneté) ou à son choix remettre le lot en adjudication ou encore recourir à l'appel d'offres.

Avant la réattribution du lot, le maire désigne une personne chargée d'assurer ainsi la continuité de l'exercice de la chasse parmi les héritiers légaux, les permissionnaires, le garde-chasse assermenté ou à défaut le lieutenant de louveterie de la circonscription.

Le décès du locataire en cours de bail et à défaut de reprise par les héritiers entraîne l'obligation pour la commune de rembourser aux héritiers le loyer correspondant à la période restant à courir débutant 3 mois après le décès jusqu'à l'échéance annuelle du bail.

TITRE VI - EXPLOITATION ET POLICE DE LA CHASSE

Article 16 : Interdiction des profits spéculatifs

1. Il est interdit au locataire, associé, sociétaire ou permissionnaire, de tirer de ses droits sur le territoire de chasse des recettes autres que celles procurées par la vente de gibier tué ou repris vivant et par les participations financières versées par les associés, sociétaires et permissionnaires. Le montant de ces participations ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour compléter le prix de vente du gibier jusqu'à concurrence de la somme du prix d'adjudication, augmenté :

    - des taxes ;
    - des indemnités de dégâts de gibier ;
    - des défraiements des gardes-chasses et rabatteurs ;

- de la gestion du gibier et autres frais normaux de gestion et d'exploitation du territoire de chasse ;
- d'éventuelles provisions destinées à couvrir des charges exceptionnelles.

2. Il est interdit à tout associé, sociétaire ou permissionnaire de recevoir, sous une forme quelconque, un paiement en contrepartie d'une possibilité de chasser sur le territoire de chasse loué par le locataire.

Toute infraction à l'interdiction du point 1 ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du bail de chasse avec effet immédiat dès la constatation de cette infraction. Le locataire reste cependant tenu du paiement du loyer, des taxes et autres montants exigibles jusqu'à la fin de l'année de chasse en cours, soit jusqu'au 2 février.

Toute infraction à l'interdiction du point 2 ci-dessus est sanctionnée par l'exclusion du contrevenant avec effet immédiat, celui-ci restant cependant tenu du paiement de sa participation financière jusqu'à la fin de l'année de chasse en cours, soit jusqu'au 2 février. En cas d'infraction répétée, le conseil municipal peut prononcer la résiliation du contrat par LR/AR et sans respecter d'autres formalités.

Article 17 : Chasse en battue

17.1 Battues au grand gibier

Est considérée comme battue au grand gibier toute chasse collective où le nombre de chasseurs dépasse 15. Un chasseur au fusil pouvant être remplacé par deux archers.
Le nombre maximum de chasseurs pouvant participer à une battue n'est pas limité.

17.2 Calendrier des battues

Le locataire avertit le maire en cas d'organisation de battues le plus tôt possible, de préférence avant le 1er septembre et au moins une semaine à l'avance, sauf en temps de neige pour ce qui concerne les battues aux sangliers.

Le maire doit informer l'OFB ainsi que l'ONF et assure l'information de la population par tous les moyens appropriés et, le cas échéant, par une application numérique.

Article 18 : Prescriptions techniques

Il est précisé que si plusieurs lots contigus sont exploités par un même locataire, personne physique ou morale, l'ensemble est considéré comme un lot unique.

La chasse doit être pratiquée conformément aux lois et règlements en vigueur, dont notamment le SDGC, les plans de chasse et le présent CCT, sans pouvoir y déroger.

Article 19 : Régulation du gibier excédentaire et ESOD

Le locataire s'engage à maintenir et rétablir par l'exercice de la chasse l'équilibre agro-sylvo-cynégétique sur son territoire tel qu'il est prévu aux articles L420-1 et suivants du code de l'environnement et défini dans le SDGC. Il est en outre tenu de réduire le nombre d'animaux classés ESOD.

Dans le cas de dégâts locaux persistants, sur la base de l'article L 2122-21 9° du CGCT, le maire prend, à défaut des propriétaires ou des détenteurs du droit de chasse, après mise en demeure restée sans effet, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux d'espèces non domestiques pour l'un au moins des motifs mentionnés aux 1° à 5° de l'article L427-6 du code de l'environnement et dans les conditions fixées à l'article L427-5 du code de l'environnement.

Par ailleurs, des opérations de destruction peuvent être ordonnées par le Préfet, après mise en demeure, conformément à l'article L 427-6 du code de l'environnement et de l'article 5 de la loi du 7 mai 1883. Le locataire doit se soumettre à ces opérations, conformément aux dispositions légales et, s'il en est requis, y concourir.

Les mises en demeure du maire et du Préfet sont réalisées à leur initiative ou après examen des demandes de la FDC, du FDIDS ou de la Chambre d'Agriculture notamment.

Article 20 : Engrillagement, protection individuelle des plantations et aménagements cynégétiques

Une attention toute particulière est portée par le locataire sur les zones d'engrillagements agricoles et forestiers, en prenant tous les contacts qu'il juge nécessaires.

20.1 Engrillagement et protection individuelle des plantations

Les propriétaires forestiers, publics et privés non réservataires, ont le droit de réaliser les engrillagements et les protections individuelles nécessaires pour la protection des plantations et des régénérations naturelles de peuplements forestiers contre les dégâts de gibiers.
Les grillages et les protections individuelles sont la propriété des propriétaires forestiers publics et privés concernés. L'enlèvement est à leur charge.

20.2 Aménagements cynégétiques

Dans le but d'améliorer la capacité d'accueil du milieu pour le gibier, les clauses particulières du contrat de location peuvent prévoir la réalisation de travaux de création et d'entretien d'aménagements cynégétiques (notamment prairies à gibier, gagnage ligneux). Le locataire souhaitant mettre en place, à ses frais, un aménagement cynégétique non prévu dans le contrat de location et non décrit au SDGC et à ses annexes, peut le réaliser après accord écrit du propriétaire.

20.3 Dispositions communes

a) Tous les travaux de protection et d'aménagements cynégétiques sont préalablement soumis à la 4C/4Ci. Son avis motivé porte sur les aspects techniques et financiers de l'opération projetée.

b) Sur les territoires concernés par un plan de chasse cervidés, la réalisation des travaux d'engrillagement, de protection individuelle ou de création d'aménagement cynégétique ne peut pas avoir lieu entre le 15 septembre et le 31 octobre (cerf) et le 15 octobre et 30 novembre (daim), sauf accord écrit préalable du chasseur. Cette disposition peut être remplacée par une concertation en amont entre les acteurs concernés visant à une bonne répartition spatiale des coupes et travaux permettant d'éviter le dérangement au moment du brame ou du raire.

20.4 Dispositions financières

Les frais entraînés par la mise en place de grillages et de protections individuelles, ainsi que par la création et l'entretien d'aménagements cynégétiques, peuvent être mis en totalité ou en partie à la charge du locataire de la chasse. Dans ce cas, la mise à charge doit figurer explicitement dans les conditions de la location et dans le procès-verbal de dévolution, avec indication du montant annuel maximum, dans la limite de 10 % du montant du loyer annuel, qui peut être demandé au locataire. Cette somme annuelle maximum est révisable suivant les dispositions applicables au loyer du bail.

Les sommes correspondant à ces travaux sont versées à la caisse du responsable du service de gestion comptable sur présentation des factures visées par le maire.

La réalisation des travaux de protection et d'aménagements cynégétiques ne peut entraîner ni réduction des charges, ni réduction du loyer.

L'enlèvement des protections est fait par le propriétaire à ses frais.

La commune, agissant es qualité ou en tant que propriétaire, peut participer financièrement aux aménagements cynégétiques. Il en est de même pour les propriétaires forestiers.

Après avis motivé de la 4C/4Ci, le (s) conseil (s) municipal (aux) fixe (nt) annuellement le montant de la somme mise à la charge du locataire en application du présent article, ainsi que la répartition de cette somme entre la totalité des propriétaires forestiers privés d'une part et la (les) commune (s) en tant que propriétaire (s) forestier (s) d'autre part.

Le montant précis à la charge du locataire doit lui être notifié par la (les) commune (s), par LR/AR, au plus tard le 31 décembre de chaque année, de telle manière que ce montant puisse être pris en compte dans le budget de la chasse de l'année suivante.

Article 21 : Dégâts de gibier

Au vu de l'article L429-23 du code de l'environnement, si un fonds, sur lequel le droit de chasse n'est pas détenu par celui qui en est le propriétaire, a été endommagé par des sangliers, cerfs, élans, daims, chevreuils, faisans, lièvres ou lapins, le titulaire du droit de chasse est obligé à réparation du dommage envers la personne lésée.

21.1 Dégâts de sangliers

L'indemnisation des exploitants agricoles pour les dommages causés aux cultures par les sangliers s'effectue par les soins du FDIDS, conformément aux articles L429-27 à L429-32 du code de l'environnement.

21.2 Dégâts imputables au gibier autre que le sanglier

Le règlement des dégâts imputables au gibier autre que le sanglier est assuré conformément aux dispositions des articles L429-23 à L.429-26 et R429-8 à R429-14 du code de l'environnement, étant précisé que l'indemnité doit être calculée sur la base des prix des produits agricoles tels

qu'ils sont fixés pour l'époque de l'estimation par le FDIDS. La liste des estimateurs formés par la Chambre d'Agriculture et par la FDC est consultable sur le site de l'Amhr : www.amhr.fr

21.3 Dégâts autres que ceux imputables au gibier

Outre les dégâts provenant du gibier, le locataire est responsable des dégâts causés aux cultures par lui-même ou les participants dans l'exercice de la chasse. Le dédommagement de ces dégâts est assuré suivant la même procédure que celle des dégâts de gibier autre que le sanglier.

21.4 Garantie de paiement des dégâts de gibier autre que le sanglier

Tout locataire de chasse doit déposer dans un délai de 30 jours après la signature du bail, auprès du responsable du service de gestion comptable, un engagement de garantie émanant d'un établissement bancaire établi dans l'UE (garantie à première demande ou caution bancaire rédigées en langue française). Cette garantie est égale à 10 % du montant du premier loyer de chasse. Elle sert à couvrir le règlement des dégâts de gibier qui viendraient à se produire pendant la durée du bail de chasse.

Sa restitution intervient en fin de bail ou en cas de cession, au vu du certificat établi par le maire attestant l'absence de dommages causés aux propriétés et récoltes. La mise en œuvre de la garantie doit se faire à l'initiative du maire, en l'absence de contestation sérieuse du locataire de chasse et de paiement intégral des dégâts de sa part. Si la garantie est mise en œuvre, le locataire doit déposer à la commune un complément de sorte que le dépôt de garantie soit rétabli à 10 % du montant du premier loyer de chasse.

Cette somme versée à la commune est actualisée annuellement suivant les dispositions applicables en matière de révision du loyer.

Article 22 : Groupement d'intérêt cynégétique (GIC)

Chaque locataire de chasse, personne physique ou morale, doit adhérer au GIC dans lequel est situé son territoire de chasse y compris pour les enclaves communales. Les communes et les réservataires peuvent adhérer à ces groupements sur décision des conseils municipaux.

En tenant compte des GIC existants, leurs limites géographiques sont fixées par voie réglementaire par l'autorité préfectorale sur avis de la FDC, de l'AMHR, de la Chambre d'Agriculture, de la DDT, de l'ONF pour les forêts soumises au régime forestier et du CNPF Grand Est pour les forêts privées et du FDIDS.

L'adhésion constante au groupement, le paiement des cotisations, et l'application de ses principes et directives constituent une condition essentielle du bail de chasse. Si cette condition n'est plus remplie, le maire peut, sur demande du groupement ou par la FDC, mettre en demeure le locataire de se conformer à ses obligations en la matière et, en cas de refus, lui notifier la résiliation de plein droit du bail de chasse, avec effet immédiat. Le locataire reste cependant tenu au paiement du loyer des taxes et autres montants exigibles jusqu'à la fin de l'année de chasse en cours, soit jusqu'au 2 février.

Un diagnostic forêt est présenté par les gestionnaires forestiers (ONF et/ou CRPF) au moins une fois tous les 3 ans dans les GIC.

Article 23 : Gardes-chasses particuliers

Le locataire peut prendre à son service, pour tout le territoire de chasse, un ou plusieurs gardes-chasse particuliers assermentés habitant de façon permanente dans le canton ou un canton limitrophe, salariés ou non, soit seul, soit en commun avec un ou plusieurs autres locataires.

Le nombre de gardes-chasses particuliers est fixé à 2 au maximum par lot d'une surface inférieure à 500 ha. Le nombre de gardes-chasses peut être augmenté de 1 par tranche supplémentaire de surface de 500 ha.

Le garde-chasse particulier est autorisé à détruire à tir, dans les conditions réglementaires prévues, les animaux classés ESOD, sous réserve de l'assentiment du locataire.
Dans un délai de six mois, le locataire porte à la connaissance du conseil municipal et de la FDC, pour avis, les noms et prénoms, date et lieu de naissance, profession, domicile et copie du permis de chasser du ou des gardes choisis. Le garde-chasse particulier est agréé par le représentant de l'Etat et engage dans un délai d'un mois la procédure judiciaire d'assermentation.

Il doit être titulaire de la formation obligatoire prévue par le décret du 30 août 2006, sauf pour les gardes-chasses en place depuis plus de 3 ans. Il doit être piégeur agréé ou à défaut, s'engager à suivre la formation dans un délai d'un an à compter de son assermentation. À défaut, son agrément préfectoral peut être retiré.

Le Préfet peut, notamment à la demande motivée de la FDC ou des communes, retirer l'agrément d'un garde-chasse lorsqu'il le juge nécessaire.

Le locataire doit notifier au maire et à la FDC par LR/AR ou dépôt en mairie contre récépissé si le ou les gardes particuliers assermentés sont autorisés à chasser sans la présence du locataire, d'un associé, d'un sociétaire de chasse ou d'un permissionnaire, et le cas échéant, les modalités et les limitations de cette autorisation.

Il est interdit aux gardes particuliers assermentés de porter un uniforme qui puisse être confondu avec celui des inspecteurs de l'environnement placés auprès de l'OFB et des gardes-champêtres, notamment de porter le képi. Ils doivent être porteurs d'une carte d'identité de "garde-chasse particulier assermenté" délivrée par le représentant de l'État.

Le garde-chasse doit, par ailleurs, faire figurer de manière visible sur ses vêtements (brassard ou plaque de métal), la mention « garde-chasse particulier ».

Article 24 : Référents

Dans un délai de six mois, le locataire porte à la connaissance de la commune parmi les associés, sociétaires et les permissionnaires, un ou plusieurs référents locaux chargés des relations et du dialogue entre le monde agricole, sylvicole et les autres usagers de la nature, lorsqu'il ne souhaite pas lui-même assurer cette fonction.

Dans le cas d'une nomination d'un ou de plusieurs gardes-chasse particuliers, cette fonction peut leur être attribuée.

Le nom et les coordonnées des référents sont communiqués par la commune à la FDC, au FDIDS, aux représentants syndicaux agricoles et au lieutenant de louveterie territorialement compétent.
Par ailleurs, ces référents sont les interlocuteurs privilégiés dans le cadre de la lutte contre les dégâts causés par le gibier et les animaux classés ESOD aux cultures agricoles. Ils doivent pouvoir intervenir physiquement par tous les moyens réglementaires mis à leur disposition en tant que de besoin et dans un délai raisonnable.

TITRE VII – PROCÉDURES DE RÉSILIATION

Article 25 : Résiliation

La résiliation amiable peut intervenir d'un commun accord entre le maire et le locataire qu'après avis de la 4C/4Ci et validation par le (s) conseil (s) municipal (aux).

Les autres cas de résiliation sont décrits dans les articles ci-dessous :

25.1 Résiliation à l'initiative de la commune

Indépendamment de l'application des sanctions pénales, le maire peut, après avis de la 4C/4Ci et par délibération du (des) conseil (s) municipal (aux), résilier le bail sans intervention judiciaire par LR/AR, notamment en cas de :

- de non-paiement du loyer, frais et charges y afférents, dans un délai de trente jours après la sommation faite par la commune, passée la date d'exigibilité ;
- non-paiement des cotisations, frais et charges y afférentes, dus au FDIDS et au GIC, 4 mois après la première relance par LR/AR et le non-paiement des dégâts de gibiers, autres que sangliers causés aux cultures, prévus à l'article L 429-23 du code de l'environnement ;
- non-exécution du minimum du plan de chasse du gibier concerné, pendant deux saisons de chasse durant la période du bail, sauf circonstance exceptionnelle justifiée ;
- en cas de non régulation des espèces classées ESOD entraînant des dommages visés à l'article R.427-6 du code de l'environnement et après mise en demeure par le maire restée sans effet pendant 2 mois ;
- de dépassement du maximum du plan de chasse attribué (absence de dispositif de marquage) ;
- d'infractions graves ou répétées aux prescriptions relatives à l'exploitation des chasses ;
- de violation des conditions énoncées au présent cahier des charges ;
- de non-respect des dispositions prévus aux articles 14.2, 14.3 et 16 du présent CCT

25.2 Résiliation à l'initiative du locataire

Le locataire dispose du droit de résilier le bail sans indemnité dans le cas où :

- soit pour deux années consécutives le montant cumulé des dégâts imputables au gibier autre que le sanglier, tels que définis à l'article 21.2. du présent CCT, atteindrait, pour chacune des années, 50% du loyer annuel en vigueur ;
- soit pour deux années consécutives la surcotisation due au FDIDS atteindrait pour chacune des années, 50% du montant du loyer annuel ;

- soit pour deux années consécutives, la réalisation de l'une ou l'autre des conditions précédentes ;
- pour motifs personnels graves justifiés, sur présentation de justificatifs et après avis de la 4C/4Ci et accord du ou des conseil (s) municipal (aux).

Le locataire ne peut pas prétendre à résiliation au cours des trois dernières années du bail.

25.3 Modalités de résiliation

Dans tous les cas de résiliation, le locataire doit s'acquitter du montant de la surcotisation due au FDIDS ainsi que du montant des dégâts imputables au gibier autre que le sanglier, avant de pouvoir prétendre à la résiliation.

La demande de résiliation par la partie demanderesse à l'autre partie par LR/AR intervient au plus tard pour le 31 juillet de l'année concernée et prend effet au 2 février de l'année suivante.

Conformément aux articles 1231-3 et 1231-4 du code civil, en cas de résiliation du bail à l'initiative de la commune, le locataire est tenu de payer le loyer, les taxes et cotisations pendant le temps nécessaire à la relocation du lot, dans la limite d'un an après la date de prise d'effet de la résiliation du 2 février.

Tout acte de chasse fait après le terme de la résiliation est constitutif du délit de chasse sur terrain d'autrui et la ou les communes concernées peuvent obtenir l'expulsion du locataire, des associés et sociétaires de chasse, des permissionnaires, des invités, des auxiliaires et du personnel salarié ou bénévole par une ordonnance de référé

Article 26 : Élection de domicile

Pour l'application du présent CCT ou en cas de différends quant à son interprétation ou à son exécution, les parties font élection de domicile dans la commune ayant organisé la dévolution.

Annexe au cahier des charges type des chasses communales ou intercommunales du Haut Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033

PROCÉDURE RELATIVE AU PRODUIT DE LA LOCATION

Cette procédure a été initiée en amont de la validation du cahier des charges afin que les communes qui le souhaitent puissent disposer de suffisamment de temps pour consulter les propriétaires.

L'ensemble de cette procédure est prévu aux articles L429-13 à L429-16 du code de l'environnement et par la proclamation ministérielle du 12 juillet 1888 maintenue en vigueur.

Répartition aux propriétaires fonciers : la répartition du produit de la location entre les différents propriétaires a lieu proportionnellement à la contenance cadastrale des fonds compris dans le lot affermé. Les sommes non retirées dans un délai de deux ans à partir de cette publication, sont acquises à la commune.

Abandon du produit de fermage à la commune : le produit de la location de la chasse est acquis à la commune si deux tiers au moins des propriétaires de la commune possédant au moins deux tiers des surfaces chassables le décident expressément.
La décision relative à l'abandon du loyer de la chasse à la commune est prise à la double majorité prévue ci-dessus, soit dans le cadre d'une réunion des propriétaires intéressés, soit dans le cadre d'une consultation écrite de ces derniers.
La décision d'abandonner ou non le loyer de la chasse est publiée (tableau d'affichage, bulletin communal, site internet…).
Dans le cas d'une indivision, tous les indivisaires doivent être consultés.
De même, le conseil municipal doit délibérer formellement sur l'affectation du produit de fermage des terrains appartenant à la commune.
La décision d'abandonner le loyer à la commune est publiée et valable pour toute la durée de la location. La publication doit intervenir au moins 10 jours avant la décision fixant la date de la mise en location, en l'absence de convention de gré à gré.

Lorsque le produit de la chasse est acquis à la commune, celui-ci peut être utilisé dans l'intérêt collectif local. Ces fonds peuvent notamment être affectés en totalité ou en partie au paiement des cotisations de la caisse d'assurance accidents agricoles ou à l'entretien des chemins d'exploitation agricoles et forestiers. Dans tous les cas, le produit de la location de la chasse est versé au comptable public territorialement compétent. Pour les lots de chasse intercommunaux, le produit de la location, calculé au prorata de la surface située sur chaque ban communal, est versé à chacun des comptables publics territorialement compétents.

Consultation écrite, réunion des propriétaires fonciers - Dispense de la consultation

Le conseil municipal décide du mode de consultation des propriétaires fonciers ayant à se prononcer sur l'affectation du produit du fermage. Les communes possédant sur le territoire d'une autre commune des terrains de 25 hectares au moins d'un seul tenant ou des lacs et étangs d'au moins 5 hectares en eau ne sont pas admises à prendre part aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse. Les territoires correspondants doivent être soustraits de la superficie du ban communal chassable. La décision prise est valable pour toute la durée de la location.

Consultation écrite : la consultation écrite des propriétaires fonciers sur l'affectation du produit du fermage est organisée par la commune. Celle-ci leur adresse un courrier ou courriel en ce sens mentionnant la liste des terrains dont ils sont propriétaires. Liberté d'appréciation est laissée aux communes de procéder à la consultation écrite par courrier ou courriel. Dès réception des réponses des propriétaires fonciers, la commune établit un avis récapitulatif mentionnant la liste des propriétaires des terrains du ban communal chassable, la superficie totale de ces terrains, la liste des propriétaires ayant expressément décidé de l'abandon du produit de la location à la commune ainsi que le total des superficies qu'ils possèdent.

Réunion : les propriétaires fonciers qui seuls peuvent décider de l'affectation du produit du fermage sont convoqués à une réunion publique selon l'usage local (affichage en mairie, insertion dans un journal, …). Ceux-ci peuvent cependant se faire représenter par un mandataire qui doit présenter une procuration ou signature de l'ayant-droit. La date de réunion est fixée par le maire par avis public. La réunion des propriétaires fonciers et la publication de leur décision d'abandonner ou non le produit de la location à la commune doivent avoir lieu au moins 10 jours avant la décision fixant la date de la mise en location, en l'absence de convention de gré à gré. Le procès-verbal de la réunion mentionne, sous forme de tableau, la liste des propriétaires des terrains du ban communal chassable, la superficie totale de ces terrains, la liste des propriétaires ayant voté en faveur de l'abandon du produit de la location à la commune ainsi que le total des superficies qu'ils possèdent. Les procurations sont annexées au procès-verbal de séance. Le résultat de la délibération est porté à la connaissance des propriétaires fonciers susceptibles de se réserver l'exercice du droit de chasse dans les plus brefs délais.

Dispense de consultation : lorsque la commune a décidé par délibération du conseil municipal de renoncer au produit de la chasse, elle n’est pas tenue de procéder à la consultation des propriétaires fonciers. Dès lors, le délai de dix jours ouverts aux propriétaires désireux de se réserver le droit de chasse court à compter de la date de publication de cette décision.

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
Publié le 24 juin 2024

Conseil d'agglomération du
24 juin 2024

Terrains convention chasse
Terrains ville de Mulhouse
Périmètre de protection immédiat
Périmètre de protection Rapproché A

REGIE DE L'EAU - M2A
REININGUE
TERRAINS GESTION M2A

Nom:	Date: 03/05/2024
Echelle: 1/ 5000	Plan n°:

2024/948

PRÉFET
DU HAUT-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires du Haut-Rhin

ARRÊTÉ du 16 octobre 2023
constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2023

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code rural et notamment ses articles L 411-11 et R 411-9-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, notamment son article 62 ;

VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010, déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes ;

VU l'arrêté du 18 juillet 2023 constatant pour 2023 l'indice national des fermages ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2019, relatif aux baux ruraux et au statut juridique du fermage pour le Haut-Rhin ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2022, constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2018, dressant la liste des membres élus de la commission consultative paritaire des baux ruraux du Haut-Rhin ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;

VU l'avis favorable de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux consultée le 6 octobre 2023;

ARRETE

Article 1 : L'indice national des fermages s'établit pour 2023 à **116,46**. Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024.

Article 2 : La variation de cet indice par rapport à celui de l'année précédente est de **+ 5,63 %**.

Article 3 : À compter du 1er octobre 2023 et jusqu'au 30 septembre 2024, les minima et les maxima entre lesquels doivent être fixés les fermages sont arrêtés aux valeurs actualisées suivantes :

POLYCULTURE ET CULTURES SPÉCIALES AUTRES QUE LA VIGNE (en euros par hectare)

Catégories	valeurs locatives annuelles en euros par hectare	
	minima	maxima
a) Hardt, plaine du Rhin, collines sous-vosgiennes, Ried		
catégorie générale	63,18	163,54
hautes chaumes, landes et friches	1,27	44,87
b) Ochsenfeld	35,36	115,18
c) Sundgau et Jura	45,05	133,36
d) Montagne vosgienne		
catégorie générale	19,73	98,68
hautes chaumes, landes et friches	1,27	44,87
e) Cultures maraîchères intensives en toutes régions	176,84	387,23
f) Arboriculture fruitière (frais de plantation à la charge du preneur) en toutes régions	128,63	247,32

VITICULTURE (en euros par hectare)

Catégories	valeurs locatives annuelles en euros par hectare	
	minima	maxima
Vignes en zone délimitée AOC dont le remplacement n'est pas envisagé ou, s'il l'était, le serait aux frais du bailleur	1 398,02	3 495,11
Vignes en zone délimitée AOC ou terres à vignes à planter, aux frais du preneur	699,04	1 747,53

Article 4 : Par dérogation et en application des articles L.411-11, R.411-1 et suivants et R.411-9-7 du code rural et de la pêche maritime, les fermages concernant la viticulture pourront continuer à être déterminés en quantité de denrée et évolueront dans les limites mini et maxi indiquées ci-dessous :

VITICULTURE (en kilos de raisin par hectare)

Catégories	valeurs locatives annuelles en kilogrammes de raisins par hectare	
	minima	maxima
Vignes en zone délimitée AOC dont le remplacement n'est pas envisagé ou, s'il l'était, le serait aux frais du bailleur	920,00	2 300,00
Vignes en zone délimitée AOC ou terres à vignes à planter, aux frais du preneur	460,00	1 150,00

Les cours moyens du kg de raisin et / ou du litre de vin à retenir pour la détermination en espèces du fermage des baux viticoles exprimés en l'une de ces denrées sont les suivants :

CÉPAGES	en euros / kg de raisin	en euros / litre de vin
chasselas	1,11 €	1,80 €
sylvaner	1,13 €	1,83 €
pinot blanc (dont auxerrois et chardonnay)	1,34 €	2,17 €
riesling	1,58 €	2,56 €
pinot gris	1,79 €	2,90 €
muscat	1,48 €	2,40 €
gewurztraminer	1,99 €	3,22 €
pinot noir	1,98 €	3,21 €

Prix moyen pondéré :
Compte tenu des surfaces d'encépagement relevées dans le département, le prix moyen pondéré, tous cépages confondus, est fixé à **1,67 €** par kg de raisin. Sa variation par rapport à 2022 est de **+ 4,25 %.**

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Colmar,

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires

Signé : Arnaud REVEL

Délais et voies de recours :
Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :
La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
  - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
  - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au renouvellement d'une convention de location cette fois-ci concernant les lots de chasse, Loïc RICHARD.

M. RICHARD : Oui, donc il s'agit d'un dossier un petit peu particulier puisque vous le savez, en Alsace Moselle, le droit de chasse est exercé par les communes au nom et pour compte des propriétaires fonciers. Et il se trouve que dans le cadre de sa politique de protection de la ressource en eau, la ville de Mulhouse avait acquis antérieurement à la création de la Régie des terrains dans les périmètres de protection des captages des eaux potables. Et dans le cadre du transfert de la compétence eau, m2A et de fait devenu affectataire des parcelles situées sur des communes qui sont situées à Mulhouse, Lutterbach, Reiningue et Morschwiller-le-Bas. Donc sur ces parcelles, par 3 conventions successives, la ville de Mulhouse avait confié au même locataire le droit de chasse, et donc, nous proposons pour la nouvelle période de chasse qui s'étend du 2 février 2024 au 1er février 2033, en qualité d'affectataire de ces surfaces, de renouveler cette convention. Il y a juste, donc vous avez pu le voir, la convention a été jointe, une nouvelle parcelle qui sera ajoutée, donc ça modifie un peu la base de calcul. On sera au total sur 3 800 ares et un montant de 462,59€ pour cette convention. Les recettes seront bien sûr inscrites au budget annexe de l'eau. Il s'agit donc de valider le renouvellement de la convention de location du lot de chasse et d'autoriser le président ou l'élu délégué de les signer.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Loïc. Des questions sur cette location ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

36° MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT « LES NOYERS » A HABSHEIM, LOTISSEMENT LES TOURNESOLS A BATTENHEIM ET RESIDENCE « FLORISSENS » A MULHOUSE : CONVENTIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE (412/1.4/2382C)

Mulhouse Alsace Agglomération a été sollicitée afin d'assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable et de branchements par les sociétés :

- SCGP pour le lotissement « Les Noyers » situé rue des Noyers à Habsheim (68440) ;
- FONCIERE HUGUES AURELE pour le lotissement « Les Tournesols » situé rue des pommiers à Battenheim (68390) ;
- SNC COGEDIM EST pour la résidence « Florissens » située 44 rue Lavoisier à Mulhouse (68200).

Mulhouse Alsace Agglomération peut gérer des prestations de maîtrise d'œuvre sous réserve que celles-ci soient d'intérêt public local ou s'inscrivent dans le prolongement de ses missions de service public.

L'intérêt public local est constitué dès lors que le nouveau réseau et les branchements réalisés ont vocation à être intégrés dans le domaine public de la commune. En outre, la Régie de l'Eau m2A étant gestionnaire du réseau d'eau potable, la maitrise d'œuvre s'effectue dans la continuité de ses missions de service public, quand bien même certaines des infrastructures réalisées resteront dans le domaine privé.

L'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre donnera lieu au versement des montants forfaitaires suivants :

- 3 900,00 € HT (TVA en sus) pour le lotissement « Les Noyers » à Habsheim ;
- 4 100,00 € HT (TVA en sus) pour le lotissement « Les Tournesols » à Battenheim ;
- 1 200,00 € HT (TVA en sus) pour résidence « Florissens » à Mulhouse.

Les missions de maîtrise d'œuvre ainsi que les modalités financières font l'objet de trois conventions entre Mulhouse Alsace Agglomération et les aménageurs respectifs, selon les projets ci-annexés.

Pour cette prestation, les recettes sont inscrites au budget annexe de l'eau 2024 :
Chap. 70 – article 7068
Service gestionnaire et utilisateur « COMMUNS »
Lignes de crédit n°6670 « Autres prestations de services »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer les conventions de maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'adduction d'eau potable au sein du lotissement « les Noyers » à Habsheim, du lotissement « les Tournesols » à Battenheim et de la Résidence « Florissens » à Mulhouse et toute pièce nécessaire à leur exécution.

PJ : 3 projets de convention

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

Régie de l'Eau m2A

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT LES TOURNESOLS A BATTENHEIM

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, **m2A**, dont le siège social est situé au 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Conseillère Communautaire Déléguée, agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 juin 2024,

désignée ci-après « m2A »

d'une part,

et

La société **FONCIERE HUGUES AURELE** domiciliée au **22 Rue d'Issenheim, 68190 RAEDERSHEIM**
représentée par Madame COUSSON Aurélie, Directrice,

désignée ci-après « la Société »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le prolongement des missions de service public qu'effectue la Régie de l'Eau m2A, le service propose d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'alimentation en eau potable des lotissements privés ou parcs d'activités, lorsque ce réseau se situe sous des voiries qui ont vocation à être intégrées, à court terme, dans le domaine public.

Dans ce cadre, la Société FONCIERE HUGUES AURELE en charge de l'aménagement du lotissement « Les Tournesols » rue des Prés - rue des Pommiers- 68390 BATTENHEIM, a sollicité m2A afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable dans ce lotissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à m2A pour le compte de la Société, une mission de maîtrise d'œuvre.

La mission confiée a pour objet l'étude et le suivi des travaux de pose d'un réseau d'adduction en eau potable dans le lotissement « Les Tournesols » à Battenheim.

Le coût prévisionnel des travaux pour la partie relative aux branchements et au réseau d'eau potable est évalué à 122 360 euros HT.

Article 2 : Définition et contenu de la mission

2.1 Définition de la mission

La mission de maîtrise d'œuvre se décompose en deux phases, comprenant chacune des éléments de mission de maitrise d'œuvre.

- **Phase de conception**

La phase de conception comporte les éléments de mission suivants :

1) Études de Projet (PRO)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

- **Phase de réalisation**

La phase de réalisation comporte les éléments de mission suivants :

1) Direction de l'exécution des travaux (DET)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

- **Limites de prestation**

La mission comprend toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation du réseau en vue de son bon fonctionnement.

Les missions spécifiques d'assistance nécessaires à la réalisation de l'opération : études de sol, études géotechniques, sondages de positionnement des réseaux, coordination sécurité et protection de la santé sont à la charge financière du maître d'ouvrage

2.2 Contenu des missions

2.2.1 Éléments de maîtrise d'œuvre : Études de projet (PRO)

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser le tracé, le diamètre, les caractéristiques physiques des conduites et des branchements à poser ;
- Fournir un plan des ouvrages ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'opération.

2.2.2 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de telle manière telle que celles-ci puissent présenter leur offre en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier technique.
  Celui-ci est constitué de :
  - Plans ;
  - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
  - Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
  - Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

  La partie administrative (règlement de la consultation, cahier des charges administratives, dispositions financières, …) n'est pas une prestation comprise dans cette mission de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre détermine les qualifications requises par l'entreprise pour pouvoir répondre à cet appel d'offre, le délai de réalisation des travaux, le prix estimatif.

- Analyser les offres des entreprises et vérifier leur conformité pour l'aspect technique.

2.2.3 Éléments de maîtrise d'œuvre : Direction de l'exécution des Travaux (DET)

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les études effectuées ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat de travaux ;
- participer aux réunions de chantier décidées soit par le maitre d'œuvre lui-même ou par le maître d'ouvrage ;
- suivre les essais de pression et de confirmer que le réseau posé ne présente pas de fuites ;
- suivre les opérations de stérilisation de conduites et de branchements, de réceptionner la ou les analyses d'eau effectuées par un laboratoire spécialisé et de confirmer ou non la qualité de l'eau prélevée ;
- autoriser et de suivre les raccordements au réseau existant ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et d'indiquer les changements notables qui pourraient avoir lieu.

2.2.4 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet de :

- organiser la réception des travaux ;
- assurer le suivi des éventuelles réserves formulées lors de la réception jusqu'à leur levée ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés.

Article 3 : Rémunération de la mission

En contrepartie des prestations effectuées, la Société verse à m2A un forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est égal à 4 100,00 € hors taxes (TVA en vigueur en sus). Ce forfait est ferme. Il n'est ni actualisable, ni révisable.

Cette rémunération fera l'objet d'un versement unique sous forme d'un virement administratif à l'achèvement des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte par m2A. La Société se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de m2A.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable 45 rue Engel Dollfus BP 23176 68200 MULHOUSE				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Article 4 : Respect des prescriptions techniques

m2A, en tant que Maître d'œuvre veillera à ce que les travaux répondent scrupuleusement au cahier des charges technique qui est remis à la Société.

Le choix de l'entreprise chargée de réaliser les travaux est laissé à l'appréciation de la Société. Toutefois, l'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles requises pour ce type de travail.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la remise du dossier des ouvrages exécutés, après levée des éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux.

Les travaux devraient s'achever début de l'année 2025.

En cas d'abandon du projet d'aménagement, la Société en avertira m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les plus brefs délais. La convention

prend fin dès que m2A en aura eu connaissance. Le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

En cas de désaccord ne permettant pas l'exercice de la maîtrise d'œuvre, m2A et la Société pourront résilier la convention, en avertissant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque partie peut résilier la présente convention en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'autre partie, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois à compter de sa réception par la partie défaillante.

En cas de résiliation, le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation de la présente convention sera soumis à la juridiction compétente. Les parties auront recherché au préalable un règlement amiable de celui-ci.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux le …….

Pour la Société FONCIERE HUGUES AURELE	Pour m2A
La Directrice,	La Conseillère Communautaire Déléguée,
COUSSON Aurélie	Maryvonne BUCHERT

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

Régie de l'Eau m2A

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT LES NOYERS A HABSHEIM

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, **m2A**, dont le siège social est situé au 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Conseillère Communautaire Déléguée, agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 juin 2024,

désignée ci-après « m2A »

d'une part,

et

La société **SCGP** domiciliée au 169 rue de Richwiller 68260 KINGERSHEIM représentée par Monsieur JEHLY Maurice, Président,

désignée ci-après « la Société »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le prolongement des missions de service public qu'effectue la Régie de l'Eau m2A, le service propose d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'alimentation en eau potable des lotissements privés ou parcs d'activités, lorsque ce réseau se situe sous des voiries qui ont vocation à être intégrées, à court terme, dans le domaine public.

Dans ce cadre, la Société SCGP en charge de l'aménagement du lotissement « Les Noyers » rue des Noyers – 68440 HABSHEIM, a sollicité m2A afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable dans ce lotissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à m2A pour le compte de la Société, une mission de maîtrise d'œuvre.

La mission confiée a pour objet l'étude et le suivi des travaux de pose d'un réseau d'adduction en eau potable dans le lotissement « Les Noyers » à Habsheim.

Le coût prévisionnel des travaux pour la partie relative aux branchements et au réseau d'eau potable est évalué à 140 000 euros HT.

Article 2 : Définition et contenu de la mission

2.1 Définition de la mission

La mission de maîtrise d'œuvre se décompose en deux phases, comprenant chacune des éléments de mission de maitrise d'œuvre.

- **Phase de conception**

La phase de conception comporte les éléments de mission suivants :

1) Études de Projet (PRO)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

- **Phase de réalisation**

La phase de réalisation comporte les éléments de mission suivants :

1) Direction de l'exécution des travaux (DET)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

- **Limites de prestation**

La mission comprend toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation du réseau en vue de son bon fonctionnement.

Les missions spécifiques d'assistance nécessaires à la réalisation de l'opération : études de sol, études géotechniques, sondages de positionnement des réseaux, coordination sécurité et protection de la santé sont à la charge financière du maître d'ouvrage

2.2 Contenu des missions

2.2.1 Éléments de maîtrise d'œuvre : Études de projet (PRO)

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser le tracé, le diamètre, les caractéristiques physiques des conduites et des branchements à poser ;

- Fournir un plan des ouvrages ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'opération.

2.2.2 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de telle manière telle que celles-ci puissent présenter leur offre en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier technique.
  Celui-ci est constitué de :
  - Plans ;
  - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
  - Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
  - Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

  La partie administrative (règlement de la consultation, cahier des charges administratives, dispositions financières, …) n'est pas une prestation comprise dans cette mission de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre détermine les qualifications requises par l'entreprise pour pouvoir répondre à cet appel d'offre, le délai de réalisation des travaux, le prix estimatif.

- Analyser les offres des entreprises et vérifier leur conformité pour l'aspect technique.

2.2.3 Éléments de maîtrise d'œuvre : Direction de l'exécution des Travaux (DET)

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les études effectuées ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat de travaux ;
- participer aux réunions de chantier décidées soit par le maitre d'œuvre lui-même ou par le maître d'ouvrage ;
- suivre les essais de pression et de confirmer que le réseau posé ne présente pas de fuites ;
- suivre les opérations de stérilisation de conduites et de branchements, de réceptionner la ou les analyses d'eau effectuées par un laboratoire spécialisé et de confirmer ou non la qualité de l'eau prélevée ;
- autoriser et de suivre les raccordements au réseau existant ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et d'indiquer les changements notables qui pourraient avoir lieu.

2.2.4 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet de :

- organiser la réception des travaux ;

- assurer le suivi des éventuelles réserves formulées lors de la réception jusqu'à leur levée ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés.

Article 3 : Rémunération de la mission

En contrepartie des prestations effectuées, la Société verse à m2A un forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est égal à 3 900,00 € hors taxes (TVA en vigueur en sus). Ce forfait est ferme. Il n'est ni actualisable, ni révisable.

Cette rémunération fera l'objet d'un versement unique sous forme d'un virement administratif à l'achèvement des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte par m2A. La Société se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de m2A.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable 45 rue Engel Dollfus BP 23176 68200 MULHOUSE				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Article 4 : Respect des prescriptions techniques

m2A, en tant que Maître d'œuvre veillera à ce que les travaux répondent scrupuleusement au cahier des charges technique qui est remis à la Société.

Le choix de l'entreprise chargée de réaliser les travaux est laissé à l'appréciation de la Société. Toutefois, l'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles requises pour ce type de travail.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la remise du dossier des ouvrages exécutés, après levée des éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux.

Les travaux devraient s'achever fin de l'année 2024.

En cas d'abandon du projet d'aménagement, la Société en avertira m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les plus brefs délais. La convention prend fin dès que m2A en aura eu connaissance. Le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

En cas de désaccord ne permettant pas l'exercice de la maîtrise d'œuvre, m2A et la Société pourront résilier la convention, en avertissant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque partie peut résilier la présente convention en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'autre partie, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois à compter de sa réception par la partie défaillante.

En cas de résiliation, le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation de la présente convention sera soumis à la juridiction compétente. Les parties auront recherché au préalable un règlement amiable de celui-ci.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux le …….

Pour la Société SCGP	Pour m2A
Le Président,	La Conseillère Communautaire Déléguée,
JEHLY Maurice	Maryvonne BUCHERT

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

Régie de l'Eau m2A

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE RESIDENCE FLORISSENS A MULHOUSE

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, **m2A**, dont le siège social est situé au 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Conseillère Communautaire Déléguée, agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 juin 2024,

désignée ci-après « m2A »

d'une part,

et

La société **SNC COGEDIM EST** domiciliée au 28 avenue du Rhin, 67100 STRASBOURG représentée par Monsieur UEBERSCHLAG Yann, Directeur,

désignée ci-après « la Société »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le prolongement des missions de service public qu'effectue la Régie de l'Eau m2A, le service propose d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'alimentation en eau potable des lotissements privés ou parcs d'activités, lorsque ce réseau se situe sous des voiries privées.

Dans ce cadre, la Société SNC COGEDIM EST en charge de l'aménagement de la résidence « Florissens », 44 rue Lavoisier 68200 MULHOUSE, a sollicité m2A afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable dans cette résidence.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à m2A pour le compte de la Société, une mission de maîtrise d'œuvre.

La mission confiée a pour objet l'étude et le suivi des travaux de pose d'un réseau d'adduction en eau potable dans la Résidence « Florissens » à Mulhouse.

Le coût prévisionnel des travaux pour la partie relative aux branchements et au réseau d'eau potable est évalué à 55 000 euros HT.

Article 2 : Définition et contenu de la mission

2.1 Définition de la mission

La mission de maîtrise d'œuvre se décompose en deux phases, comprenant chacune des éléments de mission de maitrise d'œuvre.

- **Phase de conception**

La phase de conception comporte les éléments de mission suivants :

1) Modification et validation du projet
2) Transmission du cahier des charges avec prescriptions techniques

- **Phase de réalisation**

La phase de réalisation comporte les éléments de mission suivants :

1) Direction de l'exécution des travaux (DET)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

- **Limites de prestation**

La mission comprend toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation du réseau en vue de son bon fonctionnement.

Les missions spécifiques d'assistance nécessaires à la réalisation de l'opération : études de sol, études géotechniques, sondages de positionnement des réseaux, coordination sécurité et protection de la santé sont à la charge financière du maître d'ouvrage

2.2 Contenu des missions

2.2.1 Éléments de maîtrise d'œuvre : Études de projet (PRO)

Les études de projet ont pour objet de :

- Valider le tracé, le diamètre, les caractéristiques physiques des conduites et des branchements à poser ;
- Transmettre le cahier des charges avec prescriptions techniques.

2.2.2 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Déterminer et valider les qualifications de l'entreprise retenue ;
- Valider les fiches techniques du matériel posé.

2.2.3 Éléments de maîtrise d'œuvre : Direction de l'exécution des Travaux (DET)

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les études effectuées ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat de travaux ;
- participer aux réunions de chantier décidées soit par le maitre d'œuvre lui-même ou par le maître d'ouvrage ;
- suivre les essais de pression et de confirmer que le réseau posé ne présente pas de fuites ;
- suivre les opérations de stérilisation de conduites et de branchements, de réceptionner la ou les analyses d'eau effectuées par un laboratoire spécialisé et de confirmer ou non la qualité de l'eau prélevée ;
- autoriser et de suivre les raccordements au réseau existant ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et d'indiquer les changements notables qui pourraient avoir lieu.

2.2.4 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet de :

- réaliser la réception des travaux ;
- assurer le suivi des éventuelles réserves formulées lors de la réception jusqu'à leur levée ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés.

Article 3 : Rémunération de la mission

En contrepartie des prestations effectuées, la Société verse à m2A un forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est égal à 1 200,00 € hors taxes (TVA en vigueur en sus). Ce forfait est ferme. Il n'est ni actualisable, ni révisable.

Cette rémunération fera l'objet d'un versement unique sous forme d'un virement administratif à l'achèvement des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte par m2A. La Société se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de m2A.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable 45 rue Engel Dollfus BP 23176 68200 MULHOUSE				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Article 4 : Respect des prescriptions techniques

m2A, en tant que Maître d'œuvre veillera à ce que les travaux répondent scrupuleusement au cahier des charges technique qui est remis à la Société.

Le choix de l'entreprise chargée de réaliser les travaux est laissé à l'appréciation de la Société. Toutefois, l'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles requises pour ce type de travail.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la remise du dossier des ouvrages exécutés, après levée des éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux.

Les travaux devraient s'achever fin de l'année 2024.

En cas d'abandon du projet d'aménagement, la Société en avertira m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les plus brefs délais. La convention prend fin dès que m2A en aura eu connaissance. Le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

En cas de désaccord ne permettant pas l'exercice de la maîtrise d'œuvre, m2A et la Société pourront résilier la convention, en avertissant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque partie peut résilier la présente convention en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'autre partie, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois à compter de sa réception par la partie défaillante.

En cas de résiliation, le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation de la présente convention sera soumis à la juridiction compétente. Les parties auront recherché au préalable un règlement amiable de celui-ci.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux le …….

Pour la Société SNC COGEDIM EST	Pour m2A
Le Directeur,	La Conseillère Communautaire Déléguée,
UEBERSCHLAG Yann	Maryvonne BUCHERT

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Loïc, cette fois-ci concernant la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable.

M. RICHARD : Oui alors en réalité il y en a trois puisque vous le savez, m2A est parfois sollicitée, en tout cas la Régie, pour assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable par différentes sociétés dans le cadre de projets immobiliers. En l'occurrence, nous avons trois sollicitations dans cette délibération, donc un lotissement « Les Noyers » situé rue des Noyers à HABSHEIM ; un lotissement « Les Tournesols » à BATTENHEIM et la résidence « Florissens » située à MULHOUSE. Donc m2A peut gérer des prestations de maitrise d'œuvre sous réserve que celles-ci soient d'intérêt public local ou s'inscrivent dans le prolongement de ses missions de service public. Donc l'intérêt public local est constitué dès lors que les nouveaux réseaux et les branchements réalisés ont vocation ensuite à être réintégrés dans le domaine public de la commune. Et quand bien même certaines de ces infrastructures réalisées resteront dans le domaine privé, l'objectif c'est de s'assurer de la qualité des branchements et d'éviter des problèmes ultérieurs d'alimentation en eau potable. Donc en l'occurrence pour les deux premiers projets, à HABSHEIM et à BATTENHEIM, ce sont des projets pour lesquels ensuite les installations reviendront dans le domaine public, ça n'est pas le troisième projet situé à MULHOUSE. Au total donc, ces prestations se montent à 9 200€ hors taxes, et donc ces prestations seront inscrites au budget annexe de l'eau en termes de recettes. Il s'agit donc d'approuver cette proposition et de charger le président ou son représentant de désigner des conventions de maîtrise d'œuvre pour la mise en place des réseaux d'adduction d'eau potable au sein des trois lotissements que j'ai évoqués donc lotissement « Les Noyers » HABSHEIM, lotissement « Les Tournesols » à BATTENHEIM, et puis la résidence « Florissens » à MULHOUSE, et puis de signer toutes pièces nécessaires à leur exécution.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Loïc. Des questions sur ces trois réseaux d'eau ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

37° CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ET LA CLASSE PREPA TALENTS DE L'UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE (521/8.1/2392C)

Le recrutement de jeunes talents du service public constitue un enjeu essentiel pour Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), qui propose un large panel de métiers permettant la construction de parcours professionnels riches et diversifiés, adaptés aux souhaits et profils des agents.

De plus, m2A est particulièrement engagée pour la réussite académique et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de son territoire. A cet égard, la promotion de l'égalité des chances représente un levier majeur de cette réussite.

L'Université de Haute-Alsace (UHA) a ouvert, en septembre 2021, une classe « Prépa Talents du service public », labellisée par le ministère de la transformation et de la fonction publiques. Cette classe vise à diversifier la fonction publique, notamment la haute fonction publique, en apportant un complément de formation et un soutien financier à des étudiants boursiers.

L'objectif de ces classes est de favoriser l'égalité des chances dans la préparation des concours de la haute fonction publique. Les élèves (étudiants ou demandeurs d'emplois) y sont admis, sous conditions de ressources, pour suivre une formation gratuite et diplômante, bénéficiant d'un accompagnement renforcé sous forme de tutorat, d'une bourse annuelle de 4000 € accordée de droit et cumulable avec la bourse sur critères sociaux, d'un soutien au logement et à la restauration ; ils peuvent en outre effectuer un stage en immersion. La classe Prépa Talents de l'UHA compte une vingtaine d'élèves chaque année.

En tant qu'employeur public majeur sur son territoire, m2A entend mettre à profit ses compétences et la richesse des profils de ses agentes et agents pour accompagner au mieux l'UHA dans l'insertion professionnelle dans la fonction publique d'étudiants méritants et boursiers.

Déjà partenaires de longue date au service du territoire, de l'excellence académique et de l'excellence de la recherche, m2A et l'UHA entendent renforcer leur coopération au travers d'une convention de partenariat, sans engagement de montants financiers.

Cette convention se décline selon les actions suivantes :

1. **Faire mieux connaître m2A et la fonction publique territoriale par l'accueil de stagiaires issus de la classe « Prépa Talents »**

M2A s'engage à accueillir des élèves de la classe « Prépa Talents » comme stagiaires dans ses services afin de leur faire découvrir les métiers du service public local et de leur donner une expérience professionnelle significative, en adéquation avec leur projet professionnel et académique.

L'UHA s'engage à accomplir un travail d'identification des élèves susceptibles d'être concernés par un stage dans les services de m2A et de proposer un thème et une durée en adéquation avec le projet professionnel des élèves concernés.

2. **Accompagner les élèves de la classe « Prépa Talents » dans leur réussite des concours de la fonction publique**

Pour accompagner les élèves dans leur objectif de réussite des concours de la fonction publique et dans l'esprit de promotion de l'égalité des chances, m2A s'engage à proposer des mentors pour conseiller les élèves dans leur préparation.

Ces mentors seraient des cadres des services de m2A, agissant bénévolement, au profit des élèves et dans le cadre des actions de mentorat développées par l'UHA.

L'organisation d'oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique représente un second moyen pour renforcer la réussite des élèves. Se fondant sur la richesse et l'expertise de ses cadres, m2A pourrait organiser, sur la base du bénévolat, des jurys qui organiseraient des oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique.

3. Diffuser et promouvoir la culture du service public local

Forte de ses actions menées en tant qu'intercommunalité, m2A organiserait, conjointement avec l'équipe pédagogique et le corps professoral de la classe « Prépa Talents » des conférences sur l'organisation du service public local, le fonctionnement de ses instances et sur le pilotage, la mise en œuvre et les enjeux de ses principales politiques publiques. Ces conférences feraient intervenir, sur une base bénévole, les agents de m2A spécialistes de leur champ d'actions.

Ces conférences pourraient s'accompagner de l'accueil d'élèves pour des journées immersion ou découverte des métiers et des actions de m2A.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- autorise M. le Président ou son représentant à signer la convention 2024 entre m2A et la classe Prépa Talents de l'UHA, ainsi que toutes les pièces contractuelles.

P.J : 1 convention

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

dédiée à la promotion de l'égalité des chances

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), établissement public de coopération intercommunale ayant son siège à Sausheim, 9 avenue Konrad Adenauer, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant par délibération du Conseil d'agglomération du 24 juin 2024.

ci-après désignée « m2A »,

d'une part,

et

L'Université de Haute Alsace, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 2, rue des Frères Lumières à Mulhouse, représentée par son Président, Monsieur Pierre-Alain MULLER, et agissant pour le compte de la Faculté des sciences économiques, sociales et juridiques située 16, rue de la Fonderie à Mulhouse et dirigée par son doyen, Monsieur Hocine SADOK.

ci-après désignée « UHA »,

d'autre part,

Ensemble désignées « les parties ».

Préambule

Le recrutement de jeunes talents du service public constitue un enjeu essentiel pour m2A, qui propose un large panel de métiers permettant la construction de parcours professionnels riches et diversifiés, adaptés aux souhaits et profils des agents.

De plus, m2A est particulière engagé pour la réussite académique et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de son territoire. A cet égard, la promotion de l'égalité des chances représente un levier majeur de cette réussite.

L'UHA a ouvert, en septembre 2021, une classe « Prépa Talents du service public », labellisée par le ministère de la transformation et de la fonction publique. Cette classe vise à diversifier la fonction publique, notamment la haute fonction publique, en apportant un complément de formation et un soutien financier à des étudiants boursiers.

En tant qu'employeur public majeur sur son territoire, m2A entend mettre à profit ses compétences et la richesse des profils de ses agentes et agents pour accompagner au mieux l'UHA dans l'insertion professionnelle dans la fonction publique d'étudiants méritants et boursiers.

Déjà partenaires de longue date au service du territoire, de l'excellence académique et de l'excellence de la recherche, m2A et l'UHA entendent renforcer leur coopération au travers de la présente convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les axes et modalités de collaboration entre les parties devant permettre de répondre aux enjeux qu'elles ont conjointement identifiés pour accompagner la mission de la classe « Prépa Talents du service public ».

Article 2 - Axes de collaboration

Axe 1 : Faire mieux connaître m2A et la fonction publique territoriale par l'accueil de stagiaires issus de la classe « Prépa Talents »

M2A s'engagent à accueillir des élèves de la classe « Prépa Talents » comme stagiaires dans ses services afin de leur faire découvrir les métiers du service public local et de leur donner une expérience professionnelle significative, en adéquation avec leur projet professionnel et académique.

L'UHA s'engage à accomplir un travail d'identification des élèves susceptibles d'être concernés par un stage dans les services de m2A et de proposer un thème et une durée en adéquation avec le projet professionnel des élèves concernés.

Axe 2 : Accompagner les élèves de la classe « Prépa Talents » dans leur réussite des concours de la fonction publique

Pour accompagner les élèves dans leur objectif de réussite des concours de la fonction publique et dans l'esprit de promotion de l'égalité des chances, m2A s'engage à proposer des mentors pour conseiller les élèves dans leur préparation. Ces mentors seraient des cadres des services de m2A, agissant bénévolement, au profit des élèves et dans le cadre des actions de mentorat développées par l'UHA.

L'organisation d'oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique représente un second moyen pour renforcer la réussite des élèves. Se fondant sur la richesse et l'expertise de ses cadres, m2A pourrait organiser, sur la base du bénévolat, des jurys qui organiseraient des oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique.

Axe 3 : Diffuser et promouvoir la culture du service public local

Forte de ses actions menées en tant qu'intercommunalité, m2A organiseraient, conjointement avec l'équipe pédagogique et le corps professoral de la classe « Prépa Talents » des conférences sur l'organisation du service public local, le fonctionnement de ses instances et sur le pilotage, la mise en œuvre et les enjeux de ses principales politiques publiques. Ces conférences feraient intervenir, sur une base bénévole, les agents de m2A spécialistes de leur champ d'actions.

Ces conférences pourront s'accompagner de l'accueil d'élèves pour des journées immersion ou découverte des métiers et des actions de m2A.

Article 3 - Gouvernance, mise en œuvre et suivi du partenariat

Les parties désigneront chacune un correspondant. Ces correspondants assureront le pilotage, la mise en œuvre et le suivi des actions de la présence convention. Un bilan sera présenté annuellement, à chaque fin d'année universitaire.

Article 4 - Dispositions budgétaires et matérielles

Les parties s'engagent à mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires à la réussite de ce partenariat.

La présente convention ne comporte aucune disposition financière.

Article 5 - Communication

Les parties s'engagent à valoriser leur collaboration dans les supports de communication qui s'inscriraient dans ce cadre partenarial, en y apposant leurs logos respectifs ainsi que ceux de leurs partenaires.

De plus, elles feront systématiquement état du partenariat auprès des entreprises dans les publications et lors de manifestations publiques menées par la classe « Prépa Talents », notamment dans les salons et évènements professionnels et grand public auxquels elle participe.

Article 6 - Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prendra effet dès la signature par les deux parties et sera reconduite tacitement chaque année.

Article 7 - Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de l'une ou l'autre partie, ou si une disposition législative ou règlementaire le nécessitait. Tout projet d'avenant devra être approuvé par les deux parties.

Article 8 - Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations contractuelles de l'une des parties et/ou de litige entre les parties. Dans ce cas, la présente convention prendra fin dans un délai minimum de trois mois à compter de l'envoi, par l'une des parties, d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Assurances

Chaque partie déclare être assurée, pour des montants suffisants, contre les risques relevant de sa responsabilité civile, professionnelle et contractuelle, dans le cadre de l'exécution de la présente convention et de programmes d'actions visés à l'article 2.

Article 10 - Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Pour l'UHA Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Pierre-Alain MULLER	Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à l'enseignement supérieur, Antoine VIOLA pour une convention de partenariat.

M. VIOLA : Merci Monsieur le Président. Ici, il s'agit d'un projet de convention de partenariat entre m2A et la classe « Prépa Talents » de l'UHA. L'UHA a ouvert en septembre 2021 une classe « Prépa Talents du service public », labellisée par le ministère de la Transformation et de la Fonction publique. Cette classe a pour objectif de diversifier la fonction publique, en particulier la haute fonction publique, en offrant une formation complémentaire et un soutien financier à des étudiants boursiers. Dans ce cadre, m2A, en tant qu'employeur public majeur sur le territoire, souhaite mettre à profit ses compétences, c'est-à-dire les différents services et expertises au sein de l'agglomération, afin de proposer des stages et d'accueillir ces étudiants dans nos services. Nous envisageons également de proposer un tutorat par des mentors sur les diverses compétences que nous possédons. Je salue cette initiative, car elle offre une véritable opportunité à des jeunes qui n'ont pas nécessairement les réseaux ou les ressources pour trouver des stages. Nous savons à quel point il est difficile aujourd'hui de décrocher un stage, et m2A se propose d'accompagner ces jeunes dans cette alternance et cet encadrement que la « Prépa Talents » met déjà en place.

M. LE PRÉSIDENT : Parfait merci beaucoup Antoine pour cette présentation. Pas de questions ? Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 65 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Naturellement, on est favorables, merci beaucoup.

38° ASSOCIATION DU TECHNOPOLE MULHOUSE : SUBVENTION ANNUELLE POUR 2024 (521/7.5.6/2299C)

Dans le cadre de sa stratégie économique, l'Agglomération, avec le concours de ses partenaires entend faire de l'innovation le moteur du renouvellement et du développement de son tissu économique. La pérennité, la diversification et le développement de nombreuses entreprises dépendent, en effet, de leur capacité à innover. Or l'innovation apparaît souvent, notamment aux plus petites d'entre elles, comme complexe et difficilement accessible.

A l'échelle du Sud Alsace, en se fondant sur les domaines d'expertise, d'une part de l'Université de Haute-Alsace et d'autre part des entreprises du territoire, m2A et ses partenaires ont actualisé leur feuille de route en y intégrant une dynamique d'entreprise élargie, une orientation services plus marquée et une structuration par levier : Innovation – Ressources Humaines – Implantation & croissance – Entrepreneuriat – Attractivité.

Le Technopole de Mulhouse est l'un des acteurs de cette dynamique, et a pour vocation, dans le cadre de ses missions technopolitaines, de promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières

innovantes du territoire. Il participe ainsi aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers. Il assure l'interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises, et développe des actions d'animation et de promotion.

Il lui est particulièrement confié la mission de soutenir :

- le Réseau des Entreprises Innovantes du sud Alsace REISA dans sa dimension animation et suivi administratif et financier,

- la création d'entreprises technologiques en mettant à disposition des créateurs un environnement stimulant et facilitateur : Pépinière et l'espace de co-working « Le 34 »,

- la stratégie d'animation de proximité (clubs d'entreprises, économie circulaire),

- la stratégie d'attractivité en accueillant des start-up et des talents,

- développer des actions de sensibilisation à forts enjeux en lien avec la stratégie économique de m2A : Industrie du Futur, Numérique, RH…

Pour mener à bien ces missions, il est proposé d'allouer à l'Association du Technopole de la région mulhousienne une subvention de 187 000 € au titre de l'année 2024 (187 150 € en 2023).

Les crédits sont inscrits au BP 2024 – Chapitre 65 – Fonction 61 - Article 65748 - Enveloppe 1422 – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement d'une subvention de 187 000 € à l'Association du Technopole Mulhouse,

- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

P.J. : Convention

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION ANNUELLE

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa conseillère communautaire déléguée Mme Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, sise 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 Juin 2024, ci-après dénommée "m2A",

d'une part

et

L'Association du Technopole Mulhouse, représentée par son Président M. Laurent RICHE, sise au 40 rue Marc Seguin 68200 MULHOUSE, ci-après dénommée « Technopole Mulhouse »,

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le développement économique constitue l'une des principales compétences et priorités de m2A.

Dans le cadre de sa stratégie économique, l'Agglomération, avec le concours de ses partenaires entend faire de l'innovation le moteur du renouvellement et du développement de son tissu économique. La pérennité, la diversification et le développement de nombreuses entreprises dépendent, en effet, de leur capacité à innover. Or l'innovation apparaît souvent, notamment aux plus petites d'entre elles, comme complexe et difficilement accessible.

Le Technopole de Mulhouse est l'un des acteurs de cette dynamique, et a pour vocation, dans le cadre de ses missions technopolitaines, de promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières innovantes du territoire. Il participe ainsi aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers. Il assure l'interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises, et développe des actions d'animation et de promotion.

Dans cette perspective, m2A souhaite particulièrement :

- contribuer au développement de l'innovation des entreprises industrielles pour leur permettre de rester compétitives et de gagner des marchés en s'appuyant notamment sur la constitution d'une offre de plateformes technologiques dans le cadre de cybercampus

- accélérer la diffusion des technologies numériques dans le tissu économique local, régional et transfrontalier, en s'appuyant sur l'écosystème numérique (Km0,…) et la dynamique locale et régionale relative à l'Industrie du Futur,

- stimuler la création d'entreprises et les projets collaboratifs en favorisant les démarches de détection, d'accueil et d'accompagnement de projets de création d'entreprises et intensifier la dynamique entrepreneuriale.

Le rôle du Technopole Mulhouse est de promouvoir dans ce cadre l'innovation sous ses différentes formes dans l'agglomération.

Constatant que leurs objectifs sont convergents et leurs activités complémentaires, m2A et le Technopole Mulhouse décident de développer leur partenariat au service du développement économique du territoire mulhousien.

La présente convention, destinée à préciser les modalités de la collaboration entre m2A et le Technopole Mulhouse, est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 - Objet de la convention

Le Technopole Mulhouse est mandaté par m2A, en conformité avec le cahier des charges RETIS, le réseau français de l'innovation, pour mener à bien les missions suivantes :

1° Accompagnement et promotion de l'innovation dans la région mulhousienne en lien avec m2A

Dans le cadre de ses fonctions technopolitaines, le Technopole Mulhouse aura pour missions générales :

- de participer aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers,
- d'assurer l''interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises,
- de développer des actions d'animation et de promotion du Technopole Mulhouse.

Dans le cadre plus spécifique de la stratégie locale de l'innovation développée par m2A et ses partenaires, le Technopole Mulhouse aura pour mission :

- de participer à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de l'innovation qui se traduit par une mobilisation prioritaire de son équipe et de ses moyens sur le projet de création d'un Pôle d'excellence Cyber en lien avec REISA

- d'identifier sur l'espace d'innovation de m2A, les entreprises ayant un potentiel d'innovation et travailler aux côtés de m2A dans ses démarches de prospection d'entreprises innovantes en valorisant ses offres d'hébergements,

- d'accompagner la collectivité dans des actions de promotion et de marketing territorial dans le domaine de l'innovation,

- d'assurer aux côtés de m2A un rôle auprès réseaux et auprès des entreprises pour favoriser les synergies entre eux au profit des entreprises.

2° Développement et promotion de projets dans le cadre de Campus Industrie 4.0

2024 constitue une année importante qui verra :

- le renforcement de projets et partenariats tels que le Salon Be 5.0, quartier Fonderie, KMO Territoire d'Industrie Sud Alsace,
- le développement et la consolidation de REISA.

Les buts sont d'agir sur la compétitivité des entreprises et de leur permettre de conquérir de nouveaux marchés afin de faire émerger à moyen et long terme de nouvelles filières économiques sur lesquelles appuyer la croissance de notre territoire.

Le Technopole Mulhouse a pour missions spécifiques :

- d'assurer le soutien au lancement et au développement du Réseau des Entrepreneurs Innovants du Sud Alsace et de son projet de Campus Cyber. Cela se traduit par la mise à disposition de temps d'un ETP et des moyens du Technopole Mulhouse (site internet, listing d'entreprises, évènements…),

- d'animer le tissu économique de l'agglomération en organisant des actions d'animation (Conférences Campus Industrie 4.0, visite des laboratoires de l'UHA, hackathon pulse) afin de contribuer au développement des entreprises et des projets.
  Pour réaliser cette mission, le Technopole Mulhouse pilote un groupe de travail partenarial dédié à l'animation de Campus Industrie 4.0 qui aura notamment en charge : la tenue d'un agenda partagé entre les partenaires, l'organisation de minimum 2 conférences Campus Industrie 4.0 dont une sur le salon Be 4.0.

- développer avec m2A et ses partenaires les outils nécessaires au développement de la démarche Campus Industrie 4.0 particulièrement sur les réseaux sociaux (site web, news letter plaquettes, flyers…).

  Des comptes rendus réguliers seront réalisés avec m2A pour accompagner les entreprises.

3° Accompagner le développement des nouveaux projets de création d'entreprises ou de startups

Le Technopole Mulhouse entend renforcer ses compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat étudiant et en matière d'innovation. Il sera également en charge de participer voir de porter des projets visant à accélérer la création d'entreprises à l'image des accélérateurs.

- ❖ Le Technopole Mulhouse développera ses compétences en matière d'entrepreneuriat dont étudiant.

Le Technopole Mulhouse travaille d'ores et déjà en partenariat avec des acteurs (la ligne numérique, SEMIA, UHA, CCI, Etena, Grand Enov+) en vue de faire émerger des projets de création d'entreprises innovantes. Cela se traduit par :

- l'accueil de services d'accompagnement à l'entrepreneuriat ou de formation à dimension entrepreneuriale (UHA4.0),
- l'organisation d'évènements : startup weekend Mulhouse,
- le développement du programme d'accompagnement d'Ailes à elles en faveur de l'entrepreneuriat au féminin,
- animation à la réunion Cellule projet 68.

Des partenariats stratégiques avec d'autres territoires seront à développer.

Le Technopole Mulhouse dispose également, dans le cadre de sa mission, de deux espaces adaptés pour accueillir des créateurs :

- ❖ Le Technopole Mulhouse anime « Le 34 », espace de co-working.

Il s'agit d'une part, de faciliter l'émergence de projets collaboratifs en favorisant les nouvelles formes de travail (travail collaboratif, télétravail, dématérialisation des échanges) et en accueillant un public élargi : membres des pôles de compétences et de compétitivité, créateurs d'entreprises, cadres en reconversion, entreprises, consultants, professionnels nomades salariés).

Le Technopole Mulhouse sera chargé :

- d'animer cet espace afin de favoriser les échanges,
- de faciliter l'accueil et le développement des projets portés par les entreprises et les pôles (accueil de leurs permanents et de leurs évènementiels…),
- de développer et adapter, en fonction de l'évolution des besoins des entreprises, des formules attractives en matière de travail collaboratif et de télétravail,
- d'accueillir des formations.

- ❖ Le Technopole Mulhouse développe une offre d'hébergement à la carte.

Le Technopole Mulhouse a entrepris de renouveler son offre d'hébergement de type pépinière pour l'adapter aux demandes des entreprises et pour accueillir les projets d'implantation d'entreprises étrangères. Cette offre propose des prestations à la carte et flexibles : services communes, bureaux équipés, …).

Le Technopole Mulhouse est chargé :

- d'accueillir des créateurs d'entreprises, des projets d'implantation d'entreprises,
- d'animer la pépinière,
- de diriger les entreprises, ayant des besoins d'accompagnement spécifiques (juridiques, financiers, administratifs, économiques…), vers les partenaires locaux,
- de prospecter pour promouvoir la pépinière.

4° <u>Animation économique de proximité</u>

Afin de contribuer au développement des entreprises des parcs Mer Rouge et Collines, le Technopole Mulhouse, en partenariat avec les acteurs locaux, mettra en œuvre toute action afin de favoriser les échanges entre elles et susciter le développement de nouveaux projets, comme la création de clubs d'entreprises, évènements ou conférences type « la Tribune » (en lien avec l'ADIRA).

<u>Article 2 - Conditions financières</u>

Pour permettre au Technopole Mulhouse de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2024, la subvention accordée s'élève à 187 000 €. Elle sera versée pour moitié à la signature et pour le solde en septembre.

Un point sera fait dans le courant du 4e trimestre pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, Technopole Mulhouse sera soumise au contrôle de m2A : Technopole Mulhouse lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Suivi - Evaluation

3.1 Utilisation du concours financier versé par Mulhouse Alsace Agglomération

Le Technopole Mulhouse s'engage à affecter l'intégralité de la subvention générale de fonctionnement accordée par Mulhouse Alsace Agglomération à la seule réalisation des actions d'intérêt général qu'elle mènera dans le cadre de son objet social.

La subvention accordée par Mulhouse Alsace Agglomération pour le financement de ces actions ne pourra pas être reversé à d'autres organismes.

Faute pour le Technopole Mulhouse de respecter strictement cette obligation, cette dernière devra restituer intégralement le montant de la subvention indûment utilisée et ce compris la quote-part déjà consommée à la date de la demande de restitution par Mulhouse Alsace Agglomération.

La part non utilisée de la subvention octroyée par Mulhouse Alsace Agglomération pour le financement des actions à la date d'expiration de la présente convention devra lui être reversée par le Technopole Mulhouse

La décision de reversement sera notifiée par Mulhouse Alsace Agglomération au Technopole Mulhouse après examen des comptes rendus qui lui auront été communiqués.

3.2 Comptes rendus

Des réunions régulières seront organisées avec la collectivité afin de suivre les actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention. Ces réunions auront lieu au moins une fois par trimestre.

Avant le 15 décembre 2024, le Technopole Mulhouse établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec m2A et servira de base à l'évaluation de fin d'année.

3.2.1 Compte rendu financier

Le Technopole Mulhouse établira un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier sera transmis à Mulhouse Alsace Agglomération dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Afin de permettre à Mulhouse Alsace Agglomération d'exercer son contrôle sur l'utilisation des concours financiers versés, le Technopole Mulhouse sera tenu de respecter les obligations comptables des entreprises privées et d'établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe dûment certifiés par son commissaire aux comptes.

Les documents comptables devront faire apparaître clairement les activités réalisées par le Technopole Mulhouse en vue de la réalisation des missions d'intérêt général liées à la promotion économique du territoire, objet des présentes.

Le bilan et compte de résultats devront être communiqués à Mulhouse Alsace Agglomération dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale du Technopole Mulhouse

Le cas échéant, informer la collectivité du nom du Commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation

3.2.2 Compte rendu d'activités

Il devra préciser l'état de réalisation d'actions réalisées au cours de l'exercice pour répondre aux objectifs de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 4 - Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2024.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Article 5 - Communication – Publicité – Promotion du territoire

Le Technopole Mulhouse mentionnera sur ses supports de communication le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Plus globalement, le Technopole Mulhouse s'engage à communiquer et faire connaître auprès de ses partenaires le territoire et mentionner le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Mulhouse Alsace Agglomération pourra elle-même communiquer sur les actions et projets portés par le Technopole Mulhouse dans le cadre de sa communication.

Article 6 - Contrôles de Mulhouse Alsace Agglomération

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par Mulhouse Alsace Agglomération. Le Technopole Mulhouse s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention se feront conformément au règlement financier de Mulhouse Alsace Agglomération et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Ainsi Mulhouse Alsace Agglomération aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Article 7 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le Technopole Mulhouse sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le Technopole Mulhouse et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 3.2.1 entraîne la suppression de la subvention. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

Mulhouse Alsace Agglomération informe le Technopole Mulhouse de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par le Technopole Mulhouse dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 8 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Mulhouse Alsace Agglomération se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect du Technopole Mulhouse de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans les deux mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par Mulhouse Alsace Agglomération par lettre recommandée avec accusé de réception, le Technopole Mulhouse n'aura pas pris les mesures appropriées. Mulhouse Alsace Agglomération se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention, et sans mise en demeure préalable, en cas de faute lourde commise parle Technopole de Mulhouse

La présente convention sera résiliée également de plein droit en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le Technopole Mulhouse d'achever sa mission.

Article 9 - Litiges

Tous les litiges relatifs à l'exécution des présentes seront de la compétence du Tribunal administratif de Strasbourg.

Mulhouse Alsace Agglomération et le Technopole Mulhouse s'engagent à tout mettre en œuvre afin de permettre la réalisation des missions d'intérêt général et actions spécifiques, objets de la présente, et à se concerter régulièrement.

Fait à Mulhouse, le

En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère communautaire déléguée	Pour l'Association du Technopole Mulhouse
Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI	Le Président Laurent RICHE

M. LE PRÉSIDENT : Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI sur le Technopole et la subvention annuelle.

MME LUTOLF-CAMORALI : Merci Monsieur le Président. Donc effectivement, ce point concerne la subvention 2024 de l'association Technopole Mulhouse, l'association ayant différentes missions comme promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières innovantes du territoire. Le Technopole est un acteur majeur dans le développement de la stratégie industrie du futur campus industrie 4.0 et du réseau des entreprises innovantes du Sud Alsace. Le Technopole a également pour mission de soutenir la création d'entreprises technologiques en mettant à disposition des créateurs un environnement stimulant et facilitateur au travers de sa pépinière et de son espace de coworking « Le 34 ». Et donc pour mener à bien ses missions, il est proposé d'allouer à l'association du Technopole Mulhouse une subvention de 187 000€ au titre de l'année 2024. Pour rappel, en 2023 la subvention était de 187 150€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Anne-Catherine. Est-ce que vous avez des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 58 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (9) : Rachel BAECHTEL, Claudine BONI DA SILVA (représentée par Catherine RAPP), Jean-Paul JULIEN, Alain LECONTE, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, Nathalie MOTTE (représentée par Marie HOTTINGER), Laurent RICHE, Alain SCHIRCK et Antoine VIOLA.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

39° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE COLLECTION SCHLUMPF : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2024 (513/7.5.6/2278C)

Le Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf, possède l'appellation « Musée de France » et fait partie du pôle des 10 musées présents sur le territoire. Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est la plus importante au monde tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

En 2023, les entrées ont progressé de +28% avec 243 174 visiteurs. Sa fréquentation le positionne comme le 1er musée alsacien.
La nouvelle programmation culturelle et le succès de l'exposition temporaire « En voiture avec Louis de Funès » ont permis de faire du musée le premier pôle d'attractivité touristique et culturel de m2A.

Pour maintenir cette dynamique, le musée a prévu une programmation culturelle riche :

- présence sur des salons automobiles tout au long de l'année.

- en mars, a eu lieu une nouvelle exposition en partenariat avec le Musée des Beaux-Arts de Mulhouse sur l'artiste Luigi Pericle. Cette exposition illustre les liens que peuvent tisser entre eux les musées du territoire et leurs collections en matière de diffusion et de conservation du patrimoine.

- pour la Nuit Européenne des Musées le 18 mai, le Musée National de l'Automobile s'est associé aux autres musées du territoire pour les « Olympiades des musées », manifestation ouverte à tous les publics de 18h à minuit.

- l'année 2024 sera marquée par la grande exposition qui présentera une partie de la collection de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco.

- une exposition à l'automne 2024 est en projet.

Le musée organise plusieurs manifestations pour tous les publics telles que :

- l'inauguration de l'espace dédié à l'artiste Claudio Capeo : le chanteur cernéen a donné au musée son bus de tournée ainsi que des affiches, CD, vinyles, son accordéon, des tenues de scène et la combinaison avec laquelle il a effectué le dernier Trophée Automobile Andros.
- une exposition Lego.
- un concours d'élégance en juin.
- l'Electric Open Start Day, une démonstration de voitures électriques sur l'autodrome au mois de juillet.
- le Festival CLT (C'est la Teuf) 2e édition au mois d'août : festival techno sur l'autodrome.

A ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération soutient le musée dans son fonctionnement et ses missions de conservation du patrimoine de l'automobile.

Pour 2024, l'association de gestion du Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf sollicite une subvention de fonctionnement de m2A de 787 600 €.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2024.

Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur 513
Ligne de crédit n°3855

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'association de gestion du Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf une subvention d'un montant global de 787 600 €,
- autorise le Président ou son représentant à les signer ainsi que toute pièce nécessaire à la mise en œuvre du projet.

PJ 2 : 1 convention
1 contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
513 – LD/CFRS

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'association pour la gestion du Musée de l'Automobile – Collection Schlumpf ayant son siège social au 192 avenue de Colmar 68200 MULHOUSE, représentée par son Président Bruno FUCHS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

L'association pour la gestion du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf gère le patrimoine du Musée.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Article 2 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Pour 2024, m2A verse à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 787 600 €, approuvée par le Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024.

L'affectation de cette subvention par l'Association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n° 2278C.

- Pour maintenir cette dynamique, le musée a prévu une programmation culturelle tout au long de l'année :
    - Présence sur des salons automobiles
    - En mars, a lieu une nouvelle exposition en partenariat avec le Musée des Beaux-Arts de Mulhouse sur l'artiste Luigi Pericle.
    - La Nuit Européenne des Musées le 17 mai sur le thème des « Olympiades des musées ».
    - L'exposition de la collection de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco.

- Les manifestations pour tous les publics telles que :
    - L'inauguration de l'espace dédié à l'artiste Claudio Capeo : le chanteur cernéen a donné au musée son bus de tournée ainsi que des affiches, CD, vinyles, son accordéon, des tenues de scène et la combinaison avec laquelle il a effectué le dernier Trophée Automobile Andros.
    - Une exposition Lego.
    - Un concours d'élégance en juin.
    - L'Electric Open Start Day : une démonstration de voitures électriques sur l'autodrome au mois de juillet.
    - Le Festival CLT (C'est la Teuf) 2e édition au mois d'août : festival techno sur l'autodrome.
    - Une exposition à l'automne (thème à venir).

- La mise en œuvre de la conservation et de la gestion de la collection du musée.

L'association s'engage en outre à :

- Donner l'accès gratuit à m2A à l'autodrome une fois par an,
- Accorder la gratuité d'accès aux visiteurs du musée lors de la Nuit européenne des musées et des Journées européennes du patrimoine dans le cadre de l'ouverture et de l'accessibilité pour tous à la culture ?
- Offrir des entrées gratuites aux agents m2A dans le cadre de l'opération « passez un bel été dans l'agglo »
- Participer aux travaux du projet de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC).

La subvention est virée au compte de l'association :

Code banque : 16705- Code guichet 09017 - Numéro de compte 08772291592 Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : CEP d'Alsace Strasbourg Mulhouse.

Article 3 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,

- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Article 4 : Communication

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à sa date de sa notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

<u>Article 8</u> : Contrat d'engagement Républicain

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, le Président	Pour l'Association de gestion du Musée National de l'Automobile-Collection Schlumpf, le Président
Fabian JORDAN	Bruno FUCHS

Musée National de l'Automobile, Collection Schlumpf

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 2 fév. 2024.

Lu et approuvé

Le (la) Président(e)

FUCHS Bruno

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à l'attractivité et développement touristique et culturel : Christine DHALLENNE tout d'abord pour une subvention de fonctionnement pour le musée national de l'auto.

MME DHALLENNE : Oui, merci Président, donc le musée national de l'automobile collection Schlumpf, qui est un de nos musées de France, possède une des plus prestigieuses collections de voitures anciennes au monde, et ça nous le savons tous. En 2023, il a fait une progression de 28% des entrées avec 243 174 visiteurs, c'est maintenant le premier musée alsacien. Après le départ de l'exploitant culture espace et une reprise en main de ce musée, une nouvelle programmation dynamique culturelle est proposée. Il y a eu un beau et franc succès de l'exposition « En voiture avec Louis de Funès », et en automne l'exposition « Silence, ça roule », et il y a également un fort développement de la communication : il y a une présence dans les principaux salons automobiles internationaux. Il y a également une exposition avec l'artiste Luigi PERICLE au musée des beaux-arts. Là, on voit qu'on crée des liens entre les musées. Les olympiades des musées ont eu un franc succès aussi lors de la nuit européenne des musées, il y a également eu ce jour-là des démonstrations de karting. Et cette année, la grande exposition est celle sur la collection des voitures de son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco. Plusieurs animations et manifestations grand public sont proposés. On a inauguré dernièrement l'espace Claudio CAPEO qui a fait don de son van de tournée et de multiples objets. Il y a une exposition LEGO, des démonstrations de voitures électriques, le festival techno qui aura lieu au mois de juillet, et à ce titre le musée national de l'automobile sollicite une subvention de fonctionnement de 787 600€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Christine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 55 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Anne-Catherine GOETZ, Hugues HARTMANN, Fatima JENN (représentée par Fabian JORDAN), Pierre LOGEL, Rémy NEUMANN (représenté par Michèle HERZOG), Thierry NICOLAS, Catherine RAPP, Jean-Luc SCHILDKNECHT et Fabienne ZELLER.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

40° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE, COLLECTION SCHLUMPF : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2024 513/7.5.6/2419C)

Le Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf, est dédié à l'histoire et à la conservation du patrimoine de l'automobile et contribue à l'attractivité du territoire dans le cadre de la « Promotion du Tourisme ». A ce titre, l'Agglomération soutient l'Association de gestion du musée dans ses travaux de rénovation des bâtiments et de transition énergétique.

1. Isolation des sheds et étanchéité des toitures.

Les travaux concernent l'isolation de 3 sheds. Depuis plusieurs années, le musée a engagé la rénovation progressive et complète des verrières des sheds du musée qui constituaient un danger tant pour les visiteurs que pour la collection. Les travaux prévus concernent les sheds situés au-dessus des automobiles de la collection et qui menacent de tomber et en améliore également l'isolation thermique.

Les travaux de rénovation des toitures pour en améliorer l'étanchéité concernent les bâtiments A, B et C du site.

Les travaux sont programmés sur trois années suivant le plan ci-dessous :

	localisation	**2024**	**2025**	**2026**
Isolation shed et étanchéité	shed 9	224 237,00 €		
	shed 10		224 237,00 €	
	shed 11			224 237,00 €
	Bat A/B/C	37 484,33 €	37 484,33 €	37 484,33 €
	TOTAL	**261 721,33 €**	**261 721,33 €**	**261 721,33 €**

2. Travaux liés à la transition énergétique

L'objectif de ces travaux est la réduction de la consommation d'énergie.
Ils consistent au remplacement d'une chaudière par une pompe à chaleur pour le bâtiment H. Il s'agit aussi de remplacer la gestion technique centralisée (GTC) et de la remise en état de la centrale de traitement d'air (CTA) qui concernent tout le site du musée.
Afin d'améliorer le confort des hôtesses d'accueil en hiver dans le grand hall de l'atrium et d'assurer un chauffage efficace, la caisse sera équipée de vitrages isolants.

Les travaux sont programmés sur trois années suivant le plan ci-dessous :

	Localisation	**2024**	**2025**	**2026**
Transition énergétique	tout le site	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
	tout le site	9 766,67 €	9 766,67 €	9 766,67 €
	Bat H	12 555,00 €	12 555,00 €	12 555,00 €
	Atrium	3 161,86 €	3 161,86 €	3 161,86 €
	Total	**30 483,52 €**	**30 483,52 €**	**30 483,52 €**

Le coût total des travaux s'élève à 876 612 € HT.

Pour l'ensemble des travaux le Musée National de l'Automobile sollicite m2A à hauteur de 692 523 € sur 3 ans suivant le plan de financement ci-dessous :

	2024	**2025**	**2026**	**TOTAL**
M2A	230 841 €	230 841 €	230 841 €	692 523 € (79%)
MNA	61 363 €	61 363 €	61 363 €	61 363 €
TOTAL	292 204 €	292 204 €	292 204 €	876 612 €

Pour 2024, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association de gestion du Musée National de l'Automobile, une aide financière de 230 841 €, selon le projet de convention ci-après annexé.

Les crédits sont inscrits au budget 2024 :
Chap.204/ Compte 20422/Fonction 314
Service gestionnaire 513
Enveloppe : 8135

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 230 841€,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

P. J. :
- Convention
- Devis
- Contrat d'engagement républicain
- Plan de financement

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
513 – LD/CFRS

CONVENTION
ALLOUANT UNE SUBVENTION PLURIANNUELLE

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 23 juin 2024 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'association pour la gestion du Musée de l'Automobile – Collection Schlumpf ayant son siège social au 192 avenue de Colmar 68200 MULHOUSE, représentée par son Président Bruno FUCHS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : objet de la convention

L'Association pour la gestion du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf gère le patrimoine du Musée.

Elle a décidé de réaliser des travaux de rénovation sur ces bâtiments et a sollicité m2A en vue d'un soutien financier.

Compte tenu de l'intérêt de cet équipement pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

La présente convention a pour objet de déterminer le montant et les modalités d'attribution d'une subvention d'investissement par m2A à l'association pour la réalisation de travaux d'amélioration muséographique.

Article 2 : Modalités d'exécution de la convention pluriannuelle

Par la présente convention, conformément à la délibération N° 2419C du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024, le Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf engage des travaux de rénovation de ses bâtiments :

- l'isolation des sheds 9-10-11
- les travaux de rénovation des toitures pour en améliorer l'étanchéité des bâtiments A, B et C du site.
- le remplacement d'une chaudière par une pompe à chaleur pour le bâtiment H.
- le remplacement de la gestion technique centralisée (GTC) pour tout le site.
- la remise en état de la centrale de traitement d'air (CTA) pour tout le site.
- l'isolation de la caisse par des vitrages.

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le Musée National de l'Automobile pour la réalisation de ces travaux.

Article 3 : Montant de la subvention

M2A contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 692 523 € équivalent à 79% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés.

Cette subvention est fixée après examen du devis et plan de financement des travaux établis par l'Association et transmis avant le 1er novembre de chaque année.

Pour l'année 2024, m2A contribue financièrement pour un montant de 230 841 €, équivalent à 79 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Pour les années suivantes d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'administration s'élèvent à :

- Pour l'année 2025 : 230 841 €, soit 79 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

- Pour l'année 2026 : 230 841 €, soit 79 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

La présente convention est assortie, pour les années suivantes, d'un avenant annuel d'exécution précisant les travaux restant à effectuer, les dépenses réalisées et le montant de la participation financière de m2A.

Ces contributions financières ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- La délibération de la collectivité approuvant le budget primitif.
- Le respect par l'association des obligations mentionnées.
- La vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution

La subvention de m2A fait annuellement l'objet d'un versement unique sur présentation d'un état récapitulatif des travaux effectués au cours de l'année 2024, assorti des factures acquittées, et certifiées par le comptable de l'association et après signature de la convention et le cas échéant de l'avenant annuel, et vote du budget primitif de m2A.

Elle est créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte de l'association :
Code banque : 16705- Code guichet 09017 - Numéro de compte 08772291592 Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : CEP d'Alsace Strasbourg Mulhouse.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Une copie certifiée de son budget et les comptes annuels et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- Son rapport d'activité.

Elle s'engage à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits

dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

Article 6 : Evaluation

M2A procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation annuelle des conditions de réalisation des travaux auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 8 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 9 : Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux travaux dont l'association assure la maîtrise d'ouvrage, ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature jusqu'à complète exécution des obligations des parties.

En cas de non-réalisation des travaux dans le délai de 24mois à compter de la signature de la présente convention, le projet sera considéré comme abandonné et la subvention ne sera pas versée.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution des dispositions des articles 5 et 6, l'association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la m2A la totalité de la subvention.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 15 : Liste des annexes

- Annexe 1 : devis
- Annexe 2 : contrat d'engagement républicain
- Annexe 3 : plan de financement

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, le Président	Pour l'Association de gestion du Musée National de l'Automobile-Collection Schlumpf, le Président
Fabian JORDAN	Bruno FUCHS

Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 21/12024.

Le (la) Président(e)

Bruno FUCHS

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

ASSOCIATION de GESTION DU MUSEE NATIONAL de L'AUTOMOBILE
188 Avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Tél. 03 89 33 55 44

PLAFOND GUIDON
-LE SPÉCIALISTE DU PLAFOND-
DEPUIS PLUS DE 30 ANS

RGE QUALIBAT
Votre label de fiabilité

Membre du réseau PLUSquePRO
Les Meilleures Entreprises de France

Date	Client
17/10/2023	A0619

DEVIS N°
DE5890

ASSOCIATION de GESTION
du MUSEE de l'AUTOMOBILE
192 Avenue de Colmar
68051 MULHOUSE CEDEX

Tél. 03 89 33 59 23

Nos Réf. : LG/FM
Vos Réf. :
OBJET : Vos locaux
Plâtrerie, isolation, peinture

Désignation	Quantité	Unité	P.U. HT	Montant HT	TVA
Madame, Monsieur, Nous vous prions de trouver ci-dessous notre meilleure offre de prix concernant les travaux cités en objet, à savoir :					5
A) PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT					
1. Bâchage et protection des véhicules autour de la zone de travail Remplacement des bâches et dépoussiérage 1 fois par semaine pendant toute la durée du chantier.	1,000	Forfait	4 200,00	4 200,00	5
2. Nettoyage quotidien pendant et après intervention des ouvriers sur les zones de circulations et d'accès au chantier.	95,000	heure	38,00	3 610,00	5
3. Bâchage et protection de l'environnement de travail.	1 300,0...	m²	6,50	8 450,00	5
4. Mise en place d'un échafaudage tubulaire plateau ht 3 m, conforme aux normes de sécurité en vigueur. Dépose et repose en 4 phases durée estimée entre 3 et 5 mois pour 1 300 m².	1 300,0...	m²	13,00	16 900,00	5
5. Mise en œuvre d'une protection supplémentaire avec pose de bâches brise-vues.	1,000	Forfait	3 500,00	3 500,00	5
B) DÉMOLITION					
6. Piquage du plâtre et du Lattis pour mettre les chevrons à nu sur lesquels reposeront les supports de fixation Evacuation et traitements des déchets en site contrôlé Taxes de décharges inclus.	1 046,0...	m²	25,00	26 150,00	5
C) PLATRERIE ET ISOLATION					
7. Isolation sur rampants. Fourniture et pose d'un isolant ISOCONFORT 32 revêtu kraft épaisseur 200 mm R = 6.25 rouleau semi-rigide en laine de verre revêtu kraft.	1 046,0...	m²	46,00	48 116,00	5
8. Plâtrerie sur rampants x 2 côtés. Fourniture et pose sur rampants plan Placostil ® sur Fourrure Stil® F530, entraxe 0.50 m, Suspente Longue Stil® F530 entraxe 1,45 m, 1 plaque de plâtre Placoplatre® BA 13.	1 046,0...	m²	52,00	54 392,00	5
9. Traitement de joints sur parois pour plaque de plâtre Placoplatre® BA 13 standard.	1 046,0...	m²	6,00	6 276,00	5
10. Plâtrerie et isolation sur verrières. Fourniture et pose sur rampants plan Placostil ® sur Fourrure Stil® F530, entraxe 0.50 m, Suspente Longue Stil® F530 entraxe 1,45 m, 1 plaque de plâtre Placoplatre® BA 13 Traitement de joints sur parois pour plaque de plâtre Placoplatre® BA 13 standard.	140,000	ml	55,00	7 700,00	5

PLAFOND GUIDON
-LE SPÉCIALISTE DU PLAFOND-
DEPUIS PLUS DE 30 ANS

RGE QUALIBAT
Membre du réseau PlusquePRO Les Meilleures Entreprises de France

Date	Client
17/10/2023	A0619

DEVIS N°
DE5890

ASSOCIATION de GESTION
du MUSEE de l'AUTOMOBILE
192 Avenue de Colmar
68051 MULHOUSE CEDEX

Tél. 03 89 33 59 23

Nos Réf. : LG/FM
Vos Réf. :
OBJET : Vos locaux
Plâtrerie, isolation, peinture

Désignation	Quantité	Unité	P.U. HT	Montant HT	TVA
D) PEINTURE ET DECORATION					
11. Peinture sur rampants x 2 côtés. Finition B sur plaques de plâtre (solution aqueuse) comprenant : révision des joints, ponçage, époussetage, impression,couche intermédiaire, couche de finition blanc mat.	1 046,0...	m²	28,00	29 288,00	5
12. Peinture sur verrières. Finition B sur plaques de plâtre (solution aqueuse) comprenant : révision des joints, ponçage, époussetage, impression, couche intermédiaire, couche de finition blanc mat.	235,000	m²	28,00	6 580,00	5
13. Peinture des Poutres en bois. Finition microporeuse, aspect satiné tendu, pour bois à base de résine acrylique en dispersion aqueuse très bonne adhérence (8 à 12 m²/L) (eau) (Intérieur/Extérieur) (15 litres) (TEXWOOD) consommation 0.090l/m²) application brosse ou rouleau.	363,000	ml	25,00	9 075,00	5
Validité du devis : 1 mois					5
Conditions de paiement : Acompte de 30 % à la commande Paiement de 40% en cours de travaux Le solde à réception de facture En cas de retard de paiement les pénalités s'élèvent à 1,3% par mois au-delà de la date d'échéance (art. L441-6 du code de commerce).					5
Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées. Laurent GUIDON, Gérant					5

Code	Base HT	Taux TVA	Montant TVA	TOTAL TTC
5	224 237,00	20,00	44 847,40	269 084,40

Total € HT	224 237,00
Total € Net HT	**224 237,00**
Total € TVA	44 847,40
Total € TTC	269 084,40
NET A PAYER €	**269 084,40**

BON POUR ACCORD Date :
Nom :
Prénom :
Signature :

IMAGE TOITURE
Couverture-Zinguerie

DONMEZ Cemalettin
1 rue de kaysersberg colmar
Tél: 06 51 50 30 30

Associations du musée national de l'automobile
A l'attention de Mr GASSER
192 Avenue de Colmar
68100 MULHOUSE

DEVIS N° : 687

COLMAR le 15-07- 2020

Adresse chantier: 192 Avenue de Colmar MULHOUSE

DÉSIGNATION	QTÉ	PX UNIT.	PX TOTAL
BATIMENT A			
INSTALLATION ET SÉCURITÉ			
1= Garde corps provisoire en périphérie d'acrotére comprenant potelets sur supports amovibles et fillets compris pose et dépose	30 ml	18,00 €	540,00 €
2= Filet de sécurité en sous face de charpente standart, compris location, pose et dépose : au droit des chassis dépose	20 m2	25,00 €	500,00 €
COUVERTURE			
3= Dépose des ancien tuiles mécaniques terre cuit ,chargement location benne ,évacuation déchetrie	85 m2	12,00 €	1 020,00 €
4= Dépose ancien vitrage extérieur et intérieur ,descente et évacuation déchetrie	20 m2	27,00 €	540,00 €
5= Fourniture et pose ecran sous toiture AERO 2 HPV compris contre lattes	191 m2	9,00 €	1 719,00 €
6= Fourniture et pose d'un couverture en tuile JPV 2 MECANIQUE terre cuit 12 unites m2 d'KORAMIC , coloris flammé rustique tuiles garantie 30 ans par le fabricant (avec lattage)	191 m2	35,00 €	6 685,00 €
7= Fourniture et pose tuiles de rive y compris les lafixtation sur lattes	4 ml	40,00 €	160,00 €
8= Fourniture et pose de faitiéres en arrêtier y compris les lattes des support,vis en inox et closoirs ventilés	21 ml	45,00 €	945,00 €
9= Fourniture et pose de faitiéres en faitage y compris les lattes des support,vis en inox et closoirs ventilés	16 ml	45,00 €	720,00 €
10= Fourniture et pose châtiére JPV2 KORAMIC terre cuit	12 u	40,00 €	480,00 €
11= Fourniture et pose d'about de d'arreêtier	2 u	40,00 €	80,00 €
12= Fourniture et pose de rencontre 3 direction y compris la fixtation	1 u	60,00 €	60,00 €
13= Rénovation du chéneau existant ,comrenant préparation et mise en œuvre d'une membrane type SOPREMA FLAG SFC 12 pose colée	20 ml	33,00 €	660,00 €

EURL AU CAPITAL DE 5000 €
SIRET 797 990 017 00015
N° intracommunautaire FR 72 797 990 017
APE:4391 B
Assurance Maaf N°168 141 217 L
email: image-toiture@hotmail.fr

IMAGE TOITURE
Couverture-Zinguerie

DÉSIGNATION	QTÉ	PX UNIT.	PX TOTAL
14= Rénovation de la toiture plate,comprenant préparation su support, nettoyage et mise en œuvre d'une étanchéité SOPREMA FLAG SFC 12	13 m2	23,00 €	299,00 €
15= Fourniture et pose relevé membrane SOMPREMA FLAG SV 15 ht 250	11 ml	15,00 €	165,00 €
BATIMENT A	***Sous total =***		***14 573,00 €***
BATIMENT B			
INSTALLATION ET SÉCURITÉ			
16= Garde corps provisoire en périphérie d'acrotére comprenant potelets sur supports amovibles et fillets compris pose et dépose	63 ml	21,00 €	1 323,00 €
ÉTANCHÉITÉ			
17= Deposé et descente de protection gravillon ,évacuation en décharge	245 m2	11,00 €	2 695,00 €
18= Dépose ancien vitrage extérieur et intérieur ,descente et évacuation déchetrie	17 m2	27,00 €	459,00 €
19= Dépose complexe étanchéite,isolation evacuation déchetrie	245 m2	23,00 €	5 635,00 €
20= Bac acier galva laqué 12u,susport d'étanchéité ép 75/100,type Hacierco 40 SR: en fermeture des trémies des verriéres	17 m2	35,00 €	595,00 €
21= Fourniture et pose sopradére liquide sur dalle beton	245 m2	5,00 €	1 225,00 €
22= Fourniture et pose du pare-vapeur adhésif soprema elastophane flam	245 m2	11,00 €	2 695,00 €
23= Fourniture et pose isolant thermique en panneaux 140mm ISOLANT IKO ENERTHERM KR ALU isolant 140mm / R= 6,30 K/W m2	245 m2	24,00 €	5 880,00 €
24= Fourniture et pose equerre de renfort soprelane 33 cm	63 ml	6,00 €	378,00 €
25= Fourniture et pose de la 1 éré couche sopralene flam 180-25 confort	245 m2	13,00 €	3 185,00 €
26= Fourniture et pose equerre de renfort soprelane 25 cm	63 ml	5,00 €	315,00 €
27= Fourniture et pose de la 2eme couche elastophane flam 25	245 m2	11,00 €	2 695,00 €
28= Fourniture et pose reléves équerres sopralast 50 tv ALU CONFORT	63 ml	12,00 €	756,00 €
29= Fourniture et pose sopravoile 100	245 m2	2,00 €	490,00 €
30= Fourniture et pose costiére galva 1 pli support de relevé ht 400	63 ml	28,00 €	1 764,00 €
31= Fourniture et pose ande soline alu brut, avec compriband et joint silico	63 ml	15,00 €	945,00 €
32= Fourniture et pose couvertine d'acrotére sur voile tôle acier laquée	63 ml	29,00 €	1 827,00 €
BATIMENT B	***Sous total =***		***32 862,00 €***
BATIMENT C			
INSTALLATION ET SÉCURITÉ			
33= Forfait pour l'installation du chantier et les déplacements	1 u	700,00 €	700,00 €
34= Montage,démontage et double transport d'un échafaudage de pied nécessaire aux travaux ci-dessus	280 m2	7,00 €	1 960,00 €
35= Forfait pour transport, manutention et montage des matériaux, compris nettoyage et repliement du chantier	1 u	1 200,00 €	1 200,00 €

EURL AU CAPITAL DE 5000 €
SIRET 797 990 017 00015
N° intracommunautaire FR 72 797 990 017
APE:4391 B
Assurance Maaf N°168 141 217 L
email: image-toiture@hotmail.fr

IMAGE TOITURE
Couverture-Zinguerie

DÉSIGNATION	QTÉ		PX UNIT.	PX TOTAL
COUVERTURE				
36= Dépose des ancien tuiles mécaniques terre cuit ,zingurie,chargement location benne ,évacuation déchetrie	715	m2	12,00 €	8 580,00 €
37= Dépose ancien vitrage extérieur et intérieur ,descente et évacuation déchetrie	90	m2	27,00 €	2 430,00 €
38= Fourniture et pose ecran sous toiture AERO 2 HPV compris contre latte	806	m2	9,00 €	7 254,00 €
39= Fourniture et pose d'un couverture en tuile JPV 2 MECANIQUE terre cuit 12 unites m2 d'KORAMIC , coloris flammé rustique tuiles garantie 30 ans par le fabricant (avec lattage)	806	m2	35,00 €	28 210,00 €
40= Fourniture et pose de faitiéres en faitage y compris les lattes des support,vis en inox et closoirs ventilés	38	ml	37,00 €	1 406,00 €
41= Fourniture et pose châtiére JPV2 KORAMIC terre cuit	36	u	40,00 €	1 440,00 €
42= Fourniture et pose de bois de charpente traité en remplacement des piéces de bois abimées y compris étaiement, fixtation	1	m3	740,00 €	740,00 €
43= Fourniture et pose tuiles a douille y compris lanterne pour sorties en toiture, teinte dito couverture	7	u	90,00 €	630,00 €
ZINGUERIE				
43= Fourniture et pose de noues en zinc naturel, ép 7/10, dev. 50cm	18	ml	45,00 €	810,00 €
44= Fourniture et pose contre la facade de rives en zinc naturelép. 7/10	14	ml	22,00 €	308,00 €
45= Fourniture et pose bande soline avec joint de silicone	14	ml	18,00 €	252,00 €
46= Fourniture et pose du chéneau ,comrenant préparation et mise en œuvre d'une membrane type SOPREMA FLAG SFC 12 pose colée	16	ml	28,00 €	448,00 €
47= Fourniture et pose de gouttiéresb1/2 rondes en zinc naturel 8/10 dév. 33cm, posées sur crochets galvanisés fixés au droit des chevron, compris soudures et mise en pente	64	ml	32,00 €	2 048,00 €
48= Fourniture et pose de joint de dilatation en caoutchouc néopréne vulcanisé à chaud sur 2 bandes de zinc ,dév.33cm compris soudures	6	u	25,00 €	150,00 €
49= Fourniture et pose de moignons agrafables en zinc naturel ø100 sur gouttiére 1/2 ronde dév. 33cm	7	u	24,00 €	168,00 €
50= Fourniture et pose de fonds pour gouttiére agrafable 1/2 ronde en zinc naturel, dév. 33cm	6	u	10,00 €	60,00 €
51= Fourniture et pose de tuyaux de descente en zinc naturel 8/10 ø100 ,compris colliers de fixtation et bagues de maintien	38	ml	22,00 €	836,00 €
52= Fourniture et pose de coudes 2 piéces en zinc naturel ø100 compris soudures	16	u	18,00 €	288,00 €
BATIMENT C	***Sous total =***			***59 918,00 €***

EURL AU CAPITAL DE 5000 €
SIRET 797 990 017 00015
N° intracommunautaire FR 72 797 990 017
APE:4391 B
Assurance Maaf N°168 141 217 L
email: image-toiture@hotmail.fr

IMAGE TOITURE
Couverture-Zinguerie

VELUX

Fourniture et pose nouvelle velux GGL confort 114/118 SK06+chevêtre	6 pc	750,00 €	4 500,00 €
Fourniture et pose raccords EDW pour velux 114/118	6 pc	100,00 €	600,00 €
Velux Prix Total H.T			***5 100,00 €***

Velux Prix Total H.T		***5 100,00 €***
BATIMENT A H.T	***Sous total =***	***14 573,00 €***
BATIMENT B H.T	***Sous total =***	***32 862,00 €***
BATIMENT C H.T	***Sous total =***	***59 918,00 €***

Prix Total H.T	***112 453,00 €***
T.V.A 20 %	***22 490,60 €***
Prix Total T.T.C	***134 943,60 €***

CONDITIONS DE RÈGLEMENT

30 JOUR DATE DE FACTURE

TAUV DE PÉNALITÉ : En cas de retard de paiment ,application d'intérêts de 3 fois le taux légal selon la loi n° 2008-776 du 4 août 2008

Le démerage de chantier sera debu Novembre

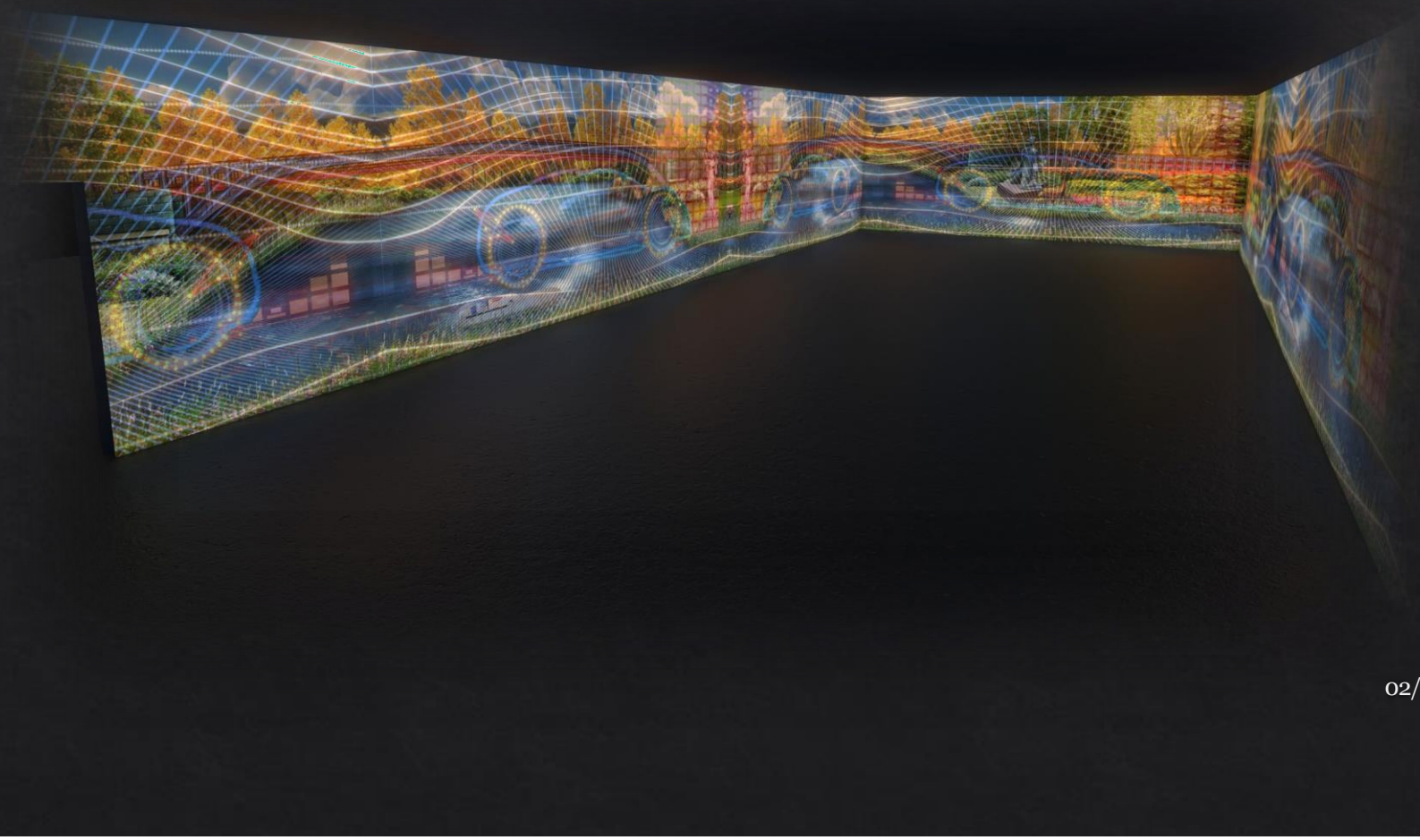
Le reste 10% à la réception de chatier
Maitre ouvrage fin de chantier
Conditions de règlement:
Première acompte 30 %
Deuxième acompte 30 %
Troisième acompte 30%
Le reste 10% à la réception de chatier

Bon pour accord le client signature

Bon pour exécution des travaux
IMAGE TOITURE

EURL AU CAPITAL DE 5000 €
SIRET 797 990 017 00015
N° intracommunautaire FR 72 797 990 017
APE:4391 B
Assurance Maaf N°168 141 217 L
email: image-toiture@hotmail.fr

Création d'un espace immersif permanent pour le musée national de l'automobile de Mulhouse



02/12/2023 1

Avant-propos

L'image, la lumière , le son…..

Dans le monde entier et en France en particulier les projections monumentales (mapping vidéo) et les parcours lumière sont utilisés par les régions, les départements, les villes pour mettre en valeur le patrimoine et l'histoire, donner un coup de fouet au tourisme et dynamiser l'économie.

Une étude a été menée par Installation Magazine auprès d'agences de design et d'événementiel, d'acheteurs et de fabricants et une autre par Panasonic. Il en ressort que le nombre de projections mapping et les recettes qu'elles génèrent ont augmenté au cours des10 dernières années de façon exponentielle.

Les réponses données par les participants ont clairement indiqué que cette augmentation était représentative des attentes grandissantes du public en matière de divertissement et d'information. 75% des personnes interrogées, s'accordent à dire que le mapping 3D est désormais utilisé à la place des divertissements traditionnels, tels que les feux d'artifices.

D'un statut de "dépenses publiques, de charges" à celui d'investissement pour le développement économique, les techniques du numérique sont aujourd'hui au cœur de tous les projets de médiation culturelle.

Les mêmes études citées précédemment démontrent que la projection mapping permet d'attirer des visiteurs, de créer des emplois, d'augmenter le taux de fréquentation des musées, des monuments et de développer les ventes dans le commerce de détail.

L'avantage économique qu'elle représente l'emporte ainsi sur l'investissement nécessaire à la création de l'événement.



Yann N'GUEMA Fêtes des lumières 2016

Avant-propos

Un projet pérenne sur l'image immersive

Le projet que nous vous présentons dans ce dossier vient de l'expérience acquise, de plusieurs personnes et de plusieurs sociétés, depuis plus de 40 ans pour certains. Nous nous sommes spécialisés dans la création d'images 3D et 2D à partir de 2011. A partir de 2019 nous avons focalisé nos studios de création sur la création de spectacles immersifs. De la réalisation de spectacle XXL en 360° sur la place de Bogota en Colombie en passant par la création de concepts numériques et immersifs pour plusieurs musées jusqu'à la création de sculptures numériques et virtuelles par exemple pour les villes de Metz et d'Epinal, toute notre énergie est mise dans la conception d'expériences immersives.

Pour réaliser l'étude qui suit nous avons donc privilégié du matériel de haute qualité que ce soit pour la vidéo avec **Epson** ou pour le son avec **FOHHN** .

Au niveau vidéo l'amélioration 4K est native sur les vidéoprojecteurs utilisés. **Le résultat est tel qu'on a l'impression que les pixels disparaissent.** Qui plus est, il n'est pas nécessaire que les graphistes travaillent en 4k (beaucoup plus cher en calcul) car il s'agit uniquement d'une rotation du prisme interne qui permet un « masquage de netteté » des pixels.

Au niveau du son l'utilisation du système FOHHN nous permettra de plonger le spectateur dans une atmosphère immersive **comparable au DOLBY ATMOS**



La vidéo

Pour emmener le spectateur dans cette immersivité qui doit le porter vers une expérience unique nous avons choisi un dispositif permettant la couverture totale des 4 murs dans une qualité exceptionnelle avec un rendu de 300lux et une taille de pixel de 1,5mm.

Le matériel utilisé

Pour l'ensemble du dispositif

14 EPSON-V12HA34840-Vidéoprojecteur EB-PU1007B 7000 lumens Laser WUXGA

14 ESPON-V12H004UA3-Optique ELPU03S Ratio 0.65/0.78-0.48/0.5

14 EUROMET-24886-Cage pour vidéoprojecteur EPSON EB-LXX

14 EUROMET-23406-M-TILT 2 CLAMPS

2MODULOPI-MP-PRO-6-Modulo Player Pro 4U 6 sorties 2TB PCIE SSD

1 MODULOPI-MP-PRO2-Modulo Player Pro 4U 2 sorties 2TB PCIE SSD

3 MODULOPI-TC-PCIE-R-Time code reader card-pcie



Le son

Le son est l’allié de l’immersivité, il est essentiel pour arriver à plonger le spectateur dans une ambiance où ses propres sens doivent lui poser question.

Le matériel utilisé

Amplification

8 FOHHN-MA4600D-Matrice amplifiée DANTE 4IN - 4x600W/4ohms DSP

Diffusion

14 FOHHN-LXP100-WH-Enceinte Colonne 480W

28 FOHHN-FOH-WS2-WH-Fixation Murale avec Pan et Tilt

10 FOHHN-FOH-WS2-WH-Enceinte Passive 8 pouces+1 23W 90x60°
10 FOHHN-FOH-QAT10-BK-Lyre Horizontale ppurAT10 Subwoofer

8 FOHHN-FOH-AS22-BK-AS22 Sub Passif 12 pouces 500W

16 FOHHN-FOH-VAS12-BK-Jeu de 2 équerre pour Sub 12" noir



Interfaces

1 FOHHN-FOH-NA11-Adaptateur FOHHN NET via USB

1 FOHHN-FOH-A1-A1 Live Carte Son USB stéréo symétrique isolée

1 FOCUSRITE-REDNET-PCIENX-CARD-Carte Dante PCIe NX redondante

1 LUMINEX-LU-0100077-10-1S1-GigaCore 30i - 24x1G et 6x10G (SFP+)

Les fournitures

Le matériel utilisé

- Monotube Aluminium Noir
- Accroches pour Monotube
- Chemin de câbles 50x150mm
- Câbles électriques 3G2.5mm2 U1000
- Prises Electriques LEGRAND PLEXO
- Câble RJ45 Catégorie 7
- Prise RJ45 LEGRAND PLEXO
- Câblage Haut-Parleurs 4mm2
- Câblage HDMI Fibre
- Tissu Acoustique Blanc pour niche des colonnes
- Baie 42" y compris accessoires de brassages et câblage interne
- Connectique NEUTRIK
- Câbles de liaisons moulés (RJ45,XLR,,etc..)
- Caméra de vidéosurveillance
- 2 Ecrans 32" WQHD pour supervision dans le local technique
- Ordinateur DELL OPTIPLEX y compris clavier souris
- Petites fournitures (wago,boite de dérivation, visseries, colson)



La maitrise d’oeuvre

<u>3 journées de bureau d'études pour la réalisation de :</u>

- Synoptique
- Plans de câblage
- Carnet de Câbles
- Fournitures de DWG
- DOE Complet

<u>18 unités de techniciens spécialisés pour la réalisation de :</u>

- Repérage et rédaction de schéma
- Pose de la structure d'accroche
- Tirage de câbles
- Connectique
- Montage et câblage de la baie de brassage
- Installation des vidéoprojecteurs
- Installation de la sonorisation
- Câblage dans l'armoire électrique (non-fourni)
- Tests
- Mise en Service
- Formation des utilisateurs

1 journée et demi d'un Régisseur Vidéo pour le pré-calage de la salle

1 journée d'un Technicien FOHHN pour le calage de la sonorisation

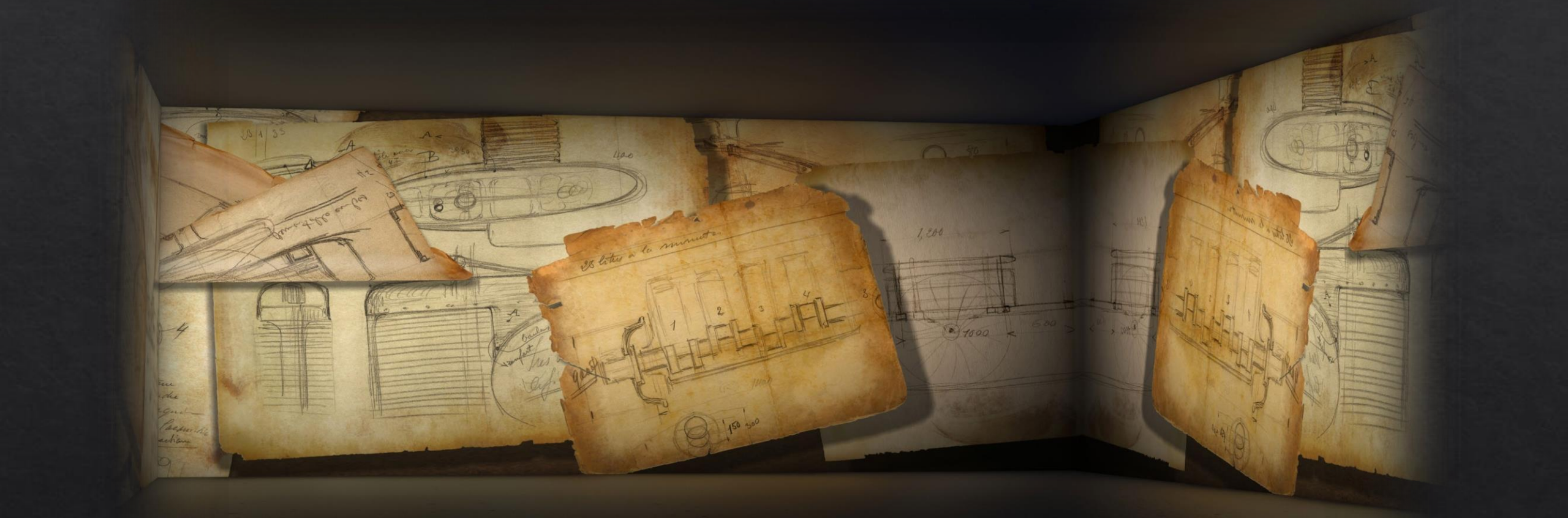
1 journée pour le Suivi de l'Opération

1 journée pour le Suivi Administratif



Les budgets

Option 2 Projection 180°



Les budgets

Option 2 Projection 180°



Les budgets

Option 3 Projection 360° + projection au sol

Dans cette option nous sommes sur un dispositif d'immersion totale. Si cette option ne devait pas être mise en place vous pouvez envisager de mettre au sol un revêtement réfléchissant permettant aux images de se refléter et de donner l'impression d'une projection continu entre le mur et le sol.

Désignation	HT	TVA 20%	TTC
Equipe de direction			
Coordinateur de production	12 000,00 €	2 400,00 €	14 400,00 €
Maitrise d'œuvre	10 000,00 €	2 000,00 €	12 000,00 €
Régisseur général technique	8 000,00 €	1 600,00 €	9 600,00 €
Technique			
Vidéo projection	125 000,00 €	25 000,00 €	150 000,00 €
Média serveur	60 000,00 €	12 000,00 €	72 000,00 €
Amplification sonore	19 000,00 €	3 800,00 €	22 800,00 €
Diffusion sonore	51 000,00 €	10 200,00 €	61 200,00 €
Forfait fournitures	16 500,00 €	3 300,00 €	19 800,00 €
Personnel	20 000,00 €	4 000,00 €	24 000,00 €
Option porjection au sol			
Vidéo projection(6VP epson 13000lumens)	70 000,00 €	14 000,00 €	84 000,00 €
Média serveur (1 modulo Pi 6 sorties	23 500,00 €	4 700,00 €	28 200,00 €
Forfait fournitures	2 600,00 €	520,00 €	3 120,00 €
Personnel	2 800,00 €	560,00 €	3 360,00 €
Logistique			
Hôtel	3 000,00 €	600,00 €	3 600,00 €
Restauration	2 000,00 €	400,00 €	2 400,00 €
Transport	5 000,00 €	1 000,00 €	6 000,00 €
Frais de production	3 000,00 €	600,00 €	3 600,00 €
Total Général	**433 400,00 €**	**86 680,00 €**	**520 080,00 €**

A votre charge
-Mise en conformité de la salle selon la maitrise d'oeuvre
-1 coffret électrique 63A Tétrapolaire avec 12 circuits 16A
-1 câble RJ45 depuis la baie de brassage pour la mise en réseau
-La réalisation des niches pour l'installation des colonnes
- L'éclairage de service dans le local technique
- La climatisation dans le local technique

S.A.M. électro

SAMELECTRO EI

216 RUE DE REININGUE
68310 WITTELSHEIM
Téléphone : 0771234281
Email : samelectro@laposte.net

Client

AGMNA
192 avenue de Colmar
68100 Mulhouse
g.gasser@museedelauto.org

Devis n° :DE000180

Émis le 04/05/2023
Date limite d'acceptation le 18/06/2023

Désignation	PU HT	TVA	PU TTC	Quantité	Total TTC
REMPLACEMENT GTC SAUTER + REMISE EN ETAT CTA SALLE DES GROUPES					
Remplacement de la GTC actuelle Sauter non finalisé, par une GTC Siemens de type Synco, pour le pilotage des CTA restaurant et de la chaufferie. Remise en état de fonctionnement de la CTA salle des groupes du restaurant, remontage des servo- moteurs + branchement des capteurs de dépression, remplacement des manchettes souples, pose des gaines air neuf et rejetée sur rubber foot. La GTC sera accessible depuis un appareil de tableau RMZ783 pour l'utilisateur et un OZW772.16 pour l'accès distant. La GTC ne sera pas raccordé directement sur la GTC du musée elle restera accessible via le Web. Le matériel sera fournis par le client suivant une liste établie d'après l'étude. la prestation quand à elle comprend , l'étude, réalisation des schémas, mise au propre de ceux ci(les actuels sont des brouillons), l'intégration de la nouvelle GTC, paramétrage et mise en service.					
MOE Réalisation des schémas, intégration GTC, remise en état CTA, paramétrage, mise en service et essais	5 000,00 €	20,00 %	6 000,00 €	x1.00 unité(s)	6 000,00 €
MATERIEL A COMMANDER ET REGLE EN DIRECT AU FOURNISSEUR Suivant liste fournie, régulateur Synco, Ozw772.16, appareil de communication RMZ783, sondes, manchettes souples...	10 000,00 €	20,00 %	12 000,00 €	x1.00 unité(s)	12 000,00 €
				Total HT	**15 000,00 €**
				TVA	**3 000,00 €**
				Total TTC	**18 000,00 €**

Informations additionnelles

- En cas de retard de paiement, une pénalité de 3 fois le taux d'intérêt légal sera appliquée, à laquelle s'ajoutera une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€
  Conditions de paiement: 30% à la commande, 30% à l'exécution des travaux, le solde à réception
- 504 249 509 RE 682 (1)
- Contrat Multirisque Professionnelle : 168027607 M 001 - contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 168027607 M 001 - MAAF assurance
- FR7610278035250002101330261 CMCIFR2A

Bon pour accord

Date et signature précédée de la mention "Lu et approuvé, bon pour accord".

S.A.M. électro

SAMELECTRO

216 RUE DE REININGUE
68310 WITTELSHEIM
Téléphone : 0771234281
Email : samelectro@laposte.net

Client

AGMNA
192 avenue de Colmar
68100 Mulhouse
g.gasser@museedelauto.org

Devis n° :DE000115

Émis le 13/10/2021
Date limite d'acceptation le 12/11/2021

Désignation	Prix unitaire	Quantité	Total
RETROFIT GTC SAUTER >> SIEMENS INSTALLATIONS CVC			
Armoire réserve: Remplacement des régulateurs existant par 3 régulateurs Synco RMS705 et 2 extensions RMZ 787. comprend le démontage, intégration du nouveau matériel, câblage paramétrage et mise à jour du schéma.			
MOE Forfait montage, câblage, paramétrage, essai et mise à jour schéma	1 700,00 €	x1.00 unité(s)	1 700,00 €
Armoire sous station bâtiment G: Remplacement régulateur Sauter par 1 Siemens Synco RMH 760B1 1X RMZ 787 + 1 RMU 720B1, comprend la main d'oeuvre intégration paramétrage, essai, schéma.			
MOE Forfait montage, câblage , paramétrage, essai	1 500,00 €	x1.00 unité(s)	1 500,00 €
Armoire sous station bâtiment C: Remplacement de la régulation Sauter par 1x Siemens Synco RMH760B1 + RMZ 787 + 1 RMU 710B1, comprend le montage, câblage paramétrage et essai.			
MOE Forfait montage, câblage, paramétrage et essai	1 500,00 €	x1.00 unité(s)	1 500,00 €
Armoire bâtiment I: Remplacement des régulateurs Sauter par Siemens Synco 1XRMU 720B1 - RMZ787 1XRMH760B1, comprend le montage, câblage et paramétrage.			
MOE Forfait montage, paramétrage, essai	1 500,00 €	x1.00 unité(s)	1 500,00 €
Armoire chaufferie F: Remplacement régulateur de cascade Sauter par 1x Siemens RMK770-1 1xRMZ788, comprend le montage , câblage, paramétrage, essais.			
MOE Forfait montage, câblage, paramétrage, essai	1 500,00 €	x1.00 unité(s)	1 500,00 €
Armoire chaufferie Buderus: Remplacement du régulateur Sauter par 1XRMH760B1 - 1x RMZ787, comprend le montage, le paramétrage, essai.			
MOE Forfait montage, câblage, paramétrage, essai.	1 500,00 €	x1.00 unité(s)	1 500,00 €

Désignation	Prix unitaire	Quantité	Total
Armoire CVC05: absence de schéma Remplacement du régulateur Sauter, relevé de schéma, réalisation du schéma, montage, paramétrage, essai			
MOE Forfait main d'oeuvre, relevé de schéma, édition de schéma, montage, câblage, paramétrage, essai	1 700,00 €	x1.00 unité(s)	1 700,00 €
Armoire CTA Atrium: Absence de schéma Relevé de schéma, édition de schéma, remplacement du régulateur Sauter par un Siemens Synco RMU720B1 - RMZ787 -RMH760 B1 comprend le schéma, montage, câblage, paramétrage, essai			
MOE Forfait main d'oeuvre, relevé de schéma, montage, câblage, paramétrage, essai	2 200,00 €	x1.00 unité(s)	2 200,00 €
Paramétrage OZW770 Paramétrage de l'ensemble appareils sur le superviseur OZW 770, imagerie et consigne et données d'exploitation. Mise en ligne de la GTC, accès Web, application.	1 200,00 €	x1.00 unité(s)	1 200,00 €
Les régulateurs seront fournies et achetés en direct par l'AGMNA, devis estimatif de l'ensemble du matériel 15 000€ ht, avant négociation avec Siemens et le fournisseur.			
DEBOURS AGMNA: Les régulateurs seront fournies et achetés en direct par l'AGMNA, devis estimatif de l'ensemble du matériel 15 000€ ht, avant négociation avec Siemens et le fournisseur.			
		Total TTC	**14 300,00 €**

Informations additionnelles

- TVA non applicable - article 293 B du CGI
- En cas de retard de paiement, une pénalité de 3 fois le taux d'intérêt légal sera appliquée, à laquelle s'ajoutera une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€
- 504 249 509 RE 682 (1)
- Contrat Multirisque Professionnelle : 168027607 M 001 - contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 168027607 M 001 - MAAF assurance
- FR7610278035250002101330164 CMCIFR2A

Bon pour accord

Date et signature précédée de la mention "Lu et approuvé, bon pour accord".

N / Réf : R.3SN.M0601-50 / 10009141020ME1
à Richwiller

EQUANS

Axima Maintenance Nord-Est
R.C.S. Nanterre B 854 800 745 - Code APE 4322B

Agence de Mulhouse
1E route de Kingersheim
68120 Richwiller

Tél : 03.89.51.21.50
Fax : 03.89.51.21.51

Musée de l'Automobile

N / Réf : R.3SN.M0601-50 / 10009141020ME1
Le 6-déc.-22 à Richwiller

DEVIS : **Mise en place d'une PAC sur Réseau GATSBY avec séparation du réseau Existant**

Site de : Musée de l'Automobile
Bâtiment : Gatsby
Madame, Monsieur,

DESCRIPTIF	Unité	Qté	Prix Unit. du poste	Prix Total du poste
Fournitures :				
Fournitures :				
• PAC - Carrier - 61AF 045B	ens	1		
• Bas niveau sonoe	ens	1		
• Grille de protection	ens	1		
• Manchette de raccordement	ens	1		
• Garantie 2 pièces et MO	ens	1		
• Module hydraulique	ens	1		
• Ensemble de conduite MEPLA	ens	1		
• Isolation pour dito.	ens	1		
• Ensemble de supportage.	ens	1		
• Ensemble de fournitures électriques.	ens	1		
• Ensemble de fournitures de raccords.	ens	1		
.....				
.....				
.....				
Travaux :				
• Manutention PAC sur Dalle à votre Charge	ens	1		
• Percements murs	ens	1		
• Mise en place de supports de conduites	ens	1		
• Mise en place de conduite GEBERIT MEPLA	ens	1		
• Consignation réseau existant.	ens	1		
• Connexion du nouveau réseau PAC sur existant	ens	1		
• Adaptation des tuyauteries.	ens	1		
• Raccordement électrique PAC Sur alim élec Client	ens	1		
• Liaisons asservissements.	ens	1		
• Calorifuge des réseaux.	ens	1		
• Mise sous pression	ens	1		
• Contrôle d'étanchéité	ens	1		
• Mise en route.	ens	1		
• Frais de gestion	U	1		

TOTAL HT =		=	**37 665,00 €**
TVA	**20,0%**	=	**7 533,00 €**
TOTAL TTC =		=	**45 198,00 €**

N / Réf : R.3SN.M0601-50 / 10009141020ME1
à Richwiller

EQUANS

Axima Maintenance Nord-Est

Nous restons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Responsable d'affaires	Le Directrice d'Agence	BON POUR ACCORD CLIENT
		Date:
Fehrenbach Michael	Hellmann Catherine	NOM:

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Degré d'urgence	Catégorie		Origine
☐ Très urgent	☐ Remise en état	☐ Mise en conformité	☐ Panne
☐ Urgent	☐ Amélioration	☐ Réglementaire	☐ Visite d'entretien
☐ Souhaitable	☐ Remplacement	☐ Régularisation intervention	☐ Demande client
☐ Budget	☐ Extension		

ANNEXES ET CONDITIONS PARTICULIERES

TRAVAUX NON COMPRIS :

+ Si la présence d'amiante venait à être découverte en cours de travaux, cette amiante devrait être traitée et évacuée conformément à la règlementation avant toute continuation d'exécution des travaux. Les prestations correspondantes ne sont pas comprises dans l'offre Engie Axima. Un nouveau planning serait alors à établir afin de tenir compte de ces prestations relatives à la présence d'amiante.

DELAIS :

+ d'approvisionnement :
+ de réalisation :

VALIDITE DE L'OFFRE :

+ 1 mois

CONDITIONS DE PRIX ET DE REGLEMENT :

+ Nos prix sont fermes et non révisables dans la limite des délais de réalisation indiqués ci-dessus.

PAIEMENT :

+ 30% à la commande règlement comptant et le solde suivant avancement des travaux par situation mensuelle, règlement par chèque à 30 jours à la date de facturation (ou bien) conditions contractuelles

Tout retard de paiement entraînera, après mise en demeure restée infructueuse, la suspension, **immédiate** et jusqu'à régularisation, de nos livraisons et/ou travaux, aux risques et périls du Cocontractant.
En outre et sans préjudice de ce qui précède, tout retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de toutes les sommes dues augmentées d'un intérêt calculé au taux légal majoré de 50%, calculé par jour calendaire de la date d'exigibilité à la date de paiement effectif.

+ Il est expressément convenu que, jusqu'à parfait paiement qui seul emporte transfert de propriété, nos fournitures quelles qu'elles soient, installées ou non - il est ici expressément dérogé aux articles 546 et 712 du Code Civil - restent notre propriété et que jusque là elles sont seulement remises à la garde du Contractant qui en assume tous les risques.
En conséquence, le Cocontractant ne pourra revendre nos fournitures à des tiers qu'avec notre accord exprès préalable.
Jusqu'à parfait paiement, sans préjudice de nos autres droits et notamment de ce qui est dit au paragraphe "PAIEMENT" ci-dessus, nous pourrons même en cas de redressement ou de liquidation judiciaire du Cocontractant exiger restitution de nos fournitures aux frais et charges du Cocontractant, sans autre formalité qu'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception.

F Fermetures
Z.A.C 28 rue des Pyrénées
68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM
Tél : 06 40 88 01 92
E-mail : contact@f-fermetures.fr
Site internet : www.f-fermetures.fr

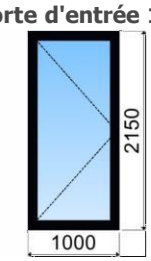
Association de Gestion du Musée de l'Automobile
192 Avenue de Colmar
68200 MULHOUSE

DEVIS N° 02021

Date : 07/03/2023
Votre contact : FICARA Oliviero 0640880192
Délai : 6 à 8 semaines après encaissement de l'acompte
Garantie fournitures 10 ans

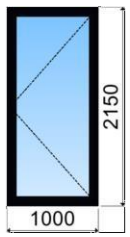
Adresse du chantier :
Musée de l'automobile - 17 rue de la Mertzau - 68100 MULHOUSE

Réf. : Menuiserie aluminium

Désignation	Qté	Pu HT	Total HT	TVA
Vitrage de Caisse Glace claire trempée 8 mm, Joint plat poli Encoche intérieure 8 Trou(s) diamètre 10 mm 1885*1120	**1**	**1 451,96 €**	**1 451,96 €**	**20%**
Vitrage de Caisse 1,00 Glace claire trempée 8 mm, Joint plat poli Encoche intérieure 8 Trou(s) diamètre 10 mm 2060*1120	**1**	**1 536,48 €**	**1 536,48 €**	**20%**
Profil Profil F 209 noir 3 ml	**5**	**190,13 €**	**950,65 €**	**20%**
Surcout énergétique Surcout énergétique 0.089T, 0,089 T	**300**	**0,13 €**	**39,00 €**	**20%**
Porte d'entrée 1 vantail Aluminium Larg 1000 mm x Haut 2150 mm  ALIPLAST GAMME IMPERIAL 800 EPAISSEUR 65MM PORTE OUVERTURE VERS L INT RAL 9005 POIGNEE SUR PLAQUE EXT / INT COULEUR INOX PAUMELLES EN INOX SEUIL ALU CREMONE ROTO 3 POINTS VITRAGE 33.1/16/4 WARM EDGE NOIR	**1**	**2 270,84 €**	**2 270,84 €**	**20%**

Réf. : Menuiserie aluminium

Devis n° 02021 du 07/03/2023

Désignation	Qté	Pu HT	Total HT	TVA
Profile allemand Veka, assemblé en Pologne. CSTB				
Porte d'entrée 1 vantail Aluminium Larg 1000 mm x Haut 2150 mm  ALIPLAST GAMME IMPERIAL 800 EPAISSEUR 65MM PORTE OUVERTURE VERS L INT RAL 9005 POIGNEE SUR PLAQUE EXT / INT COULEUR INOX PAUMELLES EN INOX SEUIL ALU CREMONE ROTO 3 POINTS VITRAGE 33.1/16/4 WARM EDGE NOIR Profile allemand Veka, assemblé en Pologne. CSTB	**1**	**2 271,35 €**	**2 271,35 €**	**20%**
Pose de L'ensemble . - Pose + fintion int/ext . Etanchéité (compribande , mousse polyuréthane , silicone) . Protection de la zone de chantier . Nettoyage de la zone de chantier . Pose effectué par nos poseurs.	**1**	**965,29 €**	**965,29 €**	**20%**

Total HT :	9 485,57 €
Total TVA 20 % :	1 897,11 €
Total TTC :	**11 382,68 €**

Nos prix sont ⌈tablis sur la base des taux de TVA en vigueur ◊ la date de la remise de l•offre. Toute variation ult⌈rieure de ces taux, impos⌈s par la loi, sera r⌈percut⌈e sur ces prix.

Règlement : 50% à la commande le solde à réception du chantier
Acompte demandé : 5 691,34 €

F Fermetures - IBAN FR76 1470 7508 2170 2134 0058 435

L'acceptation de l'offre ne sera respectée qu'à partir de la réception de votre bon de commande, daté, signé, accompagné de son chèque d'acompte.
CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE : Les marchandises livrées restent notre propriété jusq'au paiement intégral du prix.
Loi du 12/05/1980.Seul le paiement intégral dans le délais prévus sur la facture donnera droit aux deux garantie de pièces et main-d'œuvre.

Bon pour accord **Fait à :** **le:**

Signature (précédée de la mention : «lu et approuvé, devis reçu avant l'exécution des travaux») :

Investissements 2024 - 2025 -2026 MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE

				Programmation		
	devis	**société**	**localisation**	**2024**	**2025**	**2026**
Isolation shed et etanchéité	de5890	plafond guidon	shed 9	224 237,00 €		
	de5890	plafond guidon	shed 10		224 237,00 €	
	de5890	plafond guidon	shed 11			224 237,00 €
	devis 687	image toiture	Bat A/B	37 484,33 €	37 484,33 €	37 484,33 €
	Total Isolation shed et étanchéité			**261 721,33 €**	**261 721,33 €**	**261 721,33 €**
Transition énergétique	devis de0001	sam electro	tout le site	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
	devis de0001	sam electro	tout le site	9 766,67 €	9 766,67 €	9 766,67 €
	devis	axima/equans	Bat H	12 555,00 €	12 555,00 €	12 555,00 €
	devis F fermeture a02021		Atrium	3 161,86 €	3 161,86 €	3 161,86 €
	Total transition énergétique			**30 483,52 €**	**30 483,52 €**	**30 483,52 €**
			TOTAL	**292 204,86 €**	**292 204,86 €**	**292 204,86 €**
			m2A	**230 841 €**	**230 841 €**	**230 841 €**
			m2A en %	**79%**	**79%**	**79%**

M. LE PRÉSIDENT : On passe à l'investissement cette fois-ci, toujours cité de l'auto.

MME DHALLENNE : Oui, donc le musée national de l'automobile collection Schlumpf est soutenu au titre de la promotion touristique, et dans ce cadre nous soutenons aussi l'association de gestion du musée dans les travaux de rénovation des bâtiments et de transition énergétique. Donc plusieurs travaux vont être menés, on continue effectivement l'isolation des sheds et l'étanchéité des toitures qui protègent à la fois les voitures et les visiteurs tout en améliorant l'isolation thermique. Ces travaux sont programmés sur 3 ans à hauteur de 261 721€ par an. Il y a également les travaux liés à la transition énergétique avec le remplacement d'une chaudière par une pompe à chaleur, le remplacement de la gestion technique centralisée et la centrale des traitements d'air. Ces travaux également programmés sur 3 ans à hauteur de 30 480€ l'an. Nous vous proposons d'attribuer ce soir à l'association de gestion du musée national de l'automobile collection Schlumpf la somme de 292 204€ pour cette année, ainsi que pour les deux années qui suivent, mais on vote pour cette année.

M. LE PRÉSIDENT : C'est ça, merci Christine. Des questions ? des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 55 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Anne-Catherine GOETZ, Hugues HARTMANN, Fatima JENN (représentée par Fabian JORDAN), Pierre LOGEL, Rémy NEUMANN (représenté par Michèle HERZOG), Thierry NICOLAS, Catherine RAPP, Jean-Luc SCHILDKNECHT et Fabienne ZELLER.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

41° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSEE DE L'IMPRESSION SUR ETOFFES : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2024 (513/7.5.6/2279C)

Le Musée de l'impression sur étoffes, possède l'appellation « Musée de France » et fait partie du pôle des 10 musées présents sur le territoire. Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est le témoin de l'histoire industrielle du territoire et constitue un patrimoine essentiel.

- Pour 2024, le musée propose aux visiteurs adultes et enfants un certain nombre d'activités culturelles et pédagogiques :
    - Des ateliers d'impression à la planche pour adultes et pour enfants.
    - Un atelier « Scrapbooking » à partir de 7 ans inspiré de la collection du MISE et précédé par une visite des coulisses du chantier des collections.
    - Un atelier shibori, technique japonaise de couture, nœuds et pliage.
    - Un atelier de broderies « fashion » pour customiser ses vêtements.

  - Des ateliers de fabrication textile et d'impression thématiques mettant en œuvre des techniques anciennes.
  - Un atelier de découverte du métier de conservateur accessible à partir de 14 ans.

- Participation au Festival « Suivez le fil » : pour la 3e édition, le musée accueille un marché de créateurs textiles.

- Ouverture gratuite du musée pour la Nuit Européenne des Musées.

- Deux stages de 2 journées.

- Un cycle de trois conférences sur l'histoire industrielle de Mulhouse.

- Des visites guidées thématiques.

- Etc…

Mulhouse Alsace Agglomération soutient également le musée dans son fonctionnement général et la conservation de son patrimoine textile et souhaite, avec ses partenaires financiers, relever le musée des graves difficultés qu'il a connues ces dernières années.

Pour 2024, l'Association du Musée de l'impression sur étoffes sollicite une subvention de fonctionnement de m2A de 125 000 €.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2024.

Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur 513
Ligne de crédit n°3854

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'Association du Musée de l'impression sur étoffes une subvention d'un montant global de 125 000 €,
- approuve la contribution de Mulhouse Alsace Agglomération à la réalisation de ce projet ainsi que les termes des conventions s'y rapportant,
- autorise le Président ou son représentant à les signer ainsi que toute pièce nécessaire à la mise en œuvre du projet.

PJ 2 : 1 convention
1 contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
513 – LD/CFRS

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'Association Musée de l'impression sur étoffes, ayant son siège social 14 rue Jean-Jacques Henner 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Roland ONIMUS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

L'association du Musée de l'Impression sur Etoffes a pour but la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion du Musée de l'Impression sur Etoffes et d'animer les activités artistiques et culturelles concernant l'impression sur étoffes auprès des publics.

- Pour 2024, le musée propose aux visiteurs adultes et enfants un certain nombre d'activités culturelles et pédagogiques :
  - Des ateliers d'impression à la planche pour adultes et pour enfants.
  - Un atelier « Scrapbooking » à partir de 7 ans inspiré de la collection du MISE et précédé par une visite des coulisses du chantier des collections.
  - Un atelier shibori, technique japonaise de couture, nœuds et pliage.
  - Un atelier de broderies « fashion » pour customiser ses vêtements.

  - Des ateliers de fabrication textile et d'impression thématiques mettant en œuvre des techniques anciennes.
  - Un atelier de découverte du métier de conservateur accessible à partir de 14 ans.

- Participation au Festival « Suivez le fil » : pour la 3e édition, le musée accueille un marché de créateurs textiles.

- Ouverture gratuite du musée pour la Nuit Européenne des Musées.

- Deux stages de 2 journées.

- Un cycle de trois conférences sur l'histoire industrielle de Mulhouse.

- Des visites guidées thématiques.

- Des actions de conservation du patrimoine textile.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

<u>Article 2</u> : Montant de la subvention et conditions de paiement

Pour 2024, m2A verse à l'association une subvention de fonctionnement d'un montant de 125 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n° 2279 C.

La subvention de m2A fait l'objet d'un versement unique, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

La subvention est virée au compte de l'association :

Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

<u>Article 3</u> : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

L'association communique, sans délai, à m2A les modifications déclarées au tribunal judiciaire et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement

républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 8 : Contrat d'engagement Républicain

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

Article 9 : Recours

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,	Pour l'Association du Musée de l'impression sur étoffes,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le

Le (la) Président(e)

ONIMUS Roland

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

lu et approuvé

M. LE PRÉSIDENT : On va passer en fonctionnement du MISE.

MME DHALLENNE : Voilà, donc pour l'association de gestion du musée d'impression sur étoffes, qui est aussi un musée de France et qui est un élément majeur de notre territoire. Pour 2024, nous proposons une programmation variée et interactive pour tous les publics, donc une animation conséquente notamment des ateliers multiples : l'atelier d'impression à la planche d'objets textiles qui est toujours apprécié, le scrapbooking, des ateliers broderie, des ateliers de fabrication textile et d'impression, la découverte également du métier de conservateur, la participation au festival « Suivez le fil » pour la 3e édition, l'ouverture gratuite à la nuit européenne des musées ; il y a de multiples conférences qui sont également organisées et des visites guidées thématiques, et nous accompagnons également ce prestigieux musée dans son fonctionnement général. Donc le MISE nous sollicite pour une subvention de fonctionnement de 125 000€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 60 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Fabian JORDAN et Michèle LUTZ.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

42° ASSOCIATION POUR LE MUSEE DE L'IMPRESSION SUR ETOFFES : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2024 (513/7.5.6/2416C)

Le musée de l'impression sur étoffes est dédié à l'histoire et à la conservation de l'impression textile et contribue à l'attractivité du territoire au titre de sa compétence « Promotion du Tourisme ». M2A soutient l'Association de gestion du musée dans ses projets de travaux.

1. Travaux de sécurité et de sûreté du bâtiment

Suite au passage de la commission de sécurité ERP les 9 novembre et 7 décembre 2023, une série de travaux de mise ne conformité ont été programmés. La direction a entamé plusieurs chantiers dont celui de la mise en conformité électrique des installations pour la mise en sécurité des visiteurs (normes ERP) et des salariés (code du travail).

- Travaux de mise à niveau d'installations électriques :

Mise à niveau des dispositifs d'éclairage dans des zones à risque (escalier de secours, escalier entre les réserves, palier escalier d'honneur), des zones d'accès du public (espace de circulation, salles d'exposition), passage à la technologie LED. Interventions sur des pannes dues à des installations non conformes (prises, interrupteurs, alimentation et tableau électrique), à la fois dans les espaces publics soumis aux normes ERP et dans les espaces soumis au Code du travail.
La subvention concerne l'ensemble de ces interventions menées entre février et avril 2024.

Coût total du projet : 2 921€ HT.
Subvention sollicitée : 2 336,80€.

- Achat et installation d'un défibrillateur :

La commission sécurité ERP a signalé l'absence d'un défibrillateur. Le musée a fait mettre au norme une prise pour pouvoir installer l'appareil. La demande de subvention concerne l'achat et l'installation de l'appareil.
Coût total du projet : 1 310€ HT.
Subvention sollicitée : 1 048€.

- Réparation du système d'alarme anti-intrusion :

En 2023, le musée a effectué des travaux de réparations de plusieurs dispositifs de sûreté sécurité depuis la dernière commission ERP. La mise à niveau de l'alarme anti-intrusion dont le système radio était en panne reste à faire.
Coût total du projet : 1 730€ HT.
Subvention sollicitée : 1 384€.

2. Achat de solution de sauvegarde informatique et mise à niveau

Le musée de l'Impression sur étoffes a engagé, à la suite de la mise en demeure de l'Etat, un chantier de collection visant à inventorier et récoler l'ensemble de la collection. La première phase de ce chantier s'est déroulée en 2022 et a produit un ensemble de données et de photographies numériques très important qu'il s'agit de sauvegarder sur serveur afin de ne pas perdre tout le travail accompli.
Le musée est confronté à un matériel informatique insuffisamment adapté au volume des données à sauvegarder. Un serveur dédié à la sauvegarde de la photothèque, issue de la numérisation en haute définition de la bibliothèque d'échantillons du SUD (Service d'Utilisation des Documents), est devenu indispensable pour ne pas perdre les données.
Dans le cadre de la remise à niveau du matériel informatique du musée, il est nécessaire de renouveler du matériel obsolète et d'améliorer l'ergonomie des postes de travail pour la saisie en masse de données dans le cadre du chantier des collections et de la consultation.
Coût total du projet : 3 994€ HT.
Subvention sollicitée : 3 195,20€.

3. Achat d'équipement muséographique

Une salle du parcours permanent (salle Piolat) qui avait été fermée pour cause de sécurité (portes coupe-feu défaillantes) a bénéficié d'une mise à niveau en 2023 à la suite des travaux engagés pour la contre-visite de la commission ERP (décembre 2023). Le musée de l'Impression sur étoffes rouvre cette salle au public avec un nouvel accrochage qui permettra d'accroitre le parcours permanent de 60 m2. Pour ce faire, l'achat de dispositifs d'éclairage et de porte-cartels sont nécessaires.
Coût total du projet : 8 153,60€ HT.
Subvention sollicitée : 7 697,92€.

4. Achat de matériel de conservation

Le musée de l'Impression sur étoffes a bénéficié durant 3 ans de matériel prêté par le musée Electropolis (caisse de conditionnement) qu'il faut désormais rendre à son propriétaire. Le musée souhaite faire l'acquisition du matériel afin de garder les œuvres conditionnées actuellement dans ces rangements.
Des boites de carton neutre sont également nécessaires pour la préservation de costumes anciens et qui – par l'interruption des activités normales de la conservation suite à la découverte des vols massifs découverts dans les collections – sont restés dans des conditionnements précaires.
Coût total du projet : 1 877,95€ HT.
Subvention sollicitée : 1 502,36€.

5. Réaménagement de l'atelier d'impression

L'atelier d'impression est une des offres d'animation phare du musée. Il est régulièrement investi par des designers textiles et des artisans d'art qui proposent aux publics des démonstrations, des initiations ainsi que des stages pour l'ennoblissement des étoffes. Placé au cœur du parcours permanent, il est inséré dans un dispositif scénographique qui présente la collection de planches de bois d'impression – technique utilisée par les premières manufactures implantées à Mulhouse au XVIIIe siècle – ainsi qu'un film pédagogique sur la fabrication de ces dites planches. Les visiteurs ont la chance de pouvoir toucher ces objets et de s'essayer à la technique d'impression à la planche à partir de la collection patrimoniale du musée.
Le musée a depuis 2023 renforcé son offre de médiation avec la mise en place d'une programmation attractive qui lui permettra à terme de toucher de nouveaux publics. L'atelier d'impression est cependant laissé à l'abandon depuis longtemps et nécessite un réaménagement, notamment pour garantir la sécurité et le confort des publics (armoires sécurisées pour les produits de teinture, surface de travail stable, lumière) et la préservation des planches de bois (meuble approprié et verrouillé, étendoir pour le séchage).
Coût total du projet : 2 303,01€ HT.
Subvention sollicitée : 1 842,40€.

Pour 2024, l'association de gestion du Musée de l'Impression sur Etoffes investit 23 758,36€ HT. Elle sollicite Mulhouse Alsace Agglomération pour une aide globale de 19 007€.

Le plan de financement est le suivant :

M2A	19 007€	80%
Autofinancement	4 752€	20%
TOTAL	23 759€	100%

Pour 2024, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association du Musée de l'Impressions sur Etoffes, une aide financière globale de 19 007€, selon projet de convention ci-après annexé.

Les crédits sont inscrits au budget 2024 :
Chap.204/ Compte 20422/Fonction 314
Service gestionnaire 513
Enveloppe : 8135

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'Association pour le Musée de l'Impression sur Etoffes, une subvention d'équipement d'un montant global de 19 007€,
- approuve la convention d'attribution de subvention pour la réalisation de ces projets,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. : 3
- Projet de convention
- Contrat d'engagement républicain
- Tableau des devis

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Tourisme et Musées
513-LD/CFRS

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes, ayant son siège social au 14 rue Jean-Jacques Henner, 68200 MULHOUSE, représentée par son Président M. Roland ONIMUS dûment habilité par le Conseil d'Administration et désignée sous le terme l'« ASSOCIATION »

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Musée de l'impression sur étoffes constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est le témoin de l'histoire industrielle du territoire et constitue un patrimoine essentiel.

Suite au passage de la commission de sécurité ERP les 9 novembre et 7 décembre 2023, une série de travaux de mise ne conformité ont été programmés. La direction a entamé plusieurs chantiers dont celui de la mise en conformité électrique des installations pour la mise en sécurité des visiteurs (normes ERP) et des salariés (code du travail).

Le musée de l'Impression sur étoffes a engagé, à la suite de la mise en demeure de l'Etat, un chantier de collection visant à inventorier et récoler l'ensemble de la collection. La première phase de ce chantier s'est déroulée en 2022 et a produit un ensemble de données et de photographies numériques très important qu'il s'agit de sauvegarder sur serveur afin de ne pas perdre tout le travail accompli.

Le musée a depuis 2023 renforcé son offre de médiation avec la mise en place d'une programmation attractive qui lui permettra à termes de toucher de nouveaux publics. L'atelier d'impression est cependant laissé à l'abandon depuis longtemps et nécessite un réaménagement, notamment pour garantir la sécurité et le confort des publics.
Le musée de l'Impression sur étoffes rouvre une salle au public préalablement fermée pour des questions de sécurité. Après sa mise en conformité, cette salle proposera au public un nouvel accrochage qui permettra d'accroitre le parcours permanent de 60 m2.

Compte tenu de l'intérêt de cet équipement pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Article 1er : Objet de la convention

La convention a pour objet d'allouer au musée de l'impression sur étoffes une aide financière pour les travaux concernant :

- la mise à niveau des dispositifs d'éclairage dans des zones à risque des zones d'accès du public et le passage à la technologie LED.
- les travaux sur des pannes dues à des installations non conformes à la fois dans les espaces publics soumis aux normes ERP et dans les espaces soumis au Code du travail.
- l'acquisition d'un défibrillateur ;
- la réparation du système d'alarme-intrusion ;
- l'achat et la mise à niveau de solution de sauvegarde informatique ;
- l'achat d'équipement muséographique ;
- l'Achat de matériels de conservation ;
- le réaménagement de l'atelier d'impression.

Article 2 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Pour 2024, m2A verse à l'association une subvention d'investissement d'un montant de 19 007€, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n° 2416C.

La subvention est virée au compte de l'association selon les procédures et délais comptables en vigueur en une seule fois après justification de la fin des travaux par la présentation d'un état récapitulatif du coût définitif des travaux mentionnés à l'article 1er de la présente convention, assorti de factures acquittées, et certifié par le comptable de l'association :

La subvention est virée au compte de l'association :

Code banque : 14707- Code guichet 50821 - Numéro de compte 49195128929 Clé RIB : 17 - Raison sociale, adresse de la banque : BP Alsace Lorraine Champagne.

Article 3 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

En particulier, le versement de la subvention interviendra après justification de la fin des travaux par la présentation de factures acquittées.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 8 : Annexes

- Contrat d'engagement républicain
- Tableau des devis

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération le Président,	l'Association du Musée de l'impression sur étoffes le Président,
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Objet	Fournisseur	Réf devis	Cout Total HT	Cout total TTC	Subvention (80%)	Autofinancement (20%)
SECU - mise à niveau éclairage zone Accueil	AJELEC	DE240117	81,00 €	81,00 €	64,80 €	16,20 €
SECU - mise à niveau éclairage zone Salon de thé	AJELEC	DE240118	171,00 €	171,00 €	136,80 €	34,20 €
SECU - mise à niveau éclairage zone Ratti	AJELEC	DE240120	162,00 €	162,00 €	129,60 €	32,40 €
SECU - mise à niveau éclairage zone Escalier de secours	AJELEC	DE240121	120,00 €	120,00 €	96,00 €	24,00 €
SECU - mise à niveau éclairage zone Expo (salle Piolat)	AJELEC	DE240122	365,00 €	365,00 €	292,00 €	73,00 €
SECU - mise à niveau éclairage zone Salle de conférence	AJELEC	DE240123	284,00 €	284,00 €	227,20 €	56,80 €
SECU - diagnostic de panne alimenttaion électrique réserve SUD	AJELEC	DE240126	225,00 €	225,00 €	180,00 €	45,00 €
SECU - résolution panne alimentation électrique réserve SUD	AJELEC	DE240301	409,00 €	409,00 €	327,20 €	81,80 €
SECU - installation prise de courant aux normes (salon de thé + local technique)	AJELEC	DE240302	344,00 €	344,00 €	275,20 €	68,80 €
SECU - installation d'interrupteurs aux normes (réserve Consultation, Bibliothèque, salles Expo permanente et temporaire)	AJELEC	DE240315	760,00 €	760,00 €	608,00 €	152,00 €
SECU - achat et installation d'un défibrillateur	BEST OF SANTE	2451456	1 310,00 €	1 572,00 €	1 048,00 €	262,00 €
SECU - dépannage système radio de l'alarme anti-intrusion	CAPI	DE000577	1 730,00 €	2 076,00 €	1 384,00 €	346,00 €
INF - achat de solution de sauvegarde (extension solution ATEMPO)	STI Bureautique	20032024	1 500,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	300,00 €
INF - achat de station informatique et de licences bureautique	ABC Réseau	S00142	2 494,00 €	2 992,80 €	1 995,20 €	498,80 €
EXP - achat de portes-cartels	JMULTISERVICES	131	2 548,00 €	3 057,60 €	2 038,40 €	509,60 €
EXP - achat de spots lumineux	ERCO	2789674	7 074,40 €	8 489,28 €	5659,52	1414,88
CONS - achat de bacs de conditionnement	ACTILEV	PR2403-12921	1 391,10 €	1 669,32 €	1112,88	278,22
CONS - achat de boites neutres pour costume	KLUG	839534	486,85 €	584,22 €	389,48	97,37
MED - achat éléments pour meuble de rangement atelier	WELDOM	59373	357,91 €	429,49 €	286,328	71,582
MED - achat de sceaux pour atelier impression	RAJA	DW0027406	289,80 €	347,76 €	231,84	57,96
MED - achat de lampes pour atelier impression	PEARL DIFFUSION	2024-1010268	99,91 €	119,89 €	79,928	19,982
MED - achat meuble de rangement atelier	MANUTAN	77618109-1	399,50 €	479,40 €	319,6	79,9
MED - achat de cartons à dessin pour rangement atelier	BEAUX-ARTS	DE017884	42,32 €	50,78 €	33,856	8,464
MED - achat d'armoires sécurisées	AXESS	1.078.122	1 113,57 €	1 336,28 €	890,856	222,714
			23 758,36 €	**27 925,83 €**	**19 006,69 €**	**4 751,67 €**

Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 15/05/2024

Le (la) Président(e)

ONIMUS Roland

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

lu et approuvé

M. LE PRÉSIDENT : On parle investissement cette fois-ci pour le même musée.

MME DHALLENNE : Oui effectivement, donc m2A soutient l'association de gestion du musée dans ses projets de travaux, il y en a plusieurs. Tout d'abord, les travaux de sécurité du bâtiment, mise en conformité suite au passage de la Commission ERP, il y a également les travaux de mise à niveau d'installations électriques, l'achat et l'installation d'un défibrillateur, la réparation du système d'alarme et d'intrusion. Nous avons également l'achat et le remplacement, l'achat de solutions de sauvegarde informatique et de mise à niveau, c'est un renouvellement complet d'un matériel informatique qui remplace le précédent qui était complètement obsolète. Il y a également des achats d'équipements muséographiques : éclairage, porte- cartels, l'accrochage également des cartels et des tableaux. Il y a également de l'achat de matériel de conservation, notamment des boîtes de rangement, et également le réaménagement de l'atelier d'impression qui a toujours un franc succès, et il y a une belle fréquentation dans cet atelier, et qui propose tout au long de l'année des offres d'animations-phares pour ce musée. Donc le coût total de ces investissements se monte à 23 759€, m2A est sollicitée à hauteur de 19 007€, il y a un autofinancement de 4 752€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine.

Pour : 60 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Fabian JORDAN et Michèle LUTZ.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

43° MUSEE RHENAN DE LA MOTO « LA GRANGE A BECANES », COLLECTION LEMOINE : CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE M2A, COMMUNE DE BANTZENHEIM ET AMIS DU MUSEE DE LA MOTO (513/7.5.6/2361C)

En 2013, suite au don de Raymond Lemoine à la Commune de Bantzenheim de sa collection de motocyclettes de marque Ravat, la Communauté de communes Porte de France Rhin-Sud, a créé le Musée rhénan de la moto « La Grange à Bécanes ». Il a pris place dans une ancienne grange de ferme rénovée au cœur du village de Bantzenheim.
En 2017, après le rattachement de la Communauté de Communes à Mulhouse Alsace Agglomération, la Grange à Bécanes est devenue un musée d'intérêt communautaire.

L'association des Amis du Musée de la moto gère la collection et anime le musée depuis plus de 10 ans.

Dans le cadre de son projet de territoire et de la feuille de route de son schéma de développement culturel et touristique, m2A souhaite développer l'attractivité de ce musée parfaitement intégré dans le pôle muséal du territoire et le professionnaliser.

La convention de partenariat entre Mulhouse Alsace Agglomération, propriétaire et gestionnaire du musée, la Commune de Bantzenheim, propriétaire de la collection Lemoine et l'association des Amis du Musée de la moto a pour objectif de définir les relations, les engagements et les obligations entre les parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet de convention de partenariat entre m2A, la Commune de Bantzenheim et l'association des Amis du Musée de la moto annexé à la présente délibération ;
- autorise le Président ou l'élu délégué à le signer.

P.J. :
- Projet de convention
- Règlement intérieur
- Plan du musée
- Liste de la collection

Convention de partenariat pour la Grange à Bécanes, collection Lemoine - Musée rhénan de la moto

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération, représenté par Fabien JORDAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Grange à Bécanes, musée rhénan de la moto, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du 24/06/2024,
Ci-après dénommée par les termes « m2A »,

Et
La Commune de Bantzenheim, propriétaire de la collection du musée de la moto la Grange à Bécanes, collection Lemoine représentée par son Maire, Roland ONIMUS, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 21/05/2024,
Ci-après dénommée par les termes « la Commune »,
D'une part,

Et
L'association des « Amis du Musée de la moto » association régie par les articles 21 à 79-XII du Code civil local, dont les statuts ont été déposés au Tribunal d'Instance de Mulhouse n° A2010MUL000119 Réf : R2024MUL000046 en date du 22 février 2024 et dont le siège est situé 8 rue du Général de Gaulle 68490 BANTZENHEIM, représentée par son Président, Dominique MANN,

Ci-après dénommée par les termes « l'Association »,

D'autre part,

Préambule :
Suite à l'acquisition par la Commune de Bantzenheim de la collection privée de motocyclettes de Raymond Lemoine, la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud a créé en 2013 un musée de la moto dans une ancienne grange rénovée. En 2017, suite à la fusion entre la Communauté de Communes et Mulhouse Alsace Agglomération, cet équipement est devenu la propriété de cette dernière. La Grange à Bécanes, Musée rhénan de la moto, collection Lemoine est un équipement muséal d'intérêt communautaire qui participe à l'attractivité touristique et culturelle du territoire.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les relations entre la Commune de Bantzenheim, propriétaire de la collection Lemoine, Mulhouse Alsace Agglomération, propriétaire de la Grange à Bécanes et l'association des Amis du Musée de la moto.

Article 2 : Secteur concerné

La présente convention vise des objectifs dans les secteurs suivants :

- Le fonctionnement du musée
- L'attractivité du territoire,
- La conservation et la valorisation du patrimoine,
- Le partage des connaissances et l'enrichissement culturel.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature et est conclue pour une durée de 3 ans. Sa résiliation éventuelle est soumise à l'article 12. Elle ne pourra être renouvelée tacitement.

Article 4 : Objectifs

4-1 Les objectifs de m2A sont les suivants :

- Favoriser une offre culturelle variée sur le territoire, veiller à son dynamisme et son renouvellement en lien avec les projets structurants du territoire et de ses établissements,
- Permettre l'accessibilité de cette offre au plus grand nombre, notamment grâce à la rencontre du public, au développement des actions de médiation et de transmission des savoirs,
- Encourager la structuration des équipes et la professionnalisation des acteurs culturels autour de projets innovants et le bon fonctionnement du site.

4-2 Les Objectifs de la commune de Bantzenheim sont les suivants :

- Valoriser tant sur le plan touristique que local l'image de la Commune de Bantzenheim à travers la Grange à Bécanes.

4-3 Les objectifs de l'Association sont les suivants :

- Promouvoir auprès du public la connaissance et l'appréciation de la collection de motos de la Commune de Bantzenheim ainsi que sa propre collection déposée à la Grange à Bécanes.
- Favoriser l'accès à l'histoire de la moto et de la mobilité à deux roues.
- Contribuer à l'enrichissement de la collection de motos, par achats, mécénat ou dons, dans les conditions requises par l'administration fiscale,

- Contribuer au rayonnement de la Grange à Bécanes,
- Soutenir et animer les actions de la Grange à Bécanes.

Article 5 : Engagements

5-1 : Les engagements de m2A :

- Accorder aux membres de l'Association la gratuité de l'entrée à la Grange à Bécanes
- Faire bénéficier l'Association des activités du réseau des musées de m2A tant sur le plan scientifique (médiation, exposition, publication…) que promotionnel,
- Faire connaître les différentes activités de l'Association (programmes semestriels, site Internet : mention et liens, etc.),
- Apporter son concours pour aider l'Association à définir et réaliser le programme annuel d'activités,
- Valoriser et présenter à l'ensemble des adhérents de l'Association les acquisitions réalisées grâce à la générosité de celle-ci,
- Assurer les travaux, la maintenance et l'entretien du bâtiment de la Grange à Bécanes dont elle est propriétaire conformément au Code Générale des Collectivités Territoriales.
- Autoriser l'Association à vendre les produits dérivés du musée et d'en percevoir les recettes Sous sa responsabilité, l'association achète les articles, boissons et produits dérivés en lien avec le musée et sa thématique afin de les revendre dans la boutique. Elle gère les stocks et les recettes de ladite boutique.
- Mettre à disposition de l'Association à titre gratuit et non exclusif la salle de réunion meublée située à l'étage ainsi que l'atelier de réparation situé dans le musée. L'Association pourra y amener son matériel propre. Les conditions d'accès au musée font l'objet d'un règlement intérieur, en annexe de cette convention.
- Permettre la mise à disposition des locaux mis à sa disposition à d'autres associations dans le respect du règlement intérieur.

5-2 Les engagements de la Commune de Bantzenheim.

- Mettre à disposition de m2A et de l'Association les locaux de réserve
- Assurer l'accès au musée en cas d'urgence à m2A ou a l'association
- Assurer une astreinte technique en cas de problème urgent : déclanchement du système d'alarme, levée de doute….

5-3 Les engagements de l'Association

- Dans le cadre d'une opération d'enrichissement de la collection, les achats de motos réalisés par l'Association seront déposés à la Grange à Bécanes et feront l'objet d'une convention de dépôt. Ces dépôts devront faire l'objet d'une demande expresse préalable auprès du conservateur (trice) de m2A.

- La participation à des opérations de restauration de moto de la collection sera décidée en accord avec le conservateur (trice) de m2A. A ce titre, l'atelier de restauration du musée est mis à disposition des membres de l'Association et suivant un planning et un

usage prédéfini avec l'accord du conservateur (trice) de m2A et consigné dans un règlement intérieur.

- L'Association veillera à la bonne conservation et présentation de la collection sous la direction du conservateur(trice) de m2A.
- L'association assurera le renouvellement des expositions en lien avec le conservateur de m2A.
- L'Association concevra et mettra en œuvre, en concertation avec m2A, son programme annuel d'activités autour de la Grange à Bécanes,
- L'Association rend compte chaque année de son action relative au programme d'activités.
- L'Association s'engage à fournir dans le mois suivant son approbation par l'Assemblée Générale le rapport moral des activités de l'année précédente et le compte de résultat de l'année précédente.
- L'Association doit user paisiblement des locaux mis à sa disposition. L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, des bonnes mœurs, exclusivement pour la durée définie à l'article 3 de la convention. Elle veillera à ce que la tranquillité des lieux ne soit pas perturbée par son fait ou les personnes à son service. Elle répondra des dégradations et pertes qui surviendraient pendant l'occupation des locaux à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu par cas de force majeure ou par la faute d'un tiers qu'elle n'a pas introduit dans les lieux.
- L'Association s'interdit de redistribuer tout moyen public octroyé sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

Article 6 : Moyens humains, matériels et logistiques

- M2A assume les charges inhérentes au fonctionnement du musée.
- M2A assure la régie directe des recettes de billetterie du musée par l'intermédiaire de ses agents. Le Président de l'association et son Trésorier, interviennent en cas de besoins au titre de mandataires simples.
- M2A assure les travaux et le suivi de la maintenance du bâtiment de la Grange à Bécanes dont elle est propriétaire.
- M2A assure la collection de la Commune ainsi que les prêts et dépôts auprès de sa compagnie d'assurance dans le cadre de marchés publics prévus à cet effet. Les prêts, les emprunts et les dépôts feront l'objet d'un accord préalable auprès du conservateur (trice) de m2A. Un inventaire de la collection est joint en annexe à cette convention.
- L'Association assure les visites de groupes et de particuliers en fonction des réservations de manière non exclusive. Ces réservations sont effectuées auprès de l'agent d'accueil de m2A qui en informe l'Association.
- L'Association gère la boutique de la Grange à Bécanes et en perçoit les recettes sous sa responsabilité.
- La Commune, dans la mesure de ses possibilités, accompagne l'Association et peut mettre à disposition de l'Association des moyens matériels et logistiques pour ses évènements.
- La Commune met à disposition le mobilier et les locaux de la réserve externe dans le respect du règlement intérieur.

Article 7 : Obligations de m2A

Dans cette présente convention, m2A à l'obligation de :
- Respecter ses engagements et moyens définis aux articles 5 et 6,
- Valoriser le projet de l'Association sur le territoire.

Article 8 : Obligations de la Commune

Dans cette présente convention, la Commune à l'obligation de :
- Respecter ses engagements et moyens définis aux articles 5 et 6,
- Valoriser le projet de l'Association sur son territoire.

Article 9 : Obligations de l'Association

Dans cette présente convention, l'Association a pour obligation de :
- Respecter ses engagements et moyens définis aux articles 5 et 6,
- Attester ne subir aucune difficulté financière entraînant la mise en œuvre de procédures d'exécution, d'alerte, de redressement ou de liquidation judiciaires.
- Communiquer dans un délai d'un mois toutes les modifications majeures intervenant dans ses statuts, notamment concernant l'objet, la composition de son conseil d'administration ou de son bureau.
- Faire figurer dans ses supports de communication et auprès de ses interlocuteurs la mention «avec le concours de m2A et de la Ville de Bantzenheim» et à apposer le logo de m2A et de la Ville de Bantzenheim sur les documents la concernant.

Article 10 : Responsabilité, assurances, redevances et taxes

Chaque partie est responsable des dommages résultant des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'Association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, y compris en cas de dommages aux locaux mis à sa disposition, de façon à ce que ni m2A ni la Commune ne soient ni recherchées ni inquiétées. L'Association assure ses biens propres contre toute dégradation. L'Association produit chaque année à m2A les attestations des assurances souscrites.

De même, l'Association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, l'Association fera son affaire personnelle de toute taxe et redevances présentes ou futurs constituant ses obligations fiscales de telle sorte que m2A ou la Commune ne puissent être recherchées ou inquiétées en aucune façon à ce sujet.

Article 11 : Contrôle de m2A et de la Commune

En cas de versement d'une subvention à l'Association et en complément des obligations prévues le cas échéant dans une convention spécifique, M2A pourra désigner une personne qui sera chargée de vérifier l'utilisation de la participation communautaire sur les plans qualitatifs et quantitatifs et de demander des explications sur les éventuels décalages entre les actions subventionnées et les objectifs réellement atteints. Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle est tenue de souscrire au contrat d'engagement républicain. S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Par ailleurs, m2A ou la Commune pourront procéder à tout contrôle ou investigation qu'elles jugeront utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elles, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis d'elles.

Article 12 : Modification, avenants et résiliation

La présente convention peut être modifiée par un avenant convenu d'un commun accord entre les parties et approuvé dans les mêmes conditions que la présente convention.
Chaque partie peut mettre fin à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées, si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.
La présente convention peut être résiliée avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable est signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties. La résiliation prend effet à la date convenue d'un commun accord entre les parties.
Chaque partie peut résilier la présente convention chaque année à sa date anniversaire de signature en respectant un préavis de 3 mois.
La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association.

Article 13 : Compétence juridictionnelle

Les parties s'efforceront de régler tout différend à l'amiable.
A défaut, tout litige relatif à l'interprétation et l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

3 ANNEXES :

- Inventaire de la collection
- Règlement intérieur du musée
- Plan des locaux

Fait à Bantzenheim, le XX/XX/XXXX en trois exemplaires.

Pour m2A	Pour la Commune de Bantzenheim	Pour l'Association des Amis du Musée de la moto
Fabien JORDAN	Roland ONIMUS	Dominique MANN
Président	Maire	Président

Règlement intérieur Musée rhénan de la moto « La Grange à Bécanes »

Règlement intérieur de la Grange à Bécanes, collection Lemoine à destination des usagers et des visiteurs du musée.

Article 1 : Objet du règlement

L'objet de ce règlement est de préciser :

- Les conditions d'accès des locaux pour les visiteurs du musée et les tiers ;
- Les conditions d'usage des locaux par des tiers, notamment pour des réunions, animations, réceptions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies ou interventions d'artistes.

Article 2 : Respect du règlement

Le respect de ce présent règlement est assuré par les personnes en charge de l'accueil du musée. Il leur convient d'informer le service Tourisme et Musée de Mulhouse Alsace Agglomération ainsi que M. le Maire de la Ville de Bantzenheim de tout incident ou dysfonctionnements pouvant survenir dans le cadre du fonctionnement du musée dans les plus brefs délais.

Article 3 : Application du règlement

Le présent règlement approuvé par délibération du Bureau Communautaire du XX/XX/ 2023 et publié sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération est applicable aux visiteurs et aux usagers du musée : membres de l'association des Amis du Musée de la moto et toutes autres personnes ou associations autorisées à utiliser les locaux notamment dans le cadre de réunions, animations, réceptions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies ou interventions d'artistes.

Le présent règlement est applicable aux personnes tierces (agents de la commune, agents des services de m2A, entreprises…) autorisées à être présentes dans l'établissement pour des raisons professionnelles dans le cadre :

- De travaux d'entretien des locaux,
- De maintenances diverses : chauffage, électricité…
- De chantiers de travaux,
- De maintenance réseaux informatiques,
- De la sûreté et de la sécurité des locaux.

Article 4 : Accès et mise à disposition des locaux

4.1. Principes généraux d'accès à la Grange à Bécanes :

Toute personne ayant accès à la Grange à Bécanes doit avoir une tenue et un comportement corrects, conformes aux bonnes mœurs et à la décence. L'agent d'accueil peut refuser l'accès au musée dans le cas de personnes ivres, malveillantes ou pouvant constituer une menace pour l'ordre public.

Mulhouse Alsace Agglomération se réserve le droit de porter plainte contre toute agression physique ou verbale vis-à-vis de ses agents d'accueil.

- Le musée est accessible aux personnes à mobilité réduite, en fauteuil et aux poussettes.
- Sont interdits, les trottinettes, rollers et portes bébé à armature métalliques.
- Les animaux sont interdits à l'exception des animaux d'assistance aux personnes en situation de handicap.
- Il est interdit de fumer, de vapoter, de boire et de manger dans le musée.
- Les photos et vidéos sont autorisées sans flash et sans pied.
- Il est interdit de toucher aux motos et de monter dessus sauf dans les 2 espaces autorisés : espace photo et simulateur de l'exposition permanente.
- Tout visiteur ou usager doit respecter les lieux et toute dégradation de matériel ou de locaux fera l'objet d'une plainte auprès de la police.
- En cas d'évacuation urgente du musée, les visiteurs et usagers doivent suivre les instructions qui leur sont données par le personnel.

Les visiteurs et usagers sont responsables de leurs effets personnels. Le personnel du musée et Mulhouse Alsace Agglomération ne peuvent être tenus responsables en cas de perte et de vol.

Les objets perdus par les visiteurs seront tenus à la disposition de leurs propriétaires pendant un mois. Les objets seront restitués sur la production, par la personne qui les réclame, d'une pièce d'identité et de toute preuve permettant d'attester de la propriété de l'objet. A l'issue de ce délai, ils seront remis au bureau des objets trouvés de la Commune de Bantzenheim.

4.2. Ouverture saisonnière du musée au public :

Le musée est ouvert au public de 14h à 17h du mardi au dimanche du premier week-end d'avril à la fin des vacances scolaires de la Toussaint. En cas de changement, le public est averti par un affichage à l'entrée du musée et sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération.

- L'ouverture est assurée par un agent d'accueil de Mulhouse Alsace Agglomération.

En cas d'absence de l'agent d'accueil, le Président et le Trésorier de l'Association des Amis du Musée de la moto peuvent être sollicités par m2A pour assurer l'accueil des visiteurs. En cas d'impossibilité, le musée restera temporairement fermé. La fermeture temporaire fera l'objet d'une information de m2A via un affichage sur place, internet et les réseaux sociaux.

- Les membres bénévoles de l'Association du Musée de la moto assurent les visites guidées des groupes qui auront préalablement réservé.

4.2. Ouverture exceptionnelle au public :

En dehors des heures et jours d'ouverture saisonnière au public, le Président, le Trésorier de l'Association des Amis du Musée de la moto et Monsieur Raymond Lemoine, membre de l'association et donateur de la collection, sont autorisés à ouvrir le musée sous leur responsabilité, dans le cadre de visites guidées de groupes préalablement réservées. La remise des clés et du code d'alarme fait l'objet d'un document signé par les personnes mentionnées. Les clés et le code ne sont pas cessibles à des tiers.

4.3. Droits d'entrée :

Le musée est accessible aux visiteurs après s'être acquitté d'un droit d'entrée.

Les droits d'entrée sont définis annuellement par délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les tarifs sont affichés à l'accueil du musée.

Sont habilités à percevoir les droits d'entrée :

- Le régisseur de recette, agent m2A
- Le régisseur suppléant, agent m2A
- L'agent d'accueil de m2A en tant que mandataire simple.
- Le Président de l'association des Amis du Musée de la moto an tant que mandataire simple.
- Le Trésorier de l'association des amis du musée de la moto en tant que mandataire simple.

4.4 Accès aux Amis du Musée de la moto pour leurs activités associatives.

L'association est autorisée à accéder au musée dans le cadre de ses activités telles que les expositions, les travaux de restauration, réunions etc… dans les conditions fixées par le présent règlement et une convention spécifique.

4.4.1. Usage des locaux :

Les locaux doivent être utilisés en bon père de famille.

Les personnes autorisées à ouvrir et fermer les locaux dans le cadre des activités de l'association sont : le Président, le Trésorier et M. Raymond Lemoine.

- Dans l'espace d'accueil, seuls les placards destinés à l'association et les vitrines de la boutique leur sont accessibles.
- Les espaces d'expositions ne peuvent être modifiés sans l'accord du conservateur de m2A.
- L'atelier de restauration est mis à la disposition des membres de l'association. Il est accessible aux jours et heures suivants :
    - Du mardi au samedi.
    - De 9h à 18h.

  L'atelier étant visible du public il doit être rangé et désencombré lorsqu'il n'est pas utilisé et fermé à clé.

- La salle de réunion est accessible aux membres de l'association, aux agents de la commune et m2A. Son accès se fait uniquement par la grille arrière.
  Elle peut être mise à disposition d'autres associations sur demande expresse motivée et écrite au service Tourisme et Musée de m2A.
- Le mobilier et les locaux de la réserves externe sont mis à disposition par la Commune de Bantzenheim. Toute dégradation doit être signalée dans les plus brefs délais à la Commune.
- Le local technique n'est accessible qu'aux personnes possédant une habilitation électrique, aux entreprises mandatées pour les travaux et aux services techniques de m2A et de la ville de Bantzenheim.

4.4.2. Conservation de la collection :

L'association assure l'entretien et la restauration des motos présentées et en réserves. En cas de problèmes liés à la conservation de la collection, elle en avise le conservateur de m2A.

5. Sanctions en cas de non-respect du règlement intérieur.

Toute infraction grave ou répétée au présent règlement pourra faire l'objet d'une sanction consistant en une privation d'accès temporaire au musée, d'une durée maximum de 6 mois. Préalablement à cette sanction, le visiteur ou l'usager sera informé, par courrier recommandé ou par courrier remis contre récépissé, de la mesure envisagée et sera invité à présenter ses observations écrites dans le délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier. Il peut sur sa demande présenter des observations orales et se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix. Par dérogation à ce qui précède, l'exclusion temporaire pourra être prononcée sans appliquer cette procédure contradictoire :

- en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles.

- lorsque la mise en œuvre de cette procédure est de nature à compromettre l'ordre public.

Sans préjudice des poursuites pénales prévues en cas d'agression, de dégradation ou de vol, de tels agissements peuvent entrainer l'exclusion du visiteur du musée selon la procédure définie au premier alinéa du présent article.

Ces sanctions sont prononcées par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant.

6. Durée du règlement intérieur.

Le règlement intérieur est défini pour une durée illimitée et pourra être révisé par Mulhouse Alsace Agglomération.

Fait à Bantzenheim, le

Fabian JORDAN

Président de m2A

Maire de Bantzenheim

Roland ONIMUS

Vice-Président de m2A

Musée mémoire de la moto
La Grange à Becanes
Collection Lemoine

IDENTITE DU BIEN		DESCRIPTION DU BIEN								STATUT JURIDIQUE DU BIEN								constat d'état	PHOTO
N° Inventaire	Désignation	Modèle	Date	Plaque d'immatriculation	Marque	Emplacement	Description	matériaux	dimensions	Mode d'acquisition	Nom donateur	Date d'acquisition	Propriéaire	Valeur assurance	Carte grise	Acte notarié (donation, vente, remerciements)	Informations complémentaires		
2021.0.80	RAVAT 125CC U	Type U Ecclésiastique	1923	5716XM68	RAVAT	Défilé				Don	LEMOINE, Raymond		Ville de Bantzenheim	2000	OUI	Acte notarié	Immatriculation différente sur la plaque et la carte		OUI
2021.0.81	RAVAT 125 CC ER1	Type ER1	1924	1291XP68	RAVAT	Défilé				Don	LEMOINE, Raymond			4000				Excellent	OUI
2021.0.82	RAVAT 175 CC B8	Type B8	1928	7303XB68	RAVAT	Défilé				Don	LEMOINE, Raymond			4500	OUI		Immatriculation différente sur la plaque et la carte		OUI
2021.0.83	RAVAT 500 CC H8	Type H8	1928	3917YE68	RAVAT	Défilé	Très rare			Don	LEMOINE, Raymond			11000					OUI
2021.0.84	RAVAT 350CC ER22	Type ER22	1929	3918YE68	RAVAT	Défilé	Moto recherchée			Don	LEMOINE, Raymond			6500					OUI
2021.0.85	RATIER 600CC C65	C6S Gendarmerie	1960	2190033	RATIER	Défilé				Don	LEMOINE, Raymond			3500					OUI
2021.0.86	RAVAT 122CC R6 2T	R6 2T Type 154	1955	8394EG78	RAVAT	Défilé				Achat Mairie				3000			Immatriculation différente sur la plaque et la carte / Moto restaurée		OUI
2021.0.87	MOTOBECANE 125CC TL1	Type TL1	1975	1262TC53	MOTOBECANE	Défilé				Achat Mairie				1300					OUI
2021.0.88	RAVAT 175 CC ER 101	Type ER101	1935	125NH3	RAVAT	Espace photo				?				2000					OUI
2021.0.89	SIDE CAR WONDER 254	175CC Type 254	1953	537AM68	WONDER	Esp.Simulation	Simulateur			Achat Mairie				2300					OUI
2021.0.90	BMW R75/5	R75/5	1971	3404QB68	BMW	Cinéma	Rare			Don	WEISS, François		Association amis du musée de la moto	5500		don manuel, courrier du donateur et carte crise barrée			OUI
2021.0.91	TERROT MS 100CC	MS	1939	Pas de plaque	TERROT	Cinéma				Don				1000	NON				OUI
2021.0.92	RAVAT 350CC ER21	ER21	1929	8404XL68	RAVAT	Cinéma	Configuration sortie usine			Don				3000					OUI
2021.0.93	PEUGEOT 125CC P5S/TCL	P5S TCL	1954	985BC68	PEUGEOT	Cinéma	Rare état d'origine			Don				2500					OUI
2021.0.94	RAVAT A48S 125CC	A48S	1950		RAVAT	Cinéma								1000					OUI
2021.0.95	PEUGEOT P53 GL 100CC	P53GL	1939		PEUGEOT	Cinéma				Achat Mairie				1000					OUI
2021.0.96	RADIOR RNT 3BIS 125CC	RNT3 BIS	1950		RADIOR	Cinéma								1000					OUI
2021.0.97	FOLLIS V32 100CC	V32	1957	903DX68	FOLLIS	Cinéma				Don				800					OUI
2021.0.98	RAVAT A48 125CC	A48	1952	5528XF68	RAVAT	Cinéma				Don				1200					OUI
2021.0.99	Moteur Dnieper	M72			DNIEPER	Cinéma	Moteur en vue éclatée par découptes à des fins			Don	REINBOLD, Marcel			300					OUI
2021.0.100	MOBYLETTE AV45	AV45	1964		MOBYLETTE	Couloir								500					OUI
2021.0.101	MOTOBECANE AV88	AV88 49,9 CC	1970		MOTOBECANE	Couloir				Don				500					OUI
2021.0.102	CHRNONOMETRE RAVAT				RAVAT	Vitrine	Offert par les établissements RAVAT, Avec boîte d'origine,			Don				180					OUI
2021.0.103	RAVAT A47 100CC	A47	1949		RAVAT	Vitrine								1000					OUI
2021.0.104	RAVAT A47 100CC	A47	1948		RAVAT	Vitrine								900					OUI
2021.0.105	MANDILLE ROUX 100CC	ROUX	1937		MANDILLE	Vitrine								1300					OUI
2021.0.106	MOTOCONFORT 49,9CC	MOBYX X1			MOTOCONFORT	Vitrine				Don				680					OUI
2021.0.107	RAVAT DAINTY	Vélo du braconnier	1930		RAVAT	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.108	NSU QUICK		1930		NSU	Réserve				Don	HELLER, Victor			600					OUI
2021.0.109	Vélo RAVAT HORYZONTAL		1935		RAVAT	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.110	RAVAT ER 110 250CC	ER110	1936	4461XP68	RAVAT	Réserve				Don				1800					OUI
2021.0.111	RAVAT ER120 350CC	ER120	1935	EP371	RAVAT	Réserve				Achat Mairie				3000					OUI
2021.0.112	RAVAT ER103 175CC	ER103	1934	4472VC68	RAVAT	Réserve	Réservoir et gardes boue chromés			Don				3000					OUI
2021.0.113	RAVAT ER2 175CC	ER2	1931	4941YM68	RAVAT	Réserve				Don				1600					OUI
2021.0.114	RAVAT ER2 175CC	ER2	1929	730XH68	RAVAT	Réserve				Don				2700					OUI
2021.0.115	RAVAT BT6 175CC	BT6	1928	3540XT68	RAVAT	Réserve				Don				2800			Imat différente sur la plaque et la		OUI
2021.0.116	RAVAT ER1 175CC	ER1	1921	Pas de plaque	RAVAT	Défilé								3500					OUI
2021.0.117	RAVAT ESS6 250CC	ESS6	1927		RAVAT	Réserve								2300					OUI
2021.0.118	RAVAT CS6 175CC	CS6	1928	5621DU75	RAVAT	Réserve				Achat Mairie				4000					OUI
2021.0.119	RAVAT ER10 300CC	ER10	1932	7230XZ68	RAVAT	Réserve				Don				2700					OUI
2021.0.120	RAVAT ER2 175CC	ER2	1933	206CW54	RAVAT	Réserve				Achat Mairie				2000					OUI
2021.0.121	PEUGEOT P110	P110	1930	5119pb	PEUGEOT	Réserve				Achat Mairie				1700					OUI
2021.0.122	DKW SB250	SB250	1939	818CG67	DKW	Réserve				Achat Mairie				2000					OUI
2021.0.123	MOTOCONFORT V54C	V54C	1956	183CV68	MOTOCONFORT	Réserve				Achat Mairie				2300					OUI
2021.0.124	WILHELM-MEYER 50		1960	400ERS	WILHELM-MEYER	Réserve				?				800					OUI
2021.0.125	TERROT HCT	HCT	1948	1004ZX68	TERROT	Réserve				Achat Mairie				2600					OUI
2021.0.126	TERROT OSSD	OSSD	1955	1475NF11	TERROT	Réserve				Achat Mairie				3000					OUI
2021.0.127	TERROT ETDS	ETDS	1950	280BT68	TERROT	Réserve				Don				1100					OUI
2021.0.128	TERROT MTV	MTV	1956	767DK68	TERROT	Réserve				Achat Mairie				1200					OUI
2021.0.129	PEUGEOT P56 TB	P56 TB	1957		PEUGEOT	Réserve								1000					OUI
2021.0.130	Moteur DKW	Moteur allemand			DKW	Réserve								200					OUI
2021.0.131	WONDER B365	B365	1956		WONDER	Réserve				Achat Mairie				1700					OUI
2021.0.132	WONDER RAVAT B48	B48	1955	1077XX68	WONDER	Réserve				Don				1500					OUI
2021.0.133	HUCO 154-4 125CC	154-4	1656	813DV67	HUCO	Réserve				Achat Mairie				1800					OUI
2021.0.134	HUCO H52	H52	1953		HUCO	Réserve								700					OUI

Musée national de la moto
La Grange à Bécanes
Collection Lemoine

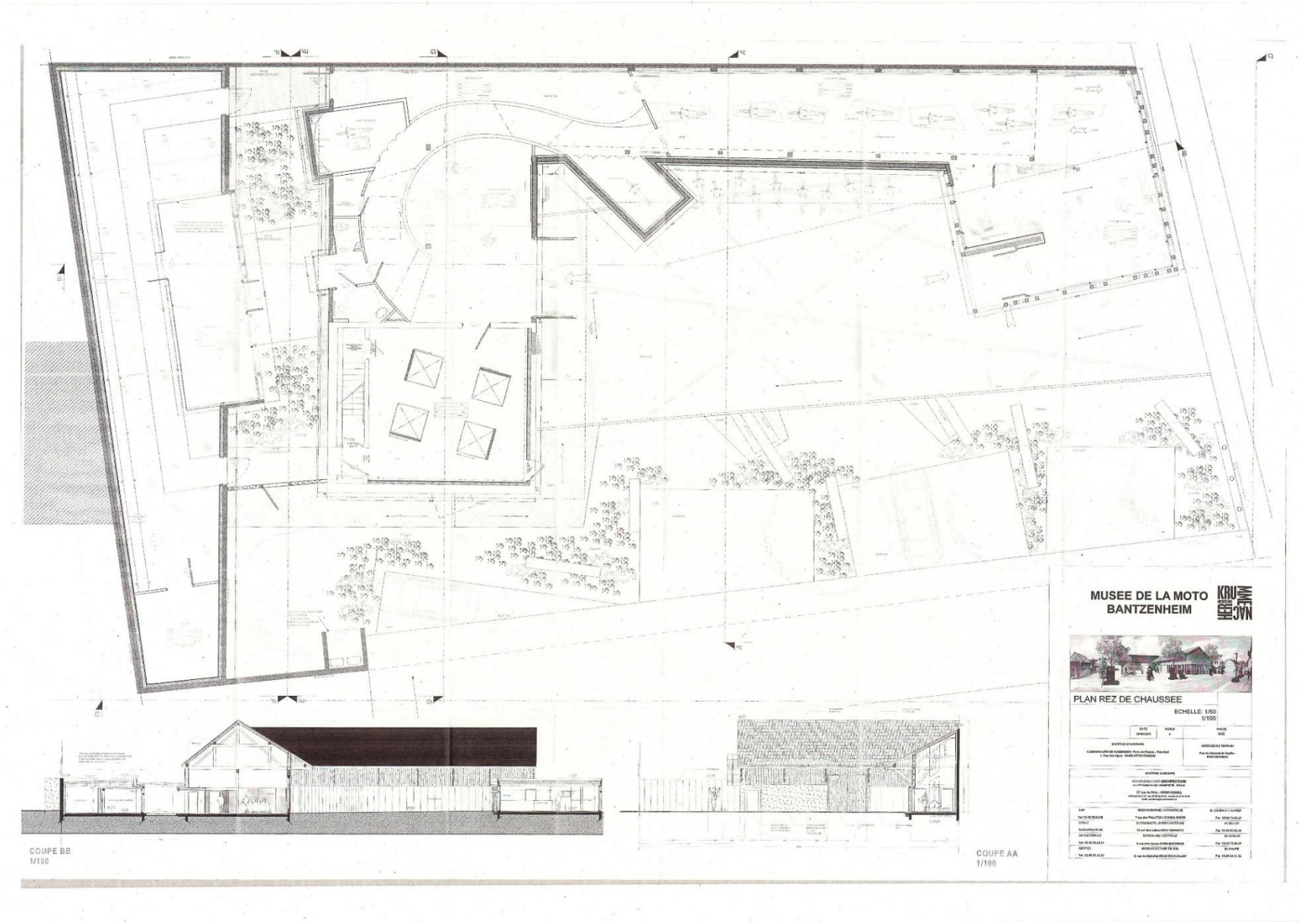
2021.0.135	RAVAT R146L	R146L	1956	908EG57	RAVAT	Réserve	Version belge			Achat Mairie				2000					OUI
2021.0.136	RAVAT A48	A48	1945	8348WQ68	RAVAT	Réserve				Don				2000					OUI
2021.0.137	RAVAT R26GL	R26GL	1956	235CS68	RAVAT	Réserve				Achat Mairie				1000					OUI
2021.0.138	RAVAT VRY	VRY	1958	7273WS68	RAVAT	Réserve				Don				2200					OUI
2021.0.139	Collection bougies d'allumage					Réserve				Don	REINBOLD, Marcel			350					OUI
2021.0.140	RAVAT A48GL	A48GL	1950	5626XB68	RAVAT	Réserve				Don				1800					OUI
2021.0.141	TALBOT VS56	VS56	1956	7616GW59	TALBOT	Réserve	Très rare			Achat Mairie				4000					OUI
2021.0.142	MERCIER MY125	MY125	1954	588GA57	MERCIER	Réserve				Achat Mairie				2300					OUI
2021.0.143	RAVAT R146GS	R146GS	1956	4932YM68	RAVAT	Réserve				Don				2300					OUI
2021.0.144	RAVAT R254	R254	1954	164GB68	RAVAT	Réserve				Don				2000					OUI
2021.0.145	RAVAT A48T	A48T	1955	1931YH68	RAVAT	Réserve				Don				1800					OUI
2021.0.146	RAVAT R36SL	R36SL	1956	4095TJ68	RAVAT	Réserve				Don				1900					OUI
2021.0.147	RAVAT R136GS	R136GS	1956	121BM26	RAVAT	Réserve				Achat Mairie				1800					OUI
2021.0.148	MONET GOYON S6V	S6V	1952	3688WS68	MONET GOYON	Réserve				Don				2000					OUI
2021.0.149	Side Car STEIB		1931		STEIB	Réserve				Achat Mairie				4300					OUI
2021.0.150	RAVAT ER112	ER112	1930	643AB30	RAVAT	Réserve	(+side STEIB)			Achat Mairie									OUI
2021.0.151	RAVAT R254	R254	1955	4020XG68	RAVAT	Réserve				Don									OUI
2021.0.152	RAVAT ER2 175CC	ER2	1929			Atelier								3000					OUI
2021.0.153	VELOSOLEX TENOR	TENOR	1975		VELOSOLEX	Réserve				Don				700					OUI
2021.0.154	VELOSOLEX 6000	6000	1971		VELOSOLEX	Réserve				Don				700					OUI
2021.0.155	SOLEX 6000 FLASH	6000 FLASH	1969	CH7046	solex	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.156	VELOSOLEX 5000	5000	1972	5342135	velosolex	Réserve				Don				450					OUI
2021.0.157	SOLEX 5000	5000	1975		solex	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.158	VELOSOLEX 3300	3300	1965		velosolex	Réserve				Don				350					OUI
2021.0.159	VELOSOLEX 2200	2200	1964		velosolex	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.160	SOLEX 1700	1700	1961		solex	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.161	VELOSOLEX 1010	1010	1947	94627	velosolex	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.162	PEUGEOT 103FP	130FP	1990		peugeot	Réserve				Don	WILLIG, David			450					OUI
2021.0.163	HONDA AMIGO	AMIGO	1970		honda	Réserve				Don	SCHLECHT, Alfred			250					OUI
2021.0.164	PEUGEOT 55GL	55GL	1951	3682WS68	peugeot	Réserve				Don				1400					OUI
2021.0.165	PEUGEOT 57TAL	57TAL	1957		peugeot	Réserve								1400					OUI
2021.0.166	RAVAT 154	154	1955	4022XG68	ravat	Réserve				Don				1300					OUI
2021.0.167	RAVAT 154 GS	154 GS	1955	3988WJ68	ravat	Réserve				Don				1300					OUI
2021.0.168	LAPEBIE		1959	62862	lapebie	Réserve				Don				350					OUI
2021.0.169	MOTOBECANE MBK		1985	53935000	motobecane	Réserve				Don				1200					OUI
2021.0.170	MOTOBECANE AV89	AV89	1974		motobecane	Réserve				Don				600					OUI
2021.0.171	RAVAT R146	R146	1956	379 DN77	ravat	Réserve				Don				1200					OUI
2021.0.172	MOTOBECANE TL1	TL1	1973		motobecane	Réserve								1000					OUI
2021.0.173	NSU FOXA2	FOXA2	1949		NSU	Réserve								900					OUI
2021.0.174	RAVAT 254GL	254 GL	1955	982 7X 68	RAVAT	Atelier								800					OUI
2021.0.175	LAMBRETTA LD	LD	1957	212 EF 67	LAMBRETTA	Atelier								1100					OUI
2021.0.176	RAVAT A35	A35	1932	5455	RAVAT	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.177	WONDER B35	B35	1930		WONDER	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.178	RAVAT A35	A35	1930		RAVAT	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.179	RAVAT A35	A35	1933		RAVAT	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.180	RAVAT A37GL	A37GL	1935		RAVAT	Réserve				Don				800					OUI
2021.0.181	RAVAT R53	R53	1934		RAVAT	Réserve				Don				400					OUI
2021.0.182	RAVAT R70	R70	1955		RAVAT	Réserve				Don				350					OUI
2021.0.183	RAVAT R35	R35	1955		RAVAT	Réserve				Don				350					OUI
2021.0.184	WONDER B60	B60	1955		WONDER	Réserve				Don				500					OUI
2021.0.185	RAVAT R36U	R36U	1956		RAVAT	Réserve				Don				500					OUI
2021.0.186	RAVAT R40T	R40T	1955		RAVAT	Réserve				Don				500					OUI
2021.0.187	RAVAT R45	R45	1956		RAVAT	Réserve				Don				300					OUI
2021.0.188	RAVAT MOD		1957		RAVAT	Réserve				Don				450					OUI
2021.0.189	La Française Diamant		1928 BMA		La Française	Réserve				Don				650					OUI
2021.0.190	Huco MA	MA	1957		HUCO	Réserve				Don				350					OUI
2021.0.191	Peugeot BMA	BMA	1959		PEUGEOT	Réserve				Don				550					OUI
2021.0.192	Goebel KM25	KM25	1971 allemande		GOEBEL	Réserve				Don				400					OUI
2021.0.193	Tandem		1953		RAVAT	Réserve				Don				700					OUI
2021.0.194	Herucles cyclomoteur		1948 32cc anglais		HERCULES	Réserve				Don				500					OUI
2021.0.195	Zundapp Sport		1972 allemande		ZUNDAPP	Réserve				Don				1600					OUI
2021.0.196	Motobecane AV76	AV76	1958		MOTOBECANE	Réserve				Don				500					OUI
2021.0.197	SM 75		1958		manurhin	Exterieur								250					OUI
2022.0.1	Velosolex 49CC	3800	1972		VELOSOLEX	Garage								400					OUI
2022.0.2	Starlette 98CC	S2L	1955		Monet Goyon	Garage								2000					OUI
2022.0.3	Yamaha 49cc	DT	1981		Yamaha	Garage								200					OUI
2022.0.4	Liberia Y125	Y125	1959	60EG68	Liberia	Garage	Rafistolée							400					OUI
2022.0.5	Ravat 146GL 125CC	146GL	1956	334CL50	ravat	Garage								1000					OUI
2022.0.6	Peugeot GL10 49CC	GL10	1977			Garage								600					OUI
2022.0.7	RAVAT 53 125CC	53	1955	2586WN68	ravat	Garage								400					OUI

Musée mécan de la moto
La Grange à Bécanes
Collection Lemoine

2022.0.8	VELOSOLEC		1953		VELOSOLEX	Garage								80					OUI
2022.0.9	YAMAHA 125C			6708FV90	Yamaha	Garage								300					OUI
2022.0.10	MOTOCONFORT 125CC	C45S	1953	22Y70	MOTOCONFORT	Garage								450					OUI
2022.0.11	TERROT MTR BMA		1938	255788	TERROT	Garage								300					OUI
2022.0.12	MOTOCONFORT AU42	AU42	1961		MOTOCONFORT	Garage								300					OUI
2022.0.13	WONDER B30 49CC	B30	1953	2249	WONDER	Garage								250					OUI
2022.0.14	VELOSOLEX 45CC	3300	1965		VELOSOLEX	Garage								250					OUI
2022.0.15	MOTOBECANE	AV79	1957		motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.16	MOTOCONFORT AU88	AU88	1982	48413412	MOTOCONFORT	Garage								300					OUI
2022.0.17	MOTOBECANE AV3 49CC	AV3	1950	259491	motobecane	Garage								250					OUI
2022.0.18	49,9CC	AV88	1982	829077	motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.19	MOTOCONFORT C52	C52	1967	207KR68	MOTOCONFORT	Garage								400					OUI
2022.0.20	RAVAT B60	B60	1950		ravat	Garage								300					OUI
2022.0.21	PEUGEOT 56TL4	56TL4	1954	8339W068	peugeot	Garage								500					OUI
2022.0.22	PEUGEOT	DEMI COURSE			peugeot	Garage								100					OUI
2022.0.23	CITYBIKE 49,9CC	CITYBIKE	1970		MOTOBI	Garage								800					OUI
2022.0.24	SOLEX 5000				solex	Garage								300					OUI
2022.0.25	Vélo Ravat		1930		ravat	Garage								250					OUI
2022.0.26	Vélo dame		1950		REKORD	Garage								180					OUI
2022.0.27	Peugeot 49CC		1969		peugeot	Garage								100					OUI
2022.0.28	Peugeot 49CC 120		1967		peugeot	Garage								300					OUI
2022.0.29	HONDA C50 50CC	C50	1970	133NZ68	honda	Garage								400					OUI
2022.0.30	MOTOBECANE 93D	93D	1970	93516931	MOTOBECANE	Garage								500					OUI
2022.0.31	AU 98 SPECIALE 49CC	AU98	1965	581833	MOTOCONFORT	Garage								400					OUI
2022.0.32	125 LT2 125CC	LT2	1976	CC726BH	MOTOCONFORT	Garage								1000					OUI
2022.0.33	600DMBK 49CC	6000DMBK	1970	620820	SOLEX	Garage								300					OUI
2022.0.34	PEUGEOT 102	102	1970		peugeot	Garage								400					OUI
2022.0.35	75CC	75	1972	6939Q68	MOTOCONFORT	Garage								800					OUI
2022.0.36	SP94TT 49CC	SP94TT	1970	94235032	motobecane	Garage								500					OUI
2022.0.37	C1PRT 49,9CC	C1PRT	1972	9230107	MOTOCONFORT	Garage								500					OUI
2022.0.38	VELO M4		1948		RAVAT	Garage								150					OUI
2022.0.39	AV32C 49,9CC	AV32C	1960		motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.40	92GT 49,9CC	92GT	1978		motobecane	Garage								400					OUI
2022.0.41	AV42 49,9CC	AV42	1968		motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.42			1975		motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.43	VELO 88		1925		RAVAT WONDER	Garage								150					OUI
2022.0.44	R4D		1957	62ES68	GNONE RHOONE	Garage								400					OUI
2022.0.45	VELO		1948		RAVAT	Garage								150					OUI
2022.0.46	YAMAHA TURBO		1984	1558SM68	Yamaha	Garage								600					OUI
2022.0.47	P55SC 125	P55C	1946	521BV68	peugeot	Garage								450					OUI
2022.0.48	KE125				KAWASAKI	Garage								200					OUI
2022.0.49	Vélo				motobecane	Garage								100					OUI
2022.0.50	125				KAWASAKI	Garage								200					OUI
2022.0.51	RN3B125CC	RN3B	1950	415DL71	RADIOR	Garage								700					OUI
2022.0.52	CD 125CC	CD	1968	9291TD68	honda	Garage								800					OUI
2022.0.53	Vélo 1GSA					Garage								100					OUI
2022.0.54	Cady				MOTOCONFORT	Garage								300					OUI
2022.0.55	Vélo Calla				Calla	Garage								120					OUI
2022.0.56	SWM RS 125 GS	RS 125 GS	1980		SWM	Garage								1300					OUI
2022.0.57	H5BM4		1946		RAVAT	Garage								200					OUI
2022.0.58	125CC		1953		La Française	Garage								100					OUI
2022.0.59	Vélo				peugeot	Garage								100					OUI
2022.0.60	CG 125CC	CG	1978	3293WT68	HONDA	Garage								80					OUI
2022.0.61	S3GD			865AH67	Monet Goyon	Garage								200					OUI
2022.0.62	AV54		1957		motobecane	Garage								300					OUI
2022.0.63	102		1974		peugeot	Garage								350					OUI
2022.0.64	S3C 100C	S3C	1939		Monet Goyon	Garage								400					OUI
2022.0.65	T56TC 125CC	T56TC	1952	2150WM68	peugeot	Garage								600					OUI
2022.0.66					peugeot	Garage													OUI
2022.0.67	COCYMO 49CC		1955		DREVON	Garage								300					OUI
2022.0.68	R92 BIS		1938		RAVAT	Garage								300					OUI
2022.0.69	LT3		1976		motobecane	Garage								1000					OUI
2022.0.70	AV92 49CC	AV92			MOTOCONFORT	Garage								600					OUI
2022.0.71	ORIGINAL		1976		LINGELSER	Garage								800					OUI

Musée national de la moto
La Grange à Becanes
Collection Lemoine

2022.0.72			1955	244AQ70	DAVY	Garage								600					OUI
2022.0.73	31A				Yamaha	Garage								200					OUI
2022.0.74	TETRA		1952	3687WS68	RADIOR	Garage								500					OUI
2022.0.75	AV76 49CC	AV76	1960		motobecane	Garage								400					OUI
2022.0.76	TENDEM W85		1950		WONDER	Garage								400					OUI
2022.0.77	K1		1977	5380RC68	KAWASAKI	Garage								200					OUI
2022.0.78	VM6 125CC		1954		TERROT	Garage								500					OUI
2022.0.79	AS3				Yamaha	Garage								200					OUI


MUSEE DE LA MOTO
BANTZENHEIM
PLAN REZ DE CHAUSSEE
ECHELLE: 1/50
1/100
COUPE BB
1/100
COUPE AA
1/100

M. LE PRÉSIDENT : Et on continue toujours, bientôt à la fin des musées, avec les amis du musée de la moto. Là, c'est une convention de partenariat.

MME DHALLENNE : Voilà, donc vous connaissez tous la grange à bécanes collection Lemoine. Il y a une convention de partenariat qui a été établie, elle est tripartite entre m2A, la commune de BANTZENHEIM et les amis du musée de la moto. Un petit historique : en 2013, Monsieur LEMOINE Raymond fait don de sa collection de mobylettes de marque Ravat à la commune de BANTZENHEIM. La Communauté des Communes Porte de France Rhin-Sud crée de suite le musée rhénan de la moto « La grange à Bécanes », et en 2017, suite au rattachement de la Communauté des Communes à l'agglomération, m2A reprend cette compétence et « La grange à Bécanes », devient un musée d'intérêt communautaire. Je rappelle aussi que l'association des amis du musée de la moto gère la collection et anime le musée tout au long de l'année, et m2A souhaite développer l'attractivité de ce musée tel que le projet de territoire et sa feuille de route du schéma de développement culturel et touristique le stipule. La convention tripartite m2A qui est propriétaire et gestionnaire du musée, la commune de BANTZENHEIM propriétaire de la collection Lemoine et l'association des amis du musée de la moto qui accompagne et anime celui-ci. Donc cette convention prévoit de définir les relations et les engagements ainsi que les obligations entre toutes les parties.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine pour ce rappel historique. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 24 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Roland ONIMUS (représenté par Christine DHALLENNE).
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

44° ASSOCIATION CITE DU TRAIN-PATRIMOINE SNCF : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2024 (513/7.5.6/2420C)

L'association de gestion de la Cité du Train, patrimoine SNCF, conserve et présente aux publics des matériels roulants historiques représentatifs de l'histoire des chemins de fer.
Dans le cadre de la préservation du patrimoine roulant présenté en extérieur de la transition énergétique, la Cité du Train va engager la couverture de l'espace existant entre le bâtiment des quais de l'histoire et le bâtiment réserve.
Cette couverture a pour objectif :

- la préservation des matériels stockés sur cet espace (rame TGV 325 par exemple),
- l'autosuffisance électrique de la Cité du Train par le déploiement de cellules photovoltaïques sur la couverture ainsi créée.

Le principe de cet important investissement a été validé par les Conseils d'Administration de la Cité du Train du 22 juin 2023 et du 30 janvier 2024.

La dépense relative à la couverture proprement dite est estimée à 1.203.832 € HT. L'association sollicite l'aide de m2A à hauteur de 45 % de l'investissement total soit 540 000 € sur 3 ans.

Le plan de financement est le suivant :

	2024	2025	2026	TOTAL
M2A	180 000,00 €	180 000,00 €	180 000,00 €	540 000 € (45%)
Cité du Train	221 277,33 €	221 277,33 €	221 277,33 €	663 832 € (55%)
TOTAL	401 277,33 €	401 277,33 €	401 277,33 €	1 203 832 € (100%)

Pour 2024 la Cité du Train, patrimoine SNCF sollicite m2A pour une aide de 180 000 €.

Pour 2024, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association Cité du train-patrimoine SNCF, une aide financière de 180 000 €.
Les crédits sont inscrits au budget 2024 :
Chap.204/ Compte 20422/Fonction 314
Service gestionnaire 513
Enveloppe : 8135

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 180 000 €,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

P. J. :
- Convention
- Devis
- Contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
513 – LD/CFRS

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (6390), représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 jui2024 et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association Cité du Train-patrimoine SNCF, ayant son siège social 2 rue Alfred de Glenn, représentée par son Président, M. Christophe CHARTRAIN et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

L'association de la Cité du Train – Patrimoine SNCF a pour objet de présenter et de développer le musée français du chemin de fer à Mulhouse, d'en assurer la gestion, de poursuivre toute activité légale s'y rattachant et, plus généralement, d'accomplir toutes opérations mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus désigné.
Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'association.

Article 2 : Modalités d'exécution de la convention pluriannuelle

Par la présente convention, conformément à la délibération N° 2420C du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024, la Cité du Train, patrimoine SNCF engage des travaux pour la préservation de son patrimoine ferroviaire roulant présenté à l'extérieur et assurer au musée une autosuffisance énergétique.

La Cité du train, patrimoine SNCF souhaite réaliser des travaux de couverture entre le bâtiment « les quais de l'histoire » et le bâtiment des réserves. La couverture sera équipée de panneaux photovoltaïques.

La dépense relative au projet est estimée à 1.203.832 € HT. L'association sollicite l'aide de m2A à hauteur de 45 % de l'investissement total soit 540 000 € sur 3 ans.

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la Cité du train pour la réalisation de ces travaux.

Article 3 : Montant de la subvention

M2A contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 540 000 € équivalent à 45% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés.

Cette subvention est fixée après examen du devis et plan de financement des travaux établis par l'Association et transmis avant le 1er novembre de chaque année.

Pour l'année 2024, m2A contribue financièrement pour un montant de 180 000 €, équivalent à 45 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Pour les années suivantes d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'administration s'élèvent à :

- Pour l'année 2025 : 180 000 €, soit 45 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

- Pour l'année 2026 : 180 000 €, soit 45 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

Ces contributions financières ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- la délibération de la collectivité approuvant le budget primitif.
- le respect par l'association des obligations mentionnées.

- la vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution

La subvention de m2A fait annuellement l'objet d'un versement unique sur présentation d'un état récapitulatif des travaux effectués au cours de l'année, assorti des factures acquittées, et certifiées par le comptable de l'association et après signature de la convention et le cas échéant de l'avenant annuel, et vote du budget primitif de m2A.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte de l'association :
Code banque : 10278 – Code guichet : 03000 – Numéro de compte : 00020386101 Clé RIB : 76– Raison sociale et adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

Article 5 : Engagements de l'Association

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- une copie certifiée de son budget et les comptes annuels et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- son rapport d'activité.

Elle s'engage à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Elle s'engage à ouvrir le musée gratuitement aux visiteurs deux fois par an : pour la Nuit Européenne des Musées et les Journées Européennes du Patrimoine.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

L'Association communique, sans délai, à m2A les modifications déclarées au tribunal judiciaire et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6 : Evaluation

M2A procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation annuelle des conditions de réalisation des travaux auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 8 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 9 : Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux travaux dont l'association assure la maîtrise d'ouvrage, ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature jusqu'à complète exécution des obligations des parties.

En cas de non-réalisation des travaux dans le délai de 24 mois à compter de la signature de la présente convention, le projet sera considéré comme abandonné et la subvention ne sera pas versée.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution des dispositions des articles 5 et 6, l'association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la m2A la totalité de la subvention.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 12 : Modification de la convention par avenant

La présente convention sera assortie, pour les années suivantes, d'un avenant annuel d'exécution précisant les travaux restant à effectuer, les dépenses réalisées et le montant de la participation financière de m2A.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par l'association de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans les deux mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées. m2Ase réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention, et sans mise en demeure préalable, en cas de faute lourde commise par l'association.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'association d'achever sa mission.

Article 14 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Article 15 : Liste des annexes

- Annexe 1 : extrait devis détaillé
- Annexe 3 : contrat d'engagement républicain

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, le Président	Pour la Cité du train-patrimoine SNCF, le Président
Fabian JORDAN	Christophe CHARTRAIN

2. CONDITIONS FINANCIÈRES

MONTANT TOTAL H.T.	**1 355 832.00 €**
T.V.A. 20.00 %	**271 166.40 €**
MONTANT TOTAL T.T.C.	**1 626 998.40 €**

Date de validité : 15 jours à partir de la date du présent devis

PRESTATIONS INCLUSES AU DEVIS

- honoraires d'architectes (dossier de permis de construire)
- honoraires de bureau d'étude structure béton armé et charpente
- coordination des travaux tous corps d'état
- installation de chantier
- nettoyage de fin de chantier
- dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)

PRESTATIONS NON INCLUSES AU DEVIS

- conforme à la Réglementation Thermique en vigueur
- relevé topographique par un géomètre expert estimation : 2000,00€ HT
- terrain, frais de notaire et géomètre (abornements, etc…)
- branchement des réseaux (eau, électricité, téléphone, assainissement et gaz) et ce de la limite de propriété au niveau de l'accès à la parcelle jusqu'aux réseaux publics estimation : 5000,00 HT
- création d'entrée charretière
- les éventuelles différences entre les résultats de l'étude géotechnique et les hypothèses du devis (terrassements, remblais, fondations, dallage …)
- assurance dommage ouvrage et tous risques chantier estimation : 21000,00€ HT
- bureau de contrôle estimation : 4000,00€ HT
- mission de coordination en matière de sécurité et de santé estimation : 3000,00€ HT
- campagne de sondages de sol et rapport géotechnique en découlant estimation : 4000,00€ HT
- fondations spéciales
- câblage téléphone ou informatique, postes téléphoniques et terminaux informatiques
- détection incendie, alarme incendie
- terrassement au brise-roche ou explosif, purge de terrain liée à ancienne décharge

[Toute utilisation, diffusion ou reproduction des descriptifs, plans et dessins est strictement interdite]

- toutes sujétions liées à une présence de pollution ou de déchets (hydrocarbures, PCB, métaux lourds, houille, etc…)
- diagnostic amiante avant démolition et toutes sujétions liées à la présence d'amiante dans les ouvrages existants (bâtiment, enrobés, réseaux.)
- les prestations supplémentaires éventuelles qui pourraient être réclamées par les services instructeurs du permis de construire (inspection du travail, pompiers, bornes et réserve d'eau d'extinction d'incendie, etc...)
- taxes liées à la construction (taxe d'aménagement, taxe d'archéologie préventive, versement pour sous-densité) estimation 94268,00€ HT
- installation de production d'électricité photovoltaïque selon l'article L171-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, compris supports, câblage, onduleurs et raccordement TGBT
- installation de recharge des véhicules électriques selon les articles L113-11 à L113-17 du Code de la construction et de l'habitation et selon l'arrêté du 23 décembre 2020 relatif à l'application de l'article R111-14-2 du Code de la construction et de l'habitation, compris bornes de recharge, coffret, alimentation, système de pilotage, protection et branchement au réseau public d'électricité

DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies dans le cadre de l'élaboration de ce document sont enregistrées dans un fichier par LCR exclusivement pour l'étude du dossier, la rédaction d'un contrat de construction et de toute pièce nécessaire à l'exécution de ce contrat
Elles sont conservées sans limite de temps et uniquement pour les besoins futurs du client et sont destinées à l'ensemble des services de l'exploitation
Conformément au RGPD, vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant LCR à l'adresse : 7 rue de Lisbonne – BP 30058 Schiltigheim – 67013 Strasbourg Cedex

[Toute utilisation, diffusion ou reproduction des descriptifs, plans et dessins est strictement interdite]

3. OPTION

OPTION 1 : ABAISSEMENT DU BÂTIMENT

Moins-value pour acrotère de l'auvent amené à 9,00 m de hauteur

MOINS-VALUE H.T. OPTION 1 : - 152 000,00 €

[Toute utilisation, diffusion ou reproduction des descriptifs, plans et dessins est strictement interdite]

4. ÉTAT RÉCAPITULATIF

	MONTANT H.T.	RETENUE	NON RETENUE	MONTANT H.T. DES POSITIONS RETENUES
BASE	1 355 832.00€	**X**		**€**
OPTION 1 Moins-value pour abaissement du bâtiment	-152 000.00€			

MONTANT TOTAL H.T. :	**€**
T.V.A. 20,00%	€
MONTANT TOTAL T.T.C.	€

[Toute utilisation, diffusion ou reproduction des descriptifs, plans et dessins est strictement interdite]

5. PLANS GÉNÉRAUX & COLORIÉ

[Toute utilisation, diffusion ou reproduction des descriptifs, plans et dessins est strictement interdite]

Cité du train Patrimoine SNCF

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (…) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (…) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 15/05/2024

Le (la) Président(e)

CHARTRAIN Christophe

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

Lu et Approuvé

Christophe CHARTRAIN

M. LE PRÉSIDENT : On passe à la Cité du train pour la subvention d'investissement.

MME DHALLENNE : Oui, dans ce beau musée qui est également musée de France. Dans le cadre de la préservation du patrimoine roulant qui stationne en extérieur, la Cité du train souhaite mettre une couverture entre deux bâtiments, celui du quai de l'histoire et du bâtiment des réserves. Cette couverture a pour objectif la préservation du matériel stocké à l'extérieur et notamment la RAM TGV 325, et on prévoit également l'autosuffisance en l'électricité de la Cité du train avec le photovoltaïque qui sera apposé dessus. La couverture est estimée à ce jour à 1 203 832€ et l'association sollicite l'aide de l'agglomération à hauteur de 45% de l'investissement soit un total de 540 000€ répartis sur 3 ans, nous votons cette fois-ci une subvention de la première année de 180 000€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Christine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 61 + 25 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : Christine DHALLENNE, Thierry NICOLAS et Catherine RAPP.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

45° TAXE DE SÉJOUR : MODALITÉS D'APPLICATION A PARTIR DU 1er JANVIER 2025 (511/7.2/2378C)

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération expose les dispositions des articles L. 2333-26 et suivants, L 5211-21, R 2333-43 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précisant les modalités d'instauration de la taxe de séjour par le conseil communautaire.

Conformément à l'article L. 2333-27 du CGCT, le produit de la taxe de séjour est intégralement affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation et le développement touristique du territoire.

Instituée selon le régime intégral de la taxation au réel, la taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux qui ne sont pas domiciliées dans la commune (article L.2333-29 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le montant de la taxe de séjour est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque personne est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour.

La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Date d'application

La présente délibération sera applicable à compter du 1er janvier 2025.

Communes concernées

Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim, Zillisheim, Zimmersheim.

Champs d'application

Il est décidé d'assujettir à la taxe de séjour au réel les natures d'hébergements loués à titre onéreux suivantes :

- Palaces
- Hôtels de tourisme
- Résidences de tourisme
- Meublés de tourisme ou location de vacances entre particuliers (dont chambre chez l'habitant)
- Villages de vacances
- Chambres d'hôtes
- Auberges collectives
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques
- Terrains de camping, terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, port de plaisance.

Taxe additionnelle départementale

Le Conseil départemental du Haut-Rhin a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour et applicable depuis le 1er juillet 2013. La Collectivité européenne d'Alsace se substitue au Conseil départemental du Haut-Rhin, par délibération du 15 février 2021.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L. 3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par Mulhouse Alsace Agglomération pour le compte de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dans les mêmes conditions que la taxe communautaire à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Montant de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2025

Conformément à l'article L. 2333-30 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil communautaire avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante. Le barème suivant est appliqué à compter du 1er janvier 2025 :

Catégorie d'hébergement	Barème 2025	Tarif par nuitée et par personne Part Mulhouse Alsace Agglomération	Tarif par nuitée et par personne Part additionnelle départementale	Tarif total par nuitée et par personne
Palaces	0, 70 € - 4,80 €	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5* et meublés de tourisme 5*	0,70 € - 3,50 €	2,20 €	0,22 €	2,42 €
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4* et meublés de tourisme 4*	0,70 € – 2,60 €	2,10€	0,21 €	2,31 €
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3* et meublés de tourisme 3*	0,50 € - 1,70 €	1,30 €	0,13 €	1,43 €
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2* et meublés de tourisme 2* Villages de vacances 4 et 5*	0,30 € – 1,00 €	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1* et meublés de tourisme 1* Village de vacances 1,2 et 3* Chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 € – 0,80 €	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 3, 4 et 5* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Emplacement dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24h	0,20 € – 0,60 €	0,50 €	0,05 €	0,55 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 1 et 2*	0,20 €	0.20 €	0,02 €	0,22 €

Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Ports de Plaisance				
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau	1% - 5%	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 €	+ 10 % plafonné à 0,40 €	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 € + 10 % plafonné à 0,40 €

Exonération de la taxe de séjour

Conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT, sont exemptés de la taxe de séjour :

- les personnes mineures ;
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire intercommunal de Mulhouse Alsace Agglomération ;
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- les personnes occupant des locaux dont le loyer est inférieur à 300 € par mois, montant correspondant au loyer PLAI de zone III, pour T3.

Modalités de déclaration de la taxe de séjour

L'hébergeur doit effectuer chaque mois, sa déclaration sur le nombre de nuitées effectuées dans son établissement, avant le 10 du mois suivant. Pour ce faire, la collectivité met gracieusement un outil de télé déclaration à disposition des loueurs.

Modalités de paiement de la taxe de séjour

Les collecteurs (logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et plateformes) sont tenus de fournir un état accompagnant le paiement de la taxe collectée (cf. article L. 2333-34 du CGCT). Sur cet état, devront notamment figurer pour chaque perception effectuée et chaque hébergement loué :

- la date de la perception ;
- la date à laquelle débute le séjour ;
- l'adresse de l'hébergement ;
- le nombre de personnes ayant séjourné ;
- le nombre de nuitées constatées ;
- le prix de chaque nuitée réalisée lorsque l'hébergement n'est pas classé ;
- le montant de la taxe perçue ;
- les motifs d'exonération de la taxe, le cas échéant.

L'outil numérique fournit un accès à un espace personnel pour chaque hébergeur lui permettant d'extraire un état récapitulatif portant le détail des sommes

collectées, de consulter la réglementation en vigueur, la délibération actualisée… Il constitue aussi un lien entre les hébergeurs et la collectivité.

Reversement de la taxe de séjour et période de perception

Les collecteurs reversent la taxe de séjour au Trésor Public selon la distinction et le calendrier suivants :

- les hôteliers, doivent reverser le produit de la taxe de séjour trimestriellement, à savoir :

Période de collecte	Date limite de reversement et déclaration
Du 1er janvier au 31 mars	Jusqu'au 10 avril
Du 1er avril au 30 juin	Jusqu'au 10 juillet
Du 1er juillet au 30 septembre	Jusqu'au 10 octobre
Du 1er octobre au 31 décembre	Jusqu'au 10 janvier N+1

- les propriétaires de meublés de tourisme et de chambres d'hôtes, doivent reverser le produit de la taxe de séjour semestriellement :

Période de collecte	Date limite de reversement et déclaration
Du 1er janvier au 30 juin	Jusqu'au 10 juillet
Du 1er juillet au 31 décembre	Jusqu'au 10 janvier N+1

- En application des dispositions de la loi de finances pour 2020, les opérateurs numériques (ou plateformes), en qualité de préposés à la collecte de la taxe de séjour, sont dorénavant tenus de reverser le produit collecté deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, que la collecte soit obligatoire ou réalisée sur la base d'un mandat délivré par le logeur. Les versements doivent, le cas échéant, inclure le solde dû au titre de la période de collecte précédente. Par exemple, la taxe collectée entre le 1er décembre et le 31 décembre de l'année N doit être reversée le 30 juin de l'année N+1 si elle n'a pas été reversée au 31 décembre de l'année N.

La grille tarifaire, ainsi que les modalités d'application feront l'objet d'une information à l'ensemble des établissements du territoire via l'outil de télé déclaration.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 et suivants :
Chapitre 731 / nature 731721 / fonction 633
Ligne de crédit 3796 « Taxes de séjour »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la grille tarifaire et les modalités de perception de la taxe de séjour,

- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,

- charge le Président ou son représentant de notifier ces décisions aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques par l'application OCSITAN.

M. LE PRÉSIDENT : Christine va conclure par la taxe de séjour : les modalités d'application au 1er janvier 2025.

MME DHALLENNE : Merci, donc comme chaque année, nous revotons la grille des barèmes de taxe de séjour. Depuis 2018, les taux n'ont pas changé et nous faisons le choix cette année de réajuster nos tarifs. On a cherché à être le plus juste possible en se rapprochant de nos voisins de Nancy et de Metz. Je vous rappelle que la taxe de séjour doit être réglée par les vacanciers ou les visiteurs dans les hébergements qu'ils ont choisis, que ce soit dans un camping, un hôtel ou également les meublés de tourisme. Tous les hébergements des communes de l'agglomération sont concernés. L'État nous donne un barème avec un tarif minima et maximal selon la catégorie de l'hébergement. C'est ce taux intermédiaire que l'on va voter ce soir. Le département rajoute une taxe additionnelle et pour la CeA, il est de 10% en plus de notre tarif. Quant aux modalités, l'hébergeur fait une déclaration chaque mois et verse chaque trimestre, pour les hôtels la taxe au Trésor Public, et c'est versé de manière semestrielle pour les meublés et les chambres d'hôtes. Pour ces derniers, il est à signaler que les meublés de tourisme sont en augmentation constante : en 2021, nous en avions 246 sur notre territoire ; 2022 : 353 ; 2023 : 518 et en 2024, on approche les 600, on est à 598 à ce jour, je précise bien que ce sont les meublés déclarés. Concernant les meublés, le travail de la collecte est facilité par les tiers collecteurs comme Booking, Abritel, Gîtes de France, les réservations sont contrôlées via leur site et les taxes prélevées automatiquement lors de la réservation. Pour la globalité des taxes de séjour, en 2023 nous avons perçu 1 043 181€ de taxe de séjour. À cette somme, il faut déduire la taxe additionnelle qui sera reversée à la CeA de 73 817€. Pour 2024, si vous acceptez la proposition faite ce soir, le montant de la taxe se monterait à environ 1 578 000€. Et bien sûr, l'enjeu est de générer des revenus supplémentaires pour qu'on puisse mieux développer effectivement notre territoire et créer une attractivité autour du tourisme et l'accueil de la clientèle touristique ou d'affaires.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Christine. Voilà, s'il y a des questions ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

46° PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE DE MULHOUSE : TARIFS A PARTIR DU 1ER JUILLET 2024 (512/7.10.5/2396C)

Le Parc zoologique et botanique de Mulhouse Alsace Agglomération est le 1er site touristique du Haut-Rhin et le 3e d'Alsace. Il accueille des visiteurs individuels et en groupe pour des visites libres et guidées ainsi des entreprises et associations au sein de sa salle séminaire. Les tarifs pour chacun de ces publics sont adaptés en cohérence avec les conditions de visite et les nouveautés proposées par le Parc.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération de maintenir les tarifs actuellement en vigueur à compter du 1er juillet 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le maintien des tarifs du Parc zoologique et botanique,
- fixe la date d'application des tarifs au 1er juillet 2024,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1
- Grille des tarifs

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

I - Tarif visiteurs individuels (billetterie sur place et en ligne)	2024 en €
du 1er novembre au 31 décembre	
Billet 1 jour	11,50
du 1er juillet au 31 octobre	
Billet 1 jour	17,50
Billet 1 jour tarif réduit *(sur présentation d'un justificatif en cours de validité)* - enfants de 4 à 16 ans - étudiants jusqu'à 26 ans inclus - demandeur d'emploi - porteur d'une carte d'invalidité (au moins 80%) + 1 accompagnateur de la personne invalide - personnes de plus de 65 ans - membres de l'Association des Amis du Zoo - "GreenZoo", sur présentation du ticket du jour de transport en commun ou location de vélo (Soléa/SNCF/ Vélocité)	11,50
Billet 1 jour Partenaires - Cartes partenaires - Cartes CE : pour le détenteur et son conjoint	14,50
Billet Tribu (4 pers. maxi dont 2 enfants de moins de 16 ans)	54,00
Carte Meute (5 entrées impersonnelles sans limite de date)	74,00
Tarifs promotionnels	
Tarif Promotion 4	4,00
Tarif Promotion 4,5	4,50
Tarif Promotion 5	5,00
Tarif Promotion 5,5	5,50
Tarif Promotion 6	6,00
Tarif Promotion 6,5	6,50
Tarif Promotion 7	7,00
Tarif Promotion 7,5	7,50
Tarif Promotion 8	8,00
Tarif Promotion 8,5	8,50
Tarif Promotion 9	9,00
Tarif Promotion 9,5	9,50
Tarif Promotion 10	10,00
Tarif Promotion 10,5	10,50
Tarif Promotion 11	11,00
Tarif Promotion 11,5	11,50
Tarif Promotion 12	12,00
Tarif Promotion 12,5	12,50
Tarif Promotion 13	13,00
Tarif Promotion 13,5	13,50
Tarif Promotion 14	14,00
Tarif Promotion 15	15,00
Tarif Promotion 16	16,00

Gratuités (sur présentation de justificatifs en cours de validité)

- **enfants de moins de 4 ans**
- **les retraités et leur conjoint de Mulhouse de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération**
- **les journalistes et photographes de presse dans le cadre de la rédaction d'un article (demande préalable par email)**
- **le personnel des autres zoos ainsi que leur conjoint et 2 enfants**
- **les enseignants dans le cadre de leur activité professionnelle (demande préalable par email)**
- **Carte sénior Pass Temps : 3 entrées gratuites par an ou gratuité totale si prise en charge par commune de résidence**

II - Tarifs visiteurs en groupe

GROUPES SCOLAIRES	2024 en €
Billet 1 jour, tous niveaux	
- Elève	10,50
- Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompnateurs gratuits)	11,50
- Accompgnateur supp.	14,50
Billet 1 jour, groupe scolaire CEA (hors m2A), tous niveaux	
-Elève	8,50
-Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompnateurs gratuits	11,50
-Accompgnateur supp.	14,50
Animations	
- Visite de fin d'année, de mai à août, cycles 1 à 3	65,00
La première visite guidée de projet pédagogique annuel, de sept à mai, tous niveaux (hors m2A)	
- visite guidée 1h	63,00
- visite guidée 1h30	83,00
- visite guidée 2h	103,00
Forfait "Pass culture" (tarif pour l'ensemble de la classe, niveaux 4e, 3e, lycée)	
Visite libre	297,50
Entrée + visite guidée	380,50

GRATUITES (sur présentation de justificatifs en cours de validité) :

- **groupes scolaires de Mulhouse Alsace agglomération : billet 1 jour et animation**
- **accompagnateurs groupes selon niveau :**
  - **maternelles : 1 adulte responsable par tranche de 5 enfants**
  - **Toute Petite Section (TPS) : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants**
  - **Ecoles élémentaires et collèges : 1 adulte responsable par tranche de 10 enfants**
  - **Lycées, établissements d'enseignement supérieur : 1 adulte responsable par tranche de 15 enfants**

TARIFS GROUPES LOISIRS (à partir de 15 pers.)

	2024 en €
Groupe d'enfants hors cadre scolaire (jusqu'à 16 ans)	
Billet 1 jour	
Enfant	10,5
Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices)	14,5
Animations	
Visite de mai à août pour les enfants de 4 à 12 ans - durée 1h - tarif pour le groupe	65,00
Formule "Goûter au Parc" Enfant (à partir de 4 et jusqu'à 16 ans) : entrée au parc + gouter + animation - tarif/pers.	30,00
Groupe d'adultes	
Billet 1 jour	
Adulte	14,50
Animations	
visite d'une durée d'1h pour un groupe de 30 personnes max.	92,00
guide supplémentaire - tarif par groupe (max. 30 pers.)	35,00

GRATUITES (sur présentation de justificatifs en cours de validité) :

- **crèches : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants**
- **accompagnateurs personnes handicapées si mention tierce personne précisée sur carte d'invalidité**
- **groupes des périscolaires m2a hors vacances scolaires**
- **1 chauffeur de bus + 1 organisateur/groupe**

III. BILLETTERIE POUR COMITES D'ENTREPRISE	2024 en €
Différentiel à payer en caisse pour billets CE expirés	2,00
De 20 à 399 billets	
Billet 1 jour adulte	14,00
enfant de 4 à 16 ans	11,00
De 400 à 999 billets	
Billet 1 jour adulte	13,00
enfant de 4 à 16 ans	10,50
Plus de 1000 billets	
Billet 1 jour adulte	12,00
enfant de 4 à 16 ans	10,00

IV. ANIMATIONS

	2024 en €
Kdozoo	
Billet 1 jour + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc accompagnés de soigneurs animaliers (à partir de 10 ans)	68,00
Anniversaire au zoo	
Billet 1 jour + animation + goûter (gateau et boissons). Tarif/ enfant	27,00
2 parents accompagnateurs	
Lever des animaux	
Billet 1 jour + visite des coulisses + petit déjeuner	
Individuels	
Adulte	52,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50
Groupes loisirs et CE	
Adulte	43,50
Enfant (de 0 à 16 ans)	34,50
Soirée privilège au zoo	
Billet 1 jour + visite des coulisses + petit déjeuner	
Individuels	
Adulte	52,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50
Groupes loisirs et CE	
Adulte	43,50
Enfant (de 0 à 16 ans)	34,50

V. ABONNEMENTS ANNUELS	2024 en €
Pour les résidents des communes hors m2A	
Adulte	44,00
Enfant ou étudiant	27,00
Sénior (+60 ans)	27,00
Personne en situation de handicap	27,00
Résidents des communes m2A :	
Adulte	30,00
Enfant ou étudiant	18,50
Sénior (+60 ans)	18,50
Personne en situation de handicap	18,50
Abonnement centres éducatifs et médicaux : 5 bénéficiaires + 5 accompagnateurs	72,00

OFFRE ABONNEMENT JOURNEE MARCHE AUX PLANTES
Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement sur présentation du billet "Marché aux plantes"

OFFRE ABONNEMENT : CONVERSION ENTREE INDIVIDUELLE
Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement pour toute souscription d'abonnement effectuée le jour même de la visite

VI- PRESTATI0NS ANNEXES	2024 en €
A. Location Espace séminaire (entrée du zoo comprise) sans restauration	
Formule Chouette Lapone à la demi-journée	
Jusqu'à 25 personnes :	
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	450,00
soirée (18h- 22 h)	500,00
tarif promo :	
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	390,00
soirée (18h- 22 h)	450,00
De 26 à 80 personnes	
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	550,00
soirée (18h- 22 h)	600,00
tarif promo :	
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	490,00
soirée (18h- 22 h)	550,00
Formule Suricate à la journée 8h-18h	600,00
Formule Suricate à la journée 8h-18h **tarif promo**	550,00
B. Location Espace séminaire (entrée du zoo comprise) avec restauration	
-formule loup du Canada (location avec catering - 1 journée - 8-18 h)	47,00
-formule ours polaire (location avec catering - 1 journée) 8h - 18 h par personne	70,00
-formule petit ours polaire (location avec catering - 1 journée - 8 - 18h)	60,00
-forfait vin	7,00
-formule personnalisée 1	45,00
-formule personnalisée 2	55,00
-formule personnalisée 4	63,00
-formule personnalisée 5	6,00
-formule personnalisée 6	7,00
-options visite en sus de la location	
visite guidée en dehors ouverture du parc avec accès aux coulisses 6h30 - 8h ou 18h - 19h30 prix par personne	30,00
visite guidée pendant ouverture du parc 1 h (par guide pour 25 personnes maxi)	95,00
Forfait animation dans le cadre d'une location espace séminaire par pers.	30,00

D. Droits d'inscription au marché aux plantes	
exposants avec chapiteau	130,00
exposants sans chapiteau	80,00
associations avec chapiteau	80,00
associations sans chapiteau	60,00
E. Droits de place pour le manège (mensuel - calculés au prorata temporis de tout mois commencé - révisable au 1er janvier de chaque année avec une hausse suivant le taux d'inflation - forfait électricité compris)	877,00

FACTURATION : le seuil minimum de facturation est fixé à 15 €. Ce montant devra obligatoirement être appliqué à chaque débiteur redevable d'une somme inférieure à la limite fixée. Les droits perçus au comptant ne sont pas concernés par cette mesure.

VII. BOUTIQUE

LIBELLE	
ACCESSOIRES ALIMENTATION ARTISANAT BIJOUX CARTERIE DECORATION JEU MAGNET OBJETS PERSONNALISES PAPETERIE PELUCHES TEXTILE ACCESSOIRES TEXTILE ADULTE TEXTILE BEBE TEXTILE ENFANT	Prix du marché auquel est appliqué en moyenne un coefficient de 2,5%
LIVRES	Prix de vente Hors Taxe auquel est appliqué une remise de 30% à 35%

OFFRE POUR DETENTEURS CARTE ABONNEMENT

10 % de remise à la boutique pour les détenteurs d'une carte d'abonnement hors librairie, Musique, alimentation et promotions
10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

OFFRE POUR AGENTS MUNICIPAUX ET COMMUNAUTAIRES DE MULHOUSE
10 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions sur présentation de leur carte de légitimation munie d'une photographie d'identité et pour lesquelles la mention agent est obligatoire

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au parc zoologique et c'est Benoît BERGDOLL qui va nous dire qu'il voudrait maintenir les tarifs comme ils sont.

M. BERGDOLL : La délibération concerne les tarifs 2024 du parc zoologique et botanique qui ont été votés lors du CA du 11 décembre 2023, en considérant qu'une ouverture d'Horizon Afrique au courant de l'année, et donc des changements de tarifs éventuels au 1er juillet 2024. Comme l'ouverture est décalée, les tarifs actuels restent donc identiques, cette nouvelle délibération est nécessaire car la délibération initiale mentionnait une date de fin de validité desdits tarifs au 30 juin 2024.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Benoît. Des questions ? Il n'y en a pas. Pas de vote contre ni d'abstentions ?

Pour : 64 + 24 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Michel CHÉRAY (représenté par Nathalie BOESCH).
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

47° PLU DE LA VILLE DE WITTELSHEIM - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION ET APPROBATION (532/2.1.2/ 2428C)

Le PLU de la Ville de Wittelsheim, approuvé par délibération en date du 4 octobre 2004, a fait l'objet de plusieurs évolutions dont la dernière a été approuvée le 2 mars 2020 afin de le mettre en compatibilité avec une déclaration de projet (parc photovoltaïque).

Depuis Mulhouse Alsace Agglomération a engagé au cours de l'année 2023, à la demande de la ville de Wittelsheim, une procédure de modification simplifiée pour faire évoluer le contenu de certaines dispositions réglementaires afin de les mettre en cohérence avec les intentions de la Ville et ainsi notamment :

- supprimer les marges de recul par rapport aux voies et emprises publiques dans le sous-secteur UEc 3 ;
- majorer la hauteur dans la limite de 20% dans les secteurs AUa (commerces/activités artisanales/activités tertiaires), AUb (prolongement de la zone UB à dominante d'habitat) et AUc (prolongement de la zone UC à dominante d'habitat) ;
- supprimer la référence à la notion des « 20 premiers mètres de profondeur comptés à partir de l'alignement » dans l'article 7 de la zone UB
- supprimer l'emplacement réservé n° 9

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées (PPA) ainsi qu'à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est (MRAE). Saisie sur la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale conformément aux exigences de l'article R104-33 du Code de l'urbanisme, cette

dernière a émis le 28 novembre 2023 un avis conforme confirmant que les modifications projetées ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine et qu'il n'est pas nécessaire en conséquence de réaliser une évaluation environnementale.

Par courrier en date du 15 décembre 2023, la Chambre d'Agriculture a, quant à elle, émis un avis favorable au projet de modification simplifiée à l'instar de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) qui a fait part de son absence d'observations par courrier électronique en date du 18 janvier 2024.

Par courrier en date du 17 janvier 2024, le Préfet du Haut Rhin a, quant à lui, fait part de la nécessité de nuancer l'attractivité dont il est fait mention dans le rapport de présentation dans la mesure où elle ne se vérifierait pas sur le territoire concerné au regard des chiffres de l'INSEE.

Le 3 juillet 2023, le Bureau a fixé les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU de Wittelsheim.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé des motifs et les avis émis par les personnes publiques associées ainsi qu'un registre de consultation ont été mis à la disposition du public du 1er mars 2024 au 3 avril 2024 à la Mairie de Wittelsheim, siège de la mise à disposition. Par ailleurs, l'intégralité des pièces du dossier ont été publiées sur les sites internet de Mulhouse Alsace Agglomération et de la commune de Wittelsheim durant toute la période de mise à disposition afin qu'elles puissent être consultées à distance par le public et le cas échéant, que leurs observations puissent être formulées par voie électronique. Enfin, un avis de mise à disposition du dossier a été :

- affiché à la Mairie de Wittelsheim et au siège de m2A,
- publié dans la rubrique des annonces légales du journal L'Alsace le 17 février 2024 ainsi que sur le site internet de m2A.

Durant toute la période de mise à disposition du dossier, bien que consulté, aucune observation n'a été formulée par le public sur le projet. Aussi et eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public.

Ceci étant et afin de répondre à l'observation rédactionnelle du Préfet du Haut-Rhin, il est proposé de supprimer la référence au caractère attractif du positionnement de la commune.

Le projet tel que présenté au Conseil d'Agglomération est donc désormais prêt à être approuvé.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L153-36 à L153-40, L153-45 à L153-48, R153-20 et R153-21

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Wittelsheim en vigueur

VU la délibération en date du 18 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil d'Agglomération au Bureau

VU l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Rémy NEUMANN, Vice-président, dans le domaine de l'urbanisme prévisionnel

VU la délibération du Bureau en date du 3 juillet 2023 approuvant les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLU de Wittelsheim

VU la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 26 juin 2023 décidant de ne pas soumettre à évaluation environnementale les projets de modification des PLU des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération lorsque l' avis de l'autorité environnementale confirme qu'ils ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 et qu'il n'est pas nécessaire de les soumettre à évaluation environnementale

VU l'avis conforme de la MRAE Grand Est du 28 novembre 2023 dispensant la présente procédure d'évaluation environnementale

VU les avis des PPA réceptionnés

VU le dossier mis à disposition du public du 1er mars 2024 au 3 avril 2024

VU le bilan de la mise à disposition du public présenté par Monsieur Rémy Neumann, Vice-président en charge de l'urbanisme

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Wittelsheim,
- approuve la modification apportée au projet de modification simplifiée pour tenir compte de l'observation formulée par le Préfet du Haut-Rhin,
- approuve le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- autorise le Président de m2A ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,
- indique que conformément aux dispositions de l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Wittelsheim et dans les locaux de m2A aux jours et heures habituels d'ouverture,

- dit que la présente délibération sera :
    - transmise au Préfet,
    - affichée pendant un mois à la Mairie de Wittelsheim et au siège de m2A conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
    - sera publiée sur le portail national de l'urbanisme conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-22 du Code de l'urbanisme

PJ : Projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Wittelsheim

Pour toute demande de consultation de la délibération nº 2428C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service Urbanisme prévisionnel
33a avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Bâtiment Grand Rex

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet du portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'urbanisme), à l'adresse suivante :
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à l'urbanisme : le PLU présenté ce soir par Francis HILLMEYER, tout d'abord sur le PLU de WITTELSHEIM.

M. HILLMEYER : Alors effectivement, il s'agit du PLU de la ville de WITTELSHEIM, il s'agit des modifications d'ordre réglementaire, pas de modification profonde, juste une modification simplifiée. Aucune observation n'a été formulée par le public, le projet approuvé par la Chambre d'Agriculture, la CeA. Il n'y a que le préfet qui a souhaité nuancer le terme « attractivité », il a été supprimé dans le texte.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Francis. Pas de questions ? Pas de votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

48° PLU DE LA VILLE D'ILLZACH : APPROBATION DE LA REVISION (532/2.1.2/2429C)

Rappel du contexte

Par délibération en date du 20 septembre 2017, le conseil municipal d'Illzach a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a défini les modalités de la concertation publique.

Cette révision a été engagée pour répondre aux nouveaux enjeux environnementaux définis par les lois Grenelle et ALUR ainsi qu'aux principaux objectifs qui se déclinent comme suit :

- Repenser le projet communal en fonction de l'évolution de plusieurs projets sur la commune et conforter le niveau des infrastructures et des services mis à la disposition de la population :
  - Engager une réflexion sur le déploiement des écoles : rénovation, restructuration et regroupement pour créer « l'école du futur » à Illzach ;
  - Encadrer la modernisation des équipements sportifs en un pôle « Cité des Sports » ;
  - Rendre possible la réalisation d'un projet d'écoquartier intercommunal à proximité du Canal du Rhône au Rhin, incluant des équipements publics ;
  - Etudier le devenir de la partie nord qui avait vocation à recevoir le lycée Bugatti, ce dernier devant demeurer à son emplacement actuel ;
  - Etudier la possibilité d'introduire une certaine mixité de l'utilisation des sols dans les friches ou les zones en voie de mutation proches ;
  - Renforcer la coulée verte au sud d'Illzach en développant des espaces naturels, agricoles et ou maraichers en partant du Mülhenfeld jusqu'aux terrains déjà cultivés de la zone nord de la commune.
- Adapter le zonage et le règlement qui s'y appliquent afin de répondre plus finement aux spécificités des différents sous-secteurs urbains de la

commune notamment liés au changement de vocation de certaines parcelles ;
- Encadrer le devenir des sites économiques vacants ou mutables, en particulier par la rédaction d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- Diversifier l'offre de logements neufs dont une part de logements aidés de qualité par la réalisation de nouvelles constructions sur des terrains mutables bien localisés ;
- Redynamiser la zone d'activités de l'Ile Napoléon ;
- Permettre le renforcement des plantations dans la zone agricole nord de la commune, en faveur d'une plus grande biodiversité et de la constitution de continuités écologiques.

Débat du PADD

Le diagnostic territorial puis la formalisation d'enjeux ont abouti à l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui est une des pièces maitresses d'un PLU car il définit le projet politique de la commune. En application de l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat sur ses orientations doit avoir lieu au sein du Conseil Municipal. Ce dernier s'est tenu le 16 décembre 2019 autour des orientations suivantes :

- Préserver et conforter le fonctionnement urbain ;
- S'appuyer sur le potentiel de renouvellement urbain que constituent les sites en friche pour développer l'offre de logements ;
- Mobiliser les dents creuses en tenant compte du contexte urbain ;
- Assurer l'équilibre entre densification urbaine et préservation du cadre de vie des habitants ;
- Permettre la création d'un projet d'écoquartier intercommunal avec les communes de Riedisheim et Rixheim ;
- Réorganiser l'offre d'équipements ;
- Redonner de la cohérence et de la lisibilité au paysage urbain ;
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine végétal de la commune ;
- Rendre accessible la ville et son environnement aux modes doux ;
- Maintenir l'outil agricole par la préservation des terres agricoles ;
- Préserver les espaces naturels (protéger et mettre en valeur le Mühlenfeld et préserver les jardins familiaux) ;
- Préserver et favoriser la remise en état des continuités écologiques (mise en valeur des cours d'eau, prise en compte de la trame verte et bleue existante et à recréer, améliorer la trame verte urbaine) ;
- Prendre en compte les risques naturels et technologiques ;
- Relancer la croissance démographique et renforcer la part des ménages d'actifs avec enfants ;
- Optimiser les systèmes de mobilités ;
- Favoriser le processus d'autonomie énergétique à travers des opérations d'aménagement exemplaires et augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique d'Illzach ;
- Maintenir voire améliorer la qualité de la desserte en communication ;
- Maintenir un niveau d'emplois sur le territoire et favoriser la mutualisation des espaces communs en zones d'activités ;
- Favoriser la découverte des espaces agricoles et naturels et améliorer l'offre en équipements à destination de loisirs ;

- Prioriser le développement dans les enveloppes urbaines de la ville et lutter contre l'étalement urbain ;
- Opter pour une densification maitrisée et adaptée au contexte ;
- Optimiser le foncier voué à l'activité économique.

Jusqu'au 1er janvier 2020, date à laquelle m2A est devenue compétente en matière de « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », cette procédure a été menée par le Maire d'Illzach conformément aux exigences de l'article L153-9 I du Code de l'Urbanisme, son conseil municipal a par délibération en date du 20 janvier 2020, donné son accord à la poursuite et à l'achèvement de cette procédure par m2A. Depuis, le Président de m2A a conduit la procédure de révision en étroite collaboration avec Illzach.

Par délibération en date du 26 juin 2023, le Conseil d'Agglomération a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU.

Les consultations sur le projet arrêté et enquête publique

Conformément aux dispositions des articles L153-16 et L153-33 du code de l'urbanisme, le projet arrêté de PLU a été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées à son élaboration, à la MRAe et à la CDPENAF. Les avis recueillis ont été joints au dossier soumis à enquête publique. Les observations formulées portent principalement sur :

- Le respect du fonctionnement agricole notamment lors de la création d'aménagements ou de plantation ;
- L'ajustement à la baisse de la projection démographique ;
- La production de logements locatifs sociaux ;
- Le reclassement de l'écoquartier de 2AU en A ou N ;
- La prise en compte la modification du PPRI ;
- L'intégration des différents porter à connaissance dans le rapport de présentation ;
- L'application par anticipation des règles du SRADDET ;
- La réalisation d'expertises « zone humide » en densification (dents creuses, friches, renouvellement urbain) ;
- La complétude du projet de PLU avec les informations liées à la pollution des sols ;
- L'identification des zones favorables au développement des énergies renouvelables.

Le projet de PLU arrêté a été soumis à enquête publique du 1er février au 1er mars 2024 inclus.

Les observations du public ont principalement porté sur :

- Les caractéristiques de transparence et de hauteur des clôtures en zone urbaine ;
- L'enfouissement des réseaux ;
- La limitation de la reconversion de la friche destinée à la création de l'écoquartier classée en 2AU pour la garder en espaces verts et pour le développement des modes doux sur site.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de PLU assorti d'une réserve et d'une recommandation :

- (réserve) que soit modifié le point 5, chapitre I du PADD définissant la vocation de l'écoquartier en conséquence du changement de destination de la zone 2AU, préalablement destinée à la création d'un écoquartier mixte habitat, services et activités et projetée aujourd'hui pour accueillir des activités économiques, comme l'indiquent la ville d'Illzach et m2A.

- (recommandation) que soit complété l'article du règlement concernant la hauteur des clôtures en limites séparatives comme suggéré dans l'observation 1.

Il est proposé de répondre positivement à la réserve et ne pas donner suite à la recommandation du commissaire enquêteur demandant l'augmentation de la hauteur des clôtures en zone urbaine, cette disposition ne se justifiant pas au regard de l'impact paysager sur l'ambiance urbaine du secteur concerné et au titre de la sécurité routière.

Quant aux observations formulées par les PPA et le public, le projet de PLU a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme selon le tableau de synthèse joint en annexe.

Le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil d'Agglomération est prêt à être approuvé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L153-21 ;

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu la délibération en date du 20 septembre 2017 du Conseil Municipal d'Illzach prescrivant la révision de son PLU, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;

Vu le débat au sein du Conseil Municipal d'Illzach sur les orientations générales du PADD en date du 16 décembre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Illzach en date du 20 janvier 2020 donnant son accord à la poursuite de la procédure de révision par m2A

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 10 février 2020 approuvant l'achèvement de la procédure engagée par la ville d'Illzach.

Vu les avis rendus par les Personnes Publiques Associées ;

Vu l'avis de la CDPENAF ;

Vu l'avis de la MRAe ;

Vu l'arrêté n°2/2024 en date du 4 janvier 2024 soumettant le projet de révision à enquête publique ;

Vu le rapport d'enquête et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 7 avril 2024 ;

Considérant que le projet de PLU arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis et observations formulés par les Personnes Publiques Associées, le public et le rapport du commissaire enquêteur ;

Au vu de ces éléments, après en avoir débattu et délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications apportées au projet de PLU arrêté ;
- approuve le projet de PLU de la commune d'Illzach tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- autorise le Président ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que conformément aux dispositions de l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie d'Illzach et dans les locaux de Mulhouse Alsace Agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- dit que la présente délibération sera :
    - transmise au Préfet,
    - affichée pendant un mois à la Mairie d'Illzach et au siège de Mulhouse Alsace Agglomération conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
    - sera publiée sur le portail national de l'urbanisme conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-22 du Code de l'urbanisme.

PJ : Projet de PLU d'Illzach
- Synthèse des observations et des modifications apportées au projet de PLU arrêté

Pour toute demande de consultation de la délibération nº 2429C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service Urbanisme prévisionnel
33a avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Bâtiment Grand Rex

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet du portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'urbanisme), à l'adresse suivante :
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

M. LE PRÉSIDENT : On passe au PLU d'ILLZACH.

M. HILLMEYER : Alors là par contre, il s'agit d'une révision complète : requalifier pour certains secteurs, et en en réalité à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de PLU, assorti d'une réserve et d'une recommandation. La réserve effectivement concerne le secteur du quartier écoquartier qu'il souhaite requalifier en secteur économique. C'est la seule remarque essentielle pour ce PLU.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup pour cette présentation de la révision. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

49° PLU D'OTTMARSHEIM : APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU (532/2.1.2/2430C)

Par délibération en date du 31 janvier 2022, le Conseil d'Agglomération a prescrit le lancement d'une déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Ottmarsheim en vue de la création du terminal portuaire sud.

L'opération est justifiée par l'objectif national de réduction des émissions de CO2 qui nécessite dans le secteur des transports une augmentation de la part modale des modes non routiers et non aériens.

La décarbonation du transport des marchandises est reconnue comme indispensable. Les modes ferroviaires et fluviaux, justement orientés vers les plus longues distances présentent donc des avantages environnementaux très significatifs pour les vingt prochaines années.

La plate-forme multimodale d'Ottmarsheim vise à participer à la réduction de la part des poids lourds dans le transport de marchandises global, en offrant des solutions via le ferroviaire et le fluvial pour mieux combiner les différents modes de transport de marchandises.

L'installation portuaire sera complétée par l'implantation d'une scierie industrielle permettant une valorisation directe sur le site (sciage, fabrication de produits « prêt à l'emploi ») du bois de hêtre collecté dans un rayon de 150km. Cette activité permettra la création d'emplois et l'exportation de produits finis via une logistique décarbonée.

Par délibération en date du 30 janvier 2023, le Conseil d'Agglomération a défini les modalités de concertation du dossier de déclaration de projet. Ce dernier a été mis à la disposition du public du 10 juillet au 15 septembre 2023 et présenté en

réunion publique le 7 septembre 2023. Le bilan de cette concertation a été tiré par le Conseil d'Agglomération le 16 octobre dernier et a permis de faire évoluer le dossier au regard des observations qui ont été émises par le public.

La MRAe (Mission Régionale de l'Autorité Environnementale) a donné un avis en date du 12 octobre 2023 à la fois sur les évaluations environnementales afférentes au projet et à la déclaration de projet. Concernant cette dernière, la MRAe a attiré l'attention de m2A sur le risque d'incompatibilité du maintien du zonage en N (espace naturel) du futur quai.

Lors de l'examen conjoint qui s'est tenu le 9 novembre 2023, les Personnes Publiques Associées ont formulé des observations portant principalement sur :
- La demande de reclassement du futur quai de la zone N vers de la zone UE ;
- Les prescriptions à mettre en œuvre en matière d'eaux usées et pluviales dans le cadre de l'aménagement du site ;
- La mise en œuvre des mesures compensatoires sur des terrains en longueur le long d'un cours d'eau ;
- Le dimensionnement des voies du futur aménagement à adapter en fonction du trafic qu'elles devront supporter.

Les réponses apportées aux Personnes Publiques Associées ont été retranscrites dans le PV de l'examen conjoint qui a été joint au dossier d'enquête publique et le zonage du futur quai qui est revu (cf. ci-dessous).

Dans le cadre d'une procédure unique sollicitée conjointement par EuroRheinPorts, la commune d'Ottmarsheim et m2A, le préfet du Haut-Rhin a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim, la Demande d'Autorisation Environnementale et le permis d'aménager relatifs à la création du terminal sud d'Ottmarsheim. L'enquête publique s'est tenue du 2 avril au 3 mai 2024 en mairie d'Ottmarsheim.

Les observations du public, notamment des associations de protection de l'environnement, dans le cadre de la déclaration de projet, ont principalement porté sur :
- La demande d'ajout de dispositions dans le règlement des zones N et UE autorisant les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des ouvrages de production et de transport d'énergie ou de navigation ;
- La qualité des mesures « Eviter Réduire Compenser » qui ne serait pas à la hauteur de l'enjeu environnemental du site ;
- L'avis de la MRAe qui ne justifierait pas son appréciation quant à la qualité de l'évaluation environnementale du projet ;
- La pertinence du développement de multiples zones portuaires le long du Rhin et du Canal d'Alsace ;
- Les enjeux de préservation de la Trame Verte et Bleue (corridors écologiques et réservoirs de biodiversité) ;
- Le niveau d'ambitions des mesures d'évitement et de compensation du projet qui ne serait pas assez élevé.

A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet en l'assortissant de la recommandation suivante :

- « Tenir compte des recommandations émises par la MRAe et de l'avis d'Alsace Nature. »

Les observations du public ont fait l'objet d'un mémoire en réponse annexé à la présente délibération. A cet égard, il est précisé que le zonage du quai a été modifié pour intégrer l'observation de la MRAe. Les remarques d'Alsace Nature ont, quant à elles, fait l'objet de réponses circonstanciées exposées dans le mémoire en réponse ci-joint, à savoir en particulier :

- La MRAe est une autorité indépendante représentant l'Autorité Environnementale. Elle émet un avis circonstancié sur les plans et les programmes soumis à évaluation environnementale et sur les impacts des projets, sur la qualité de l'évaluation des incidences sur l'environnement et sur les mesures « Eviter Réduire Compenser ». A ce titre il n'appartient à m2A de remettre en cause son expertise en particulier quand elle salue la qualité d'un dossier et des mesures ERC présentées.
- Dans un contexte de lutte contre les Gaz à Effet de Serre (GES), le transport qui représente 30% de la production de GES doit répondre à un important objectif de décarbonation. Le Rhin constitue la première artère fluviale d'Europe. Il représente donc une alternative de choix au transport routier. Il est ainsi un atout majeur pour le territoire en termes d'économie et de transport des marchandises. Cette situation conduit de ce fait à un important développement de projets le long de cet axe comme cela est prévu par le SCOT ;
- Le projet d'aménagement d'un nouveau terminal portuaire comprend des mesures compensatoires ambitieuses à la qualité reconnue par la MRAE. Ces mesures ont été retranscrites dans le PLU d'Ottmarsheim à la fois par le zonage (classement en N des terrains concernés et la protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme) et par les OAP qui reprennent in extenso les mesures environnementales préconisées dans l'étude d'impact.

Il est par ailleurs rappelé que m2A s'est de surcroît engagé, dans le cadre de l'élaboration de son PLUi, à préserver un corridor naturel entre Hardt et Rhin passant au sud du site.

Enfin soulignons et reprenons in-extenso les conclusions du Commissaire Enquêteur sur le volet Permis d'Aménager : « le pétitionnaire a listé de manière très détaillée, les impacts positifs … du projet qui justifient de considérer ce dernier comme présentant un intérêt public majeur ».

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été modifié en tenant compte des différents avis formulés conformément aux dispositions de l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 103-2, L153-21, L153-54 et suivants, L300-6 et R 153-15 et suivants

Vu le Code de l'Environnement

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ottmarsheim approuvé le 22 octobre 2019

Vu l'avis de la MRAe en date du 12 octobre 2023

Vu le procès-verbal de l'examen conjoint par les Personnes Publiques associées

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 mars 2024 prescrivant l'enquête publique unique portant sur la déclaration de projet emportant mise en comptabilité du PLU de la commune d'Ottmarsheim, la demande d'autorisation environnementale et sur le permis d'aménager ;

Vu le rapport d'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur

Au vu de ces éléments, après en avoir délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications apportées au projet de déclaration de projet soumis à enquête publique ;
- approuve la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU tel qu'il est annexé à la présente ;
- autorise le Président de m2A ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- dit que la présente délibération sera :
    - transmise au Préfet,
    - affichée pendant un mois à la Mairie d'Ottmarsheim et au siège de Mulhouse Alsace Agglomération conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
    - sera publiée sur le portail national de l'urbanisme conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-22 du Code de l'urbanisme.

PJ :

- Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim
- Mémoire en réponse

Pour toute demande de consultation de la délibération nº 2430C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service Urbanisme prévisionnel
33a avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Bâtiment Grand Rex

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet du portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'urbanisme), à l'adresse suivante :
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

M. LE PRÉSIDENT : On passe après ILLZACH à OTTMARSHEIM, toujours Francis.

M. HILLMEYER : Alors là il s'agit de la zone portuaire où effectivement l'installation de cette zone sera complétée par l'implantation d'une scierie industrielle qui permettra une valorisation directe sur le site de sciage, la fabrication de produits prêts à l'emploi. Par ailleurs, une enquête publique s'est tenue du 2 avril au 3 mai à la mairie. À l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet en stipulant qu'il fallait tenir compte des recommandations émises par la MRAE et de l'avis d'Alsace Nature. Ainsi, le zonage du quai a été modifié pour intégrer les observations de la MRAE. Les remarques d'Alsace Nature, quant à elles, ont fait l'objet de réponses circonstanciées que vous avez dans vos documents. L'agglomération s'est de surcroît engagée, dans le cadre de l'élaboration de son PLUi, à préserver un corridor naturel entre la Hardt et le Rhin passant par le sud du site. Voilà, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Francis de toutes ces précisions. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

50° PETITE ENFANCE : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2024 – DEUXIEME VERSEMENT (232/7.5.6/2245C)

Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans.

A ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50% du montant de la subvention attribuée en 2023.

Il est proposé un deuxième versement de la subvention au mois de juillet 2024. Celui-ci correspond à la subvention 2024 diminuée du premier acompte déjà perçu, multiplié par 60%.

A ce titre, le Conseil d'Agglomération autorise les versements suivants :

Structure	Commune	Subvention 2023	1er acompte 2024 (50% de la subvention attribuée en 2023)	Subvention 2024	2ème acompte 2024 (subvention 2024 – 1er acompte 2024) X 60%	Solde prévisionnel
Multi-accueils, crèches et jardins d'enfants						
Association de la petite enfance (Les Petits Filous)	Brunstatt	76 092 €	38 046 €	76 092 €	22 827,60 €	15 218,40 €
Association du multi-	Illzach	418 507 €	209 253,50 €	418 507 €	125 552,10 €	83 701,40 €

accueil d'Illzach (Grande Ourse et Petits Pêcheurs de Lune)						
L'atelier de la vie	Mulhouse	178 514 €	89 257 €	178 514 €	53 554,20 €	35 702,80 €
CSC AFSCO	Mulhouse	314 400 €	157 200 €	314 400 €	94 320 €	62 880 €
Accueil Enfant Drouot	Mulhouse	460 694 €	230 347 €	460 694 €	138 208,20 €	92 138,80 €
CSC Bel Air	Mulhouse	311 949 €	155 974,50 €	311 949 €	93 584,70 €	62 389,80 €
Claire-joie	Mulhouse	145 938 €	72 969 €	145 938 €	43 781,40 €	29 187,60 €
Couleurs de vie	Mulhouse	576 405 €	288 202,50 €	576 405 €	172 921,50 €	115 281 €
CSC Lavoisier-Brustlein	Mulhouse	477 079 €	238 539,50 €	477 079 €	143 123,70 €	95 415,80 €
CSC Porte du miroir	Mulhouse	231 135 €	115 567,50 €	231 135 €	69 340,50 €	46 227 €
GHRMSA (Les P'tits Loups)	Mulhouse	8 000 €	4 000 €	8 000 €	2 400 €	1 600 €
Accueil d'enfants Les petits soleils	Mulhouse	281 180 €	140 590 €	281 180 €	84 354 €	56 236 €
Crèche de la Porte Haute (Oberlin)	Mulhouse	220 638 €	110 319 €	220 638 €	66 191,40 €	44 127,60 €
ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace	Mulhouse	30 397 €	15 198,50 €	30 397 €	9 119,10 €	6 079,40 €
La Ribambelle (Pfastatt)	Pfastatt	109 936 €	54 968 €	109 936 €	32 980,80 €	21 987,20 €
L'Eglantine	Riedisheim	264 730 €	132 365 €	264 730 €	79 419 €	52 946 €
CSC La Passerelle	Rixheim	162 268 €	81 134 €	162 268 €	48 680,40 €	32 453,60 €
La Ribambelle (Wittenheim)	Wittenheim	166 914 €	83 457 €	166 914 €	50 074,20 €	33 382,80 €
Sous total Multi-accueils, crèches, jardins d'enfants		**4 434 776€**	**2 217 388 €**	**4 434 776€**	**1 330 432,80€**	**886 955,20€**
Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP)						
CSC Illzach	Illzach	2 500 €	1 250 €	2 500 €	750 €	500 €
L'aire mômes	Lutterbach	29 794 €	14 897 €	29 794 €	8 938,20 €	5 958,80 €
CSC AFSCO	Mulhouse	2 592 €	1 296 €	2 592 €	777,60€	518,40 €
CSC Bel Air	Mulhouse	6 508 €	3 254 €	6 508 €	1 952,40€	1 301,60€
Marguerite Sinclair	Mulhouse	25 065 €	12 532,50 €	25 065 €	7 519,50 €	5 013 €
CSC Pax	Mulhouse	45 551 €	22 775,50 €	45 551 €	13 665,30 €	9 110,20 €

CSC La Passerelle	Rixheim	34 718 €	17 359 €	34 718 €	10 415,40 €	6 943,60 €
CSC CoRéal	Wittenheim	13 305 €	6 652,50 €	13 305 €	3 991,50 €	2 661 €
Sous total LAEP		**160 033 €**	**80 016,50 €**	**160 033 €**	**48 009,90 €**	**32 006,60 €**
Relais Petite Enfance (RPE)						
CSC Illzach	Illzach	22 363 €	11 181,50 €	22 363 €	6 708,90 €	4 472,60 €
La Ribambelle (Pfastatt)	Pfastatt	14 745 €	7 372,50 €	14 745 €	4 423,50 €	2 949 €
L'Eglantine	Riedisheim	22 758 €	11 379 €	22 758 €	6 827,40 €	4 551,60 €
CSC La Passerelle	Rixheim	17 410 €	8 705 €	17 410 €	5 223 €	3 482 €
Sous total RPE		**77 276 €**	**38 638 €**	**77 276 €**	**23 182,80 €**	**15 455,20 €**
Total Petite Enfance		**4 672 085 €**	**2 336 042,50€**	**4 672 085€**	**1 401 625,50€**	**934 417 €**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 :

Chapitre 65 - Fonction 4221 - Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : 232
Ligne de crédit 3819 : subvention fonctionnement centres sociaux et crèches

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des subventions proposées,
- autorise le versement des acomptes de juillet, pour un montant total de 1 401 625,50 €.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à l'enfance, c'est Pierrette KEMPF qui va nous parler de subventions de fonctionnement, deuxième versement assez habituel je dirais.

MME KEMPF : Merci Monsieur le Président. Donc Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures petite enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans. À ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50% du montant de la subvention attribuée en 2023, il est proposé au Conseil d'agglomération d'autoriser le versement d'un second acompte correspondant à la subvention 2024 diminuée du premier acompte déjà perçu, multiplié par 60%. Le montant total du deuxième versement est donc de 1 401 625,50€.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Pierrette. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 50 + 19 procurations.
Ne prennent pas part au vote (17) : Rachel BAECHTEL, Fabian JORDAN, Pierrette KEMPF, Pierre LOGEL, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, Michèle LUTZ, Catherine MATHIEU-BECHT, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Rémy NEUMANN (représenté par Michèle HERZOG), Paul QUIN, Catherine RAPP, Chantal RISSER,

Pierre SALZE (représenté par Jean-Paul JULIEN), Jean-Luc SCHILDKNECHT, Cécile SORNIN (représentée par Anne-Catherine GOETZ) et Philippe WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

51° RESEAU PARENTS 68 : VERSEMENT DE SUBVENTIONS 2024 (232/7.5.6/2365C)

La Circulaire fondatrice des Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) du 9 mars 1999 considère que « La famille est le premier lieu de construction de l'enfant et de transmission des valeurs et des repères et, de ce fait, elle joue un rôle fondamental dans la cohésion sociale ».

Le Réseau Parents 68 (RP68) est une interface entre parents, associations, bénévoles et professionnels et est coordonné par la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF). Il organise et anime les actions REAAP du Haut-Rhin destinées à valoriser les compétences parentales. Centre de ressources pour les porteurs de projets, il mutualise les moyens pour le développement de nouvelles actions.

Le comité de pilotage du Réseau Parents 68 est composé des représentants des principales institutions du département : Caf du Haut-Rhin, MSA Alsace, Education Nationale et Collectivité Européenne d'Alsace. Mulhouse Alsace Agglomération a intégré l'instance de pilotage du RP68 à compter de 2023.

En assurant une cohérence dans l'articulation des actions sur le territoire dans un contexte d'optimisation des dépenses de subvention, l'intégration de Mulhouse Alsace Agglomération au sein du RP68 assure une pertinence de l'action et permettra à la politique de soutien à la parentalité de la collectivité de gagner en visibilité sur le territoire.

L'appel à projet des actions financées dans le cadre du RP68 répond à des critères définis par un cahier des charges répondant aux principes énoncés dans la Charte Nationale des REAAP.

Les propositions de subventions ont été réparties de telle sorte à financer ou co-financer en partenariat avec les autres institutions au moins une action par territoire et par porteur de projet au regard des critères du cahier des charges.

A l'issue de l'action un bilan est systématiquement demandé et étudié par le comité de pilotage, en son absence soit un remboursement est demandé au porteur soit un report de l'action sur l'année suivante peut être envisagé.
Il est proposé pour cette année que Mulhouse Alsace Agglomération participe au financement ou co-financement de **3 actions portées par 1 porteur de projets**. Elles ont été retenues au regard de leur pertinence par le comité de pilotage qui a effectué une analyse des 240 projets d'actions et réceptionnées dans le cadre de l'appel à projets du RP68.

Il est proposé le versement des 3 subventions (23 ont déjà été validées au Bureau du 27 mai 2024).

Porteur du projet	Intitulés du projet et de l'action	Coût du projet	Financements autres (CAF, CEA, MSA)	Financement m2A
CSC La Passerelle - Rixheim	Tout doux, les écrans !	5 478 €	1 400 €	**600 € (10,95%)**
CSC La Passerelle - Rixheim	Café des parents de jeunes enfants	3 827 €	780 €	**780 € (20,38%)**
CSC La Passerelle - Rixheim	Action de prévention sur l'exposition des enfants aux écrans	1 109 €	0 €	**390 € (35,17%)**
	TOTAL			**1 770 €**

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnées au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

La somme est versée en une seule fois directement au porteur de projet et dans le mois suivant la décision du Conseil d'Agglomération.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024
Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 10
Service gestionnaire et utilisateur - 113

Ligne de crédits n°5688 « Appel à projets Parentalité Citoyenneté »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'attribuer les subventions proposées aux porteurs de projet,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT : On parle versement de subventions Réseau Parents 68, Josiane.

MME MEHLEN : Oui, merci Monsieur le Président, bonsoir chers collègues. Nous faisons partie du comité de pilotage et de financement des projets soutenus par le réseau parents 68 et la CAF au titre de la parentalité, et ça nous permet d'avoir une vision d'ensemble concernant des projets qui sont en lien justement avec la parentalité sur l'ensemble du département. Nous soutenons ainsi des projets divers qui émanent de diverses structures et ce soir, nous vous proposons au vote

trois projets portés par un centre socioculturel de notre agglomération, et ces projets ont été retenus au regard de leur pertinence parmi 240 autres projets. Il s'agit de verser dans la globalité, sur ces trois projets, 1 770€ au centre socioculturel La Passerelle de RIXHEIM pour les projets intitulés « Tout doux, les écrans ! », vous avez compris que c'est un travail sur les enfants et l'utilisation des écrans. Le deuxième projet porte sur le Café des parents de jeunes enfants et le troisième est une action de prévention, encore une fois sur l'exposition des enfants aux écrans. Il vous est demandé d'attribuer ces subventions au porteur de projet.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions sur ces trois projets ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

52° STRUCTURES PERISCOLAIRES : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2024 – DEUXIEME VERSEMENT (231/7.5.6/2246C)

En complément de la gestion directe et déléguée des activités périscolaires, Mulhouse Alsace Agglomération conventionne avec des partenaires associatifs gérant ce même type d'activités sur son territoire.

A ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50% du montant de la subvention attribuée en 2023.

Il est proposé un deuxième versement de la subvention au mois de juillet 2024. Celui-ci correspond à la subvention 2024 diminuée du premier acompte déjà perçu, multiplié par 60%.

A ce titre, le Conseil d'Agglomération autorise les versements suivants :

Structure	Commune	Subvention 2023	1er acompte 2024 (50% de la subvention attribuée en 2023)	Subvention 2024	2ème acompte 2024 (subvention 2024 – 1er acompte 2024) X 60%	Solde prévisionnel
CSC AFSCO	Mulhouse	200 798 €	100 399 €	200 798 €	60 239,40 €	40 159,60 €
CSC La Passerelle	Rixheim	239 152 €	119 576 €	239 152 €	71 745,60 €	47 830,40 €
Total		**439 950 €**	**219 975 €**	**439 950 €**	**131 985 €**	**87 990 €**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 :

Chapitre 65, Fonction 281, Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : 231
Enveloppe 3871 : subvention fonctionnement périscolaire hors DSP

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des subventions proposées,
- autorise le versement des acomptes de juillet, pour un montant total de 131 985 €.

M. LE PRÉSIDENT : Maintenant deuxième versement habituel, là pour les subventions de fonctionnement aux structures périscolaires, Josiane.

MME MEHLEN : Oui, merci. Il s'agit effectivement de l'attribution des subventions aux partenaires associatifs avec lesquels nous sommes conventionnés au titre du périscolaire. C'est exactement comme ce que vient de présenter Pierrette au titre de la petite enfance. Nous avons déjà versé 50% de cette subvention en début d'année. Nous vous proposons aujourd'hui l'équivalent de 30% et nous finirons en fin d'année avec 20%. Mais comme vous pouvez le voir, il n'y a plus que deux structures en convention d'objectifs puisque tout passe en ce moment sous la forme d'une DSP qui est plus sécurisante pour nous, et il y a toujours ce fameux volet « régie en direct » qui représente presque 68% de nos structures.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 58 + 23 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Rachel BAECHTEL, Catherine MATHIEU-BECHT, Pierre LOGEL, Josiane MEHLEN, Cécile SORNIN (représentée par Anne-Catherine GOETZ) et Philippe WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

53° TARIFICATION PERISCOLAIRE SUR LE TERRITOIRE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION – ANNEE SCOLAIRE 2024/2025 (231/7.10.5/2376C)

Dans le cadre de sa politique tarifaire en matière de service public périscolaire, Mulhouse Alsace Agglomération a fait le choix, pour l'année scolaire 2023/2024, de faire évoluer sa tarification, inchangée jusque-là depuis 2018.

Pour mémoire, les principes fondateurs de cette nouvelle tarification étaient la forfaitisation de l'accueil, l'individualisation, la linéarité et la sécurisation des tarifs appliqués.

Sa caractéristique majeure repose sur le recours au Quotient Familial (QF) pour déterminer le niveau de facturation du service. Récupéré directement auprès des services de la Caf et de l'administration fiscale, le QF est calculé en tenant compte de l'ensemble des ressources (revenus et prestations familiales) et de la composition du foyer. Il permet d'établir, dans une approche individualisée et linéaire, sans effet de seuil ou de tranche et donc au plus juste, le tarif appliqué en fonction de la capacité contributive de chaque famille.

Pour les familles ne disposant pas de QF ou de numéro allocataire, la facturation est basée sur le dernier avis d'imposition connu. Pour celles qui ne souhaitent pas fournir leur avis d'imposition elles se voient appliquer le tarif maximum.

Tarifs applicables :

Pour l'accueil du midi (plage d'accueil pause méridienne et repas compris), le tarif forfaitaire plancher est de **4,60 €** pour les QF inférieurs à 431. Le tarif forfaitaire plafond, quant à lui, est de **12,20 €** pour les QF supérieurs à 2 200.

Pour l'accueil du soir (plage d'accueil après l'école et goûter compris), le tarif forfaitaire plancher est de **1,00 €** pour les QF inférieurs à 431. Le tarif forfaitaire plafond est de **10,50 €** pour les QF supérieurs à 2 200.

Ainsi, pour les QF compris entre 431 et 2 199 le principe de proportionnalité s'applique entre les deux bornes. Plus le QF est élevé, plus le tarif augmente et inversement.

À noter, les tarifs périscolaires votés par Mulhouse Alsace Agglomération s'appliquent et s'étendent à l'ensemble des établissements d'accueil périscolaire déclarés du territoire, en gestion directe ou concession de service public, exerçant leur activité dans le cadre de la compétence statutaire de l'agglomération (les lundis, mardis, jeudis, vendredis, midi et soir).

Tarifs spécifiques

- Pour les enfants bénéficiant d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et ne pouvant profiter du repas proposé sur site (allergies), il est proposé d'appliquer une facturation à **50% du forfait midi**.

- Pour les associations, organismes et fondations prenant en charge les enfants placés par les tribunaux, ainsi qu'aux familles réfugiées, sur présentation d'un justificatif et jusqu'à obtention le cas échéant d'un numéro allocataire, il est proposé l'application du forfait minimum.

- Pour les adultes extérieurs souhaitant ponctuellement bénéficier du service de restauration (demandes individuelles des parents, de fédérations de parents d'élève, d'élus locaux, …), un tarif de **6,00 €** par repas est proposé.

Pour la rentrée 2024/2025, il est proposé au Conseil d'Agglomération de maintenir à l'identique les tarifs périscolaires tels que votés pour l'année scolaire 2023/2024. A l'issue de cette dernière, un bilan chiffré du niveau de recettes nouvellement perçues sera établi. Au regard de l'inflation, des propositions de réévaluation indiciaire de la tarification périscolaire seront établies pour application annuelle à compter de la rentrée scolaire 2025/2026.

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2024 et seront inscrites au budget primitif 2025 :
Chapitre 70 – Article 706888 – Fonction 281
Lignes de crédit n°29873 « Participation familles périscolaire »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le maintien de la tarification pour la rentrée scolaire 2024/2025.

Pièce-jointe : Annexe 1 – calcul des tarifs m2A

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION
DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE

Annexe 1- 2376C

CALCUL DES TARIFS PERISCOLAIRES DE m2A

La tarification m2A est basée sur **le Quotient Familial calculé par la CAF.**

Le principe est une tarification au forfait (un forfait midi et un forfait soir), individualisée selon le QF des familles.

Pour le forfait du midi, le tarif minimum est fixé à 4,60€ et le tarif maximum est fixé à 12,20€.
Pour le forfait du soir, le tarif minimum est fixé à 1,00€ et le tarif maximum est fixé à 10,50€.

Premier cas : la famille a fourni son numéro allocataire

Le calcul des tarifs midi et soir s'effectue selon le Quotient Familial récupéré auprès des services de la CAF et selon la formule suivante :

QF	≤ 430	431 à 2199	≥ 2200
Forfait midi	4,60€	4,60+((12,20-4,60)*(QF-430)/(2200-430))	12,20€
Forfait soir	1,00€	1+((10,50-1)*(QF-430)/(2200-430))	10,50€

Par exemple, pour une famille avec un QF de 1011 (famille avec 2 enfants et 3 033€ de ressources mensuelles) :

Forfait midi : 4,60 + ((12,20-4,60)*(1011-430)/(2200-430)) = **7,09€ par enfant**
Forfait soir : 1 + (10,50-1)*(1011-430)/(2200-430)) = **4,12€ par enfant**

Deuxième cas : la famille n'a pas de numéro allocataire et fournit son avis d'imposition

A noter, il est alors demandé un **justificatif de non affiliation à la CAF (affiliation MSA ou autre)**, à transmettre avec l'avis d'imposition, afin de garantir une équité quant au calcul des tarifs.

Il est alors nécessaire de calculer un Quotient Familial en prenant en compte les données de l'avis d'imposition :

Les éléments pris en compte pour déterminer les revenus sont alors les suivants :
- revenus d'activité professionnelle et assimilés,
- pensions (alimentaires et retraites),
- rentes et autres revenus imposables (capitaux mobiliers, immobiliers, revenus fonciers,…),
- Déduction des pensions alimentaires versées.

Données figurants sur le dernier avis d'impôts des familles avant déduction des frais réels (soit pour septembre 2024, avis d'imposition 2023 sur revenus 2022).

Il est ensuite nécessaire de diviser les revenus annuels par 12 mois, puis par le nombre de parts.

Le nombre de parts est le suivant :
- Le ou les parents : 2 parts
- 1er enfant à charge : 0,5 part
- 2ème enfant à charge : 0,5 part
- 3ème enfant à charge : 1 part
- Par enfant supplémentaire : 0,5 part
- Par enfant handicapé : 1 part

QF calculé = revenus annuels de l'avis d'imposition / 12 mois / nombre de parts

Par exemple, pour une famille avec 40 000€ de revenus annuels et 2 enfants :
QF calculé = 40 000€ / 12 mois / 3 parts
Soit QF = 1111

Ensuite, la formule précitée pour le premier cas s'applique pour le calcul des tarifs midi et soir.

Forfait midi : 4,60 + ((12,20-4,60)*(1111-430)/(2200-430)) = **7,52€ par enfant**
Forfait soir : 1 + (10,50-1)*(1111-430)/(2200-430)) = **4,66€ par enfant**

Troisième cas : la famille ne souhaite pas communiquer son numéro allocataire CAF, ni son avis d'imposition

La facturation du service s'effectuera alors au tarif maximum
Soit forfait midi : 12,20€ par enfant
Soit forfait soir : 10,50€ par enfant

Pour l’année scolaire 2024 / 2025 :

- ➔ Un premier calcul des tarifs sera effectué pour la période de septembre à décembre 2024, selon le QF récupéré au moment de l’inscription ou selon l’avis d’imposition 2023 sur revenus 2022.

- ➔ Un second calcul des tarifs sera effectué pour la période de janvier à juillet 2025, selon le QF connu au mois de janvier 2025. Pour garantir une équité, le tarif sera également mis à jour pour les familles n’ayant pas de QF, seront alors pris en compte les revenus 2023 selon avis d’imposition 2024.

M. LE PRÉSIDENT : On va parler tarification périscolaire pour l'année 2024/2025.

MME MEHLEN : Merci Monsieur le Président. Effectivement, si vous vous souvenez bien, l'année dernière nous avions fait le choix d'augmenter la tarification qui était restée inchangée depuis 2018, et vous avez tout le détail sur votre projet de délibération. Nous avons souhaité faire une analyse de l'effet de cette augmentation de tarification, mais nous n'avons pas encore assez de recul par rapport à une année scolaire qui n'est pas terminée. Nous vous proposons donc de maintenir cette tarification à l'identique pour l'année 2024/2025, et si vous vous en souvenez bien, nous avions prévu de mettre en place un indice annuel de revalorisation afin de ne pas imposer aux familles des augmentations trop lourdes, mais comme nous n'avons pas pu faire de bilan chiffré, cet indice sera travaillé et on vous le présentera l'année prochaine.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions ? Oui Chantal.

MME RISSER : Merci Monsieur le Président. Alors petite précision sur la délibération 2245, il n'a pas été demandé, mais je ne prendrai pas part au vote, ni mon collègue Paul QUIN parce que nous sommes président et Vice-président, voilà.

M. LE PRÉSIDENT : Oui, oui, on le fait systématiquement. Merci.

MME RISSER : Voilà et maintenant juste une explication de vote. Je m'abstiendrai sur cette délibération, tout comme Emmanuelle SUAREZ pour qui j'ai la procuration, pour être simplement en cohérence avec les interventions que j'ai pu faire précédemment quant à Strasbourg Eurométropole, le prix du repas pour les familles les plus modestes est à 1,50€. Je regrette que sur Mulhouse, les familles modestes ne puissent pas bénéficier d'un tarif préférentiel également, et j'en profite pour remercier, pour être positive, Josiane MEHLEN et ses services, ce que nous avons instauré sur Mulhouse, des réunions régulières qui nous permettent un échange d'informations et c'est quelque chose de très positif.

M. LE PRÉSIDENT : J'ai bien eu le retour de ces réunions qui étaient éminemment positives, merci. D'autres interventions ? donc, qui vote contre ? et qui s'abstient ? Bon, on a les procurations, parce que vous êtes tous là comme ça. Voilà. Et qui est pour ? Pour qu'on voit qu'il y en a encore. Qui est pour ? Ah oui, ça va. Ok, c'est bon pour vous Lucie ? Ok.

Pour : 49 + 18 procurations.
Abstentions (21) : Beytullah BEYAZ, Claudine BONI DA SILVA (représentée par Catherine RAPP), Jean-Philippe BOUILLÉ, Marie CORNEILLE (représentée par Corinne LOISEL), Alain COUCHOT (représenté par Paul QUIN), Nadia EL HAJJAJI (représentée par Maëlle PAUGAM), Anne-Catherine GOETZ, Marie HOTTINGER, Corinne LOISEL, Loïc MINERY, Nathalie MOTTE (représentée par Marie HOTTINGER), Thierry NICOLAS, Maëlle PAUGAM, Paul QUIN, Catherine RAPP, Chantal RISSER, Joseph SIMEONI, Cécile SORNIN (représentée par Anne-Catherine GOETZ), Emmanuelle SUAREZ (représentée par Chantal RISSER), Christophe STEGER et Saadia ZAGAOUI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

54° APPEL A PROJETS PREVENTION DE LA DELINQUANCE, PREVENTION DE LA RADICALISATION ET SECURITE ROUTIERE : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2024 A SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE (06/7.5.6/2441C)

Dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD), Mulhouse Alsace Agglomération soutient les initiatives dans les domaines de la prévention de la délinquance, de la prévention de la radicalisation et de la sécurité routière. L'objectif est de mobiliser ses partenaires afin de promouvoir des actions en lien avec les enjeux prioritaires découlant de ces thématiques. Ainsi, un appel à projets a été mis en place depuis plusieurs années.

Les critères de sélection des projets ont fait l'objet d'une communication préalable à l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels intervenant dans ces domaines sur le ressort de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les projets sélectionnés visent à soutenir et développer une dynamique intercommunale, avec un cofinancement défini (la subvention de Mulhouse Alsace Agglomération n'a pas vocation à financer l'intégralité de l'action).

La priorité est donnée aux actions et projets spécifiques et ponctuels (les projets pérennes n'entrent pas dans le cadre de cet appel à projets), nouveaux ou innovants sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération.

La commission de concertation composée des Vice-présidents des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) restreints et de la Vice-présidente en charge de la stratégie sécurité et prévention s'est réunie le 14 mai 2024, afin d'examiner l'ensemble des dossiers déposés.

1/Prévention de la radicalisation

Sémaphore Mulhouse sud Alsace, initie des ateliers ludiques et interactifs de sensibilisation et de prévention de la radicalisation à destination des jeunes (collégiens, lycéens et jeunes adultes sortis du système scolaire) au cours desquels sont abordées les valeurs de la République. Ces ateliers ont pour objectif de déconstruire les théories complotistes véhiculées notamment par les réseaux sociaux, de lutter contre le repli sur soi et l'endoctrinement religieux. Il est proposé d'attribuer une subvention de **1 500€** (pas de demande en 2023).

2/Sécurité routière

Sémaphore Mulhouse sud Alsace » organise un spectacle (3 représentations) « *sur la route, pas de risques inutiles...* » le 6 juin 2024, dédié à la lutte contre les violences routières interprété par la compagnie « De cour à jardin », à destination des collégiens (classes de 4ème et 3ème), lycéens et jeunes adultes sortis du système scolaire. Il est proposé d'attribuer une subvention de **1 000€** (pas de demande en 2023).

Le montant total des subventions proposé à Sémaphore Mulhouse sud Alsace dans le cadre de cet appel à projets annuel 2024 s'élève à 2 500€.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnées à la signature par chaque association du contrat d'engagement républicain approuvé par le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, et au respect par le bénéficiaire de ses principes afférents.

Les subventions attribuées feront l'objet d'un versement unique dès lors que la délibération sera exécutoire.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 :
Chapitre 65 - article 65748 -fonction 10
Service gestionnaire et utilisateur : STSPD et Projets
Ligne de crédit n° 9 426 – appel à projets sécurité routière délinquance radicalisation

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve les projets retenus et les montants de subvention proposés,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT : On va continuer avec Michèle LUTZ qui va nous parler de l'appel à projets prévention de la délinquance, prévention et radicalisation, sécurité routière avec une attribution de subvention à Sémaphore.

MME LUTZ : Oui, merci, merci Président. Alors, chaque année, la mission sécurité prévention de la délinquance de m2A lance un appel à projets destiné à soutenir les initiatives des partenaires du territoire de m2A ; permet aussi de mobiliser les partenaires dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance sur la période 2022-2026, donc 6 projets sur 7 présentés ont retenu l'attention de la Commission d'impulsion qui s'est réunie le 14 mai 2024. Et parmi les 6 projets retenus, deux d'entre eux sont à l'initiative de Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace. Le premier projet, c'est dans le domaine de la prévention de la radicalisation à travers des ateliers ludiques et interactifs qui sont faits à destination des jeunes, au total ce seront donc 12 ateliers constitués de 15 à 20 personnes qui seront programmés sur 2 jours. Il est proposé de participer pour le premier projet à un financement de cette action à hauteur de 1 500€ sur un coût total de 8 464€. Pour le second projet, il s'agit d'un projet dans le domaine de la sécurité routière, il y aura un spectacle qui sera présenté, trois représentations dans la même journée, qui permettent aussi de lutter donc vous l'aurez compris contre les violences routières. Alors pour ce second projet, il est proposé de de financer à hauteur de 1 000€ sur un coût total de 2723€. J'en profite pour remercier les personnes qui travaillent à mes côtés, à savoir Gilbert FUCHS, Jean-Paul JULIEN et Paul QUIN. Voilà Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Michèle. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 53 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : Francine AGUDO PEREZ, Rachel BAECHTEL, Marie HOTTINGER, Fatima JENN (représentée par Fabian JORDAN), Pierrette KEMPF, Alain LECONTE, Pierre LOGEL, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER et Alain SCHIRCK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

55° ACCUEIL DE « PANAM SPORTS ORGANIZATION » : RECOURS AU BENEVOLAT (241/7.10.5/2394C)

Le Comité International Olympique a désigné Paris en 2017 comme ville hôte des jeux de 2024.

Mulhouse Alsace Agglomération a candidaté avec succès en 2019 auprès du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques pour l'obtention du label « Terre de Jeux 2024 », venu récompenser l'implication des territoires dans une démarche globale autour des Jeux sur la base d'engagements concrets.

Cette attractivité territoriale fut accentuée en 2020 par le référencement de l'agglomération en tant que « Centre de Préparation aux Jeux » (C.P.J.) incluant de fait l'inscription des équipements sportifs de l'agglomération dans le catalogue recensant les C.P.J. proposés aux équipes internationales olympiques et paralympiques lors des Jeux de Tokyo en 2021.

A ce titre, m2A accueille cet été la plus grande délégation de sportifs dans le cadre d'une préparation olympique aux Jeux de Paris 2024. Soit 370 athlètes issus de 31 comités nationaux Olympiques et regroupé sur le territoire m2A dans le cadre de la solidarité Olympique par l'organisation continentale « Panam Sports Organization ».

Dans ce cadre, Mulhouse Alsace Agglomération envisage de faire appel, pour assurer le bon fonctionnement du service, à des bénévoles afin d'assurer les missions suivantes :

- aide à l'accueil et l'organisation,
- accompagnement des athlètes,
- lien entre les coordinateurs et les athlètes.

Cette organisation serait applicable pour la période du 25 juin au 30 août 2024.

Le recours au bénévolat fera l'objet de l'établissement d'une convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le recours au bénévolat dans le cadre de l'accueil de « Panam Sports Organization »,
- approuve la convention de bénévolat jointe en annexe à la présente à la présente délibération,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : Projet de convention de recours au bénévolat

CONVENTION DE RECOURS AU BENEVOLAT

(modèle-type)

Entre,

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par Mme. Carole TALLEUX, Conseillère communautaire déléguée à la mobilisation du territoire pour les JO 2024 et au Centre Sportif Régional, dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du XX/XX/2024 et désignée ci-après dans la présente convention sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

Monsieur ou Madame … (Nom, Prénom), demeurant … (adresse) né(e) le … (date), à … (Lieu), ci-après dénommé(e) le bénévole,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans l'objectif d'attractivité du territoire et dans le cadre de la mise en place de la Dynamique Olympique en lien avec la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, m2A a décidé, pour assurer les activités d'accueil, d'organisation et d'accompagnement d'événements majeurs et de camps de préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 de faire appel à des bénévoles.

Le bénévole est la personne qui apporte son concours à une collectivité ou à un établissement public à l'occasion d'activités diverses dans le cadre de la réalisation d'un service public mais également dans des situations d'urgence.

Le bénévole est donc la personne qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective et justifiée à un service public, dans un but d'intérêt général, soit concurremment avec des agents publics, soit sous leur direction après réquisition ou sollicitation, soit spontanément.

Il est convenu ce qui suit :

Vu l'arrêt d'Assemblée, du Conseil d'Etat, du 22 novembre 1946, n°74725-74726

Article 1 : Nature de la convention

Ce recrutement intervient au titre de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui encadre le recours aux collaborateurs occasionnels du service public bénévoles.

Article 2 : Objet

La présente convention fixe les conditions de présence de *Madame ou Monsieur … (nom, prénom du collaborateur occasionnel),* collaborateur occasionnel bénévole au sein *de la direction des Sports* de m2A.

Le bénévole exercera les activités recensées ci-dessous

- Aide à l'accueil et l'organisation
- Accompagnement des athlètes
- Lien entre les coordinateurs et les athlètes

Article 3 : Durée

Le bénévole sera présent sur la période du … *(date)* au … *(date)*

La présente convention prendra fin obligatoirement à l'échéance du projet pour lequel le bénévole est recruté.

Article 4 : Temps de travail

Le bénévole sera présent : … *(Mentionner les jours et/ou heures de présence s'ils sont fixes et déterminés à l'avance)*

Article 5 : Lieu de travail

Le bénévole travaille dans les locaux équipements de m2A dont le siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim.

Le bénévole pourra être amené à se déplacer en fonction des nécessités de services liées à ses fonctions. Tout déplacement fera l'objet d'un ordre de mission qui en fixera le lieu, la durée et l'objet. Le remboursement des frais supportés à cette occasion sera effectué, conformément aux dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

Article 6 : Rémunération

Le bénévole ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de m2A pour les missions qu'il remplit à ce titre.

Article 7 : Engagements réciproques

Le bénévole s'engage à :

- Disposer des habilitations et qualifications requises et respecter la réglementation en vigueur du domaine d'activité dans lequel il intervient. En cas non-respect, m2A sera fondée de mettre fin immédiatement à la collaboration, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales en cas d'infraction,

- Etre présent de manière régulière et à l'heure. En cas d'absence, il devra prévenir l'agent de m2A référent ou l'autorité territoriale *(le cas échéant)* au moins une semaine à l'avance pour permettre son remplacement,

- Respecter les consignes données par l'autorité territoriale et/ou l'agent de m2A référent,

- Montrer un comportement respectueux de l'individu et du matériel mis à sa disposition (ranger les locaux utilisés pendant son activité),

- Participer, si possible, aux réunions ponctuelles de coordination et de bilan afin de permettre le suivi du dispositif,

m2A s'engage à :

- Mettre à disposition les locaux et le matériel nécessaire pour permettre au bénévole de mettre en place son activité.

- *(Le cas échéant)* Assurer la coordination du dispositif par le biais d'un agent référent: préciser le nom de l'agent référent.

- Associer le bénévole à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet.

Article 8 – Droits et obligations

Le bénévole est soumis pendant toute la période d'exécution de la présente convention aux droits et obligations applicables aux agents du service public (laicité, neutralité, probité, dignité, etc.)

Article 9 – Assurances :

Dans le cadre de son contrat d'assurance responsabilité-multirisques, m2A garantit le bénévole sur l'ensemble des points suivants pendant toute la durée de sa collaboration *(à adapter en fonction du contrat souscrit)* :

- Responsabilité civile ;
- Défense ;
- Indemnisation de dommages corporels ;
- Assistance (…).

Le bénévole devra justifier de la souscription d'une garantie responsabilité civile et transmettre à m2A une attestation d'assurance le jour de la signature de la présente convention.

Article 10 : Résiliation :

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, l'autorité territoriale se réserve le droit d'y mettre fin à tout moment et sans préavis par courrier recommandé adressé au bénévole.

Le co-contractant devra le cas échéant, informer l'autorité territoriale de son intention de cesser sa collaboration par courrier ou courriel simple en respectant le préavis d'une durée de 7 jours.

Article 11 : Contentieux

Les litiges individuels nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution ou la rupture peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

Fait à Sausheim, le …… 2024 en deux exemplaires originaux.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère communautaire déléguée à la mobilisation du territoire pour les JO 2024 et au Centre Sportif Régional	Le bénévole
#signature#	
Carole TALLEUX	(Nom-prénom)

M. LE PRÉSIDENT : On passe à l'accueil de PANAM SPORTS présenté par Carole TALLEUX.

MME TALLEUX : Oui donc vous le savez, m2A accueille cet été la plus grande délégation sportive dans le cadre de leur préparation olympique aux Jeux de Paris. Donc pour rappel, 370 athlètes issus de 31 comités nationaux olympiques ainsi que 90 athlètes issus de 2 comités nationaux paralympiques en août. Ainsi, et pour concourir à la réussite de ce projet, le recours au bénévolat est sollicité pour des missions de chaperon accompagnant les athlètes dans leur journée et aidant à l'accueil, à l'organisation et au bon déroulement de ce stage. Cette organisation serait applicable pour la période du 25 juin au 30 août.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Carole. Est-ce qu'il y a des questions ? Donc là ça approche les dates, on n'a jamais été aussi près, ils disaient. Voilà, et la flamme, c'est mercredi. Voilà donc grande manifestation à venir sur notre agglomération. Merci Carole. Est-ce que vous avez des questions supplémentaires ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 63 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

56° PROJET « PACK SPORT » : OUTIL D'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE PAR LE BIAIS DU SPORT DE HAUT NIVEAU (241/7.10.5/2390C)

Mulhouse Alsace Agglomération gère de nombreux équipements sportifs d'intérêt communautaire qui accueillent tout au long de l'année de nombreux évènements sportifs.

Dans le cadre de la vision sport 2030, une démarche collective en lien avec les clubs utilisateurs a été engagée afin de développer un outil d'attractivité lié au sport de haut niveau.

L'objectif de ce « Pack Sport » est de proposer aux habitants un pass qui permettra d'assister à différents évènements sportifs qui auront lieu sur un seul et même week-end dans l'Agglomération. Les détenteurs du pass auront également accès à d'autres services tels que des entrées gratuites dans les piscines et patinoire, ou à prix réduit dans les musées, au parc zoologique et botanique et autres équipements du territoire.

L'objectif est de proposer un produit exclusif, avec des prestations et avantages proposés par les clubs aux détenteurs du Pack Sport.

Pour son expérimentation, il est proposé de cibler quatre week-ends « phares » sur la saison sportive avec au minimum 3 matchs par week-ends. Le volume de vente par week-end sera limité à 50 packs. Ce volume pourra être augmenté par la suite.

Ce pack sera vendu via un site spécialisé dans la vente de billets, ainsi qu'au Centre Sportif Régional Alsace.

Les clubs souhaitant participer à ce projet sont le Football Club Mulhouse (FCM), le Volley Mulhouse Alsace (VMA), le Mulhouse Basket Agglomération (MBA), le Mulhouse Water-Polo (MWP), les Scorpions Mulhouse (ADHM), l'ASPTT Handball Mulhouse Rixheim, le Red Star Badminton Mulhouse ainsi que la Gymnastique Rythmique Pfastatt.

Le nombre de clubs est porté à évoluer.

Des conventions de partenariat précisant notamment les engagements de parties seront conclues entre Mulhouse Alsace Agglomération et les clubs sportifs.

Le « Pack Sport » sera vendu à un tarif qui variera en fonction des week-ends et du nombre de matchs proposés. Le prix sera compris entre 24€ et 34€. Un tarif unique de 10€ pour les enfants âgés de treize ans au plus est proposé. Le détail des tarifs se trouve dans la grille tarifaire (en annexe de la délibération).

L'encaissement et le reversement des recettes se feront par Mulhouse Alsace Agglomération, par le biais de la régie d'avances et de recettes du Centre Sportif Régional Alsace.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- approuve la création de ces nouveaux tarifs,
- autorise le Président ou son représentant à signer les documents contractuels en rapport ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

P.J. : - projet de convention de partenariat,
- grille tarifaire

(LOGO CLUB)

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU PACK SPORT

(modèle-type)

PROJET

Entre,

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par M. Daniel BUX, Vice-président délégué aux équipements sportifs et au sport de haut niveau, dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024 et désignée ci-après dans la présente convention sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

Le club X, association régulièrement inscrite le XXXXXXX au Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume XX folio n° XX) dont le siège social est situé …… représenté par son (sa) Président(e) en exercice dûment habilité(e), M. ou Mme XXXXXXXX XXXXXXX, et désigné sous les termes « X » ou « le club X » dans le présent contrat

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

m2A gère de nombreux équipements sportifs d'intérêt communautaire qui accueillent tout au long de l'année de nombreux évènements sportifs.

Dans le cadre de la vision sport 2030, une démarche collective en lien avec les clubs utilisateurs a été engagée afin de développer un outil d'attractivité lié au sport de haut niveau.

Article 1 : Objet

L'objectif de ce « Pack Sport » est de proposer aux habitants un pass qui permettra d'assister à différents évènements sportifs qui auront lieu sur un seul et même week-end dans l'Agglomération. Les détenteurs du pack pourront également avoir accès à d'autres services tels que des entrées gratuites ou des tarifs réduits dans les musées, parc zoologique et botanique, dans les piscines et patinoire ou autres équipements du territoire. L'objectif est de commercialiser un produit exclusif, avec des prestations et avantages proposés par les clubs aux détenteurs du Pack Sport.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an soit, du 30 juin 2024 au 30 juin 2025. Elle pourra être prolongée par simple avenant.

Article 3 : Obligations de m2A :

m2A s'engage à :

- assurer la communication du dispositif par tout moyen approprié (Internet, salons, affichage, presse, éditions…) en valorisant le partenariat ;
- vendre le Pack Sport a un tarif allant de 24 à 34€ TTC pour les adultes et 10 € TTC pour les enfants âgés de 13 ans au plus ;
- apposer systématiquement et de manière indélébile la date de validité sur le Pack Sport lorsqu'il est vendu dans un point de vente (CSRA) ;
- rétribuer chaque club inclus dans l'offre du week-end en fonction du nombre de packs vendus pour ce même week-end ;
- expliquer le fonctionnement du Pack Sport aux clients.

Article 4 : Obligations du Club

Le club s'engage à :

- accueillir le détenteur du Pack Sport lors de ses matchs ;
- contrôler la date de validité du Pack sport et à n'accorder les prestations et avantages que pendant la période de validité sur présentation du Pack Sport daté ;
- proposer des avantages exclusifs aux détenteurs du pack sport.

PROJET

Article 5 : Tarifs

D'un commun accord entre m2A et le club, il a été défini un prix de rétribution par billet de XX € pour les adultes et de XX € pour les enfants. Ce tarif sera valable et définitif pour la saison 2024/2025. Les prix convenus sont de :

- Prix de vente « Pack Sport »
  - Adulte :
    - 3 matchs : 24 €
    - 4 matchs : 29 €
    - 5 matchs : 34 €
  - Enfant :
    - Tarif unique de 10 €

Article 6 : Modalités d'encaissement et de reversement des recettes

L'encaissement des recettes s'exercera selon les dispositions prévues par l'arrêté N°XX en date du XX relatif au fonctionnement de la régie de recettes et d'avances créée auprès de la Direction des sports pour le CSRA.
Les recettes seront perçues par les régisseurs nommés par arrêté N°XX en date du XX.
Les recettes seront reversées à l'association dans un délai de 3 semaines maximum suivant le week-end ciblé.
Un état de suivi sera transmis à l'association en guise de justificatif de paiement.
Un tableau de suivi sera mis en place afin de suivre les encaissements et les reversements.

Article 7 : Communication, promotion et commercialisation

Dans le cadre de ce partenariat, m2A s'engage à promouvoir le Pack Sport et le club participant. Une communication autour du Pack Sport sera réalisée sur les réseaux sociaux, sur le site officiel de m2A, sur des affiches et flyers déposés dans les équipements m2A.
Le club s'engage à promouvoir le Pack Sport sur des affiches, flyers et écrans ou tout autre support.

Article 8 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par chaque partie en cas de non-respect des obligations contractuelles incombant à l'une des autres parties. Cette résiliation est prononcée après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un mois.

PROJET

<u>Article 10</u> : Règlement des litiges

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à Mulhouse, le ……. 2024 en deux exemplaires originaux.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Vice-Président délégué aux Equipements sportifs et à l'excellence sportive	Pour le club « X » Le (La) Président(e)
Daniel BUX	……

PROJET

m2A - Direction Sports

CENTRE SPORTIF REGIONAL

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

	AGGLO	HORS AGGLO
	2024	2024
Pack Sport		
Tarifs adultes : 13 ans et +		
- 3 matchs	24,00	24,00
- 4 matchs	29,00	29,00
- 5 matchs	34,00	34,00
Tarifs enfants :		
- tarif unique	10,00	10,00

M. LE PRÉSIDENT : Daniel BUX pour le « Pack Sport ».

M. BUX : Oui, qu'est-ce que c'est que le « Pack Sport » ? C'est simplement un pass, un produit expérimental conçu et initié par le service des Sports m2A. L'objectif est de proposer un produit exclusif avec des prestations et des avantages pour un certain nombre d'habitants de l'agglomération. C'est un produit qui sera mis en vente par le service des Sports, et qui a pour objectif d'amener un certain nombre de personnes pour voir des matchs, assister à des compétitions sportives. Sur un week-end, cela peut aller de 3 à 4 matchs du vendredi au dimanche, c'est bien sûr pour apporter davantage d'assistance pour certaines disciplines, à des tarifs très attractifs, entre 24 et 34€ pour l'ensemble du weekend, sachant que d'autres prestations peuvent également être adjointes aux entrées de match, notamment des entrées gratuites à la piscine, à la patinoire, même des tarifs réduits pour le zoo ou certains musées. Le produit, sur un site spécialisé, sera mis en vente, ainsi qu'au Centre Sportif Régional. Il y a un certain nombre de clubs qui ont déjà donné leur accord pour participer à l'opération : le Football Club Mulhouse, le Volley Mulhouse Alsace, le Mulhouse Basket Agglomération, le Water-Polo, les Scorpions, le Handball Mulhouse Rixheim, le Red Star Badminton, ainsi que la gymnastique rythmique de PFASTATT. Comme c'est expérimental, on ne mettra en vente, sur 4 weekends choisis, qu'une cinquantaine de packs. On verra ce que ça donne, si ça marche bien, on pourra toujours en rajouter quelques-uns et le développer sur la saison sportive suivante. Sinon on restera là, on aura fait l'expérience et on s'apercevra peut-être, j'espère que non, que ça ne servirait pas l'intérêt de nos habitants.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Daniel. Est-ce que vous avez des questions sur ce « Pack Sport » ? Non. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

57° ANIMATIONS AQUATIQUES ET EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUTAIRES – MODIFICATION ET CREATION DES TARIFS COMMUNAUTAIRES POUR SERVICES RENDUS (241/7.10.5/2431C)

L'accès aux équipements sportifs communautaires ainsi que les animations et autres services proposés à la population, au mouvement associatif ou scolaire font l'objet d'une tarification révisée annuellement.

Afin de permette au plus grand nombre d'accéder à nos installations, il est proposé de maintenir les tarifs actuels relatifs aux services rendus en lien avec les animations aquatiques et les équipements sportifs communautaires.

Dans le cadre de l'évolution du fonctionnement de nos équipements et de l'accueil de stages olympiques et paralympiques, il est proposé d'appliquer les modifications suivantes dès le 1er juillet 2024 :

- la modification du tarif abonnement annuel à la piscine de Bourtzwiller de 63,70€ à 57,70€ compte tenu de la baisse du volume d'ouverture au public,
- la création d'un tarif unique relatif à un accès journalier à l'espace de récupération de l'Institut Médico-Sportif Sud Alsace du Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) dans le cadre des stages olympiques et paralympiques d'un montant de 7,50€,
- la création de tarifs relatifs au service d'optimisation de la performance développé au CSRA.

L'ensemble des tarifs figure dans la grille tarifaire annexée à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les tarifs communautaires pour services rendus relatifs aux équipements sportifs d'intérêt communautaire figurant en annexe ;
- fixe la date d'application des tarifs communautaires pour services rendus relatifs aux équipements sportifs d'intérêt communautaire au 1er juillet 2024.

P.J. : listes tarifaires

PISCINES

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	**A partir du 01/07/2024**	**%**	**Avant le 01/07/2024**	**A partir du 01/07/2024**	**%**
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
Piscines :						
* Ticket entrée Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	4,50	**4,50**		4,50	**4,50**	
- tarif réduit	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
- tarif minimum et City pass	2,90	**2,90**				
* Ticket entrée Piscine (ttes piscines sauf CNIN et Aquarhin) :						
- tarif plein	3,90	**3,90**		3,90	**3,90**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- tarif minimum et City pass	1,90	**1,90**				
- tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (uniquement facturation, selon convention)	1,00	**1,00**				
* Tarif carte magnétique en cas de perte ou détérioration	5,10	**5,10**		5,10	**5,10**	
* Tarif bracelet électronique	7,10	**7,10**		7,10	**7,10**	
Hygiène						
* Ticket entrée douche (Illberg) :						
- tarif plein	2,10	**2,10**		2,10	**2,10**	
- tarif réduit	1,80	**1,80**		1,80	**1,80**	
- tarif minimum	1,50	**1,50**		1,50	**1,50**	
Forme :						
* Ticket entrée Espace Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	12,40	**12,40**		12,40	**12,40**	
- tarif réduit	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
- tarif minimum et City-pass	7,50	**7,50**				
* Ticket entrée Bien-Etre + (CNIN avec accès bassins) :						
- tarif plein	14,60	**14,60**		14,60	**14,60**	
- tarif réduit	11,70	**11,70**		11,70	**11,70**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**				
- supplément Bien-Etre (pour les détenteurs d'un accès bassins)	10,20	**10,20**		10,20	**10,20**	
- supplément Bien-Etre + (pour les détenteurs d'un accès Bien-Etre)	2,70	**2,70**		2,70	**2,70**	
* Ticket entrée Bien-Etre (Aquarhin, sans accès bassins) :						
- tarif plein	7,50	**7,50**		7,50	**7,50**	
- tarif réduit	6,10	**6,10**		6,10	**6,10**	
- tarif minimum	4,70	**4,70**				
* Ticket entrée Spa (Illberg)						
- tarif plein	3,70	**3,70**		3,70	**3,70**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- tarif minimum	2,50	**2,50**				
* Ticket entrée Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins)						
- tarif plein	9,50	**9,50**		9,50	**9,50**	
- tarif réduit	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
- tarif minimum	6,70	**6,70**				
Cartes d'entrées : Les cartes de 10 entrées ou 10 heures sont valables 1 an à partir de leur première utilisation (sauf cartes magnétiques = date d'achat)						
Piscines :						
* Carte 10 entrées "toutes piscines":						
- tarif plein	35,30	**35,30**		39,90	**39,90**	
- tarif réduit	27,80	**27,80**		31,60	**31,60**	
- tarif minimum	23,10	**23,10**				
* Carte 10 entrées "Multi-piscines" (toutes piscines sauf CNIN et Aquarhin) :						
- tarif plein	30,50	**30,50**		34,30	**34,30**	
- tarif réduit	23,00	**23,00**		26,00	**26,00**	
- tarif minimum	16,00	**16,00**				
* Carte 10 heures Complexe nautique (CNIN) :						
- tarif plein	24,80	**24,80**		30,40	**30,40**	
- tarif réduit	19,40	**19,40**		24,20	**24,20**	
- tarif minimum	16,20	**16,20**				
* Carte 10 heures (Illberg et Bourtzwiller) :						
- tarif plein	17,80	**17,80**		22,50	**22,50**	
- tarif réduit	13,80	**13,80**		17,30	**17,30**	
- tarif minimum	11,00	**11,00**				

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
Forme :						
* Carte 10 entrées Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	101,00	**101,00**		112,20	**112,20**	
- tarif réduit	72,50	**72,50**		81,60	**81,60**	
- tarif minimum	60,30	**60,30**				
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	117,40	**117,40**		132,00	**132,00**	
- tarif réduit	94,20	**94,20**		106,50	**106,50**	
- tarif minimum	71,10	**71,10**				
* Carte 10 entrées Bien-Etre (Aquarhin, sans accès bassins) :						
- tarif plein	60,30	**60,30**		68,00	**68,00**	
- tarif réduit	48,60	**48,60**		54,70	**54,70**	
- tarif minimum	40,20	**40,20**				
* Carte 10 entrées Spa (Illberg) :						
- tarif plein	28,80	**28,80**		32,40	**32,40**	
- tarif réduit	23,10	**23,10**		26,90	**26,90**	
- tarif minimum	18,90	**18,90**				
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins) :						
- tarif plein	76,00	**76,00**		86,00	**86,00**	
- tarif réduit	65,00	**65,00**		73,50	**73,50**	
- tarif minimum	57,00	**57,00**				
Abonnements : Les abonnements sont valables 1 an à partir de la date d'achat						
Abonnements annuels Piscines :						
* Abonnement Toutes piscines :						
- tarif plein	222,00	**222,00**		289,00	**289,00**	
- tarif réduit	177,00	**177,00**		232,00	**232,00**	
- tarif minimum	133,00	**133,00**				
* Abonnement Multi-piscines (ttes piscines sauf CNIN et Aquarhin) :						
- tarif plein	117,80	**117,80**		157,50	**157,50**	
- tarif réduit	84,10	**84,10**		112,00	**112,00**	
- tarif minimum	71,40	**71,40**				
* Abonnement Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	155,50	**155,50**		202,50	**202,50**	
- tarif réduit	123,90	**123,90**		161,60	**161,60**	
- tarif minimum	93,30	**93,30**				
* Abonnement Piscine Illberg + Stade Nautique :						
- tarif plein	87,70	**87,70**		114,10	**114,10**	
- tarif réduit	71,40	**71,40**		90,90	**90,90**	
- tarif minimum	57,10	**57,10**				
* Abonnement 1 piscine (Bourtzwiller) :						
- tarif plein	63,70	**57,20**	-10,20%	85,80	**72,00**	-16,08%
- tarif réduit	46,90	**41,70**	-11,09%	63,10	**52,40**	-16,96%
- tarif minimum	39,20	**34,90**	-10,97%			
* Abonnement 1 piscine saisonnière(Jonquilles, Ungersheim, Stade nautique) :						
- tarif plein	53,50	**53,50**		74,70	**74,70**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		58,00	**58,00**	
- tarif minimum	34,10	**34,10**				
Abonnements Forme :						
* Abonnement annuel Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	318,20	**318,20**		428,20	**428,20**	
- tarif réduit	208,00	**208,00**		280,70	**280,70**	
- tarif minimum	177,40	**177,40**				
* Abonnement annuel Bien-Etre (CNIN, sans accès bassins) :						
- tarif plein	213,20	**213,20**		288,80	**288,80**	
- tarif réduit	134,60	**134,60**		171,70	**171,70**	
- tarif minimum	125,40	**125,40**				
2. ANIMATIONS, LECONS DE NATATION						
Découverte du milieu aquatique :						
* Bébé nageur et Jardin aquatique annuel :						
- tarif réduit	189,40	**189,40**		244,00	**244,00**	
- tarif minimum	152,60	**152,60**				
Leçons de natation Adultes ou enfants (droit d'entrée inclus) :						
* Ecole de natation annuelle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	180,10	**180,10**		242,40	**242,40**	
- tarif réduit	153,50	**153,50**		205,50	**205,50**	
- tarif minimum	126,30	**126,30**				
* Ecole de natation trimestrielle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60	**80,60**		106,60	**106,60**	
- tarif réduit	69,40	**69,40**		91,40	**91,40**	
- tarif minimum	56,60	**56,60**				
* Leçons individuelles de natation (5 séances) :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60	**80,60**		106,60	**106,60**	
- tarif réduit	69,40	**69,40**		91,40	**91,40**	
- tarif minimum	57,10	**57,10**				
* Stage Piscine, 1 semaine vacances scolaires (enfants) :						
- tarif réduit	61,10	**61,10**		61,10	**61,10**	
- tarif minimum	51,00	**51,00**				

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
Animations adultes (droit d'entrée inclus) :						
* Cours annuel Aqua :						
- tarif plein	182,30	**182,30**		257,70	**257,70**	
- tarif réduit	151,20	**151,20**		211,70	**211,70**	
- tarif minimum	121,70	**121,70**				
* Cours annuel Aquabike :						
- tarif plein	257,20	**257,20**		335,80	**335,80**	
- tarif réduit	213,30	**213,30**		278,50	**278,50**	
- tarif minimum	170,70	**170,70**				
* Cours annuel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	239,20	**239,20**		311,30	**311,30**	
- tarif réduit	191,00	**191,00**		248,50	**248,50**	
- tarif minimum	153,00	**153,00**				
* Cours trimestriel Aqua :						
- tarif plein	74,20	**74,20**		95,50	**95,50**	
- tarif réduit	62,10	**62,10**		78,40	**78,40**	
- tarif minimum	49,50	**49,50**				
* Cours trimestriel Aquabike :						
- tarif plein	95,40	**95,40**		124,10	**124,10**	
- tarif réduit	79,20	**79,20**		103,00	**103,00**	
- tarif minimum	63,10	**63,10**				
* Cours trimestriel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	81,70	**81,70**		106,00	**106,00**	
- tarif réduit	65,30	**65,30**		83,80	**83,80**	
- tarif minimum	52,00	**52,00**				
* Cours, à la séance, Aqua :						
- tarif plein	8,00	**8,00**		10,50	**10,50**	
- tarif réduit	6,80	**6,80**		9,00	**9,00**	
- tarif minimum	5,40	**5,40**				
* Cours, à la séance, Aquabike :						
- tarif plein	10,40	**10,40**		13,40	**13,40**	
- tarif réduit	8,60	**8,60**		11,30	**11,30**	
- tarif minimum	7,00	**7,00**				
* Cours, à la séance, Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	9,50	**9,50**		12,30	**12,30**	
- tarif réduit	8,10	**8,10**		10,50	**10,50**	
- tarif minimum	6,60	**6,60**				
* Cours Aqua sénior (réduit) :	5,90	**5,90**		7,90	**7,90**	
* Location d'un vélo (la demi-heure) :	4,80	**4,80**		4,80	**4,80**	
3. MISES A DISPOSITION						
La ligne d'eau :						
* 2,5 m x 25 m (+ petit bassin), l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	45,30	**45,30**		59,70	**59,70**	
- tarif réduit	34,90	**34,90**		44,90	**44,90**	
- tarif minimum	28,80	**28,80**				
* 2,5 m x 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	69,00	**69,00**		90,70	**90,70**	
- tarif réduit	52,50	**52,50**		67,00	**67,00**	
- tarif minimum	42,70	**42,70**				
Le bassin :						
* 25 m ou fosse à plongeons, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	95,80	**95,80**		124,60	**124,60**	
- tarif réduit	72,10	**72,10**		93,70	**93,70**	
- tarif minimum	59,70	**59,70**				
* 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	138,50	**138,50**		179,70	**179,70**	
- tarif réduit	104,00	**104,00**		134,90	**134,90**	
- tarif minimum	87,00	**87,00**				
Divers :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
* Location salle de réunion (l'heure) :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
* Mise à disposition d'un MNS (l'heure d'utilisation) :	27,70	**27,70**		27,70	**27,70**	
* Anniversaires (10 enfants + 2 adultes) à Aquarhin (avec	50,00	**50,00**		65,00	**65,00**	
4. DIVERS SERVICES						
* Lavage de linge (le Kg, TTC)	4,00	**4,00**		5,20	**5,20**	
* Reproduction d'une clé	10,10	**10,10**		13,20	**13,20**	
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,20**		90,90	**90,90**	
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**163,00**		213,10	**213,10**	
* Location raquette ping pong (Aquarhin)	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	

PATINOIRE

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	**A partir du 01/07/2024**	**%**	**Avant le 01/07/2024**	**A partir du 01/07/2024**	**%**
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
* Ticket entrée (location patins non incluse) :						
- tarif plein	4,60	**4,60**		4,60	**4,60**	
- tarif réduit	3,60	**3,60**		3,60	**3,60**	
- tarif minimum et City pass	2,50	**2,50**				
* Ticket entrée + locations patins, soirée étudiants	4,20	**4,20**		4,20	**4,20**	
* Karting sur glace :						
- tarif plein	11,20	**11,20**		11,20	**11,20**	
- tarif réduit	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
- tarif minimum	7,10	**7,10**				
* Tarif carte magnétique (en cas de perte ou détérioration)	5,10	**5,10**		5,10	**5,10**	
* Tarif bracelet électronique (en cas de perte ou détérioration)	7,10	**7,10**		7,10	**7,10**	
Cartes d'entrées :						
* Carte 10 entrées (location patins non incluse) :						
- tarif plein	36,70	**36,70**		40,80	**40,80**	
- tarif réduit	28,50	**28,50**		31,60	**31,60**	
- tarif minimum	19,90	**19,90**				
* Karting sur glace, carte de 10 entrées :						
- tarif plein	90,90	**90,90**		102,00	**102,00**	
- tarif réduit	72,20	**72,20**		81,60	**81,60**	
- tarif minimum	60,10	**60,10**				
Abonnements :						
* Abonnement annuel (location patins incluse + stade nautique) :						
- tarif plein	227,00	**227,00**		303,50	**303,50**	
- tarif réduit	169,50	**169,50**		230,00	**230,00**	
- tarif minimum	133,50	**133,50**				
* Abonnement trimestriel (location patins incluse) :						
- tarif plein	92,40	**92,40**		121,90	**121,90**	
- tarif réduit + adultes avec patins	68,60	**68,60**		91,30	**91,30**	
- tarif minimum + enfants avec patins	55,00	**55,00**				
Evénementiel (manifestations ponctuelles)						
* Ticket Famille, patins compris (pour maximum 2 adultes et 4	4,60	**4,60**		4,60	**4,60**	
* Ticket individuel, patins compris	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
2. DIVERS SERVICES						
Location de matériel :						
* Location patins à glace :						
- la paire de patins (au public)	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- la paire de patins (aux scolaires)	1,60	**1,60**		1,60	**1,60**	
- la carte de 10 locations	23,20	**23,20**		26,30	**26,30**	
Divers :						
* Affûtage patins	5,50	**5,50**		5,50	**5,50**	
* Anniversaire Patinoire (jusqu'à 11 enfants) :						
- avec animateur	127,00	**127,00**		166,00	**166,00**	
- sans animateur	105,00	**105,00**		139,00	**139,00**	
- supplément par enfant en sus	9,30	**9,30**		12,00	**12,00**	
* Anniversaire Patinoire : 1/4 glace réservé et balisé, avec	249,00	**249,00**		324,00	**324,00**	
* Forfait animation (avec DJ)	58,50	**58,50**		75,50	**75,50**	
* Forfait VIP (matchs de Hockey)	280,00	**280,00**		364,50	**364,50**	
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
3. MISE A DISPOSITION DE LA PATINOIRE						
Le 1/4 de glace :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	92,90	**92,90**		120,30	**120,30**	
- tarif réduit	70,70	**70,70**		90,80	**90,80**	
- tarif minimum	69,60	**69,60**		88,70	**88,70**	
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	48,40	**48,40**		63,20	**63,20**	
- tarif réduit	36,80	**36,80**		47,40	**47,40**	
- tarif minimum	36,30	**36,30**		46,40	**46,40**	
La piste :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	369,00	**369,00**		480,50	**480,50**	
- tarif réduit	277,00	**277,00**		363,50	**363,50**	
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	189,50	**189,50**		247,00	**247,00**	
- tarif minimum						
Location de locaux :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,90	**42,90**	
* Location salle de réunion (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
* Salle de danse	39,80	**39,80**		53,00	**53,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
Location Patinoire :						
* Forfait Saison sportive	14 000,00	**14 000,00**				
4. DIVERS						
* Mise à disposition d'un éducateur sportif (à l'heure)	27,70	**27,70**		27,70	**27,70**	
* Mise à disposition karting sur glace :						
- tarif réduit	737,00	**737,00**		949,00	**949,00**	
- tarif minimum	1 047,00	**1 047,00**		1364,00	**1364,00**	
* Nettoyage (forfait)	163,00	**163,00**		213,00	**213,00**	

Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- agents communautaires et agents municipaux des communes membres
- retraités municipaux et communautaires des communes membres (sauf pour les "prestations entrées unitaires piscines et patinoire" et "prestations douches")
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BEESAN, BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité (uniquement pour les entrées unitaires)
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- titulaires de la carte AS selon réglementation
- adultes disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif minimum (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement , MJC
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- Bénéficiaires du RSA et de l'ASS
- personnes soutenues par un service d'action sociale domiciliées dans l'Agglomération
- enfants des agents communautaires et des agents municipaux des communes membres
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- à partir du 3ème enfant inscrit pour les "animations enfants" sur présentation de justificatifs
- CE (sur facturation, selon convention)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement
- titulaires de la carte AS selon réglementation
- enfants disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (Agglo)** est accordé aux bénéficiaires dépendant des association d'aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés (uniquement sur facturation et selon convention)

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire
- retraités municipaux et communautaires des communes membres pour les "prestations entrées unitaires piscines" et prestations douches"
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs: 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- titulaires de la carte "AS" selon réglementation
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- écoles primaires de l'Agglomération signataires d'une convention
- agents territoriaux de la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte sénior délivrée par la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte Pass' temps sénior : 5 entrées gratuites en piscines sur présentation de la carte
- pompiers, policiers et gendarmes dans le cadre de l'exercice de leurs missions (sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique et sur un créneau conventionné piscine)

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera d'un tarif spécifique (selon convention) pour l'utilisation de la piscine de l'Illberg et de la Patinoire.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum

m2A - 241 – Administration et Finances
Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs HORS AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Hors Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BEESAN, BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement, MJC
- titulaires du RSA
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs: 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

- *le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération sur présentation d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois et d'une pièce d'identité avec photo*
- *Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation*
- *Toute personne souhaitant acheter une carte, un abonnement ou une animation, devra accepter d'être prise en photo*

EQUIPEMENTS TERRESTRES

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	**A partir du 01/07/2024**	**%**	**Avant le 01/07/2024**	**A partir du 01/07/2024**	**%**
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
Equipements de plein air :						
Terrains (herbe ou synthétique) :						
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,90	**41,90**		54,00	**54,00**	
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,30	**40,30**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	18,30	**18,30**		42,80	**42,80**	
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,00	**26,00**		34,10	**34,10**	
- tarif minimum	20,90	**20,90**		27,50	**27,50**	
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	25,40	**25,40**		33,10	**33,10**	
- tarif réduit	20,40	**20,40**		26,50	**26,50**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Vestiaires seuls (la séance) :						
- tarif plein	13,20	**13,20**		16,80	**16,80**	
- tarif réduit	11,20	**11,20**		13,70	**13,70**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
Courts tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	46,90	**46,90**		62,20	**62,20**	
- tarif réduit	37,20	**37,20**		48,90	**48,90**	
- tarif minimum	12,70	**12,70**		16,80	**16,80**	
* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,10	**85,10**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	3,70	**3,70**		4,80	**4,80**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,90	**3,90**	
- tarif minimum	2,40	**2,40**		3,20	**3,20**	
* Grands Equipements (Stade III) (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**82,60**		109,00	**109,00**	
- tarif réduit	65,80	**65,80**		86,70	**86,70**	
- tarif minimum	53,00	**53,00**		69,30	**69,30**	
Equipements couverts :						
Gymnases (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,10	**85,10**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	18,30	**18,30**		42,80	**42,80**	
Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,00	**26,00**		34,10	**34,10**	
- tarif minimum	18,10	**18,10**		27,50	**27,50**	
Courts de tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
Grands Equipements (Palais des Sports) :						
* Salle principale, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**82,60**		109,00	**109,00**	
- tarif réduit	65,80	**65,80**		86,70	**86,70**	
- tarif minimum	53,00	**53,00**		69,30	**69,30**	
* Salle principale, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	41,80	**41,80**		55,00	**55,00**	
- tarif réduit	33,60	**33,60**		43,80	**43,80**	
- tarif minimum	26,50	**26,50**		34,60	**34,60**	
* Salle annexe, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
* Salle annexe, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,50	**26,50**		33,60	**33,60**	
- tarif minimum	21,40	**21,40**		27,50	**27,50**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
* Salle VIP (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
* Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
* Forfait "saison sportive"	14 276,00	**14 276,00**				
* Palais des Sports entier :						
- la journée : tarif plein	2 000,00	**2 000,00**		2 500,00	**2 500,00**	
- la journée : tarif réduit	1 600,00	**1 600,00**		2 000,00	**2 000,00**	
- l'heure : tarif réduit	250,00	**250,00**		320,00	**320,00**	
- l'heure : tarif plein	200,00	**200,00**		250,00	**250,00**	
2. DIVERS						
Location de matériel (1 jour) :						
* Table	3,20	**3,20**		4,20	**4,20**	
* Chaise	1,50	**1,50**		2,00	**2,00**	
* Paravent	4,30	**4,30**		5,50	**5,50**	
* Grille d'exposition	4,30	**4,30**		5,50	**5,50**	
* Podium (au m2)	3,20	**3,20**		4,20	**4,20**	
* Equipements de sonorisation	31,30	**31,30**		40,90	**40,90**	
Location de locaux (la demi-journée) :						
* Salle de réunion ou salle vidéo :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
* Espace loge :						
- tarif plein	60,70	**60,70**		79,50	**79,50**	
- tarif réduit	48,90	**48,90**		63,20	**63,20**	
* Espace Buvette centrale :						
- tarif plein	60,70	**60,70**		79,50	**79,50**	
- tarif réduit	48,90	**48,90**		63,20	**63,20**	
* Espace Buvette latérale :						
- tarif plein	36,70	**36,70**		50,00	**50,00**	
- tarif réduit	29,50	**29,50**		39,70	**39,70**	
* Espaces bureaux :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
* Hall d'entrée Palais des Sports, forfait réception :						
- tarif plein	181,60	**181,60**		240,70	**240,70**	
- tarif réduit	144,80	**144,80**		192,90	**192,90**	
* Coursives et promenoirs Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		84,60	**84,60**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
* Tribunes Stade :						
- tarif plein	30,10	**30,10**		39,70	**39,70**	
- tarif réduit	23,90	**23,90**		31,60	**31,60**	
* Tribunes Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		84,60	**84,60**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
* Espaces stockage (le m3 par mois) :						
- tarif plein	5,20	**5,20**		6,70	**6,70**	
- tarif réduit	4,20	**4,20**		5,20	**5,20**	
Location de locaux (l'heure) :						
* Salle de réunion :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
3. DIVERS SERVICES						
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,20**		90,90	**90,90**	
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**163,00**		213,00	**213,00**	
* Nettoyage : forfait salle principale et tribunes (Palais Sports) :	590,00	**590,00**		766,00	**766,00**	

Equipements terrestres

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements (tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
- Associations sportives (hors Mulhouse)
- Centres sociaux (hors Mulhouse)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Clubs
- Centres de formations sportifs
- CE
- Services de la Ville de Mulhouse et de la m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants:

- Scolaires (secondaires et universitaires)
- Associations caritatives
- Foyers
- Centres hospitaliers

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS
- Associations communautaires et corpo

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera de la gratuité (selon convention et selon un volume dédié) pour l'utilisation du Stade de l'Ill.
Dans les autres cas, il bénéficiera d'un tarif minimum.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum.

m2A - Direction Sports
241 MFM

CENTRE SPORTIF REGIONAL

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2024

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	**A partir du 01/07/2024**	**%**	**Avant le 01/07/2024**	**A partir du 01/07/2024**	**%**
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
1 alvéole Omnisport ou salle spécialisée et vestiaires :						
- tarif plein	40,40	**40,40**		52,50	**52,50**	
- tarif réduit	19,20	**19,20**		25,30	**25,30**	
2. RESTAURATION						
Petites restaurations :						
- Petit déjeuner complet (+laitage + jambon + œufs)	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
Restauration :						
Menu 1 (entrée, plat, fromage, dessert)	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Menu 2 (Menu 1 + boisson non alcoolisée + café)	12,10	**12,10**		12,10	**12,10**	
Menu 3 (menu 1 amélioré et servi à table)	19,20	**19,20**		19,20	**19,20**	
Menu 4 (Menu de standing et servi à table)	27,30	**27,30**		27,30	**27,30**	
Menu réduit, ou Menu Enfants avec goûter	7,70	**7,70**		7,70	**7,70**	
Plat du jour	4,30	**4,30**		4,30	**4,30**	
Menu étudiant CREPS de Strasbourg	4,00	**4,00**		4,00	**4,00**	
Supplément facturation CREPS de Strasbourg	3,70	**3,70**		3,70	**3,70**	
Fromage ou laitage ou dessert ou autre	1,40	**1,40**		1,40	**1,40**	
Panier repas	7,40	**7,40**		7,40	**7,40**	
Soupe	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
Salade ou entrée	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
Sandwich	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Goûter selon demande	5,30	**5,30**		5,30	**5,30**	
Collation selon demande	7,40	**7,40**		7,40	**7,40**	
Café d'accueil avec mini-viennoiseries, ou Apéritif, ou Vin d'honne	4,05	**4,05**		4,05	**4,05**	
Café d'accueil, ou Pause boissons	2,05	**2,05**		2,05	**2,05**	
Cocktail 5 pièces (par personne)	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
Cocktail 9 pièces (par personne)	15,10	**15,10**		15,10	**15,10**	
Cocktail 12 pièces (par personne)	20,10	**20,10**		20,10	**20,10**	
Cocktail 15 pièces (par personne)	24,80	**24,80**		24,80	**24,80**	
Pain supplémentaire aux Menus	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Bar et boissons :						
Café (caisse)	1,40	**1,40**		1,40	**1,40**	
Café double	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
Supplément crème	0,20	**0,20**		0,20	**0,20**	
Thé ou infusion	1,30	**1,30**		1,30	**1,30**	
Bouteille d'eau self (50 cl)	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	
Bouteille d'eau maxi (1,5 l)	1,10	**1,10**		1,10	**1,10**	
Canette de soda (33 cl)	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	
Bière pression (33 cl)	3,05	**3,05**		3,05	**3,05**	
Bière locale (33 cl)	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Bière self (33cl)	2,55	**2,55**		2,55	**2,55**	
Vin self (25cl)	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Bouteille de vin gamme 1	13,20	**13,20**		13,20	**13,20**	
Bouteille de vin gamme 2	15,20	**15,20**		15,20	**15,20**	
Bouteille de vin gamme 3	19,20	**19,20**		19,20	**19,20**	
Bouteille de vin gamme 4	22,20	**22,20**		22,20	**22,20**	
Cidre (75cl)	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Fût de bière (6 litres)	48,80	**48,80**		48,80	**48,80**	
Vin d'honneur (service compris) :						
Jus de fruits bio (1 l)	5,06	**5,06**		5,06	**5,06**	
Café ou thé (thermos 1l)	6,05	**6,05**		6,05	**6,05**	
Café ou thé (thermos 3l)	18,20	**18,20**		18,20	**18,20**	
Boîte sucrée / salée (1kg)	14,20	**14,20**		14,20	**14,20**	
Cacahuètes (1kg)	14,20	**14,20**		14,20	**14,20**	
Kougelhopf	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Brioche ou cake	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
Mini petits pains	0,95	**0,95**		0,95	**0,95**	
Mini moricettes	1,55	**1,55**		1,55	**1,55**	
Mini mignardises	1,55	**1,55**		1,55	**1,55**	
Accompagnement vin d'honneur (verres, nappage…)	60,60	**60,60**		60,60	**60,60**	
Espace Détente :						
Barre de céréales	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Pain d'épices	0,50	**0,50**		0,50	**0,50**	
Compote à boire	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Verre de jus de fruits local	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Fruit	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Mélange céréales	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
3. HEBERGEMENT						
Chambres :						
Chambre 1 personne (petit déj inclus) :						
- tarif plein	33,30	**33,30**		43,40	**43,40**	
- tarif réduit (spécial sportif)	29,30	**29,30**		38,40	**38,40**	
Chambre 2 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :						
- tarif plein	27,25	**27,25**		35,35	**35,35**	
- tarif réduit (spécial sportif)	24,75	**24,75**		32,30	**32,30**	
Chambre 3 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :						
- tarif plein	24,60	**24,60**		32,00	**32,00**	
- tarif réduit	23,20	**23,20**		30,30	**30,30**	
Chambre 4 personnes et plus (prix par personne, petit déj.						
- tarif plein	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- tarif réduit	22,20	**22,20**		29,30	**29,30**	
Groupe supérieur à 50 (prix par personne, petit déj inclus) :	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- tarif plein	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- groupe scolaire, sans restriction d'effectif						
Internat :						
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 3 700 € : 1 personne (du lundi soir au vendredi matin) : coût semestriel	1 850,00	**1 850,00**		1 850,00	**1 850,00**	
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "3700 €) : coût semestriel	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 4 400 € : 1 personne (du lundi au dimanche) : coût semestriel	2 200,00	**2 200,00**		2 200,00	**2 200,00**	
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "4400 €) : coût semestriel	825,00	**825,00**		825,00	**825,00**	
- Forfait à l'année 5 700 €, dans la limite de 11 mois : idem période scolaire + vacances scolaires et week-end en pension complète) : coût semestriel	2 850,00	**2 850,00**		2 850,00	**2 850,00**	
- Forfait annuel pension complète 7 000 € (11 mois) : coût semestriel	3 500,00	**3 500,00**		3 500,00	**3 500,00**	
-Forfait journalier week-end et vacances scolaires	25,20	**25,20**		25,20	**25,20**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 3 700 €	150,00	**150,00**		150,00	**150,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 4 400 €	175,00	**175,00**		175,00	**175,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfaits à 5 700 € et 7 000 €	200,00	**200,00**		200,00	**200,00**	
Espace sauna + bain froid, la séance	6,00	**6,00**		6,00	**6,00**	
Espace sauna + bain froid, abonnement trimestriel	90,00	**90,00**		90,00	**90,00**	
Espace sauna + bain froid, abonnement annuel	300,00	**300,00**		300,00	**300,00**	
Stages sportifs "haut-niveau" :						
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour)	50,00	**50,00**		62,00	**62,00**	
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)	62,00	**62,00**		74,00	**74,00**	
Accès journalier espace récupération IMSSA - stage CPJ 2024	7,50	**7,50**		7,50	**7,50**	
4. PLATEAU MEDICAL (= tarifs TTC, dont TVA 20%)						
Espace récupération (uniquement Cryothérapie) :						
Séance de 3à 5 minutes :						
- tarif plein	39,00	**39,00**		39,00	**39,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
Abonnement trimestriel :						
- tarif plein	200,00	**200,00**		250,00	**250,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	170,00	**170,00**		190,00	**190,00**	
Abonnement annuel :						
- tarif plein	700,00	**700,00**		800,00	**800,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
Labo Isocinétisme :						
La séance	20,00	**20,00**		20,00	**20,00**	
L'heure	60,00	**60,00**		60,00	**60,00**	
Kit Cryothérapie :						
Achat kit cryothérapie	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
Location kit cryothérapie	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%	Avant le 01/07/2024	A partir du 01/07/2024	%
5. Service d'optimisation de la performance						
Bilan isocinérique		**50,00**			**60,00**	
Surcoût nuitée en tente hypoxique avec suivi		**35,00**			**42,00**	
Séance de ré-athlétisation		**35,00**			**42,00**	
Séance de préparation physique		**35,00**			**42,00**	
Analyse vidéo						
- accompagnement à l'utilisation de l'outil		**150,00**			**180,00**	
- Surcoût horaire location salle de sport équipée anaylse vidéo		**15,00**			**18,00**	
Test d'effort VO2max		**100,00**			**120,00**	
6. DIVERS						
Location de locaux :						
Salle de réunion (demi-journée ou soirée) :						
- tarif plein (formations)	101,00	**101,00**		132,00	**132,00**	
- tarif réduit (assoc, institutions UHA, CERFA)	50,50	**50,50**		66,00	**66,00**	
- tarif minimum (assocations sportives)	39,40	**39,40**		52,50	**52,50**	
Auditorium (demi-journée ou soirée) :						
- tarif plein	202,00	**202,00**		263,00	**263,00**	
- tarif réduit	102,00	**102,00**		132,00	**132,00**	
- tarif minimum	76,00	**76,00**		98,00	**98,00**	
Espace Bar :						
- journée	76,00	**76,00**		98,00	**98,00**	
- demi-journée ou soirée	50,50	**50,50**		66,00	**66,00**	
Forfait Assemblées générales (salle Omnisport avec chaises et						
- Mise à disposition	4 900,00	**4 900,00**		4 900,00	**4 900,00**	
- Forfait fleurissement 1	250,00	**250,00**		250,00	**250,00**	
- Forfait fleurissement 2	350,00	**350,00**		350,00	**350,00**	
Mise à disposition local médicalisé ou médical :						
La journée	50,00	**50,00**		66,00	**66,00**	
La demi-journée	25,00	**25,00**		33,00	**33,00**	
Divers services :						
Petites réparations (l'heure)	34,30	**34,30**		44,50	**44,50**	
Grosses réparations (l'heure)	68,60	**68,60**		90,00	**90,00**	
Nettoyage : forfait classique	161,50	**161,50**		211,00	**211,00**	
Nettoyage : forfait complet	585,00	**585,00**		759,00	**759,00**	
Lessive complète (lavage et repassage par un préposé)	10,10	**10,10**		13,10	**13,10**	
Lessive simple (en self service)	4,05	**4,05**		5,55	**5,55**	
Location serviette de douche	7,00	**7,00**		7,00	**7,00**	
Photocopies	0,20	**0,20**		0,20	**0,20**	
Mise à disposition de matériel de captation et d'analyse vidéo :						
- la demi-journée	70,00	**70,00**		85,00	**85,00**	
- la journée	120,00	**120,00**		145,00	**145,00**	
- la journée (si plus de 3 jours d'usage consécutifs)	100,00	**100,00**		120,00	**120,00**	
Taxes de séjour :	4% du coût			4% du coût		
Taxe de séjour par nuit et par personne	de la nuitée			de la nuitée		
Acomptes pour réservations :	20% du coût			20% du coût		
Acomptes pour réservations d'hébergements ou de salles	du devis			du devis		
Séminaires :						
Forfait inscription (repas avec boisson + pause café du petit	20,00	**20,00**		20,00	**20,00**	

CENTRE SPORTIF REGIONAL

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :
- Etat (CREPS)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Associations sportives
- Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)
- Scolaires (dont secondaires)
- Association caritatives

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :
- Ecoles primaires
- Associations sportives mulhousiennes
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :
- Le tarif "AGGLO" s'applique aux comités départementaux 68 (partenariat financier du Conseil Départemental) et aux ligues régionales (partenariat
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- Des frais administratifs, à hauteur de 15 % du devis initial, seront facturés en cas d'annulation tardive.

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Daniel sur les animations aquatiques et équipements sportifs communautaires : modifications et créations de tarifs communautaires pour services rendus.

M. BUX : Voilà, c'est un exercice qui revient tous les ans, et je m'aperçois que nous rejoignons un peu l'état d'esprit du zoo, puisque nous maintenons les mêmes tarifs. De là à ce que certaines mauvaises langues disent que le sport est un grand zoo, il n'y a qu'un pas, mais je m'y oppose. Simple modification des réductions ou modifications de tarifs en réduction : l'abonnement annuel à la piscine de Bourtzwiller qui passe de 63,70€ à 57,70€ parce que le volume d'ouverture, l'horaire d'ouverture a été en baisse vu la monopolisation de l'équipement par notamment des entraînements pour les Jeux Olympiques. La création d'un tarif unique également à un accès journalier à l'espace de récupération de l'Institut Médico-Sportif du Centre Sportif, dans le cadre des stages olympiques notamment et paralympiques, d'un montant de 7,50€, c'est un tarif qu'il a fallu rajouter à la tarification habituelle. Si quelqu'un souhaite qu'on prenne en détail l'ensemble des tarifs, je suis à votre disposition, Monsieur SIMEONI peut-être non ?

M. SIMEONI : Vous me cherchez Monsieur BUX.

M. BUX : Ah, je vous ai trouvé là ?

M. SIMEONI : Je suis toujours là et je n'ai rien d'autre à ajouter, merci.

M. BUX : C'était pour détendre un peu l'atmosphère.

M. LE PRÉSIDENT : Allez, on y va.

M. SIMEONI : Non mais détendre à ce moment-là de la séance, c'est mieux que rien. Mais c'est pas…

M. BUX : C'est osé.

M. SIMEONI : Ce n'est pas ce qui convenait quoi. Merci Monsieur BUX.

M. LE PRÉSIDENT : Je partage. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 62 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

59° PROJET DE BILAN A MI-PARCOURS DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (535/8.5/2387C)

Par délibération en date du 18 janvier 2021 la Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé la version définitive de son 3ème

Programme Local de l'Habitat (PLH). Réceptionné par le Préfet le 20 janvier 2021, celui-ci est devenu effectif après deux mois et pour une période de 6 ans, jusqu'au 20 mars 2027.

Pour rappel, 4 orientations, déclinées en 23 actions, avaient été retenues pour guider la politique de l'habitat sur l'agglomération en lien avec les objectifs fixés par le SCOT de la région mulhousienne :

- maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins ;
- accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif ;
- bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics ;
- animer le PLH.

Conformément à l'article L 302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le PLH doit faire l'objet d'un bilan triennal soumis à l'approbation du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH), avant transmission aux services de l'État.

L'agence AFUT Sud Alsace a été missionnée en 2023 pour préparer ce bilan à mi-parcours, en lien avec le service Habitat de m2A. Afin de disposer d'une évaluation la plus complète possible, et après échange avec les services de l'État pendant la préparation de ce document, deux démarches ont été menée : une évaluation thématique par l'AFUT et un bilan par action. Ces éléments sont joints à la présente délibération.

Parmi l'état d'avancement des actions, on peut relever les points saillants suivants :

- les objectifs de construction de logements neufs sont largement dépassés, notamment à Mulhouse où ils ont été multipliés par 4 ;
- le rythme de production de logements sociaux a été élevé et le nombre d'agréments a dépassé les objectifs fixés par le PLH mais les ambitions de production d'une offre très sociale ne sont pas atteints (à noter un fort ralentissement global en 2024) ;
- les objectifs de mixité dans la programmation locative sociale sont atteints ;
- 864 logements ont été réhabilités grâce au programme d'intérêt général 2018-2022 conduit sur m2A, mais celui-ci n'a pas atteint les objectifs fixés en termes de rénovation du parc de logements. L'investissement devra se poursuivre dans la mise en œuvre du prochain PIG ;
- la politique de soutien aux copropriétés fragiles et dégradées, mise en place par m2A fin 2020, s'est déployée dans un important plan d'action portant sur 5 Plans de sauvegarde, une opération de recyclage pour les copropriétés Plein Ciel 1 et 2, 2 Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat « copropriétés dégradées » (OPAH-CD), et 2 Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC). De nombreuses actions d'information, de sensibilisation, d'accompagnement sont orientées sur les copropriétés ;

- la politique de relogement réalisée dans le cadre du NPNRU est aboutie ;
- les objectifs sont atteints en ce qui concerne les actions à mettre en œuvre pour le public des gens du voyage, m2A répond ainsi aux obligations légales en la matière ;
- les objectifs de rééquilibrage des attributions de logements sociaux fixés dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ne sont en revanche pas atteints. Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) de m2A sera adopté en 2024 pour clarifier les principes d'attribution ;
- le suivi du PLH se traduit par plusieurs dispositifs d'observation sur le territoire ;
- enfin, depuis le 1er janvier 2022, m2A a pris avec succès la délégation de compétences de type 3 pour la délégation des aides à la pierre.

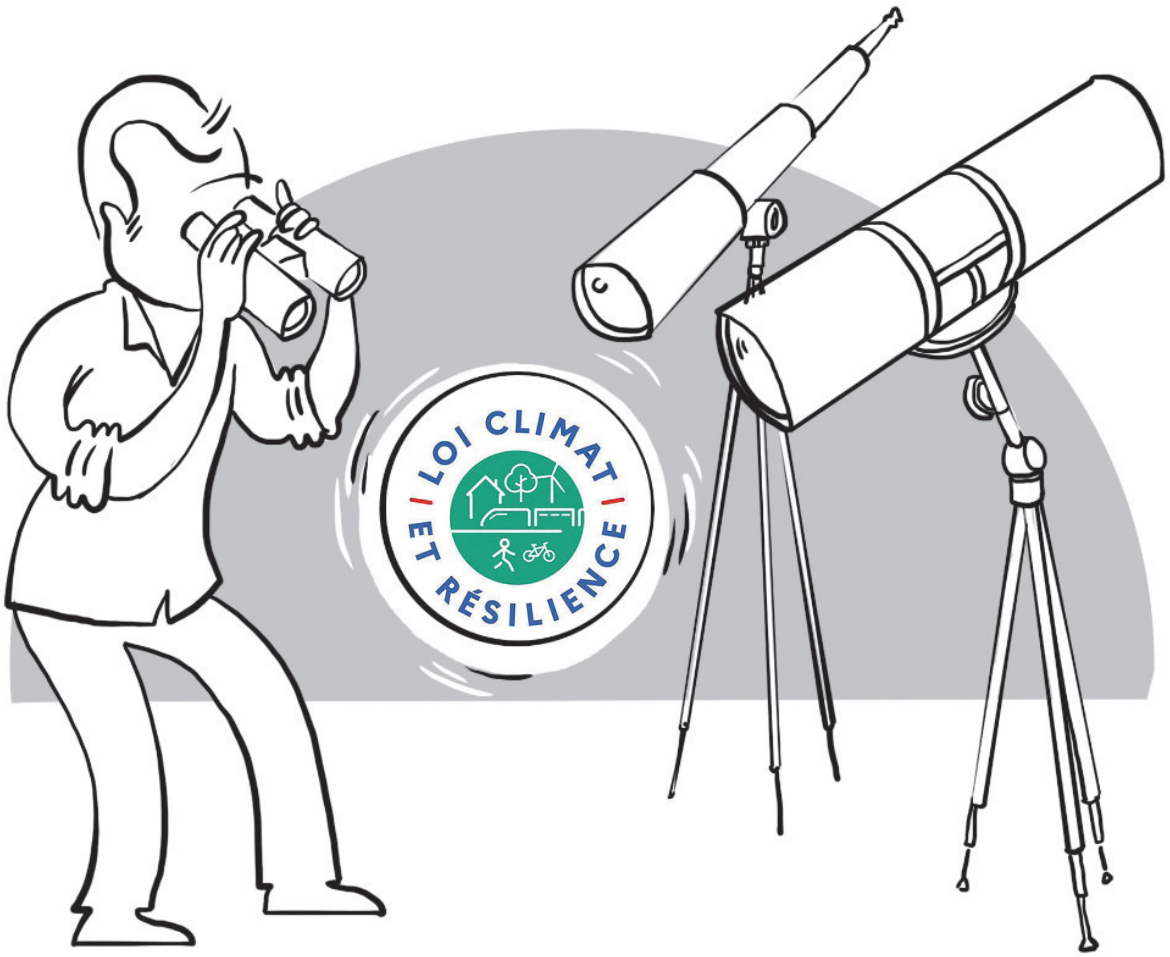
Il est prévu de présenter au CRHH qui se rassemblera le 25 juin 2024 une synthèse de ce bilan intermédiaire, en détaillant notamment les résultats probants concernant la production neuve dans le parc locatif (avec un focus sur les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU), la rénovation énergétique dans les parcs publics, privés et les copropriétés, et l'avancement du projet de Renouvellement Urbain.

Après en avoir pris connaissance, le Conseil d'Agglomération prend acte de la présentation du projet de bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : 3

MARS 2024

Observatoire du Foncier & de l'Habitat en devenir



Mode d'emploi et préfiguration

Afut
agence de fabrique
urbaine et territoriale
SUD-ALSACE



GLOSSAIRE

Afut SUD-ALSACE	**A**gence de la **F**abrique **U**rbaine et **T**erritoriale sud-Alsace
Basias	**B**ase de données des **a**nciens **s**ites **i**ndustriels et **a**ctivités de **s**ervices
Basol	**B**ase de données qui référence les sites et **sol**s pollués
ICPE	**I**nstallations **C**lassées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement
INSEE	**I**nstitut **N**ational de la **S**tatistique et des **É**tudes **É**conomiques
m2A	**M**ulhouse **A**lsace **A**gglomération
NAF	**N**aturel **A**gricole **F**orestier
OHF	**O**bservatoire du **F**oncier et de l'**H**abitat
PLH	**P**lan **L**ocal de d'**H**abitat
PLU(i)	**P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme (**i**ntercommunal)
SCoT	**S**chémas de **Co**hérence **T**erritoriale
SRADDET	**S**chéma **R**égional d'**A**ménagement, de **D**éveloppement **D**urable et d'**É**galité des **T**erritoires
ZAN	**Z**éro **A**rtificialisation **N**ette



OBSERVATOIRE DU FONCIER & DE L'HABITAT

De quoi parle-t-on ?

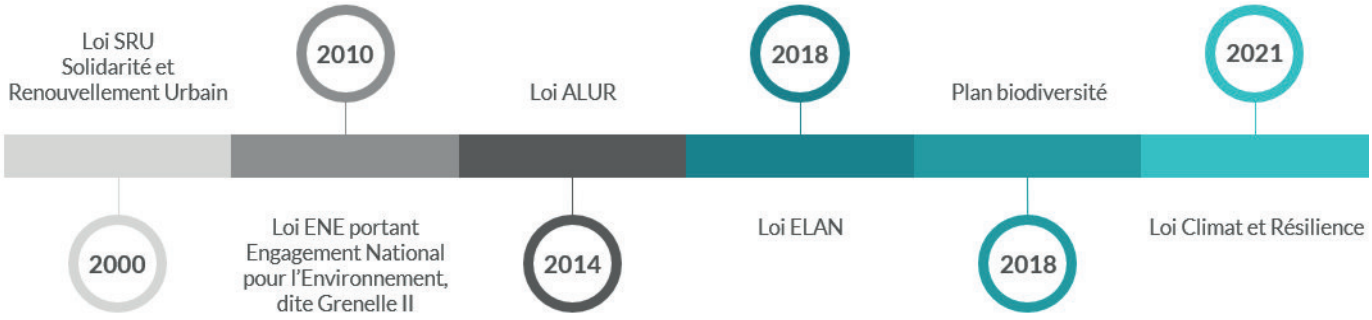
Issue des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, la loi « Climat et résilience » a été adoptée en 2021. Elle fixe, entre autres, un objectif de réduction du rythme d'artificialisation des sols sur les dix prochaines années par rapport à la décennie précédente.
L'objectif est d'atteindre **« Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) en 2050**, en divisant par deux la consommation foncière à chaque nouvelle décennie.

En lien avec l'article 205 de la loi Climat et résilience du 22 août 2022, le décret du 12 octobre 2022 fait «évoluer les anciens dispositifs d'observation de l'habitat adossés aux programmes locaux de l'habitat (PLH) en observatoires de l'habitat et du foncier (OHF). Un observatoire propre aux zones d'activités complète le dispositif.

L'Observatoire local du Foncier et de l'Habitat (OFH) devient un outil d'aide à la décision adapté et façonné aux besoins de la collectivité.
La **connaissance et l'observation des dynamiques locales liées au foncier et à l'habitat deviennent indispensables** en matière d'aménagement et de prospective territoriale où **la maîtrise de la consommation foncière est un enjeu** de plus en plus prépondérant.

Cette publication tente d'apporter une vision d'ensemble des dispositifs d'observation à mettre en place sur un territoire, à travers notamment l'exemple de l'agglomération mulhousienne.

Les dispositifs d'observation existants sur m2A sont une préfiguration de l'Observatoire Foncier et Habitat sur ce territoire.

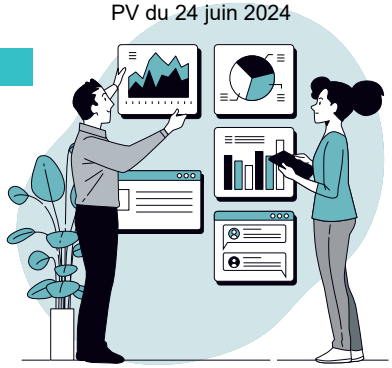


La lutte contre l'étalement urbain s'est renforcée au cours des vingt dernières années à travers différentes lois.

SOMMAIRE

- Observatoire du Foncier & de l'Habitat p 3
- Mode d'emploi à destination des collectivités p 4
- Préfiguration de l'OFH sur le territoire de m2A p 7

A. L'observation du foncier entre rétrospective et prospective p 8
B. L'observation des dynamiques de la production de logements p 11
C. Les dispositifs d'observation déployés à partir de 2024 p 14



MODE D'EMPLOI A DESTINATION DES COLLECTIVITÉS

Ce que dit la loi

Le contexte réglementaire défini par le législateur est souple et **offre la possibilité d'adapter le contenu aux enjeux locaux et à l'ingénierie disponible**.

Les observatoires sont à façonner selon les besoins et moyens du territoire.

L'objectif principal est de construire un outil de connaissance du foncier pour mieux limiter la consommation foncière. Le contenu des champs d'observation est balisé par, entre autres, le Code de la construction et de l'habitation. Il précise les objets à recenser. Ils ont notamment pour mission **d'analyser la conjoncture des marchés foncier et immobilier** ainsi que l'offre foncière disponible.

Schéma des données à mobiliser relatives au foncier et à la production de logements

OBSERVATOIRE FONCIER ET HABITAT

S'appuie sur les données à recueillir sur les thématiques suivantes

- Analyse des marchés fonciers (vente, locations des terrains)
- Conjoncture immobilière (évolution du marché, immobilier dans le neuf et l'ancien, niveaux des prix, loyers)
- Offre foncière disponible
- Nombre de logements construits/an (densification et extension)
- Friches constructibles et non constructibles
- Secteurs à enjeux définis par la **collectivité**
  - **Dans les secteurs urbanisés**
    - Secteurs de sous densité
    - Potentiel de surélévation des constructions existantes
    - Surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables
    - Espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques
  - Locaux vacants potentiellement mutables

Articulés autour de 2 volets, foncier et habitat, ils prévoient une analyse à partir des items suivants :

Pour le volet foncier :

- L'inventaire du potentiel de densification et de mutation des tissus urbains ;
- Un suivi des espaces non imperméabilisés au sein des enveloppes urbaines ;
- Le recensement des friches constructibles et la caractérisation de leurs potentiels ;
- L'identification des locaux commerciaux situés dans les centres-villes.

Pour le volet habitat :

- Le suivi des marchés foncier et immobilier ;
- Les perspectives de mobilisation et d'utilisation des terrains et bâtiments, notamment ceux susceptibles d'accueillir des logements ou des activités économiques ;
- Le suivi des données du parc de logements sociaux, du parc en accession sociale à la propriété et du parc de logements privés, ainsi que le repérage des situations de vacance, d'habitat indigne et de celles des copropriétés dégradées ;
- Le suivi de la demande et des attributions de logements locatifs sociaux ;
- Le repérage des situations de vacance et d'habitat indigne et de celles des copropriétés dégradées ;
- Le suivi de la demande et des attributions de logements sociaux.

Un observatoire pourquoi faire ?

Comprendre le territoire
Observer permet de mieux comprendre et d'anticiper l'évolution d'un territoire, les observatoires sont développés au service de la sobriété foncière, pour :

- Mieux appréhender les enjeux en mesurant l'ampleur de l'urbanisation et ses conséquences ;
- Observer l'artificialisation effective de chaque territoire pour mieux ajuster les choix de développement en respectant davantage l'environnement ;
- Repérer les potentialités de renouvellement urbain et ainsi éviter l'urbanisation sur de nouvelles terres agricoles.

Mais aussi…

- Permettre d'adapter au plus près l'offre de services et de logements aux besoins des habitants.

Suivre et anticiper
L'observatoire par un suivi des données permet de guider l'élaboration des documents d'urbanisme et alimenter les stratégies foncières par :

- Une meilleure connaissance du foncier pour limiter la consommation foncière en vue du ZAN en 2050 : optimisation de la densité, secteurs éco aménageables, friches, …
- Un suivi des marchés fonciers et immobiliers
- Un repérage de la vacance dans l'habitat, …

Centraliser
L'observatoire n'est pas uniquement un recueil et une analyse de données statistiques et cartographiques. Elles peuvent être consolidées par des observations sur le terrain.

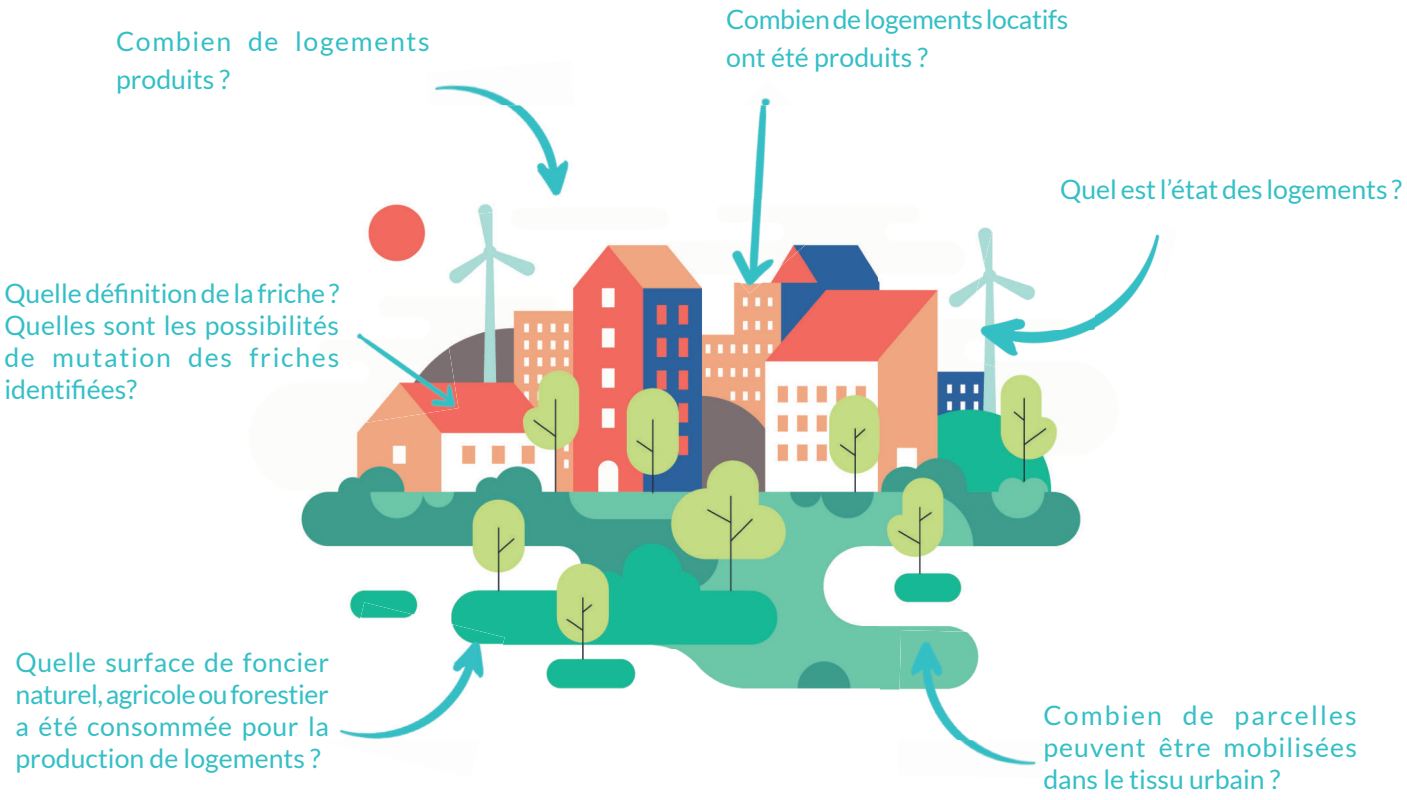
La mise en place d'observatoires offre l'opportunité d'instaurer un cadre partenarial autour des problématiques du foncier et de l'habitat.

Plusieurs types d'observatoires mettent à disposition des données, des cartographies et des analyses, contribuant à déterminer le niveau d'artificialisation d'un territoire.

De nombreuses collectivités ou structures intercommunales en ont initié pour mesurer l'évolution de la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (NAF) dans le cadre des documents de planification.

Pour d'autres, c'est à l'occasion de l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat que des observatoires de l'habitat ont été mis en œuvre, pour mieux appréhender les besoins en logement.

Enfin, l'État contribue à cette connaissance avec ses services déconcentrés en mettant à disposition les données pouvant servir aux collectivités comme aux citoyens.



Quelques idées d'observation et outils

Les outils les plus puissants pour l'observation sont ceux qui ont été élaborés conjointement entre les collectivités et les services de l'État afin de tenir compte des enjeux et de toutes les ressources à disposition.
Ce sont des outils évolutifs qui nécessitent un effort conséquent dans leur élaboration, mais également dans leur suivi et leur maintenance.
Ils ne présentent de réel intérêt que si les acteurs de terrain se les approprient et les utilisent notamment pour l'élaboration et la révision des documents de planification (PLUi, SCoT, PLH, Sraddet...) et, enfin, que s'ils font l'objet d'un bilan régulier.

Outils mobilisables

- L'outil «Mon Diagnostic Artificialisation» pour estimer la trajectoire d'une collectivité selon sa consommation d'espace des 10 dernières années et ses projets d'aménagement à l'horizon 2031
- Le guide pratique pour limiter l'artificialisation des sols
- Cartofriches, l'inventaire national des friches
- Portrait foncier du Grand Est accessible sur la Plateforme Régionale du Foncier et de l'Aménagement Durable

Tableau inspiré d'une publication du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Observer pour mieux comprendre et anticiper : fiche outil - 2022

LA BOITE A OUTILS	CONTENU	INTÉRÊT POUR LIMITER L'ARTIFICIALISATION	QUI PEUT ÊTRE A L'INITIATIVE ?	OBLIGATIONS LÉGALES
OBSERVATOIRE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE	Mesurer l'évolution de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF).	Permet d'établir un bilan de la consommation d'espace et de construire les prévisions d'espaces à ouvrir pour l'urbanisation.	– Collectivités en charge de la planification avec la contribution des services de L'État.	La consommation d'espaces sur les 10 dernières années dans les PLU(I) et les SCoT.
OBSERVATOIRE LOCAL DE L'HABITAT	Mesurer l'état du parc de logements et prévoir une politique de l'habitat au regard des besoins et de la situation démographique.	Élaboration d'une stratégie foncière en tenant compte du parc vacant, le bâti mutable et le potentiel foncier.	– Collectivités territoriales en charge d'un PLH – Le département.	Le PLH doit définir les «conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat sur son territoire».
OBSERVATOIRE LOCAL DU FONCIER	Analyse de l'offre foncière et des marchés fonciers, le potentiel foncier et les perspectives de densification.	Permet d'identifier et caractériser les opportunités foncières pour limiter la consommation de nouveaux espaces.	– Collectivité territoriales et/ou services de l'État – Les établissements public fonciers peuvent y contribuer.	Obligation d'observation élargie par la loi Climat et Résilience de l'habitat au foncier.
OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ARTIFICIALISATION	Apporter à toutes les collectivités des données et cartographies sur l'artificialisation des sols	Permet de mesurer l'ampleur de la consommation foncière des espaces NAF de manière nationale.	– La Région Grand Est – Les collectivités territoriales.	Le plan Biodiversité de juillet 2018 par son action demandait de fournir un état des lieux annuel de la consommation d'espace.
INVENTAIRE DES FRICHES	Évaluer le potentiel des friches à partir des bases de données nationales Basias et Basol et d'inventaire locaux de qualification (cf. fiche «Réhabiliter les friches urbaines»).	Permet la mobilisation des friches et de leur réhabilitation dans des opérations de renouvellement urbain ou de renaturation. Évite la consommation de nouvelles terres agricoles.	– Cerema pour le compte de l'Etat et les collectivités contributrices. – Collectivités territoriales avec parfois implication des établissements publics fonciers. – La DDT.	Il n'y a pas d'obligation légale, cependant l'analyse des capacités de densification demandées dans les PLUi peut y concourir. Par contre l'analyse des friches doit être intégrée dans le potentiel foncier pour l'élaboration des documents de planification.
FINANCEMENT	Les modalités de financement de ces outils sont très variables d'un observatoire à un autre et peuvent évoluer dans le temps en fonction des priorités que chaque échelon territorial se donne. Des subventions peuvent être apportées ou un cofinancement envisagé, voire une mise à disposition de personnels pour contribuer a son élaboration			



PRÉFIGURATION DE L'OFH DE m2A

Un territoire déjà «sous surveillance»

L'agglomération mulhousienne ne dispose pas d'Observatoire du Foncier et de l'Habitat en tant que tel.
Le foncier et l'habitat sont des **données toutefois «sous surveillance»** pour répondre à plusieurs objectifs :

- Mieux comprendre les besoins et les nouvelles réglementations et la nécessité de réduire la consommation ;
- Calculer la consommation du foncier ;
- Identifier le potentiel de demain ;
- Établir un état des lieux ;
- Identifier le potentiel de développement à long terme sur les espaces urbanisés (gisements mutables (hors friches, zones pavillonnaires).

Pourvue d'un **Plan Local de l'Habitat**, m2A bénéficie également de divers dispositifs d'observation : **loyers, vente des logements neuf, construction neuve**... Ils constituent un **socle de connaissances** de la production de logements sur le territoire.
Ces dispositifs sont autant d'outils contribuant à l'amélioration de la vision du territoire au regard des enjeux d'optimisation et d'économie du foncier (objectif de la loi Climat & Résilience).

Les dispositifs constituant un début d'Observatoire du foncier et de l'Habitat

A. L'observation du foncier entre rétrospective et prospective

1. Analyse rétrospective et évolution dans le cadre du PLUI
   - Consommation du foncier entre 2011 et 2021
   - Le potentiel foncier dans la tache urbaine
2. Quels potentiels fonciers à long terme ?
3. Micro friches dans le tissu urbain à vocation économique

B. L'observation des dynamiques de production de logements

1. Observatoire du logement neuf de la région mulhousienne
2. Observatoire Territorial du Logement Etudiant (OTLE)
3. Observatoire des loyers
4. DPE : outil de la rénovation énergétique
5. Autres dispositifs d'observation suivis par m2A

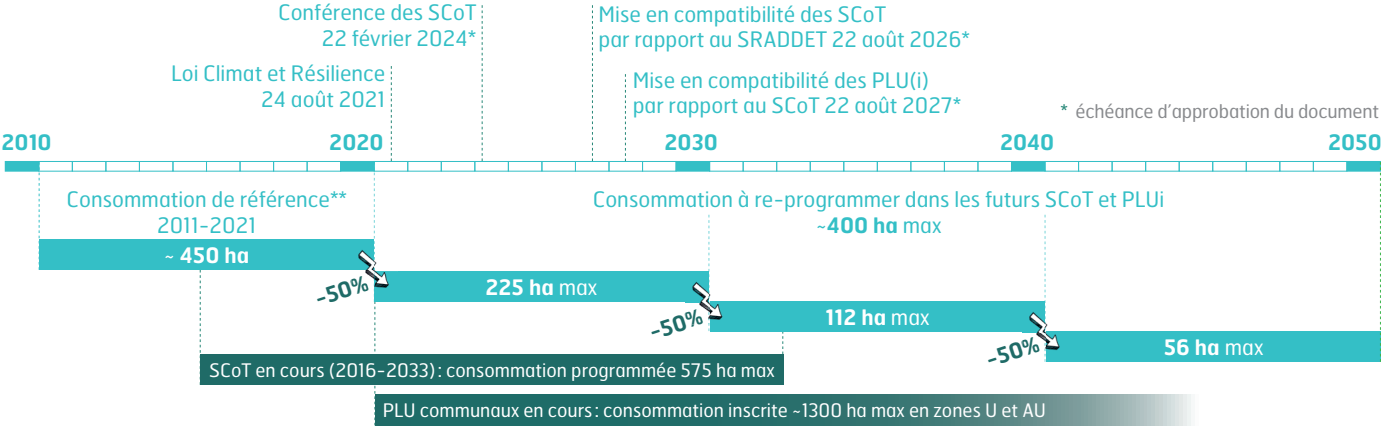
A L'Observation du foncier entre rétrospective et prospective



1. Analyse rétrospective et évolution dans le cadre du PLUI

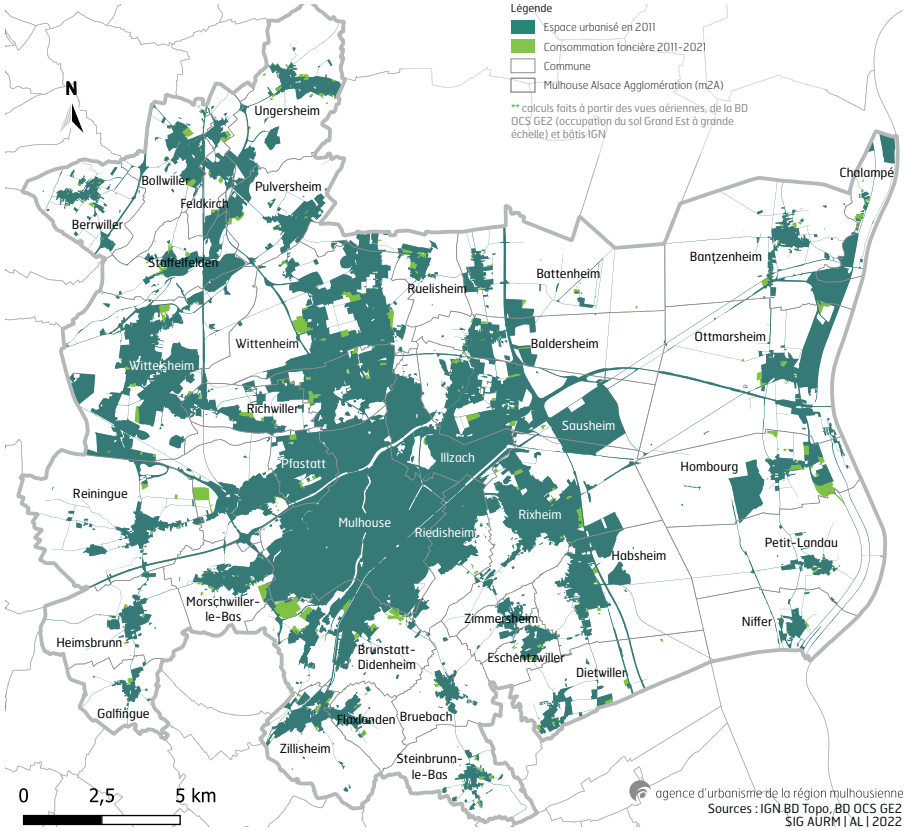
■ Consommation du foncier entre 2011 et 2021

La loi Climat et Résilience fait partir le calendrier de la trajectoire ZAN en 2021 (vote de la loi au 22 août 2021) pour le suivi de la consommation foncière, avec comme première période de référence antérieure la décennie 2011-2021. Une nouvelle analyse conclut à une consommation d'espaces NAF de **465 ha** entre 2011 et 2021, soit 46 ha par an en rythme annuel moyen. Sur les 20 dernières années, m2A s'inscrit déjà dans une réduction notable de 21% de la consommation d'espaces NAF entre les 2 décennies. Mais l'effort de réduction à opérer devra être au moins 2 fois plus important à chaque prochaine décennie.

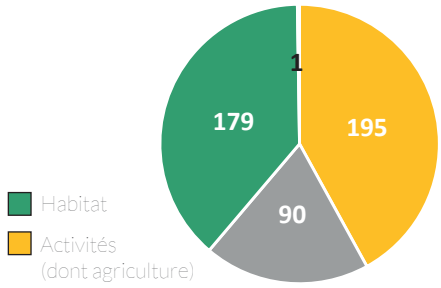


La loi prévoit le ZAN d'ici à 2050 avec une réduction de la consommation progressive. Le graphe illustre Les échéances «ZAN» et les chiffres pour la région mulhousienne - Source : «On décrypte pour vous» N°14-AURM

La consommation foncière 2011-2021 dans l'agglomération mulhousienne**



465 ha ont été consommés



- 50 % attendus en 2030
(sauf autre objectif défini par le SRADDET)

Près de 80% de la consommation foncière a servi des projets résidentiels et économiques.

Méthode et données utilisées :

⇒ Repérage cartographique sous SIG en croisant les données occupation du sol (BD OCS GE2 2008 et 2019) et cadastre bâti (IGN 2012 et 2022) ;

⇒ Vérification auprès des communes

Document relais : PLUI SCoT
Production : Cartographie et Tableau de bord
Actualisation : non définie
Date : 2023
Échelle : m2A
Partenaire : -

■ Le potentiel foncier dans la tache urbaine

Ainsi que l'exige le code de l'urbanisme, le PLUi doit identifier le foncier disponible au sein du tissu urbanisé existant, dans l'idée de mobiliser en premier lieu les espaces les plus favorables à l'urbanisation (viabilités, proximité des voiries, des services et équipements, terrains déjà artificialisés mutables) avant de prélever du foncier à vocation naturelle, agricole ou forestière.
Le travail en cours consiste à établir le potentiel de densification dans le tissu urbain. L'analyse qualitative et quantitative, couplant expertise technique et expertise locale de terrain, permet d' identifier le potentiel favorable à la densification.
Cette méthode permet également l'identification et l'estimation du potentiel de mutation au sein de l'enveloppe urbanisée.

= 3 ressources :
Changement d'usage, friches et espaces urbains non bâti densifiables

Méthode et données utilisées :

⇒ Repérage cartographique sous SIG en croisant les données cadastre bâti, unités foncières, zonages des PLU, Trame verte et bleue, PPRI et PPRT, basias, basol, ICPE, emplacements réservés, monuments historiques, parkings, zones d'activités économiques, parcs et squares ;

⇒ Vérification auprès des communes

Document relais : PLUI SCoT
Production : Cartographie et Tableau de bord
Actualisation : non définie
Date : travail en cours
Échelle : m2A
Partenaire : -



2. Quels potentiels fonciers à long terme ?

Afin de pouvoir anticiper et saisir les opportunités foncières d'envergure, un repérage a ciblé des gisements et évalué les mutations possibles dans le cadre des dynamiques urbaines connues.
Ce travail met en lumière la mutabilité de chaque site vers une diversité d'autres usages à savoir : **l'activité économique, l'agriculture, la renaturation, la valorisation énergétique, le logement ou encore l'équipement public**.

22 sites sont retenus pour une analyse plus approfondie.

Celle-ci de permet de donner un aperçu de leur contexte urbain, réglementaire et fonctionnel ainsi que des pistes d'évolution en fonction de leur potentiel urbain.
La démarche consiste à décrire les sites selon leurs aménités et leurs faiblesses comme par exemple l'accessibilité, l'environnement immédiat, les contraintes environnementales ou les risques technologiques.
Cette recherche de gisements s'inscrit dans un contexte national de rationalisation de la consommation d'espace depuis les lois Grenelle, renforcées par la loi ALUR et depuis 2021 par la loi Climat & Résilience : réduction de l'artificialisation des terres agricoles et des espaces naturels par un développement privilégiant le renouvellement urbain et le recyclage du foncier.



Document relais : PLUI SCoT
Production : Publication
Actualisation : non définie
Date : 2023
Échelle : m2A
Partenaire : CITIVIA

Méthode et données utilisées :

⇒ Repérage cartographique en mobilisant également les données statistiques sous SIG : OpenStreetMap, BD topo, PLU, ZNIEFF;
⇒ Vérification sur le terrain et qualification des parcelles repérées au regard du potentiel urbain ;
⇒ Caractérisation des gisements retenus et évaluation de leurs possibilités de mutation.

3. Micro friches dans le tissu urbain à vocation économique

Aujourd'hui, le foncier est rare (donc cher) et le sera de plus en plus avec l'application de la loi ZAN. Par ailleurs, les ZAE de la région mulhousiennne sont quasiment saturées. Il ne reste que très peu de foncier disponible à court terme. La volonté est de réserver ce foncier pour des activités ciblées, soit des entreprises de production d'une certaine taille.
Il s'agit donc d'éviter que des petites entreprises ne s'installent dans les ZAE. Mais il faut avoir «quelque chose» à offrir à des entreprises qui souhaiteraient s'installer sur le territoire ou qui ont besoin de s'agrandir.
D'où cette question : y a-t-il, dans le tissu urbain des «réserves foncières», sous forme par exemple de locaux vacants qui pourraient être réinvestis ?

Contrairement à une idée reçue, la présence d'entreprises de production dans le tissu urbain (ou hors zones d'activités) ne pose pas en soi de problème. Mulhouse en est un bon exemple, ayant gardé de nombreuses entreprises industrielles, parfois importantes en son sein.
Il s'est agi dès lors de rechercher ces locaux vacants et d'apprécier leur chance de retourner à une activité productive.

Document relais : PLUI SCoT
Production : Publication
Actualisation : non définie
Date : travail en cours
Échelle : m2A
Partenaire : DDT 68

Méthode et données utilisées :

⇒ Repérage cartographique en mobilisant également les données statistiques sous SIG : OpenStreetMap, à partir du fichier LOVAC ;
⇒ Vérification sur le terrain et qualification des parcelles repérées ;
⇒ Caractérisation des gisements retenus et évaluation de leurs possibilités de mutation.

B L'Observation des dynamiques de production de logements

1. Observatoire du logement neuf de la région mulhousienne

Les observations dont nous disposons commencent à compter depuis 2020.
L'évolution de la vente des logements neufs est relativement similaire entre 2021 et 2022, après une baisse en 2020 qui peut être expliquée par le covid et le confinement.
Les permis de construire n'ont ainsi pas pu être totalement délivrés en 2020, ce qui amené à une baisse significative du nombre de logements construits. En 2020, on en dénombrait 842 contre 1215 en 2022. Cependant les ventes restent positives, l'année 2020 enregistre environ 285 logements vendus alors que en 2021 et 2022, ce chiffre s'élevait à 389 et 377 logements neufs vendus.

Quant aux prix de l'immobilier, une fluctuation constante est observée. En 2020, la moyenne se situait à 3300 euros par mètre carré. Cette moyenne a connu une légère baisse en 2021, s'établissant à 3150 euros par mètre carré, pour ensuite connaître une augmentation en 2022, atteignant 3430 euros par mètre carré.



Document relais : PLUI PLH
Production : Publication
Actualisation : annuelle
Date : 2023
Échelle : m2A
Partenaire : CITIVIA

Méthode et données utilisées :

⇒ Vulgarisation des données chiffrées obtenues par le cabinet Adéquation. Les données ont été collectées auprès de la promotion immobilière.

2. Observatoire Territorial du Logement Etudiant (OTLE)

La région mulhousienne compte plus de 10 000 d'étudiants. Tous ne vivent pas forcément au domicile familial. En effet, ils sont nombreux à disposer de leur propre logement, souvent studio ou une pièce et proche des zones d'études. Ils consacrent environ 375 € par mois pour le loyer. Il est important dans cette observation de prendre en compte les besoins de la population concernant le foncier pour adapter au mieux sa stratégie et ses aménagements par la suite, que ce soient des étudiants, des logements sociaux ou adaptés aux personnes âgées.



Document relais : PLUI PLH
Production : Publication
Actualisation : annuelle
Date : 2023
Échelle : m2A > CeA
Partenaire : -

Méthode et données utilisées :

⇒ Rencontre avec les gestionnaires de biens spécifiques ;
⇒ Cartographie : localisation des logements étudiants et le contingent du parc dédié (résidences, foyers, ...) ;
⇒ Demande multipartenariale et espace de partage d'expérience

3. Observatoire des loyers

Les loyers de la région m2a ont également évolué de manière positive. En effet, les prix des loyers sont en augmentation ce qui prouve l'attractivité de la ville d'un point de vue extérieur. Elle est même classée par le site se loger dans le top 10 des villes dans laquelle investir en France. 2019 est la première année ou le prix du loyer dépasse les 8 euros pour le mètre carré, il est de 8,70 €. Il va continuer de croître de manière positive jusqu'à atteindre les 9,35 euros en 2022. Ce prix va changé en fonction de la localité du logement. On observe aussi une différence entre 20 et 30% du prix du loyer d'un logement récent par rapport à un logement ancien. À la suite du covid et au confinement, le marché de l'immobilier a connu une dynamique en dents de scie. Selon les professionnels de l'immobilier, le ressenti général est plutôt positif avec une bonne reprise après la crise sanitaire. Cependant depuis 2022, ce marché fait face à un problème majeur. En effet, la demande est bel et bien au rendez-vous, mais les offres ne le sont pas. Les logements actuels ne conviennent plus à la demande. En effet, les ménages recherchent des logements avec de nombreux critères, dont notamment du neuf. Cependant, malgré une augmentation de la construction de logement neuf dans la région, il est difficile de remplir toutes les demandes. C'est pourquoi certains bien sont très demandés, pendant que d'autres le sont beaucoup moins.



Document relais : PLUI PLH
Production : Publication
Actualisation : annuelle
Date : 2023
Échelle : m2A > Haut-Rhin
Partenaire : ADIL 68

Méthode et données utilisées :

⇒ Mobilisation des agences immobilières et professionnels de l'immobilier (gestionnaires de biens) ;
⇒ Élaboration d'une grille de saisie remplie par ces mêmes professionnels
⇒ Analyse et traitement des données ;
⇒ Démarche méthodologique éprouvée depuis 17 ans et menée en partenariat avec l'ADIL 68.

4. DPE* : outil de rénovation énergétique

* Diagnostic de Performance Energétique

Le Diagnostic de Performance Énergétique (DPE), outil de lutte contre la précarité énergétique, donne des informations sur la performance énergétique et climatique d'un logement ou d'un bâtiment (étiquettes A à G), en évaluant sa consommation d'énergie et son impact en terme d'émissions de gaz à effet de serre. Il est obligatoire à l'occasion de la vente ou lors de la signature d'un contrat de location d'un logement ou d'un bâtiment d'habitation, ainsi que pour les bâtiments neufs. Une réforme s'applique depuis le 1er juillet 2021, date à laquelle le DPE a perdu son caractère simplement informatif pour devenir pleinement opposable.
En France, de nombreux logements sont qualifiés de passoires énergétiques c'est-à-dire classés E, F ou G au diagnostic de performance énergétique. La région mulhousienne ne fait pas exception à cette tendance.
Il est impératif de prendre des mesures de rénovation pour pallier cette situation, notamment en installant de nouvelles isolations dans les logements. Cette lutte est une démarche cruciale pour réduire l'empreinte carbone du parc immobilier, contribuant ainsi aux objectifs de la loi Climat Résilience.

Méthode et données utilisées :

⇒ Exploitation du fichier de l'Observation National des Bâtiments (ONB) : cartographie des logements diagnostiqués

Données sur m2A en 2023

142 804 logements dont

37861 ont été diagnostiqués

38 % de ceux-ci soit **14000** logements sont classés **E, F ou G**

Document relais : PLH PCAET
Production : Vidéo
Actualisation : non définie
Date : travail en cours
Échelle : m2A > France
Partenaire : -

5. Autres dispositifs d'observation suivis par m2A

Les services de l'agglomération suivent d'autres données en interne à savoir :

- Le suivi des copropriétés
- Le suivi du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (**PPGDID**)
- Bilan de production des logements sociaux dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (**CIL**) et de la Convention Intercommunale d'Attribution (**CIA**)
- Suivi de la rénovation du parc de logement dégradés (Programme d'Intérêt Général)



C Les dispositifs d'observation déployés à partir de 2024

De nouveaux dispositifs seront développés pour compléter l'observation actuelle du territoire en termes de foncier et d'habitat.

En 2024

- Les opérations foncières et immobilières à vocation de l'habitat : développer la connaissance autour du potentiel de production de logements (méthode ci-dessous).
- Éviter/Réduire/Compenser : faire comprendre et préfigurer un atlas des gisements de renaturation et compensation sur le territoire > contribution à un observatoire de l'artificialisation.

Artificialisation nette =
artificialisation brute - renaturation



- Observatoire de la création de nouveaux logements à Mulhouse : Exploitation des permis de construire accordés (cartographie)

A plus long terme

- Suivi de la consommation nette
- La densification des zones pavillonnaires



ZOOM SUR ...

Observatoire des opérations foncières à vocation



Quelles méthode et données utilisées ?

En 2020, un **outil stratégique de veille et de suivi, dynamique et ergonomique** a été mis en place sur l'agglomération mulhousienne. Cet observatoire répondait à **une obligation légale** de suivre la production de logement tout en étant un outil de **connaissance et d'évaluation en continu de la stratégie résidentielle et foncière.**

En 2024, cet outil sera actualisé avec pour objectif d'apporter une **vision de la production de logement à court et moyen termes**.

Il s'agit de constituer une base de données statistiques et cartographiques pour étayer la connaissance autour du potentiel de production de logements.

L'observatoire se réalisera en 2 phases :

Phase 1 : Mise à jour de la cartographie

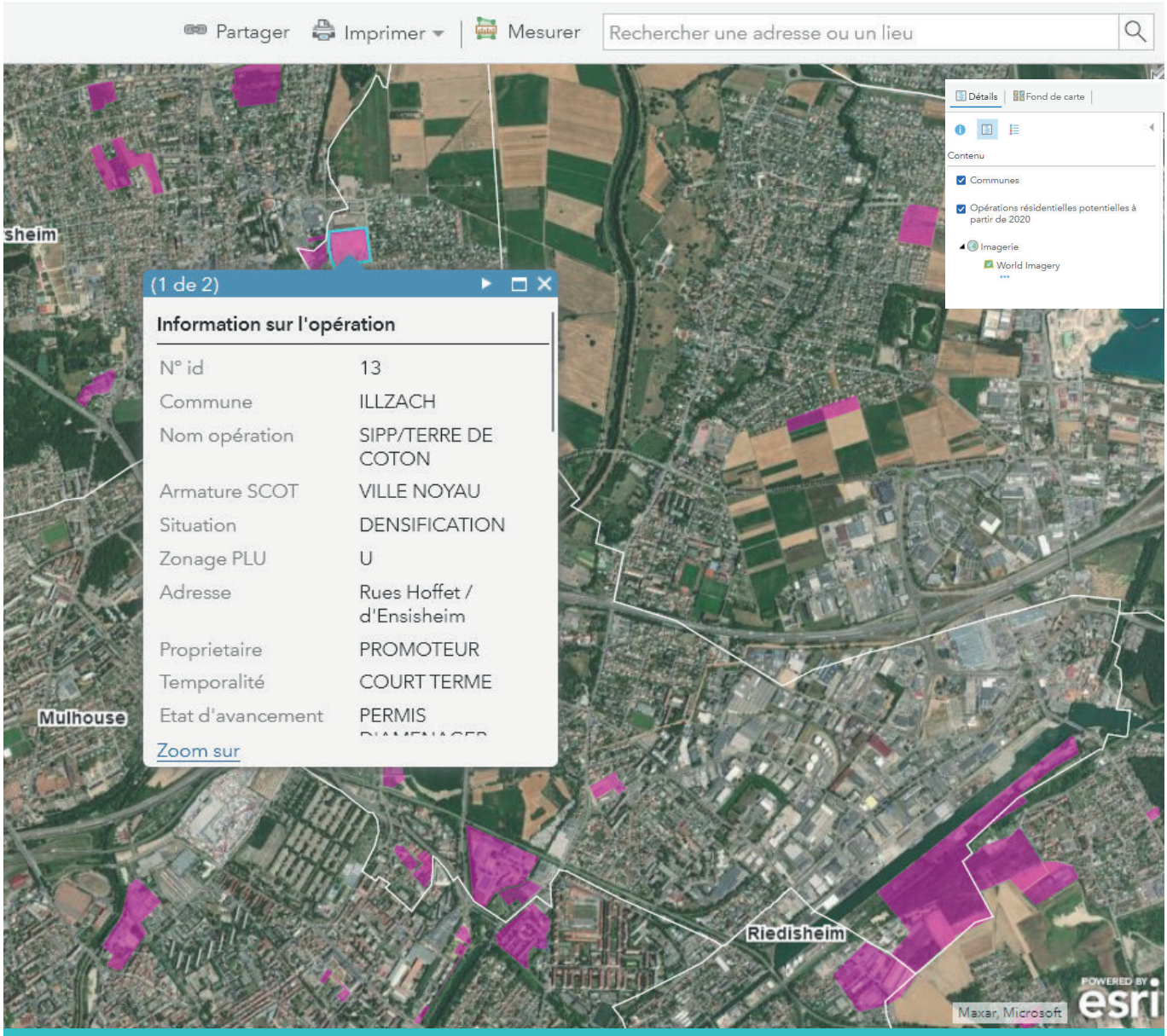
Actualisation du recensement des terrains réalisé en 2020 :
- Identification des terrains construits depuis 2020 (à sortir du potentiel encore disponible)
- Nouveaux potentiels disponibles depuis 2020 (à ajouter au potentiel disponible)
- Nouvelle classification selon 2 échéances : 2027, horizon PLUs et PLH (avant application du PLUi) et 2040,horizon du futur PLUi.

Données mobilisées :
- Les surfaces consommées entre 2011 et 2021
- Les zones AU des PLUs en vigueur (BD PLU la plus récente)
- Les nouveaux projets connus
- Le potentiel de densification
- Les données Sitadel

Phase 2 : Consolidation des données par un retour des communes

Une enquête auprès des communes et des services instructeurs des permis de construire permettra d'affiner les données.
Elles apporteront des éléments quantitatifs et surtout qualitatifs sur les opérations recensées.

2020 - Carte interactive présentant les opérations immobilières



Extrait de la carte accessible en 2020. Chaque opération est renseignée sur plusieurs champs : superficie, situation, propriétaire, état d'avancement, ...

La carte des opérations foncières au service des communes

Elle a pour objectif de permettre aux communes de suivre la consommation d'espace au regard des projets réalisés ou en cours de réalisation. Les collectivités pourront ainsi consulter de manière libre les différentes données et apporter des éléments nouveaux pour une mise à jour rapide. Ces données seront également en libre accès pour les 39 communes de la région m2A.

Cette cartographie servira à terme d'outil commun aux différents observatoires du territoire de l'agglomération mulhousienne.

Afut
agence de fabrique
urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

CONTACT

Catherine HORODYSKI
Projet urbain - Aménagement - Transition écologique
catherine.horodyski@afut-sudalsace.org
03 69 77 60 76

Afut Sud-Alsace
33 avenue de Colmar
68200 MULHOUSE
03 69 77 60 70
www.afut-sudalsace.org

Direction de la publication
Viviane BEGOC, directrice de l'Agence

Conception et rédaction
Catherine HORODYSKI & Léo PECHOUX

Illustrations et photographies
Afut Sud-Alsace, Freepik, Fanny Delqué

Graphisme
MW Création / Anne LICHTLÉ

Toute reproduction autorisée avec mention précise
de la source et référence exacte.

SYNTHÈSE DE L'AVANCEMENT DES ACTIONS DU PLH DE M2A

PREMIÈRE PÉRIODE TRIENNALE 2021-2023

ORIENTATION		ACTION	AVANCEMENT
ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins	**A**	Veiller à la bonne coordination et à l'équilibre de la programmation de l'offre de logements neufs	*Satisfaisant*
	B	Conduire des opérations innovantes et structurantes dans l'agglomération	*A débuté*
	C	Poursuivre la production de logements locatifs sociaux et en assurer la programmation	*Satisfaisant*
	D	Favoriser l'accession sociale à la propriété	*A débuté*
	E	Mobiliser les outils de l'urbanisme pour faciliter la mixité sociale	*Satisfaisant*
	F	Définir une stratégie foncière	*A débuté*
	G	Renforcer l'attractivité résidentielle de l'agglomération et notamment de sa ville centre	*Moyen*
ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif	**H**	Améliorer les performances énergétiques du parc de logements	*Moyen*
	I	Mieux connaître la vacance et mettre en place des outils appropriés pour la résorber	*A débuté*
	J	Mettre en œuvre le "permis de louer"	*Moyen*
	K	Étendre et proposer de mettre en œuvre un règlement municipal des constructions pour lutter contre l'habitat indigne	*Non démarré*
	L	Prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés	*Satisfaisant*
	M	Mettre en œuvre et coordonner le programme de renouvellement urbain	*Satisfaisant*
ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics	**N**	Encourager le développement d'offre adaptée à un public vieillissant dans le parc locatif social	*A débuté*
	O	Assurer l'accueil des gens du voyage et analyser la faisabilité de leurs besoins spécifiques	*Moyen*
	P	Permettre le rééquilibrage du peuplement par la politique d'attribution du logement social	*Moyen*
	Q	Développer une offre de logements à vocation sociale dans le parc privé	*Moyen*
	R	Mettre en œuvre le dispositif « Logement d'abord »	*A débuté*
	S	Mettre en place des réponses ciblées pour l'hébergement	*A débuté*
ORIENTATION 4 Animer le PLH	**T**	Renouveler la délégation des aides à la pierre	*Satisfaisant*
	U	Structurer une gouvernance transversale et participative	*A débuté*
	V	Piloter le PLH via des observatoires portant sur des dimensions stratégiques	*A débuté*
	W	Assurer un meilleur accueil de la population pour la guider dans son projet d'habitat	*Non démarré*

FICHES BILAN DES ACTIONS A MI-PARCOURS : ORIENTATION 1

ORIENTATION 1	Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action A	Veiller à la bonne coordination et à l'équilibre de la programmation de l'offre de logements neufs

Objectifs

S'inscrire dans les objectifs fixés par le SCOT pour la production de logements : 650/an.

Mettre en place un suivi des opérations foncières et immobilières.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : AURM/AFUT, CITIVIA, DDT 68
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements neufs construits/an/commune/niveau d'armature territoriale
- Taux d'atteinte des objectifs par commune et au niveau de m2A

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

Sur la période 2021-2023, les objectifs de construction neuve sur m2A sont largement dépassés, ainsi qu'à Mulhouse. Le rôle des villes noyaux est conforté, et la production dans les bourgs relais est satisfaisante.

En août 2022, on a assisté à un nombre record d'autorisations de logements collectifs avant la date limite d'éligibilité à l'aide à la relance de la construction durable.

Pour expliquer la dynamique exceptionnelle de la ville centre, différents facteurs se cumulent :

- Un effet de rattrapage, suite au ralentissement de la construction pendant la crise sanitaire,
- Un attrait renforcé des opérateurs, les prix d'achat dans le neuf restant moins élevés que la plupart des autres grandes villes,
- Un taux d'intérêt bas qui a favorisé l'investissement dans la pierre.

Moyens mis en œuvre (financiers/humains)

Suivi des opérations foncières et immobilières: inscription dans le Programme Partenarial de l'AURM/AFUT.

Observatoire de la promotion immobilière d'Adéquation en 2023 : 11 040 €.

Perspectives/points de vigilance

Production neuve pendant la 1ère période triennale du PLH

Niveau de l'armature urbaine	Communes	Objectif moyen 2021-2023	Production 2021-2023	Taux d'atteinte de l'objectif
Cœur d'agglomération	MULHOUSE	300	386	386%
Villes noyaux	BRUNSTATT-DIDENHEIM	135	151	112%
	ILLZACH	75	180	240%
	KINGERSHEIM	150	171	114%
	LUTTERBACH	45	15	33%
	PFASTATT	75	235	313%
	RIEDISHEIM	150	162	108%
	RIXHEIM	150	223	149%
	WITTELSHEIM	90	272	302%
	WITTENHEIM	120	126	105%
Bourgs relais	BOLLWILLER	60	79	132%
	HABSHEIM	60	105	175%
	MORSCHWILLER-LE-BAS	45	15	33%
	OTTMARSHEIM	45	76	169%
	RICHWILLER	60	85	142%
	SAUSHEIM	60	113	188%
	STAFFELFELDEN	60	22	37%
Villages	BALDERSHEIM	18	7	39%
	BANTZENHEIM	18	23	128%
	BATTENHEIM	18	5	28%
	BERRWILLER	18	18	100%
	BRUEBACH	18	3	17%
	CHALAMPE	18	2	11%
	DIETWILLER	18	12	67%
	ESCHENTZWILLER	18	2	11%
	FELDKIRCH	18	45	250%
	FLAXLANDEN	12	18	150%
	GALFINGUE	18	31	172%
	HEIMSBRUNN	12	21	175%
	HOMBOURG	18	3	17%
	NIFFER	15	1	7%
	PETIT-LANDAU	12	11	92%
	PULVERSHEIM	45	16	36%
	REININGUE	18	5	28%
	RUELISHEIM	18	11	61%
	STEINBRUNN-LE-BAS	18	3	17%
	UNGERSHEIM	30	32	107%
	ZILLISHEIM	30	13	43%
	ZIMMERSHEIM	12	2	17%
Total m2A		**2100**	**3473**	**165%**
Total Cœur d'agglomération		**300**	**1159**	**386%**
Total Villes noyaux		**990**	**1535**	**155%**
Total bourgs relais		**390**	**495**	**127%**
Total villages		**420**	**284**	**68%**

ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action B Conduire des opérations innovantes et structurantes dans l'agglomération

Objectifs

Mettre en œuvre la compétence «ZAC d'intérêt communautaire» pour les opérations structurantes.

Mettre en œuvre la Grande Opération d'Urbanisme et accompagner les communes dans la mise en œuvre de leurs objectifs de développement résidentiel.

Promouvoir un habitat qualitatif, durable et innovant.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A, communes
Partenaires : CITIVIA, aménageurs/promoteurs immobiliers
Indicateurs de suivi : Nombre de logements produits dans les opérations structurantes

Bilan à mi-parcours : a débuté

Faute de moyens, l'action concernant la « ZAC d'intérêt communautaire » a été abandonnée.

La mise en œuvre d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) s'est transformée en l'élaboration d'un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA). Celui-ci, signé le 20/08/2020, comprend la reconquête de plusieurs friches industrielles et s'inscrit en complémentarité avec les actions portées au titre du renouvellement urbain. Il a consisté en :

- Travaux de dévoilement du canal et l'aménagement du square du général de Gaulle ;
- Des études réalisées par l'urbaniste conseil, qui ont permis de faire évoluer le plan de composition de la ZAC Gare pour proposer un nouveau quartier d'affaires, accueillant également des logements dans un environnement apaisé. Le PLU a été modifié, deux projets de constructions sont confirmés sur le secteur et les travaux d'aménagement de l'espace public ont été réalisés en 2023 ;
- Sur le quartier Fonderie: la réalisation d'une onde verte sous la forme d'un espace vert de 1,2 hectares au cœur du quartier ;
- Une étude sur la stratégie de redressement de la Tour de l'Europe, qui a notamment abouti à la mise en œuvre d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) et à la désignation d'un administrateur provisoire.

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action C Poursuivre la production de logements locatifs sociaux et en assurer la programmation

Objectifs

L'enjeu pour les 16 communes soumises à l'article 55 de la loi SRU est de répondre aux objectifs de 20% des résidences principales en logements locatifs sociaux tout en conservant une diversité dans la production de logements.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Communes, bailleurs sociaux, AREAL, DDT68, AURM
Indicateurs de suivi :

- Nombre de LLS financés
- Taux d'atteinte des objectifs/commune

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

Les communes de Brunstatt-Didenheim et Habsheim qui étaient carencées au 1er janvier 2021 ne le sont plus à la fin de l'année 2023. La commune de Staffelfelden est devenue légèrement déficitaire. Les communes d'Illzach et de Wittelsheim ont dépassé le seuil de 20%.

Nombre d'agréments délivrés en droit commun et en NPNRU :
451 en 2021, **469** en 2022 et **454** en 2023.

Moyens mis en œuvre

Financement volontariste de m2A à hauteur de 2 500 €/PLAI.

Perspectives/points d'attention

Point de vigilance : Suite à la suppression de la taxe d'habitation, la DGFIP a du adapter un nouveau système de recensement en 2023 mais ces données ne sont pas fiables : la DGFIP a donc gardé les données fiabilisées de nombre de RP au 1er janvier 2022. Dans cette logique le taux de LLS de certaines communes s'est vu augmenté au 1/01/2023, et sera probablement moins favorable l'année prochaine.

Perspective : Il a été décidé de ne pas modifier le PLH pour réviser les objectifs modifiés par la loi 3DS à ce stade, car le PLUi de m2A est en cours d'élaboration en articulation avec le PLH actuel. Ils seront revus lors de l'élaboration du prochain PLH.

Situation des communes SRU depuis le 1er janvier 2021
Attention : données 2023 potentiellement surévaluées

Communes	Au 01/01/2021			En 2023, agréments de l'année inclus		
	Situation SRU	Taux de LLS	LLS manquants	Situation SRU	Taux de LLS	LLS manquants
BOLLWILLER	Déficitaire	13,41%	117	Déficitaire	15,42%	82
BRUNSTATT-DIDENHEIM	**Carencée**	**9,94%**	**393**	Déficitaire	11,76%	327
HABSHEIM	**Carencée**	**11,28%**	**203**	Déficitaire	12,74%	169
ILLZACH	Déficitaire	19,31%	44	**Seuil atteint**	**20,05%**	**0**
KINGERSHEIM	Déficitaire	16,76%	191	Déficitaire	17,88%	126
LUTTERBACH	Déficitaire	18,89%	32	Déficitaire	21,73%	0
MORSCHWILLER-LE-BAS	Déficitaire	8,16%	183	Déficitaire	12,19%	122
MULHOUSE	**Seuil atteint**	**31,63%**	**0**	**Seuil atteint**	**31,79%**	**0**
PFASTATT	**Seuil atteint**	**20,19%**	**0**	**Seuil atteint**	**20,76%**	**0**
RICHWILLER	Déficitaire	13,68%	107	Déficitaire	15,73%	75
RIEDISHEIM	Déficitaire	17,83%	135	Déficitaire	18,85%	72
RIXHEIM	Déficitaire	13,96%	385	Déficitaire	16,54%	222
SAUSHEIM	Déficitaire	15,55%	109	Déficitaire	17,03%	73
STAFFELFELDEN	**Seuil atteint**	**20,59%**	**0**	Déficitaire	19,47%	10
WITTELSHEIM	Déficitaire	19,04%	44	**Seuil atteint**	**20,14%**	**0**
WITTENHEIM	**Seuil atteint**	**20,93%**	**0**	**Seuil atteint**	**20,73%**	**0**

Nombre d'agréments délivrés en communes SRU en droit commun et en NPNRU (hors PSLA)

Communes	2021			2022			2023 (30/10)			TOTAL 2021-2023
	DC	NPNRU	TOTAL	DC	NPNRU	TOTAL	DC	NPNRU	TOTAL	
BOLLWILLER	10	12	**22**	20	23	**43**				**65**
BRUNSTATT-DIDENHEIM	34	4	**38**	63	35	**98**	16	8	**24**	**160**
HABSHEIM	47		**47**	23	8	**31**	16	18	**34**	**112**
ILLZACH	4		**4**		55	**55**	2		**2**	**61**
KINGERSHEIM	3		**3**	24	8	**32**	53	29	**82**	**117**
LUTTERBACH	27		**27**		11		45	18	**63**	**90**
MORSCHWILLER-LE-BAS				14	10	**24**	26	8	**34**	**58**
MULHOUSE				93		**93**	10		**10**	**103**
PFASTATT	15		**15**	12		**12**	26		**26**	**53**
RICHWILLER				8	12	**20**	11	9	**20**	**40**
RIEDISHEIM	35		**35**	19	8	**27**				**62**
RIXHEIM	79	36	**115**				48	36	**84**	**199**
SAUSHEIM		3	**3**	26	8	**34**	19		**19**	**56**
STAFFELFELDEN										
WITTELSHEIM	96	32	**128**				29	16	**45**	**173**
WITTENHEIM	8	6	**14**				11		**11**	**25**
TOTAL	358	93	**451**	302	178	**469**	312	142	**454**	**1374**

ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action D Favoriser l'accession sociale à la propriété

Objectifs

Soutenir les montages d'opération en Prêt Social Location-Accession (PSLA), la production et vente de logements sociaux et sécuriser les parcours à l'accession par l'ADIL - formation à devenir propriétaire/ passeport à l'accession.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Action Logement, PROCIVIS, ADIL68, Bailleurs sociaux, AREAL, DDT68
Indicateurs de suivi :

- Nombre de PSLA financés
- Nombre de logements produits dans un secteur de TVA réduite
- Nombre de consultations pour un projet d'accession à l'ADIL
- Nombre de logements sociaux vendus/an (suivi des CUS)

Bilan à mi-parcours : a débuté

Engagement de projets en PSLA :

- 13 en 2021, à Brunstatt (1) et Habsheim (12)
- 69 en 2022, à Richwiller (12), Wittelsheim (8), Lutterbach (2), Kingersheim (16) et Pfastatt (21)
- 43 en 2023, à Riedisheim (11), Pulversheim (15) et Pfastatt (17)

= 125 sur la 1ère période triennale du PLH

2 opérations de 22 PSLA à Lutterbach et 18 à Ottmarsheim ont été reportées à 2024.

M2A a adhéré en 2021 à l'Office Foncier Solidaire Alsace de Procivis (OFSA). L'accession à la propriété des ménages modestes est facilitée via le dispositif de « Bail Réel Solidaire » (BRS) reposant sur la dissociation de la propriété bâtie et du foncier, qui demeure la propriété de l'OFSA.

755 ménages ont consulté l'ADIL 68 entre 2020 et 2023 pour un projet d'accession.

Moyens mis en œuvre

Convention de partenariat annuelle entre l'ADIL 68 et m2A : 86 000 €.

Adhésion à l'OFSA en 2021 : 50 000 €.

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action E Mobiliser les outils de l'urbanisme pour faciliter la mixité sociale

Objectifs

Développer les secteurs de mixité sociale et produire dans la programmation locative sociale :
- 30% de PLAI minimum
- 30% de PLS maximum

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A, communes
Partenaires : Bailleurs sociaux, AREAL, DDT68
Indicateurs de suivi :
- Évolution du nombre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), Emplacements Réservés(ER) et Secteurs de Mixité Sociale (SMS) dans les documents d'urbanisme
- Nombre de logements PLAI produits

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

Par délibération du 30 janvier 2023, le conseil communautaire a décidé de l'élaboration d'un PLUI sur le territoire de m2A. Le diagnostic territorial est en cours de réalisation et permettra de dégager les enjeux thématiques (socio-démographique, environnemental, mobilités, économie, foncier...) et territorialisés pour m2A. C'est dans ce cadre que m2A accompagnera au mieux les communes dans la mise en œuvre de leurs objectifs de développement résidentiel, avec des indicateurs de suivi qui seront revus.

Après une chute de la part de PLAI pendant plusieurs années, on voit qu'en comptant les agréments en droit commun ainsi qu'en secteur NPNRU, les objectifs de répartition sont atteints sur la période 2021-2023 : 32% de PLAI (444) et 24% de PLS (335) dans la programmation de LLS.

Moyens mis en œuvre

Avec un financement volontariste de m2A à hauteur de 2 500 €/PLAI : 1 110 000 € pour les logements programmés sur 3 ans.

Perspectives/points d'attention

Le PLUi de m2A, en cours d'élaboration, devrait être effectif en 2025.

ORIENTATION 1 Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action F Définir une stratégie foncière

Objectifs

Aider les communes dans la mobilisation du foncier et mobiliser de nouveaux outils pour produire du logement sans consommer de foncier.

Mettre en place un suivi des opérations foncières et immobilières à vocation d'habitat.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Communes, DDT68, EPF (Alsace & Grand EST), AURM/AFUT
Indicateurs de suivi : Mission de suivi des opérations foncières et immobilières (Observatoire)

Bilan à mi-parcours : a débuté

L'AURM/AFUT Sud Alsace a mis en place une observation des gisements fonciers à Mulhouse qui vise à identifier les fonciers potentiels pouvant accueillir des programmes de logements.
Une démarche d'observation à l'échelle de l'agglomération des programmes neufs passe depuis 2016 par des données fournies par CITIVIA, aidée du cabinet d'études Adéquation.
Une note de conjoncture trimestrielle présente les statistiques de la commercialisation des logements neufs dans les programmes de promotion immobilière.

M2A a adhéré en 2020 à l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) dans la perspective de faciliter la maîtrise des espaces fonciers et de bénéficier d'un accompagnement stratégique. Le montant de la Taxe Spéciale d'Équipement a été fixé à 6€/habitant.

L'agglomération a également adhéré en 2021 à l'Office Foncier Solidaire Alsace (OFSA) de Procivis.

Par délibération du 30/01/2023, le conseil communautaire a décidé de l'élaboration d'un PLUI sur le territoire de m2A. Le diagnostic territorial est en cours de réalisation, notamment un travail avec les communes sur les sujets du foncier et de l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN).
M2A pourra accompagner les communes dans la mise en œuvre de leurs objectifs de développement résidentiel dans ce cadre. Les services de l'agglomération confortent également cette mission au travers des opérations de renouvellement urbain.

Moyens mis en œuvre

Mission inclue dans le Programme Partenarial des missions de l'AURM/AFUT pour m2A.

Adhésion à l'OFSA en 2021 : 50 000 €.

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 1	Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action G	Renforcer l'attractivité résidentielle de l'agglomération et notamment de sa ville centre

Objectifs

Accompagner les investisseurs et promoteurs pour investir dans l'agglomération et notamment à Mulhouse, et observer les effets de l'évolution du zonage sur la production de logements.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : AURM, CITIVIA, DDT68
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements produits en zone B1, B2 et C

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

Sur la période 2021-2023 :

- 1708 logements ont été construits en zone B1 (49,18% de la production)
- 1548 logements ont été construits en zone B2 (44,57% de la production)
- 217 logements ont été construits en zone C (6,25% de la production)

Moyens mis en œuvre

La mission d'observation, inclue dans le Programme Partenarial avec l'AURM/AFUT, permet d'analyser les dynamiques à l'œuvre sur le marché immobilier local.

Perspectives/points d'attention

FICHES BILAN DES ACTIONS A MI-PARCOURS : ORIENTATION 2

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action H Améliorer les performances énergétiques du parc de logements

Objectifs

Mettre en œuvre le PIG II (rénovation énergétique) et anticiper le PIG III.

Mettre en œuvre la convention de partenariat avec OKTAVE.

Accompagner la mise en œuvre du dispositif "Louer pour l'emploi" proposé par Action Logement.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : DDT68, ANAH, ADIL68, ensemble des partenaires du PIG
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements et de copropriétés ayant bénéficié de rénovations thermiques dans le cadre du PIG
- Nombre de maisons ayant bénéficié de rénovations thermiques avec la SEM OKTAVE
- Nombre de bénéficiaires du dispositif «Louer pour l'emploi»

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

Pour prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés, m2A a signé une convention de financement pour le projet «Copros Grand Est» (2021-2024) avec la SEM OKTAVE.

Le PIG « Habiter Mieux » de l'Anah 2018-2020 visait à répondre à la problématique de la précarité énergétique par la réhabilitation des logements privés, en accompagnant les propriétaires occupants à faibles revenus et les propriétaires bailleurs souhaitant conventionner leur logement après travaux (appui technique et financier), ainsi que des copropriétés fragiles.

Le PIG, qui permet au territoire de bénéficier de subventions complémentaires aux subventions nationales de l'Anah, couvrait les 39 communes, sous maitrise d'ouvrage de m2A. L'équipe PIG du service Habitat m2A a effectué le montage des dossiers en régie (hors copropriétés traitées par des opérateurs tels que Soliha, OKTAVE…).

Les objectifs pour la cible des propriétaires bailleurs ont été dépassés. Le bilan du programme a cependant montré des résultats insuffisants pour les propriétaires occupants et les copropriétés :

- Logements de propriétaires occupants, dont logements indignes ou très dégradés
  - → Taux de réalisation des objectifs : 43%
- Logements de propriétaires bailleurs
  - → Taux de réalisation des objectifs : 114% des objectifs
- Logements en copropriété
  - → Taux de réalisation des objectifs : 18% des objectifs

Explications du faible taux de réalisation

- Des objectifs surévalués au vu du résultat et de sa stabilité sur la durée du programme.
- L'animation : trop peu de communication et de permanences d'information par l'équipe PIG
  - → réflexion à mener sur la pertinence d'effectuer cette mission en régie.
- Intégrer des copropriétés dans ce dispositif semble compliqué : la chaine décisionnelle est beaucoup plus complexe et longue qu'un propriétaire occupant ou bailleur qui agit seul.
- Des restes à charges trop importants aboutissant à un abandon de la démarche.
- Une évolution du gain énergétique demandé de 25 à 35%.

Phénomènes récents :
- 2 années de crise Covid : arrêt des chantiers et permanences dans des communes de m2A.
- Hausse des coûts des matériaux et difficulté pour les propriétaires à obtenir des devis par les entreprises, hausse du prix du gaz : de nombreux dossiers pour des chaudières gaz ont été mis en attente par les propriétaires.
- La prise de délégation de type3 par m2A début 2022 mettant fin aux permanences dans les communes et interrompant la communication du dispositif.

Autres dispositifs :
- Mise en place de «Habiter Mieux Agilité» en 2018 permettant une action de travaux unique sans obligation de gains énergétiques, remplacé ensuite par «MaPrimeRénov» en 2020, ainsi que les isolations à 1€ avec les certificats d'économie d'énergie.
- Mise en place en 2020 par Action Logement d'un dispositif d'aide à la rénovation énergétique, avec l'octroi d'une subvention d'un montant de 20 000€ sur les zones B2 et C (m2A hors Mulhouse) en direction des propriétaires modestes et très modestes, qui permettait de réaliser les travaux sans avance de frais pour le propriétaire.

→ Un nombre important de logements ont été rénovés via ces dispositifs faisant ainsi «concurrence» au PIG. Plusieurs dossiers ont fait l'objet d'une demande de retrait afin de pouvoir s'inscrire sur ces dispositifs plus avantageux et moins contraignants.

Deux questionnaires ont été envoyés par le service Habitat en seconde partie d'année 2022 aux propriétaires ayant déposé des dossiers afin de recueillir leur avis sur l'accompagnement du PIG.
Bilan du retour d'expériences :
- La rénovation a permis une amélioration significative du confort thermique des PO et a facilité la mise en location pour les PB.
- Le retour sur l'accompagnement, l'aide et les explications apportées ainsi que les délais de traitement de l'équipe PIG est très positif.
- Les personnes sont globalement très satisfaites de l'accompagnement de l'équipe PIG, qui apparait comme un élément essentiel à la faisabilité des projets, au même titre que les subventions publiques.
- Les personnes favorisent le contact physique et téléphonique plutôt qu'un site internet.
- Le PIG ayant été peu connu par le biais de m2A/mairies, une meilleure communication publique est à prévoir pour un futur dispositif.

Conclusion

Le PIG 2018-2022 a vu son efficacité entravée en raison du contexte sanitaire des années 2020 et 2021, aboutissant à des résultats inférieurs aux objectifs fixés arbitrairement à l'échelle nationale. Cependant il a permis la rénovation énergétique de 864 logements de propriétaires aux faibles revenus et la création de logements conventionnés dans le parc ancien.

Constat : Ce dispositif bien adapté aux propriétaires occupants et bailleurs, semble ne pas l'être pour les copropriétés qui nécessitent plus de temps et d'accompagnement pour leurs projets.

Moyens mis en œuvre

Subvention OKTAVE : 61 868 €

Aides prévues par m2A dans le cadre du PIG 2018-2022 :

- Propriétaires occupants très modestes en copropriété fragile ou précarité énergétique en copropriété : 1000€ par logement
- Propriétaires occupants très modestes avec gain énergétique >50% et/ou isolation par l'intérieur/l'extérieur: 1000€ par logement
- Propriétaires occupants très modestes logement indigne ou dégradé: 1500€ par logement
- Propriétaires bailleurs travaux de lutte habitat indigne et dégradé: 1500€ par logement
- Assistance à maitrise d'ouvrage copropriétés fragiles : 1000€ par copropriété

Sur la durée de 5 ans du PIG, m2A a apporté 350 500 € d'aides (14 000 € aux copropriétés, 141 000 € aux propriétaires bailleurs et 195 500 € aux propriétaires occupants)

Perspectives/points d'attention

Un nouveau PIG sera à mettre en place pour les propriétaires occupants modestes et très modestes et bailleurs et un autre dispositif spécifique pour les copropriétés fragiles.

Objectifs du PIG à venir :

- Définir des objectifs chiffrés plus finement avec tenue d'un tableau de bord pour un suivi régulier des objectifs.
- Définir en amont les moyens d'animation et de communication (permanences, animation externalisée, communication m2A et communes…).
- Accentuer la recherche des logements indignes à rénover.

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action I Mieux connaître la vacance et mettre en place des outils appropriés pour la résorber

Objectifs

Apprécier la faisabilité des propositions de l'étude pré-opérationnelle pour un programme ANAH "captation du logement vacant", et les articuler avec le point d'information unique sur la rénovation, la mise en œuvre du dispositif Logement d'Abord.

Définir les outils à mettre en place pour remobiliser le parc de logements vacants compte tenu des spécificités locales, comme la mise en place d'une prime à la remise sur le marché de logements vacants de 2 000 € sur le périmètre OPAH Fonderie.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Communes, DDT68, ANAH, AURM/AFUT
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements vacants
- Nombre de logements vacants potentiellement remobilisables
- Nombre de logements vacants remis sur le marché

Bilan à mi-parcours : a débuté

En 2019-2020, m2A a missionné le prestataire Espacité pour réaliser une étude sur le logement vacant, qui a permis de disposer d'un premier état des lieux de la vacance et d'une stratégie d'intervention.

Elle a mis en avant des problématiques particulières au niveau ville avec des situations variées :

- Une vacance structurelle propre au centre-ville élargi de Mulhouse, avec pré-identification des secteurs concernés associés à des interventions lourdes d'amélioration des logements,
- Un enjeu spécifique à « isoler » de la vacance commerciale : les logements situés au-dessus des commerces et identifiés comme vacants statistiquement, sans accès différenciés.

Soucieuse de poursuivre ses efforts sur cette problématique, la Ville de Mulhouse a candidaté avec le soutien de m2A au déploiement du plan national de lutte contre les logements vacants de l'État. Elle a été retenue parmi 45 collectivités pour bénéficier de crédits d'ingénierie supplémentaires de l'Anah.

Deux secteurs d'intervention ont été identifiés comme prioritaires pour déployer une stratégie de lutte contre les logements vacants :

- Le centre-ville de Mulhouse (vacance au-dessus des rez-de-chaussée commerciaux),
- Le quartier péricentre Nord (habitat dégradé).

Urbanis a été missionné en 2022 par la Ville de Mulhouse pour une étude pré-opérationnelle visant à établir, pour chaque secteur, les stratégies opérationnelles à développer pour réduire la vacance et un plan d'actions pour remettre des logements vacants sur le marché.

En décembre 2022, deux approches opérationnelles ont été proposées :

- renouveler le PIG avec un volet Logements Vacants, ou
- mettre en place une OPAH Logements Vacants.

Les axes de travail ont mis en avant le besoin de fiabiliser le repérage, mettre en œuvre des outils pour remobiliser les logements vacants, et mettre en place une stratégie de communication proactive. Un portage, pilotage et suivi par la collectivité passerait par un poste de « référent » sur cette mission.

Moyens mis en œuvre

Démarche portée par la Ville de Mulhouse.

Perspectives/points d'attention

Évolution de la vacance dans le parc privé pendant la 1ère période triennale du PLH

Communes	2020		2021		2022		*LOVAC 2023 à venir*	
	Nb	Taux	Nb	Taux	Nb	Taux	Nb	Taux
MULHOUSE	10113	**16,66%**	9817	**16,13%**	9383	**15,38%**		
BRUNSTATT-DIDENHEIM	444	**9,78%**	449	**9,82%**	547	**11,75%**		
ILLZACH	616	**8,94%**	642	**9,27%**	603	**8,50%**		
KINGERSHEIM	400	6,37%	415	6,55%	347	5,46%		
LUTTERBACH	229	7,33%	262	**8,35%**	206	6,56%		
PFASTATT	379	7,73%	369	7,43%	334	6,66%		
RIEDISHEIM	635	**9,19%**	588	**8,49%**	604	**8,55%**		
RIXHEIM	468	6,79%	488	7,03%	454	6,43%		
WITTELSHEIM	313	6,42%	284	5,77%	295	5,93%		
WITTENHEIM	572	**8,46%**	559	**8,15%**	519	7,47%		
BOLLWILLER	114	5,96%	133	6,85%	118	6,03%		
HABSHEIM	233	**9,21%**	210	**8,27%**	172	6,76%		
MORSCHWILLER-LE-BAS	125	7,41%	112	6,61%	110	6,42%		
OTTMARSHEIM	188	**17,38%**	214	**19,69%**	229	**20,34%**		
RICHWILLER	130	7,27%	132	7,24%	104	5,54%		
SAUSHEIM	177	6,78%	170	6,42%	152	5,68%		
STAFFELFELDEN	133	7,37%	112	6,18%	95	5,18%		
BALDERSHEIM	54	4,58%	58	4,89%	48	4,02%		
BANTZENHEIM	51	6,72%	56	7,25%	56	7,21%		
BATTENHEIM	41	5,83%	37	5,22%	38	5,22%		
BERRWILLER	39	7,05%	47	**8,06%**	37	6,26%		
BRUEBACH	23	4,86%	23	4,84%	27	5,61%		
CHALAMPE	31	6,50%	32	6,54%	42	**8,54%**		
DIETWILLER	27	4,25%	27	4,21%	23	3,58%		
ESCHENTZWILLER	26	3,70%	29	4,07%	23	3,20%		
FELDKIRCH	27	6,14%	29	6,55%	24	5,15%		
FLAXLANDEN	32	4,97%	34	5,26%	25	3,83%		
GALFINGUE	24	6,40%	27	7,14%	23	6,05%		
HEIMSBRUNN	26	4,30%	35	5,75%	29	4,78%		
HOMBOURG	35	6,12%	23	3,99%	23	3,95%		
NIFFER	26	6,22%	22	5,10%	19	4,38%		
PETIT-LANDAU	27	7,26%	23	6,17%	19	5,08%		
PULVERSHEIM	74	5,47%	87	6,35%	82	5,95%		
REININGUE	76	**8,32%**	67	7,29%	68	7,31%		
RUELISHEIM	32	3,00%	43	3,88%	34	3,04%		
STEINBRUNN-LE-BAS	26	6,91%	30	7,81%	34	**8,74%**		
UNGERSHEIM	68	6,41%	92	**8,63%**	74	6,90%		
ZILLISHEIM	81	6,54%	85	6,83%	94	7,50%		
ZIMMERSHEIM	20	3,91%	21	4,09%	22	4,25%		
M2A	**16135**	**11,47%**	**15883**	**11,22%**	**15136**	**10,60%**		

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action J Mettre en œuvre le "permis de louer"

Objectifs

Expérimentation et bilan du permis de louer.

Rendre lisible et informer les propriétaires bailleurs du dispositif.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : jusqu'en 2024
Pilote : Ville de Mulhouse
Partenaires : m2A, DDT68, CAF, CITIVIA, AURM/AFUT
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements visités (CITIVIA ou ville de Mulhouse)
- Nombre de logements traités dans le cadre de l'OPAH
- Nombre de logements vacants remis sur le marché dans les deux secteurs visés
- Nombre d'interdictions de louer

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

Le permis de louer est du champ de la compétence de l'agglomération au titre de l'habitat. Les Conseils d'Agglomération de m2A des 25 juin 2015 et 25 février 2019 ont validé la mise en œuvre de la déclaration de mise en location et de l'autorisation de mise en location.

La déclaration de mise en location concerne les secteurs Briand, Franklin et Fridolin.

L'autorisation de mise en location concerne les secteurs Fonderie, l'îlot « Marseille-Mertzau-Colmar MMC » et la Tour de l'Europe.

Bilan 2020-2023

	MMC	Fonderie	Tour de l'Europe	TOTAL
2020	3	143	-	**146**
2021	3	70	-	**73**
2022	0	46	5	**51**
2023	2	52	9	**63**

Au regard des trois premières années de mise en œuvre, il est apparu une disparité dans l'application des obligations sur les secteurs de la Fonderie et la MMC. La tour de l'Europe est arrivée en 2022 dans ce dispositif.

Aussi, pour repérer les logements mis en location sans déclaration ou autorisation, une convention quadripartite m2A, Ville de Mulhouse, État et Caisses d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF 68) a été signée. Cette convention doit permettre d'identifier les logements n'ayant pas fait l'objet d'une demande/autorisation de mise en location pour les nouveaux allocataires CAF sur les secteurs cernés.

De plus, il a été acté la mise en œuvre de la phase coercitive avec des sanctions financières pour les propriétaires qui louent leur logement sans déposer de déclaration ou d'autorisation de mise en location. Le Conseil d'Agglomération du 31 mai 2021 a fixé l'amende forfaitaire à 1 500 €.

La mise en œuvre des amendes s'appuie sur les listings de la CAF pour les nouvelles mises en location. Après transmission des listings vérifiés par la Ville, l'État prend le relai dans la mise en œuvre. Un courrier a été envoyé en ce sens à l'État le 25 août 2022.

Un mode opératoire a été définit entre la Ville (service habitat) et la DDT en charge du suivi de ce dossier. Un travail préparatoire sera effectué pour une mise en œuvre effective en 2024.

Moyens mis en œuvre

Une partie d'ETP de m2A pour le traitement des dossiers et un ETP « Lutte contre l'Habitat Indigne » de la Ville de Mulhouse pour les visites.

Perspectives/points d'attention

Il a été demandé à l'AFUT dans le cadre du Programme Partenarial 2024 de réaliser un benchmark sur les leviers de réussite du dispositif « Permis de Louer » dans d'autres collectivités l'ayant mis en place.

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action K Étendre et proposer de mettre en œuvre un règlement municipal des constructions pour lutter contre l'habitat indigne

Objectifs

Définir de nouveaux secteurs où appliquer le règlement municipal des constructions.

Modifier l'arrêté municipal à Mulhouse.

Informer les communes de l'existence du dispositif.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : communes
Indicateurs de suivi : Nombre de nouvelles demandes engagées

Bilan à mi-parcours : Non démarré

Action non-démarrée.

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action L Prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés

Objectifs

Maintenir voir bonifier l'aide aux copropriétés fragiles.

Poursuivre conseil et accompagnement dans le cadre du PIG II.

Piloter les Plans de sauvegarde (Diamant noir, Delacroix/Camus, Plein Ciel).

Mettre en œuvre un nouveau POPAC.

Accompagner la mise en œuvre des OPAH "copropriétés" communales.

Mettre en œuvre les Plans Initiative Copropriétés régional et national (quartier des Coteaux).

Reconduire le VOC.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : communes, ADIL 68, DDT – Préfet, ANAH, AURM/AFUT
Indicateurs de suivi : Indicateurs du PIG et suivi d'un plan d'action en soutien aux copropriétés

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

En septembre 2020 m2A a mis en place une politique publique de soutien financier complémentaire aux aides aux travaux de l'Anah pour les copropriétés dégradées concernées par une Opération Programmées d'Amélioration de l'Habitat « Copropriétés Dégradées » (OPAH-CD) ou un Plan de sauvegarde. Cette démarche volontariste de l'agglomération s'inscrit dans le déploiement d'un plan d'action qui porte aujourd'hui sur :

5 Plans de sauvegarde (5 ans) :
Suivi-animation : Urbanis

- Copropriété Peupliers Camus (arrêté préfectoral signé le 02/03/2021)
- Copropriété Eugène Delacroix (arrêté préfectoral signé le 18/10/2021)
- Copropriété du Diamant Noir (arrêté préfectoral signé le 13/07/2023)
- Copropriétés La Forêt 1 et La Forêt 2 à Wittenheim (signature en cours)

Une opération de recyclage présentée au CE de l'ANRU en octobre 2022 :
les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 (initialement prévues d'être couvertes par un Plan de sauvegarde)

2 OPAH-CD (5 ans) :

- Copropriété Construire à Illzach, suivi-animation : Urbanis (signée en juillet 2021)
- Copropriétés Dunkerque/Saint Malo et Le Murat à Mulhouse, suivi-animation : Copro+
  Avenant à venir en 2024 pour le retrait de la copropriété Le Murat

2 Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (3 ans) :

- POPAC sur m2A avec 8 copropriétés accompagnées, suivi-animation : ADIL/ALEOS
  Arrive à échéance en juin 2024.
- POPAC « Tour de l'Europe », suivi-animation : Urbanis (signée le 08/02/2023)

Pour prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés, m2A a également signé une convention de financement pour le projet «Copros Grand Est» (2021-2024) avec la SEM OKTAVE.

Le dispositif de Veille et Observation des Copropriétés (VOC) n'a pas été reconduit.

Moyens mis en œuvre

Subventions aux copropriétés dégradées : 50 904 €.

Suivi-animation du POPAC « Tour de l'Europe » par Urbanis : 99 600 €.

Subvention OKTAVE : 61 868 €.

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 2 Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action M Mettre en œuvre et coordonner le programme de renouvellement urbain

Objectifs

NPNRU sur 5 secteurs mulhousiens : 3 Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).

Wittenheim : 1 QPV.

Reconstruction du parc démoli dans les communes soumises à la loi SRU *(voir action C)*

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : COSTRAT + COTECH NPNRU
Indicateurs de suivi : Revue de projet annuelle

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

La convention NPNRU de m2A a été signée en décembre 2020.
Celle-ci porte sur 4 QPV : Péricentre, Coteaux sur Mulhouse, Drouot-Jonquilles à cheval sur Mulhouse et Illzach, et Markstein-la-Forêt sur Wittenheim.

Objectifs de reconstitution de l'offre initiaux :

- 662 logements à reconstruire, dont
  - → 60 en QPV en acquisition-amélioration,
  - → 538 dans les communes SRU déficitaires.

Un avenant en voie de contractualisation a été validé en octobre 2022 par l'ANRU, et revoit les objectifs comme suit :

- 1018 logements à reconstruire, dont
  - → 60 en QPV en acquisition-amélioration,
  - → 24 en QPV « normal »,
  - → 934 hors QPV.

A la fin de l'année 2023, 509 logements ont été reconstruits, soit la moitié de l'objectif.
Autres objectifs et leur réalisation :

- 1491 logements à réhabiliter : 984 opérations engagées ou soldées.
- 1452 logements à démolir (dont 995 LLS et 457 en copropriété) : 865 opérations engagées ou soldées.

le relogement des 212 familles occupant le Nouveau Drouot (289 logements) et la démolition du bâtiment sont achevés.

Moyens mis en œuvre

Montant total des opérations : 521 M€.
Investissement de m2A, porteur de projet : 15,8 M€.

10 agents m2A et Ville de Mulhouse, dont 5 ETP cofinancés par l'ANRU.

Perspectives/points d'attention

La signature de l'avenant est prévue pour 2024.

Point d'attention : En 2024 le découpage géographique des QPV a changé. Le secteur Fonderie est désormais séparé du péricentre, et certains bâtiments démolis sont sortis des périmètres prioritaires. Cela pourrait changer les zones où s'applique la TVA réduite ou l'éligibilité d'opérations d'action sociale.

FICHES BILAN DES ACTIONS A MI-PARCOURS : ORIENTATION 3

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action N Encourager le développement d'offre adaptée à un public vieillissant dans le parc locatif social

Objectifs

Améliorer la connaissance des besoins et des désirs des personnes âgées et/ou en situation de handicap de m2A, grâce aux études disponibles réalisées notamment dans le cadre de l'élaboration du schéma gérontologique, et autres (ex: atlas des personnes âgées dans la région mulhousienne – AURM/AFUT).

Accompagner le développement d'une offre adaptée de logements auprès des bailleurs.

Favoriser la mise en relation offre adaptée – demande : il s'agit de permettre aux personnes âgées déjà logées dans le parc social d'obtenir des mutations internes vers des logements plus adaptés en termes d'accessibilité/ adaptation, adéquation loyer/revenus, typologie…).

Valoriser les expérimentations et les capitaliser (bilan qualitatif des opérations, pistes d'amélioration, mise en lumière de bonnes pratiques à réitérer…).

Favoriser le maintien à domicile tout en menant une réflexion sur la thématique des maisons individuelles occupées par des personnes âgées dans la perspective de lutter contre l'isolement et identifier le potentiel de création de nouveaux logements dans une démarche de type BIMBY.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Communes, bailleurs sociaux, AREAL, DDT, CD 68
Indicateurs de suivi :

- Nombre de logements adaptés produits/financés dans le parc social
- Caractéristiques des logements adaptés produits (typologie, présence d'une baignoire…)

Bilan à mi-parcours : a débuté

L'AURM a effectué un benchmark prospectif sur les types de résidences sénior en 2021.

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

A partir de 2024 il sera demandé à chaque bailleur social d'inclure un PLAI-A dans la programmation.

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action O Assurer l'accueil des gens du voyage et analyser la faisabilité de leurs besoins spécifiques

Objectifs

Mettre en œuvre la délégation de service public : 5 aires d'accueil permanentes des gens du voyage. Le prestataire aura pour mission de :
- Poursuivre l'aménagement des aires d'accueil,
- Procéder aux réhabilitations prioritaires des aires d'accueil.

Constituer une réserve foncière pour l'agrandissement de l'aire permanente de Rixheim.

Analyser la faisabilité d'une aire familiale de sédentarisation : travail collaboratif avec les partenaires visant à imaginer des formes d'habitat de droit commun, intermédiaires ou adaptés, répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage et induisant une meilleure intégration sociale, médicale, professionnelle,… Un volet incluant l'accompagnement des familles vers les logements pourra être intégré.

Participer à l'élaboration et la mise en œuvre du futur schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2020-2026 : la DDT68 procède actuellement au bilan du schéma précédent et est en phase d'élaboration du diagnostic du nouveau schéma révisé.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A, VAGO (prestataire de la délégation de service public)
Partenaires : CD 68
Indicateurs de suivi : Nombre de gens du voyage sédentarisés

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

Depuis 2019 M2A a confié au prestataire VAGO une délégation de service public pour être gestionnaire des aires d'accueil permanentes ainsi que l'aire de grand passage de son territoire.

Moyens mis en œuvre

Marché de DSP avec VAGO : 884 569 € € entre 2021 et 2023.

Perspectives/points d'attention

En 2024 m2A se positionnera sur les préconisations du nouveau Schéma Départemental.

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action P Permettre le rééquilibrage du peuplement par la politique d'attribution du logement social

Objectifs

Réunir la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), afin de partager la stratégie et permettre des échanges partenariaux visant à garantir la mixité sociale et :

- Suivre les caractéristiques et les évolutions de l'occupation sociale,
- Installer une commission de coordination opérationnelle et partenariale, permettant un suivi de l'atteinte des objectifs et un partage des difficultés rencontrées,
- Dresser un bilan annuel de la mise en œuvre de la politique intercommunale d'attribution et, le cas échéant, redéfinir les orientations stratégiques et ajuster les objectifs.

Mettre en œuvre la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA).

Poursuivre l'observation de la demande locative dans le cadre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID).

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : jusqu'en 2024
Pilote : m2A
Partenaires : membres du COPIL et COTECH de la CIA
Indicateurs de suivi : atteinte des objectifs mis en place dans le cadre de la CIA (par m2A et l'AREAL)

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

La Commission de coordination de la Conférence Intercommunale d'Attribution a eu lieu une fois par an depuis 2021. La CIL a été réunie en 2021 et en 2023.

Dans le document d'orientation cadre et la Convention Intercommunale d'Attribution, l'objectif de rééquilibrage des attributions entre les communes de m2A a été fixé pour atteindre à partir de 2021, 25% d'attribution hors QPV à des ménages du premier quartile (Q1) et issus du relogement NPNRU et 70% de propositions à des ménages supérieurs au Q1 dans les QPV.

Il est ressorti des bilans de la CIA que :

- 17,5% des attributions à des ménages issus du 1er quartile ont été faites hors QPV en 2021, et 14,9% en 2022. Les objectifs de 25% minimum ne sont donc pas atteints.
- 72,2% de propositions en QPV ont été faites à des ménages des Q2, Q3, Q4 en 2021, et 72,7% en 2022. Ces objectifs sont atteints, comme chaque année depuis 2019.
- Les chiffres de 2023 seront disponibles à la fin du mois de mai 2024

Le travail de m2A sur l'élaboration de son PPGDID a démarré en 2022 avec l'AURM/AFUT.

Moyens mis en œuvre

M2A a adhéré en 2021 à l'AAGEFIPADE (Association alsacienne de gestion du fichier partagé de la demande) à laquelle elle cotise à hauteur de 8 131 €/an.

Perspectives/points d'attention

Une CIL organisée en 2024 présentera le bilan de la CIA pour l'année 2023, et permettra la validation du projet de PPGDID.

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action Q Développer une offre de logements à vocation sociale dans le parc privé

Objectifs

Développer l'intermédiation locative (IML).

Mettre en œuvre le PIG 2018-2022 notamment pour accompagner les travaux :
- des propriétaires bailleurs en conventionnement social dans les communes SRU déficitaires,
- des mono-propriétés les plus dégradées des autres communes.

S'appuyer sur les résultats de l'étude pré-opérationnelle «captation du logement vacant» pour identifier et mobiliser le potentiel de conventionnement social de logements privés.

Mettre œuvre une communication dédiée à l'attention des élus des communes et des habitants.

Renouveler la sensibilisation des propriétaires bailleurs dans les communes SRU notamment sur les dispositifs locaux et nationaux avec la contribution de l'ADIL 68 et de la DDT 68.

Étudier la mise en place d'une politique visant à soutenir financièrement les acteurs du conventionnement dans le parc privé.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : AIVS, SIAO, ADIL 68, ANAH, DDT 68
Indicateurs de suivi :
- Nombre de logements produits en intermédiation locative
- Nombre de logements conventionnés ANAH avec/sans travaux

Bilan à mi-parcours : avancement moyen

Entre 2021 et 2023, 183 logements ont été remis sur le marché locatif en conventionnement ANAH (97 en social ou très social), dont 165 sans travaux.

Près de 430 logements sont gérés par deux AIVS : APPUIS LOGE (association APPUIS) et ALEOS (association IMEOS). La ville de Mulhouse concentre la majorité de ce parc avec 337 logements en 2021. A l'échelle de m2A, 35% de ce parc n'est pas conventionné, 16% est conventionné très social, 36% social et 13% en intermédiaire.

Constat partagé par plusieurs partenaires : il existe une vraie difficulté à capter du logement privé, en particulier des petits logements.

Deux Forum du bailleur solidaire ont été organisés à Mulhouse en 2022 et 2023 pour sensibiliser et informer sur les dispositifs de location solidaire (pilotage de la DDETSPP 68 et de l'AIVS Iméos, financés par la DDETSPP 68, l'Anah, m2A et la Ville de Mulhouse).

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action R Mettre en œuvre le dispositif « Logement d'abord »

Objectifs

Afin de construire une approche centrée autour de la personne pour l'accès au logement d'abord, l'ambition est de positionner le SIAO comme porte d'entrée de l'information et guichet unique pour l'accès aux droits, proposer un accompagnement social adapté et mettre en synergie les acteurs du renouvellement urbain et ceux de l'hébergement d'urgence pour un accès direct au logement.

Leviers :

- Consolider les dispositifs existants pour répondre aux besoins, en développant davantage l'IML en s'appuyant sur les deux AIVS du territoire *(cf. action Q),*
- Créer une cellule opérationnelle, pilotée par la Ville, pour « aller vers » les ménages : information aux bailleurs privés sur les dispositifs d'aide à la rénovation et de sécurisation locative, dynamique partenariale d'information et d'échanges avec les structures porteuses de dispositifs, création d'une plateforme de partage des offres locatives,
- Mettre en œuvre une politique incitative de rénovation des logements *(cf. actions H et L),*
- Améliorer la connaissance partagée des publics en créant un observatoire du sans-abrisme.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : DDT 68, SIAO, AIVS, associations, bailleurs sociaux, AREAL, AURM
Indicateurs de suivi : Évaluations régulières du dispositif par la Ville et le CCAS de Mulhouse

Bilan à mi-parcours :

L'AURM a développé un observatoire du sans-abrisme en 2018, confié ensuite au SIAO.

En 2021, le renforcement du SIAO 68 avec 4 postes, dont un statisticien, permet d'envisager un pilotage de l'observation sociale par le SIAO.

M2A a signé en 2021 une convention de partenariat avec les AIVS Appuis Loge et Iméos pour un objectif de captation de 10 logements du parc privé vacant pour le public du « Logement d'abord ». Cependant, aucun des logements capté n'a pu être proposé ou loué à ce public.

Constat partagé par plusieurs partenaires : les logements en IML sont encore souvent trop chers pour le public du «Logement d'abord».

La mise en œuvre accélérée sur la période 2018-2022 du dispositif Logement d'abord, porté par la ville de Mulhouse, se poursuit en 2023.

Moyens mis en œuvre

Subvention aux deux AIVS en 2021 : 36 576 € (18 288 € chacune).

Perspectives/points d'attention

A compter de 2024, la politique du Logement d'abord devrait se déployer pleinement à l'échelle du département depuis le Service public de la rue au logement (SPRULO). La DDETSPP 68, service inclusion sociale, et le SIAO sont les pilotes du SPRULO et la Ville siège au Comité stratégique partenarial.

ORIENTATION 3 Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action S Mettre en place des réponses ciblées pour l'hébergement

Objectifs

Créer un fond de garantie/solidarité spécifique permettant l'accès au logement (acquisition d'une machine à laver par exemple) et le maintien dans un logement (financement d'un résiduel de loyer ou des charges locatives)

Cible : jeunes de moins de 25 ans et personnes en rupture de droits

Développer une plate forme numérique (afin de ne plus avoir recours à un formulaire écrit à remplir ou rendre dans un endroit précis)

Interroger la création d'un CCAS à Mulhouse afin d'assurer une gestion administrative de proximité plus efficace

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : communes, DDT 68, associations
Indicateurs de suivi : état d'avancement de la création de la plateforme/du fond de garantie/du CCAS à Mulhouse

Bilan à mi-parcours : a débuté

CCAS de Mulhouse créé en 2022.

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

FICHES BILAN DES ACTIONS A MI-PARCOURS : ORIENTATION 4

ORIENTATION 4 Animer le PLH

Action T Renouveler la délégation des aides à la pierre

Objectifs

Signer la nouvelle délégation des aides à la pierre.

Réaliser un bilan de la délégation.

Actualiser ou redéfinir les indicateurs de suivi.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : DDT 68, communes, bailleurs sociaux, AREAL
Indicateurs de suivi : à définir

Bilan à mi-parcours : en cours, satisfaisant

M2A est la seule agglomération du Haut-Rhin à avoir la délégation de l'aide à la pierre, par convention avec l'État depuis 2006.

Une nouvelle convention de délégation des aides à la pierre a été signée le 22 février 2020 pour une durée de 6 ans.

Depuis le 1er janvier 2022, m2A a pris la délégation de compétences de type 3 ce qui signifie que les dossiers sont instruits par les services de l'agglomération et non plus par ceux de l'État.

Moyens mis en œuvre

Unité Délégation des aides à la pierre (DAP) du service Habitat de m2A, 5 ETP :
- 1 responsable DAP
- 3 instructeurs
- 1 assistante

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 4 Animer le PLH

Action U Structurer une gouvernance transversale et participative

Objectifs

Développer des liens avec les autres instances partenariales de l'habitat.

Organiser des temps d'information et d'échange sur l'actualité de la politique de l'habitat avec les acteurs publics et privés dans le cadre du suivi du PLH.

Conforter les coordinations de l'habitat comme instance de pilotage du PLH.

Communiquer et partager les enjeux et les actions du PLH.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : Sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : Communes, AURM/AFUT, partenaires privés, bailleurs sociaux, acteurs institutionnels
Indicateurs de suivi : Nombre de réunions, temps d'échange, ateliers projet réalisés

Bilan à mi-parcours : a débuté

M2A anime les temps forts de sa politique locale de l'Habitat à savoir :

- les commissions de coordination de la conférence intercommunale d'attribution (CIA),
- la conférence intercommunale du logement (CIL),
- les conférences interbailleurs,
- les revues de projet NPNRU,
- les coordinations habitat : elles réunissent tous les 15 jours un groupe d'élus en charge de l'habitat et sont animées par Vincent Hagenbach, vice président de m2A en charge de l'habitat.

Participation aux instances et réunions avec les acteurs externes, publics comme privés (CRHH, PDLHI, PDALHPD, Rendez-Vous de la CeA, ANAH, CITIVIA,…)

Moyens mis en œuvre

Une nouvelle personne a été recrutée au service Habitat fin 2023 pour organiser de manière transversale la mise en œuvre du PLH.

Perspectives/points d'attention

ORIENTATION 4 Animer le PLH

Action V Piloter le PLH via des observatoires portant sur des dimensions stratégiques

Objectifs

Valoriser les observatoires existants ou à créer et assurer une bonne articulation entre eux.

Suivre la réalisation des objectifs et des actions du PLH pour en évaluer leurs effets.

Faire de l'observatoire un outil d'animation du partenariat et de pilotage stratégique de la mise en œuvre du PLH.

S'inscrire dans la démarche d'open data de m2A pour diffuser des données, et en faire des outils collaboratifs.

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : Sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : AURM/AFUT, CITIVIA, ADIL 68
Indicateurs de suivi : Définis dans chacun des observatoires

Bilan à mi-parcours : a débuté

Le programme partenarial avec l'AURM/AFUT comprend entre autres les missions suivantes :

- Observatoire des loyers du parc de logements privés dans m2A,
- Valorisation de l'observatoire du logement neuf initié par CITIVIA (Adéquation),
- Analyse du foncier,
- Analyse des marchés immobiliers.

L'agence a également développé un Observatoire du sans-abrisme en 2018, confié ensuite au SIAO.

La quasi-totalité des productions de l'AURM/AFUT est disponible en ligne.

Dans le cadre du PDALHPD, l'ADIL 68 assure la mission d'observatoire pour l'ensemble du Haut Rhin.

Moyens mis en œuvre

Programme partenarial annuel avec l'AURM/AFUT.

Observatoire de la promotion immobilière d'Adéquation en 2023 : 11 040 €.

Convention de partenariat annuelle entre l'ADIL 68 et m2A : 86 000 €.

Perspectives/points d'attention

Un Observatoire de l'Habitat et du Foncier articulant plusieurs de ces dispositifs de suivi est en cours d'élaboration par l'AFUT.

Annexe : Mode d'emploi et préfiguration de l'Observatoire du Foncier et de l'Habitat – AFUT 2024

ORIENTATION 4 Animer le PLH

Action W Assurer un meilleur accueil de la population pour la guider dans son projet d'habitat

Objectifs

Mettre en place un point d'information global de la rénovation pour pallier le manque de lisibilité des dispositifs mobilisables et des structures de conseil et d'accompagnement.

Enjeu : faire de l'ADIL un point de passage conseillé

- Déléguer le volet conseil et renseignement sur toutes les procédures liées à la rénovation du bâti à l'ADIL 68,
- Améliorer l'information et la communication sur la politique de l'habitat et les dispositifs financiers ou d'accompagnement,
- Publication simplifiée sur le types d'aides, les procédures, les acteurs en charge,
- Organiser des parcours d'accompagnement

Regrouper les acteurs de l'habitat au sein d'une "maison de l'habitat" :

Faciliter et améliorer l'information et les démarches des habitants de m2A en créant un guichet unique : lieu d'accueil, d'information et d'orientation des habitants sur toutes les questions liées à l'habitat.

Se rapprocher des habitants : permanences en communes pour ceux qui auraient des problèmes d'accès à la maison de l'habitat (en lien avec la mise en œuvre du PIG).

Modalités de mise en œuvre/détail de l'action

Période : Sur l'ensemble du PLH
Pilote : m2A
Partenaires : ADIL 68
Indicateurs de suivi : État d'avancement du projet

Bilan à mi-parcours : Non démarré

Moyens mis en œuvre

Perspectives/points d'attention

Une analyse de retours d'expériences des guichets uniques de l'habitat mis en œuvre dans d'autres collectivités, à différentes échelles, a été demandée à l'AFUT fin 2023.

MAI 2024

Bilan à mi-parcours du PLH de m2A



3ème Programme local de l'Habitat

Afut
agence de fabrique urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

SOMMAIRE

CE QU'IL FAUT RETENIR 3

INTRODUCTION : EN QUOI CONSISTE LE BILAN ? 5

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire 6
- Les objectifs de construction neuve dépassés 7
- Le rôle des villes noyaux conforté 8
- Une part d'investisseurs qui se maintient à un niveau élevé 8
- La difficile production de logements abordables 9
- La diminution de la production de logements intermédiaires 9
- L'adhésion à un OFS pour favoriser les acquisitions abordables 9
- Le nombre de PSLA progresse... 10
- ... mais la diminution des PTZ traduit la difficulté d'accession à la propriété pour les plus modestes 10
- De la GOU .... au PPA 11
- Mise place d'une charte qualité des opérations à Mulhouse 12
- L'engagement de m2A dans un PLUi 12
- Une politique foncière qui se développe 12
- La politique sociale de l'habitat se poursuit... 14
- ... mais la production de l'offre très sociale décline 14

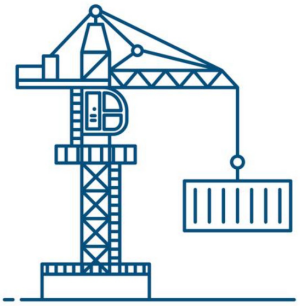
AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants 16
- Le nombre de logements vacants diminue à Mulhouse 17
- Une étude vacance sur m2A 18
- Une étude du parc de logements vacants spécifique à Mulhouse 19
- Une augmentation des consultations «habitat indigne» à l'ADIL 19
- De multiples actions en matière de rénovation énergétique et d'amélioration du parc de logements privés engagées par m2A 20
- Une dynamique très engagée sur les copropriétés 23
- Le permis de louer mis en oeuvre 25
- Les relogements quasiment tous aboutis dans le cadre du NPNRU 27

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive 30
- Une faible mais inégale croissance démographique 31
- Une agglomération touchée par le vieillissement et la réduction du poids des actifs 31
- Des études sur les publics seniors et l'offre de logements adaptés 31
- Une enquête et une étude auprès des étudiants 32
- Des objectifs atteints en ce qui concerne l'accueil des gens du voyage 33
- m2A finalise le PPGDID en 2023 33
- Des actions mises en oeuvre pour développer une offre de logements à vocation sociale dans le parc privé de logements adaptés 34
- Une offre d'hébergement toujours conséquente 36

AXE 4 : Animer le PLH 38
- Une gouvernance structurée 39
- L'observation en continue 39
- Maison des territoires vs maison de l'habitat 39

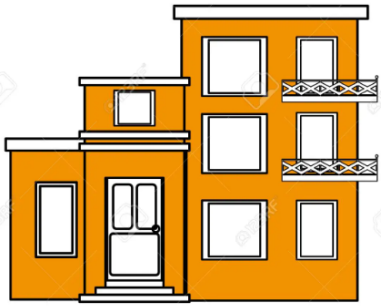
ANNEXE 40

CE QU'IL FAUT RETENIR



AXE 1: Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

- Les objectifs de construction de logements neufs sont largement dépassés (+67%) , notamment à Mulhouse où ils ont été multipliés par 4
- La production de logements abordables dans le parc de logement neuf reste difficile
- L'accession à la propriété des ménages les plus modestes reste difficile malgré l'investissement public (OFS/BRS, PSLA ...).
- Le rythme de production de logements sociaux est élevé et le nombre d'agréments dépasse les objectifs fixés par le PLH mais les ambitions de production d'une offre très sociale ne sont pas atteints.



AXE 2: Accroître la qualité du parc de logements existants

- Les actions portées par m2A (études spécifiques, permis de louer, OPAH....) laissent entrevoir une diminution du nombre de logements vacants, à confirmer les prochaines années
- 800 logements ont été réhabilités par le programme d'intérêt général conduit sur m2A. Mais celui-ci n'a pas atteint les objectifs fixés en terme de rénovation du parc de logements au regard des objectifs ambitieux fixés. L'investissement devra se poursuivre dans la mise en oeuvre du prochain PIG.
- De nombreuses actions d'infomation, de sensibilisation, d'accompagnement sont orientées sur les copropriétés.
- La politique de relogement réalisée dans le cadre du NPNRU est aboutie.



AXE 3: Bâtir une agglomération inclusive

- La ville centre perd des habitants à l'inverse des autres territoires de m2A.
- Le vieillissement de la population se poursuit , de manière plus marqué dans les communes hors Mulhouse. L'offre de résidences privées pour un public de seniors autonome est développée à Mulhouse. Une offre plus sociale, plus en adéquation avec le profil du public de seniors de demain, se développe.
- Les objectifs sont atteints en ce qui concerne les actions à mettre en oeuvre pour le public des gens du voyage.
- L'agglomération mulhousienne dispose toujours d'une offre conséquente en matière d'hébergement et l'offre en intermédiation locative permettant de loger des ménages très modestes.



AXE 4 : Animer le PLH

- La gouvernance du PLH est définie.
- Le suivi du PLH se traduit par de nombreux dispositifs d'observation sur le territoire.
- Compte tenu du projet d'envergure de «maison des territoires» de m2A, une maison de l'habitat n'est pour le moment pas envisagée mais la réflexion sur un lieu unique reste ouverte.



Rue du Docteur Laennec, Brunstatt-Didenheim

EN QUOI CONSISTE LE BILAN À MI-PARCOURS ?

Ce qui dit la loi

L'établissement public de coopération intercommunale communique pour avis au représentant de l'Etat et au comité régional de l'habitat et de l'hébergement un bilan de la réalisation du programme local de l'habitat et de l'hébergement trois ans après son adoption ainsi qu'à l'issue de la période mentionnée au premier alinéa du II de l'article L. 302-1.

Art. r302-1-4 du Code de la Construction et de l'Habitat

Le troisième Programme Local de l'Habitat (PLH) de Mulhouse Alsace Agglomération est entré en vigueur le 20 mars 2021. Après analyse des dynamiques résidentielles et du parc de logements, et grâce aux enseignements des deux PLH précédents, il décline les ambitions intercommunales jusqu'en mars 2027.

Le bilan à mi-parcours permet de faire la synthèse des actions réalisées dans le mars cadre de la politique publique de l'habitat depuis 3 ans dans l'agglomération mulhousienne.

Dresser un bilan global de la première moitié d'exercice

De nombreuses évolutions ont pu influer les dynamiques du territoire depuis l'adoption du PLH. De ce fait, un certain nombre d'orientations/ d'actions peuvent aujourd'hui paraître obsolètes, ne plus être une priorité de la collectivité ou ne plus être en totale adéquation avec les évolutions territoriales, qu'elles soient réglementaires ou sociétale. Le bilan à mi-parcours produit des éléments d'analyse qui permettent de comprendre, de mesurer et de mettre en prespective les éventuels écarts entre les objectifs, les actions engagées et les résultats obtenus, le cas échéant.

Ces analyses peuvent conduire à la réorientation de la stratégie de la politique de l'habitat du territoire lors de l'élaboration du nouveau PLH de m2A., en prenant compte des évolutions règlementaires et du contexte démographique, économique et social.

XX
rappelle l'objectif inscrit dans le PLH

XX
indique le résultat actuel ou l'état d'avancement

Méthodologie retenue pour réaliser le bilan

- Le bilan se structure sur la base des 4 axes du PLH que sont :

AXE 1. Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins
AXE 2. Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif
AXE 3. Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics
AXE 4. Animer le PLH

- L'exercice consiste en une analyse globale de l'évolution des enjeux définis dans chacun des axes. Les informations contenues dans les cubes oranges (cf. ci-contre) rappellent l'objectif initial du PLH. Celles contenues dans les cubes bleus indiquent l'état d'avancement ou le résultat de l'action.

- Des fiches synthétiques d'avancement de chaque action, complètent cette analyse globale.

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire, accessible en prix et répondant aux besoins

Action A: Veiller à la bonne coordination et à l'équilibre de la programmation de l'offre de logements neufs
Action B: Conduire des opérations innovantes et structurantes dans l'agglomération
Action C: Poursuivre la production de logements locatifs sociaux et en assurer la programmation
Action D: Favoriser l'accession sociale à la propriété
Action E: Mobiliser les outils de l'urbanisme pour faciliter la mixité sociale
Action F: Définir une stratégie foncière
Action G: Renforcer l'attractivité résidentielle de l'agglomération et notamment de sa ville centre

AXE 1- Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

650 à 700
constructions neuves/ an entre 2020 et 2025 dans m2A

100
constructions neuves/ an à Mulhouse

1138
logements contruits en moyenne/an entre 2020 et 2023 dans m2A

343
logements construits en moyenne/an entre 2020 et 2023 à Mulhouse

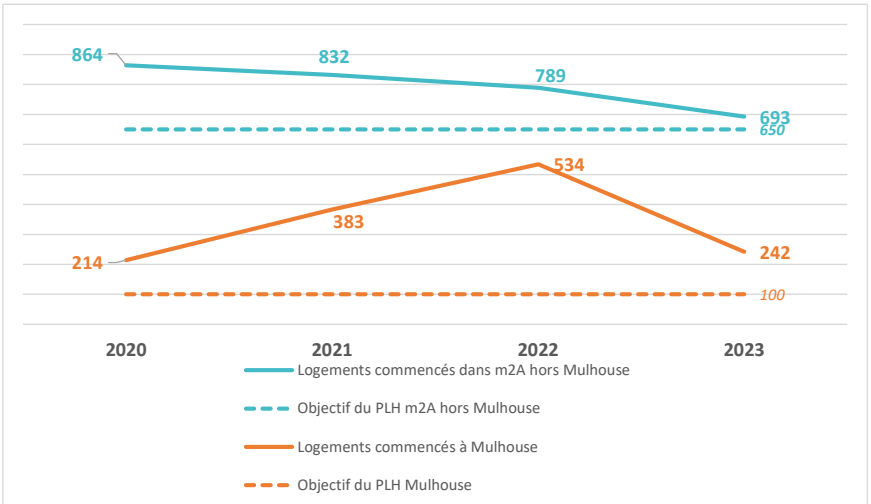
Les objectifs de construction neuve dépassés, y compris à Mulhouse

L'année 2022 s'inscrit comme exceptionnelle dans le cycle immobilier local. Au niveau national, une situation similaire s'observe. Ce nombre exceptionnel d'autorisations de logements accordées en février 2022 à la suite de demandes de permis déposées en décembre 2021, est très probablement en lien avec l'entrée en vigueur de la réglementation environnementale (RE) 2020 au premier janvier 2022, amenant de nouvelles normes à respecter pour les constructions neuves et la rénovation. En août 2022, on a assisté à un nombre record d'autorisations de logements collectifs avant la date limite d'éligibilité à l'aide à la relance de la construction durable. Ces 3 dernières années, le rythme de construction de logements neufs dépasse largement les objectifs fixés par le PLH.

Pour expliquer la **dynamique exceptionnelle de la ville centre**, différents facteurs se cumulent :

- **Un effet de rattrapage.** Sous l'effet de la crise sanitaire, la construction de logements neufs a été ralentie et les mises en vente ont été retardées. On peut penser à un effet de rattrapage : les programmes déjà engagés ont pris du retard et se sont retrouvés sur le marché, en plus des opérations déjà prévues sur la période (permis de construire délivrés en 2020).
- **L'attrait renforcé des opérateurs** : Depuis quelques années, la presse se fait l'écho de la rentabilité de l'investissement à Mulhouse. Les prix d'achat dans le neuf, même en hausse sensible, restent moins élevés que dans la plupart des autres grandes villes française. La commune continue donc d'attirer des investisseurs locaux, nationaux et étrangers, d'autant plus que le marché est par ailleurs plus cher et plus saturé à Strasbourg ou St Louis, les deux seules autres villes classées en B1 en Alsace
- **Les taux d'intérêt toujours bas** ont favorisé l'investissement dans la pierre.
- **L'investissement Pinel** possible, dans m2A, uniquement à Mulhouse. Depuis le 1er janvier 2018, les zones B2 et C sont exclues du dispositif Pinel.

Evolution du nombre de logements neufs construits et objectifs territorialisés du PLH

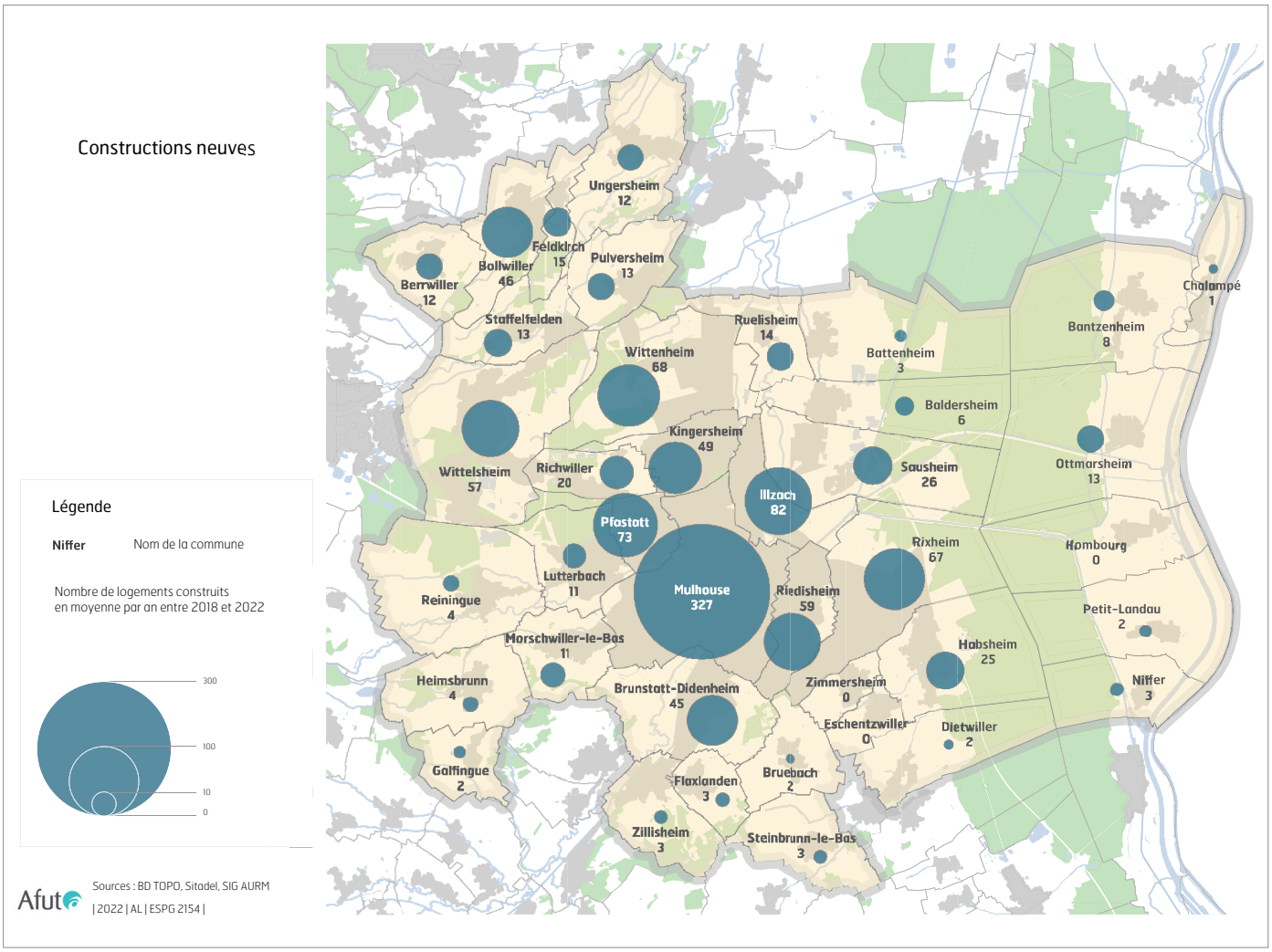


Source : fichiers SITADEL

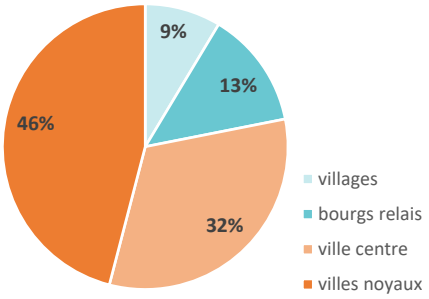


Lotissement le clos des musiciens à Kingersheim, Afut SA 2022

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire



Répartition territoriale des logements neufs construits entre 2020 et 2023



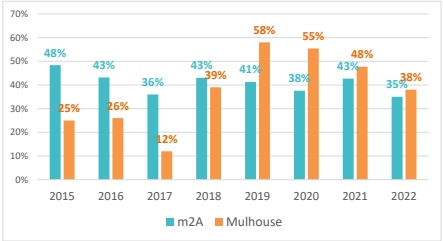
Source : fichiers SITADEL

Le rôle des villes noyaux conforté

L'objectif du PLH est de conforter le niveau de production des villes noyaux. que sont : Brunstatt-Didenheim, Riedisheim, Illzach, Rixheim, Wittenheim, Wittelsheim, Pfastatt, Lutterbach et Kingersheim. Au moment de l'élaboration du PLH, 44% de la production neuve de m2A se réalisait dans ces 9 communes ayant un niveau d'équipement élevé. Le graphique ci-dessous montre que pour les 3 dernières années, **le poids des villes noyaux dans le développement de l'offre nouvelle s'est renforcé.**

Le détail des constructions neuves réalisées par commune est disponible en annexe du document.

Evolution de la part des investisseurs dans les ventes de programmes neufs



Source : Observatoire du logement neuf, CITIVIA-ADEQUATION

Une part d'investisseurs qui se maintient à un niveau élevé

Située en zone B1 depuis 2014, Mulhouse est éligible au dispositif de défiscalisation de la loi PINEL. Entre 2019 et 2020, **la part des investisseurs dans la vente de logements neufs s'est maintenue à un niveau élevé à Mulhouse.** En 2021 et 2022, le rééquilibrage a profité davantage à la vente aux occupants à Mulhouse comme dans sa périphérie. On peut y voir une conséquence de la crise : les particuliers n'ont jamais autant épargné.
Les investisseurs restent également bien présent dans les opérations en périphérie de Mulhouse malgré l'impossibilité d'y bénéficier d'une mesure de défiscalisation. Un signe d'attractivité du territoire.

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

Produire
des logements abordables à moins de 2400€/m²
des logements intermédiaires (2400€/m²-3000€/m²)

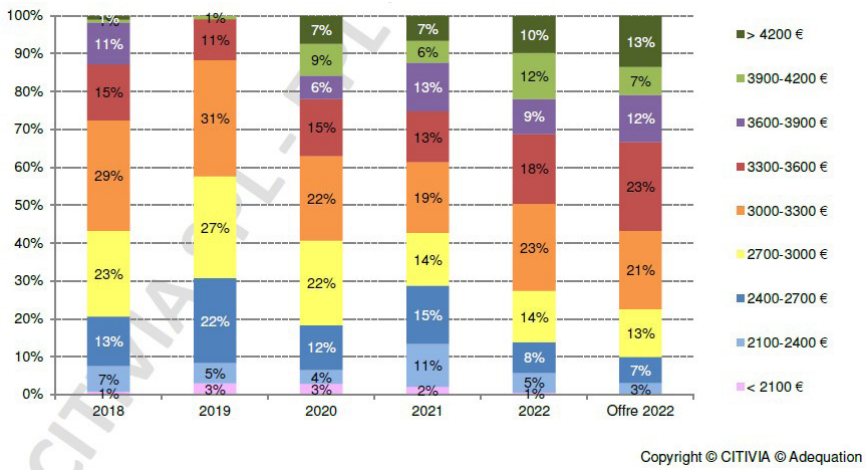
La difficile production de logements abordables

Que ce soit en raison du passage à la RE2020, de la crise sanitaire ou du conflit ukrainien, le coût des matériaux a fortement augmenté les 5 dernières années, rendant de plus en plus difficile la production de logements abordables. En effet, malgré un contexte immobilier plus difficile, **les prix n'ont cessé de grimper depuis 2018.** En 2021,13% des logements neufs produits étaient commercialisés à moins de 2400€/m². Depuis, cette part s'amenuise d'année en année. Ainsi, **seuls 3% des logements neufs ont été vendus en 2022 à moins de 2400€/m².** Une situation problématique dans les parcours résidentiels puisque les primo accédants n'ont plus la possibilité de trouver des produits adaptés dans le parc de logements neufs, obligeant un repli vers l'ancien ou un statut quo dans le parc locatif.

3%
des logements neufs vendus en 2022 en dessous de 2400€/m²

22%
des logements neufs vendus entre 2400 et 3000€/m²en 2022

Gamme de prix des logements neufs vendus



Copyright © CITIVIA © Adequation

La diminution de la production de logements intermédiaires

Il apparaît tout aussi difficile de produire des logements intermédiaires dans l'agglomération mulhousienne. : s'il représentaient 36% de l'offre commercialisée en 2018, **leur part n'atteint plus que 22% en 2022**.



Terrain de 762 m² à vendre 200 000 euros sur le bon coin, juillet 2023

L'adhésion à un Office Foncier Solidaire (OFS) pour favoriser les acquisitions abordables

La loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré le dispositif de «bail Réel Solidaire» (BRS), reposant sur la dissociation de la propriété bâtie et celle du foncier. Son objet est de faciliter l'accession à la propriété des ménages modestes. Le foncier sous BRS demeure la propriété permanente de l'OFS, qui le met à disposition, moyennant la location du foncier. Les logements sous BRS entrent dans la comptabilité des logements sociaux (SRU) pendant toute la durée du bail (18 à 99 ans). **M2A a adhéré à l'OFSA (l'office foncier solidaire d'alsace, piloté par la SERS et PROCIVIS), par délibération du 31 mai 2021.**

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

125
PSLA ont été agréés en 2021 et 2023

Le nombre de prêts sociaux location-accession (PSLA) progresse...

13 PSLA ont été engagés en 2021 (à Brunstatt-Didenheim et Habsheim), 69 en 2022 (à Richwiller, Wittelsheim, Lutterbach, Kingersheim et Pfastatt) et 43 en 2023 (à Riedisheim, Pulversheim et Pfastatt). 125 projets en PSLA ont ainsi été engagés sur la première période triénale du PLH

117
PTZ délivrés en 2023 dans m2A (- 56% depuis 2017)

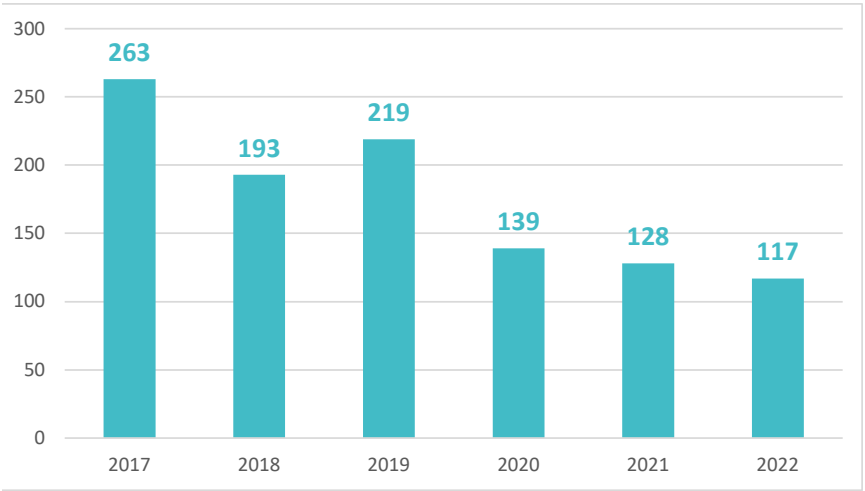
... mais la diminution des PTZ traduit la difficulté d'accession à la propriété pour les plus modestes

Avec la hausse des taux immobiliers, l'année 2021 a changé la donne pour les ménages souhaitant devenir propriétaires : la baisse du nombre de prêts à taux zéro, qui s'adresse aux primo-accédants sous conditions de ressources, a concerné la quasi-totalité du territoire français. **Dans l'agglomération mulhousienne, on observe une diminution de moitié des prêts accordés entre 2017 et 2021**. Pourquoi cette baisse ?

- Dans l'ancien, **une obligation de travaux à hauteur de 25%** du coût de l'opération qui a pu contraindre des ménages à renoncer au PTZ.
- L'année 2021 a été marquée par la **remontée des taux d'intérêt**, après plusieurs années de taux particulièrement bas. En parallèle, les prix de l'immobilier ont continué d'augmenter. Avec des taux et des prix élevés, l'accès au crédit immobilier est devenu plus difficile pour les ménages qui désirent devenir propriétaires de leur logement
- Un autre problème, lié, s'est greffé : **le taux d'usure**, c'est-à-dire le taux maximum auquel une banque peut prêter, a évolué de façon décalée par rapport au marché du financement bancaire. Certains ménages dont le dossier aurait pu passer, se sont vu refuser un financement en raison d'un taux d'intérêt supérieur au taux d'usure.

Cette tendance se confirme en 2022.

Evolution du nombre de PTZ délivrés dans m2A



Source : ADIL68

L'accompagnement des accédants à la propriété par l'ADIL68

L'Adil assure une mission de sécurisation des parcours résidentiels. Entre 2020 et 2023, elle a **renseigné 755 personnes ayant des projets d'accession à la propriété**. Cet accompagnement va jusqu'à la simulation financière des capacités financières des ménages à assurer un projet d'achat immobilier. L'ADIL participe par ailleurs aux salons de l'immobilier organisés à Mulhouse. Elle y tient des conférences et renseigne les ménages.

755
ménages ont consulté l'ADIL68 entre 2020 et 2023 pour un projet d'accession

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire



Aménagement parc de la gare de Mulhouse pour une meilleure qualité de vie, 2023

De la GOU .... au PPA

Une des actions du PLH prévoyait de «mettre en oeuvre la compétence «ZAC d'intérêt communautaire» pour les opérations structurantes. Faute de moyens, cette action a été abandonnée.

Par ailleurs, la mise en oeuvre d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) s'est transformée en l'élaboration d'un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA).

Le PPA de Mulhouse et de son agglomération a été signé le 20 août 2020, afin d'accompagner le projet de dynamisation du territoire. Il est caractérisé par la **reconquête de plusieurs friches industrielles de grande ampleur** et **s'inscrit en complémentarité avec les actions portées au titre du renouvellement urbain,** pour former un programme global

Au travers de la mise en œuvre de trois axes, que sont la diversification de la vocation économique, le développement de l'attractivité résidentielle et la densification du maillage d'équipements publics, le PPA vise à constituer un cœur d'agglomération multifonctionnel.

La convention initiale portait sur un volume d'études et travaux de 12000K€ hors taxes. Ont notamment été mis en œuvre :



Tour de l'Europe à Mulhouse

- Les travaux de dévoilement du canal et l'aménagement du square du général de Gaulle ;
- Les études réalisées par l'urbaniste conseil, qui ont permis de faire évoluer le plan de composition de la ZAC Gare pour proposer un nouveau quartier d'affaires, accueillant également des logements dans un environnement apaisé. Le PLU a été modifié, deux projets de constructions sont confirmés sur le secteur et les travaux d'aménagement de l'espace public ont été réalisés en juin 2023 ;
- Sur le quartier Fonderie: réalisation d'une onde verte sous la forme d'un espace vert de 1,2 hectares au cœur du quartier ;
- L'étude sur la stratégie de redressement de la Tour de l'Europe a notamment abouti à la mise en œuvre d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) et à la désignation d'un administrateur provisoire.

AXE 1: Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire



Vue aérienne- Wittenheim/Kaligone

Mise en place d'une charte qualité des opérations à Mulhouse pour renforcer l'attractivité mulhousienne

Pour associer les porteurs de projet à la stratégie de transformation de la ville, la municipalité a mis en place un outil pour :

- Expliquer les attentes de la ville et exprimer des **exigences claires sur la qualité attendue des projets** ;
- **Agir sur la qualité des projets au-delà des règles fixées par le PLU**
- Mieux maitriser les phases amont du dépôt des permis de construire

En adhérant à la charte, le porteur de projet est positionné comme partenaire de la Ville.

Le document reste au stade de « l'engagement moral » dans un 1er temps. Il pourrait prendre une forme contractuelle après un fonctionnement de 12/18 mois. Une première phase «test» a débuté en 2023.

Il existe, par ailleurs, un règlement municipal des constructions qui s'applique aux quartiers du Rebberg et de Dornach. Il n'a pas été étendu pour le moment à d'autres secteurs, ni d'autres communes.

L'engagement de m2A dans un PLUi

Par **délibération du 30 janvier 2023**, le conseil communautaire a décidé de l'élaboration d'un PLUI sur le territoire de m2A. Le diagnostic territorial est en cours de réalisation et permettra de dégager les enjeux thématiques (socio-démographique, environnemental, mobilités, économie,foncier ...) et territorialisés pour m2A.

C'est à présent dans ce cadre que m2A accompagne les communes dans la mise en oeuvre de leurs objectifs de développement résidentiel. Les services de l'agglomération confortent également cette mission au travers des opérations de renouvellement urbain et des modifications de PLU,

Une politique foncière qui se développe

Diverses actions ont été menées sur l'observation du foncier et sur les marchés immobiliers :

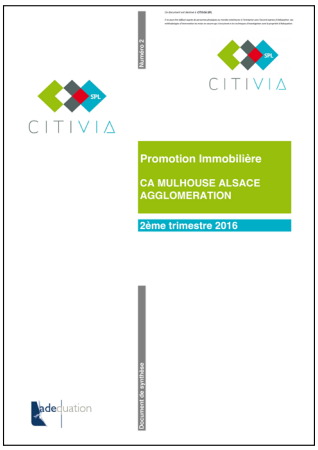
- **Un suivi des opérations foncières et immobilières de m2A a été mené via des travaux de recencement auprés des communes au cours de l'année 2019.** Ils ont abouti à la création d'une plate forme interactive permettant de visualiser les projets prévus à court, moyen et long terme ainsi que leurs caractéristiques (nombre de logements, typologies, part du logement social ....) dans chaque commune de l'agglomération.
- l'AURM/Afut Sud Alsace a mis en place une **observation des gisements fonciers à Mulhouse**. Une démarche co-portée avec l'opérateur Citivia qui vise à identifier les fonciers potentiels pouvant accueillir des programmes de logements.

AXE 1: Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

- Avec le démarrage de la démarche de PLUI, m2A et l'AURM ont conduit une première analyse de la consommation foncière entre 2011 et 2021 en distinguant la consommation à vocation d'habitat, d'activité et d'équipements.
- l'Afut Sud Alsace et l'ADIL 68 réalisent chaque année une analyse du marché locatif privé
- La publication trimestrielle de l'observatoire de la promotion immobilière dans m2A

L'article 205 de la loi « Climat et résilience » n° 2021-1104 du 22 août 2021 a transformé les dispositifs d'observation de l'habitat, adossés aux programmes locaux de l'habitat (PLH), en observatoires de l'habitat et du foncier. Les observatoires de l'habitat et du foncier facilitent l'analyse de la conjoncture des marchés fonciers et immobiliers et de l'offre foncière disponible. Ils rendent également compte, chaque année, du nombre de logements construits sur des espaces déjà urbanisés et sur des zones ouvertes à l'urbanisation…

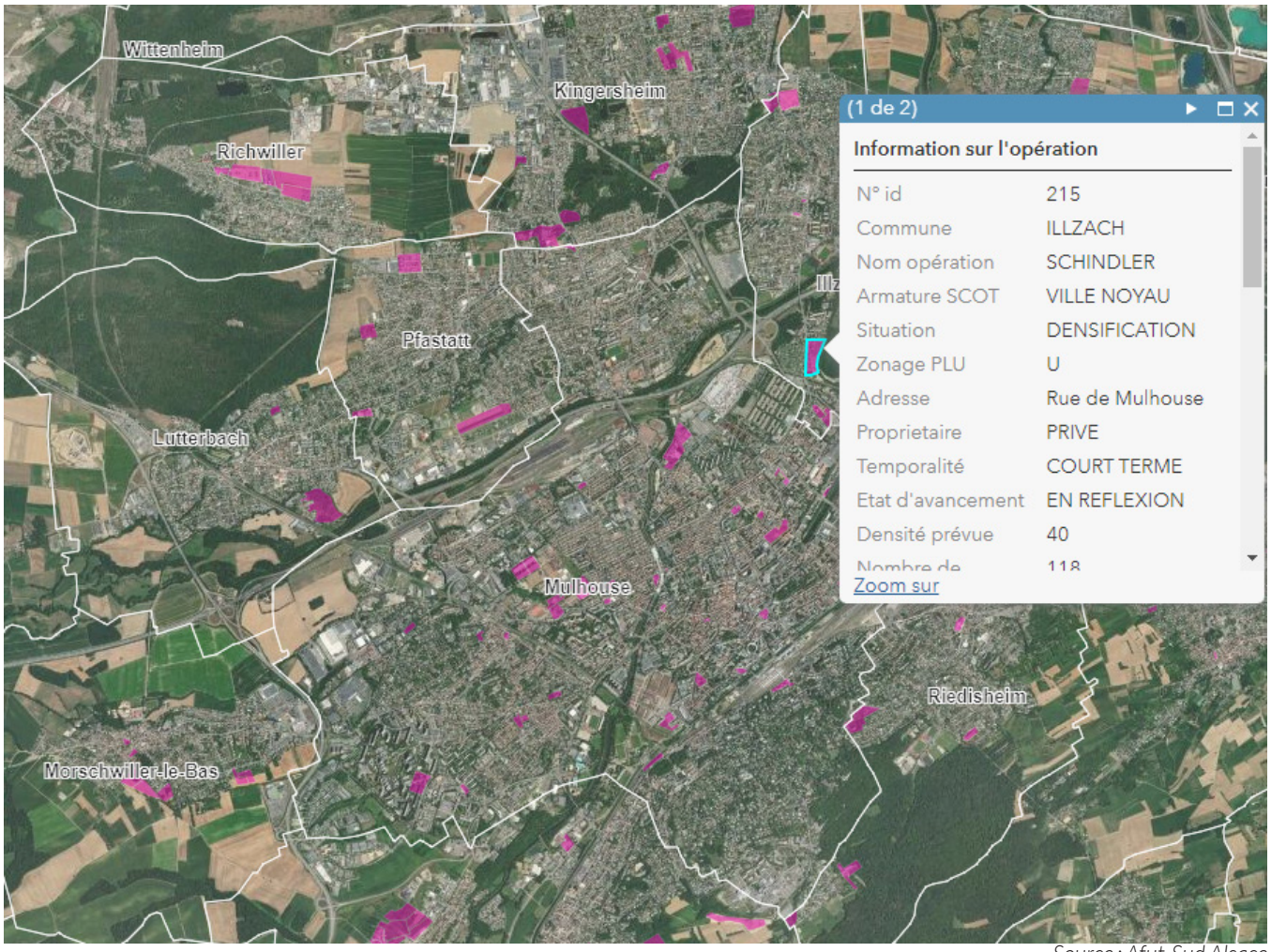
Par ailleurs, par **délibération du 2 mars 2020, m2A a adhéré à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace** dans la perspective de faciliter la maîtrise des espaces fonciers et de bénéficier d'un accompagnement stratégique. Le montant de la Taxe Spéciale d'Equipement a été fixé à 6€/habitant.



Publication trimestrielle de l'observatoire de la promotion immobilière neuve

La note de conjoncture présente les statistiques détaillées de la commercialisation des logements neufs dans les programmes de promotion immobilière (de 5 logements et plus) dans l'agglomération mulhousienne. Cette démarche d'observation des programmes neufs est reconduite à l'échelle de l'agglomération depuis 2016 par Citivia, aidée du cabinet d'études ADEQUATION.

Cartographie des projets fonciers et immobiliers dans les communes de m2A



Source : Afut-Sud Alsace

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire

280 à 300
agréments/an entre 2020 et 2025

458
agréments délivrés en moyenne/an entre 2021 et 2023

30%
d'agréments PLAI (a minima), 30% PLS (au maximum) entre 2020 et 2025

32% PLAI
et 24% PLS délivrés en moyenne/an entre 2021 et 2023

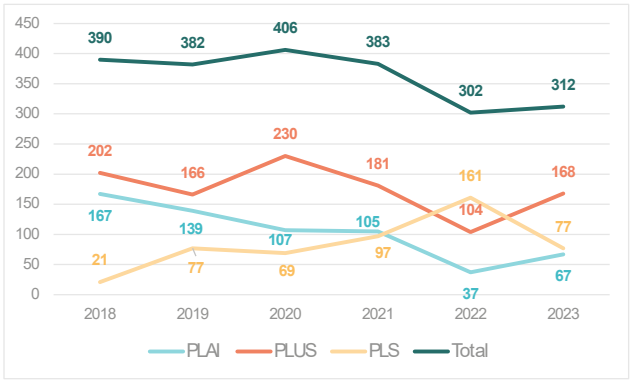
La politique sociale de l'habitat se poursuit

L'objectif du PLH de 280 à 300 agréments délivrés chaque année pour produire du logement social a été défini pour répondre aux obligations de la loi SRU pour les communes ayant atteint le seuil, celles en carence, celles en déficit ainsi que celles dites «SRU en devenir». Cet objectif est pour le moment largement tenu. La production de logements sociaux de droit commun a été orientée en totalité vers les communes SRU. Ainsi en 2021 et 2023, 1133 logements ont été agréés dans les communes déficitaires au titre de la loi SRU. Sur les 16 communes SRU, seules 4 ont atteint l'objectif de 20% des présidences principales en logements sociaux

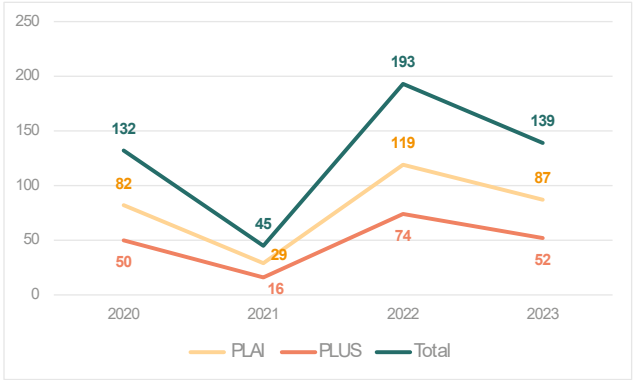
... mais la production de l'offre très sociale diminue

Si en 2020 et 2021 la part des logements financés en PLAI atteignait 26 et 27% des agréments de droits commun, **en 2022, seuls 12% des agréments délivrés dans m2A sont des PLAI**, mode de financement destiné au public le plus précarisé. En 2023, cette part remonte à 21%. Après 5 années de baisse, le nombre de logements financés en PLUS et PLAI augmente en 2023 au détriment des PLS logements locatifs intermédiaires destinés aux classes moyennes. Ce type de logement est attribué aux familles dont les revenus sont trop élevés pour pouvoir accéder aux locations HLM, mais trop bas pour pouvoir se loger dans le secteur privé.

Evolution du nombre d'agréments pour du logement social de droit commun délivrés dans m2A

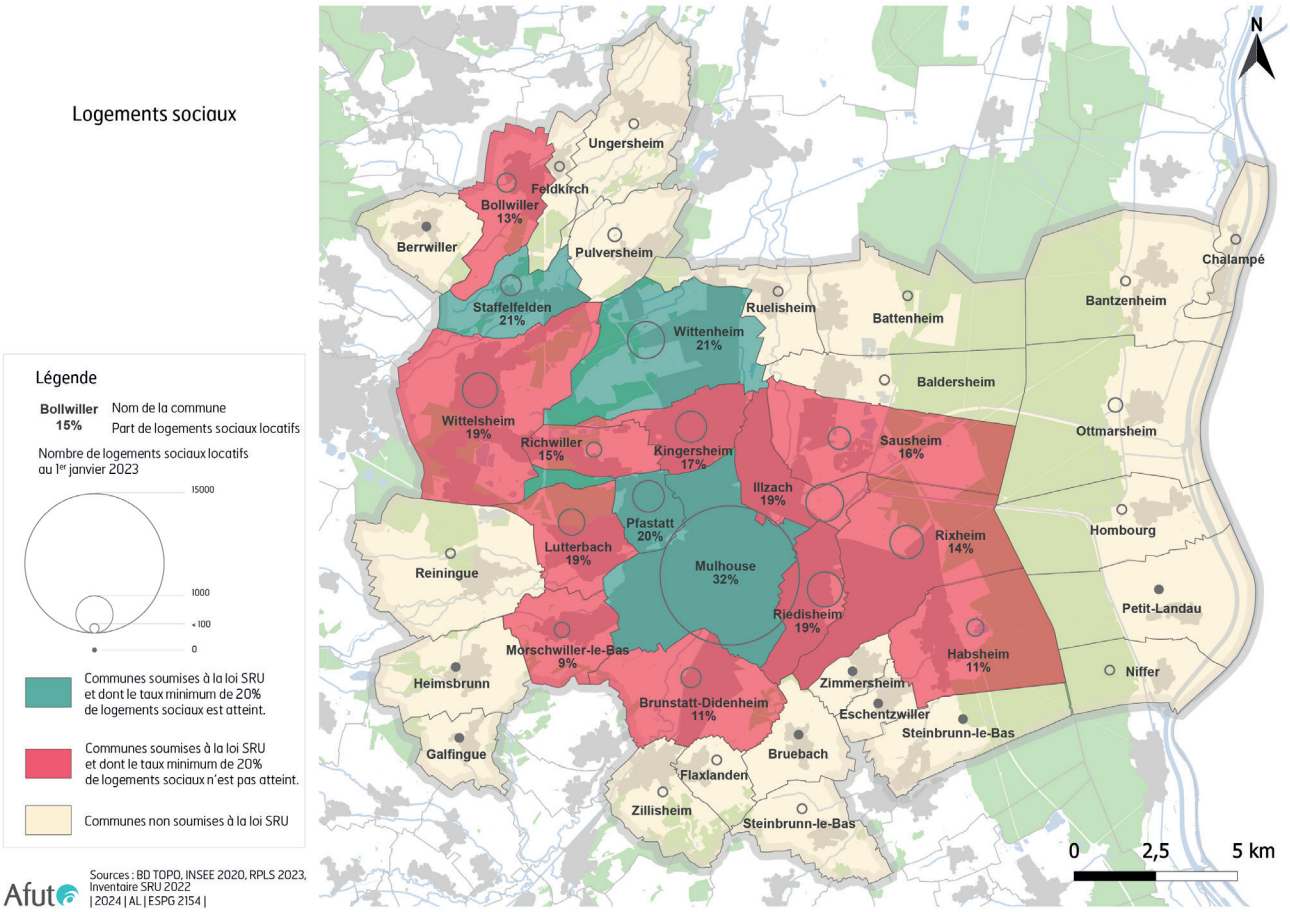


Evolution du nombre d'agréments pour du logement social dans le cadre du NPNRU délivrés dans m2A



Source : m2A

AXE 1 : Maintenir le rythme de construction de logements neufs en assurant une production équilibrée sur le territoire



Une charte de bonnes pratiques a été mise en oeuvre dans m2A. Elle engage la collectivité, les communes et les bailleurs sociaux à fiabiliser la programmation dans un objectif de diversification, de rééquilibrage et de mixité sociale fondée sur les besoins du territoire en termes de logements sociaux, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif

Action H: Améliorer les performances énergétiques du parc de logements
Action I: Mieux connaître la vacance et mettre en place des outils appropriés pour la résorber
Action J : Mettre en oeuvre le «permis de louer»
Action K: Etendre et proposer de mettre en oeuvre un règlement municipal de constructions pour lutter contre l'habitat indigne
Action L: Prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés
Action M: Mettre en oeuvre et coordonner le programme de renouvellement urbain

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

110
logements vacants/an remis sur le marché entre 2020 et 2025 dans m2A

174
logements vacants de plus de 2 ans, en moins entre 2020 et 2022 dans m2A

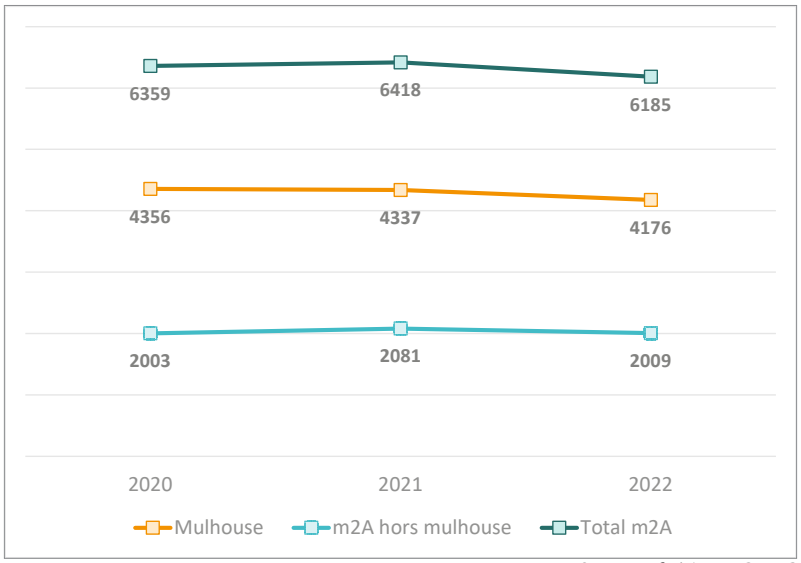
180
logements vacants de plus de 2 ans, en moins entre 2020 et 2022 à Mulhouse

Le nombre de logements vacants diminue à Mulhouse

Depuis quelques années, **la plupart des dispositifs opérationnels de lutte contre la vacance (ORI, OPAH, PIG, NPNRU, prime à la remise sur le marché de logements vacants, taxation des logements vacants, permis de louer....) ont été expérimentés** à divers moments et dans différents quartiers de la ville centre. Des démarches qui semblent enfin porter des fruits puisqu'entre 2020 et 2022, le nombre de logements vacants depuis plus de 2 ans a diminué à Mulhouse. Une tendance à confirmer dans les prochaines années. Il reste très concentré dans le quartier péricentre de la ville.

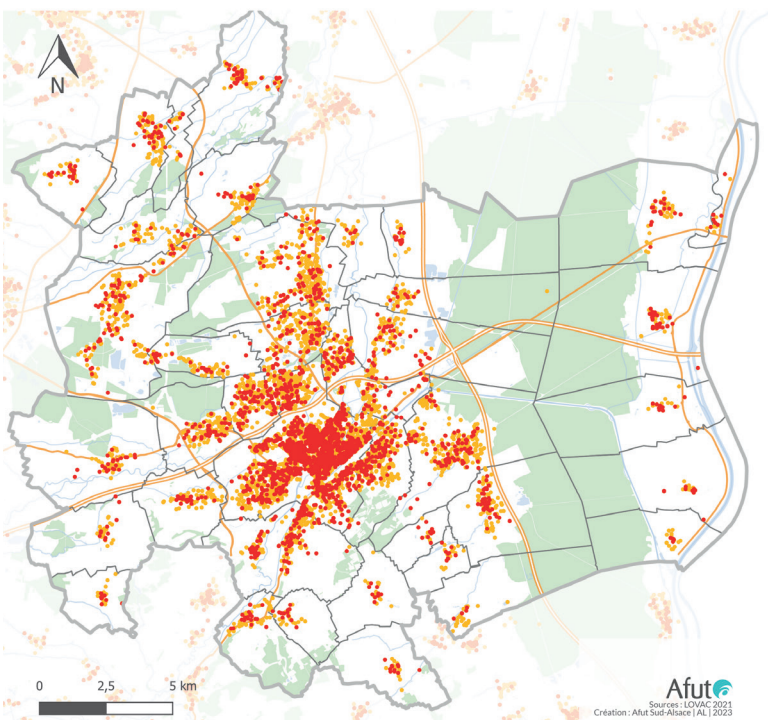
L'évolution est sensiblement différente dans les autres communes de l'agglomération. En effet, on compte 6 logements vacants depuis plus de 2 ans en plus dans les communes hors Mulhouse entre 2020 et 2022. Une évolution qui reste à ce jour peu inquiétante.

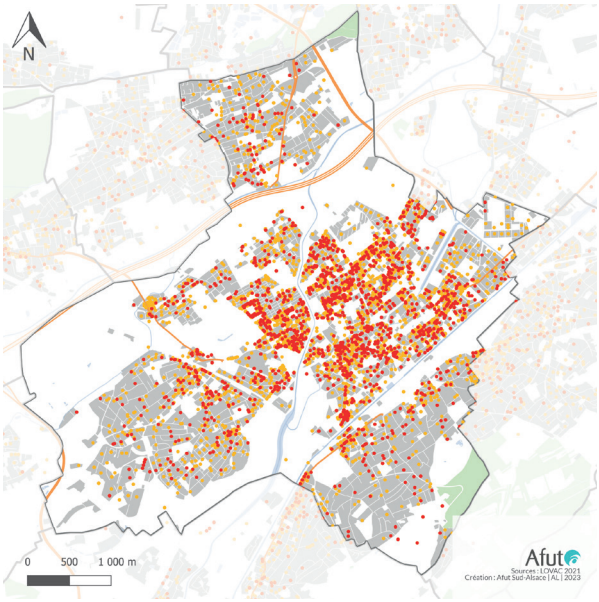
Evolution du nombre de logements vacants depuis plus de 2 ans



Source : fichiers LOVAC

Géolocalisation du parc de logements vacants





Légende
- Logement vacant
- Logement vacant de + de 2 ans

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

Le service Habitat de m2A, amené à s'étoffer

Afin de coordonner la mise en œuvre de la politique habitat de l'Agglomération et notamment de son Programme Local de l'Habitat, m2A a lancé en 2023, le recrutement d'un chargé de mission Stratégie et Politiques de l'Habitat. Sa mission sera également de conduire la politique de lutte contre la vacance à l'échelle de la Ville de Mulhouse.

Une étude vacance sur m2A

Le bureau d'études Espacité a conduit en 2019, une étude pré-opérationnelle pour un programme Anah « captation du logement vacant et du mal-logement ». Dans son diagnostic, l'étude relève un état des lieux de la vacance sur le territoire. Celui-ci révèle des :

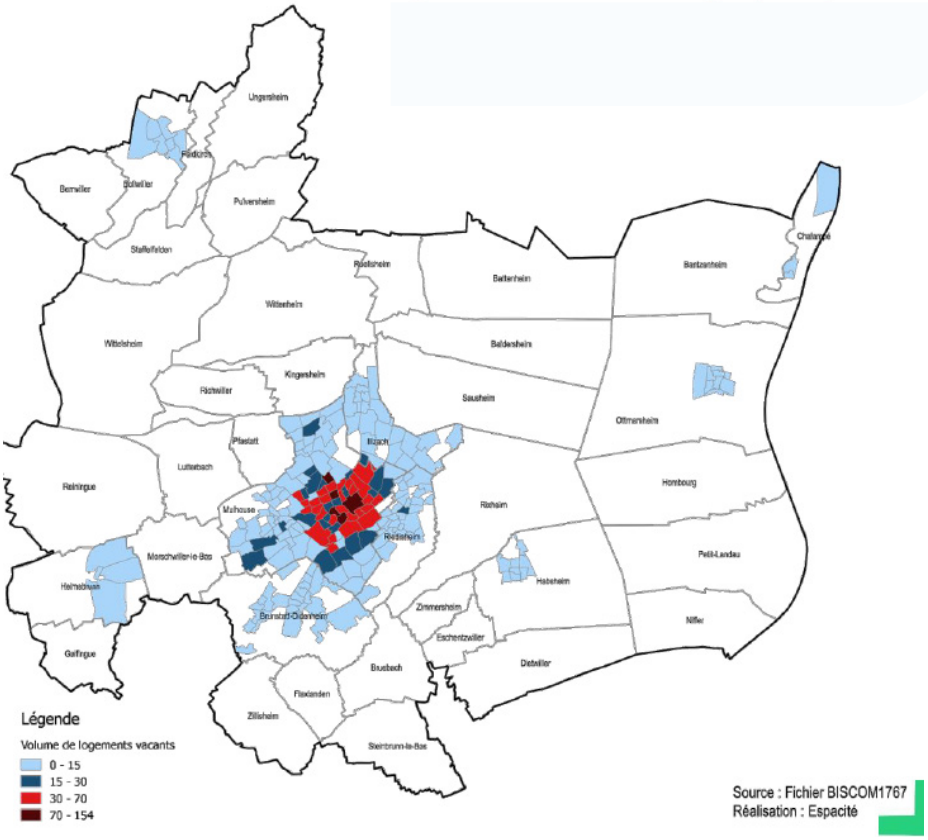
-difficultés d'ordre patrimonial : parc vieillissant, manque d'attractivité dans la ville centre, problématique de la vacance au dessus des rez de chaussée commerciaux, inadéquation entre les typologies des logements proposés et la demande

- **difficultés économiques et de gestion** : propriétaires souvent âgés , et/ou modestes, et/ou perdus dans la complexité des dispositifs, des propriétaires inquiets quant aux risques locatifs (dégradation du bien, non-paiement des loyers) » Dans certains cas, une difficulté à trouver des locataires, dû au manque d'attractivité

-**problématiques juridiques** : copropriétés complexes, successions délicates (indivisions, résidents à l'étranger...)

L'étude révèle une vacance structurelle concentrée sur quelques sections cadastrales avec **priorité d'intervention moyenne : Bollwiller, Chalampé, Hasbheim, Heimsbrunn, Ottmarsheim** ». Une vacance structurelle plus importante avec **priorité d'intervention moyenne : Brunstatt- Didenheim, Illzach, Riedisheim. Et une vacance structurelle importante et spécifique au centre-ville à Mulhouse.**

Vacance structurelle dans le parc privé de m2A



L'étude conclut sur une stratégie qui repose sur une double intervention:

1.Une intervention prioritaire au centre-ville élargi de la Ville de Mulhouse dans les sections cadastrales pré-fléchées

2.Une intervention renforcée au sein des autres communes de l'agglomération selon le degré de priorisation suivant :

- **Action renforcée sur les communes déficitaires** et/ou avec une vacance structurelle forte: Brunstatt-Didenheim, Illzach, Riedisheim

- **Action renforcée sur les communes déficitaires et/ou avec une vacance structurelle moyenne** : Bollwiller, Chalampé, Habsheim, Heimsbrunn, Ottmarsheim et Rixheim.

- **Action généraliste** sur les communes non prises en compte dans l'étude pré-opérationnelle

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

10
maisons individuelles/ an occupés par leurs propriétaires sortis de l'indignité

20
logements/an de propriétaires bailleurs sortis d'indignité (hors copropriétés- en monopropriétés ou en maisons individuelles)

(Objectifs du PIG 2018-2022 «Habiter mieux, louer mieux»)

4233
logements potentiellement indignes dans m2A en 2017 dont

88% à Mulhouse

Et une étude du parc de logements vacants spécifique à Mulhouse

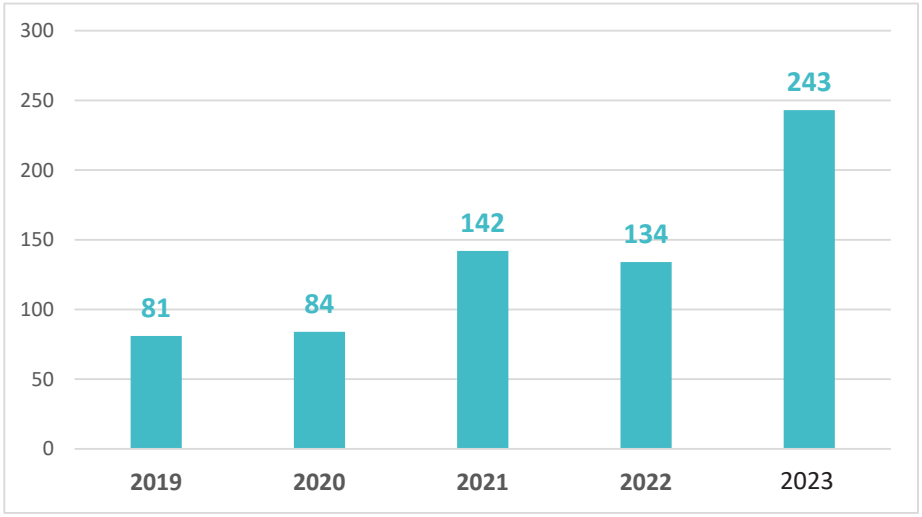
La ville de Mulhouse a lancé en 2022, une étude pré-opérationnelle "logements vacants" sur deux secteurs de la ville : **d'une part le centre -ville et d'autre part, le secteur Briand/Franklin** (péricentre Nord) . **20,6% des logements au sein du Centre-ville sont vacants contre 23,3 % pour le Péricentre Nord.** Ces taux de vacance sont plus élevés que la moyenne communale (16,8%). Néanmoins, la part de la vacance frictionnelle est plus élevée que la part de la vacance structurelle dans les deux périmètres d'étude, suivant ainsi la trajectoire communale.

Le taux de vacance important dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville s'explique par différents facteurs dont **un déficit d'image et d'attractivité résidentielle, mais également d'un parc parfois moins entretenu** qui suppose de lourds travaux de réhabilitation. Dans le centre-ville, ce sont les étages des commerces au rez-de-chaussée (non utilisés ou utilisés comme réserve) qui augmentent des logements vacants.

Une augmentation des consultations «habitat indigne» de l'ADIL

Les années 2021 à 2023 accusent une **forte hausse des consultations relevant des questions d'habitat indigne et plus généralement de mal logement (insalubrité, indécence, indignité...) dans m2A.** Une situation que rencontre également le Haut Rhin : en effet, en passant de 167 consultations en 2019 à 454 en 2023 sur les questions de mal logement, le nombre de consultation dans cette thématique a pratiquement été multiplié par 3.

Evolution du nombre de consultations «logement indigne» de l'ADIL68 dans le périmètre de m2A



Source : ADIL68

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

130
logements/an occupés par des PO en maisons individuelles réhabilités

20
logements/an de propriétaires bailleurs réhabilités (hors copropriétés- en monopropriétés ou en maisons individuelles)

(Objectifs du PIG 2018-2022 «Habiter mieux»)

34%
des logements subventionnés dans le cadre du Programme «Habiter Mieux» dans le Haut Rhin sont situés dans une commune de m2A en 2021, contre 68% en 2017

De multiples actions en matière de rénovation énergétique et d'amélioration du parc de logements privés engagées par m2A mais des résultats mitigés

L'objectif d'améliorer le parc de logements anciens passe par différents dispositifs visant la rénovation thermique. La collectivité se donne aussi les moyens de lutter contre les logements indécents et rendre les quartiers plus attractifs et plus agréables, en travaillant sur le bâti, mais aussi sur les espaces publics.

le PIG «Habiter Mieux» (2018-2022)

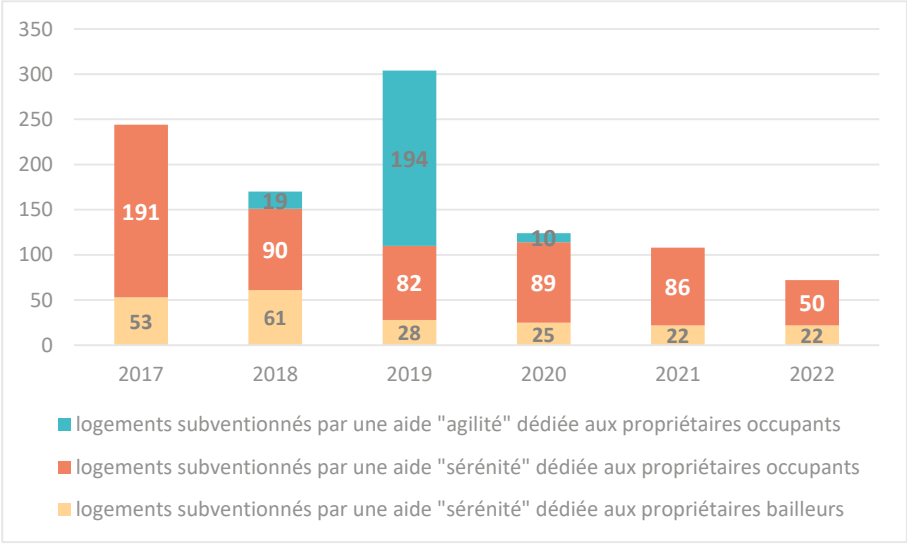
Le programme « Habiter Mieux » de l'agence nationale de l'habitat (ANAH) avait pour objectif **d'aider, par des subventions, les ménages à revenus modestes à entreprendre des travaux dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique des logements**.

- Le programme « **Habiter Mieux Sérénité » est destiné aux ménages les plus fragiles et les plus modestes** qui réalisent des travaux permettant un gain et énergétique de 35% minimum. En moyenne, une centaine de logements/an, occupés par des propriétaires occupants ont bénéficié d'une subvention «sérénité» entre 2018 et 2022.

Si en 2017, 67% des logements subventionnés dans le cadre du programme «Habiter Mieux» à l'echelle haut rhinoise étaient situés dans l'agglomération mulhousienne, seuls 1/3 étaient situés dans m2A en 2022.

- L'aide «Habiter Mieux Agilité» de l'Anah est accordée aux propriétaires occupant une maison individuelle, sous certaines conditions. 2019 marque une année exceptionnelle où 196 maisons ont été subventionnées à l'échelle de m2A . En 2020, 10 maisons ont été financées et aucune ni en 2022, ni en 2023. Aujourd'hui, l'aide « Agilité » a disparu au profit du dispositif «MaPrimeRénov'».

Evolution du nombre de logements aidés par le programme «Habiter mieux» dans m2A



Source : ADIL68

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

29%

Taux de réalisation global du PIG (865 logements subventionnés) répartit comme suit:
Propriétaires occupants (PO): 42,6%
Propriétaires bailleurs (PB): 114%
Copropriétés: 18%

2000

logements situés dans une copropriété fragile accompagnés sur la durée du PIG 2018-2022 «Habiter mieux, louer mieux» (soit 400 logements/ an)

357

logements en copropriété ont été subventionnés dans le cadre du Programme «Habiter Mieux»

1/3 des objectifs du PIG atteints

Les objectifs du PIG «Habiter Mieux» (2018-2022) ont été dépassés sur la cible des propriétaires bailleurs. Néanmoins, le PIG a été très difficile à mettre en oeuvre pour les logements en copropriété : de grosses irrégularités pour les copropriétés avec 2 années blanches et uniquement de grandes copropriétés touchées par le dispositif.

Plusieurs explications sont avancées pour expliquer cette difficile mise en oeuvre:

- des **objectifs initialement surévalués**

- 2 années de **crise Covid** mettant à l'arrêt les chantiers et les permanences dans des communes de m2A

- une **«concurrence» avec d'autres dispositifs** d'aide à la rénovation, plus avantageux et moins contraignants (ex: subvention Action Logement en zone B2 et C)

- la **hausse des coûts des matériaux,** du gaz

- l'intégration des copropriétés dans un dispositif commun avec propriétaires occupants (PO) et propriétaires bailleurs (PB) semble compliquée, la chaine décisionnelle se complexifiant.

- la difficulté d'**obtenir des devis** de la part des entreprises

- l'**évolution du gain énergétique** requis (25 à 35 %)

- le **manque d'animation du dispositif** : trop peu de communication et de permanences d'information par l'équipe PIG.

Bilan du PIG «Habiter mieux» 2018-2022 dans mA

	objectif PIG (en nb de logements)	réalisé sur la période 2018-2022	niveau d'atteinte des objectifs
Logements de propriétaires occupants (PO)	900	383	43%
dont logements indignes ou très dégradés	50	13	26%
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	850	370	44%
Logements de propriétaires bailleurs (PB)	100	114	114%
Logements en copropriété	2000	357	18%
Total	3000	864	29%

Source : m2A

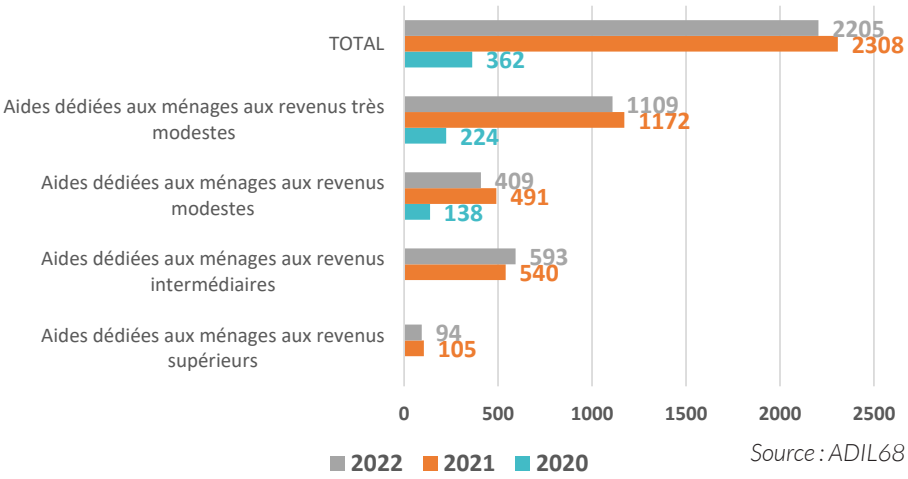
AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

47% des aides «ma prime rénov» dédiées à des personnes très modestes dans Haut Rhin sont affectées à des ménages de m2A en 2021.

Une explosion du nombre de dossiers «MaPrimRénov'»

Lancée le 1er janvier 2020, MaPrimeRénov' remplace le crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) et les aides de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) « Habiter mieux agilité » et «Habiter mieux sérénité». Elle est accessible à tous les propriétaires et à toutes les copropriétés de logement construit depuis au moins 15 ans. En 2022, 2205 logements ont été subventionnés avec ce dispositif, dont la moitié dédiés aux ménages à revenus très modestes. A l'échelle départementale, plus de 6197 logements ont été financés en 2022 dans le cadre du dispositif «Ma Prime'Renov».

Evolution du nombre de logements aidés par «ma prime rénov'» dans mA



Source : ADIL68

26% des logements de m2A classés E

10% des logements de m2A classés F

2% des logements de m2A classés G

Les statistiques DPE repose sur un échantillon de 50 400 logements (/139614 que compte m2A)

Source : Observatoire national des bâtiments, ADEME 2020

OPAH RU Fonderie à Mulhouse

Des aides pouvant atteindre jusqu'à 70% du montant des travaux de rénovation des logements, que le pétitionnaire soit propriétaire occupant ou propriétaire bailleur. C'est toute l'idée de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de Renouvellement urbain en cours sur le secteur Fonderie.

Objectif sur 5 ans : 805 logements réhabilités (2020-2024)

-93 logements ont été remis sur le marché entre 2020 et 2023.

- 34 primes sorties de vacance ont été délivrées entre 2020 et 2023

ORI Fonderie à Mulhouse

L'Opération de restauration immobilière (ORI) prévoit des obligations de travaux pour les propriétaires d'immeubles présentant des défauts d'entretien, dans le périmètre de l'OPAH. La non-réalisation de ces travaux peut entraîner, en dernier recours, l'expropriation. 23 immeubles sont concernés dans le quartier Fonderie et 10 immeubles (35 logements) sont identifiés dans le quartier Briand/Franklin. Une ORI devrait également être lancée prochainement dans le quartier Vauban-Neppert. Elle concernerait 9 immeubles soit une trentaine de logements.

Convention OKTAVE

Pour prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés, m2A a signé une convention de financement pour le projet «copros grand Est»(2021-2024) avec la SEM OKTAVE.

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

Une dynamique très engagée sur les copropriétés



Mulhouse, Coteaux

La prévention de la dégradation de la situation financière des copropriétés est un axe fort du PLH de m2A. Un grand nombre d'actions ont ainsi été mises en oeuvre sur ce champs. (Le bilan du PIG 2018-2022 «habiter Mieux» a été évoqué précédemment.)

La mise en oeuvre du Plan initiative copropriétés dans le quartier des Coteaux à Mulhouse

Les **5 copropriétés du quartier des Coteaux (Peupliers-Camus, Peupliers-Nations, Eugène Delacroix, Plein Ciel 1&2), sont inscrites sur la liste nationale du plan initiative copropriété**, ce qui en fait une priorité. Sur le même principe, **12 copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du plan.** La liste concerne les copropriétés suivantes :

- Construire, Les Fleurs HIQ (1 copropriété), Les Fleurs J, K, L (3 copropriétés) à Illzach,

- La Forêt I et II à Wittenheim,

- Le Diamant Noir, Gunsbach, Le Murat, Dunkerque Saint Malo et la Tour de l'Europe à Mulhouse.

Aux Coteaux, le suivi animation de la démarche a démarré le 1er trimestre 2021. On distingue deux étapes :

- Une tranche ferme qui concerne les copropriétés Peupliers-Camus (150 logements) et Eugène Delacroix

- Une tranche optionnelle qui touche les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 (140 logements x2) : ces ensemble sont soumis à la règlementation «Immeubles de Grande Hauteur» (IGH) et dans le cadre de la réunion du comité d'Engagement de l'ANRU en 2022, ila été acté leur démolition.

Information et conseil dispensé par l'ADIL68



Copropriété av. de colmar, Mulhouse

Pour prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés, l'ADIL68 poursuit son activité de conseil et d'accompagnement. Ainsi, entre 2020 et 2023:

- **1581 consultations dans le Haut Rhin** ont été délivrées sur le thème de la copropriété (rôles et missions du syndic, fonctionnement des instances, charges, règlement de copropriété, immatriculation…) dans le cadre de la mission-socle

- Dans le cadre du PIG «habiter Mieux», l 'ADIL **accompagne plus de 100 copropriétés dans les projets de rénovation énergétique depuis 2018 avec un rôle de «facilitateur»**(éligibilité aux aides, sensibilisation des copropriétaires, sécurisation du projet…)

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

Un POPAC (2021-2023)

Le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) constitue un dispositif d'accompagnement des copropriétés, piloté par m2A, en lien étroit avec les communes et le soutien de l'Anah. Il est animé par l'ADIL68 et ALÉOS. **8 copropriété situées dans 3 communes de m2A sont concernées. Elles regroupent près de 390 logements.**

Les principaux enjeux de ce dispositif:

- Poursuivre le redressement financier des copropriétés ;

- Remobiliser les copropriétaires pour une participation plus active au fonctionnement des copropriétés ;

- Travailler à la réorganisation du fonctionnement des conseils syndicaux ;

- Accompagner les copropriétés dans la réalisation des travaux à venir ;

- Favoriser le lien social et le vivre ensemble dans les copropriétés concernées ;

- Réfléchir à la valorisation des espaces extérieurs

Les 8 copropriétés du POPAC

- Résidences les Fleurs J, K, L, HIQ à Illzach pour 252 lots d'habitation

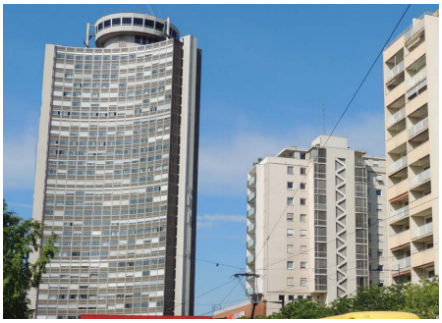
- Résidences Bel Air G2, Pfastatt et Gunsbach à Mulhouse pour 134 logements

- La résidence 1B Guebwiller à Kingersheim pour 5 lots d'habitation.

Synthèse des actions du POPAC- en 2023

	FLEURS J (Illzach)	FLEURS K (Illzach)	FLEURS L (Illzach)	FLEURS HIQ (Illzach)	BEL AIR (Mulhouse)	PFASTATT (Mulhouse)	GUNSBACH (Mulhouse)	1B RUE DE GUEBWILLER (Kingersheim)
Présentation du POPAC								Sans objet : les copropriétaires n'ont pas donné suite à la démarche d'accompagnement
Diagnostics multicritères								
Visite technique								
Diagnostic technique								
Enquête sociale				À prévoir	Sans objet			
Réorganisation du conseil syndical				Sans objet				
Sessions d'information					Avril 2024	Avril 2024		
Suivi des impayés de charges								
Suivi des procédures en cours								
Accompagnement à la réalisation de travaux de rénovation énergétique	Réflexion en cours	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Audit en cours	Audit réalisé	Audit suspendu	
Accompagnement à la mise en place d'un programme de travaux	En cours Accompagnement des copropriétés au raccordement à un réseau de chauffage urbain						Sans objet	
Aide à l'ingénierie financière				Sans objet			En cours Aide au redressement de la gestion	
Aide au montage des demande de subventions				Sans objet			À finaliser	

Source : ADIL68



Le POPAC spécifique à la Tour de l'Europe

Urbanis anime le POPAC Tour de l'Europe. Il prévoit un accompagnement gratuit et « sur mesure » des copropriétaires : accompagnement individualisé, sensibilisation et information sur leurs droits, médiation entre les copropriétaires et les locataires, accompagnement du recouvrement des dettes en cours…

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants



Résidence Dunkerque St Malo- Rue de Dunkerque, Mulhouse



Résidence le Murat- avenue Aristide Briand, Mulhouse



Copropriété Construire à Illzach

Deux OPAH CD (2021-2026) à m2A

A Mulhouse : le «Murat» et «Dunkerque/ St Malo»

Engagée dans des projets de renouvellement urbain depuis le début des années 2000, la Ville de Mulhouse s'est fortement impliquée dans l'accompagnement des copropriétés dégradées. L'étude pré-opérationnelle réalisée en 2018 a mis en avant les copropriétés mulhousiennes, identifiées comme dégradées et devant bénéficier d'un accompagnement de la collectivité pour permettre leur redressement :

- **Résidence « Le Murat »** - 99 avenue Aristide Briand. Elle est composée de 19 logements et d'un local commercial (garage), de 13 parkings et de 19 caves.

- **Résidence « Dunkerque Saint-Malo »:** Cette copropriété, est située au 32 à 38 rue de Dunkerque et au 3 à 9 rue de Saint-Malo. Elle est composée de 64 logements (uniquement des T4), 47 garages et 64 caves.

L'étude pré-opérationnelle révèle que compte-tenu de l'occupation de ces copropriétés, du cumul de plusieurs difficultés d'ordre technique, financier, social, juridique et de gestion et des travaux conséquents à réaliser, le dispositif d'OPAH CD est le mieux adapté pour contribuer à leur redressement.

L'OPAH CD a ainsi été mise en place pour la période 2021-2026. Pour les 2 copropriétés, les objectifs de l'OPAH étant :

- l'aide au redressement financier de la copropriété.

- l'appui au fonctionnement des instances de la copropriété.

- le repérage et accompagnement social des ménages en difficultés.

- la réalisation des travaux de conservation du bâti et d'amélioration de sa performance énergétique.

Au terme d'une première année de mise en oeuvre, il apparait:

- Pour la copropriété **Dunkerque St Malo, la situation financière est alarmante avec 53 % d'impayés.** Néanmoins, le conseil syndical et les copropriétaires sont mobilisés autour de l'OPAH et la démarche travaux est enclenchée. En 2022-2023, le lancement de la GUP est prévu ainsi que le choix du maitre d'oeuvre et réalisation des études avant-travaux. Les commissions impayés sont poursuivies de même que l'accompagnement social pour réduire les impayés.

- Pour la **copropriété le Murat, la gouvernance est défaillante :** le syndic n'est pas coopératif et sans mandat valide. Le conseil syndical reste passif mais la copropriété a besoins de travaux. Les copropriétaires, lors de la réunion de concertation du 13/09/22, ont manifesté leur volonté d'être accompagnés par l'équipe OPAH et d'effectuer des travaux. En mars 2023, un administrateur provisoire a été nommé par le tribunal judiciaire afin de désigner un nouveau syndic. Les sollicitations du prestataire en charge de l'animation du dispositif sont restées sans réponse auprès de l'ancien syndic et du conseil syndical, empêchant l'OPAH d'être conduite dans de bonnes conditions. La poursuite de l'accompagnement de cette copropriété est actuellement compromise

A Illzach: la copropriété «Construire»

Après la signature de l'arrêté préférectoral en 2021, il a été décidé de confier la mission de suivi animation de cette OPAH CD à Urbanis.

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

Les plans de sauvegarde



Copropriété Eugène Delacroix, Mulhouse

Les plans de sauvegarde s'adressent aux copropriétés ayant les difficultés les plus graves. **On en compte 5** dans l'agglomération mulhousienne:

- **le Diamant noir à Mulhouse (arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2023), 120 logements**

- **Peuplier-Camus à Mulhouse (arrêté préfectoral en date du 2 mars 2021), 150 logements**

- **Delacroix à Mulhouse** (arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2021)

- **La forêt 1** (2022-2027) à Wittenheim. la copropriété Forêt 1, construite en 1976, est composée de 5 bâtiments comprenant 100 logements

- **La forêt 2** à WIttenheim (2022-2027): la copropriété Forêt 2, construite en 1976, est composée de 6 bâtiments comprenant 104 logements.

Les difficultés de ces copropriétés concernent : des fragilités juridiques (dysfonctionnement de l'ASL, non-conformité des statuts), des fragilités financières (mauvaises répartitions des charges, erreurs de comptabilisation, impayés chroniques, augmentation des dettes et dépenses), des fragilités de fonctionnement entre les instances et une très importante fragilité technique liée en grande partie à la vétusté des installations sanitaires (eau chaude, eau froide et chauffage).



Résidence La Foret, Wittenheim

Le permis de louer mis en oeuvre

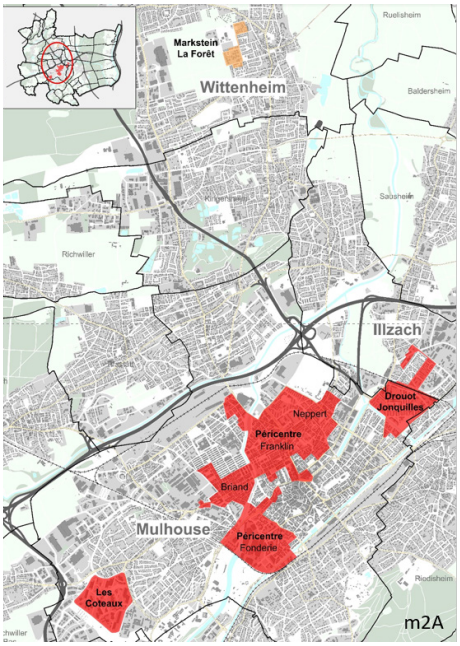
Le permis de louer est un dispositif issu de la loi Alur qui vise à lutter contre le mal-logement en permettant aux communes d'appliquer des mesures de contrôle des biens mis en location. Ce dispositif oblige en effet tout bailleur dont le logement se trouve dans un secteur concerné, soit à faire une déclaration préalable à la mise en location, soit à demander une autorisation de mise en location.

Un dispositif «permis de louer» a été mis en oeuvre à partir de 2020 sur deux secteurs à Mulhouse. A compter de 2022, le secteur «Tour de l'Europe» a rejoint le dispositif initial. Une convention m2A, Ville de Mulhouse, CAF et Etat a été signée le 3 janvier 2022 pour instaurer des amendes de pénalité en cas de logements indécents ou insalubres.

Depuis sa mise en place 2020, **333 visites de logements ont été réalisées**. En lien avec la CAF du Haut-Rhin, le contrôle de la décence des logements permet, en cas de non-respect, de consigner les aides au logement versées par la CAF.

AXE 2 : Accroître la qualité du parc de logements existants

Les quartiers ANRU de m2A





Copropriété Eugène Delacroix, Mulhouse

Les relogements quasiment tous aboutis dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)

La convention ANRU a été signée le 7 décembre 2020. Le NPNRU concerne trois sites d'intérêt national :

- Péricentre à Mulhouse qui regroupe plusieurs faubourgs ouvriers, dont certains ont fait l'objet d'une intervention au titre du premier PRU

- Coteaux à Mulhouse

- Drouot-Jonquilles à cheval sur les communes de Mulhouse et d'Illzach

ainsi qu'un site d'intérêt régional: Markstein-La Forêt à Wittenheim

En terme de stratégie habitat, la convention ANRU signée le 7/12/2020 fixait comme **objectif intial 622 logements à reconstruire, dont 60 en acquisition-amélioration et 538 dans les communes SRU déficitaires.**

Un avenant en voie de contractualisation a été validé en octobre 2022 par l'ANRU. Il revoit les objectifs comme suit :

-1018 logements à reconstruire, dont 24 en QPV, 60 logements en acquisition /amélioration en QPV, 934 hors QPV

Fin 2023:

- le batiment de 56 logements (dont 30 occupés) au Markstein a été démoli en 2022 et tous les locataires relogés. 1/3 des ces relogements a été réalisé dans le parc privé et 50% des locataires sont restés dans leur quartier.

- le relogement des 212 familles occupant le Nouveau Drouot (289 logements) et la démolition du quartier ont eu lieu.

- Aux Coteaux: 364 logements seront démolis. Il faut rappeler que les ménages des Coteaux préfèrent majoritairement rester dans le quartier pour les questions de taille des logements, plus avantageuse que sur les autres parcs. Les locataires estiment que le quartier leur convient bien et qu'il sera encore mieux après le renouvellement urbain.

- 509 logements ont été reconstruits, soit la moitié de l'objectif

La force de la commission interbailleurs a permis diligence et efficacité de la procédure. L'objectif de 25% de relogements hors QPV inscrit à la convention NPNRU est atteint avec 34%. Le travail réalisé en inter-bailleurs est vraiment très efficace et permet de résoudre des situations compliquées pour un seul bailleur.

Bilan 2023 du NPNRU : chiffres clés

	Convention initiale (HT)	Dépenses estimées fin 2023 (HT)	Dépenses estimées après signature de l'avenant (HT)
Investissement TOTAL	**329 284 962 €**	**353 306 176 €**	**521 354 475 €**
Programmes logements	226 254 845 €	243 370 824 €	362 544 119 €
Aménagements d'espaces publics	48 055 468 €	47 289 495 €	82 684 105 €
Équipements publics	42 750 000 €	49 800 547 €	63 621 857 €
Immobilier à vocation économique	5 234 749 €	6 213 461 €	5 549 463 €
Opérations d'ingénierie	6 989 900 €	6 631 849 €	6 954 933 €
Subventions ANRU	**101 730 691 €**	**163 460 980 €**	

Synthèse programmation habitat fin 2023	Nombre de logements	Réalisations (engagées ou soldées)	Avancement des objectifs actuels
Démolition de LLS (995) et logements en copropriétés dégradées (457)	1452	865	60%
Reconstitution de l'offre	1018	509	50%
Réhabilitation	1491	984	66%

Source : m2A

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics

Action N : Encourager le développement d'offre adaptée à un public vieillissant dans le parc locatif social
Action O : Assurer l'accueil des gens du voyage et analyser la faisabilité de leurs besoins spécifiques
Action P : Permettre le rééquilibrage du peuplement par la politique d'attribution du logement social
Action P : Développer une offre de logements à vocation sociale dans le parc privé
Action Q : Mettre en oeuvre le dispositif « Logement d'abord »
Action R : Mettre en place des réponses ciblées pour l'hébergement

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

+3000
habitants entre 2020 et 2025 (+0,2%/an)

2%
de croissance démographique entre 2006 et 2020 dans m2A

9% dans les villages

12% dans les bourgs relais

3% dans les villes noyaux

-2% A Mulhouse

Une faible mais inégale croissance démographique

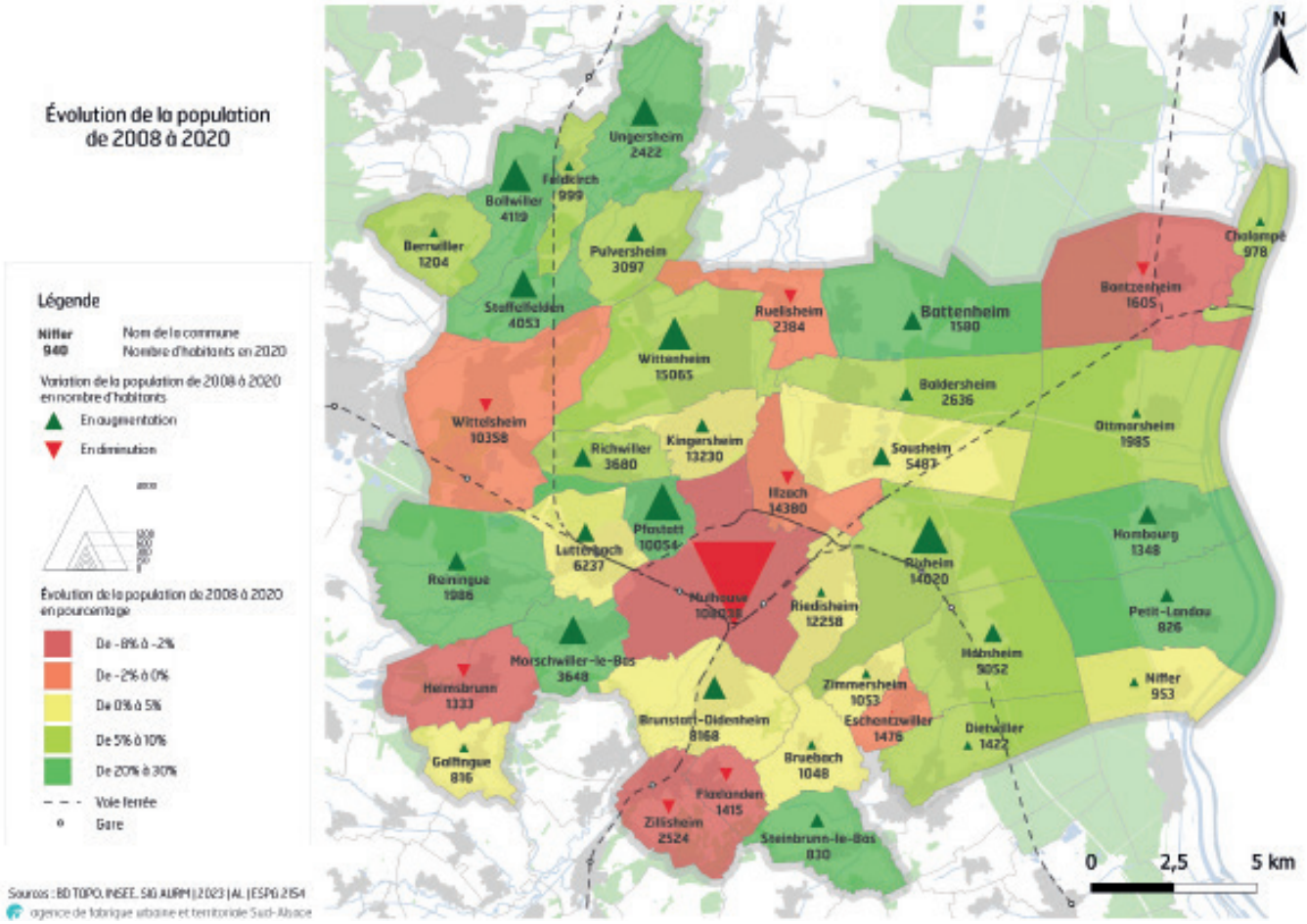
L'agglomération compte **273 767 habitants en 2020**. A l'échelle globale de m2A, l'évolution du nombre d'habitants depuis 2006 est assez faible.

Les plus fortes **croissances de population sont diffuses sur le territoire**. Elles touchent notamment les communes du Nord et à l'Est. Certains villages et bourgs relais enregistrent les plus fortes croissances. Historiquement, c'est dans les communes du Sud de m2A que les croissances de population étaient les plus fortes. Aujourd'hui, **le sud de m2A semble sensiblement moins attractif qu'auparavant, peut être en raison des difficultés d'accèder à la propriété**, les couts du foncier et de l'immobilier étant très élevés.

En 2020, les croissances démographiques les plus fortes se situent dans les bourgs relais.

Mulhouse perd des habitants, bien que son solde naturel soit largement excedentaire. La ville centre est marquée par un déficit migratoire persistant.

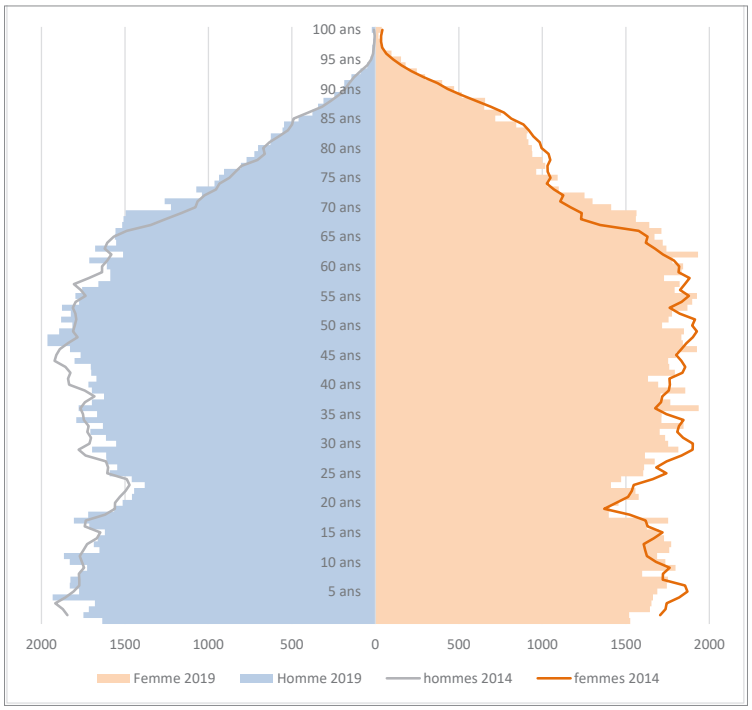
Les 3 autres territoires de m2A enregistrent des excédents naturels et migratoires.



Sources : BD TOPO, INSEE, SIG AURM | 2023 | AL | ESPG 2154
agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

Pyramide des âges de m2A



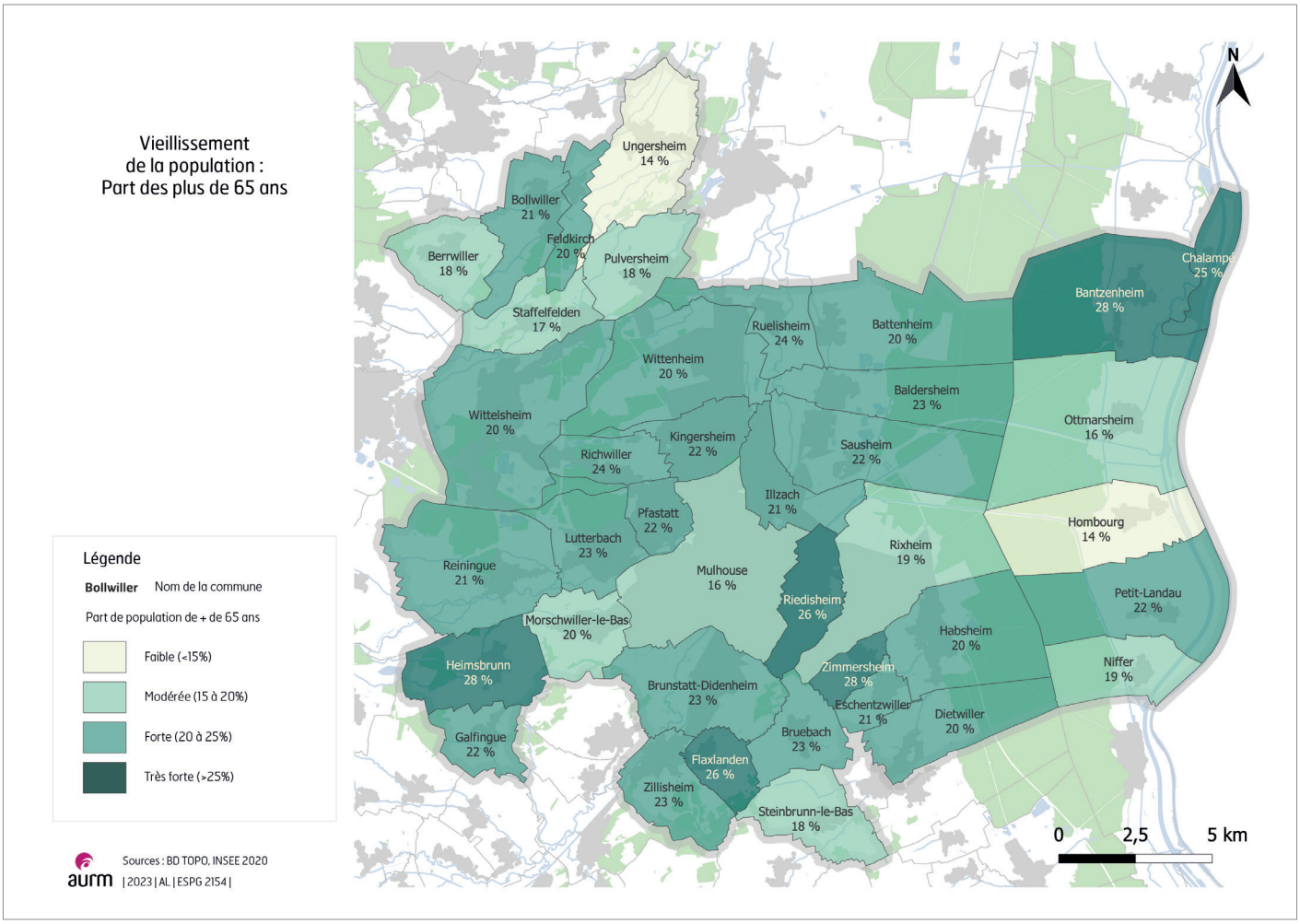
Source : INSEE

Une agglomération touchée par le vieillissement et la réduction du poids des actifs

50% des communes de m2A ont un taux de personnes âgées supérieur à la moyenne française qui s'établi en 2019 à 20,5%.

La part des jeunes enfants (0-10 ans) diminue (13,8% en 2019), de même que celle des 19-30 ans (13,6%), des 31-40 ans (12,6%) et des 41-60 ans (26,1%). La part des jeunes diminue à Mulhouse mais se maintient à un niveau élevé. Dans la ville centre, le poids des populations en âge de travailler diminue mais la part des adolescents augmente. Dans les villes noyaux, le poids des jeunes actifs diminue mais celui des actifs de 40/50 ans augmente ce qui explique la stagnation de la part des enfants.

A contrario, la part des 61-80 ans (19% en 2019) augmente, comme celle des plus de 81 ans (5% en 2019). **Le vieillissement de la population est plus marqué dans les villages** où la diminution de la part des enfants et des jeunes actifs entraine une forte croissance de la part des plus de 60 ans.



AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

Des études sur les publics seniors et l'offre de logements adaptés



L'AURM (aujourd'hui Afut Sud-Alsace) a réalisé en mai 2021, une publication intitulée «Résidences & habitat inclusif pour les seniors autonomes: Publics, offres et perspectives dans la Région Mulhousienne»

A partir d' interview auprès de gestionnaires privés, d'associations et de bailleurs sociaux, cette publication ambitionne de défricher un marché complexe et hétérogène pour un public qui l'est tout autant. Le document traite de 3 solutions d'habitat dédiées aux seniors autonomes proposées dans l'agglomération mulhousienne : les résidences autonomie (structures à but non lucratif), les résidences services privées, les résidences sociales développées par les bailleurs sociaux.

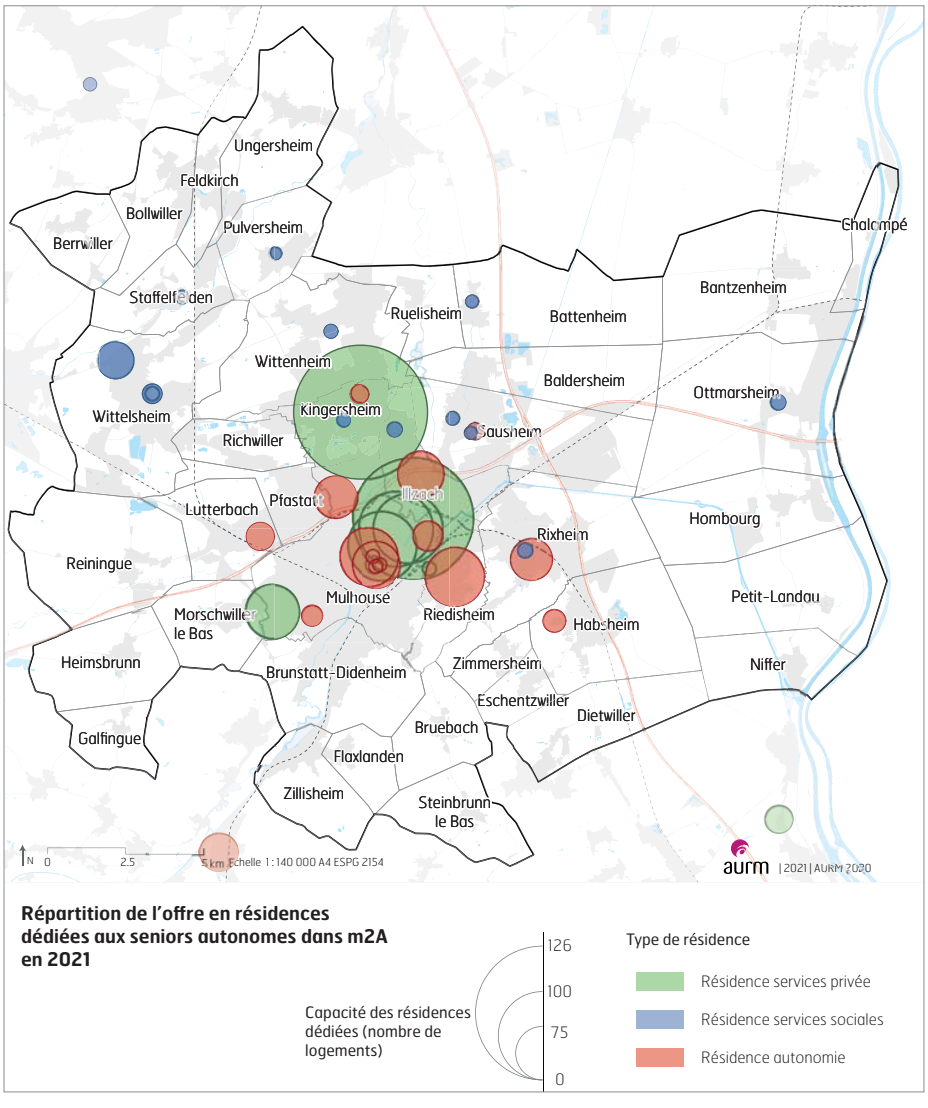
En complément, dans le cadre de «Ville amie des ainés», la commune de Bollwiller a lancé en 2020, une enquête auprès du public senior de la commune afin de mieux connaitre les besoins de la population plus âgée.



Les villages d'or, Mulhouse



Beguinage, Riedisheim



Répartition de l'offre en résidences dédiées aux seniors autonomes dans m2A en 2021

Capacité des résidences dédiées (nombre de logements)

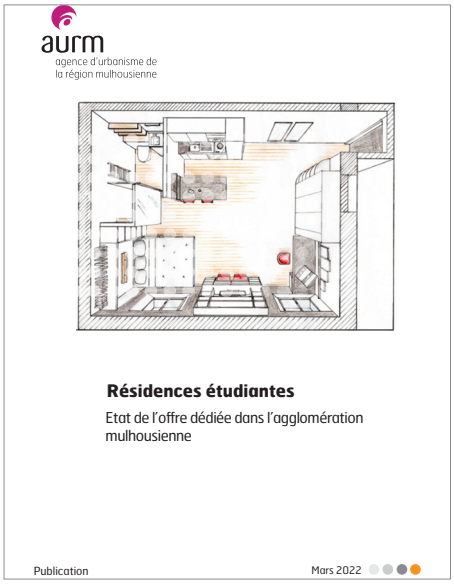
126
100
75
0

Type de résidence

- Résidence services privée
- Résidence services sociales
- Résidence autonomie

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

Une enquête et une étude auprès des étudiants et l'offre de logements adaptés



L'AURM (aujourd'hui Afut Sud-Alsace) a réalisé en mai 2022, une publication intitulée « Résidences étudiantes: état de l'offre dédiée dans l'agglomération mulhousienne». A partir d'interview auprès de gestionnaires publics et privés, la publication ambitionne de défricher un marché complexe et hétérogène pour un public qui l'est tout autant.Le document traite de 3 solutions d'habitat dédiées aux étudiants proposées dans l'agglomération mulhousienne :

- les résidences privées
- les résidences services privées
- les résidences universitaires du CROUS

Cette publication s'inscrit également dans une des actions du programme local de l'habitat (PLH) de l'agglomération mulhousienne. Il en ressort les principaux éléments suivants:

- Une offre inexistante en résidence sous forme de petites unités (moins de 40 logements).

- Les offres en résidences dédiées sont de grands programmes (jusqu'à 190 logements).

- 1 448 logements dédiés aux étudiants sous forme de résidences dans l'agglomération dont la quasi totalité à Mulhouse.

- Des niveaux de prix qui varient du simple au double en fonction du statut de la résidence et des prestations proposées

- Des taux d'occupation des résidences compris entre 70% et 100% mais un taux qui s'effrite à compter du mois de février (réorientations, stages qui impliquent un départ de certains résidents).



Résidence de la Fonderie, Mulhouse

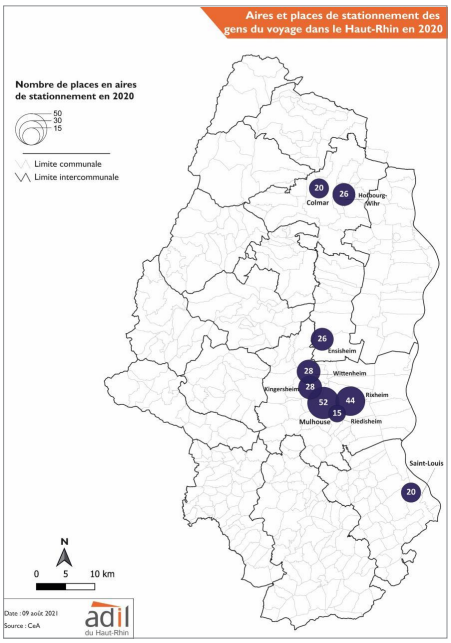
En complément, une enquête auprès de 270 étudiants a été conduite en 2022 sur les campus mulhousiens afin de mieux comprendre les profils et les parcours des étudiants ainsi que leur conception du «logement idéal».

Une étude sur le phénomène de colocation a été également réalisée dans le cadre du suivi du PLH et montre le volume important de logements privés rénovés sans aide spécifique sur un marché en plein essor pour des étudiants mais aussi de jeunes actifs.



Résidence Master Doctorat CLOUS Mulhouse

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive



Des objectifs atteints en ce qui concerne l'accueil des gens du voyage

Mulhouse Alsace Agglomération dispose de **5 aires d'accueil des gens du voyage d'une capacité totale de 167 places** situées à Mulhouse (rue de la Mertzau), Kingersheim (rue de la Griotte), Wittenheim (rue de Soultz), Riedisheim (rue de Bâle) et Rixheim (rue des Armateurs). Elles sont ouvertes toute l'année. Elles permettent d'accueillir, sur chaque emplacement, deux à trois caravanes pour des durées de séjour allant jusqu'à 5 mois.

La délégation de service public a été mise en oeuvre comme prévu dans le PLH. Elle améliore la situation pour l'usager qui est plus vite renseigné. Elle mobilise moins de personnels de la collectivité mais a un coût financier. Une réserve foncière pour l'agrandissement de l'aire de Rixheim est prévue dans le cadre des travaux de modification de l'aire.

Le projet d'une aire familiale de sédentarisation est aujourd'hui abandonné. Un nouveau schéma départemental d'accueil est en cours de réalisation et m2A participe à son élaboration.

6720

demandes pour un logement social ayant comme choix n°1, une commune de m2A (49% de la demande Haut Rhinoise), en février 2022

2456

entrées dans les lieux/ attributions en 2022

Source : Fichier n°unique, AREAL, 02/2022

m2A finalise le PPGDID en 2023

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de l'Information au Demandeur (PPGDID) découle des orientations sur les attributions définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL). Il formalise opérationnellement les moyens et procédures au service d'une meilleure gestion de la demande en logement social et de l'information aux demandeurs.

Le taux de pression longtemps qualifié comme faible, **a nettement augmenté entre 2022 et 2023 dans m2A, passant de 2,61 (demandes pour une attribution) en 2022 à 4,4 en 2023.**

En 2022, la quasi majorité des demandes font l'objet d'une saisie numérique, en ligne. Ainsi , 2998 demandes on été réalisées directement en ligne, soit 45% des demandes. Cette tendance est en hausse constante.

Dans le cadre de l'élaboration du PPGDID, l'ensemble des structures, associations, administrations locales ont été sollicitées afin de connaître le degré d'informations transmises par ces établissements à de potentiels demandeurs. Il apparait que les informations dispensées par les structures interrogées sont très hétérogènes. En terme d'information, les missions ont été réparties en 3 niveaux. Le 4ème niveau regroupe les guichets d'enregistrement de la demande. Un grand nombre de structures contribuent aujourd'hui à informer les demandeurs. Elles constituent ainsi un réseau de partenaires et de lieux d'information dans m2A.

Le PPGDID de m2A sera adopté en 2024.

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive



Isolation par l'extérieur, Wittenheim

Des actions mises en oeuvre pour développer une offre de logements à vocation sociale dans le parc privé

Conventionnement avec ou sans travaux : un outil pour développer le parc privé social

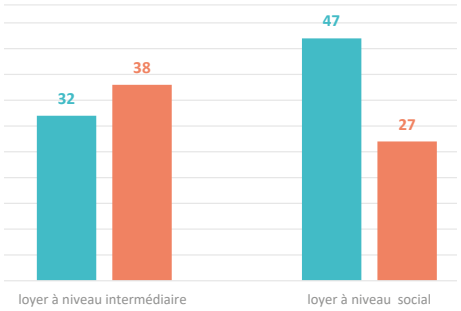
La vétusté et la dégradation réduisent l'offre locative privée et son attractivité. Dans ce contexte, pour les collectivités qui élaborent des politiques d'amélioration du parc privé, le conventionnement avec ou sans travaux de l'Anah permet de développer une offre à loyers maîtrisés. En signant cette convention, le bailleur s'engage pour une durée minimum de 6 ou 9 ans à louer son logement en respectant certains plafonds de loyers, de ressources des locataires et, le cas échéant, certaines conditions de choix des locataires.

Le conventionnement permet à un propriétaire bailleur de signer une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour bénéficier d'un abattement fiscal.

En 2021, aucune convention avec travaux n'a été signée ni dans m2A, ni même dans le Haut Rhin.

Dans le cadre d'un conventionnement sans travaux, 48 logements à loyers intermédiaires ont été conventionnés dans le Haut Rhin en 2021 dont 67% dans l'agglomération mulhousienne. 69 logements ont fait l'objet d'une convention ANAH à loyer social, dont 68% dans les communes de m2A. Aucune convention à loyer très social n'a été conclue en 2021 dans le Haut-Rhin, malgré le fait que jusqu'au 31 décembre 2022, l'Anah proposait une prime de 1 000 € pour une convention à loyer social et très social, sous réserve de recourir au dispositif d'intermédiation locative pendant au moins 3 an.

Nombre de logements conventionnés sans travaux en 2021 dans m2A



Source : ADIL68

Exemples de montants du plafond de loyer 2023 hors charges par mètre carré de surface habitable (en euros €) en fonction de l'affectation du logement (JO n° 0303 du 31/12/2022)

	Zimmersheim	Mulhouse	Richwiller
Location intermédiaire	**9,61**	**8,34**	**8,83**
Location sociale	**7,92**	**6,87**	**7,27**
Location très sociale	**6,22**	**5,4**	**5,71**
Loyer de marché (étude locale)	nr	9,1	9,6
Loyers de marché (carto nationale des loyers)	11,5	10,6	11,2

Organisation du 1er Forum du bailleur solidaire le 1er octobre 2022. Pilotage : DDETSPP 68/AIVS Iméos. Financeurs : DDETSPP 68, ANAH, m2A et Ville de Mulhouse. Partenaires engagés : 20 dont la CAF, l'ADIL... Programme : 5 conférences et des stands des partenaires engagés dans la location solidaire. Une 60aine de curieux venus y assister. Taux de satisfaction des partenaires engagés dans la démarche : 4,5/5. Cette action a été reconduite en 2023 et dans l'idéal une fois/an pour construire une culture de territoire .

L'ADIL poursuit la sensibilisation des propriétaires bailleurs

Entre 2020 et 2023 :

- Plus de 300 consultations ont concerné la fiscalité du bailleur, l'intermédiation locative, la vacance.

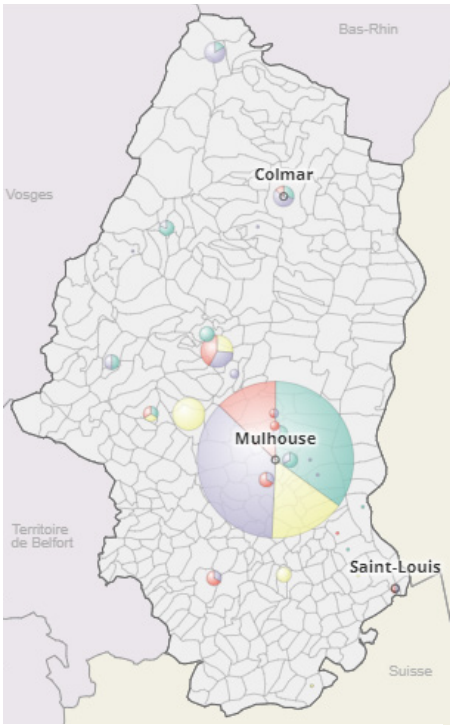
- L'ADIL informe sur la location solidaire et l'intermédiation locative en utilisant une fiche de liaison renvoyée vers les deux agences immobilières à vocation sociale (AIVS) chargées de prendre contact.

- Le 1er forum du bailleur solidaire a été monté en 2022. le second en 2023.

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

81%
de l'offre de logements gérés par une AIVS dans le Haut Rhin est située dans m2A, soit
428
logements

Nombre de logements gérés par des AIVS et type de conventionnement



Sans conventionnement (31,7 %)
Très social (18,9 %)
Social (34,9 %)
Intermédiaire (14,4 %)
Source : ADIL68

143
logements captés en IML dont 50% à Mulhouse et 13% dans les autres communes de m2A en 2021

90
logements captés en IML dont 56% à Mulhouse et 10% dans les autres communes de m2A en 2022

Le parc des agences immobilières à vocation sociale (AIVS) se développe fortement

En 2015, le parc immobilier des AIVS comptait 232 logements dans m2A. **Aujourd'hui, près de 430 logements sont gérés par deux AIVS** : Appuis et IMEOS. La ville de Mulhouse concentre ce parc avec 337 logements en 2021. A l'échelle de m2A, 35% de ce parc n'est pas conventionné, 16% est conventionné très social, 36% social et 13% en intermédiaire.

La promotion de l'intermédiation locative

En 2018/2019, on comptait 140 logements en intermédiation locative dans le Haut Rhin dont la moitié se situait à Mulhouse.

Le bilan est le suivant :

- une vraie difficulté à capter du logement privé en particulier des petits logements

- Expérimentation par APPUIS, en 2020 et 2021, d'un accompagnement IML dédié aux jeunes 18/25 ans. Création en 2022, dans le cadre de la Trajectoire 2022/2024, de 25 places :

* 20 places IML dédiées au public Jeunes : APPUIS à Colmar (x7), ALEOS à Mulhouse et Saint Louis (x6), ALSA à Mulhouse et Altkirch (x7)

* Inscription des 5 places historiques IML de SURSO dans ce dispositif sur les territoires de Mulhouse et Thann Cernay. Public cible : 18-25 ans, isolés ou en couple et situation administrative réglée par rapport au séjour. Au 31/10/2022, 13 jeunes sont accompagnés

- Création de 5 mesures IML grands exclus en 2019 mais véritable mobilisation depuis juillet 2022 (2 personnes bénéficiaires à ce jour)

- Constat partagé par plusieurs partenaires : les logements en IML sont encore souvent trop chers pour le public «Logement d'abord».

Du «Logement d'abord» au SPRULO

La mise en oeuvre accélérée du dispositif Logement d'abord s'étendait sur la période 2018-2022. La politique publique «Logement d'abord» se poursuit et la Ville de Mulhouse reste territoire de mise en œuvre accéléré pour 2023. A compter de 2024, la politique du Logement d'abord devrait se déployer pleinement à l'échelle du département depuis le Service public de la rue au logement (SPRULO). La Ville de Mulhouse restera un partenaire incontournable. La DDETSPP 68, service inclusion sociale, et le SIAO sont les pilotes du SPRULO et la Ville siège au Comité stratégique partenarial.

En 2021, le renforcement du SIAO 68 avec 4 postes, dont un statisticien, permet d'envisager un pilotage de l'observation sociale par le SIAO.

Le bureau d'études Espacité a conduit en 2019, une étude pré-opérationnelle pour un programme Anah « captation du logement vacant et du mal-logement » (cf. précédemment). L'étude sur la vacance sur le centre-ville et le péricentre a permis d'identifier des gisements pour la stratégie globale logements d'abord. La Ville de Mulhouse est lauréate de l'appel à projet «Plan national de lutte contre le logement vacant» lancé le 10/02/2020. Le 15/03/2021, une convention de partenariat entre m2A et les 2 AIVS du territoire a été signée. **Les objectifs de la convention étaient de capter une dizaine de logements par structure pour le public du Logement d'Abord et de proposer un accompagnement opérationnel. Cependant, aucun des logements captés n'a pû être proposé ou loué au public cible.**

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive

45%
de l'offre de places d'hébergement dédiées à la demande d'asile est située dans m2A

73%
de l'offre de places d'hébergement de droit commun est située dans m2A

Une offre d'hébergement toujours conséquente

680 places sont dédiées à la demande d'asile dans m2A en 2020. Elles sont réparties selon 7 dispositifs.

	CADA	HUDA DNA	HOTEL	CPH	Autre dispositif CAO	CPAR	PRAHDA
m2A	279	247	30	39	40	45	0
Total Haut Rhin	717	552	40	100	40	45	20
Part m2A dans total Haut Rhin	39%	45%	75%	39%	100%	100%	0%

Source : ADIL68- DDCSPP

3029 places sont consacrées aux personnes fragilisées relevant du droit commun dans m2A en 2020. Elles sont réparties en 9 dispositifs.

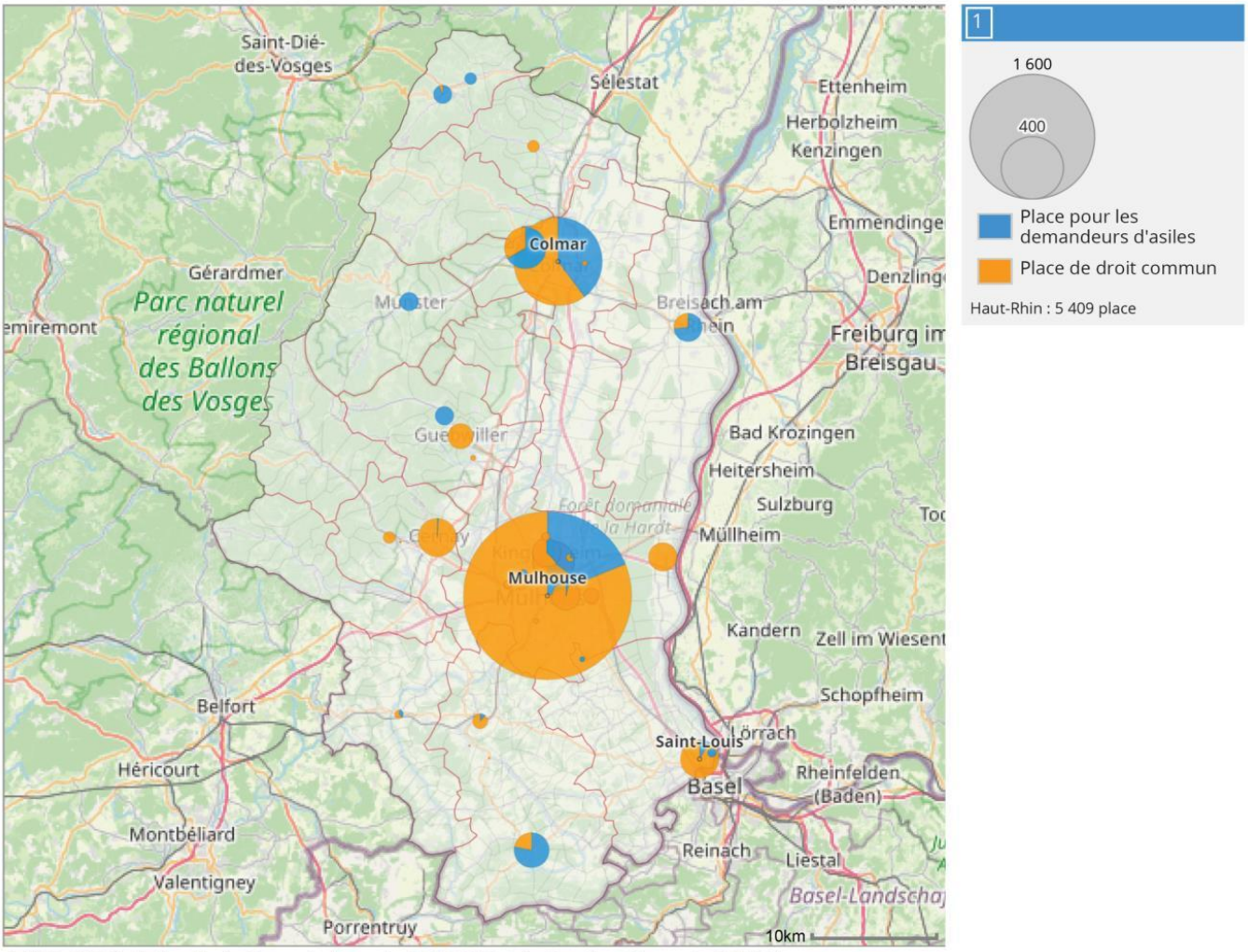
	Hébergement d'urgence	CHRS urgence	CHRS insertion	stabilisation	ALT exclusif	ALT Cofinancé BOP 177	HUAS	HOTEL	Logement accompagné
m2A	230	126	248	101	57	297	50	66	1854
Total Haut Rhin	373	194	406	234	88	391	50	80	2339
Part m2A dans total Haut Rhin	62%	65%	61%	43%	65%	76%	100%	83%	79%

Source : ADIL68- DDCSPP

La grande majorité des places d'hébergement relevant de la demande d'asile comme du droit commun se situe dans la ville centre de Mulhouse.

Le centre communal d'action sociale de Mulhouse a été créé le 1er janvier 2022.

1 Nombre de places d'hébergement par type de droit (place) 2020
Source : DDCSPP



© 2019 - IGN GéoFla Map tiles by Stamen Design, under CC BY 3.0. Data by OpenStreetMap, under CC BY SA.

AXE 3 : Bâtir une agglomération inclusive



Démolition du foyer les Marronniers, Mulhouse 2022

AXE 4 : Animer le PLH

Action S : **Renouveler la délégation des aides à la pierre**
Action T : **Structurer une gouvernance transversale et participative**
Action U : **Piloter le PLH via des observatoire portant sur des dimensions stratégiques**
Action V : **Assurer un meilleur accueil de la population pour la guider dans son projet d'habitat**

AXE 4 : Animer le PLH



Une gouvernance structurée

m2A anime les temps forts de sa politique locale de l'Habitat à savoir:

- la commission de coordination de la conférence intercommunale d'attribution (CIA) : une réunion/an

- la conférence intercommunale du logement : une réunion/an

- les conférences interbailleurs : une réunion a minima 1 fois/an

- les revues de projet NPNRU: un bilan/an

- les coordinations Habitat m2A (réunions bi-mensuelles) : elles réunissent un groupe d'élus en charge de l'habitat et sont animées par Vincent Hagenbach, vice président de m2A en charge de l'habitat.

M2A est la seule agglomération du Haut-Rhin à avoir la délégation de l'aide à la pierre, par convention avec l'État depuis 2006. Une nouvelle convention de délégation des aides à la pierre a été signée le 22 février 2020 pour une durée de 6 ans. Depuis le 1er janvier 2022, m2A a pris la délégation de compétences de type 3 ce qui signifie que les dossiers sont instruits par les services de l'agglomération et non plus par ceux de l'Etat.

L'observation en continu

La mission d'observation est confiée pour une grande partie à l'Afut Sud-Alsace. Les observatoires territoriaux sont devenus une nécessité. Ils permettent de comprendre le fonctionnement des territoires et ainsi d'établir un diagnostic partagé pour construire une vision commune à tous les acteurs du territoire. Sur le champs de l'habitat, l'Afut compte notamment parmi les missions annuelles:

- l'observatoire des loyers du parc de logements privés dans m2A

- la valorisation de l'observatoire du logement neuf initié par CITIVIA

- l'analyse du foncier

- le suivi des copropriétés (VOC): terminé en 2022

- l'analyse des marchés immobiliers

En 2018, l'Afut a réalisé l'observatoire du sans abrisme, confié ensuite au SIAO.

Dans le cadre du PDLHPD, l'ADIL68 assure la mission d'observatoire pour l'ensemble du Haut Rhin.

La maison des territoires de m2A

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a impulsé une démarche partenariale, visant à créer plus de synergies entre les acteurs publics et privés, pour développer ses politiques économiques, environnementales et de cohésion sociale et territoriale. Ainsi, la «maison des territoires» accueille une partie des services de m2A ainsi que d'autres partenaires en 2023. Compte tenu de ce projet d'envergure, une maison de l'habitat n'est pour le moment pas envisagée mais la réflexion sur un lieu unique reste ouverte.



La maison des territoires de m2A se situe dans les locaux de l'ancien siège de la banque populaire à Illzach

ANNEXES

Evolution de la construction de logements neufs par commune de m2A (Source : Fichiers SITADEL)

Communes	Armature Scot	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BALDERSHEIN	village	2		4	22	5	2	
BANTZENHEI	village	2	7	10	3	10	8	5
BATTENHEIM	village		1	4	4	2	2	1
BERRWILLER	village	1	26	9	11	8	5	5
BOLLWILLER	bourg-relais	1	23	27	130	6	44	29
BRUEBACH	village	0	2		3	2	1	
Brunstatt-Did	ville-noyaux	13	101	9	91	11	25	115
CHALAMPE	village	5	2	1	2	1	1	
DIETWILLER	village	0	0	4	1	2	3	7
ESCHENTZWI	village	0	0	1				2
FELDKIRCH	village	0	0	3	31	25	17	3
FLAXLANDEN	village	1	2	4	5	2	5	11
GALFINGUE	village	1	3	2	1	4	2	25
HABSHEIM	bourg-relais	17	8	5	42	4	72	29
HEIMSBRUNN	village	0	6	1	2	7	4	10
HOMBOURG	village						2	1
ILLZACH	ville-noyaux	2	6	149	86	96	79	5
KINGERSHEIM	ville-noyaux	12	81	17	9	61	78	32
LUTTERBACH	ville-noyaux	2	15	2	28	6	2	7
MORSCHWILL	bourg-relais	4	25	24		2	2	11
MULHOUSE	ville centre	10	328	181	214	383	534	242
NIFFER	village	2	5	5	5	1		
OTTMARSHEI	bourg-relais	7		0	2	57	8	11
PETIT-LANDA	village	3	2	3		2	6	3
PFASTATT	ville-noyaux	121	36	145	26	62	160	13
PULVERSHEIN	village	22	41	6	2	12	2	2
REININGUE	village	1	3	4	11	2	2	1
RICHWILLER	bourg-relais	1	30	0	15	37	18	30
RIEDISHEIM	ville-noyaux	12	103	43	79	38	32	92
RIXHEIM	ville-noyaux	26	56	63	88	113	17	93
RUELISHEIM	village	12	23	35	4	6	2	3
SAUSHEIM	ville-noyaux	2	22	6	19	19	65	29
STAFFELFELD	bourg-relais	10	1	32	14	8	12	2
STEINBRUNN-	village	4	7	3	3	0	3	
UNGERSHEIM	village	9	19	6	5	23	6	3
WITTELSHEIM	ville-noyaux	29	50	22	23	137	55	80
WITTENHEIM	ville-noyaux	35	60	91	91	58	41	27
ZILLISHEIM	village	0	2	2	6	3	6	4
ZIMMERSHEI	village							2
Total m2A		369	1096	923	1078	1215	1323	935

Evolution de la vacance par communes de m2A (Source : Fichiers LOVAC)

		2020				2021				2022			
Communes	Armature Scot	Nombre de logements FF	Nombre de Logements vacants FF	Nombre de Logements vacants > 2 ans FF	taux de vacance	Nombre de logements FF	Nombre de Logements vacants FF	Nombre de Logements vacants > 2 ans FF	taux de vacance	Nombre de logements FF	Nombre de Logements vacants FF	Nombre de Logements vacants > 2 ans FF	taux de vacance
BOLLWILLER	bourg-relais	1912	114	32	6%	1941	133	32	7%	1957	118	29	6%
HABSHEIM	bourg-relais	2530	233	63	9%	2540	210	62	8%	2544	172	65	7%
MORSCHWILLER-LE-BAS	bourg-relais	1686	125	44	7%	1694	112	43	7%	1714	110	43	6%
OTTMARSHEIM	bourg-relais	1082	188	138	17%	1087	214	145	20%	1126	229	150	20%
RICHWILLER	bourg-relais	1788	130	45	7%	1822	132	35	7%	1877	104	25	6%
STAFFELFELDEN	bourg-relais	1805	133	29	7%	1811	112	29	6%	1835	95	38	5%
BALDERSHEIM	village	1178	54	15	5%	1185	58	14	5%	1194	48	16	4%
BANTZENHEIM	village	759	51	24	7%	772	56	26	7%	777	56	29	7%
BATTENHEIM	village	703	41	18	6%	709	37	19	5%	728	38	16	5%
BERRWILLER	village	553	39	19	7%	583	47	20	8%	591	37	20	6%
BRUEBACH	village	473	23	8	5%	475	23	12	5%	481	27	12	6%
CHALAMPE	village	477	31	18	6%	489	32	18	7%	492	42	16	9%
DIETWILLER	village	636	27	9	4%	642	27	8	4%	642	23	11	4%
ESCHENTZWILLER	village	703	26	14	4%	712	29	9	4%	719	23	7	3%
FELDKIRCH	village	440	27	10	6%	443	29	9	7%	466	24	10	5%
FLAXLANDEN	village	644	32	13	5%	647	34	12	5%	652	25	14	4%
GALFINGUE	village	375	24	8	6%	378	27	11	7%	380	23	10	6%
HEIMSBRUNN	village	604	26	12	4%	609	35	11	6%	607	29	9	5%
HOMBOURG	village	572	35	17	6%	577	23	14	4%	582	23	14	4%
NIFFER	village	418	26	9	6%	431	22	6	5%	434	19	7	4%
PETIT-LANDAU	village	372	27	15	7%	373	23	14	6%	374	19	15	5%
PULVERSHEIM	village	1353	74	27	5%	1371	87	23	6%	1378	82	21	6%
REININGUE	village	913	76	31	8%	919	67	32	7%	930	68	36	7%
RUELISHEIM	village	1066	32	13	3%	1108	43	14	4%	1118	34	11	3%
STEINBRUNN-LE-BAS	village	376	26	16	7%	384	30	16	8%	389	34	14	9%
UNGERSHEIM	village	1061	68	24	6%	1066	92	38	9%	1073	74	33	7%
ZILLISHEIM	village	1238	81	42	7%	1244	85	40	7%	1253	94	40	8%
ZIMMERSHEIM	village	511	20	10	4%	514	21	10	4%	518	22	7	4%
MULHOUSE	**ville centre**	**60699**	**10113**	**4356**	**17%**	**60866**	**9817**	**4337**	**16%**	**61017**	**9383**	**4176**	**15%**
BRUNSTATT-DIDENHEIM	ville-noyaux	4540	444	150	10%	4573	449	166	10%	4655	547	157	12%
ILLZACH	ville-noyaux	6887	616	181	9%	6929	642	216	9%	7091	603	200	9%
KINGERSHEIM	ville-noyaux	6282	400	94	6%	6332	415	100	7%	6354	347	80	5%
LUTTERBACH	ville-noyaux	3124	229	70	7%	3137	262	72	8%	3141	206	64	7%
PFASTATT	ville-noyaux	4902	379	118	8%	4966	369	110	7%	5012	334	101	7%
RIEDISHEIM	ville-noyaux	6909	635	182	9%	6927	588	201	8%	7061	604	198	9%
RIXHEIM	ville-noyaux	6897	468	121	7%	6937	488	134	7%	7056	454	138	6%
SAUSHEIM	ville-noyaux	2611	177	77	7%	2646	170	69	6%	2674	152	68	6%
WITTELSHEIM	ville-noyaux	4876	313	108	6%	4924	284	87	6%	4973	295	97	6%
WITTENHEIM	ville-noyaux	6760	572	179	8%	6855	559	204	8%	6951	519	188	7%
	Total m2A	140715	16135	6359	11%	141618	15883	6418	11%	142816	15136	6185	11%

Afut
agence de fabrique
urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

CONTACT
Jennifer KEITH
Afut Sud-Alsace
33 avenue de Colmar
68200 MULHOUSE
www.afut-sudalsace.org

Direction de la publication
Viviane BEGOC, directrice de l'Agence

Rédaction
Jennifer KEITH

Photographies
Afut Sud-Alsace, sauf mention contraire

Iconographie
Flaticon

Graphisme et mise en page
MW Création / Anne LICHTLÉ Afut Sud-Alsace

Toute reproduction autorisée avec mention précise
de la source et référence exacte.

M. LE PRÉSIDENT : On va terminer par quatre délibérations sur l'habitat, on va commencer par l'aide à la pierre, le bilan 2023, Vincent HAGENBACH.

M. HAGENBACH : Monsieur le Président, je crois que le barbecue est prévu à huit heures et demi, c'est ça ?

M. LE PRÉSIDENT : Moins le quart.

M. HAGENBACH : Bon allez, 8 h. Non en fait ce sont des délibérations classiques mais qui ne peuvent pas se résumer en quelques phrases, donc il nous faut un petit peu de temps avec Fabienne. Je voudrais tout d'abord, comme je crois que c'est vraiment nécessaire vue la charge de travail, remercier les services qui est autour de Benoît LOOS, font un super boulot, un vrai partenariat entre la ville-centre et l'agglomération, et je tiens à le redire.
Nous sommes aujourd'hui, en termes d'habitat, tributaires d'une situation globale de l'économie, notamment avec une hausse des taux d'intérêts, mais également ne jamais oublier que le logement locatif social contribue en partie à modérer l'impact de la crise du bâtiment, tout en sachant que pour les promoteurs immobiliers, les marges qui sont inhérentes sont moins importantes que lorsqu'ils vendent des logements en parc privé. Mais on observe également pour 2024, une nette diminution du travail sur le logement locatif social. Et ensuite, je crois qu'il y a une chose qui pour nous est très importante, c'est qu'entre la théorie des textes qu'il nous est demandé d'appliquer et la réalité du terrain, croyez-moi qu'il y a une grande différence. Je pourrais citer la CIL, Commission Intercommunal du Logement ou alors la rigidité sur les textes de la reconstitution NPNRU. Alors pour passer au projet bilan en mi-parcours du PLH, je vous rappelle que le PLH été validé lors d'une délibération de janvier 2021, qu'il est effectif jusqu'à mars 2027, qu'il s'agissait de quatre orientations qui avaient été validées en 23 actions, avec notamment le maintien du rythme de construction de logements neufs avec une production équilibrée sur le territoire, accroître la qualité du parc de logements existants pour le rendre plus attractif. Là, on a eu le droit d'utiliser le terme attractif, Francis. Bâtir une agglomération inclusive pour tous les publics et animer ce PLH. Sachez que nous aurons demain une réunion au niveau du comité régional de l'habitat et de l'hébergement pour présenter ce PLH, à mi-mandat, le bilan triennal, et que nous avons mandaté l'AFUT en 2023 pour préparer ce bilan. Et donc ce qu'il en ressort, c'est que parmi l'état d'avancement de ces actions, on peut relever un certain nombre de points plus importants. Les objectifs de construction de logements neufs sont largement dépassés, notamment à Mulhouse où ils ont été multipliés par 4, le rythme de production de logements sociaux a été élevé, et je dirais même depuis 2017, et le nombre d'agréments a dépassé les objectifs de façon relativement importante fixé par le PLH mais les ambitions de production d'une offre très sociale ne sont pas atteintes. À noter un fort ralentissement global de la situation pour 2024. Les objectifs de mixité dans la programmation locative sociale sont atteints. 864 logements ont été réhabilités grâce au Programme d'Intérêt Général, le PIG 2018-2022 qui a été conduit par m2A, mais celui-ci n'a pas atteint les objectifs fixés en termes de rénovation du parc de logements. L'investissement devra se poursuivre et il sera proposé la mise en œuvre prochainement d'un nouveau PIG. La politique de soutien aux copropriétés fragiles et dégradées mise en place par m2A en 2020 s'est déployée dans un plan d'actions avec cinq plans de sauvegarde, une opération de recyclage pour les copropriétés Plein Ciel 1, Plein Ciel 2, une OPA « copropriétés dégradées » et 2 programmes opérationnels, des POPAC. En parallèle, la politique de

relogement réalisée dans le cadre du NPNRU est plutôt une réussite. Les objectifs sont atteints en ce qui concerne les actions à mettre en œuvre pour le public des gens du voyage, et m2A répond de façon tout à fait normale aux obligations légales en la matière. Ensuite, les objectifs de rééquilibrage et d'attribution de logements sociaux fixés par la CIA ne sont pas atteints. Nous nous sommes aperçus lors d'une réunion de CIA qui a eu lieu il y a une quinzaine de jours, qu'en réalité ils sont quasiment inatteignables, puisque même les bailleurs qui sont les plus volontaires, on a un chiffre de 25% qui est demandé, n'atteignent que très difficilement 20% de relogement hors QPV. Le plan, le PPGDID qui devrait être adopté fin de l'année, devra clarifier les principes d'attribution. Le suivi du PLH se traduit par plusieurs dispositifs d'observation, et enfin en janvier 2022 m2A a pris, je pense avec succès, la délégation de la compétence de type 3 des aides à la pierre, et comme je vous l'ai déjà dit, nous aurons une présentation de ce bilan à mi-mandat qui aura lieu demain après-midi dans le cadre d'un CRHH.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Vincent. Donc on vote en premier le bilan 2023, donc prendre acte par le vote de la présentation du projet de bilan à mi-parcours du PLH. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.
Le projet de bilan mi-parcours du PLH, point 59. Non, c'est la même chose. T'as fait les 2 en même temps.

M. HAGENBACH : Non non, pardon je... À mon avis j'ai dû faire le 59 alors que j'aurais dû vous présenter la programmation en matière… Non non, il faut que je vous donne en fait l'information sur la programmation 2023 du logement social et de 2024. J'ai inversé les délibérations, excusez-moi.

M. LE PRÉSIDENT : D'accord, ok, ok, ok, ok.

M. HAGENBACH : Donc en termes de politique de l'habitat, pardon je ne sais pas président, je passe à la 58 ?

M. LE PRÉSIDENT : Oui on revient au point 58, donc je refais juste le vote pour le point 59 pour qu'il n'y ait pas de souci. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62 + 24 procurations.
Le Conseil d'agglomération prend acte, par le vote, à l'unanimité des suffrages exprimés, de la présentation du projet de bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat de Mulhouse Alsace Agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

58° AIDES A LA PIERRE : BILAN 2023 ET PROGRAMMATION EN MATIERE DE LOGEMENT SOCIAL DE DROIT COMMUN POUR 2024 (535/8.5/2377C)

Dans le cadre de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre signée le 22 février 2020 pour une durée de six ans, il convient de définir le règlement annuel et la programmation des agréments pour la production des

logements aidés sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2024.

Chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver :
- la programmation prévisionnelle de l'année courante en matière de logements locatifs sociaux (LLS) ;
- les conditions financières applicables aux opérations de logement social (crédits délégués et fonds propres m2A).

La programmation du logement locatif social de Mulhouse Alsace Agglomération s'effectue dans une logique de continuité depuis 2006, date de la première année de prise de délégation de compétence. En 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a pris la délégation de compétence de type 3 pour le compte de l'Etat, ce qui modifie la démarche au niveau de l'instruction des dossiers de demande d'agrément. En effet, jusqu'à fin 2021, les services de l'Etat instruisaient les dossiers avec leurs agents mis à disposition de la collectivité. Depuis le 1er janvier 2022 cette instruction est réalisée par le personnel du service Habitat de Mulhouse Alsace Agglomération. Ce changement est conforme à la réglementation en vigueur des aides à la pierre, et obligatoire pour tout délégataire des aides à la pierre qui renouvelle sa convention de délégation.

Pour mémoire, le PLH de m2A prévoit un niveau moyen de production de près de 280 LLS en droit commun ; besoins auxquels viennent s'ajouter les reconstitutions générées par la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et la reconstitution du parc social démoli.

1) BILAN 2023

1.1 Production de logements sociaux en 2023 :

- le nombre d'agréments accordés en droit commun (312 logements en 2023, 302 logements en 2022, 383 logements en 2021) est resté à un niveau élevé, car parallèlement, 142 agréments ont été délivrés en reconstitution au titre du NPNRU ce qui fait un total de 454 logements sociaux agréés en 2023 ;
- la dotation déléguée par l'Etat pour le financement de logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) correspondant aux loyers les plus bas dans les communes de Mulhouse Alsace Agglomération s'est élevée à 537.072 €. Les agréments pour les PLUS et PLS (prêt locatif à usage social et prêt locatif social) permettent eux d'obtenir les prêts bancaires spécifiques pour le financement de tous les logements sociaux et les avantages fiscaux ;
- Mulhouse Alsace Agglomération a attribué 167.500 € de subvention sur fonds propres (2.500 € par logement PLAI) ;
- 263 agréments sur 312 (soit 84%) ont été affectés à des opérations qui seront réalisées dans les communes déficitaires au regard de l'obligation de 20 % de logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU. 49 agréments en PLAI, PLUS et PLS ont été affectés à des communes ayant atteint le seuil de 20 % (Illzach, Mulhouse, Pfastatt, Wittenheim).

Tous les projets répondent aux dernières évolutions réglementaires et sont économes en énergie (Bâtiment Basse Consommation (BBC) pour le neuf, Très

Haute Performance Energétique (THPE) pour les acquisitions-améliorations de logements existants) et concourent à l'objectif de transition énergétique poursuivi par l'agglomération.
Les agréments ont été délivrés dans les communes de :
Brunstatt-Didenheim, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Richwiller, Rixheim, Sausheim, Wittelsheim, Wittenheim.

1.2 Réhabilitation thermique du parc social public

La collectivité a poursuivi en 2023 le soutien aux bailleurs sociaux pour les réhabilitations thermiques du parc énergivore (logements classés E, F et G). 297 logements ont été financés sur les fonds propres de Mulhouse Alsace Agglomération, soit 445 500 € d'engagement de crédits. Le montant de la participation de subvention de Mulhouse Alsace Agglomération pour ces opérations est de 1 500 € par logement.

Sur les 297 logements, 53 logements ont pu bénéficier d'une dotation d'Etat d'un montant de 212 000 euros (4 000 € par logement) suite à l'ouverture au financement du fonds national des aides à la pierre (FNAP) des opérations comportant des logements classés E, avec des conditions d'engagement du bailleur suivantes : *rénovation intégrale des logements F et G dans le délai prévu par la loi, mise à jour de l'ensemble des DPE avant fin 2024 et plan stratégique de patrimoine faisant apparaître le calendrier de traitement des logements F (avant 2028) et G (avant 2025))*.

Bailleur	Opérations	Communes	Nbre logt	Montant total
NEOLIA	1 rue des Blés	Mulhouse	6	9 000,00 €
SOMCO	A1 à A5 rue des Tulipes	Illzach	50	75 000,00 €
NEOLIA	2 rue du Pelvoux/12 rue du Markstein	Wittenheim	40	60 000,00 €
SOMCO	4-6 et 10-12 rue des Dahlias	Illzach	40	60 000,00 €
3F	4 rue du 6e RTM	Brunstatt	8	12 000,00 €
3F	8 rue de Bruebach	Mulhouse	6	9 000,00 €
NEOLIA	9 rue Gutenberg	Mulhouse	13	19 500,00 €
NEOLIA	59A et B rue de Brunstatt	Mulhouse	8	12 000,00 €
NEOLIA	30 rue de Mulhouse	Riedisheim	8	12 000,00 €
NEOLIA	8 rue Schlumberger	Mulhouse	5	7 500,00 €
NEOLIA	9-13 rue de Meyenheim	Illzach	65	97 500,00 €
HHA	Résidence Les Acacias	Pulversheim	24	36 000,00 €
HHA	8-14 rue Jacques d'Alsace	Pulversheim	24	36 000,00 €
TOTAL DU SOUTIEN FINANCIER ACCORDÉ			**297**	**445 500,00 €**

2) PROGRAMMATION 2024 :

➢ Programmation prévisionnelle 2024 de logements neufs et règlement financier

La programmation pour l'année 2024 a fait l'objet d'un processus de recensement démarré lors du second semestre 2023 auprès des bailleurs sociaux. Les communes dans lesquelles les programmes sont proposés par les bailleurs ont été consultées pour accord. A noter que la charte des bonnes pratiques entre les bailleurs, communes et Mulhouse Alsace Agglomération, approuvée par le CA du 27 juin 2022, permet d'améliorer le processus de programmation.

La demande de production de logements sociaux neufs sur notre territoire est en déclin au regard des années précédentes. Le contexte national et notamment la remontée des taux d'intérêt, expliquent la chute de la production de logements sociaux neufs.

Afin de garantir le respect d'engagement de l'ensemble de la reconstitution de l'offre au 30 juin 2026, les demandes d'agréments en PLUS et PLAI ont été, depuis les demandes formulées en novembre 23 (date de l'interbailleurs) orientées en reconstitution de l'offre en communes déficitaires de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) jusqu'à l'atteinte des objectifs du contrat de renouvellement urbain.

Ainsi, la programmation de logements en droit commun s'établit à un niveau faible de 101 logements seulement : 29 PLAI, 18 PLUS, 54 PLS. 60 agréments PSLA complètent la liste de programmation.

En raison des contraintes relatives à la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) qui obligent les communes de plus de 3 500 habitants du territoire à atteindre 20 % de logements sociaux, une priorisation dans les attributions est indispensable dans le règlement des aides à la pierre (annexe 1). Cette priorisation classe les communes en cinq niveaux de priorité (cf. annexe 2).

Les communes classées en priorité 1 sont les communes très fortement déficitaires. Le niveau de priorité 2 correspond aux communes qui ont un écart par rapport aux objectifs supérieur à 3 %. Les communes en priorité 3 sont celles qui ont un retard aux objectifs inférieur à 3 %. Les communes en priorité 4 sont celles qui approchent du seuil des 3500 habitants et qui doivent anticiper le rattrapage de logements sociaux. Enfin, les communes en priorité 5 respectent déjà les obligations de la loi SRU.

En complément de ces agréments accordés dans le cadre du droit commun, 95 autres agréments sont attribués pour des logements en identification NPNRU, uniquement dans des communes déficitaires. **Ce sont donc au total près de 256 logements qui seront agréés en 2024.** Le niveau est proche du socle évalué à 280 logements.

La liste indicative des projets portés sur Mulhouse Alsace Agglomération en 2024 est jointe en annexe 3. Tous les projets ont obtenu l'accord des communes concernées.

<u>Les chiffres clés</u> :

Agréments LLS droit commun	Agréments NPNRU	Total agréments 2024
101 : 29 PLAI – 18 PLUS – 54 PLS	**95** : 58 PLAI – 37 PLUS	**196** : 87 PLAI – 55 PLUS – 54 PLS

Une attribution des agréments sera possible pour des opérations supplémentaires qui pourraient intervenir au cours de l'année.

- **Programmation de la réhabilitation thermique du parc public :**

Afin d'accélérer la transition énergétique du territoire et en complément des éco-prêts proposés par la Caisse des dépôts et de Consignation (CDC), il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération poursuive en 2024 sa participation sous forme de forfait de 1 500 € par logement classé en E, F et G réhabilité dans une limite de 450 logements/an.

Cette politique de soutien à la rénovation thermique du parc social a pour objectif d'améliorer le reste à vivre des locataires et d'accompagner les bailleurs sociaux dans leurs programmes de réduction de l'empreinte carbone du territoire. Ces réhabilitations thermiques concerneront en premier les actions inscrites dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. A terme, c'est la totalité du parc social en E, F et G qui sera rénové sur une période d'une dizaine d'années environ.

Le processus avance, et comme précisé ci-dessus, 297 logements ont été réhabilités en 2023. Les opérations sont déposées en cours d'année par les bailleurs sociaux, la priorité pour la sélection des dossiers à financer en 2024 est donnée par ordre d'arrivée jusqu'à épuisement de l'enveloppe annuelle en crédits d'engagement. Les dossiers non pris en compte en 2024 sont reportés sur l'exercice 2025.

Il est proposé que les garanties d'emprunts de Mulhouse Alsace Agglomération sur ces projets soient maintenues, y compris pour les projets qui seraient réalisés sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération par un bailleur social sans le soutien financier de la collectivité.

- **Marges d'ajustement des loyers du parc social public (production neuve) :**

Mulhouse Alsace Agglomération a la possibilité d'adapter les modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement social, en fonction de la localisation des logements, de leur qualité thermique dès lors que le gain énergétique est supérieur à la norme standard et de leur niveau d'équipement (ascenseur non obligatoire…). Le cumul des ajustements proposés pour un même

logement ne peut excéder 15 % du loyer de référence. L'ensemble des ajustements proposés est défini en annexe 4.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du volume global des agréments 2024 de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre : 101 logements auxquels se rajoutent 95 logements au titre de financements NPNRU ;
- approuve les principes d'attribution des agréments énoncés ci-dessus et à l'annexe 1 ;
- approuve les principes de priorisation des projets selon les écarts aux objectifs SRU tels que définis à l'annexe 2 ;
- approuve la liste des projets de production de logements sociaux tels que définis à l'annexe 3 ;
- approuve le forfait d'aide de Mulhouse Alsace Agglomération sur fonds propres de 2 500 € par PLAI créé et en tant que délégataire de l'Etat de 8 016 € par PLAI ;
- approuve le forfait d'aide de Mulhouse Alsace Agglomération par logement classé en E, F ou G faisant l'objet d'une réhabilitation thermique : 1 500 € ;
- approuve la poursuite des garanties d'emprunt pour les projets de construction neuve, de réhabilitation, y compris sans soutien financier de la collectivité au titre de l'alinéa ci-dessus ;
- approuve les marges d'ajustement des loyers du parc public selon les termes de l'annexe 4 ;
- autorise le Président ou son Vice-président délégué à formaliser et signer les conventions et avenants correspondants, les chartes d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : Annexe 1 – Règlement des aides à la pierre 2024
Annexe 2 – Demande prévisionnelle d'agrément
Annexe 3 – Projet de production de logements
Annexe 4 – Adaptation locale des modalités de calcul des loyers

Politique de l'habitat - Logements locatifs sociaux

Annexe 1 : Règlement des aides à la pierre 2024

CHARTE DU LOGEMENT SOCIAL

m2A a décidé d'améliorer le processus annuel de programmation de logement locatif aidé sur le territoire afin de gagner en efficacité et de développer une pratique adoptée par tous les acteurs.

Pour cela, une charte des bonnes pratiques a été conçue en partenariat étroit entre la collectivité, les bailleurs sociaux et les communes. La charte définitive a été présentée et validée en réunion inter-bailleurs le 26 avril 2022, après plusieurs mois d'échanges entre toutes les parties concernées. Elle contient des engagements des bailleurs sociaux et de la collectivité.

Cette charte a été approuvée par le conseil d'agglomération de m2A du 27 juin 2022.

L'ensemble des dispositions de la charte sont mises en œuvre depuis l'année 2022 après son adoption définitive, avec une clause de revoyure après une année.

1. DEPOT DES DOSSIERS :

Les différents organismes sociaux et opérateurs devront déposer leurs dossiers d'opérations **complets** en date limite **du 31 octobre 2024**. Tout dossier déposé au-delà de cette date fera l'objet d'une instruction en 2025. De manière exceptionnelle et spécifique, les dossiers de demande de financement PSLA pourront être déposés au fil de l'eau, ces dossiers ne représentent pas d'enjeu particulier quant à leur financement par m2A.

2. CRITERES D'ATTRIBUTION DES AGREMENTS 2024 :

a. m2A validera les dossiers correspondant au nombre d'agréments indiqués dans le tableau de programmation 2024 (29 PLAI, 18 PLUS, 54 PLS), accordés par la DREAL au CRHH d'avril. Les demandes d'agréments en PLUS et PLAI ont été orientées en reconstitution de l'offre en communes déficitaires de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) afin de tenir les engagements envers l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). L'ensemble des opérations de reconstitutions doit être engagé au 30/06/2026 (adresse et bailleur identifiés).

b. une attribution des agréments supplémentaires en PLAI, PLUS et PLS sera possible pour des opérations intervenant en cours de l'année.

c. une priorisation des opérations est faite en fonction **de la localisation** de celles-ci, notamment dans les communes les plus en retard sur les objectifs de rattrapage SRU (communes priorité 1, communes priorité 2,

communes priorité 3, communes priorité 4, communes priorité 5 - cf. annexe 2). L'objectif de m2A est de permettre l'atteinte des obligations à l'échelle de l'ensemble de son territoire ;

d. tout dossier non transmis avant le 31/10/2024 sera reporté en 2025 ;

❖ **<u>Modification de la programmation</u> :**

Toute modification d'opération devra être validée par la commune concernée au préalable si elle est en écart de +/-20% au nombre de logements prévus initialement.

Le remplacement d'une opération par une autre ne peut être effectué sans l'accord des communes concernées et m2A.

En cas d'annulation d'une opération retenue, m2A décidera de la réaffectation ou non au même bailleur des agréments correspondants ou de leur attribution à un autre organisme pour une opération jugée prioritaire par m2A.

❖ **<u>Aide communautaire</u> :**

En ce qui concerne l'aide communautaire au logement (fonds propres m2A), un forfait de 2 500 € par logement PLAI est attribué. L'objectif de cette dotation est de poursuivre, en complément de l'aide déléguée par l'Etat, le soutien aux logements réservés aux locataires en situation de grande précarité (PLAI).

Le montant moyen de subvention de l'Etat est de 8016 € par PLAI.

❖ **<u>Utilisation de l'enveloppe allouée</u> :**

m2A, délégataire des aides à la pierre permet aux bailleurs sociaux de gérer à leur convenance les enveloppes globales (8 016 € de crédits délégués de l'Etat et 2 500 € en fonds propres m2A, soit 10 516 €/PLAI au total) entre les différentes opérations validées par m2A. L'engagement du bailleur porte sur le respect de la localisation (adresse) et du nombre de logements à produire et leurs typologies de financement (PLUS/PLAI). L'affectation du montant pour chaque opération est ainsi laissée à la liberté de chaque bailleur, ceci afin de permettre de financer des opérations qui sont plus difficiles à équilibrer que d'autres.

Annexe 2 : demande prévisionnelle d'agréments de logements locatifs sociaux (LLS) par commune en 2024

Priorisation des attributions d'agréments demandés dans les communes de m2A selon leur retard SRU :

Communes priorité 1 : communes anciennement carencées, ou fortement déficitaires

	Taux LLS au 01/01/2023
Morschwiller le Bas	10,52%
Brunstatt-Didenheim	11,16%
Habsheim	11,27%

Communes priorité 2 : écart aux objectifs supérieur à 3%

	Taux LLS au 01/01/2023
Richwiller	14,58%
Rixheim	15,23%
Bollwiller	15,42%
Sausheim	16,25%
Kingersheim	16,66%

Communes priorité 3 : écart aux objectifs inférieur à 3%

	Taux LLS au 01/01/2023
Riedisheim	18,85%
Wittelsheim	19,16%
Staffelfelden	19,47%
Lutterbach	19,54%

Communes priorité 4 (proche de 3 500 habitants à moyen terme):

Baldersheim, Pulversheim, Ruelisheim, Ungersheim, Zillisheim

Communes priorité 5 : communes respectant le taux de 20%

	Taux LLS au 01/01/2023
Illzach	20,02%
Pfastatt	20,19%
Wittenheim	20,56%
Mulhouse	31,76%

Annexe 3 : projets de production de logements sociaux 2024

Liste prévisionnelle des opérations avec la répartition droit commun et NPNRU (à juin 2024) :

			Répartition globale initiale					Proposition après retraitement					
								NPNRU		Droit commun			
Commune LLS 2024	**Maître d'Ouvrage**	**adresse**	**PLAI**	**PLUS**	**PLS**	**PSLA**	**Total lgt**	**PLAI**	**PLUS**	**PLAI**	**PLUS**	**PLS**	**PSLA**
Riedisheim	NEOLIA	rue du Commerce	11	6	6		*23*	10	6	1		6	
Zillisheim	NEOLIA	Lotissement du Soleil		1			*1*				1		
Habsheim	NEOLIA	rue des Noyers	11	11	8		*30*	11	7		4	8	
Riedisheim	NEOLIA	34, rue d'Alsace	2	2	1		*5*			2	2	1	
Ottmarsheim	VILOGIA	Hamo de la Belle Saison 2			9		*9*					9	
Lutterbach	3F GE	19 rue Poincaré	8	7			*15*	9	6				
Wittelsheim	3F GE	rue d'Ensisheim	4	8	1		*13*	7	5			1	
Wittenheim	3F GE	rue du Loiret	1				*1*			1			
Wittenheim	3F GE	130 rue d'Ensisheim			7		*7*					7	
Morschwiller-le-Bas	HHA	rue des Jardins	3	1			*4*	3	1				
Habsheim	HHA	lotissement terre d'azur			2		*2*					2	
Lutterbach	HHA (ATHIS)	Zac de la Rive de la Doller				22	*22*						22
Ottmarsheim	HHA (ATHIS)	rue de Hombourg				18	*18*						18
Wittelsheim	HHA (ATHIS)	3 rue Simone Veil				7	*7*						7
Mulhouse	m2AH	Rue Achille Penot	20	3	3		*26*			20	3	3	
Kingersheim	m2AH	rue de Cherbourg	3	5			*8*			3	5		
Kingersheim	m2AH	rue de l'Eglise	2	3			*5*			2	3		
Ottmarsheim	Sovia Constructions	Hamo de la Belle Saison 2				2	*2*						2
Zillisheim	Sovia Constructions	Lieu-dit Hoell				9	*9*						9
Bollwiller	Sovia Constructions	Le Hamo du Vieil Armand				2	*2*						2
Lutterbach	Domial	Ecoquartier Rives de la Doller			17		*17*					17	
Richwiller	Domial	11 rue de la gare	18	12			*30*	18	12				
			83	**59**	**54**	**60**	**256**	**58**	**37**	**29**	**18**	**54**	**60**
								95		**101**			
								196					

Annexe 4 : adaptations locales des modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement locatif social

Ensemble plafonné à 15 %

I. Localisation

1. Opérations réalisées dans les zones suivantes : (construction neuve + acquisition-amélioration)

Communes de Morschwiller-le-Bas, Habsheim et Brunstatt-Didenheim	**12%**
Communes de plus de 3 500 habitants avec objectif de rattrapage : Bollwiller, Kingersheim, Lutterbach, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Staffelfelden, Wittelsheim	**8%**
Communes SRU sans objectif de rattrapage : Illzach, Mulhouse, Pfastatt, Wittenheim	**4%**
Communes de moins de 3500 habitants mais pouvant être soumises à la loi SRU selon l'évolution de la population dans les prochaines années : Baldersheim, Pulversheim, Ruelisheim, Ungersheim, Zillisheim	**6%**
Communes non SRU : Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Reiningue, Steinbrunn le Bas et Zimmersheim	**2%**

2. Opérations réalisées dans le périmètre de monuments historiques ou en site patrimonial remarquable ..... …**5%**

II. Qualités thermiques

1. Pour les opérations dont le permis de construire a été déposé avant le 31 décembre 2021

a) Construction neuve

Label RT 2020 ou E+C- **6%**
Label THPE : niveau RT 2012 – 20% **6%**
Label HPE : niveau RT 2012 – 10% **3%**
Utilisation d'énergies renouvelables : **4%**

b) Acquisition-amélioration

Label HPE rénovation **4%**
Label BBC rénovation **6%**
Utilisation d'énergies renouvelables **4%**

2. <u>Pour les opérations dont le permis de construire a été déposé après le 1er janvier 2022</u>

a) Construction neuve

Réduction de la consommation d'énergie non-renouvelable Cep,nr d'au moins 10% par rapport à la RE2020	**2%**
Pour les logements collectifs : système de chauffage performant utilisant des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque pour la production d'énergie, poêles à pellets ou granulés, géothermie, biomasse)	**2%**
Raccordement au réseau de chaleur urbain de m2A à chaleur fatale ou géothermie ou biomasse	**5%**

b) Acquisition-amélioration

Pour les logements individuels et collectifs : système de chauffage performant utilisant des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque pour la production d'énergie, poêles à pellets ou granulés, géothermie, biomasse)	**2%**
Raccordement au réseau de chaleur urbain de m2A à chaleur fatale ou géothermie ou biomasse	**5%**
Atteinte d'un niveau HPE rénovation : Par l'obtention d'un label ou d'une certification Ou par la fourniture de l'étude thermique TH-C-E-ex	**2%**
Atteinte d'un niveau BBC rénovation : Par l'obtention d'un label ou d'une certification Ou par la fourniture de l'étude thermique TH-C-E-ex et du test de perméabilité à l'air du bâtiment après travaux	**7%**

c) Adaptation aux épisodes de fortes chaleurs

Espaces verts collectifs dédiés aux locataires, entre 5 et 10m² par logement	**1%**
Espaces verts collectifs dédiés aux locataires, au moins 10m² par logement	**2%**
DH (degrés heures) < 350°C.h	**1%**
Pour les logements collectifs, appartements traversant ou à double orientation, pour l'ensemble des logements de l'opération	**2%**

Services complémentaires

1. Ascenseurs non obligatoire (au prorata des logements desservis)..... **5%**

si sous-sol desservi :..... **6%**

2. Habitat individuel..... **5%**

3. Locaux Collectifs Résidentiels (LCR)% de majoration =

$$\frac{\mathbf{0.77 \times SLCR}}{\mathbf{CS \times SU}}$$

CS : coefficient de structure (*)
SU : surface utile
SLCR : surface des locaux collectifs résidentiels

4. Construction de logements collectifs
(nombre de logements figurant sur le permis de construire)
- jusqu'à 10 logements compris **6%**
- de 11 à 25 logements compris **4%**

(*) Le coefficient de structure (CS) est calculé selon la formule:
CS = 0,77 x [1 + (nombre de logements x 20 m^2 / surface utile totale de l'opération]

Lorsque l'opération comporte des surfaces annexes entrant dans le calcul de la surface utile, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum (égal au produit de la surface utile par le loyer maximal au m² conventionné) ne dépasse pas pour les opérations PLUS et PLAI le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe et de toute majoration appliquée au loyer maximal de base mensuel (CS X LM zone) de plus de 20% ou, dans le cas des immeubles avec ascenseur, de plus de 25%. Pour les opérations PLS, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum ne dépasse pas de plus de 18% le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe.

M. HAGENBACH : Et donc la délibération concernant le bilan 2023 et la programmation 2024 en termes de logements sociaux. Alors, il y a toujours la différenciation depuis quelques années sur la partie dite de droit commun qui sont les agréments qui sont accordés globalement, généralement, et la partie NPNRU de la reconstitution. Alors la programmation prévisionnelle de l'année en cours en matière de logement, donc chaque année on fait un bilan pour vérifier la programmation prévisionnelle de l'année courante en matière de logement sociaux et les conditions financières qui sont induites par ces agréments qui sont accordés. Que vous dire ? Pour mémoire, le PLH de m2A à prévoit une production moyenne de logements sociaux de 280. Et je rappelle que depuis 2017, nous sommes largement au-dessus des 280 LLS qui sont produits tous les ans sur le territoire, étant en moyenne plutôt aux alentours des 400. Il faut rappeler qu'à ces besoins se rajoutent ceux du NPNRU, donc le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain qui permettent de compenser la déconstruction qui va se réaliser sur les quartiers qui ont été ciblés par ce NPNRU. Et donc il y a une reconstitution qui est très importante et qui correspond globalement à peu près 1000 logements. En termes de production de logements sociaux en 2023, le nombre d'agréments accordés en droit commun est de 312 logements pour 302 en 2022 et 383 en 2021 mais il est resté à un niveau qui est élevé puisqu'il faut rajouter, à ses 312 logements, 142 agréments qui ont été délivrés dans le cadre de la reconstitution, ce qui fait tout de même pour 2023, 454 agréments en tout de logements locatifs sociaux qui ont été accordés. La dotation de l'État, je vous rappelle, ne touche que les PLAI, et concernant les PLUS et les PLS qui sont des logements dits moins sociaux, ils bénéficient par contre de prêts bonifiés et de prêts favorables de l'État, et donc sur le territoire de l'agglomération m2A, l'État a apporté une aide de 537 000€. Il faut également préciser que m2A, sur les mêmes PLAI, accorde 2 500€ par logement PLAI, donc les plus sociaux, pour un montant global sur ses fonds propres de 167 500 logements. Il faut également préciser, c'était une volonté que nous avions mise en place tous ensemble, à savoir que nous accordons prioritairement les agréments aux communes qui sont SRU, et c'est effectivement le cas puisque 84% des logements, des agréments pardon, ont été accordés sur les communes SRU, sachant que sur aujourd'hui m2A, quatre communes répondent à leurs obligations des 20%, je parle bien de 2023 : ILLZACH, MULHOUSE, PFASTATT, WITTENHEIM, sachant que, honnêtement, il y a une avancée significative sur l'ensemble du territoire pour les seize communes qui sont concernées par la loi SRU. Franchement, il y a une progression qui est réelle de tous les côtés. Je rappelle également que tous ces projets de logements sociaux doivent être forcément en BBC pour le neuf, et en très haute performance énergétique, en THPE, pour ce qui est des acquisitions, améliorations. Les agréments, vous avez la liste des communes qui ont été concernées. La réhabilitation thermique du parc social, c'est un deuxième enjeu. La collectivité a poursuivi, en 2023, la réhabilitation des logements classés en E, F, G. Ainsi, 297 logements ont été financés sur fonds propres de m2A pour un montant de 445 000€. Le montant de participation de la subvention de m2A par logement se situe à 1 500€. Sur ces 297 logements, 53 ont pu également bénéficier d'une dotation de l'État pour un montant de 212 000 €, soit 4 000€ par logement. Vous avez la liste des bailleurs sociaux et des sites qui ont été concernés par la réhabilitation thermique, donc vous retrouvez les 445 000€ et les 297 logements. Nous avons la programmation 2024 qui est une prévisionnelle qui elle, clairement, est moins bonne que les années précédentes, et nous avons réellement une chute du nombre de demandes d'agréments qui est expliquée par un contexte national et une montée tout à fait significative des taux d'intérêts, ce qui explique de

manière globale la crise du bâtiment sur cette année 2024. Afin de respecter nos engagements par rapport au NPNRU, à savoir la reconstitution qui est indispensable pour répondre à nos obligations NPNRU, il nous faut que la reconstitution soit officialisée avant le 30 juin 2026. Ce qui fait que lors de l'inter bailleurs que nous avons tenu, en novembre 2023, nous avons imposé à l'ensemble des bailleurs, à l'ensemble des communes SRU qui sont déficitaires, à ce que la totalité des agréments qui soient accordés le soient sous forme de reconstitution. Qu'est-ce que cela change ? Ça change la chose suivante : c'est que toutes les opérations doivent comporter 60% de PLAI et 40% de PLUS. Et donc aujourd'hui, il y a quand même 101 logements, enfin agréments qui sont demandés en droit commun, notamment sur des communes qui ne sont pas déficitaires avec 29 PLAI, 18 PLUS et 54 PLS, ainsi qu'une demande en droit commun de 60 agréments PSLA, le PSLA étant du logement encore moins social avec notamment de l'acquisition possible. Que vous rajoutez de plus sur cet élément-là ? Aujourd'hui pour l'année 2024, vous pouvez voir que nous sommes simplement à 101 droits communs et à 95 NPNRU, ce qui signifie 196, ça démontre qu'il y a une nette diminution, ce qui nous posera un véritable problème par rapport à la reconstitution NPNRU puisque nous sommes, il nous en faudrait 440 encore, que nous n'avons pas. Si vous en enlevez 95, on est encore à 340 qu'il faudrait valider avant le 30 juin 2026. Cependant, à l'heure qu'il est, nous n'avons toujours pas signé la convention avec l'État et avec l'ANRU, elle n'est toujours pas signée pour notamment l'avenant numéro un. Ce qui pose un réel problème puisque l'État nous demande de valider la démarche avant le 30 juin 2026, et que nous avons déjà aujourd'hui perdu à peu près 6 mois rien que sur la signature de cette convention, ce qui est quand même un véritable problème. Mais je pense de toute façon que c'est le problème qui se situe sur l'ensemble des territoires France qui sont concernés par NPNRU, et j'imagine qu'à un moment donné la loi devra être modifiée et qu'on ne pourra pas garder le 30 juin 2026 comme date butoir parce que ce n'est quasiment pas tenable. En ce qui concerne la réhabilitation thermique du parc public, là encore aujourd'hui, on est toujours à 1 500€ par logement et dans une limite de 450€ par logement. Je n'ai pas à l'heure qu'il est le chiffre exact du nombre de logements qui sont proposés pour cette réhabilitation, mais bien évidemment nous faisons tout ce que nous pouvons pour que ce soit le plus de logements en E, F, G qui soient réhabilités également durant cette année. Qu'est-ce qu'il vous faut que j'évoque encore ? Les marges d'ajustement des loyers du parc social qui expliquent quand même, qui sont une possibilité donnée aux bailleurs d'avoir un loyer un tout petit peu plus élevé, qui ont un intérêt pour le bailleur et qui ont un intérêt que depuis des années parce qu'ils ont permis d'amener en fait une attractivité sur notre territoire pour les bailleurs qui ont construit beaucoup plus chez nous que ce qu'ils ont pu construire sur les autres territoires actuellement. Voilà ce que j'avais à vous dire, donc vous avez l'ensemble des éléments qui vous sont donnés dans ce qui est à délibérer, le volume actuel d'agréments 101+95 en NPNRU ; les principes d'attribution des agréments ; les principes de priorisation des projets ; la liste des projets de production ; le fait que m2A continue à payer 2500€ par PLAI et l'État 8 016€ ; le fait que m2A continue à accorder réhabilitation de logements classés E, F, G 1 500€ ; que nous continuons à assumer les garanties d'emprunt pour les constructions neuves ; que les marges d'ajustement nous les maintenons et que nous autorisons le Président à signer la totalité de ces points.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Vincent. Maintenant, si vous avez encore des questions ? Oui ?

(Échanges hors micro.)

M. HAGENBACH : Je le savais.

M. LE PRÉSIDENT : Une question. Madame PAUGAM.

MME PAUGAM : Oui, merci. Alors effectivement, je profite de ce point assez exhaustif pour vous poser une question. Effectivement dans le bilan qui est fait là aujourd'hui, est-ce que vous avez une estimation relativement fiable du nombre de personnes qui vont être prises en charge par une structure de logements sociaux qui sont aujourd'hui propriétaires, typiquement…

M. HAGENBACH : Oui, donc principalement sur Plein Ciel.

MME PAUGAM : Notamment, mais pas que. C'est en fait une grosse partie des gens qui sont actuellement propriétaires sur notamment les Coteaux, mais pas que, et qui, avec ce qu'on va leur donner, ne seront plus en capacité de devenir propriétaires. Et j'en profite aussi pour préciser qu'effectivement, il y a encore, je pense, beaucoup de personnes qui sont dans une vraie incertitude sur ce sujet-là et qui n'ont vraiment pas de visibilité. Pas encore plus tard que la semaine dernière, on rencontrait encore des gens qui aujourd'hui n'ont pas de visibilité sur la manière dont ça va être géré en tant que propriétaires.

M. HAGENBACH : Alors je peux, je peux vous répondre sur Plein Ciel parce que les chiffres-là, je les ai. Sur Plein Ciel aujourd'hui, sur 280 logements, il y a une enquête sociale qui a été réalisée qui a d'ailleurs amené notamment la problématique de la reconstitution du logement social sur de la copropriété, et il s'avère que plus de 80% de la population peut aujourd'hui bénéficier d'un logement social sur la totalité des deux tours Plein Ciel, ce qui explique aussi le fait que le nombre de reconstitutions soit augmenté de façon conséquente, et que l'avenant numéro un qui n'a toujours pas été signé va augmenter de façon conséquente, nous amène à 200 logements supplémentaires en reconstitution, puisque la reconstitution qui est demandée sur le territoire de m2A en NPNRU est de l'ordre de 2/3 à peu près par rapport à la déconstruction. OK ? Si on déconstruit 1 000, en fait on nous demande d'en faire 670 en gros, et en en gros, il y a une déconstruction globale je crois de 1 500, donc on sera à peu près à 1 000 en reconstitution, d'accord ? Et donc on a intégré effectivement dans cette reconstitution de la copropriété, d'accord ? Ça c'est les éléments que je peux vous apporter, que j'ai effectivement aujourd'hui mais je pense qu'on peut regarder de manière plus fine sur les autres copros effectivement pour vous apporter les réponses, ce n’est pas un souci. Je pense que Benoît l'a enregistré, n'est-ce pas Benoît ?

M. LOOS : Sur Plein Ciel, on est en phase de procédure, l’arrêté de carence n’a pas encore été pris.

M. LE PRÉSIDENT : Ok merci beaucoup de ces question et réponse. Il n'y a plus de questions ? Donc pour ce point, il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 60 + 23 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Loïc RICHARD.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

60° AIDES A LA PIERRE : BILAN 2023 ET PROGRAMME ANNUEL D'ACTION 2024 EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE (535/3.6/2386C)

La convention de délégation de compétence des aides à la pierre a été renouvelée le 22 février 2020 pour une durée de six ans.
Comme chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver le programme annuel d'action en faveur de l'habitat privé qui définit les priorités pour l'agglomération sur 2024.

BILAN 2023

L'enveloppe allouée par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) était de 6,6 M€.
80% de cette enveloppe a été consommée, soit 5,3 M€ d'aides allouées aux propriétaires du parc privé.

Cette enveloppe a permis de financer la réhabilitation de 143 logements individuels (hors copropriétés) :
- 12 logements locatifs ;
- 77 logements permettant l'adaptation du domicile des occupants aux enjeux de mobilité réduite / vieillissement (autonomie) ;
- 54 logements de propriétaires occupants pour des travaux d'économie d'énergie.

Pour les copropriétés, les aides à la pierre déléguées par l'ANAH ont permis de financer des interventions diverses sur 854 logements (à Brunstatt-Didenheim : 1ere Armée ; à Mulhouse : Diamant Noir, Eugène Delacroix, Peupliers Camus, Les Horizons, Le Président, Daguerre, Olivier, Domaine de la Colline ; à Riedisheim : Le Panorama, Bourgogne ; à Rixheim : Entremont DB, Entremont bât. S ; à Illzach : Construire) pour des travaux d'urgence et de mise aux normes, notamment pour les copropriétés dégradées et des travaux de rénovation énergétique.

m2A a engagé sur ses fonds propres 242 k€ afin d'aider les propriétaires qui s'engagent dans des travaux de réhabilitation énergétique et/ou résorbent l'habitat très dégradé.

PROGRAMME D'ACTION 2024

Dans sa programmation 2024, il vous est proposé de prioriser les actions portant sur des enjeux forts pour le territoire, avec la poursuite de :
- la rénovation énergétique des logements énergivores qu'ils soient de propriétaires occupants ou bailleurs avec notamment la mise en œuvre d'un nouveau Programme d'Intérêt Général (consultation lancée mi 2024), outil

d'accompagnement des particuliers pour la rénovation énergétique de leurs logements ;
- l'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées et la mise en œuvre des outils adaptés (OPAH, Plans de sauvegarde, POPAC) pour répondre aux problématiques posées notamment énergétiques mais aussi de suivi des instances de gestion ;
- l'intervention sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie à Mulhouse, élément constitutif du projet de renouvellement urbain sur le quartier Péricentre.

Selon les règles de l'ANAH, les priorités proposées se déclinent en 2 axes d'intervention :
- projets spécifiques,
- propriétaires occupants,
- propriétaires bailleurs.

Il est donc proposé que les projets spécifiques ciblent localement trois volets :
- les copropriétés : de la prévention, à l'incitation jusqu'au redressement pour une vingtaine de copropriétés sur les communes d'Illzach, Mulhouse et Wittenheim ;
- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du quartier de la Fonderie à Mulhouse, opérationnelle depuis le 1er juillet 2020 pour 5 ans ;

Les projets prioritaires des propriétaires occupants proposés pour le territoire sont : le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, la lutte contre le réchauffement climatique en visant les opérations avec un gain énergétique minimal de 35% par opération, les travaux de sécurité et de salubrité, les travaux d'adaptation au vieillissement conduits en lien avec la résorption de la précarité énergétique.

Et enfin, les projets prioritaires qu'il vous est proposé de porter pour la cible des propriétaires bailleurs sont, pour le territoire, très proches de ceux concernant les propriétaires occupants.

Il s'agit du traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, notamment sur les logements vacants, les projets de conventionnement « social » situés dans les communes SRU (permettant ainsi une contribution à l'atteinte de l'objectif des 20% de l'article 55 de la loi SRU), les travaux de sécurité et de salubrité et les travaux de résorption de la précarité énergétique.

Les objectifs attribués (en nombre de logements) par l'Anah pour l'année 2024 sont les suivants :

Propriétaires occupants			**Propriétaires bailleurs**	**Copropriétés**
Habitat indigne	**Autonomie**	**Rénovation énergétique**		
2	96	89	5	364

Conformément aux dispositions de l'article R.321-10 du Code de la construction et de l'habitat, le programme d'action 2024 a été soumis aux membres de la

Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) le 21 mai 2024 et a obtenu un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan 2023 ;
- approuve le programme d'action 2024 en faveur de l'amélioration de l'habitat privé selon projet ci-joint ;
- approuve les modalités de financement afférentes de la part de m2A ;
- autorise le Président ou son Vice-président délégué à formaliser et signer les avenants correspondants, les conventions d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : Projet de programme d'action 2024

PROGRAMME ANNUEL D'ACTION EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE

PREAMBULE :

Conformément à l'article R321-10-1 du CCH, l'EPCI délégataire des aides à la pierre doit annuellement établir un programme d'action territorialisé. Ce dernier doit préciser les priorités d'intervention, les critères de sélection des dossiers, les modalités financières d'intervention et présenter un état des opérations programmées. Ce programme d'action est publié au recueil des actes administratifs, ce qui le rend opposable aux tiers.

Les décisions d'octroi (ou de refus) des subventions ANAH sont alors prises par l'EPCI délégataire des aides à la pierre après évaluation de l'intérêt "économique, social, environnemental et technique du projet", dans la limite des crédits disponibles, et sur la base du programme d'action.

Dans son programme d'action 2024, m2A souhaite mettre l'accent sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire :

- Les problématiques des copropriétés, et plus particulièrement dans les quartiers dits prioritaires de la politique de la ville,
- L'OPAH Renouvellement Urbain du secteur de la Fonderie à Mulhouse qui s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),
- La lutte contre la précarité énergétique,
- La lutte contre l'habitat indigne,
- L'adaptation des logements pour les propriétaires occupants très modestes (POTM) et les propriétaires occupants modestes (POM)

Le présent document précise les modalités et priorités d'action pour 2024 à l'échelle de m2A pour les programmes suivants :

- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Fonderie à Mulhouse (OPAH RU),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Peupliers Camus signé (arrêté préfectoral en date du 2 mars 2021),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Eugène Delacroix signé (arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2021),
- Les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 toujours en phase d'élaboration de plan de sauvegarde,
- 2 plans de sauvegarde des copropriétés La Foret 1 et la Foret 2 à Wittenheim en cours de signature,
- 1 plan de sauvegarde de la copropriété du Diamant Noir signé (arrêté préfectoral du 13 juillet 2023),
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées à Illzach (copropriété Construire) signée,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées à Mulhouse (copropriétés Dunkerque/Saint Malo et Le Murat) signée, avenant à venir en 2024 pour le retrait de la copropriété Le Murat,
- Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété sur m2A (POPAC) signé, arrivant à échéance en juin 2024,
- Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété « Tour de l'Europe », signé.

À compter du 1er janvier 2024, l'accompagnement est obligatoire pour bénéficier de MaPrimeRénov' Parcours accompagné pour les projets de travaux de rénovation globale. Ce dispositif vise à encourager les ménages à entreprendre des rénovations ambitieuses en finançant une part importante des travaux. Elle est accessible quelle que soit l'étiquette énergétique du logement et quels que soient les revenus du ménage.
L'accompagnateur agréé intervient dans le cadre de ces prestations obligatoires sur les volets administratif, technique, social, et financier.

PROJET

MaPrimeRénov' par geste est maintenue uniquement pour installer en priorité un système de chauffage ou d'eau chaude sanitaire décarboné, c'est-à-dire fonctionnant avec une énergie moins polluante, et plus économe. Depuis le 1er janvier 2024 cette aide est accessible à tous les propriétaires avec des revenus très modestes, modestes et intermédiaires.
Et à partir du 1er juillet 2024, les propriétaires de logements avec une étiquette énergétique F ou G n'y auront plus accès et seront réorientés vers le Parcours accompagné pour réaliser une rénovation d'ampleur qui permet un gain de 2 classes énergétiques au minimum.

L'ANAH va déployer de nouveaux dispositifs :

- Une prime à destination des personnes souhaitant adapter leur logement à leur perte d'autonomie appelée **MaPrimeAdapt'**. Celle-ci remplace les dispositifs Habiter Mieux facile (ANAH) et Habitat et Cadre de Vie (CNAV),
- Une prime destinée à la lutte contre l'habitat indigne, appelé **Ma Prime Logement Décent**. Cette aide remplace les aides pour la lutte contre l'habitat indigne (LHI) elle s'adresse aux propriétaires occupant et bailleurs souhaitant réaliser des travaux d'ampleur dans des logements notablement dégradés et/ou insalubres.
    - Seuls les foyers aux revenus modestes et très modestes seront éligibles à ces primes. Pour les propriétaires bailleurs, l'ANAH conditionne l'aide à un conventionnement locatif (Loc'Avantage).

En parallèle, ~~la~~ m2A va mettre en œuvre un Programme d'Intérêt General sur son territoire qui démarrera le 1er juillet 2024. La durée de ce dispositif sera de trois ans avec une tranche ferme de 2 ans et une tranche conditionnelle d'un an.

L'objectif est la rénovation~~,~~ de 294 logements de propriétaires occupants en précarité énergétique, de 6 logements très dégradés ou indignes et 300 logements d'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapés. Pour les propriétaires bailleurs l'objectif sur cette période est la rénovation de 45 logements en précarité énergétique et 15 logements très dégradés ou indignes. Le volet autonomie sera mis en œuvre en fonction du budget d'ingénierie de l'appel d'offre pour le recrutement d'un prestataire de suivi animation.

Ce dispositif permettra de donner un coup d'accélérateur à la rénovation énergétique sur le territoire de la m2A et favorisera la transmission d'information vers les PO et PB sur les évolutions des politiques d'aides en faveur de la rénovation énergétique.

En 2025, l'Etat va lancer le dispositif nommé « pacte territorial », c'est une convention signée par le préfet, l'Anah et les collectivités. Cette contractualisation permettra aux collectivités d'organiser la rénovation énergétique sur leur territoire. Elle se déclinera sur deux niveaux, un régional et un autre territorial (EPCI ou Départements). L'objectif sera de créer une entrée unique (maison de l'habitat) qui réunira tous les acteurs de la rénovation énergétiques (ECFR, Adil..). Cette réforme est inscrite dans le cadre de la mise en œuvre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH).

Article 1 : LES PRIORITES D'ACTION 2024

Les priorités et règles ci-dessous définies s'appliquent à l'ensemble des dossiers déposés à compter de la date de publication du programme d'action.

Dans son programme d'action 2024, m2A souhaite donc prioriser les actions portant sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire notamment :

- les copropriétés : plus de 4 000 copropriétés sur m2A dont 18% sont potentiellement très fragiles, soit 770 copropriétés. L'AFUT, dans le cadre de l'étude de repérage des copropriétés fragiles estime à 220 copropriétés potentiellement fragiles au sens de l'Anah sur le territoire de m2A.

PROJET

- Le plan initiative copropriétés national et régional qui se décline en 7 plans de sauvegarde, 2 OPAH copropriétés dégradées et 2 programmes opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés.
- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie, élément constitutif du NPNRU sur Péricentre.

Pour rappel, les priorités nationales 2024 de l'Anah sont :
- La lutte contre le réchauffement climatique,
- La lutte contre les fractures territoriales,
- La lutte contre les fractures sociales,
- La prévention et le redressement des copropriétés.

L'amélioration de la performance énergétique se traduit par les aides suivantes :

- **Ma Prime renov'parcours accompagné** : il s'agit du programme d'aide de l'Anah qui vise à encourager les ménages à entreprendre des rénovations ambitieuse. Les travaux doivent permettre un gain d'au moins 2 classes énergétiques sur le DPE et d'inclure deux gestes d'isolation.
  - Depuis le 1er janvier 2024 un financement ANAH pour des travaux de lutte contre l'inconfort d'été est possible.
  - Les ménages aux revenus modestes et très modestes peuvent bénéficier d'une avance à hauteur de 70% du montant de leur prime.
  - La rénovation peut se dérouler en deux étapes dans un délai de 5 ans. Pour cela il est possible de compléter son 1er dossier avec des travaux supplémentaires pour des logements classés en G, F ou E.

- **Ma Prime Logement décent : l**e logement doit faire l'objet d'une grille de dégradation de l'ARS ou de l'ANAH ou être sous procédure de police (Péril, insalubrité, sécurité des équipements communs ou du saturnisme). Aussi pour être éligible le logement doit faire l'objet d'un audit énergétique et doit atteindre au minimum une classe E après travaux pour les PO et d'une classe D pour les PB.

- **MPR *Copropriété :*** *depuis le 1er janvier 2021, MaPrimeRénov' Copropriétés permet d'aider toutes les copropriétés pour leurs travaux de rénovation énergétique. Pour bénéficier de MaPrimeRenov' Copropriétés, la copropriété doit :*
  - *Avoir au moins 75 % de résidences principales* (65% pour les copropriétés de 20 lots ou moins *ou de tantième d'habitation principale) et avoir été construite il y a au moins 15 ans,*
  - *Etre immatriculée au registre national des copropriétés, avec l'Obligation de fournir une attestation de mise à jour annuelle,*
  - Réaliser des travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35 %, pour débloquer un premier palier de subvention, et un gain énergétique d'au moins 50 % pour débloquer un deuxième palier,
  - Réaliser les travaux *par un professionnel qualifié RGE et avec une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).* Cette AMO est financée en partie par l'Anah (50% du prix de la prestation avec un plafond de 300€ HT par logement pour une copropriété de plus de 20 logements, un plafond de 500€ HT par logement pour une copropriété de moins de 20 logements et un plancher de 3000€).

1.1 : Priorité 1 : Les projets spécifiques

Premier axe d'intervention : les copropriétés

La délibération n°2020-54 du Conseil d'Administration de l'Anah du 02 décembre 2020 a voté un nouveau régime d'aide en faveur des copropriétés, dit « MaPrimeRénov' copropriétés ».

En 2018, l'Anah a lancé le « Plan initiative copropriétés » qui a pour objectif de mobiliser les acteurs locaux et nationaux pour répondre au traitement des copropriétés en difficulté à travers 3 axes d'intervention :

- Transformer les copropriétés,
- Redresser les copropriétés,
- Mettre en place des actions de prévention.

Les 5 copropriétés du quartier des Coteaux sont inscrites sur la liste nationale du plan initiative copropriété, ce qui en fait une priorité.

Sur le même principe, 12 copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du plan. La liste concerne les copropriétés suivantes :

- Construire, Les Fleurs H-I-Q (1 copropriété), Les Fleurs J-K-L (3 copropriétés) à Illzach,
- La Forêt I et II à Wittenheim,
- Le Diamant Noir, Gunsbach, Le Murat, Dunkerque Saint Malo et la Tour de l'Europe à Mulhouse.

Ces copropriétés sont une priorité, ainsi que les programmes opérationnels Anah en cours :

- Plan de sauvegarde Peupliers Camus à Mulhouse signé (arrêté préfectoral le 2 mars 2021),
- Plans de sauvegarde des copropriétés la Foret 1 et 2 à Wittenheim (en cours de signature),
- Plan de sauvegarde Delacroix à Mulhouse signé (arrêté préfectoral le 18 octobre 2021),
- 2 commissions d'élaboration de plans de sauvegarde Plein Ciel 1 et 2, dont le recyclage sera traité par l'ANRU,
- Plan de sauvegarde pour la copropriété Diamant Noir à Mulhouse signé (arrêté préfectoral du 13 juillet 2023),
- Les 2 OPAH copropriétés dégradées sur Illzach et Mulhouse dont les conventions sont signées,
- Le POPAC m2A est signé,
- Le POPAC de la Tour de l'Europe à Mulhouse dont la convention est signée

Pour les copropriétés bénéficiant d'une OPAH CD et réalisant des travaux de rénovation (conservation du bâti et/ou rénovation énergétique), les aides publiques pourront représenter 100% du montant HT des travaux.

2ème axe d'intervention : l'OPAH RU Fonderie dans le cadre du NPNRU

La convention de l'OPAH RU du quartier de la Fonderie est signée et est effective à compter de juillet 2020 pour une durée de 5 ans.

1. 2 : Priorité 2 : Les propriétaires occupants

Sont retenus comme prioritaires les propriétaires occupants modestes et très modestes ayant un projet de travaux suivant les priorités ci-dessous :

A. Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés : situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation.

B. Les travaux en vue de lutte contre le réchauffement climatique leur permettant d'avoir un saut de 2 classes énergétique en maison individuelle et en copropriété.

Pour les copropriétés, les travaux financés dans le logement doivent s'inscrire dans une démarche de rénovation de l'ensemble de la copropriété, sauf si la situation technique de la copropriété ne le permet pas ou sur présentation du vote de l'assemblée générale de la copropriété refusant la réalisation des travaux.

PROJET

C. Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI (insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risque saturnin).

D. Les travaux visant à l'autonomie des personnes couplés à des travaux de précarité énergétique.

E. Les travaux visant à l'autonomie des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie avec la possibilité d'aides publiques à hauteur de 100% sur le cout des travaux TTC pour les PO très modestes ainsi que pour les PO modeste.

1.3 : Priorité 3 : Les propriétaires bailleurs

A. Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés : situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation, notamment ceux permettant de résoudre des situations d'immeubles vacants et/ou frappés d'un arrêté d'insalubrité ou de péril.

B. Les projets de bailleurs réalisant des travaux lourds et optant pour le conventionnement social ou très social en commune SRU ayant des obligations de production de logement locatif social.

C. Les projets des propriétaires bailleurs réalisant des travaux de précarité énergétique ou de travaux lourds à destination des publics du « Logement d'abord »

D. Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI (insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risque saturnin).

E. Les travaux de lutte contre la précarité énergétique dont l'évaluation de la dégradation à un indice inférieur ou égal à 0.35 et un gain énergétique après travaux de 35% minimum et une étiquette énergétique D.

1.4 : L'intervention de m2A

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à verser de 1 000 à 1 500 € par logement, pour les types d'interventions suivantes :

- propriétaires occupants très modestes et modestes dans les copropriétés « fragiles » bénéficiant d'une aide au syndicat des copropriétaires dans le cadre de « MaPrimeRénov' copropriétés » (1.000 € par logement),
- propriétaires occupants très modestes et modestes en maison individuelle avec gain énergétique supérieur à 50% et/ou réalisant des travaux d'isolation des murs (1 000 € par logement), pour des dossiers traités par l'opérateur de suivi animation du PIG désigné par m2A uniquement,
- propriétaires occupants modestes et très modestes réalisant des travaux sur un logement indigne ou très dégradé (1 500 € par logement),
- propriétaires bailleurs en immeuble en mono-propriété et maison individuelle réalisant des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradés (1 500 € par logement),
- assistance à maitrise d'ouvrage des « copropriétés fragiles » (1 000 € par copropriété) réalisant une AMO conforme à MPR Copro.

OPAH

<u>OPAH Renouvellement Urbain Fonderie</u>
Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer les aides aux travaux complémentaires de 500 € à 1 500 € par logement, ciblées sur les types d'interventions suivantes :

PROJET

- Propriétaire occupant très modeste dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (1 000 € par logement)
- Propriétaire occupant modeste dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (800€ par logement)
- Propriétaire occupant réalisant des travaux dans un logement indigne ou très dégradé (1 500€ par logement)
- Propriétaire bailleur réalisant des travaux dans un logement très dégradé ou indécent (grille de dégradation ou grille d'insalubrité ou rapport d'indécence) (1 500 € par logement)

OPAH copropriétés dégradées

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer des travaux de rénovation (conservation et énergétique) à hauteur de 10% du montant des travaux HT. Cette aide sera conditionnée à la participation de la commune et sera versée au syndicat des copropriétaires.

Plan de sauvegarde

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage

- A accompagner la réalisation des travaux d'urgence : l'aide est de **10% des travaux d'urgence plafonné à 100 000 € par copropriété** (prise en charge de tout ou partie de la TVA), excepté pour les IGH (Immeuble de Grande Hauteur).
  Cette aide sera versée au syndicat des copropriétaires.

- A accompagner les travaux de rénovation (conservation et énergétique) à hauteur **de 5% du montant des travaux HT plafonné à 100 000€ par copropriété**. Cette aide sera conditionnée à la participation de la commune et sera versée au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 2 : MODULATION DES LOYERS

Depuis le 1er Mars 2022, Loc'Avantages permet aux bailleurs qui conventionnent de bénéficier d'une réduction d'impôt importante. Cet avantage est renforcé si le bailleur a recours un dispositif d'Intermédiation Locative (IML).

Plus le loyer est réduit, plus la réduction d'impôt est élevée. Loc'Avantages renforce l'intérêt pour les propriétaires à s'engager dans une démarche solidaire, en leur proposant une solution financièrement avantageuse.
Une logique «gagnant-gagnant» qui permet de mieux conjuguer les intérêts des propriétaires et l'intérêt général, en mobilisant plus de logements à loyers modérés pour des ménages de la classe moyenne ou ayant des revenus modestes.

2.1 Le conventionnement avec travaux

Les plafonds de loyer seront définis en appliquant des décotes aux estimations du loyer de marché par commune/arrondissement, exprimés en €/m² hors charges.
Ces décotes sont de 15 % pour le segment intermédiaire, 30 % pour le segment social, 45 % pour le segment très social.

- Pour s'appliquer à un logement, le loyer plafond par m² sera multiplié par un coefficient multiplicateur valant 0,7 + 19 / surface (avec un maximum de 1,2).
- Un outil de simulation est mis en ligne, sur le site de l'ANAH, pour permettre aux propriétaires de bénéficier d'une information précise sur le loyer plafond applicable à leur logement.

PROJET

Par la délibération n°2017-43 du 29 novembre 2017, le Conseil d'administration a prorogé le dispositif de la prime d'intermédiation locative (PIL) institué par la délibération n°2015-29 du 30 septembre 2015.

2.2 Le conventionnement sans travaux

Les niveaux de loyers sont identiques au conventionnement avec travaux Anah.

L'ensemble des communes de l'agglomération peut avoir recours au conventionnement sans travaux, avec une priorité :

- sur les communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, en date du 13 décembre 2000

- les communes qui ont un taux de vacance supérieur à 7%, à savoir : Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Brunstatt – Didenheim, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Mulhouse, Ottmarsheim, et Riedisheim.

Il est demandé que les logements concernés soit des logements dont la performance énergétique, soit au minimum, en classe E (base de Denormandie).

ARTICLE 3 : GESTION DE LA QUALITE ET DES CONTROLES

3.1 La qualité

Une attention particulière sera portée par m2A délégataire des aides à la pierre de type 3, sur les travaux éligibles au regard de la priorité, sur les travaux induits et les travaux de finitions, sur les travaux somptuaires, sur les travaux inadaptés…

3.2 Le contrôle

Le plan de contrôle 2024 prévoit les objectifs suivants :

- dossiers « propriétaire occupant » : 5 % dont 1 % en cours de chantier
- dossiers « propriétaire bailleur » : 5 % dont 2 % en cours de chantier
- dossiers « conventionnement sans travaux » : 5 %
- dossiers de +100 000 € de travaux

Ces contrôles interviendront au plus tard à la demande de paiement du solde de la subvention. Des visites au dépôt du dossier pourront être réalisées.

Pour le Président
La Conseillère Communautaire Déléguée,

Fabienne ZELLER

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : Nous terminons par deux points présentés par Fabienne ZELLER sur l'aide à la pierre, premièrement, le bilan 2023.

MME ZELLER : Voilà donc Vincent a donné le bilan pour les logements sociaux, moi je vais parler des aides à la pierre pour les privés. Donc, comme chaque année, on fait le bilan de l'année écoulée et les projets pour l'année à venir. Le bilan 2023, l'enveloppe allouée par l'ANAH était de 6,6 M€. Cette enveloppe a permis de financer la réhabilitation de 143 logements individuels ainsi que des logements en copropriété à hauteur de 854 logements avec des interventions diverses pour les travaux d'urgence, de mise aux normes notamment pour les copropriétés dégradées, mais également des travaux de rénovation énergétique. M2A a engagé sur ses fonds propres 242 000€ afin d'aider les propriétaires qui s'engagent dans les travaux de réhabilitation énergétique et résorber ainsi l'habitat très dégradé. Pour le programme d'actions 2024, nous priorisons les actions portant sur les enjeux forts pour le territoire de m2A : la rénovation énergétique pour des propriétaires occupants et bailleurs à hauteur de 1 000 à 1 500€ par logement ; l'intervention dans les copropriétés fragiles et dégradées, incitation au redressement, on travaille à l'heure actuelle sur une vingtaine de copropriétés ; et également une intervention sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie. Nous accentuons également notre aide à l'habitat indigne et dégradé, la sécurité et la salubrité. Ainsi, voilà ce que je vous avais dit, les travaux de résorption de la précarité énergétique. L'objectif cette année est de 550 logements, avec une priorisation différente puisqu'avant nous travaillions essentiellement avec les familles très modestes et cette année, nous incluons les familles modestes puisqu'elles sont situées à une limite où elles n'avaient pas droit à beaucoup d'aides, et c'est souvent ce petit coup de pouce qui leur permettra de faire des travaux de rénovation énergétique. Donc il s'agit pour l'Assemblée de prendre acte du bilan 2023 et d'approuver le programme d'actions 2024.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Fabienne. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 + 23 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Loïc RICHARD.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

61° COPROPRIETES DEGRADEES – TRAVAUX DE LA COPROPRIETE « CONSTRUIRE » A ILLZACH (OPAH CD) : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ET ACCORD DE GARANTIE DES FONDS PREFINANCES (535/8.5/2385C)

La Ville d'Illzach a engagé un processus de requalification de son entrée ouest, axe majeur d'accès à la ville par la D430. Cette entrée de ville constituée de trois ensembles immobiliers : Construire / Chêne-Hêtre / La Forêt concentre une population importante ; une grande partie d'entre-elle occupe des logements sociaux, voire au fur et à mesure du temps des logements « sociaux de fait »,

accueillant des populations aux revenus modestes, dont la résidence Construire a fini par faire partie.

De ce fait, la résidence Construire (57 logements répartis sur 3 bâtiments), qui a fait également l'objet d'une attention de longue date de la municipalité (accompagnement social des occupants par le CCAS) est devenue un élément constitutif déterminant pour la qualité de la nouvelle entrée de ville.

Cette copropriété a bénéficié d'un accompagnement depuis 2014 au titre du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) piloté par le Département du Haut-Rhin. Ce dispositif a eu des effets bénéfiques pour la copropriété avec notamment une baisse des impayés et une remobilisation des instances de gestion, même si cette dernière reste encore insuffisante.

Suite à l'étude pré-opérationnelle réalisée en 2018 pour le compte de m2A à l'échelle de l'ensemble des principales copropriétés en difficulté sur le territoire et à l'inscription de la copropriété Construire au Plan Initiative Copropriétés (PIC) déployé par l'Etat ; la Ville d'Illzach a décidé de mettre en œuvre une opération programmée d'amélioration de l'habitat copropriété dégradée (OPAH CD).
Cette convention a été signée en juillet 2021 pour une durée de 5 ans.

Par délibération en date du 7 novembre 2022 (délibération n°870C) sur la politique publique de l'habitat en faveur des copropriétés dégradées, il a été rappelé l'intervention financière de m2A pour les travaux des copropriétés en Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat à hauteur de 10% du montant HT des travaux.
Durant la phase de maîtrise d'œuvre, un premier dossier de subvention avait dû être déposé pour un remplacement urgent de canalisation du réseau d'eau enterré.
La délibération du conseil d'agglomération du 16 octobre 2023 (n°2096C) a accordé une subvention de 1 673€ à la copropriété pour ces premiers travaux urgents afin de pouvoir déclencher la bonification de l'ANAH après participation de la Ville d'Illzach et m2A.

En assemblée générale du 15 février 2024, les copropriétaires des bâtiments A et B ont voté un programme de travaux de rénovation complète d'un montant total de 2 251 100 € TTC. Ces travaux sont cofinancés par l'ANAH à hauteur de 55% du HT, ainsi que par la Ville d'Illzach et m2A à hauteur de 10% HT chacune.
Le programme de travaux prévoit la rénovation du chauffage et des réseaux, le remplacement des menuiseries extérieures, l'isolation des dalles basses et étanchéité des toitures, le ravalement de la façade déjà isolée, l'électricité et l'interphonie.

La participation financière de m2A à hauteur de 10% du montant HT des travaux sera de 195 715 €.
La subvention sera versée au syndicat des copropriétaires, conformément à la convention de financement établie entre m2A et le syndicat des copropriétaires.

Le bâtiment C, du fait de sa typologie (garages et 9 studios uniquement détenus par des propriétaires bailleurs), n'est pas au même niveau d'avancement avec un programme de travaux non défini précisément à ce jour. Il fait l'objet d'un traitement différencié en assemblée générale et d'un dossier de subvention à part.

Ainsi une délibération spécifique pour ce bâtiment sera faite ultérieurement lorsque le montant des travaux sera connu.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 sur la ligne de crédits suivante :

En dépenses d'investissement :

- Ligne de crédit n° 30033 – SUB COPRO CONSTRUIRE
  Chapitre 204 – article 20422 – fonction 501
  Service gestionnaire : 535

De plus, dans le cadre du partenariat entre m2A et Procivis Alsace, contractualisé par la signature le 7 mars 2024 (délibération n°2218C du 11/12/23) d'une nouvelle convention d'intervention sur le territoire pour la période 2024-2027, Procivis accompagnera la copropriété pour le préfinancement des subventions publiques (hors avances de subvention). A ce titre, une convention de préfinancement entre le syndicat des copropriétaires, l'opérateur de l'OPAH et les différents financeurs (ANAH, m2A, Ville d'Illzach) doit être signée.

Le montant maximum du préfinancement prévu est de 466 672.76 €. Les modalités sont régies par la convention de préfinancement qui prévoit entre autre le versement direct des montants avancés sur le compte bancaire de Procivis via le mécanisme de cession de créance de la part du syndicat des copropriétaires, de la Ville d'Illzach et de m2A.

Pour accorder ce préfinancement, Procivis sollicite une garantie des fonds avancés, qui peut être assurée par m2A et la Ville d'Illzach pour moitié chacune.

Ainsi, les modalités suivantes sont proposées :

- une garantie accordée à hauteur de 50% pour le préfinancement des subventions au bénéfice du syndicat des copropriétaires, soit 233 336,38 € ;
- une garantie de m2A, en cas de non-retour des subventions, notamment en cas d'irrespect du programme des travaux, défaut de complétude ou erreur de l'opérateur dans la constitution du dossier, à assister PROCIVIS Alsace, par tous moyens, pour le recouvrement des créances auprès du Syndicat des copropriétaires ;
- un engagement de m2A à mettre en place une cession de créance portant sur la subvention qu'elle octroie au profit de PROCIVIS Alsace ;
- un engagement de m2A à mettre en place une cession de créance portant sur la subvention qu'elle octroie au profit de PROCIVIS Alsace, en tant que délégataire de compétence des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat et, à mettre en place une même créance auprès de l'ANAH.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution d'une subvention pour le programme de rénovation de la copropriété à hauteur de 195 715 € ;
- autorise le Président ou son représentant dûment habilité à formaliser et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette aide ;
- approuve les modalités de garantie des fonds préfinancés par Procivis Alsace au bénéfice de la copropriété Construire pour la réalisation des travaux de rénovation ;
- autorise le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention de préfinancement entre Procivis Alsace, le syndicat de copropriétaires, l'opérateur de l'OPAH, la Ville d'Illzach et m2a ainsi que la convention attributive de financement, et signer tous autres documents nécessaires à la mise en œuvre de ces aides.

PJ 1 : contrat de préfinancement Procivis.
PJ 2 : convention de financement m2A/syndicat des copropriétaires.

« Préfinancement des subventions publiques »

Contrat de Préfinancement des subventions publiques dans le cadre de la réalisation de travaux sur parties communes au sein de la copropriété Construire et immatriculée sous le numéro AA9391657

PROJET

dans le cadre du dispositif « OPAH Copropriété dégradée » 2021-2026 de la Ville d'Illzach

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Syndicat des Copropriétaires de la Copropriété Construire, représenté par le syndic Nexity dont le siège social est situé 19 rue de Vienne 75008 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 487530099.
Représenté par M. Laurent EICHENLAUB, agissant en qualité de Syndic et dont le mandat a été conféré par l'Assemblée Générale en date 29 mars 2023 (pour une durée de 36 mois).

Ci-après dénommé « Syndic »

PROCIVIS Alsace, SACICAP (Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) 11 rue du Marais Vert - 67084 Strasbourg Cedex,
Représentée par Monsieur Christophe GLOCK, Directeur Général, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs qui lui a été conférée par le Conseil d'Administration en date du XXXX,

Ci-après dénommée « PROCIVIS Alsace »

L'opérateur URBANIS, dont le siège social est situé 19 Boulevard de Nancy à Strasbourg
Représenté par Jérémy Demoli, Responsable d'antenne, dûment habilité à l'effet des présentes, mandaté pour une mission de suivi opérationnel de l'OPAH par la ville d'Illzach

Ci-après dénommée « l'Opérateur »

La Ville d'Illzach, dont le siège social est situé 9 Place de la République à Illzach,
Représentée par Jean-Luc SCHILDKNECHT, Maire d'Illzach agissant en vertu d'une délibération en date du XXXX,

Ci-après dénommée « La Ville d'Illzach»

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A), représentée par sa conseillère communautaire déléguée, Fabienne ZELLER, agissant en vertu d'une délibération en date du XXXX,

Ci-après dénommée « M2A »

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

En 2021, la Ville d'Illzach a lancé une OPAH Copropriété Dégradée sur la copropriété Construire, sise 4-6-10-12-14-16 rue de Bourtzwiller à Illzach. Cette copropriété rencontrait alors les difficultés suivantes : décrochage sur le marché immobilier à l'échelle du quartier, faible mobilisation des copropriétaires, travaux de conservation / résidentialisation / mise en sécurité importants à réaliser.

L'objectif de cette OPAH est d'inciter les copropriétaires à réaliser des travaux, tant sur les parties communes que privatives, et de permettre de requalifier de manière durable tant le bâti, les logements que les espaces extérieurs de la copropriété. L'OPAH a également pour objectif la revalorisation de l'image de la copropriété, notamment au vu de son positionnement en entrée de ville sur un axe principal de la commune d'Illzach.

PROJET

Ce dispositif fait l'objet d'une convention d'une durée de 5 ans maximum (2021-2025), qui expose le diagnostic, les objectifs, le programme local d'actions et précise les engagements de chacun des signataires (collectivité, Etat, Anah, partenaires). Elle fait l'objet d'un bilan et d'une évaluation pour mesurer son efficience.

PROCIVIS Alsace est l'un des partenaires engagés dans ce dispositif, pour le préfinancement des subventions publiques accordées aux copropriétés pour la réalisation de leurs travaux. En effet, PROCIVIS Alsace intervient en faveur des politiques publiques de l'habitat au titre de son activité spécifique des « Activités Sociales et Solidaires » (article L 215-1-2 du Code de la construction et de l'habitation) , de la convention 2023/2030 signée avec l'Etat le 24 janvier 2023, et de la convention entre M2A et Procivis 2024/2027 signée en mars 2024.

Cet engagement de PROCIVIS Alsace répond à l'un des 3 leviers principaux d'action pointés par le rapport Sichel en faveur de la réhabilitation énergétique des logements privés de 2021, à savoir un financement permettant de mieux toucher les ménages modestes et le développement des avances.

C'est dans ce cadre que la copropriété Construire, composée de 57 logements fait l'objet d'une OPAH Copropriétés dégradées dont l'animation a été confiée à URBANIS. Le programme des travaux a été défini avec les copropriétaires, avec l'objectif de réhabiliter de manière pérenne le bâti.

PROJET

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les engagements contractuels des signataires pour la mise en œuvre du préfinancement des subventions publiques attribuées à la copropriété Construire dans le cadre de son programme de travaux.

Les copropriétaires, réunis en Assemblée Générale le 17 janvier 2024, ont voté les travaux proposés, tels que détaillés ci-après :

LOT	MONTANT HT	MONTANT TTC
LOT 01 - CHAUFFAGE	128 448,00 €	141 292,80 €
LOT 02 - RAVALEMENT	856 327,75 €	941 960,53 €
LOT 03 - VMC	156 450,78 €	172 095,86 €
LOT 04 - SERRURERIE/MENUISERIES EXTERIEURES	453 679,64 €	499 047,60 €
LOT 05 - RESESAUX SANITAIRES/GAZ	205 532,16 €	226 085,38 €
LOT 06 - DESAMIANTAGE	44 780,00 €	49 258,00 €
LOT 07 - AMENAGEMENT LOCAL POUBELLES	6 114,52 €	6 725,97 €
LOT 08 - ELECTRICITE/INTERPHONIE	79 600,00 €	87 560,00 €
LOT 09 - ETANCHEITE	112 161,05 €	123 377,16 €
LOT 10 - ISOLATION PLANCHER BAS	23 997,60 €	25 317,47 €
LOT 11 - LIGNE DE VIE	11 625,15 €	12 787,67 €
ALEAS (5%)	103 935,83 €	114 275,42 €
TOTAL	2 182 652,50 €	2 399 783,86 €

Ils se répartissent entre 34 propriétaires occupants et 16 propriétaires bailleurs.

Le montant total des travaux, prestations intellectuelles comprises, s'établit à 2 624 836,34 € financé par les subventions publiques suivants :

Financeurs	Montant prévisionnel
ANAH	1 252 048,87 €
M2A	227 645,25 €
Ville d'Illzach	227 645,25 €
Total des subventions prévisionnelles	**1 707 339,36 €**
Reste à financer par les copropriétaires	**917 496,98 €**

Le reste à charge des copropriétaires, soit **917 496,98 €**, a été financé par l'apport des fonds propres des copropriétaires et versé sur le compte travaux ouvert à cet effet. Plusieurs propriétaires ont des besoins de prêts « Missions Sociales ».

Pour la copropriété, les subventions n'étant versées d'une part que par acomptes au vu de l'avancement des travaux et le solde après leur achèvement, et d'autre part les avances ANAH prévues dans le cadre de l'OPAH ne suffisant pas à couvrir le besoin en trésorerie de la copropriété pendant la durée des travaux, il est nécessaire de mettre en place un dispositif de préfinancement des subventions publiques.

C'est pourquoi le syndicat des copropriétaires a souhaité bénéficier du dispositif de préfinancement mis en place par PROCIVIS Alsace dans le cadre de ses Activités Sociales et Solidaires.

Pour la réalisation des travaux, le **calendrier prévisionnel de mise en œuvre** est le suivant :

- D'Avril à août 2024 : Réalisation des travaux de rénovation du bâtiment A pour un montant de 1 284 929,86 €
- D'Août 2024 à novembre 2025 : Réalisation des travaux de rénovation des bâtiments B et C pour un montant de 984 777,59 €€

La fin des travaux est ainsi estimée à la date du 30/11/2024.

Article 2 – Caractéristiques du préfinancement accordé par PROCIVIS Alsace

PROCIVIS Alsace s'engage à accorder un financement au syndicat de copropriétaires correspondant au préfinancement des subventions publiques dans les conditions suivantes :

- Montant maximum du préfinancement : **466 672,76 euros** correspondant au montant nécessaire à la copropriété pour faire face au besoin de trésorerie pendant la durée des travaux.
  - Ce montant tient compte des avances et des acomptes possibles, notamment pour les aides de l'ANAH

- Taux : le taux du préfinancement s'établit à 0%.

PROJET

- Frais de gestion : correspondant à 2 % du montant du préfinancement soit 9333,34 €, en contrepartie d'un accompagnement de PROCIVIS Alsace dans la vérification et le suivi du plan de trésorerie établi par le maître d'œuvre

- Différé : dans l'attente du versement des subventions après la réalisation des travaux, il est prévu une période de 18 mois maximum de différé. Cette durée de différé s'apprécie à compter du 1er déblocage de fonds sur le compte bancaire « travaux » de la copropriété.

- Période d'amortissement : Le présent contrat ne prévoit pas de période d'amortissement initiale ; le préfinancement devant intégralement remboursé pendant la période de différé de 18 mois.

Passée la date d'exigibilité, PROCIVIS Alsace se réserve la possibilité :
- de repousser cette date après demande motivée du syndicat des copropriétaires et de l'opérateur, et acceptée par PROCIVIS Alsace,
- de réduire le montant du préfinancement aux sommes débloquées au jour de l'expiration du délai, par simple notification par lettre recommandée avec avis de réception au Syndic (copie à M2A/ ville d'Illzach), et ne pourra être tenu de débloquer le solde du prêt,
- d'appliquer des pénalités de retard de 3% du capital emprunté dès le premier jour de retard au cas où aucune demande n'aurait été formulée ou en cas de refus de PROCIVIS Alsace d'accorder un report de la date d'exigibilité. Ces pénalités seront calculées au jour le jour jusqu'au remboursement définitif, et notifiées mensuellement par lettre recommandée.

- Garantie : Néant

- Frais de dossier : Néant.

Cette avance sera versée après utilisation des sommes provenant des quotes-parts des copropriétaires et des avances et acomptes de subventions publiques, à cet effet le Syndic fournira à PROCIVIS Alsace tous justificatifs, factures, relevés de comptes spécifiquement ouverts pour le programme de travaux.

Le premier versement du prêt, dans les conditions susvisées, devra intervenir dans les 6 mois qui suivent la signature des présentes. A défaut de respect de ce délai en raison de la non-réunion des conditions requises pour le déblocage, PROCIVIS Alsace aura la faculté de résilier la convention, dans les conditions prévues à l'article 7 des présentes, et sera déchargée de son engagement d'effectuer l'avance.

Les demandes de déblocages émanant du Syndic sont visées préalablement par l'Opérateur.

Article 3 - Engagements de PROCIVIS Alsace

PROCIVIS Alsace s'engage à débloquer l'avance au syndicat de copropriétaires dans les conditions suivantes :

- Déblocage des fonds : les acomptes seront versés par virement au fur et à mesure et en fonction des besoins de trésorerie de l'opération, sur le compte spécial travaux libellé au nom de la Copropriété après demande écrite du Syndic et visa de l'opérateur, dans les 8 jours de la

PROJET

réception de la demande visée (hors périodes estivale et hivernale), sous réserve du respect par l'opérateur et le syndic des engagements mentionnés aux articles 4 et 5 ci-après.

- Le montant débloqué par PROCIVIS Alsace correspondra au solde mensuel M+1 conformément au plan prévisionnel des travaux, figurant ci-dessus et actualisé mensuellement par le Syndic et l'opérateur au regard des travaux réellement facturés et diminué des encaissements et quotes-parts des co-propriétaires (articles 4 et 5 ci-après).

Article 4 - Engagements du Syndic

Dans le cadre des travaux votés en Assemblée Générale du 17/01/2024, le Syndic, conformément au mandat qu'il a reçu de l'Assemblée Générale, a :

- Ouvert un compte « spécial travaux » auprès de la Banque compte au nom du syndicat des copropriétaires et a domicilié sur ce compte les subventions publiques perçues au titre de l'opération, ainsi que les autres ressources perçues de la part des copropriétaires ou en leur nom, RIB annexé aux présentes.

- Appelé et mis en recouvrement les quotes-parts des copropriétaires, déduction faite des subventions publiques à préfinancer, conformément au plan de trésorerie prévisionnel annexé aux présentes. Les quotes-parts appelées ont été versées sur le compte travaux de la copropriété.

- A vérifié que toutes les entreprises mandatées pour la réalisation des travaux disposent d'un cautionnement bancaire, conformément aux termes prévus par l'article L.313-1 du Code Monétaire et Financier

Le Syndic, s'engage à :

- Fournir à l'Opérateur et à PROVIVIS Alsace la possibilité de consulter en ligne le compte travaux, ou à défaut transmettre mensuellement les relevés détaillés du compte travaux,

- Signer les actes de cession de créance :
  - entre le Syndic, l'ANAH et PROCIVIS Alsace pour permettre à PROCIVIS Alsace d'être destinataire des subventions de l'ANAH,
  - entre le Syndic, M2A - et PROCIVIS Alsace pour permettre à PROCIVIS Alsace d'être destinataire des subventions de M2A,
  - le Syndic, la Ville d'Illzach et PROCIVIS Alsace pour permettre à PROCIVIS Alsace d'être destinataire des subventions de la Ville d'Illzach

- Rembourser PROCIVIS Alsace lorsque le solde du compte travaux est excédentaire, sur demande de la PROCIVIS Alsace et dans les 8 jours suivant la réception de la demande visée

- Rembourser l'intégralité de l'avance à PROCIVIS Alsace lorsque le solde des subventions publiques est perçu, et ce avant le terme des 18 mois qui court à partir du premier acompte, et sans attendre la demande de PROCIVIS Alsace ;

PROJET

- Informer l'opérateur de tous mouvements intervenus sur ce compte spécial travaux ouvert, à cet effet, transmettre le cas échéant et à première demande tout justificatif de paiement des travaux et de réception de subventions ;

- Demander les acomptes ou avances de subventions dès que l'avancement du chantier le permet et après analyse de l'opportunité de réaliser ou non la demande d'acompte compte tenu du nombre limité d'acomptes. Le solde devra être demandé dès l'achèvement des travaux et l'obtention de la totalité des factures et des documents nécessaires. A cet effet, le Syndic fournira à l'opérateur, dans un délai de 15 jours suivant réception de la dernière facture, pour visa, les documents nécessaires au paiement des acomptes et soldes de subventions, et notamment, en fin de chantier, les procès-verbaux de réception des travaux ainsi que les décomptes définitifs des entreprises ;

- Affecter l'ensemble des fonds reçus au titre de l'opération exclusivement au paiement des travaux et au remboursement de l'avance consentie au syndicat des copropriétaires PROCIVIS Alsace ; à cet effet tout déblocage de fonds devra être visé préalablement par l'opérateur.

- Effectuer les paiements aux entreprises, pour les travaux réalisés dans le cadre de l'opération, uniquement à partir du compte travaux.

- Réaliser toutes les dépenses (travaux, frais, honoraires) et toutes les recettes (apport copropriétaires, subventions, autres) liées à l'opération via le compte travaux.

- Informer PROCIVIS Alsace de tout évènement qui pourrait modifier, à la hausse ou à la baisse, le plan de financement global, ainsi que le calendrier énoncé à l'article 2.

- Transmettre à PROCIVIS Alsace les décomptes généraux définitifs des travaux. Ces décomptes seront transmis dans un délai de 2 mois suivant la réception des travaux ; passé ce délai, le Syndic sera passible d'une pénalité de 20€ par jour de retard.

En cas de non-versement ou de versement partiel des subventions, le syndic s'engage irrévocablement à ce que les sommes prêtées par PROCIVIS Alsace et non couvertes par les subventions soient intégralement remboursées par le syndicat des copropriétaires.

- Mentionner la participation de PROCIVIS Alsace sur toute la signalétique, les panneaux, présentations et documents relatifs à l'opération financée dans le cadre de cette convention, en y faisant notamment figurer son logotype.

Article 5 - Engagements de l'Opérateur

Dans le cadre de la convention, l'opérateur s'engage à assister le syndicat des copropriétaires et le syndic dans le montage financier de l'opération, ainsi que dans toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation et au financement de l'opération,

Par ailleurs, l'opérateur s'engage à :

- Recueillir auprès du syndic et transmettre systématiquement à PROCIVIS Alsace copie de toutes factures avant déblocage des fonds

PROJET

- Recueillir auprès du syndic et transmettre à PROCIVIS Alsace la copie des notifications d'attribution de subventions publiques au syndicat des copropriétaires,

- Assister le Syndic dans l'élaboration et l'actualisation du plan de trésorerie de l'opération, ainsi que dans la mise en place et le suivi du dispositif de préfinancement des subventions, en relation avec PROCIVIS Alsace,

- Dans le cadre du suivi de l'opération, faire toute diligence pour l'établissement des demandes d'acomptes et de soldes de subventions,

- Transmettre sans délai aux organismes financeurs les dossiers de demandes de versements établis par le syndic, après s'être assuré de leur recevabilité et de la conformité des travaux au projet,

- Viser les plans de trésorerie actualisés fournis par le syndic qui serviront de base pour le déblocage des fonds, et alerter, en tant que de besoin, PROCIVIS Alsace de tout retard,

- Rendre compte du fonctionnement du dispositif devant la commission de suivi visée à l'article 7,

- Transmettre aux signataires, tous les 2 mois, un plan de trésorerie actualisé avec l'aide du Syndic, accompagné des informations expliquant les décalages constatés et les informer de tout événement,

- Mentionner la participation de PROCIVIS Alsace sur toute la signalétique, les panneaux, présentations et documents relatifs à l'opération financée dans le cadre de cette convention, en y faisant notamment figurer son logotype.

Article 6 – Engagements de la Ville d'Illzach

La Ville d'Illzach s'engage à missionner un opérateur pour assurer le suivi financier des travaux et le montage des dossiers de subventions. La mission devra comprendre le dépôt du dossier de solde des subventions et le suivi du retour des subventions sur le compte bancaire de PROCIVIS Alsace.

Ce dernier sera également chargé de faciliter le dialogue entre les différentes parties et mettra tout en œuvre pour assurer le remboursement du prêt au fur et à mesure de l'avancement des travaux. En outre, l'opérateur sera garant de la collaboration et de la réactivité du syndicat des copropriétaires, représenté par son syndic.

En cas de défaillance de son opérateur, La Ville d'Illzach s'engage à affecter des moyens humains dédiés, au sein du service Habitat de La Ville d'Illzach, pour poursuivre le suivi engagé.

La Ville d'Illzach consent à accorder une garantie à hauteur de 50 % pour le préfinancement des subventions des financeurs publics identifiés dans la présente convention et mentionné dans le plan de financement figurant à l'article 1. Cette garantie est accordée pour la durée totale du préfinancement et jusqu'au paiement du solde de la subvention de l'Anah à PROCIVIS Alsace.

Sur notification de l'impayé par simple lettre de PROCIVIS Alsace, la Ville d'Illzach s'engage à hauteur de sa garantie dans les meilleurs délais à se substituer à l'Anah pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

PROJET

La Ville d'Illzach s'engage à mettre en place une cession de créance portant sur la subvention qu'elle octroie au profit de Procivis Alsace

Enfin, La ville d'Illzach s'engage, en cas de non-retour des subventions, notamment en cas d'irrespect du programme des travaux, défaut de complétude ou erreur de l'opérateur dans la constitution du dossier, à assister PROCIVIS Alsace, par tous moyens, pour le recouvrement des créances auprès du Syndicat des copropriétaires

Article 7 - Engagements de M2A

M2A s'engage à mettre en place une cession de créance portant sur la subvention qu'elle octroie au profit de PROCIVIS Alsace.

Par ailleurs, M2A s'engagera à mettre en place une cession de créance portant sur la subvention qu'elle octroie au profit de PROCIVIS Alsace, en tant que délégataire de compétence des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat.

Enfin, M2A s'engage, en cas de non-retour des subventions, notamment en cas d'irrespect du programme des travaux, défaut de complétude ou erreur de l'opérateur dans la constitution du dossier, à assister PROCIVIS Alsace, par tous moyens, pour le recouvrement des créances auprès du Syndicat des copropriétaires

M2A consent à accorder une garantie à hauteur de 50 % pour le préfinancement des subventions des financeurs publics identifiés dans la présente convention et mentionné dans le plan de financement figurant à l'article 1. Cette garantie est accordée pour la durée totale du préfinancement et jusqu'au paiement du solde de la subvention de l'Anah à PROCIVIS Alsace.

Sur notification de l'impayé par simple lettre de PROCIVIS Alsace, M2A s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à hauteur de sa garantie à l'Anah pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 8 - Conditions de versements du prêt sur le compte bancaire « travaux » de la copropriété

Les déblocages du préfinancement d'un montant maximum total de **466 672,76** € par PROCIVIS Alsace, sur le compte bancaire « travaux » de la copropriété, sont conditionnés à la réception des pièces suivantes :

Au moment du premier déblocage ou au préalable :

- Les marchés, contrats ou devis acceptés et signés par le syndicat des copropriétaires.

- La copie des factures acquittées et ordres de virement attestant du règlement préalable des entreprises par le syndicat des copropriétaires d'un montant au moins égal à 100% des quotes-parts résiduelles correspondant au coût des travaux non couverts par des subventions publiques (collectives ou individuelles). A ce jour, le montant des subventions prévisionnelles de l'ANAH, de la Communauté d'agglomération et de la commune est de **1 707 339,36** € :

PROJET

Le montant total du chantier étant de 2 624 834 € TTC, le montant des quotes-parts résiduelles déduit des subventions publiques est de 917 496 €. **Ainsi, le montant minimum des quotes-parts résiduelles à recouvrer et à mobiliser pour le règlement des entreprises, en préalable du premier déblocage du prêt est de** 917 496 **€ (correspondant à 100% des quotes-parts résiduelles).**

- L'acte de cession de créance relatif aux subventions ANAH signé et son enregistrement par l'Agent Comptable de l'ANAH.

- L'acte de cession de créance relatif aux subventions de la Communauté d'agglomération et de la commune signés et leur enregistrement par le Trésorier de la collectivité.

- La ou les facture(s) d'entreprise(s) justifiant le premier déblocage + l'extrait du compte bancaire spécifique aux travaux de la copropriété.

Compte tenu du planning prévisionnel de lancement des travaux en Avril 2024, le premier déblocage du prêt devrait intervenir en août/septembre 2024. La période des décaissements par PROCIVIS Alsace devrait s'étaler jusqu'au 30 novembre 2024.

Pour toutes les autres demandes de déblocage :

- La ou les facture(s) d'entreprise(s) justifiant chaque déblocage, visée(s) par l'opérateur.
- L'extrait bancaire du compte travaux à la date de la demande
- Un état des éventuels impayés copropriétaires sur les travaux, accompagné d'un état d'avancement des procédures en cours à l'encontre des copropriétaires débiteurs.
- Une éventuelle visite du chantier par PROCIVIS Alsace, afin de contrôler l'avancement et la bonne réalisation des travaux, organisée par le syndic, représentant du syndicat des copropriétaires.

Article 9 - Commission de suivi

Il est instauré entre les signataires une commission de suivi de la convention, qui aura pour rôle de vérifier la mise en œuvre et le fonctionnement des termes contractualisés, d'évoquer tous les cas de changement de copropriétaires, d'examiner le cas échéant toute situation particulière liée au dispositif.

Cette commission se réunira autant que de besoin à la demande d'un des membres dans le cadre du suivi du dispositif et de l'avancement des travaux.

Les cas de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle de bonification seront par ailleurs rapportés devant le Comité de Pilotage de l'OPAH, dont PROCIVIS Alsace sera membre.

PROCIVIS Alsace se réserve le droit de suspendre ses versements en fonction des éléments financiers transmis.

Article 10 - Durée et prise d'effet

PROJET

Le préfinancement prend effet à la date de sa signature et prendra fin à la date du dernier remboursement de l'avance à PROCIVIS Alsace.

La durée maximum du préfinancement est fixée à 18 mois.

Toute modification ou prorogation devra faire l'objet d'un avenant signé dans les mêmes formes.

Article 10 – Défaillance, exigibilité des sommes dues à PROCIVIS Alsace
Défaillance :

En cas de non-respect par le syndicat des copropriétaires des termes du présent contrat, PROCIVIS Alsace pourra refuser le déblocage des fonds au titre du préfinancement tant que les termes du contrat ne sont pas respectés, ce qui ne remet pas en cause sa faculté de prononcer la résiliation du préfinancement dans les conditions ci-après exposées.

Terme de la convention :

Si les sommes dues et devenues exigibles au titre de l'avance des subventions n'ont pas été remboursées sur le compte bancaire PROCIVIS Alsace à la fin de la durée du préfinancement prévue à l'article 6, le syndicat des copropriétaires reste tenu au paiement de ces sommes jusqu'à complet règlement.

Prononcé de l'exigibilité immédiate des sommes dues :

PROCIVIS Alsace pourra prononcer l'exigibilité immédiate des sommes dues par le syndicat des copropriétaires, avant le terme, sans aucune autre formalité qu'une notification adressée par lettre recommandée avec avis de réception au syndic, dans les cas ci-après visés. L'intégralité des sommes dues par le syndicat des copropriétaires au titre du préfinancement deviendra immédiatement exigible et le syndicat des copropriétaires devra la rembourser à PROCIVIS Alsace dans les trente jours à compter de la notification.

PROCIVIS Alsace pourra se prévaloir de l'exigibilité immédiate des sommes dues au titre de l'avance dans les cas suivants :

- Non remboursement total du préfinancement à l'issue des 18 mois de différé.
- Non affectation des fonds aux travaux prévus.
- Non transmission des justificatifs prévus par la présente convention après mise en demeure par PROCIVIS Alsace dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure.
- Non versement sur le compte bancaire « travaux » des quotes-parts des copropriétaires.
- Non transmission des demandes de versement des subventions après mise en demeure par PROCIVIS Alsace, dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure.
- Mouvements de fonds non conformes, sur le compte bancaire « travaux », aux dispositions des présentes ou de la réglementation.
- Non régularisation du ou des acte(s) de cession de créance sollicité(s) par PROCIVIS Alsace dans le délai d'un mois à compter de la demande de régularisation de cet ou de ces acte(s) aux fins de versement direct à PROCIVIS Alsace des acomptes ou solde des subventions.

Résiliation de la convention par le syndicat des copropriétaires :

PROJET

Le syndicat des copropriétaires, représenté par son syndic, peut à tout moment, procéder à la résiliation anticipée du préfinancement en procédant à un remboursement anticipé de toutes sommes dues à PROCIVIS Alsace et en renonçant à solliciter le déblocage de fonds. Il devra dans ce cas notifier la résiliation par lettre recommandée avec avis de réception à PROCIVIS Alsace en procédant concomitamment au paiement.

Résiliation judiciaire :

Hors les cas de résiliation prévus par le contrat de préfinancement, chacune des parties pourra saisir le Juge aux fins de prononcé judiciaire de la résiliation du contrat en cas d'inexécution des engagements pris au titre des présentes constitutifs d'un manquement suffisamment grave pour fonder la résiliation.

La ville d'Illzach et M2A pourront se retirer de la présente convention en cas de faute grave de Procivis Alsace.

Conséquence de l'exigibilité des sommes dues au titre du préfinancement ou de la résiliation :

En cas d'exigibilité des sommes dues au titre du préfinancement de PROCIVIS Alsace, ou en cas de résiliation, le syndicat des copropriétaires reste tenu du paiement de l'intégralité de la somme due jusqu'au complet paiement. Le syndicat des copropriétaires reste, par ailleurs, tenu des engagements pris aux termes du présent contrat concernant les avances, acomptes et solde des subventions permettant le remboursement du préfinancement fait par PROCIVIS Alsace jusqu'à complet remboursement.

Si le préfinancement n'a pas été intégralement débloqué à la date de l'exigibilité ou de la résiliation, aucun autre déblocage de fonds ne peut être sollicité.

Article 11 – Traitement des données à caractère personnel

Les parties en tant que responsables de traitements s'engagent en outre à respecter la législation en vigueur applicable en France aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

A ce dernier titre, les parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles et mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés. Les parties veilleront notamment à utiliser des moyens de transmission sécurisés pour tout échange de données à caractère personnel nécessaire à la réalisation de la mission, objet de la présente convention.

Les parties s'engagent respectivement à communiquer aux personnes physiques concernées les informations légales relatives aux traitements de données à caractère personnel mis en œuvre ainsi que les modalités d'exercice de leurs droits conformément à la législation française relative à la protection des données à caractère personnel et au RGPD.

Article 12 - Communication et signalétique

PROJET

Les signataires s'engagent à mentionner la participation de PROCIVIS Alsace sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre de cette convention, en y faisant notamment figurer son logotype.

Article 13 - Contestations et litiges

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties rechercheront la conciliation, notamment auprès de la commission de suivi visée à l'article 5 ou du Comité de Pilotage de l'OPAH copropriétés dégradées.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis à la juridiction compétente sans qu'aucune des parties ne puisse en décliner la compétence.

Fait en 5 exemplaires originaux,

A , le

Pour le Syndicat des copropriétaires de la Résidence Construire représenté par son syndic

Pour PROCIVIS Alsace,

Pour l'opérateur,

Pour la Ville d'Illzach,

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

PROJET

53 – Direction Urbanisme, Aménagement et Habitat
535 – Habitat

Réf. :

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION

Entre d'une part

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Conseillère Communautaire Déléguée, dûment habilitée à intervenir conformément au Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024, désignée ci-après sous le terme « le Réservataire »,

et d'autre part

Le syndicat de la copropriété CONSTRUIRE représenté par NEXITY, ayant son siège à Mulhouse, 105 avenue de Colmar, représenté par son Directeur, désigné ci-après sous le terme « NEXITY »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations des parties signataires.
Par conséquent, au titre de la présente convention, NEXITY s'engage à mener l'action suivante :

- **Copropriétés CONSTRUIRE à Illzach – travaux de rénovation bâtiments A et B**

Compte tenu de l'intérêt que présente cette action pour m2A, celle-ci a décidé d'allouer une subvention pour cette opération à hauteur de **195 715 €,** soit 10 % du montant HT des travaux.

Article 2 – Versement des subventions

La subvention, de 195 715 € sera versée, sur le compte de NEXITY, sur demande écrite accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire correspondant au compte travaux spécialement ouvert pour le projet de rénovation de la façon suivante :

- 1er acompte de 80 % au commencement de l'opération sur présentation des ordres de service
- le solde à la clôture de l'opération sur présentation de l'état certifié des factures

Article 3 – Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, NEXITY, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

PROJET

- Communiquer à m2A, Service Habitat, le compte-rendu d'exécution des travaux présenté en Assemblée Générale.
- Communiquer à m2A, Service Habitat au courant du 1er semestre de l'année suivante, le bilan budgétaire de la copropriété sur les années de réalisation des travaux.
- Faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication relatif à l'action décrite à l'article 1er de la présente convention.

m2A rappelle à NEXITY que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise à son contrôle et s'engage à justifier à tout moment sur demande de m2A de l'utilisation des subventions reçues. D'une manière générale, NEXITY s'engage à coopérer aux travaux des juridictions financières, de l'inspection générale des Finances et à répondre à toute demande d'information.

Article 4 – Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à NEXITY ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 5 – Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par décision du Bureau.

Article 6 – Durée de la convention – Résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature et pour la durée de l'opération, sauf dénonciation par m2A ou NEXITY, en respectant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A ou NEXITY, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 7 – Cas de non-exécution

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1, NEXITY reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité du concours apporté.
Il en ira de même en cas de non-exécution des stipulations de l'article 3.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet de la présente convention, notamment si le coût réel de l'action s'avérait inférieur au montant prévisionnel indiqué à l'article 1er de la présente convention, NEXITY devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée, sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de m2A pour toute modification de l'objet (article 1) ou du report des délais d'exécution des actions.

PROJET

Le reversement total ou partiel de l'aide ou l'interruption du versement sont décidés par m2A à la demande motivée de NEXITY, lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre les actions et sollicite la résiliation de la convention.

Les reversements seront effectués par NEXITY dans le mois qui suit la réception du titre de perception de m2A.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires, le

Le Syndicat de la Copro CONSTRUIRE
Représenté par NEXITY
Le Directeur

Pour m2A
La Conseillère Communautaire déléguée

Fabienne ZELLER

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : Et la dernière correspond aux copropriétés dégradées.

MME ZELLER : Il s'agit de la copro « Construire » à ILLZACH. La ville d'ILLZACH a engagé le processus de requalification de son entrée de ville ouest, et une grande partie de ces logements sont des logements sociaux. Mais la résidence « Construire » a fini par faire partie, de fait, des logements sociaux puisque ce sont des familles très modestes qui y habitent. Depuis 2014, cette copropriété a bénéficié d'un accompagnement par des études pré opérationnelles, et cette fois-ci on y est, on est, en 2024, dix ans après, l'Assemblée générale de février 2024, les copropriétaires ont voté un programme de travaux d'un montant de 2 251 000€. Ces travaux sont cofinancés par l'ANAH à hauteur de 55% du hors taxes, ainsi que par la ville d'ILLZACH et m2A à hauteur de 10% chacune. La participation financière de m2A correspond à un montant de travaux, de 10% du montant des travaux pour 199 715€. Pour le reste des travaux, PROCIVIS accompagnera la copropriété pour le préfinancement des subventions publiques, le montant maximum de préfinancement est de 466 000€. Pour accorder ce préfinancement PROCIVIS sollicite une garantie des fonds avancés qui peut être assurée par m2A et la ville d'ILLZACH pour moitié. On vous demande donc d'approuver l'attribution d'une subvention à hauteur de 195 715€ et d'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette aide, et aussi de l'autoriser à signer la convention de pré-financement entre PROCIVIS Alsace, le syndicat de copropriétaires, l'opérateur de l'OPA, la ville d'ILLZACH et m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Fabienne. Quelqu'un est contre ? Oui ?

MME PAUGAM : Non je ne suis pas contre, je voulais juste reposer une question.

M. LE PRÉSIDENT : Allez-y.

MME PAUGAM : Je réinterviens sur cette délibération, ce n'est pas forcément directement lié mais suite aux échanges qu'on a eus là, j'ai quand même moi une question qui m'interpelle là, quand vous disiez Monsieur HAGENBACH qu'on va probablement avoir des délais qui vont se prolonger quand même sur la reconstitution, et de fait avec des délais aussi impactant sur globalement le projet NPNRU, on peut s'attendre à ce que donc globalement il y ait des délais aussi qui se prolongent sur des situations dans les copropriétés qui vont avoir vocation à être démolies, qui vont se prolonger dans des situations probablement difficiles financièrement, et est-ce que dans ce cadre-là on prévoit quand même d'avoir des financières pour continuer à entretenir ces copropriétés ou pas que des copropriétés d'ailleurs. Ça fera forcément partie du coût supplémentaire parce que les prolongations vont avoir lieu.

M. HAGENBACH : Pour vous répondre, c'est difficile de vous répondre, en fait le problème c'est que globalement le NPNRU à mon avis quand on voit les retours que nous avons, il est difficilement tenable par rapport aux déconstructions, mais je pense que sur des, enfin sur l'ensemble d'ailleurs du NPNRU. Pourquoi ? Parce qu'il y a cette hausse des taux d'intérêts, il y a une attente pour tout ce qui est reconstitution, les bailleurs, on voit bien aujourd'hui on est à 195, attendent probablement une diminution des taux d'intérêts pour se relancer et nous reproposer des projets. Or aujourd'hui, ils ont plutôt tendance à lever le pied, on en a un certain nombre qui ont été annulés, mais je pense que tout ce qui est

déconstruction va se faire dans les délais. Après faut reconnaitre que… Après non mais je crois qu'aujourd'hui ce n'est pas tellement un souci, il y a une possibilité de reloger. Regardez, nous avons relogé au niveau des bailleurs, nouveau Drouot, sans trop de difficultés ; Coteaux, ça se passe globalement plutôt bien donc je pense que ça pourra se faire honnêtement, même si la reconstitution… Faut quand même savoir une chose, aujourd'hui, on observe que de manière générale, les gens souhaitent rester sur leur territoire, d'accord ? Or le NPNRU ne permet pas la reconstitution sur le territoire, donc la reconstitution permet effectivement une mixité sociale globalement sur notre territoire général de m2A mais c'est pas… Il est beaucoup, il est très difficile de faire quitter les gens des Coteaux par exemple, je pense que vous le savez mieux que moi, on a vu le problème, et donc je pense qu'il y a des réponses à trouver…

MME PAUGAM : Si toujours…

M. HAGENBACH : …intra Coteaux et je pense qu'elles peuvent se trouver, j'espère. Non mais ce que je veux simplement dire, c'est qu'aujourd'hui la déconstruction, ce n'est pas celle qui va donner le plus de retard à mon avis au programme. Mais j'entends les bailleurs, j'ai eu une discussion avec des bailleurs récemment, eux-mêmes entendent déjà des bruits de couloir puisqu' il faut qu'il y ait une modification de la loi qui demanderait à prolonger. Ils ne vont pas l'annoncer tout de suite pour arriver le plus loin possible mais il est peu probable qu'on puisse tenir les délais à mon avis, ni 2026 pour la reconstitution et ni 2030. Je suis plus, comment dire, optimiste pour 2030 que pour 2026, voilà.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Vincent…

MME PAUGAM : Dans tous les cas, il faudra vraiment être vigilant si ça devait se prolonger ces périodes-là.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 + 22 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Vincent HAGENBACH.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

CONCLUSION

M. LE PRÉSIDENT : Mesdames et Messieurs, je voudrais conclure de façon un peu particulière aujourd'hui et je vous demande toute votre attention. Je souhaiterais en notre nom à tous remercier Jean OUACHEE, parce que c'est la Saint Jean aussi aujourd'hui ? Jean OUACHEE, notre Directeur Général des Services dont c'est la dernière séance ce soir. Il y a une chanson qui dit ça ? Le 12 juillet, il prendra ses congés avant une retraite bien méritée comme il nous l'avait annoncé, vous vous rappelez chers amis, au dernier Conseil, et nous accueillerons ensuite son successeur Arnaud CLEMENS qui est dans la salle aussi,

je crois qu'il est encore là, est ce qu'il est là ? Voilà il peut peut-être se lever ? Vous vous tournez, vous le voyez. Voilà Arnaud CLEMENS qui était à la Collectivité européenne d'Alsace, et qui viendra remplacer Jean OUACHEE. Je sais, Jean, que tu adores quand je parle très longuement sur ta carrière, de ton implication, mais je sais que tu n'aimes pas trop ces honneurs-là. Mais pourtant aujourd'hui, malgré toute l'humilité qui est la tienne, il est important, il me semblait très important de marquer le coup, et de t'adresser quelques mots de remerciements pour ton engagement sans faille et ta présence fidèle à nos côtés durant ces quatre dernières années. Ces quatre dernières années assez particulières, qu'on ne s'était peut-être pas représentées de cette manière-là. Ce n'était pas pour ça qu'on voulait faire tout ça, mais avec notre amitié, nous avons traversé ensemble, et la crise sanitaire, la crise économique, financière, la restructuration de notre administration, le déménagement de nos locaux, la création de la Maison du Territoire. Que de bouleversements profonds, mais qui auront marqué aussi pour m2A une nouvelle page. On a commencé à exister, on est là, on a une identité, on a un développement, on a une attractivité et c'est reconnu. Nous avons beaucoup avancé sur la réalisation de notre projet de territoire avec de gros dossiers, et on a mené de front toute cette restructuration avec les projets qu'il fallait mener, avec une administration qu'il fallait reconstruire et qui était là, fidèle à tes côtés, pour mener ce travail. Un immense travail que nous avons porté ensemble avec les élus, les agents, les partenaires, les citoyens, main dans la main, avec la société civile parce que notre politique, oui, elle est particulière, elle est impliquante mais elle est très chronophage. Elle part du bas pour reprendre toutes les bonnes idées et construire ensemble un développement de tout un territoire. Ces valeurs de bien vivre ensemble, ces valeurs d'appropriation sont en fin de compte le ciment de notre amitié, Jean, depuis maintenant près d'une quinzaine d'années. Donc, tu as toujours veillé au respect de notre pacte de gouvernance qui a fait la particularité de notre agglomération, et on s'y reconnait bien. Donc ces grands changements, ces grands projets, tu les as menés avec sérieux, dévouement, sens des responsabilités. Donc nous saluons ce soir toutes les grandes valeurs humaines, cher Jean, et te remercions pour ton engagement à chaque instant, donc j'aimerais que tu passes une excellente retraite auprès de ta famille, Michèle, ton épouse, tes enfants, tes petits-enfants et j'aimerais qu'on t'applaudisse bien fort. *(Applaudissements.)*

M. OUACHEE : Merci. Merci Président, merci, merci cher Fabian, et toutes et tous. Fabian aime bien les surprises, il ne m'avait pas prévenu, même si je pouvais m'en douter un petit peu. Merci pour ces propos trop bienveillants. Ils s'adressent en fait à toutes les équipes, à la Direction Générale, au Comité de Direction, à tous les agents, et, en fait à tout le service public territorial. Un service public territorial dont les collectivités ont vraiment besoin, hier, aujourd'hui et certainement demain. Parce que nos citoyens ont besoin de pôles d'ancrage, de pôles de stabilité et les communes, les EPCI, les départements, les régions sont des pôles d'ancrage essentiels pour la société. C'est vraiment quelque chose qui m'a toujours tenu à cœur, et qui rejoint l'attachement de Fabian aux questions de gouvernance. Quand j'écoute vos débats de ce soir, je me dis que je vais quitter l'agglomération dans un moment extraordinaire. On parle beaucoup d'attractivité. En 40 ans, je n'ai jamais autant travaillé sur ces sujets, comme aujourd'hui avec Benoît et l'équipe du développement économique. Tu as dit je crois tout à l'heure, Laurent, qu'on n'avait pas connu ça depuis 10 ans. Personnellement je n'ai jamais connu pendant toute ma carrière professionnelle. Le territoire est phénoménalement attractif. Quand on évoque la création possible de 1 500 à 2 000 emplois, qui sont dans des

activités d'innovation, qui préparent l'avenir, l'innovation et aussi la décarbonation. J'avoue que je vais quitter l'agglomération dans un contexte enthousiasmant. Pour toutes ces raisons, et je pense à Jean-François et à nos équipes de la DRH, quand je vois des personnes qui pensent aux collectivités locales, je dis : « pensez-y plus fortement, moi je n'ai jamais regretté d'avoir fait ce métier. » J'engage tous ceux qui y pensent et tous ceux que vous connaissez à s'engager dans cette voie aux services du territoire et bien commun. L'avenir est organisé et tracé. Tu as salué la présence d'Arnaud qui est parmi nous. Je le remercie et je vous invite à lui réserver le meilleur accueil pour assurer la continuité des services. Encore merci à toutes et à tous. *(Applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Merci. On voulait t'offrir quand même un petit présent qui te rappellera notre agglomération. La géologie, c'est ce que tu adores et tu auras un peu plus de temps à te consacrer, et donc la potasse d'Alsace et le Tour de France du géologue, tu auras le temps de le faire, on te le souhaite, parce que c'est ça qui te fera penser à nous encore.

M. OUACHEE : Je sais que le barbecue nous attend, mais je voudrais redire un petit mot et vous raconter une anecdote. Mais avant je vais demander à Maud d'ouvrir ce paquet parce qu'il y a quelque chose qui vraiment me va droit au cœur. Regardez ce magnifique bloc de sel de potasse, cette sylvinite qui vient d'une de nos mines de potasse. Je fais de la géologie, tout comme mon épouse, depuis 50 ans ! Et j'avais un bloc, mais beaucoup plus petit, un bloc venant d'ici dans un bocal en verre parce qu'on m'avait dit « Méfie-toi, la conservation n'est pas toujours évidente », et je l'ai conservé dans ce bocal , sans aucun problème, pendant au moins 30 ans, et très peu de temps avant d'arriver ici, parce que j'ai déménagé plusieurs fois, je vois que dans le bocal, il n'y avait plus rien, juste un petit peu de poudre, la pierre avait littéralement fondu, donc voilà, merci, je suis très content parce que nous avions perdu ce minéral emblématique du bassin potassique !

M. LE PRÉSIDENT : On va faire une photo. *(Photo.)*
Voilà chers collègues donc on pourra parler géologie et se ressourcer auprès d'un petit barbecue qu'on vous a préparé. Merci à toutes et à tous pour ces débats passionnants sur l'attractivité et l'avenir de notre territoire. Merci.

La séance est clôturée à 20 h 17.

Le secrétaire de séance

Jean-Luc SCHILDKNECHT

Le Président

Fabian JORDAN